



L'illibéralisme, aboutissement ou lendemain du néolibéralisme ? : une enquête sur le concept d'illibéralisme

Raphaël Demias-Morisset

► To cite this version:

Raphaël Demias-Morisset. L'illibéralisme, aboutissement ou lendemain du néolibéralisme ? : une enquête sur le concept d'illibéralisme. Science politique. Université de Bordeaux, 2024. Français. ⟨NNT : 2024BORD0394⟩. ⟨tel-04891421v3⟩

HAL Id: tel-04891421

<https://theses.hal.science/tel-04891421v3>

Submitted on 8 Dec 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

THÈSE PRÉSENTÉE POUR OBTENIR LE GRADE DE

DOCTEUR DE

L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

ÉCOLE DOCTORALE DE DROIT (ED 41)

SPÉCIALITÉ SCIENCE POLITIQUE

Par Raphaël DEMIAS-MORISSET

**L'illibéralisme, aboutissement ou lendemain du néolibéralisme ?
Enquête sur le concept d'illibéralisme**

Sous la direction de : Patrick TROUDE-CHASTENET

Et la codirection de : Frédérique RUEDA

Soutenue le 12 décembre 2024

Membres du jury :

M. BOUDOU Benjamin

Professeur à l'Université de Rennes, rapporteur

M. COS Rafaël

Professeur à l'Université de Bordeaux, examinateur

Mme LARUELLE Marlène

Professeure à l'Université Georges Washington, rapporteure

Mme RUEDA Frédérique

Professeure à l'Université de Bordeaux, co-directrice de thèse

M. TROUDE-CHASTENET Patrick

Professeur à l'Université de Bordeaux, directeur de thèse

M. TOMINI Luca

Professeur à l'Université Libre de Bruxelles, examinateur

Résumés en français et en anglais

L'illibéralisme, aboutissement ou lendemain du néolibéralisme ? Une enquête sur le concept d'illibéralisme

Résumé :

Notre thèse vise à interroger la pertinence d'une notion – l'illibéralisme – qui fait l'objet d'appropriations contradictoires et rivales. Pour ce faire, ce travail de recherche prend la forme d'une enquête, qui vise à évaluer de manière critique les usages de la notion, et à proposer une nouvelle approche pour appréhender un phénomène illibéral aux contours mouvants. Afin de rendre intelligible l'existence de contradictions et de malentendus dans la conceptualisation de l'illibéralisme du fait de la nature « essentiellement contestée » du libéralisme, cette thèse mobilise les outils théoriques de la théorie politique « wittgensteinienne » d'Hanna Pitkin et Michael Freeden. La mobilisation de ce cadre conceptuel permet de défendre l'emploi du concept d'illibéralisme comme idéologie, afin de décrire la continuité entre la remise en question du libéralisme initiée par la révolution conservatrice (et néolibérale) des années 1970-1980 et les assauts contemporains contre les différents composants d'un libéralisme « progressiste ».

Mots clés: illibéralisme, néolibéralisme, libéralisme, démocratie illibérale, constitutionnalisme, idéologie

Illiberalism, neoliberalism's heir or foe? An investigation into the concept of illiberalism

Abstract:

The aim of this dissertation is to question the relevance of « illiberalism » as a concept, in light of its contradictory and rival appropriations. This investigation into the concept of illiberalism aims to critically assess the uses of the notion, and to propose a new approach to understanding an illiberal phenomenon with fluctuating boundaries. In order to explain the existence of contradictions and misunderstandings in the conceptualization of illiberalism due to the “essentially contested” nature of liberalism, this thesis use the theoretical tools of the “Wittgensteinian” political theory of Hanna Pitkin and Michael Freeden. The mobilization of this conceptual framework leads us to defend the use of the concept of illiberalism as an ideology, to describe the continuum between the questioning of liberalism initiated by the conservative (and neoliberal) revolution of the 1970s-1980s and the contemporary assaults on the various components of a “progressive” liberalism.

Keywords: illiberalism, neoliberalism, liberalism, illiberal democracy, constitutionalism, ideology

Unité de recherche

Institut de Recherche Montesquieu (IRM) – UR 7434
16 avenue Léon Duguit – 33608 PESSAC Cedex



Remerciements

Cette thèse n'aurait pu débuter – ni aboutir – sans le soutien des personnes qui m'ont aidé au cours de ces longues et parfois difficiles années, aussi je souhaite ici les remercier.

Tout d'abord, je tiens à remercier mon directeur, Patrick Troude-Chastenot, et ma directrice de thèse, Frédérique Rueda, pour avoir accepté de diriger cette recherche, pour la liberté et les conseils qu'ils m'ont accordé tout au long de mes recherches, et enfin, pour leurs enseignements qui m'ont accompagné depuis le début de ma formation universitaire jusqu'à aujourd'hui.

Je tiens également à remercier toutes les personnes qui ont contribué à l'achèvement de ce travail de recherche d'une manière ou d'une autre. Avant tout, Carole Bergerot, pour tout ce qu'elle accomplit pour les doctorants et doctorantes de l'Institut de Recherche Montesquieu et qu'on ne saurait résumer en quelques mots. Ensuite, l'ensemble des chercheurs qui m'ont soutenu pendant ce travail de recherche, notamment Philippe Claret qui a été un soutien sans faille depuis qu'il a dirigé mon mémoire de recherche de Master 1, et Marlène Laruelle, qui a grandement contribué à la maturation de ce travail en rendant possible mon séjour de recherche au sein de l'*Illiberalism studies program* à la *George Washington University*. De même, je remercie chaleureusement l'ensemble des doctorants et doctorantes de l'IRM pour leur compagnie amicale et joyeuse durant toutes ces années.

Je souhaite tout particulièrement remercier les personnes qui m'ont accompagnées au plus près cette thèse. Les doctorant.es, docteur.es (et autres) avec lesquelles j'ai collaboré et qui sont devenues des ami.es, telles que Rym Fassi-Fihri, Samantha Marro-Bernadou, Clémence Boinot, Périne Schir et Thierry Dominici. Celles et ceux à qui j'ai eu la chance de pouvoir soumettre des parties de ce travail pour bénéficier de leurs relectures et de leurs conseils avisés, Ophélie Colomb, Thibaut Dauphin, Adrien Schu. Surtout, à Maureen Bal, pour l'ensemble de sa contribution à cette recherche, pour son amitié et pour le modèle qu'elle incarne en tant que chercheuse, enseignante et individu.

Je souhaiterai également dire toute l'affection et l'amour que je porte à mon frère et ma sœur, Nicolas et Pauline, à ma mère, Blanche, et à mes grands-parents, Charles et Maryse, pour les remercier de tout ce qu'ils m'ont apporté. Merci également à Pierre-Etienne, mon meilleur

ami (et colocataire, malencontreusement pour lui), à Lila, Anjali, Agathe, Mathieu et Manon, pour leur soutien sans faille (et sans pareil) ; à Nicolas, Gaëtan, Eloi, Tamara, et Alexis pour leur amitié de longue date ; et enfin, tous mes amis de la « Petite Feuille », Mattias, Eliott, Hugo, Tifene, Héloïse, Pierre, Amaury, Antoine, Paul et tous les autres, pour m'avoir aidé à oublier les vicissitudes de la thèse, le temps d'un verre – ou d'une *game*.

Enfin, j'ai une pensée émue pour Sally et Lola, nos deux chiennes, qui nous ont quittées après avoir été les piliers de nos existences, et dont l'absence se fait toujours sentir.

« Je veux dire seulement que tous les travaux utiles doivent être également appréciés et faits de telle sorte que le travailleur trouve une égale satisfaction à les faire ; je veux dire aussi que les travaux intellectuels, qui sont par eux-mêmes un grand plaisir, qui donnent à l'Homme une grande supériorité sur celui qui reste dans l'ignorance, doivent être accessibles à tous, et non pas rester le privilège d'un petit nombre ».

Errico Malatesta, *Entre paysans : conversations sur l'anarchie*, 1897

Sommaire

RESUMES EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS	III
REMERCIEMENTS	5
SOMMAIRE	8
INTRODUCTION GENERALE	10
PREMIERE PARTIE. CARTOGRAPHIER LES USAGES DE LA NOTION D'ILLIBERALISME	70
Introduction de la première partie	71
Chapitre I. De la démocratie illibérale à l'illibéralisme : généalogie de la notion d'illibéralisme	73
Chapitre II. Les impasses des conceptualisations de l'illibéralisme : comparaison des usages contemporains de la notion	140
Chapitre III. Les sources paradoxales de l'illibéralisme : comparaison des généalogies du phénomène illibéral	230
Conclusion de la première partie.....	299
DEUXIEME PARTIE. CONCEPTUALISER L'ILLIBERALISME	303
Introduction de la deuxième partie	304
Chapitre IV. Surmonter le jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme	308
Chapitre V. Délimiter le phénomène illibéral	382
Chapitre VI. Théoriser l'illibéralisme en tant qu'idéologie	464
Conclusion de la deuxième partie.	531
CONCLUSION GENERALE	534
ANNEXES	549
BIBLIOGRAPHIE.....	556
TABLE DES MATIERES	597

Introduction générale

Depuis le début de la décennie 2010, il semble difficile de ne pas avoir entendu parler d'illibéralisme. Que ce soit dans l'introduction de l'étudiant en droit (ou en science politique) en quête de concepts novateurs pour sa dissertation, ou dans l'article d'un journaliste à la recherche d'un titre accrocheur ; dans le discours plus ou moins inspiré d'une personnalité politique ou d'un travail de recherche académique s'intéressant à la crise de la démocratie libérale et à la montée du populisme, le terme d'illibéralisme semble s'être imposé. Le succès exponentiel de ce concept constitue néanmoins une énigme par bien des aspects. Si le terme s'est progressivement diffusé dans le champ médiatique dans le contexte du printemps arabe¹, c'est l'appropriation de l'adjectif « illibéral » par Viktor Orbán dans deux discours, le premier en 2014 et le second en 2019², qui ont propulsé le terme – et la Hongrie – sur le devant de la scène politico-médiatique. Renforcée par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump en 2016, la diffusion du terme d'illibéralisme traduit la nécessité de décrire et de penser l'avènement d'un « moment populiste » menaçant la démocratie libérale et ses institutions traditionnelles, qui se serait répandu de l'Europe centrale et orientale vers l'Occident. Cette diffusion gagne toutefois à être interrogée à la lumière de différents problèmes.

On peut d'abord être interloqué par le succès « performatif » du terme de « démocratie illibérale » dans le sillage des discours de Viktor Orbán. Comme le relevait Ludovic Lepeltier-Kutasi dans le courrier d'Europe Centrale dès 2017, le réemploi de la notion de démocratie illibérale (ou d'illibéralisme) a nimbé la politique d'Orbán d'une aura « d'exotisme » et de « singularité » qui lui a conféré une certaine stature, source de légitimité à la fois sur la scène

¹ Sur la diffusion progressive de l'adjectif « illibéral » et du terme « illibéralisme », voir à titre d'exemple : Mustafa Akyol, « Muslims Are Not Betraying Islam in Embracing Liberal Democracy », *The Guardian*, 12 décembre 2011, sect. Opinion, <https://www.theguardian.com/commentisfree/belief/2011/dec/12/muslims-islam-liberal-democracy>; Jan-Werner Müller, « Hungary Heads in Undemocratic Direction », *The Guardian*, 25 avril 2011, sect. Opinion, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2011/apr/25/fidesz-hungarian-constitution>; « TURQUIE. Démocratie "illibérale" », *Courrier international*, 4 mars 2013, <https://www.courrierinternational.com/article/2013/02/28/democratie-illiberale>; « HONGRIE. Orbán rêve d'un Etat "illibéral" », *Courrier international*, 17 septembre 2014, <https://www.courrierinternational.com/article/2014/09/18/Orban-reve-d-un-etat-illiberal>.

² Voir les traductions officielles des discours de Viktor Orbán au camp d'été de Bálványos sur le site du gouvernement hongrois : « Prime Minister Viktor Orbán's Speech at the 25th Bálványos Summer Free University and Student Camp », Government, <https://2015-2019.kormany.hu/en/the-prime-minister/the-prime-minister-s-speeches/prime-minister-viktor-Orban-s-speech-at-the-25th-balvanyos-summer-free-university-and-student-camp>; « Prime Minister Viktor Orbán's speech at the 30th Bálványos Summer Open University and Student Camp », Government, <https://2015-2019.kormany.hu/en/the-prime-minister/the-prime-minister-s-speeches/prime-minister-viktor-Orban-s-speech-at-the-30th-balvanyos-summer-open-university-and-student-camp>.

nationale et internationale³. De plus, on peut être surpris par le caractère relativement anecdotique de la référence à la « démocratie illibérale » dans les premiers discours d'Orbán, et surtout, au fait qu'elle a rapidement laissé la place à celle de « démocratie chrétienne »⁴. L'énigme du succès du concept d'illibéralisme s'épaissit encore un peu plus quand on s'intéresse à sa généalogie. En effet, si la paternité du concept de « démocratie illibérale » et par extension d'illibéralisme, est encore aujourd'hui régulièrement attribuée à l'article de Fareed Zakaria rédigé dans *Foreign affairs* en 1997, le terme de démocratie illibérale a en réalité été forgé plusieurs années auparavant par les chercheurs s'intéressant à l'échec relatif de l'exportation de la démocratie libérale en Asie du Sud-Est. Par ailleurs, bien que l'on attribue rétrospectivement aux travaux de Zakaria une dimension prophétique du fait de l'appropriation du terme de « démocratie illibérale » par Viktor Orbán, il est judicieux de rappeler que le destin du concept d'illibéralisme semblait être scellé aux débuts des années 2000, alors qu'il était fermement critiqué par son caractère peu rigoureux et normativement douteux.

D'énigme, le succès (académique) de la notion d'illibéralisme devient presque un mystère quand l'ampleur des contradictions et des malentendus dans l'emploi du concept nous rappelle qu'il n'existe pas de définition consensuelle du libéralisme, et par extension, de ce qui est supposé être la négation de ce dernier. De fait, que ce soit dans les usages ordinaires ou dans les usages savants de la notion, il n'échappe pas à la majorité des individus que le terme de libéralisme est particulièrement polysémique, ce qui reflète la très grande hétérogénéité des courants intellectuels, des partis et des personnalités politiques qui se sont revendiqués du libéralisme. Alors que la majeure partie des chercheurs et des journalistes (ou même des étudiants) ont appris à distinguer libéralisme « anglo-saxon » et libéralisme « continental », ou

³ Ludovic Lepeltier-Kutasi, « Hongrie : faut-il qualifier Viktor Orbán de dirigeant "illibéral" ? - CEC », *Le Courrier d'Europe centrale* (blog), 28 juin 2017, <https://courrierdeuropecentrale.fr/hongrie-faut-qualifier-viktor-Orbán-illiberal/>.

⁴ Sur ce point, voir le discours donné par Viktor Orbán au même camp d'été de Bálványos le 29 juillet 2018 : « The upcoming elections are therefore of the utmost importance. In these elections we must demonstrate that there is an alternative to liberal democracy: it is called Christian democracy. And we must show that the liberal elite can be replaced with a Christian democratic elite. Of course in Central Europe there are many misconceptions related to Christianity and politics, and so here I must make an incidental observation. Christian democracy is not about defending religious articles of faith – in this case Christian religious articles of faith. Neither states nor governments have competence on questions of damnation or salvation. Christian democratic politics means that the ways of life springing from Christian culture must be protected. <https://2015-2019.kormany.hu/en/the-prime-minister/the-prime-minister-s-speeches/prime-minister-viktor-Orbán-s-speech-at-the-29th-balvanyos-summer-open-university-and-student-camp>

encore libéralisme économique et politique, voire libéralisme et néolibéralisme, on peut être frappé par le fait que le terme d’illibéralisme s’emploie toujours au singulier. La tendance dans la sphère académique semble pourtant être à l’abandon des concepts trop « élastiques » pour privilégier la nuance dans la construction des catégories analytiques, ce qui conduit à mettre à l’accent sur l’hétérogénéité des « ismes » en les considérant au pluriel – à l’image des nationalismes, des populismes, des (éco)féminismes ou encore des (néo)libéralismes. Il est donc surprenant que le concept d’illibéralisme fasse ici exception.

Enfin, on peut même trouver relativement inquiétante la facilité avec laquelle le concept d’illibéralisme s’est imposé, parce qu’elle met en exergue l’horizon normatif particulièrement restreint du climat politique actuel. Bien que la thèse de Francis Fukuyama sur l’hégémonie du libéralisme et la « fin de l’Histoire » n’a pas manqué d’être critiquée au fur et à mesure de la diffusion de « l’illibéralisme » dans l’ensemble des démocraties libérales⁵, on peut à l’inverse déplorer avec Wendy Brown le fait qu’elle se vérifie, maintenant que les forces « progressistes » sont contraintes de défendre la démocratie « électorale » face à la crainte d’une régression autoritaire menaçant les protections (relatives) offertes par la démocratie libérale aux individus et aux minorités en matière de liberté politique, voire de sécurité personnelle⁶. Comme l’ont à la fois relevé Aurélien Mondon et Marlène Laruelle, appréhender la dimension « contemporaine » de la crise de la démocratie à travers le prisme d’une dichotomie libéralisme-illibéralisme tend ainsi à faire du libéralisme le seul cadre normatif et institutionnel désirable⁷. Surtout, on peut se demander si cette dichotomie ne permet pas d’euphémiser la transformation actuelle de la droite et de l’extrême droite parce que l’emploi du concept d’illibéralisme se substitue à celui d’autoritarisme⁸. De même, on peut s’interroger

⁵ Voir à titre d’exemple : KRASSTEV Ivan et HOLMES Stephen, *The Light that Failed*, Penguin UK, 2019. p9-11

⁶ « S’il est difficile de déterminer avec certitude pourquoi la démocratie est si populaire aujourd’hui, on peut cerner les processus qui réduisent la démocratie libérale elle-même (parlementaire, bourgeoise ou constitutionnelle) à l’ombre de ce qu’elle a été. Dans des régions du monde qui ont longtemps navigué sous pavillon démocratique, comment en est-on venu à ce que le pouvoir du peuple ne s’exerce plus d’aucune façon ? Dans la modernité tardive, quelle constellation de forces, quels processus ont-ils pu vider de sa substance jusqu’à cette forme limitée de démocratie ? » BROWN Wendy, « Nous sommes tous démocrates à présent », in *Démocratie, dans quel état ?*, La Fabrique Éditions, 2009.

Sur ce point, voir également : BROWN Wendy, *Undoing the demos*, Zone Books, 2015.

⁷ LARUELLE Marlène, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022 ; MONDON Aurelien, « I Was Gonna Fight Fascism... », *Journal of Illiberalism Studies*, 4, 2024.

⁸ Il s’agit d’un avertissement qui est présent dans de nombreux travaux sur l’illibéralisme. A titre d’exemple, nous renvoyons à l’extrait suivant parce qu’il résume cette tendance :

sur la pertinence analytique et normative de l'usage du terme « illibéral » pour décrire une « nouvelle » droite abandonnant ce que l'on désigne aujourd'hui comme le libéralisme politique, sociétal et économique, alors que les pratiques liberticides en question ne sont pas étrangères à la tradition occidentale, qu'elle soit libérale, conservatrice ou socialiste⁹.

L'exposé de ces différents problèmes nous conduit logiquement à nous demander si le concept d'illibéralisme est bien pertinent ou même utile. Pourtant, la diffusion du concept d'illibéralisme semble révéler l'existence d'un « nœud historique »¹⁰ qui nécessite d'être pris au sérieux en raison de son importance politique, socio-économique et géopolitique indéniable. On peut effectivement légitimement se demander s'il n'est pas nécessaire de recourir à un nouveau concept pour décrire et relier l'existence de plusieurs phénomènes qui interpellent par leur cohérence idéologique, et par leur gravité. De ce point de vue, recourir au concept d'illibéralisme semble justifié pour appréhender simultanément le développement d'une « internationale conservatrice » regroupant les droites et les extrêmes droites du monde occidental, avec ce qui semble être une remise en question inédite du constitutionnalisme libéral, du parlementarisme, des droits des minorités de genre, raciales et sexuelles et de l'ordre international libéral dans le monde. La question est donc de savoir quel est le moyen le plus pertinent pour rendre intelligible ce « nœud historique », ce qui sera le fil directeur de notre thèse.

« Il est vrai que les mots et concepts ont perdu en réalité ou de leur sens commun, ce qui empêche toute controverse raisonnée et profite à l'extrême droite, toujours prête à faire un commerce illicite de la langue. Comme l'a montré Victor Klemperer à propos de la langue du IIIe Reich, toute novlangue impose sa philosophie implicite qui colonise les esprits et les rend impuissants à conjurer le pire [12]. Après des mots abstraits pour décrire la réalité de vies abîmées (le chômage plutôt que les chômeurs, par exemple) ont surgi des concepts insensés, comme démocratie « illibérale », autoritarisme démocratique et « démocrature », qui font croire que puisse exister une démocratie sans liberté et sans égalité. Pour un parti hostile à la démocratie, qu'espérer de mieux ? ». ALDUY Cécile, COLLOVALD Annie, PRANCHÈRE Jean-Yves *et al.*, « Les faillites du langage », *Esprit*, Éditions Esprit, 2023.

⁹ FRANKENBERG Günter, *Authoritarianism*, Edward Elgar Publishing, 2020.

¹⁰ Nous reviendrons ultérieurement sur le concept de « nœud historique » que nous empruntons à Pierre Rosanvallon et Samuel Hayat, voir : Pierre Rosanvallon, « Pour une histoire conceptuelle du politique (note de travail) », *Revue de synthèse*, n° 1-2, 1986, p. 99-100 ; cité dans : Samuel Hayat, « Étudier les idées en révolution. Questions de méthode », in *Vers une histoire sociale des idées politiques*, éd. par Chloé Gaboriaux et Arnaud Skornicki (Presses universitaires du Septentrion, 2017), 251-64, <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.18720>.

I. Construction de l'objet : pourquoi problématiser la conceptualisation de l'illibéralisme ?

Malgré son succès, l'emploi du concept d'illibéralisme peut à la fois être interrogé d'un point de vue terminologique (pourquoi recourir à ce terme précis) et d'un point de vue analytique (que cherche-t-on à décrire et à rendre intelligible en recourant à ce concept). Puisque cette réflexion sur le « concept » d'illibéralisme peut sembler éloignée des considérations « pratiques » du reste de la recherche en sciences sociales, du personnel politico-médiatique ou encore des citoyens, il apparaît judicieux de montrer en quoi ce travail s'impose en raison des problèmes à la fois « ordinaire » et « spécifique » rencontrés dans la conceptualisation de l'illibéralisme.

Postulats et hypothèses de départ

Comme le suggère notre rapide inventaire des problèmes soulevés par la notion, le point de départ de notre recherche est que la conceptualisation de l'illibéralisme est *problématique*, parce qu'elle est à la fois complexe et conflictuelle – même si la nature et les ramifications de ce « problème » semblent méconnus¹¹. Ce postulat implique certaines clarifications sur ce qui constitue l'objet de ce travail de recherche. Depuis que nous avons commencé à travailler sur le phénomène illibéral dans le cadre de notre mémoire de recherche de Master 1 portant sur les « démocraties illibérales » en 2017, il nous est apparu de plus en plus nécessaire de déplacer notre travail de recherche de l'analyse du phénomène illibéral vers la réflexion épistémologique sur la conceptualisation de l'illibéralisme. Ce pas de côté se justifie à la fois par l'explosion du nombre de publications scientifiques et d'articles journalistique mobilisant le concept d'illibéralisme à partir de 2016¹² ; puis, par la parution d'articles visant à servir

¹¹ On peut d'ailleurs noter que ce postulat est le propre des recherches consacrées aux « concepts politiques ». De ce point de vue, notre recherche s'inspire des thèses de Benjamin Boudou sur le concept d'hospitalité, de Samuel Hayat sur le concept de représentation, et elle a été nourrie par les discussions échangées avec Maureen Bal sur les parallèles entre les difficultés soulevées par les concepts d'illibéralisme et d'écoféminisme : Benjamin Boudou, « Théorie politique de l'hospitalité : les relations de pouvoir aux frontières des communautés politiques » (These de doctorat, Paris, Institut d'études politiques, 2013), <https://theses.fr/2013IEPP0060>; Samuel Hayat, « “Au nom du peuple français” : la représentation politique en question autour de la révolution de 1848 en France » (These de doctorat, Paris 8, 2011), <https://theses.fr/2011PA083509>; Maureen Bal, « Les impensés de l'écoféminisme, étude comparative des écoféminismes français et étasunien (1970-2020) » (These en préparation, Bordeaux, 2020), <https://theses.fr/s345176>.

¹² Voir les documents infographiques représentant l'évolution du nombre de publications consacrées à l'illibéralisme en annexe. A titre d'exemple, on peut voir que le terme « illiberalism » est présent dans les titres

d'introduction à la réflexion sur l'illibéralisme en elle-même à partir des années 2020. Le travail de définition de l'illibéralisme amorcé chronologiquement par Marlène Laruelle¹³, ainsi que Desmond King et Jasper T. Kauth¹⁴ à partir de 2020, puis par la parution du *Routledge Handbook of Illiberalism* co-dirigé par Stephen Holmes, Renáta Uitz et András Sajó en 2021 a ainsi relativisé l'intérêt de notre projet de recherche initial, qui était d'introduire la réflexion sur l'illibéralisme en proposant une définition de ce dernier fondée sur la comparaison des processus d'érosion démocratique en Pologne, en Hongrie, en France et aux Etats-Unis. Face à la somme de ces publications, et au constat de leurs divergences sur le plan épistémologique, méthodologique, analytique et normatif, il nous a semblé opportun de prendre au sérieux les difficultés soulevées par l'étude d'un phénomène illibéral dont les frontières apparaissaient de plus en plus floues, afin de comprendre les causes et les implications du puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de l'illibéralisme.

La centralité de l'idée de « puzzle conceptuel » dans notre travail de recherche témoigne à cet égard de notre dette intellectuelle vis-à-vis de l'ouvrage d'Hanna F. Pitkin « Wittgenstein and justice : *On the Significance of Ludwig Wittgenstein for Social and Political Thought* » publié en 1972, et plus largement de son œuvre. La lecture de l'ouvrage de Pitkin a véritablement illuminé notre compréhension des problèmes soulevés par la conceptualisation de l'illibéralisme, et elle a donné un sens à notre thèse, que ce soit sur le plan épistémologique, analytique et éthique. En effet, il nous semble que la réflexion contemporaine sur l'illibéralisme fait aujourd'hui face au même problème que celui évoqué par Pitkin dans l'étude du concept de représentation (et de justice) – ce qui invite à recourir au même « remède »¹⁵ – à savoir la mobilisation d'un cadre théorique inspiré par la philosophie du langage ordinaire :

ou résumés de 3430 articles référencés par Google Scholar entre 1990 et 2010 – sachant qu'une petite partie seulement de ces travaux s'intéressent au phénomène « illibéral » tel qu'il est compris qu'aujourd'hui. En comparaison, plus de 16000 articles mobilisant le terme « illiberalism » et référencés par Google Scholar ont été publiés depuis 2011, dont au moins 11500 depuis 2020.

¹³ LARUELLE Marlène, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

¹⁴ KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

¹⁵ Voir la description claire et détaillée de la méthode proposée par Hanna Pitkin à propos du concept de représentation dans la thèse de Samuel Hayat :

« L'objectif de Pitkin est ambitieux : rendre compte, en les classant selon une typologie inédite, de l'ensemble des recherches passées sur la représentation, et déduire de leur étude croisée un concept de représentation qui soit effectivement adéquat à la pratique des régimes démocratiques, et qui puisse définir les bornes des discours valides sur la représentation. Dans la lignée du « tournant linguistique » de la philosophie analytique, et en

« We can pursue the Wittgensteinian course of backing off from the ontological question to the question of meaning, and from that to the question of use; and there we may find release from what is confusing us. Of course, political and social theory are not constantly enmeshed in such obstructive, conceptual problems; and the intention is not to substitute the study of language for the study of politics or society. Ordinary-language investigations are in order where conceptual puzzlement obtrudes itself and distracts us from our work.

Thus, for example, in studying representative government we may come upon a long-standing and seemingly endless controversy, in which both sides seem to talk past each other, about whether the representative is supposed to do what he thinks best or what his constituents want. Then we may suspect that a conceptual paradox is involved, and examine the meaning of "representative" as a way of resolving that controversy into more manageable terms. Or, we may find ourselves puzzled or in conflict about the limits, the fundamental nature of our field, as when political scientists are troubled about the limits and nature of political phenomena. No doubt we can sometimes save time with a stipulative definition, but it cannot tell us what we want to know: what we ourselves consider political. Or again, we may find that both theoretical and empirical work on some particular topic encounters persistent difficulty and confusion, as has been the case for instance in political science on the topic of power. Here again the 'investigators' concepts may require some attention; we may profitably stop looking at power phenomena in the world for a time, and back up to an examination of how we talk about "power" »¹⁶.

Conséquemment, notre de travail de recherche s'est (ré)orienté autour de deux hypothèses de recherche qu'il convient de détailler ici :

- Premièrement, pour « résoudre » le puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de l'illibéralisme, il faut d'abord chercher à comprendre ce qu'on cherche à *dire* en mobilisant ce concept. Cette hypothèse implique de s'intéresser aux usages du concept d'illibéralisme avant d'étudier un quelconque phénomène illibéral.

plaçant son étude sous le patronage de l'école d'Oxford, dont la spécificité est de résoudre les problèmes linguistiques par l'analyse des utilisations ordinaires des concepts, sans distinguer entre leurs acceptions savantes ou logiquement déduites et l'usage vulgaire, Pitkin essaie de trouver le dénominateur commun à toutes les utilisations du terme. En partant d'une définition minimale de la représentation, comme l'action de « rendre présent *en un certain sens* quelque chose qui *n'est* néanmoins *pas* littéralement ou réellement présente », elle essaie d'explorer les différentes façons de penser la relation qui se noue entre l'absent – le représenté – et ce qui le rend présent – le représentant. Ce travail l'amène à distinguer quatre conceptions de la représentation (formelle, descriptive, symbolique et substantielle), avant de proposer un critère normatif privilégié pour juger de la qualité d'une relation de représentation politique, la réactivité (*reponsiveness*) du représentant. » Hayat, « Au nom du peuple français ». p37-38

¹⁶ PITKIN Hanna Fenichel, « Wittgenstein and Justice », in *Wittgenstein and Justice*, University of California Press, 2020. p20-21

Dit autrement, pour mesurer l'étendue de la « polysémie conflictuelle » rencontrée dans la définition de l'illibéralisme, nous allons nous intéresser aux discours *sur* l'illibéralisme, qu'ils émanent de la sphère académique au sens strict, ou de la sphère politico-médiatique.

Ce travail sur les usages de la notion d'illibéralisme implique par ailleurs une dimension critique, puisqu'il est possible d'évaluer le « raisonnement sociologique » (ou historique)¹⁷ à l'œuvre dans ces différentes utilisations du terme d'illibéralisme. En effet, le concept d'illibéralisme étant construit par les « observateurs » de l'illibéralisme et non par les « illibéraux », il n'existe pas de conventions préétablies guidant l'usage du terme. Par conséquent, il faut se demander si la fonction attribuée au concept et son contenu est cohérente avec son « objet réel »¹⁸ – quel que ce soit ce dernier. Dit autrement, et en reprenant le vocabulaire de Jean-Claude Passeron, il s'agit de réaliser un contrôle empirique de « l'interprétation conceptuelle »¹⁹ des usages du concept d'illibéralisme. Il convient néanmoins de préciser que si cette approche implique nécessairement une dimension critique dans notre travail de recherche, en particulier à l'égard des impasses épistémologiques de certains des travaux que nous avons étudiés, nous n'avons ni la prétention de réaliser un travail exhaustif (puisque cela aurait nécessité un travail approfondi de sociologie du savoir du « champ » de la recherche sur l'illibéralisme), ni la volonté de confondre les travaux en question avec les chercheurs et les chercheuses qui les ont rédigés.

- Deuxièmement, apprécier la pertinence du concept d'illibéralisme nécessite de compléter le diagnostic réalisé grâce à ce travail sur les usages du concept d'illibéralisme par un travail exploratoire. Ce dernier vise à tester la possibilité de conceptualiser l'illibéralisme en tentant à la fois de résoudre les problèmes épistémologiques et méthodologiques déjà identifiés (tout en essayant de dépasser les « nouvelles » difficultés rencontrées en cours de route) ; et d'éclairer la continuité potentielle entre ce qui était considéré dans les années 1980 comme un populisme ethno-nationaliste – et qui est désormais communément désigné comme un

¹⁷ PASSERON Jean-Claude, *Le Raisonnement sociologique*, Albin Michel, 2011.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

(ultra)libéralisme de marché – avec le « moment illibéral » contemporain. Autrement dit, et en reprenant les termes employés dans la littérature s’intéressant au néolibéralisme, il s’agit de se demander si le concept d’illibéralisme est pertinent pour appréhender l’avènement d’un « néolibéralisme mutant »²⁰, d’une sorte de « Frankenstein autoritaire »²¹, fruit d’un syncrétisme (en apparence contradictoire) entre les idées de l’extrême-droite et celles de la gouvernance néolibérale.

De manière plus concrète, nous avons donc pensé notre travail de recherche comme une introduction à la réflexion sur l’illibéralisme, qui se situe à la fois en amont du travail de définition initié par des chercheurs et des chercheuses telles que Marlène Laruelle, parce qu’il vise à éclairer la dimension idéologique des conflits épistémologiques dans la réflexion sur l’illibéralisme ; et en aval de ce dernier, parce qu’il cherche à interroger les conditions de l’emploi du concept.

Mettre en lumière le puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de l’illibéralisme

Malgré ce que peut laisser penser la diffusion du terme d’illibéralisme dans la sphère politico-médiatique, la réflexion sur l’illibéralisme soulève instantanément une série de problèmes épistémologiques, méthodologiques et analytiques aux ramifications étendues. Se demander si le concept d’illibéralisme est pertinent nécessite en effet de s’intéresser à différentes questions : comment définir l’illibéralisme ? Quel est le périmètre du phénomène illibéral ? Quel est le libéralisme remis en question par les « illibéraux » ? Qui invitent rapidement à définir ce qu’est le libéralisme, à déterminer la nature de la critique de la démocratie libérale qui est revendiquée par une frange croissante de la droite aujourd’hui²², puis, à se

²⁰ CALLISON William et MANFREDI Zachary, *Mutant Neoliberalism*, Fordham University Press, 2019.

²¹ BROWN Wendy, « Neoliberalism’s Frankenstein », *Critical Times*, 1, 2018. ; FRANKENBERG Günter, « Authoritarian constitutionalism », in *Authoritarian Constitutionalism*, Edward Elgar Publishing, 2019.

²² Nous reviendrons ultérieurement sur la question de l’opposition ou de la synthèse, entre un illibéralisme « de gauche » et un illibéralisme « de droite » qui est précisément source de difficultés. On peut toutefois noter que seule la droite « radicale » revendique le terme d’illibéralisme. Sur ce point, voir à titre d’exemple les articles et déclarations d’Eric Zemmour quant au modèle « illibéral » hongrois, qui serait opposé au « libéralisme mondialisé » (et progressiste) « mais pas à l’économie de marché » : « Eric Zemmour : « À l’est, du nouveau », Le Figaro, 13 avril 2018, <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/2018/04/13/31002-20180413ARTFIG00010-eric-zemmour-l-est-du-nouveau.php>. Voir également : Périne Schir et Marlène Laruelle, « Eric Zemmour, The New Face of the French Far Right: Media-Sponsored, Neoliberal, and Reactionary », *Journal of Illiberalism Studies* 2, n° 2 (2022): 1-17, <https://doi.org/10.53483/WCKS3540>; Périne Schir, « Comment Éric Zemmour a-t-il droitisé la

demander si cette critique ne conduit pas à une remise en question de la démocratie libérale, c'est-à-dire à un basculement autoritaire dans les régimes en question. Pourtant, dans certains des travaux des « études de l'illibéralisme »²³, c'est-à-dire des travaux dont l'illibéralisme est l'un des objets de recherche principaux ou accessoires, la conceptualisation de l'illibéralisme ne soulève pas de difficultés particulières, comme le montre l'exemple de l'introduction du *Routledge Handbook of Illiberalism* (RHI) publié en 2021, dirigé par András Sajó, Renáta Uitz and Stephen Holmes :

« In the scholarly literature most words ending in “cy” (democracy) or “ism” (populism, liberalism) indicate a concept. Concepts are, increasingly and fashionably, “contested.” This is not the case with illiberalism, a term that was hardly used until recently and could not, therefore, enter the Hall of Fame of contested concepts. Although illiberalism has a number of constituent elements, it is not a “classical concept” that would have “a minimal definition which includes the necessary and jointly sufficient defining properties” (van Kessel 2014, 104, following Sartori 1984). »

Or, on peut questionner cette absence de problématisation quand on constate que les éditeurs de l'ouvrage définissent l'illibéralisme comme un « fait social » dont la matérialité est relativement floue : il s'agirait d'un phénomène *sui generis* de disparition de la liberté qui est à la fois social, politique, légal et mental tout en étant ni une idéologie, ni un type de régime²⁴. On se demande donc comment Holmes, Uitz et Sajó peuvent considérer que le concept

France ? », The Conversation, 24 mars 2024, <http://theconversation.com/comment-eric-zemmour-a-t-il-droitise-la-france-225503>.

²³ Nous avons pensé judicieux de traduire « *illiberalism studies* » par « études de l'illibéralisme », au même titre que « *gender studies* » est traduit en français par « études de genre ». Nous avons également étendu cette traduction aux « *neoliberalism studies* » en les traduisant par « études du néolibéralisme ». Nous reviendrons ultérieurement sur la manière dont ces champs d'études sont définis.

²⁴ « Illiberalism refers to a set of social, political, cultural, legal, and mental phenomena associated with the waning of individual liberty (personal freedom) as an everyday experience. Illiberalism is not an ideology or a regime type. The rise of illiberalism is not always violent. At times it is not even unpleasant. Nor is it synonymous with totalitarianism or autocracy. It is compatible with the political rituals of a competitive democracy. It results from political, social, and economic practices that unduly concentrate powers in the executive branch, or from the limitations on social diversity or political pluralism (i.e. in the name of higher values such as Christianity, Hindutva, Islam, the common good, or peace and harmony). Some of the values and practices associated with illiberalism have a long historical pedigree, others are more recent. Indeed, various forms of illiberalism predate liberalism: human history is dominated by illiberal practices and liberalism emerged as a systematic attack on prevalent illiberal forms of social organization and thinking. The rise of illiberalism is a social fact – troubling for some, welcome to many. » SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021. pXXI

d'illibéralisme ne soulève pas de difficultés alors qu'il est aussi difficile de définir le statut du concept d'illibéralisme, ainsi que le périmètre du phénomène. Comme le suggère le constat selon lequel il est impossible de définir le libéralisme du fait de sa trop grande hétérogénéité historique (émis dans les pages suivantes de la préface du RHI), on comprend que non seulement la conceptualisation de l'illibéralisme soulève des problèmes « ordinaires », similaires à ceux rencontrés dans la définition de démocratie, de l'autoritarisme ou du populisme, mais qu'elle suscite en plus des problèmes spécifiques qui sont précisément en lien avec la nature « contestée » du libéralisme. De fait, on peut se demander comment il serait possible de définir l'illibéralisme sans préciser au préalable sa relation avec le concept de libéralisme. Aussi, doit-on appréhender le libéralisme comme une idéologie ? comme une méta-idéologie synonyme de modernité ? ou encore comme une culture politique située géographiquement et historiquement ? De ce point de vue, la conceptualisation de l'illibéralisme implique nécessairement un travail interdisciplinaire, puisqu'il est impossible de répondre à ces différentes questions sans s'intéresser au droit, à l'histoire, à la philosophie et à l'économie en complément de la science politique. Cette interdisciplinarité est d'autant plus évidente qu'une analyse embryonnaire des études de l'illibéralisme suffit à montrer qu'il s'agit d'un champ pluridisciplinaire, et ce, dès sa genèse²⁵. Comme le montrent les exemples des travaux pionniers de Marlène Laruelle²⁶, et ceux de Desmond King et Theodaur Kauth²⁷, l'entreprise de conceptualisation de l'illibéralisme se situe nécessairement à l'intersection de plusieurs champs de recherche, et elle diffère de manière plus ou moins drastique selon la discipline et le « protocole » de recherche employé.

L'appréhension du phénomène illibéral s'appuie en effet sur divers narratifs, paradigmes et grilles de lectures, c'est-à-dire sur des « réseaux de croyances entrelacées »²⁸ qui sont parfois

²⁵ Voir les développements des chapitres 1 et 2 sur l'entrelacement entre disciplines (science politique, droit, économie) et sous-disciplines (politique comparée, théorie du droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, économie politique) s'intéressant au concept d'illibéralisme.

²⁶ LARUELLE Marlène, « Making Sense of Russia's Illiberalism », *Journal of Democracy*, 31, Johns Hopkins University Press, 2020 LARUELLE Marlène, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

²⁷ KING Desmond, *In The Name of Liberalism*, OUP Oxford, 1999 KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

²⁸ Le concept de « réseaux de croyances entrelacées » est emprunté à Mark Bevir, qui s'inspire lui-même de Willard Quine. Il est au cœur de l'approche post-analytique développée par Bevir dont le postulat de départ est présenté dans l'extrait suivant :

« The logic of a discipline consists of a normative account of the reasoning appropriate to it. Disciplines generally have forms of justificatory and explanatory reasoning as the two constitutive parts of their logics. A form of

propres à certaines disciplines, parfois à certains champs de recherche, parfois spécifiques à certains contextes géographiques et historiques. Or ces narratifs modifient la façon de délimiter et de définir l'illibéralisme. A titre d'exemple, on peut constater que le phénomène illibéral est abordé avec un prisme « schmittien » par la majorité des juristes s'intéressant ou mobilisant le concept d'illibéralisme. La remise en question explicitement revendiquée de « l'impossibilisme légal »²⁹, de la supériorité du droit international sur le droit national, ou encore de l'immutabilité du catalogue des droits et libertés garantis par le constitutionnalisme libéral, conduit ainsi de nombreux juristes à penser le phénomène illibéral comme la résurgence d'un conflit entre droit et politique. Cette remise en question de la supériorité du droit « formel » sur la « décision politique » du souverain, incarné par le pouvoir exécutif, fait donc planer une « ombre » schmittienne sur l'illibéralisme qui est d'autant plus importante que les théories de Schmitt et les critiques qu'il formule à l'encontre du positivisme juridique et du constitutionnalisme sont une inspiration pour certains des intellectuels qui revendiquent une forme d'illibéralisme, tels que Adrian Vermeule³⁰. Toutefois, comme nous le verrons, la prégnance de ce prisme schmittien est susceptible d'occulter le fait que le constitutionnalisme et le positivisme juridique « Kelsenien » ont également été féroce­ment critiqués par des intellectuels tels que Hayek pour leur orientation sociale-démocrate (et donc « antilibérale »)³¹, alors que Hayek est conventionnellement considéré par de nombreux

justification consists of an analysis of the characteristics that make a certain body of facts and theories objective, or authoritative, within a discipline. It specifies the way in which scholars can justify their claims to knowledge. Thus, a form of justification might consist of a method by which scholars can arrive at suitable facts and theories, or a test for evaluating the facts and theories scholars put forward, or criteria for comparing rival bodies of facts and theories. A method, in a strong sense, is a special procedure that enables scholars to reach a correct conclusion about something. ». BEVIR Mark, *The Logic of the History of Ideas* [en ligne], Cambridge University Press, 1999. p5

Voir également : BEVIR Mark, « Une approche interprétative de la gouvernance », *Revue française de science politique*, 63, Presses de Sciences Po, 2013.

²⁹ Il s'agit d'une expression employée par Jarosław Kaczyński pour désigner les contraintes « juridiques » exercées par des organes non élus sur la majorité. Sur ce point, voir : RUPNIK Jacques, « Démocrature en Europe du Centre-Est », *Pouvoirs*, 169, Le Seuil, 2019.; « Legal Impossibilism versus the Rule of Law | Review of Democracy », 29 juin 2021, <https://revdem.ceu.edu/2021/06/29/legal-impossibilism-versus-the-rule-of-law/>.

³⁰ VERMEULE Adrian, « Our Schmittian Administrative Law », *Harv. L. Rev.*, 122, 2008 VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism*, John Wiley & Sons, 2022.

³¹ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point. Par ailleurs, on peut douter du fait que la théorie du droit de Kelsen serait un « cheval de troie » du socialisme menant au totalitarisme comme le défend Hayek. Sur ce point, voir notamment : HOCHMANN Thomas, « Hans Kelsen et le constitutionnalisme global : Théorie pure du droit et projet politique », *Jus Politicum : Revue de droit politique*, Constitutionnalisme global, 17 (2018): 25.

juristes comme l'une des figures intellectuelles les plus importantes du « libéralisme constitutionnel ».

De même, il est difficile de ne pas mesurer l'influence d'une grille de lecture « Polanyienne » dans la littérature sur l'illibéralisme. Bien que la thèse du « contre-mouvement » – développée par Polanyi pour décrire la montée du fascisme en réaction aux effets socio-économiques de l'hégémonie du capitalisme dérégulé depuis le début du XIXe siècle³² – est peu citée³³, on retrouve presque à l'identique cette lecture dans la description de la montée d'un « populisme illibéral » au sein des travaux et des essais s'intéressant à l'illibéralisme³⁴. Dans ces travaux, l'illibéralisme est pensé comme une réaction « organique » à la fois populaire et conservatrice face à un libéralisme hégémonique depuis la chute du bloc soviétique, et à ses excès, que ce soit sur le plan politique (la croissance « exponentielle » des droits individuels et la judiciarisation de la politique), sur le plan culturel et sociétal (le développement des nouveaux mouvements sociaux et des revendications des minorités de genre, raciales et sexuelles) ou encore sur le plan économique (les excès de la globalisation et du marché dérégulé)³⁵. De ce

³² POLANYI KARL, *The Great Transformation* (Farrar & Rinehart, Incorporated, 1944).

³³ On trouve néanmoins des exemples de références explicites à Polanyi dans le RHI et dans le reste de la littérature. Voir à titre d'exemple l'extrait suivant :

« Anthropologists and constructivist political scientists have shown that working-class illiberalism emerged as a Polanyian countermovement against the vicissitudes generated by marketization (Bartha 2011; Gökarıksel 2017; Hann 2018; Kalb 2018, 2019; Ost 2018; 8; Scheiring 2020a). New modernization theorists have highlighted the failure of liberalism to deliver on its promises and the neoliberal turn of the left as significant causes behind the backlash both in Hungary (Innes 2015; Ágh 2016; Krastev 2016) and Poland (Žuk 2017). » SCHEIRING Gábor, « The Social Requisites of Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

Voir également : Sławomir Czech et Maciej Kassner, « Understanding the Rise of Illiberal Populism in Central and Eastern Europe. Insights from Scholarship Influenced by Karl Polanyi », *Forum for Social Economics* 52, n° 3 (3 juillet 2023): 223-39, <https://doi.org/10.1080/07360932.2023.2218584>; Tuğberk Samur, « Karl Polanyi's The Great Transformation: The Critique of Liberalism and the Emergence of Illiberalism | Illiberalism.Org », <https://www.illiberalism.org/>, consulté le 13 août 2024, <https://www.illiberalism.org/karl-polanyis-the-great-transformation-the-critique-of-liberalism-and-the-emergence-of-illiberalism/>; Jonathan Hopkin, « When Polanyi Met Farage: Market Fundamentalism, Economic Nationalism, and Britain's Exit from the European Union », *The British Journal of Politics and International Relations* 19, n° 3 (1 août 2017): 465-78, <https://doi.org/10.1177/1369148117710894>.

³⁴ A titre d'exemple non-exhaustif, voir : MOUNK Yascha, « The People vs. Democracy: Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It », in *The People vs. Democracy* (Harvard University Press, 2018), <https://doi.org/10.4159/9780674984776>; Wolfgang Merkel et Felix Scholl, « Illiberalism, Populism and Democracy in East and West », *Politologický Časopis - Czech Journal of Political Science* 25, n° 1 (2018): 28-44, <https://doi.org/10.5817/PC2018-1-28>; Krastev et Holmes, *The Light That Failed*; BLOKKER Paul, « Populism and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism* (Routledge, 2021).

³⁵ On notera par ailleurs que de manière similaire au prisme schmittien évoqué plus haut, l'œuvre de Polanyi et sa critique « anthropologique » du libéralisme trouve une réception importante dans les écrits de certains illibéraux tels que Patrick Deneen, qui est par ailleurs un professeur de science politique à l'université Notre-Dame aux États-Unis. On pourrait donc émettre l'hypothèse que les juristes, qu'ils soient illibéraux ou opposés à ce dernier, pensent l'illibéralisme avec Schmitt, tandis que les politistes et les sociologues pensent l'illibéralisme avec Polanyi.

point de vue, l'avènement d'un « moment illibéral »³⁶ à partir des années 2010 apparaît logiquement comme une réponse au krach économique provoqué par la crise des *subprimes* en 2008, et plus encore, comme une réaction aux promesses non tenues de l'exportation de la démocratie de marché dans les pays d'Europe centrale et orientale au regard des coûts socio-économiques résultant des thérapies de choc imposées à ces Etats. Or, S'il est révélateur que l'on considère généralement la Hongrie, la Pologne ou encore la Russie comme les foyers originels de l'illibéralisme, alors que ces Etats étaient considérés comme les « meilleurs élèves » de la transition démocratique dans les années 1990, on peut être frappé par le fait que cette lecture polanyienne d'un illibéralisme « populiste » laisse systématiquement de côté la « révolution conservatrice » menée par Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Bien qu'il existe un consensus relatif sur le fait que le « *populist zeitgeist* »³⁷ débute dans les années 1980 dans les démocraties libérales du Nord global, et malgré le fait que Thatcher et Reagan ont historiquement été considérés comme des leaders populistes³⁸, le phénomène illibéral est majoritairement considéré comme la remise en question du « consensus (néo)libéral » qui s'est progressivement institutionnalisé depuis la fin des années 1970. Comment donc expliquer le fait que le « *free-market conservatism* » du populisme ethno-nationaliste et néolibéral des années 1980 soit aujourd'hui décrit comme un héritage libéral qu'il conviendrait de défendre face à la montée d'un populisme nationaliste et protectionniste, malgré le fait que certaines des personnalités politiques (telles que John O'Sullivan) et des réseaux de la révolution conservatrice (tels que la *Reagan-Thatcher Society* et la *Conservative Political Action Conference* (CPAC)) sont aujourd'hui des relais de « l'illibéralisme » ?³⁹

³⁶ KRASTEV Ivan et HOLMES Stephen, *The Light that Failed*, Penguin UK, 2019.

³⁷ MUDDE Cas, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39, 2004.

³⁸ Le terme de « populisme autoritaire » a ainsi été popularisé par des chercheurs tels que Stuart Hall pour critiquer la politique mise en place par Thatcher (et par extension celle de Reagan), bien que le terme de « populisme » fût déjà couramment employé dans la littérature américaine pour désigner le style politique de Reagan, du fait de l'histoire spécifique du « populisme » aux Etats-Unis. Sur ces différents points, voir : WOODWARD Gary C., « Reagan as Roosevelt: The Elasticity of Pseudo-populist Appeals », *Communication Studies*, 1 mars 1983, <https://doi.org/10.1080/10510978309368113>; BONNETT Kevin et al., « Authoritarian Populism, Two Nations, and Thatcherism », *New Left Review*, n° 1/147 (1 octobre 1984): 32-60; HALL Stuart, « Authoritarian Populism: A Reply », *New Left Review*, n° 1/151 (1 juin 1985): 115-24; DUBIEL Helmut, « The Specter of Populism », *Berkeley Journal of Sociology* 31 (1986): 79-91.

³⁹ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point. Ces soutiens font l'objet d'importants conflits au sein des courants intellectuels qui structurent la droite américaine, qui se manifestent de manière visible dans la *National Review* – qui est la revue « centrale » de la droite conservatrice aux Etats-Unis. A titre liminaire, nous renvoyons à titre d'exemple à cet article : « Liberal Democracy vs. Illiberalism, in Orbán's Hungary and Elsewhere », *National Review* (blog), 26 février 2018, <https://www.nationalreview.com/2018/02/liberal-democracy-vs-illiberalism->

De fait, bien que la fonction du concept d'illibéralisme semble relativement évidente – décrire le démantèlement de la démocratie libérale revendiqué puis réalisé par des forces politiques antilibérales – la conceptualisation de l'illibéralisme s'enlise rapidement dans un marais conceptuel, ce qui s'explique par le fait que, comme les concepts de « néolibéralisme » et de « populisme », l'illibéralisme est pensé de l'extérieur avec une perspective *étique* et non *émique*⁴⁰. Dit autrement, malgré son appropriation occasionnelle par des personnalités politiques et des intellectuels, l'illibéralisme a originellement été construit dans le champ académique, ce qui interroge sa dimension « nominaliste ». Si on considère que la fonction du concept est de rendre intelligible une remise en question du libéralisme (que ce dernier soit confondu ou non avec la démocratie) et/ou une négation de certains principes libéraux, la délimitation du phénomène illibéral se révèle plus complexe qu'il n'y paraît. En effet, il n'existe pas de véritable consensus sur la matérialité de ces différents « phénomènes » politique. D'abord, parce que si le concept d'illibéralisme est associé de façon plus ou moins lâche à celui d'autoritarisme, il n'existe pas plus de consensus sur la façon d'appréhender le processus d'érosion démocratique et/ou de basculement autoritaire⁴¹ que sur la définition de l'autoritarisme⁴². En apparence, la remise en question du libéralisme semble être le propre de forces politiques « populistes » parce qu'elles mobilisent une rhétorique antiélitiste, voire antisystème, mais de quel populisme s'agit-il ? Du populisme ethno-nationaliste et

viktor-Orbán-hungary-elsewhere/; JOHNSTON Savannah Eccles, « The Rise of Illiberal Conservatism: Immigration and Nationhood at National Review », *American Political Thought* 10, n° 2 (mars 2021): 190-216, <https://doi.org/10.1086/713668>; Zsolt Enyedi, « Illiberal conservatism, civilisationalist ethnocentrism, and paternalist populism in Orbán's Hungary », *Contemporary Politics* 30, n° 4 (7 août 2024): 494-511, <https://doi.org/10.1080/13569775.2023.2296742>.

⁴⁰ Les notions « étique » et « émique » appartiennent originellement à la linguistique et ont notamment été popularisés par Peter Winch. Ils désignent la distinction entre une approche qui reprend le vocabulaire et les discours des acteurs « étudiés » pour interpréter un phénomène (posture émique), et une approche qui ne s'appuie pas directement sur les discours en question en raison de leur subjectivité (posture étique). On retrouve aujourd'hui l'emploi de ces deux notions dans les travaux de Marlène Laruelle (et de manière détournée dans les critiques adressées par Pitkin à Winch dans son ouvrage puisque ce dernier défend une posture émique). Voir : FELEPPA Robert, « Emics, Etics, and Social Objectivity », *Current Anthropology* 27, n° 3 (1986): 243-55; PITKIN Hanna Fenichel, « Wittgenstein and Justice: On the Significance of Ludwig Wittgenstein for Social and Political Thought », in *Wittgenstein and Justice* (University of California Press, 2020), <https://doi.org/10.1525/9780520343023>; LARUELLE Marlène, « Introduction: Illiberalism Studies as a Field », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, éd. par Marlène Laruelle (Oxford University Press, 2024), 0, <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780197639108.013.49>; WINCH Peter, *The Idea of a Social Science and Its Relation to Philosophy* (London: Routledge, 2016), <https://doi.org/10.4324/9780203820766>.

⁴¹ BALDERACCHI Claudio et TOMINI Luca, « Alternative patterns to electoral autocracy », *Democratization*, 0, Routledge.

⁴² CASSANI Andrea et TOMINI Luca, « Reversing regimes and concepts », *Eur Polit Sci*, 19, 2020.

réactionnaire incarné par l'extrême droite, du « populisme de gauche » théorisé par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, ou alors du « populisme technocratique » de certains partis de gouvernement tels que La République En Marche ?⁴³ Le non-respect de l'Etat de droit et la critique du libéralisme est-il le propre de l'extrême droite, du fait de son héritage anti-républicain et fasciste, ou alors celui de la gauche radicale du fait de son héritage révolutionnaire et marxiste ? Les théories critiques, qu'elles soient féministes, décoloniales ou postmodernes, ne représentent-elles pas un danger plus important pour le libéralisme et ses institutions – parce qu'elles remettraient en question les fondements de la pensée occidentale et la présomption d'innocence – que les mouvements de droite radicale, qu'ils soient conservateurs ou « post-fascistes »⁴⁴ ? Enfin, ne peut-on pas imputer le démantèlement de la démocratie libérale à l'idéologie néolibérale parce qu'elle conduit à privilégier le bon fonctionnement du marché sur le respect des principes et institutions du libéralisme politique – ce qui permet de défendre l'autoritarisme ? Pour certains intellectuels médiatiques « libéraux », tels que Francis Fukuyama ou Yascha Mounk, le « marxisme culturel », le « wokisme » et les mouvements tels que *Black Lives Matter* ou #MeToo représentent une menace équivalente, voire supérieure, à la montée de l'extrême droite, car il s'agit des deux faces d'un même « identitarisme »⁴⁵. Cette délimitation du phénomène illibéral recoupe partiellement celle de chercheurs et d'intellectuels ouvertement conservateurs pour lesquels l'illibéralisme est une caractéristique du « faux-libéralisme » progressiste et du socialisme, et non des gouvernements conservateurs privilégiant la « souveraineté populaire » sur la

⁴³ HERMET Guy, « 1. Populisme des anciens, populisme des modernes, populisme libéral-médiatique », in *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Recherches (Paris: La Découverte, 2003), 25-39, <https://doi.org/10.3917/dec.ihl.2003.01.0025>.

⁴⁴ TRAVERSO Enzo, « Spectres du fascisme: Les métamorphoses des droites radicales au xxie siècle », *Revue du Crieur* 1, n° 1 (2015): 104-21, <https://doi.org/10.3917/crieu.001.0104>.

⁴⁵ FUKUYAMA Francis, « Against Identity Politics: The New Tribalism and the Crisis of Democracy », *Foreign Affairs* 97, n° 5 (2018): 90-114; FUKUYAMA Francis, *Liberalism and Its Discontents* (Profile Books, 2022); MOUNK Yascha, *The Identity Trap: A Story of Ideas and Power in Our Time* (Random House, 2023); illiberalism.org, « Yascha Mounk on Populism, Critical Race Theory, and Defending Liberal Democracy | Illiberalism.Org », <https://www.illiberalism.org/>, consulté le 19 février 2024, <https://www.illiberalism.org/yascha-mounk-on-populism-critical-race-theory-and-defending-liberal-democracy/>.

On retrouve également cette délimitation d'un illibéralisme d'extrême droite et de gauche dans la revue *Commentaire* depuis plusieurs années. Voir à titre d'exemple : ARGENTON Cédric, « Wokisme : l'autre pandémie », *Commentaire* Numéro 177, n° 1 (2022): 205-8, <https://doi.org/10.3917/comm.177.0205>; ACHACHE Gilles, « Les nouveaux ennemis de la tradition libérale », *Commentaire* Numéro 185, n° 1 (2024): 47-51, <https://doi.org/10.3917/comm.185.0047>.

suprématie de la constitution dans la droite lignée du Général de Gaulle⁴⁶. A l'inverse, pour certains chercheurs revendiquant une dimension normative dans leurs travaux comme Gabor Halmai, ou non, comme dans le cas de Marlène Laruelle, l'épicentre du phénomène illibéral se trouve dans une droite radicale en rupture avec le conservatisme classique⁴⁷. Enfin, pour d'autres, revendiquant une posture critique à l'égard du capitalisme tels que Reijer Hendrikse ou Wendy Brown, la remise en question du libéralisme est la conséquence directe et indirecte de l'hégémonie du néolibéralisme, ce qui explique la filiation entre la révolution conservatrice des années 1980 et le moment illibéral contemporain, mais questionne l'existence d'une distinction entre l'extrême droite et la gouvernance néolibérale⁴⁸.

En résumé, du fait de l'étymologie même du terme « illibéralisme », le concept d'illibéralisme apparaît nécessairement comme un « *counter-concept* » du libéralisme⁴⁹. Cette relation illibéralisme-libéralisme suscite des problèmes *spécifiques* qui se superposent aux difficultés propres au travail d'interprétation conceptuelle en sciences sociales, parce qu'elle implique une dimension « idéologique » dans la définition de l'illibéralisme. On peut d'ailleurs trouver

⁴⁶ LE POURHIET Anne-Marie, « Gouvernement des juges et post-démocratie », *Constructif* 61, n° 1 (2022): 45-49, <https://doi.org/10.3917/const.061.0045>. ; « Démocratie illibérale : un oxymore à déconstruire » dans Barbé, Combrade, et Sénac, *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, (2023), Bruylant.

⁴⁷ Gábor Halmai, « Populism, Authoritarianism and Constitutionalism », *German Law Journal* 20, n° 3 (avril 2019): 296-313, <https://doi.org/10.1017/glj.2019.23>; Laruelle, « Illiberalism ».

⁴⁸ HENDRIKSE Reijer, « Neo-Illiberalism », *Geoforum* 95 (1 octobre 2018): 169-72, <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.07.002>; « The Rise of Neo-Illiberalism », *Krisis / Journal for Contemporary Philosophy* 41, n° 1 (15 juin 2021): 65-93, <https://doi.org/10.21827/krisis.40.2.37158>; BROWN Wendy, « Neoliberalism's Frankenstein »; « In the Ruins of Neoliberalism: The Rise of Antidemocratic Politics in the West », in *In the Ruins of Neoliberalism* (Columbia University Press, 2019), <https://doi.org/10.7312/brow19384>.

⁴⁹ Voir sur ce point les développements éclairants d'Hugo Canihac consacrés à la relation entre libéralisme, populisme et illibéralisme :

« The one-off utterance of non-liberal discourses, or implementation of a non-liberal policy, is a non-sufficient condition for a regime to be described as anti-liberal. Instead, anti-liberalism denotes a systematic, that is, repeated (not occasional) and active (not incidental), contestation of political liberalism. Indeed, to put it with R. Koselleck, the concept of anti-liberalism is an 'asymmetric counter-concept' (Koselleck), built to indicate a principled opposition to its counterpart. It is asymmetric, because it does not reflect an opposition that those labelled anti-liberals are likely to happily accept. As we just saw, a leader such as Orbán precisely put his efforts into promoting a self-definition as 'illiberal', rather than as someone systematically opposed to liberalism. Hence, when using the concept of anti-liberalism, the inquiry no longer bears on strategies of self-presentation, but moves on to investigate the ideas underlying these strategies and actions. In other words, in constructing the analytical category of anti-liberalism, we have moved from discourse analysis to political and social theory. » CANIHAC Hugo, « Illiberal, anti-liberal or post-liberal democracy? Conceptualizing the relationship between populism and political liberalism », *Political Research Exchange* 4, n° 1 (31 décembre 2022): 2125327, <https://doi.org/10.1080/2474736X.2022.2125327>.

une description précurseuse de ces difficultés dans les travaux de Laruelle qui interroge le manque de réflexivité épistémologique du reste de la littérature :

« To this point, illiberalism is an emerging concept in political science and political philosophy that remains to be tested by different disciplines and approaches. There are several reasons for its fluidity. First, in vernacular language, it is used as a misnomer to label political opponents. Second, it is highly polysemic and multicontextual: it is used both by scholars to describe the phenomenon they study, as well as by political actors as a normative descriptor that allows them to either reject or praise certain political movements, ideologies, and policies. Third, scholarly production on the concept remains scarce (although it is currently undergoing a dramatic increase). Moreover, in the scholarship that does exist, illiberalism often remains a value-laden concept that is defined negatively: its meaning depends on the meaning given to its antithesis, liberalism, in different cultural settings. Fourth, it competes with other, better-studied concepts, such as populism, conservatism, or far right »⁵⁰.

Par conséquent, comme le rappellent invariablement les travaux portant sur l'illibéralisme, que leur visée soit théorique ou empirique, comparative ou monographique, l'étude du phénomène illibéral se heurte instantanément à une série de problèmes à la fois épistémologiques, historiques, méthodologiques et idéologiques qui forment un véritable puzzle conceptuel. Certaines des ramifications de ce puzzle conceptuel sont alors « ordinaires » (ce qui ne signifie pas qu'elles sont simples) en ce qu'elles renvoient à des problématiques classiques de la science politique et de ses sous-disciplines.

Quel cadre épistémologique pour penser l'illibéralisme ?

Face au constat de ces divergences dans ce qui constitue la matérialité même du phénomène illibéral, on peut être tenté d'abandonner le concept d'illibéralisme pour se concentrer sur l'analyse méso ou microscopique de chacun des objets associés à l'illibéralisme, c'est-à-dire, au populisme, à l'autoritarisme et à l'anti-constitutionnalisme, au conservatisme et à la pensée réactionnaire, ou encore aux « guerres culturelles ». Or, ce qui semble relever d'un marais

⁵⁰ LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

conceptuel propre à l'illibéralisme (qu'est-ce que le libéralisme et qu'est-ce qui le remet en question ?) se révèle être un problème bien plus complexe, dont les différentes facettes se manifestent depuis longtemps en science politique, en droit, en philosophie et en économie, bien qu'il soit souvent ignoré. Loin d'être apparu avec le concept d'illibéralisme, le problème de la « politique de l'historiographie »⁵¹ du libéralisme rencontré dans l'appréhension de la relation libéralisme-antilibéralisme affecte d'innombrables champs de recherche ; et il fait l'objet d'un conflit séculaire entre les différents courants et intellectuels se réclamant du libéralisme, dont la littérature académique est l'un des champs de bataille⁵² :

« La constitution d'un paradigme s'insère, on l'a indiqué, à des fins stratégiques variées, dans l'analyse historiographique, soit que l'on veuille défendre un noyau doctrinal, soit qu'on veuille l'attaquer. En ce sens, comme le note J. G. A. Pocock, les positions adverses confirment souvent un même paradigme plutôt qu'elles ne le déplacent ou le récusent. Il s'agit alors de refaire, toujours en adoptant provisoirement le point de vue nominaliste, une généalogie au moins provisionnelle de l'unité du paradigme.

(...)

[S]'ensuit, dans la fixation stratégique du paradigme libéral, l'établissement de la liste des auteurs dits libéraux par inclusion corrélative dans le paradigme, ou par exclusion. Or cette liste semble extensible ou au contraire réductible à volonté. Elle serait plus stable chez les historiens du libéralisme que chez les penseurs libéraux ayant situé leur propre position sur un arbre généalogique, si les deux positions disciplinaires se trouvaient dans cet exercice radicalement disjointes. Elle varie donc selon la position respective des interprètes, leur auto-interprétation, l'interprétation dont ils sont

⁵¹ Nous empruntons l'expression à Gilles Kévorkian, ainsi que celle de « fixation stratégique de l'historiographie libérale » que nous avons employée tout au long de notre thèse, ce qui illustre l'apport de son chapitre « Qu'est-ce que le libéralisme ? questions de méthode » dans notre réflexion parce qu'il éclaire l'importance de la réflexivité épistémologique dans l'histoire des idées libérales qui fait à la fois défaut aux approches classiques et à la majorité des études de l'illibéralisme. Sur ce point, voir à titre de synthèse l'extrait suivant :

« Au plan historique, il n'y aurait que des libéralismes. Cet avertissement de type nominaliste vaudrait pour les trois grandes formes de déploiement du phénomène libéral : comme formation historique, avec ses temps et ses contextes propres, comme formation idéologique, avec ses fonctions politiques et son sujet propre, les groupes sociaux, ou encore comme élaboration philosophique, avec sa nature discursive propre, conceptuelle et argumentative. Or, si des socialistes aux conservateurs, comme le note J. G. A. Pocock, « la notion de libéralisme est définie à peu de choses près de la même façon, et attaquée à peu de choses près pour des raisons similaires, par les philosophes politiques et les idéologues », il faut alors opérer un nouveau tournant méthodique qui consiste à situer la définition et le paradigme libéral dans la perspective politique de leur élaboration, ou plutôt, dans leur contexte historiographique en prenant acte de la politique de l'historiographie. Ce pas de plus conduit ainsi à interroger ce qu'on pourrait appeler une politique de la méthode. » KEVORKIAN Gilles, « Qu'est-ce que le libéralisme ? Questions de méthode » dans Gilles Kévorkian et Serge Audier, *La pensée libérale: histoire et controverses* (Ellipses, 2010).

⁵² Nous reviendrons sur cette question dont l'importance nous semble particulièrement négligée dans les études de l'illibéralisme dans notre chapitre 4. A titre liminaire, on peut indiquer que ce « problème » est au cœur des travaux de Quentin Skinner, John G. A. Pocock, Michael Freeden et Helena Rosenblatt.

l'objet, et selon les diverses postures stratégiques que les traditions rivales entretiennent avec leur frontière. Elle est l'effet de tracés de nouvelles frontières : ainsi en va-t-il de la distinction de Hayek, descriptive pourtant plutôt que polémique, d'un «vrai» et d'un « faux » libéralisme »⁵³.

Loin d'être anecdotiques, les problèmes épistémologiques et méthodologiques propres à la définition du libéralisme et à la « fixation stratégique de l'historiographie libérale »⁵⁴ sont donc profondément politiques. Par conséquent, le « consensus de méthode qui veut que l'on renonce à chercher, de façon plus ou moins stricte, les coordonnées cardinales du libéralisme »⁵⁵ adopté par les éditeurs du RHI et dans la majorité des travaux sur l'illibéralisme n'est pas idéologiquement neutre. Depuis la fin du XVIIIe siècle, le terme de libéralisme fait ainsi l'objet d'appropriations idéologiquement rivales entre partisans et opposants de la Révolution française, entre défenseurs et critiques de la démocratie, du « laisser-faire », ou de la « justice sociale »⁵⁶. La définition du libéralisme, qu'il soit économique ou politique, implique toujours d'arbitrer un conflit entre au moins deux traditions rivales (Smith, Mill, Keynes et Aron contre Bastiat, Spencer, Mises et Hayek), dont les implications sont à la fois concrètes sur le plan empirico-conceptuel (doit-considérer le modèle de l'Etat-providence comme libéral ou antilibéral ?) et sur le plan politique (doit-on privilégier l'exportation du capitalisme de marché sur la démocratie parlementaire ? celui d'un constitutionnalisme qui sanctuarise uniquement les droits et l'organisation du pouvoir nécessaires au bon fonctionnement du marché dérégulé, ou d'un constitutionnalisme qui garantit l'ensemble des droits humains, et qui assure l'équilibre des pouvoirs ?).

Or, la façon d'appréhender l'arrivée au pouvoir des partis de droite « radicale » et d'extrême droite dans le monde, des années 1980 jusqu'à aujourd'hui, est irrémédiablement dépendante de la manière de penser cette relation entre libéralisme et antilibéralisme. Comme le montre de façon éclairante Wendy Brown, la difficulté à « nommer » les forces politiques

⁵³ Kévorkian Gilles, « Qu'est-ce que le libéralisme ? Questions de méthode », (*Op cit*).

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Helena Rosenblatt, *The Lost History of Liberalism: From Ancient Rome to the Twenty-First Century, The Lost History of Liberalism* (Princeton University Press, 2018), <https://doi.org/10.1515/9780691184135>.

conservatrices – que ce soit à des fins descriptives ou normatives – est présente indépendamment de la réflexion sur l’illibéralisme, ce qui montre qu’il n’est pas possible d’ignorer les problèmes qui sont mis en lumière par la nécessité de conceptualiser l’illibéralisme :

« Politicians and political victories embolden far-right movements, which in turn acquire sophistication and legitimacy as political handlers and social media experts craft the message. As recruits grow, centrists, mainstream neoliberals, liberals, and leftists are spinning. We even have trouble with the naming—is this authoritarianism, fascism, populism, illiberal democracy, undemocratic liberalism, rightwing plutocracy? Or something else? Failure to predict, understand, or effectively contest these developments is due partly to blinding assumptions about perduring Western values and institutions, especially progress, Enlightenment, and liberal democracy, and partly to the unfamiliar agglomeration of elements in the rising right. These new forces conjoin familiar planks of neoliberalism (licensing capital, leashing labor, demonizing the social state, attacking equality, promulgating freedom) with their seeming opposites (nationalism, enforcement of traditional morality, populist anti-elitism, and demands for state solutions to economic and social problems). They combine moral righteousness with nearly celebratory amoral and uncivil conduct. They endorse authority while featuring unprecedented public social disinhibition and aggression. They rage against relativism but also against science and reason, spurning evidence-based claims, rational argumentation, credibility, and accountability. They disdain politicians and politics while evincing a ferocious will to power and political ambition. They condemn elites and worship wealth. Where are we? »⁵⁷.

De fait, on retrouve bien cette instabilité sémantique et conceptuelle dans la littérature académique, comme le montre l’exemple des divergences dans l’analyse et la critique des procédures de révisions constitutionnelles engagées en Hongrie puis en Pologne en 2010 et en 2015. Les changements constitutionnels en question ont simultanément été décrits comme des formes de constitutionnalisme illibéral⁵⁸, des formes de constitutionnalisme abusif⁵⁹

⁵⁷ BROWN Wendy, « In the Ruins of Neoliberalism », in *In the Ruins of Neoliberalism*, Columbia University Press, 2019. p2

⁵⁸ BÁNKUTI Miklós, HALMAI Gábor et SCHEPPELE Kim Lane, « Hungary’s Illiberal Turn », *Journal of Democracy*, 23, Johns Hopkins University Press, 2012 ; SCHEPPELE Kim Lane, « Autocratic Legalism », *The University of Chicago Law Review*, 85, The University of Chicago Law Review, 2018 ; HALMAI Gábor, « Populism, authoritarianism and constitutionalism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, 2019 ; BIEN-KACAŁA Tímea Drinóczi Agnieszka, *Illiberal Constitutionalism in Poland and Hungary*, Routledge, 2021.

⁵⁹ LANDAU David, « Abusive Constitutionalism », *U.C. Davis Law Review* 47, n° 1 (1 novembre 2013): 189-260; BLOKKER Paul, « Populist Counter-Constitutionalism, Conservatism, and Legal Fundamentalism », *European Constitutional Law Review* 15, n° 3 (septembre 2019): 519-43, <https://doi.org/10.1017/S157401961900035X>.

(c'est-à-dire des changements respectueux de la lettre mais pas l'esprit du texte), voire, comme des changements anti-démocratiques mais appartenant encore au constitutionnalisme libéral⁶⁰. Par extension, on retrouve ce flou conceptuel au niveau de l'analyse du régime des Etats en question : la Pologne et la Hongrie ont à la fois été décrites comme des démocraties illibérales⁶¹, des régimes hybrides⁶², des régimes autoritaires⁶³ et des démocraties libérales – avec ou sans basculement autoritaire⁶⁴. Derrière la dimension idéologique de ces débats, dont les ressorts sont parfois dissimulés, transparaît un problème relatif au concept d'Etat de droit et de constitutionnalisme. En effet, bien que la définition de l'Etat de droit et/ou du constitutionnalisme (selon que l'on distingue ou non les deux) puisse sembler évidente – que ce soit pour des juristes, ou des non-juristes – le concept fait en réalité l'objet d'usages divergents et contradictoires qui reflètent les conflits idéologiques dans l'appropriation du libéralisme. Pour le dire autrement, et en reprenant la formule de Walter B. Gallie, le concept de constitutionnalisme est « essentiellement contesté »⁶⁵, ce qui signifie que le caractère polysémique du terme de constitutionnalisme reflète l'existence d'un conflit

⁶⁰ TUSHNET Mark, « Authoritarian Constitutionalism », *Cornell Law Review* 100, n° 2 (2015-2014): 391-462; TUSHNET Mark, « Varieties of Liberal Constitutionalism », in *Routledge Handbook of Comparative Constitutional Change* (Routledge, 2020).

⁶¹ RUPNIK Jacques, « La démocratie illibérale en Europe centrale », trad. par Alexandra Lalo, *Esprit* Juin, n° 6 (2017): 69-85, <https://doi.org/10.3917/espri.1706.0069>; MINEUR Didier, « Qu'est-ce que la démocratie illibérale ? », *Cites* N° 79, n° 3 (9 octobre 2019): 105-17; WAGRANDL Ulrich, « A Theory of Illiberal Democracy », in *Routledge Handbook of Illiberalism* (Routledge, 2021).

⁶² BOZOKI András et HEGEDUS Dániel, « An externally constrained hybrid regime: Hungary in the European Union », *Democratization* 25, n° 7 (3 octobre 2018): 1173-89, <https://doi.org/10.1080/13510347.2018.1455664>; BOZOKI András et HEGEDUS Dániel, « The rise of authoritarianism in the European Union: A hybrid regime in Hungary », in *The Condition of Democracy* (Routledge, 2021); LANDAU David, « The Myth of the Illiberal Democratic Constitution », in *Routledge Handbook of Illiberalism* (Routledge, 2021).

⁶³ BRABAZON Honor et KOZOLANKA Kirsten, « Neoliberalism, Authoritarian-Populism, and the "Photo-Op Democracy" of the Publicity State », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 51, Cambridge University Press, 2018 ; STUBBS Paul et LENDVAI-BAINTON Noémi, « Authoritarian Neoliberalism, Radical Conservatism and Social Policy within the European Union », *Development and Change*, 51, 2020 ; LENDVAI-BAINTON Noémi et SZELEWA Dorota, « Governing new authoritarianism », *Social Policy & Administration*, 55, 2021.

⁶⁴ Nous reviendrons plus en détail sur ce point. La thèse du processus de basculement sans changement de régime est défendue par Tímea Drinóczi et Agnieszka Bień-Kacała ; celle du non basculement par des chercheurs idéologiquement proches des gouvernements du PiS et du Fidesz tels que Anne-Marie Le Pourhiet ou Frank Furedi.

⁶⁵ GALLIE W. B., « Essentially Contested Concepts », *Proceedings of the Aristotelian Society*, 56, [Aristotelian Society, Wiley], 1955.

On remarquera que ce constat n'est pas nouveau, comme le montre le recours à la notion de Gallie pour aborder le problème de la définition de la « rule of law » par Jeremy Waldron : WALDRON Jeremy, « Is the Rule of Law an Essentially Contested Concept (In Florida)? », in *The Rule of Law and the Separation of Powers*, Routledge, 2005 ; WALDRON Jeremy, « The Rule of Law as an Essentially Contested Concept », 2021, [consulté le 19 janvier 2024].

inhérent à sa définition⁶⁶. Cette absence de définition consensuelle s'explique par l'existence de rivalités idéologiques dans l'appropriation du concept, identiques aux conflits dans la définition d'autres concepts « ouverts » et politiques, ce qui soulève des difficultés épistémologiques et analytiques qui peuvent sembler insurmontables. Comme le résume Nestor Capdevila :

« Dire qu'un concept (du christianisme, de la démocratie, etc.) est essentiellement contesté s'oppose suffisamment à ce que l'on attend spontanément d'un concept pour douter qu'il s'agisse bien d'un concept. Si dans un livre Dieu est identifié au soleil, à l'humanité puis à un être invisible, nous admettons qu'il contient une idée du divin, mais des significations si différentes nous font douter de l'existence d'un concept. Si l'auteur précise que dans certains cas « Dieu » est utilisé métaphoriquement et qu'il indique le sens propre, ou bien S'il unifie ces significations en définissant Dieu comme une substance spirituelle qui s'incarne dans différents êtres, nous pouvons admettre qu'il y a un concept. Pour en reconnaître l'existence, nous demandons spontanément une cohérence dans les significations qui nous assure que nous parlons toujours de la même chose. C'est pourquoi nous sommes enclins à penser que le concept exige une définition. Or un concept essentiellement contesté est incapable de satisfaire cette attente puisqu'il est le lieu d'un interminable conflit de définitions »⁶⁷.

Sans nous étendre davantage sur la notion de « concept essentiellement contesté »⁶⁸, que nous emploierons dans cette thèse pour souligner l'omniprésence de « polysémie conflictuelle » dans le langage ordinaire et dans le langage savant, il nous semble crucial de nous intéresser à la dimension politique et idéologique de ces conflits telle qu'elle a été mise en évidence par Koselleck⁶⁹ et Freedén⁷⁰. Malgré la croyance dans le caractère « stable »,

⁶⁶ « Dans *Philosophy and the Historical Understanding*, l'idée de concept essentiellement contesté est introduite comme une réponse à la critique de la philosophie fondée sur le caractère essentiellement progressif des sciences (PHU, 140). Ce concept justifie la forme philosophique de l'activité de la raison qui reproduit les mêmes problèmes malgré une succession de révolutions (PHU, 147-148). Comme elle est concurrentielle et agonistique (PHU, 151-152), ses concepts ne peuvent pas être contenus dans une définition universellement acceptée et sont essentiellement contestés (PHU, 7 et 156). » CAPDEVILA Nestor, « Les concepts essentiellement contestés et la critique interne », *Philosophie*, N° 122, 2014.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ sans chercher à mobiliser spécifiquement le cadre conceptuel de Gallie et les critères qu'il propose pour identifier des concepts essentiellement contestés parce que sa fonction est relativement floue. Sur ce point, voir notamment la critique (et l'hommage) adressée par Freedén à Gallie : FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p55-60

⁶⁹ KOSELLECK Reinhart, *Futures Past: On the Semantics of Historical Time*, trad. par with an introduction by Keith Tribe (Columbia University Press, 2004).

⁷⁰ FREEDEN Michael, *op. cit.*

« uniforme » et « monolithique » des concepts politiques⁷¹, ces derniers font l'objet de conflits socio-politiques et idéologiques qui se superposent à la fois sur les plans diachronique et synchronique⁷². De fait, comme le montre Freeden dans son maître ouvrage *Ideologies and political theory* (1996), l'ensemble des concepts politiques font l'objet de disputes à l'intérieur et à l'extérieur de chaque famille idéologique. Or, ces conflits (intra)idéologiques dans la définition des concepts brouillent les pistes entre sphère « idéologique » et sphère « académique ». Si l'existence de conflits dans la définition de l'Etat de droit, des droits de l'Homme, de la liberté positive ou négative, ou même de l'individualisme soit parfois tue par facilité, voire niée, il est primordial de la prendre en compte, pour des raisons épistémologiques, analytiques, normatives voire même éthiques⁷³. Puisque les problèmes causés par la pluralité des « libéralismes » se retranscrivent dans la conceptualisation des différentes notions, institutions ou idées « phares » de notre univers politique tels que l'Etat de droit (et le constitutionnalisme), la démocratie ou encore le marché du fait de « l'hégémonie » du libéralisme, il est nécessaire de bâtir un cadre épistémologique adapté à cette polysémie conflictuelle.

On aurait donc tort de considérer que les problèmes soulevés par la conceptualisation de l'illibéralisme sont propres à l'étude de ce phénomène et qu'il ne s'agit pas de difficultés inhérentes à la formation des concepts en sciences sociales. Si le concept d'illibéralisme est employé pour décrire des objets différents et contradictoires, c'est parce que comme

⁷¹ « Concepts were historically thought of as monolithic and whole entities, uniform and authoritative, systematically dominating and carving up the sphere of political knowledge and thought. True, they underwent temporal, and even temperamental, change, but they changed as wholes—think of the myriad histories of the idea of democracy from ancient times to the present (Roper 2012), or—to the contrary—the appeal to the perennial and universal nature of liberty (Podoksik 2010). Even disputes over the relatively recent distinction between positive and negative liberty were couched in terms that strongly favoured the latter over the former (Berlin 1969). Political concepts had weight, they had rhetorical force, and they were inscribed on a select and broadly recognizable register. » FREEDEN Michael, « The Increasing Precariousness of Political Concepts » (*Politische Grundbegriffe im 21. Jahrhundert*, Nomos Verlagsgesellschaft mbH & Co. KG, 2023), 65-80, <https://doi.org/10.5771/9783748915591-65>.

⁷² FREEDEN Michael, *op. cit.* p111-123

⁷³ Sur ce point, voir les développements d'Hanna Pitkin consacrés au concept de « légitimité » depuis sa non-reformulation par Weber : PITKIN Hanna Fenichel, « Wittgenstein and Justice », in *Wittgenstein and Justice*, University of California Press, 2020. p280-286

l'ensemble des concepts des « sciences historiques »⁷⁴, les différentes conceptualisations de l'illibéralisme n'échappent pas au dilemme décrit par Jean-Claude Passeron :

« Peu de termes sociologiques échappent à ce dilemme d'être ou *trop théoriques* (c'est-à-dire trop peu univoques à force d'avoir servi à poser des questions à la fois insubstituables et parentes, sans qu'aucune ait réussi à rendre les autres caduques) ou *trop peu théoriques* (c'est-à-dire trop particuliers pour disposer d'un pouvoir utilisable de généralisation ou d'analogie une fois abstraits du matériel limité dont ils se bornent à sténographier les relations). Les concepts sociologiques sont soit polymorphes soit sténographiques : les typologies historiques se construisent avec un matériel conceptuel qui juxtapose dans l'abstraction le trop et le trop peu »⁷⁵.

En revanche, ce qui semble propre aux études sur l'illibéralisme, c'est-à-dire à la littérature académique s'intéressant à un phénomène illibéral quel qu'il soit, c'est la tension au sein de la majeure partie de la littérature entre l'absence de réflexivité épistémologique et la complexité du « nœud historique » qu'on cherche à « interpréter conceptuellement »⁷⁶ en s'intéressant au phénomène illibéral. Pourtant, comme l'indique Laruelle, cette complexité s'impose du fait de la dimension « antithétique » du concept d'illibéralisme :

« Another conceptual issue with illiberalism is its definition *ex negativo*, as what is *not* liberal. This means that the concept is intrinsically *relational*, posing itself as an answer to something else. Depending on how this something else is defined, the contents of illiberalism differ. This places the concept of illiberalism in a subaltern position and gives liberalism a kind of gravitas on today's political/ideological landscape, making it the centre around which all other values orbit »⁷⁷.

Par conséquent, il est nécessaire de s'intéresser à la manière dont la polysémie conflictuelle est appréhendée – ou non – dans la recherche sur l'illibéralisme. Par extension, étudier l'illibéralisme implique une réflexion épistémologique sur la formation des concepts compris comme catégorie analytique (et/ou idéal-type) en science politique, et une réflexion empirico-conceptuelle sur certains objets classiques de la science politique, comme le populisme ou la crise de la démocratie.

⁷⁴ PASSERON Jean-Claude, *Le Raisonnement sociologique*, Albin Michel, 2011.

⁷⁵ *Ibid.*, p97-98

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

II. Problématique et questions de recherche

On peut donc formuler de la manière suivante la problématique au cœur de notre travail de recherche : malgré le puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de l'illibéralisme, est-il pertinent de recourir à ce concept ? Dit autrement, est-il possible de formuler un concept d'illibéralisme heuristique, c'est-à-dire capable de rendre intelligible le phénomène qu'il cherche à décrire ?

Bien qu'elle puisse sembler abstraite, cette interrogation quant à la pertinence du concept d'illibéralisme vise à clarifier conceptuellement la relation entre ce qui semble être un phénomène inédit de remise en question du libéralisme et certains des objets classiques de la science politique, tels que l'étude de l'autoritarisme et des processus de démocratisation et de dé-démocratisation ainsi que l'étude du populisme et des droites « radicales ». Par extension, cette problématique implique également une réflexion plus spécifique sur les malentendus, les conflits et les contradictions générés par la relation entre trois « ismes » idéologiques : libéralisme, néolibéralisme et illibéralisme.

On peut ainsi schématiquement distinguer les questions de recherche qui découlent de notre problématique :

- Sur le plan épistémologique : Pourquoi la conceptualisation de l'illibéralisme suscite-t-elle des difficultés ? Comment appréhender la nature « essentiellement contestée » de l'ensemble des concepts employés pour définir le contenu de l'illibéralisme et délimiter un phénomène illibéral ? En quoi l'existence de conflits (intra)idéologiques dans la monopolisation du libéralisme et de sa tradition affecte-t-elle la réflexion sur l'illibéralisme ?
- Sur le plan empirico-conceptuel : Quels sont les phénomènes qui peuvent être appréhendés et décrits en recourant au concept d'illibéralisme ? La fonction du concept d'illibéralisme est-elle de décrire la relation entre la critique « discursive » du libéralisme et la remise en question effective de ce dernier, ou alors uniquement cette dernière ? Doit-on penser l'illibéralisme en adoptant une approche « étique », c'est-à-dire descriptive, en nous intéressant aux appropriations du terme d'illibéralisme par les acteurs politiques ; ou à l'inverse, penser l'illibéralisme avec une approche

« émique », en incluant dans le périmètre du concept des « objets » qui sont conventionnellement considérés comme libéraux, ou des acteurs qui rejettent explicitement le label illibéral ?

- Sur le plan analytique : Comment doit-on conceptualiser l'illibéralisme ? Est-il nécessaire de distinguer plusieurs concepts d'illibéralisme pour décrire différents objets distincts malgré leur « air de famille » ? Le concept d'illibéralisme doit-il être appréhendé sous le prisme de l'étude des régimes politique, comme un régime à part entière ou comme un processus de dé-libéralisation ? Doit-on plutôt penser l'illibéralisme comme une idéologie, ou une mentalité ? Ou alors, considérer l'illibéralisme comme un concept *sui generis* qui englobe tous ces différents phénomènes ?

Pour répondre à ces différentes questions de recherche, notre thèse prendra la forme d'une enquête sur le concept d'illibéralisme ; ce qui inscrit logiquement ce travail de recherche en théorie politique.

III. Cadre théorique : Quelle théorie politique pour enquêter sur l'illibéralisme ?

Comme nous l'avons indiqué, la façon même de problématiser l'objet de notre recherche et de construire ce dernier est inspirée par la théorie politique d'Hanna Pitkin, ce qui invite à préciser la place de la théorie politique dans notre travail, et plus précisément, celui de la théorie politique de « dérivation wittgensteinienne »⁷⁸. De fait, si nous pensons dans la continuité du travail de Benjamin Boudou que « la théorie politique est la mieux armée pour

⁷⁸ L'expression est employée par Pierre Manent de manière critique pour disqualifier l'aristotélisme d'Alasdair MacIntyre et elle est citée par Vincent Descombes. Voir : MANENT Pierre, « Préface », in *Alasdair MacIntyre une biographie intellectuelle*, Léviathan (Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, 2005), 1-6, <https://www.cairn.info/alsadair-macintyre-une-biographie-intellectuelle--9782130549291-p-1.htm>; DESCOMBES Vincent, « Alasdair MacIntyre en France », *Revue internationale de philosophie* 264, n° 2 (2013): 135-56, <https://doi.org/10.3917/rip.264.0135>.

notre recherche »⁷⁹, la définition de cette dernière est en elle-même équivoque, parce qu'elle fait l'objet d'appropriations contradictoires et idéologiquement divergentes ; ce qui explique (en partie) les malentendus dont elle fait l'objet en science politique, en particulier en France⁸⁰. De ce point de vue, il est difficile de nier que notre travail de recherche a parfois bifurqué de l'enquête sur le concept d'illibéralisme au sens strict vers la justification du rôle d'une certaine théorie politique dans l'étude empirique d'un phénomène illibéral⁸¹. Ce double constat invite à détailler succinctement les « outils théoriques » et les travaux qui ont guidé ce travail de recherche, puis à défendre le recours à ce qui a été décrit comme une « théorie politique wittgensteinienne ».

Enquêter sur l'illibéralisme avec une démarche à la fois analytique et critique

En effet, l'inscription de notre recherche en théorie politique s'est imposée à nous lorsque nous avons réalisé que le problème que nous cherchions à résoudre nécessitait de recourir à l'ensemble de la « boîte à outils de la théorie politique »⁸². Plutôt que par une approche précise, notre travail de recherche a été guidé par une certaine manière de problématiser des concepts et des configurations politiques grâce une théorie politique hybride « non-idéale »⁸³ dont la démarche est à la fois analytique et critique. Notre recherche ne s'inscrit donc pas en philosophie politique et dans ce qu'on pourrait considérer être une théorie politique strictement « normative », qu'elle soit Straussienne ou Rawlsienne. De même, elle ne se limite pas à l'histoire des idées et à l'herméneutique des textes « illibéraux ». Elle est de ce point de vue inspirée par le pluralisme méthodologique de la théorie politique d'Hanna Pitkin et

⁷⁹ BOUDOU Benjamin, *Théorie politique de l'hospitalité* [en ligne], These de doctorat, Paris, Institut d'études politiques, 2013.p24

⁸⁰ PRANCHÈRE Jean-Yves, « La « théorie politique » », *Revue française de science politique*, 71, Presses de Sciences Po, 2021 BOUDOU Benjamin et BUSEKIST Astrid von, « La théorie politique aujourd'hui », *Raisons politiques*, 84, Presses de Sciences Po, 2021.

⁸¹ Voir sur ce point : SHAPIRO Ian, « Problems, Methods, and Theories in the Study of Politics, or What's Wrong with Political Science and What to Do about It », *Political Theory* 30, n° 4 (2002): 596-619; BARRY Brian, « Why Political Science Needs Political Theory », *Scandinavian Political Studies* 25, n° 2 (2002): 107-15, <https://doi.org/10.1111/1467-9477.00065>. Cité dans : BOUDOU et BUSEKIST, « La théorie politique aujourd'hui ».

⁸² LABORDE Cécile, « Sur la théorie politique au Royaume-Uni », *Raisons politiques* 84, n° 4 (2021): 97-100, <https://doi.org/10.3917/rai.084.0097>.

⁸³ A titre de précision, cela ne signifie pas non plus que nous inscrivons notre travail dans la théorie politique « non-idéale » telle qu'elle a été pensée par Rawls.

Sheldon S. Wolin⁸⁴, de la théorie féministe⁸⁵ et enfin, d'une théorie politique qui emprunte à la fois aux écoles de Cambridge et d'Oxford, à la *Begriffsgeschichte* et à l'approche archéologique foucauldienne⁸⁶. Pour des raisons pédagogiques, il nous semble toutefois utile de détailler synthétiquement la manière dont nous cherchons à combiner démarche « analytique » et « critique ».

De fait, il est nécessaire de préciser que si nous employons le terme « analytique » au sens littéral dans notre travail de recherche, afin de désigner de manière générale une réflexion d'ordre conceptuelle, qui n'est pas limitée à un « paradigme » ou à une école – puisqu'elle est en théorie toujours présente dans un travail de science sociale⁸⁷ – notre démarche analytique a bien été influencée par les méthodes de la théorie politique analytique. On peut essayer de distinguer schématiquement les apports de cette dernière dans notre propre travail en s'appuyant notamment sur l'ouvrage collectif *Methods in analytical political theory* (2017) dirigé par Adrian Blau :

⁸⁴ Bien qu'il n'existe pas de dénomination précise pour désigner la théorie politique telle qu'elle a été pratiquée à Berkeley entre les années 1950 et 1970, on trouve dans les écrits d'Hanna Pitkin et Sheldon S. Wolin des traces d'une promotion de la théorie politique en tant que discipline qui a influencé toute une génération de chercheurs et chercheuses en théorie politique tels que Wendy Brown. Voir : WOLIN Sheldon S., « Political Theory as a Vocation », *American Political Science Review* 63, n° 4 (décembre 1969): 1062-82, <https://doi.org/10.2307/1955072>. ; « Interview - Wendy Brown », consulté le 17 octobre 2024, <https://www.e-ir.info/2017/04/25/interview/>.

⁸⁵ Sur ce point, voir à titre d'exemple les développements de Nancy Fraser sur la nécessité de combiner approche analytique et approche critique dans l'environnement académique nord-américain : DOWNS Laura Lee et LAUFER Jacqueline, « Nancy Fraser, une philosophe rebelle », *Travail, genre et sociétés* 27, n° 1 (11 mars 2012): 5-27, <https://doi.org/10.3917/tgs.027.0005>.

⁸⁶ Voir notamment le détail de ces différentes approches dans : GAUS Gerald F. et KUKATHAS Chandran, *Handbook of Political Theory* (SAGE, 2004); John S. Dryzek, Bonnie Honig, et Anne Phillips, éd., *The Oxford Handbook of Political Theory* (Oxford University Press, 2008), 0, <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199548439.002.0002>; SKORNICKI Arnault et TOURNADRE Jérôme, *La nouvelle histoire des idées politiques* (La Découverte, 2015), <https://doi.org/10.3917/dec.skorn.2015.01>.

⁸⁷ En ce sens, nous défendons dans la continuité de Pitkin l'importance des réflexions d'ordre « conceptuel », c'est-à-dire relatives à la manière dont on conçoit et on utilise les concepts en sciences sociales, sans considérer que ce champ de réflexion est le propre de la philosophie, ce qui explique incidemment pourquoi nous avons fait le choix de privilégier systématiquement le terme « conceptuel » au terme « philosophique » :

« Most of these writers, including Wittgenstein, call this kind of problem simply "philosophy"; call the man who is preoccupied with it, "the philosopher" or "the traditional philosopher," and call the activity of investigating it, "philosophizing." But for two reasons I shall call these problems "conceptual" instead. First, Wittgenstein's attitude to traditional philosophy is complex and highly problematic, and should be investigated rather than assumed. Following his own way of speaking here is likely to prejudice our eventual examination of the topic, because so much of what he says sounds like an unwarranted criticism of "philosophy." The second reason for calling such problems "conceptual" is to stress that they are not confined to philosophy proper nor to professional philosophers. They occur almost as readily in political theory, in social-scientific theory, or indeed in any form of abstract, general, conceptual thought. » PITKIN Hanna Fenichel, « Wittgenstein and Justice », in *Wittgenstein and Justice*, University of California Press, 2020..p6

- 1) L'approche analytique se définit d'abord par sa visée, à savoir la clarification des problèmes « conceptuels ». Fortement influencée par le « *linguistic turn* », et par la philosophie de Wittgenstein, l'approche analytique se caractérise donc par l'idée que la plupart des problèmes théoriques résultent d'une mauvaise compréhension du fonctionnement du langage, ce qui explique l'attention particulière qu'elle induit envers la clarté de l'expression et la rigueur argumentative⁸⁸. Elle s'intéresse donc tout particulièrement aux difficultés causées par la contradiction entre la tendance à « réifier » la définition de certains termes et la polysémie inévitable des mots dans le langage, qu'il soit ordinaire ou savant. On comprend donc aisément que le premier apport de l'approche analytique est de nous aider à appréhender la « polysémie conflictuelle » de l'ensemble des concepts qui sont mobilisés et étudiés pour conceptualiser l'illibéralisme.
- 2) L'approche analytique se caractérise par la centralité quelle accorde aux « concepts ». Ces derniers sont considérés comme les « briques » à la base de tout raisonnement et comme les objets privilégiés de la réflexion analytique⁸⁹. L'analyse conceptuelle constitue donc la colonne vertébrale de l'approche analytique, ce qui signifie que les difficultés propres à la philosophie et aux sciences sociales sont généralement traduites en problèmes conceptuels. Selon Johan Olsthoorn, cette analyse conceptuelle prend concrètement la forme d'une étude du « sens » d'un terme (qu'est-ce que « illibéralisme » signifie ?), d'une quête des distinctions conceptuelles les plus appropriées (doit-on distinguer « illibéralisme » et « populisme » ou « autoritarisme » ?), d'une exploration des liens entre les concepts (quelle relation

⁸⁸ « Analytical philosophy values above all rigour in argumentation and clarity in thinking. The former is supported by logic, the latter by conceptual analysis. '[T]he very excellence of analysis', writes John Stuart Mill, 'is that it... enables us mentally to separate ideas which have only casually clung together' (Mill 1989: 114) » OLSTHOORN Johan, « Conceptual Analysis », in *Methods in Analytical Political Theory*, Cambridge University Press, 2017.

⁸⁹ « The term 'analysis' has more than one sense, and so does 'conceptual analysis'. 'Analysis' can mean 'the resolution or breaking up of a complex whole into its basic elements or constituent parts' (Oxford English Dictionary). Conceptual analysis, so understood, aims to elucidate complex notions by breaking them up into their simpler component parts. Legal theorists have sought to clarify the enigmatic concept of property by reducing it to a bundle of analytically separable rights to a resource – rights to possess, use, manage, transfer, etc. (Honoré 1987: 165–79; cf. Penner 1996). Social and political theorists, similarly, have attempted to translate statements about complex phenomena such as corporate personalities (e.g. the nation or the state) into more lucid ones about the individuals comprising those personalities » *Ibid.*

entre « illibéralisme » et « idéologie » ?), et enfin, d'une étude du changement conceptuel (le concept d'illibéralisme est-il le même depuis sa genèse ?)⁹⁰.

Nous avons donc logiquement essayé d'implanter cette « analyse conceptuelle » dans notre enquête sur le concept d'illibéralisme, parce qu'elle permet de penser les conflits et les malentendus qui émanent de la distinction entre « terme » et « concept ». En effet, on peut à la fois être désaccord sur l'utilisation du terme « illibéralisme » pour désigner un même phénomène, et/ou sur les phénomènes qui doivent être désignés par l'emploi du terme « illibéralisme » ; c'est-à-dire sur les différentes conceptualisations possibles de ce dernier.

Si la théorie politique analytique n'a pas le monopole d'une « démarche analytique » qu'on retrouve à différents degrés dans la majorité des travaux de sciences sociales, l'approche analytique offre un cadre et des méthodes de recherche qui permettent de guider notre enquête sur le concept d'illibéralisme⁹¹. A titre d'exemple, on peut mesurer les apports de cette approche dans les travaux de Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère, dont les articles et ouvrages sur les droits de l'Homme, le populisme et la théorie politique ont guidé l'implémentation de cette approche analytique dans notre propre travail. Plus généralement, c'est l'ensemble des travaux de théorie politique consacrés à l'étude des « concepts », qu'il s'agisse du concept de représentation, d'hospitalité ou de comparatisme, qui ont participé à cette « réception » d'une théorie politique qui mobilise une démarche analytique à des fins heuristique, pédagogique, mais également critique. De fait, l'apport de ces travaux pour la construction de notre propre cadre théorique résulte également de leur dimension critique et normative, ce qui invite à expliciter le rôle que joue la théorie politique « critique » dans notre propre travail. De manière identique au terme « analytique », nous employons ici le terme de

⁹⁰ « Conceptual analysis, so understood, is the systematic study of concepts. This study can take at least four forms: (1) finding a proper definition for a given term (what does 'justice' mean?); (2) hunting for theoretically relevant conceptual distinctions (is there a conceptual difference between 'justice' and 'what the state should do'?); (3) exploring conceptual connections between different concepts (does being governed by a legitimate authority entail a general duty to obey?); and (4) studying conceptual change (does Locke's conception of property differ from modern accounts?). » *Ibid.*

⁹¹ Les méthodes de l'approche analytique sont donc employées dans notre enquête pour nous aider à formaliser notre démonstration, par conséquent nous ne les considérons pas comme des prérequis pour garantir l'apport heuristique d'une recherche en théorie politique.

manière générique, tout en nous inspirant de certaines approches spécifiques, qui sont parfois désignées comme « critique ». En ce sens, il ne s'agit pas de souligner l'influence de la « théorie critique » de l'école de Francfort, ou celle de la « philosophie continentale »⁹² dans notre travail ; mais d'indiquer que le cadre théorique que nous avons essayé de bâtir à vocation à « dévoiler » les impensés et la dimension idéologique des discours *sur* l'illibéralisme - qu'ils émanent des « illibéraux » ou de leurs adversaires supposés. Nous avons donc accordé un rôle particulier à l'étude des idéologies dans notre travail de recherche, en nous appuyant à la fois sur le cadre conceptuel élaboré par Michael Freeden, parce qu'il permet de comparer le positionnement idéologique « supposé » ou auto-revendiqué des acteurs (qu'ils s'agissent de personnalités politiques, ou d'intellectuels) avec leur positionnement idéologique réel⁹³ et qu'il accorde une place importante à l'étude des « surplus de sens »⁹⁴. Cette démarche critique s'appuie également dans notre travail sur les apports des « *critical studies* »⁹⁵, parce qu'elles

⁹² On peut toutefois noter que cette philosophie continentale est bien présente, puisqu'elle est une philosophie abondamment mobilisée dans les travaux qui ont servi à bâtir notre cadre théorique et notre enquête sur l'illibéralisme, ce qui invite à considérablement relativiser l'opposition entre philosophie analytique anglo-saxonne et philosophie continentale. Sur ce point, nous renvoyons une nouvelle fois aux travaux d'Hanna Pitkin, Wendy Brown et plus généralement aux travaux de James Tully.

⁹³ Nous reviendrons plus en détail sur ce point. Nous avons continuellement mobilisé les travaux de Freeden dans notre enquête, à la fois parce qu'ils permettent d'éclairer les malentendus et les conflits dans la revendication du libéralisme, et parce qu'il adopte une posture critique à l'égard de la prise en compte de « l'auto-positionnement » idéologique :

« The conundrum facing the scholar is to establish a synchronic balance between the self-definition of an individual professing to adhere to an ideological family, the understandings of other contemporaries concerning that individual's place in the family, and the interpretation by the scholar both of the concrete evidence and of the diachronic tradition currently held to constitute that family. This threefold interplay is essential to determining the nature of any specific ideology. Meanings will therefore centrally include agents' self-interpretations/1 but cannot rest content with their uncritical acceptance. For the purpose of analysing ideologies they may well serve as the starting-point, but each instance will then have to be tested against the growing body of accumulated evidence concerning that ideology's macro-features. Just as a morphological profile of a socially prevalent ideology may identify certain rules that exclude pretenders to the faith or plain unsophisticates, an innovative individual may push forward the frontiers of an ideology to include new tenets, omit some of the old, and thus modify its ideational profile. But in each case intentionality comprises only part of the presenting features. » FREEDEN, *Ideologies and Political Theory*. p103-104

⁹⁴ « Language— a social product—thus constrains the political ideas theorists can express even before we consider the further constraints of their specific culture; moreover, linguists certainly do not insist that the structural properties of language must be known to its users. Skinner accepts that, while there cannot be unintended illocutionary acts, there can well be unintended illocutionary force, and recognizes Ricoeur's notion of the surplus of meaning embedded in a text. But that acknowledgement needs to be accompanied by a discussion of the nature of, and reasons for, that surplus of meaning, and by the proportionate analytical treatment of the author in the twofold role of a consumer of ideologies and a member of an ideology-producing group. » *Ibid.*, p108-109

⁹⁵ Par « *critical studies* », nous désignons à la fois le champ des « études critiques » tels qu'il s'est institutionnalisé en Amérique du Nord avec le développement de la *Critical legal theory*, de la *Critical race theory*, les *Feminist, Queer et Black studies* et plus généralement par les travaux mobilisant des approches post-marxistes et post-modernes. Voir à titre de synthèse : DE LAURETIS Teresa, « Feminist Studies/ critical studies », in *Feminist*

déconstruisent les mythes et les narratifs sur le libéralisme et la tradition politique occidentale, qui irriguent sans être interrogés les études sur l'illibéralisme. En revanche, nous avons préféré laisser de côté le travail « généalogique » sur les racines intellectuelles de l'illibéralisme, et le travail « sociologique » sur la circulation des idées illibérales et des discours sur l'illibéralisme, tant au niveau national qu'international, parce qu'il s'agit de champs de recherche qui font l'objet de travaux de première importance⁹⁶ (et de travaux en cours⁹⁷).

Mobiliser les outils de la philosophie du langage ordinaire

Pour pratiquer cette théorie politique à la fois analytique et critique et tenter de résoudre le puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de l'illibéralisme, il nous est apparu nécessaire de mobiliser les outils théoriques de la philosophie du langage ordinaire (PLO) et plus particulièrement de la philosophie de Wittgenstein. Comme nous l'avons indiqué, ces emprunts sont directement inspirés par le travail d'Hanna Pitkin sur le concept de justice. Il

Studies/ critical studies », Palgrave Macmillan UK, 1986 ; MICHAUT Françoise, *Le mouvement des Critical Legal Studies*, Presses de l'Université Laval, 2015 ; BENTOUHAMI Hourya, *Critical race theory*, Dalloz, 2017.

⁹⁶ Nous faisons notamment référence ici aux travaux de Valentin Behr consacrés à la généalogie et la circulation des idées conservatrices « illibérales », en particulier au numéro qu'il a co-dirigé pour la revue *European Politics and Society* (Volume 24, Issue 1 (2023)), et plus largement aux activités du *Illiberalism studies program* et aux nombreux articles publiés au sein du *Journal of Illiberalism Studies* qui documentent de façon particulièrement poussée les sources et les circulations des idées illibérales, que ce soit au niveau national, régional ou international. A titre de synthèse non-exhaustive, voir les articles suivants : BUZOGÁNY Aron et VARGA Mihai, « The ideational foundations of the illiberal backlash in Central and Eastern Europe », *Review of International Political Economy*, 25, Routledge, 2018 ; VARGA Mihai et BUZOGÁNY Aron, « The Two Faces of the 'Global Right' », *Critical Sociology*, 48, SAGE Publications Ltd, 2022 ; COMAN Ramona, BEHR Valentin et BEYER Jan, « The shaping power of anti-liberal ideas », *European Politics and Society*, 24, Routledge, 2023 ; BEHR Valentin, « Towards a transnational and social history of anti-liberalism. Insights from the trajectory of Ryszard Legutko », *European Politics and Society*, 24, Routledge, 2023 ; BUZOGÁNY Aron et VARGA Mihai, « Illiberal thought collectives and policy networks in Hungary and Poland », *European Politics and Society*, 24, Routledge, 2023 ; NAVARRETE Arsenio Cuenca, « The Spanish and French Far Rights in Their Quest for a New Traditionalist Order », sur *Illiberalism.org* [en ligne], ; CAMUS Jean-Yves, « The Transnational Networks of the European Radical Populist Right and the Beacon of Hungarian Illiberal Democracy », sur *Illiberalism.org* [en ligne].

⁹⁷ Nous pensons ici aux thèses en préparation des doctorants et doctorantes dont l'illibéralisme est un des objets de recherche principaux ou secondaires, notamment à la thèse de Périne Schir consacrée à la circulation des idées illibérales et à la transformation idéologique de la pensée conservatrice, à la thèse d'Arsenio Cuenca consacrée à la diffusion des idées « illibérales » par le biais d'Internet, à la thèse de Bruno Ronchi consacrée aux « racines intellectuelles » du Bolsonarisme, à la thèse d'Emilien Houard-Vial consacrée à la production et la réception des idées au sein du parti Les Républicains en France et à la thèse de Thomas Charrayre portant sur la « cartographie » de la pensée conservatrice : HOUARD-VIAL Emilien, *Comment produit-on et diffuse-t-on de l'idéologie aujourd'hui ?*, These en préparation, Paris, Institut d'études politiques, 2018 ; DE SOUZA RONCHI Bruno luiz, *Le Brésil au-dessus de tout*, These en préparation, Université de Rennes (2023-....), 2020 ; SCHIR Perine, *Le courant « illibéral » en France*, These en préparation, Normandie, 2021 ; CUENCA Arsenio, *Désinformation et nouvelles communautés imaginées. La représentation illibérale de l'Hispanité à la lumière du terrain numérique*, These en préparation, Université Paris sciences et lettres, 2021 ; CHARRAYRE Thomas, *Cartographier la pensée conservatrice*, These en préparation, Paris, Institut d'études politiques, 2023.

s'agit donc moins d'une tentative inédite d'intronisation de la philosophie Wittgensteinienne en théorie politique, qu'un moyen de promouvoir une certaine réception du « *linguistic turn* »⁹⁸. Toutefois, on aurait tort de considérer que la réception de l'œuvre de Wittgenstein en science politique est limitée à ce que certains ont désigné comme la théorie politique « wittgensteinienne », à savoir l'œuvre d'Hanna Pitkin et de James Tully, la philosophie post-analytique de Mark Bevir, ainsi que l'approche contextualiste développée par Quentin Skinner et John G. A. Pocock au sein de l'école de Cambridge⁹⁹. De fait, loin d'être cantonnés à un cénacle de philosophes initiés, les concepts de la philosophie du langage ordinaire et du « second Wittgenstein » ont une influence à un degré plus ou moins important sur un nombre étendu de chercheurs et de chercheuses, tant en philosophie qu'en sciences sociales¹⁰⁰. Si nous ne sommes pas en mesure de retracer et de détailler l'ensemble des réceptions du « *linguistic turn* »¹⁰¹, il est nécessaire d'indiquer pourquoi et comment nous avons mobilisé les outils théoriques de la PLO.

S'agissant du « pourquoi », la manière la plus évidente de justifier l'emploi des outils théoriques de la PLO est de montrer, comme nous avons précédemment essayé de le faire, que la conceptualisation de l'illibéralisme rencontre des problèmes qui sont d'abord causés

⁹⁸ L'expression popularisée par Richard Rorty, désigne conventionnellement une révolution substantielle dans la manière de penser et pratiquer la philosophie qui a eu un impact durable sur les sciences sociales, notamment en épistémologie. Voir : RORTY Richard, *The Linguistic Turn*, University of Chicago Press, 1992. ; FREEDEN, *Ideologies and Political Theory*.

⁹⁹ La délimitation à laquelle nous faisons référence est celle proposée par Johannis A. Bin Abdul Aziz dans sa thèse de philosophie intitulée « The Influence of Ludwig Wittgenstein in Political Theory » soutenue en 2014 qui est centrée sur Pitkin et Tully. L'expression de « théorie politique wittgensteinienne » est néanmoins employée de façon relativement courante dans la littérature pour désigner l'œuvre de Pitkin, ce qui semble par bien des aspects critiquable. D'abord parce que Pitkin n'a pas la prétention d'édifier une telle « théorie », et surtout, parce qu'elle emprunte au moins autant à Stanley Cavell et Hannah Arendt qu'à Wittgenstein. Voir : KAVKA Gregory S., « Wittgensteinian Political Theory », *Stanford Law Review*, 26, Stanford Law Review, 1974 AZIZ Bin Abdul, *The Influence of Ludwig Wittgenstein in Political Theory*, UC Berkeley, 2014.

¹⁰⁰ Il serait impossible ici de rendre justice à la diversité et l'importance des travaux mobilisant la philosophie wittgensteinienne, et encore moins de décrire la manière dont de nombreux concepts en sciences sociales ont été influencés par cette dernière. Nous nous contenterons donc d'indiquer ici que notre lecture de Wittgenstein est entièrement redevable aux travaux de Jacques Bouveresse, Sandra Laugier et Pierre Hadot en France, et aux à ceux d'Hanna Pitkin et James Tully : TULLY James, « Wittgenstein and Political Philosophy », *Political Theory*, 17, Sage Publications, Inc., 1989 ; LAUGIER Sandra (dir.), *Wittgenstein*, Presses universitaires de France, 2001 ; LAUGIER Sandra, « Wittgenstein », *Multitudes*, 9, Association Multitudes, 2002 ; BOUVERESSE Jacques, *Essais III*, Agone, 2003 ; HADOT Pierre, *Wittgenstein Et les Limites du Langage*, Libr. philosophique J. Vrin, 2004.

¹⁰¹ On peut d'ailleurs noter que l'histoire de cette réception est en partie liée à notre enquête parce qu'elle irrigue en partie l'œuvre des intellectuels majeurs de la pensée libérale et conservatrice, telle que celle de Keynes, Hayek, Anscombe, Rorty et MacIntyre, tout en étant critiquée de manière plus ou moins explicite par les intellectuels conservateurs (voire « illibéraux ») tels que Pierre Manent et Patrick Deneen.

par la confrontation entre la polysémie inhérente au fonctionnement du langage et notre quête « aristotélicienne » de définitions à la fois claire et absolue :

« Wittgenstein's first diagnosis is that conceptual puzzlement arises from our desire for order, neatness, system, in our language. Obviously the ability to generalize, to abstract, to find and make patterns, is an essential feature of the human mind. It is what makes language possible; it enables us to understand instructions of the form "This, and things like it, are called 'games' " or "Continue this series in the same way" or "Like that, only more so." It allows us to extrapolate from what is familiar, and thus to master ideas like "permanence," "infinity," "God," without experiencing them directly in any empirical way. But this very capacity can also create problems as we seek order in our language. Wittgenstein suggests that the ability is paralleled by a kind of need, a "craving for generality," a "demand for absoluteness." In the grip of this need, we think that we require a better definition, yet definitions do not satisfy us, "as in certain states of indigestion we feel a kind of hunger which cannot be removed by eating." Wittgenstein says that we do not just happen to find "the crystalline purity of logic" when we are conceptually puzzled; it is a "requirement" that we bring to our investigations. "The puzzles which we try to remove always spring from just this attitude towards language."

But what is wrong with seeking clarity, generality, and order in language, with looking for rules? In the *Blue and Brown Books*, Wittgenstein still says that the desired rules, the desired order, simply do not exist. "We are unable clearly to circumscribe the concepts we use; not because we don't know their real definition, but because there is no real 'definition' to them. To suppose that there *must* be would be like supposing that whenever children play with a ball they play a game according to strict rules." The kind of ideal calculus we are looking for does exist in mathematics, but "our ordinary use of language conforms to this standard of exactness only in rare cases." But there are other passages which say what becomes his firm position in the *Investigations*, there are rules of a sort to be found, but we become "entangled" in them, and they do not yield the kind of clarity we were seeking.

In conceptual puzzlement, one "sees a law in the way a word is used, and, trying to apply this law consistently, comes up against cases where it leads to paradoxical results." It is we who "lay down rules, a technique, for a game," but "when we follow the rules, things do not turn out as we had assumed," and we are "entangled in our own rules" »¹⁰².

Le « puzzle conceptuel » émerge donc du postulat selon lequel les mots sont des « labels » destinés à désigner une essence, et non des « outils » dont la signification est contextuelle. La

¹⁰² PITKIN, « Wittgenstein and Justice ». p89-90

« polysémie » ne résulte pas du « mauvais » usage d'un terme, mais de la diversité des « jeux de langages », c'est-à-dire de la diversité des situations dans lesquels un mot peut être employé à des fins spécifiques :

« In contemplating a concept abstractly, we generalize too hastily and in the wrong way. We think of an example—or rather, a picture springs to mind—and we extrapolate a generalization from it. We are convinced the generalization is correct, because we know that the example is correct. And this procedure would work well if all valid examples of a word's use had the same, or at least mutually consistent, implications. It never occurs to us that there might be other, equally correct and valid examples of usage inconsistent with the first. Wittgenstein says that conceptual puzzlement is like a disease, and its "main cause" is "a one-sided diet: one nourishes one's thinking with only one kind of example." We have a mental picture, and believe that it forces a particular generalization on us; but that belief merely reflects "the fact that only the one case and no other occurred to us." If we do notice other, conflicting cases, our conviction that there must be a single consistent rule leads us to dismiss them as confusing details. "A picture is conjured up which seems to fix the sense *unambiguously*. The actual use, compared with that suggested by the picture, seems like something muddled." So we cling to the picture, and to our generalization based on it »¹⁰³.

Conséquemment, pour résoudre les « puzzles conceptuels » selon Pitkin, il faut précisément chercher à enquêter sur les usages divergents et contradictoires d'un mot, en interrogeant les biais téléologiques qui guident notre façon de conceptualiser un phénomène. A partir de ce diagnostic, Pitkin défend le recours à une méthode « synoptique » pour résoudre les problèmes conceptuels. Plutôt que de tenter de dépasser le puzzle conceptuel par le « haut », en définissant de manière abstraite un mot et en imposant une certaine conceptualisation de ce dernier, il est préférable d'observer la manière dont le mot est concrètement utilisé :

« All this should make a little clearer the value of ordinary-language philosophy's painstaking attention to the details of usage. For Wittgenstein treats the disease of conceptual puzzlement by varying our diet, by reminding us of the richness and plurality of our actual ordinary speech. In doing so, he does not really tell us anything new; he "assembles reminders" for us. Here "the problems are solved, not by giving new information, but by arranging what we have always known." What we really lack when we are conceptually puzzled is not a definition or rule, but a clear overview of the relevant cases. Wittgenstein says he is "not after exactness, but after a synoptic

¹⁰³ *Ibid.*, p91

view." The idea of perspicuity, of a "perspicuous representation," he says is of "fundamental importance" and "earmarks the form of account" he gives, his way of looking at things. A main cause of conceptual puzzlement is the fact "that we do not command a clear view of the use of our words. —Our grammar is lacking in this sort of perspicuity." Thus the real task here is "not to resolve a contradiction..., but to make it possible for us to get a clear view" of the problem troubling us, of "the state of affairs before the contradiction is resolved. Of course, a perspicuous overview of inconsistency is not the same as a single, unifying, consistent rule that fits all the cases. But if no single, unifying, consistent rule can fit all the cases, then an overview of the chaotic facts may well be what is really needed »¹⁰⁴.

Comme le résume Bastien Bosa, la philosophie de Wittgenstein invite à « transformer la conceptualisation en problème empirique »¹⁰⁵. Au lieu de postuler l'existence d'un objet ou d'une chose derrière un mot, ce qui est susceptible de conduire à une essentialisation du concept en question, peu heuristique et contestable, parce que ce processus est généralement guidé de façon plus ou moins explicite par les préférences idéologiques de l'auteur de la définition, il est préférable de privilégier une enquête sur la diversité des significations d'un mot :

« Suivant ce modèle, l'enquêteur ne peut pas élaborer ses concepts à partir de la seule analyse logique de leur cohérence interne : il doit s'intéresser aux usages – quotidiens ou académiques ; présents ou passés – du terme (ou plutôt de la famille de termes) qu'il prétend étudier. Cette conception « contextualisée » de la définition transforme – au moins partiellement – le travail de conceptualisation en une question empirique. Le caractère nécessairement social et historique de l'usage des catégories nous invite à étudier aussi bien les diverses manières d'utiliser un mot dans un contexte donné, que les variations d'un contexte à un autre. »¹⁰⁶

Ce constat et la démarche analytique et critique que nous avons essayé de mettre en œuvre nous conduisent donc logiquement à suivre la voie empruntée par Pitkin et préconisée par

¹⁰⁴ *Ibid.*, p92

¹⁰⁵ BOSA Bastien, « C'est de famille ! L'apport de Wittgenstein au travail conceptuel dans les sciences sociales », *Sociologie*, Vol. 6, 2015.

¹⁰⁶ *Ibid.*

Bosa (ainsi que par Passeron dans une autre mesure¹⁰⁷). Elle consiste d'abord à obtenir une « vue synoptique » sur l'emploi du terme d'illibéralisme (et de l'adjectif illibéral) grâce à une « cartographie » des usages du concept dans le langage ordinaire et le langage savant¹⁰⁸. Cette cartographie vise donc à décrire et comprendre les différents jeux de langage dans lesquels l'utilisation du concept d'illibéralisme est insérée, que ce soit sur les plans diachronique et synchronique, en recourant aux approches généalogiques, contextualistes et historiques que nous avons déjà mentionnées. Dans un deuxième temps et une fois cette vue synoptique sur les usages du concept d'illibéralisme obtenue, il conviendra de comparer ces différents usages afin de proposer une conceptualisation de l'illibéralisme « raisonnable », puis de l'évaluer, à l'image du travail réalisé sur le concept de justice par Pitkin.

Utiliser les notions de « jeu de langage » et de « grammaire » pour résoudre le puzzle conceptuel de l'illibéralisme

Bien que la notion de jeu de langage soit déjà utilisée de manière accessoire au sein des travaux de théorie politique que nous avons cités, il nous semble pertinent de l'employer de manière plus poussée. La récente revendication de l'illibéralisme nécessite en effet de saisir avec plus d'acuité les trajectoires historiques et théoriques des différents « langages du libéralisme »¹⁰⁹. En effet, la conceptualisation de l'illibéralisme soulève un problème « spécifique », bien que souvent négligé, qui est causé par l'appréhension de la relation entre libéralisme et anti-libéralisme et qu'on peut présenter de la manière suivante : puisque le terme de « libéralisme » n'a pas la même signification selon les individus et les contextes géo-historiques, comment définir le libéralisme qui est remis en question par l'illibéralisme sans participer au conflit idéologique dans la monopolisation du libéralisme ? Ainsi, la distinction

¹⁰⁷ PASSERON, Le Raisonnement sociologique. (*Op cit*)

¹⁰⁸ « Un premier pas consiste à reconstruire ce que l'on pourrait appeler la cartographie des usages d'un terme dans un contexte spécifique, de manière à expliciter les sens plus ou moins cristallisés qui s'y sont inscrits au cours du temps. Cette attention aux usages multiples des concepts est particulièrement importante dans le cas des sciences sociales, car les mots que ces dernières utilisent appartiennent à ce que Passeron (1991) appelle la « langue naturelle ». C'est à dire, d'une part, que leur sens ne peut jamais s'affranchir entièrement des usages de ces mêmes mots dans d'autres scénarios – quotidiens ou scientifiques – et, d'autre part, que les chercheurs ne peuvent jamais se prévaloir d'une position totalement extérieure vis à vis du monde qu'ils étudient et de la langue de ce monde. » BOSA, « C'est de famille ! L'apport de Wittgenstein au travail conceptuel dans les sciences sociales ».

¹⁰⁹ FREEDEN Michael, « Liberal Languages: Ideological Imaginations and Twentieth-Century Progressive Thought », in *Liberal Languages* (Princeton University Press, 2009), <https://doi.org/10.1515/9781400826353>.

entre libéralisme « continental » et libéralisme « anglo-saxon » qui est parfois adoptée dans la littérature traduit une préférence pour un libéralisme « conservateur » et remet en question l'appartenance du libéralisme « progressiste » à la tradition libérale¹¹⁰.

Par conséquent, enquêter sur le concept d'illibéralisme – et par extension sur le phénomène illibéral en lui-même – nécessite d'être particulièrement attentif à la dimension agonistique de cette pluralité des langages du libéralisme. Selon nous, l'emploi des notions de « grammaire » et de « jeu de langage » semble adéquat pour décrire ces affrontements. Les notions de jeu de langage et de grammaire peuvent permettre de pallier les impasses épistémologiques et méthodologiques d'une partie de la recherche contemporaine sur l'illibéralisme, dans laquelle l'impossibilité de définir le libéralisme est constatée, sans que cela ait un effet sur la conceptualisation de l'illibéralisme. En effet, il existe ainsi un angle mort au sein de la littérature quant à la possibilité de concevoir une approche théorique *à partir* de la contestabilité des concepts politiques et non *malgré* elle. Loin d'être un « gadget » théorique, l'emploi de ces notions nous semble donc nécessaire pour enquêter sur le concept d'illibéralisme, ce qui nécessite un aparté sur la manière dont nous effectuons le « transfert » des notions de la philosophie wittgensteinienne vers la science politique.

¹¹⁰ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point puisque la préférence normative pour le libéralisme continental ou le « libéralisme classique » sur le libéralisme anglo-saxon ou le « nouveau libéralisme » est assumée à la fois par les éditeurs du RHI et par les intellectuels tels que Francis Fukuyama et Yascha Mounk. Elle illustre donc l'importance du « paradoxe » dégagé par Mannheim, à savoir qu'il est impossible d'étudier un phénomène idéologique sans participer au conflit « idéologique » qu'on cherche à décrire. Sur ce point, voir : CAPDEVILA Nestor, *Le concept d'idéologie* (Presses universitaires de France, 2004); BREINER Peter, « Karl Mannheim and Political Ideology », in *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, éd. par Michael Freeden, Lyman Tower Sargent, et Marc Stears (Oxford University Press, 2013), 38; MANNHEIM Karl, *Ideology and Utopia* (London: Routledge, 2013), <https://doi.org/10.4324/9781315002828>.

IV. Méthode : La notion de jeu de langage, un outil conceptuel pour la théorie politique et une clé de compréhension du phénomène illibéral

En effet, la réception des travaux de Wittgenstein et l'utilisation de sa philosophie en sciences sociales est sujette à controverse ; ce qui s'explique à la fois par le manque de rigueur avec laquelle ses « aphorismes » sont utilisés¹¹¹ et par l'absence d'une théorie systématique dans son œuvre¹¹². Ce constat invite à expliquer pourquoi nous avons fait le choix de mobiliser précisément la notion de jeu de langage

Pourquoi utiliser la notion de jeu de langage ?

Parmi tous les outils conceptuels développés par Wittgenstein, la notion de jeu de langage occupe une place singulière au sein des études wittgensteiniennes. Cette notion y joue à la fois un rôle central, parce qu'elle résume et incarne l'évolution de la conception du langage chez Wittgenstein ; et un rôle limité en comparaison à d'autres outils conceptuels en raison de son caractère inconsistant et insatisfaisant¹¹³. En effet, la notion est utilisée à titre accessoire

¹¹¹ « Comme le faisait remarquer Bourdieu, le cas Wittgenstein se prête, de façon paradoxale et en même temps presque idéale, à la transformation d'un philosophe pour philosophes en un philosophe pour non-philosophes : "Le rapport de liberté et de rupture qu'il entretient avec la tradition philosophique et la forme aphoristique dans laquelle il s'exprime autorisent ou même encouragent à le traiter comme un auteur n'exigeant ni connaissances préalables ni conditions d'accès. [...] Un des philosophes qui se classent parmi les plus exigeants et les plus rigoureux peut ainsi, sans doute parce que sa complexité et sa subtilités mêmes le vouent paradoxalement aux réductions les plus grossières, se trouver parfois converti en une sorte de philosophe pour non-philosophes permettant à des sociologues ou à des historiens à prétentions philosophiques de se situer en un lieu indéfinissable, à mi-chemin entre la sociologie et la philosophie, où ils peuvent échapper aux juridictions et aux sanctions des deux disciplines." » BOURDIEU Pierre, *Wittgenstein, le sociologisme et la science sociale* (Agone, 2002), cité dans *Wittgenstein, dernières pensées*, Jacques BOUVERESSE, Sandra LAUGIER et Jean-Jacques ROSAT (dir.), Agone, Marseille, 2002, p. 346-347

¹¹² Ces critiques portent principalement sur l'utilisation de la notion « d'air de famille » en sciences sociales, en particulier en sociologie, bien que la réception de la notion de jeu de langage puisse également être dénoncée par certains philosophes. Voir notamment : OGIEN Albert, *Les formes sociales de la pensée. la sociologie après Wittgenstein* (Armand Colin, 2007), <https://shs.hal.science/halshs-00144245>; LEMIEUX Cyril, « Philosophie et sociologie : le prix du passage », *Sociologie* 3, n° 2 (27 août 2012): 199-209, <https://doi.org/10.3917/socio.032.0199>; LATRAVERSE François, « Jeux de langage et pragmatisme », *Recherches sémiotiques* 32, n° 1-2-3 (10 décembre 2014): 225-46, <https://doi.org/10.7202/1027780ar>; BOSA, « C'est de famille ! L'apport de Wittgenstein au travail conceptuel dans les sciences sociales ».

¹¹³ Sur ce point, voir LATRAVERSE, « Jeux de langage et pragmatisme ». (*op cit*) : « Si on considère les ravages imputables à une utilisation inconsidérée de la notion, dont l'effet est que tout est jeu de langage (ou n'est que jeu de langage, dans la version irresponsable), il est clair qu'une certaine clarification s'impose, mais d'un autre côté, il faut admettre que ce sentiment d'évidence qui fait que chacun sait intuitivement, même au sortir d'une lecture rapide du texte, ce qu'est un jeu de langage, ne peut être tenu pour rien, car c'est aussi sur lui que semble

au sein des principaux travaux de science politique mobilisant le cadre conceptuel du « *linguistic turn* »¹¹⁴. Ses usages les plus importants se trouvent chez Bevir, qui l'emploie comme un synonyme de la notion de « réseaux de croyance entrelacées » (ou « *web of beliefs* »), et chez Pitkin, où elle est utilisée de manière continue, parce qu'elle résume à elle seule le tournant pris par la philosophie de Wittgenstein dans les *Recherches philosophiques*¹¹⁵. La diversité des usages de la notion de jeu de langage reflète donc son caractère lâche. Aussi, plutôt que de hiérarchiser la pertinence de ces différentes utilisations, nous proposons de synthétiser ces différentes approches afin de montrer en quoi cette notion est particulièrement féconde pour la science politique.

En effet, les outils conceptuels développés par Wittgenstein peuvent être utiles pour le chercheur en sciences sociales en ce qu'ils permettent d'appréhender la polysémie des concepts politiques et les confusions qui en résultent. En ce sens, utiliser les outils conceptuels de Wittgenstein revient à utiliser la notion de jeu de langage, car elle constitue leur base conceptuelle. Or, les notions issues des ouvrages de Wittgenstein et de leur réception en sciences sociales sont déjà mobilisées dans la littérature portant sur l'illibéralisme. La notion « d'air de famille » est ainsi mobilisée à deux reprises dans le RHI et elle est relativement

avoir tablé Wittgenstein, qui n'a fourni du jeu de langage guère de définitions qui puissent servir un quelconque travail de repérage. »

¹¹⁴ A titre d'exemple, la notion de jeu de langage n'est mentionnée qu'à deux reprises et de manière anecdotique dans *Ideologies and political theory* par Freedman.

¹¹⁵ Voir notamment l'extrait suivant, qui résume la manière dont Pitkin appréhende la notion de jeu de langage (et de manière relativement similaire à celle de Pierre Hadot dans *Les limites du langage*) :

« Asking the name of an object "is, we might say, a language-game on its own. That is really to say: we are brought up, trained, to ask: 'What is that called?'—upon which the name is given. And there is also a language-game of *inventing* a name for something."84 Asking for and explaining the names of things or the meanings of words are themselves language games; and we can expect them to be as different from the builders' game and from each other as the game played with number words was from the game played with the names of the building stones. Thus there emerges still a third aspect of what Wittgenstein means by a language game: besides games by which children are taught language, and imaginary primitive combinations of speech and action, language games also include our many verbal activities, the things we actually do by or with the use of language. "Review the multiplicity of language-games in the following examples, and in others:

Giving orders, and obeying them—

Describing the appearance of an object, or giving its measurements—

Constructing an object from a description (a drawing)—

Reporting an event—

Speculating about an event—

Forming and testing a hypothesis—

Presenting the results of an experiment in tables and diagrams—

Making up a story; and reading it—

Play-acting—

Singing catches—

Guessing riddles—» PITKIN, « Wittgenstein and Justice ». p41

courante dans la littérature s'intéressant au populisme, puisqu'elle a été popularisée par Takis S. Pappas¹¹⁶. Quant à la notion de « contestabilité essentielle des concepts » elle est particulièrement mobilisée au sein des études de l'illibéralisme puisqu'elle permet de souligner la polysémie du libéralisme, de l'illibéralisme ou encore de la « *rule of law* »¹¹⁷. Pour résumer, l'usage d'outils « linguistiques » semble s'imposer au chercheur travaillant sur l'illibéralisme, car ces outils rendent intelligible l'imbroglio conceptuel entourant chacun des concepts utilisés pour définir l'illibéralisme. Bien que l'utilisation de ces concepts offre en elle-même un intérêt à ces travaux parce qu'elle induit une rupture avec une approche prescriptive¹¹⁸ (c'est-à-dire arbitraire) de l'illibéralisme, ces utilisations sont insatisfaisantes parce qu'elles traduisent la méconnaissance d'un cadre conceptuel adossé à la notion de jeu de langage. S'il apparaît nécessaire de clarifier la préférence pour l'usage particulier d'un concept, alors il semble judicieux de mener cette entreprise de clarification à son terme, en portant attention à la pluralité des grammaires régissant l'usage du concept qui nous intéresse. Le fait que les confusions dans l'emploi des concepts associés à l'illibéralisme soient unanimement dénoncées prouve en effet que ces confusions ne sont pas causées par de simples maladroites épistémologiques, mais par une superposition de définitions du libéralisme dont les grammaires sont contradictoires.

De fait, en dépit des références au cadre conceptuel de Freedman¹¹⁹, son approche et ses conclusions quant à la nécessité de dépasser et d'investiguer le constat de la « contestabilité essentielle » des concepts sont méconnues, puisque la notion de « contestabilité essentielle » est mobilisée pour justifier l'impossibilité de définir un concept, ou justifier le recours à une

¹¹⁶ CECI Maura, « Between Indefinability and Usage. Towards a philosophical understanding of Populism » [en ligne], *Rivista Italiana di Filosofia del Linguaggio*, 13, 2019 ; PAPPAS Takis S., « What is Populism? », in *Populism and Liberal Democracy: A Comparative and Theoretical Analysis*, Oxford University Press, 2019 ; GREENE Alan, « Emergencies and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 ; HAMILTON Andy, « Conservatism as Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 ; BINEV Binio S., « Post-neoliberal Populism in Latin America and Eastern Europe », *St Comp Int Dev*, 59, 2024 ; TEMELINI Michael, « Using Wittgenstein's Method to Explain and Understand Democratic Politics », in *Wittgenstein and Democratic Politics*, Routledge, 2024.

¹¹⁷ Voir à titre d'exemples les utilisations de la notion dans le RHI. On peut d'ailleurs noter (et regretter) que la référence au caractère « essentiellement contesté » de certains concepts est tellement évidente qu'elle se passe parfois d'une référence à l'article de Gallie, comme dans la préface du RHI que nous avons déjà cité. Voir : SAJÓ, UITZ, and HOLMES, *Routledge Handbook of Illiberalism*. p226 ; 424 ; 547 ; 579 ; 800.

¹¹⁸ BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory* 42, n° 6 (1 décembre 2014): 682-715, <https://doi.org/10.1177/0090591714535103>.

¹¹⁹ Freedman est en effet cité à plus de 38 reprises dans le RHI, bien que de manière très inégale. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point.

définition arbitraire. Cet usage s'avère selon nous particulièrement dommageable parce qu'il produit l'effet inverse de celui escompté, en essentialisant la polysémie des concepts en question. Paradoxalement, le relativisme de cette approche postulant l'impossibilité à définir le libéralisme conduit à adopter des définitions arbitraires et anhistoriques du libéralisme¹²⁰. Or, la polysémie de concepts disputés comme ceux de démocratie ou de libéralisme ne peut être simplement constatée sans être interrogée et renseignée sur les plans historique, politique et théorique. L'entreprise de définition et de décontestation des concepts associés au libéralisme étant politique, il est nécessaire de renseigner ces opérations dans une perspective à la fois diachronique et synchronique afin de pouvoir expliquer ces processus et d'en comprendre les implications. On peut donc regretter que la majorité des travaux s'intéressant à l'illibéralisme ne prenne pas en compte la trajectoire historico-politique du concept de libéralisme et des concepts qui lui sont associés. La notion de jeu de langage permet précisément selon nous de prendre en compte l'existence de différentes grammaires du libéralisme, déterminant la définition de concepts tels que ceux de constitutionnalisme, de marché libre ou encore de liberté, d'égalité et de justice. La méconnaissance des conflits idéologiques affectant la polysémie de ces concepts soulève d'ailleurs un problème de neutralité axiologique, puisqu'elle conduit à légitimer certaines (re)définitions du libéralisme sur d'autres.

A cet égard, la notion de jeu de langage invite à prolonger les réflexions portant sur la pluralité des sens du terme de libéralisme et par conséquent du concept d'illibéralisme, amorcées par Rosenblatt¹²¹, et dont on trouve la forme la plus aboutie dans le travail de Laruelle :

« To disentangle that relationship [entre libéralisme et illibéralisme], I consider that liberalism should be understood as in constant flux and with contested boundaries (Manent [1995](#); Fawcett [2018](#); Tate [2019](#)), just as there is no definition of Enlightenment and Counter-Enlightenment as two coherent and unchanging traditions over time and space (McMahon [2017](#)). Liberalism has evolved over time: it was defined differently in the late eighteenth century to how it is today, with the most obvious difference

¹²⁰ Sur ce point, nous faisons référence à titre d'exemple aux nombreuses définitions du libéralisme au sein des introductions du RHI. De façon révélatrice, les travaux historiques et linguistiques cités pour définir le libéralisme sont mobilisés pour constater l'impossibilité d'une définition satisfaisante du libéralisme. A titre d'exemple, voir : GARRARD Graeme. "Illiberalism and Opposition to the Enlightenment." *Routledge Handbook of Illiberalism*. Routledge, 2021. 33-42. : « Also, the meanings of words change over time, so the definition of "liberalism" is no more fixed than any political ideology. (...) It is impossible here to encompass all of the varieties of liberalism and the many attempts to specify what gives them a common identity as members of a single ideological "family." »

¹²¹ ROSENBLATT Helena, « The History of Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism* (Routledge, 2021).

probably being the inclusion of women in the citizenry. “Liberalism” in the 1950s could be conservative in terms of mores (and, in the U.S. context, limit citizens’ rights on the basis of race), while liberalism today is largely understood as being inclusive (rights for minorities, migrants, etc.) and “liberal” or “emancipatory” in terms of mores. Liberalism also differs in space: U.S. and Anglo-Saxon understandings of liberalism are quite different from those in continental Europe, not to mention the diversity of interpretations that exist outside the Western framework. And even more critically, multiple liberalisms exist at the same time. »¹²²

La notion de jeu de langage permet donc de rendre intelligibles les concepts (ou les approches) « linguistiques » déjà employées au sein de la littérature en les (ré)inscrivant dans leur cadre théorique d’origine. Par extension, la notion de jeu de langage invite à comprendre comment ces différents langages du libéralisme se combinent afin d’expliquer les biais grevant certaines conceptualisations de l’illibéralisme et de reconsidérer le contenu et les contours du phénomène illibéral en lui-même. Néanmoins, il nous semble important de préciser que notre usage de la notion de jeu de langage n’a pas la prétention de constituer un « prérequis » pour tout travail portant sur l’illibéralisme. Comme le rappelle Pitkin, l’intérêt de l’apport de Wittgenstein à la théorie politique n’est pas de réfuter des théories mais de montrer en quoi les « disputes » épistémologiques et analytiques sont majoritairement des problèmes conceptuels causés par des impensés quant au fonctionnement du langage¹²³. Il n’est donc pas impératif de mobiliser la notion de jeu de langage pour appréhender et résoudre le puzzle conceptuel que nous cherchons à éclairer. De plus, nous n’ignorons pas que la définition de la notion de jeu de langage fait en elle-même l’objet de débats, à l’image d’autres notions issues de la philosophie du langage ordinaire comme celle de performativité. La diversité de ses usages au sein des travaux de Wittgenstein constitue à la fois une ressource et une difficulté. Cette diversité invite ainsi à des appropriations multiples et variées, qui peuvent être jugées critiquables au regard de leur éloignement avec leur source originelle, bien qu’elles puissent également paraître en accord avec l’évolution de la philosophie « thérapeutique » de Wittgenstein¹²⁴.

¹²² LARUELLE, « Illiberalism ». (Op cit.)

¹²³ PITKIN, « Wittgenstein and Justice ». p8-11

¹²⁴ On peut en effet considérer que la fertilité des différents usages du concept de jeu de langage met en exergue l’attention portée par le « second » Wittgenstein au langage ordinaire et à la diversité de ses pratiques. De ce point de vue, on peut distinguer les différentes réceptions de la philosophie de Wittgenstein en opposant

Qu'est-ce qu'un jeu de langage ?

Parmi ces différents usages de la notion de jeu de langage, nous avons retenu l'ouvrage de Baker et Hacker¹²⁵, ainsi que l'article de Latraverse¹²⁶ pour « définir » la notion et en délimiter les applications. Nous avons également mobilisé les travaux de Tully, Pitkin, Skinner, Bevir et Freedman comme modèles de réception du « *linguistic turn* » en science politique et plus particulièrement en théorie politique. Comme le rappellent les auteurs précités, la notion de jeu de langage est généralement utilisée par Wittgenstein dans deux directions complémentaires. La première consiste à mettre en évidence le fait que le langage fonctionne comme un jeu, dont la syntaxe constitue les règles. La seconde invite à considérer le langage comme une activité inscrite dans des « formes de vie ». La notion de jeu de langage constitue donc à la fois une approche visant à clarifier les problèmes conceptuels et un outil pour penser la diversité des utilisations du langage.

Afin de comprendre notre emploi de la notion de jeu de langage, il est nécessaire d'expliquer son lien avec la notion de « concept ». En effet, comme nous l'avons rappelé, une des principales causes du puzzle conceptuel autour de l'illibéralisme est que le libéralisme constitue à la fois une idéologie et un concept en soi. Or, selon Wittgenstein, la difficulté à définir certains concepts, comme celui de « jeu », est imputable à l'impossibilité de détacher les définitions de ces concepts des activités et de l'environnement dans lesquels ces concepts sont utilisés :

« Wittgenstein observe à propos du concept, reprenant un type d'image fréquent dans les Recherches, qu'il est "chez lui" (*zu Hause*) dans le jeu de langage, que le jeu de langage est son milieu naturel. Cela signifie que la portée, la signification ou la force du concept ne peuvent être établies sans l'action et la prise en compte des pratiques dans lesquelles il intervient mais cela signifie aussi qu'il réalise un ensemble qui n'est pas forcément hétéroclite (il saisit au moins des ressemblances de famille) mais qui n'a d'autre unité que

schématiquement la réception de ses premiers travaux en philosophie analytique, et sa réception au sein d'autres approches constructivistes ou post-analytiques. Voir sur ce point : AZIZ, « The Influence of Ludwig Wittgenstein in Political Theory ».

¹²⁵ Voir la partie intitulée « the language game method » dans BAKER Gordon P. et HACKER P. M. S., *Wittgenstein*, John Wiley & Sons, 2008. p51

¹²⁶ LATRAVERSE, « Jeux de langage et pragmatisme », (Op cit).

celle des cas dont il est issu et dont il constitue une sorte d'intégrale. Le résultat en est que le concept n'est pas quelque chose abstraite qu'un nom (un mot) désigne, mais qu'il est plutôt ce nom (ce mot) considéré dans la variété et la constance de ses usages, pris avec ses conditions et ses possibilités d'emploi. Cela présuppose de surcroît que nous avons pour ainsi dire "accès" au concept non par une intuition immédiate ou un acte d'intellection direct, mais par la prise en compte médiatrice – et constitutive – des rôles que les mots jouent effectivement (et non imaginativement) dans un ensemble de contextes réels (et non supposés), rôles dont nous avons une connaissance du seul fait que nous ne cessons de les reproduire. »¹²⁷

Il en résulte que comprendre un « concept » nécessite de comprendre les conventions qui régissent ses utilisations et en déterminent le « sens »¹²⁸. Or ces conventions, ces « règles », ne sont pas rigides – en particulier dans le langage ordinaire – de sorte que manipuler ces différentes conventions, et les interpréter, constitue un *jeu* :

« Similarly, the concept of language is a family-resemblance concept. A language is a motley of language-games, which cannot be circumscribed in advance of the facts, and which lends itself to indefinite expansion.

(...)

The analogy between a game and a language did indeed prove illuminating. Games, like languages, are creations of human beings in their social interactions. They are not answerable to reality for correctness. They are, by and large, rule-governed. The rules of a game are constitutive rules, as are rules of grammar. Unlike those of a calculus (but like the rules of language), they are not 'closed'; they do not attempt to budget for all eventualities. But they are not therefore deemed incomplete. 'Grammar describes the use of words in the language. So it has somewhat the same relation to the language as the description of a game, the rules of a game, have to the game' (PG 60). The foundation of the ability to play a game, like the foundations of our linguistic skills, typically lies in training. The ability to play a game, like the ability to use the words of a language, is mastery of a technique. Playing games, like speaking, is a human activity, and the existence of shared games, like a shared language, presupposes common reactions, propensities and abilities. The 'gap' between rules and their application,

¹²⁷ Latraverse.

¹²⁸ Incidemment, on peut noter que le caractère plus ou moins arbitraire et artificiel de ces conventions est un des enjeux majeurs des débats sur le contenu politique des travaux de Wittgenstein. Sur ce point, voir : Sandra Laugier, « Règles, formes de vie et relativisme chez Wittgenstein », *Noesis*, n° 14 (15 décembre 2008): 41-80, <https://doi.org/10.4000/noesis.1652>.

which is bridged by training and familiarity with the practice of playing, is in plain view (which is one reason why the comparison with games sheds light on our linguistic practices, in which this 'gap' is shrouded in darkness). The goal of a game, to the extent that it is a winning and losing game, is determined by the rules of the game (which stipulate what counts as winning) and is not extraneous to it — even though one may play for pleasure, fame or money. Language too cannot be said to be defined by any extraneous goal, such as communication (see Exg. §§491–500) »¹²⁹.

L'analogie proposée par Wittgenstein entre les différentes pratiques du langage et celle du jeu offre donc de riches possibilités pour la philosophie et les sciences sociales, sur les plans épistémologiques, méthodologiques et normatifs¹³⁰. Au sein de notre travail, nous nous concentrerons sur l'idée de caractère « conventionnel » de la grammaire (les règles du jeu de langage) pour appréhender l'illibéralisme. Comme l'ont montré Skinner, Freedman, Bevir et les auteurs mobilisant explicitement le cadre conceptuel de Wittgenstein, cette attention à la grammaire régissant l'usage et le sens des concepts, et à la pluralité des jeux de langage qui en résulte constitue un préalable pour l'histoire des idées, la théorie politique et les approches empiriques en sciences sociales. Ne pas prendre en compte les jeux de langage au sein desquels les concepts tels que ceux de démocratie, de république ou encore de « *virtù* » s'insèrent, conduit ainsi à ne pas comprendre le contenu de ces concepts et à réifier de façon anachronique des grammaires régissant certaines interprétations de ces mêmes concepts.

¹²⁹ BAKER et HACKER, *Wittgenstein*. (Op cit.) p51

¹³⁰ Voir ce sur ce point la thèse de Bin Abdul Aziz :

« A number of political theorists who sought to clarify political language and political written works turned to Wittgenstein for conceptual tools. The concept of language games is one of the most commonly used exactly because of the intimate connection between language and practice that it gives proper credit to. If the meaning of utterances lies largely in the use of such utterances, and if speech is inextricably linked to the practices and activities they are constitutive of, then whether it is in the critique of written works in political thought or in the critique of spoken political discourse, the concept of language games allows theorists to ground political speech in political action or to analyse political speech as political action. And since political speech is constitutive of political activity, it cannot be understood exclusively in terms of linguistic meaning (i.e. dictionary meanings) but only as integrated into the political practices and activities of the speakers as political actors. » AZIZ, « The Influence of Ludwig Wittgenstein in Political Theory ». (Op cit.) p27

Mobiliser la notion de jeu de langage pour appréhender la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme

Or cette pluralité de grammaires constitue un enjeu politique évident quand on parle de concepts aux effets normatifs et performatifs. Pour cette raison, il nous semble nécessaire de transposer la critique matérialiste (ou sociologique) adressée par P. Bourdieu à J. Austin¹³¹, aux approches linguistiques (et par extension analytiques), dont l'approche « micro-théorique » tend parfois à invisibiliser la dimension idéologique de ces différents jeux de langage.

Ainsi, recourir à une certaine grammaire du libéralisme, conduit à appréhender certaines idées ou politiques publiques comme libérales, et à rejeter ce qualificatif pour d'autres, au point de les considérer potentiellement comme illibérales. Il est donc crucial de mettre en lumière l'existence d'une concurrence entre différentes grammaires du libéralisme, qui est partiellement responsable des jeux de langage observables dans le langage politique ordinaire et dans la littérature académique. L'affrontement pour la monopolisation du terme de « libéralisme » entre les partisans d'un libéralisme « progressiste » et d'un libéralisme « conservateur » est en effet partiellement responsable de la polysémie conflictuelle du terme de libéralisme, et de la circulation diachronique et synchronique de différents langages du libéralisme. De fait, si Hayek et les tenants du « paléo-libéralisme » cessent publiquement de s'auto-désigner comme « libéraux » dans le contexte nord-américain pour éviter d'être associés aux idées du *New Deal*¹³², ce qui illustre la portée performative de la revendication

¹³¹AMBROISE Bruno, « La rationalité de l'efficacité performative », in *Bourdieu : Théoricien de la pratique*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2011 ; BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire*, Fayard, 2014.

¹³² Voir sur ce point l'interview donnée par Hayek au *Cato Institute* en 1984 :

« **Q:** You have said, "When I was very young, only the very old believed in classical liberalism. Now that I am very old, we're winning a flood of young people to our side." I've also noticed that the libertarian or free-market movement in the United States tends to be dominated by young people. How did it happen in your lifetime that "liberal" changed from meaning free-market or classical liberal to the present-day terminology where "liberal" implies economic intervention?

Hayek: Ask the people at Harvard who did it! I no longer dare call myself a liberal in America because it is so completely misunderstood, and the new meaning is invading Europe. Even here, one has to explain what one means by liberal. But, if I may use the American neologism, libertarianism is spreading among the young in a most encouraging fashion. It has been strongest in the States, it's quite strong in Germany, it's strong in England, and the most remarkable thing, it's starting in France, which was the country with the least hope. There is a very definite group of young economists who are thinking on right lines. I don't know if there is any organized libertarian movement in Italy, but there's nothing organized in Italy anyway. » « Exclusive Interview with F.A. Hayek », Cato Institute, 9 juin 1984, <https://www.cato.org/policy-report/may/june-1984/exclusive-interview-fa-hayek>.

du libéralisme par Franklin D. Roosevelt¹³³ ; l'entreprise idéologique de réappropriation du libéralisme par les néolibéraux a néanmoins produit des effets, puisque ce sont désormais leurs idées qui sont considérées comme « libérales » dans la majeure partie de la littérature académique, et par extension dans les études de l'illibéralisme. Cette redéfinition du libéralisme symbolisée par le « consensus de Washington »¹³⁴ a produit des effets politiques à une échelle nationale et internationale *via* le processus d'exportation de la démocratie dans le contexte de la troisième vague de démocratisation. La diffusion des idées néolibérales – priorisant le développement du capitalisme sur la démocratisation et l'utilisation de thérapies de choc – au nom du libéralisme au sein de la transitologie traduit l'hégémonie de la grammaire du libéralisme adoptée par « néolibéraux » à partir des années 1990. L'institutionnalisation de la redéfinition néolibérale du libéralisme doit donc nécessairement être prise en compte, parce que son hégémonie induit des jeux de langage dans lesquels le libéralisme est associé aux idées néolibérales et à leurs effets socio-économiques. On ne peut donc occulter le fait que la dénonciation du libéralisme et la revendication de l'illibéralisme puissent constituer une réaction à ce processus.

¹³³ On peut ici mettre en perspective le consensus dans la sphère et la littérature médiatique quant à l'attribution du label « liberal » à Roosevelt des années 1930 jusqu'aux années 1990 – voire jusqu'à aujourd'hui – avec l'affrontement pour le monopole du terme libéral entre Roosevelt et Herbert Hoover, qui accuse Roosevelt de dévoyer le véritable libéralisme dans des termes identiques à ceux qui seront employés par les « néolibéraux ». Voir à titre d'exemple l'extrait suivant tiré d'un discours de Hoover en 1932 :

« We have heard a great deal in this campaign about reactionaries, conservatives, progressives, liberals, and radicals. I have not yet heard an attempt by any one of the orators who mouth these phrases to define the principles upon which they base these classifications. There is one thing I can say without any question of doubt—that it, that the spirit of liberalism is to create free men; it is not the regimentation of men. It is not the extension of bureaucracy. I have said in this city before now that you cannot extend the mastery of government over the daily life of a people without somewhere making it master of people's souls and thoughts. Expansion of government in business means that the government, in order to protect itself from the political consequences of its errors, is driven irresistibly without peace to greater and greater control of the Nation's press and platform. Free speech does not live many hours after free industry and free commerce die. It is a false liberalism that interprets itself into Government operation of business. Every step in that direction poisons the very roots of liberalism. It poisons political equality, free speech, free press, and equality of opportunity. It is the road not to liberty but to less liberty. True liberalism is found not in striving to spread bureaucracy, but in striving to set bounds to it. True liberalism seeks all legitimate freedom first in the confident belief that without such freedom the pursuit of other blessings is in vain. Liberalism is a force truly of the spirit proceeding from the deep realization that economic freedom cannot be sacrificed if political freedom is to be preserved. » « October 21, 1932: Campaign Speech in Madison Square Garden | Miller Center », 20 octobre 2016, <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/october-21-1932-campaign-speech-madison-square-garden>.

Pour un exemple de discours de F. D. Roosevelt « concurrent », voir : « June 24, 1938: Fireside Chat 13: On Purging the Democratic Party | Miller Center », 20 octobre 2016, <https://millercenter.org/the-presidency/presidential-speeches/june-24-1938-fireside-chat-13-purging-democratic-party>.

¹³⁴ WILLIAMSON John, « Democracy and the “Washington consensus” », *World Development*, SPECIAL ISSUE, 21, n° 8 (1 août 1993): 1329-36, [https://doi.org/10.1016/0305-750X\(93\)90046-C](https://doi.org/10.1016/0305-750X(93)90046-C).

La notion de jeu de langage permet donc de mettre en exergue le fait que la revendication du libéralisme ou de l'illibéralisme doit être contextualisée, ce qui nécessite un travail d'investigation spécifique pour comprendre quelles sont les « conventions » qui structurent les jeux de langage dans lesquelles la revendication ou la critique du libéralisme s'inscrivent. On peut donc émettre l'hypothèse selon laquelle certaines revendications de l'illibéralisme et du libéralisme sont cohérentes d'un point de vue idéologique, comme le suggère l'exemple de la comparaison entre Ronald Reagan et Margaret Thatcher pendant la révolution conservatrice des années 1980¹³⁵. Incidemment, on peut noter que la notion de jeu de langage permet également d'éclairer l'absence de doute dans l'usage du terme d'illibéralisme¹³⁶. De fait, que ce soit dans les usages ordinaires et dans la majeure partie des usages savants du terme d'illibéralisme, le contenu et la délimitation de l'illibéralisme semblent souvent être *évidents* car les acteurs politiques et les intellectuels qui revendiquent l'illibéralisme et ceux qui le critique participent au même jeu de langage, ce qui illustre le caractère hégémonique de certaines grammaires du libéralisme.

En résumé, il semble nécessaire d'être particulièrement attentif à la dimension idéologique de cette concurrence des grammaires du libéralisme, en prenant à la fois en considération l'aspect stratégique de cette revendication (est-il opportun ou non de se définir comme libéral ?) et l'analyse sociale de « l'efficacité performative » (comment la position sociale ou institutionnelle d'une revendication du libéralisme influe-t-elle sur sa pénétration dans le langage politique ou académique ?) afin d'aller plus loin en prenant la pleine mesure du caractère performatif de ces revendications. En ce sens, l'utilisation de la notion de jeu de

¹³⁵ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point parce qu'il est particulièrement important pour comprendre la dimension stratégique de cette concurrence idéologique des grammaires du libéralisme. En effet, alors que Margaret Thatcher revendiquait la filiation avec le libéralisme classique contre le faux libéralisme du consensus Keynésien, Ronald Reagan s'attela au contraire à vilipender le libéralisme. Voir à titre d'exemple son discours donné à Waco en 1988 : MAY Lee, « Reagan, in Texas, Peppers Democrats With "L Word" », Los Angeles Times, 23 septembre 1988, <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1988-09-23-mn-2821-story.html>; MATHEWS Jay, « REAGAN HITS DEMOCRATS ON "PERSONAL ATTACKS" », Washington Post, 24 juillet 1988, <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1988/07/24/reagan-hits-democrats-on-personal-attacks/c6d42d52-d7c4-4c0f-95c0-5de8b2b3fe66/>.

¹³⁶ « Mais plus correctement : le fait que j'emploie le mot « main » et tous les autres mots de ma phrase sans aucune hésitation, et même que je me retrouverais face au néant si je voulais ne serait-ce qu'essayer de douter de leur sens – monte que l'absence de doute appartient à l'essence du jeu de langage, que la question « Comment est-ce que je sais.. » fait traîner le jeu de langage, ou bien l'abolit. » WITTGENSTEIN Ludwig et MOYAL-SHARROCK Danièle, *De la certitude*, Gallimard, 2006. §370, p106

langage en théorie politique s'inscrit dans la continuité de l'anti-relativisme adopté par Gallie et ses « héritiers » tels que Freeden, puisqu'il ne s'agit pas d'affirmer qu'il n'existe que des interprétations du « libéralisme » et que les décontestations des concepts associés au libéralisme sont toutes équivalentes. Les différentes appropriations du libéralisme peuvent bien être distinguées grâce à leur « morphologie » idéologique. Ces morphologies sont elles-mêmes historiquement situées et donc empiriquement (c'est-à-dire historiquement) tangibles. Pour le dire autrement, le fait que les concepts soient définis selon des grammaires et des usages spécifiques n'implique pas une forme de relativisme selon lequel ces usages ne peuvent pas être comparés et critiqués. Ces critiques peuvent porter sur l'incohérence de ces usages, c'est-à-dire les contradictions logiques dans l'emploi d'un concept au regard de sa grammaire. Elles peuvent également porter sur les confusions résultant de l'emploi de plusieurs grammaires contradictoires. A cet égard, l'utilisation de la notion de jeu de langage s'inscrit à la fois dans la démarche analytique et critique qui a guidé notre travail de recherche, car elle invite à interroger les revendications de certains concepts politiques et de certaines valeurs¹³⁷. Ainsi, la revendication du libéralisme ou de l'illibéralisme ne suffit pas à garantir un usage cohérent de ces concepts ou l'appartenance à une idéologie. Puisque le puzzle conceptuel qui se situe au cœur de notre enquête repose sur la difficulté à identifier ce qu'être illibéral signifie, nous allons donc mobiliser la notion de jeu de langage pour essayer de schématiser ces différentes significations afin de proposer une conceptualisation de l'illibéralisme qui ne soit pas « prise au piège » des jeux de langage entre libéralisme et anti-libéralisme.

Intégration de la notion de jeu de langage dans notre enquête sur le concept d'illibéralisme

Au sein de notre travail, nous utiliserons la notion de jeu de langage à deux fins complémentaires pour clarifier le puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de

¹³⁷ Dans la continuité de l'approche Aronienne de la théorie politique inspirée par M. Weber, on peut considérer qu'une approche heuristique et pédagogique de la théorie politique a nécessairement un apport critique car elle met en exergue le décalage entre les valeurs et les idéaux promus par les acteurs politiques (compris au sens large) avec leur positionnement réel, ce qui implique des appréciations empiriques. Voir sur ce point : BOUDOU Benjamin, « À quoi sert la théorie politique ? », *Raisons politiques* 64, n° 4 (8 décembre 2016): 7-27, <https://doi.org/10.3917/rai.064.0007>; ARON Raymond, « A propos de la théorie politique », *Revue française de science politique* 12, n° 1 (1962): 5-26, <https://doi.org/10.3406/rfsp.1962.403362>;

l'illibéralisme, et tenter de clarifier la relation entre les concepts de « libéralisme », « néolibéralisme » et « illibéralisme ». Il s'agira d'abord de cartographier les différentes conceptualisations de l'illibéralisme, en essayant de renseigner les différentes grammaires sur lesquelles elles s'adossent. Puis, nous chercherons à comprendre comment l'existence d'un jeu de langage entre les différentes grammaires du libéralisme affecte le phénomène illibéral et son appréhension ; en étant particulièrement attentif aux malentendus susceptibles de l'affecter. En définitive, la notion de jeu de langage invite à investiguer l'existence de grammaires du libéralisme distinctes et contradictoires puisque chaque chercheur (et *a fortiori*, chaque individu) utilise les termes de libéralisme-illibéralisme en fonction des usages du concept de libéralisme qu'il maîtrise, des contextes (géo-historique ou disciplinaire) dans lesquels l'utilisation de ces deux termes s'insèrent, et des enjeux qui alimentent leur emploi, c'est-à-dire de ce qu'on souhaite *faire* en employant le terme de libéralisme ou d'illibéralisme.

V. *Constitution du corpus : quels discours à étudier pour enquêter sur le concept d'illibéralisme ?*

Maintenant que nous avons essayé de justifier le recours à la théorie politique et plus spécifiquement, à la mobilisation des outils théoriques de la PLO pour mettre en lumière et tenter de résoudre le puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de l'illibéralisme, il convient de préciser quels sont les « matériaux » utilisés dans notre travail de recherche. Puisqu'il semble nécessaire de s'intéresser aux usages de la notion d'illibéralisme pour comprendre ce qu'on peut chercher à dire et à faire en recourant à ce concept, il est nécessaire d'indiquer la logique et les contraintes qui ont pesé sur la constitution de notre corpus, c'est-à-dire, sur le choix des discours portant sur l'illibéralisme que nous avons étudiés. De fait, essayer d'obtenir une « vue synoptique » – et non synthétique – des usages du concept d'illibéralisme, comme le préconise Hanna Pitkin, implique une approche qualitative et non quantitative des discours sur l'illibéralisme. Cette approche invite donc à choisir des matériaux et des « lieux » d'enquêtes multiples qui ne sont pas ceux de l'histoire des idées traditionnelles puisque que comme nous le verrons, la notion d'illibéralisme est moins employée dans des sources « primaires » telles que les discours ou les productions « intellectuelles », que dans la littérature académique, c'est-à-dire dans des sources traditionnellement considérées comme

« secondaires »¹³⁸. Dit autrement, la problématique qui guide notre enquête et la méthode que nous employons impliquent de renverser la focale de notre travail de recherche, en considérant la littérature académique comme la source primaire des discours sur l'illibéralisme, et les objets classiques de la théorie politique (qu'elle soit classique ou « contemporaine ») comme des sources secondaires. Conséquemment, le choix des « discours » étudiés s'est fondé sur leur capacité à exemplifier ou à éclairer des tendances, des angles morts et des conflits idéologiques dans la façon de conceptualiser l'illibéralisme – et non à les choisir en fonction de leur importance « scientifique » – ce qui nous a conduit à faire des « études de l'illibéralisme » notre principal terrain d'enquête. A l'image d'autres champs de recherche qui se sont institutionnalisés, bien qu'ils reposent moins sur des « paradigmes » communs que sur des objets plus ou moins similaires et parfois contradictoires, comme les « études sur le néolibéralisme » (*neoliberal studies*), nous définissons dans notre travail les études de l'illibéralisme de manière non-rigide, comme l'ensemble des travaux s'intéressant à l'illibéralisme de manière principale ou accessoire, dont les principaux objets sont cumulativement ou alternativement :

- Le processus d'érosion démocratique et de basculement autoritaire
- La remise en question « idéologique » du libéralisme (indépendamment de la manière dont ce dernier est défini)

¹³⁸ Nous nous inspirons notamment ici de la méthode déployée par Michael Freeden dans son ouvrage « *Liberal languages ideological imaginations and twentieth-century progressive thought* » (2009), et en particulier, de son invitation à « interpréter » la littérature secondaire sur le libéralisme comme une véritable source de l'évolution de l'acception contemporaine du terme :

« I seek to investigate how liberalism was portrayed throughout the twentieth century in dedicated liberal literature, that is, works primarily devoted to an exposition of the basic tenets of liberalism. On the surface many, though not all, of these works present themselves as “second-order” overviews of liberal theory and ideology. Sometimes, as with the Rawlsian family of arguments, they intend both to offer a novel interpretation of liberal principles and, in parallel, reflect given cultural understandings unconsciously and unintentionally. On the whole, though, writers about liberalism have tended to elucidate a tradition rather than depart from it. But this raises a fundamental methodological problem: When does a “secondary” text become a “primary” one? The response to that is: When we interpret it as itself an act of interpretation, and when we acknowledge that the role of the political theorist incorporates not only prescription and its investigation, but also interpretation and its investigation.

(...)

Whatever else liberalism is, it is a cultural artefact, consciously intended to be adopted by large social groups. But rather than explore the Ideengeschichte of liberalism in time-honoured conventional manner on a unidimensional sequence, we need to draw conclusions from the variable presentation of historical liberal narratives, or from their juxtaposition with non-narrative justifications of liberalism ». FREEDEN Michael, *Liberal Languages*, Princeton University Press, 2009. p19

- La diffusion et la circulation des idées « conservatrices », en lien avec un phénomène de « *backlash* » conservateur (indépendamment de la délimitation géo-historique de ce dernier)

En résumé, notre cadre théorique implique de considérer les discours sur l’illibéralisme dans leur globalité, en relativisant la distinction entre un langage « ordinaire » (ou « naturel »¹³⁹) qui appartiendrait à la sphère politico-médiatique, et un langage « savant » qui serait le propre de la sphère académique. De ce point de vue, notre approche conduit à constituer un corpus de discours sur l’illibéralisme qui s’expose à deux critiques.

Tout d’abord, nous n’ignorons pas que la « méthode » qui guide notre enquête risque de rencontrer les problèmes épistémologiques inhérents au « passage »¹⁴⁰ des concepts de la philosophie (tels que ceux de « jeu de langage » ou de « grammaire ») vers les sciences sociales – malgré le fait que notre recherche s’inscrive en « théorie politique » – ce qui signifie qu’il est nécessaire de « transposer » les outils théoriques que nous mobilisons en science politique, plutôt que de faire de leur origine philosophique un argument d’autorité suffisant pour légitimer leur emploi¹⁴¹. De fait, la méthode « synoptique » est susceptible d’induire un biais téléologique dans le choix des discours étudiés qui conduirait à une forme de « *cherry picking* », c’est-à-dire à une « exemplification parcimonieuse »¹⁴² destinée à valider le diagnostic d’un « puzzle conceptuel » dans la réflexion sur l’illibéralisme ; ainsi que notre thèse dans la thèse. Pour pallier ce risque, nous avons tenté de réaliser une « cartographie » des usages de la notion d’illibéralisme s’appuyant sur un travail généalogique et comparatif qui cherche à être le plus représentatif possible des conflits et des malentendus générés par la conceptualisation de l’illibéralisme. Par conséquent, nous avons été contraints d’actualiser continuellement notre corpus tout au long de notre travail de recherche – en particulier du fait de la parution d’ouvrages collectifs de première importance tel que le *Routledge handbook of illiberalism* en 2021 – ce qui explique pourquoi les travaux pris en compte dans notre enquête ont été publiés dans un intervalle allant des années 1990 à 2024. Toutefois,

¹³⁹ PASSERON, Le Raisonnement sociologique. (*Op cit*)

¹⁴⁰ LEMIEUX Cyril, « Philosophie et sociologie », *Sociologie*, 3, Presses Universitaires de France, 2012.

¹⁴¹ Nous renvoyons sur ce point aux travaux précités, et plus particulièrement à ceux d’Albert Ogien : OGIEN, *Les formes sociales de la pensée. la sociologie après Wittgenstein*. (*Op cit*).

¹⁴² PASSERON, Le Raisonnement sociologique. (*Op cit*).

l'importance et la quantité des publications sur l'illibéralisme invite à relativiser la « représentativité » de notre cartographie, d'autant plus qu'il nous a été impossible d'inclure de manière extensive dans notre corpus les ouvrages collectifs plus récents tels que le *Oxford Handbook of Illiberalism*. Par ailleurs, il nous semble impératif de préciser que l'importance quantitative et qualitative de la littérature internationale dans notre enquête induit un biais « nord-américain » dans notre enquête qui s'explique à la fois par la trajectoire du concept d'illibéralisme¹⁴³, et par des contraintes « matérielles », à savoir, notre inaccessibilité « institutionnelle » à la littérature académique, en particulier francophone ; qui était d'autant plus importante pendant la pandémie du Covid-19 entre 2019 et 2021¹⁴⁴. De même, concernant les discours des « illibéraux » sur l'illibéralisme incorporés dans notre corpus, nous avons été contraints de sélectionner le périmètre des écrits et des conférences en fonction de leur accessibilité, ce qui explique en partie la plus grande représentativité des « illibéraux » américains, et des productions intellectuelles rédigées en anglais¹⁴⁵. Enfin, nous admettons que la constitution de notre corpus souffre d'un biais « logocentrique » qui se traduit par l'absence d'autres matériaux que des discours « écrits » sur l'illibéralisme¹⁴⁶. L'absence de dimension « ethnographique » dans notre recherche s'explique également ici par des contraintes matérielle et budgétaire, malgré le fait qu'elle aurait été particulièrement féconde avec le recours aux outils théoriques de la PLO et du cadre conceptuel de Freeden dans l'étude des idées politiques.

¹⁴³ Comme nous le verrons dans le chapitre 1, si les travaux de Pierre Rosanvallon sur la « démocratie illibérale » et le Second Empire précédent chronologiquement les travaux internationaux sur le même thème, leur visée est bien différente et ils n'ont pas structuré la recherche sur l'illibéralisme, même en France.

¹⁴⁴ Sur ce point et la problématique plus générale de l'accès à la littérature scientifique dans un écosystème dominé par les éditeurs scientifiques privés, voir : BANKS Marcus, « What Sci-Hub Is and Why It Matters », *American Libraries*, 47, American Library Association, 2016 ; HERMAN Eti, NICHOLAS David, CLARK David *et al.*, « Outside the library », *Learned Publishing*, 36, 2023.

¹⁴⁵ Ce choix s'explique également par une contrainte linguistique, à savoir l'absence de maîtrise suffisante d'autres langues que l'anglais.

¹⁴⁶ Sur ce point, voir notamment l'invitation formulée par Freeden à diversifier les méthodes d'enquête et les objets pour appréhender des idées politiques sans véritable traduction « discursive » telles que le « *keenings* » au sein des mouvements écoféministes, ce qui rapproche la théorie politique pratiquée par Freeden de la sociologie et de l'histoire sociale des idées. Voir : FREEDEN, « The Increasing Precariousness of Political Concepts ». (*Op cit.*).

VI. *Structure de la recherche*

Après avoir montré en quoi la conceptualisation de l'illibéralisme soulevait des difficultés impensées, causées par des problèmes à la fois ordinaire et spécifique à la réflexion sur un phénomène « illibéral », nous avons tenté de défendre le recours à un cadre théorique permettant à la fois de *penser* et de *résoudre* le puzzle conceptuel que nous venons d'évoquer. Pour répondre à notre problématique, ce cadre théorique conduit à structurer notre enquête sur le concept d'illibéralisme autour de deux axes de recherche qui s'articulent dans les six chapitres qui composent les deux parties de notre thèse, et qui nous conduisent à défendre ultimement l'usage du concept d'illibéralisme.

Première partie : Cartographier les usages du concept d'illibéralisme

Le premier de ces axes de recherche porte sur la cartographie des usages de la notion d'illibéralisme. Il répond à la nécessité de comprendre comment et pourquoi la notion d'illibéralisme est utilisée. Comme nous l'avons indiqué, cette orientation s'explique par la dimension « linguistique » de notre approche. Il s'agit, comme le recommandent dans des termes différents Hanna Pitkin et Bastien Bosa, d'obtenir une vue synoptique sur les différents contextes, conventions et narratifs qui guident l'usage du terme d'illibéralisme sur le plan diachronique et synchronique. Ce travail de cartographie implique par ailleurs un travail à la fois analytique et critique de comparaison et d'évaluation de ces différents usages à la lumière de leurs objets et de leurs fonctions respectives.

Pour ce faire, nous allons d'abord nous intéresser à la trajectoire du concept d'illibéralisme, de sa genèse dans le contexte de la transitologie, jusqu'à sa diffusion à partir des années 2010 (chapitre 1). Cette brève histoire du concept d'illibéralisme vise d'abord à comprendre pourquoi la notion d'illibéralisme est apparue, puis, à éclairer les éléments de rupture(s) et de continuité(s) dans les usages « originels » de la notion. Dans un deuxième temps, elle vise à éclairer le caractère paradoxal du succès d'une notion dont la trajectoire n'a pas été linéaire, ce qui traduit l'existence de plusieurs impasses. En effet, la notion d'illibéralisme tend originellement à penser l'échec de l'exportation de la démocratie libérale, et plus particulièrement, du modèle du constitutionnalisme libéral, mais de manière contradictoire

selon les travaux. Ce premier constat invite à examiner la centralité de l'équation entre illibéralisme et anti-constitutionnalisme dans un travail de cartographie « synchronique » des usages de la notion (chapitre 2). Cette enquête sur les conceptualisations contemporaines de l'illibéralisme permet de souligner la permanence des impasses rencontrées lors de la genèse de la notion malgré sa trajectoire discontinue. La permanence des conflits et des malentendus dans l'usage du terme d'illibéralisme nécessite d'investiguer la polysémie conflictuelle du terme de libéralisme et des concepts qui lui sont associés – tels que l'Etat de droit – en particulier dans la littérature s'intéressant au processus d'érosion démocratique et de montée du populisme. Ce travail implique donc de compléter notre cartographie des usages du concept par un travail de comparaison des *historiographies* de l'illibéralisme, c'est-à-dire, des généalogies du phénomène illibéral (chapitre 3). L'ajout de cette dimension historiographie permet ainsi d'éclairer la dimension idéologique des conflits dans la conceptualisation de l'illibéralisme. Ce travail sur les historiographies de l'illibéralisme nous conduit donc à rendre intelligible la cartographie des usages de la notion d'illibéralisme en distinguant différentes « grammaires » du libéralisme qui guident les usages de la notion. Ce travail sur les usages de la notion d'illibéralisme permet en conclusion de souligner l'impossibilité de conceptualiser l'illibéralisme sans participer à un conflit (intra)idéologique dans la définition du libéralisme et de sa tradition, ce qui questionne la pertinence du concept d'illibéralisme.

Deuxième partie : Evaluer la pertinence de la conceptualisation de l'illibéralisme

Notre deuxième axe de recherche vise à poursuivre l'enquête sur le concept d'illibéralisme dans une perspective exploratoire. Il s'agit de considérer la possibilité de formuler un concept d'illibéralisme en s'appuyant sur les apports de notre travail de cartographie des usages de la notion. La visée de notre deuxième partie est de chercher à comprendre ce que l'on peut dire en employant le concept d'illibéralisme tout en étant attentif aux difficultés rencontrées dans la première partie de notre enquête, mais également à des difficultés souvent méconnues dans le travail d'interprétation conceptuelle au sein des études sur l'illibéralisme. Dit autrement, et en filant la métaphore de la cartographie, la deuxième partie de notre recherche vise à compléter notre enquête en explorant nous-même des « continents » moins arpentés, voire méconnus dans les études sur l'illibéralisme.

Ce travail d'exploration se traduit dans un premier temps par une réflexion à la fois historique et épistémologique sur l'intrication entre la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme et l'existence de plusieurs jeux de langage dans lesquels les concepts de libéralisme et d'illibéralisme sont interchangeables (chapitre 4). Face à l'impossibilité de définir le libéralisme (et son historiographie) de façon consensuelle, nous défendons la possibilité de conceptualiser l'illibéralisme en s'appuyant sur une grammaire « progressiste » du libéralisme. Pour justifier le recours à cette grammaire progressiste, nous proposons de reconsidérer le problème de la délimitation du phénomène illibéral, en définissant l'illibéralisme comme une remise en question d'un libéralisme « progressiste » (chapitre 5). La comparaison des discours illibéraux permet en effet de souligner la cohérence de leur rejet d'un libéralisme « progressiste » malgré leurs divergences quant à leur positionnement vis-à-vis du conservatisme classique et de la tradition libérale-conservatrice. Ce travail sur les grammaires du libéralisme des intellectuels illibéraux permet par ailleurs de souligner la continuité entre la révolution néolibérale et conservatrice des années 1980, et le phénomène contemporain de remise en question du libéralisme par des mouvements politiques ethno-nationalistes. Cette redéfinition du périmètre de l'illibéralisme conduit donc à considérer ce qui est conventionnellement considéré comme du « néolibéralisme » comme l'une des composantes de l'illibéralisme, ce qui invite à interroger le statut du concept d'illibéralisme (chapitre 6). En effet, l'illibéralisme apparaît à la fois comme une adaptation autoritaire de l'idéologie conservatrice à un affrontement « existentiel » contre le libéralisme et comme une idéologie à part entière. Face à l'impossibilité de trancher définitivement cette question, nous proposons néanmoins de réaliser une morphologie idéologique de l'illibéralisme pour conclure notre enquête et tenter de justifier l'emploi du concept, lorsqu'il est appréhendé sous le prisme de l'idéologie.

Thèse dans la thèse

Malgré les biais affectant la compréhension du phénomène de remise en question du libéralisme induit par les jeux de langage causés par la pluralité des langages du libéralisme ; et les problèmes épistémologiques soulevés par la dimension « idéologique » de la définition

de l'illibéralisme, notre thèse vise en définitive à défendre l'emploi du concept d'illibéralisme. Même si le concept d'illibéralisme est condamné à être source de malentendus et de conflits de définition – comme les concepts de populisme, d'idéologie ou de libéralisme – nous soutenons qu'il est pertinent de recourir à ce concept pour penser le phénomène multidimensionnel de remise en question des scripts du libéralisme¹⁴⁷, tout en étant critique à l'égard de la majeure partie des usages de la notion d'illibéralisme. Dans la continuité de l'approche développée par Marlène Laruelle, nous défendons qu'il est préférable d'appréhender le phénomène illibéral à travers un prisme idéologique, en distinguant à la fois l'illibéralisme de l'autoritarisme et du populisme. Ainsi considéré, le concept d'illibéralisme permet selon nous d'appréhender de manière critique la remise en question progressive du libéralisme à partir de la révolution conservatrice des années 1970 et 1980 en mettant en lumière la permanence d'une structure idéale cohérente au sein d'une droite à la fois « néolibérale » et ethno-nationaliste. Le concept d'illibéralisme permet en effet de rétablir la nécessité de penser un conflit dans l'appropriation du libéralisme entre des idéologies distinctes et rivales en interrogeant la facilité avec laquelle la grammaire « conservatrice » du libéralisme s'est imposée dans la sphère académique. Notre travail de recherche suggère qu'il est préférable de considérer l'utilisation, l'appropriation ou le rejet de l'étiquette « illibérale » de manière critique, en replaçant les discours sur l'illibéralisme dans un contexte de concurrence des grammaires du libéralisme, où chaque acteur politique et chaque chercheur peut instrumentaliser un langage du libéralisme à des fins stratégiques. Conséquemment, contre la lecture polanyienne conduisant à penser l'illibéralisme comme un contre-mouvement réactionnaire, fossoyeur de l'ultra-libéralisme de marché et de la gouvernance néolibérale, notre enquête sur le concept d'illibéralisme met en évidence la continuité entre les idées et les pratiques autoritaires et antilibérales de la *New Right* menées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, et celles des gouvernements de droite et d'extrême droite arrivés au pouvoir à partir des années 2010.

¹⁴⁷ LARUELLE Marlène, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

Première partie. Cartographier les usages de la notion
d'illibéralisme

Introduction de la première partie

Avant d'apprécier la pertinence du concept de manière abstraite (ou concrète), en s'appuyant sur une définition préalable de l'illibéralisme qui semble difficile à formuler de manière satisfaisante, il semble judicieux de s'intéresser d'abord à la manière dont la notion d'illibéralisme est employée. Dans la continuité des préconisations d'Hanna Pitkin et Bastien Bosa, il apparaît donc nécessaire de cartographier les usages du terme d'illibéralisme afin de comprendre ce que l'on cherche à dire (et à faire) en recourant à cette notion. Cette entreprise nous semble en effet être la plus appropriée pour répondre à nos différentes questions de recherche. Il nous semble en effet impératif d'obtenir une vue « synoptique » sur les différents usages de la notion, afin de nous offrir un aperçu des phénomènes qu'elle peut appréhender et de nous aider à répertorier de la façon la plus exhaustive possible les difficultés qui sont rencontrées dans la conceptualisation de l'illibéralisme. La première partie de notre enquête est de ce point de vue guidée par « l'énigme » de recherche que nous avons tenté d'exposer dans notre introduction, relative à l'absence de « réflexivité » face à la polysémie conflictuelle du terme d'illibéralisme, qui semble *a priori* être inévitable. Ce fil directeur justifie selon nous le fait d'orienter notre cartographie dans trois directions. D'abord, dans une direction « diachronique », et plus précisément généalogique, afin de comprendre pourquoi et comment la notion d'illibéralisme est apparue (chapitre I). Ensuite, dans une direction « synchronique », afin d'appréhender la diversité des usages contemporains de la notion d'illibéralisme (chapitre II). Puis, dans une perspective historiographique, afin d'éclairer les différentes interprétations de la tradition libérale qui guident l'usage de la notion d'illibéralisme (chapitre III). Dans l'exploration de ces différents « lieux » d'enquête, il conviendra de chercher systématiquement les éléments de convergences et de divergences dans la conceptualisation de l'illibéralisme – c'est-à-dire, dans la définition du concept et la délimitation du phénomène qu'il cherche à rendre intelligible » – mais également d'investiguer la manière dont cette conflictualité « latente » est prise en compte par les chercheurs et intellectuels qui mobilisent la notion. Incidemment, on peut noter que la première partie de notre enquête est nourrie par la démarche analytique et critique que nous avons tenté de bâtir. Conséquemment, cette cartographie n'a pas seulement pour visée de « décrire » les différents usages d'une notion dont la « polysémie conflictuelle » semble

impensée. Elle tend également vers la clarification et l'évaluation analytique de ces différents usages (le concept d'illibéralisme est-il employé de manière conforme à la fonction qui lui est attribuée, et qu'il est judicieux de lui attribuer), et leur analyse sur le plan idéologique (qu'elles sont les idées et les préférences normatives qui guident les usages de la notion d'illibéralisme).

Enfin, s'il n'est pas possible de formuler une définition préalable de l'illibéralisme – puisqu'il s'agit précisément de l'objet de notre enquête – il nous semble utile d'indiquer ici que cette cartographie des usages de la notion d'illibéralisme ne se confond ni avec une cartographie des usages du terme d'illibéralisme, ni du terme d'antilibéralisme. Dans la continuité de Reinhart Koselleck et Michael Freedon¹⁴⁸, notre cartographie s'intéresse presque exclusivement à la « temporalisation » de la notion d'illibéralisme, c'est-à-dire à l'usage « réflexif » du terme d'illibéralisme pour décrire, appréhender ou critiquer, un objet historiquement situé. En ce sens, notre cartographie ne se confond pas avec une pure entreprise sémantique qui s'intéresserait à l'emploi « banal » du terme d'illibéralisme ou d'antilibéralisme dans le langage « ordinaire » ou « savant » – ce qui constitue une entreprise colossale en raison de l'emploi relativement important du terme à partir de la fin du XVIIIe siècle – bien que cette dernière serait particulièrement pertinente et instructive¹⁴⁹.

¹⁴⁸ KOSELLECK Reinhart, « The Temporalisation of Concepts » [en ligne], *Redescriptions: Political Thought, Conceptual History and Feminist Theory*, 1, 1997, [consulté le 28 octobre 2024] KOSELLECK Reinhart et TRIBE Keith, *Futures Past* [en ligne], Columbia University Press, 2004 ; FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. Voir également sur ce point : GUILHAUMOU Jacques, « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels », *Genèses*, 38, Belin, 2000 DOSSE François, « 6. L'histoire des concepts », *Armillaire*, La Découverte, 2003.

¹⁴⁹ On peut ici noter à titre d'exemple le fait que l'emploi « ordinaire » du terme dans les écrits de Pierre-Joseph Proudhon pour désigner une Royauté contre-révolutionnaire ne manque pas d'évoquer les usages contemporains de la notion, que ce soit dans la littérature académique, ou dans les écrits des « illibéraux » tels que Adrian Vermeule, qui défendent publiquement le retour à un droit naturel inspiré par le droit romain et le droit canon. Voir l'extrait suivant :

« Une charte est donc négociée entre Louis XVIII et la Nation, sur les bases du traité de 91. Bientôt, malgré la rude leçon de 1815, la royauté restaurée se montre plus que jamais intolérante, illibérale ; la réaction va croissant ; mais la révolution la devance. Au défi du prince, le Peuple répond par la victoire de juillet. Un plébéen pose cet adage, qui doit prévenir dorénavant toute équivoque : *Le Roi règne et ne gouverne pas*. Louis-Philippe accepte la condition ; bientôt il essaie de l'éluder. À son tour il succombe : sa fuite est pour le Peuple une mise en demeure de se gouverner lui-même directement, puisqu'il ne veut pas qu'un roi le gouverne ». PROUDHON Pierre-Joseph, « Les Confessions d'un révolutionnaire », Garnier frères, 1851. p369. Voir également : « A Christian Strategy | Adrian Vermeule », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 novembre 2017.

Chapitre I. De la démocratie illibérale à l'illibéralisme : généalogie de la notion d'illibéralisme

« What we need in politics today is not more democracy but less. By this I do not mean we should embrace strongmen and dictators but rather that we should ask why certain institutions within our society— such as the Federal Reserve and the Supreme Court—function so well and why others—such as legislatures—function poorly.

(...)

Scholars have asked whether democracy helps or hurts the economic growth of poor countries and, despite many surveys, have come to no conclusive answer. But over the past fifty years almost every success story in the developing world has taken place under a liberal authoritarian regime. Whether in Taiwan, South Korea, Singapore, Chile, Indonesia, or even China, governments that were able to make shrewd choices for the long term were rewarded with strong economic growth and rising levels of literacy, life expectancy, and education. It is difficult to think of a Third World democracy that has achieved sustained growth rates like those of the countries listed above ».

Fareed Zakaria, *The future of freedom: illiberal democracy at home and abroad*. WW Norton & company, 2003.

« Mais les valeurs de liberté de l'intelligence, de liberté en général, de possibilité pour chacun de réaliser ses potentialités, sont trop précieuses pour qu'on les sacrifie à un régime despotique, notamment quand il sert surtout et essentiellement la classe dominante, dans son combat pour conserver et accroître les profits qu'elle a amassés au détriment d'un ordre social, d'une unité et d'un développement authentiques. Le libéralisme doit se reprendre afin d'explicitier ses desseins en termes de moyens adaptés à la situation actuelle. La seule forme viable d'organisation sociale désormais envisageable est une organisation où les nouvelles forces productives seront contrôlées collectivement et utilisées dans l'intérêt de la liberté effective et du développement culturel des individus qui composent la société. (...) Le libéralisme ne peut désormais parvenir à ses fins qu'à cette condition *unique* qu'il y emploie des moyens opposés à ceux qu'il préconisait sous sa première forme ».

John Dewey, *Après le libéralisme? ses impasses, son avenir*. Climats, 2014.

« Following convention, by 'democracy' I mean 'liberal democracy', though I will end by questioning the convention ».

Donald Emerson, Region and recalcitrance : rethinking democracy through Southeast Asia, *The pacific review*, 8(2). 1995

Introduction Chapitre I.

Pour comprendre comment la notion d'illibéralisme s'est imposée dans le langage courant et dans la littérature académique comme un véritable paradigme permettant de penser la crise de la démocratie représentative libérale, la remise en question de l'hégémonie internationale Etats-Unienne, ou encore la (re)naissance d'une alliance transnationale entre les forces conservatrices ; il est nécessaire de comprendre sa trajectoire historique, qui débute avec le développement du concept de démocratie illibérale dans les années 1990. Cette entreprise implique de questionner l'attribution presque systématique de la paternité du concept de démocratie illibérale – et par extension celui d'illibéralisme – à Fareed Zakaria, puisqu'il n'est pas le premier intellectuel à l'avoir employé¹⁵⁰. De fait, loin d'avoir connu un succès linéaire, le succès du concept d'illibéralisme résulte principalement de sa revendication par Viktor Orbán lors des vœux adressés après son élection de 2014 à Tusnádfürdő¹⁵¹. Alors que les apologies de l'illibéralisme et d'un modèle « hongrois » se multiplient au sein des courants conservateurs, cette notion est devenue un véritable référent en politique et en relations internationales qui tend à structurer les acteurs politiques autour d'une opposition auto-proclamée entre populistes illibéraux et gouvernance libérale. Le succès inattendu des travaux de Zakaria semble donc moins s'expliquer par leur pertinence analytique que par leur dimension polémique. De fait, si les utilisations contemporaines du concept d'illibéralisme semblent s'inscrire dans la continuité de celles de Zakaria, c'est parce qu'elles visent à réhabiliter les bienfaits du « libéralisme constitutionnel » contre la volonté majoritaire qui aurait mené les dirigeants populistes tels que Viktor Orbán au pouvoir.

L'association systématique de l'illibéralisme aux pamphlets « pro-libéralisme » de Zakaria invitent donc à recontextualiser ces derniers¹⁵², et à comprendre quelle est leur place dans le

¹⁵⁰ Nous mettons l'accent sur le terme de « concept », car sur le plan sémantique, on trouve des mentions du terme « illibéralisme » ou de « démocratie illibérale » dans des travaux académiques tout au long du XXe siècle, mais il s'agit de simples formulations dénuées de prétentions théoriques. Notre généalogie conceptuelle de l'illibéralisme laisse donc de côté les travaux où le terme « illibéral » est employé comme un simple synonyme d'antilibéralisme pour se concentrer sur les usages « conceptuels » du terme « d'illibéralisme » et de l'adjectif « illibéral ».

¹⁵¹ Pour une traduction du discours en question, voir : <https://budapestbeacon.com/full-text-of-viktor-orbans-speech-at-baile-tusnad-tusnadfurdo-of-26-july-2014>

¹⁵² Il serait difficile de rendre précisément compte de l'influence réelle des écrits de Zakaria au sein des études de l'illibéralisme, mais on peut indiquer que ces derniers sont sans contestation possibles les travaux sur l'illibéralisme les plus cités dans la littérature académique, puisque son article de 1997 « *The Rise of Illiberal*

débat concernant « l'échec » de la troisième vague de démocratisation. Conformément au cadre théorique que nous avons essayé de forger, il nous semble judicieux d'étudier la généalogie de la notion d'illibéralisme en renseignant sa trajectoire historique et conceptuelle afin d'éclairer la diversité de ses réceptions contemporaines. Pour obtenir cette vue synoptique des utilisations du concept d'illibéralisme, il est nécessaire d'orienter cette cartographie diachronique des usages du concept d'illibéralisme par le biais de deux axes de recherches qui s'inscrivent à la fois dans une perspective contextualiste et interprétative :

- Quelles sont les objectifs normatifs et heuristiques visés par l'emploi de la notion d'illibéralisme ? Quels sont les problèmes et enjeux « historiques » qui forment la toile de fond des utilisations de cette notion ?
- Sur quelles conventions s'appuient les utilisations de l'illibéralisme ? Quels sont les éléments de convergences et de divergences dans la façon de conceptualiser l'illibéralisme ? Quels sont les concepts essentiels invariablement mobilisés afin de définir cette notion ?

Nous allons donc chercher appréhender la grammaire du libéralisme employée lors de la genèse du concept d'illibéralisme, c'est-à-dire, à tenter de comprendre la façon dont le libéralisme – et les concepts qui lui sont associés – sont définis, délimités dans le temps et dans l'espace. L'objectif de cette « histoire » du concept d'illibéralisme est d'essayer de démontrer que le succès du concept de démocratie illibérale peut rétrospectivement être considéré comme paradoxal, au regard de ses incohérences et des malentendus qu'il a suscité.

Plusieurs obstacles grèvent néanmoins les apports de cette entreprise généalogique. Tout d'abord, malgré l'adoption d'une méthode qualitative dans la sélection de notre corpus pour pallier au caractère exponentiel des publications sur l'illibéralisme, nous n'ignorons pas que certains pans de la littérature sont absents de cette étude, alors qu'il conviendrait de les inclure dans le travail de comparaison. Ainsi, nous avons laissé de côté la littérature mobilisant la notion d'illibéralisme dans une perspective « religieuse » (et plus largement théologico-politique) pour expliquer les phénomènes autoritaires au Moyen-Orient. S'intéresser de manière exhaustive à la façon dont la notion d'illibéralisme est corrélée à la dimension

Democracy » est cité plus de 5500 fois sur google scholar, et son livre « *The future of freedom: illiberal democracy at home and abroad* », l'est plus de 3200 fois, en août 2024.

religieuse dans cette aire géographique, aurait pourtant été d'un grand intérêt¹⁵³, eu égard à l'importance de la question religieuse dans les travaux de Zakaria et Daniel A. Bell, puisqu'ils ont en commun le fait de considérer la religion comme l'une des principales causes du rejet du libéralisme¹⁵⁴. À cet égard, notre hypothèse est que la littérature en question pourrait malgré tout être éclairée par les analyses développées dans ce chapitre, car l'association entre illibéralisme et religion dissimule des malentendus dans l'appréhension de la relation entre religion, libéralisme et démocratie. Ainsi, Zakaria consacre un chapitre entier de son ouvrage de 2003 à « l'exception islamique »¹⁵⁵, où il établit un lien entre l'absence de démocratie (libérale) au sein du Moyen-Orient et l'islam, mais son analyse vise principalement à opposer un fondamentalisme islamique « majoritaire » (et donc démocratique) à l'islam pratiqué par les élites libérales en Jordanie, au Maroc ou encore au Qatar¹⁵⁶, ce qui vient contredire l'association entre islam et illibéralisme qui est parfois souligné dans la littérature contemporaine¹⁵⁷. Plutôt que de mesurer quantitativement le poids des premiers travaux sur l'illibéralisme au sein de la littérature plus contemporaine, il nous a donc semblé plus judicieux de comparer les premières conceptualisations de l'illibéralisme, puis d'examiner la réception de ces continuités et rupture dans la littérature à partir des années 2010. Notre hypothèse est qu'il est possible d'identifier des biais et des impensés qui apparaissent dès qu'on tente de conceptualiser l'illibéralisme que ce soit dans les années 1990 ou dans les années 2010, malgré l'impact relatif des travaux pionniers sur l'illibéralisme au sein de la littérature contemporaine.

¹⁵³ Cette importance est d'ailleurs également relevée par Marlène Laruelle :

« The subfield of illiberal politics and religion offers a similar level of nuance: as shown by Anja Hennig and Mirjam Weiber-Salzmann, the deprivatization of religion and its return to public life contribute to an instrumental use of religion to promote illiberal politics. » LARUELLE Marlène, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

¹⁵⁴ Nous reviendrons toutefois brièvement sur le lien entre qu'entretient l'illibéralisme avec le confucianisme pour Daniel A. Bell.

¹⁵⁵ ZAKARIA Fareed, *The Future of Freedom*, W.W. Norton, 2003. p107

¹⁵⁶ « The worst part of it is, they may be right. The Arab rulers of the Middle East are autocratic, corrupt, and heavy-handed. But they are still more liberal, tolerant, and pluralistic than what would likely replace them. Elections in many Arab countries would produce politicians who espouse views that are closer to Osama bin Laden's than those of Jordan's liberal monarch, King Abdullah. (...) A similar dynamic is evident elsewhere in the Arab world. In Oman, Qatar, Bahrain, Jordan, and Morocco, on virtually every political issue, the monarchs are more liberal than the societies over which they reign ». *Ibid*, p108

¹⁵⁷ Voir à titre d'exemple non-exhaustif : AKYOL Mustafa, « Muslims are not betraying Islam in embracing liberal democracy » [en ligne], *The Guardian*, 12 décembre 2011, HUQ Aziz Z., « Illiberalism and Islam », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 SIBGATULLINA Gulnaz, « Illiberalism and Islam », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, [s. d.], [consulté le 16 août 2024].

Dans un premier temps, nous reviendrons donc sur la genèse de la notion d'illibéralisme. Cette brève (et non exhaustive) histoire de la conceptualisation de l'illibéralisme nous invite tout d'abord à comprendre les raisons de l'avènement du concept de démocratie illibérale dans les années 1990-2000 au sein de la transitologie et des *democratizations studies* (section 1). De fait, la notion s'inscrit dans la continuité des controverses animant la transitologie et les *democratizations studies* : la notion d'illibéralisme apparaît simultanément comme une tentative de réponse face aux impasses politiques et conceptuelles provoquées par l'échec de la troisième vague de démocratisation, et comme le produit des apories de ce même cadre conceptuel. Toujours dans une perspective diachronique, nous nous intéresserons ensuite à la transformation du concept de démocratie illibérale en un champ d'études de l'illibéralisme (section 2). En effet, il semble crucial de comprendre les causes et les implications de cette mue pour questionner l'existence d'un biais téléologique ayant contribué à attribuer la paternité de la notion à Zakaria, et à entériner son diagnostic quant à l'inéluctabilité d'un conflit entre libéralisme et démocratie. L'avènement d'un paradigme « illibéral » dissimule toutefois l'existence de fractures épistémologiques et conceptuelles majeures au sein de la littérature, dont certaines franges pensent et conceptualisent l'illibéralisme en mobilisant d'autres narratifs et approches du libéralisme ou de l'antilibéralisme. L'existence même de cette fracture esquisse ainsi les contours des jeux de langage enseignant l'illibéralisme qui constituent le cœur de l'enquête menée dans cette première partie de notre thèse.

Section 1. La genèse de la notion d'illibéralisme, penser et résoudre les impasses des democratization studies

L'entreprise de généalogie de la notion d'illibéralisme – et non du phénomène illibéral en lui-même – c'est-à-dire des différents concepts de démocratie illibérale et d'illibéralisme¹⁵⁸ est particulièrement révélatrice des angles morts présents au sein de la littérature académique s'intéressant à l'illibéralisme. Comme nous l'avons indiqué, l'illibéralisme est presque systématiquement pensé à travers le prisme de l'œuvre de F. Zakaria et de sa « prédiction » prophétique quant à l'avènement d'une nouvelle forme de régime, à la fois démocratique et tyrannique¹⁵⁹. Face au succès de cette prédiction ayant supposément déjoué celle de Francis Fukuyama, il peut sembler superflu d'entreprendre cette entreprise généalogique, encore plus si elle se contente de remonter à la décennie 1990. De fait, à notre connaissance, aucun travail académique ne s'est explicitement consacré à une réflexion sur la genèse du concept et à son cadre conceptuel d'origine, contrairement au phénomène illibéral. Ainsi, le chapitre d'Helena Rosenblatt consacrée à l'histoire de l'illibéralisme¹⁶⁰ constitue un apport majeur pour la conceptualisation de l'illibéralisme car il éclaire la rupture entre les traditions intellectuelles historiquement critiques du libéralisme, qui n'ont revendiqué l'antilibéralisme que de façon opportuniste et limitée, avec la revendication contemporaine « positive » de l'illibéralisme. Sa généalogie de l'illibéralisme permet donc de comprendre ce qui fait la spécificité de cette appropriation contemporaine de l'illibéralisme par certains acteurs politique, toutefois elle n'interroge pas les causes et les *moyens* de l'apparition du concept

¹⁵⁸ Tout au long de notre thèse, nous emploierons le terme de « notion » pour englober les différentes conceptualisations de l'illibéralisme ou de la démocratie illibérale, et le terme de « concept » pour désigner une façon précise d'interpréter conceptuellement le phénomène illibéral.

¹⁵⁹ Ce constat fait ainsi l'objet d'un certain consensus, tant au niveau de la sphère médiatique que de la sphère académique, voir notamment : Le Monde, 2019, Marc-Olivier Bherer « Fareed Zakaria, pourfendeur de la « démocratie illibérale » : « Fareed Zakaria est l'une des stars de la chaîne d'information continue CNN, mais il est aussi un auteur américain connu pour s'être montré prescient : dans les années 1990, il a créé le concept de « démocratie illibérale » pour décrire les régimes où le vote a permis d'élire des dirigeants qui s'en prennent durement aux libertés et à l'état de droit. » ; ainsi que MINEUR Didier, « Qu'est-ce que la démocratie illibérale ? », Cites, N° 79, Presses Universitaires de France, 2019. : « Il y a plus de vingt ans que le concept de démocratie illibérale a été forgé par le politologue américain Fareed Zakaria. Il s'agissait alors de donner un nom au désenchantement qui avait suivi l'écroulement du Bloc de l'Est et l'espoir de voir l'ensemble de la planète se rallier progressivement au régime dit de la démocratie libérale ; la fin de l'histoire annoncée par Francis Fukuyama semblait d'ores et déjà une promesse trompeuse, et Zakaria pouvait écrire que "les démocraties libérales occidentales pourraient s'avérer ne pas être le terminus de l'itinéraire démocratique, mais seulement une sortie parmi plusieurs autres possibles". (...) Vingt ans plus tard, la prédiction de Zakaria s'est en partie réalisée. »

¹⁶⁰ ROSENBLATT Helena, « The History of Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

d'illibéralisme dans les années 90 au sein de la science politique américaine, puisque selon elle, la conceptualisation de l'illibéralisme découle naturellement d'un *backlash* antilibéral nourrit par la troisième vague de démocratisation :

« But Fukuyama's forecast proved incorrect; the politics of imitation triggered a backlash. The decade after the fall of the Berlin Wall saw the rise of rightwing populist and nationalist parties defying liberal democratic norms and even openly defining themselves *against* liberal democracy. In a 1997 article in *Foreign Affairs*, Zakaria pointed out that in the West electoral democracy and civil liberties (of speech, religion, etc.) went hand- in- hand. But around the world, the two concepts were breaking apart. A new phenomenon had emerged called "Illiberal Democracy" (Zakaria 1997; idem 2003). Illiberal democracies were, by Zakaria's definition, "democratically elected regimes often re- elected or reinforced by referendums that ignored the constitutional limits of their power and deprived their citizens of basic rights and liberties." He warned that such democracies were increasing in number around the world. »¹⁶¹

Pourtant, Rosenblatt défend la nécessité de distinguer entre les différentes significations du terme d'illibéralisme sur le plan historique, et celle d'être attentif aux ambiguïtés résultant de la référence à un terme aussi contesté que celui de libéralisme¹⁶². Conséquemment, nous soutenons qu'il est crucial d'examiner avec plus d'attention la genèse de la notion d'illibéralisme puisqu'elle a été antérieure à la revendication politique de l'illibéralisme. Cette enquête nécessite d'emprunter et d'adapter les outils de l'histoire conceptuelle¹⁶³ développés par Reinhart Koselleck¹⁶⁴, dans la continuité de Pierre Rosanvallon¹⁶⁵ et surtout de Samuel Hayat¹⁶⁶. Ce dernier emprunte ainsi à Rosanvallon la notion de « nœud historique »¹⁶⁷ pour

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ Nous n'ignorons pas que cette approche pourrait également être englobée sous le label « d'archéologie conceptuelle » employée par D. Mineur et F. Tarragoni dans une perspective foucauldienne. Sur ce point, voir : MINEUR Didier, *Archéologie de la représentation politique* [en ligne], Presses de Sciences Po, 2010 ; TARRAGONI Federico, « Chapitre 3. Les populismes à leur source », in *L'esprit démocratique du populisme*, La Découverte, 2019 ; FOUCAULT Michel, *L'ordre du discours*, Gallimard, 1971.

¹⁶⁴ KOSELLECK, Reinhart. Social history and conceptual history. *International Journal of Politics, Culture, and Society*, 1989, vol. 2, no 3, p. 308-325.

¹⁶⁵ ROSANVALLON, Pierre. *Pour une histoire conceptuelle du politique*. leçon inaugurale au Collège de France faite le jeudi 28 mars 2002

¹⁶⁶ HAYAT Samuel, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*, Média Diffusion, 2014.

¹⁶⁷ « [L']objet [de l'histoire conceptuelle] est ainsi d'identifier les « nœuds historiques » autour desquels de nouvelles rationalités politiques et sociales s'organisent, des représentations du politique se modifient en rapport avec les transformations dans les institutions, les techniques de gestion et les formes du rapport social » ROSANVALLON Pierre, *Pour une histoire conceptuelle du politique : leçon inaugurale au Collège de France faite le jeudi 28 mars 2002*, Paris, Éd. du Seuil, 2003, p100 cité dans HAYAT, Samuel. «Au nom du peuple français». La

penser la place du concept de représentation dans le contexte de la révolution de 1848 et des nouvelles rationalité politiques qu'elle fait émerger, ce qui le conduit à réaliser une « histoire conceptuelle des usages de la représentation »¹⁶⁸. Dans une perspective similaire, nous chercherons à montrer comment le concept de démocratie illibérale émerge chez plusieurs auteurs dans un temps relativement court en réaction à un « nœud historique » – à savoir l'avènement d'une « vague » autoritaire après la troisième vague de démocratisation¹⁶⁹ – afin de pallier aux « apories de la transitologie »¹⁷⁰ et de ses paradigmes.

Le constat d'un véritable angle mort concernant les sources conceptuelles et intellectuelles de la notion d'illibéralisme est renforcé par l'absence de comparaison entre l'article de Zakaria paru en 1997, les travaux de Bell paru en 1995, et l'ouvrage de Rosanvallon paru en 1990. Ce constat est d'autant plus étonnant que l'emploi exponentiel de la notion a conduit à faire coïncider leurs objets et à les superposer. Ainsi, les ouvrages de Bell sont parfois mentionnés aux côtés de ceux de Zakaria pour appréhender la question de la démocratie illibérale en Asie du sud-est sans qu'ils ne soient confrontés, malgré leur opposition¹⁷¹. Cette absence de travail réflexif quant à la genèse du concept de démocratie illibérale est d'ailleurs révélée par la méconnaissance de l'œuvre de Zakaria et la confusion entre ses analyses et celles de Bell. De fait, alors que Zakaria décrit explicitement dans son article de 1997 et dans son ouvrage de 2003 le caractère « libéral » du régime Singapourien (aux côtés du Chili de Pinochet, de Taïwan et de la Corée du sud), de nombreux travaux décrivent ces mêmes régimes comme des démocraties illibérales en mobilisant sa conceptualisation de la démocratie illibérale¹⁷², en le citant explicitement :

« Le cas singapourien ouvre une brèche au sein de la théorie selon laquelle État de droit, démocratie et libéralisme (politiques et économiques) sont intrinsèquement liés. Le cas singapourien a définitivement « enterré » la théorie de la transition

représentation politique en question autour de la révolution de 1848 en France. 2011. Thèse de doctorat. Université Paris 8 Vincennes–Saint-Denis, p46.

¹⁶⁸ *Ibid*, p49.

¹⁶⁹ Nous n'ignorons pas que le concept même de « vague » popularisée par Huntington est discutable et discutée, aussi nous l'employons ici comme raccourci parce qu'il est communément employé au sein de la transitologie et de la politique comparée. Voir sur ce point : TOMINI Luca, « Don't think of a wave! A research note about the current autocratization debate », *Democratization*, 28, Routledge, 2021.

¹⁷⁰ DUFY Caroline et THIRIOT Céline, « Les apories de la transitologie », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 20, 2013.

¹⁷¹ Pour un exemple de superposition sans comparaison entre ces différents auteurs, voir : GINSBURG Tom, « Asia's Illiberal Governments », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

¹⁷² A titre d'exemple, voir : MUTALIB Hussin, « Illiberal democracy and the future of opposition in Singapore », *Third World Quarterly*, 21, 2000.

démocratique, qu'elle soit fondée sur des facteurs macro (urbanisation, éducation, etc.) ou micro (valeurs, comme la tolérance). Dès la fin des années 1990, Fareed Zakaria plaçait Singapour au rang des démocraties illibérales »¹⁷³.

De même ici :

« Le concept de démocratie illibérale (IB) n'est pas très récent ; il a été illustré, il y a une vingtaine d'années, par un journaliste et politologue, Fareed Zakaria, à la fois dans un article et un livre qui ont eu un grand retentissement. En fait, l'auteur utilisait la notion dans un sens très large pour tous les pays qui enfreignaient les règles libérales en politique, le constitutionnalisme et l'Etat de droit, notamment les « dragons asiatiques » ou le Chili de Pinochet »¹⁷⁴.

Il est possible de mesurer l'ampleur du malentendu quant au contenu réel des analyses de Zakaria en comparant les citations précédentes aux descriptions du régime Singapourien dans son article de 1997 puis dans son ouvrage de 2003¹⁷⁵. On peut certes constater une forme d'ambiguïté quant à la nature « libérale » des régimes Singapourien et Chilien dans son article de 1997 :

« Or les gouvernements devraient être jugés à l'aune du libéralisme constitutionnel aussi bien que des élections. Les libertés économiques, civiles et religieuses sont au cœur de l'autonomie et de la dignité de l'homme. Qu'un gouvernement étende régulièrement ces libertés dans le cadre d'une démocratie restreinte, gardons-nous de le taxer de dictature. Malgré la limitation des choix politiques, des pays comme Singapour, la Malaisie et la Thaïlande offrent à leurs citoyens un meilleur cadre de vie, de liberté et de bonheur que des dictatures comme l'Irak et la Libye ou des démocraties illibérales comme la Slovaquie ou le Ghana. Les pressions du capitalisme mondial peuvent faire avancer la libéralisation»¹⁷⁶.

Toutefois, cette ambiguïté est explicitement levée dans son ouvrage de 2003¹⁷⁷ :

« Conversely, the absence of free and fair elections should be viewed as one flaw, not the definition of tyranny. Elections are an important virtue of governance, but they are not the only virtue. It is more important that governments be judged by yardsticks

¹⁷³ MÉRÉAU Eugénie, « Singapour, modèle global de démocratie illibérale. Constitutionnalisme et État de droit au prisme des "valeurs asiatiques" », *Revue française de droit constitutionnel*, 133, Presses Universitaires de France, 2023.

¹⁷⁴ JAUME, Lucien et HOURQUEBIE, Fabrice. " Démocratie illibérale": une nouvelle notion?. *Constitutions: revue de droit constitutionnel appliqué*, 2019, no 6, p. 177-187.

¹⁷⁵ Nous reviendrons ultérieurement sur l'importance de ce malentendu entre le contenu réel des travaux de Zakaria et leur réception en droit constitutionnel comparé, puisqu'elle affecte également la doctrine américaine. Voir à titre d'exemple : TUSHNET Mark, « Authoritarian Constitutionalism », *Cornell L. Rev.*, 100, 2014. P395

¹⁷⁶ ZAKARIA Fareed, « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, 76, Council on Foreign Relations, 1997.

¹⁷⁷ La défense de l'autoritarisme libéral de F. Zakaria n'a ainsi pas manqué d'être relevé par L. Diamond et dans une moindre mesure par J. Tully. Nous reviendrons ultérieurement sur ces deux critiques qui mettent en exergue l'absence de réflexivité à l'égard de l'œuvre de F. Zakaria dans la littérature. Voir : DIAMOND Larry Jay, « The Illusion of Liberal Autocracy », *JoD*, 14, Johns Hopkins University Press, 2003 TULLY James, *Public Philosophy in a New Key* [en ligne], Cambridge University Press, 2008.

related to constitutional liberalism. Economic, civil, and religious liberties are at the core of human autonomy and dignity. If a government with limited democracy steadily expands these freedoms, it should not be branded a dictatorship. Despite the limited political choice they offer, countries such as Singapore, Malaysia, Jordan, and Morocco provide a better environment for the life, liberty, and happiness of their citizens than do the dictatorships in Iraq and Libya or the illiberal democracies of Venezuela, Russia, or Ghana. And the pressures of global capitalism can push the process of liberalization forward as they have in China. Markets and morals can work together.

(...)

In general dictators have not done better at these policies than democrats—far from it. Most dictators have ravaged their countries for personal gain. Scholars have asked whether democracy helps or hurts the economic growth of poor countries and, despite many surveys, have come to no conclusive answer. But over the past fifty years almost every success story in the developing world has taken place under a liberal authoritarian regime. Whether in Taiwan, South Korea, Singapore, Chile, Indonesia, or even China, governments that were able to make shrewd choices for the long term were rewarded with strong economic growth and rising levels of literacy, life expectancy, and education. It is difficult to think of a Third World democracy that has achieved sustained growth rates like those of the countries listed above »¹⁷⁸.

Pour comprendre la source de ces confusions, qui sont révélatrices des malentendus générés par la notion d'illibéralisme en philosophie, en droit constitutionnel ou en science politique, il convient de replacer sa genèse dans son cadre conceptuel d'origine. La remise en question de la typologie classique des régimes entreprise par Zakaria ne peut en effet être comprise qu'en soulignant son inscription dans les controverses faisant suite au succès relatif, puis à l'échec, de la transitologie et de la consolidologie sur le plan théorique et sur le plan politique (1). De plus, le fait de réinscrire la notion d'illibéralisme dans le cadre conceptuel de la transitologie permet d'éclairer l'existence de conceptualisations alternatives et méconnues de la démocratie illibérale. La comparaison de ces travaux pionniers dans la conceptualisation de l'illibéralisme permet de révéler la prégnance d'un narratif politique opposant démocratie et libéralisme. Ce narratif traduit l'existence simultanée d'un basculement sémantique et d'un retournement conceptuel dans la définition de la démocratie libérale et de ses composants, dont les effets irriguent encore aujourd'hui la littérature sur l'illibéralisme (2).

¹⁷⁸ ZAKARIA Fareed, *The Future of Freedom*, W.W. Norton, 2003. P141

1. La crise de la transitologie, toile de fond de la genèse du concept de démocratie illibérale

Afin de renseigner les liens entre la transitologie et le concept d'illibéralisme, il convient de revenir plus précisément sur les différents paradigmes qui structurent la transitologie (1.1). Ce bref rappel historique nous permettra de mieux comprendre l'emploi soudain du terme de « démocratie illibérale » et les biais et impensés qui grèvent ces premières conceptualisations de l'illibéralisme (1.2).

1.1 La transitologie, une « école de pensée » de plus en plus contestée

Pour comprendre *pourquoi* et *comment* le concept d'illibéralisme est apparu, il semble judicieux de revenir brièvement sur l'histoire de la transitologie – d'autant plus que cette dernière est relativement absente des travaux contemporains sur l'illibéralisme, en particulier au sein du RHI¹⁷⁹. La transitologie peut à la fois être définie comme le champ d'études des « transitions démocratiques » qui s'est développé à partir des années 1970¹⁸⁰, comme une école de pensée qui s'est peu à peu structurée autour d'un « paradigme » de la transition¹⁸¹, et comme une sorte de manuel à destination des acteurs politiques nationaux et internationaux pilotant le processus de « consolidation » de la démocratie¹⁸². Ce volet « programmatique » est d'ailleurs le plus connu en dehors de la politique comparée¹⁸³ en raison du succès de la métaphore du « *Washington Consensus* » élaborée par John Williamson en 1990¹⁸⁴. Ce « consensus » désigne une série de réformes considérées comme nécessaires pour garantir l'avènement de la démocratie (libérale), ce qui implique en particulier la « libéralisation » de

¹⁷⁹ Le terme même de « transitologie » n'est mentionné que de façon anecdotique dans un seul des chapitres de l'ouvrage. Voir : GÖTZ Elias, « The Crisis of Liberal World Order », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

¹⁸⁰ DOBRY Michel, « Les voies incertaines de la transitologie », *Revue française de science politique*, 50, Persée - Portail des revues scientifiques en SHS, 2000 CHABOT Pascal, « 11. La transitologie », *Hors collection*, Presses Universitaires de France, 2015.

¹⁸¹ DUFY Caroline et THIRIOT Céline, « Les apories de la transitologie », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 20, 2013.

¹⁸² GUILHOT Nicolas et SCHMITTER Philippe, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies », *Revue française de science politique*, 50, Persée - Portail des revues scientifiques en SHS, 2000.

¹⁸³ Cette importance médiatique est notamment due à la conférence donnée en 1999 par J. Stiglitz alors qu'il est le vice-président de la banque mondiale. Voir : STIGLITZ, Joseph. Whither reform. In : Keynote address for the Annual Bank Conference on Development Economics, Washington, DC: World Bank. 1999.

¹⁸⁴ WILLIAMSON John, « Democracy and the "Washington consensus" », *World Development*, 21, 1993.

l'économie et la privatisation de l'Etat via le recours à des thérapies de choc¹⁸⁵ – qui sont défendu de manière particulièrement zélée par Zakaria¹⁸⁶.

Historiquement, le terme de transitologie est apparu au sein de la littérature portant sur « l'analyse comparée des processus de démocratisation »¹⁸⁷ faisant suite à la « déroutée des régimes autoritaires en Amérique latine, en Europe du Sud et en Europe de l'Est »¹⁸⁸ entre 1970 et 1990. Cette littérature a progressivement conduit à l'apparition d'une véritable sous-discipline de la science politique – les *democratizations studies* – qui a produit un certain nombre « d'axiomes, de concepts et d'hypothèses » qui ont permis « aux politologues de décrire, analyser, d'expliquer et à l'occasion de prescrire les séquences et les dynamiques conduisant à la transformation des régimes politiques »¹⁸⁹. Cette double orientation, à la fois analytique et politique, justifie à elle seule l'importance de l'étude des *democratizations studies* pour comprendre les sources historiques du phénomène illibéral, puisque la première revendication de l'illibéralisme a eu lieu en Europe centrale. Par extension, il est donc nécessaire d'interroger les concepts et axiomes de la transitologie ayant à la fois défini l'objectif de ce processus – la démocratie – et les moyens pour y parvenir. Toutefois, nous n'ignorons pas le fait que le terme de transitologie sert surtout de raccourci pour décrire les *democratizations studies*. Une étude exhaustive de ce champ d'études aurait nécessité une analyse plus fine sur le plan chronologique et épistémologique, afin de décrire les discontinuités entre les travaux pionniers de la transitologie parus entre 1970 et 1990, et les travaux parus à partir des années 1990¹⁹⁰. Cette évolution chronologique recoupe schématiquement une distinction plus conceptuelle entre la transitologie *stricto sensu* à savoir l'étude du changement de régime politique ; et la consolidologie, c'est-à-dire l'étude (et la prescription) des processus permettant la consolidation de la démocratie. En effet, comme le rappelle Nicolas Guilhot et Philippe Schmitter, en dépit de la « solidarité » entre ces deux sous-

¹⁸⁵ KOKUSHKIN Maksim, « Transitional Societies in Eastern Europe », *Sociology Compass*, 5, 2011.

¹⁸⁶ ZAKARIA Fareed, *The Future of Freedom*, W.W. Norton, 2003.

¹⁸⁷ GUILHOT Nicolas et SCHMITTER Philippe, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies », *Revue française de science politique*, 50, Persée - Portail des revues scientifiques en SHS, 2000.

¹⁸⁸ DUCATENZEILER Graciela, « Nouvelles approches à l'étude de la consolidation démocratique », *Revue internationale de politique comparée*, 8, De Boeck Supérieur, 2001.

¹⁸⁹ GUILHOT Nicolas et SCHMITTER Philippe, *op. cit.*

¹⁹⁰ RUSTOW Dankwart A., « 2. Transitions to Democracy », in *2. Transitions to Democracy: Toward a Dynamic Model*, Columbia University Press, 2015, [consulté le 28 septembre 2023]. p. 337-363

disciplines, leurs « fondations épistémologiques » et leurs « orientations de recherche »¹⁹¹ différent voire s'opposent¹⁹². Il nous semble toutefois plus pertinent de mettre l'accent sur les postulats et les paradigmes transversaux au sein de ces deux courants pour comprendre la genèse du concept d'illibéralisme tel que nous le connaissons aujourd'hui. Nous appréhenderons donc la transitologie en comparant l'évolution du positionnement des chercheurs des *democratizations studies* vis-à-vis de ces paradigmes au fur et à mesure de leur échec empirique, c'est-à-dire politique.

La transitologie s'intéresse originellement aux régimes politiques et aux causes et modalités de leur évolution en mobilisant une synthèse entre différents paradigmes et théories de la démocratie, du changement politique et du *state building*. La transitologie repose ainsi sur l'adhésion à un paradigme élitiste schumpétérien induisant une certaine définition de la démocratie et de l'autoritarisme¹⁹³. Par conséquent, au sein des *democratizations studies* la démocratie est majoritairement définie de façon minimaliste selon une définition procédurale « schumpétérienne » réduisant la démocratie à un mécanisme électif permettant la sélection des gouvernants¹⁹⁴. Cette définition minimaliste de la démocratie est parfois augmentée par la définition polyarchique de la démocratie libérale développée par Robert Dahl – qui est-elle même inspirée par le paradigme procédural schumpétérien¹⁹⁵. Cette substitution induit une définition plus substantielle de la démocratie reposant sur l'existence de droits et libertés minimales et d'une conception plus extensive de la concurrence des élites. À ces définitions de la démocratie, se greffe une adhésion à la typologie des régimes politiques proposée par Juan Linz qui distingue démocratie et autoritarisme en fonction du degré de pluralisme politique et de responsabilité politique des systèmes politiques¹⁹⁶. Quant au changement politique, il a été pensé selon plusieurs approches, à la fois contradictoires et complémentaires¹⁹⁷, mais il est principalement conçu dans une perspective développementaliste caractérisé par une adhésion explicite ou implicite à la théorie de

¹⁹¹ GUILHOT Nicolas et SCHMITTER Philippe, *op. cit.*

¹⁹² En effet, la consolidologie a fait l'objet d'une importante critique, tant de la part des pionniers de la transitologie que de la seconde génération des chercheurs des *democratizations studies*, comme le montre l'article précité.

¹⁹³ HELD David, *Models of Democracy*, Polity, 2006.

¹⁹⁴ RICCI David M., « Democracy Attenuated », *The Journal of Politics*, 32, [University of Chicago Press, Southern Political Science Association], 1970.

¹⁹⁵ DAHL, Robert A. *Polyarchy: Participation and opposition*. Yale university press, 2008.

¹⁹⁶ LINZ Juan José, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Lynne Rienner Publishers, 2000.

¹⁹⁷ DOBRY Michel, « Les voies incertaines de la transitologie », *Revue française de science politique*, 50-4-5, 2000.

modernisation¹⁹⁸. Selon cette dernière, le développement économique constitue le prérequis de la démocratie, conformément à la trajectoire connue par les Etats occidentaux entre les XVIIIe et XXe siècle. Le stade final de ce développement est donc caractérisé par l'existence d'une économie de marché capitaliste, qui est elle-même consubstantielle de la démocratie, comme l'illustre la thèse de la fin de l'histoire de Francis Fukuyama¹⁹⁹. La majorité des chercheurs au sein de la transitologie, et en particulier de la consolidologie, ont donc mis l'accent sur le processus de développement d'une « démocratie de marché » pour garantir le changement politique et l'institutionnaliser. L'adhésion à la théorie de la modernisation a ainsi conduit à la priorisation de l'établissement d'une économie de marché dérégulée dans le processus de transition (et de consolidation) ce qui s'est traduit politiquement par la mise en place de « thérapies de choc »²⁰⁰, de mécanismes de conditionnalité²⁰¹ et d'un certain « design institutionnel »²⁰² modelé pour assurer le bon fonctionnement du capitalisme dérégulé et l'insertion au sein de la globalisation économique.

Face à la transformation plus ou moins consensuelle d'une « troisième vague de démocratisation »²⁰³ après la fin officielle de la guerre froide, à une « troisième vague autoritaire »²⁰⁴, ces postulats et théories ont cependant fait l'objet de débats internes au sein des *democratizations studies*, sur les plans épistémologiques, méthodologiques et

¹⁹⁸ Nous n'ignorons pas que ce paradigme a justement été critiqué par certains des pionniers de la transitologie, tels que P. Schmitter ou G. O'Donnell, mais il s'agit néanmoins du paradigme implicite auquel adhère d'autres auteurs majeurs de la première génération, tels que A. Przeworkski et S. Huntington et l'ensemble des chercheurs appartenant à la consolidologie. Pour une critique de ce paradigme interne à la transitologie, voir :

¹⁹⁹ FUKUYAMA Francis, « The End of History? », *The National Interest*, Center for the National Interest, 1989.

²⁰⁰ L'expression de « thérapie de choc » est issue des travaux de O. Williamson. Voir : JANKAUSKAS, Algimantas et GUDŽINSKAS, Liutauras. Reconceptualizing transitology: Lessons from Post-communism. *Lithuanian Annual Strategic Review* 2007, 2008, p. 181-199.

²⁰¹ SCHMITTER, Philippe, BRINKS, D. M., LEIRAS, M., et al. Reflections on „Transitology “. Reflections on Uneven Democracies. The Legacy of Guillermo O'Donnell.(Baltimore), 2014, p. 71-86. ; BABB, Sarah L. et CARRUTHERS, Bruce G. Conditionality: forms, function, and history. *Annual Review of Law and Social Science*, 2008, vol. 4, p. 13-29.

²⁰² GAZIBO Mamoudou, « Le néo-institutionnalisme dans l'analyse comparée des processus de démocratisation », *Politique et Sociétés*, 21, Société québécoise de science politique, 2002, no 3, p. 139 160.

²⁰³ HUNTINGTON Samuel P., *The Third Wave*, University of Oklahoma Press, 1993.

²⁰⁴ Nous ne sommes pas en mesure de synthétiser ici les débats et controverses sur la nature et les contours précis de ce « revirement » qui fait l'objet d'une littérature particulièrement fournie, à défaut, nous renvoyons sur ce point aux travaux de Luca Tomini et Andrea Cassani: CASSANI Andrea et TOMINI Luca, *Autocratization in post-Cold War Political Regimes*, Springer, 2018 CASSANI Andrea et TOMINI Luca, « Reversing regimes and concepts », *Eur Polit Sci*, 19, 2020 TOMINI Luca, « Don't think of a wave! A research note about the current autocratization debate », *Democratization*, 28, Routledge, 2021.

analytiques. Ces débats peuvent permettre de distinguer deux courants au sein des *democratizations studies* :

- Le premier regroupe les chercheurs qui appartiennent principalement à la première génération de la transitologie et qui ont remis en question la notion de démocratie minimaliste c'est-à-dire la réduction de la démocratie à un « électoralisme »²⁰⁵.
- Le deuxième englobe les chercheurs maintenant l'équation entre démocratie et mécanisme électif malgré l'échec des processus de transition et de consolidation centrée sur l'implantation d'un système électoral et qui appartiennent principalement à la seconde génération de la transitologie à l'exception notable d'Adam Przeworski et de Samuel Huntington.

En résumé, pour le premier courant, l'échec empirique de la transitologie implique un abandon de la définition minimaliste de la démocratie et une remise en question du paradigme schumpétérien mais pas une remise en question de la typologie classique des régimes politiques²⁰⁶. Inversement, pour les chercheurs appartenant au second courant, la régression autoritaire observée au sein des Etats de la *third wave of democracy* conduit à remettre en question la typologie classique distinguant démocratie et autoritarisme afin de décrire et d'expliquer la coexistence de mécanismes électifs et autoritaires. Comme nous allons le voir, l'apparition de la notion de démocratie illibérale s'inscrit précisément dans cette seconde perspective, car la réduction de la démocratie à une forme procédurale minimaliste constitue le point de convergence entre les définitions de la démocratie illibérale proposée par Daniel Bell, Larry Diamond et Fareed Zakaria.

1.2 D'un glissement sémantique à un retournement conceptuel : le passage de la démocratie minimaliste à la démocratie illibérale

Le fait que les conceptualisations de la démocratie illibérale fleurissent dans les années 1990 ne constitue donc pas un hasard. La nécessité de penser l'illibéralisme s'inscrit à la fois dans

²⁰⁵ SCHMITTER Philippe C et KARL Terry Lynn, « What Democracy Is... and Is Not », *Journal of Democracy*, 2, 1991.

²⁰⁶ A titre d'exemple, on peut citer les développements de O'Donnell consacrés à la remise en question du caractère « minimaliste » d'une définition procédurale de la démocratie car cette dernière inclut nécessairement des éléments qualitatifs en matière de pluralisme des élites ou de droits et libertés au sein de la sphère publique. Voir : O'DONNELL Guillermo A., « Democracy, Law, and Comparative Politics », *St Comp Int Dev*, 36, 2001.

un contexte historique, celui de la troisième vague autoritaire ; et dans un contexte intellectuel, celui de la transitologie. Ces deux enjeux permettent à la fois de comprendre l'intérêt de la référence à un terme normatif et idéologique comme celui d'illibéralisme et la façon dont il est défini. Selon nous, la genèse de la notion d'illibéralisme ne peut donc être comprise qu'en mettant la lumière la spécificité du concept de démocratie illibérale parmi les autres catégories de régime hybrides, car il constitue l'aboutissement d'un glissement conceptuel et sémantique causé par la réification de la définition minimaliste de la démocratie. Cette réification est le fruit de multiples facteurs, à la fois historiques, épistémologiques et politiques que nous ne pouvons pas traiter de façon exhaustive car il nécessiterait de rappeler comment le mécanisme représentatif a été progressivement assimilé à la démocratie²⁰⁷. De fait, on comprend bien évidemment l'intérêt d'une approche « processualiste » ou « procédurale », de la démocratie. Elle permet au chercheur en science politique, particulièrement au comparatiste, de s'épargner la tâche « normative » de définition de la démocratie et la référence à un idéal « démocratique » idéologiquement et géographiquement situé²⁰⁸. Cet attrait pour une forme de définition de la démocratie désidéologisée, sans référent normatif apparent, constitue ainsi une des raisons fondamentales du succès de la définition de la démocratie proposée par J. S. Schumpeter : elle permet d'éviter d'ouvrir la « boîte de Pandore »²⁰⁹ que constitue la théorie politique²¹⁰. Or, la définition minimaliste de la démocratie chez Schumpeter n'est pas exempte de postulats

²⁰⁷ Sur les impensés affectant l'appréhension de la place du mécanisme représentatif au sein des démocraties libérales, voir : PITKIN Hanna F., *The Concept of Representation*, University of California Press, 1967 URBINATI Nadia, *Representative Democracy*, University of Chicago Press, 2006.

²⁰⁸ On pourrait même avancer, dans la continuité de Guy Hermet, que ce procédé est justifié par l'exigence de neutralité axiologique du chercheur vis-à-vis de son objet. Voir : Hermet, Guy. « Autoritarisme, démocratie et neutralité axiologique chez Juan Linz », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 13, no. 1, 2006, pp. 83-94.

²⁰⁹ RICCI David M., « Democracy Attenuated: Schumpeter, the Process Theory, and American Democratic Thought », *The Journal of Politics*, 32, [University of Chicago Press, Southern Political Science Association], 1970, n° 2, p. 239-267.

²¹⁰ Ibid. « *The tension between ideals and reality was reduced, or seemed less embarrassing, when the process theory characterized democracy as a method, a way in which events occur. The virtue of this process theory vis-a-vis the liberal theory of democracy is apparent if the process is viewed as a conduit for various political inputs and outputs. Several crucially important inputs and outputs that liberal theory failed to encompass are comfortably contained by Schumpeter's democratic method. One input that democracy-as-process easily absorbs is the will of a nonrational man, or many such men. Liberals had presumed citizens to be generally rational, but social science denied this. Schumpeter's "real" democracy accepts the subjective desires of every man and does not require that his aspirations be grounded in objective reason. In this respect, the political system of a democratic community resembles a free-enterprise, liberal economic system, with its input, acceptance, and fulfillment of subjective demands-a similarity that Schumpeter himself noted* »

« idéologiques »²¹¹ et d'une visée normative « élitiste » – qui est critique vis-à-vis de la conception *classique* ou antique de la démocratie. Le succès de la conception procédurale schumpétérienne de la démocratie, découle pourtant précisément de sa capacité à neutraliser en apparence les référents « idéologiques » et normatifs inhérents au concept de démocratie. Cette démocratie « schumpétérienne » reste cependant indubitablement « libérale » et critique d'un idéal démocratique visant à réduire (voire supprimer) la dichotomie entre gouvernants et gouvernés. En résumé, pour Schumpeter, faire de l'élection la composante principale de la définition de la démocratie permet d'asseoir une conception libérale de la démocratie²¹², incompatible avec l'idéal démocratique *classique*²¹³.

Pourtant – et c'est le paradoxe que nous cherchons à mettre en lumière – la dimension normative de la définition minimaliste de la démocratie semble être impensée, tant pour les auteurs qui font sa promotion active au sein de la transitologie puis de la consolidologie, à l'image de Przeworski²¹⁴ et Huntington²¹⁵, que pour ceux qui l'emploient de façon purement descriptive. Or, si l'on adhère à la définition schumpétérienne de la démocratie il convient de considérer la démocratie *électorale* (et à fortiori la démocratie représentative ou libérale), comme une forme de gouvernement mixte voire comme une forme de gouvernement *non-démocratique* si l'on considère que le mode de représentation des gouvernants n'a pas évolué depuis le XVIIIe²¹⁶. L'équation entre démocratie et élections n'est en effet possible que si on adhère à une conception non élitiste de la représentation²¹⁷, afin de rendre cette dernière

²¹¹ Nous employons ici le terme d'idéologie dans un sens ordinaire, pour signifier *idéologiquement situé*.

²¹² Il n'existe bien évidemment pas une conception « unique » de la démocratie au sein du libéralisme, notamment en raison de son éclatement philosophique. Par conception libérale de la démocratie, nous renvoyons donc à une forme de « centre de gravité » des pensées libérales incarnées par les « libéraux de la guerre froide » que sont R. Aron, I. Berlin et K. Popper. Voir sur ce point : MÜLLER, Jan-Werner. *Fear and Freedom: On Cold War Liberalism*. European Journal of Political Theory, 2008, vol. 7, no 1, p. 45-64. Cette conception libérale de la démocratie renvoie donc à une posture critique de la démocratie (le péril de la tyrannie de la majorité), mais qui ne lui est pas pour autant hostile, notamment si elle devient représentative et parlementaire.

²¹³ La critique normative adressée à Rousseau par Schumpeter est ainsi régulièrement mise de côté, de même que son incompatibilité avec la conception « libérale » de la démocratie défendu par J. Dewey. Sur ce point, voir : KIM Sungmoon, « Pragmatic Confucian Democracy », *The Journal of Politics*, 79, The University of Chicago Press, 2017.

²¹⁴ PRZEWORKSKI Adam, « Minimalist Conception of Democracy: A Defense », *Defining Democracy*.

²¹⁵ HUNTINGTON Samuel P., *The Third Wave*, University of Oklahoma Press, 1993.

²¹⁶ C'est la thèse défendue par B. Manin, ainsi que dans une moindre mesure celle de H. Pitkin et D. Mineur qui s'oppose à celle de N. Urbinati, qui défend le principe d'une évolution démocratique du mécanisme électoral.

²¹⁷ URBINATI Nadia et WARREN Mark E., « The Concept of Representation in Contemporary Democratic Theory », *Annual Review of Political Science*, 11, juin 2008, n° 1, p400. « The notion that representatives are trustees is widely understood as a quasi aristocratic understanding of representation: the best judgment of elites replaces the judgment of the people. This understanding of the delegate-trustee distinction crowds all "democratic"

compatible avec le principe de souveraineté populaire²¹⁸. On observe cependant au sein d'une partie des travaux des *democratizations studies* un retournement conceptuel qui est incohérent avec l'adhésion au paradigme schumpétérien de la démocratie, bien qu'il s'explique par la prégnance d'un narratif opposant libéralisme et démocratie : après que la démocratie ait été assimilée à un système électoral (pour invalider volontairement ou non la possibilité de mettre en place une démocratie « réelle »), la frontière entre démocratie et autoritarisme est ensuite relativisée car l'existence d'élections ne suffit pas à garantir l'avènement du modèle occidental de démocratie libérale.

On peut éclairer la portée de ce retournement conceptuel en reprenant la distinction que nous avons opérée entre les deux courants des *democratizations studies* s'opposant sur la place du paradigme schumpétérien. Pour le premier courant, critique vis-à-vis de ce paradigme, dont les figures les plus représentatives sont Guillaume O'Donnell et Philippe Schmitter, l'absence de référence au caractère ambivalent de la représentation traduit l'hégémonie de la définition « procédurale » de la démocratie proposée par Schumpeter, considérée comme la seule forme « réaliste » de démocratie. Ainsi, Schmitter et Karl ont rappelé que la tenue d'élections compétitives n'a pas toujours été considérée comme un critère essentiel de définition de la démocratie²¹⁹, tandis que O'Donnell et Diamond ont déjà défendus le caractère réaliste de la démocratie polyarchique de R. Dahl²²⁰. Pour tous ces auteurs, la démocratie « minimaliste »

meanings of representation into the delegate model. The formulation drains the meaning from "democracy" and tells us nothing about how constituents' interests are converted into decisions within the context of a representative institution »

²¹⁸ URBINATI Nadia, *Representative Democracy: Principles and Genealogy*, [s. l.], University of Chicago Press, 2006, p53 : « Elitist theorists have made Rousseau's conception of sovereignty the norm of modern democracy discourse in order to trap democracy in the cul-de-sac dualism of either the "unrealistic" "classic doctrine" of the general will or the "realist" rendering of the will of the people as the factual will of an elected class. They claim that sovereignty is an ideological creation whose aim is to conceal the fact that political decisions are value relative anyway and that democracy is a method to select an elite, not an end in itself or a value. Critiques of representative government reflect the extraordinary impact of this Schumpeterian trend in the post-World War II renaissance of liberal democracy. »

²¹⁹ SCHMITTER Philippe C et KARL Terry Lynn, « What Democracy Is... and Is Not », *Journal of Democracy*, 2, 1991, n° 3, p. 75-88. : « Competition has not always been considered an essential defining condition of democracy. "Classic" democracies presumed decision making based on direct participation leading to consensus. The assembled citizenry was expected to agree on a common course of action after Competition has not always been considered an essential defining condition of democracy. "Classic" democracies presumed decision making based on direct participation leading to consensus. The assemble citizenry was expected to agree on a common course of action after. »

²²⁰ DIAMOND Larry, « Elections Without Democracy: Thinking About Hybrid Regimes », *Journal of Democracy*, 13, Johns Hopkins University Press, avril 2002, n° 2, p. 21-35 : « Some insist on a fairly robust (though still procedural) definition of democracy, like Robert Dahl's "polarchy." By this conception, democracy requires not only free, fair, and competitive elections, but also the freedoms that make them truly meaningful (such as freedom of organization and freedom of expression), alternative sources of information, and institutions to

est donc bien associée à la compétition électorale, mais le caractère démocratique de cette forme de régime politique est relativisé. Schmitter et Karl vont même jusqu'à dénoncer l'illusion fallacieuse de « l'électoralisme »²²¹, c'est-à-dire l'idée selon laquelle la tenue d'élections est le seul indice de démocratisation d'un pays en transition depuis l'autoritarisme. On peut cependant relever l'ambiguïté sémantique de ces travaux puisque si l'ensemble de ces auteurs assument leur préférence normative pour la démocratie *libérale*²²² et qu'ils n'ignorent pas le fondement « élitiste » de la *polyarchie* et de la définition schumpétérienne auxquelles ils adhèrent, le caractère « mixte » du concept de représentation n'est jamais mentionné. Pour le dire autrement, la démocratie représentative est bien comprise par ces auteurs comme une forme de gouvernement à la fois démocratique et libérale, mais les éléments libéraux en son sein sont conçus de façon restrictive, limités au respect de l'Etat de droit et à l'existence de droits et libertés substantiels pour les individus, ce qui laisse de côté le mécanisme électoral en lui-même.

Cette répartition qui n'est pas spécifique à la transitologie, contribue néanmoins à la remise en question de la typologie classique en matière de régime politique entre totalitarisme, autoritarisme et démocratie : le caractère libéral de la démocratie était implicite, mais son contenu était précisément lié aux différents éléments que nous avons évoqués précédemment (à savoir la tenue d'élections, et l'existence d'une constitution assurant le respect de droit et libertés substantiels). Ne plus considérer l'élection comme un élément libéral (ou mixte) conduit à distinguer deux formes de démocraties libérales²²³ : l'une

ensure that government policies depend on the votes and preferences of citizens. Some measure democracy by a "minimalist" standard like Joseph Schumpeter's: a political system in which the principal positions of power are filled "through a competitive struggle for the people's vote." 2 Yet contemporary applications of this electoral conception heavily overlap with Dahl's polyarchy by also implying the civil and political freedoms necessary for political debate and electoral campaigning »

²²¹ SCHMITTER Philippe C et KARL Terry Lynn, op cit. : « The most popular definition of democracy equates it with regular elections, fairly conducted and honestly counted. Some even consider the mere fact of elections—even ones from which specific parties or candidates are excluded, or in which substantial portions of the population cannot freely participate—as a sufficient condition for the existence of democracy. This fallacy has been called "electoralism" or "the faith that merely holding elections will channel political action into peaceful contests among elites and accord public legitimacy to the winners"—no matter how they are conducted or what else constrains those who win them. »

²²² Schedler A., 1998, « What is Democratic Consolidation ? », *Journal of Democracy*, 9 (2), p. 92.

²²³ Utiliser la conception du mécanisme électoral comme variable unique de classification des formes de démocratie au sein des *democratizations studies* permet ainsi selon nous de faire l'économie des travaux quantitatifs beaucoup plus importants, répertoriant les 550 définitions de la démocratie adoptées au sein de la transitologie puis de la consolidologie. Sur ce point voir : David Collier and Steven Levitsky, « Democracy with Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research », *World Politics* 49 (April 1997): 430-451

minimaliste, reposant sur l'existence d'élections ; l'autre plus développée et conforme aux exigences du libéralisme politique, car elle est respectueuse du constitutionnalisme libéral.

Or l'existence d'élections, même compétitives et intègres, ne garantit pas le respect des exigences du libéralisme politique. On comprend donc le risque comportant à exporter une forme de « démocratie libérale » dépourvue de ces éléments clés du libéralisme – à la fois principe et mécanismes institutionnels²²⁴ – que constituent l'Etat de droit, le respect de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de l'appareil judiciaire, ainsi que l'existence de droits et libertés garantissant l'égalité politique des citoyens. Non seulement la priorité donnée aux aspects formels²²⁵ dans le processus de transition remet en question sa finalité et son caractère démocratique²²⁶, mais les éléments priorisés au sein de ce dispositif ne sont pas garant d'une libéralisation politique. Pourtant, comme nous l'avons mentionné, les échecs empiriques de la transitologie ne vont pas conduire à la remise en question de la définition minimaliste de la démocratie, mais au contraire à la multiplication des catégories et des théories basées sur ce paradigme, pour expliquer l'avènement de ces régimes hybrides à la fois démocratiques (puisqu'ils organisent des élections), et autoritaire – car ces régimes ne sont pas pour autant respectueux du constitutionnalisme libéral. Comme le rappelle Andrea Schedler²²⁷, le problème central de la convergence des critères de définition de la démocratie vers la démocratie « minimaliste » constitue donc le caractère « obscur » de la finalité politique recherché par les *democratization studies* pour ses chercheurs eux-mêmes²²⁸ :

²²⁴ Guilhot Nicolas, Schmitter Philippe C. De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies*. In: *Revue française de science politique*, 50^e année, n°4-5, 2000. pp. 615-632.

²²⁵ Cette priorité découle du cadre épistémologique néo-institutionnaliste, sur lequel nous reviendrons. Sur ce point voir : MILACIC, Slobodan. De l'âge idéologique à l'âge politique. Rue, 2010, vol. 500, no 2010/0023, p. 119. ; Ainsi que GAZIBO Mamoudou, « Le néo-institutionnalisme dans l'analyse comparée des processus de démocratisation », *Politique et Sociétés*, 21, Société québécoise de science politique, 2002, n° 3, p. 139-160.

²²⁶ Thiriot, Céline. « Après les transitions en Afrique, la démocratie ? De l'impasse de quelques adjectifs et les pistes ouvertes par Jean-François Médard », Dominique Darbon éd., *Le comparatisme à la croisée des chemins. Autour de l'œuvre de Jean-François Médard*. Éditions Karthala, 2010, pp. 175-198. « Et de fait, en mettant l'accent sur les règles constitutionnelles, sur le dispositif institutionnel formel et le processus électoral, on définissait des indicateurs qui ne permettaient pas, in fine, d'appréhender la nature de bon nombre de régimes post-transition. Spécifiquement, aller au-delà de la « mise en conformité institutionnelle-formelle » avec le schéma démocratique, opéré de manière opportuniste par bon nombre de dirigeants réformés de l'autoritarisme sans pour autant être convertis à la démocratie, est un cas d'espèce très courant en Afrique »

²²⁷ SCHEDLER Andreas, « What is Democratic Consolidation? », *Journal of Democracy*, 9, 1998, n° 2, p. 91-107. *Democratic consolidation is indeed an intrinsically teleological concept. Yet I think there is nothing inherently wrong with teleology, provided that three conditions are met: First, we have to avoid veiling or obscuring it ; hidden teleology is indeed bad teleology.*

²²⁸ Thiriot, Céline. « Après les transitions en Afrique, la démocratie ? De l'impasse de quelques adjectifs et les pistes ouvertes par Jean-François Médard », op cit : « Certains auteurs dénoncent un « biais démocratisateur » provoqué par l'approche des changements politiques sous cet angle. L'analyse de ces processus, dans lesquels la

l'assimilation *sémantique* de la démocratie libérale à la démocratie a conduit de nombreux auteurs à omettre (voire oublier) leur préférence normative pour la démocratie *libérale*, bien qu'elle transparaît par la réduction théorique de la « démocratie » à un mécanisme représentatif basés sur des élections. Après cette réduction de la démocratie à l'électoralisme, le fossé entre la « démocratie » et l'idéal libéral est néanmoins devenu criant. Toutefois, il n'a pas conduit à une remise en question de l'assimilation de la démocratie à un système électoral, mais à une distinction entre démocratie et démocratie libérale²²⁹. Cette distinction s'appuyant sur un accroissement des critères procéduraux nécessaires pour transformer un régime démocratique en régime *libéral*, n'a toutefois conduit qu'à déplacer le problème. L. Diamond liste ainsi pas moins de neuf composants obligatoires de la démocratie libérale²³⁰, or le caractère relativement inatteignable de ces critères « puisqu'il[s] se révèlent en définitive tellement exigeants qu'il ne se trouverait plus de démocratie nulle part si on les appliquait également partout »²³¹, a nécessairement conduit à l'inflation de catégories de régimes politiques et au développement des théories des régimes hybrides. La notion de la démocratie illibérale s'inscrit donc dans ce double processus, à savoir, la critique de la promotion de la démocratie au sein des *democratizations studies* et la multiplication des catégories de régimes pour pallier l'obsolescence *perçue* de la typologie classique des régimes politiques.

consolidation doit suivre la transition, conduit-elle le chercheur à adopter une position normative qui présuppose une finalité démocratique dans toute stabilisation de régime issu de transition ? Ces critiques, si elles doivent être prises en considération, ont un peu tendance à caricaturer en dénonçant, derrière une démarche, un paradigme qui a du mal à se reconnaître comme tel. »

²²⁹ Par opposition, on peut noter que c'est précisément ce travail de distinction et de réflexion sur les conditions de l'alliance entre représentation et démocratie qui a été réalisée par Hanna Pitkin dans ses recherches sur le concept de représentation : PITKIN Hanna F., *The Concept of Representation*, University of California Press, 1967
PITKIN Hanna Fenichel, « Representation and Democracy », *Scandinavian Political Studies*, 27, 2004.

²³⁰ Dont notamment la limitation constitutionnelle du pouvoir exécutif, le respect du pluralisme politique, l'existence de sources d'information indépendantes et neutres, des droits individuels substantiels, l'égalité politique pour tous les citoyens, l'interdiction des détentions arbitraire et de la torture, etc.

Voir : DIAMOND Larry Jay, « Is the Third Wave Over? », *Journal of Democracy*, 7, 1996, n° 3, p. 20-37.

²³¹ Hermet, Guy. « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique latine /Europe de l'Est », *Revue internationale de politique comparée*, vol. vol. 8, no. 2, 2001, pp. 285-304.

2. Les différentes conceptualisations de la démocratie illibérale dans le sillage de la transitologie

Comme nous l'avons déjà indiqué, bien que la paternité du concept de démocratie illibérale soit systématiquement attribuée à Zakaria, on trouve plusieurs références et conceptualisations de la notion tout au long de la décennie 1990. Derrière ce constat demeure encore cependant, par certains égards, une énigme dans notre travail de recherche²³² que nous n'avons pas la prétention d'avoir entièrement résolue. De par notre approche, et notre problématique de recherche, nous avons principalement cherché à étudier les causes de la conceptualisation de l'illibéralisme dans une perspective interprétative, afin d'éclairer le « pourquoi » et le « comment » du succès de cette notion. De fait, l'existence d'une pluralité de conceptualisations de la démocratie illibérale génère une série d'interrogations, qui nécessite une comparaison des premiers travaux sur l'illibéralisme afin de comprendre si la référence au terme « illibéral » relève d'un « simple » usage ordinaire du langage ou si elle revêt des aspects normatifs ou analytiques c'est-à-dire savant. Cette comparaison aurait gagné à être approfondie, en incluant notamment la conceptualisation de la démocratie illibérale de Rosanvallon. Toutefois, en raison de l'inscription du travail de Rosanvallon dans une discipline distincte – l'histoire et non la science politique – et de sa visée nationale et non internationale, nous avons préféré nous concentrer sur les travaux nord-américains des années 1990 afin de mettre en exergue leurs points de convergences et de divergences. Nous avons donc fait le choix de nous concentrer sur la comparaison entre l'ouvrage codirigé par Daniel Bell « *Towards illiberal democracy in Pacific Asia* » paru en 1995 et l'ouvrage de Fareed Zakaria « *The future of freedom : illiberal democracy at home and abroad* » paru en 2003, bien que leur registre éditorial (et leur prétention) diffère sensiblement puisque le premier est un ouvrage académique au sens strict du terme, alors que le second est un essai²³³. Par ailleurs, l'intérêt de cette comparaison peut être appuyé par les trajectoires politiques personnelles de

²³² En l'absence de travaux comparatifs ou de mentions de cette pluralité, nous avons ainsi découvert ces premiers travaux de façon détournée, en nous intéressant à la place du régime Singapourien dans les travaux sur l'illibéralisme.

²³³ Nous n'ignorons donc pas que les contraintes éditoriales attenantes au genre de l'essai ont affectées la construction du propos de l'ouvrage et sa qualité argumentative. Ainsi, comme nous le verrons, Zakaria à l'inverse de Bell, n'engage aucun dialogue avec les penseurs et intellectuels du libéralisme contemporain, ses citations étant réservés aux pères fondateurs américains et aux figures les plus importantes du libéralisme classique tels que Montesquieu ou Tocqueville.

Bell et Zakaria. La sympathie de Bell pour un communautarisme confucéen, déjà perceptible dans les chapitres qu'il rédige en 1995, s'est progressivement transformé en une défense du néoconfucianisme et du modèle méritocratique chinois²³⁴. Sa critique communautarienne du libéralisme déjà perceptible dans ses premiers ouvrages²³⁵, s'est ainsi renforcée dans une perspective conservatrice à la fois anti-libérale et anti-démocratique²³⁶. À l'opposé, Zakaria se décrit comme un défenseur du libéralisme, et un critique du populisme et de la tyrannie de majorité. Ses prises de position en tant qu'auteur, présentateur sur CNN et éditorialiste au *Washington Post* témoignent toutefois de son attachement à un libéralisme « classique » conservateur qui le distingue du libéralisme philosophique contemporain, en particulier dans sa version nord-américaine. En tant que spécialiste de relations internationales, les prises de positions de Zakaria ont surtout trait à la politique étrangère américaine, qu'il conçoit dans une perspective néo-réaliste, ce qui l'a conduit à adopter une ligne proche de celle des néoconservateurs dans le début des années 2000 avant d'être plus critique à leur encontre, en dénonçant l'impasse de l'unilatéralisme états-unien dans son ouvrage «*The Post American world* » paru en 2009. Zakaria a également pris régulièrement position contre Donald Trump et le tournant « populiste » pris par le parti républicain, tout en critiquant le laxisme des démocrates sur la sécurité et la question migratoire²³⁷, ce qui l'oppose frontalement aux théories libérales égalitaristes développées par Rawls²³⁸ et Shklar²³⁹. A priori, on peut donc constater l'existence d'une rivalité politique entre les deux intellectuels se vérifie sur le plan sémantique dans leurs références au terme de libéralisme – qui est invariablement positive dans le cas de Zakaria, et critique voire hostile dans le cas de Bell. Néanmoins, la comparaison de leurs travaux permet de révéler plusieurs points de convergences entre les deux auteurs. Cette comparaison permet ainsi de comprendre les implications concrètes de l'emploi de grammaires du libéralisme concurrentes, car elle éclaire les contradictions entre les différentes conceptualisations de l'illibéralisme qu'elles génèrent.

²³⁴ Sur ce point, voir : « Departing from the Liberal Framework , An Interview with Daniel A. Bell », Emilie Frenkiel : <https://lavedesidees.fr/Choosing-Confucianism-Departing-from-the-Liberal-Framework>

²³⁵ BELL Daniel, *Communitarianism and Its Critics*, Oxford University Press, 1993.

²³⁶ HUANG Yushun, « A Critical Discussion of Daniel A. Bell's Political Meritocracy », *Journal of Chinese Humanities*, 4, Brill, 2018.

²³⁷ ZAKARIA, Fareed, « Democrats need to admit that they're wrong on immigration », *The Washington Post*, 15 septembre 2023 : <https://www.washingtonpost.com/opinions/2023/09/15/immigration-democrats-errors-voters/>

²³⁸ RAWLS, John et AUDARD, Catherine. *Théorie de la justice*. éd. du Seuil, 1987.

²³⁹ SHKLAR, Judith N. *The faces of injustice*. Yale University Press, 1990.

2.1 La démocratie illibérale de Fareed Zakaria: prévenir la remise en question du libéralisme par la démocratie

« Ce dont nous avons politiquement besoin aujourd'hui, ce n'est pas de plus de démocratie, mais moins »²⁴⁰ par cette phrase, Fareed Zakaria ravive de façon polémique la lutte contre les progrès de la démocratisation dans les partis conservateurs européens du XVIII^e siècle. Spécialiste des relations internationales, ancien rédacteur en chef du Foreign affairs, ce disciple de Huntington a développé dans cet ouvrage ainsi que dans un article paru en 1997 dans *Foreign affairs* « *the rise of illiberal democracy* » sa propre conception de la démocratie libérale, et son antithèse, la démocratie illibérale. Pour Zakaria, il s'agit donc, alors que la « démocratie » s'est répandue sur la majeure partie de la planète et qu'on pense qu'elle constitue la « fin de l'histoire », de s'assurer que cette dernière ne se transforme pas en un régime illibéral. En effet, la démocratie constitue pour Zakaria un régime dangereux, « *source d'érosions des libertés, d'abus de pouvoir* »²⁴¹. Pour Zakaria, il convient donc d'abandonner la promotion d'une démocratie considérée comme intrinsèquement tyrannique si elle n'est pas encadrée par le libéralisme : « *La démocratie sans le libéralisme constitutionnel n'est pas simplement insuffisante : elle est dangereuse, source d'érosion des libertés, d'abus de pouvoir* »²⁴². En écho aux propos précités de Schedler, Zakaria critique donc les *democratizations studies* pour avoir fait de la promotion de la démocratie une priorité en lieu et place du libéralisme, au point que selon lui, il est désormais préférable de promouvoir la dictature libérale comme modèle²⁴³. Pourtant – et c'est le paradoxe que nous tentons de rendre intelligible – les travaux de Zakaria se caractérisent par une adhésion complète à l'ensemble des postulats les plus critiqués de la transitologie, puisque la démocratie est réduite à la simple

²⁴⁰ « What we need in politics today is not more democracy but less ». ZAKARIA Fareed, *The Future of Freedom*, W.W. Norton, 2003. p223

²⁴¹ ZAKARIA Fareed, « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, 99, Gallimard, 1998.

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ « Or les gouvernements devraient être jugés à l'aune du libéralisme constitutionnel aussi bien que des élections. Les libertés économiques, civiles et religieuses sont au cœur de l'autonomie et de la dignité de l'homme. Qu'un gouvernement étende régulièrement ces libertés dans le cadre d'une démocratie restreinte, gardons-nous de le taxer de dictature. Malgré la limitation des choix politiques, des pays comme Singapour, la Malaisie et la Thaïlande offrent à leurs citoyens un meilleur cadre de vie, de liberté et de bonheur que des dictatures comme l'Irak et la Libye ou des démocraties illibérales comme la Slovaquie ou le Ghana. Les pressions du capitalisme mondial peuvent faire avancer la libéralisation ». *Ibid.*, p25

existence « d'élections multipartites »²⁴⁴. De même, on constate que Zakaria adhère aux postulats (et aux implications politiques) des théories de la modernisation, mais uniquement lorsqu'elles reposent sur le développement d'un capitalisme dérégulé, et non d'un modèle de développement stato-centré²⁴⁵. Conséquemment, pour Zakaria, la démocratie s'est bien imposée sur l'ensemble du globe, toutefois ce n'est pas le cas du libéralisme comme le montre l'exemple du Venezuela ou la Russie. Les régressions autoritaires observées au sein de ces Etats sont ainsi interprétées comme la partie émergée d'un phénomène plus global d'émergence de l'illibéralisme :

« Naturally, illiberal democracy runs along a spectrum, from modest offenders such as Argentina to near-tyrannies such as Kazakhstan, with countries such as Ukraine and Venezuela in between. Along much of the spectrum, elections are rarely as free and fair as in the West today, but they do reflect popular participation in politics and support for those elected. The mixture of democracy and authoritarianism varies from country to country—Russia actually holds freer elections than most—but all contain these seemingly disparate elements. The only data base that scores countries separately on their democratic and constitutional records shows a clear rise in illiberal democracy over the last decade. In 1990 only 22 percent of democratizing countries could have been so categorized; in 1992 that figure had risen to 35 percent; in 1997 it was 50 percent, from which peak it has since declined somewhat. Still, as of this writing close to half of the “democratizing” countries in the world are illiberal democracies. Yet some call it simply a passing phase, the growing pains that young democracies must endure. The Economist has argued that constitutional liberalism “is more likely to occur in a democracy.” But is this commonly asserted view true? Do elections in places

²⁴⁴ Depuis le temps d'Hérodote, la démocratie désigne le pouvoir du peuple. Mais, ainsi que l'a souligné Samuel Huntington, c'est tout ce qu'elle signifie : 'Les élections ouvertes, libres et équitables, sont l'essence de la démocratie, l'incontournable sine qua non. Les gouvernements issus des élections peuvent être inefficaces, corrompus et incapables d'adopter les politiques qu'exige le bien public. Ces caractéristiques rendent ces gouvernements indésirables, elles ne les rendent pas antidémocratiques. La démocratie est une vertu publique, elle n'est pas la seule.' Dès lors qu'un pays organise des élections multipartites, nous le qualifions de démocratique. ». *Ibid*, p18

²⁴⁵ « For liberal democracy the best economic growth is capitalist growth. Marx was among the first to recognize this when he observed that capitalism produced as its favored form of government, bourgeois democracy (of course he didn't mean this as a compliment). Marx argued that capitalism threw up an entrepreneurial bourgeoisie that inevitably destroyed the old aristocratic order and established one that protected property, contracts, rules, and other liberties. Where the bourgeoisie does not have such a character, as in nineteenth-century Germany, the society remains unreformed. Consider Latin America. Through much of the twentieth century, business in Latin America grew through a kind of state-sponsored capitalism. Local oligarchs allied with the military and bureaucracy and protected their industries, creating a Byzantine structure of tariffs and regulations that kept the powerful fat and happy. This system impeded genuine economic development and was bad for politics as well. The broader business class remained weak and subservient to the state. Until recently Latin American political development was a variation of the nineteenth-century German model. It is no accident that the one Latin American country that moved first and most strongly away from that tradition and toward free markets and free trade is now its most successful economy and stable country: Chile ». ZAKARIA Fareed, *The Future of Freedom*, W.W. Norton, 2003. p66

such as Central Asia and Africa open up political space in a country, forcing broader political, economic, and legal reforms? Or do these elections provide a cover for authoritarianism and populism? ». ²⁴⁶

Pour Zakaria, l'illibéralisme est donc principalement conceptualisé de façon négative comme la remise en question du libéralisme. Cette remise en question est pensée comme la résurgence naturelle de la nature tyrannique du gouvernement de la majorité, qui est pensé dans la continuité de Platon et Madison :

« The tension between constitutional liberalism and democracy centers on the scope of governmental authority. Constitutional liberalism is about the limitation of power; democracy is about its accumulation and use. For this reason, many eighteenth- and nineteenth-century liberals saw democracy as a force that could undermine liberty. The tendency for a democratic government to believe it has absolute sovereignty (that is, power) can result in the centralization of authority, often by extraconstitutional means and with grim results. What you end up with is little different from a dictatorship, albeit one that has greater legitimacy.

(...)

If the first source of abuse in a democratic system comes from elected autocrats, the second comes from the people themselves. James Madison explained in the Federalist Papers that “the danger of oppression” in a democracy came from “the majority of the community.” Tocqueville warned of the “tyranny of the majority,” writing, “The very essence of democratic government consists in the absolute sovereignty of the majority.” This problem, alive and urgent to Madison and Tocqueville, may seem less important in the West today because elaborate protections for individual and minority rights exist here. But in many developing countries, the experience of democracy over the past few decades has been one in which majorities have—often quietly, sometimes noisily—eroded separations of power, undermined human rights, and corrupted longstanding traditions of tolerance and fairness ». ²⁴⁷

La conceptualisation de l'illibéralisme de Zakaria repose donc au premier abord sur une définition restrictive et historique du libéralisme, fidèle à une interprétation conservatrice du libéralisme classique. La conjugaison de sa définition très large du régime démocratique et de sa conception restrictive du libéralisme ²⁴⁸ conduit toutefois à un certain nombre de contradictions, tant dans l'édifice conceptuel de ses ouvrages que dans ses descriptions et analyses du monde contemporain, comme le relève Diamond dans la recension critique de

²⁴⁶ *Ibid.* P88

²⁴⁷ *Ibid.* p94

²⁴⁸ Sur ce point, voir : Michaël Foessel, « La démocratie illibérale n'existe pas », AOC, 5 mars 2018.

son ouvrage²⁴⁹. Dans la continuité des auteurs de la transitologie adhérant à la définition minimaliste de la démocratie, la conceptualisation de l'illibéralisme de Zakaria conduit à une disparition de la distinction entre démocratie et autoritarisme. Loin de remettre en question l'électoratisme, les transformations politiques autoritaires des Etats de la *third wave* justifient au contraire l'association de la démocratie à l'autoritarisme. Ces régressions autoritaires ne sont donc pas attribuées à une mauvaise exportation d'un « design » institutionnel électoraliste au caractère démocratique superficiel, mais au contraire à ses effets démocratisant. L'assimilation de la démocratie à un gouvernement représentatif majoritaire pensée par certains libéraux comme un moyen d'en limiter les excès, est donc paradoxalement assimilée dans ses travaux à un régime électoraliste désormais considéré comme illibéral²⁵⁰. La notion de démocratie illibérale telle que développée par Zakaria traduit donc bien l'existence d'un retournement conceptuel complet quant à la démocratie : alors qu'elle était implicitement considérée comme libérale par les chercheurs et intellectuels de la guerre froide du fait de sa nature représentative, elle est désormais décrite comme illibérale. Comme l'a mentionné Rosanvallon, la conceptualisation de l'illibéralisme de Zakaria est donc profondément anachronique parce qu'elle s'inscrit dans la continuité d'une critique libérale classique de la démocratie, qui vise le modèle démocratique antique, ou Rousseauiste²⁵¹. Or cette critique s'adresse historiquement à la *démocratie des anciens* basée sur l'autogouvernement et le rejet du mécanisme électif. Les citations des pères fondateurs américains chéris par Zakaria révèlent ainsi le biais anachronique qui justifie pourtant la référence au terme « illibéral » dans son œuvre – puisque la démocratie critiquée par Madison n'est pas celle du gouvernement représentatif contemporain, mais d'Athènes.

²⁴⁹ « The Future of Freedom is not a systematic or in any way scientific treatment of the subject. The book is bereft of any quantitative data on trends in freedom (readily available from Freedom House, for example), and much of the world is treated in brief, staccato fashion, if at all. Particularly disappointing is a general ignorance of Africa and a specific neglect of the wide variation in regime trajectories on the continent. Latin America—save for Venezuela, which under Hugo Chávez has become a kind of poster child for populist, illiberal democracy run amok—gets barely more attention. Yet there are parts of the world that Zakaria knows well and dissects with penetrating insight, above all the Middle East and his own native India. » DIAMOND, Larry Jay. The illusion of liberal autocracy. *Journal of Democracy*, 2003, vol. 14, no 4, p. 167-171.

HERMET Guy, *Aux frontières de la démocratie*, FeniXX, 1983.²⁵⁰ Définition minimaliste qui est d'ailleurs précisément qualifié de descriptive et non normative par F. Zakaria : « *Mais aller au-delà de cette définition minimaliste. pour ne parler de démocratie que si un pays garantit un catalogue de droits sociaux, politiques, économiques et religieux, c'est faire du mot démocratie une marque honorifique plutôt qu'une catégorie descriptive* », *ibid.*

²⁵¹ ROSANVALLON Pierre, *La démocratie inachevée*, Gallimard, 2003.

On observe un biais similaire dans la conception du libéralisme de Zakaria, puisque sa grammaire du libéralisme est basée sur une synthèse entre constitutionnalisme libéral et capitalisme. La définition du libéralisme de Zakaria repose donc *a priori* sur une conception courante du libéralisme classique et de ses exigences en matière de contrepouvoirs, de limitation du rôle de l'Etat et d'hostilité vis-à-vis de la tyrannie de la majorité²⁵² ; et sur une apologie du capitalisme, du marché et des libertés civiles économiques « au cœur de l'autonomie et de la dignité de l'homme »²⁵³. Or, son apologie du libéralisme constitutionnel reste subordonnée à la promulgation du marché et du développement économique, la valeur du constitutionnalisme est donc indexée sur sa capacité à garantir le développement économique :

« Le gouvernement constitutionnel est la clé de la réussite d'une politique de réforme économique. L'expérience de l'Asie de l'Est et de l'Europe centrale donne à penser que, lorsque des régimes autoritaires, comme en Asie de l'Est, ou démocratico-libéraux, à l'instar de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque protègent les droits individuels (y compris les droits de propriété et les droits contractuels) et créent un cadre juridique et administratif, le capitalisme et la croissance s'ensuivront ». ²⁵⁴

La priorité doit donc être donnée à l'économie et à la mise en place d'une économie de marché dérégulée²⁵⁵ : « *emprunter la voie du capitalisme est, comme nous l'avons vu, le plus sûr chemin vers la création d'un Etat responsable aux pouvoirs limités* », à l'image de ce qui a été réalisé en Espagne, au Portugal, en Corée du sud et au Chili. Conformément à sa remise en question de la typologie classique des régimes et à son adhésion à la théorie de la modernisation « néolibérale », la dictature ou « l'autoritarisme libéral » est jugée préférable à la démocratie pour Zakaria. Comme le montre l'exemple des « dragons » asiatiques – en particulier Singapour – un régime non-démocratique est plus favorable à la croissance

²⁵² « *La démocratie sans le libéralisme constitutionnel n'est pas simplement insuffisante : elle est dangereuse, source d'érosion des libertés, d'abus de pouvoir* », *ibid.*

²⁵³ *Ibid.*

²⁵⁴ ZAKARIA Fareed, « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, 99, Gallimard, 1998.

²⁵⁵ Sur ce point, voir plus particulièrement les passages de son ouvrage p189-194, p302-303 et p318. Les différents passages en question témoignent d'une adhésion complète aux théories de l'école des choix publics (école de Virginie) en matière d'intervention économique et façon plus générale au monétarisme de la deuxième génération de l'école de Chicago. Zakaria promeut explicitement l'indépendance totale des banques centrales, l'austérité budgétaire, la dérégulation économique et la remise en question de la politique anti-trust.

économique et au capitalisme. Le terme de dictature est lui-même relativisée pour décrire ces régimes « libéraux »²⁵⁶. La conception du libéralisme de Zakaria basée sur le primat de la *rule of law* entre donc en contradiction avec sa promotion de l'autoritarisme (néo)libéral comme le rappelait déjà Diamond en 2003 :

« The modernizing authoritarian regimes to which Zakaria points (and, one could add as he does elsewhere in the book, Singapore—a regime whose performance he much admires—and Indonesia under Suharto) protected property rights, adjudicated commercial disputes, maintained order and predictability, avoided the raw terror and predation of brute dictatorship, and allowed freedom of worship and travel. In short, people were free to live their lives, so long as they did not organize opposition political parties, challenge the structure of power, or demand accountability and political freedom. But can we say that these authoritarian regimes had a "rule of law" when the press was tightly controlled, dissidents and protesters were jailed without fair trials, intellectuals and activists were pervasively monitored by intelligence agencies, and at some moments people were massacred during peaceful protests? These capitalist authoritarian regimes may have promoted economic freedom and progress, but they were not liberal in the full sense in which Zakaria and most of his readers understand the term. And thus we encounter the fundamental flaw in his thesis, raised in many critiques of his Foreign Affairs article but hardly addressed or repaired in this expanded treatment »²⁵⁷.

En résumé, la conceptualisation du libéralisme de Zakaria est incohérente, bien qu'elle soit cohérente avec la conception néolibérale du libéralisme comme nous le verrons par la suite. Par conséquent, la grille d'analyse de Zakaria ne peut qu'être source de confusions et de malentendus, puisqu'un régime autoritaire peut être qualifié de « libéral » ou de conforme au libéralisme constitutionnel en fonction de son adhésion à l'économie de marché, et non en fonction de son respect du pluralisme ou de la séparation des pouvoirs, puisque la liberté politique n'est plus considérée comme une liberté « individuelle » première. Conséquemment, il apparaît particulièrement paradoxal que la Hongrie et la Pologne soient décrites aujourd'hui comme des démocraties illibérales par Zakaria, alors qu'elles ont été les anciens meilleurs élèves d'une transitologie placée sous le signe de l'exportation de la

²⁵⁶ « Or les gouvernements devraient être jugés à l'aune du libéralisme constitutionnel aussi bien que des élections. Les libertés économiques, civiles et religieuses sont au cœur de l'autonomie et de la dignité de l'homme. Qu'un gouvernement étende régulièrement ces libertés dans le cadre d'une démocratie restreinte, gardons-nous de le taxer de dictature. Malgré la limitation des choix politiques, des pays comme Singapour, la Malaisie et la Thaïlande offrent à leurs citoyens un meilleur cadre de vie, de liberté et de bonheur que des dictatures comme l'Irak et la Libye ou des démocraties illibérales comme la Slovaquie ou le Ghana. Les pressions du capitalisme mondial peuvent faire avancer la libéralisation ». Ibid, F. Zakaria, *l'Avenir de la liberté*.

²⁵⁷ DIAMOND Larry Jay, « The Illusion of Liberal Autocracy », *jad*, 14, Johns Hopkins University Press, 2003.

démocratie de marché²⁵⁸ – et que Viktor Orbán déclare régulièrement s’inspirer du modèle économique et politique Singapourien²⁵⁹.

2.2 Des conceptualisations de la démocratie illibérale concurrentes : la démocratie illibérale chez Donald Emerson, Pierre Rosanvallon et Daniel A. Bell

Pour achever ce portrait des premières conceptualisations de la démocratie illibérales, il convient de comparer les définitions de la démocratie, du libéralisme et de l’illibéralisme adoptées par Zakaria, à l’ouvrage co-dirigé par Bell. En effet, bien que les travaux d’Emmerson, Diamond et Rosanvallon permettent également d’éclairer les raisons du succès de l’ouvrage de Zakaria (et les débats doctrinaux sur la pertinence de l’illibéralisme), leur portée et leur visée plus restreinte limite la pertinence de la comparaison²⁶⁰.

a) Des précédents méconnus : la démocratie illibérale chez Pierre Rosanvallon et Donald Emerson

En effet, la visée des travaux de P. Rosanvallon est limitée à la généalogie du caractère « illibéral » de la culture politique française, qui rejetterait par principe la philosophie libérale. Cette incompatibilité avec le libéralisme remontant au jacobinisme impliquerait une « disqualification des corps intermédiaires »²⁶¹ et elle induirait une tentation permanente envers le bonapartisme, dont la culture républicaine ne serait qu’une version aseptisée et édulcorée. Pour Rosanvallon, la démocratie illibérale est donc un synonyme de césarisme ou de bonapartisme, donc de régime autoritaire. Il s’agit d’un régime reposant sur le mécanisme du plébiscite comme moyen d’abolition de l’espace entre gouvernants-gouvernés à travers la figure de l’Homme-peuple. Cette incarnation justifierait l’abolition des contrepouvoirs et des

²⁵⁸ Hermet, Guy. « Chapitre 4. L’installation de la démocratie », , *Exporter la démocratie ?* sous la direction de Hermet Guy. Presses de Sciences Po, 2008, pp. 73-90.

²⁵⁹ « Prime Minister Viktor Orbán’s Speech at the 25th Bálványos Summer Free University and Student Camp », sur *Government* [en ligne], « Singapore’s success is an encouragement for Hungary », sur *Government* [en ligne]. : <https://2015-2019.kormany.hu/en/the-prime-minister/news/singapore-s-success-is-an-encouragement-for-hungary>

²⁶⁰ De fait, on ne trouve aucune référence à ces articles et ouvrages dans les travaux de Zakaria ; tandis que Bell cite l’ouvrage de Zakaria dans ses travaux plus récents.

²⁶¹ ROSANVALLON, Pierre. Fondements et problèmes de l’illibéralisme français. *Revue des sciences morales & politiques*, 2001, vol. 1, p. 21-40.

checks and balances constitutionnelles, dont le second empire constituerait l'idéal-type. Il convient toutefois de noter une certaine cohérence entre leurs définitions de la démocratie illibérale. Pour Rosanvallon comme pour Zakaria, la démocratie peut être associée à un système électoral fermé, sans libertés politiques ; alors que l'illibéralisme est pensé comme une remise en question du constitutionnalisme libéral. Néanmoins, contrairement à Zakaria et Bell, la définition du libéralisme (ou de l'illibéralisme) de Rosanvallon n'inclut pas un volet économique c'est-à-dire l'existence d'une économie de marché capitaliste, qu'elle soit dérégulée ou « patronnée » par l'Etat. Nous reviendrons ultérieurement sur cette question, car elle permet d'éclairer les tensions entre les différentes conceptualisations de l'illibéralisme, puisque à l'image du régime singapourien, le Second Empire fait l'objet d'une labellisation ambivalente, ce dernier étant également décrit comme un autoritarisme libéral et modernisateur²⁶².

On peut cependant parler d'une relative confidentialité s'agissant de la conceptualisation de la démocratie illibérale proposée par Rosanvallon dans son ouvrage « La Démocratie inachevée » paru en 2000. Sa connaissance est limitée à la sphère académique francophone, et si Rosanvallon s'est lui-même livré à la critique de l'ouvrage de Zakaria que nous avons énoncé plus haut, on peut souligner que cette dernière n'a pas été entendue, puisque l'œuvre de Rosanvallon quand elle est citée, ne l'est donc qu'en complément de celle de Zakaria²⁶³. Cette confidentialité ne s'explique toutefois pas uniquement par la délimitation « nationale » des travaux de Rosanvallon puisqu'elle s'étend à plusieurs conceptualisations de la démocratie illibérale au sein des *democratizations studies* comme celles d'Emmerson et de Bell. De fait, l'emploi du terme « illibéral », sans être courant, est relativement ordinaire au sein de la transitologie et plus largement de la science politique Etats-Unienne, ce qui exclut l'hypothèse selon laquelle le succès de la notion serait causée par une innovation sémantique²⁶⁴. Avant la parution de l'article de Zakaria en 1997, le faible intérêt pour la notion – quand elle est conceptualisée et que le terme illibéral est employé de façon réflexive – semble

²⁶² A titre d'exemple, voir : HERMET, Guy. Aux frontières de la démocratie. Presses universitaires de France, 1983. BARJOT, Dominique et ANCEAU, Eric. L'Empire libéral: Essai d'histoire globale. L'Empire libéral, 2021, p. 1-374.

²⁶³ A titre d'exemple, voir : LAUNAY Stephen, « Le (néo)populisme de Hugo Chávez », *Cités*, n° 49, Presses Universitaires de France, 2012. ; « Pologne, Hongrie... ces démocraties « illibérales » qui remettent en cause l'État de droit ». 2018. Le Monde.fr.

²⁶⁴ A titre d'exemple, voir les emplois du terme illibéral dans DAHL Robert A., *Polyarchy*, Yale University Press, 1971. pour décrire les régimes communistes. Le caractère ordinaire du terme illibéral est illustré par son identité avec celui d'antilibéralisme, dont il n'est qu'une simple alternative dans la langue anglaise.

d'ailleurs s'expliquer par les confusions qu'elle suscite avec les concepts déjà existants et sa participation à une inflation conceptuelle dénoncée au sein de la transitologie :

« If we take seriously Collier and Levitsky's (1996) appeal to work to clear away the mounting conceptual clutter in comparative democratic studies, it is useful for any effort at a typology of regimes to orient itself to other concepts, particularly 'diminished subtypes' of democracy. Those subtypes that are missing the attribute of free elections or relatively fair multiparty contestation clearly fall into my category of 'pseudodemocracies.' Those that have real and fair multiparty competition but with limited suffrage are not neatly placed in this framework and would seem to constitute a separate type of 'exclusionary,' 'oligarchic,' or 'limited suffrage' democracy. While this is a distinct regime type, it is not relevant to an analysis of regime variation in the third wave, because almost invariably, electoral regimes since the mid-1970s have been based on universal suffrage. Those regimes that are diminished by the absence of adequate civil liberties or civilian control of the military may nevertheless be electoral democracies; this is the case with what Terry Karl refers to as the 'hybrid' regimes of Central America (1995, 80–81).

(...)

Careful attention should be paid to empirical application of concepts, however. For example, Donald Emerson's category of "illiberal democracy" would seem to be coincident with 'electoral democracy' in my framework, and indeed it could be said that a principal reason why these regimes are merely 'electoral' democracies is because they are illiberal. However, as he applies the concept to Southeast Asia, and especially to the two regimes he classifies as 'one-party democracies,' Singapore and Malaysia, the convergence with my own framework breaks down. Civil and political freedoms are so constrained in these two countries that the minimum criterion of electoral democracy—a sufficiently level electoral playing field to give opposition parties a chance at victory—is not met»²⁶⁵.

La notion d'illibéralisme soulève donc des difficultés dès le milieu des années 1990 en raison de son *air de famille* avec la notion d'autoritarisme. Pour le comparatiste mobilisant la typologie classique des régimes politique, la notion de démocratie illibérale ne conduit qu'à brouiller la distinction entre démocratie (libérale) et autoritarisme compétitif ou modéré. De fait, l'intérêt à conceptualiser l'illibéralisme est ailleurs. Il se trouve dans le langage ordinaire et dans une lecture civilisationnelle²⁶⁶ (ou particulariste au sens communautaire du terme) des régimes politiques :

²⁶⁵ DIAMOND, Larry Jay. *Is the third wave of democratization over?: An empirical assessment*. Helen Kellogg Institute for International Studies, 1997. P18-19

²⁶⁶ Nous reviendrons plus en détail sur l'importance de cette lecture civilisationnelle de l'illibéralisme, qui vise à remettre en question la thèse de la fin de l'histoire dans la continuité du *Choc des civilisations* décrits par S. Huntington.

« However self-serving their formulations may be, Mahathir and Lee are in effect, inviting us to reconsider our oxymorons. As descriptions of reality, are concepts such as 'liberal autocracy' or 'illiberal democracy' really contradictions in terms? Or, to put the matter more contingently, how useful is it to rule out these combinations? Insofar as liberalism means individual freedom and democracy means majority rule, liberal democracy is itself rife with internal tension between the potential for disorder, even anarchy, in unbridled individual freedoms and the potential for order, even dictatorship, in unchecked majority rule »²⁶⁷.

Si on laisse de côté la problématique de la réduction de la démocratie à l'électoratisme (et les enjeux conceptuels et empiriques qu'elle soulève) qui résulte du retournement conceptuel que nous avons décrit précédemment ; il apparaît nécessaire d'interroger la relation conceptuelle entre libéralisme et illibéralisme, car la justification de l'emploi du terme d'illibéralisme pour Emerson se trouve dans sa description d'une « culture » non occidentale. La place centrale du régime Singapourien dans les premiers travaux sur l'illibéralisme s'explique donc non pas par une controverse quant au degré d'autoritarisme ou de coercition politique exercée par le régime – puisque seul Zakaria la relativise – mais par le fait qu'il incarne une incompatibilité supposée entre valeurs occidentales et asiatiques.

b) La conceptualisation de la démocratie illibérale de Daniel A. Bell

Comme nous l'avons mentionné, la faible réception connue par l'ouvrage *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia* codirigé par D. A. Bell, D. Brown, K. Jayasuriya et D. M. Jones au sein de la transitologie (et aujourd'hui au sein des *illiberalism studies*) constitue une énigme, bien qu'elle éclaire rétrospectivement la méconnaissance de l'importance du régime Singapourien dans la conceptualisation de l'illibéralisme²⁶⁸. En effet, l'ouvrage paru en 1995 éclaire de façon cruciale les tensions et les enjeux inhérents dans la référence à un terme aussi contesté idéologiquement que celui de libéralisme ; car l'ouvrage fournit une image symétriquement opposée – et en même temps cohérente – de la relation entre illibéralisme et libéralisme décrite par Zakaria. Ainsi, l'ouvrage préfigure l'objectif poursuivi par F. Zakaria, puisqu'il vise explicitement à dénoncer et à pallier les impasses de la transitologie²⁶⁹. On trouve donc au

²⁶⁷ EMMERSON Donald K., « Region and recalcitrance », *The Pacific Review*, 8, 1995. p239

²⁶⁸ Le caractère « accidentel » de la découverte des travaux de D. A. Bell sur la démocratie illibérale lors de nos premières années de recherche nous semble révélateur, puisque c'est en remontant la piste de la mention d'un modèle chinois et singapourien dans le discours donné par V. Orbán en 2014 que nous avons cherché au sein de la littérature un parallèle entre les régimes hongrois et singapourien.

²⁶⁹ « The recognition that Asian democratization was intrinsically problematical came not just from the examination of the particular issues which each of us explored in our papers, but also from the experience of

sein de l'ouvrage une critique simultanée des théories « modernisatrices » basées sur le paradigme développementaliste²⁷⁰, de l'électoralisme et de l'adhésion à la thèse de la fin de l'histoire de Fukuyama. Le cadre conceptuel de la transitologie est donc décrit comme inopérant, c'est-à-dire incapable d'expliquer les changements politique des Etats d'Asie du sud-est, ce qui est attribuable à une « adhésion aveugle »²⁷¹ au caractère universel de la démocratie libérale occidentale. En effet, pour les co-auteurs de l'ouvrage, la croissance économique et la mise en place de systèmes électoraux n'ont pas conduit à une « libéralisation » des sociétés et des Etats d'Asie du sud-est en raison de plusieurs facteurs liés à l'incompatibilité entre culture confucéenne et libéralisme.

De fait, la thèse défendue par Bell consiste à dénoncer le caractère « occidental » de la définition implicitement libérale de la démocratie. Pour Bell, le libéralisme – apparu avant la démocratie à l'époque moderne – a modelé la compréhension que nous avons de la démocratie en l'assimilant à l'égalité, au pluralisme et à une conception individualiste de la liberté, comprise comme autonomie individuelle. Bell mobilise ainsi une grammaire « progressiste » du libéralisme basée sur une lecture de Rawls, Dahl et Kymlicka. Contrairement à Zakaria, Bell associe donc le libéralisme au *high liberalism* c'est-à-dire au courant dominant du libéralisme philosophique nord-américain de la seconde moitié du XXe. Par conséquent selon Bell – qui rejoint sur ce point Emerson et Lee Kuan Yew – le libéralisme est inconciliable avec la culture confucéenne dominante en Asie du sud-est. En effet, selon Bell et les co-auteurs de l'ouvrage, le confucianisme défend non l'égalité, mais une conception hiérarchique de la société, et il met l'accent sur les devoirs et obligations des individus et non leur liberté ou leur autonomie. Bell oppose donc l'individualisme libéral et égalitaire au paternalisme confucéen. Singapour est ainsi décrit comme l'archétype de la société

living and working in Singapore. Singapore is unique in East and Southeast Asia in the extent to which its managerial state is able effectively to engineer the economic, cultural and political behaviour of its society. But it is this very characteristic which makes it the paradigmatic Asian polity. It exhibits in an exaggerated form both the managerialism, and the tensions arising from that managerialism, which constitute the problematical politics of Asian democratization. Certainly, these problems manifest themselves differently in each state; in the parliamentary confrontations of Taiwan and the aggressive money politics of Malaysia, as well as in the anxiety of Singaporean politics. » BELL, Daniel A., BROWN, David, JAYASURIYA, Kanishka, et al. *Towards illiberal democracy in Pacific Asia*. Palgrave Macmillan UK, 1995. pVII

²⁷⁰ « In contrast to the universalist claim that economic modernization - read as liberal capitalism - inevitably flowers into a vibrant civil society and an open political system, it will be argued that the overwhelming dominance of state power in the economic and social life of economically modernized East and Southeast countries diminishes the possibility of a liberal route to democracy. » p9

²⁷¹ BELL Daniel A. et JAYASURIYA Kanishka, « Understanding Illiberal Democracy », in *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia*, Palgrave Macmillan UK, 1995, p1.

confucéenne basée sur des valeurs – le communautarisme, le familialisme, le consensus et l’harmonie sociale et religieuse²⁷² – mise en avant par l’Etat, ce qui contrevient nécessairement à la neutralité de l’Etat libéral dans la définition du « bien »²⁷³²⁷⁴. Par conséquent, le libéralisme est impossible à exporter en Asie du sud-est pour Bell, bien que cela n’empêche pas le développement de la démocratie et de l’économie de marché capitaliste.

En effet, pour D. A. Bell et K. Jayasuriya, il convient de dénoncer le caractère ethnocentrique des théories de la modernisation démocratique, car la croissance économique et la modernisation des sociétés d’Asie du sud-est n’ont pas conduit à l’apparition d’une classe moyenne favorable à la démocratie et à la société « ouverte »²⁷⁵. Les économies du sud-est asiatique se caractérisent donc par un modèle de développement économique « mercantiliste » qui les distinguent du capitalisme libéral (où l’intervention de l’Etat serait prohibée²⁷⁶). Par conséquent, il convient également de remettre en question l’idée d’un modèle unique de développement économique, en raison de la persistance d’un fort patronage étatique au sein des économies de marché capitaliste de l’Asie du sud-est. Loin de conduire à la démocratie libérale et au libéralisme politique, la croissance économique et la mise en place d’un système électoral aurait conduit à l’avènement d’un modèle démocratique technocratique et managérial²⁷⁷. Ainsi, Bell ne manque pas de critiquer la réduction de la

²⁷² BELL Daniel A., « Democracy in Confucian Societies », in *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia*, Palgrave Macmillan UK, 1995.

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ On peut d’ailleurs noter que cette conceptualisation de la démocratie illibérale comme modèle communautarien conservateur faisant primer le bien sur le juste sera reprise par Didier Mineur en raison des références répétées de Viktor Orbán à un conflit entre valeurs chrétiennes et libéralisme, bien que Mineur ne cite pas *Towards illiberal democracy in Pacific Asia* dans son article et qu’il attribue la paternité du concept à Zakaria. La défense de la pertinence du concept de démocratie illibérale sur la base de ce raisonnement par Mineur atteste ainsi de l’ampleur des malentendus affectant la réception de ces travaux pionniers dans la conceptualisation de l’illibéralisme. Voir : MINEUR Didier, « Qu’est-ce que la démocratie illibérale ? », *Cites*, N° 79, Presses Universitaires de France, 2019.

²⁷⁵ BELL Daniel A. et JAYASURIYA Kanishka, « Understanding Illiberal Democracy », in *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia*, Palgrave Macmillan UK, 1995, [consulté le 31 juillet 2023].

²⁷⁶ Sans nous étendre sur ce point, on peut donc noter que la grammaire du libéralisme de Daniel n’est pas complètement progressiste puisqu’il n’associe pas le libéralisme économique au keynésianisme ou au *New Deal*.

²⁷⁷ In sum, recent political change in East and Southeast Asia does not represent the growth of liberal democracy. Whereas the Western experience of 'democratization' emerged as a response to a growing demand for autonomy on the part of groups and classes in civil society, the dominant and intrusive role of state power in most aspects of East and Southeast Asian social life channels political change to serve the managerial and technocratic ends of the state. BELL Daniel A. et JAYASURIYA Kanishka, *op. cit.*

démocratie à une forme procédurale minimaliste²⁷⁸ et il rappelle que l'idéal démocratique est très éloigné de la conception représentative de la démocratie en vigueur à l'époque contemporaine²⁷⁹. Toutefois, à l'image des chercheurs critiques de l'électoralisme au sein des *democratizations studies*, Bell considère que le terme de démocratie est approprié pour décrire les régimes d'Asie du sud-est pourvu de systèmes électoraux représentatifs, en dépit du degré très relatif de compétition électorale et de libertés politique en leur sein. En effet, pour Bell, il est nécessaire de distinguer Taiwan, la Corée du sud et la Thaïlande de Singapour et de la Malaisie, en raison de l'importance de la remise en question des libertés « démocratiques » dans ces deux derniers Etats. Pourtant, Bell note qu'en Asie du sud-est, les élections ne sont pas un instrument permettant la concurrence des élites, mais au contraire, un « test à passer » pour les gouvernés, qui est réussi si jamais l'élite au pouvoir remporte la majorité des suffrages²⁸⁰. Néanmoins, pour les éditeurs de l'ouvrage, il est bien possible de parler de démocraties (ou à minima d'un processus de démocratisation) pour décrire ces régimes car la mise en place de ces systèmes électoraux ont permis une pacification de la vie politique et une réduction de la « peur » des gouvernés vis-à-vis des gouvernants. Paradoxalement, Bell s'accorde *in fine* avec Zakaria sur la définition de la démocratie, puisqu'il l'assimile à un système électoral non compétitif. Cette association est réalisée sur la base d'un argumentaire à la fois contradictoire et cohérent avec celui de Zakaria, car pour Bell il est nécessaire de détacher la définition de la démocratie du libéralisme. Pour le dire autrement,

²⁷⁸ « Those who think democracy can be justified on instrumental grounds, by the fact that it usually if not always leads to desirable outcomes, normally adopt a procedural definition of democracy. On this view, democracy is nothing more (nor less) than a means of constituting authority in which the ruled choose the rulers.» BELL Daniel A., « Democracy in Confucian Societies », in *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia*, Palgrave Macmillan UK, 1995.

²⁷⁹ « Critics of contemporary democratic systems have drawn attention to the gap which exists between democratic ideals and 'actually existing democracy' (see Zolo, 1992: 102) in the form of national political representative institutions. In comparison with the citizens of ancient Athens who literally ruled themselves (Dunn, 1992: 240-3, 255, and Hansen, 1991), the sovereignty of the modern democratic citizen, says a particularly pessimistic critic, 'can now hardly amount to more than empty verbiage' (Zolo, 1992: 170). Citizens have the formal right to participate in the shaping of their individual and collective destinies, but most are in fact at the mercy of apparently uncontrollable external and impersonal forces governing their lives ». *Ibid.*

²⁸⁰ « This paradoxically conservative weave of tradition and national development increasingly explains the understanding of procedural democracy in contemporary Pacific Asia. Regular elections not only offer an important source of feedback on elite initiatives, they also offer a test of the rationality of the ruled. Those irrational enough to support opposition candidates in Singapore lose their kindergartens, while in Malaysia, the ruling UMNO coalition offers Sabahans the promise of infrastructural development if they abandon their attachment to the locally prominent PBS. In illiberal democracy the election constitutes a test of the ruled rather than the rulers. The ruled pass the test when they confirm the rule of the dominant party. In a liberal understanding, democracy succeeds when elections change governments, in the illiberal version democracy succeeds when elections legitimate the rule of an incumbent elite ». *Ibid.*

comme Zakaria, Bell associe le libéralisme aux droits et libertés fondamentales, et à l'autonomie individuelle, tandis que la démocratie est toujours définie de façon procédurale et minimaliste²⁸¹. Comme nous allons le voir, les grammaires du libéralisme de Bell et Zakaria sont donc partiellement cohérentes, ce qui les conduit dans une même direction – l'association de la démocratie à un régime coercitif non respectueux des libertés fondamentales – alors qu'ils sont idéologiquement *rivaux*. Cette continuité entre Bell et Zakaria est paradoxalement dissimulée par le fait que leur description du régime Singapourien est complètement contradictoire, puisqu'il constitue l'archétype de la démocratie illibérale pour Bell. Il est toutefois possible d'expliquer ce paradoxe en analysant la conceptualisation de l'illibéralisme de Bell. Cette dernière est exposée dans le chapitre conclusif de l'ouvrage²⁸² :

« The conclusion of this study is that political change in Pacific Asia is likely to lead to a form of illiberal democracy. What then does the model of illiberal government that has developed in Pacific Asia since 1945 involve? In our view there are three distinctive features of East Asian illiberal democracy: first, a non-neutral understanding of the state; second, the evolution of a rationalistic and legalistic technocracy that manages the developing state as a corporate enterprise; finally, the development of a managed rather than a critical public space and civil society »²⁸³.

Dans la continuité de son analyse sur la nature anti-libérale de la société confucéenne, l'illibéralisme est donc conceptualisé par Bell et les co-auteurs du chapitre comme un « techno-paternalisme »²⁸⁴ qui remet en question le libéralisme sur les plans politique et culturel. Sur le plan empirico-conceptuel, cette définition de l'illibéralisme va donc radicalement à l'encontre de celle de Zakaria. Conformément à sa lecture familialiste et hiérarchique du confucianisme, la conceptualisation de l'illibéralisme de Bell vise à décrire un

²⁸¹ « Indeed, a notable feature of illiberal democracy consists in the existence of formal democratic procedures without politics. Rule develops without the critical public or civil realm vital to the existence of liberal democracy. Instead, the ruling technocracies of Pacific Asia seek to manage emerging social, ethnic and religious groups and channel their activities along state determined lines. Consequently, the democratization process in Pacific Asia largely reflects a shift from coercive to managerial regulation of these groups. Yet the development of this managerial style rarely implies the emergence of autonomous critical actors or permits even a loyal opposition. » JONES, JAYASURIYA, BELL *et al.*, « Towards a Model of Illiberal Democracy », in *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia*, Palgrave Macmillan UK, 1995. P166

²⁸² Le chapitre en question est co-rédigé par l'ensemble des éditeurs de l'ouvrage, toutefois l'influence de D. A. Bell est la plus prégnante dans le chapitre en question, qui reprend et développe les arguments et analyses exposés dans les deux premiers chapitres de l'ouvrage.

²⁸³ JONES, JAYASURIYA, BELL *et al.*, *op. cit.*

²⁸⁴ *Ibid.*

phénomène d'élitisme technocratique et bureaucratique, qui assimile la gestion de l'Etat à celle d'une grande entreprise privée, à l'opposé de la conceptualisation populiste et majoritaire de l'illibéralisme proposée par Zakaria. Cette opposition entre un illibéralisme élitiste et un illibéralisme majoritaire implique d'autres éléments de divergences importants bien qu'elle puisse être relativisée sur le *fond*. Ainsi sur le plan économique et contrairement à Zakaria, Bell n'associe pas l'illibéralisme au socialisme (ou à l'anticapitalisme). L'illibéralisme majoritaire de Zakaria est donc synonyme de remise en question du capitalisme alors que ce n'est pas le cas chez Bell. De même, du fait de sa grammaire du libéralisme, Zakaria ne considère pas la question du « libéralisme culturel » et du familialisme, l'illibéralisme n'est donc pas synonyme de remise en question de l'atomisme libéral comme c'est le cas pour Bell²⁸⁵. Néanmoins, on observe une convergence entre les deux auteurs sur le lien entre illibéralisme et remise en question d'un libéralisme constitutionnel, bien que l'ouvrage co-dirigé par Bell soit plus pertinent et subtil sur ce point que celui de Zakaria. Ainsi, plutôt qu'une opposition caricaturale et anachronique entre démocratie majoritaire d'inspiration rousseauiste et le constitutionnalisme libéral, l'ouvrage propose une opposition entre constitutionnalisme libéral et légisme illibéral²⁸⁶ basée sur la distinction entre *rule of law* et *rule by law*. En effet, pour les coéditeurs de l'ouvrage, l'illibéralisme se caractérise non pas par une remise en question du droit ou de la hiérarchie des normes, mais par son instrumentalisation. Le droit constitue donc un moyen pour un Etat « non-neutre » – et patrimonialisé par l'élite politique techno-administrative – de promouvoir activement le développement économique ainsi que les valeurs confucéennes par l'énonciation d'objectifs et de devoirs précis. Par conséquent, pour Bell l'illibéralisme implique une forme de constitutionnalisme non libéral²⁸⁷, qui remet en question un libéralisme politique fondée sur l'équilibre des pouvoirs et les libertés fondamentales.

²⁸⁵ Au vu de la fixation stratégique de l'historiographie libérale employée par Zakaria, on peut même supposer qu'il considère comme libéral les valeurs et la culture décrite comme communautarienne et conservatrice par Bell.

²⁸⁶ Cette question sera ensuite approfondie dans ses ouvrages ultérieurs, marquée par une attention renouvelée au « légalisme » confucéen. Il convient par ailleurs de noter que la lecture « néo-confucianiste » proposée par Bell n'a pas manqué d'être critiquée par plusieurs chercheurs chinois et coréens en raison de la confusion qu'elle réalise entre la tradition du légisme et celle du confucianisme. Nous reviendrons ultérieurement sur ces questions en raison de leur importance pour penser la place du constitutionnalisme au sein de l'illibéralisme

²⁸⁷ Nous reviendrons également sur la question du lien entre constitutionnalisme et libéralisme, et les implications de la neutralisation du caractère « libéral » du constitutionnalisme en vigueur dans la doctrine juridique positiviste.

La comparaison des travaux de Zakaria et de l'ouvrage co-dirigé par Bell permet donc de mieux comprendre l'existence des confusions que nous avons évoqués au début de ce chapitre. Bien que rivales et contradictoires, leurs conceptualisations de la démocratie illibérale sont cohérentes en ce qu'elles s'inscrivent dans la continuité de la transitologie. Pour Zakaria comme pour Bell, le concept de démocratie illibérale permet de critiquer le cadre conceptuel des *democratizations studies* et de dégager une issue à la fois politique et analytique face à l'échec de la transitologie. De fait, ce sont autant les impensés que les propositions conceptuelles de ces travaux pionniers sur la démocratie illibérale qui permettent de saisir les enjeux et les tensions dans la conceptualisation de l'illibéralisme. Comme nous allons le voir, les travaux contemporains sur l'illibéralisme s'inscrivent indirectement dans leur continuité, car on constate à la fois la permanence de certains impensés et biais visibles dans leurs travaux au sein de la littérature contemporaine. Toutefois on constate également des conflits dans la définition et la délimitation du phénomène illibéral – y compris lorsqu'on se réfère directement à leurs travaux – ce qui montrent que le fait même de parler d'illibéralisme induit des malentendus et des confusions. Incidemment, on peut noter que les travaux de Sungmoon Kim – professeur de théorie politique à l'université d'Hong Kong – éclairent et contextualisent de façon particulièrement éclairante ces malentendus dans la genèse de la notion d'illibéralisme dans le contexte de la transitologie et du *asian values debate*²⁸⁸. Comme nous le verrons dans la seconde partie de notre recherche, de façon subsidiaire à sa réflexion analytique et normative sur la relation entre libéralisme, démocratie et confucianisme, ce chercheur a montré en quoi le conflit entre les deux « camps » du *asian values debate* était incohérent sur le plan théorique, et sources de confusions sur le plan normatif, car tant les partisans du libéralisme que ceux du confucianisme méconnaissent la diversité de la tradition

²⁸⁸ On peut trouver un résumé synthétique du « Asian values debate » dans le chapitre du RHI rédigé par Wen-Chen Chang, voir ce passage à titre d'extrait :

« The Asian values discourse was first put forward by Asian governments in the early 1990s. In the White Paper issued in 1991, China's government stated that human rights were a matter falling squarely within the sovereign state, and countries differed in their understandings and practices of human rights circumscribed by historical backgrounds, social systems, cultural traditions, and economic developments (Ghai 1993, 346). In the same year, Singapore's government published an official statement entitled *Shared Values* to question the universality of human rights, arguing that there was a major difference between Asian and Western values in the balance between the individual and the community, and that the core values of Asian society were identified as placing society above self, safeguarding family as the foundation of society, and treasuring harmony instead of contention. Based on the concept of government by "honourable men" (*Chuntzu*, 君子) » from the teachings of Confucius, an ancient Chinese philosopher, Singapore's government made further challenges to the Western idea of limited government, asserting that the government by honourable men has the duty to do what is right for the people and is thus respected and trusted by the people. (Ghai 1993, 349– 350). » CHANG Wen-Chen, « Asian Values, Confucianism, and Illiberal Constitutions », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

libérale et de la tradition confucéenne, ainsi que la pluralité des langages du libéralisme²⁸⁹. Par conséquent selon lui, les défenseurs du caractère universel du libéralisme dans le contexte du *asian values debate* – tels que F. Zakaria – défendent un libéralisme qui est (partiellement) incompatible avec la tradition libérale en elle-même. Quant aux défenseurs communautariens du confucianisme tels que Bell, ils s’opposent de façon caricaturale à un libéralisme « individualiste » qui n’est pas représentatif du libéralisme dans son ensemble²⁹⁰. On peut donc regretter que la réflexion sur l’illibéralisme n’ait pas davantage été informée par les enseignements de ce débat relatif à la réception du libéralisme en Asie du sud-est²⁹¹, d’autant plus que les conceptualisations de l’illibéralisme de Bell et Zakaria reflètent parfaitement les apories de l’opposition caricaturale entre un libéralisme « universaliste » et un *communitarianism*²⁹² « particulariste » et antilibéral.

²⁸⁹ KIM Sungmoon, « Confucian Democracy in East Asia », sur *Cambridge Core* [en ligne], Cambridge University Press, publié le février 2014, [consulté le 30 avril 2020] KIM Sungmoon, *Public Reason Confucianism*, Cambridge University Press, 2016 KIM Sungmoon, *Democracy after Virtue*, Oxford University Press, 2018.

²⁹⁰ « However, I disagree with the core claim of the particularism thesis – that Confucian democracy and liberal democracy are diametrically opposed to each other and that in East Asia the former must replace the latter in both political institutions and civil society. Confucian critics of liberal democracy tend to identify liberal democracy solely in terms of rights-based individualism as if liberal democracy is founded on, and thus is not possible without, it.

(...)

It is true that while many liberal philosophers (especially in the Kantian-Rawlsian strand) construct their normative political theory of liberal democracy on the assumption of rights- based individualism, there is a valid normative and methodological ground for disagreement with such attempts. In fact, the communitarian critiques of liberalism in the West during the 1980s and the 1990s revolved around just this problem. More speciiically, when communitarians criticized John Rawls’s A Theory of Justice, their major focus was on his philosophical apparatus of the original position and the Kantian deontological reconstruction of the liberal self as a socially unencumbered self. Put differently, the debate was between social, civic, or communitarian liberals and deontological liberals, not between antiliberals and liberals. None of the communitarian critics of (deontological) liberalism took issue with liberalism as a political system (i.e., liberal constitutionalism) or as a political practice (i.e., public freedom and citizen rights). » KIM Sungmoon, *op. cit.* p6-8.

²⁹¹ A cet égard, on peut regretter qu’au sein du RHI, la réflexion sur le Asian values debate ne fasse l’objet que de deux chapitres et qu’elles ne soient pas traitées dans le reste de l’ouvrage, mais également que parmi ces deux chapitres, celui de T. Ginsburg reproduisent les biais « culturalistes » énoncés par S. Kim tout en étant peu attentif aux incohérences générées par la référence systématique à F. Zakaria dans le RHI alors que ce dernier décrit les dragons asiatiques comme des dictatures libérales. Voir : GINSBURG Tom, « Asia’s Illiberal Governments », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 CHANG Wen-Chen, *op. cit.*

²⁹² Nous n’ignorons pas que la traduction de « communitarianism » revêt un enjeu particulier en France du fait de la disqualification du terme de « communautarisme » qui désigne un objet distinct. Dans le même temps, les critiques du « communitarianism » cherchent précisément à confondre ce dernier avec le « communautarisme » au sens large. Pour éviter, les confusions, nous avons donc fait le choix de conserver le terme anglais d’origine. Sur ce point, voir notamment : « Comment peut-on être communautariste ? » [en ligne], 16 janvier 2006, [consulté le 26 octobre 2024].

Section 2. De la démocratie illibérale à l'illibéralisme

Afin d'éclairer les problèmes conceptuels soulevés par l'illibéralisme, nous avons essayé de comprendre les motifs et le contexte ayant conduit à sa conceptualisation, ainsi que le cadre conceptuel employé pour parvenir à cette fin. Ce travail généalogique nous a permis de faire remonter la genèse du concept d'illibéralisme aux *democratizations studies* des années 1990, dans le contexte de remise en question à la fois épistémologique et politique de la transitologie. Cette importance de la transitologie dans la genèse de la notion d'illibéralisme a impliqué son imbrication étroite avec l'étude des régimes politiques et plus particulièrement avec la question de la relation entre démocratie et autoritarisme. De fait, l'illibéralisme a d'abord été pensé comme un moyen de résoudre le problème de l'échec de l'exportation de la démocratie libérale, soit en remettant en question la priorisation de la démocratie sur le libéralisme comme Zakaria, soit en remettant en question le caractère universel de la démocratie libérale, et plus particulièrement du libéralisme comme D. Bell. L'illibéralisme est donc conceptualisé dans la continuité de certains paradigmes – la définition procédurale minimaliste « schumpétérienne » de la démocratie – qui impliquent des problématiques et des angles morts spécifiques, comme la confusion entre électoralisme et démocratie. Toutefois, ces angles morts dissimulent des contradictions et des conflits dans la conceptualisation de l'illibéralisme lui-même, qui n'ont été pris en compte que tardivement par la littérature contemporaine. Ainsi, l'une des premières causes du puzzle conceptuel de l'illibéralisme apparaît être la tension entre deux conceptualisations de l'illibéralisme sémantiquement opposée mais partiellement cohérente sur le plan conceptuel. Dès les années 1990, on observe donc l'existence de deux archétypes possibles pour penser l'illibéralisme. Le premier décrit un techno-paternalisme conservateur « confucéen » incompatible avec le *high liberalism* occidental tandis que le second vise la résurgence contemporaine de la tyrannie de la majorité par le biais du populisme dans les Etats non-occidentaux. L'ambivalence du terme illibéral induit d'ailleurs des confusions entre ces différentes façons d'appréhender l'illibéralisme, puisqu'elles visent à décrire l'illibéralisme selon des échelles et des domaines du « politique » différents, qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement exclusifs. De fait, le techno-paternalisme bureaucratique décrit par Bell peut virtuellement (et empiriquement) se combiner avec la tyrannie de la majorité condamnée par

Zakaria²⁹³. La comparaison des premiers travaux conceptualisant l'illibéralisme révèle donc un double phénomène qui est encore prégnant dans la littérature contemporaine bien qu'il soit relativement impensé :

- La gamme des phénomènes politiques étant susceptible d'être considérés comme « illibéraux » est particulièrement vaste et hétérogène (puisqu'elle n'est pas limitée à un air de famille avec le populisme majoritaire comme laisse-le croire l'attribution de la paternité du concept à Zakaria), ce qui limite potentiellement la pertinence de l'emploi d'une notion unique pour les rendre intelligible.
- Les conceptualisations de l'illibéralisme reflètent la diversité des grammaires du libéralisme (c'est-à-dire, des différentes façons de définir le libéralisme et d'interpréter sa tradition politique et intellectuelle) ce qui impliquent des contradictions ou des confusions. Ainsi, l'association entre illibéralisme et remise en question du constitutionnalisme libéral semble faire consensus, néanmoins le contenu de ce qu'on entend par constitutionnalisme libéral (ou « libéralisme constitutionnel ») fait l'objet d'importantes divergences.

Comme nous allons le voir, ces impensés présents dans les travaux des années 1990 sont encore prégnants aujourd'hui, ce qui a conduit à une forme de répétition des débats et des impasses entre les conceptualisations pionnières de l'illibéralisme, et celles des études contemporaines sur l'illibéralisme, malgré les discontinuités temporelles et doctrinales. Paradoxalement, malgré la persistance dans la littérature contemporaine de problèmes conceptuels rencontrés dans les *democratizations studies*, ces impasses conduiront à l'abandon progressif du concept de démocratie illibérale au profit d'une réflexion plus large sur l'illibéralisme. Toutefois, cette évolution n'est pas le produit de la critique des incohérences du concept de démocratie illibérale, ce qui induit la persistance de certains angles morts que nous examinerons plus en détail dans les prochains chapitres.

²⁹³ Nous reviendrons ultérieurement sur cette question, puisque cette compatibilité latente résulte des différentes façons de conceptualiser le populisme. L'usage « anti-démocratique » du populisme réalisé par Zakaria s'oppose ainsi à l'approche élitiste de D. Bell, bien qu'elle soit compatible avec une approche rhétorique du populisme.

1. *L'illibéralisme, une notion à l'emploi discontinu et au succès paradoxal*

En nous intéressant à l'influence de la transitologie sur le concept de démocratie illibérale, nous avons essayé de montrer en quoi il était apparu nécessaire de conceptualiser l'illibéralisme afin de (re)penser le conflit entre démocratie et libéralisme. Il semble particulièrement important de montrer en quoi cette lecture est toujours prégnante au sein de la littérature s'intéressant à l'illibéralisme, au populisme et à la crise de la démocratie libérale. Comme nous l'avons mentionné, le faible succès connu par l'exportation du modèle de démocratie minimaliste, rendu visible par le nombre de régressions autoritaires dans l'ensemble de ces États, n'a pas conduit à remettre en question la définition minimaliste de la « démocratie » c'est-à-dire l'électoratisme. Les régressions autoritaires observables tant en Amérique Latine, qu'en Europe de l'Est ou en Afrique, ont donc eu plusieurs incidences sur le plan théorique. Tout d'abord, la multiplication des formes de classification des régimes politiques, et le recours croissant à la catégorie des « régimes hybrides ». Deuxièmement, la remise en question de la thèse de Fukuyama concernant « la fin de l'histoire » et le retour à une réflexion d'ordre normatif sur la relation entre libéralisme et démocratie dans la continuité de celle de Zakaria. Troisièmement, une adhésion plus ou moins explicite à la lecture civilisationnelle proposée par S. Huntington conduisant à remettre en question la portée universelle du libéralisme (ou de la démocratie « occidentale ») – à l'image de D. Bell – et à idéologiser la conflictualité entre les États-Unis et les États non-occidentaux.

Toutefois, le succès du concept de démocratie illibérale, et la nécessité de conceptualiser l'illibéralisme semble surtout imputable à la revendication de « l'illibéralisme » par des personnalités politiques originaire d'États issues de la « *third wave of democracy* », dont les formulations les plus abouties ont été celles de Viktor Orbán lors de ses discours prononcés en 2014²⁹⁴ puis en 2016²⁹⁵. Bien que la revendication de la démocratie illibérale par Orbán ait été considérée comme un témoignage du conflit entre démocratie et libéralisme décrit (et prédit) par Zakaria, ce qui a modelé les conceptualisations de l'illibéralisme telles que nous les

²⁹⁴ Full text of Viktor Orbán's speech at Băile Tușnad (Tusnádfürdő) of 26 July 2014, Csaba Tóth, The Budapest Beacon, 29 juillet 2014. Accessible sur : <https://budapestbeacon.com/full-text-of-viktor-Orbáns-speech-at-baile-tusnad-tusnadfurdo-of-26-july-2014>.

²⁹⁵ Speech by Prime Minister Viktor Orbán on 15 March 2016 : <https://2015-2022.miniszterelnok.hu/speech-by-prime-minister-viktor-Orbán-on-15-march/>

connaissions aujourd'hui, il convient de remettre en question ce biais téléologique. Pour le dire autrement, le succès connu par la notion d'illibéralisme semble attribuable à plusieurs malentendus qui remettent en question les emplois qui en ont été réalisés au sein de la littérature. Le passage du concept de « démocratie illibérale » à celui plus large d'illibéralisme illustre l'existence de ces impensés.

En comparant les « espaces sémantique »²⁹⁶ au sein desquels le terme illibéral est employé, on peut ainsi constater que la nécessité de penser l'illibéralisme n'est apparu qu'après sa revendication politique²⁹⁷. De fait, le terme « illibéral » ne s'est véritablement imposé dans les sphères médiatiques et politiques que suite à son appropriation par Orbán. Cette appropriation n'aurait elle-même pas eu le même écho en dehors du contexte politique de conflits entre le groupe de Visegrád et l'Union Européenne quant à la situation de l'état de droit et des libertés fondamentales en Pologne et en Hongrie à partir des réformes constitutionnelles menées au début des années 2010²⁹⁸ puis en raison de l'intensification de la crise migratoire en 2015²⁹⁹. La permanence du terme dans l'espace médiatique et politique s'explique donc par l'attention croissante portée à la Hongrie et à la Pologne, bien que des divergences importantes existent dans la perception et la représentation de la remise en question du libéralisme au sein de ces Etats tant au sein de l'Europe, qu'aux États-Unis. Les termes de démocratie illibérale et l'illibéralisme ont d'abord été employées de façon descriptive, pour labelliser les changements politiques apparaissant en Europe centrale à partir des années 2010. De manière paradoxale, l'emploi de la notion d'illibéralisme s'est donc popularisée suite à son appropriation politique, alors que la notion est pourtant « originaire » de la sphère académique³⁰⁰. L'appropriation politique du terme de démocratie illibérale par

²⁹⁶ Pour une description détaillée des utilisations du terme « illibéral » dans la sphère académique, politique et médiatique nous renvoyons aux développements de M. Laruelle sur les espaces sémantiques de l'illibéralisme exposés dans : LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022. La parution de cet article au cours de notre recherche nous a conduit à prioriser une approche interprétative, et à réviser le contenu de cette seconde section.

²⁹⁷ Voir schéma et tableaux en annexe. Voir également : MØLLER J., « A critical note on "the rise of illiberal democracy" », *Australian Journal of Political Science*, 43, 2008.

²⁹⁸ RUPNIK Jacques, « La démocratie illibérale en Europe centrale », *Esprit*, Juin, Éditions Esprit, 2017.

²⁹⁹ CANTAT Céline, « La politique migratoire du groupe de Visegrád », *Migrations Société*, 186, Centre d'Information et d'Études sur les Migrations Internationales, 2021.

³⁰⁰ On peut ici faire le parallèle avec une citation de Raymond Aron à propos de la division entre « droite » et « gauche » qui nous a été suggéré par Thibaut Dauphin : « On trouve l'hétérogénéité géographique quand on la cherche on trouve les deux blocs quand on les organise. Le fait est créé par les concepts que on emploie ». ARON Raymond, « Réflexions sur la politique et la science politique française », *Revue française de science politique*, 5, 1955.

Orbán a de ce point de vue eu un effet performatif dont la portée peut sembler excessive, car la notion d'illibéralisme s'est diffusée pour permettre de « labelliser » des phénomènes qui ont été associés à cette revendication³⁰¹. Cet usage « descriptif » a logiquement induit un certain nombre des problèmes conceptuels que nous aborderons ultérieurement en raison des nombreuses difficultés qu'il soulève. À titre préliminaire, on peut toutefois noter qu'il existe un impensé quant à la discontinuité entre les usages pionniers de la notion d'illibéralisme, qui était cantonnée à une discussion au sein de la sphère académique sur les impasses de la transitologie, à l'usage « descriptif » de la notion qui se développe à partir des années 2010.

Or, on peut questionner *a priori* la pertinence de l'emploi du label « illibéral » pour décrire les gouvernements du PiS et du Fidesz en Pologne et en Hongrie en raison du manque de réflexivité que son emploi implique vis-à-vis du discours des acteurs politiques³⁰². Les références au caractère « visionnaire » des écrits de Zakaria pour justifier la conceptualisation de l'illibéralisme dissimulent ainsi des malentendus quant au contenu réel de ses travaux, et elles révèlent la méconnaissance des critiques qui lui ont été adressées. À cet égard, on peut véritablement parler d'un succès « posthume » paradoxal s'agissant du concept de

³⁰¹ La comparaison avec un autre « concept » développé suite à son appropriation politique comme celui de « lawfare » est donc ici opportune. Il est d'ailleurs particulièrement éclairant de noter que le constat d'un manque de réflexivité épistémologique à propos du concept de *Lawfare* est également relevé par Adrien Schu : « Deuxièmement, le débat sur le lawfare souffre de l'extrême faiblesse de ce concept mal ficelé, mal défini et mal pensé. Les travaux sur le lawfare sont victimes d'un travers récurrent de la littérature sur les transformations de la guerre : alors que la dimension descriptive de ces écrits est souvent bien faite et intéressante, l'effort de conceptualisation qui l'accompagne n'est quant à lui pas à la hauteur. (...) »

L'apparition et la publicisation du terme de *lawfare* relèvent d'une démarche de formation conceptuelle au travers de laquelle est apposé un nouveau label sur un phénomène social identifié. Cette pratique constitue une étape essentielle de la production de connaissance scientifique puisque le « langage est [justement] l'outillage avec lequel nous conduisons notre travail, de même que la substance *sur laquelle* nous travaillons [9] » en tant que chercheur.e.s dans le domaine des sciences sociales. L'importance des concepts de leur formation, de leur définition, de leur application » nécessite que l'on s'intéresse sérieusement à eux et que l'on en évalue non seulement leur apport (qu'il soit universitaire ou institutionnel) mais aussi, avant tout, leur qualité intrinsèque leur solidité en tant que concept». SCHU Adrien, « Lawfare », *Raisons politiques*, 85, Presses de Sciences Po, 2022.

³⁰² « De manière analogue à ce qui est décrit par Naomi Klein, l'illibéralisme sonne davantage comme un concept publicitaire que politologique, dans la mesure où il a été inventé de toutes pièces par les communicants de Viktor Orbán à un moment où celui-ci commençait à s'enliser dans une impopularité due à l'échec de sa politique économique et sociale et à l'éclatement de nombreuses affaires de corruption. L'illibéralisme s'est déployé avec la même force dans l'espace public que les campagnes de pub de Nike et Adidas, à l'aide d'une puissance de feu propagandiste rarement vue – y compris durant la période communiste. Il a permis de transformer le chef d'un gouvernement banalement de droite, d'un petit pays sans véritable rôle géopolitique, en un gourou new age façon Don Quichotte, luttant avec grand bruit – mais sans réelle conséquence en vérité – contre des menaces imaginaires. », Ludovic Lepeltier-Kutasi, Hongrie : faut-il qualifier Viktor Orbán de dirigeant « illibéral ? 28 juin 2017 par, Le Courrier d'Europe Central

démocratie illibérale élaboré par Zakaria car les remises en question du constitutionnalisme libéral observés en Pologne et en Hongrie témoignent au contraire des contradictions de sa « théorie »³⁰³. Selon nous, le succès de la notion d'illibéralisme résulte en réalité de la prégnance des *cadres interprétatifs* que nous avons décrits précédemment au sein de la transitologie, à savoir :

- (a) la remise en question de la typologie classique des régimes politiques au profit de la notion de régime hybride
- (b) la réappropriation du conflit entre démocratie et libéralisme
- (c) la lecture « civilisationnelle » postulant l'incompatibilité entre libéralisme et culture non-occidentale

On peut cependant interroger de manière critique le succès du concept de démocratie illibérale, car non seulement ces trois cadres interprétatifs entrent mutuellement en contradiction, mais ils se prêtent difficilement à la description d'un illibéralisme spécifique aux acteurs qui l'ont revendiqué.

1.1 La démocratie illibérale, un concept permettant de pallier à l'obsolescence de la typologie classique des régimes

Une des premières raisons du succès du concept de démocratie illibérale après son appropriation politique par Viktor Orbán constitue ainsi sa compatibilité avec le paradigme des régimes hybrides et plus particulièrement avec la catégorie des « démocraties avec adjectifs ». Comme on l'a vu, l'apparition de cette catégorie au sein des *democratizations studies* découle directement de la prégnance du paradigme électoraliste au sein de la politique comparée, bien qu'il ait été abondamment critiqué lors des controverses doctrinales ayant animées la transitologie. La critique adressée par L. Diamond au concept de « démocratie illibérale » (tant chez D. Bell, D. Emerson et F. Zakaria) semble toutefois avoir trouvé peu d'écho au sein de la littérature académique, qui a d'abord trouvé dans le concept un moyen de créer une nouvelle catégorie à cheval entre régime hybride et démocratie. Pour le dire autrement, la démocratie illibérale apparaît être une version « modérée » du concept de

³⁰³ Comme nous l'avons mentionné précédemment, selon Zakaria, la Pologne et la Hongrie étaient précisément les contre-exemples du phénomène de montée de la démocratie illibérale en raison du zèle avec lequel ces Etats avaient importés le consensus de Washington.

régime hybride, ce qui rend son emploi plus aisé au sein de la zone grise entre démocratie et autoritarisme. En effet, la Hongrie et la Pologne étant considérés comme les Etats ayant le mieux réussi le processus d'importation de la démocratie libérale au sein de l'espace post-communiste – comme en témoigne leur adhésion précoce à l'Union Européenne en 2004 – les deux régimes ont rapidement été considérés comme des démocraties *consolidées*. Le concept de démocratie illibérale a ainsi pu servir de forme « euphémisée » de régime hybride pour décrire dans un premier temps l'existence d'un recul perceptible de la démocratie, mais insuffisant pour justifier l'emploi du label autoritaire (même modéré)³⁰⁴.

De façon prévisible, ce phénomène a lui-même déclenché une réaction au sein de la littérature académique faisant écho aux débats interne à la transitologie. Cette utilisation du concept a d'abord été dénoncée sur le plan axiologique, car elle repose en partie sur les revendications des acteurs politiques. Ainsi, c'est l'appropriation de la démocratie par les acteurs politiques qui constitue une première « preuve » permettant de justifier l'emploi du label de démocratie³⁰⁵. L'emploi du concept de démocratie illibérale a également conduit à un renouvellement de la critique de l'électoratisme. La « seule » validation des gouvernants par les urnes est ainsi (ré)apparu comme insuffisante pour caractériser un régime démocratique³⁰⁶. Cette critique a paradoxalement exprimé la prégnance du glissement sémantique consistant à définir la démocratie comme un régime représentatif libéral. On peut ici observer une des facettes du malentendu consistant à attribuer à F. Zakaria la paternité du concept de démocratie illibérale : ce dernier cherchait au contraire à rompre avec l'association implicite de la démocratie au libéralisme, en déclarant que seul ce dernier était véritablement désirable politiquement. Or, le concept de démocratie illibérale a été critiquée au nom de la réaffirmation de la nature libérale de la démocratie, ce qui traduit par plusieurs égards une forme de régression par rapport aux débats interne à la transitologie et aux travaux de théorie politique s'intéressant à la relation entre représentation et démocratie³⁰⁷. On constate donc

³⁰⁴ On peut d'ailleurs noter que l'emploi des catégories plus classique de régime hybride ou d'autoritarisme compétitif aurait également jeter le discrédit sur l'union européenne en elle-même, qui aurait considérée comme compatible avec l'autoritarisme, et plus particulièrement du Parti Populaire Européen (PPE) dont la Hongrie était membre jusqu'en 2021.

³⁰⁵ MÜLLER, Jan-Werner, "The Problem With 'Illiberal Democracy'." Social Europe, January 21, 2016. <https://www.socialeurope.eu/the-problem-with-illiberal-democracy>.

³⁰⁶ FÖESSEL, Michael, « La démocratie illibérale n'existe pas », 2018, *op cit*.

³⁰⁷ Nous renvoyons à : PITKIN Hanna F., *The Concept of Representation*, University of California Press, 1967
URBINATI Nadia et WARREN Mark E., « The Concept of Representation in Contemporary Democratic Theory », *Annu. Rev. Polit. Sci.*, 11, 2008.

la permanence de confusions héritées de la consolidologie puisque soit on considère que la démocratie constitue un régime implicitement libéral ce qui implique le rejet de la définition minimaliste de la démocratie, auquel cas la démocratie illibérale est un oxymore puisque l'illibéralisme est intrinsèquement autoritaire³⁰⁸ ; soit on adhère à la définition minimaliste de la démocratie, ce qui implique une distinction entre deux formes de « démocraties » aux frontières floues, la première étant limitée à la présence d'élections, tandis que la seconde implique un respect plus substantiel de l'Etat de droit, de l'équilibre des pouvoirs et la présence d'un pluralisme politique et social. L'emploi du concept de démocratie illibérale pour décrire les transformations politiques résultant de l'arrivée au pouvoir du PiS et du Fidesz conduit ainsi à plusieurs impasses, puisqu'il est soit redondant avec celui d'autoritarisme compétitif, soit avec celui de démocratie électorale, et qu'il ne permet pas de répondre clairement à la question de la nature des régimes en question. De fait, le concept n'offre aucun apport conceptuel à la catégorie des régimes hybride ou mixte mis à part le fait qu'il euphémise le manque de compétition politique des régimes en question, ce qui était le constat critique dressé par Diamond à l'encontre de l'usage du concept par Emerson en 1996³⁰⁹. On peut de ce point de vue apprécier la « rupture » entre les usages pionniers et les

³⁰⁸ MÜLLER, Jan-Werner, "The Problem With 'Illiberal Democracy', *op cit.*

³⁰⁹ Nous renvoyons sur ce point aux passages précités de : DIAMOND Larry Jay, « Is the Third Wave Over? », *Journal of Democracy*, 7, 1996.

usages contemporains du concept à l'aide du schéma suivant :

Typologie classique (J. Linz)	totalitarisme	Autoritarisme (dur, modéré, sultanique)				Démocratie
Typologie consolidologie (L. Diamond)	Autoritarisme Fermé	Autoritarisme à hégémonie électorale	Autoritarisme compétitif	Régime hybride	Démocratie électorale	Démocratie libérale
Typologie F. Zakaria	Autoritarisme illibéral	Démocratie illibérale			Autoritarisme libéral	Démocratie libérale
Typologie D. A. Bell	Autoritarisme dur	Autoritarisme modéré	Démocratie libérale			
			Démocratie illibérale			

Ces impasses s'expliquent toutefois partiellement par la prégnance d'un autre cadre interprétatif irriguant les usages du concept de populisme, à savoir celui de l'irréductibilité du conflit entre démocratie et libéralisme, dont le populisme serait la manifestation contemporaine. La démocratie représentative aurait ainsi intrinsèquement une part autoritaire en raison du principe de souveraineté populaire et de ses dérives démagogiques.

1.2 La démocratie illibérale, un concept compatible avec la critique anti-démocratique du populisme

Le succès du concept de démocratie illibérale, qui tient surtout à un emploi descriptif de la notion, illustre en effet la difficulté à établir une séparation étanche entre l'utilisation de certains termes dans le "langage ordinaire" et la formulation de concept en sciences sociales. L'amalgame croissant entre illibéralisme et populisme³¹⁰ révèle l'existence d'impensés grevant certains usages du concept de populisme, impensés qui ont également affecté la réception de la revendication de l'illibéralisme par des acteurs politiques et des intellectuels de l'Europe centrale et orientale.

L'opposition revendiquée par les acteurs politiques entre gouvernance libérale et populisme illibéral – comme en témoigne les discours de E. Macron, A. Merkel ou V. Orbán – a ainsi connu une réception peu critique au sein de la littérature. De fait, la revendication de l'illibéralisme par un dirigeant « populiste » a été considérée comme une preuve de l'opposition entre démocratie et libéralisme. La question de la relation entre populisme et illibéralisme étant particulièrement importante, nous reviendrons ultérieurement sur l'articulation entre ces deux notions. On peut toutefois noter l'existence de plusieurs malentendus au sein de la littérature, qui sont sources de confusions, y compris pour les auteurs critiquant « l'illibéralisme démocratique »³¹¹. En effet, bien que la visée critique vis-à-vis de l'illibéralisme soit relativement consensuelle au sein de la littérature, la cible de cette critique fait l'objet de divergences et elles révèlent l'existence de différentes façons de concevoir la relation entre illibéralisme, populisme et démocratie. Ainsi, à l'image des controverses soulevées par la relation entre illibéralisme et régimes politiques, la question de la nature démocratique ou autoritaire du populisme induit des divergences dans la conceptualisation de l'illibéralisme. Dans la continuité de F. Zakaria, de nombreux auteurs associent étroitement l'illibéralisme à un populisme monolithique et idéologique. L'illibéralisme est ainsi décrit comme une caractéristique du populisme, lui-même étant une manifestation du véritable esprit démocratique :

³¹⁰ « La critique politique la plus commune du populisme est de le taxer d'illibéralisme, c'est-à-dire de tendance à secondariser l'extension (« sociétale ») des droits des individus par rapport à l'affirmation de la souveraineté collective, et simultanément à instruire le procès des corps intermédiaires accusés de contrarier l'action des pouvoirs élus ». ROSANVALLON, Pierre. *Le Siècle Du Populisme: Histoire, Théorie. Critique*, 2020.

³¹¹ A titre d'exemple, voir : WAGRANDL Ulrich, « A Theory of Illiberal Democracy », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

« As most scholars on the topic seem to agree, populism is basically about the right of “the people” as a compact and quasi-homogeneous social majority to set the rules of the democratic game according to both their interests and moral standards. In this conception of democracy, the state becomes the best means available to the people to attain their goals while the private individual qua citizen loses its prevalence as the most important unit in the polity. Finally, and most crucially, the populist view of democracy rests, not on impartial institutions, but on the moral and ethical principles derived from belief in the sovereign people’s natural righteousness and moral superiority over minorities, including society’s elites »³¹².

L’illibéralisme est ainsi pensé dans la continuité de la critique adressée à la démocratie majoritaire. Comme au sein de la transitologie, l’illibéralisme est donc la version contemporaine d’une crise de la démocratie libérale conçue comme la résurgence d’un conflit opposant Rousseau à Jefferson ou Madison³¹³. Or comme nous l’avons rappelé en mentionnant la critique adressée par Rosanvallon à Zakaria, cette critique repose sur une conception anachronique de la représentation. Historiquement, la critique libérale de la tyrannie de la majorité vise ainsi une démocratie majoritaire rejetant le mécanisme « aristocratique » de sélection des gouvernants par le vote. La critique de la démocratie majoritaire au nom du libéralisme peut ainsi justifier une assimilation du populisme à l’illibéralisme qui corrobore la prétention des acteurs politiques « illibéraux » à incarner la véritable démocratie. Paradoxalement, on observe donc une convergence entre certains acteurs politiques revendiquant l’illibéralisme et certains travaux le critiquant explicitement. Inversement, lorsque le concept de populisme n’est pas employé comme une critique de la démocratie majoritaire, la conceptualisation (et la délimitation) de l’illibéralisme diffère. Ainsi, pour Müller³¹⁴, la tenue d’élections à échéances régulières ne suffit pas à garantir la nature démocratique d’un régime, le populisme s’appuyant justement sur le détournement du mécanisme de représentation libéral :

« Mais si le populisme s'organise d'une certaine manière et peut ressembler, aux yeux de beaucoup de gens, à la vraie démocratie, il devient d'autant plus important de comprendre comment les principes et les pratiques démocratiques s'organisent ou non de manière différente. De nombreux analystes se sont inquiétés du sentiment que le populisme n'est

³¹² PAPPAS Takis S., *Populism and Liberal Democracy*, Oxford University Press, 2019. P54-55

³¹³ Nous n’ignorons pas que la grille de lecture opposant démocratie et libéralisme n’induit pas nécessairement une critique de la démocratie majoritaire.

³¹⁴ On peut d’ailleurs rapprocher cette analyse de celle de Nadia Urbinati et Hanna Pitkin parce qu’elle repose sur une conception plus exigeante de la démocratie, et du mécanisme de représentation.

pas seulement une "ombre" de la démocratie ou une version déformée de celle-ci, mais un imitateur réussi. Il est donc d'autant plus urgent que la pensée démocratique propose des raisons pour lesquelles la démocratie diffère du populisme.

[...]

Je soutiendrai également que les observateurs qui tiennent pour acquis le fait que les populistes réclament plus de participation politique, voire une démocratie directe, se trompent profondément ; les populistes ne sont pas contre le principe de la représentation en tant que tel ; ils veulent simplement des représentants différents et, surtout, une relation entre représentants et représentés qui diffère d'une compréhension libérale-démocratique correcte de la représentation»³¹⁵.

L'avènement supposée de la démocratie illibérale a donc pour mérite de montrer l'existence de plusieurs grammaires du libéralisme, qui conditionnent davantage la conceptualisation de l'illibéralisme que les visées normatives – ou les prises de position politique – des auteurs au sein des travaux sur l'illibéralisme. Les conceptualisations de l'illibéralisme divergent ainsi drastiquement en fonction des interprétations de la tradition libérale et de la réception de certains narratifs historiques entretenus par les acteurs politiques.

Cette porosité entre ces narratifs discursifs et les travaux académiques s'illustre notamment par la perméabilité des conceptualisations de l'illibéralisme envers l'opposition revendiquée par les acteurs politiques en gouvernance libérale et populisme illibéral, ou encore entre peuple et élite, comme l'illustre les travaux de Yascha Mounk³¹⁶. On trouve également des traces de cette porosité entre le discours des acteurs politiques et la conceptualisation de l'illibéralisme lorsqu'on interroge la relation entre illibéralisme et économie de marché. Conformément aux discours des acteurs politiques « populistes » dénonçant la globalisation, l'illibéralisme est ainsi régulièrement associé à un rejet de l'économie de marché libérale et à des politiques économiques protectionnistes. Les formations identifiées comme populistes ont ainsi été opposées à des partis de gouvernance en théorie plus favorables au marché libre. Cette opposition caricaturale s'est toutefois heurtée à la combinaison croissante de la « rhétorique » populiste et du néolibéralisme tant au sein des partis de gouvernance classique que des partis populistes de type national-conservateur³¹⁷. Penser l'illibéralisme dans la

³¹⁵ MÜLLER Jan-Werner, « "The People Must Be Extracted from Within the People" », *Constellations*, 21, 2014.

³¹⁶ MOUNK, Yascha. *The people vs. democracy: Why our freedom is in danger and how to save it*. In : *The People vs. Democracy*. Harvard University Press, 2018.

³¹⁷ Ce phénomène fait l'objet d'une littérature abondante, à titre d'exemple, voir : Pühringer, S., & Ötsch, W. O. (2018, April). *Neoliberalism and right-wing populism: Conceptual analogies*. In *Forum for social economics* (Vol.

continuité de la critique anti-démocratique du populisme biaise donc l'appréhension de la politique économique des Etats « illibéraux », ce qui conduit à négliger leur proximité avec les partis de gouvernance plus classique alors que la Hongrie n'a quitté le parti populaire européen (PPE) qu'en 2021.

La question du lien entre illibéralisme et néolibéralisme illustre d'ailleurs l'existence d'une perméabilité plus complexe envers les narratifs politiques entretenus par les acteurs politiques au sein des PECO. En effet, le rejet du post-communisme et du processus d'exportation de la démocratie de *marché* par les mouvements « illibéraux » – notamment exprimé par Zdzisław Krasnodebski dans son ouvrage « *Démocratie de périphéries* »³¹⁸ – a conduit au développement d'une critique du néolibéralisme et de son influence au sein de la transitologie. Les intellectuels « organiques »³¹⁹ des partis illibéraux en Pologne et en Hongrie tels que Z. Krasnodebski, Ryszard Legutko ou András Láncki ont donc déployé un édifice théorique permettant de critiquer le modèle juridico-politique imposé lors de la transitologie, en dénonçant à la fois le versant « économique » de cette transition (les thérapies de choc) et son versant juridique (« l'impossibilisme légal »). Cette remise en question de la transitologie a ainsi validé rétrospectivement la critique adressée à cette dernière au sein des *democratizations studies* et elle conduit logiquement à penser l'illibéralisme comme une réaction envers l'idéologie du marché libre, qu'on la définisse comme libérale à l'image de Krastev et Holmes, ou néolibérale³²⁰. Or, on peut considérer la coexistence du *free-market* (ou plus largement du capitalisme) et de l'illibéralisme non comme le fruit d'un résidu des thérapies de choc, mais comme la preuve de leur cohérence idéologique. Employer le label « illibéral » pour décrire la réaction politique « populiste » envers les mécanismes de conditionnalité démocratique implique ainsi de considérer ces dispositifs comme « libéraux » ce qui est contestable³²¹.

47, No. 2, pp. 193-203). Routledge et SPARKE Matthew, « Comparing and connecting territories of illiberal politics and neoliberal governance », *Territory, Politics, Governance*, 8, janvier 2020, no 1, p. 95 99.

³¹⁸ KRASNODEBSKI Zdzisław, *Demokracja peryferii, Slowo/obraz terytoria*, Gdansk 2003. Pour un compte-rendu de l'ouvrage, voir : KALINOWSKI Wojtek, « Le procès du postcommunisme », *La Vie des idées*, 2004.

³¹⁹ HALMAI Gábor, « Illiberalism in East-Central Europe », 2019.

³²⁰ Comme nous le verrons dans notre cinquième chapitre, cette conceptualisation de l'illibéralisme est également cohérente avec la lecture néo-tocquevillienne et polanyienne qui est défendue par la majorité des intellectuels « illibéraux », notamment par le courant intégraliste (dont les figures les plus connues sont Patrick Deneen et Adrian Vermeule), qui condamne régulièrement la compromission de l'appareil partisan républicain aux Etats-Unis avec les milieux d'affaires.

³²¹ Sur ce point, il existe une littérature particulièrement abondante et stimulante qui nous semble malheureusement laissée de côté dans la réflexion sur l'avènement de la démocratie illibérale. Non seulement la

Comme nous le verrons dans les prochains chapitres en comparant les délimitations du phénomène illibéral, la propension normative des travaux sur la démocratie illibérale, qu'elle soit explicite ou implicite, éclaire donc sous un angle nouveau les controverses autour du concept de populisme. L'association idéologique du libéralisme au « *free-market fundamentalism* » a ainsi produit un certain nombre de contradictions au sein de la littérature académique s'intéressant au populisme.. La difficulté à penser aujourd'hui le caractère populiste de la gouvernance Thatcher-Reagan, et sa filiation avec le populisme national-conservateur européen illustre ainsi la profondeur de cet impensé autour de la nature contestée du libéralisme, et sa potentielle inadéquation avec le néolibéralisme³²².

1.3 L'illibéralisme, la manifestation d'un « *backlash* » anti-américain ?

Pour expliquer les raisons du succès de la notion d'illibéralisme, nous avons essayé de montrer sa cohérence avec plusieurs cadres interprétatifs conduisant à considérer la revendication de la démocratie illibérale par V. Orbán comme vraisemblable et *logique*. Après avoir montré en quoi cette revendication était cohérente avec la conception électoraliste des régimes hybrides et qu'elle était « fiable » pour les auteurs mobilisant la notion de populisme dans une perspective critique de la démocratie, il convient également de montrer sa pertinence pour un cadre interprétatif culturaliste ou géopolitique. De fait, l'usage de la notion d'illibéralisme depuis la revendication de la démocratie illibérale a pu se superposer à une lecture géopolitique « civilisationnelle » opposant un bloc américain à un bloc anti-américain mené

question de la remise en question – ou de l'instrumentalisation – du modèle classique de l'Etat de droit par les néolibéraux du fait de leur lecture *économiste* du droit constitutionnel est abordé par Judith Shklar dès 1987, mais elle fait en plus l'objet de travaux en droit constitutionnel comparé et en politique comparée s'intéressant à la dimension autoritaire du constitutionnalisme néolibéral. Par conséquent, on peut non seulement questionner la dimension démocratique du « design institutionnel » exporté pendant les processus de transition/consolidation démocratique, mais également la dimension « libérale » d'un modèle juridico-politique qui vise à sanctuariser des règles juridiques garantissant le *free-market* – à condition de considérer que l'Etat de droit ne se réduit pas à la défense du marché. Sur ce point, voir notamment : SHKLAR Judith N., « Political theory and the rule of law », publié le 1987, [consulté le 31 mars 2021] SCHEUERMAN William E., « The Rule of Law at Century's End », *Political Theory*, 25, SAGE Publications Inc, 1997 SCHEUERMAN William E., « Economic Globalization and the Rule of Law », *Constellations*, 6, 1999 ALVIAR GARCÍA Helena, « Neoliberalism as a form of authoritarian constitutionalism », in *Authoritarian Constitutionalism*, Edward Elgar Publishing, 2019, [consulté le 9 février 2021] WILKINSON Michael A., « Authoritarian liberalism as authoritarian constitutionalism », *Authoritarian Constitutionalism*, Edward Elgar Publishing, 2019.

³²² FÆSSEL Michaël, « Néolibéralisme versus libéralisme ? », *Esprit*, Novembre, 2008.

par la Russie, la Chine, ou encore le Venezuela. Dans une certaine mesure, on observe donc la persistance de biais ethnocentrés et culturalistes au sein des études de l'illibéralisme qui ne sont que partiellement hérités de la transitologie.

Ainsi, l'intérêt pour la notion depuis sa revendication semble en partie liée à son inscription dans la critique ambivalente de l'occident réalisée par Orbán dans ses discours, qui associe la dénonciation du libéralisme occidental à une défense de l'occident chrétien. La revendication de l'illibéralisme et l'apologie des régimes Chinois et Russe dans les discours d'Orbán semble ainsi valider le choc des civilisations annoncé par Huntington et l'existence d'un conflit entre un occident libéral et une alliance entre plusieurs blocs civilisationnels à la fois opposés aux États-Unis et au libéralisme. En effet, la grille de lecture culturaliste ou géopolitique de l'illibéralisme conduisant à opposer un bloc occidental « libéral » et un bloc non-occidental « illibéral » se superpose souvent de façon explicite ou implicite aux cadres interprétatifs que nous avons déjà décrits³²³.

Or, comme nous l'avons vu, derrière la critique de l'ethnocentrisme de la transitologie, c'est cette lecture culturaliste qui justifie l'emploi du label « illibéral » pour Bell, afin de mettre en exergue l'inadéquation d'une culture « asiatique » confucéenne avec un libéralisme « occidental ». La prégnance de cette lecture culturaliste est toutefois plus ambiguë dans les travaux de Zakaria bien qu'elle éclaire justement les ambivalences de la littérature contemporaine. Ainsi, malgré la prise de distance de Zakaria avec l'idée d'un déterminisme culturel « fort » défendu par Huntington³²⁴ au profit d'une approche néo-institutionnaliste justifié par l'exemple du succès Singapourien mais encore celui de l'Inde, d'Israël et de la Chine, la grille de lecture culturaliste reste prégnante dans ses analyses en raison de son approche géopolitique. Ainsi, bien que la libéralisation soit avant tout synonyme d'implantation du capitalisme et d'ouverture au commerce international – ce qui explique le

³²³ A titre d'exemple, voir : BADIE Bertrand, « Les régimes illibéraux dans un jeu mondialisé », *Revue Défense Nationale*, 2023/6 (N° 861), p. 124-129.

³²⁴ « This brief history of liberty might seem a discouraging guide. It suggests that any country hoping to become a liberal democracy should probably relocate to the West. And without a doubt, being part of the Western world—even if on the periphery—is a political advantage. Of all the countries that gained independence after the Soviet empire collapsed, those that have shared what one might call “the Western experience”—the old lands of the Austrian and German empires—have done best at liberal democracy. (...) Does this mean that culture is destiny? This powerful argument has been made by distinguished scholars from Max Weber to Samuel Huntington. It is currently a trendy idea. From business consultants to military strategists, people today talk about culture as the easy explanation to most puzzles. » ZAKARIA Fareed, *The Future of Freedom*, W.W. Norton, 2003. P45-46.

caractère « libéral » du *east asian model* – les Etats décrits comme illibéraux sont nécessairement anti-américain et ils appartiennent à des cultures non-occidentales à l'image du Venezuela de Chavez, de la Russie d'Eltsine. Enfin pour F. Zakaria, le faible succès connu par l'implantation de la démocratie libérale en Irak en dépit des efforts états-uniens après la seconde guerre du golfe, et plus largement l'échec de la démocratisation de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale s'explique notamment par des variables culturels et religieuses. Bien qu'elle soit au service d'une analyse néo-institutionnaliste, le cadre interprétatif culturaliste et géopolitique est donc particulièrement prégnant dans la conceptualisation de l'illibéralisme de Zakaria, comme dans celle de Bell, ce qui éclaire sa persistance contemporaine.

En effet, si pour Zakaria, la facilité avec laquelle la Pologne et la Hongrie ont importé la démocratie libérale (et le capitalisme) s'explique justement par leur appartenance au bloc occidental, la revendication de l'illibéralisme par V. Orbán a pu être perçue au sein de la littérature contemporaine comme la résurgence du passé communiste « antilibéral » de la Hongrie ou encore de son appartenance à une culture non occidentale³²⁵. La revendication de l'illibéralisme par un premier ministre originaire de l'Europe centrale a ainsi permis de réinscrire le groupe de Visegrad dans l'espace post-communiste et de relativiser la compatibilité entre la culture politique des PECO et celle de l'Europe de l'ouest, de façon contradictoire avec les analyses de Zakaria et l'internationalisation du phénomène. La prégnance de cette lecture culturaliste éclaire également l'emploi de label illibéral pour décrire le régime turc après 2014, qui s'inscrit dans la continuité d'une série de travaux conceptualisant l'illibéralisme en priorisant la variable religieuse, en particulier au sein du monde arabe. Ces grilles de lecture culturalistes opposant le Moyen-Orient, le monde russe et la Chine, à la culture libérale occidentale ont-elles-mêmes été renforcées au fur et à mesure du renforcement des liens diplomatiques entre la Hongrie et la Turquie avec la Russie et la

³²⁵ Le constat d'un prisme culturaliste diffus au sein de la littérature portant sur l'illibéralisme a notamment été relevé par : ZALEWSKI Frédéric, « Introduction », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2016/4 (N° 47), p. 7-27. DOI : 10.3917/receo.474.0007. Pour un exemple de ce type d'approche, voir l'extrait suivant :

« The nationalistic turn in Hungary has undoubtedly drawn legitimization from the Western world's larger shift toward identity politics. The general backlash against political correctness and "gender ideology" led the Hungarian leaders to realize that there is nothing inevitable about the growing influence of progressive-liberal values. These global changes have re-amplified the authoritarian characteristics of Central and East European political culture, especially the prevalence of "hierarchy values" over the values of egalitarianism, intellectual and affective autonomy, and mastery (ambition, daring, and the like). » KREKÓ, Péter et ENYEDI, Zsolt. Orbán's laboratory of illiberalism. *J. Democracy*, 2018, vol. 29, p. 39.

Chine, conduisant à la description de la naissance d'une « unholy alliance »³²⁶ ou d'un ordre politique international illibéral³²⁷. L'illibéralisme est donc parfois explicitement conceptualisé selon une opposition entre un bloc occidental et un bloc anti-américain regroupant la Russie, la Chine et leurs « alliés » géopolitiques qui s'inscrit dans la continuité de certains cadres interprétatifs présent au sein des *democratizations studies*. Il convient d'ailleurs de noter que cette opposition a été elle-même appropriée et instrumentalisée par les acteurs politiques – comme en témoigne la déclaration de V. Poutine concernant le caractère obsolète du libéralisme lors de l'entretien accordé au Financial Times en 2019 – ce qui illustre une nouvelle fois l'enjeu épistémologique du succès performatif de l'illibéralisme dans la sphère politico-médiatique. Le manque de réflexivité épistémologique conduisant à employer le label *illibéral* pour appréhender la justification « idéologique » de la remise en question de l'hégémonie américaine est d'ailleurs relié à celui des cadres interprétatifs que nous avons évoqués précédemment. Ainsi, la critique du libéralisme de Poutine et sa défense explicite du populisme au nom du « souverainisme démocratique »³²⁸ valide l'opposition entre libéralisme et démocratie et la pertinence d'une classification hybride des régimes politiques associant démocratie et illibéralisme.

Enfin, dans la continuité des travaux de F. Zakaria et de la transitologie, on peut également constater l'existence d'un cadre interprétatif indirectement culturaliste prégnant dans les travaux faisant directement suite à la revendication de l'illibéralisme par V. Orbán et aux conflits entre la Pologne (puis la Hongrie) et l'Union Européenne. Ainsi, dans un premier temps, la transformation illibérale de la Hongrie puis de la Pologne a pu être considéré comme un phénomène de régression autoritaire causé par l'installation récente de la démocratie libérale et de ses institutions. Certains travaux s'intéressant à l'illibéralisme ont donc directement réemployé le cadre conceptuel de la consolidologie, ce qui implique de considérer l'illibéralisme comme un phénomène politique propre au processus de consolidation démocratique, soit comme une pause³²⁹, soit comme une régression³³⁰ au sein

³²⁶ KLAPSIS Antonis, *An Unholy Alliance*, Wilfried Martens Centre for European Studies, 2015.

³²⁷ BOYLE Michael J., « The Coming Illiberal Order », *Survival*, 58, Routledge, 2016.

³²⁸ LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

³²⁹ RUPNIK Jacques, « Illiberal Democracy and Hybrid Regimes in East-Central Europe », The Institute for European, Russian, and Eurasian Studies, 2023.

³³⁰ SZELENYI Ivan et CSILLAG Tamás, « Drifting from liberal democracy. Neo-conservative ideology of managed illiberal democratic capitalism in post-communist Europe » [en ligne], *Intersections. East European Journal of Society and Politics*, 1, 2015, [consulté le 14 janvier 2022].

de ce dernier. Or, l'emploi du cadre conceptuel de la consolidologie induit une opposition entre un illibéralisme propre aux Etats de la troisième vague de démocratisation, et le libéralisme des démocraties *occidentales* consolidées. Pour le dire autrement, il semble qu'il subsiste un biais ethnocentrique hérité de la consolidologie au sein de la littérature sur l'illibéralisme qui consiste à penser l'illibéralisme comme une configuration politique propre aux Etats de la troisième vague de démocratisation, qui ne peut exister dans les démocraties libérales occidentales traditionnelles. L'illibéralisme en tant que concept vise donc à décrire un rejet du processus d'importation de la démocratie libérale, voire un conflit entre le libéralisme et les cultures politiques nationales des Etats en question. Ainsi, la conceptualisation de l'illibéralisme, en particulier sur le plan juridique ou économique, ne peut englober les Etats occidentaux ou les mouvements politiques populistes et conservateurs historiques de l'Europe de l'ouest ou du monde anglo-saxon. De même, cette grille de lecture qui est notamment défendue par les néoconservateurs américains, implique de considérer le développement de l'illibéralisme dans les régimes occidentaux comme le fruit de l'influence croissante du bloc anti-américain, à l'image de la Hongrie qui est considérée comme le « cheval de troie » de la Russie en Europe.

Comme nous le verrons par la suite, l'adhésion explicite à ces grilles de lectures culturalistes et géopolitiques n'empêchent pas les confusions pour les tenants de ces approches ce qui induit des divergences dans la délimitation du phénomène illibéral, y compris sur un plan géopolitique comme le montre le cas Polonais et l'arrivée au pouvoir de D. Trump. L'opposition entre un illibéralisme et libéralisme occidental laisse induit ainsi des contradictions entre cadres interprétatifs associant l'occident au capitalisme, au constitutionnalisme libéral ou encore au christianisme.

2. Un passage de la démocratie illibérale à l'illibéralisme illustrant le succès paradoxal de la notion

Afin de comprendre les causes de la formation d'un véritable champ d'études consacré à l'illibéralisme ainsi que les cadres conceptuels qui le structure, il nous a semblé nécessaire d'interroger l'articulation entre les premiers travaux s'intéressant à la démocratie illibérale dans le sillage de la transitologie et les travaux postérieurs à sa récupération politique. De prime

abord, ce travail nous a conduit au constat paradoxal d'une faible réception des travaux pionniers sur l'illibéralisme – notamment ceux de F. Zakaria – au sein de la littérature contemporaine, en dépit de leur allure « visionnaire ». Par conséquent, les travaux pionniers sur l'illibéralisme ne jouent pas le rôle qu'ont pu jouer les travaux fondateurs de Guillaume O'Donnell, Samuel Huntington ou Philippe Schmitter au sein de la transitologie. Ce constat permet d'éclairer l'absence d'une « d'école » doctrinale dans l'étude du phénomène illibéral car la littérature s'intéressant à l'illibéralisme s'est surtout développée en réaction aux revendications de plusieurs acteurs politiques, ce qui a impliqué un usage descriptif des termes de démocratie illibérale et d'illibéralisme. L'appropriation du terme de démocratie illibérale par V. Orbán a donc connu un retentissement important mais qui rétrospectivement apparaît inattendu. Cette appropriation a propulsé la Hongrie puis la Pologne sur le devant de la scène politico-médiatique, ce qui a produit des effets « performatifs ». L'ensemble des transformations politiques observés dans ces deux Etats après l'arrivée au pouvoir du Fidesz en 2010 puis du PiS en 2014 ont ainsi été appréhendés à travers le prisme de la démocratie illibérale tandis que l'importance de ces deux formations politiques – et de leurs intellectuels organiques – au sein de la galaxie des droites européennes et américaines s'est considérablement accrue.

Or, nous avons pu constater que ces usages descriptifs de la démocratie illibérale et de l'illibéralisme s'inscrivait en réalité dans la continuité de certains biais et impensés déjà présents au sein de la littérature pionnière sur la question, malgré les critiques qui lui ont été adressées. Ces biais et impensés induisent un certain nombre de malentendus et de confusions qui grèvent autant les mobilisations de ces premiers travaux sur la démocratie illibérale, que leurs remises en question. Ainsi, les ouvrages de Zakaria sont parfois invoqués pour défendre des analyses qui sont en tout point opposée à celles de leur auteur – comme l'emploi du concept de démocratie illibéral pour décrire le régime Singapourien – bien qu'elles ne soient pas nécessairement incohérentes, puisqu'elles font en réalité écho à d'autres travaux, comme ceux de Bell. Inversement, les travaux de Zakaria sont parfois critiqués parce qu'ils partent du postulat selon lequel la démocratie n'est pas intrinsèquement libérale, ce qui relativiserait les apports du libéralisme à la théorie démocratique³³¹, alors qu'il s'agit

³³¹ A titre d'exemple, voir MENY Yves, « 5. Libéralisme, illibéralisme : fécondes ambiguïtés ? », dans : , *Imparfaites démocraties*. sous la direction de MENY Yves. Paris, Presses de Sciences Po, « Hors collection », 2019, p. 161-199. « La dénonciation de l'illibéralisme amorcée par Fareed Zakaria qui a contribué à lancer le débat après avoir créé

précisément de l'objectif défendu par Zakaria afin de prouver la supériorité du libéralisme sur la démocratie. De plus, la lecture comparée des ouvrages de Bell et de Rosanvallon suggère qu'il existe un « problème » plus profond avec le terme de démocratie illibérale, car même s'ils sont méconnus et peu cités, le contenu de leur analyse (ou leurs conclusions) semble partagé par de nombreux travaux contemporains. De là, il nous semble possible d'identifier le point nodal de ce chapitre dédié à la généalogie de la notion d'illibéralisme : les travaux pionniers dans la conceptualisation de l'illibéralisme ne sont pas la cause des problèmes rencontrés dans la littérature contemporaine, mais ils révèlent l'existence d'une série de problèmes qui sont propre à l'étude d'un phénomène « illibéral ». Pour le dire autrement, la conceptualisation de l'illibéralisme soulève des problèmes théoriques qui ne sont pas imputable à l'incohérence d'un cadre conceptuel originel qui serait resté intact jusqu'à aujourd'hui, mais qui semblent propre à la conceptualisation de l'illibéralisme, car ces difficultés se manifestent dès qu'on cherche à conceptualiser cette notion.

Ainsi, une étude préliminaire de la littérature suggère l'idée selon laquelle les biais et impensés grévant l'emploi du concept de démocratie illibérale sont toujours prégnants malgré la préférence progressive accordée à la notion d'illibéralisme. De fait, les termes de démocratie illibérale et illibéralisme sont souvent employés de façon interchangeable alors que le passage de la démocratie illibérale à l'illibéralisme nécessite une réflexion plus approfondie sur la conceptualisation de l'illibéralisme comme le rappelle Laruelle³³². Le passage du concept de démocratie illibérale à la notion d'illibéralisme traduit donc un *approfondissement*, qui permet de laisser de côté certains des problèmes soulevés par le concept de « démocratie » mais qui poursuit la même visée, à savoir la nécessité de penser la remise en question de la démocratie libérale :

« There is a thriving cottage industry dealing with democratic backlash, but much less interest in illiberal phenomena in politics. More precisely, the illiberal aspect of new cultural phenomena is often disregarded, as these new forms of social expression are

le vocable est légitime et a de bonnes raisons à invoquer. Toutefois cette dénonciation opère comme si le libéralisme n'était pas un élément – et depuis l'origine – introduit pour brider, empêcher, restreindre les effets négatifs que pourrait entraîner une démocratie pleine et entière, un gouvernement direct et immédiat par le peuple. On a déjà souligné à maintes reprises comment cet antidote s'est à la fois révélé nécessaire, indispensable et finalement bénéfique du point de vue de la construction démocratique. Il y a un large consensus sur ce point, du moins jusqu'à ces derniers temps. » ainsi que

³³² The shift from the adjective “illiberal” to the noun “illiberalism” —rarely noticed by scholars—forces a move from subordinate status (in “illiberal democracy,” illiberal merely modifies the broad category of “democracy”) to claiming some form of coherence that would legitimate its status as an -ism

viewed with adoration or astonishment. This happens at a time when minimalist conceptions of democracy (Przeworski 1999) – once regarded as a host of possibilities for an open-minded study of government – have become an intellectual burden beyond the riddles of dominant party democracies and electoral authoritarianism that produce regime stability like clockwork.

(...)

Despite its current global prevalence, populism is not the only successful road leading to illiberalism. Religious fundamentalism, radical nationalism, and communitarianism are also commonly travelled paths. Most of the elements of illiberalism we find already in Plato's celebration of an illiberal social order (as summarized in Popper's attack in which he accused Plato of defending "lying, political miracles, tabooistic superstition, the suppression of truth, and ultimately, brutal violence" (Popper 1950, 194)) »³³³.

A l'image de Zakaria, les éditeurs du *Routledge handbook of illiberalism* sont ainsi explicite quant à la dimension normative de leur travail, qui vise la défense d'un libéralisme « continental » assimilé à la liberté individuelle :

« Admittedly, the editors of the *Handbook* consider the study of illiberalism vital because of their commitment to liberalism in the continental sense (i.e. individual personal freedom in a free and open society, in a political community which functions as a constitutional democracy). Many scholars and politicians do not endorse this perspective. It is quite possible that the contemporary social order cannot be maintained on liberal grounds, with nominal priority given to individual choices. Likewise, it is possible that the international economic order will not continue to operate on the assumptions of free trade and what is often called neoliberalism (either because of an alleged resulting social injustice or nationalist protectionism) »³³⁴.

Pour résumer, la notion d'illibéralisme a connu un succès paradoxal. Premièrement, parce que si ce succès exprime une nécessité continue depuis les années 1990 de défendre le libéralisme face à la démocratie, puis face au populisme et aux critiques conservatrices et progressistes, ce qui peut donner l'impression d'une continuité entre les travaux pionniers sur la démocratie illibérale et certains pans de la littérature contemporaine ; il existe une série de malentendus au sein de ces travaux. Ces malentendus invitent à considérer l'idée selon laquelle les travaux critiquant l'illibéralisme ne défendent pas le même libéralisme, ou le libéralisme qu'ils croient défendre. Ainsi, la défense revendiquée du libéralisme « classique » ou du libéralisme

³³³ SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021. p-xxi

³³⁴ *Ibid.* p-xxiv

« continental » laisse entrevoir une priorisation du libéralisme économique sur le libéralisme politique. Deuxièmement parce que la nécessité de conceptualiser l’illibéralisme n’est véritablement apparue que suite à son appropriation par les acteurs politique ce qui soulève une série de problèmes épistémologiques. La généalogie de la notion d’illibéralisme suggère ainsi l’existence de plusieurs pistes pour comprendre l’existence d’un puzzle conceptuel propre à la conceptualisation de l’illibéralisme.

La première consiste à partir du constat que les enseignements de l’échec de la transitologie n’ont pas été tirés, parce que certains de ses cadres conceptuels sont encore en vigueur aujourd’hui, or ils induisent des façons de conceptualiser l’illibéralisme qui sont insuffisantes ou contradictoires. De fait, on peut constater que les définitions de l’illibéralisme proposées dans les ouvrages de références sur l’illibéralisme sont très proches des définitions originelles et que le passage du concept de démocratie illibérale à celui d’illibéralisme n’est pas interrogé dans la littérature, y compris dans les ouvrages dédiés à la généalogie de la notion³³⁵. En mobilisant une approche linguistique, on peut donc distinguer la littérature sur l’illibéralisme entre deux approches de l’illibéralisme.

Pour la frange majoritaire au sein des *illiberalism studies*, la notion d’illibéralisme s’inscrit dans la continuité des travaux de F. Zakaria sur la démocratie illibérale. La notion d’illibéralisme vise donc à décrire le même phénomène que celui décrit par F. Zakaria à savoir l’avènement d’un *backlash* antilibéral par le biais de la démocratie (ou de l’électoratisme). La préférence pour le terme « illibéralisme » plutôt que « démocratie illibérale » ne constitue donc qu’une question de labellisation, et il n’implique pas une évolution conceptuelle. Par conséquent, pour cette frange de la littérature – dont le RHI constitue l’ouvrage le plus représentatif – bien qu’il soit difficile de fournir une définition consensuelle du libéralisme, l’illibéralisme est lui facilement identifiable comme nous l’avons vu en introduction³³⁶.

³³⁵ ROSENBLATT Helena, « The History of Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

³³⁶ Nous faisons référence à la définition de l’illibéralisme proposée dans la préface du RHI que nous avons déjà mentionné et que nous citons maintenant dans son intégralité par souci de clarté :

« Illiberalism refers to a set of social, political, cultural, legal, and mental phenomena associated with the waning of individual liberty (personal freedom) as an everyday experience. Illiberalism is not an ideology or a regime type. The rise of illiberalism is not always violent. At times it is not even unpleasant. Nor is it synonymous with totalitarianism or autocracy. It is compatible with the political rituals of a competitive democracy. It results from political, social, and economic practices that unduly concentrate powers in the executive branch, or from the limitations on social diversity or political pluralism (i.e. in the name of higher values such as Christianity, Hindutva, Islam, the common good, or peace and harmony).

(...)

L'illibéralisme est ainsi décrit et pensé comme la forme contemporaine de l'antilibéralisme. L'illibéralisme n'est donc pas une idéologie ou un type de régime mais plutôt une série de pratiques et d'idées résultant d'idéologies ou de courants de pensée hétérogène bien qu'ayant en commun le rejet du libéralisme.

On peut toutefois distinguer une autre frange de la littérature au sein des *illiberalism studies*, qui est plus attentive à la dichotomie entre label et concept. Ces travaux ont ainsi en commun le fait de penser le caractère polysémique du terme d'illibéralisme, et les différentes conceptualisations possibles de ce dernier. Au sein de cette approche, la notion d'illibéralisme est donc pensée de façon indépendante des travaux de F. Zakaria et elle vise à fournir un concept permettant d'appréhender un phénomène dont la délimitation ne recoupe pas nécessairement la revendication politique de l'illibéralisme ou la critique d'un libéralisme. Cette approche induit par conséquent une pluralité de conceptualisations de l'illibéralisme dont la généalogie, la nature et la délimitation varie. Ainsi, pour Reijer Hendrikse, l'illibéralisme constitue la dernière manifestation des contradictions (et des convulsions) du néolibéralisme³³⁷. L'emploi du terme de néo-illibéralisme est ainsi le terme le plus adapté pour décrire l'alliance contemporaine entre la droite nationaliste et le néolibéralisme conduisant à la remise en question des institutions classiques du libéralisme politique au nom de la préservation d'un néolibéralisme mutant³³⁸, tandis que pour Jasper Theodor Kauth et Desmond King l'emploi du terme « illibéralisme » dissimule deux phénomènes distincts à savoir la remise en question de la forme procédurale au sein des démocraties libérales (« *disruptive illiberalism* ») et la remise en question de l'idéologie libérale en elle-même qui n'est pas propre aux démocraties (« *ideological illiberalism* »)³³⁹. On peut d'ailleurs noter que le terme d'illibéralisme a historiquement été employé dans une perspective (critique) radicalement différente par Desmond King en 1999 afin de révéler la nature intrinsèquement

Illiberalism rejects rational discourse, instead promoting intolerance, fear of difference, the cult of force, discipline, and moral authority (i.e. morality being a matter of authority). The above are ordinary staples of illiberalism. Respect for authority and tradition in society, fear of individual freedom, and praise of organic collectives are rather common tropes in ideological attacks on liberalism, and in the political regimes related to these positions. If not communitarian, illiberalism is at least sympathetic to it, and it is certainly anti-individualistic ». SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *op. cit.*

³³⁷ HENDRIKSE Reijer, « Neo-illiberalism », *Geoforum*, 95, 2018.

³³⁸ CALLISON William et MANFREDI Zachary, *Mutant Neoliberalism*, Fordham University Press, 2019.

³³⁹ KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

ambivalente du libéralisme sur le plan des droits et libertés individuelles³⁴⁰. Néanmoins, c'est la définition de l'illibéralisme proposée par M. Laruelle qui semble la plus représentative de cette approche de l'illibéralisme car elle fournit simultanément une définition de l'illibéralisme et un aperçu synthétique des conceptualisations de ce dernier au sein de la littérature existante.

Par conséquent, afin de rendre plus intelligible notre traitement des études de l'illibéralisme et plus largement, des usages de la notion, nous proposons de distinguer deux usages de la notion d'illibéralisme. Le premier, que nous qualifierons de prescriptive³⁴¹, consiste à considérer qu'il existe un phénomène de remise en question du libéralisme qui s'inscrit dans la continuité des différentes critiques du libéralisme. Par conséquent, la conceptualisation de l'illibéralisme s'impose d'elle-même et le fait qu'elle puisse faire l'objet d'une contestation, tant au niveau de ses prémisses (ce qu'on considère comme étant libéral, la définition qu'on donne du libéralisme) de son contenu (ce qu'on considère comme étant une remise en question du libéralisme) et de sa délimitation (les acteurs ou les phénomènes auxquels le label illibéral peut s'appliquer) constitue un impensé. Comme nous avons essayé de le montrer, cette distinction n'induit cependant pas que les tenants d'une approche prescriptive partagent la même conceptualisation de l'illibéralisme. Les contradictions et les malentendus suscités par l'utilisation de la notion naissent donc des divergences entre ces trois niveaux de conceptualisation de l'illibéralisme, qui vont varier en fonction de la grammaire du libéralisme employé.

Par opposition, nous qualifierons de « compréhensif » le deuxième usage de la notion d'illibéralisme. Il consiste à considérer que sa conceptualisation n'est pas évidente parce qu'il n'existe pas une « essence » de l'illibéralisme, qui se matérialiserait de manière plus ou moins prononcée selon les époques. Cette approche « compréhensive » part donc du postulat plus ou moins explicite que la notion d'illibéralisme susceptible d'être la source de malentendus en raison de la diversité des significations du terme de libéralisme, et par conséquent de la

³⁴⁰ KING, Desmond. *In the name of liberalism: illiberal social policy in the USA and Britain*. OUP Oxford, 1999. Nous reviendrons plus en détail sur cet ouvrage qui s'inscrit dans la continuité des critical studies et qui permet de souligner les impensés qui affectent la compréhension du libéralisme, notamment en raison de la méconnaissance des politiques d'eugénisme et de stérilisation menées au nom du libéralisme pendant le XXe, ce qui esquisse la possibilité de conceptualiser l'illibéralisme selon une grammaire « post-marxiste » qui est largement méconnue.

³⁴¹ La notion d'approche prescriptive est empruntée à : BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, 2014.

diversité des formes d'anti-libéralismes, que ce soit sur le plan théorique ou empirique. Cet usage de la notion conduit nécessairement à des conceptualisations de l'illibéralisme distinctes bien qu'elles ne soient pas nécessairement contradictoires. En effet, on observe au sein de ces travaux des divergences dans la manière de délimiter le phénomène illibéral – c'est-à-dire dans la façon la plus appropriée de sélectionner et de nommer les éléments pris en compte pour définir l'illibéralisme – plutôt que sur le contenu ou la description de ces éléments. Dans ces travaux, la pluralité des conceptualisations possibles de l'illibéralisme est envisagée, mais elle n'est pas nécessairement incluse dans la définition de l'illibéralisme en lui-même. Par conséquent, les conceptualisations « compréhensives » de l'illibéralisme s'inscrivent dans une perspective nominaliste³⁴², ce qui les rends moins « instable » sur le plan conceptuel que les conceptualisations « prescriptive » de l'illibéralisme. Néanmoins, cela ne signifie pas qu'elles cherchent à résoudre le problème de la pluralité des « libéralismes », ni qu'elles le dépassent effectivement.

³⁴² Le terme de nominalisme est ici employé pour souligner le fait que la notion d'illibéralisme est employée dans ces travaux comme un concept « artificiel » dont la délimitation est établie de manière conventionnelle, sans être identifié au sens strict du terme aux « discours » illibéraux.

Conclusion chapitre I.

Notre généalogie de la notion d'illibéralisme visait à comprendre le cadre conceptuel dans lequel cette notion s'insérait en mobilisant une double perspective, à la fois contextualiste et interprétative. À cette fin, nous avons orienté notre travail vers deux horizons. Le premier visait à comprendre *pourquoi* la notion d'illibéralisme était utilisée, ce qui nous a d'abord conduit à chercher pourquoi la notion était apparu, puis à nous demander si jamais les usages contemporains de la notion répondaient bien aux mêmes motifs. Cette histoire conceptuelle succincte de la notion nous a permis de replacer l'avènement de la notion d'illibéralisme dans le contexte de dépassement des apories des *democratizations studies* et plus particulièrement de la transitologie ; puis d'éclairer son récent succès à l'aune de ses appropriations politiques. Malgré l'absence d'école ou de paradigme dans la conceptualisation de l'illibéralisme qui assurerait la continuité entre les premières conceptualisations de la notion et ses usages contemporains, nous avons identifié une tendance dominante dans l'usage de l'illibéralisme. La notion d'illibéralisme est ainsi principalement employé pour décrire (ou prédire) l'existence d'un conflit entre démocratie et libéralisme, dont la manifestation contemporaine serait la remise en question des institutions du libéralisme politique dans les régimes démocratiques issues de la troisième vague de démocratisation et dans les démocraties occidentales consolidées. Le narratif consistant à penser l'illibéralisme dans la continuité d'un conflit *séculaire* entre démocratie et libéralisme conduit donc à associer étroitement la notion à une remise en question du constitutionnalisme libéral.

En effet, cette généalogie de la notion d'illibéralisme nous a également permis d'amorcer notre étude des grammaires du libéralisme sur lesquelles s'appuient les conceptualisations de l'illibéralisme. De fait, on peut désormais être frappé par la diversité des phénomènes qui sont visés par ce label. L'extension exponentielle des champs d'applications de cette notion, et l'hétérogénéité des approches et des disciplines qui se l'approprient soulève néanmoins une série d'interrogations, puisqu'elle peut à la fois révéler une trop grande « élasticité

conceptuelle » ou à l'inverse, une pertinence insoupçonnée. De fait, le passage progressif d'une réflexion sur la démocratie illibérale à la formation d'un champ consacré à l'étude de l'illibéralisme reflète l'internationalisation d'un phénomène qui était originellement conçu comme spécifique à l'Europe centrale et orientale. Comme on l'a vu, cette évolution n'a toutefois pas induit une remise en question du cadre conceptuel ayant conduit à la formation du concept de démocratie illibérale. L'extension du champ d'application « géographique » de l'illibéralisme causée par l'arrivée au pouvoir de partis ou de forces illibérales dans les démocraties consolidées a ainsi conduit à consacrer le diagnostic de la résurgence du conflit entre libéralisme et démocratie. Le narratif entretenu par les acteurs politiques d'une incompatibilité entre volonté majoritaire et constitutionnalisme a donc conduit à penser l'illibéralisme comme la manifestation d'un populisme majoritaire remettant en question les institutions du libéralisme politique (destinées à limiter la tyrannie de la majorité) au nom de la souveraineté populaire. L'examen *synoptique* des usages de la notion d'illibéralisme conduit pourtant à un constat ambivalent puisque s'il est difficile de cartographier avec précision toutes les variations dans les conceptualisations de l'illibéralisme, certains éléments de définitions et certaines délimitations du phénomène illibéral semblent faire consensus. Ce constat explique ainsi l'emploi régulier de la notion d'air de famille dans les travaux sur l'illibéralisme, puisque s'il semble exister une forme d'identité entre tous les manifestations politiques de « l'illibéralisme », il est cependant difficile de capturer l'essence de la notion et d'en proposer une définition consensuelle. Ainsi, comme nous l'avons montré en comparant les définitions de la démocratie illibérale de F. Zakaria et D. Bell, l'illibéralisme est presque systématiquement associé depuis sa genèse à la remise en question du constitutionnalisme libéral. De même, au sein des travaux prenant en compte la polysémie potentielle du terme d'illibéralisme, sa conceptualisation est toujours synonyme de remise en question du libéralisme politique. Toutefois, malgré cette convergence linguistique, le contenu de cette équation entre illibéralisme et anti-constitutionnalisme soulève instantanément des contradictions et des malentendus en raison de la pluralité des conceptualisations du constitutionnalisme, ce qui nécessite d'étudier avec plus d'attention ses implications dans la définition et la délimitation de l'illibéralisme.

Chapitre II. Les impasses des conceptualisations de l'illibéralisme : comparaison des usages contemporains de la notion

« À strictement parler, le libéralisme économique est le principe directeur d'une société dans laquelle l'industrie est fondée sur l'institution d'un marché autorégulateur. Il est vrai qu'une fois ce système à peu près réalisé, on a besoin de moins d'intervention d'un certain type. Cependant, cela ne veut pas dire, loin de là, que le système de marché et l'intervention soient des termes qui s'excluent mutuellement. Car aussi longtemps que ce système-là n'est pas en place, les tenants de l'économie libérale doivent réclamer – et ils n'hésiteront pas à le faire – que l'État intervienne pour l'établir et, une fois qu'il est établi, pour le maintenir. Le tenant de l'économie libérale peut donc, sans aucune conséquence, demander à l'État d'utiliser la force de la loi, il peut même faire appel à la force violente, à la guerre civile, pour instaurer les conditions préalables à un marché autorégulateur ».

Karl Polanyi, *La Grande transformation*, 1944.

« Le positivisme juridique est, à cet égard, simplement l'idéologie du socialisme – si l'on nous permet d'utiliser le nom de la forme la plus influente et la plus respectable du constructivisme pour représenter ce dernier dans toutes ses multiples formes – et de l'omnipotence du pouvoir législatif. C'est une idéologie enfantée par le désir d'acquérir le contrôle complet de l'ordre social, et par la croyance qu'il est en notre pouvoir de déterminer, délibérément et de telle façon qui nous plaira, tous les aspects de cet ordre social.

(...)

Aux yeux de ceux qui, par ailleurs, attribuent au législateur un pouvoir illimité par nécessité, la liberté individuelle devient une notion « irrémédiablement condamnée », et la liberté est désormais entendue, exclusivement, comme l'indépendance collective de la communauté, c'est-à-dire la démocratie. Le positivisme juridique est ainsi devenu aussi le principal soutien idéologique des pouvoirs illimités d'une démocratie ».

Friedrich A. Von Hayek, *Droit, législation et liberté*, volume 2, « *Le mirage de la justice sociale* », 1981.

« The liberal tradition makes constitutional theory both necessary and impossible. It is necessary because it provides the restraints that the liberal tradition requires us to place on those in power, legislators and judges as well. It is impossible because no available approach to constitutional law can effectively restrain both legislators and judges: If we restrain the judges we leave legislators unconstrained; if we restrain the legislators we let the judges do what they want. (...) We are left with a choice of dictatorships; sometimes the majority will be the dictator, and sometimes the judges will.»

Mark V. Tushnet, *Red, White, and Blue: A Critical Analysis of Constitutional Law* (University Press of Kansas, 2015).

Introduction Chapitre II.

Maintenant que le concept de démocratie illibérale a cédé la place à la notion d'illibéralisme, il convient d'interroger les usages de la notion dans une perspective synchronique consacrée aux usages contemporains de la notion³⁴³.

- Que disent les utilisations du terme d'illibéralisme quant à leur objet : parlent-elles du même phénomène ? partagent-elle certains postulats (plus ou moins explicites) pour penser le phénomène en question ?
- Que cherche-t-on à dire en employant cette notion : Quelles sont les fonctions explicites ou implicites attribuées à la notion ?

Notre approche diachronique nous a montré que le terme d'illibéralisme était déjà vecteur de malentendus et de confusions dans les années 1990 et que ces ambiguïtés s'étaient encore aggravées à partir des années 2010. Ces confusions, amplifiées par la prégnance de plusieurs narratifs – opposition entre démocratie et libéralisme, ou entre traditions occidentale et non-occidentale – n'empêchent pas des convergences à la fois sémantique et conceptuelle. Ainsi, l'illibéralisme est invariablement pensé comme une remise en question du constitutionnalisme libéral, à la fois juridique et idéologique³⁴⁴.

Par conséquent, il convient d'appréhender de façon plus fine cette équation, car nous avons pu constater qu'elle était faussement familière en comparant les travaux de Bell et Zakaria. *L'air de famille* entre la pluralité des références à l'État de droit, la *rule of law* et le constitutionnalisme dissimule ainsi des conflits de définitions aux ramifications conceptuelles

³⁴³ Par usages contemporains, nous désignons les emplois du terme « illibéralisme » dans la littérature académique depuis 2015, plus particulièrement depuis 2020, c'est-à-dire depuis que le champ lexical de l'illibéralisme est entré dans le langage politique courant, notamment à la suite de son appropriation par V. Orbán. Nous n'ignorons pas que la délimitation chronologique de notre approche synchronique recoupe celle de notre approche diachronique. Il s'agit toutefois d'un choix justifié par la porosité entre les deux approches. Sur ce point, voir : BOSA Bastien, « Ce Qui Change Et Le Déjà Fait », *Revue européenne des sciences sociales*, 49, Librairie Droz, 2011.

³⁴⁴ Comme nous l'avons vu, l'association conceptuelle de l'illibéralisme à la remise en question du constitutionnalisme libéral renvoi à un narratif diffus déjà prégnant dans les années 1990, mais on peut considérer qu'elle se transforme en une véritable équation qui servira de paradigme pour les études de l'illibéralisme à partir des années 2010 grâce à la parution de plusieurs articles dans le *Journal of Democracy* en 2012, notamment ceux de J. Rupnik, M. Bánkuti, G. Halmai et K. L. Scheppele : RUPNIK Jacques, « Hungary's Illiberal Turn », *Journal of Democracy*, 23, Johns Hopkins University Press, 2012 BÁNKUTI Miklós, HALMAI Gábor et SCHEPPELE Kim Lane, « Hungary's Illiberal Turn », *Journal of Democracy*, 23, Johns Hopkins University Press, 2012.

complexes puisque le constitutionnalisme libéral est tantôt confondu avec le constitutionnalisme – comme l’est la démocratie libérale avec la démocratie – tantôt distingué de ce dernier, pour des raisons à la fois analytiques et normatives. La cartographie des usages de la notion d’illibéralisme met donc en exergue l’existence de « zones d’ombres » dans la littérature mais également des problèmes conceptuels impensés. Alors que le « contenu » et la délimitation géo-historique de ce phénomène illibéral de remise en question du constitutionnalisme libéral semble évident, il varie considérablement en fonction de la définition de certains concepts clés, tel que celui de constitutionnalisme. La diversité des définitions du constitutionnalisme fait de l’équation entre illibéralisme et remise en question du constitutionnalisme (et plus largement l’équation entre illibéralisme et autoritarisme) une source de confusions et d’ambiguïtés qui troublent la compréhension de la fonction attribuée à la notion, et son contenu. Selon nous, il est toutefois possible de clarifier cet imbroglio en mobilisant une approche linguistique attentive aux implications de la diversité des grammaires du libéralisme et des conceptions du constitutionnalisme qu’elles sous-tendent. Or, si cette diversité de conceptions du constitutionnalisme soit connue et rappelée dans certains ouvrages de références au sein des *illiberalism studies*³⁴⁵ – bien que cela ne reflète pas l’ensemble de la littérature - les implications de cette diversité ne semble pas avoir été comprises.

Ainsi, alors que l’illibéralisme est communément associé à un « moment populiste »³⁴⁶ conduisant à un assaut inédit envers l’ordre politique libéral constitutionnaliste ; l’arrivée au

³⁴⁵ Le fait que le constitutionnalisme fasse l’objet d’une pluralité de définitions contradictoires est ainsi un lieu commun en théorie du droit constitutionnel, bien que cette pluralité fasse rarement l’objet d’un travail de clarification conceptuelle. Elle est ainsi connue par les éditeurs du RHI – bien qu’elles ne soient pas intégrées dans leurs chapitres au sein du RHI – et par la majorité de la doctrine s’intéressant au phénomène de remise en question du constitutionnalisme libéral sous le prisme du droit constitutionnel comparé. Voir à titre d’exemple : SAJÓ András, *Limiting Government* [en ligne], Central European University Press, 1999, [consulté le 19 février 2024] LANDAU David, « Abusive Constitutionalism », *U.C. Davis Law Review*, 47, 2013 TUSHNET Mark, « Varieties of Constitutionalism Editorial », *Int’l J. Const. L.*, 14, 2016 HALMAI Gábor, « Populism, authoritarianism and constitutionalism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, 2019 BIEN-KACAŁA Tímea Drinóczi Agnieszka, *Illiberal Constitutionalism in Poland and Hungary*, Routledge, 2021.

³⁴⁶ Par « moment populiste » ou « populist zeitgeist » nous faisons référence à l’ensemble des thèses appréhendant l’arrivée au pouvoir de la droite radicale « populiste » à partir 2010 en Pologne et en Hongrie, puis dans le reste du monde, comme l’avènement d’un phénomène contemporain inédit. Nous ne faisons donc pas exclusivement référence à l’article de C. Mudde paru en 2004 puisque la généalogie du populisme de ce dernier semble précisément mal comprise. Sur ce point, voir à titre non exhaustif : MUDDE Cas, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39, 2004 MOUNK Yascha, « The People vs. Democracy », in *The People vs. Democracy*, Harvard University Press, 2018, [consulté le 16 novembre 2023] NORRIS Pippa et INGLEHART Ronald, *Cultural Backlash*, Cambridge University Press, 2019 EUVÉ François, « Un “moment” populiste en Europe », *Études*, Avril, S.E.R., 2019.

pouvoir de la droite radicale à partir des années 2010³⁴⁷ a révélé la nécessité d'une distinction entre le phénomène d'instrumentalisation et de détournement du droit constitutionnel et celui du non-respect de ce droit. La conceptualisation de l'illibéralisme soulève donc un problème fondamental – qui est révélé par la centralité de son association avec la remise en question du constitutionnalisme bien qu'elle transparaisse dans l'ensemble de ses dimensions – que l'on peut selon nous formuler de la façon suivante :

- La fonction du concept d'illibéralisme est-elle de décrire ou de rendre intelligible un phénomène politique délimité géo-historiquement, comme l'arrivée au pouvoir de la droite radicale dans les années 2010 ? Si c'est le cas, le terme « illibéral » est-il un label décalquant la grammaire politique employée par les acteurs en question sans implications conceptuelles, ce qui signifie que le concept n'a pas intrinsèquement la dimension anti-libérale que son étymologie lui prête ?
- La fonction du concept d'illibéralisme est-elle de penser et de rendre intelligible la remise en question de l'idéologie libérale et ses implications politique, juridique ou encore géopolitique ? Si c'est le cas, le caractère heuristique du concept pour la politique comparée est-il accessoire ? Pour le dire autrement, le concept d'illibéralisme vise-t-il à appréhender un éloignement vis-à-vis du libéralisme – c'est-à-dire un phénomène de dé-libéralisation³⁴⁸ – ou sa négation, même si le périmètre de ce

³⁴⁷ Il convient de noter que pour certains travaux, ce moment populiste illibéral caractérise également le « camp progressiste » avec l'avènement des *identity politics* et le développement de théories critiques du libéralisme issus des pensées féministes et décoloniales. Comme nous le verrons par la suite, le choix de ne pas nous concentrer sur ces travaux s'explique par leur conceptualisation et leur généalogie incohérente du libéralisme, bien que leur comparaison révèle une convergence impensée entre les intellectuels proches de la droite radicale (voire explicitement favorable envers l'illibéralisme) et certains critiques de l'illibéralisme. Ainsi, pour F. Furedi comme Y. Mounk, c'est à gauche que l'illibéralisme est le plus prégnant et/ou le plus nocif pour le libéralisme. Voir à titre non-exhaustif : FUREDI Frank, *Populism and the European Culture Wars*, Routledge, 2017 MOUNK Yascha, *Le piège de l'identité*, Humensis, 2023. Voir cet extrait à titre d'exemple

« And what we have seen in the last decade or two is the emergence of quite significant and deep challenges to those ideas. They are partially from the post-liberal right in the form of demagogues who run for office and sometimes win elections, but also in terms of intellectual challengers who say that conservatives should cease being philosophical liberals, that they should try to impose their idea of a good life on the rest of the citizenry. But we have also seen deep challenges to philosophical liberalism from the left, including a deep tradition of Critical Race Theory, which effectively says that these universal ideals and neutral laws are just fig leaves that try to perpetuate racial domination and need to be rejected root and branch. (...) And so I do think that both the more sophisticated versions of the Critical Race Theory in the scholarly world from people like Derrick Bell and from Kimberlé Crenshaw, and its sometimes less sophisticated applications in popular culture are premised on a fundamental rejection of the liberal principles that I believe in » Yascha Mounk on Populism, Critical Race Theory, and Defending Liberal Democracy, illiberalism studies program : <https://www.illiberalism.org/yascha-mounk-on-populism-critical-race-theory-and-defending-liberal-democracy/>

³⁴⁸ Nous proposons d'utiliser le néologisme « dé-libéralisation », inspiré de la notion de « dé-démocratisation » employée par W. Brown, pour appréhender l'idée d'un phénomène illibéral consistant en un processus de remise

phénomène contrarie la typologie des régimes politiques ou certaines grammaires du libéralisme, signifiant ainsi que certains États, partis ou systèmes constitutionnels conventionnellement considérés comme libéraux pourront être décrits comme illibéraux ?

Que l'illibéralisme soit pensé comme un processus de dé-libéralisation, ou comme la résurgence contemporaine d'une critique du libéralisme, il apparaît donc nécessaire de comparer les usages de la notion pour comprendre l'intrication entre les questions terminologiques – quels sont les labels appropriés pour parler de certains phénomènes ou de certains concepts – et les problèmes conceptuels que nous venons d'évoquer. Notre enquête théorique visera donc à appréhender la place de ces deux conceptions possibles de l'illibéralisme dans la littérature³⁴⁹, mais surtout à les démêler puisqu'elles sont souvent confondues au sein de la littérature pour des raisons épistémologiques, méthodologiques et normatives.

La démarche linguistique de notre enquête soulève cependant le problème suivant : puisque la gamme des phénomènes susceptibles d'être décrits comme « illibéraux » – au regard des différents usages établis du terme de libéralisme – se révèle plus importante et plus complexe qu'il n'y paraît, le fait de penser conjointement ou non ces phénomènes dépendra de la grammaire du libéralisme considérée dans les travaux que nous étudierons et de leurs finalités normatives ou heuristiques. Le fait même d'aborder notre étude à l'aune du constitutionnalisme induit donc d'ores et déjà des biais, c'est-à-dire des restrictions quant aux phénomènes pouvant être décrits comme « illibéraux »³⁵⁰. Or, c'est la pluralité des conceptualisations possibles de l'illibéralisme que nous souhaitons investiguer pour comprendre tout ce qu'il est possible de décrire et tout ce qu'on cherche à dire en employant

en question du libéralisme dont la principale dimension serait ici politico-constitutionnelle, mais qui peut également être idéologique et culturel. Sur la notion de dé-démocratisation, voir : BROWN Wendy, « Le cauchemar américain », *Raisons politiques*, 28, Presses de Sciences Po, 2007 BROWN Wendy, *Undoing the demos*, Zone Books, 2015.

³⁴⁹ Nous distinguerons ainsi entre une fonction exclusivement « descriptive » visant le moment populiste et une fonction « idéal-typique » visant parfois le même phénomène mais pas uniquement.

³⁵⁰ Ainsi, la réflexion sur la relation entre libéralisme et illibéralisme au sein de notre corpus est principalement appréhendée avec un prisme procédural (c'est-à-dire juridique) et non avec un prisme économique ou culturel. La priorisation des travaux employant ce prisme procédural n'étant pas justifié par une démarche quantitative ou lexicométrique attestant de sa prééminence au sein de la littérature, ce choix découle de la centralité de cet élément procédural dans les travaux pionniers sur l'illibéralisme et dans certains ouvrages majeurs de la littérature contemporaine tels que le RHI.

la notion d'illibéralisme afin de déterminer quelle est sa fonction. La composition de notre corpus influe ainsi considérablement la dimension heuristique de notre travail, et elle est même susceptible d'être contestée sur la base de sa représentativité ou de sa pertinence. Nous assumons toutefois le caractère (éternellement) perfectible de notre démarche « linguistique », qui semble d'autant plus nécessaire qu'elle fait précisément défaut au sein de la très grande majorité des travaux que nous étudions³⁵¹. Le caractère évident de l'association du populisme à l'illibéralisme – que nous cherchons à dénoncer – découle en effet du choix de s'appuyer sur des travaux partageant les mêmes postulats épistémologiques, méthodologiques et normatifs. De même, les impensés grevant l'appréhension de la relation entre (il)libéralisme et constitutionnalisme découlent du rejet (implicite mais parfois explicite) de certaines approches, empruntant aux *critical legal studies*³⁵² ou au « constitutionnalisme politique »³⁵³, car elles sont considérées comme biaisées en raison de leur cadre conceptuel réaliste, néo-marxiste, post-colonial ou communautarien. Selon nous, la cartographie des usages de d'illibéralisme permettra justement de renseigner la pertinence heuristique et la cohérence historique et conceptuelle des différentes conceptualisations de l'illibéralisme. Ainsi, il est possible que la notion d'illibéralisme vise exclusivement à appréhender le phénomène d'instrumentalisation du droit constitutionnel et de remise en question des droits

³⁵¹ Selon nous, seuls les travaux de M. Laruelle et A. Bien Kacala et T. Drinoszi mobilisent une approche linguistique convaincante, attentive à la pluralité des conceptualisations possibles des notions qu'elles utilisent, ce qui explique leur influence sur notre propre travail. Voir notamment : Timea Drinoczi et Agnieszka Bień-Kacala, « Illiberal Constitutionalism: The Case of Hungary and Poland », *German Law Journal* 20, n° 8 (2019): 1140-66; Timea Drinoczi et Bień-Kacala, *Illiberal Constitutionalism in Poland and Hungary*; Marlene Laruelle, « Illiberalism: a conceptual introduction », *East European Politics* 38, n° 2 (3 avril 2022): 303-27, <https://doi.org/10.1080/21599165.2022.2037079>.

³⁵² Nous considérerons ici les *critical legal studies* (CLS) de manière large en incluant la première génération des CLS, mais également les *feminist legal studies* (fem-crits), les *queer legal studies* et la *critical race theory* (CRT), ce qui reflète le traitement homogénéisant de ces différents courants doctrinaux (ou écoles de pensées) au sein de la littérature sur l'illibéralisme. Comme nous venons de l'indiquer, les CLS ne désignent au sens strict que le courant issu d'une synthèse entre le « *legal realism* » et la « *progressive tradition in american historiography* » s'étant développé durant la seconde moitié du XX^e siècle. Sur l'histoire des CLS et leur relation avec les autres courants précités, voir : Alan Hunt, « The Theory of Critical Legal Studies », *Oxford Journal of Legal Studies* 6, n° 1 (1986): 1-45; Mark Tushnet, « Critical Legal Studies: A Political History », *The Yale Law Journal* 100, n° 5 (1991): 1515-44, <https://doi.org/10.2307/796697>; Carrie Menkel-Meadow, « Feminist Legal Theory, Critical Legal Studies, and Legal Education or "The Fem-Crits Go to Law School" », (1988), s. d., 27.

³⁵³ Le terme de « constitutionnalisme politique » est employé par plusieurs chercheurs de façon positive ou critique (le deuxième emploi étant le plus critique dans la littérature sur l'illibéralisme) pour désigner les travaux favorisant le rôle des parlementaires ou des citoyens sur celui des juges au sein de l'architecture constitutionnelle, c'est-à-dire la doctrine du « commonwealth constitutionnalisme » de façon explicite ou implicite. Nous verrons que cette notion est notamment employée par G. Halmai pour critiquer les travaux de M. Tushnet. Sur le constitutionnalisme politique, voir : GOLDONI Marco et MCCORKINDALE Christopher, « Political Constitutionalism », in *Encyclopedia of the Philosophy of Law and Social Philosophy*, Springer Netherlands, 2018, [consulté le 19 février 2024].

fondamentaux pensé comme un processus de dé-libéralisation résultant de l'arrivée au pouvoir de la droite radicale à partir des années 2010. Ce phénomène illibéral « contemporain » peut néanmoins être conçu comme la résurgence d'un ensemble hétérogène de pratiques et de mentalités anti-libérales, ou comme la manifestation d'une nouvelle idéologie visant à supplanter le libéralisme. Pour le dire autrement, l'illibéralisme, comme le néolibéralisme, apparaît comme un « amas de pièces détachées »³⁵⁴ qu'il est possible d'assembler selon des méthodes distinctes et des logiques potentiellement contradictoires. Toutefois, le fait que ces conceptualisations de l'illibéralisme se superposent – comme lorsqu'elles se rejoignent sur l'équation entre illibéralisme et remise en question du constitutionnalisme libéral – permet de les comparer et d'apprécier la cohérence et la pertinence de leur « raisonnement sociologique »³⁵⁵.

Ce chapitre visera donc à approfondir la distinction établie dans le précédent chapitre entre les approches prescriptive et compréhensive de l'illibéralisme en cartographiant le contenu et la délimitation de différentes conceptualisations de l'illibéralisme, c'est-à-dire en superposant les phénomènes décrits et les fonctions visées par l'emploi de la notion. Incidemment, ce travail nous permettra de mesurer l'influence de certains narratifs – ou réseaux de croyances entrelacés – en comparant les angles morts et les biais présents au sein de la littérature. Nous approfondirons le travail esquissé dans le précédent chapitre en essayant de montrer en quoi la conceptualisation de l'illibéralisme vient révéler les incohérences et les biais de plusieurs cadres conceptuels dominants dans la littérature, car les convergences sémantiques dans la délimitation de l'illibéralisme dissimulent des contradictions et des divergences conceptuelles. Ce chapitre ne vise toutefois pas directement à répondre empiriquement à la question de la nature « constitutionnelle » des régimes politiques « illibéraux », c'est-à-dire à déterminer si

³⁵⁴ Sur la réflexion portant sur un concept de néolibéralisme se présentant comme un « amas de pièces détachées », voir : CARÉ Sébastien, « La dérive des continents néolibéraux », *Revue de philosophie économique*, Vol. 17, 2016.

³⁵⁵ Par « raisonnement sociologique », nous entendons dans la continuité de J-C. Passeron, la qualité de l'indexation socio-historique des conceptualisations de l'illibéralisme, c'est-à-dire leur véridicité historique. Sur ce point : « Les concepts des sciences sociales ne détiennent un sens, théorique ou descriptif, que dans la mesure où ils restent subordonnés aux coordonnées spatio-temporelles des séries de « cas » historiques dont ils procurent une sténographie idéal-typique : le sens de ces concepts est donc indexé, à tout le moins implicitement, sur des configurations du cours du monde historique, toujours singulières même lorsqu'elles sont stylisées par le raisonnement sociologique en configurations de configurations ». PASSERON Jean-Claude, « L'illusion de représentativité » [en ligne], *Enquête. Archives de la revue Enquête*, EHESS/Paranthèses, 1988, [consulté le 19 février 2024].

les réformes constitutionnelles qui ont eu lieu dans ces États ont conduit à un basculement autoritaire. Nous chercherons plutôt à éclairer sur le plan conceptuel les problèmes affectant la compréhension des relations entre les notions d'autoritarisme, de constitutionnalisme et d'illibéralisme, afin de mettre en lumière le problème de la délimitation du phénomène illibéral. Cette entreprise de clarification conceptuelle implique plusieurs questions de recherche :

- 1) Tout d'abord, il convient d'interroger la relation entre constitutionnalisme et libéralisme. Si « l'ordre politique libéral »³⁵⁶ repose ontologiquement sur le constitutionnalisme, ce dernier est-il nécessairement libéral ? Le respect formel d'un texte constitutionnel n'implique-t-il pas un respect, même minimal, des exigences du libéralisme politique ? Si c'est le cas, doit-on distinguer, à l'image de M. Tushnet, plusieurs variantes de constitutionnalisme libéral étalées sur le spectre des régimes autoritaire et démocratique³⁵⁷, ou alors considérer que le constitutionnalisme libéral est incompatible avec la *rule by law* ? Dans ce cas, comment nommer cette distinction, doit-on distinguer constitutionnalisme et constitutionnalisme libéral, ou alors réserver le terme de constitutionnalisme à l'idéologie libérale et opter pour le terme de « légalisme »³⁵⁸ ?
- 2) Dans un deuxième temps, il convient de clarifier la relation entre le phénomène de remise en question de l'ordre politique libéral et le concept d'illibéralisme. Une approche synoptique des travaux comparatifs et monographiques portant sur les droites « populistes » englobées dans le périmètre illibéral permet-elle de dégager des consensus sur les modalités de la remise en question de l'ordre politique libéral ? La notion d'illibéralisme doit-elle « capturer » et rendre intelligible une remise en question cohérente et simultanée du constitutionnalisme libéral et de l'économie de marché capitaliste qui sont les deux composants principaux du libéralisme du

³⁵⁶ Nous reviendrons ultérieurement sur cette expression proposée par J. Skorupski et reprise dans plusieurs travaux au sein de la littérature. SKORUPSKI John Maria, « The conservative critique of liberalism », in *The Cambridge Companion to Liberalism*, Cambridge University Press, 2015, [consulté le 19 février 2024].

³⁵⁷ Mark Tushnet, « Varieties of Constitutionalism Editorial », *Int'l J. Const. L.*, 14, 2016 TUSHNET Mark, « Varieties of Liberal Constitutionalism », in *Routledge Handbook of Comparative Constitutional Change*, Routledge, 2020.

³⁵⁸ On peut d'ailleurs noter que ces enjeux terminologiques sont complexifiés quand on adopte une démarche comparative en raison de la diversité des traditions juridiques.

« consensus de Washington »³⁵⁹, c'est-à-dire l'acception la plus courante du libéralisme dans la littérature ? Dit autrement, le fait que des mouvements de droite « populiste » puissent dénoncer simultanément la globalisation et le libéralisme a-t-il conduit à une remise en question effective des institutions libérales ? Si oui, cette attaque contre le libéralisme vise-t-elle principalement les institutions du *libéralisme politique* ou du *libéralisme économique* ?

Après avoir mis en exergue l'existence de biais conduisant à postuler la remise en question du constitutionnalisme libéral par le populisme, nous tenterons d'éclairer l'équation entre illibéralisme et remise en question du constitutionnalisme à la lumière des divergences portant sur la définition de cette dernière notion ; ce qui nous permettra de mieux comprendre les divergences qui apparaissent dans la délimitation géo-historique du phénomène illibéral (section 1). Nous verrons ensuite en quoi certaines des apories dans la conceptualisation de l'illibéralisme résultent de malentendus liés à la pluralité de ces conceptions du constitutionnalisme, bien qu'elles résultent en réalité d'impasses causées par la superposition entre illibéralisme et autoritarisme (section 2).

Section 1. L'équation entre illibéralisme et remise en question de l'ordre politique libéral : une impasse pour la conceptualisation de l'illibéralisme ?

Comme nous l'avons montré dans le précédent chapitre, du fait de la prégnance d'un narratif opposant « démocratie majoritaire » et « libéralisme constitutionnel », la remise en question du libéralisme est majoritairement pensée comme l'œuvre d'un populisme ontologiquement

³⁵⁹ Pour un exposé de l'influence du « consensus de Washington » sur l'avènement de l'illibéralisme :

« The insights informed primarily by a combination of mainstream (Chicago) economics supported in policymaking by the Thatcher– Reagan free market revolution of the 1980s. The latter eventually translated into what was called the “Washington Consensus” (Marangos 2007). The latter implies the policy paradigm advocated basically, though by no means exclusively, by the international financial institutions. The latter, based on their experience of stabilization and structural reform policies, were advancing advice to a plethora of countries at lower levels of development, and far not only in the former Soviet Empire, about how things should be done. Following the corporate practice of benchmarking, a set of policies that revolve around financial stabilization, liberalization, and not least large- scale privatization were considered to be the only right standard, against which “good practices” or “good governance” in any country should be measured. » CSABA László, « Illiberal Economic Policies », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021, [consulté le 20 février 2024].

illibéral³⁶⁰. Un examen plus profond de la relation entre les notions de populisme et de libéralisme s'impose donc afin d'éclairer les malentendus résultant du caractère faussement familier des notions de libéralisme et de constitutionnalisme. Ainsi, dans les sphères académiques, politiques et médiatiques où la grammaire du libéralisme exprimée par F. Zakaria est partagée, l'illibéralisme est associé à un certain nombre d'éléments :

- Sur le plan institutionnel, la crise de l'ordre politique libéral, associée implicitement ou explicitement au consensus de Washington. Cette crise est donc synonyme de remise en question de l'État de droit, du libre-échange, voire de l'économie de marché capitaliste par un populisme majoritaire.
- Sur le plan doctrinal et théorique, la contestation de l'hégémonie des institutions libérales et la remise en question de leur « neutralité » par la pensée communautarienne, la nouvelle droite conservatrice et une galaxie de la gauche post-marxiste englobant les courants féministes et décoloniaux.

En réalisant une généalogie de la notion d'illibéralisme débutant avec la genèse du concept de démocratie illibérale, nous avons mis en exergue les limites et les incohérences des travaux pionniers sur l'illibéralisme en comparant les descriptions du phénomène qu'ils souhaitaient décrire³⁶¹. Or, malgré le fait que ces travaux n'aient pas servi de modèle pour la littérature existante, leur comparaison nous a permis d'identifier un problème inhérent à toute conceptualisation de l'illibéralisme, à savoir le caractère contesté des concepts associés au libéralisme et plus particulièrement à l'ordre politique libéral. Par conséquent, la réflexion sur le constitutionnalisme (et sa nature essentiellement contestée) constitue un *passage obligé* pour la réflexion sur l'illibéralisme comme l'atteste sa place centrale dans les

³⁶⁰ Par « majoritaire » nous entendons, majoritaire au sein des études de l'illibéralisme en raison de la centralité des travaux de Zakaria et du RHI où ce narratif est partagé par les éditeurs de l'ouvrage et un certain nombre de contributeurs. Nous ne méconnaissions toutefois pas la diversité des conceptualisations du populisme au sein de la littérature sur l'illibéralisme. Ainsi, certains chercheurs comme G. Halmai préfèrent parler d'un « faux » populisme autoritaire s'agissant de la droite illibérale, car le véritable populisme nécessite une authentique défense de la souveraineté populaire, et non simplement un appel au peuple, ce qui serait la caractéristique du populisme de gauche. Sur ce point, voir : HALMAI Gábor, « Populism, authoritarianism and constitutionalism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, 2019.

³⁶¹ Ou pour l'exprimer dans une perspective plus théorique, en comparant les notions employées pour appréhender l'illibéralisme dans ces différents travaux, et les différents langages pouvant être utilisés pour conceptualiser l'illibéralisme.

conceptualisations de l'illibéralisme de D. Bell³⁶² et F. Zakaria³⁶³, mais également de J. Kauth et D. King³⁶⁴, M. Laruelle³⁶⁵ et des éditeurs du RHI³⁶⁶ ; car c'est la relation entre constitutionnalisme et libéralisme qui va déterminer le « périmètre » de l'illibéralisme, c'est-à-dire le phénomène qu'on cherche à appréhender. Ainsi, c'est la remise en question du libéralisme politique qui permet à Laruelle de distinguer le conservatisme *classique*, de l'illibéralisme du parti républicain post-Trump, du PiS et du Fidesz :

« Yet the key element that dissociates illiberalism from conservatism is its relationship to political liberalism. Classical conservatives—such as the Christian Democrats in Europe or the Republican Party in the US before Donald Trump—are/were fervent supporters of political rights and constitutionalism, while illiberalism challenges them»³⁶⁷.

Néanmoins, l'arrivée au pouvoir de ces formations politiques et les changements constitutionnels qu'elles ont mis en place ne sont pas nécessairement décrites comme contraires au constitutionnalisme ou au libéralisme politique selon Tushnet :

« I use the example of judicial reform and independence as a transition to a discussion of the relationship—if any—between liberalism and populism—or, again more precisely, the relationship between liberalisms and populisms. For, just as there are varieties of populism, there are varieties of liberalism. To count as liberal a constitutional system must meet some minimum requirements, but it can meet each one in numerous ways.

(...)

Importantly, changing from one institutional design for satisfying one component to another institutional design—from judicial selection by a nominating commission to judicial selection by executive officials—does not necessarily signal the abandonment of liberal constitutionalism. Liberal constitutionalism's institutional requirements, that is, are not terribly stringent. All that is required is that the institutions fall within a range of reasonable alternative possibilities. Most if not all institutional changes implemented by contemporary populist regimes are, one by one, compatible with constitutional liberalism. This is shown by the fact that almost without exception for every institutional innovation or constitutional change implemented by a populist

³⁶² BELL Daniel A., BROWN David, JAYASURIYA Kanishka *et al.*, *Towards Illiberal Democracy* [en ligne], Palgrave Macmillan, 1995, [consulté le 31 juillet 2023].

³⁶³ ZAKARIA Fareed, « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, 76, Council on Foreign Relations, 1997
ZAKARIA Fareed, *The Future of Freedom*, W.W. Norton, 2003.

³⁶⁴ KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

³⁶⁵ LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

³⁶⁶ SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

³⁶⁷ LARUELLE Marlene, *op. cit.*

regime, we can find exactly the same institutional design in some unquestionably liberal polity »³⁶⁸.

Cette question, qui renvoie au problème des régimes hybrides que nous avons évoqués, est encore complexifiée quand on compare ces analyses à celles de chercheurs défendant les réformes mises en place par le PiS et le Fidesz sur le plan normatif au nom de la souveraineté populaire (ou plutôt nationale), en les décrivant comme des retours au véritable constitutionnalisme - le constitutionnalisme s'étant transformé en gouvernement des juges :

« La notion d'État de droit, complètement détournée de son sens initial, est devenue prétexte à mettre la souveraineté démocratique en cage. Un État de droit démocratique suppose en effet une hiérarchie des normes organisée par ordre de légitimité décroissante : au sommet la Constitution adoptée par le peuple, au-dessous la loi votée par les représentants du peuple, puis encore en dessous les actes administratifs rangés verticalement. Mais cette structure hiérarchique, théorisée par les juristes allemands du XIX^e siècle, est aujourd'hui transformée en auberge espagnole où l'interprétation « à la lumière des conditions de vie d'aujourd'hui », donnée par une poignée de juges d'une disposition constitutionnelle ou conventionnelle très vague, offrant en réalité une marge d'appréciation discrétionnaire, va suffire à écarter un texte voté par les représentants d'une nation sur la base d'un programme législatif validé par les électeurs »³⁶⁹.

Certains chercheurs, tels que Anne-Marie Le Pourhiet et Frank Furedi, opèrent donc un retournement conceptuel complet en défendant l'idée d'une conformité entre les exigences du libéralisme politique classique et des politiques mises en place par les gouvernements de droite radicale du PiS et du Fidesz, et en utilisant le terme « illibéral » pour dénoncer l'apparition d'un faux-libéralisme « progressiste »³⁷⁰, apparu dans la seconde moitié du XX^e siècle et empruntant à la fois au marxisme et au néolibéralisme³⁷¹ :

« La conception française [des droits de l'homme] a été fort critiquée pour son abstraction, non seulement par les libéraux et les conservateurs mais aussi, plus tard,

³⁶⁸ TUSHNET Mark, « Varieties of populism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, 2019.

³⁶⁹ LE POURHIET Anne-Marie, « Gouvernement des juges et post-démocratie », *Constructif*, 61, Fédération Française du Bâtiment, 2022.

³⁷⁰ Comme nous le verrons par la suite, on peut noter que ce geste intellectuel est similaire à celui réalisé par H. Spencer à la fin du XIX^e à l'encontre de J. S. Mill et du *New liberalism*, puis celui réalisé par L. Von Hayek et L. Von Mises à l'encontre de Keynes, Kelsen, et de la transformation du libéralisme anglais et américain, consistant à anathémiser leurs adversaires dans le conflit pour l'appropriation du terme de « libéralisme ».

³⁷¹ Nous faisons ici principalement référence à Le Pourhiet, mais on trouve une généalogie du « faux-libéralisme » similaire dans la plupart des essais des intellectuels illibéraux ou post-libéraux. L'article le plus éclairant sur cette lecture spécifique de l'historiographie libérale est néanmoins celui de F. Furedi que nous avons déjà cité. Voir : Furedi, Frank. "Illiberal Liberalism: A Genealogy." *Journal of Illiberalism Studies* 2.2 (2022): 19-36.

par la doctrine marxiste, ce qui va conduire au développement d'une deuxième génération de droits, dont certains sont bien des libertés, mais collectives cette fois, et d'autres sont au contraire des droits "à" exigeant l'interventionnisme étatique, à rebours de la théorie libérale. Et ces droits-créances dont on affirme qu'ils s'ajoutent ou complètent les libertés s'y opposent en réalité toujours plus ou moins. L'on ne peut donc pas les ranger sous la bannière du libéralisme.

(...)

Mais ces droits sociaux ne sont pas les seuls à contrarier les libertés, puisqu'une nouvelle génération de droits généralement rangés sous la bannière « culturelle » ou « sociétale » et ayant en commun d'exiger leur « reconnaissance » et leur satisfaction sur un mode particulièrement tyrannique et donc illibéral est apparue vers la fin du XX^e siècle et s'est répandue en Europe à travers, notamment, le philanthropisme américain et le militantisme catégoriel. Les tenants de ces différentes causes minoritaires exigent et obtiennent un arsenal de contrôle social et de mesures répressives particulièrement liberticides tout en se parant cependant aussi de l'étiquette libérale que l'on nomme alors néo-libérale ou même "libérale radicale". Il convient donc de faire, en droit, la part des choses en admettant que refuser des revendications tendant à contraindre les pouvoirs publics ou la société civile à accepter ou satisfaire des créances n'ayant rien à voir avec la liberté mais plutôt même fondées sur sa restriction, voire sa négation, n'est certainement pas illibéral »³⁷².

La relation entre le libéralisme et le « moment populiste » qui est ordinairement associé à l'illibéralisme fait donc l'objet de diagnostics tantôt divergents tantôt convergents entre des travaux dont les méthodes et les visées analytiques et normatives varient. Le constat d'une remise en question de l'État de droit (ou de l'une de ses formes) est ainsi partagé par les éditeurs du RHI et Le Pourhiet en dépit de leurs divergences normatives, mais également par Laruelle ou Kauth et King. A l'inverse, ce constat est remis en question par Tushnet ainsi que par Drinóczi et Bień-Kacala³⁷³. En revanche, Tushnet et Le Pourhiet s'accordent sur l'interprétation idéologique de ces réformes, puisqu'elles sont considérées comme compatible avec le libéralisme politique (et le conservatisme) en raison de leur continuité avec l'héritage de la tradition politique occidentale, tandis que Laruelle et la majeure partie des travaux au sein des *illiberalism studies* considèrent qu'elles marquent une rupture avec le

³⁷² Anne-Marie Le Pourhiet, « Démocratie illibérale : un oxymore à déconstruire » dans Barbé, Combrade, et Sénac, *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, (2023), Bruylant.

³⁷³ Incidemment, on peut noter que ce sont quasiment exclusivement des juristes qui remettent en question le constat d'un abandon du constitutionnalisme (libéral) en Pologne et en Hongrie, ce qui semble montrer l'intrication de cette question avec la théorie du droit constitutionnel et le droit constitutionnel comparé.

libéralisme politique (ainsi que le conservatisme) et les pratiques existantes au sein des régimes politiques occidentaux.

Loin d'être limitée à ces trois exemples, l'existence de divergences sur le contenu « matériel », la labellisation et la nature idéologique des réformes constitutionnelles menées par la droite radicale depuis 2010 en Europe centrale (voire dans le monde) apparaît comme systématique au sein de la littérature, ce qui n'a pas manqué d'être relevé par plusieurs travaux attentif à ce puzzle conceptuel³⁷⁴. On peut d'ailleurs noter que la « question du constitutionnalisme » – et *a fortiori* sa relation avec l'illibéralisme – est éminemment empreinte d'un narratif « civilisationnel » que nous avons identifié au sein du précédent chapitre. Comme le rappelle G. Frankenberg, ce narratif est prégnant en théorie du droit constitutionnel et en droit constitutionnel comparé depuis l'époque coloniale :

« This orthodoxy – the mainstream in constitutional theory and comparative law – cultivates a naïve notion of Western law and Western constitutionalism without being aware of the attendant ethnocentric connotations. Inevitably, this means that all – at first sight – 'non-Western' constitutions are not perceived as unfamiliar or alien charters, accompanied by equally exotic theories and therefore examined with particular intensity; but are rather discredited as liberalism's evil or cagey 'other'. Authoritarian constitutionalism is thus viewed solely in the light of an (idealizing) liberal-democratic projection»³⁷⁵.

En raison de ce prisme culturaliste, l'État de droit (et plus largement le constitutionnalisme) est pensé comme un attribut spécifique de l'Occident – soit de la modernité occidentale issue des Lumières, soit d'une tradition constitutionnaliste héritée de l'Antiquité grecque – ce qui induit l'existence d'un double biais ethnocentrique dans l'appréhension de la relation entre illibéralisme et constitutionnalisme. La première repose sur le postulat « naïf » d'une

³⁷⁴ Nous faisons notamment référence aux travaux de Mérieau, Drinóczi T, Bień-Kacala A et Waller. Voir le passage ci-dessous :

« Scholars, en masse, seem to be puzzled about how best to label the events in Hungary and Poland. We list some of them here: Paul Blokker refers to "populist constitutionalism", Kim Lane Scheppele proposes "authoritarian legalism", and Wojciech Sadurski uses the terms "constitutional breakdown", "anti-democratic system", "plebiscitary autocracy", and "populist authoritarianism". Many others describe the events that led to the "backsliding" in Hungary and Poland and put them in a wider Central and Eastern European, European, or global context. The labelling of this phenomenon varies widely. References are made to "borderline authoritarianism", "illiberal regimes", "grey-zone" countries, the "transition away from democracies" and "democracies in regression", "competitive authoritarianism", or "authoritarian constitutionalism". The Hungarian events have even been considered to amount to a "counter-constitutional revolution" and "abusive constitutionalism". Poland has been described as indulging in "anti-constitutional populist backsliding" and as a "dual state". »

³⁷⁵ FRANKENBERG Günter, *Authoritarianism*, Edward Elgar Publishing, 2020.

conformité (ou le déni d'une ambivalence³⁷⁶) entre les systèmes constitutionnels d'Europe occidentale et les exigences du constitutionnalisme libéral³⁷⁷ ; le second consiste à penser que le modèle occidental est le seul modèle de constitutionnalisme (libéral) possible, or, si l'on adhère aux analyses de Frankenberg³⁷⁸, il semble particulièrement prégnant dans la littérature s'intéressant à l'illibéralisme.

Par conséquent, il convient d'interroger le caractère évident de l'association entre illibéralisme et anti-constitutionnalisme avant de s'intéresser aux conflits dans la conceptualisation de l'illibéralisme en lui-même. Puisque c'est la remise en question de l'ordre politique libéral qui semble en premier lieu induire la nécessité de conceptualiser l'illibéralisme, il convient tout d'abord d'obtenir une vue synoptique sur ce qu'est le libéralisme politique dans la littérature avant de déterminer quels sont les phénomènes devant être appréhendés par l'illibéralisme. Or, s'il semble a priori aisé de définir ce que constitue l'ordre politique libéral – parce que les différentes grammaires du libéralisme l'associent invariablement au constitutionnalisme et aux notions d'État de droit ou de *rule of law* –, ces conventions présentes dans le langage « ordinaire » méritent d'être interrogées, car la relation entre constitutionnalisme et libéralisme se révèle plus complexe qu'il n'y

³⁷⁶ « 'Gallery of shame' or business as usual of liberal constitutionalism? Probably neither, if one traces authoritarian moments of liberalism. And yet both premises are in evidence when one considers the ambivalence of the liberal paradigm and seeks out the skeletons that are hidden in its closet. (...) Denial, however, is given a high priority in particular by protagonists of liberal constitutionalism: denial as silence or clothed in the semantics of defence that argue away authoritarian structures (and sins) or justify them as inevitable, necessary or at least practical. » *Ibid.* p76

³⁷⁷ On peut évidemment renverser la perspective comme le fait Frankenberg en considérant que cette ambivalence n'est pas issue d'une contradiction entre la théorie et la pratique, mais d'une ambivalence de la théorie du constitutionnalisme libéral en elle-même : « Whatever one wants to call it – ambivalence, the combination of two antithetical narratives or constructive contradiction – from the very beginning, the liberal citadel has a deep crack in its masonry, creating inroads for a personal, arbitrary, executive style of governing that eludes the constraints of the model. To use another metaphor: the prerogative becomes a Trojan horse that sneaks diverse authoritarian moments into the inner sanctum of liberality. In the following, three forms of authoritarian statehood will be briefly introduced: the dual state, the deep state and the state of exception. Subsequently, modified variants of the prerogative, more limited in range, will be discussed » Frankenberg. *Ibid.* p83

³⁷⁸ Dans une note de bas de page, Frankenberg cite ainsi les travaux représentatifs de ce biais ethnocentrique, à savoir : « Notably dominated by the concept of globalized US-American constitutionalism: Ackerman, B. (1997), 'The Rise of World Constitutionalism', in: 83 Virginia Law Review, 771 ff. It is the point of reference for Kim Lane Scheppele's rich and in-depth analysis of 'Autocratic Legalism' (2018), in: 85 The University of Chicago Law Review, 545 ff. See also Pech, L. and Scheppele, K.L. (2017), 'Illiberalism Within: Rule of Law Backsliding in the EU', in: 19 Cambridge Yearbook of European Legal Studies, 3 ff; see the introduction and narrative of decay by Ginsburg, T., Huq, A.H. and Versteeg, M. (2018), 'The Coming Demise of Liberal Constitutionalism?', in: 85 The University of Chicago Law Review, 239 ff; and the counter-narrative presented by Epstein, R. (2018), 'The Wrong Rights, or: The Inescapable Weakness of Modern Liberal Constitutionalism', in: 85 The University of Chicago Law Review, 403 ff

paraît³⁷⁹. La comparaison des études de l'illibéralisme avec la doctrine juridique, notamment en droit constitutionnel comparé, montre ainsi qu'il n'existe pas de consensus sur la contenu théorique et juridique de l'ordre politique libéral, ni sur ce qui constitue sa remise en question. Lorsqu'on examine les conflits et les malentendus au sein des études de l'illibéralisme et de la doctrine en droit constitutionnel comparé, on peut donc être conduit au *problème* de la définition de l'ordre politique libéral en empruntant deux voies :

- En cherchant à comprendre *comment* F. Zakaria a pu considérer le régime Singapourien comme un régime libéral, possédant un État de droit fonctionnel ; alors que D. Bell décrivait le même régime comme une démocratie illibérale remettant en question la *rule of law* au profit de la *rule by law*.
- En se demandant si le terme de constitutionnalisme autoritaire (ou abusif) est un oxymore, c'est-à-dire, s'il est pertinent d'employer le terme de constitutionnalisme pour décrire un système juridique incompatible avec le libéralisme politique ; puis incidemment, si le respect *formel* du légalisme constitutionnel suffit à assurer une forme de respect du libéralisme politique.

De fait, il semble nécessaire de réexaminer l'équation entre illibéralisme et anti-constitutionnalisme à l'aune des notions de constitutionnalisme abusif ou autoritaire, ou de *rule by law*. De même, la réflexion sur l'illibéralisme nécessite d'interroger l'équation entre économie de marché et constitutionnalisme au cœur de la définition du libéralisme de F. Zakaria et du consensus de Washington, qui constitue le paradigme dominant pour penser la crise de la démocratie et l'avènement d'un « populisme illibéral ». L'association aujourd'hui étroite de la *rule of law* à l'économie de marché capitaliste a de fait conduit à conceptualiser

³⁷⁹ C'est d'ailleurs cette complexité « impensée » qui nous a conduit à privilégier la question du constitutionnalisme sur celle de l'économie de marché capitaliste. Bien qu'elle soit susceptible de générer des biais conceptuels importants, comme celui consistant à assimiler *a priori* le « populisme illibéral » à la remise en question de l'économie de marché capitaliste, ces biais sont plus apparents en raison de leur contradiction avec l'apologie explicite du *free-market* par certains partis « populistes » de droite radicale. L'alliance du populisme de droite radicale avec le « free-market » fait ainsi l'objet d'une littérature particulièrement importante à laquelle nous renvoyons. Voir à titre d'exemple : HENDRIKSE Reijer, « Neo-illiberalism », *Geoforum*, 95, 2018 CALLISON William et MANFREDI Zachary, *Mutant Neoliberalism*, Fordham University Press, 2019 KIM Seongcheol, « Between illiberalism and hyper-neoliberalism », *European Politics and Society*, 0, 2020.

Ainsi, contrairement au constitutionnalisme qui n'est pas revendiqué par les acteurs politiques conventionnellement associés à l'illibéralisme ; on peut voir certains acteurs politiques revendiquer le « capitalisme » en l'opposant au « capitalisme de connivence » de l'élite politico-économique. Sur ce point, nous nous permettons de renvoyer à notre propre travail :DEMIAS-MORISSET Raphaël, « La critique libérale du capitalisme de connivence » [en ligne], *Implications philosophiques*, 2022.

l'illibéralisme comme une remise en question simultanée (et cohérente) de ces deux éléments bien que la dimension économique soit bien moins développée dans ces travaux que la dimension politico-juridique. Or, cette conceptualisation de l'illibéralisme apparaît d'autant plus évidente que la critique de l'économie de marché capitaliste et du système juridique qui le supporte a été pensée et décrite comme une critique du libéralisme, tant par des courants intellectuels ultra-conservateurs que par les *critical studies* et des courants post-marxistes³⁸⁰.

Afin de clarifier le problème de la définition de l'ordre politique libéral, nous chercherons dans un premier temps à déconstruire le narratif consistant à associer systématiquement l'anti-constitutionnalisme au populisme (1), ce qui nous conduira à éclairer la relation entre le libéralisme et constitutionnalisme afin de montrer quelles sont les implications des différentes conceptualisations du constitutionnalisme dans la délimitation de l'illibéralisme (2).

1. Déconstruire l'association systématique de l'anti-constitutionnalisme au populisme pour penser la remise en question de l'ordre politique libéral

Depuis la genèse de la notion, la question du démantèlement des institutions libérales occupe une place centrale dans la conceptualisation de l'illibéralisme. Bien que l'économie de marché capitaliste ait été considérée comme l'institution la plus importante du libéralisme, au point que le constitutionnalisme ait pu être considéré comme sa simple extension³⁸¹ ; la remise en question de l'ordre politique libéral a toujours été associé – voire exclusivement appréhendé – sous le prisme de la remise en question du libéralisme constitutionnel, c'est-à-dire du constitutionnalisme³⁸². Or, si la prépondérance de ce prisme procédural (ou institutionnel) au

³⁸⁰ Nous reviendrons sur cette question lorsque nous comparerons les généalogies de l'illibéralisme dans le chapitre 3.

³⁸¹ « Is there much point in continuing to talk about the Rule of Law ? Not if it discussed only as the rules that govern courts or as a football in a game between friends and enemies of free-market liberalism ». SHKLAR Judith N., « Political theory and the rule of law », publié le 1987, [consulté le 31 mars 2021].

³⁸² Sur la priorisation d'un prisme « procédural » formaliste dans la réflexion sur le constitutionnalisme et sa remise en question récente, nous renvoyons à l'ouvrage d'Andrea Buratti. Voir cet extrait à titre d'exemple : « At the same time, however, the generalization of constitutional and democratic forms in these heterogeneous geopolitical and cultural contexts runs the risk of identifying constitutional democracy with its formal and procedural features, whereas constitutional democracy is the outcome of a historical process triggered by political and social values and goals. In assessing political and legal orders, it is necessary to affirm a high standard of liberal and democratic values. Consequently, we must refuse a loose definition of constitutionalism based on mere formalistic requirements, such as the existence of a rigid constitution, parliamentary structures and constitutional courts, etc. The contradictory and often dramatic history of western constitutionalism shows the tangled relationship between constitutional democracy and the development of a pluralistic public sphere (Habermas 1991). A free and pluralistic public sphere has been, at the same time, the source and the web of

sein des études de l'illibéralisme s'explique par des causes diverses³⁸³, elle nous semble largement imputable à un facteur épistémologique, à savoir la difficile définition du libéralisme. En effet, comme le rappelle A. Hamilton³⁸⁴, la diversité des courants libéraux et l'importance historique du « conservatisme libéral » contraint nécessairement à distinguer entre les institutions libérales, c'est-à-dire l'ordre politique libéral et le libéralisme philosophique, comme l'a proposé Skorupski afin de distinguer conservatisme et libéralisme³⁸⁵. Cette distinction, qui s'impose en raison du flou conceptuel et sémantique engeignant la définition du libéralisme, permet de distinguer entre les critiques conservatrices (et potentiellement socialistes) adressées au libéralisme philosophique, au sein duquel le libéralisme-égalitaire de Rawls et Dworkin s'est progressivement imposé ; et la critique de l'ordre politique libéral qui est *historiquement* absente du conservatisme selon ces derniers³⁸⁶, car l'ordre politique libéral est devenu constitutif de la *tradition* politique occidentale :

« I shall refer to the policy-framing level of liberalism as the liberal order. It comprises (i) equal liberty for all citizens, of which an essential element is the right to act as one chooses subject to a law that protects the equal rights of others; (ii) a distinctive and special protection of liberty of thought and discussion, and (iii) the entrenchment of these principles, either in an effective legal framework that codifies them in basic laws or constitutional safeguards guaranteeing equality of every citizen under law, or (perhaps) in a common law tradition that effectively does the same. Behind the liberal order have stood ideas that flow from a long philosophical tradition. They can be traced back to natural law theorists, and philosophers such as Locke or Montesquieu »³⁸⁷.

protection of western constitutionalism. » BURATTI Andrea, *Western Constitutionalism* [en ligne], Springer International Publishing, 2019, [consulté le 14 janvier 2022].

³⁸³ Notamment à une « éconômisation » de la science politique (et plus particulièrement de la politique comparée) conduisant à prioriser des approches empiriques quantitatives basées sur des modélisations formalisées envers des approches qualitatives comme celles de la théorie politique. Sur point, nous renvoyons à : SCHMITTER Philippe C., « Seven (disputable) theses concerning the future of 'transatlanticised' or 'globalised' political science », *Eur Polit Sci*, 1, 2002 SCHMITTER Philippe C., « La nature et le futur de la politique comparée », *Revue internationale de politique comparée*, 14, De Boeck Supérieur, 2007.

³⁸⁴ HAMILTON Andy, « Conservatism as Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

³⁸⁵ SKORUPSKI John Maria, « The conservative critique of liberalism », in *The Cambridge Companion to Liberalism*, Cambridge University Press, 2015, [consulté le 19 février 2024].

³⁸⁶ Nous reviendrons ultérieurement sur la relation entre illibéralisme et conservatisme, puisque cette conception « positionnelle » du conservatisme, défendue par des intellectuels conservateurs tels que M. Oakeshott, est théoriquement incompatible avec l'illibéralisme si ce dernier se définit par la remise en question de ces institutions libérales devenues « traditionnelles ». Incidemment, on peut noter que c'est justement cette conception positionnelle du conservatisme qui conduit Le Pourhiet et Furedi à insister sur la conformité entre le « moment populiste » et le véritable constitutionnalisme libéral, afin de montrer en quoi ces acteurs politiques ne sont pas illibéraux.

³⁸⁷ SKORUPSKI John Maria, *op. cit.*

Selon Skorupski, le conservatisme peut donc assimiler l'ordre politique libéral, car il n'implique pas nécessairement l'adhésion au libéralisme philosophique ou à la démocratie³⁸⁸. Les institutions du libéralisme comme l'État de droit peuvent donc être détachées du libéralisme philosophique, pour permettre leur compatibilité avec le conservatisme³⁸⁹. Cette compatibilité conventionnellement établie entre ordre politique libéral et conservatisme permet à la fois de comprendre l'apparition du concept d'illibéralisme ainsi que l'importance du constitutionnalisme dans notre étude. Historiquement, le libéralisme constitutionnel a fait l'objet d'un consensus politique qui s'est progressivement étendu du conservatisme à la sociale-démocratie. Or, ce consensus, qui était garant de l'absence de changement de régime malgré l'alternance politique, aurait potentiellement volé en éclat avec l'arrivée au pouvoir de partis (conservateurs) populistes en Europe centrale et orientale dans les années 2010. La notion d'illibéralisme a donc précisément été mobilisée pour décrire et penser ce basculement. Toutefois, cet usage contemporain de l'illibéralisme inscrit dans la continuité du populisme soulève plusieurs problèmes en raison de la diversité des conceptualisations du populisme. Comme l'a rappelé M. Laruelle, la notion d'illibéralisme se superpose et se confond avec certains usages du populisme, en particulier lorsque ce dernier est compris comme une idéologie « autoritaire » et non comme une rhétorique anti-élite³⁹⁰. Ce risque de confusion

³⁸⁸ « So conservatives may approve liberal order without approving either philosophical liberalism or democracy; philosophical liberals may reject democracy in whole or part; and democrats may reject liberalism » *Ibid.*

³⁸⁹ On peut d'ailleurs noter que cette distinction est précisément la source d'un malentendu quant au terme de libéralisme politique qui peut renvoyer alternativement à cette forme institutionnalisée du libéralisme, potentiellement compatible avec d'autres idéologies, ou à un courant de l'idéologie libérale priorisant les libertés politiques sur les libertés économiques.

³⁹⁰ « The concept of populism has seen the most theoretical developments in recent years and appears to be illiberalism's main competitor. Many of the arguments made here for illiberalism have been elaborated under the label of populism. Cas Mudde and Yascha Mounk have, for instance, described populism as an illiberal democratic response to undemocratic liberalism (Mudde 2004; Mudde 2016; Brubaker 2017b; Mounk 2018). Takis S. Pappas (Citation2019) framed the idea of democratic illiberalism—thus reversing Zakaria's original notion—by dissociating democracy as a practice from liberalism as an ideological norm. Yet none of them has articulated the place of illiberalism in their definition of populism. What this article claims is that illiberalism is a better fit than populism and offers a more refined conceptual tool to capture a largely (yet not entirely) similar object, because it put back liberalism into the picture as the core enemy. Here, I side with Paris Asladinis (2016), who challenges the definition of populism as an ideology, even a "thin" one, instead inviting readers to see it as a discursive frame that is based on opposing the people to the elite and relies on immediacy and direct communication that involves deliberate violations of rules of polite speech and behaviour (Wodak, Culpeper, and Semino 2021). » LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

Ce problème qui fait en lui-même l'objet d'une réflexion au sein de la littérature sur laquelle nous reviendrons, est également dégagé par M. Tushnet puisque selon lui, c'est le fait de ne plus considérer le populisme comme une attitude de défense du peuple face aux élites transversale au sein du spectre politique, mais comme un mode

entre populisme et illibéralisme est d'autant plus renforcé que le concept de « populisme » – même quand il est compris comme une rhétorique – fait directement écho à certains narratifs historiques et idéologiques anti-démocratiques³⁹¹. De fait, le concept de populisme résonne avec des critiques adressées au « *majoritarianism* »³⁹² qui sont aujourd'hui pensées comme libérales, ce qui rend évidente l'association du populisme à l'anti-libéralisme.

Par conséquent, afin de cerner les conflits dans la délimitation de l'illibéralisme, il convient d'identifier et mieux comprendre les relations entre le populisme et l'ordre politique libéral qui se jouent au sein de la littérature. Le concept de populisme vise-t-il à appréhender, au moins partiellement, un phénomène de remise en question du libéralisme, ou s'agit-il d'une association implicite car considérée comme évidente ? Bien qu'en apparence anodine, cette question s'avère en réalité cruciale car elle met en lumière les *surplus de sens*³⁹³ qui irriguent l'utilisation d'un concept de populisme ayant toujours été associé plus ou moins explicitement à l'anti-libéralisme. Or, ces surplus de sens conduisent à des impasses et des biais analytiques,

d'activité politique qui induit la question de la « substance » du populisme. Voir : TUSHNET Mark, « Varieties of populism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, 2019. p1-2

³⁹¹ Sur ce point, voir l'article de M. Fæssel sur lequel nous reviendrons : « La « démocratie illibérale » n'existe pas », sur *AOC media – Analyse Opinion Critique* [en ligne], publié le 4 mars 2018, [consulté le 25 mai 2020].

³⁹² La référence à un illibéralisme « majoritaire » opposant constitutionnalisme libéral et tyrannie de la majorité dont la généalogie intellectuelle remonterait aux théories Rousseauistes constitue un lieu commun (notamment au sein du RHI) pour des auteurs défendant une filiation Lockéenne du libéralisme comme Holmes et U. Wagrandl, bien que cette thèse soit contestée dans le même ouvrage par H. Rosenblatt (dont l'un des principaux objets de recherche constitue précisément la pensée de Rousseau). Pour des exemples d'association du « majoritarianism » Rousseauiste à l'illibéralisme, voir : HOLMES Stephen, *TWELVE. The Permanent Structure of Antiliberal Thought* [en ligne], Liberalism and the Moral Life, Harvard University Press, 1989, [consulté le 29 avril 2020] HALMAI Gábor, « Illiberal constitutional theories », *Jus politicum*, Editions Dalloz, 2021 UITZ András Sajó Renáta, « A Compass for Illiberalism Research », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

A titre d'exemple, voir : « These core ideas [of democratic illiberal] are drawn from diverse sources: the idea of unrestrained popular sovereignty is at the centre of Rousseauian populist thought, anti-individualism draws on the communitarian (and conservative) critique of liberalism in an ethno-nationalist version, and the anti-globalist protectionism in its different versions coheres well with multiple anti-liberal ideologies – nationalism, socialism, social conservatism. » SMILOVA Ruzha, « The Ideational Core of Democratic Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

« Considering the exorbitant amount of scholarship the decline of liberal democracy has produced in recent years, this chapter opts for a historical approach. Illiberal democracy, this chapter claims, takes two forms that can both be traced back, if a little generalization is allowed, to the ideas of Jean-Jacques Rousseau ». WAGRANL Ulrich, « A Theory of Illiberal Democracy », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

³⁹³ Nous faisons ici référence à la réception de la notion de « surplus de sens » de P. Ricoeur dans les travaux de M. Freedén. Voir : « But whereas words in a sentence are strung out in a linear sequence, political concepts are surrounded by multidimensional adjacent concepts. In addition, while words are consciously used, linguists regard grammar as a possibly unconscious set of rules that guide the speaker, that is, the structure of language may be unknown to the user. A political concept, however, may have unknown additional meanings, or as Ricoeur has put it, a surplus of meaning, contained in its very structure. That is to say, both the intended and unintended meanings attached to the employment of a concept are part of its baggage and draw upon wide ranges of assumptions and ideas, though these are not spelt out in the paucity of the spoken or written language » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996.

car la possibilité d'une remise en question de l'ordre politique libéral « non-populiste » fait l'objet d'un impensé qui est toujours prégnant dans certains travaux des *illiberalism studies*.

1.1 Une association évidente entre populisme et l'illibéralisme résultant des biais de la critique anti-démocratique du populisme³⁹⁴

Ainsi, bien que l'élasticité du populisme ait fait de la critique de cette notion un lieu commun, son usage n'a pas décru, et ce paradoxe lui-même été abondamment commenté au sein de la littérature³⁹⁵, ce qui conduit la notion à être aujourd'hui associée à l'illibéralisme de façon implicite ou explicite. En effet, cette élasticité conceptuelle rend nécessaire l'utilisation d'adjectifs avec le terme de populisme pour rendre intelligible son objet, ce qui facilite sa combinaison avec l'illibéralisme, bien qu'elle soit souvent pléonastique. L'emploi d'une approche linguistique se révèle donc ici utile pour appréhender la diversité des utilisations du *populisme*³⁹⁶. On peut ainsi distinguer de façon non-exhaustive plusieurs usages cohérents de la notion de populisme pour mieux appréhender sa relation avec le libéralisme. Un premier usage « *idéal-typique* »³⁹⁷ de la notion consiste à utiliser le concept de populisme comme une catégorie visant à classer différents types de partis politiques. Le concept de populisme peut également être employé à une fin *normative*, le plus souvent de façon critique et péjorative en dénonçant les effets délétères du populisme au sein de la démocratie libérale. Enfin, la notion peut être utilisée de façon *ordinaire*, c'est-à-dire sans définition précise et pour faire référence à un parti politique unique qui se revendique plus ou moins directement du populisme. Ces différentes utilisations du concept (ou du simple terme) de populisme sont généralement combinées, parfois de façon impensée. Ainsi, le fait de décrire ou de penser le populisme comme un phénomène unique et homogène s'inscrit dans la continuité explicite

³⁹⁴ Une première version de ces développements ont déjà été publiés au sein d'un ouvrage collectif : DEMIAS-MORISSET Raphaël, « La démocratie illibérale, un concept héritier des apories de la critique anti-démocratique du populisme ? », L'Harmattan, 2023, [consulté le 20 février 2024].

³⁹⁵ Nous faisons ici référence aux travaux s'intéressant aux « usages » du concept de populisme au sein de la littérature académique. Sur ce point, voir notamment : TARRAGONI Federico, « Populisme et démocratie », *Raisons politiques*, 86, Presses de Sciences Po, 2022; CECI Maura, « Between Indefinability and Usage. Towards a philosophical understanding of Populism » [en ligne], *Rivista Italiana di Filosofia del Linguaggio*, 13, 2019. PRANCHÈRE Jean-Yves, « Quel concept de populisme ? », *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, Librairie Droz, 2020.

³⁹⁶ CECI Maura, *op. cit.*

³⁹⁷ Sur la contradiction entre les conceptions idéal-typiques du populisme, voir : PRANCHÈRE Jean-Yves, *op. cit.*

ou implicite d'une critique élitiste *normative* de la démocratie comme l'ont rappelé Sandra Laugier et Albert Ogien :

« Souvent les analystes et les commentateurs coulent sous une même catégorisation de populisme l'ensemble des expressions divergentes de la même exigence : donner le pouvoir au « peuple », en constituant cette exigence comme un danger pour la démocratie – réduite alors à la douce routine d'un système représentatif fondé sur l'élection et la délégation, et sur l'état duquel les citoyens n'ont pas à se prononcer (sauf lorsqu'ils sont invités par les gouvernants à en modifier un élément).

[...]

La construction du « populisme » en entité définie par un mobile unique permet de l'ériger en une menace globale. Ce mobile n'est dès lors pas très difficile à dégager : la dénonciation des tendances oligarchiques du fonctionnement des systèmes représentatifs, des ensembles supranationaux ou des organisations internationales qui dépossèdent les citoyens de leur liberté de décider »³⁹⁸.

Par conséquent, le déploiement progressif du terme d'illibéralisme dans le vocabulaire académique et politique n'a fait que renforcer un problème terminologique et conceptuel qui irriguait déjà la littérature sur le populisme. Le concept de populisme tend à véhiculer un surplus de sens anti-démocratique qui est explicité par son utilisation conjointe avec le concept de démocratie illibérale³⁹⁹. Pour des raisons historiques⁴⁰⁰, le populisme a été conceptuellement associé à l'anti-libéralisme et par extension à l'anti-constitutionnalisme, ce qui est susceptible d'induire un malentendu quant à la fonction du concept : le terme populisme vise-t-il à décrire une rhétorique anti-élitiste (ou un mode d'activité politique) dont le caractère anti-libéral est probable bien qu'accessoire ; ou alors le phénomène de remise en question de l'ordre politique libéral en lui-même ? Comme le montre H. Canihac, la comparaison des travaux récents de Pappas et Moffitt témoigne de l'ambiguïté des réponses apportées à cette question :

³⁹⁸ LAUGIER Sandra et OGIEN Albert, « Le populisme et le populaire », *Multitudes*, 61, Association Multitudes, 2015.

³⁹⁹ « L'idée [derrière le concept de démocratie illibérale] est que certains dirigeants exploitent le ressentiment du peuple contre les élites en important les affects anti-institutionnels au cœur des institutions. Ils demeureraient démocrates en s'adressant directement aux électeurs, mais ils mettraient cette adresse au service d'un combat antilibéral contre les libertés individuelles. La démocratie illibérale marquerait le triomphe d'une légitimation (celle des urnes) contre une autre (celle du droit), ce qui expliquerait pourquoi ses défenseurs peuvent continuer à se réclamer de la logique de la souveraineté populaire ». Føessel « La « démocratie illibérale » n'existe pas », sur *AOC media – Analyse Opinion Critique* [en ligne], publié le 4 mars 2018, [consulté le 25 mai 2020]. (*op cit*).

⁴⁰⁰ On pourrait dire dans la continuité de M. Freeden, par contiguïté culturelle plus que par contiguïté logique, comme le montre l'importance des références à Rousseau dans la réflexion sur l'illibéralisme.

« Both Pappas and Moffit thus agree that populists are ‘illiberal’. But they diverge when it comes to defining the meaning of ‘illiberalism’: While for Pappas it points at the clear-cut opposition between populism and liberalism, Moffit suggests that the line is more blurred. Interestingly, though, neither question the relevance of the concept of ‘illiberalism’ itself: They seem to take it for granted as a useful analytical category. A short historical detour, however, raises serious questions about the analytical added-value of the concept of ‘illiberalism’.

(...)

However, insisting on the opposition in principle between populism and liberalism also leaves some issues unresolved. For, as systematically and purposefully as populists may attack liberalism, they do not always nor immediately reject the whole liberal apparatus. Rather to the contrary. As Pappas himself hints at, they ‘colonize’ liberal institutions – that is, they take control of them, so as to empty them of their actual liberal meaning, rather than simply disbanding them (Pappas 2019, 210). This observation is central to Moffit’s analysis of ‘weaponizing’ of liberalism by right-wing populist regimes »⁴⁰¹.

Le constat d’une *instrumentalisation* des mécanismes du libéralisme constitutionnel (et non de leur remise en question) soulève en effet la question suivante : si le critère procédural n’est pas pertinent – ou suffisant – pour caractériser l’anti-libéralisme du « populisme » car les partis populistes ne remettent pas en question les institutions identifiées comme libérales ; quel est le critère en question ? Comment distinguer entre une instrumentalisation « populiste » du constitutionnalisme conduisant à la « colonisation »⁴⁰² des institutions libérales et l’utilisation « normale » et « libérale » des mécanismes constitutionnels sans faire de la nature présumée de la formation politique en question le critère déterminant de l’appréciation de son anti-libéralisme ? De fait, le constat d’une instrumentalisation des mécanismes du constitutionnalisme (constat qui pourrait être étendu au « libéralisme économique » et aux mécanismes de la « gouvernance »⁴⁰³) par des partis populistes interroge le caractère évident et inévitable de l’association entre anti-libéralisme et populisme, que ce soit dernier soit pensé comme une « idéologie » ou comme une rhétorique.

⁴⁰¹ CANIHAC Hugo, « Illiberal, anti-liberal or post-liberal democracy? », *Political Research Exchange*, 4, Routledge, 2022.

⁴⁰² PAPPAS Takis S., *Populism and Liberal Democracy*, Oxford University Press, 2019.

⁴⁰³ Contrairement au « constitutionnalisme » qui n’est pas explicitement revendiqué par les acteurs politiques conventionnellement associés à l’illibéralisme ; on peut voir certains acteurs politiques « illibéraux » revendiquer le « capitalisme » en l’opposant au « capitalisme de connivence » de l’élite politico-économique dominante. Sur ce point, nous nous permettons de renvoyer à notre propre travail :DEMIAS-MORISSET Raphaël, « La critique libérale du capitalisme de connivence » [en ligne], *Implications philosophiques*, 2022.

Si on s'intéresse simultanément à ces deux façons de conceptualiser le populisme, on constate que le terme de populisme vise presque exclusivement à décrire une formation politique « anti-élitaire » et « anti-pluraliste » c'est-à-dire antisystème donc intrinsèquement anti-libérale au sein de la littérature sur l'illibéralisme⁴⁰⁴. Or, la stratégie discursive consistant à critiquer le libéralisme – dont la signification exacte varie en fonction des jeux de langages enseignant le discours en question – doit être distinguée de la remise en question effective de l'ordre politique libéral, dont la définition est également susceptible de varier considérablement en fonction des grammaires du libéralisme⁴⁰⁵. Cette confusion conceptuelle entre l'emploi d'un concept visant à désigner une formation politique employant une rhétorique anti-élitiste – qui implique potentiellement l'emploi d'un discours anti-libéral – et le phénomène de remise en question du libéralisme en lui-même traduit l'existence d'un problème de neutralité axiologique caractérisé par le manque de distance critique à l'égard du discours des acteurs politiques. Cette forme d'incurie conceptuelle consistant à ne pas savoir ce que l'on cherche à *dire* en employant le concept de populisme, conduit également à un biais analytique. Ce biais consiste à penser qu'un acteur politique associé *a priori* à l'anti-libéralisme – soit parce que l'acteur en question rejette discursivement le libéralisme, soit parce qu'il est pensé comme anti-libéral dans le référentiel de l'observateur – ne peut qu'être opposé à l'ordre politique libéral. Inversement, ce biais « prescriptif » conduit à postuler l'impossibilité d'une remise en question de l'ordre politique libéral par des acteurs politiques associés au *libéralisme*⁴⁰⁶. Ainsi, tant pour I. Krastev et S. Holmes que pour P. Norris et R. Inglehart, les gouvernements populistes remettent à la fois en question le « marché » c'est-à-

⁴⁰⁴ En l'absence d'une synthèse quantitative sur le traitement du populisme au sein de la littérature, nous nous permettons de mettre en lumière deux éléments pour appuyer ce constat. Le premier est que le populisme est presque systématiquement décrit de manière péjorative et monolithique, ce qui conduit à amalgamer les conceptualisations positives d'un populisme anti-oligarchique comme celles de C. Mouffe et E. Laclau, avec un phénomène populisme anti-pluraliste caractéristique de la droite radicale. Seuls les travaux de G. Halmai et C. Mudde font exception à ce traitement du populisme qui est particulièrement saillant dans le RHI voire dans le reste de la littérature contemporaine. Le deuxième élément consiste à relever l'absence totale de référence à un « populisme libéral » même chez Halmai et Mudde, ce qui montre la prégnance de ce surplus de sens « anti-libéral » qui conduit à penser exclusivement un populisme de droite radicale (de façon péjorative) ou un populisme de gauche radicale (de façon péjorative ou neutre). Sur la notion de « populisme libéral » ou « oligarchique », nous renvoyons à : HERMET Guy, « 1. Populisme des anciens, populisme des modernes, populisme libéral-médiatique », in *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, La Découverte, 2003, [consulté le 20 février 2024].

⁴⁰⁵ Nous reviendrons sur cette question dans les chapitres 3 et 4 de notre recherche.

⁴⁰⁶ Dans une perspective linguistique, on peut faire le lien entre ce biais résultant des surplus de sens que nous avons évoqué et la présence d'un « réseau de croyances entrelacées » spécifique au sein de cette frange de la littérature. Sur ce point : BEVIR Mark, *The Logic of the History of Ideas* [en ligne], Cambridge University Press, 1999, [consulté le 28 mai 2022].

dire le libéralisme économique, et la « constitution » c'est-à-dire le libéralisme politique. La possibilité d'une défense du libéralisme économique contre le libéralisme politique n'est donc pas envisagée. Par conséquent, il est impensable que la généalogie du populisme illibéral puisse se confondre avec le conservatisme pro-marché, ce qui conduit à invisibiliser le caractère « populiste » – voire anti-libéral ou illibéral – de la révolution conservatrice des années 1980. La possibilité d'un anti-libéralisme latent dans les traditions politiques occidentales n'est ainsi jamais envisagée dans leurs travaux bien que l'héritage politique Reaganien et Thatcherien soit revendiqué par les partis « populistes » contemporains de façon explicite et répété⁴⁰⁷. La prégnance de la grammaire opposant le « libéralisme de la guerre froide » au socialisme conduit en effet à postuler l'appartenance des gouvernements Thatcher et Reagan à un libéralisme étant précisément remis en question par les illibéraux⁴⁰⁸. Comme nous le verrons par la suite, ce biais conduisant à faire du populisme (et de l'illibéralisme) un phénomène *nouveau*, sans considérer sa filiation avec la révolution conservatrice est d'autant plus surprenant que l'appréhension de cette révolution sous le prisme du populisme a précisément conduit une partie de la doctrine à soulever l'enjeu de la remise en question du constitutionnalisme *libéral* et du libéralisme économique dans les années 1980. Or, dans la littérature contemporaine sur l'illibéralisme, cette attaque à l'encontre du constitutionnalisme libéral n'est conçu qu'à partir de 2010 avec l'arrivée au pouvoir de V. Orbán, et avec pour seul précédent, la pratique du pouvoir de V. Poutine en Russie depuis les années 2000 :

« How does one recognize an autocratic legalist in action? One should first suspect a democratically elected leader of autocratic legalism when he launches a concerted and sustained attack on institutions whose job it is to check his actions or on rules that hold him to account, even when he does so in the name of his democratic mandate. Loosening the bonds of constitutional constraint on executive power through legal reform is the first sign of the autocratic legalist.
(...)

⁴⁰⁷ On peut donc selon nous remettre en question la pertinence du raisonnement « historique » de ces travaux puisque leur conceptualisation du populisme est incohérente avec leur utilisation de ce concept. L'absence de toute référence aux travaux sur le néolibéralisme, et aux travaux d'économie politique et de sociologie portant sur le poids de cet héritage conservateur au sein des mouvements populistes apparaît de ce point de vue critiquable.

⁴⁰⁸ Voir cet extrait à titre d'exemple : « Of course, various other factors were also involved, especially the evolution of the globally dominant form of American liberalism from Roosevelt's kinder and gentler New Deal, promising freedom from fear, to Reagan's deregulated market, meant to rattle people, to make them feel insecure at work, to take away their pensions, and so forth » KRASTEV Ivan et HOLMES Stephen, *The Light that Failed*, Penguin UK, 2019.

If this had happened only in Hungary, it might be dismissed as a freak occurrence. But Hungary was not alone. Orbán liberally borrowed some of his own illiberal tactics from autocratic legalists who had gone before him, and he has passed some of his own techniques on to others. Even before Hungary's fall from democratic grace, President Vladimir Putin in Russia had consolidated his power through law by, among other things, canceling elections of local governors and appointing his own handpicked candidates instead. »⁴⁰⁹

Cette comparaison, sur laquelle nous reviendrons, révèle de façon frappante l'influence du cadre conceptuel de la transitologie dans la conceptualisation de l'illibéralisme, puisque la remise en question du constitutionnalisme libéral est pensée dans la continuité de la troisième vague d'autoritarisme, comme un phénomène récent et issu d'un monde non-occidental. La réflexion sur le démantèlement du constitutionnalisme libéral, qui irrigue les études de l'illibéralisme, apparaît donc segmentée entre plusieurs « champs intellectuels » aux frontières étanches⁴¹⁰. Sans nous étendre sur les causes de ce morcellement⁴¹¹, il convient de noter à titre accessoire que cette comparaison révèle également un problème épistémologique relatif à ce qu'on considère comme étant la « nature » du droit, puisque les travaux de P. Shane mettent l'accent sur le caractère informel des changements constitutionnels opérés par R. Reagan dans les années 1980⁴¹², alors que la littérature contemporaine s'intéresse davantage à des processus formels comme les révisions constitutionnelles. S'intéresser – ou faire primer – l'étude du changement constitutionnel informel⁴¹³ sur celle des révisions constitutionnelles semble ainsi élargir le spectre des remises

⁴⁰⁹ SCHEPPELE Kim Lane, « Autocratic Legalism », *The University of Chicago Law Review*, 85, The University of Chicago Law Review, 2018.

⁴¹⁰ Pierre Bourdieu, « Le fonctionnement du champ intellectuel », in *Regards sociologiques* 17.18 (1999): 5-27.

⁴¹¹ Ce qui nécessiterait une enquête à la fois sociologique et épistémologique qui bien qu'intéressante et particulièrement féconde, nous éloignerait de notre étude. Nous émettons toutefois l'hypothèse que ce morcellement de la littérature est partiellement induit par la nature « furtive » du néolibéralisme, ce que nous aborderons dans notre quatrième chapitre. De fait, il semble exister au sein de chaque discipline ou de chaque « champ » des travaux se démarquant par leur attention au néolibéralisme, ce qui induit des postulats et des conclusions distinctes de la frange majoritaire de la littérature. A cet égard, on peut constater l'originalité au sein de la doctrine juridique des travaux d'Eugénie Mérieau consacrés au constitutionnalisme et l'exemple Singapourien et ceux de Garcia et Frankenberg consacrés au constitutionnalisme autoritaire néolibéral.

⁴¹² SHANE Peter M., *Madison's Nightmare* [en ligne], Madison's Nightmare, University of Chicago Press, 2009, [consulté le 1 juillet 2021] SHANE Peter M., « Presidential Signing Statements and the Rule of Law as an "Unstructured Institution" », *LawArXiv*, 2018, [consulté le 9 mars 2021].

⁴¹³ Sur la notion de changement constitutionnel : « En réalité, il existe plusieurs façons pour une Constitution de se modifier, si l'on admet que toute Constitution – écrite ou non – peut se modifier. Ce qui peut se produire de deux manières différentes, soit par "une révision de la Constitution", soit par un "changement constitutionnel". Cette distinction 3, conceptualisée au début du siècle par la doctrine de langue germanique, présente l'intérêt d'appréhender, dans son ensemble, le phénomène de la modification d'une Constitution écrite. Formellement,

en question du constitutionnalisme ainsi que la délimitation géo-historique de ce processus⁴¹⁴. De fait, on peut ainsi constater l'existence d'un biais *téléologique* au sein d'une partie de la littérature : l'avènement d'un populisme illibéral conduisant ontologiquement à la remise en question de l'ordre politique libéral est si cohérent avec certains narratifs qu'il induit des apories conceptuelles et des erreurs empiriques. Ainsi, pour certains auteurs, c'est le fait qu'un parti soit considéré comme « populiste » qui conduit à décrire les réformes constitutionnelles qu'il met en œuvre (et les procédures de révision constitutionnelles qu'il emploie) comme « anti-libérale », tandis que la même réforme, ou la même *gouvernance* sera considérée comme conforme avec le libéralisme si elle est mise en place par un parti pensé comme libéral. On peut d'ailleurs noter que ce biais est tellement important qu'il conduit à négliger une partie du discours des acteurs politiques eux-mêmes. Ici encore, la comparaison entre R. Reagan et D. Trump est révélatrice : alors que le premier s'est livré à des attaques répétées à l'encontre de l'establishment américain – tant économique que politique – et qu'il a explicitement critiqué le libéralisme tout au long de sa carrière politique⁴¹⁵, ces éléments discursifs ne conduisent jamais à interroger le caractère illibéral de son gouvernement dans le RHI et dans les ouvrages de Krastev et Holmes, alors que ces mêmes éléments sont constamment mobilisés pour attester de l'orientation illibérale d'Orbán et de Trump. De même, si l'on adopte une perspective sociologique, cette porosité entre conservatisme « libéral » traditionnel et « populisme » est rendu visible par la résurgence de la CPAC⁴¹⁶ et

la révision de la Constitution est une technique juridique par laquelle les pouvoirs publics modifient expressément le texte de la Constitution (selon des modalités d'ailleurs diverses), après avoir suivi une procédure spéciale qu'on appelle la procédure de révision. Définie matériellement, la révision de la Constitution est le résultat de cette procédure dans la mesure où elle décrit l'objet de la modification de la Constitution. En revanche, ce que l'on propose d'appeler le "changement constitutionnel", par opposition à la révision de la Constitution, doit se comprendre, explique Jellinek, comme "une modification de la Constitution qui laisse inchangé formellement le texte de la Constitution et qui résulte de faits qui ne sont pas nécessairement issus de l'intention de modifier la Constitution ou de la conscience de le faire" ». BEAUD Olivier, « Les mutations de la Ve République », *Pouvoirs*, 99, Le Seuil, 2001.

⁴¹⁴ Dans la continuité de P. Shane (voir texte précité), on peut même hiérarchiser ces deux procédures de changement constitutionnel en considérant que les changements coutumiers sont d'une gravité plus importante car ils échappent à tout type de contrôle et qu'ils remettent directement en question *l'esprit* du texte constitutionnel.

⁴¹⁵ Sur les critiques formulées explicitement par Reagan à l'encontre du libéralisme, voir : Eisenstein, Zillah. "Liberalism, Feminism and the Reagan State." *Socialist Register* 23 (1987). ; COSTE Françoise, « 2. La conversion conservatrice », in *Reagan*, Perrin, 2015, [consulté le 20 février 2024] TONY MICHELS, « Donald Trump and the Triumph of Antiliberalism », *Jewish Social Studies*, 22, 2017.

⁴¹⁶ Il est révélateur qu'il ne soit fait aucune mention de la CPAC dans le RHI alors qu'il s'agit d'une organisation majeure dans la circulation des idées de la droite radicale qui organise une conférence annuelle depuis 1974. Voir notamment : Périne Schir. *When the Far Right Courts the Right: Understanding Marion Maréchal's project of a*

l'organisation croissante d'évènements entre des *think tanks* néolibéraux et (ultra)conservateurs, et des personnalités politiques de la droite « populiste » européenne, comme lors d'un congrès organisé à Rome en 2020 sur le thème « *God, Honor, Country : President Ronald Reagan, Pope Jean-Paul II, and the Freedom of Nations* »⁴¹⁷. Ces conférences et congrès sont organisés par des fondations telles que la *Edmund Burke society* et la *Thatcher-Reagan society*, qui revendiquent une filiation avec un conservatisme traditionnel tantôt pensé comme anti-libéral tantôt comme fidèle au libéralisme classique. Comme nous le verrons par la suite, les acteurs politiques et les intellectuels « illibéraux » exploitent la porosité historique entre tradition libérale et tradition conservatrice pour justifier leur combat contre le (faux)libéralisme progressiste, ce qui semble constituer un angle mort pour les travaux conceptualisant l'illibéralisme de façon prescriptive.

La clarification conceptuelle de la relation entre constitutionnalisme et ordre politique libéral permet donc de comprendre rétrospectivement la cause des apories de certaines analyses du populisme et elles montrent les implications de ces mêmes apories dans la conceptualisation de l'illibéralisme. Par conséquent, avant de s'intéresser plus en détail à la relation entre illibéralisme et ordre politique libéral, il convient de prendre en compte la prégnance d'un « réseau de croyances entrelacées » susceptible d'affecter la qualité du « raisonnement sociologique »⁴¹⁸ des travaux sur l'illibéralisme ; cela conduisant :

- à des confusions conceptuelles : on confond le populisme avec l'anti-libéralisme.
- à des biais téléologiques : on considère qu'un parti populiste conduira nécessairement une politique illibérale.
- à des biais sélectifs : on envisage uniquement l'illibéralisme des partis considérés comme populistes.

“Union of the Rights” in France. Illiberalism Studies Program, 2020. hal-03858805 ; Joseph Cerrone, « Reflections on CPAC México: Five Battles of the International Far Right | Illiberalism.Org », <https://www.illiberalism.org/>, <https://www.illiberalism.org/reflections-on-cpac-mexico-five-battles-of-the-international-far-right/>.

⁴¹⁷ De même, Il est révélateur que cet évènement ne soit mentionné qu'à deux reprises dans l'ensemble du RHI, sans que cela n'induisse une réflexion sur la filiation entre la nouvelle droite « illibérale » et la révolution conservatrice des années 1980. Voir : BEREZIN Mabel, « Identity, Narratives, and Nationalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 REYNIÉ Yves Bertoncini Dominique, « The Illiberal Challenge in the European Union », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁴¹⁸ PASSERON Jean-Claude, « L'illusion de représentativité » [en ligne], *Enquête. Archives de la revue Enquête*, EHESS/Parentèses, 1988, [consulté le 19 février 2024].

L'amalgame croissant entre illibéralisme et populisme révèle ainsi l'existence d'impensés grevant certains usages du concept de populisme, impensés qui affectent également la réception en sciences sociales de la revendication de l'illibéralisme par plusieurs acteurs politiques, en particulier en Europe centrale et orientale. Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, cette « *web of beliefs* » affectant la compréhension du populisme et de l'illibéralisme, repose largement sur un narratif opposant la démocratie (majoritaire) à un libéralisme (élitiste). Or, ce narratif induit un autre impensé, largement présent dans les travaux que nous avons précités, qu'il convient désormais d'aborder. Il consiste à penser que la définition du constitutionnalisme serait évidente, que l'ordre politique libéral serait aisément identifiable et par conséquent que sa remise en question le serait également.

1.2 Déconstruire l'équation implicite entre populisme et anti-constitutionnalisme

Pour une partie de la littérature, la notion d'illibéralisme semble ainsi s'être imposée *naturellement* car le populisme conduit ontologiquement à une remise en question de l'ordre politique libéral et donc du constitutionnalisme et de l'économie de marché. Cette analyse (et ce postulat) semble néanmoins critiquable parce qu'il traduit une méconnaissance des apports de certaines franges de la littérature, notamment des études de genre et des théories féministes, pour penser le constitutionnalisme libéral et la relation entre démocratie et libéralisme au sein des régimes occidentaux⁴¹⁹. Paradoxalement, le libéralisme et le constitutionnalisme ne semblent pas faire l'objet des mêmes précautions épistémologiques que le concept de populisme. Alors, que les notions de « concept essentiellement contesté » ou « d'air de famille » sont mobilisés pour justifier l'emploi des concepts de populisme, l'usage des outils analytiques de la philosophie du langage ordinaire ne semble pas s'étendre au libéralisme, et à son versant « institutionnel ». Or, la définition de l'ordre politique libéral est précisément équivoque en raison de la tension existante entre la philosophie libérale et les

⁴¹⁹ Ce constat prolonge celui d'une méconnaissance de la littérature sur le néolibéralisme. La réflexion sur le constitutionnalisme libéral au sein de certains travaux se contente ainsi de réaliser un dialogue avec une critique « populiste » tronquée, en particulier dans sa version anticapitaliste. Ainsi les écrits de Chantal Mouffe bien qu'ils s'inscrivent directement dans la continuité du constitutionnalisme démocratique de James Tully, sont régulièrement considérés comme étant à la fois anti-libéraux et anti-constitutionnalistes, ce qui révèle une méconnaissance de ses travaux. Sur ce point, voir : MOUFFE Chantal, « Démocratie et libéralisme politique », in *Questions au libéralisme*, Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles, 1998, [consulté le 20 février 2024] MOUFFE Chantal, « Wittgenstein, Political Theory and Democracy ».

institutions des régimes politique occidentaux qui sont conventionnellement considérées comme libérales. Penser une incompatibilité avec le libéralisme ou un processus de dé-libéralisation nécessite en effet de distinguer la conception libérale de certaines institutions – telles que les droits de l’Homme – de ces institutions en elle-même, puisqu’il n’existe pas un monopole libéral en la matière⁴²⁰. Par conséquent, pour conceptualiser l’illibéralisme, en particulier sous le prisme institutionnel, il est nécessaire de prendre en compte les critiques historiques adressées à la conception libérale abstraite des droits individuels ; ou encore le constat critique d’une cohabitation entre la répression des minorités sexuelles et raciales avec le constitutionnalisme *libéral*. Limiter l’appréhension de la dé-libéralisation au seul populisme sans prendre en compte ces éclairages « critiques » du constitutionnalisme libéral apparaît donc dommageable si l’on souhaite mesurer (et comprendre) dans toutes leurs diversités les attaques envers les droits fondamentaux, le pluralisme, la séparation des pouvoirs ou encore la neutralité de l’État, ce qui est l’objectif explicite du concept d’illibéralisme pour les éditeurs du RHI⁴²¹.

Ainsi, James Tully⁴²² défend un « constitutionnalisme commun » à la fois plus démocratique et plus *libéral* que la conception du constitutionnalisme hérité des penseurs libéraux classiques tels que Locke et Kant, qui irrigue la philosophie libérale contemporaine⁴²³. En effet, selon Tully, le constitutionnalisme (et la théorie du droit) libéral a historiquement justifié et rendu possible la colonisation puis l’impérialisme occidental⁴²⁴. Toutefois, cette critique ne

⁴²⁰ Nous reviendrons ultérieurement sur cette question et cet exemple précis qui a été débattu par D. Mineur et M. Fössel. Sur ce point, voir : Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère, *Le Procès des droits de l’homme. Généalogie du scepticisme démocratique: Généalogie du scepticisme démocratique* (Le Seuil, 2016).

⁴²¹ « For the purposes of constitutional analysis, practices are labelled illiberal when they: (i) arrogate executive powers (Bermeo 2016; Khaitan 2019); (ii) undermine existing modes of constitutional accountability of government (Khaitan 2019, 344, 346– 350), including separation of powers and checks and balances; or (iii) enable the self- perpetuation of incumbents through formally democratic and / or constitutional processes (Bermeo 2016; Levitsky and Ziblatt 2018; Svolik 2015); (iv) undermine or remove the safeguards of state neutrality (e.g. in the name of higher values or ideals) to the effect of reducing pluralism (e.g. Bell and Jayasuriya 1995, 7-9; Müller 2016), and ultimately, impairing individual liberty (see Holmes 2021) ». UITZ Renáta, « Constitutional Practices in Times “After Liberty” », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁴²² L’importance des travaux de Tully dans cette réflexion apparaît à plusieurs niveaux (et elle a d’ailleurs été relevé dans la littérature). Les analyses de Tully sur la relation entre démocratie et libérale et sa méthode empruntant à Skinner et Wittgenstein sont ainsi une source importante des travaux de C. Mouffe.

⁴²³ Sur ce point, voir : MAY Paul, « Chapitre 4 / James Tully, le constitutionnalisme postcolonial », *References*, 2016. Tully.

⁴²⁴ Ou plutôt un certain langage du libéralisme, ce qui permet à Tully comme d’autres auteurs en faveur du multiculturalisme, de dénoncer un « illiberal liberalism » dans le refus du multiculturalisme avancé par certains défenseurs du libéralisme. Sur ce point, voir : James Tully, « The Illiberal Liberal : Barry’s Polemical Attack on Multiculturalism », dans Paul Kelly, *Multiculturalism Reconsidered : « Culture and Equality » and its Critics*, Cambridge, Polity Press, 2002, p. 107.

conduit pas Tully à remettre en question la *rule of law* en tant que modèle constitutionnel assurant la prééminence de certains principes, règles et procédures au sein d'un système politique donné⁴²⁵, mais uniquement l'un des langages à travers lequel le constitutionnalisme est pensé ; car il existe une multiplicité d'interprétations rivales du constitutionnalisme :

« To put this another way, participants in political struggles bring very different and often conflicting traditions of interpretation, conceptions and weightings of constitutional and democratic considerations to bear on a case at hand. What is shared by neo-liberal democrats, social democrats, socialist democrats, feminist democrats, eco-democrats, pluralist democrats, communitarian democrats, agonistic democrats and cosmopolitan democrats is an abstract and critical democratic-constitutional orientation to the systems of cooperation in which they find themselves.

(...)

There will always be disagreement among judges, representatives and citizens over the interpretation, procedures, application, institutionalisation and review in accordance with the orienting principles of constitutionalism and democracy in any instance; disagreements for which there will be good but non-decisive reasons on each side. This is obviously true in non-ideal circumstances of real-world politics, but it is also true in ideal theory, as Jeremy Waldron among others has argued. Reasonable disagreement and thus dissent are inevitable and go all the way down in theory and practice (including over the 'reasonable'). **There thus will be democratic agreement and disagreement not only within the rules of law but also over the rules of law. This feature also explains why there are many rival conceptions and traditions of interpretation of democracy and constitutionalism** »⁴²⁶.

De même, il semble impossible de faire l'impasse sur les apports des *critical legal studies*⁴²⁷ s'intéressant à la relation entre philosophie libérale et constitutionnalisme. La réflexion sur la remise en question du constitutionnalisme libéral nécessite donc au préalable d'appréhender la coexistence de longue date entre État de droit et pratiques liberticides ou autoritaires au sein des régimes occidentaux « démocratiques » :

⁴²⁵ « The principle of constitutionalism (or the rule of law) requires that the exercise of political power in the whole and in every part of any constitutionally legitimate system of political, social and economic cooperation should be exercised in accordance with and through a general system of principles, rules and procedures, including procedures for amending any principle, rule or procedure. The 'constitution' in the narrow sense is the cluster of supreme or 'essential' principles, rules and procedures to which other laws, institutions and governing authorities within the association are subject » TULLY James, « The Unfreedom of the Moderns in Comparison to Their Ideals of Constitutional Democracy », *The Modern Law Review*, 65, 2002.

⁴²⁶ *Ibid.*

⁴²⁷ Nous reviendrons ultérieurement sur cette littérature et sur les apports des CLS pour penser l'illibéralisme.

« The quality of democracy in countries like the United States or the United Kingdom should not be equated with the state of democracy in Hungary, Poland, or even Russia. And yet both of those venerable liberal democracies, as well as many others, display insouciant and long traditions of illiberal practices and policies that exclude certain sections of society from the political process and subject others to differential treatment on the grounds of their countries of origin, the colour of their skin, their gender or sexual orientation, or other selective criteria. Illiberal policies assume multiple shapes and encroach on the personal liberties of select groups in all aspects of political and private life. They can include exclusive tax benefits for heterosexual marriages, the criminalisation of Sinti and Roma, or forced sterilisations. The political theorist Marc Stears daubs this propensity the “politics of exclusion” »⁴²⁸.

De fait, on peut donc faire le double constat d’une impasse quant à la prise en compte du caractère contesté des concepts de *rule of law* et de constitutionnalisme libéral au sein d’une frange importante de la littérature⁴²⁹ ; mais également celui d’un rejet des travaux mettant en lumière l’existence de pratiques « illibérales »⁴³⁰ comme la négation des libertés individuelles de certaines minorités dans les régimes politiques occidentaux⁴³¹. Les critiques adressées au libéralisme au nom de certains droits individuels (tels que le droit à disposer de son corps) et collectifs (tels que les droits-créances, ou le droit d’association politique en matière syndicale), sont ainsi considérées comme des formes contemporaines d’illibéralisme car elles s’attaquent au monopole d’une interprétation de la tradition libérale partagée entre les défenseurs de la droite radicale et certains travaux des études de l’illibéralisme. Sur ce point, il est frappant de constater une convergence dans la conception de l’illibéralisme entre la conclusion du RHI,

⁴²⁸ KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

Le fait que ces apports soient pris en compte par King et Kauth et non dans le RHI peut d’ailleurs sembler surprenant si l’on prend en compte le fait que King et Kauth sont des sociologues et non des juristes à l’instar de Sajó, Uitz et Holmes, ce qui montre l’intrication entre les questions épistémologiques et idéologiques dans la réflexion sur l’illibéralisme.

⁴²⁹ Cette absence de prise en compte du caractère « contesté » de la définition de l’État de droit et de la *rule of law* est tangible dans l’ensemble des définitions de l’illibéralisme. À titre d’exemple, l’article de J. Waldron consacré précisément à cette question n’est cité qu’à une seule reprise dans le RHI. Voir : KRYGIER Martin, « Illiberalism and the Rule of Law », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁴³⁰ C’est-à-dire, susceptible d’être décrites comme contraire au libéralisme tel qu’il est compris dans le langage ordinaire nord-américain, ou au sein des *illiberalism studies*. On voit ici l’importance de l’enjeu terminologique puisque le libéralisme est précisément associé à ces pratiques « liberticides » dans d’autres grammaires du libéralisme, comme celles employées à gauche.

Sur la dimension « illibérale » des pratiques historiquement acceptées dans les régimes démocratiques occidentaux, voir notamment : MONDON Aurelien et WINTER Aaron, *Reactionary Democracy*, Verso Books, 2020.

⁴³¹ Sur ce point, voir : McCann M, Kahraman F (2021) On the Interdependence of Liberal and Illiberal/Authoritarian Legal Forms in Racial Capitalist Regimes... The Case of the United States. *Annual Review of Law and Social Science* 17 (1): 483–503.

qui assume une position critique à l'égard de l'arrivée au pouvoir de la droite radicale, et celles des défenseurs de cette même droite radicale ; puisque ces travaux académiques en ont commun le fait d'affirmer la supériorité de la tradition libérale issue des lumières sur un plan normatif tout en considérant que le véritable illibéralisme consiste à critiquer cet héritage civilisationnel⁴³².

Ce double constat invite à plusieurs conclusions pour mieux appréhender la relation entre illibéralisme et ordre politique libéral dans notre enquête. Tout d'abord, il n'est pas certain que la décomposition de l'ordre politique libéral soit causée par le populisme car le non-respect de la séparation des pouvoirs et la réduction des libertés individuelles, en particulier des minorités sexuelles et raciales, ne débute pas avec l'avènement d'un « *populist zeitgeist* » s'étant traduit par l'arrivée au pouvoir de la droite radicale « populiste » dans les années 2010. Puisque ces phénomènes ne sont pas nouveaux, cela signifie qu'il est nécessaire de remettre en question l'équation entre populisme et illibéralisme, ou alors de repenser le concept de populisme afin qu'il puisse inclure des phénomènes jusque-là exclus de son périmètre car considérés comme *libéraux*. Enfin, cela signifie que les régimes conventionnellement définis comme respectueux du « libéralisme constitutionnel » sont déjà en décalage – voire en contradiction – avec un constitutionnalisme libéral idéal-typique, lorsque les pratiques de ces régimes sont éclairées par les apports des *critical studies*. Pour le dire autrement, il est nécessaire d'admettre une distinction entre le libéralisme considéré en tant qu'idéologie et le concept de libéralisme tel qu'il est employé dans la littérature. Si le libéralisme est conçu nominalement comme un idéal-type correspondant au respect minutieux et approfondi d'une conception maximaliste et universaliste de certains droits et institutions telles que les libertés individuelles, alors certains régimes conventionnellement considérés comme libéraux pourront être considérés comme non-libéraux voire illibéraux. Si le libéralisme est conçu comme l'idéologie ayant été historiquement dominante en occident depuis la seconde moitié du XIX^e siècle⁴³³, alors le libéralisme ne coïncide pas nécessairement avec la défense du constitutionnalisme et du pluralisme, auquel cas il existe potentiellement des atténuations –

⁴³² A titre d'exemple, nous renvoyons aux chapitres du RHI et aux travaux de A-M. Le Pourhiet et F. Furedi que nous avons déjà cités.

⁴³³ Que ce soit dans une perspective compréhensive (comme celle de M. Freeden) ou dans une perspective marxiste.

voire des remises en question – de ces principes dans les régimes libéraux existants car ces atténuations ou ces « poches » d’illibéralisme ont historiquement existées.

Par conséquent, il est nécessaire de penser la distinction entre la « dé-libéralisation » d’un système constitutionnel, c’est-à-dire le processus de remise en question d’institutions plus ou moins respectueuses des exigences du libéralisme politique dont la gravité peut être appréciée par rapport à un étalon abstrait ou à d’autres régimes ; et l’utilisation du libéralisme comme idéal-type pour apprécier la nature d’un régime politique, c’est-à-dire le fait d’utiliser le libéralisme comme un agrégat de plusieurs principes, tels que le pluralisme ou l’équilibre des pouvoirs, nécessaire au fonctionnement non-autoritaire d’un régime⁴³⁴. Même si l’absence de précaution épistémologique dans la conceptualisation (et la mobilisation) de la notion d’illibéralisme conduit à ignorer ou sous-estimer le problème du constitutionnalisme dans une partie de la littérature, il est donc impératif de partir de ce problème pour commencer à résoudre le puzzle conceptuel au cœur de notre travail. Pour le dire autrement, si l’on cherche à comprendre ce que l’emploi de l’illibéralisme signifie, et ce qu’il vise à rendre intelligible ; il est nécessaire de décoder les usages existants du terme à la lumière des impensés affectant la compréhension de la relation entre constitutionnalisme et libéralisme.

2. Clarifier la relation entre ordre politique libéral et constitutionnalisme

Dans le sillage des conflits opposant les institutions européennes à la Pologne puis à la Hongrie suite aux réformes constitutionnelles engagées dans ces deux États, la réflexion sur le phénomène illibéral s’est très rapidement emparée de la question du constitutionnalisme. De fait, c’est la critique de « l’impossibilisme légal »⁴³⁵ – l’opposition entre les traités européens ainsi que les constitutions héritées des transitions post-communistes et la volonté de l’électorat majoritaire – entretenue par les gouvernements polonais et hongrois qui semble rétrospectivement avoir participé au succès de la notion d’illibéralisme. Le lexique et l’argumentaire employés par le PiS et le Fidesz ont ainsi prouvé le caractère prémonitoire des mises en garde de F. Zakaria quant à l’existence d’un conflit entre démocratie « majoritaire »

⁴³⁴ Principes qui seraient associés au libéralisme pour des raisons normatives, mais qui ne sont pas réductibles à ce dernier.

⁴³⁵ RUPNIK Jacques, « La démocratie illibérale en Europe centrale », *Esprit*, Juin, Éditions Esprit, 2017.

et libéralisme « constitutionnel », dont l'avènement de la démocratie illibérale serait l'aboutissement. Bien que comme nous l'avons vu, le concept de démocratie illibérale a d'abord été dénoncé en raison des confusions conceptuelles qu'il suscite⁴³⁶, la soudaine appropriation du terme par V. Orbán a permis sa diffusion. On peut d'ailleurs émettre l'hypothèse que cette réception a été d'autant plus importante qu'elle confirmait certains narratifs et paradigmes déjà bien implantés dans plusieurs disciplines et champs académiques. Ainsi, le narratif consistant à opposer la gouvernance libérale – c'est-à-dire le libéralisme économique et la *rule of law* – à un populisme autoritaire – fruit d'une insécurité économique et d'un « cultural backlash » causé par la globalisation, dont on trouve la forme la plus aboutie dans les travaux de Norris et Inglehart⁴³⁷ – s'est révélé tellement compatible avec la notion d'illibéralisme qu'il est devenu difficile de distinguer conceptuellement et sémantiquement les termes de populisme et d'illibéralisme, comme en témoignent les nombreux emplois du terme de « populisme illibéral »⁴³⁸. De même, le concept de démocratie illibérale a connu une réception particulièrement importante au sein de la doctrine juridique⁴³⁹, ce qui peut s'expliquer par la prégnance d'un narratif conduisant à opposer « droit » et « politique » ou encore démocratie et libéralisme, bien que ce narratif soit largement issu de la réception de l'œuvre de C. Schmitt⁴⁴⁰. Conformément aux narratifs entretenus par l'ensemble des acteurs politiques au niveau européen, les réformes constitutionnelles réalisées par les gouvernements « populistes » du groupe de Visegrád ont donc été pensées et décrites comme

⁴³⁶ CAROTHERS Thomas, « Zakaria's Complaint », *The National Interest*, Center for the National Interest, 2003
 DIAMOND Larry Jay, « The Illusion of Liberal Autocracy », *jad*, 14, Johns Hopkins University Press, 2003.

⁴³⁷ NORRIS Pippa et INGLEHART Ronald, *Cultural Backlash*, Cambridge University Press, 2019. On peut trouver une variante de cette grille de lecture dans les travaux de Y. Mounk. Voir notamment : MOUNK Yascha, « The People vs. Democracy », in *The People vs. Democracy*, Harvard University Press, 2018.

⁴³⁸ A titre d'exemple, voir : Mounk, *ibid.*, BLOKKER Paul, « Populism and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 WALKER Neil, « Illiberalism and National Sovereignty », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁴³⁹ Voir à titre d'exemple : BARBÉ Vanessa, COMBRADE Bertrand-Léo et SÉNAC Charles-Édouard, *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Bruylant, 2023.

⁴⁴⁰ Voir la fréquence des références à Carl Schmitt dans l'ensemble des articles et ouvrages que nous avons cités. Il est mobilisé de façon intensive dans 6 chapitres du RHI et il est cité à plus de 61 reprises dans l'ouvrage ; les travaux d'Halmai sont selon nous révélateurs de ce prisme schmittien. Dans le RHI, voir : KRYGIER Martin, « Illiberalism and the Rule of Law », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 UITZ Renáta, « Constitutional Practices in Times "After Liberty" », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 GREENE Alan, « Emergencies and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 SMILOVA Ruzha, « The Ideational Core of Democratic Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 WAGRANDL Ulrich, « A Theory of Illiberal Democracy », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021. Voir, également : HALMAI Gábor, « Populism, authoritarianism and constitutionalism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, 2019 HALMAI Gábor, « Illiberal constitutional theories », *Jus politicum*, Editions Dalloz, 2021.

des remises en question du constitutionnalisme – bien que seule la Pologne ait été sanctionnée par l’activation du mécanisme européen de protection de l’État de droit prévu à l’article 7 du TFUE⁴⁴¹ – alors que ces réformes étaient paradoxalement formellement respectueuses des mécanismes de révision prévues par ces mêmes constitutions⁴⁴² :

« These constitutional changes altered the form of Hungary's constitutionalism from standard liberal constitutionalism to something with the potential for becoming authoritarian constitutionalism and, beyond that, pure authoritarianism.

(...)

Importantly for present purposes, all of these changes occurred within the existing constitutional framework: Fidesz and its leaders followed all the rules set out in the preexisting constitution and were able to plant the seeds of authoritarian constitutionalism »⁴⁴³.

En résumé, les réformes constitutionnelles engagées par le Fidesz puis par le PiS à partir de 2010 et 2014 font parfois l’objet d’un malentendu sur leur contenu réel, puisqu’elles n’ont pas conduit à une remise en question de la prééminence de la constitution, et qu’elles ont été respectueuses des mécanismes de révision sur le plan formel. Ce malentendu est dissimulé par un conflit terminologique sur la qualification juridique et politique appropriée pour décrire ces régimes, puisqu’il trouve différentes combinaisons entre la dichotomie [constitutionnalisme – anti-constitutionnalisme] et [démocratie-autoritarisme] au sein de la littérature :

⁴⁴¹ Les mécanismes de sanction prévus à l’article 7 ont été activés par la Commission européenne à l’encontre de la Pologne en décembre 2017, et un vote en faveur de son activation à l’encontre de la Hongrie a eu lieu au sein du Parlement européen en septembre 2018 ; néanmoins aucune sanction, même préventive, n’a été validée à l’encontre des deux États.

⁴⁴² Ce constat est partagé par G. Halmai et M. Tushnet bien qu’ils soient en désaccord sur la qualification juridique adéquate pour décrire le régime hongrois depuis ces différentes réformes. Voir : Mark Tushnet, « Authoritarian Constitutionalism », *Cornell Law Review* 100, n° 2 (2015-2014): 391-462 p; Gábor Halmai, « Restoring Constitutionalism in Hungary: How Should Constitution Making Be Different from What Happened in 1989? », *Verfassungsblog*, 13 décembre 2021, <https://doi.org/10.17176/20211215-142526-0>.

⁴⁴³ TUSHNET Mark, *op. cit.*

Typologie des régimes	Autoritarisme		Démocratie (libérale)
Typologie « maximaliste » du constitutionnalisme	Anti-constitutionnalisme (<i>rule of law</i> non respectée)		Constitutionnalisme (<i>rule of law</i> respectée)
typologie « minimaliste » du constitutionnalisme	Anti-constitutionnalisme (pouvoir arbitraire)	Constitutionnalisme minimaliste (<i>rule by law</i>)	Constitutionnalisme exigeant (<i>rule of law</i>)

Comme le montre Julian G. Waller, le flou concernant la nature « procédurale » et la qualification juridique des réformes constitutionnelles menées par la droite « populiste » est encore renforcée si l'on prend en compte le fait que la Pologne contrairement à la Hongrie, n'est pas décrite comme un régime hybride et encore moins comme un régime autoritaire dans les études quantitatives internationales menées par V-Dem et *Freedom House*⁴⁴⁴. L'association désormais explicite du populisme à un illibéralisme anti-constitutionnaliste a ainsi conduit à des impasses qui ont fini par être relevées, y compris au sein d'approches « prescriptives » peu sensibles à l'ambiguïté potentielle d'un concept d'illibéralisme⁴⁴⁵. En effet, la réflexion sur l'illibéralisme s'est rapidement heurtée à une difficulté dans l'appréhension des notions de constitutionnalisme, de *rule of law* et d'État de droit, bien que l'existence de ce « problème » soit plus évident pour les tenants d'une approche compréhensive, au sein de laquelle la délimitation de « l'illibéralisme » peut varier car elle

⁴⁴⁴ WALLER Julian G, « Distinctions With a Difference », *Political Studies Review*, 2023.

⁴⁴⁵ BLOKKER Paul, « Populism and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

n'inclut pas nécessairement l'ensemble des pratiques et des idées étant susceptibles d'être qualifiées d'anti-libérales.

Pourtant, même dans ces approches, la prise en compte de la pluralité des conceptualisations possibles de l'illibéralisme ne s'étend pas au concept de constitutionnalisme libéral en lui-même. La pluralité des conceptions de la *rule of law* est systématiquement écartée lors de la définition de l'illibéralisme, alors que c'est précisément le phénomène de remise en question de l'État de droit⁴⁴⁶ qui justifie l'emploi du terme « d'illibéralisme ». Ainsi, pour Kauth et King, l'État de droit est constitutif de la démocratie car cette dernière est ontologiquement définie par la préservation de libertés fondamentales qui sont également nécessaires à son fonctionnement, puisqu'elles garantissent l'existence d'une véritable compétition politique. Par conséquent, la remise en question de l'État de droit est à la fois synonyme d'illibéralisme et d'autoritarisme⁴⁴⁷. Toutefois, la nature et les contours de cette remise en question demeure relativement flou, comme en témoigne l'absence de références au terme de « constitutionnalisme » et de définition précise de la *rule of law* au sein de l'article en question. De fait, bien que les deux auteurs reconnaissent la possibilité d'un respect superficiel de l'État de droit – ce qui implique une distinction entre *rule of law* et *rule by law* empruntée à J. Waldron⁴⁴⁸ –, la possibilité d'une gradation entre différents niveaux de respect du constitutionnalisme libéral n'apparaît pas dans leurs travaux. Kauth et King rejoignent donc les conclusions de G. Halmai quant à l'impossibilité d'un constitutionnalisme *illibéral*, mais pour des raisons différentes car selon eux, la *rule by law* est nécessairement illibérale⁴⁴⁹. Or, la façon de nommer et d'appréhender ce phénomène de « légalisme autocratique »⁴⁵⁰ fait précisément l'objet d'un conflit sémantique (en partie lié au fait que la façon de nommer ce phénomène le légitime plus ou moins⁴⁵¹) qui soulève une double question à la fois idéologique et juridique.

⁴⁴⁶ Au sein de la littérature, les termes d'État de droit (ou *rule of law*) sont employés comme des synonymes.

⁴⁴⁷ « Indeed, the rule of law and especially the legal mechanisms of appeal inherent to the concept function as crucial safeguards against the purposeful erosion of democratic norms. Their absence or subversion, as we will argue later, is a strong indicator of the presence of illiberalism » KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

⁴⁴⁸ WALDRON Jeremy, « Rule by Law », 2019, [consulté le 20 février 2024].

⁴⁴⁹ « According to some legal theorists, the "rule of law" has a bad brother termed the "rule by law". Whereas the rule of law constrains the actions of governments, the rule by law is an illiberal way to exercise power, more or less arbitrarily, through laws and courts ». KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, *op. cit.*

⁴⁵⁰ SCHEPPELE Kim Lane, « Autocratic Legalism », *The University of Chicago Law Review*, 85, The University of Chicago Law Review, 2018.

⁴⁵¹ Nous reviendrons sur ce point dans la suite de notre travail puisqu'il s'agit précisément d'une question de jeu de langage : selon la grammaire du libéralisme qu'on emploie et l'intérêt contextuel et opportuniste d'une

La distinction entre *rule by law* et *rule of law* peut en effet être fondée sur un critère *idéologique* de conformité avec le libéralisme politique, où le terme de *rule by law* désigne un système constitutionnel n'empêchant pas la concentration des pouvoirs ou l'atteinte aux libertés fondamentales comme pour Kauth et King. Mais cette distinction peut également être appréciée selon un critère *juridique* plus technique fondé sur une distinction entre des modèles constitutionnels fonctionnant selon des logiques *différentes*. Pour le dire autrement, on peut considérer dans une perspective positiviste que la *rule by law* ne désigne pas nécessairement un constitutionnalisme « corrompu », conçu comme la forme dégradée de la *rule of law*, mais comme un système constitutionnel distinct remplissant une autre fonction que celle de la limitation du pouvoir des gouvernants.

Ces problèmes conceptuels nécessitent toutefois de préciser et d'apprécier les effets du *procéduralisme*, c'est-à-dire les effets du respect purement formel du droit constitutionnel. Ainsi, selon Mark Tushnet⁴⁵² et Paul Blokker⁴⁵³, il est nécessaire de distinguer entre le non-respect du droit (constitutionnel) qui marque une atteinte cruciale aux principes de formalisme et de sécurité juridique ; et le respect formel du droit (constitutionnel), même si le texte constitutionnel en question cohabite avec des lois liberticides et qu'il n'empêche pas la concentration des pouvoirs. Cette distinction, conduit à distinguer conceptuellement l'anti-constitutionnalisme d'une forme minimale de constitutionnalisme, qui pourra être nommée constitutionnalisme autoritaire⁴⁵⁴, abusif⁴⁵⁵ populiste⁴⁵⁶ ou *illibéral*⁴⁵⁷ selon les auteurs⁴⁵⁸. De façon opposée, des membres de la doctrine contemporaine ? tels que G. Halmai défendent le caractère intrinsèquement oxymorique du concept de constitutionnalisme autoritaire (ou illibéral), c'est-à-dire de toutes les conceptions « non-libérales » du constitutionnalisme, car

défense ou d'une dénonciation du libéralisme, on pourra utiliser le label de « constitutionnalisme » ou celui de « legalisme » et de *rule by law*.

⁴⁵² TUSHNET Mark, « Authoritarian Constitutionalism », *Cornell L. Rev.*, 100, 2014 TUSHNET Mark, « Varieties of Liberal Constitutionalism », in *Routledge Handbook of Comparative Constitutional Change*, Routledge, 2020.

⁴⁵³ BLOKKER Paul, « Populism as a constitutional project », *International Journal of Constitutional Law*, 17, 2019.

⁴⁵⁴ TUSHNET Mark, *op. cit.* GARCÍA Helena Alviar et FRANKENBERG Günter, *Authoritarian Constitutionalism*, Edward Elgar Publishing, [s. d.].

⁴⁵⁵ LANDAU David, « Abusive Constitutionalism », *U.C. Davis Law Review*, 47, 2013.

⁴⁵⁶ BLOKKER Paul, « Populist Counter-Constitutionalism, Conservatism, and Legal Fundamentalism », *European Constitutional Law Review*, 15, Cambridge University Press, 2019.

⁴⁵⁷ DRINOCZI Timea et BIEN-KACAŁA Agnieszka, « Illiberal Constitutionalism », *German L.J.*, 20, 2019.

⁴⁵⁸ De façon incidente, on peut noter que la typologie des formes de constitutionnalisme est perméable à la pluralité des grammaires du libéralisme.

l'inscription historique du constitutionnalisme dans le libéralisme détermine les caractéristiques de ce concept :

« From this perspective the main object of illiberal critique is liberal democracy, which in my view isn't merely a limit on the public power of the majority, but also presupposes rule of law, checks and balances, and guaranteed fundamental rights. This means that there is no democracy without liberalism, and there also cannot be liberal rights without democracy. In this respect, there is no such a thing as an 'illiberal or anti-liberal democracy.' Those who perceive democracy as liberal by definition also claim that illiberalism is inherently hostile to values associated with constitutionalism, as an institutional aspect of liberal democracy: separation of powers, constraints on the will of the majority, human rights, and protections for minorities. Therefore, the also oxymoronic 'illiberal' or 'populist' constitutionalism is necessarily authoritarian in character. »⁴⁵⁹

En résumé, si dans un premier temps (et dans la frange de la littérature qui méconnaît encore le problème que nous cherchons à mettre en évidence), la nature populiste des gouvernements hongrois et polonais menés par le Fidesz et le PiS, puis par les gouvernements menés par Donald Trump et Jair Bolsonaro a conduit à les penser *a priori* comme des gouvernements remettant en question l'État de droit et la nature formelle de leur régime ; il est apparu nécessaire de distinguer le respect *formel* des procédures encadrant l'exercice du pouvoir (ou les règles de révision constitutionnelle) et le respect *matériel* des principes garantis en principe par une constitution « libérale ». La conceptualisation de l'illibéralisme dans le sillage de son appropriation par la droite « populiste » requiert donc de clarifier le contenu du concept de constitutionnalisme (libéral), qui peut être défini de façon purement formel et procédural, ou de façon matérielle et qualitative. Malgré la convergence sémantique entre défenseurs et adversaires du libéralisme autour de la défense ou de la critique de l'État de droit et de la mondialisation – qui atteste du caractère commun de cette « grammaire » du libéralisme – on peut donc partir du constat selon lequel l'équation entre illibéralisme, populisme et anti-constitutionnalisme soulève instantanément des contradictions et des malentendus en raison de la pluralité, souvent impensée, des conceptualisations du constitutionnalisme. Ainsi, la seule comparaison des travaux de Zakaria et D. Bell nous a permis de mettre en lumière l'ampleur des divergences possible dans l'utilisation du concept de *rule of law*, mais nous avons pu constater que ce problème était prégnant dans l'ensemble de la

⁴⁵⁹ HALMAI Gábor, « Illiberalism in East-Central Europe », 2019, [consulté le 20 février 2024].

littérature s'intéressant à la crise de la démocratie, et en particulier à la montée du populisme. Incidemment, on peut d'ailleurs noter que ces ambiguïtés et ces malentendus quant aux concepts au cœur de la « gouvernance libérale » – qui irriguent les ouvrages majeurs sur le populisme – s'étendent à la notion d'économie de marché ou de capitalisme.

Or, si cette pluralité de conceptualisations du constitutionnalisme libéral était ignorée (ou non prise en compte) dans les travaux pionniers sur l'illibéralisme, et qu'elle semble toujours faire l'objet d'un impensé important, elle est paradoxalement au cœur d'une littérature de plus en plus importante, en particulier en droit constitutionnel comparé⁴⁶⁰. L'échec politique et analytique de la transitologie – et plus récemment celui de la commission de Venise et de la « démocratie par le droit »⁴⁶¹ – a ainsi conduit une partie de la doctrine juridique à investir la réflexion sur le constitutionnalisme et ses liens avec la démocratie et l'autoritarisme dans le sillage de Tushnet.

Bien qu'elle constitue l'un des éléments centraux de l'illibéralisme, voire qu'elle justifie à elle-seule l'emploi du terme, la remise en question de l'État de droit soulève des problèmes épistémologiques et méthodologiques majeurs en dépit de son caractère familier. La cartographie des usages de l'illibéralisme montre ainsi que l'emploi de la notion se greffe à des biais existant au sein de la réflexion sur le populisme et le constitutionnalisme qui conduisent aujourd'hui à des contradictions ou des confusions qui sont parfois impensées au sein de la littérature. Le puzzle conceptuel qui résulte de ces conflits et malentendus témoigne de la diversité des grammaires du libéralisme et de leur implication dans la conceptualisation de l'illibéralisme, mais également de l'existence de problèmes épistémologiques « ordinaires » liée à des divergences dans la fonction attribuée à des concepts clés tels que celui de constitutionnalisme. L'emploi systématique d'une approche linguistique et analytique attentive à la distinction entre *label* et *concept*⁴⁶² au sein de notre corpus permet néanmoins de démêler l'écheveau des emplois tantôt convergents, tantôt divergents des termes de constitutionnalisme, de libéralisme constitutionnel ou d'État de droit en identifiant plusieurs

⁴⁶⁰ WALKER Graham, « The Idea of Nonliberal Constitutionalism », *Nomos*, 39, American Society for Political and Legal Philosophy, 1997 DOWDLE Michael W. et WILKINSON Michael A., *Constitutionalism beyond Liberalism*, Cambridge University Press, 2017.

⁴⁶¹ HEURTAUX Jérôme, *La démocratie par le droit. Pologne 1989-2016* [en ligne], Sciences Po, les presses, 2017, [consulté le 20 février 2024].

⁴⁶² C'est-à-dire à la distinction entre la discussion sur les labels appropriés pour désigner un concept descriptif, et sur le contenu du concept descriptif en lui-même.

points nodaux dans l'appréhension d'un phénomène illibéral. Si l'on dépasse les confusions conceptuelles (et les postulats idéologiques) conduisant à considérer le populisme comme la cause unique (et systématique) de remise en question de l'État de droit, ce qui induit un biais épistémologique et méthodologique limitant le périmètre de la remise en question du constitutionnalisme libéral à l'arrivée au pouvoir d'un populisme illibéral dans les années 2010 ; la comparaison des différentes conceptualisations de l'illibéralisme révèle l'existence de deux problèmes théoriques, faisant l'objet de conflits plus ou moins compris au sein de la littérature. Ainsi, il est nécessaire selon nous de distinguer deux problèmes à l'intersection de plusieurs disciplines et de plusieurs champs de recherche afin de comprendre les implications de la centralité du constitutionnalisme dans les différentes conceptualisations de l'illibéralisme. Incidemment, on peut d'ailleurs noter que c'est la variété des réponses apportées à ces deux problèmes qui expliquent (partiellement) le caractère essentiellement contesté de la « rule of law » et la diversité des usages des notions attenantes telles que celui de constitutionnalisme. Le premier porte sur les conditions d'application du concept de constitutionnalisme, autrement dit sur les critères constitutifs d'un État de droit, et sur la relation entre ces différents éléments et le libéralisme. Chaque « design juridico-institutionnel » de référence (et le modèle de constitutionnalisme qui le sous-tend), est en effet apprécié au regard de sa conformité avec un idéaltype de constitutionnalisme (qui est toujours, même indirectement, en lien avec le libéralisme pour des raisons historiques) puis au regard de sa compatibilité avec le libéralisme politique. Ce premier problème en induit nécessairement un autre, puisque la variété des réponses apportées à ce problème dépend principalement de la valeur (libérale) accordée au procéduralisme, et plus particulièrement au formalisme juridique, c'est-à-dire au fait de considérer l'usage du droit constitutionnel comme un élément suffisant à garantir une forme minimale de pouvoir non-arbitraire.

2.1 Une conceptualisation de l'illibéralisme se heurtant aux conflits de définitions du constitutionnalisme libéral

Le premier de ces problèmes théoriques touchant à la réflexion sur l'illibéralisme a selon nous été formalisé de la façon la plus éclairante par Tushnet. Il découle du constat d'un décalage entre les exigences du libéralisme politique et les modèles constitutionnels existant au sein des régimes considérés comme des démocraties (libérales) dans la typologie classique des régimes politiques⁴⁶³ ; ou encore du constat de la diversité des conceptions du constitutionnalisme conventionnellement considéré comme *libéral*⁴⁶⁴. Ce problème théorique est susceptible de constituer une impasse pour un positivisme juridique conçu de manière restrictive comme la seule étude de l'application du droit existant car il invite à la hiérarchisation et à l'évaluation normative des différentes formes de constitutionnalisme. Or, selon Tushnet, l'existence d'une pluralité de modèles constitutionnels tant sur le plan diachronique que synchronique contrecarre la possibilité d'une définition extensive consensuelle du constitutionnalisme et *a fortiori* l'existence d'un modèle unique de constitutionnalisme libéral. Comme nous le verrons, cette pluralité n'interdit pas complètement la possibilité d'une définition juridique du constitutionnalisme, puisqu'il est possible d'identifier des éléments essentiels et d'autres plus accessoires grâce au droit constitutionnel comparé. Cependant, Tushnet rejette la possibilité d'appréciation de la conformité d'un système constitutionnel avec le constitutionnalisme libéral au-delà d'un certain seuil⁴⁶⁵. En effet, que ce soit sur le plan du design juridico-institutionnel, ou celui des

⁴⁶³ « Third, liberal democracy is itself vulnerable to important critiques, not least because in practice it has displayed and still does show contradictory, and ultimately, illiberal tendencies (e.g. leading to enhanced inequality of individuals, the reduction of possibilities for pluralism, the distortion of the public sphere and public discourse, processes of juridification due to the increased role of courts and of human rights norms, and a related weakening of the balance of powers by strengthening judicial power over the executive and legislative powers, while executive powers have regained prominence – though equally to the detriment of democratic oversight – in the post- 9/ 11 drive towards “securitization” (see Crouch 2004; Hirschl 2009; Isaac 2017; Arato 2019a; Kosar et al. 2019). » BLOKKER Paul, « Populism and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁴⁶⁴ « Fourth, constitutionalism cannot be reduced to liberal constitutionalism (which itself exists in various forms, Tushnet 2020), as institutional and societal manifestations show a variety of forms » TUSHNET Mark, « Varieties of Constitutionalism Editorial », *Int'l J. Const. L.*, 14, 2016.

⁴⁶⁵ « No real-world constitutional regime satisfies what a maximalist account requires. They all fall short on one or more components in the account. And, perhaps more important, there are often alternative reasonable specifications of individual components, each of which might plausibly be defended as sufficiently robust. The most obvious example is hate speech regulation: On one account of what a robust system of free expression contains (in a society committed to equality, another component of the maximalist account), regulation of hate speech is impermissible, whereas on other (equally robust) accounts regulation of hate speech in such societies is permissible or even required. Is the United States, which generally bans hate speech regulation, not a

libertés fondamentales à garantir constitutionnellement ; il n'existe pas de consensus sur les éléments requis pour définir la substance du constitutionnalisme libéral, ce qui explique pourquoi la notion de concept essentiellement contestée est employée dans la littérature pour appréhender la *rule of law*⁴⁶⁶.

La démonstration de Tushnet s'appuie sur une démarche comparative pour montrer l'intrication entre la dimension juridique et la dimension normative du problème de la définition du constitutionnalisme. Ainsi, la liberté d'expression est consacrée de façon « complète » et « maximaliste » aux Etats-Unis, mais de façon plus restreinte dans les systèmes constitutionnels européens car elle est limitée par la législation prohibant les discours haineux⁴⁶⁷. De même, Tushnet note que le droit à la vie privée et la liberté d'expression connaissent des limitations au sein de la Convention Européenne des droits de l'Homme au nom de la sécurité nationale ou de l'ordre public⁴⁶⁸. Par conséquent, d'un point de vue comparatiste, il est difficile de définir l'essence des libertés fondamentales devant être garanties par le constitutionnalisme libéral, puisque la hiérarchisation de ces libertés varie entre les systèmes juridiques, de même que leur interprétation et leur appréciation par les juges nationaux. Cet exemple lui permet de commenter le « débat sur les valeurs asiatiques »

constitutionalist system? Are most other nations in the global North, which allow such regulation, not constitutionalist? » TUSHNET Mark, « Varieties of Liberal Constitutionalism », in *Routledge Handbook of Comparative Constitutional Change*, Routledge, 2020..

On peut en réalité rétorquer qu'il est parfaitement possible d'apprécier la conformité du droit américain avec le libéralisme sur le plan normatif ou analytique, en revanche, le fait de considérer comme illibéral le régime américain soulèvera des problèmes méthodologiques en termes de comparaison, puisqu'il faudra créer des sous-catégories pour distinguer entre les différents degrés d'illibéralisme.

⁴⁶⁶ WALDRON Jeremy, « Is the Rule of Law an Essentially Contested Concept (In Florida)? », in *The Rule of Law and the Separation of Powers*, Routledge, 2005 WALDRON Jeremy, « The Rule of Law as an Essentially Contested Concept », 2021, TRAISBACH Knut, « Judicial authority, legitimacy and the (international) rule of law as essentially contested and interpretive concepts », *Global Constitutionalism*, 10, Cambridge University Press, 2021.

⁴⁶⁷ « In addition to diachronic uses, the vocabulary can have synchronic value, allowing us to treat existing liberal constitutional orders as variations on a theme. For example, some nations have laws banning hate speech, and most observers treat these nations as liberal constitutionalist (subject of course to satisfaction of other requirements of liberal constitutionalism), whereas other nations lack such laws and even – as in the United States – treat many of them as unconstitutional, and yet many observers are willing to describe them as liberal constitutionalist nonetheless. (...) In general, free expression requires a tight causal connection between speech and the harm that it is said to cause, and requires that, again in general, liability for harm be placed on the person who directly imposes the harm rather than on speakers who persuade that person to act. The shorthand here is that the U.S. free expression law as developed by the late twentieth century provides the best model for a maximalist definition » TUSHNET Mark, *op. cit.*

⁴⁶⁸ TUSHNET Mark, « Authoritarian Constitutionalism », *Cornell L. Rev.*, 100, 2014.

que nous avons abordé dans notre premier chapitre. A l'image de Kim⁴⁶⁹ et Subramaniam (qu'il cite)⁴⁷⁰, Tushnet conteste la thèse d'une incompatibilité entre les cultures confucéenne et l'idéologie libérale, car les principes confucéens ne sont pas moins en contradiction avec le libéralisme que les valeurs conservatrices dans la tradition politique occidentale⁴⁷¹. Par conséquent, le rejet de certains droits individuels ou leurs interprétations restrictives dans certains systèmes constitutionnels de l'Asie du Sud-est ne peuvent pas être décrits comme incompatibles avec le constitutionnalisme (ou illibéral) sans que certains systèmes occidentaux ne soient décrits de la même façon. Il n'est pas possible de définir juridiquement le constitutionnalisme sans prendre en compte la variété des catalogues de droits fondamentaux consacrés dans chaque constitution, puis sans prendre en compte la façon dont ils peuvent être limités. Un système constitutionnel n'est donc pas ontologiquement autoritaire (ou illibéral) parce qu'il est liberticide. Puisque les libertés fondamentales peuvent être limitées voire supprimées dans des régimes démocratiques, comme dans la tradition sociale-démocrate européenne ou conservatrice ; c'est le fait que ces libertés soient limitées en raison d'une « idéologie autoritaire » et non selon des motifs acceptés dans les régimes démocratiques qui permet d'apprécier la rupture avec le constitutionnalisme libéral⁴⁷². De plus, il n'existe pas de « check-list » concernant les institutions constitutives du constitutionnalisme libéral selon Tushnet, car l'architecture constitutionnelle varie selon qu'on adopte un modèle avec une séparation des pouvoirs limitée comme dans un régime parlementaire, et semi-présidentiel ; ou avec une séparation des pouvoirs complète, comme dans un régime présidentiel. Ainsi, une définition « véritablement maximaliste » du constitutionnalisme libéral nécessiterait l'existence d'une cour constitutionnelle

⁴⁶⁹ KIM Sungmoon, « Confucian Democracy in East Asia », sur *Cambridge Core* [en ligne], Cambridge University Press, publié le février 2014, [consulté le 30 avril 2020] KIM Sungmoon, « Pragmatic Confucian Democracy », *The Journal of Politics*, 79, The University of Chicago Press, 2017.

⁴⁷⁰ SUBRAMANIAM Surain, « The Asian Values Debate » [en ligne], *Asian Affairs: An American Review*, Taylor & Francis Group, 2000, [consulté le 20 février 2024].

⁴⁷¹ « As formulated, if not as applied by the European Court on Human Rights, these phrases fit comfortably within Lee Kuan Yew's articulation of "Asian values." As Surain Subramaniam puts it, perhaps "Asian values are not much more than conservative western values" – values, I would stress, that are part of the general constitutionalist tradition. Seen in this way, the Asian values debate is a debate within that tradition. » TUSHNET Mark, *op. cit.*

⁴⁷² « The ideology of authoritarian constitutionalism can be understood as lying near one end of a spectrum running from strong libertarianism through U.S.-style liberalism and the European tradition of social democracy to a constitutionalism that freely invokes standard justifications for restrictions on individual freedom. Importantly, though, authoritarian constitutionalism is constitutionalist because it invokes standard justifications, not ones flowing from a distinctive authoritarian ideology. » *Ibid.* p.452

indépendante susceptible de réaliser un contrôle constitutionnel *a priori* et *a posteriori*, or un tel prérequis exclurait le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande du périmètre du constitutionnalisme libéral⁴⁷³.

La démarche de Tushnet consiste donc à prendre comme point de départ les constitutions et les pratiques constitutionnelles existantes – et non l'idéologie libérale – pour élaborer une typologie des variétés de constitutionnalismes libéraux. Or, l'argument de Tushnet selon lequel une typologie des constitutionnalismes libéraux basés sur des critères procéduraux excluant des États conventionnellement considérés comme libéraux tel que le Royaume-Uni serait « bancal »⁴⁷⁴ est d'une importance cruciale, car il montre l'influence de la « grammaire » du libéralisme dans la conceptualisation du constitutionnalisme libéral. Pour le dire autrement, l'appréciation de la conformité avec le constitutionnalisme libéral est réalisée en prenant en compte l'écart déjà existant au sein des régimes considérés comme les plus démocratiques (ou les plus libéraux) entre leurs systèmes constitutionnels et les principes du

⁴⁷³ « A truly maximalist definition would require that these courts have (and exercise) the power to set aside in general, and disapply in individual cases, primary legislation that the courts conclude is inconsistent with the constitution. That final requirement provides a useful transition to this chapter's next section. Including that requirement in the maximalist definition implies that neither the United Kingdom nor New Zealand are liberal constitutionalist regimes. » Tushnet, « Varieties of Liberal Constitutionalism ».

⁴⁷⁴ « And yet there seems something askew in saying that these three nations are not liberal constitutionalist regimes ». *Ibid.*, p105-106

On peut d'ailleurs noter qu'un argument similaire est mobilisé par Anne-Marie Le Pourhiet à propos de la V^e République. Le caractère provocateur du constat d'une inadéquation entre la constitution de la V^e République et les exigences formulées à l'encontre des régimes polonais et hongrois par l'UE – qui n'est pas développé dans le chapitre en question – montre à quel point l'inclusion de la V^e République dans le périmètre de l'illibéralisme est absurde dans sa perspective :

« De deux choses l'une, en effet, ou les institutions européennes appliquent effectivement des doubles standards et reprochent aux uns ce qu'elles tolèrent chez les autres, ou alors la prochaine application de l'article 7 du traité sera pour la France. Nul doute, en effet, selon ces étranges critères [formulés par la commission de Venise à l'encontre de la constitution hongroise] que la V^e République du général de Gaulle est une démocratie illibérale ». Anne-Marie Le Pourhiet, « Démocratie illibérale : un oxymore à déconstruire » dans BARBÉ Vanessa, COMBRADE Bertrand-Léo et SÉNAC Charles-Édouard, *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Bruylant, 2023. (op cit). Ironiquement, on peut rappeler ici que le caractère « illibéral » de la V^e République était précisément dénoncé par des conservateurs très traditionnalistes tels que Louis Rougier en France dans les années 1960, comme le rappelle Serge Audier :

« En effet, Rougier, loin d'être gaulliste, fut l'un des critiques les plus virulents de De Gaulle et de la Ve République. Sans doute son hostilité au gaullisme s'éclaire-t-elle par son attachement à l'Algérie française et par sa dérive vers la droite radicale. Il n'en reste pas moins vrai que d'autres arguments, relevant cette fois de la philosophie libérale, ont pesé. Ainsi, L'Erreur de la démocratie française, un essai dans lequel Rougier reste fidèle à ses idées antitotalitaires des années 1930, déploie tout un raisonnement typiquement libéral – citations de Montesquieu, Constant et Tocqueville à l'appui – pour fustiger, au nom de « l'Etat de droit » et des contre-pouvoirs libéraux, l'autoritarisme et le monarchisme gaullistes, et, plus largement, les tares liberticides d'un modèle français illibéral, « fondé alternativement sur l'omnipotence du Parlement ou l'omnipotence de l'Exécutif ». Sur ce point, voir : ROUGIER Louis, *L'erreur de la démocratie française*, Éditions l'Esprit Nouveau, 1963., cité dans AUDIER Serge, *Néolibéralisme(s)*, Grasset, 2012., p294

libéralisme politique. On peut toutefois se demander si cette approche – qui se veut non-normative – n’est pas exempte de postulats normatifs puisque selon Halmai, elle découle d’une forme de républicanisme, c’est-à-dire d’une préférence pour le constitutionnalisme politique caractérisé par une priorisation du rôle des représentants du peuple sur les juges au sein de la séparation des pouvoirs⁴⁷⁵.

La démarche et les arguments de Tushnet sont donc d’une importance cruciale puisqu’ils induisent l’existence d’une impasse pour une conceptualisation de l’illibéralisme basée sur la remise en question du constitutionnalisme ; ce qui explique leur rejet par les tenants de cette équation. En effet, si l’existence d’une cour constitutionnelle indépendante n’est pas un prérequis du constitutionnalisme libéral, alors les réformes constitutionnelles menées en Pologne et en Hongrie réduisant (ou annihilant) l’indépendance de la cour constitutionnelle dans ces deux États peuvent être considérées comme conforme au modèle parlementaire de Westminster. De même, s’il n’existe pas de consensus tant sur le plan historique que sur le plan théorique s’agissant du catalogue des droits fondamentaux constitutifs du constitutionnalisme libéral (et plus généralement du libéralisme politique) alors la conceptualisation de l’illibéralisme à partir du non-respect de certaines libertés fondamentales (en particulier celles des minorités raciales et genrées) nécessite soit de remettre en question les applications conventionnelles de la typologie des régimes politiques – à moins d’induire un double standard – soit de sélectionner des libertés suffisamment « consensuelles » pour être garanties dans l’ensemble des systèmes constitutionnels et des conceptions du constitutionnalisme usuellement considéré comme libéral, c’est-à-dire où l’on retrouve des droits et libertés économiques tels que le droit de propriété. Or, non seulement cette sélection *minimaliste* ne permettra pas d’exclure du périmètre libéral les régimes gouvernés par la droite « populiste » dans la décennie 2010-2020 tels que la Pologne, la Hongrie ou encore le Brésil, mais elle permettra d’inclure des régimes « autoritaires »

⁴⁷⁵ « To be clear, despite some academics’ efforts to apply the concept of political constitutionalism in defense of illiberalism, I do not consider political constitutionalism, based on republican philosophy, or all of the concepts rejecting strong judicial review, or judicial review altogether, as populist. Political constitutionalists, like Richard Bellamy, Jeremy Waldron, Akhil Amar, Sandy Levinson, and Mark Tushnet, who themselves differ from one another significantly, emphasize the role of elected bodies instead of courts in implementing and protecting the constitution, but none of them reject the main principles of constitutional democracy, as populists do. » HALMAI Gábor, « Populism, authoritarianism and constitutionalism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, 2019.

favorables au *free-market*⁴⁷⁶ dans le périmètre du constitutionnalisme libéral, ce qui correspond précisément à la carte de l'illibéralisme dressée par Zakaria. Enfin, d'un point de vue historique, l'analyse de Tushnet possède des implications dont la radicalité semble échapper à leur auteur, puisqu'elle éclaire sous un angle nouveau le processus d'exportation de la démocratie « par le droit » inscrit dans les mécanismes de conditionnalité. Le caractère « maximaliste » du design juridico-institutionnel prescrit aux États des PECO dans le cadre des prêts accordés par les organisations internationales et du processus d'intégration européenne afin de garantir leur transformation « libérale » apparaît ainsi en contradiction avec les modèles constitutionnels des démocraties occidentales « consolidées » ; ce qui valide la thèse de Z. Krasnodebski selon laquelle on a imposé aux États des PECO des contraintes constitutionnelles nulle part en vigueur en Occident⁴⁷⁷.

La typologie des systèmes constitutionnels labellisés comme libéraux se présente donc sous une forme multi-dimensionnelle, presque gazeuse, puisqu'il n'existe pas de critère unique permettant de placer les différents modèles de constitutionnalisme sur un spectre où la conformité avec le libéralisme pourrait être apprécié au-delà d'un respect jugé satisfaisant⁴⁷⁸. Tushnet propose néanmoins de réaliser une typologie visant à mesurer le degré de conformité avec le constitutionnalisme libéral, fondée sur des critères formels et matériels grâce à une appréciation descriptive agrégative et dynamique du respect de chacun des aspects conventionnellement établis du constitutionnalisme :

⁴⁷⁶ Bien que ce critère soit lui-même relativement flou et qu'il mériterait des développements aussi approfondis que ceux que nous avons consacrés au concept de constitutionnalisme dans notre étude. Comme le montre l'exemple de la Chine, de la Russie et de la Hongrie, dont les économies font systématiquement l'objet de descriptions divergentes, l'appréciation de la conformité avec le « libéralisme économique » dépend de la conceptualisation de l'économie de marché (notamment de la notion d'interventionnisme étatique). La notion de capitalisme de connivence apparaît ainsi comme le pendant économique de la notion de constitutionnalisme abusif, autoritaire ou illibéral.

⁴⁷⁷ Zdzisław Krasnodebski, *Demokracja peryferii, Slowo/obraz terytoria*, Gdansk 2003, cité dans : RUPNIK Jacques, « Spleen démocratique ou retour du politique ? » [en ligne], *La Vie des idées*, La Vie des idées, 2007, [consulté le 20 février 2024] KALINOWSKI Wojtek, « Le procès du postcommunisme » [en ligne], *La Vie des idées*, 2004.

⁴⁷⁸ « Second, and more broadly, we cannot determine whether a constitutional system is a liberal constitutional one simply by looking at the provisions most obviously connected to liberal principles; there is no checklist to be had. Instead we must pay attention, often at a rather granular level, to the institutions of the political system as a whole. When we do, I believe, we will find ourselves quite puzzled about determining whether there is a single dimension of liberal constitutionalism along which systems can be arrayed. Rather than 'strong' or 'modest' or 'weak' liberal constitutionalism (as before in a descriptive, not normative, sense), we might find ourselves talking about 'good enough' liberal constitutionalism. 'Good enough' is the only truly workable normative standard available to us. » Tushnet, « Varieties of Liberal Constitutionalism ».

« One possibility is simple: Make ‘constitutionalism’ itself a dimensional idea. We could have strongly constitutionalist systems, modestly constitutionalist ones, and weak constitutionalist ones. We would place systems in the appropriate categories by making a judgment about where on each component of constitutionalism the system lies (strong on the free expression dimension, weaker on the equality dimension, and the like), assigning weights to the components (free expression getting more weight than equality, or the reverse), and then aggregating those judgments. The important point here is that the terms ‘strong’, ‘modest’, and ‘weak’, are descriptive, not normative. That is, weak constitutionalist systems are not inferior, qua constitutional systems, to stronger ones because each system’s version of each component instantiates a reasonable specification of the component’s content (again, free expression, equality, and the like) »⁴⁷⁹.

Ainsi, selon Tushnet, il existe une variété de formes du constitutionnalisme qui se superpose partiellement à la typologie classique des régimes politiques. Le respect d’un constitutionnalisme exigeant garantit systématiquement la nature démocratique et libérale du régime, néanmoins, il n’est pas possible d’universaliser les critères procéduraux garantissant cette conformité. La conformation avec le constitutionnalisme libéral ne peut pas être jugée à l’aune d’une « check-list » exhaustive, et elle doit être appréciée en pratique, en prenant en compte l’équilibre des forces politiques en présence, et l’idéologie des gouvernants. Ainsi, une démocratie (libérale) peut tendanciellement n’être que modérément respectueuse du constitutionnalisme libéral si un parti politique a obtenu une majorité absolue lors des dernières élections, car le fait majoritaire est susceptible de désactiver la majorité des contre-pouvoirs. De même, certains régimes autoritaires modérés (ou certains régimes hybrides) sont susceptibles de respecter une forme minimaliste voire modeste, de constitutionnalisme libéral si le principe de limitation du pouvoir arbitraire est respecté, même de façon limitée ; ce qui signifie que l’équilibre des pouvoirs et l’existence de droits individuels garantis par la constitution ne sont pas des prérequis du constitutionnalisme en lui-même, mais uniquement de sa forme modeste et de sa forme exigeante.

Selon Tushnet, il est donc possible de distinguer entre un respect « faible », « modeste », et « important »⁴⁸⁰ du constitutionnalisme libéral en isolant les différents composants *conventionnellement* considérés comme des prérequis dans les différentes traditions

⁴⁷⁹ *Ibid.* p107

⁴⁸⁰ Nous traduisons ici les termes de Tushnet employés dans sa typologie entre « weak », « modest » et « strong » *constitutionalism*.

juridiques libérales tels que l'élection des représentants, la possibilité de manifester publiquement son opposition envers le gouvernement en place ou encore une égalité substantielle entre les citoyens. Or, et c'est l'un des points nodaux de notre démonstration, Tushnet propose de hiérarchiser ces différents éléments. Selon lui, la présence, même extrêmement restreinte, d'une limitation procédurale de l'arbitraire politique par le biais du droit assure l'effectivité d'une forme minimaliste de constitutionnalisme libéral. Tushnet propose donc une distinction entre les régimes autoritaires adoptant une forme plus ou moins sophistiquée de *rule by law*, et les régimes autoritaires ne respectant aucune forme de formalisme juridique⁴⁸¹. Toutefois, Tushnet précise en rappelant l'exemple singapourien, qu'il est possible de respecter le principe de « pouvoir non-arbitraire » tout en portant suffisamment atteinte aux libertés et aux autres principes du libéralisme pour que la limitation de l'arbitraire politique (appréciée de façon non-restrictive) soit insuffisante pour assurer la conformité avec le constitutionnalisme libéral. Il existe en effet une continuité entre les différents travaux de Tushnet sur ce qu'il considère être le *noyau* du constitutionnalisme – qui est dérivé de la définition classique du constitutionnalisme formulé par McIlwain⁴⁸² – à savoir, la limitation de l'arbitraire politique grâce à l'encadrement du pouvoir par le droit⁴⁸³. Toutefois, la relation entre ce *noyau* et le libéralisme est relativement ambiguë lorsqu'on compare ses différents travaux et l'article consacré aux variétés du constitutionnalisme libéral⁴⁸⁴. Ainsi, son article consacré au constitutionnalisme autoritaire propose de distinguer le constitutionnalisme libéral du constitutionnalisme absolutiste, étroit et autoritaire. La position de Tushnet semble donc osciller entre le fait de reconnaître le constitutionnalisme libéral comme une catégorie (dont nous avons exposé les sous-catégories plus haut) parmi un

⁴⁸¹ « Still, perhaps the mere rule of law is not constitutionalist at all. Here I revert to McIlwain's definition, that constitutionalism requires (no more than) restraint on the arbitrary exercise of power. Proponents of the mere rule of law argue, I believe, correctly, that it does constrain arbitrariness in the sense of whim and caprice. On McIlwain's definition, the mere rule of law is therefore constitutionalist. It is of course an exceedingly thin constitutionalism, but if we are willing to pluralize the idea of constitutionalism, even an exceedingly thin version might be a distinctive form of constitutionalism. » *Ibid.*

⁴⁸² « Charles McIlwain's often-quoted words exemplify the dichotomization: "[C]onstitutionalism has one essential quality: it is a legal limitation on government; it is the antithesis of arbitrary rule; its opposite is despotic government, the government of will instead of law " and "[a]ll constitutional government is by definition limited government." » *Ibid.*

⁴⁸³ À des fins de clarté, nous ferons référence à cet élément en employant le terme de « légalisme ».

⁴⁸⁴ « When we look at political orders that most people would describe as liberal constitutional ones, though, we rarely observe systems that satisfy any maximalist definition of liberal constitutionalism. Nor do we observe systems that we unhesitatingly describe as liberal constitutionalist but whose only real characteristic is non-arbitrariness ». *Ibid.*

ensemble plus vaste de constitutionnalismes comprenant des formes autoritaires ; et le fait de considérer le constitutionnalisme libéral comme la méta-catégorie en elle-même, car le légalisme est simultanément le noyau du constitutionnalisme, et la composante minimale du constitutionnalisme libéral. On peut donc tenter de résumer le cadre conceptuel de Tushnet de la manière suivante : Les systèmes constitutionnels dont la fonction se limite à l'encadrement du pouvoir par le droit (*rule by law*) ou au sein desquels les procédures assurant des contrepouvoirs et le respect des libertés ne sont plus effectifs (constitutionnalisme abusif) sont en principe conformes avec une conception minimaliste de constitutionnalisme libéral parce que le légalisme, garantit toujours une forme de limitation de l'arbitraire politique ; néanmoins il est possible que les atteintes envers les autres éléments du constitutionnalisme libéral soient trop importantes pour que le système constitutionnel en question puisse appartenir à la catégorie du constitutionnalisme libéral. Pour le dire autrement, le fait que le constitutionnalisme soit intrinsèquement libéral n'empêche pas l'existence d'une catégorie nommée « constitutionnalisme libéral » dont le périmètre est plus restreint. Toutefois, cette distinction est d'une importance relative puisque les débats dans la doctrine se limitent au fait d'accepter ou non la notion de constitutionnalisme autoritaire (ou populiste)⁴⁸⁵.

La démarche analytique de Tushnet consiste donc à affirmer que la *rule by law* et le constitutionnalisme abusif sont toujours des formes de constitutionnalisme afin de détourner la réflexion portant sur l'arrivée au pouvoir de forces « populistes » et/ou autoritaires d'une approche strictement juridique vers une approche multi-dimensionnelle. Pour Tushnet, il convient ainsi de mettre au second plan la réflexion sur la conformité *procédurale* entre les systèmes constitutionnels étudiés avec le constitutionnalisme libéral au profit d'une réflexion sur leur conformité *idéologique* avec le libéralisme. Cette démarche explique pourquoi sa conception *légaliste* du constitutionnalisme libéral entre nécessairement en conflit avec les auteurs dont la conception du constitutionnalisme est explicitement ou implicitement *démocratique*⁴⁸⁶. La grammaire du libéralisme de Tushnet, nourrie par les CLS, traduit ainsi

⁴⁸⁵ Ce débat possède parfois une dimension purement terminologique qui traduit les malentendus grevant l'appréhension de ces différentes notions, néanmoins nous verrons qu'il traduit en réalité un conflit sur le contenu du libéralisme politique.

⁴⁸⁶ On trouve une bonne formulation de cette conception, qui est également celle de Müller, dans l'article d'Halmi : « By contrast, in my view, liberalism is not merely a limit on the public power of the majority, but also a constitutive precondition for democracy, which provides for the rule of law, checks and balances, and guaranteed fundamental rights. In this respect, there is no such a thing as an "illiberal democracy"83 or for that

l'adéquation possible du libéralisme avec l'autoritarisme. D'abord, parce que les régimes autoritaires « modernisateurs » du XIX^e sont historiquement décrits comme libéraux. Ensuite, parce qu'il s'agit d'un fait contemporain du fait de l'importance des phénomènes de ségrégation raciale et des pratiques liberticides dans les régimes politiques occidentaux. À l'inverse, pour des auteurs pensant le libéralisme comme l'antithèse de la tyrannie, et comme la défense des droits individuels, le libéralisme sera conçu comme incompatible avec l'autoritarisme, à moins que le catalogue de droits individuels se limite à l'exercice de libertés économiques (ce qui n'est jamais explicitement assumé, sauf par les auteurs néolibéraux). Cette grammaire du libéralisme n'est toutefois pas intrinsèquement contradictoire avec la typologie des variétés de constitutionnalisme proposée par Tushnet, puisque le terme de constitutionnalisme peut être conceptuellement détaché du libéralisme à des fins analytiques pour être conçu comme un synonyme de « gouvernement par le droit »⁴⁸⁷. La grammaire *démocratique* du libéralisme entre toutefois en contradiction avec les travaux de Tushnet lorsque le concept de constitutionnalisme est considéré comme ontologiquement libéral, ce qui est souvent défendu pour des raisons normatives⁴⁸⁸. Si le constitutionnalisme est conçu de façon prescriptive comme le produit de la pensée libérale du XIX^e, et que cette pensée libérale est conçue comme le fruit d'une philosophie des Lumières opposée à la tyrannie et aux atteintes envers les droits individuels, comme c'est le cas pour Halmai, Holmes et Zakaria alors la notion de constitutionnalisme illibéral ou autoritaire est oxymorique. Néanmoins, comme le montre Tushnet, une telle conceptualisation du constitutionnalisme libéral se fait au prix de son caractère heuristique⁴⁸⁹, puisqu'elle n'est plus opératoire empiriquement (tant

matter anti-liberal or non-liberal democracy. Those who perceive democracy as liberal by definition also claim that authoritarian populism is inherently hostile to values associated with constitutionalism: Checks and balances, constraints on the will of the majority, fundamental rights, and protections for minorities. » HALMAI Gábor, « Populism, authoritarianism and constitutionalism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, 2019.

⁴⁸⁷ Cette proposition est partagée dans plusieurs chapitres de l'ouvrage *La démocratie illibérale en droit constitutionnelle* notamment celui rédigé par Audrey Bachert-Peretti « Analyser la démocratie illibérale grâce au concept de constitutionnalisme : essai de reconceptualisation du constitutionnalisme ».

⁴⁸⁸ Le fait d'employer le terme de constitutionnalisme pour appréhender un phénomène de *rule by law* ou de constitutionnalisme abusif est ainsi considéré comme une forme de parasitage de la frontière entre autoritarisme et démocratie conduisant à légitimer les régimes en question. A titre d'exemple, voir : MINEUR Didier, « Qu'est-ce que la démocratie illibérale ? », *Cites*, N° 79, Presses Universitaires de France, 2019 MÜLLER Jan-Werner, « The Problem With "Illiberal Democracy" – by Jan-Werner Müller », publié le 27 janvier 2016, [consulté le 29 septembre 2023] HALMAI Gábor, *op. cit.*

⁴⁸⁹ Sur ce point, voir : TUSHNET Mark, « The Possibility of Illiberal Constitutionalism Dunwody Distinguished Lecture in Law », *Fla. L. Rev.*, 69, 2017. On peut citer ce passage pour un exposé succinct de ce problème : « There is another difficulty with equating constitutionalism with liberal constitutionalism. Consider the following polities: the United States before the adoption of the Nineteenth (women's suffrage) Amendment, the United

dans les études comparées que monographiques), à moins de refuser (ou de méconnaître) l'existence de pratiques « autoritaires » ou liberticide comme la ségrégation raciale dans l'analyse des régimes occidentaux ; ou de placer les systèmes constitutionnels parlementaires calqués sur le modèle de *Westminster* en dehors du périmètre du constitutionnalisme libéral.

En définitive, le conflit entre Halmai et Tushnet sur la conceptualisation du constitutionnalisme dissimule donc un conflit normatif intralibéral puisque la démarche de Tushnet peut être comprise comme une défense préventive du modèle parlementaire anglais, et une relativisation de l'importance du juge constitutionnel dans la tradition libérale⁴⁹⁰. Or, le problème de la nature « libérale » du modèle parlementaire anglais implique également d'abandonner la possibilité d'une définition juridique strictement procédurale du constitutionnalisme puisque ce sont des « contraintes culturelles » qui permettent au modèle de « souveraineté parlementaire absolue »⁴⁹¹ anglais d'être conforme aux exigences du libéralisme politique⁴⁹². On voit également que transparaît un conflit sur ce qui définit le libéralisme, en particulier son degré d'universalité, puisque Tushnet prend systématiquement en compte les critiques des CLS dans ses travaux afin de montrer les exigences du principe d'égalité devant la loi, contrairement à la majorité de la littérature.

States between the end of the Civil War and the civil rights era of the twentieth century, and the United States today. Should those polities be considered non-liberal because (in order) women lacked the right to vote, African-Americans were effectively denied the right to vote, and African-Americans are denied civic equality along many dimensions? If we do consider them non-liberal, liberal constitutionalism becomes something like an aspiration or a goal—again, a perfectly acceptable account for some purposes, but not helpful in assessing whether real polities are liberal constitutionalist ones or not. »

⁴⁹⁰ Nous ne pouvons pas résumer ici l'ampleur de la contribution de Tushnet à la théorie du droit constitutionnel et à la réflexion sur le libéralisme, toutefois si l'on tente de résumer de façon schématique sa pensée, les travaux de ce dernier visent à montrer que la théorie du droit constitutionnel – et le droit constitutionnel en lui-même – ne peut fournir une réponse satisfaisante au problème classique de l'abus de pouvoir (c'est-à-dire de la tyrannie) : « The liberal tradition makes constitutional theory both necessary and impossible. It is necessary because it provides the restraints that the liberal tradition requires us to place on those in power, legislators and judges as well. It is impossible because no available approach to constitutional law can effectively restrain both legislators and judges: If we restrain the judges we leave legislators unconstrained; if we restrain the legislators we let the judges do what they want. » TUSHNET Mark V., *Red, White, and Blue*, University Press of Kansas, 2015.

⁴⁹¹ « But in Hungary, the 2011 Fundamental Law abolished almost all possibility of institutional consensus and constraints of the parliamentary power. In Poland, due to the legislative efforts of the PiS government, the 1997 Constitution has become a sham document. In both countries, the system has moved towards an absolute parliamentary sovereignty model without the cultural constraints of the Westminster form of government. » TUSHNET Mark, *op. cit.*

⁴⁹² Bien qu'Halmai défende par la suite le fait que ce modèle aurait précisément été abandonné au Royaume-Uni à la suite de l'adoption de plusieurs réformes constitutionnelles conduisant à l'apparition d'un pouvoir judiciaire.

2.2 Un constitutionnalisme « libéral illibéral » ?

La typologie proposée par Tushnet vise donc à désencastrer l'analyse procédurale (non-normative) du constitutionnalisme de la réflexion théorique sur le contenu « idéologique » du libéralisme politique afin de faciliter le travail du comparatiste (et du juriste). Par conséquent, elle implique de distinguer les concepts de constitutionnalisme et de constitutionnalisme libéral, mais pas de les détacher, car ils sont toujours liés bien que de façon plus relative. Ce dernier élément se révèle particulièrement important dans l'appréhension de la relation entre illibéralisme et constitutionnalisme ainsi que des malentendus qu'elle peut susciter. En effet, on peut voir que dans la littérature contemporaine, l'illibéralisme est utilisé pour appréhender l'arrivée au pouvoir de la droite « populiste » radicale, ou le développement d'une critique du libéralisme à gauche. Néanmoins, la gravité des remises en question du constitutionnalisme envisagées – quel que soit les États en question – ne dépasse pas l'autoritarisme modéré. Par conséquent, l'ensemble des systèmes constitutionnels susceptibles d'être décrits comme « illibéraux » dans la littérature – qu'ils soient considérés comme démocratique ou autoritaire – sont toujours situés dans le périmètre du constitutionnalisme et par extension, toujours compatibles même *a minima* avec le libéralisme constitutionnel. Pour le dire autrement, si l'on adopte la typologie proposée par Tushnet, alors la notion d'illibéralisme ne peut pas être synonyme de suppression du constitutionnalisme sur le plan procédural, mais uniquement d'une dégradation de la conformité avec le constitutionnalisme libéral ; comme lors d'un passage d'un constitutionnalisme exigeant à un constitutionnalisme libéral minimaliste ou autoritaire. De façon cohérente avec ses travaux portant sur le populisme et la variété des formes de constitutionnalisme libéral, Tushnet – comme Walker⁴⁹³ – considère donc que le concept de constitutionnalisme *illibéral* ne vise pas une remise en question formelle (c'est-à-dire juridique) du constitutionnalisme, ni une remise en question de la fonction du constitutionnalisme (l'organisation de l'État et la sanctuarisation de certaines normes) ; mais donne à voir une incompatibilité entre le contenu d'une constitution et le libéralisme politique. Il est donc possible de respecter le libéralisme constitutionnel, tout en s'opposant au libéralisme politique (ou philosophique). Ainsi, pour Tushnet, la notion de

⁴⁹³ WALKER Graham, « The Idea of Nonliberal Constitutionalism », *Nomos*, 39, American Society for Political and Legal Philosophy, 1997.

constitutionnalisme illibéral vise à appréhender l’existence d’un État quasi-dualiste⁴⁹⁴, c’est-à-dire un État possédant des ordres juridiques distincts parce qu’il hiérarchise différents groupes d’individus⁴⁹⁵. L’emploi du terme « illibéral » se justifie donc par la contradiction entre le principe libéral d’égalité devant la loi et le caractère ethno-nationaliste de la remise en question de cette égalité. Par conséquent, peut être labellisé comme illibéral un régime qui accorde un catalogue de libertés fondamentales différentes en fonction de critères ethniques, raciaux ou religieux, ce qui n’implique pas nécessairement un basculement autoritaire⁴⁹⁶. En effet, selon Tushnet, il est possible de garantir une effectivité réduite du constitutionnalisme pour certains groupes d’individus – ce qui signifie que pour ces individus, le niveau de constitutionnalisme de l’État en question sera considéré comme modeste ou minimaliste – et d’assurer à certains groupes d’individus une effectivité pleine et entière du constitutionnalisme⁴⁹⁷ – ce qui est le cas d’Israël et des communautés de *Native American* au Canada pour Walker lors de la parution de son article en 1997⁴⁹⁸. Si les citoyens de « seconde classe » ne possèdent plus aucune protection constitutionnelle, ce qui fut le cas pendant le régime nazi et l’apartheid en Afrique du Sud pour Tushnet, alors le régime bascule du quasi-dualisme vers le dualisme et il ne peut plus être qualifié de constitutionnaliste⁴⁹⁹. La

⁴⁹⁴ Le terme d’État « quasi-dualiste » vise à assurer la distinction avec la notion d’État dualiste employée pour décrire l’Allemagne Nazie (Ernst Fraenkel) ou l’apartheid sud-africain (Pierre van den Berghe ; Jens Meierhenrich). Voir : MEIERHENRICH Jens, *The Legacies of Law* [en ligne], Cambridge University Press, 2008, [consulté le 20 février 2024] FRAENKEL Ernst, SHILLS E. A., MEIERHENRICH Jens et al., *The Dual State*, Oxford University Press, 2017. cité dans TUSHNET Mark, *op. cit.*

⁴⁹⁶ On peut d’ailleurs noter que Tushnet ne fait pas référence au genre dans son article (et plus généralement dans ses travaux), ce qui signifie que sa thèse ne prend pas en compte le fait qu’il existe possiblement (à la fois diachroniquement et synchroniquement) un ordre juridique distinct pour les femmes et les minorités de genre. Cette omission (qu’elle soit volontaire ou involontaire) illustre la distinction entre les CLS et les *feminist* et *queer legal studies* et elle témoigne du fait que Tushnet semble méconnaître le potentiel de sa propre analyse. Ainsi, si on prend en compte les conclusions des théories féministes, la catégorie du constitutionnalisme illibéral est susceptible d’englober l’ensemble des systèmes constitutionnels « démocratiques » (au moins sur le plan diachronique) car ce traitement juridique différencié assurant une absence de plénitude de droits aux femmes et aux minorités de genre, ou leur ineffectivité, est constitutif d’une domination patriarcale consacrée par un État libéral où seul l’homme est le sujet de droit légitime. Sur ce point, voir : MACKINNON Catharine A., *Toward a Feminist Theory of the State*, Harvard University Press, 1989 BROWN Wendy, *Politiques du stigmat*, Humensis, 2016.

⁴⁹⁷ « For my purposes, then, I modify the concept to investigate a (quasi) dual state in which the first-class citizens get full liberal constitutionalism, and in particular rather robust freedoms, and the second-class citizens get rule-of-law and thin constitutionalism. Consider a stylized account of contemporary Hungary, which is at least moving in the direction of ethnonationalism. Assume that ethnic Hungarians are the first-class citizens, and Hungarians of Polish ethnic origin are the second-class citizens. » TUSHNET Mark, *op. cit.*

⁴⁹⁸ WALKER Graham, « The Idea of Nonliberal Constitutionalism », *Nomos*, 39, American Society for Political and Legal Philosophy, 1997.

⁴⁹⁹ « In contrast, the second-class citizens—non- Aryans in Germany and what were known as coloureds in South Africa—were subject to purely arbitrary governance. The dual state described by Fraenkel is illiberal but not

comparaison entre les travaux de Walker et Tushnet permet toutefois de saisir une nouvelle fois les ambiguïtés induites par le terme d'illibéralisme. Ainsi, Walker pense le constitutionnalisme *non-libéral* comme un modèle de constitutionnalisme consacrant une forme de communautarianisme « illibéral » limité, permettant de traiter inégalement les individus en fonction de la communauté à laquelle ils appartiennent, tout en instaurant des limites dans l'exercice du pouvoir et dans la conception du « bien » qui est promu politiquement par cette communauté :

« Does nonliberal constitutionalism entail what is now known as "communitarianism"? The two share common traits but are distinct in principle. Opposition from liberals confirms that communitarianism is not liberal. But communitarianism can easily sanction a nonconstitutionalist illiberalism, with little effective regard for constituted constraints on a community's power to reinforce its values. Indeed, nonliberal constitutionalism has precisely what communitarianism, by itself, lacks: effective, objectified limits on community norms and institutions.

(...)

Indeed, nonliberal constitutionalism is made for peoples who feel rather sure that some ways of life are better than others—but who feel sure also that there are good reasons to put some limits on the political promotion of even the best way of life»⁵⁰⁰.

La notion d'illibéralisme n'est donc pas clairement définie par Walker puisqu'elle est tantôt synonyme de non-libéralisme, tantôt d'une proposition normative, pensée dans la continuité d'une critique du libéralisme qu'elle soit communautarienne, multiculturaliste, progressiste ou fasciste ; ce qui évoque la conception de l'illibéralisme d'Holmes et des coéditeurs du RHI. Néanmoins, contrairement à Holmes et la majorité des chercheurs des études de l'illibéralisme, Walker précise que le libéralisme n'est pas intrinsèquement respectueux du constitutionnalisme, car le pluralisme constitutif de ce dernier est susceptible d'être neutralisé par « l'individualisme » et la « privatisation de l'espace public » généré par le libéralisme⁵⁰¹ ;

constitutionalist because the second-class citizens are subject to arbitrary governance because the law as applied has no relation to the stated law »TUSHNET Mark, *op. cit.*.

⁵⁰⁰ WALKER Graham, *op. cit.*

⁵⁰¹ « But liberal regimes, too, can slip the leash of constitutionnalism. Although life in a liberal society makes it harder to recognize this danger, the contemporary critiques of liberalism that i cited above—feminist, postmodern, non-Western, and traditional – amount to just such a complaint. According to this criticism, unfettered liberalism does not respect the plurality it organizes. (...) They foster a society dominated by individualists who venerate personal autonomy, who regard their own identities as largely self-created, and who come to view their experience of other social communities (guild, religion, family) as hanging contingently on their private choices. » *Ibid.*

ce qui est selon lui un processus latent en Amérique du Nord. De façon similaire, Tushnet ne définit pas de façon substantielle l'illibéralisme, qui est conçu comme la négation du principe d'égalité devant la loi. Il se contente de donner des exemples de constitutions qui semblent s'approcher de l'illibéralisme à savoir les constitutions de la Hongrie et d'Israël. Toutefois, on peut voir que l'illibéralisme est uniquement pensé dans la continuité de l'ethno-nationalisme et du fascisme. Selon lui, le multiculturalisme, le communautarianisme (ou le féminisme) sont ainsi exclus du périmètre de l'illibéralisme, ce qui explique pourquoi il rejette l'application du concept de constitutionnalisme illibéral au Québec.

Le cadre conceptuel proposé par Tushnet, qui implique de refuser l'équation entre illibéralisme et anti-constitutionnalisme, a donc pour mérite de clarifier les questions débattues au sein du débat terminologique et conceptuel qui nous intéresse. Bien que l'affirmation selon laquelle un constitutionnalisme autoritaire (voire illibéral) est possible, elle semble contradictoire avec l'usage conventionnel du terme de constitutionnalisme et avec la conception traditionnelle du libéralisme. Le cadre conceptuel développé par Tushnet dans ses différents travaux apparaît en réalité comme le plus cohérent avec les grammaires dominantes du libéralisme, ce qui explique sa centralité dans la doctrine juridique contemporaine. Selon nous, il exemplifie de manière paradigmatique ce qu'est une approche compréhensive et non-normative de l'illibéralisme, parce qu'il montre qu'une définition formellement et matériellement exigeante du constitutionnalisme (libéral) nécessite d'inclure dans le périmètre de l'anti-constitutionnalisme (ou de l'illibéralisme) des régimes « occidentaux », conventionnellement considérés comme libéraux – ce qui est peu pertinent selon lui. Contrairement aux auteurs pour lesquels la conformité des régimes occidentaux envers le constitutionnalisme libéral est un postulat implicite ou impensé, Tushnet tire l'ensemble des conclusions logiques du postulat selon lequel les régimes occidentaux fournissent le « standard » du respect du constitutionnalisme libéral. Ce postulat implique ainsi d'étendre cette conformité à des régimes autoritaires et d'invalidier l'existence d'une remise en question *formelle* du constitutionnalisme libéral par le populisme, qu'il soit ethno-nationaliste, technocratique ou de gauche radicale.

Ainsi, il est possible d'être en désaccord avec Tushnet sur la typologie qu'il propose s'agissant du périmètre de chacune de ses catégories et de leur label. Il est également possible de montrer les biais affectant sa *grammaire* du libéralisme. Toutefois ses travaux permettent de

comprendre les implications logiques de l'association entre illibéralisme et anti-constitutionnalisme. Pour ce faire, il s'agit d'être rigoureux sur le plan conceptuel et d'être conscient de l'existence de contradictions historiques entre les systèmes constitutionnels occidentaux et les exigences d'universalisme, d'égalité des droits ou d'équilibre des pouvoirs défendus par le libéralisme politique ; à savoir le fait que cette association conduira nécessairement à inclure dans le périmètre de l'illibéralisme des États ou des systèmes constitutionnels *conventionnellement* considérés comme libéraux. Pour le dire autrement, le constitutionnalisme « abusif » mis en œuvre en Pologne et Hongrie, ne peut être considéré comme illibéral sans que l'application de la notion ne dépasse le périmètre du « populisme » de droite radicale, ce qui n'est pas souhaitable pour Tushnet, bien que possible théoriquement. De même, si comme Tushnet, on considère que la notion d'illibéralisme vise à décrire le contenu normatif d'une constitution, alors l'association systématique de l'illibéralisme au populisme n'est plus pertinente, bien que l'utilisation des notions de « populisme » et « illibéralisme » puisse se superposer.

Les travaux de Tushnet permettent donc à la fois de rendre intelligible le cadre conceptuel de Zakaria (l'opposition entre dictature libérale et démocratie illibérale) et celui de Bell (l'opposition entre *rule by law* confucéenne et *rule of law* libérale), tout en ouvrant une perspective nouvelle dans la conceptualisation de l'illibéralisme puisque le terme n'est plus employé de façon radicalement antithétique avec celui de libéralisme. Le fait qu'il soit possible de parler de constitutionnalisme libéral illibéral – c'est-à-dire formellement libéral mais idéologiquement anti-libéral – implique en effet un changement de focal rompant radicalement avec le narratif – entretenu depuis Bell et Zakaria par le RHI – consistant à penser l'illibéralisme comme l'antithèse d'un libéralisme monolithique. L'approche non-normative défendue par Tushnet conduit donc à rejeter la primauté du prisme juridique dans l'appréhension de l'illibéralisme pour privilégier le prisme idéologique. Le détour par la théorie du droit et le droit constitutionnel comparé fournit par conséquent des enseignements décisifs pour la compréhension des malentendus et des contradictions générés par la superposition de plusieurs grammaires du libéralisme ainsi que des analyses essentielles sur la relation antagonique entre les notions de libéralisme et d'illibéralisme, dont le champ de gravité bascule du droit constitutionnel vers l'idéologie.

Section 2 : L'illibéralisme, une notion à la fonction disputée en raison de certaines impasses empirico-conceptuelles

Nous sommes loin d'avoir épuisé la réflexion sur la relation entre illibéralisme et constitutionnalisme, puisque nous nous sommes concentrés sur une fraction de la littérature disponible sur le sujet. Cet aperçu synoptique nous a néanmoins permis de reconsidérer de façon critique l'équation entre illibéralisme et anti-constitutionnalisme. Si certains narratifs ancrés dans la littérature et les discours des acteurs politiques ont pu conduire à penser l'illibéralisme comme un phénomène de remise en question du constitutionnalisme libéral résultant de l'arrivée au pouvoir de plusieurs partis populistes à partir des années 2010, conformément à la prophétie de Zakaria ; le caractère évident de cette remise en question peut être interrogé au regard des apports de plusieurs travaux majeurs. La centralité de la question du constitutionnalisme libéral dans la conceptualisation de l'illibéralisme soulève donc deux problèmes fondamentaux que nous avons essayé de cerner malgré le fait qu'ils soient impensés pour les tenants d'une approche prescriptive de l'illibéralisme.

Le premier tient à l'équation entre illibéralisme et anti-constitutionnalisme, puisqu'il n'est pas certain qu'elle soit pertinente si la fonction du concept d'illibéralisme est de penser – c'est-à-dire comprendre les causes et les conséquences ou critiquer – l'arrivée au pouvoir de la droite ethno-nationaliste « populiste » à partir des années 2010, notamment parce que les révisions constitutionnelles mises en place par les gouvernements hongrois, polonais ou encore américain qui n'ont pas formellement remis en question l'État de droit. Une approche purement juridique et « procédurale » de l'illibéralisme semble donc vouée à une impasse, à moins que le constitutionnalisme libéral soit défini de façon plus exigeante, comme c'est le cas pour la traduction juridique « maximaliste » des exigences du libéralisme politique. Cette conception du constitutionnalisme libéral risque toutefois de bouleverser le périmètre implicite du concept d'illibéralisme, car il dépassera le « moment populiste » pour s'étendre diachroniquement à l'ensemble de la tradition occidentale et synchroniquement à la majeure partie des démocraties libérales, en particulier les régimes parlementaires adoptant le modèle de Westminster. La nécessité logique de cette expansion n'apparaît toutefois que si le constitutionnalisme n'est pas réduit (implicitement ou explicitement) à un support juridique du marché capitaliste, ce qui implique de prendre au sérieux l'exigence d'égalité devant la loi

et l'ampleur des atteintes à ce principe. Or, si le caractère faiblement heuristique de cette expansion relativise l'intérêt d'un concept d'illibéralisme défini de la sorte, il reste possible de circonscrire le périmètre du concept tout en gardant une approche purement procédurale et non-normative à condition d'abandonner l'approche prescriptive et de reconsidérer le contenu même de l'illibéralisme⁵⁰².

En effet, le deuxième problème qui s'est dessiné en filigrane depuis le début de notre recherche – et que nous allons tenter de rendre intelligible – tient à la *matérialité* même du phénomène illibéral. La cartographie des usages de l'illibéralisme montre ainsi que la notion vise à appréhender deux objets distincts à savoir une dichotomie entre libéralisme et anti-libéralisme ainsi qu'un processus de dé-libéralisation, bien qu'ils soient souvent confondus dans la littérature. De fait, le phénomène de remise en question du libéralisme est équivoque, car il peut soit être appréhendé comme le basculement du libéralisme vers le non-libéralisme, soit comme un processus (qui peut être multidimensionnel) d'abandon du libéralisme, et/ou de supplantation de ce dernier par une autre idéologie.

Dans le premier cas, la conceptualisation de l'illibéralisme se fait de manière antagonique avec celle du libéralisme ; le phénomène que l'on cherche à appréhender étant conçu comme l'antithèse de ce dernier. Par conséquent, dans cette acception « anti-libérale », c'est le potentiel heuristique et normatif de la dichotomie entre libéralisme et illibéralisme qui détermine la pertinence du concept. Cette double justification, à la fois normative et heuristique, est particulièrement importante pour les tenants d'une approche prescriptive du libéralisme, puisqu'ils visent explicitement à préserver un libéralisme classique héritier de la philosophie des Lumières. L'illibéralisme est donc conçu comme la négation d'un libéralisme homogène et monolithique, conçu comme l'addition de plusieurs éléments inséparables (notamment l'État de droit et le marché), ce qui signifie que les concepts d'illibéralisme et de libéralisme ne peuvent pas se superposer. Ainsi pour Holmes et Zakaria, il n'existe pas de « poches d'illibéralisme » dans les régimes libéraux, ni de pratiques « illibérales » ayant pu (ou pouvant) être cautionnées par l'idéologie libérale. Le fait d'assimiler l'illibéralisme à un anti-libéralisme, tout en pensant le libéralisme de façon prescriptive induit donc une conceptualisation rigide de l'illibéralisme, qui ne peut en aucun cas se superposer au

⁵⁰² Ce qui est le cas dans une partie de la littérature, et ce de façon incomplète ou sans comprendre les implications de cette conceptualisation de l'illibéralisme par rapport au reste de la littérature.

libéralisme. Cela signifie donc que les États ou les acteurs politiques illibéraux rejettent à la fois le libéralisme politique (le constitutionnalisme) et le libéralisme économique (le marché). Néanmoins, comme nous avons essayé de le montrer, cette conceptualisation « dichotomique » de l'illibéralisme se heurte à l'idée d'un libéralisme autoritaire, ou d'un autoritarisme libéral ; dichotomie admise par certains de ces chercheurs ou intellectuels. Or, il est difficile de justifier le fait qu'un régime « illibéral » soit moins respectueux du constitutionnalisme libéral qu'un autoritarisme « libéral ». Comme l'ont montré Bell et Tushnet, il est également possible de penser l'illibéralisme comme une forme d'anti-libéralisme dans une perspective compréhensive, c'est-à-dire en considérant que le concept ne vise à appréhender que la négation d'une certaine dimension du libéralisme. Ainsi, l'illibéralisme est conçu par Bell comme la négation du libéralisme politique (la *rule of law*) et philosophique (l'individualisme démocratique), mais pas comme une négation du libéralisme économique (le marché). L'approche de Tushnet est plus subtile, car s'il prend en compte l'existence diachronique et synchronique de pratiques illibérales au sein des systèmes constitutionnels libéraux, son cadre conceptuel repose bien sur un dualisme idéal-typique entre libéralisme et illibéralisme. L'illibéralisme est donc conceptualisé comme une négation (ethno-nationaliste) du principe libéral d'égalité devant la loi, mais cet anti-libéralisme n'entraîne pas nécessairement une contradiction avec le principe libéral – au cœur du constitutionnalisme – de pouvoir non-arbitraire.

Toutefois, que ce soit sur le plan du régime, de l'État ou de l'idéologie, l'illibéralisme peut également être conçu comme un ensemble de pratiques sapant la nature libérale d'une institution ou de discours et de théories ébranlant l'hégémonie du libéralisme. Dans cette perspective, l'illibéralisme peut être assimilé à une dérive autoritaire⁵⁰³, à un processus disruptif⁵⁰⁴ ou encore à une réaction idéologique conduisant à la remise en question du libéralisme sous toutes ses formes⁵⁰⁵. Or, cette approche induit une conceptualisation de

⁵⁰³ Il s'agit de l'approche du phénomène illibéral la plus courante et la plus communément partagée. Néanmoins certains travaux insistent particulièrement sur ce caractère processuel, voir à titre d'exemple : FRANKENBERG Helena Alviar García Günter, « Authoritarian Structures and Trends in Consolidated Democracies », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021. LANDAU David, « Abusive Constitutionalism », *U.C. Davis Law Review*, 47, 2013.

⁵⁰⁴ KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

⁵⁰⁵ LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022 SZELENYI Ivan et CSILLAG Tamás, « Drifting from liberal democracy. Neo-conservative ideology of managed illiberal democratic capitalism in post-communist Europe » [en ligne], *Intersections. East European Journal of Society and Politics*, 1, 2015, [consulté le 14 janvier 2022].

l'illibéralisme qui peut être radicalement différente de la première. Ainsi, le fait d'étudier un processus de *dé-libéralisation* n'induit pas nécessairement l'existence d'un postulat quant à la nature libérale de l'État, de l'institution ou de l'acteur politique en question. De même, cette conception de l'illibéralisme permet d'esquiver le marais conceptuel de la typologie des régimes politiques, puisque le fait d'appréhender un processus n'induit pas nécessairement un changement de catégorie pour l'objet étudié. Pour le dire autrement, l'idée d'un processus illibéral n'induit pas l'existence d'une dichotomie entre libéralisme et anti-libéralisme. La notion d'illibéralisme peut dès lors être employée de façon plus souple – bien que cela réduise la radicalité normative du concept – pour décrire une tendance « autoritaire » affectant l'ensemble des démocraties ou encore le passage d'un constitutionnalisme libéral exigeant à un constitutionnalisme libéral modeste ou minimaliste en raison d'une récente réforme constitutionnelle ou d'un fait majoritaire. Pour les tenants d'une approche prescriptive, ce processus est naturellement inclus dans le périmètre de l'illibéralisme, dont il constitue souvent la première étape « théorique ». La critique du libéralisme – conçue comme la critique de l'individualisme, de la raison et de la méritocratie – héritée des traditions intellectuelles antilibérales constitue ainsi l'une des caractéristiques de la « mentalité » illibérale pour Holmes. Comme on l'a vu, ce processus est également au cœur de la définition de l'illibéralisme proposée dans la préface du RHI. L'illibéralisme est donc à la fois conçu comme un concept synonyme d'anti-libéralisme et comme un ensemble des pratiques de dé-libéralisation sur les plans politique, économique et culturel⁵⁰⁶. Le fait de penser l'illibéralisme avec un périmètre aussi large montre toutefois que l'intérêt normatif du concept prime – de façon plus ou moins impensée – sur sa pertinence heuristique.

A contrario, l'intérêt heuristique du concept prime sur son intérêt normatif pour les tenants d'une approche compréhensive ; par conséquent le périmètre de la dé-libéralisation envisagée est plus restreint, soit sur le plan matériel, soit sur le plan géo-historique afin de limiter sa superposition avec des concepts déjà existants et de préciser les conditions de son

⁵⁰⁶ Voir l'extrait que nous avons déjà cité : « Illiberalism refers to a set of social, political, cultural, legal, and mental phenomena associated with the waning of individual liberty (personal freedom) as an everyday experience. Illiberalism is not an ideology or a regime type. The rise of illiberalism is not always violent. At times it is not even unpleasant. Nor is it synonymous with totalitarianism or autocracy. It is compatible with the political rituals of a competitive democracy. It results from political, social, and economic practices that unduly concentrate powers in the executive branch, or from the limitations on social diversity or political pluralism (i.e. in the name of higher values such as Christianity, Hindutva, Islam, the common good, or peace and harmony). » SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

emploi. Ainsi, la conceptualisation de l'illibéralisme proposée par Laruelle – parfois décrite comme le « gold standard » des études de l'illibéralisme ⁵⁰⁷ – vise à appréhender un phénomène de remise en question de dé-libéralisation multi-dimensionnel (c'est-à-dire à la fois juridique, économique et idéologique), résultant d'un *backlash* idéologique causé par l'hégémonie du néolibéralisme. Ce phénomène n'est toutefois pas confondu avec l'ensemble des formes de « non-libéralisme » ou d'anti-libéralisme, car il est limité conceptuellement à un rejet d'un libéralisme *déjà existant* depuis 40 ans⁵⁰⁸. Le fait de penser l'illibéralisme comme un phénomène global et multi-dimensionnel mais limité à la dé-libéralisation permet à la conceptualisation de l'illibéralisme proposée par Laruelle d'avoir un périmètre relativement restreint sur le plan géo-historique⁵⁰⁹, tout en étant particulièrement féconde d'un point de vue théorique et empirique car elle ne tombe ni dans le biais ethnocentrique dénoncé par Frankenberg et Tushnet (le périmètre de l'illibéralisme n'étant pas limité au monde non-occidental), ni dans le narratif associant ontologiquement populisme et illibéralisme. Enfin, on peut voir que les tenants d'une approche compréhensive sont susceptibles de distinguer ces deux objets tout en les utilisant conjointement afin de clarifier conceptuellement le contenu *des concepts* d'illibéralisme tout ne sacrifiant pas leur potentiel heuristique. La distinction proposée par Kauth et King⁵¹⁰ entre l'illibéralisme disruptif – le processus (institutionnel) de

⁵⁰⁷ WALLER Julian G, « Distinctions With a Difference », *Political Studies Review*, 2023.

⁵⁰⁸ Cet élément s'avère crucial puisqu'il permet de délimiter le périmètre du concept d'illibéralisme de façon non-arbitraire (c'est-à-dire en n'assignant pas l'illibéralisme à un usage contemporain dont la frontière avec un anti-libéralisme historique serait floue, comme c'est le cas au sein du RHI), tout en clarifiant conceptuellement la relation entre le concept d'illibéralisme et les notions d'autoritarisme et de démocratie. Cela permet d'éviter l'inflation conceptuelle latente avec un concept susceptible d'englober toutes les formes d'autoritarisme et toutes les pratiques liberticides. Sur ce point, voir Waller, *ibid* : « If we follow Laruelle in the claim that the conceptual boundaries of illiberalism must be temporally demarcated to those societies that have substantive experience with liberalism (either cultural, economic, or political—or most often all three) over the last forty years, then we can see more easily why the disentanglement of the two concepts is of particular interest to scholars working today (Laruelle 2022). Many accounts that engage in conceptual slippage are united by a conflation of illiberalism with other concepts of interest: “populism,” “nationalism,” and “conservatism” especially (Sajó, Uitz, and Holmes 2021). The practical experience of illiberalism in a given case may certainly contain one or more of these strands of ideological thought—indeed they are likely to—but are not coterminous, as a growing body of research has made clear (Frankenberg 2022; Mudde 2021; Havlík 2019) ».

⁵⁰⁹ Cette approche de l'illibéralisme permet en effet d'exclure diachroniquement et synchroniquement les régimes et les sociétés n'ayant pas connu un libéralisme démocratique, c'est-à-dire les régimes autoritaires, même libéraux, et les régimes dont l'idéologie est critique du libéralisme voire ouvertement antilibérale, comme en Chine ou en Corée du Nord. Cette conception de l'illibéralisme permet donc de répondre de façon élégante au problème soulevé par Tushnet quant à la difficulté à déterminer un périmètre de l'illibéralisme n'incluant pas l'ensemble des régimes politiques ayant existés en raison de la réalité historique de pratiques autoritaires et antilibérales dans les régimes occidentaux.

⁵¹⁰ KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

dé-libéralisation synonyme de basculement autoritaire – et l’illibéralisme idéologique – visant à labelliser comme anti-libérale des pratiques telles que les « politiques d’exclusions » car elles remettent en question les principes clés du libéralisme politique – apparaît également particulièrement fertile.

Après avoir tenté de montrer en quoi le constitutionnalisme était une notion faussement familière, qui nécessite d’être appréhendée en prenant en compte les biais qui affectent son utilisation et les conflits quant à sa définition, il convient donc de réexaminer sa centralité dans la conceptualisation de l’illibéralisme à la lumière des clarifications conceptuelles que nous pouvons apporter en recourant à une approche linguistique. Dans un premier temps, nous tenterons de montrer en quoi c’est cette absence de réflexivité quant aux différentes fonctions attribuées à l’illibéralisme qui est la cause de malentendus et de conflits dans sa conceptualisation (1), puis nous tenterons de dépasser ces impasses en envisageant différentes combinaisons pour concevoir une conceptualisation de l’illibéralisme à la fois attentive à ce pluralisme et opérationnelle (2).

1. Des impasses dans la conceptualisation de l’illibéralisme causées par des malentendus quant aux différentes fonctions du concept

Comme nous l’avons montré dans la première partie de notre démonstration, la conceptualisation de l’illibéralisme peut constituer une impasse car la délimitation et la définition de l’illibéralisme est biaisée par certains narratifs prégnants au sein de la littérature. Il existe donc des contradictions entre certaines conceptualisations de l’illibéralisme ne s’accordant ni sur la terminologie et le cadre conceptuel à employer, ni sur le contenu de l’illibéralisme c’est-à-dire sur la matérialité du phénomène à appréhender et sur son interprétation.

Ainsi, nous avons pu voir que l’utilisation conjointe des notions de populisme et d’illibéralisme résultait majoritairement de la prégnance d’un narratif opposant libéralisme et démocratie. La conceptualisation de l’illibéralisme dans la continuité de la critique anti-démocratique du populisme – popularisée par des intellectuels médiatiques comme Zakaria et Mounk – souffre néanmoins de contradictions et d’incohérences qui limitent la pertinence de l’emploi d’un concept d’illibéralisme (et *a fortiori* celui de populisme). Or, bien que les ambiguïtés et les

malentendus résultant de l'emploi du concept de populisme soient relevés dans les études de l'illibéralisme, la notion d'illibéralisme ne fait pas l'objet des mêmes précautions épistémologiques, malgré le constat unanime d'un usage exponentiel. De fait, de nombreux auteurs ont recouru – de façon intentionnelle ou non – à une approche linguistique pour trier les usages du concept de populisme et apprécier leurs pertinences. Cette réflexivité épistémologique a conduit de nombreux auteurs, tels que Halmai ou Müller, à rejeter la notion de démocratie illibérale car elle repose sur une conceptualisation du populisme incohérente voire erronée. Pour faciliter la compréhension de la démarche intellectuelle en question tout en illustrant son absence dans la conceptualisation de l'illibéralisme, on peut formaliser à titre d'exemple le raisonnement d'Halmai pour expliquer la relation entre populisme, autoritarisme et constitutionnalisme et justifier son opposition avec le cadre conceptuel de Tushnet :

- 1) Afin de montrer qu'il n'existe pas de constitutionnalisme autoritaire (ou illibéral) et *a fortiori* pas de démocratie illibérale, Halmai commence par montrer qu'il existe une pluralité de conceptualisations du populisme. Bien qu'il ne mentionne pas le fait qu'il existe une première distinction entre une conception rhétorique et idéologique du populisme, Halmai relève la pluralité des définitions et des approches du populisme compris comme idéologie. Dans un second temps, il déduit de son approche (linguistique) une typologie des conceptions du populisme. Il distingue ainsi le concept de populisme de gauche, qui vise à appréhender l'existence d'un « bon » – ou « véritable » – populisme basée sur la défense de la souveraineté populaire et la critique des élites, et le concept de populisme autoritaire qui vise à appréhender un « mauvais » – ou « faux » – populisme basée sur le détournement de la rhétorique populiste à des fins autoritaires. Il en conclut que le véritable populisme n'est pas incompatible avec la démocratie bien que ce soit le cas du faux populisme.
- 2) Après avoir clarifié les usages du concept, il emploie sa typologie pour montrer que c'est ce deuxième usage du concept qui est approprié pour décrire l'arrivée au pouvoir d'Orbán, car le Fidesz revendique une légitimité populaire et démocratique incompatible avec la conception ethno-nationaliste du peuple défendue par le Fidesz et l'emploi très restreint des mécanismes de démocratie directe.

- 3) Il en conclut que la Hongrie n'est pas une démocratie (ce qui aurait été possible si le régime était véritablement populiste) car non seulement le Fidesz ne défend la démocratie que de façon superficielle, mais également parce que le parti majoritaire a remis en question le constitutionnalisme libéral en supprimant l'indépendance de la justice constitutionnelle et les mécanismes de contrepouvoirs envers la majorité. Le constitutionnalisme libéral étant un élément indispensable de la démocratie, sa remise en question implique à la fois un basculement autoritaire et illibéral.

Les conclusions d'Halmi quant à la nature illibérale et autoritaire du régime hongrois ne sont donc pas justifiées par un biais associant ontologiquement le populisme (ou la critique du libéralisme) à une remise en question matérielle du constitutionnalisme. Néanmoins, on peut voir que la notion d'illibéralisme ne fait pas l'objet des mêmes précautions épistémologiques que pour celle de populisme. Afin de clarifier les usages du concept d'illibéralisme il apparaît donc nécessaire d'adopter une démarche identique – mais en étant attentif à la distinction entre anti-libéralisme et dé-libéralisation et non à la distinction entre véritable et faux populisme – ce qui nous conduira dans un premier temps à comparer des conceptualisations de l'illibéralisme contradictoires d'un point de vue terminologique (1.1), puis à nous demander dans quelle mesure il est possible de dépasser ces contradictions (1.2).

1.1 La conceptualisation d'un phénomène de dé-libéralisation : une source de malentendus

Dans la continuité des articles de Laruelle, de Kauth et King ainsi que des travaux de Drinóczi et Bień-Kacała, nous avons été attentif à la pluralité des conceptualisations de l'illibéralisme. Cela nous a amené à proposer une typologie des usages distinguant le type d'approche, l'objet et la visée attribuée au concept. Bien qu'elle soit susceptible de participer à l'inflation conceptuelle et terminologique que nous tentons de clarifier, la distinction entre l'illibéralisme comme notion synonyme d'anti-libéralisme et l'illibéralisme comme phénomène de dé-libéralisation nous semble nécessaire car elle permet de révéler les véritables pierres d'achoppements au sein de la littérature, c'est-à-dire les conflits qui ne peuvent pas être résolus grâce à des clarifications linguistiques. Comme le montre Drinóczi et Bień-Kacała, il

existe en effet au sein de la littérature un conflit persistant, aux dimensions terminologiques et conceptuelles :

« The generally and traditionally accepted view of the term “constitutionalism” is that it cannot be anything but liberal, which is why the expression “illiberal constitutionalism” is opposed. Another reason is that constitutionalism entails constraints on public power, which are seen, by liberal constitutionalists, in neither Hungary nor Poland. Consequently, when a state, like Hungary or Poland, fails to display the attributes of its former “liberal” self, and weakens its former constitutionalism along with its constraint on public power, it is called a (modern) authoritarian or anti-democratic regime. Authors usually argue that the term “illiberal”, or even “constitutionalism”, should not be used; some authors have declared themselves uncertain whether it is still correct to refer to the Hungarian and Polish legal orders as embracing “constitutionalism”. It does not strike us as surprising that our proposed term (“illiberal constitutionalism”) has been rejected as a concept or dealt with cautiously. Nevertheless, authors such as Kim Lane Scheppele, Gábor Halmai, and Gábor Attila Tóth either avoid using the term, or, when they do use it, call it an oxymoron or state that “it does not exist”. For them, neither Hungary nor Poland is a democracy, nor, from a strictly liberal constitutionalist point of view, can those states be described as constitutionalist. As said, the authors’ primary reason is that, for them, constitutionalism is intrinsically liberal; it cannot be anything else. From that perspective, we might even agree that our term could be seen as oxymoronic. Consequently, many comparative constitutional law scholars tend to see Hungary and Poland as modern authoritarian regimes. For them, constitutionalism, as presented above, is either liberal or non-existent.

(...)

In our region, where constitutional development has been continually disrupted, democracy and liberalism and constitutionalism did not need to “fight” for prevalence. Addressing issues arising in this region without considering this difference would lead to a simplified and restricted understanding of the recent constitutional remodelling. We could, again, here quote Graham Walker: the conflation of liberalism and constitutionalism “has impoverished the idea of constitutionalism and made it almost impossible to conceive of constitutional arrangements that do not pivot on liberal values”⁵¹¹.

En résumé, le fait d’adopter une conception minimaliste du constitutionnalisme, c’est-à-dire légaliste, induit la possibilité de concevoir un concept de constitutionnalisme autoritaire ou illibéral, tandis que le fait d’adopter une conception maximaliste du constitutionnalisme

⁵¹¹ BIEŃ-KACAŁA Tímea Drinóczi Agnieszka, *Illiberal Constitutionalism in Poland and Hungary*, Routledge, 2021. p21-23

conduit à rejeter cette possibilité. D'un point de vue purement conceptuel, la conception minimaliste du constitutionnalisme induit une gradation des formes de constitutionnalisme, tandis que la conception maximaliste induit une catégorisation binaire. Or, il est crucial de mettre en lumière le fait que le conflit entre ces deux conceptions du constitutionnalisme possède également une dimension « normative », car la conception minimaliste du constitutionnalisme est susceptible de minimiser la portée des changements politiques advenus après l'arrivée au pouvoir de la droite radicale. En effet, alors que la conception maximaliste induit une typologie binaire où les réformes constitutionnelles mises en place par les gouvernements hongrois et polonais vont conduire à un basculement de la catégorie « constitutionnalisme » vers la catégorie « anti-constitutionnalisme » ; la conception minimaliste du constitutionnalisme ne conduit pas à opérer le même basculement car l'abandon du constitutionnalisme requiert des critères plus exigeants, ce qui est compris et anticipé par la doctrine. Le conflit conceptuel quant au bon usage du concept de constitutionnalisme revêt ainsi une dimension proprement idéologique en ce qu'il induit une discussion sur la définition du libéralisme, mais cette dimension semble secondaire par rapport à l'enjeu téléologique qui est au cœur de l'ensemble de la littérature. En effet, la quasi-totalité des travaux au sein de la littérature ne justifie pas leur conceptualisation du constitutionnalisme (il)libéral sur le plan généalogique ou philosophique, mais uniquement sur le plan méthodologique. C'est donc la capacité à décrire de la façon la plus pertinente le phénomène qu'on cherche à appréhender – qui inclut invariablement les changements advenus au sein des systèmes politico-constitutionnels après l'arrivée au pouvoir de la droite radicale en Hongrie et en Pologne, et parfois en Israël, au Brésil, en Turquie ou encore aux Etats-Unis – mais également son potentiel critique qui dicte la pertinence de la notion⁵¹². L'intérêt de notre approche est précisément de dépasser cet enjeu téléologique *fondamental* dans les travaux sur l'illibéralisme (et plus généralement sur le constitutionnalisme autoritaire) car le conflit « épistémologique » entre les tenants d'une conception minimaliste et maximaliste du constitutionnalisme peut être relativisé⁵¹³.

⁵¹² Comme nous l'avons vu, cet enjeu téléologique est également au cœur de la réflexion de Tushnet, puisque sa réflexion sur le constitutionnalisme est dictée par un impératif « pratique », à savoir le fait que la conceptualisation du constitutionnalisme ne peut pas conduire à exclure les régimes occidentaux du périmètre du constitutionnalisme.

⁵¹³ On peut d'ailleurs noter que cette opposition ne se superpose ni à un conflit disciplinaire, puisqu'il s'agit d'un conflit entre constitutionnalistes, ni à un conflit entre chercheurs locaux et chercheurs internationaux, car la conception maximaliste est défendue par des chercheurs américains, notamment Holmes, et par Halmai et Toth

Ainsi, les tenants d’une conception maximaliste du constitutionnalisme – tels que Halmai ou les éditeurs du RHI – considèrent que c’est leur cadre conceptuel qui est le plus apte à décrire les basculements autoritaires résultant de l’arrivée au pouvoir de la droite radicale, c’est-à-dire à en prendre la pleine mesure et par conséquent à pouvoir les critiquer. Ce postulat, qui est prégnant dans l’ensemble des chapitres rédigés par les éditeurs du RHI, trouve sa formulation la plus explicite dans le chapitre conclusif de l’ouvrage :

« The attacks on liberalism, the open praise of illiberalism, and the double- edged treatment of populism are signs of a politically polarized academia. For future research on illiberalism (and its mirror: liberalism, enlightenment, and democracy) it is crucial to make explicit the political partisanship, and its bias, that characterizes liberalism-bashing left and right (with the left increasingly claiming that their justified criticism has been hijacked by the right). The bias resulting from political or ideological commitment and suspicion results in intolerant accusations and silencing language. Any future research shall be self- critical in this respect. Scholarship has to be able to supply conceptual tools for a new generation of scholars who are being socialized in the illiberal condition, without a personal experience of freedom before times “after liberty” »⁵¹⁴.

Pour les éditeurs du RHI – et pour Zakaria – la défense normative explicite du « libéralisme continental »⁵¹⁵ n’induit donc aucun biais dans la conceptualisation de l’illibéralisme contrairement à la critique normative du libéralisme. Or, ce postulat transparaît en filigrane mais de façon moins radicale dans les travaux des chercheurs s’intéressant au « populisme illibéral » en Pologne et en Hongrie⁵¹⁶.

Cette évaluation normative du potentiel critique de la conception minimaliste du constitutionnalisme se base également sur son potentiel d’appropriation par les « illibéraux ».

qui sont hongrois, ce qui est également le cas pour la conception minimaliste, qui est défendue par Tushnet, mais également dans une certaine mesure par Bień-Kacała et Drinóczi qui sont respectivement polonaise et hongroise.

⁵¹⁴ UITZ András Sajó Renáta, « A Compass for Illiberalism Research », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁵¹⁵ Sur ce point, nous renvoyons à un extrait que nous avons déjà cité en introduction : « Admittedly, the editors of the Handbook consider the study of illiberalism vital because of their commitment to liberalism in the continental sense (i.e. individual personal freedom in a free and open society, in a political community which functions as a constitutional democracy » SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁵¹⁶ À titre d’exemple, voir les développements d’Halmai que nous avons évoqués dans nos précédents développements. Bien que ce dernier ne prenne pas position de façon explicite en faveur de la préservation du libéralisme continental, ses travaux comme ceux de Toth, sont explicitement critiques à l’égard des régimes hongrois et polonais. Pourtant, à l’image des éditeurs du RHI, l’argumentation d’Halmai vise à discréditer le cadre conceptuel de Tushnet en raison de sa défense normative du « constitutionnalisme politique », ce qui illustre l’existence de ce privilège épistémique, qui permettrait aux défenseurs du libéralisme (ou aux critiques de l’illibéralisme) d’être immunisés contre les biais normatifs affectant les travaux des autres chercheurs.

Le fait que la conception minimaliste du constitutionnalisme puisse appuyer la défense des réformes constitutionnelles mises en place par les gouvernements polonais et hongrois parce qu'elle vise à être neutre à l'égard des différents modèles constitutionnels occidentaux (ou libéraux), justifie également cette critique préventive. Il convient d'ailleurs de noter que l'argumentation d'Halmai consiste précisément à montrer que le cadre conceptuel de Tushnet est moins une défense « positiviste » du modèle constitutionnel du *Commonwealth*, qu'une défense normative de la souveraineté parlementaire absolue, car non seulement le modèle de Westminster repose sur des règles « culturelles » (c'est-à-dire coutumières) qui exercent des contraintes sur la majorité parlementaire (ce qui n'est pas le cas en Hongrie selon lui), mais surtout parce que ce modèle aurait précisément été quasi-abandonné par les États du *Commonwealth* entre les années 1980 et 2010 grâce à la constitutionnalisation de certaines normes fondamentales et à l'apparition d'une justice constitutionnelle⁵¹⁷. Or, le fait que la dimension « républicaniste » des travaux de Tushnet soit mise en avant par Halmai pour expliquer leur porosité avec les théories (et pratiques) constitutionnelles illibérales, en raison de l'appropriation du « constitutionnalisme politique »⁵¹⁸ par les intellectuels illibéraux met en évidence un élément central dans les études de l'illibéralisme. De fait, toute une frange de

⁵¹⁷ HALMAI Gábor, « Populism, authoritarianism and constitutionalism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, 2019. À titre d'exemple, voir cet extrait : « Besides the mentioned Commonwealth countries, a similarly new model has emerged in Israel, where the Basic Law on occupation, re-enacted in 1994, contains a "notwithstanding" provision, similar to the Canadian one. The new model of Commonwealth constitutionalism is based on a dialogue between the judiciary and the parliament. But also comparative constitutional studies conclude that parliamentary sovereignty tends to be restrained either legally or politically more and more, and the last decades have witnessed less and less scope for the exercise of traditional pouvoir constituant conceived as unrestrained "will of the people," even in cases of regime change or the establishment of substantially and formally new constitutional arrangements. In contrast to these new trends, in the Hungarian and Polish constitutional system the parliamentary majority not only decides every single issue without any dialogue, but practically there is no partner for such a dialogue, due to the fact that the independence of both the ordinary judiciary and the constitutional courts have been silenced. In summary, the remainders of both Hungarian (and Polish) constitutional review have nothing to do with any types of political constitutionalism or a weak judicial review approach, which all represent a different model of separation of powers. In the authoritarian Hungarian (and in the Polish) sham system of constitutionalism, there is no place for any kind of separation of powers. »

⁵¹⁸ Cette appropriation ne conduit toutefois par Halmai à confondre le constitutionnalisme politique et l'illibéralisme, puisque cette adhésion est « trompeuse » chez les juristes illibéraux car elle masque leur rejet du constitutionnalisme. Sur ce point, voir cet extrait : « It is striking, and of significance, how the populists in Central and Eastern Europe attempt to legitimize their actions by referring to political constitutionalism as their approach to constitutional change. The main argument of Central and Eastern European populists to defend their constitutional projects is grounded in a claim to political constitutionalism, which favors parliamentary rule and weak judicial review. To be clear, despite some academics' efforts to apply the concept of political constitutionalism in defense of illiberalism, I do not consider political constitutionalism, based on republican philosophy, or all of the concepts rejecting strong judicial review, or judicial review altogether, as populist. Footnote 33 Some scholars and constitutional court justices both in Hungary and Poland have attempted to interpret the new constitutional system as a change from legal to political constitutionalism. In my view, these interpretations are simply efforts to legitimize the silencing of judicial review. ». *Ibid. Ibid.*

la littérature semble partager le postulat selon lequel les travaux les plus critiques (et les plus pertinents) sur l'illibéralisme sont ceux guidés par la défense normative du libéralisme. Pour le dire autrement, le fait que l'illibéralisme soit l'antithèse du libéralisme conduit à attribuer une forme de privilège épistémique aux *libéraux*, c'est-à-dire à les considérer comme les chercheurs les plus capables de comprendre et critiquer l'illibéralisme. Cette dimension, qui est particulièrement tangible dans les travaux de Zakaria, mais également dans le RHI, ou dans l'ouvrage de Krastev et Holmes, traduit par ailleurs une certitude quant à leur appartenance au libéralisme ; ce qui leur permet à la fois de parler au nom des (véritables) libéraux⁵¹⁹, et de remettre en question la pertinence des travaux issus de cadres conceptuels historiquement critiques du libéralisme et associés à la gauche, tels que les CLS. Comme nous le verrons par la suite, ce postulat repose sur une grammaire du libéralisme basée sur une certaine lecture de la philosophie des Lumières qui conduit à considérer les critiques « progressistes » du libéralisme comme des formes de relativismes anti-universalistes et antirationalistes, issues de traditions anti-libérales dont la forme contemporaine la plus aboutie est la pensée communautarienne. Incidemment, on peut d'ailleurs noter que cette défense normative du libéralisme et cette croyance dans un privilège épistémique libéral ne conduit pas nécessairement à une adhésion aveugle (ou « idéologique ») envers une certaine forme d'orthodoxie libérale, puisque certains chercheurs comme Halmai, préfèrent montrer le caractère trompeur de la revendication de la démocratie, ou de la défense de la chrétienté⁵²⁰ chez les illibéraux, plutôt que de ressusciter le conflit entre démocratie et libéralisme.

⁵¹⁹ Cet aspect ressort particulièrement de l'ouvrage de Zakaria et de celui de Krastev et Holmes, ce qui s'explique par le registre éditorial des ouvrages en question qui tiennent plus de l'essai que du livre académique. L'ouvrage de Krastev et Holmes démarre ainsi avec une forme d'autocritique envers l'hégémonie libérale des années 1990 qui révèle leur adhésion au consensus de Washington, car selon eux le « moment illibéral » n'est qu'une réaction à cette situation hégémonique (aux racines psychologiques plus qu'économiques) et non la preuve de l'obsolescence de ce libéralisme.

⁵²⁰ Halmai insiste sur le caractère opportuniste de cette instrumentalisation de la religion chrétienne visant à légitimer le nationalisme hongrois et s'attaquer à l'islam: « A strong claim in Central and Eastern European populism is hence that of collective identity and the promotion of the people as an ethno-national, but also religious unit. The above-mentioned Seventh Amendment is again relevant here, as it contains a further provision about the Christian culture as an intrinsic element of the national identity. My argument is that it mainly serves the populist aim of the governing party to instrumentalize religion in legitimating nationalism. (...) Christianity and religion serve as reference points that Orbán's authoritarian populism uses opportunistically. FIDESZ, although it was once a liberal party with militantly anti-clerical views, started to become conservative from the mid-90s onwards, turning to an openly positive stance towards religion. Nevertheless, religion has never been taken as significant part of the identity of FIDESZ. Instead, religion played a purely instrumental, opportunistic role in the party's political strategy even after joining the European People's Party (EPP), the center-right party family of the European Parliament ». HALMAI Gábor, *op. cit.*

Toutefois – et c’est le cœur notre argument ici – cette croyance dans la supériorité épistémique des théories défendant normativement le libéralisme ne se superpose qu’imparfaitement aux clivages conceptuels que nous avons identifiés au sein de littérature⁵²¹. Car si le fait d’opter pour une approche prescriptive de l’illibéralisme semble jusqu’à présent s’expliquer par cette défense normative du libéralisme⁵²², cette visée normative pro-libérale n’induit pas une contradiction *sur le fond* avec les travaux privilégiant la visée heuristique de leurs travaux. Dit autrement, le fait de vouloir défendre le libéralisme, n’exclut pas le fait de prioriser une analyse en termes de dé-libéralisation, ce qui signifie que le fait d’employer une conception minimaliste du constitutionnalisme n’est pas réductible à une forme de relativisme où les conséquences de l’arrivée au pouvoir de la droite radicale seraient euphémisées. Ici encore, la comparaison entre les travaux de Tushnet et Halmai est révélatrice de certains malentendus. Ainsi, les travaux d’Halmai – comme d’autres chercheurs insistant sur la nécessité de ne pas minimiser les transformations politiques résultant de l’arrivée au pouvoir de la droite radicale tels que ceux de G. Toth – s’attaquent à la conception minimaliste du constitutionnalisme, car elle semble invalider l’idée d’un basculement autoritaire en Hongrie et en Pologne, ou *a minima* limiter sa gravité⁵²³. Or, comme nous l’avons vu, les travaux de Tushnet contredisent ce raisonnement téléologique, car le cadre conceptuel de ce dernier ne l’empêche pas de décrire un basculement autoritaire en Hongrie, voire en Pologne. Sa conception minimaliste du constitutionnalisme le conduit ainsi à différencier le processus de basculement autoritaire (qui est bien considéré comme une dé-libéralisation, c’est-à-dire comme un éloignement à l’égard du constitutionnalisme libéral) de l’abandon du constitutionnalisme (qui n’est pas décrit comme illibéral car le terme vise un autre objet, strictement idéologique). Tushnet n’emploie donc pas la même terminologie qu’Halmai, mais

⁵²¹ Ce clivage lié à la visée attribuée au concept de constitutionnalisme ou de *rule of law* est notamment constaté par Drinóczi et Bień-Kacała : « The definition of the Rule of Law depends on the purpose of the specific investigation. The thin version is usually supported and used by (communist, illiberal, etc.43) states, as it is easier to comply with, and by scholars who use the term for analytical purposes, or who engage with legal historical, legal-philosophical, and pragmatic researches, because they are concerned with the quality of the legal system, therefore they focus on procedural and formal elements. The thick concept is popular among social activists, different (international) organizations, and those who criticize existing authoritarian regimes or states in democratic decay, because this version can strongly support their criticism».

⁵²² Nous verrons par la suite qu’elle est partagée par certains intellectuels illibéraux ou post-libéraux, bien que leur lecture de l’historiographie libérale reflète justement des malentendus causés par l’intrication de plusieurs jeux de langage, ceux qui les conduit soit à rejeter l’héritage des Lumières soit à le revendiquer.

⁵²³ Ce conflit est partiellement lié à la question de la valeur du « formalisme juridique » sur lequel nous reviendrons. Pour Halmai et Toth, l’existence formelle d’une constitution ne garantit pas le respect du critère « minimaliste » de limitation de l’arbitraire politique, alors que c’est le cas pour Tushnet.

cela ne le conduit ni à rejeter la « matérialité » des changements politiques provoqués par le Pis et le Fidesz – c'est-à-dire l'abandon de l'ensemble des éléments du constitutionnalisme à l'exception du légalisme – ni leur labellisation autoritaire. De plus, puisque Halmai admet qu'il existe encore formellement une constitution en Hongrie et en Pologne⁵²⁴, on peut également remettre en question l'idée selon laquelle le fait de reconnaître l'existence d'une forme de légalisme au sein des régimes autoritaires serait une légitimation du régime en place⁵²⁵. Bien que le cadre conceptuel de Tushnet puisse sembler « relativiste » puisque ce dernier ne critique pas explicitement sur le plan normatif les régimes qu'il étudie, ses analyses ne diffèrent pas en substance avec celles des travaux explicitement critiques à l'égard des régimes étudiés⁵²⁶.

Le cadre conceptuel de Tushnet – comme celui des chercheurs employant la notion de constitutionnalisme autoritaire ou abusif tels que Blokker ou Landau – est donc, contrairement à ce que ces derniers peuvent penser, doublement compatible avec la conceptualisation de l'illibéralisme des chercheurs souhaitant dénoncer la remise en question du libéralisme, car il permet à la fois de décrire un basculement autoritaire en Hongrie et en Pologne tout en limitant le périmètre de ce phénomène au « moment populiste ». Ce constat est selon nous d'une importance capitale dans la cartographie des usages de la notion d'illibéralisme puisqu'il révèle l'existence d'un consensus quant à l'existence d'un phénomène de dé-libéralisation, bien que ce consensus soit parfois méconnu par les chercheurs eux-mêmes. Pour résumé, les chercheurs mobilisant une approche prescriptive de l'illibéralisme

⁵²⁴ Halmai reconnaît ainsi qu'il existe encore un « État constitutionnel » c'est-à-dire une justice constitutionnelle (malgré son absence d'indépendance) et des libertés fondamentales consacrées dans les systèmes constitutionnels polonais et hongrois. Voir à titre d'exemple : « Consequently, as I argue, the authoritarian type of populism, which rejects liberalism as a constitutive precondition of democracy, cannot be in compliance with the traditional idea of liberal democratic constitutionalism. These populist, illiberal, and allegedly "constitutional" systems, such as the current Hungarian or Polish regimes, maintain some of the institutions of a constitutional state—such as the constitutional courts—but their power is very limited. Also, fundamental rights are listed in the constitutions, but the institutional guarantees of these rights are endangered through the lack of an independent judiciary. » HALMAI Gábor, « Populism, authoritarianism and constitutionalism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, 2019.

⁵²⁵ En revanche, il y a un bien un point crucial ici qui est la hiérarchisation de cette forme de légalisme. Pour Tushnet, elle assure une forme de limitation du pouvoir arbitraire, alors que pour Halmai, ce n'est pas le cas, ce qui illustre l'existence d'un conflit plus profond sur la valeur du procéduralisme que nous aborderons plus en détail dans le chapitre 4.

⁵²⁶ Ainsi, bien que les éditeurs du RHI ne font pas mention des travaux de Tushnet – et plus largement les travaux des chercheurs ne défendant pas le libéralisme continental –, la majeure partie de la doctrine mobilise le cadre conceptuel de ce dernier, témoignant de sa compatibilité avec la formulation d'une critique normative des régimes hongrois et polonais.

s'accordent avec les chercheurs mobilisant une approche compréhensive sur le fait qu'il existe un phénomène de dé-libéralisation – observable *a minima* en Hongrie et Pologne – caractérisé par la remise en question du constitutionnalisme libéral. Néanmoins, ce processus est *nommé* et *conceptualisé* différemment selon les cadres théoriques des chercheurs en question. Si l'on adopte une conception exigeante du constitutionnalisme, ce processus induit un basculement instantané de la catégorie [constitutionnalisme] à la catégorie [anti-constitutionnalisme]. Si l'on adopte une conception minimaliste du constitutionnalisme, ce basculement s'opérera plus difficilement car il suppose un abandon complet des principes du constitutionnalisme libéral, toutefois cela ne signifie pas que le basculement autoritaire sera plus *tardif* car il est susceptible d'être décrit dès que certains principes du constitutionnalisme libéral sont abandonnés.

Le fait que ce consensus échappe aux chercheurs n'est donc que la conséquence de la réification du conflit conceptuel dans la définition du constitutionnalisme. Cette réification nous semble causée par la croyance en une supériorité épistémique des travaux adoptant une visée normative critique à l'égard de l'illibéralisme par rapport aux travaux priorisant une visée heuristique, dont la conception minimaliste du constitutionnalisme reflèterait un relativisme délétère. La centralité de la question du constitutionnalisme dans la conceptualisation du constitutionnalisme s'explique donc par ce consensus, qui dépasse les conflits doctrinaux, ce qui éclaire ultimement l'importance de l'équation entre illibéralisme et remise en question du constitutionnalisme libéral dans des travaux non-juridiques.

1.2 Des impasses résultant de la superposition entre les concepts d'illibéralisme et d'autoritarisme

Toutefois, l'analyse de Tushnet et des chercheurs employant la notion de constitutionnalisme autoritaire (ou ses dérivés) n'est pas partagée par l'ensemble des chercheurs adoptant une conception minimaliste du constitutionnalisme. Ainsi, bien que dans leur ouvrage « illiberalism constitutionalism in Poland and Hungary », Drinóczi et Bień-Kacała rejettent formellement la conception minimaliste du constitutionnalisme proposée par Tushnet, ces dernières n'incluent pas la démocratie et les libertés fondamentales dans la définition de l'Etat de droit, ce qui témoigne de leur éloignement avec la conception maximaliste du

constitutionnalisme⁵²⁷. Or, cette conception minimaliste « alternative » du constitutionnalisme les conduit à des conclusions divergentes de celles de la majeure partie de la doctrine quant à la nature « autoritaire » des régimes hongrois et polonais alors que leur ouvrage possède une dimension critique, ce qui semble à la fois s'expliquer par leur degré de précaution épistémologique dans l'emploi du concept d'autoritarisme et par la qualité de leur approche comparative⁵²⁸. Cette approche, qui ne vise pas à désencastrer entièrement le concept de constitutionnalisme du libéralisme, conduit les deux chercheuses à appuyer la thèse d'un tournant autoritaire – ou d'une régression démocratique – caractérisée par la neutralisation ou l'affaiblissement de l'ensemble des éléments du constitutionnalisme libéral, mais à rejeter l'idée d'un basculement autoritaire en Pologne et en Hongrie :

« We have felt that the framework of liberal constitutionalism might have prevented scholars from appreciating the gradualness of the deterioration and the implications of the regional context within which the constitutional systems of Hungary and Poland are studied. What we have also assumed is that the undeniable democratic degeneration of the two systems had not reached the extent of that seen in Turkey or Russia, the two countries commonly mentioned together with Hungary and Poland as examples of modern authoritarianism. Therefore, we put forward that, when trying to understand the democratic decay in Hungary and Poland, one should not forget that sometimes the matter of degree is a matter of kind »⁵²⁹.

Pour le dire autrement, les travaux de Drinóczi et Bień-Kacała s'accordent avec le reste de la doctrine quant à l'existence d'un processus de dé-libéralisation en Hongrie et en Pologne faisant suite à l'arrivée au pouvoir de la droite radicale à partir des années 2010, c'est-à-dire d'un éloignement progressif vis-à-vis d'un idéal-type de constitutionnalisme libéral. Toutefois cette remise en question est encore insuffisante (ou récente) pour justifier un changement de

⁵²⁷ « Unlike Tushnet (see his concept of thick and thin constitutionalism and the role of the Rule of Law), we define the Rule of Law as a thick concept (see in Part IV, Limits), but we do not equate it with either democracy or human rights. » DRINOCZI Tímea et BIEN-KACAŁA Agnieszka, « Illiberal Constitutionalism », *German L.J.*, 20, 2019. p25

⁵²⁸ Comme en témoigne l'importance des citations et des renvois à cet ouvrage, ce dernier nous semble en effet le plus fécond pour comprendre la relation entre les notions d'illibéralisme et de constitutionnalisme en raison de sa dimension synthétique et exhaustive car l'ouvrage permet de comprendre l'ensemble des dimensions du conflit propre à l'appréhension de « l'illibéralisme » en Pologne et en Hongrie. Il a donc à la fois été une source d'inspiration pour notre propre recherche en termes de méthode, puisque l'ouvrage s'appuie sur une cartographie précise de la littérature disponible et qu'il vise à clarifier les problèmes conceptuels rencontrés dans la conceptualisation du constitutionnalisme illibéral, mais également une ressource importante pour nos développements de par la richesse de ses analyses.

⁵²⁹ BIEN-KACAŁA Tímea Drinóczi Agnieszka, *Illiberal Constitutionalism in Poland and Hungary*, Routledge, 2021. p20-21

régime, malgré une prise en compte de l'ensemble des variables susceptibles d'être incluses dans la conception *maximaliste* du constitutionnalisme. Une cartographie des usages de l'illibéralisme attentive à la pluralité des conceptualisations possibles de ce dernier montre donc que l'existence d'un phénomène de dé-libéralisation fait bien (relativement) consensus malgré la diversité des conceptions du constitutionnalisme, mais l'appréciation de ce phénomène varie, par conséquent il n'est pas toujours synonyme de basculement autoritaire⁵³⁰.

Notre étude appuie donc la nécessité formulée par Waller d'une distinction claire entre les concepts d'autoritarisme et d'illibéralisme afin d'éviter les confusions⁵³¹ et d'assurer la pertinence heuristique du concept d'illibéralisme⁵³². Penser l'illibéralisme comme un processus de dé-libéralisation *a minima* permet donc de clarifier conceptuellement la fonction du concept car si ce processus équivaut à une régression démocratique, il ne débouche pas

⁵³⁰ Comme nous l'avons vu, cette absence de basculement autoritaire est évidente pour les chercheurs défendant les régimes hongrois et polonais de façon explicite.

⁵³¹ Il s'agit d'une thèse développée au sein de plusieurs travaux, à titre de résumé, voir cet extrait : « This chapter therefore makes a simple argument: while it is likely true that illiberalism and authoritarianism often have close relation in the real world, in alignment with many important scholarly studies, this cannot form the conceptual basis of either term and therefore be assumed, but rather must be explored and demonstrated in empirical research. There are authoritarian regimes that are not illiberal, both today and in historical perspective (Wilkinson 2021; Gallo 2021; H. Heller 2015; Cristi 1998). And there are regimes espousing illiberalism, illiberal political parties that run in democratic elections, illiberal social movements, civil society actors, and subcultural groupings that do not threaten, but sit within, stable democracies both now and in the past (Waller 2023; Wagrاندl 2021; Behrend and Whitehead 2016). To that end, we can engage in serious research knowing that there is notable empirical variation across cases that identifies illiberalism and authoritarianism in distinction, and thus their interaction or difference remains a meaningful point with which scholarship will continually grapple. » WALLER Julian G., « Illiberalism and Authoritarianism », 2023, [consulté le 10 novembre 2023]. Voir également : WALLER Julian G., « Distinctions With a Difference », *Political Studies Review*, 2023 WALLER Julian G., « Disentangling Authoritarianism and Illiberalism in the Context of the Global States System », *Journal of International Affairs*, 75, Journal of International Affairs Editorial Board, 2022.

⁵³² De façon révélatrice des conflits et des malentendus autour du constitutionnalisme, Waller défend ainsi l'idée que certains régimes autoritaires, tels que Singapour, sont libéraux car ils disposent d'un Etat de droit fonctionnel : « As discussed, political authoritarianism comes in a wide variety of structural and organizational flavors: military juntas, party-states, absolute monarchies, electoral authoritarian regimes, and personalist rule holding to a wide variety of formal constitutional arrangements. Some scholars claim that all of these can be termed as "illiberal" regimes, but this presupposes an ideological orientation that is not always evident across the diversity of authoritarian rule (Dimitrijevic 2021; Morlino 2021). Indeed, it is quite clear that regimes which sit outside of the definitional ambit of illiberalism can easily be accorded the authoritarian label. Liberal authoritarian regimes are not uncommon, especially given the different ways that liberalism itself can be and has been defined over the years. In the modern era, Singapore stands as a key example—holding to a highly effective authoritarian system in which the rule of law is well-evidenced and explicitly state-supported, ethnocultural pluralism is encouraged (Tan 2016; Ortmann 2011). » On peut donc considérer que cette superposition est précisément intéressante car elle révèle des contradictions latentes dans la conceptualisation de l'autoritarisme. L'argument selon lequel l'illibéralisme ne doit pas être confondu avec l'autoritarisme car il existe des formes d'autoritarismes libéraux témoigne ainsi surtout de l'existence d'un double standard où certains régimes autoritaires sont jugés plus compatibles avec le libéralisme que d'autres sur la base de critères procéduraux et idéologiques ambigus.

nécessairement sur un basculement autoritaire. Cette conceptualisation de l'illibéralisme permet donc d'employer le concept en le détachant relativement de l'autoritarisme et en ne limitant pas son périmètre implicite aux régimes hybrides. De plus, loin de limiter sa portée normative, cette conceptualisation de l'illibéralisme permet de faciliter son emploi pour décrire des processus de dé-libéralisation à l'œuvre dans des « démocraties consolidées », ce qui permet de dépasser les biais ethnocentriques que nous avons évoqués à condition de ne pas limiter l'étude de ce processus au seul « populisme » ou au monde non-occidental.

En résumé, en dépit des conflits sur la définition du constitutionnalisme et sur ce qui constitue le bon usage du terme « illibéralisme », tous les usages de la notion d'illibéralisme convergent sur deux éléments.

- Conformément au constat effectué en conclusion de notre histoire conceptuelle de la notion d'illibéralisme, la conceptualisation de l'illibéralisme incorpore toujours une dimension juridique, ce qui explique la centralité de la notion de constitutionnalisme (ou d'Etat de droit) dans la littérature. Cette dimension juridique n'est toutefois pas figée, car elle peut à la fois renvoyer à l'idée d'un processus de dé-libéralisation, c'est-à-dire à un éloignement vis-à-vis du constitutionnalisme libéral qui est susceptible d'être décrit plus ou moins rapidement comme un basculement autoritaire en fonction des définitions du constitutionnalisme ; ou renvoyer à l'idée d'un constitutionnalisme remplissant une autre fonction que celle assignée par le libéralisme politique, c'est-à-dire à un système politico-constitutionnel ne visant pas à assurer le principe d'égalité devant la loi.
- Enfin, le deuxième constat, déjà réalisé par Julian G. Waller, est que la notion d'illibéralisme fait toujours écho à celle d'autoritarisme bien que cette notion fasse historiquement l'objet d'appropriations très diverses, ce qui démultiplie les façons de penser la relation entre illibéralisme et autoritarisme. Dans la majeure partie de la doctrine, le concept d'illibéralisme est ainsi adossé à celui d'autoritarisme, le processus de dé-libéralisation étant instantanément synonyme de basculement autoritaire que l'on adopte une conception minimaliste ou exigeante du constitutionnalisme. Toutefois, le concept d'illibéralisme n'est pas toujours associé aussi étroitement à celui d'autoritarisme, puisque selon certains travaux, comme ceux de Bień-Kacała et

Drinóczi, le processus de dé-libéralisation ne débouche pas nécessairement sur un basculement autoritaire, il est donc distinct de ce dernier.

Or, la question de la relation entre illibéralisme et autoritarisme semble fournir la dernière clé pour comprendre la nature essentiellement contestée de l'illibéralisme et incidemment la raison pour laquelle la conceptualisation de l'illibéralisme est susceptible de constituer une impasse.

2. Des impasses résultant de l'intrication entre la conceptualisation de l'illibéralisme et la question des régimes

Ainsi, il semble possible d'expliquer l'intérêt (et la popularité) de la définition de l'illibéralisme proposée par Laruelle par le fait qu'elle rend intelligible le noyau « conceptuel » de l'ensemble des conceptualisations de l'illibéralisme, à savoir la description d'un phénomène de dé-libéralisation dont la principale dimension serait politico-juridique. Notre cartographie des usages du terme d'illibéralisme montre en effet que c'est ce processus de dé-libéralisation – même quand il n'est pas nommé ou appréhendé comme tel – qui est au cœur de la littérature contemporaine. La conception strictement anti-libérale de l'illibéralisme est de fait peu employée en elle-même, son usage étant soit de compléter l'approche processuel, soit de remplir une fonction alternative mais avec peu de succès, ce qui permet de comprendre rétrospectivement l'inégale réception des travaux de Bell et Zakaria. Alors que les conceptualisations de l'illibéralisme proposées par les deux auteurs partageaient le même objet – l'incompatibilité entre démocratie et libéralisme – seule celle de Zakaria visait à décrire un processus de *corruption* des démocraties libérales. La conceptualisation de l'illibéralisme de Bell, comme celle de Walker et Tushnet, visait à appréhender un objet distinct, à savoir l'existence d'un système politique (mu par une philosophie communautarienne) remplissant une fonction alternative et incompatible avec celle défendue par le libéralisme. L'aspect prophétique des travaux de Zakaria s'explique donc, non pas par leur pertinence analytique, mais par le fait qu'ils permettent de penser un processus de dé-libéralisation qui est aujourd'hui le noyau du concept.

Pour résumé, notre cartographie des usages de la notion d'illibéralisme nous permet désormais d'obtenir un premier panorama (non exhaustif) des différentes façons de penser

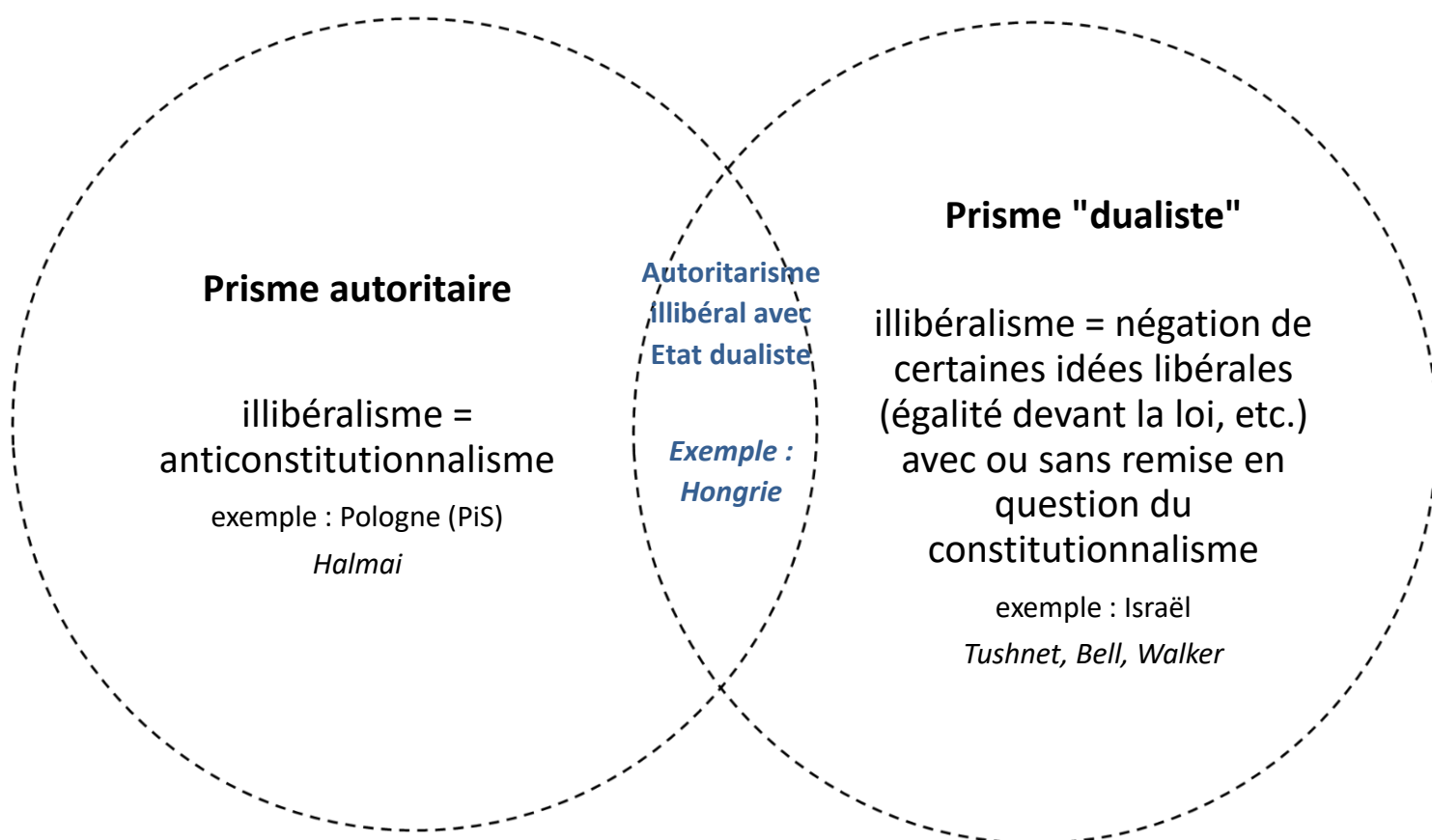
l'illibéralisme. La majorité des travaux, que leur approche soit prescriptive ou compréhensive, et que leur visée soit prioritairement normative ou heuristique ont en commun le fait d'attribuer la même fonction au concept d'illibéralisme, à savoir la description (et la critique) d'un phénomène de remise en question du libéralisme. Au sein de ce « continent » – où l'on ignore parfois que d'autres façons de penser l'illibéralisme existent ou sont possibles – la conceptualisation de l'illibéralisme est susceptible de posséder deux dimensions. La première, qui est invariablement présente, consiste à *décrire* un phénomène illibéral, c'est-à-dire à penser que la fonction du concept est de rendre intelligible un processus de dé-libéralisation. Ce premier niveau de la conceptualisation de l'illibéralisme est parfois complété avec une conception « par le haut » de l'illibéralisme, dont la fonction est de penser l'anti-libéralisme, c'est-à-dire de rendre intelligible l'incompatibilité de certaines idées avec le libéralisme. Il convient cependant de noter que la distinction entre le premier niveau et le second niveau n'est pas qualitative, puisque comme nous l'avons vu, la réflexion sur l'anti-libéralisme précède parfois la réflexion sur la dé-libéralisation au point de la rendre quasi-inexistante ; cette dernière étant postulée car considérée comme évidente⁵³³.

Néanmoins, il existe des travaux dont la conceptualisation de l'illibéralisme est radicalement alternative parce que leur cadre conceptuel (et leur grammaire du libéralisme) conduit à nommer différemment les phénomènes précédents, comme c'est le cas dans les travaux de Bell, Walker et Tushnet. Cependant, ces conceptualisations de l'illibéralisme ne sont pas utilisées en tant que tel dans la littérature car elles ne visent pas à rendre intelligible le processus de dé-libéralisation en lui-même⁵³⁴. Ces conceptualisations forment donc un « continent » à part, où le concept d'illibéralisme remplit une fonction distincte, qui relève davantage de la réflexion fondamentale, bien qu'elles partagent un *air de famille* avec les travaux dont la fonction est descriptive, parce qu'elles s'intéressent parfois aux mêmes « objets » comme la relation entre libéralisme et constitutionnalisme.

⁵³³ Nous incluons dans cette catégorie les travaux cités dans la première partie de notre première section, il s'agit donc des travaux au sein desquels le processus de dé-libéralisation n'est pas sérieusement étudié car il est conçu comme évident en raison de la prégnance de certains narratifs – comme lorsque la dé-libéralisation résultant de l'arrivée au pouvoir d'un parti populiste est considérée comme évidente car la démocratie est incompatible avec le libéralisme – ou alors parce que l'étude de cette dé-libéralisation souffre de biais idéologiques et ethnocentriques.

⁵³⁴ Les travaux peuvent être cités et leur cadre conceptuel réemployé, mais pas leur conceptualisation de l'illibéralisme au sens strict, ce qui est le cas des travaux de Tushnet mais également de Walker puisque seules Drinecz et Bień-Kacała s'intéressent à leurs conceptualisations de l'illibéralisme.

On peut formaliser la distinction entre ces deux façons d’appréhender la dimension juridico-politique de l’illibéralisme avec le schéma suivant :



Pour les tenants de cette dernière approche, le terme d’illibéralisme n’est en effet pas adapté pour appréhender le processus de régression démocratique, car le concept d’illibéralisme est intrinsèquement adossé à la notion d’anti-libéralisme. Or cette notion induit des difficultés épistémologiques et méthodologiques difficilement surmontables puisqu’il semble impossible d’utiliser la dichotomie [libéralisme]-[anti-libéralisme] de façon satisfaisante tant sur le plan théorique que pratique, et ce afin de rendre intelligible l’arrivée au pouvoir de la droite radicale et le basculement autoritaire qu’elle occasionne. Notre travail conduit donc à interroger et cerner l’existence de ces impasses car elles semblent partiellement responsables du puzzle conceptuel que nous cherchons à résoudre. En effet, il est possible que ce puzzle ne soit pas simplement causé par les apories « ordinaires » des conceptualisations de l’illibéralisme existantes, mais par le fait que la fonction *descriptive* du concept est insatisfaisante. La conceptualisation de l’illibéralisme se heurte donc au problème de la définition du « standard libéral » mis en exergue par Tushnet, qui a une facette normative (on

ne peut fournir qu'une définition minimaliste du constitutionnalisme libéral si l'on ne souhaite pas hiérarchiser les traditions libérales nationales) et une facette épistémologique (la définition du constitutionnalisme libéral n'est pas pertinente si son périmètre n'englobe pas les régimes occidentaux). Par conséquent, il semble impossible de considérer les systèmes constitutionnels polonais et hongrois comme « anti-libéraux » sans placer dans la même catégorie la majeure partie des régimes occidentaux d'un point de vue procédural car il n'existe pas de standard de définition du constitutionnalisme libéral permettant de limiter le périmètre de l'illibéralisme au seul « moment populiste ». Or, cette absence de « standard » constitue également une difficulté pour la conception processuelle de l'illibéralisme, comme en témoigne les divergences d'interprétations quant au caractère autoritaire du processus de dé-libéralisation ayant lieu en Pologne et en Hongrie que nous avons exposés au sein de ce chapitre.

A priori, la conception processuelle de l'illibéralisme semble permettre d'éviter le problème de la définition nécessairement « normative » du standard du constitutionnalisme libéral, tout en préservant l'intérêt heuristique du concept. Ainsi, il est possible de décrire un processus de dé-libéralisation sans faire référence à un standard « abstrait » à condition que l'on apprécie ce processus de façon relative, c'est-à-dire en fonction du système politico-constitutionnel du régime étudié. L'illibéralisme pourrait ainsi être pensé comme une extension du principe de « non-régression » des droits fondamentaux⁵³⁵ (aussi appelé « effet cliquet » dans la doctrine) à l'ensemble des éléments du constitutionnalisme libéral. Pour le dire autrement, le recul du constitutionnalisme libéral peut être apprécié relativement au sein de chaque système comme une régression de l'équilibre des pouvoirs, de l'indépendance de la justice ou encore de la protection des droits fondamentaux, soit par rapport à un niveau maximal atteint historiquement, soit par rapport au niveau atteint à une date fixée arbitrairement (par exemple, avant l'arrivée au pouvoir d'une certaine majorité). Conçu de la sorte, le concept d'illibéralisme peut être employé pour décrire le phénomène de dé-libéralisation résultant de l'arrivée au pouvoir de la droite ethno-nationaliste en Pologne et en Hongrie ; toutefois son périmètre s'étendra également à l'ensemble des régimes connaissant une forme de régression en matière de respect du constitutionnalisme libéral, ce qui est susceptible

⁵³⁵ Sur la caractérisation de la démocratie illibérale comme remise en question du principe de « non-régression » des droits fondamentaux, voir : Vanessa Barbé, *La régression des droits fondamentaux, critère de la démocratie illibérale* dans *La démocratie illibérale en droit constitutionnel* (Bruxelles, Belgique: Bruylant, 2023).

d'englober la très grande majorité des régimes démocratiques puisque le constat d'un recul du constitutionnalisme (ou du libéralisme politique) est une forme de critique ordinaire adressée à l'encontre d'une majorité dans une démocratie libérale⁵³⁶. Une conception processualiste « relativiste » de l'illibéralisme se heurte donc à l'impasse épistémologique soulevée par Tushnet car l'intérêt heuristique du concept est limité par son périmètre.

Toutefois, les limites de l'approche processuel de l'illibéralisme n'apparaissent pas uniquement dans ce cas de figure. Même lorsque le processus de dé-libéralisation est pensé vis-à-vis d'un standard abstrait, qu'il soit conçu de manière minimaliste ou exigeante, cette conceptualisation de l'illibéralisme se heurte à un problème théorique majeur. En effet, si le concept d'illibéralisme vise à décrire un processus de dé-libéralisation, le concept ne permet plus d'apprécier la conformité du système politique (ou de l'institution) en question avec les idées libérales. Ainsi, un État dualiste pratiquant une forme de ségrégation raciale – pratique anti-libérale par définition – ne peut pas être décrit comme *illibéral* si la catégorie des citoyens de seconde catégorie se voit accorder de plus en plus de droits. Dit autrement, le concept d'illibéralisme pourra être employé pour décrire une démocratie libérale connaissant une régression en termes d'équilibre des pouvoirs et/ou de droits fondamentaux, mais le concept ne pourra être employé pour décrire un État autoritaire connaissant une forme de démocratisation (ou de libéralisation) ce qui semble considérablement relativiser son intérêt. L'approche processuel de l'illibéralisme tend de fait à se superposer au concept de « démocratie illibérale » – bien que ces justifications soient distinctes de celles avancées par Zakaria – car son périmètre va se limiter à des régimes décrits comme les démocraties⁵³⁷.

⁵³⁶ On peut d'ailleurs noter que cette critique est aujourd'hui formulée en faisant référence à la notion d'illibéralisme tant au sein de la sphère politique qu'au sein des sphères académique et médiatique, en particulier en France. Voir à titre d'exemples : Eugénie Mérieau « La France illibérale ? Oui, les recours à l'état d'urgence ont fait basculer le pays » *Libération* (27/04/2023) https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/la-france-illiberale-oui-les-recours-a-letat-durgence-ont-fait-basculer-le-pays-dans-le-camp-autoritaire-20230427_HVOSNI2GUVFIVPI42FOZJJVO5M/ ; Jean-François Bayart « Où va la France ? » *Le Temps* (08/05/2023) <https://www.letemps.ch/opinions/debats/va-france> ; *Radiofrance*, (22/04/2023) « Yannick Jadot (EELV) dénonce "une dérive illibérale" d'Emmanuel Macron » <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sens-politique/yannick-jadot-eelv-denonce-une-derive-illiberale-d-emmanuel-macron-2573142>

⁵³⁷ Cette forme de justification alternative du concept de démocratie illibérale visant à décrire l'existence d'une pente autoritaire au sein d'un régime démocratique – c'est-à-dire une démocratie se *dé-libéralisant* et non une démocratie intrinsèquement illibérale – explique d'ailleurs selon nous certains des malentendus dans la réception des travaux de Zakaria, en particulier en droit constitutionnel, car le processus d'affaiblissement des contrepouvoirs et de régression des droits fondamentaux n'est précisément pas inclus dans la conceptualisation de l'illibéralisme de Zakaria puisque ce dernier définit l'État de droit de façon minimaliste pour inclure des régimes autoritaires dans le périmètre du libéralisme.

Notre cartographie des usages de la notion d'illibéralisme nous conduit donc ultimement à revenir à notre point de départ et à la problématique qu'elle soulève. L'approche processuel conduit en effet à considérer la Hongrie et la Pologne comme des régimes illibéraux – car leurs systèmes politico-constitutionnels connaissent un processus de dé-libéralisation – mais à ne pas considérer comme illibéraux des régimes autoritaires tels que Singapour, car le système politique singapourien se démocratise (ou plutôt ne connaît pas un renforcement autoritaire⁵³⁸) ; ce qui n'explique pas pourquoi le régime Singapourien peut être cité comme un modèle politique pour Orbàn. Cette limite du potentiel heuristique de l'approche processuel « non-relativiste » de l'illibéralisme ne constitue cependant pas une impasse d'un point de vue épistémologique au sens strict du terme, cependant elle peut être complétée par une autre critique plus fondamentale.

On peut selon nous mettre en exergue l'existence de cette limite intrinsèque à l'approche processuelle « non-relativiste » en nous intéressant à la conceptualisation de l'illibéralisme proposée par Laruelle – qui est la plus prometteuse – car elle permet de résoudre l'impasse normative et épistémologique soulevée par Tushnet. Comme nous l'avons vu, la conceptualisation de l'illibéralisme de Laruelle consiste à limiter le périmètre de l'illibéralisme à un phénomène de remise en question du libéralisme déjà existant, c'est-à-dire d'un libéralisme *contemporain* en situation d'hégémonie⁵³⁹. La conceptualisation de l'illibéralisme proposée par Laruelle permet donc ne pas trahir la pluralité des formes de libéralisme

⁵³⁸ Nous n'ignorons pas qu'il s'agit précisément d'une question discutée. Sur le constat d'une non-régression du régime singapourien, voir : TUSHNET Mark, « Authoritarian Constitutionalism », *Cornell L. Rev.*, 100, 2014. Sur le constat d'une régression autoritaire du régime singapourien, voir à titre d'exemple : TAN Netina et PREECE Cassandra, « Democratic backsliding in illiberal Singapore », *Asian Journal of Comparative Politics*, SAGE Publications, 2022.

⁵³⁹ « Another conceptual issue with illiberalism is its definition ex negativo, as what is not liberal. This means that the concept is intrinsically relational, posing itself as an answer to something else. Depending on how this something else is defined, the contents of illiberalism differ. This places the concept of illiberalism in a subaltern position and gives liberalism a kind of gravitas on today's political/ideological landscape, making it the centre around which all other values orbit. The solution this article advances is to discuss liberalism as an intrinsic part of the debate over illiberalism and to recognise that liberalism is seen as the default mode of Western societies and the international order. In the realm of political philosophy, one may of course deconstruct the centrality of liberalism, arguing that it is no more legitimate than any other set of moral and political values. In practice, however, liberalism is indeed perceived as the normative set of values—albeit understood in very different ways—for many societies. Liberalism thus posits itself as the starting point for political analysis, at least in a Western—broadly defined as including the Americas, Europe, Eurasia, Israel, Japan, and some developed Asian countries—context. That said, being born ex negativo does not preclude the construction of doctrinal content for illiberalism. » WALLER Julian G., « Disentangling Authoritarianism and Illiberalism in the Context of the Global States System », *Journal of International Affairs*, 75, Journal of International Affairs Editorial Board, 2022.. Comme le précise Waller, il s'agit donc d'une remise en question du libéralisme existant depuis les quarante dernières années.

existantes, tout en étant suffisamment précise pour que le périmètre du concept n'inclut pas toutes les formes de non-libéralisme et l'ensemble des processus de dé-libéralisation. Or, cette conceptualisation de l'illibéralisme fait l'objet d'une limite qui est relevée par Laruelle et qui est susceptible de constituer une impasse :

« Another tension existing around liberalism that directly impacts our understanding of illiberalism is the discrepancy between philosophical ideals and realities. The core countries embodying liberal democracy—such as the US or, after the Second World War, the countries of Western Europe—have always engaged in practices that have questioned the validity of an all-encompassing liberalism, whether the exclusion of women, racial segregation, or the marginalisation of minorities. It would be more accurate, therefore, to speak of liberal systems that contain pockets of non-liberal practices. King argues, for instance, that liberal democracy provides the foundations for illiberal policies to develop. The simplistic dichotomy between liberalism and illiberalism no longer functions: both are intertwined and there are illiberal trends inside liberalism itself »⁵⁴⁰.

Cette limite, que nous avons évoqué en filigrane depuis le début de notre enquête, consiste donc à relever l'existence de pratiques historiquement liberticides ou autoritaires au sein des régimes occidentaux. Contrairement à ce qu'avance Tushnet, la conceptualisation de l'illibéralisme proposée par Laruelle permet de considérer que les pratiques ségrégationnistes (ou plus largement les pratiques d'exclusions des minorités) sont illibérales, sans prioriser une interprétation du constitutionnalisme libéral, car elles ont été abandonnées en théorie dans l'ensemble des régimes du nord depuis 40 ans. La conceptualisation de l'illibéralisme proposée par Laruelle, comme celle de King, repose donc sur le postulat selon lequel ces pratiques n'existent plus que de façon subsidiaire ou marginale au sein des régimes occidentaux. Or, ce postulat est précisément remis en question par certains travaux mobilisant le concept d'État dualiste – où le terme d'illibéralisme est pensé comme un synonyme d'anti-libéralisme dans la continuité de Tushnet – dans le but de contester l'idée selon laquelle les politiques d'exclusions raciales seraient révolues et situées en dehors du système politico-constitutionnelle « libéral » :

⁵⁴⁰ LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

« The traditional view of the United States, at least in mainstream political rhetoric, is that populations long subjected to illiberal, authoritarian rule by dominant property-owning groups reflected the incomplete implementation of liberal legalism, or the slow, uneven “march of liberty” (Ginsburg et al. 2018, Hartz 1955, Urofsky & Finkelman 2011). Some people were just forgotten or left outside of law, or “without the law” (Weiner 2006). By contrast, our review of copious historical scholarship aims to demonstrate that large populations historically have been denied basic rights and liberal legal treatment as full citizens not because of oversight or incomplete inclusion. Rather, they were, and remain, willfully, systematically subjected to repressive, violent legal rule that denied basic rights, minimized legal accountability of rulers, and enforced hierarchy (Mills 2008). These latter legal forms often are said to constitute the internal colony of racial capitalist apartheid in America. In short, separate, illiberal and authoritarian legal orders have coexisted with and sustained interdependent liberal legal practices among dominant groups from the start of the racial capitalist state-building project through the present. Just as capitalism and racial hierarchy were mutually constitutive, so have been liberal, illiberal, and authoritarian forms of law (Dawson & Francis 2016, McCann & Lovell 2020) »⁵⁴¹.

La conceptualisation processuelle de l’illibéralisme est donc susceptible de faire l’objet d’une impasse, si le référentiel géo-historique utilisé pour définir le libéralisme ne contient pas des formes d’illibéralisme subsidiaires mais *dominantes*, c'est-à-dire s’il peut être considéré comme « illibéral », car l’écart entre le contenu abstrait du libéralisme et le régime en question est trop important. Dit autrement, la conceptualisation processuelle de l’illibéralisme fait l’objet d’une impasse si les régimes politiques utilisés comme un référentiel sont des États dualistes ou quasi-dualistes, c'est-à-dire des constitutionnalismes illibéraux au sens de Tushnet. En effet, les inégalités sexuelles, de genre ou raciales sont trop importantes – notamment en matière d’économie de la violence⁵⁴² – pour qu’on considère qu’il n’existe pas de différence de traitement « juridique » à l’encontre de minorités raciales, de genre ou sexuelles dans ces régimes. Or, la critique d’un libéralisme fondé en théorie sur la « mêmeté »⁵⁴³ et consacrant en pratique des systèmes de dominations genrées et raciales est

⁵⁴¹ MCCANN Michael et KAHRAMAN Filiz, « On the Interdependence of Liberal and Illiberal/Authoritarian Legal Forms in Racial Capitalist Regimes...The Case of the United States », *Annu. Rev. Law. Soc. Sci.*, 17, 2021.

⁵⁴² Sur ce point, voir notamment : COLLINS Patricia Hill, « The tie that binds », *Ethnic and Racial Studies*, 21, Routledge, 1998 HARRIS Angela P., « Gender, Violence, Race, and Criminal Justice Prosecuting Violence », *Stan. L. Rev.*, 52, 1999 CRENSHAW Kimberlé W. et BONIS Oristelle, « Cartographies des marges », *Cahiers du Genre*, 39, Association Féminin Masculin Recherches, 2005.

⁵⁴³ MACKINNON Catharine A., *Toward a Feminist Theory of the State*, Harvard University Press, 1989 BROWN Wendy, « Chapitre 5. Valeurs d’usage de la famille dans le libéralisme », *Pratiques théoriques*, 2016. Voir à titre

au cœur des théories féministes et des théories décoloniales. Par conséquent, si l'on considère que ces théories sont pertinentes dans leurs descriptions des systèmes politico-constitutionnels occidentaux, alors la pertinence heuristique de la conception processuelle de l'illibéralisme semble considérablement diminuée, contrairement aux conceptions alternatives de l'illibéralisme fondées sur la négation du principe libéral d'égalité devant la loi⁵⁴⁴. En revanche, on peut noter que ce constat ne conduit pas à remettre en question la dimension idéologique de la conceptualisation de l'illibéralisme proposée par Laruelle comme nous le verrons par la suite, ce qui invite à la rejoindre sur la nécessité de détacher le concept d'illibéralisme de la question des régimes⁵⁴⁵.

La fonction descriptive du concept d'illibéralisme semble donc buter sur plusieurs impasses qui expliquent certaines apories observées au sein de la littérature. La conception « anti-libérale » de l'illibéralisme visant à décrire une incompatibilité avec le libéralisme est ainsi difficilement utilisable de façon cohérente, en particulier si l'on souhaite uniquement s'intéresser au « moment populiste » des années 2010, car son périmètre d'application semble toujours dépasser celui du chercheur qui l'emploie. Malgré leurs oppositions, les travaux d'Halmai et de Tushnet ont ainsi en commun le fait de sous-estimer l'envergure des phénomènes pouvant être inclus dans leur conceptualisation de « l'illibéralisme ». Cette impasse semble donc moins conceptuelle qu'empirique, puisque la très grande majorité des régimes ne satisfont pas les exigences du libéralisme (politique), peu importe le critère choisi. Toutefois, les conceptions « processuelles » de l'illibéralisme souffrent d'un problème similaire, car elles sont soit incohérentes sur le plan conceptuel⁵⁴⁶, soit limitées dans leur pertinence par la disparité et la profusion des pratiques autoritaires et/ou liberticides pouvant être prises en compte sur le plan diachronique et synchronique. Le constat de ces impasses

de résumé cet extrait : « Et Catharine MacKinnon a cherché à établir le caractère masculiniste de l'aperspectivisme idéologique de l'État libéral, aussi bien que la contradiction fondamentale entre les formulations libérales de l'égalité en tant que mêmeté et les formulations du genre en tant que différence. Si, comme le soutient MacKinnon, l'égalité libérale est fondée sur la mêmeté, alors que le sexe connote toujours la différence, l'égalité libérale elle-même est dès lors genrée dans la mesure où elle se tourne vers un standard qui dénie et exclut la possibilité de l'égalité des femmes avec les hommes. »

⁵⁴⁴ Il convient cependant de distinguer le « cadre conceptuel » de ces travaux des analyses proposées par les chercheurs en question, telles que celles de Tushnet, puisque comme nous l'avons vu, ce dernier sous-estime l'importance de ces pratiques d'exclusions raciales tant sur le plan diachronique que synchronique bien qu'il ne les nie pas, alors que King et Laruelle les prennent davantage en compte.

⁵⁴⁵ LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

⁵⁴⁶ Nous faisons références aux travaux évoqués dans la première partie de notre section 1, c'est-à-dire aux travaux dont la conclusion – ou le postulat – est que le phénomène de dé-libéralisation est limitée au populisme, voire exclusivement à un populisme non-occidental.

suggère qu'il est nécessaire de rejoindre la conclusion de Waller quant à la nécessité de distinguer illibéralisme et autoritarisme, c'est-à-dire d'isoler la question des régimes de la réflexion sur l'illibéralisme, en considérant que la fonction du concept est de rendre intelligible la dimension idéologique de la remise en question contemporaine du libéralisme. La voie alternative pour contourner ces impasses semble être celle empruntée par Kauth et King. Elle nécessite de concevoir deux concepts d'illibéralisme distincts, aux fonctions différentes et complémentaires, afin d'appréhender un processus de dé-libéralisation *contemporain* – bien qu'il ne soit pas nécessairement distinct des formes précédentes de régression autoritaire – tout en maintenant la possibilité d'apprécier l'incompatibilité fondamentale entre l'idéologie libérale et certaines pratiques autoritaires courantes et admises dans l'ensemble des régimes politiques.

Ces deux propositions de l'illibéralisme nécessitent de s'intéresser à dimension idéationnelle de la conceptualisation de l'illibéralisme que nous avons jusqu'à présent laissé de côté⁵⁴⁷, parce qu'elle semble susceptible d'éclairer les impasses que nous avons exposé dans ce chapitre. En effet, notre cartographie des usages de la notion d'illibéralisme révèle le caractère contesté de la définition du libéralisme ainsi que la pluralité des interprétations de l'historiographie libérale. Ces définitions plurielles du libéralisme conduisent à des conceptualisations de l'illibéralisme profondément contradictoires sur le plan idéologique et généalogique. Par conséquent, on peut supposer que c'est ce sont ces *jeux de langages* dans la définition du libéralisme qui sont responsables du puzzle conceptuel au cœur de notre recherche.

⁵⁴⁷ Il convient de relever le fait que ce choix – qui s'explique par des raisons didactiques dans notre recherche – reflète le manque d'intérêt envers les théories et les travaux des intellectuels défendant l'illibéralisme, soit en tant que concept, soit par volonté de défendre les acteurs politiques associés aujourd'hui à l'illibéralisme. On peut émettre l'hypothèse selon laquelle ce manque de travaux s'intéressant aux « théories illibérales » et la surreprésentation des travaux portant sur la question des régimes est partiellement responsable des impensés que nous cherchons à mettre en lumière dans la recherche contemporaine.

Conclusion chapitre II.

Notre approche synchronique des usages de la notion d'illibéralisme visait à comprendre ce que l'emploi de cette notion *disait* et ce qu'on *cherchait à dire* en mobilisant le terme « illibéralisme » ou l'adjectif « illibéral ». Afin de poursuivre cette enquête linguistique visant à réaliser une cartographie des usages de la notion et nous basant sur les conclusions de notre approche diachronique (ou généalogique), nous nous sommes servis de l'équation entre illibéralisme et remise en question du constitutionnalisme libéral comme fil directeur pour cerner la gamme des objets visés par la notion et les fonctions qui lui sont attribuées dans la littérature.

Dans la continuité des conclusions de notre enquête diachronique, notre approche synchronique montre que si c'est l'idée d'un phénomène contemporain de remise en question du libéralisme – dont la principale dimension serait politico-constitutionnelle – résultant de l'arrivée au pouvoir d'une droite populiste dans les années 2010 qui justifie l'emploi de la notion d'illibéralisme, cette centralité dissimule des malentendus, des incohérences et des confusions qui montrent que les frontières de ce phénomène sont floues. Ainsi, bien que la délimitation et le contenu « matériel » de ce phénomène de remise en question du constitutionnalisme libéral semble évident pour les chercheurs (et les intellectuels) adhérant à un narratif opposant ontologiquement démocratie et libéralisme, populisme « illibéral » et constitutionnalisme « libéral », nous avons vu qu'il existait des conflits tant dans la définition de ce « constitutionnalisme » que dans l'appréciation de ce phénomène de remise en question de l'État de droit provoqué par la pratique du pouvoir et les réformes constitutionnelles menées par une série de partis « populistes » dont les plus étudiés sont le Fidesz en Hongrie et le PiS en Pologne. La conceptualisation de l'illibéralisme semble donc particulièrement vulnérable envers certains biais épistémologiques, méthodologiques et analytiques conduisant à *postuler* ou à décrire de façon erronée (ou incohérente) une disparition du constitutionnalisme libéral, en raison d'un manque de neutralité axiologique à l'égard des discours et des pratiques politico-constitutionnelles existant (ou ayant existé) dans l'ensemble des régimes politiques occidentaux. En effet, la conceptualisation de l'illibéralisme se heurte à une série de problèmes conceptuels, qui sont abordés en droit constitutionnel comparé et

en théorie du droit depuis l'échec de la transitologie, qui conduisent à plusieurs impasses. La notion d'illibéralisme peut donc soit chercher à rendre intelligible un phénomène de « délibéralisation » aux critères mouvants sur le plan conceptuel en raison de l'absence d'une définition consensuelle du constitutionnalisme libéral, et aux frontières mouvantes sur le plan empirique en raison de la diversité et de l'importance des pratiques autoritaires (ou liberticides) au sein des régimes occidentaux, tant d'un point de vue historique que contemporain. Par conséquent, il est impossible de limiter le périmètre de l'illibéralisme au seul « moment populiste » – alors qu'il s'agit de la fonction essentielle du concept pour les tenants d'une approche prescriptive – sans étendre son périmètre à d'autres régimes ou aires géo-historiques. Ce constat vaut également pour les conceptualisations alternatives de l'illibéralisme, où la fonction de l'équation entre illibéralisme et remise en question du constitutionnalisme libéral est de penser (ou de décrire) des ordres politico-constitutionnels dont la logique est extérieure ou incompatible avec le libéralisme – en particulier le principe d'égalité devant la loi – car sa transgression semble difficilement réductible aux exemples idéal-typiques de l'État dualiste que sont l'Allemagne nazie et l'Afrique du Sud pendant l'apartheid. L'existence d'impasses conduit selon nous à une double conclusion, à la fois épistémologique et analytique. La première, analytique, consiste à reprendre les analyses de Laruelle et Waller quant à la nécessité de désencastrer le concept d'illibéralisme de l'autoritarisme, en privilégiant un prisme idéologique pour comprendre le phénomène de délibéralisation contemporain et l'appropriation de l'illibéralisme par une frange croissante de la droite conservatrice. La seconde, épistémologique, porte sur notre enquête en elle-même. En effet, notre recherche montre qu'une approche strictement linguistique ne suffit pas pour résoudre le puzzle conceptuel de l'illibéralisme car il ne suffit pas de clarifier conceptuellement les usages de la notion, c'est-à-dire de distinguer et comparer les utilisations de la notion d'illibéralisme en fonction de ce qu'on cherche à dire (approche, objet, visée), pour résoudre le puzzle conceptuel de l'illibéralisme. On voit en effet que derrière les querelles terminologiques quant à l'utilisation des termes d'illibéralisme, de constitutionnalisme ou d'autoritarisme – aux implications politiques certaines – se cachent des conflits idéologiques quant à l'historiographie libérale, la définition du libéralisme et des concepts qui lui sont associés. Surtout, on peut noter que ces conflits viennent brouiller la frontière entre sphère académique et politique (au sens strict du terme) conformément au paradoxe de Mannheim. Que la visée des travaux sur l'illibéralisme soit prioritairement normative ou heuristique, elle

implique nécessairement de prendre part à un conflit *idéologique* quant à la définition du libéralisme. Même si son existence est méconnue, les intellectuels libéraux ont participé à ce conflit, de même que les intellectuels se revendiquant de l'illibéralisme, du post-libéralisme ou du libéralisme classique y participent aujourd'hui.

Par conséquent, notre cartographie des usages de la notion d'illibéralisme est incomplète tant que nous ne nous intéressons pas aux jeux de langages qui innervent à la fois la définition du libéralisme et ses racines historiographiques.

Chapitre III. Les sources paradoxales de l'illibéralisme : comparaison des généalogies du phénomène illibéral⁵⁴⁸

« Illiberal liberals are characteristically unaware of their illiberalism. This is particularly the case in the US, where liberalism has mutated into a movement that has become detached from the Anglo-Saxon tradition of classical liberalism. This development was recognized by the economist and philosopher and classical liberal Friedrich Hayek, for whom the label “liberal” had become tainted by its American usage ».

Frank Furedi, « The Psychological Construction of the Illiberal Subject », Routledge Handbook of Illiberalism, 2021

« La compétition pour l'exercice du pouvoir, c'est-à-dire la démocratie politique, paraît, à la longue, incompatible avec le libéralisme économique. La plus grande erreur des libéraux, me semble-t-il, est d'avoir cru que le libéralisme politique et le libéralisme économique allaient de pair. Je pense que le libéralisme politique, si on définit ainsi le système électoral, parlementaire, de compétition pour l'exercice du pouvoir, conduit de manière presque fatale à un système d'économie partiellement dirigée et partiellement socialiste. Personnellement, je crois que si l'on voulait, à l'époque moderne, avoir un système économique libéral tel que souhaitent M. Von Hayek ou M. Jacques Rueff, il faudrait la dictature politique ».

Raymond Aron, Introduction à la Philosophie Politique, 1952

« So, of what exactly is illiberalism supposed to be the opposite ? ».

Helena Rosenblatt, « The History of Illiberalism », Routledge Handbook of Illiberalism, 2021

⁵⁴⁸ Une partie des réflexions et des thèmes abordés dans ce chapitre ont déjà fait l'objet d'une publication au sein du *Journal of Illiberalism studies* : DEMIAS-MORISSET Raphaël, « The Paradoxical Sources of Illiberalism », *JIS*, 4, 2024.

Introduction Chapitre III.

Dans la continuité de la démarche théorique adoptée par Hanna Pitkin, nous avons opté pour une approche linguistique dans notre étude afin d'obtenir une vue « synoptique » des usages de la notion d'illibéralisme. Cette approche nous a permis de comprendre en quoi les disputes épistémologiques, méthodologiques et analytiques autour de la notion d'illibéralisme, étaient partiellement causés par des malentendus et des confusions – souvent impensées – provoquées par une mauvaise compréhension du fonctionnement du langage. En effet, les conflits autour de la conceptualisation de l'illibéralisme semblent relevés en premier lieu de confusions linguistiques sur ce qu'on cherche à dire en employant le terme d'illibéralisme. Les conflits sur le contenu de la notion d'illibéralisme (c'est-à-dire sur le « quoi ») et sur la méthode employée pour le conceptualiser et l'utiliser (c'est-à-dire sur le « comment ») s'expliquent donc par le fait que des fonctions différentes lui sont attribuées et qu'elles superposent parfois avec d'autres notions comme celles de populisme ou d'autoritarisme. Par conséquent, maintenant que les divergences et les conflits soulevés par la conceptualisation et la délimitation de l'illibéralisme ont été mis en exergue, la cartographie des usages de l'illibéralisme permet d'identifier les points nodaux de la conceptualisation de l'illibéralisme, et par conséquent, de fournir les premières réponses à la problématique de notre recherche. La pertinence du concept d'illibéralisme va ainsi dépendre de sa capacité à rendre intelligible deux objets – l'anti-libéralisme et la dé-libéralisation – soit de façon alternative (le concept d'illibéralisme n'est pertinent ou nécessaire que pour appréhender l'un de ces deux éléments) soit de façon combinée (le concept n'est pertinent ou nécessaire que s'il permet de penser la combinaison de ces deux éléments). Or, ce premier volet strictement « linguistique » de notre entreprise de clarification conceptuelle n'explique pas à lui seul le puzzle conceptuel de l'illibéralisme. Le flou conceptuel enseignant l'illibéralisme n'est en effet pas entièrement réductible à un conflit épistémologique sur l'approche (prescriptive ou compréhensive), l'objet (anti-libéralisme ou dé-libéralisation) et la visée (heuristique et/ou normative), la plus appropriée pour penser l'illibéralisme – puisque la définition même du libéralisme fait l'objet d'un conflit au sein des études de l'illibéralisme dont l'ampleur semble impensée. Pour le dire autrement, la conceptualisation de l'illibéralisme ne se heurte pas

simplement à un conflit épistémologique ordinaire⁵⁴⁹, lié à la polysémie des concepts mobilisés pour définir l'illibéralisme, et aux confusions qui en découlent, qu'il serait possible de résoudre en recourant à une démarche strictement analytique⁵⁵⁰. Comme nous avons pu le constater lorsque nous avons (brièvement) comparé les grammaires du libéralisme employés dans les articles et ouvrages de notre corpus, les conflits enseignant la conceptualisation de l'illibéralisme ne résultent pas uniquement de malentendus et de confusions terminologiques, mais de conflits *idéologiques* quant à la définition du libéralisme et des concepts qui lui sont étroitement associés, ayant lieu à l'intérieur et à l'extérieur de la galaxie libérale⁵⁵¹. Notre enquête nécessite donc un « désembrouillage »⁵⁵² attentif à ce conflit, ce qui implique l'emploi d'une démarche analytique plus poussée, visant à ne plus uniquement se demander ce que l'on cherche à dire en employant la notion d'illibéralisme, mais également ce que l'on ne peut pas dire en l'employant⁵⁵³.

⁵⁴⁹ Par ordinaire, nous entendons « liées à une mauvaise compréhension du fonctionnement du langage ordinaire », car ces conflits ne seraient pas apparus si les travaux en question avaient fait preuve de davantage de réflexivité dans leurs conceptualisations du populisme et de l'illibéralisme, et de précautions axiologiques vis-à-vis du langage mobilisé par les acteurs politiques pour défendre ou s'opposer à l'illibéralisme.

⁵⁵⁰ C'est-à-dire en distinguant les différentes conceptualisations de l'illibéralisme et en les formalisant afin de ne pas les confondre tout en cherchant à conserver leur visée, ou en les renommant si l'on considère que la terminologie employée dessert la fonction attribuée au concept. Par exemple, on pourrait distinguer les conceptualisations de l'illibéralisme visant à rendre intelligible une dichotomie entre libéralisme et antilibéralisme (a) et celles visant à rendre intelligible en processus de dé-libéralisation (b) ; ou considérer que le terme illibéral n'est pertinent que pour la proposition (b), car le terme « illibéral » devrait être remplacé par le terme « antilibéral » dans la proposition (a) puisqu'il est synonyme de ce dernier dans ce cas précis et qu'il ne fait que participer à une inflation terminologique.

⁵⁵¹ C'est-à-dire, parmi les auteurs qui se déclarent libéraux ou qui défendent le libéralisme pour des raisons normatives puis avec les auteurs qui adoptent une position critique à l'égard du libéralisme ou qui ne revendiquent pas de position normative.

⁵⁵² De ce point de vue, notre travail de recherche cherche à s'inspirer de la méthode employée par des philosophes tels que Jacques Bouveresse, Vincent Descombes et Sandra Laugier, qui mobilisent la méthode grammaticale de Wittgenstein afin de clarifier conceptuellement les « nœuds mentaux » qui sont sources de difficultés dans l'appréhension d'un phénomène « réel » :

« Ce qui nous arrive est en effet quelque chose comme ceci : nous tenons pour indissociables des idées, des valeurs, des conceptions qui sont en réalité associées pour des raisons contingentes, idéologiques, historiques. En principe, on pourrait les détacher intellectuellement les unes des autres. Mais le fait qu'on ne parvienne pas les détacher nous empêche de comprendre un événement dont le sens ne peut se livrer qu'à celui qui a réussi à penser comme dissociable ce que l'idéologie commune pense comme indissociable. Dans ce genre de situation, il y a comme un nœud mental qui s'est formé dans notre esprit (plusieurs idées se sont nouées) et qui est un obstacle intellectuel à toute compréhension du présent et à toute préparation d'une riposte adéquat » DESCOMBES Vincent et MONGIN Olivier, « De l'intellectuel critique à la critique intellectuelle », *Esprit* (1940-), Editions Esprit, 2000. Sur ce point, voir également : DE LARA Philippe et THÉRY Irène, « Introduction », *Esprit*, Editions Esprit, 2005.

⁵⁵³ Nous nous inspirons ici de la démarche adoptée par J. Lacroix et J-Y Pranchère dans leurs différents travaux et en particulier celui consacré à la place des droits de l'homme chez Marx. Sur le croisement entre la dimension historique et analytique de leur travail, voir cet extrait à titre d'exemple :

« Dans cet article, nous proposons de croiser ces deux dimensions (historique et analytique) habituellement disjointes en nous demandant non seulement ce que Marx *pensait* réellement des droits de l'homme mais aussi

La cartographie des usages de la notion d'illibéralisme met donc en évidence l'existence d'un problème relatif à l'appréhension du libéralisme dans les études de l'illibéralisme qui nous semble fondamental et qui affecte plus généralement la littérature académique et la théorie politique contemporaine. Quel que soit la façon dont on pense le libéralisme – c'est-à-dire comme un concept au sens strict, ou comme une idéologie⁵⁵⁴ – elle semble ainsi toujours « désespérément imparfaite »⁵⁵⁵ du fait de l'ambiguïté et des « surplus de sens »⁵⁵⁶ charrié par le terme de libéralisme. Cette difficulté à penser et parler du libéralisme de façon satisfaisante, bien qu'elle affecte l'ensemble des concepts qui lui sont associés, ne permet toutefois pas de se passer de son utilisation, car il n'existe pas de terme alternatif permettant de dépasser un problème qui relève davantage du fonctionnement du langage que de l'incurie conceptuelle. Le libéralisme est donc à la fois un « concept essentiellement contesté »⁵⁵⁷ faisant l'objet d'appropriations distinctes et concurrentes, et une idéologie composite au contenu et aux frontières disputées. Par conséquent, toutes les conceptualisations de l'illibéralisme reposent de façon inévitable sur des définitions du libéralisme qui ne semblent pas prendre en compte (ou pas suffisamment) la pluralité des définitions du libéralisme⁵⁵⁸. Or, le problème de la pluralité de définitions du libéralisme n'est pas uniquement épistémologique, car il est consubstantiel d'un conflit intraidéologique entre les penseurs et courants intellectuels revendiquant le libéralisme (ou critiquant ce dernier). La

ce qu'il *aurait dû en penser*. En ce sens, notre démarche s'inscrit dans la voie tracée par Jon Elster, qui assume la nécessité méthodique d'une forme « d'anachronisme délibéré » consistant à s'appuyer sur un certain nombre de faits et de concepts dont Marx ne pouvait avoir connaissance. » LACROIX Justine et PRANCHÈRE Jean-Yves, « Karl Marx Fut-il vraiment un opposant aux droits de l'homme ? », *Revue française de science politique*, 62, Presses de Sciences Po, 2012.

⁵⁵⁴ Voir la distinction que nous avons réalisé en introduction entre ces deux façons d'appréhender les « ismes ».

⁵⁵⁵ « We could draw the conclusion that the word "world" is hopelessly flawed by ambiguity and should be abandoned. But we have seen that the ambiguity resides not merely in this particular word, but in many or perhaps all of the related concepts (for instance, "to see" and "to look at"). » PITKIN Hanna Fenichel, « Wittgenstein and Justice », in *Wittgenstein and Justice*, University of California Press, 2020, [consulté le 23 mai 2023].

⁵⁵⁶ FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996.

⁵⁵⁷ GALLIE W. B., « Essentially Contested Concepts », *Proceedings of the Aristotelian Society*, 56, [Aristotelian Society, Wiley], 1955.

⁵⁵⁸ De manière non-exhaustive, on peut toutefois sur ce point distinguer les études de l'illibéralisme en général des travaux de M. Laruelle qui mentionnent explicitement la diversité des « *liberal narratives* », et les travaux de H. Rosenblatt qui historicisent les différents langages de l'anti-libéralisme. Voir : LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022 ROSENBLATT Helena, « The History of Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

conceptualisation de l'illibéralisme est donc aux prises avec le « paradoxe de Mannheim »⁵⁵⁹, bien que son existence semble échapper à la majeure partie des chercheurs qui s'emparent de la notion. La définition du libéralisme faisant l'objet d'un conflit idéologique propre aux courants et penseurs revendiquant le « libéralisme », il n'est pas possible de définir ce qu'est le libéralisme et son antithèse – que cette antithèse soit nommée anti-libéralisme ou illibéralisme – sans s'appuyer sur la définition du libéralisme proposée par un courant ou un intellectuel particulier, c'est-à-dire sans participer directement au conflit intraindiqué de monopolisation du terme « libéralisme » et de fixation stratégique de l'historiographie libérale. La difficulté à s'extraire du domaine de l'idéologie est d'autant plus importante s'agissant du libéralisme que les différents courants participant à ce conflit n'ont eu de cesse de s'exclure mutuellement du périmètre libéral. Comme le rappelle Duncan Bell :

« Self-declared liberals have supported extensive welfare states and their abolition; the imperial civilising mission and its passionate denunciation; the necessity of social justice and its outright rejection; the perpetuation of the sovereign state and its transcendence; massive global redistribution of wealth and the radical inequalities of the existing order »⁵⁶⁰.

Le fait de privilégier l'acception « continentale » du libéralisme sur son acception « nord-américaine » – comme le font les éditeurs du RHI⁵⁶¹ – n'est donc pas neutre d'un point de vue normatif et épistémologique, car le fait de définir le libéralisme de cette manière implique une hiérarchisation entre les différents courants du libéralisme, voire l'exclusion du périmètre libéral de certains d'entre eux. La prise en compte de la pluralité de différentes grammaires du libéralisme s'impose donc autant d'un point de vue analytique que d'un point de vue

⁵⁵⁹ Nous reviendrons ultérieurement sur cette expression qui a été popularisée par P. Ricoeur en France et qui fait l'objet de développements importants dans les travaux de N. Capdevila et M. Freedén. Voir : CAPDEVILA Nestor, *Le concept d'idéologie*, Presses universitaires de France, 2004 FREEDEN Michael, *op. cit.*

⁵⁶⁰ BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, 2014.

⁵⁶¹ Nous renvoyons ici à citations que nous avons déjà utilisées, qui sont tirées de la préface de l'ouvrage et de son chapitre conclusif :

« Admittedly, the editors of the Handbook consider the study of illiberalism vital because of their commitment to liberalism in the continental sense (i.e. individual personal freedom in a free and open society, in a political community which functions as a constitutional democracy). Many scholars and politicians do not endorse this perspective. It is quite possible that the contemporary social order cannot be maintained on liberal grounds, with nominal priority given to individual choices. Likewise, it is possible that the international economic order will not continue to operate on the assumptions of free trade and what is often called neoliberalism (either because of an alleged resulting social injustice or nationalist protectionism) » (...) « The primary American use of liberalism (a reference to some kind of social democratic welfarism that pays tribute to individual liberty with reservations) is not included [in the definition of liberalism]. »

axiologique, pourtant comme nous l'avons indiqué, seules les définitions de l'illibéralisme proposées par Laruelle et Rosenblatt semblent attentives à cet impératif axiologique et analytique.

Ainsi, bien que la mention de cette pluralité d'usages du terme « libéral » constitue un lieu commun, cette dernière n'entraîne jamais une réflexion épistémologique et historiographique sur ce qui détermine le « bon emploi » du terme de libéralisme et par opposition celui d'anti-libéralisme. La majorité des travaux s'intéressant au libéralisme fait donc uniquement état de ce « pluralisme » afin de dénoncer sans justification la *signification* accordée au terme libéralisme par un chercheur, un acteur politique ou au sein d'une tradition politique employant une grammaire du libéralisme différente et concurrente⁵⁶². De fait, il est révélateur que les ouvrages et articles de théorie politique et d'histoire des idées s'intéressant au libéralisme en étant attentif à la pluralité des définitions et des historiographies du libéralisme sont relativement absents de la littérature sur l'illibéralisme⁵⁶³, et ils ne sont jamais mentionnés par les chercheurs mobilisant une approche prescriptive de l'illibéralisme. De même, le fait que la conceptualisation de l'illibéralisme nécessite de résoudre plusieurs problèmes historiographiques – en raison de la relation complexe entre libéralisme, conservatisme et socialisme au sein des différentes traditions politiques nationales occidentales – afin de penser la généalogie politique et intellectuel du phénomène illibéral semble méconnu, voire nié.

On peut donc être frappé par le fait que la majeure partie des travaux sur l'illibéralisme ne pensent jamais le libéralisme comme un concept « essentiellement contesté », même lorsqu'ils sont attentifs à la pluralité des langages du libéralisme, alors qu'elle constitue un problème épistémologique et méthodologique de première importance lorsqu'on cherche à conceptualiser une notion dont la fonction est de penser une dé-libéralisation ou une incompatibilité avec le libéralisme. Cette aporie paradoxale de certains des travaux des études de l'illibéralisme, consistant à reconnaître la pluralité des définitions du libéralisme sans l'inclure dans la conceptualisation de l'illibéralisme, nécessite selon nous de parfaire notre cartographie en mettant en lumière la façon dont la conceptualisation de l'illibéralisme est

⁵⁶² Comme nous l'avons vu, on peut trouver un exemple archétypal de ce procédé dans les différents travaux de A.-M. Le Pourhiet et ceux de F. Furedi.

⁵⁶³ Ainsi, on peut constater qu'au sein du RHI, les travaux de M. Freeden sont peu mobilisés (5 chapitres en tout), et ils ne sont quasiment pas sur l'histoire des idées libérales (3 chapitres), de même pour l'article de R. Abbey consacré au caractère essentiellement contesté du libéralisme (1 chapitre). Quant à l'article de Duncan Bell consacrée à la définition du libéralisme, il n'est jamais cité une seule fois de tout l'ouvrage, alors qu'il est pourtant cité dans le reste de la littérature, notamment dans les travaux de M. Laruelle et J. G. Waller.

coincée dans plusieurs jeux de langages, en raison de la pluralité des grammaires du libéralisme et de la pluralité des contextes géo-historiques, où la référence au libéralisme a acquis une certaine signification en raison de la sédimentation de certaines de ces grammaires. Dit autrement, afin de comprendre ce que l'on cherche à dire et ce que l'on dit en employant la notion d'illibéralisme, il convient au préalable de déchiffrer ce que signifie véritablement une référence au « libéralisme » tant chez les défenseurs que chez les contempteurs du libéralisme. Cette entreprise intellectuelle nécessite d'être plus attentif aux conflits structurant l'idéologie libérale depuis sa genèse ainsi qu'aux différentes trajectoires sémantiques et politiques des libéralismes.

Cette démarche qui peut être justifiée par des considérations épistémologiques *ordinaires*⁵⁶⁴, s'impose selon nous au regard de l'incompatibilité à la fois théorique et pratique entre les différentes revendications du libéralisme. En effet, il est crucial de mettre en perspective les différentes grammaires du libéralisme au regard de ces conflits ayant structuré l'usage du terme « libéralisme » au point d'avoir fait du champ sémantique un champ de bataille en soi, particulièrement investi par des intellectuels tels que Keynes et Hayek⁵⁶⁵ qui n'ont jamais cessé de disqualifier les usages du terme de libéralisme de leurs adversaires idéologiques⁵⁶⁶. Bien qu'il s'agisse d'un postulat défendu normativement et épistémologiquement par des auteurs favorables au *free-market* tels que Cass Sunstein⁵⁶⁷, nous remettons donc en question

⁵⁶⁴ C'est-à-dire d'un point de vue herméneutique et « micro-idéologique », afin de ne pas trahir la pluralité et la diversité des pensées et des théories, mais également d'un point de conceptuel afin de préserver le caractère heuristique d'un concept et de limiter son élasticité. De ce point de vue, le libéralisme est historiquement une idéologie particulièrement difficile à appréhender en raison de la profusion des théories et pensées s'étant consacrées à son étude, à des fins heuristiques et/ou critiques.

⁵⁶⁵ On peut d'ailleurs selon nous émettre l'hypothèse selon laquelle l'attention portée par ces deux intellectuels au champ sémantique et au conflit pour la revendication du monopole du terme « libéralisme » résulte en partie de leur connaissance de l'œuvre de Wittgenstein et leur proximité avec ce dernier. Comme l'atteste leur correspondance nourrie, Keynes et Wittgenstein, tous deux enseignants à Cambridge, étaient particulièrement proche ; quant à Hayek, il fut le cousin de Wittgenstein et l'un de ses premiers lecteurs, ce qui l'a conduit à écrire une biographie de ce dernier. Bien qu'il n'existe aucun travail majeur sur l'influence des théories de Wittgenstein dans les œuvres de Keynes et Hayek, elle est selon nous particulièrement tangible, ce qui explique leur attrait pour les chercheurs mobilisant la théorie politique linguistique car ces derniers mentionnent explicitement la participation à un conflit sémantique, et ils dénoncent invariablement les mauvais usages qui sont faits des termes de « libéralisme » ou « d'économie de marché » attribués à leurs adversaires.

⁵⁶⁶ Afin d'éviter les confusions, nous recourons par la suite à une distinction entre adversaires intra-idéologique, c'est-à-dire entre les différentes revendications du libéralisme auxquelles nous ferons référence en employant le terme de « galaxie libérale », et adversaires extérieures au conflit pour la revendication du monopole dans la définition du terme libérale et la fixation stratégique de son historiographie. Sur ces deux points, nous renvoyons à Capdevila et Kevorkian.

⁵⁶⁷ SUNSTEIN Cass R., « On Liberalism », 2023, [consulté le 15 avril 2024].

l'idée selon laquelle le libéralisme se définirait de façon « sommative »⁵⁶⁸ comme la synthèse de toutes les revendications du libéralisme⁵⁶⁹, car elle repose sur une méconnaissance ou une euphémisation de ces conflits idéologiques. Même s'il ne s'agit pas d'un phénomène propre à l'idéologie libérale, l'anathémisation des adversaires intra-idéologiques au sein de la galaxie libérale conduit ainsi – en particulier quand on emploie l'approche morphologique de Michael Freedman⁵⁷⁰ – à une instrumentalisation de la notion d'anti-libéralisme qui ne peut être ignorée lorsqu'on cherche à penser l'illibéralisme. Par conséquent, il semble particulièrement préjudiciable de ne pas prendre en compte cette concurrence de grammaire interne à la galaxie libérale, d'autant plus que ce processus d'instrumentalisation de la notion d'anti-libéralisme pour délégitimer les grammaires concurrentes du libéralisme est présent au sein des études de l'illibéralisme de façon explicite ou implicite. Comme le montre les travaux de A-M. Le Pourhiet⁵⁷¹ et F. Furedi⁵⁷², certains chercheurs participent ainsi activement à un conflit historiographique dans la fixation stratégique de la tradition libérale visant à inverser le narratif opposant le libéralisme à la droite populiste en faisant de l'illibéralisme une caractéristique du socialisme et d'un « faux-libéralisme » progressiste. La participation à ce conflit idéologique bien qu'elle soit souvent plus discrète dans le reste de la littérature est néanmoins tangible.

On peut d'ailleurs noter que la complexité qui résulte de la superposition de ces grammaires du libéralisme et des définitions du libéralisme dépasse parfois les chercheurs et les intellectuels libéraux eux-mêmes. Ainsi, alors qu'Hayek ne cessera jamais de dénoncer un libéralisme « continental » puisant dans le rationalisme du siècle des lumières en l'opposant à véritable libéralisme « Anglo-écossais » fondée sur l'empirisme de Hume et Burke ; les

⁵⁶⁸ *Ibid.*

⁵⁶⁹ Nous reviendrons ultérieurement sur les implications de cette conception « sommative » du libéralisme. Sur ce point, voir : « A Summative Conception » dans, BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, 2014.

⁵⁷⁰ Voir cet extrait qui est particulièrement éclairant sur ce point : « When people with divergent beliefs call themselves liberals, this may ensue from their allegiance to different diachronic or synchronic rules concerning liberalism, and the minimum number of features it is thought need to obtain in order to be termed a liberal. In this struggle over the legitimate use of the term 'liberalism' one may appeal to historical precedent, to majority usage, to the main figures of the liberal tradition, or to the persuasiveness of the intellectual cases made. »

⁵⁷¹ LE POURHIET Anne-Marie, « Démocratie illibérale », *Administration*, 270, L'Association du Corps Préfectoral et des Hauts Fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, 2021 LE POURHIET Anne-Marie, « Gouvernement des juges et post-démocratie », *Constructif*, 61, Fédération Française du Bâtiment, 2022. Anne-Marie Le Pourhiet, « Démocratie illibérale : un oxymore à déconstruire » dans Barbé, Combrade, et Sénac, *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*. (op cit).

⁵⁷² FUREDI Frank, *Populism and the European Culture Wars*, Routledge, 2017 FUREDI Frank, « The Psychological Construction of the Illiberal Subject », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

défenseurs actuels du libéralisme continental – comme les éditeurs du RHI – font de Nozick et Hayek des libéraux au sens traditionnel du terme afin de dénoncer le caractère antilibéral des critiques du *free-market*⁵⁷³, tout en méconnaissant le fait que les « néolibéraux » ont critiqué le caractère antilibéral de la conception positiviste du constitutionnalisme de Kelsen pour son anti-libéralisme et son totalitarisme latent⁵⁷⁴. De façon cocasse, on peut donc voir que les défenseurs d'un libéralisme continental contre un illibéralisme menaçant l'Etat de droit démocratique ne perçoivent pas la contradiction entre leur interprétation de la tradition libérale et leur conception de l'illibéralisme, puisque comme nous le verrons, la conception hayékienne – et plus largement la conception néolibérale – du libéralisme s'inspire de la critique schmittienne du parlementarisme et du positivisme juridique. Par conséquent, on peut voir que l'ensemble des généalogies du libéralisme et de l'illibéralisme qui sont dressées au sein de la littérature nécessitent d'être complétées, voire inversées dans une perspective analytique lorsqu'on met en lumière les conflits idéologiques et les malentendus historiographiques propre au libéralisme. Ce constat permet ultimement d'interroger la prétention des intellectuels et chercheurs luttant explicitement contre l'illibéralisme à

⁵⁷³ « It is argued that modern liberalism, with its aspiration to be a theory (and practice) of (social) justice, tends to become programmatic and as such restricts the very freedom it would like to enhance as a capability. See, for example, the debates around Rawls (1993). For more traditional liberals like Hayek or Nozick social justice entails a programmatic étatisme restricting individual choice. This debate will remain central in future political philosophy scholarship. It is certainly of importance to study the extent to which the internal criticism of liberal positions (among others as unjust, oppressive) contributes to the legitimation of illiberalism. (...) »

Even without Marcusian radicalism liberals are unhappy with the outcome of liberal policies, especially laissez faire type non- intervention in economic and social matters and neutrality in social relations. Such discontent often results in the advocacy of illiberal methods (for example, restricting what these authors and activists consider hate speech, anti- free- market redistributive policies). » UITZ András Sajó Renáta, « A Compass for Illiberalism Research », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁵⁷⁴ On peut citer à titre l'un des nombreux passages des ouvrages de Hayek où ce dernier s'attaque explicitement à Kelsen et sa théorie pure du droit :

« Sur la base de lois, l'État moderne s'autorise tout, bien davantage que l'État policier ne le fit. Ainsi, au cours du XIXe siècle, le terme de Rechtsstaat a-t-il reçu un nouveau sens. Nous entendons par là un État dont l'activité entière se fonde sur les lois et les formes légales. Sur les objectifs de l'État et l'étendue de sa compétence, le terme Rechtsstaat dans son acception actuelle n'a par contre rien à dire ». Ce ne fut, cela dit, qu'après la Première Guerre mondiale que ces idées reçurent leur formulation la plus efficace et commencèrent à exercer une influence considérable loin au-delà des frontières de l'Allemagne. Cette nouvelle formulation, connue comme « la pure théorie du droit » et exposée par le professeur H. Kelsen, éclipa définitivement toute tradition de gouvernement limité. Ses principes furent avidement absorbés par tous ces réformistes qui trouvaient dans les limitations traditionnelles un obstacle irritant à leurs ambitions, et souhaitaient balayer toutes les restrictions aux pouvoirs de la majorité. Kelsen lui-même avait très tôt observé que « la liberté fondamentalement irrécupérable de l'individu recule à l'arrière-plan, tandis que la liberté du collectif social occupe le devant de la scène », et que ce changement dans la signification de la liberté représentait « une émancipation du démocratisme par rapport au libéralisme », ce qu'il approuvait évidemment. » HAYEK Friedrich August, *La constitution de la liberté*, Litec, 1994.p176-177

« défendre » le libéralisme, comme le suggère depuis le début de notre enquête la cohérence paradoxale entre les apologies « libérales » et « illibérales » du régime autoritaire singapourien. Afin d'achever notre entreprise de clarification conceptuelle, il semble donc nécessaire d'orienter notre enquête dans deux directions complémentaires, qui sont distinguées ici à des fins didactiques mais qui nécessitent d'être d'empruntées simultanément :

- La première, qui s'inscrit dans une perspective linguistique au sens strict, vise à compléter notre enquête diachronique et synchronique des usages de la notion d'illibéralisme, en nous intéressant aux généalogies du phénomène illibéral proposées au sein de la littérature. Il s'agit donc d'obtenir une vue synoptique sur les généalogies intellectuelles et politiques du libéralisme. Cette approche comparative permet selon nous d'illustrer et de comprendre les causes des impasses dans la conceptualisation de l'illibéralisme que nous avons identifiées depuis le début de notre recherche, puisqu'elle révèle l'existence de malentendus sur ce qui constitue la tradition libérale. Surtout, elle montre qu'il existe des superpositions plus ou moins méconnues entre la généalogie du libéralisme et de l'illibéralisme tant sur le plan intellectuel que politique.
- La seconde, qui s'inscrit davantage dans une perspective analytique, vise à rendre intelligible le fait que la conceptualisation de l'illibéralisme semble impossible si l'on ne prend pas en compte les conflits intra-libéraux et la concurrence entre les différentes grammaires du libéralisme. Cette perspective permet selon nous de dégager un cadre conceptuel susceptible de résoudre le puzzle conceptuel de l'illibéralisme, puisqu'elle permet de rendre intelligible les jeux de langages qui découlent de la performativité inégale des différentes grammaires du libéralisme.

En résumé, notre travail vise ici à montrer qu'il existe un problème généalogique dont la manifestation la plus importante est la référence croissante au terme de « libéralisme illibéral » dans les études de l'illibéralisme tout en montrant qu'il semble possible de dépasser ce problème en recourant aux outils conceptuels de la philosophie du langage ordinaire.

Nous nous intéresserons donc dans un premier temps aux sources paradoxales du phénomène illibéral (section 1), en montrant en quoi les généalogies de l'illibéralisme font l'objet de contradictions impensées en raison des conflits au sein de la « famille libérale ». Dans un

second temps, nous tenterons de montrer que la conceptualisation de l'illibéralisme est coincée dans un jeu de langage, ce qui explique la source de certaines impasses (section 2), car la signification attribuée au libéralisme et à l'anti-libéralisme varie en fonction des contextes géo-historiques du fait de la diversité des trajectoires du libéralisme ce qui nécessite de prendre en compte l'enjeu idéologique propre à la concurrence des grammaires du libéralisme dans la conceptualisation de l'illibéralisme.

Section 1. Les généalogies contradictoires de l'illibéralisme

Comme le suggère notre approche synchronique des usages de la notion d'illibéralisme, le manque d'attention envers la nature contestée du « libéralisme » et des concepts qui lui sont associés soulève ultimement des problèmes conceptuels conduisant à une série d'impasses. De fait, la centralité de la question de la remise en question du constitutionnalisme libéral se heurte à la pluralité des conceptualisations de ce dernier au sein de la galaxie libérale, puisque la façon de définir le constitutionnalisme libéral – malgré des convergences purement sémantiques – varie en fonction de l'interprétation de l'historiographie libérale et de la morphologie de l'idéologie libérale en elle-même.

Or selon nous, ces contradictions ne sont pas uniquement imputables à des disputes épistémologiques et méthodologiques classiques, où s'opposeraient différentes disciplines et approches théoriques et empiriques. En effet, la majorité des travaux portant sur l'illibéralisme ne manquent pas de contextualiser leur objet et de s'appuyer sur l'histoire des idées pour définir l'illibéralisme. Les publications récentes de chapitre et d'articles portant sur la généalogie de l'illibéralisme donnent précisément des indices sur certaines des causes de ce puzzle conceptuel. Ainsi, loin de faciliter l'appréhension du phénomène illibéral en dégagant un consensus sur les sources intellectuelles et politique de l'illibéralisme, ces généalogies traduisent l'existence de conflits impensés dans la détermination de la tradition libérale et anti-libérale. La cartographie des études de l'illibéralisme témoigne de la pluralité des définitions du libéralisme, mais plus largement de l'hétérogénéité des grammaires du libéralisme, dont la concurrence est impensée. Chaque chercheur (et chaque acteur politique) maîtrise ainsi une certaine grammaire du libéralisme, c'est-à-dire, un répertoire d'usage potentiels du terme de libéralisme, adaptés à des disciplines ou des aires géo-historiques

spécifiques. La diversité de ces usages est donc limitée par des contextes d'énonciations, mais également par l'interprétation de ce qui constitue la tradition libérale. De fait, l'interprétation de l'historiographie libérale détermine la façon dont on agence différents courants (libéralisme manchestérien, socialisme libéral, libéralisme déontologique, etc.) et époques du libéralisme (libéralisme classique, *new liberalism*, *high liberalism*, libéralisme de la guerre froide), ce qui définit ultimement ce qu'on considère comme étant les bons ou les mauvais usages du terme de libéralisme, ou encore les usages connus (qu'ils soient acceptés ou non) et les usages inconnus du libéralisme. Ainsi, si l'on considère que le véritable libéralisme est le libéralisme classique, et qu'on l'assimile à l'individualisme et au capitalisme manchestérien, on considérera que la connotation progressiste « nord-américaine » du terme de *liberalism* traduit un détournement du libéralisme originel. Inversement, si l'on assimile le libéralisme classique aux révolutions américaines et françaises et à la lutte contre l'arbitraire politique, on considérera que le *new liberalism* anglais de la fin du XIXe et le New Deal de F. D. Roosevelt sont fidèles au libéralisme classique.

En résumé, la cartographie des usages de la notion d'illibéralisme conduit au problème de la généalogie du libéralisme de plusieurs manières :

- En constatant que les contradictions entre les différentes définitions du libéralisme et les différentes interprétations de la tradition libérale ne sont pas des cas isolés, mais qu'elles sont omniprésentes dans la littérature sur l'illibéralisme, et qu'elles affectent la compréhension de la relation entre illibéralisme et autoritarisme puisque pour les tenants d'une approche essentialiste, le libéralisme est considéré comme l'antithèse de la tyrannie, alors que pour les tenants d'une approche nominaliste, le libéralisme est susceptible d'être compatible dans une certaine mesure avec l'autoritarisme, d'être l'une de ses principales causes socio-économiques, voire d'être une idéologie ontologiquement autoritaire. Il existe donc à la fois une contradiction sur le choix des penseurs et des traditions politiques constitutives du libéralisme, et sur leur « contenu » idéologique. Ainsi, les penseurs canoniques du libéralisme classique sont soit associés à l'idéal universaliste des lumières, soit à l'impérialisme et à la défense de la colonisation occidentale (voire les deux en même temps)⁵⁷⁵. De même, la tradition politique occidentale est

⁵⁷⁵ BELL Duncan, *Reordering the World* [en ligne], Princeton University Press, 2016, [consulté le 15 avril 2024].

appréhendée sur un spectre où l'un des extrêmes consiste à la considérer comme le berceau de l'Etat de droit et des droits de l'homme, et à l'extrême opposé comme le berceau de l'autoritarisme et de la ségrégation raciale, et où la voie médiane consiste à relever simultanément ces différents phénomènes.

- En constatant qu'il existe des superpositions entre ce qui est pensé comme libéral par certains chercheurs et ce qui décrit comme anti-libéral ou illibéral par d'autres, ce qui montre qu'il est systématiquement possible de renverser chacun des diagnostics supposément au cœur de la conceptualisation de l'illibéralisme. Ainsi, le moment « populiste illibéral » est à la fois caractérisé comme un abandon du constitutionnalisme libéral, comme un retour au véritable constitutionnalisme, ou comme son instrumentalisation. De même, le moment « populiste illibéral » peut soit être appréhendé sous l'angle de la résurgence d'un conflit entre démocratie majoritaire et libéralisme constitutionnel, ou sous l'angle d'un nouveau conflit entre libéralisme démocratique et autoritarisme illibéral.

De fait, ce qui est considéré comme « libéral » dans certains contextes, sera considéré comme « non-libéral » ou « antilibéral » dans d'autres. Or, les travaux portant sur l'illibéralisme n'échappent pas aux paradoxes qui résultent de ces superpositions. Le concept d'illibéralisme est donc construit à partir de contextes socio-politiques où sont mobilisés des langages de la relation libéralisme-illibéralisme spécifiques, qui sont interprétés à la lumière de la grammaire du libéralisme employés par les chercheurs eux-mêmes. Cette configuration conduit selon nous à un jeu de langage où les termes de libéralisme et d'illibéralisme peuvent être employés selon des logiques différentes, ce qui implique certaines précautions épistémologiques et méthodologiques dans la conceptualisation de l'illibéralisme. La résolution du puzzle conceptuel de l'illibéralisme grâce à la cartographie des usages de la notion – c'est-à-dire grâce à la compréhension de ce qu'on cherche à décrire ou penser en employant le concept d'illibéralisme – nécessite donc de comparer les généalogies de l'illibéralisme afin d'obtenir une vue synoptique sur les différentes interprétations de la tradition libérale au sein des études de l'illibéralisme (1). Cette comparaison, révèle selon nous l'existence de contradictions expliquant certaines des impasses dans la conceptualisation de l'illibéralisme,

car cette dernière se heurte aux conflits existant à l'intérieur et à l'extérieur de la galaxie libérale dans l'interprétation de la tradition libérale (2).

1. La généalogie de l'illibéralisme : un moyen d'identifier les conflits et les malentendus dans l'appréhension de la relation entre libéralisme et antilibéralisme

Bien que la croissance exponentielle de la littérature mobilisant la notion d'illibéralisme et l'avènement progressif d'un véritable champ d'étude consacré à l'illibéralisme limite la prétention de notre travail à appréhender l'ensemble des utilisations de l'illibéralisme, nous avons tenté au fur et à mesure de notre enquête de mettre en évidence l'existence d'un puzzle conceptuel multidimensionnel enseignant la conceptualisation de l'illibéralisme. Simultanément, nous avons tenté d'exposer les causes de certains de ces nœuds conceptuels malgré la complexité de leurs ramifications, ce qui nous a conduit à distinguer des problèmes conceptuels « ordinaires » liés à l'existence de biais analytiques et de malentendus dans la conceptualisation de l'illibéralisme⁵⁷⁶ et des problèmes conceptuels « complexes » multi-dimensionnels. Ainsi, nous avons vu que la conceptualisation de l'illibéralisme posait problème car la façon de décrire et d'analyser un phénomène « illibéral » dépendait de ce qu'on voulait dire ou rendre intelligible en employant ce terme, bien que la fonction attribuée au concept fût elle-même déterminée par sa praticabilité et son apport heuristique « empirique », en particulier pour le droit constitutionnel comparée et la politique comparée. De fait, nous avons identifié des convergences dans l'emploi de la notion – par exemple la centralité de la question du constitutionnalisme libéral, ou l'association entre droite radicale et illibéralisme – mais également des divergences quant à la fonction qui doit lui être attribué en raison de l'existence de plusieurs impasses. Or, il nous semble possible de résoudre ces impasses dans la conceptualisation de l'illibéralisme – c'est-à-dire de justifier l'emploi de la notion – tout en expliquant la façon dont elle participe au à ce puzzle conceptuel, en

⁵⁷⁶ C'est-à-dire d'une mauvaise compréhension du fonctionnement du langage causé par une confusion plus ou moins systématique entre « label » (ou signifiant) et « objet » (ou signifié), dont la principale manifestation est le fait de ne pas comprendre ce que quelqu'un cherche à dire en employant une certain label ou une certaine notion (voire ce qu'on cherche à dire soi-même), ou d'interpréter de façon erronée ce qui est dit par un autre individu parce qu'on utilise sa propre *grammaire* pour décoder le sens de son propos.

mobilisant les outils conceptuels de la théorie politique linguistique, c'est-à-dire en recourant aux notions de grammaires et de jeux de langages. Afin de mettre en lumière le puzzle conceptuel de l'illibéralisme, il apparaît donc doublement pertinent de comparer les généalogies de l'illibéralisme et de libéralisme sur lesquelles reposent de façon implicite ou explicite les mobilisations de la notion d'illibéralisme dans la littérature. D'abord parce que la notion d'illibéralisme est susceptible d'être strictement cantonné aux « idées »⁵⁷⁷, mais également parce que ces généalogies influent la grammaire du libéralisme mobilisé par chaque individu, qui elle-même détermine ce qui est pensé ou non comme antilibéral. La résolution de notre enquête nécessite donc dans un premier temps de compléter notre cartographie des usages de la notion en mettant en perspective la méconnaissance de la pluralité des grammaires du libéralisme avec les contradictions qu'elle génère, d'autant qu'elle se traduit par une superposition croissante entre des généalogies de l'illibéralisme et du libéralisme dans les études de l'illibéralisme.

1.1 La comparaison des généalogies de l'illibéralisme : un moyen de montrer la méconnaissance des conflits inтраidéologique au sein du libéralisme

Comme nous le suggère notre enquête diachronique et synchronique, la conceptualisation de l'illibéralisme soulève des problèmes complexes dont la teneur est souvent ignorée par la littérature. Le contenu de la notion est ainsi souvent considéré comme *évident* – il s'agit d'une forme d'autoritarisme majoritaire remettant en question le libéralisme politique, voire économique – de même que son périmètre d'application. La délimitation géo-historique implicite ou explicite de la notion d'illibéralisme est de fait déterminé par un narratif communément admis dans la littérature, selon lequel l'illibéralisme est un « populisme illibéral » autoritaire apparu en périphérie du monde occidental avant de se répandre dans l'ensemble des démocraties libérales « consolidées » au cours de la décennie 2010-2020. Que la notion d'illibéralisme soit utilisée pour décrire et critiquer l'avènement d'un phénomène

⁵⁷⁷ C'est à une conception restrictive de l'idéologie, dont l'étude est le propre de la philosophie politique. On peut d'ailleurs noter que cette conception de l'idéologie est attribuée à M. Freeden par les éditeurs du RHI, alors qu'il s'agit précisément de l'approche des idéologies qu'il récuse dans ses différents ouvrages comme nous avons pu le montrer. Sur ce point, voir cet extrait : « Unlike communism, illiberalism is not a comprehensive ideology as understood in political philosophy (Freeden 2006). Rather, it is a social mentality or culturally entrenched pattern (*Zeitgeist*) (Krause 2019), or world view in the ordinary sense of the expression ». UITZ András Sajó Renáta, « A Compass for Illiberalism Research », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

illibéral « populiste », ou pour penser une forme idéal-typique d'incompatibilité avec le libéralisme, elle se heurte néanmoins à des impasses sur le plan théorique et empirique qui questionnent la cohérence ou la pertinence heuristique du concept. Certaines de ces impasses conceptuelles peuvent toutefois être résolues grâce à la mise à nu de certains biais, ou grâce à des clarifications conceptuelles. Ainsi, nous avons vu que la notion d'illibéralisme pouvait être employée pour décrire et penser des objets distincts, à savoir :

- **un processus de dé-libéralisation** conduisant à un abandon partiel ou complet du libéralisme dont la principale – ou unique – dimension serait politico-juridique. L'illibéralisme est donc majoritairement conçu comme une remise en question du constitutionnalisme libéral, dont la gravité et les effets varient, que l'Etat de droit soit défini de manière minimaliste ou extensive.
- **Un anti-libéralisme**, c'est-à-dire une forme d'incompatibilité avec l'idéologie libérale ou l'une de ses notions clés. À titre d'exemple, nous avons vu que l'illibéralisme pouvait être employé pour penser un système constitutionnel remplissant une fonction distincte et incompatible avec celle du libéralisme, telle que la distinction et la hiérarchisation entre différentes classes d'individus ; où certains individus seraient considérés comme des véritables citoyens bénéficiant de la plénitude de leurs droits, tandis que d'autres seraient relégués à une citoyenneté de seconde zone (Etat quasi-dualiste) voire exclus de la citoyenneté (Etat dualiste).

Ces différentes conceptualisations de l'illibéralisme, qui ont en commun la centralité qu'elles accordent à la question du constitutionnalisme libéral, se heurtent à d'autres impasses que nous avons mis en exergue en questionnant les postulats implicites ou explicites sur lesquels elles reposaient. En effet, bien que la fonction la plus communément attribuée au concept au sein des études de l'illibéralisme soit de décrire, de comprendre, ou de critiquer des pratiques de remise en question du pluralisme, de la séparation des pouvoirs, de la neutralité de l'Etat, et des libertés fondamentales – en particulier des libertés individuelles « négatives » – et des pratiques de concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif conduisant à un basculement autoritaire plus ou moins rapide ; l'absence de prise en compte de certaines pratiques autoritaires et/ou liberticides d'exclusions raciales et/ou genrées historiques dans les régimes occidentaux affecte le potentiel heuristique du concept d'illibéralisme. Or, le fait de détacher conceptuellement l'illibéralisme de l'autoritarisme ne suffit pas à résoudre ce

problème dans la conceptualisation de l'illibéralisme, car le fait que J. Waller – comme Zakaria et Tushnet – constate qu'il a existé et qu'il existe des autoritarismes libéraux, comme le régime singapourien, montre qu'il est possible de considérer que le libéralisme en tant qu'idéologie n'est pas incompatible avec des atteintes envers les principes du libéralisme classique (comme la distinction entre sphère privée et sphère publique) et avec des pratiques liberticides d'exclusions raciales et genrées. Par conséquent, on peut voir qu'il existe un problème fondamental dans l'appréhension du libéralisme auquel se heurte les études de l'illibéralisme, puisque pour la majorité des chercheurs le libéralisme est l'antithèse – historique et contemporaine – de l'autoritarisme, c'est-à-dire de l'abus de pouvoir (la tyrannie) et des atteintes envers l'individu. Or, cette conceptualisation du libéralisme ne fait pas parfaitement consensus au sein des études de l'illibéralisme – et encore moins dans la littérature académique de manière générale – ni même dans les travaux des intellectuels revendiquant explicitement l'illibéralisme⁵⁷⁸, puisque le libéralisme peut précisément être défini comme une forme d'autoritarisme et un ensemble de pratiques liberticides⁵⁷⁹, ou encore comme une idéologie dont la part mythique ou utopique est de lutter contre la tyrannie mais qui échoue en théorie et en pratique à y parvenir⁵⁸⁰. Par conséquent, on peut lutter contre ou pour le libéralisme au nom de la « liberté », et décrire comme « libérale » ou « antilibérale » la lutte contre l'autoritarisme.

En définitive – et de façon relativement prosaïque – la conceptualisation de l'illibéralisme se heurte donc au problème de la définition du libéralisme. Toutefois, et c'est ce que nous

⁵⁷⁸ Nous pensons ici à A. Vermeule, P. Deneen, R. Letzgusko, Y. Hazony et aux autres intellectuels « organiques » de l'illibéralisme sur lesquels nous reviendrons. Bien que ces derniers s'en prennent explicitement aux droits individuels au nom de leur lutte contre la modernité libérale, ils défendent systématiquement cette lutte au nom de la liberté, c'est-à-dire au nom des promesses trahies du libéralisme. Voir à titre d'exemple cet extrait :

« Liberalism has failed—not because it fell short, but because it was true to itself. It has failed because it has succeeded. As liberalism has “become more fully itself,” as its inner logic has become more evident and its self-contradictions manifest, it has generated pathologies that are at once deformations of its claims yet realizations of liberal ideology. A political philosophy that was launched to foster greater equity, defend a pluralist tapestry of different cultures and beliefs, protect human dignity, and, of course, expand liberty, in practice generates titanic inequality, enforces uniformity and homogeneity, fosters material and spiritual degradation, and undermines freedom. Its success can be measured by its achievement of the opposite of what we have believed it would achieve. Rather than seeing the accumulating catastrophe as evidence of our failure to live up to liberalism's ideals, we need rather to see clearly that the ruins it has produced are the signs of its very success. To call for the cures of liberalism's ills by applying more liberal measures is tantamount to throwing gas on a raging fire. It will only deepen our political, social, economic, and moral crisis. » DENEEN Patrick J., *Why Liberalism Failed*, Yale University Press, 2019. P18-19

⁵⁷⁹ LOSURDO Domenico, *Liberalism*, Verso Books, 2014.

⁵⁸⁰ Nous reviendrons ultérieurement sur cette question qui est abordé par M. Freeden dans ses ouvrages et que nous tenterons d'éclairer en mobilisant les travaux de Wendy Brown.

cherchons à montrer ici, l'existence même de ce problème semble méconnu, et lorsque ce n'est pas le cas, ses implications sont très largement sous-estimées au sein de la littérature. De fait, au sein de notre corpus, peu de travaux à l'exception de ceux de M. Laruelle, H. Canihac et H. Rosenblatt semblent satisfaire les précautions épistémologiques requises par Duncan Bell dans l'appréhension du libéralisme⁵⁸¹ :

« But what is liberalism? Across and within scholarly discourses, it is construed in manifold and contradictory ways: as an embattled vanguard project and constitutive of modernity itself, a fine-grained normative political philosophy and a hegemonic mode of governmentality, the justificatory ideology of unrestrained capitalism and the richest ideological resource for its limitation.

(...)

There are several responses to “overextension.” One is simply to ignore it, deploying the term as if its meaning was self-evident. Ubiquitous across the humanities and social sciences, this unreflective impulse generates much confusion. Another is to engage in “boundary work”—to demarcate and police the discourse. »⁵⁸²

La cartographie des études de l'illibéralisme révèle donc selon nous la méconnaissance – ou la mobilisation superficielle – des travaux mettant en lumière la pluralité des langages du libéralisme comme ceux de Rosenblatt ou de Freeden, bien que ce dernier ait continuellement mis en évidence de façon lumineuse le problème de la définition du libéralisme, et plus récemment, le problème épistémologique et analytique soulevé par la notion d'anti-libéralisme ou d'illibéralisme :

« We are therefore confronted with crucial questions about the viability of liberalism and about its supposed monopoly of the West European ideological spectrum. It transpires that arguments about the nature and impact of European liberalism are underpinned by sets of assumptions that need to be examined carefully. The first set is: are we talking about anti-liberalism in Europe, illiberalism in Europe, or simply about non-liberal governments, and possibly states, in Europe? The second set is: which

⁵⁸¹ On pourrait également citer de façon non-exhaustive les travaux de J. Waller, ainsi que les chapitres de G. Garrard et A. Hamilton au sein du RHI.

⁵⁸² Pour éviter toute confusion entre Duncan Bell et Daniel A. Bell, nous mentionnerons systématiquement leurs initiales dans ce chapitre.

variant of liberalism does an 'anti-liberal' interpretation have in mind? Of what is anti-liberalism the opposite? Do actual liberalisms conform to any of the ideals or fantasies they generate? What would a liberal state consist of? The third set is: should we be surprised that integration is not an exclusive liberal project? Is the current conception of European integration – and are the post-1945 European states – sufficiently liberal to deserve that accolade? And is state control a symptom of non-liberalism? The fourth set is: are we referring to anti-liberal liberalism (i.e. to established anti-liberal notions within the family of liberalisms), or to an internal failure of liberalism (i.e. the contingent violation of liberal principles by liberals), that is, to a liberal deficit? »⁵⁸³

On peut mesurer l'importance de ce problème spécifique dans l'appréhension du libéralisme⁵⁸⁴, en mobilisant le cadre conceptuel de D. Bell. Ce dernier propose de distinguer les conceptions *prescriptives, compréhensives et explicatives* du libéralisme⁵⁸⁵ et les approches *stipulatives, canoniques et contextualistes* de la tradition libérale⁵⁸⁶, afin de comparer les

⁵⁸³ Freeden, Michael. "The elusiveness of European (anti-) liberalism." *Anti-liberal Europe: a neglected story of Europeanization* (2015): 33-44.

⁵⁸⁴ Nous n'ignorons pas que ce problème est en partie lié à des questions « pratiques », comme celle du registre éditorial de certains travaux des études de l'illibéralisme. La possibilité de prendre en compte un conflit dans la généalogie du libéralisme lorsque s'intéresse à l'illibéralisme nécessite ainsi des développements spécifiques, qui sont difficilement compatibles avec les contraintes éditoriales liées à la publication d'un (court) article ou chapitre dans une revue ou un ouvrage collectif.

⁵⁸⁵ « There are at least three types of answer that can be given to the question in the title, each of which serves a different scholarly purpose. Prescriptive responses specify norms of correct or best usage. They delineate a particular conception of liberalism, branding it as more authentic—more truly liberal— than other claimants to the title. Such accounts vary in the core features recognised as constitutive, the interpretive methodologies utilised to identify them, and the normative stance assumed towards them. This is the most familiar type of answer, not least in contemporary political theory. Comprehensive responses attempt to chart the plethora of liberal languages. Rather than prescribing a favoured conception they seek to identify the actual range of usage, mapping the variegated topography of liberal ideology. These accounts differ in the interpretive methodologies employed and the temporal and spatial scope of enquiry. Explanatory responses account for the development of liberalism(s), whether understood in prescriptive or comprehensive terms. They too vary in methodology and scope. Although each kind of response is legitimate in certain circumstances, problems arise when they are misapplied or conflated. » BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, 2014.

⁵⁸⁶ « Scholars also adopt different methodological strategies—interpretive protocols—to answer the question. To argue about a political tradition—to compare and contrast it; to chart its decline, crisis, or ascension; to pinpoint its flaws or celebrate its strengths—it is first necessary to construct it as an object of analysis. Political theorist typically employ two main protocols, either individually or in combination: stipulative and canonical. Contextualism offers an alternative.

(...)

Stipulative accounts identify necessary (though rarely sufficient) conditions for a position to count as a legitimate exemplar of a tradition. "Liberalism" is typically constructed from interpretations of the meaning and inter-relation of core concepts, such as liberty, authority, autonomy, and equality. Such accounts employ definitional fiat to demarcate the legitimate boundaries of liberalism: only those adhering to a particular cluster of assumptions and arguments count as properly liberal.

(...)

généalogies (parfois implicites) sur lesquelles reposent les différentes conceptualisations de l'illibéralisme, et plus particulièrement la dimension historiographique des débats que la notion suscite⁵⁸⁷.

Ainsi, les malentendus enseignant les conceptualisations dominantes de l'illibéralisme, de même que le conflit entre Mark Tushnet et Gabor Halmai peut être mieux compris à la lumière de ce problème dans la définition du libéralisme et de sa généalogie. Comme on l'a vu, Halmai a critiqué la définition « minimaliste » du constitutionnalisme proposée par Tushnet en mettant en cause l'appartenance de ce dernier au courant du « constitutionnalisme politique »⁵⁸⁸. La critique de Tushnet à l'encontre d'une théorie constitutionnelle contemporaine accordant une confiance trop importante au juge constitutionnel est ainsi considéré comme l'illustration de sa préférence idéologique pour le modèle parlementaire anglais, c'est-à-dire pour une théorie constitutionnelle accordant plus d'importance au rôle des parlementaires qu'à celui des juges. Par opposition, les chercheurs des études de l'illibéralisme accordent une place beaucoup plus importante à la justice constitutionnelle car son affaiblissement est défendu au sein des « théories constitutionnelles illibérales » et qu'elle constitue l'épicentre de la remise en question des contrepouvoirs par les acteurs politiques illibéraux. Malgré le fait que cette institution ne soit pas systématiquement remise en question dans les théories des intellectuels illibéraux ou post-libéraux, voire qu'elle puisse être l'un des fers de lance de l'offensive « illibérale » comme aux États-Unis⁵⁸⁹, les analyses de Tushnet sont

Traditions are usually constructed around a canon of renowned thinkers, which serves simultaneously as a reservoir of arguments, an index of historical continuity, and a powerful source of intellectual authority. Canonical

approaches thus distil "liberal" theoretical structures from exemplary writings. The most frequent targets for this protocol are (again) Locke, Kant, Mill, and Rawls, though a host of other figures are sometimes marshalled to fit the occasion. Leo Strauss and his epigones have divined sweeping interpretations of liberal modernity from a handful of "great books." Pierre Manent, for instance, charts the unfolding of liberalism through a procession of figures stretching back to Machiavelli and Hobbes. Far from being an exclusive Straussian strategy, however, this is arguably the most common protocol for constructing liberalism. » *Ibid.*

⁵⁸⁷ Ce travail de comparaison gagnerait à être réalisé de façon exhaustive, aussi nous n'avons pas la prétention d'avoir répondu de façon satisfaisante à ce problème, l'objectif étant principalement pour nous de montrer à quel point il est prégnant, et en quoi il est lié à la pluralité des grammaires du libéralisme et des interprétations de l'historiographie libérale.

⁵⁸⁸ On peut d'ailleurs noter qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé puisque de nombreux travaux dénoncent l'appartenance de Tushnet au CLS, au « civic republicanism » et plus généralement son orientation idéologique « de gauche ». À titre d'exemple, voir : « Mark Tushnet's Anti-Constitutionalism », John O. McGinnis (<https://lawliberty.org/book-review/mark-tushnets-anti-constitutionalism/>) ; GOODMAN Frank, « Mark Tushnet on Liberal Constitutional Theory », *University of Pennsylvania Law Review*, 137, 1989.

⁵⁸⁹ Il faudrait distinguer ici entre le caractère « historiquement » antilibéral de la cour suprême américaine, et son évolution contemporaine à partir des années 2010, puisque la cour suprême américaine renforce les droits des entreprises privées (*Citizens United v. Federal Election Commission*, 2010) tout en réduisant la protection

perçues et décrites comme des critiques adressées à l'encontre d'un libéralisme politique, dont la pierre angulaire serait la limitation des pouvoirs par le biais du droit constitutionnel. Par ailleurs, nous avons pu voir que la critique de la définition minimaliste du constitutionnalisme, et plus largement les travaux mobilisant une approche essentialiste de l'illibéralisme, reposait sur une forme « d'épistémologie du point de vue » où les défenseurs du libéralisme continental étaient considérés comme plus à même de décrire et de comprendre le phénomène illibéral en raison d'une forme de privilège épistémique. À l'inverse, les travaux des chercheurs ou intellectuels placés en dehors du périmètre de ce libéralisme continental – notamment les chercheurs associés au communautarianisme ou au CLS – seraient eux affectés par des biais idéologiques. Pour les tenants d'une approche essentialiste de l'illibéralisme comme Halmai ou Holmes et la majeure partie des chercheurs s'intéressant à l'illibéralisme dans une perspective normative de défense du libéralisme (continental), le libéralisme est donc défini de manière *prescriptive* comme l'antithèse de l'autoritarisme, c'est-à-dire comme le concept (ou l'idéologie) associé au seul horizon politique désirable d'un point de vue normatif⁵⁹⁰. Cette conception prescriptive du libéralisme repose invariablement sur une approche *stipulative* de la tradition libérale. Elle permet l'identification de certains principes et concepts clés, tels que la liberté individuelle ou l'Etat de droit, qui sont ensuite considérés comme plus ou moins compatibles avec d'autres idéaux et théories – notamment ceux associés à l'univers de la démocratie – en fonction des auteurs, ce qui ne manque pas d'induire des contradictions entre les différentes conceptualisations de l'illibéralisme qui en découlent⁵⁹¹. Cette approche *stipulative* de la tradition libérale est parfois complétée avec une approche canonique – c'est-à-dire centrée sur l'identification de penseur

constitutionnelle des droits des minorités de genre (Dobbs v. Jackson Women's Health Organization, 2022). Sur ce point, on peut citer : RANA Aziz, « The Two Faces of American Freedom », in *The Two Faces of American Freedom*, Harvard University Press, 2014, [consulté le 15 avril 2024]. Voir également à titre d'exemple : « America's decline into illiberalism: Aided and abetted by its Supreme Court », Gopi Karunakaran (<https://theleaflet.in/americas-decline-into-illiberalism-aided-and-abetted-by-its-supreme-court/>)

⁵⁹⁰ Ce constat déjà réalisé par M. Plattner, ne manque pas d'être repris de façon critique par F. Furedi : « Zakaria made it clear that he regarded a liberal political order as an unmixed good; by contrast, democracy, the choosing of political leaders via free elections, was good only if it fostered and was accompanied by liberalism ». PLATTNER Marc F., « Illiberal Democracy and the Struggle on the Right », *Journal of Democracy*, 30, Johns Hopkins University Press, 2019. Cité dans FUREDI Frank, « The Psychological Construction of the Illiberal Subject », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁵⁹¹ On peut penser par exemple à la contradiction entre les écrits de Zakaria, Mounk et Holmes, pour lesquels il existe une opposition ontologique en libéralisme et démocratie majoritaire, et ceux de J-W. Müller et Halmai, pour qui le libéralisme est intrinsèquement démocratique, ce qui nécessite une approche plus fine et compréhensive du populisme.

clés – qui est révélatrice des tensions et limites de la conception essentialiste de l’illibéralisme. Le libéralisme est ainsi identifié à l’œuvre des philosophes du siècle des lumières et du libéralisme classique, c’est-à-dire de Locke, Montesquieu, Constant et Tocqueville, et plus généralement, à l’œuvre des intellectuels se référant positivement à ce libéralisme classique, en particulier Spencer, Hayek, Popper, et Sartori, mais également Dworkin, Rawls et Nozick pour les éditeurs du RHI. Or, comme le rappelle D. Bell, la conception *prescriptive* du libéralisme induit de nombreuses apories dans la compréhension du libéralisme et de sa tradition⁵⁹², ce qui peut s’expliquer par le fait qu’elle méconnaît – ou qu’elle vise à nier – la variété doctrinale des courants du libéralisme et des langages libéraux. De fait, La comparaison entre les différents chapitres du RHI permet d’illustrer les problèmes inhérents à une conception exclusivement prescriptive du libéralisme, puisque chacun des éléments identifiés pour définir le libéralisme peut être contredit voire renverser pour définir l’antilibéralisme, parfois au sein du même « texte » comme le montre l’exemple de Zakaria. La majorité des chapitres du RHI déploie ainsi une approche *stipulative* ou canonique du libéralisme qui est critiqué pour son caractère monolithique ou son manque de précision au sein des chapitres de l’ouvrage portant sur l’histoire des idées libérales, comme ceux de Rosenblatt, Garrard, Behrent et Hamilton⁵⁹³.

A titre d’exemple, on peut voir que l’association du libéralisme aux « lumières », c’est-à-dire à l’individualisme et à l’universalisme, et de l’illibéralisme aux « contre-lumières » est renouvelée à de nombreuses reprises par les éditeurs du RHI⁵⁹⁴, et qu’il s’agit d’un narratif

⁵⁹² « In particular, prescriptive accounts are very poor guides to understanding the internal complexity and historical development of ideologies » BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, 2014.

⁵⁹³ ROSENBLATT Helena, « The History of Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 BEHRENT Michael C., « Left and New Left Critiques of Liberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 GARRARD Graeme, « Illiberalism and Opposition to the Enlightenment », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 HAMILTON Andy, « Conservatism as Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁵⁹⁴ Il s’agit d’une affirmation répétée dans l’introduction, le chapitre de S. Holmes, et le chapitre conclusif, qui est d’autant plus étonnante que comme nous l’avons indiqué, Hayek est considéré par ces derniers comme l’un des intellectuels du canon libéral, alors qu’il déploie une critique féroce du rationalisme des lumières inspiré par Burke Voir à titre d’extrait :

« Modern anti- liberalism started as a programmatic reaction to liberalism, and it comprises widely varied strains of thought and moral and ideological commitments. At its origins the anti- liberal tradition has strong associations with the counter- enlightenment, and is associated with de Maistre, Schmitt, Strauss, Lasch, and MacIntyre, and (for Germany) Herder, Hegel, and Fichte, as well as socialists and papal Encyclicals of the late nineteenth century. “Anti- liberalism is more a mind- set than a theory. It is more a ‘culture’ or cluster of shared prejudices than a closely argued system of thought” (Holmes, 1989). » SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

relativement courant au sein des études de l'illibéralisme⁵⁹⁵, qui semble à la fois partagé par les défenseurs du « libéralisme »⁵⁹⁶ et par leurs contempteurs⁵⁹⁷. Pourtant les chapitres de Rosenblatt et Garrard au sein du RHI montrent en quoi ce narratif est contestable voire trompeur. Garrard dénonce ainsi le caractère simplificateur de l'association entre « *enlightenment* » et libéralisme en raison du caractère contesté des deux concepts et de la pluralité de leurs définitions⁵⁹⁸. Garrard rappelle donc qu'il existe des libéraux opposés aux lumières – en particulier les penseurs et courants se réclamant d'un libéralisme burkéen, dont fait partie Hayek – ce qui signifie que la critique des lumières n'est pas intrinsèquement synonyme d'antilibéralisme selon lui⁵⁹⁹. La nécessité de prendre en compte la pluralité des significations accordées aux « lumières » et au « libéralisme » pour comprendre le véritable objet d'une critique mentionnant ces deux termes est également appuyée par Rosenblatt. De

⁵⁹⁵ Voir à titre d'exemple Aron buzogany : héritage d'un « conservatisme révolutionnaire »

⁵⁹⁶ Pour être plus précis, il faudrait indiquer que la défense simultanée du libéralisme et du rationalisme est une caractéristique de la grammaire « lockéenne » du libéralisme que nous aurons l'occasion d'étudier plus en détail. Contrairement aux autres grammaires « conservatrices » du libéralisme, les auteurs qui mobilisent cette grammaire méconnaissent généralement la contradiction (ou l'incompatibilité) entre le rationalisme des théories contractualistes et la critique de ce dernier par les héritiers de Burke, ce qui explique pourquoi Hayek considère que Locke n'est pas un libéral. En France à l'inverse, cette tradition est plus connue et beaucoup plus représentée dans l'historiographie libérale, au point qu'elle éclipse généralement le « new liberalism » et les autres courants égalitaristes de la galaxie libérale. À titre d'exemple, voir les histoire du libéralisme réalisée par P. Nemo et P. Manent. Philippe Nemo, *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains* (PUF, 2018). ; MANENT Pierre, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, Pluriel, 2012.

⁵⁹⁷ Ce narratif n'est en effet pas propre aux études de l'illibéralisme, l'association du rationalisme et de l'individualisme des lumières au libéralisme est ainsi présente dans de nombreux écrits critique de ce dernier, ce qui induit potentiellement une ambiguïté quant à leur contenu, puisqu'elle peut viser à dénoncer explicitement l'idéal universaliste, ou alors son hypocrisie et son manque d'application. Sur ce point, on peut citer à titre d'exemples les développements de R. Abbey consacrés à J. Butler : ABBEY Ruth, « Is Liberalism Now an Essentially Contested Concept? », *New Political Science*, 27, Routledge, 2005.

⁵⁹⁸ « For most people, liberalism and the Enlightenment stand or fall together. In the words of Max Horkheimer and Theodor Adorno, "liberal institutions and culture either should not or cannot survive the collapse of the philosophical justification that the Enlightenment provided for them" (Shapiro 1990, 28). This dominant view of the relationship between liberalism and the Enlightenment is a simplification because it only applies to a single conception of each. Like all ideologies, liberalism is internally heterogeneous (Owen 1995, 4). It is a "complex, multi- stranded, and open- textured" concept that has taken many forms in different historical and cultural contexts (Vincent 1992, 243; Meadowcroft 1996, 1). Each form gives different weight and priority to the core values that liberals share, and they do not always interpret them in the same way, leading some scholars to doubt "the possibility of a comprehensive and coherent modern philosophy of liberalism" (Dunn 1979, 54).² Also, the meanings of words change over time, so the definition of "liberalism" is no more fixed than any political ideology (Rosenblatt 2021). » GARRARD Graeme, « Illiberalism and Opposition to the Enlightenment », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁵⁹⁹ « There are a variety of liberalisms and enlightenments, and a range of possible relationships between them. While most liberals regard themselves as direct descendants of the Enlightenment *philosophes*, not all do. Some (what I call "Counter- Enlightenment liberals") are very critical of the Enlightenment and its legacy, as they see it (Garrard 1997). The common tendency to generalize from one narrow conception of liberalism and one specific idea of enlightenment to the conclusion that they are conceptually bound together, or even indistinguishable, should be resisted. From this we must conclude that attacks on liberalism do not necessarily apply to the Enlightenment, and a discrediting of Enlightenment beliefs and values is not automatically relevant to liberalism. » *ibid.*, p34.

fait, dès la période révolutionnaire, les termes de libéralisme et d'illibéralisme sont instrumentalisés par les révolutionnaires et les contre-révolutionnaires ce qui conduit à la politisation croissante des deux termes⁶⁰⁰, mais également à des confusions. Ainsi, certains intellectuels revendiquent l'héritage révolutionnaire et le libéralisme tout en critiquant l'ultra-royalisme et le jacobinisme à l'image de Constant⁶⁰¹. Toutefois, certains contre-révolutionnaires comme Burke emploient également le terme « libéral » de façon positive et pré-politique en dénonçant le caractère « illibéral » et « barbare » des révolutionnaires tel que Constant⁶⁰², tandis que d'autres comme Joseph de Maistre, emploient bien le terme de « libéralisme » de façon critique pour dénoncer l'héritage révolutionnaire. Cette critique réactionnaire du libéralisme révolutionnaire, n'empêche toutefois pas Louis XVIII de garantir la mise en place d'une « constitution libérale » en France⁶⁰³, ce qui montre à quel point la référence au libéralisme est ambiguë pendant la période révolutionnaire mais également tout au long du XIXe⁶⁰⁴. Par ailleurs, Rosenblatt montre en quoi le terme de libéralisme est principalement employé pour décrire et penser l'héritage révolutionnaire et républicain

⁶⁰⁰ Rosenblatt montre ainsi comment ces deux termes se transforment en passant d'une acception « pré-politique » à une acception politique servant de repères idéologiques : « Thus, on the eve of the French Revolution, the words liberal and illiberal remained mainly pre-political terms used to describe the noble or ignoble personal qualities of a person or group. However, liberal was also beginning to be used to describe religions, laws, and constitutions. » ROSENBLATT Helena, « The History of Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁶⁰¹ « During the late 1790s, Constant was one of the first in the world to use "liberal" in the political sense (Vincent 2011). In his usage, it referred to a political position equidistant from Catholic ultraroyalism and radical Jacobinism. The purpose of "liberal principles" was to secure the achievements of the Revolution. » *Ibid.*, p18

⁶⁰² « Mourning the end of the "age of chivalry," Burke described Marie- Antoinette, Queen of France, as a "delightful vision ... glittering like the morning star," and called men like Benjamin Constant and his fellow liberals a "swinish multitude" and "sordid barbarians." They were, in Burke's mind, not liberal, but "illiberal," a word he used in the traditional way, as a synonym for "low," "base," and "ignoble." »

⁶⁰³ « After what had just happened in Spain, it is no wonder that French liberals looked with suspicion upon their own Bourbon king, Louis XVIII, when he returned from exile after the defeat of Napoleon in 1814 and promised to give them what he called "a liberal constitution." The constitution that he and his advisors designed soon became the subject of heated debate. Also called the Charter, it established a representative system of government and recognized key liberal principles such as equality before the law and freedoms of the press and religion. » ROSENBLATT Helena, *The Lost History of Liberalism* [en ligne], The Lost History of Liberalism, Princeton University Press, 2018, [consulté le 4 juin 2022].

⁶⁰⁴ « From a very early stage, these differences of valuation became evident with respect to the French Revolution – the origin of liberalism for some and a perfect example of illiberalism for others. As early as the last decade of the eighteenth century, Burke, Jovellanos and other European conservative intellectuals had branded the French revolutionaries as illiberal. In 1814, M. Lorenzo de Vidaurre, an official of the Spanish Crown in Peru, carefully distinguished between two very different meanings of the noun 'liberal'. Vidaurre willingly declared himself to be a liberal, if that name was understood as a synonym for 'constitutional' and 'defender of civil rights', but roundly refused to be so if liberal was understood to entail 'a supporter of the revolution'. In the light of the new rhetoric, the split between a moderate and a revolutionary liberalism could be seen as a duplication or rupture of the concept, which was divided into a good and a bad version. These types of fissure were to occur again and again throughout the history of liberalism, giving rise to numerous subdivisions. » FREEDEN Michael, FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier et LEONHARD Jörn, *In Search of European Liberalisms*, Berghahn Books, 2019.

français – que ce soit pour les Bonapartistes, les Orléanistes et les républicains⁶⁰⁵ – jusqu’au lendemain de la seconde guerre mondiale, après quoi le terme sera progressivement américanisé suite à la « création d’une histoire du libéralisme » antitotalitaire basée sur la figure de John Locke⁶⁰⁶. Cette généalogie du libéralisme, qui insiste sur ses racines intellectuelles et politiques françaises, entre par conséquent directement en contradiction avec l’interprétation de la tradition libérale basée sur l’opposition entre un libéralisme anglo-américain antitotalitaire et un républicanisme démocratique français d’inspiration rousseauiste⁶⁰⁷, qui est défendu par les éditeurs du RHI, mais également par les critiques de l’héritage révolutionnaire français et dans une certaine mesure par P. Rosanvallon⁶⁰⁸. La comparaison entre les différents chapitres du RHI montrent donc qu’il existe des malentendus et des confusions potentiels dans la combinaison entre des approches « *stipulatives* » et canoniques du libéralisme lorsque les notions ou institutions considérées comme essentielles

⁶⁰⁵ « But what exactly did it mean? What did being liberal signify in France in the 1860s? Once again, the Liberal Party was not unified. Some thought it not much more than an umbrella term for people who wanted reform. “Everybody calls himself liberal,” complained Jules Simon, a leading liberal politician. The dissensions made it hard to come up with a platform with which everyone could agree. There were Bonapartist liberals, Orleanist liberals, and republican liberals. There were even liberal legitimists. When it came to economic policy, there were sharp divisions. Some were for tariffs; others were not. Some were antisocialist; others held more nuanced views. Some favored reforms for women, but they argued over which ones. This is why liberals called themselves a loose coalition or union. » ROSENBLATT Helena, *op. cit.*

⁶⁰⁶ « Until the twentieth century, the term “liberalism” was used mainly to describe European, or even, more specifically, French politics. And, as we have seen, when liberal democracy was coined half a century later, it, too, was a term that applied to French politics first and foremost. However, as a consequence of the two World Wars and the rise of the US to great power status, “liberal democracy” was Americanized. For a number of reasons, the most important of which was the rise of totalitarianism in Europe, the US came to be regarded as liberal democracy’s standard-bearer around the world. A history of liberalism was invented with John Locke as its founding father. And it became more important than ever to accentuate the importance of individual rights to this supposedly Anglo-American and Lockean “tradition” (Bell 2014; Rosenblatt 2018; also Holmes 2021). » ROSENBLATT Helena, « The History of Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁶⁰⁷ « The Cold War period only amplified the American-ness of liberal democracy. It also accentuated the idea that the protection of the individual against the state – and, often, the protection of the individual’s property against the state – was a core principle of liberalism. It became crucial to accentuate what made democracy liberal, in other words, what made it not communism. So, individualism was stressed more than ever. Respect for the individual was what had allowed Britain and America to evolve peacefully toward liberal democracy and not succumb to the totalitarian temptation. » *Ibid.*, p23

⁶⁰⁸ « During the 1970s, sometimes referred to as France’s “anti-totalitarian moment,” intense self-questioning led French scholars to discover that they, too, had a mainly illiberal tradition (Christofferson 2004). It went back at least as far as the French Revolution, which, it was now decided, had been illiberal from the start. The fact that France was, in reality, the birthplace of liberalism was downplayed, ignored, or even forgotten. Some even called the Declaration of Rights of Man and of the Citizen fatally flawed and thus responsible for the Terror (Baker 1994). Much blame for French illiberalism was placed on the Genevan philosopher, Jean-Jacques Rousseau (1712–1778), and his purported influence during the Terror. It was said that the French had a monist vision of society which had caused a defective evolution (Rosanvallon 2001; Sternhell 1987). The French favoured democracy at the expense of individual freedom and chose democracy of a Caesarist, rather than liberal, kind. » *Ibid.*

Voir également :

au sein du libéralisme sont précisément critiqués par les penseurs sélectionnés pour définir le « canon libéral ».

Par conséquent, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle une partie des confusions et malentendus que nous avons relevés depuis le début de notre enquête résultent des apories de cette approche prescriptive du libéralisme, car elle induit nécessairement des malentendus quant au contenu *stipulatif* et *canonique* du libéralisme comme le montre la comparaison des travaux de D. A. Bell et Zakaria.

Ainsi, pour D. A. Bell et les co-auteurs de l'ouvrage « *Towards illiberal democracy in pacific east-asia* », la notion d'illibéralisme vise à décrire l'incompatibilité entre le libéralisme occidental et une culture confucéenne anti-individualiste (et donc anti-libérale) conduisant au développement d'un Etat « non-neutre », gouverné par une élite technocratique et paternaliste substituant la *rule by law* à la *rule of law*. En revanche, pour F. Zakaria, l'illibéralisme est synonyme d'une remise en question au nom de la démocratie des institutions libérales encadrant l'exercice du pouvoir et des libertés individuelles. Zakaria conceptualise donc l'illibéralisme dans la continuité de la critique libérale de la tyrannie de la majorité. Par conséquent l'avènement d'une démocratie illibérale ne relève pas d'une incompatibilité entre le libéralisme et une culture non-occidentale, mais de la résurgence de l'incompatibilité historique entre souveraineté populaire et libéralisme constitutionnel. Bien que F. Zakaria et D. A. Bell s'accordent sur le lien entre illibéralisme et remise en question du constitutionnalisme libéral, leurs conceptualisations sont donc radicalement contradictoires ; tout en étant conforme à des narratifs relativement consensuelles quant à la relation entre libéralisme et anti-libéralisme. Or ces interprétations de la tradition libérale (ou les malentendus que leur application à la politique comparée induisent) ont des incidences considérables car elles suscitent des analyses diamétralement opposées. Ainsi, pour D. A. Bell, le régime Singapourien, à l'image de la Corée du sud ou Taïwan est une démocratie illibérale tandis que pour Zakaria, il s'agit au contraire d'une dictature libérale s'opposant en tout point aux démocraties illibérales telle que la Russie de Boris Eltsine ou le Venezuela d'Hugo Chavez. Une définition prescriptive du libéralisme est donc susceptible de conduire à des conceptualisations de l'illibéralisme radicalement divergentes, et à des descriptions complètement contradictoires du même régime, tout en reposant sur des interprétations communes – c'est-à-dire conventionnellement acceptées – de la tradition libérale.

1.2 La comparaison des généalogies de l'illibéralisme : un moyen d'illustrer l'interchangeabilité latente entre les termes de libéralisme et d'antilibéralisme

Comme le montre la comparaison des différents chapitres du RHI et la comparaison des travaux de Zakaria et D. A. Bell, la généalogie du libéralisme sur laquelle s'appuie chaque conceptualisation de l'illibéralisme semble être une clé pour comprendre la façon dont la notion est pensée, puis employée. Le choix de labelliser comme « illibéral » un phénomène donné (ou de ne pas le faire) dépend en effet logiquement d'une interprétation de la tradition libérale, car cette interprétation détermine (en général) la grammaire du libéralisme employé par un individu. De fait, si on considère que la tradition libérale se définit par son opposition avec la démocratie majoritaire, il est *logique* d'associer le populisme majoritaire à l'illibéralisme. Toutefois, en raison de la pluralité des interprétations de la tradition libérale, la généalogie implicite du libéralisme sur laquelle s'appuie une conceptualisation de l'illibéralisme est susceptible d'être critiquée, voire d'être renversée et d'être pensée comme *antilibérale*. Ainsi, les éditeurs du RHI, Zakaria, Mounk et Fukuyama proposent une généalogie du libéralisme et de l'antilibéralisme basée sur l'opposition entre le rationalisme, l'universalisme et l'individualisme du libéralisme classique des lumières et la critique de ce même libéralisme classique par des courants « antimoderne » (c'est-à-dire par la pensée réactionnaire des contre-lumières et la galaxie du communautarianisme⁶⁰⁹) et « postmodernes » (c'est-à-dire par le socialisme, le marxisme et le post-marxisme, et plus récemment, par les courants « identitaires » de la *New left*⁶¹⁰). Toutefois, comme le montre

⁶⁰⁹ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point, on peut relever à titre préliminaire que le terme de communautarianisme est généralement synonyme d'anti-modernité dans le RHI et plus généralement dans les études de l'illibéralisme, ce qui illustre l'existence d'un amalgame entre le communautarianisme de « gauche » de M. Sandel et M. Walzer, et les théories post-libérales et ultra-conservatrices de l'extrême droite américaine.

⁶¹⁰ Sur ce point, nous renvoyons aux extraits de l'entretien avec Y. Mounk et aux passages du chapitre conclusif du RHI cités dans le chapitre précédent. S'agissant de F. Fukuyama et de son opposition au libéralisme « progressiste », on peut citer à titre d'extrait le résumé qu'il fait de son dernier ouvrage *Liberalism and its discontents* où il défend la nécessité d'abandonner le « *woke liberalism* » au profit du libéralisme classique : « To summarize the book's bottom line, I argued that liberalism was under attack not because of a grave defect in the ideas on which it is based, but rather because component parts of a liberal order had been stretched to extremes that became self-undermining. Economic liberalism, which is critical to any modern society, turned into neoliberalism that carried free market principles to extremes and produced high levels of inequality and instability. On the Left, inequality was reinterpreted not as inequality between broad social classes like bourgeois and proletariat, but rather as the marginalization of narrower identity groups based on race, ethnicity, gender, or sexual orientation by a dominant power structure—what one might label “woke liberalism.” »

Rosenblatt et Garrard, cette généalogie du libéralisme méconnaît le fait que certains penseurs associés conventionnellement au libéralisme classique – tels que Burke, Spencer, Oakeshott et Hayek – sont précisément critique du rationalisme, de l'universalisme et du « faux-individualisme »⁶¹¹ des lumières continentales, ce qui inclut la pensée de Locke et Montesquieu⁶¹². Pour résumer, le fait de penser l'antilibéralisme et par extension l'illibéralisme comme la remise en question de la modernité héritée des lumières génère donc des confusions et des malentendus selon le contenu attribué à cette modernité, ce qui va ensuite affecter la délimitation de l'illibéralisme. Ainsi, la critique du rationalisme et de l'universalisme peut être considérée comme l'une des sources de l'illibéralisme afin d'englober dans le périmètre illibéral tout ce qui est considéré comme une critique de cette modernité, toutefois, cette même critique peut également être décrite comme libérale, car l'héritage rationaliste des lumières est considéré comme une source de l'antilibéralisme par les héritiers « libéraux » de Burke tels que Hayek et Oakeshott. Le fait que les « libéraux » ont historiquement pu revendiquer l'héritage rationaliste des lumières où au contraire le dénoncer affecte donc la pertinence théorique et sociologique d'une conception prescriptive

Identity politics are perfectly compatible with classical liberalism if identity is seen as a mobilizational tool to demand inclusion in a broader liberal order. But it quickly evolved into an illiberal form where narrow identities were seen as essential categories, and society was understood to be a pluralism of ascriptive groups rather than a pluralism of individuals. » <https://www.americanpurpose.com/blog/fukuyama/whats-wrong-with-liberalism-theory/?ref=liberalcurrents.com>

⁶¹¹ On peut ici encore citer l'exemple d'Hayek sur ce point puisqu'il est un des intellectuels « libéraux » de référence dans la littérature : Friedrich August Hayek. *Individualism: true and false*. Hodges, Figgis & Company, 1946.

⁶¹² Sur la critique du rationalisme chez Hayek, nous renvoyons notamment aux travaux de Philippe Légé. Voir à titre d'exemple :

« En fait, une bonne partie de la pensée de Hayek est construite en opposition : elle vise toujours à identifier - et contrer - les thèses pouvant conduire à la remise en cause de l'ordre de marché ". Hayek emploie diverses expressions pour désigner ces menaces : le " rationalisme ", le " faux individualisme ", le " faux rationalisme ", le " scientisme ", le " rationalisme français ", le " constructivisme ", le " libéralisme continental ou constructiviste ". Il arrive que ces différents termes apparaissent dans un même ouvrage car Hayek estime que ces courants d'idées appartiennent tous à une même tradition. Il explique ainsi que l'idée d'écrire *La Constitution de la liberté* lui est venue " du constat que ce sont les mêmes tendances intellectuelles qui, sous des noms ou des déguisements divers, ont sapé la foi en la liberté dans le monde entier " et qu'il nous faut comprendre " quels éléments communs sous-tendent toutes leurs manifestations " (Hayek, 1960, p. 4). Il est néanmoins difficile de saisir, à la lecture des ouvrages de Hayek, ce que ces différentes manifestations ont en commun. Si l'on recense les auteurs qu'il a un jour ou l'autre rangés dans le camp de ceux auxquels il s'oppose, on constate qu'elle comprend des penseurs appartenant à des horizons (époques, écoles, méthodes...) très divers. La liste est longue : Platon, Aristote, Descartes, Bacon, Leibniz, Hobbes, Locke, Grotius, Hegel, les Physiocrates, Helvetius, Voltaire, Rousseau, Montesquieu, Condorcet, Saint-Simon, Bentham, Ricardo, James et John Stuart Mill, Comte, Marx, Freud, Russell, Keynes, Einstein, etc. Parmi les grands noms de l'histoire de la philosophie et de l'économie, seuls David Hume et Adam Smith semblent trouver grâce à ses yeux. De fait, Hayek voit des ennemis partout. Mais l'on serait bien en mal de trouver un point commun à tous les auteurs qu'il critique. » LÉGÉ Philippe, « Hayek », *L'Economie politique*, n° 36, 2007.

du libéralisme s'appuyant de manière exclusive sur le rationalisme ou sur la critique de ce dernier, ce qui est précisément le cas pour les éditeurs du RHI. L'exemple du rationalisme permet donc de saisir à quel point la généalogie de l'illibéralisme est susceptible de se confondre avec celle du libéralisme – parfois de façon impensée pour les chercheurs eux-mêmes – en raison de la diversité des courants philosophiques au sein de la galaxie libérale. Par conséquent, on peut constater qu'il est possible, voire courant, qu'une conceptualisation de l'illibéralisme soit confuse, car la grammaire du libéralisme mobilisée par un chercheur peut entrer en contradiction avec son interprétation de la tradition libérale. Cette confusion conduit à décrire comme *illibéral* un phénomène qui devrait être décrit comme *libéral* si l'on se réfère à la généalogie du libéralisme sur laquelle s'appuie de façon implicite ou explicite la conceptualisation de l'illibéralisme en question. Inversement, on peut voir qu'il est possible qu'un objet soit pensé comme *libéral* alors qu'il devrait être décrit comme *illibéral* si l'on se réfère à la définition prescriptive du libéralisme et à la généalogie du libéralisme adopté dans le cadre théorique correspondant. Incidemment, on peut supposer que ce qui apparaît comme une incohérence ou un impensé sur le plan théorique lorsqu'on adopte une approche compréhensive et linguistique, pourra s'expliquer de manière plus logique si l'on adopte une approche sociologique ou matérialiste. De ce point de vue, on peut estimer que l'utilisation de la notion de « rationalisme » ou « d'individualisme » dans la conceptualisation de l'illibéralisme vise moins à établir une véritable généalogie du phénomène illibéral qu'une distinction entre opposants (présumés) du *free-market*⁶¹³ et défenseurs de ce dernier, car l'économie de marché dérégulée est considérée comme le système économique le plus rationnel et le plus respectueux des libertés individuelles⁶¹⁴.

La comparaison des généalogies de l'illibéralisme permet donc rétrospectivement de comprendre les malentendus dans la réception des travaux de Zakaria que nous avons mentionnés dans notre premier chapitre. Ainsi, il est logique que L. Jaume et E. Mérieau ait

⁶¹³ Nous reviendrons ultérieurement sur cette question puisqu'elle est d'une importance en capital dans la conceptualisation de l'illibéralisme en raison des malentendus qu'elle suggère. La critique de la globalisation et du marché dérégulé – voire du néolibéralisme – constitue ainsi un élément discursif central d'une partie de la droite radicale, en particulier celle qui s'appuie sur la critique chrétienne du libéralisme, or ce discours n'est pas partagé par l'ensemble de la droite radicale, et il est remis en question en théorie et en pratique par l'adhésion au modèle du « *strong state, free economy* » au sein des droites conservatrices.

⁶¹⁴ Sur ce point, on peut renvoyer aux développements relativement explicites des tenants d'une grammaire « lockéenne » du libéralisme à propos de l'économie de marché dérégulée, que nous détaillerons ultérieurement. Si le modèle anarcho-capitaliste ou ultra-libéral est parfois critiqué, les chercheurs et intellectuels en question défendent néanmoins de façon systématique le modèle d'économie de marché dérégulée du consensus de Washington.

déduit de la grammaire du libéralisme de Zakaria – qui est basée sur l’association entre libéralisme et constitutionnalisme – que ce dernier décrirait Singapour comme une démocratie illibérale. De fait, la notion de « dictature libérale » ou d’autoritarisme libéral est incohérente avec une grammaire du libéralisme fondée sur une interprétation du libéralisme classique qui fait du constitutionnalisme le garant des libertés individuelles et le remède face à la concentration des pouvoirs. Pourtant, on peut voir que Zakaria justifie précisément la supériorité de la « dictature libérale » sur la démocratie au nom de sa plus grande conformité avec le constitutionnalisme et le *free-market*⁶¹⁵. De même, il semble difficile de décrire comme *illibéral* les réformes constitutionnelles mises en place en Pologne et en Hongrie depuis 2011 par le PiS et le Fidesz si on réduit le libéralisme à sa tradition « continentale » comme le font les éditeurs du RHI. Le libéralisme continental – conventionnellement considéré comme un « libéralisme conservateur » – a ainsi modifié la fonction du constitutionnalisme pour assurer l’exercice d’un pouvoir politique stable et non pas l’équilibre des pouvoirs, afin de faire face aux crises politiques et économiques. La remise en question du design constitutionnel imposé aux Etats hongrois et polonais dans le cadre de la transitologie – qui n’a pas conduit à un abandon formel du « constitutionnalisme » – s’inscrit donc dans la continuité d’un libéralisme conservateur ayant toujours été critique de la conception positiviste de l’Etat de droit et de la « neutralité » de l’Etat, tant en Europe continentale, qu’au Royaume-Uni et aux États-Unis. Le fait de penser le libéralisme de manière prescriptive, c’est-à-dire de définir de manière péremptoire le libéralisme comme un concept ou une idéologie avec un contenu et un canon monolithique, conduit donc à une approche essentialiste de l’illibéralisme qui est particulièrement propice à des confusions et des malentendus « interne » à chaque

⁶¹⁵ « Through much of the twentieth century, business in Latin America grew through a kind of state-sponsored capitalism. Local oligarchs allied with the military and bureaucracy and protected their industries, creating a Byzantine structure of tariffs and regulations that kept the powerful fat and happy. This system impeded genuine economic development and was bad for politics as well. The broader business class remained weak and subservient to the state. Until recently Latin American political development was a variation of the nineteenth-century German model. It is no accident that the one Latin American country that moved first and most strongly away from that tradition and toward free markets and free trade is now its most successful economy and stable country: Chile.

(...)

Although it is easy to impose elections on a country, it is more difficult to push constitutional liberalism on a society. The process of genuine liberalization and democratization, in which an election is only one step, is gradual and long-term. Recognizing this, governments and nongovernmental organizations are increasingly promoting a wide array of measures designed to bolster constitutional liberalism in developing countries. The National Endowment for Democracy promotes free markets, independent labor movements, and political parties. The U.S. Agency for International Development funds independent judiciaries. In the end, however, elections trump everything. » ZAKARIA Fareed, *The Future of Freedom*, W.W. Norton, 2003.

conceptualisation de l'illibéralisme. Dit autrement, les conceptualisations essentialistes de l'illibéralisme souffrent généralement de superpositions impensées entre ce qu'elles définissent comme étant l'illibéralisme, et ce qu'elles définissent comme étant le libéralisme. Toutefois, la comparaison des généalogies du libéralisme et de l'illibéralisme révèlent également l'existence d'une contradiction externe, c'est-à-dire entre les différentes interprétations de la tradition libérale au sein des études de l'illibéralisme, dont la manifestation la plus importante est le fait de décrire l'existence d'un « libéralisme illibéral » pour disqualifier un courant du libéralisme. En effet, que le libéralisme soit appréhendé de manière prescriptive ou compréhensive, les interprétations de la tradition libérale sont susceptibles d'être contradictoires voire conflictuelle, c'est-à-dire de ne pas s'accorder sur les éléments clés du libéralisme, ainsi que sur le contenu du canon libéral. Notre cartographie des utilisations de la notion nécessite donc d'être enrichie en prenant en compte les éléments de convergences et de divergences dans la généalogie du libéralisme et de l'illibéralisme.

Puisque nous avons exclu la possibilité d'une comparaison exhaustive des différentes généalogies du libéralisme et de l'illibéralisme mobilisées au sein des *illiberalism studies*, il convient de mettre en lumière ces contradictions à travers plusieurs exemples. Le premier, qui illustre le problème des interprétations contradictoires de la tradition libérale, est celui de la généalogie des droits de l'homme et de leur critique.

2. La généalogie des droits de l'Homme, une illustration des conflits et malentendus dans l'interprétation de la tradition libérale

Un exemple qui illustre l'ampleur des contradictions entre les différentes interprétations de la tradition libérale est celui de la généalogie des droits de l'homme ou des droits humains⁶¹⁶,

⁶¹⁶ Nous n'ignorons pas qu'il existe potentiellement une distinction entre ces deux catégories qui est précisément au cœur du problème que nous cherchons à mettre en exergue. Dans un premier temps, nous considérerons donc ici que ces notions sont concomitantes. Sur ce point, nous renvoyons aux développements de J. Lacroix et J-Y. Pranchère consacrés à l'évolution de cette catégorie : LACROIX Justine et PRANCHÈRE Jean-Yves, « Introduction. Des droits de l'homme aux droits humains ? », in *Le Procès des droits de l'homme*, Le Seuil, 2016, [consulté le 16 avril 2024].

Cette distinction n'est toutefois pas reprise dans la littérature sur l'illibéralisme, en particulier dans la littérature anglophone. On peut donc émettre l'hypothèse que les débats quant à cette distinction reflète précisément l'existence d'une pluralité d'interprétations de la tradition libérale et d'une pluralité de grammaire du libéralisme. Les défenseurs des régimes conservateurs s'attaquant aux libertés fondamentales – en particulier celle des minorités raciales et de genre – peuvent ainsi mobiliser cette distinction pour proposer une hiérarchie entre les « véritables » droits de l'homme du XVIIIe, et les « faux » droits humains adoptés durant la seconde moitié du XXe siècle à l'image de A-M. Le Pourhiet et Furedi ; ou alors confondre ces deux catégories en

et plus précisément de leur nature idéologique. En effet, la conceptualisation de l'illibéralisme inclut presque systématiquement une référence aux droits de l'homme ou aux libertés individuelles⁶¹⁷. Le concept d'illibéralisme sert donc à décrire et à rendre intelligible un phénomène politico-juridique de négation ou d'affaiblissement de ces droits, mais également un discours ou une théorie critique à leur encontre⁶¹⁸. La place des droits de l'homme dans la conceptualisation de l'illibéralisme suscite toutefois un double problème que nous avons déjà partiellement mentionné lorsque nous nous sommes intéressés aux travaux de Tushnet, puisque cette remise en question « illibérale » des droits humains et/ou des droits de l'homme est attribuée au communautarisme⁶¹⁹, à la démocratie⁶²⁰, au populisme⁶²¹, au conservatisme⁶²², ou au progressisme⁶²³. La première dimension de ce problème relève de la généalogie de la critique des droits de l'homme. Puisqu'il n'existe pas de consensus sur le

mobilisant la critique contre-révolutionnaire des droits de l'homme comme le font la majeure partie des intellectuels revendiquant positivement l'illibéralisme comme Harzony et Vermeule. De même, les critiques de l'illibéralisme peuvent adopter cette distinction en privilégiant les droits individuels du XVIIIe qui consacrent une liberté négative, face aux libertés positives du XXe afin de mettre dos à dos les conservateurs qui mobilisent la critique contre-révolutionnaire des droits de l'homme, et les mouvements de la *new left* qui réclament l'extension des libertés individuelles aux minorités raciales et de genre.

⁶¹⁷ A titre d'exemple, on peut voir qu'au sein du RHI les deux notions sont évoqués dans l'ensemble des chapitres de l'ouvrage et que la question du lien entre « *human right* » et illibéralisme fait l'objet d'un chapitre entier : FRICK Marie-Luisa, « Illiberalism and Human Rights », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁶¹⁸ « Illiberalism can challenge, even undermine or damage, human rights in manifold ways. In order to understand why this is so and what these challenges or threats are, we have to take a close look at the concepts of human rights and liberalism. Sharing the same axiological fundament, i.e. the appreciation of human autonomy, individual rights and liberal theories are inherently related. Modern human rights, however, declaring negative rights alongside positive rights as well as offering opportunities to restrict rights with reference to certain communal goals, have much looser ties to liberalism as the earlier Rights of Man/ Droits de l'Homme. Globally, "liberal human rights" today encounter numerous rivaling human rights doctrines or even human rights cultures that prioritize communal goods and collective interests over individual rights. » *Ibid.*, p873

⁶¹⁹ « What, then, is anti- liberalism, or, for our purposes, non- liberalism/ illiberalism? With few exceptions (Simpsons 2015), these terms are hardly ever used as self- descriptions (even Viktor Orbán, who famously invoked an "illiberal democracy," prefers to speak of "Christian democracy").¹ They are instead used pejoratively to criticize certain theories or policies from a liberal stance. It is, therefore, difficult for scholarly investigations to define illiberalism in neutral terms. One way to make use of illiberalism as an analytical category is to look more closely at the philosophical rival of liberalism: communitarianism. Instead of taking the autonomous individual as an axiological starting point, communitarianism centres upon the community and communally defined (higher) goods: "justice," "solidarity," "perfection," "salvation," etc. From a communitarian perspective, the individual can only enjoy genuine freedom by taking anthropological needs of belonging (to an ethical community) seriously. Therein lies the heart of the conflict between liberalism and communitarianism: From a liberal theoretical perspective, communitarianism equals non- liberalism. » *Ibid.*, p863.

⁶²⁰ A titre non exhaustif, voir : SMILOVA Ruzha, « The Ideational Core of Democratic Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁶²¹ De même ici : BLOKKER Paul, « Populism and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁶²² De même ici : PETŐ Andrea, « Gender and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁶²³ Nous renvoyons ici aux travaux de A-M. Le Pourhiet et F. Furedi.

catalogue des droits de l'homme et sur leur hiérarchisation, il est difficile de caractériser leur remise en question, puisqu'elle peut être justifiée au nom d'autres droits de l'homme, ou au nom d'impératifs conventionnellement considérés comme démocratiques (ou libéraux). Par extension, il n'existe pas de consensus sur le degré de conformité de chaque Etat et de chaque tradition politique avec ces mêmes droits de l'homme, d'autant plus que la majeure partie de la littérature néglige (ou nie) l'importance des atteintes causées par l'existence de systèmes de domination genrés et raciaux en occident⁶²⁴. Le premier problème, au cœur de l'article de Lacroix et Pranchère consacré à la relation entre les droits de l'homme et l'œuvre de Marx, porte donc sur la caractérisation de l'atteinte ou de la critique des droits de l'homme : puisqu'il existe un écart manifeste entre le caractère universel des droits de l'homme et leur manque d'effectivité, la critique de ces derniers vise-t-elle la nature juridique de ces droits et leur caractère abstrait, leur contenu politique, ou encore leur universalisme ? Pour les tenants d'une approche essentialiste de l'illibéralisme, il n'existe pas de différence entre ces différentes critiques – marxiste, réactionnaire et communautarienne (voire décoloniales) – des droits de l'homme qui sont toutes illibérales. La généalogie de l'illibéralisme qui en découle sera nécessairement contredite par des travaux – tels que ceux de Lacroix et Pranchère – qui éclairent les différences entre les critiques marxistes, communautariennes et contre-révolutionnaires des droits de l'homme, et qui démontrent en quoi le marxisme est susceptible de justifier une critique des atteintes envers les droits de l'homme⁶²⁵.

⁶²⁴ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point, on peut néanmoins renvoyer ici aux critical studies et plus spécifiquement aux travaux de Wendy Brown et à l'article de M. McCann et F. Kahraman que nous avons déjà cité : BROWN Wendy, *Politiques du stigmat*, Humensis, 2016 MCCANN Michael et KAHRAMAN Filiz, « On the Interdependence of Liberal and Illiberal/Authoritarian Legal Forms in Racial Capitalist Regimes...The Case of the United States », *Annu. Rev. Law. Soc. Sci.*, 17, 2021.

⁶²⁵ « Il serait ainsi possible de réinscrire l'intention émancipatrice de la pensée de Marx, en dépit de Marx lui-même, dans la tradition des droits de l'homme dont elle fut pour une part un développement dialectique. Comme l'a montré C. Lefort, Marx est resté prisonnier d'une version idéologique des droits de l'homme ; il n'a pas perçu que leur absence de fondation ultime leur indétermination et leur indécidabilité pouvait déstabiliser la vie sociale et contribuer à nourrir la lutte pour l'émancipation. Si les formules de la Déclaration ont immédiatement échappé à leurs auteurs pour venir nourrir les revendications des femmes, des travailleurs ou des peuples colonisés, c'est qu'une politique des droits de l'homme touche aux « limites de la démocratie » et ne peut donc pas se contenter d'assurer des garanties légales aux droits civils et politiques (Balibar).

(...)

En ce sens, l'argument de S. Lukes selon lequel « le marxisme a hérité d'une version trop étroite des droits et d'une conception trop étroite des circonstances qui les rendent nécessaires » reste largement fondé. Mais on peut avancer que la théorie de Marx, bien qu'elle ne se présente pas comme une théorie des droits de l'homme, offre en son centre de quoi s'inscrire contre toutes les atteintes portées aux droits des hommes. » LACROIX Justine et PRANCHÈRE Jean-Yves, « Karl Marx Fut-il vraiment un opposant aux droits de l'homme ? », *Revue française de science politique*, 62, Presses de Sciences Po, 2012.

Conséquemment, les désaccords quant à la généalogie intellectuelle de la critique des droits de l'homme débouchent inévitablement sur un désaccord quant au périmètre d'un phénomène de remise en question de ces droits. Pour les chercheurs et intellectuels considérant que toute critique des droits de l'homme (et de l'Etat de droit) est antilibérale, le phénomène illibéral inclut potentiellement les attaques du populisme national-conservateur envers certaines libertés négatives et certaine institutions, mais surtout les revendications « identitaires » des mouvements issus de la *New left*, du féminisme et du décolonialisme, qui sont pensées comme des remises en question de la conception libérale des droits de l'homme héritées de la pensée marxiste⁶²⁶. De fait, il s'agit d'un narratif qui est particulièrement prégnant parmi les chercheurs et intellectuels qui revendiquent « positivement » le terme de libéralisme dans les Etats où la tradition libérale s'est construite en opposition avec le socialisme⁶²⁷. En revanche, pour les chercheurs qui considèrent explicitement ou implicitement que la catégorie « droits de l'homme » (ou *human rights*) est issu d'un syncrétisme idéologique progressiste, qui englobent les droits de l'homme du XVIIIe, les droits sociaux de l'après seconde guerre mondiale, et les droits « identitaires » des années 1970, c'est la pensée conservatrice réactionnaire et contre-révolutionnaire qui sera conçu comme le ferment idéologique de l'illibéralisme. Cette généalogie des droits humains (et de leur critique) conduit logiquement à appréhender le phénomène illibéral à travers le prisme d'un *backlash* conservateur à l'encontre des droits sexuels et reproductifs⁶²⁸, contrairement à la précédente généalogie qui voit précisément la revendication de ces droits comme un

⁶²⁶ Sur ce point, nous renvoyons à titre d'exemple aux développements de Y. Mounk et F. Fukuyama : MOUNK Yascha, *The Identity Trap*, Random House, 2023. ; FUKUYAMA Francis, *Liberalism and Its Discontents*, Profile Books, 2022.

⁶²⁷ Ce narratif, qui oppose le libéralisme à une sainte alliance conservatrice (au sens réactionnaire du terme) et socialistes, est particulièrement prégnant en France et il est véhiculé à la fois par des revues « intellectuelles » comme *Contrepoint*, dans les ouvrages d'intellectuels libéraux tels que R. Boudon ou dans des revues académiques comme la revue *Commentaire*. Voir à titre d'exemple : « Une sainte alliance antilibérale : Cette rapide présentation des discours wokes et conservateurs nous leur fait découvrir, non sans surprise, une étrange proximité : partant d'intentions et de principes opposés, ils se rejoignent dans certaines de leurs plus importantes conclusions. Ils s'accordent d'abord pour définir l'individu non pas selon ses choix personnels, mais selon son appartenance à une entité collective – le groupe social, culturel ou sexuel pour les wokes, la nation de ses pères pour les conservateurs. Tous deux font de la tradition, c'est-à-dire de l'inscription dans une histoire, un principe majeur de légitimité. » ACHACHE Gilles, « Les nouveaux ennemis de la tradition libérale », *Commentaire*, Numéro 185, Commentaire SA, 2024.

⁶²⁸ Cette généalogie des droits humains implique de considérer comme illibérale la remise en question complète ou partielle des droits consacrant la liberté – négative et positive - à disposer de son corps (tant sur le plan reproductif avec l'interdiction de l'avortement et la stérilisation forcée des minorités raciales et de genre ; que sur le plan du changement de sexe, avec l'interdiction de la transition sexuelle sur le plan juridique et médical à l'encontre des personnes transgenres, et à l'inverse, l'obligation de transition médicale et juridique pour les personnes intersexes) ainsi que les droits consacrant la liberté sexuelle

phénomène illibéral. De fait, on peut voir que le fait d'inclure ou non dans le périmètre illibéral les Etats qui adoptent des normes interdisant ou restreignant le droit à l'avortement, la transition sexuelle, le mariage entre les personnes de même sexe, ainsi que la « représentation » des minorités raciales et de genre dans la sphère publique et médiatique, ne fait pas consensus. Chaque interprétation de la tradition libérale induit donc une généalogie de la critique des droits de l'homme qui détermine un périmètre de l'illibéralisme qui peut se limiter alternativement ou simultanément au conservatisme réactionnaire et à la *new left*, ou s'étendre jusqu'à des Etats conventionnellement considérés comme « libéraux » mais qui connaissent des « régressions » de ces droits ou de ces libertés⁶²⁹. On peut d'ailleurs noter qu'il n'existe aucune conceptualisation de l'illibéralisme au sein de la littérature qui s'inspire explicitement de la critique marxiste des droits de l'homme, et plus largement de la critique « émancipatrice » qui est formulée au sein de la pensée féministe, c'est-à-dire une conceptualisation de l'illibéralisme dont le périmètre inclurait la remise en question « conservatrice » des droits humains mais également la consécration fallacieuse de ces derniers par des Etats « libéraux » ne garantissant pas leur effectivité. Pour le dire autrement, on peut voir qu'il n'existe aucune trace du « retournement du stigmat » opérée par les mouvements émancipateurs – c'est-à-dire des mouvements post-marxiste féministe et décoloniaux – à l'encontre du libéralisme dans les études de l'illibéralisme, contrairement à celui qui est pratiqué par les conservateurs.

Par conséquent, les défenseurs des régimes conservateurs s'attaquant aux libertés fondamentales – en particulier celle des minorités raciales et de genre – peuvent mobiliser la distinction entre droit de l'homme et droits humains⁶³⁰, pour proposer une hiérarchie entre les « véritables » droits de l'homme du XVIIIe siècle, et les « faux » droits humains adoptés durant la seconde moitié du XXe siècle à l'image de A-M. Le Pourhiet et Furedi ; ou encore confondre ces deux catégories en mobilisant la critique contre-révolutionnaire des droits de l'homme développée par Burke pour défendre des droits « naturels » issues d'une coutume prérévolutionnaire comme le font la majeure partie des intellectuels revendiquant

⁶²⁹ Nous nous limitons ici à une appréhension de l'illibéralisme basée sur l'effet cliquet puisque si ce périmètre était conçu en mobilisant un catalogue de droits, ou encore l'effectivité de ces droits il inclurait la majorité des Etats.

⁶³⁰ La façon de nommer ces droits reflète le choix ultérieur de critiquer l'ensemble des droits de l'homme ou seulement leur variante « contemporaine ».

positivement la critique du libéralisme à l'image de Yoram Hazony⁶³¹ et Adrian Vermeule⁶³². De même, les critiques de l'illibéralisme peuvent adopter cette distinction en privilégiant des droits individuels du XVIIIe consacrant une liberté négative, face aux droits du XXe siècle qui consacrent des libertés « positives »⁶³³, afin de mettre dos à dos les conservateurs qui mobilisent la critique contre-révolutionnaire des droits de l'homme, et les mouvements de la *new left* qui réclament des droits menaçant les libertés négatives. Néanmoins, le reste de la doctrine considère les « droits humains » comme un ensemble homogène, en raison de l'adhésion au narratif selon lequel il existerait un mouvement continu de progression des droits entre la fin du XVIIIe et le XXIe siècle, auquel l'illibéralisme s'opposerait.

Toutefois, la généalogie des droits de l'homme ne soulève pas uniquement le problème de savoir qui sont les opposants aux droits de l'homme. Elle induit également un problème « miroir », qui est celui de savoir à quelle tradition politique *appartiennent* les droits de l'homme et/ou les droits humains, ce qui suscite un conflit dans la monopolisation idéologique de la tradition des droits de l'homme. Comme nous avons tenté de le montrer jusqu'à présent, les droits de l'homme sont toujours associés au libéralisme dans les études de l'illibéralisme, c'est-à-dire soit au libéralisme dans son ensemble, soit à un libéralisme classique qui s'opposerait à un libéralisme contemporain ou un libéralisme « américain », en revanche, les

⁶³¹ A titre d'exemple, on peut citer le passage suivant :

« But the second principle—permitting each nation to determine for itself what constitutes a legitimate ruler, a legitimate church, and appropriate laws and liberties—brought the Christian world directly into dialogue with the biblical vision of an order of independent nations. And it was this principle that set the world free. In the context of post-Westphalian Europe, this meant that some nations would be monarchies while others would be republics. It meant that different nations would have different forms of national religion, as well as varying provisions for the protection of minority religions. It also meant that different nations would manifest different degrees of personal freedom in various areas. An outstanding example of such variety was the English constitution, which, as John Fortescue's *In Praise of the Laws of England* (published c. 1543) emphasized, diverged dramatically from that of the French and Germans, following biblical precedent in removing the determination of the laws from the hands of the king—a crucial characteristic of limited government that was later known as the “separation of powers.” The Dutch Republic, as well, offered an exceptional degree of personal freedom of expression, with the result that science, trade, and publishing flowed to Amsterdam from other nations more skeptical of the value of such openness. What made these innovations possible, however, was not a doctrine enumerating a list of “universal rights.” Rather, it was the “ancient customs and privileges” of the English and Dutch nations » HAZONY Yoram, *The Virtue of Nationalism*, Hachette UK, 2018.

⁶³² Sur ce point, voir : VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism*, John Wiley & Sons, 2022. On peut d'ailleurs noter que la défense d'une *common law* inspiré par le droit canon et la jurisprudence du XVIIe siècle conduit Vermeule à s'opposer à l'originalisme, c'est-à-dire à la doctrine juridique américaine (conservatrice) qui défend une interprétation littérale de la constitution rédigée par les pères fondateurs.

⁶³³ Il faudrait ici être plus précis puisqu'il existe des variations entre les intellectuels néoconservateurs critique des droits « identitaires » réclamés à partir des années 1970 mais pas de la déclaration des droits universels de 1948, et les intellectuels conservateurs (qui sont majoritairement européens) qui critiquent conjointement ces deux générations de droits.

droits de l'homme ne sont pas associés à la démocratie ni à la tradition démocratique dans son ensemble. Conséquemment, l'illibéralisme qu'il soit revendiqué ou critiqué est toujours pensé comme une critique et une remise en question des droits de l'homme *extérieure* au libéralisme, alors que le « procès des droits de l'homme » est également réalisé par des intellectuels néolibéraux et néoconservateurs qui revendiquent le libéralisme⁶³⁴. Aussi, la difficulté est de fixer le périmètre intellectuel et politique de cette remise en question des droits de l'homme, tant sur le plan diachronique que synchronique. Ainsi, nous avons vu qu'en vertu d'un narratif opposant démocratie et libéralisme, on avait pu opposer le modèle de la démocratie « majoritaire » rousseauiste – qui serait ontologiquement liberticide voire totalitaire – au modèle du constitutionnalisme libéral qui aurait été pensé comme son antidote. Le clivage dominant dans les études de l'illibéralisme – qui porte sur la validité du concept de démocratie illibérale – repose donc sur une opposition entre les chercheurs tels que Holmes et Zakaria qui considèrent que les droits de l'homme (et plus largement l'Etat de droit) appartiennent exclusivement à une tradition libérale s'opposant à la tradition démocratique, et les chercheurs tels que Halmai et Müller qui considèrent que les droits de l'homme appartiennent à la tradition libérale, mais qu'ils sont également compatibles avec la démocratie et qu'ils sont constitutifs de sa forme contemporaine. Il est toutefois possible de renverser l'interprétation de la tradition libérale qui sert de postulat systématique au sein de la littérature en considérant qu'il n'existe pas un monopole libéral quant aux droits de l'homme et plus généralement en matière de protection de la liberté. Cette interprétation de la tradition libérale conduit logiquement à rejeter le concept de démocratie illibérale pour son caractère incohérent, comme le résume Michaël Föessel :

« La taxinomie des régimes n'est pas un exercice neutre. Parler de « démocratie illibérale », c'est mettre au crédit du libéralisme tout ce qu'il y a de désirable dans la démocratie : promotion des droits de l'homme, indépendance du pouvoir judiciaire, limitation des prérogatives du gouvernement, pluralisme culturel. Cela revient aussi à faire peser sur la démocratie le soupçon de générer des tendances liberticides. L'idée que la démocratie puisse se retourner contre elle-même, bref que les peuples sont les

⁶³⁴ Sur ce point, voir : Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère, *Le Procès des droits de l'homme. Généalogie du scepticisme démocratique: Généalogie du scepticisme démocratique* (Le Seuil, 2016). « Les nouvelles critiques des droits de l'homme » p44-60

pires ennemis de leur liberté, n'est pas neuve. La notion d'illibéralisme lui donne de nouveaux gages, et c'est à ce titre qu'elle mérite d'être mise en question ».

Dans la continuité des travaux de Lacroix et Pranchère⁶³⁵, Foessel insiste donc sur l'absence d'un monopole « libéral » en matière de droit de l'homme⁶³⁶, ce qui signifie que la remise en question de ces derniers est d'abord anti-démocratique avant d'être antilibérale. Or, de façon cruciale pour notre démonstration, cette généalogie des droits de l'homme a été explicitement contestée par Didier Mineur⁶³⁷. Ce dernier défend la pertinence du concept de démocratie illibérale en mobilisant le narratif de l'opposition entre un libéralisme (moderne) garant des libertés, et une démocratie (des anciens) fondée sur la souveraineté populaire et le primat du bien sur le juste⁶³⁸. La généalogie des droits de l'homme constitue donc un enjeu stratégique pour la conceptualisation de l'illibéralisme, et elle révèle l'existence d'interprétations contradictoires et incompatibles de la tradition libérale. L'importance de ces

⁶³⁵ On peut noter ici que Lacroix et Pranchère pensent simultanément la critique des droits de l'homme sous le prisme de l'histoire des pensées antidémocratiques et antilibérales, toutefois, contrairement à Müller et Halmai, ils privilégient le prisme du « scepticisme antidémocratique » et non celui de l'antilibéralisme pour penser les critiques des droits de l'homme, car les « droits humains » sont également pensés et défendus par des intellectuels comme Claude Lefort qui n'appartiennent pas formellement à la tradition libérale.

⁶³⁶ « Il est pourtant discutable d'accorder au seul libéralisme (y compris dans son sens politique) l'apanage de la défense du droit. On s'accordera pour reconnaître que, dans leur traitement des minorités ethniques, religieuses ou sexuelles comme dans leur hostilité affichée à l'encontre des migrants, les gouvernements polonais et hongrois remettent en cause les droits de l'homme. Mais l'invention des droits de l'homme n'est pas libérale : comme l'ont rappelé récemment Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère, elle participe de la révolution démocratique qui précède la distinction entre le libéralisme et le socialisme ». C'est pourquoi, au cours de la Révolution française, les droits de l'homme purent aussi bien être revendiqués par Condorcet que par Robespierre. » Michaël Foessel, « La démocratie illibérale n'existe pas », AOC, 5 mars 2018. <https://aoc.media/analyse/2018/03/05/ne-parlez-plus-de-democratie-illiberale/>.

⁶³⁷ « On a pourtant pu soutenir récemment que la démocratie illibérale n'est qu'un faux concept, les régimes s'en réclamant n'étant nullement démocratiques ; selon cette thèse, la démocratie serait par définition pluraliste, et n'aurait nul besoin d'être dite « libérale » pour consacrer les libertés fondamentales ; de leur côté, les régimes qui portent atteinte au pluralisme ne seraient pas illibéraux, mais anti-démocratiques.

(...)

Le concept de « démocratie illibérale » serait donc à la fois trompeur et égarant : trompeur, parce qu'il aurait pour but d'imputer la liberté au libéralisme politique plutôt qu'à la démocratie elle-même ; égarant, parce qu'il empêcherait d'apercevoir que le libéralisme économique, quant à lui, se conjugue aisément avec l'autoritarisme. Si cette dernière proposition ne fait aucun doute, la thèse que défend la première, en revanche, et partant la critique d'ensemble du concept de démocratie illibérale, ne sauraient convaincre. » MINEUR Didier, « Qu'est-ce que la démocratie illibérale ? », *Cites*, N° 79, Presses Universitaires de France, 2019.

⁶³⁸ « En un mot, donc, la démocratie illibérale existe bel et bien ; s'il peut être tentant de la concevoir comme une forme alternative par rapport à la démocratie moderne, il est sans doute plus juste de considérer qu'elle se meut encore sur son terrain, quand bien même, travaillée de l'intérieur par le « phantasme du peuple-un », elle rompt, sinon avec le pluralisme politique, en tout cas avec le principe libéral de neutralité vis-à-vis de la pluralité des formes de vie. Ainsi apparaît-elle illibérale en un sens nouveau : non pas parce qu'elle dénie toutes les libertés, mais parce qu'elle rejette ce que les théoriciens du libéralisme politique appellent la priorité du juste sur le bien. » *ibid.*

enjeux « généalogiques » tend toutefois à être sous-estimé en raison du caractère hégémonique de certaines interprétations de la tradition libérale au sein des études de l'illibéralisme, comme le montre la prégnance de l'opposition entre libéralisme et communautarisme alors qu'elle est réductrice de la diversité des pensées communautariennes et libérales, et qu'elle méconnaît entièrement l'existence d'une critique antidémocratique des droits de l'homme revendiquée au nom du libéralisme. Ainsi, il n'existe pas de controverse équivalente au conflit généalogique qui oppose Foëssel et Mineur dans la partie anglophone de notre corpus, ce qui montre que la critique des droits de l'homme – et incidemment que l'illibéralisme – n'est pas envisagée dans toute son envergure, ce qui conduit à des impensés tout en affectant la pertinence de la généalogie de l'illibéralisme qui en résulte. De fait, il n'existe aucune conceptualisation de l'illibéralisme basée sur la critique « émancipatrice » des droits de l'homme⁶³⁹, c'est-à-dire de conceptualisation de l'illibéralisme basée sur le postulat selon lequel les droits de l'homme sont un rempart insuffisant contre l'autoritarisme, ce qui signifie qu'il n'existe qu'une différence de « degré » en matière d'atteintes envers les libertés, entre les Etats qui consacrent formellement les droits de l'homme et ceux qui les remettent explicitement en question⁶⁴⁰. Dans une autre perspective, on peut également noter qu'il n'existe aucune conceptualisation de l'illibéralisme qui repose sur une généalogie des droits opposant le libéralisme économique (ou le néolibéralisme et le libertarianisme) et le libéralisme politique, c'est-à-dire une opposition entre une conception restrictive des droits de l'homme, limitée aux « libertés civiles » nécessaire au bon fonctionnement du marché, et une conception extensive des droits de l'homme incluant les libertés politiques ; ce qui révèle l'absence de réception des travaux de Freedman dans les

⁶³⁹ Nous renvoyons sur ce point aux développements de Lacroix et Pranchère. On peut d'ailleurs noter, que cette critique dans ses versions les plus élaborées – notamment dans les écrits de Wendy Brown – prône moins l'abandon des droits de l'homme que la réduction de l'horizon politique « démocratique » au seul langage des droits. Voir : LACROIX Justine et PRANCHÈRE Jean-Yves, « 1. Les critiques des droits de l'homme dans la pensée contemporaine », in *Le Procès des droits de l'homme*, Le Seuil, 2016, [consulté le 17 avril 2024].

⁶⁴⁰ Nous reviendrons sur cette question dans notre sixième chapitre puisqu'elle nécessite de comprendre pourquoi certains chercheurs qui mobilisent une « contre-histoire » du libéralisme préfère ne pas employer la notion d'illibéralisme pour lui préférer celle d'autoritarisme, comme García et Frankenberg, tandis que d'autres comme W. Brown vont employer le terme d'illibéralisme pour appréhender la gradation entre l'autoritarisme libéral dissimulé derrière le formalisme juridique, et les effets politiques de l'abandon de ce formalisme par les illibéraux.

études de l'illibéralisme , et plus largement des travaux qui s'intéressent à la *new right* anglo-américaine depuis les années 1980⁶⁴¹.

Pour conclure, on peut présenter de façon schématique la façon dont l'interprétation de la tradition libérale influence la généalogie des droits de l'homme et celle de l'illibéralisme :

- 1) Le fait de s'appuyer sur une interprétation de la tradition libérale opposant libéralisme classique et libéralisme contemporain et une généalogie des droits individuels distinguant et hiérarchisant les droits de l'homme du XVIIIe et les droits humains des XXe et XXIe siècles peut conduire à :
 - Confondre les critiques réactionnaire, marxiste, communautarienne et « identitaire » (c'est-à-dire féministe et décoloniale) des droits de l'homme et de l'Etat de droit. Il en résulte un périmètre de l'illibéralisme allant de la nouvelle gauche à la droite populiste, ou alors uniquement à gauche lorsque le populisme national-conservateur est considéré comme une critique anticapitaliste du marché et des élites⁶⁴².
 - Considérer que la critique des droits de l'homme et la remise en question des libertés négatives est le propre de la gauche en raison de son héritage marxiste. Il en résulte un périmètre de l'illibéralisme qui exclut le conservatisme mais qui inclut le libéralisme progressiste américain et l'ensemble des mouvements mobilisant la « rhétorique des droits », voir le « droit de l'hommisme »⁶⁴³.
- 2) Le fait de penser la tradition libérale en opposition avec une tradition contre-révolutionnaire fait des droits humains l'un des « concepts-clés » du libéralisme, et la

⁶⁴¹ Nous pensons notamment ici : NELL Edward, *Free Market Conservatism (Routledge Revivals)*, Routledge, 2009. ; GAMBLE Andrew, *The Free Economy and the Strong State*, Bloomsbury Publishing, 1994.

⁶⁴² lorsque le populisme de droite est considéré comme étant en réalité un héritage post-communiste, ou un socialisme déguisé en raison de sa nature « démocratique » et critique du marché).

⁶⁴³ Nous renvoyons ici aux travaux de A-M. Le Pourhiet et à ses tribunes dans la presse, notamment dans le Figaro. À titre d'exemple, voir cet extrait :

« Le droit objectif pulvérisé en droits subjectifs meurt d'incohérence et de contradictions, sanctionnant les discriminations d'une main et discriminant à tout va de l'autre. Les juges improvisent dans la jungle, tantôt célébrant la dignité humaine sur requête d'un lobby, tantôt la niant effrontément sur requête d'un autre lobby. Le relativisme moral et philosophique entraînant le relativisme juridique nous mène droit au nihilisme, trop de droits tuent le droit, et le droit-de-l'hommisme finira par avoir raison de l'humanisme. » LE POURHIET Anne-Marie, « Pour une analyse critique de la discrimination positive », *Le Débat*, 114, Gallimard, 2001.

critique de ces droits, l'une des caractéristiques de l'antilibéralisme. Cette interprétation de la tradition libérale conduit conventionnellement à inclure l'ensemble des « générations de droits dans la catégorie des droits humains ». Conséquemment, le périmètre de l'illibéralisme est limité à un conservatisme (plus ou moins radical en fonction des chercheurs) s'attaquant aux libertés fondamentales et en particulier aux droits des minorités de genre. Incidemment, on peut noter que cette interprétation de la tradition libérale (et celle de tradition anti-libérale qu'elle sous-tend) est explicitement revendiqué par les intellectuels « organiques » de l'illibéralisme et les critiques antimodernes des droits humains tels que et A. Vermeule⁶⁴⁴.

- 3) Enfin, il existe une interprétation « critique » de la tradition libérale qui n'attribue pas à cette dernière le monopole de la protection de la liberté individuelle ce qui signifie qu'une remise en question liberticide et autoritaire des droits humains sera pensée comme une attaque envers la démocratie, et pas nécessairement comme une forme d'antilibéralisme. Cette interprétation critique de la tradition libérale a pu justifier l'appropriation de la notion d'antilibéralisme par des intellectuels marxistes à des fins « émancipatrices », mais elle induit aujourd'hui un rapport très complexe avec le terme « d'illibéralisme » au sein des courants post-marxistes féministes et décoloniaux, en raison de l'importance historique et théorique de la rhétorique des droits au sein de ces mouvements.

L'exemple des droits de l'homme permet donc d'éclairer l'importance des enjeux généalogiques dans la conceptualisation de l'illibéralisme, puisqu'il montre en quoi l'assimilation de ce dernier à un « concept asymétrique » désignant une critique antilibérale des droits de l'homme est susceptible d'être trompeuse. De fait, on peut voir qu'il est nécessaire de compléter notre cartographie des utilisations de la notion d'illibéralisme en étant attentif à la façon dont chaque concept clé du libéralisme est défini, ainsi qu'à l'interprétation de la tradition libérale qui justifie la « décontestation » de ce concept. Etudier la « morphologie idéologique » attribuée au libéralisme par les individus qui mobilisent la

⁶⁴⁴ VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism*, John Wiley & Sons, 2022.

notion d'illibéralisme – qu'ils soient des acteurs politiques ou des chercheurs – permet donc de comprendre « comment » et « pourquoi » la notion d'illibéralisme est utilisée, ainsi que son contenu potentiel. Elle fait toutefois apparaître un problème épistémologique majeur puisque les généalogies de l'illibéralisme sont non seulement contradictoires mais mutuellement exclusivement, car ce qui est décrit comme une source de l'illibéralisme par un individu (comme la critique des droits de l'homme) sera potentiellement décrit comme une tradition libérale par un individu qui mobilise une interprétation distincte de l'historiographie libérale. La superposition des généalogies du libéralisme et de l'illibéralisme est donc susceptible de constituer une impasse pour toute conceptualisation de l'illibéralisme.

Section 2. Des impasses dans la conceptualisation de l'illibéralisme provoquées par le conflit pour le monopole du libéralisme et de sa tradition

Malgré l'absence d'une école de pensée structurant les études de l'illibéralisme qui expliquerait la permanence de certains problèmes conceptuel – à l'image de la transitologie au sein des *democratizations studies* – la comparaison des généalogies du libéralisme et de l'illibéralisme qui sont mobilisées au sein de la littérature semble indiquer que c'est la diversité des interprétations de l'historiographie libérale qui est à la racine des incohérences et des malentendus que nous avons exposés depuis le début de notre recherche, car la conceptualisation de l'illibéralisme est déterminée par une grammaire du libéralisme qui est elle-même induite par une certaine interprétation de la tradition libérale. De fait, l'interprétation de l'historiographie libérale, c'est-à-dire la façon dont on appréhende les différents courants intellectuels associés au libéralisme (libéralisme manchestérien, socialisme libéral, libéralisme de la peur, libéralisme déontologique, etc.) et les différentes époques du libéralisme (libéralisme classique, *new liberalism*, libéralisme de la guerre froide, *high liberalism*), détermine généralement la grammaire du libéralisme employée par un individu, c'est-à-dire ce qu'il considère comme étant les bons ou les mauvais usages du terme libéralisme, ainsi que ses usages connus (qu'ils soient acceptés ou non) et inconnus. Notre comparaison (non exhaustive) des généalogies de l'illibéralisme semble jusqu'à présent confirmer cette hypothèse : la délimitation du phénomène illibéral est toujours pensée dans

la continuité de ce que l'on considère être la tradition antilibérale, voire de plusieurs d'entre elles. Dit autrement, la façon dont le concept d'illibéralisme est défini (de manière préalable ou non), puis utilisé (délimitation et description du phénomène illibéral), dépend de narratifs qui sont basés de façon plus ou moins explicite sur une interprétation de l'histoire du libéralisme. Comme le rappellent Capdevila et Wallerstein⁶⁴⁵, ce narratif opposant libéralisme et socialisme peut être complété ou remplacé par un narratif opposant libéralisme et conservatisme ; car en raison de la place centrale du libéralisme au sein du triptyque idéologique entre conservatisme, libéralisme et socialisme, les libéraux peuvent, depuis le XIXe siècle, s'allier aux conservateurs pour s'opposer au radicalisme révolutionnaire socialiste, ou s'allier aux socialistes pour défendre le progrès contre les conservateurs, ou encore s'opposer à l'alliance « anti-individualiste » du conservatisme et du socialisme⁶⁴⁶. Pour résumer, le fait que l'illibéralisme repose sur une dichotomie entre libéralisme et anti-libéralisme transforme la « trinité idéologique » constitutive de la modernité occidentale en un dualisme entre [libéralisme-conservateur et socialisme], [social-libéralisme et conservatisme] ou [libéralisme et communautarianisme⁶⁴⁷]⁶⁴⁸. Chacune de ces dichotomies peut donc s'appuyer sur une certaine interprétation de la tradition, conventionnellement acceptée, c'est-à-dire plus ou moins courante selon les champs de recherche et les contextes géo-historiques. Ainsi, pour les chercheurs et intellectuels qui considèrent le marxisme comme l'épicentre de la tradition antilibérale, l'illibéralisme caractérisera les mouvements, institutions et théories inscrits dans la continuité d'une tradition socialiste et égalitaire, y

⁶⁴⁵ CAPDEVILA Nestor, *Le concept d'idéologie*, Presses universitaires de France, 2004.

⁶⁴⁶ WALLERSTEIN Immanuel, « Trois idéologies ou une seule ? », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 9, 1992.

⁶⁴⁷ En effet, on peut voir qu'au sein des études de l'illibéralisme, le terme de communautarianisme est moins utilisé comme un référent doctrinal précis que comme un moyen d'englober un « anti-individualisme » à la fois de droite et de gauche, dans la continuité de la réflexion initiée par S. Holmes dans les années 1980. Voir : HOLMES Stephen, *TWELVE. The Permanent Structure of Antiliberal Thought* [en ligne], Liberalism and the Moral Life, Harvard University Press, 1989, [consulté le 29 avril 2020].

⁶⁴⁸ Sur ce point, nous renvoyons aux développements de Wallerstein, à titre de résumé, voir l'extrait suivant : « Cet embrouillamini, cette confusion intellectuelle régnant autour du thème des rapports État-Société, nous aide à comprendre pourquoi on n'a jamais pu savoir avec certitude combien d'idéologies distinctes sont nées au juste au XIXe siècle. Trois ? Deux ? Une seule ? Je viens d'exposer les arguments qui, conformément à la tradition, suggèrent une trinité. Voyons maintenant comment les trois peuvent se réduire à deux. (...)

Remarquons ici que l'alliance des libéraux et des socialistes nous mène à une sorte d'idéologie libérale-socialiste, et que l'alliance des libéraux et des conservateurs nous mène à une sorte d'idéologie libérale conservatrice. On ne se trouve donc, en fin de compte, qu'en face de deux variantes de l'idéologie libérale. L'alliance des conservateurs et des socialistes, qui semble plus étonnante, ne fut au début qu'une tactique passagère. Et cependant on se demandera si elle n'a pas été élaborée plus tard, d'une façon plus durable, par les divers «totalitarismes» du XXe siècle, dans la mesure où ils consacraient une sorte de traditionalisme à la fois populiste et socialisant. » WALLERSTEIN Immanuel, *op. cit.*

compris le libéralisme « progressiste ». De même, pour ceux qui voient dans la pensée contre-révolutionnaire et réactionnaire la matrice conceptuelle de la tradition antilibérale — perspective qui n'est pas nécessairement incompatible avec la précédente — le périmètre de l'illibéralisme se limitera ou s'étendra à des mouvements, institutions et théories partageant une filiation intellectuelle et politique avec cette pensée contre-révolutionnaire, ce qui inclut potentiellement (et souvent de façon implicite) une part du libéralisme « conservateur ». Toutefois, étant donné que la majorité des travaux sur l'illibéralisme partent du postulat selon lequel le libéralisme est l'idéologie hégémonique depuis les années 1990, le narratif le plus courant est celui d'une opposition entre le libéralisme et une alliance socialo-conservatrice « communautarienne », bien que ce narratif repose sur des interprétations de la tradition plus « fragiles » que les deux précédents.

Par conséquent, puisque dans les études de l'illibéralisme, le concept d'illibéralisme – comme celui d'anti-libéralisme – est toujours systématiquement pensé comme un *counter concept*, c'est-à-dire un concept qui se définit par opposition avec le libéralisme⁶⁴⁹, il est impossible de conceptualiser l'illibéralisme sans être pris au piège de la pluralité des interprétations contradictoires de l'historiographie libérale, qui définissent, directement ou indirectement, ce qu'est l'anti-libéralisme. Cette pluralité est en effet susceptible de constituer une véritable impasse, puisqu'elle reflète des conflits intra-idéologiques révélant l'incompatibilité entre différentes appropriations du libéralisme. Aussi, la conceptualisation de l'illibéralisme se heurte au « paradoxe de Mannheim » — c'est-à-dire à l'impossibilité d'étudier un phénomène idéologique sans entrer dans le champ idéologique lui-même — car elle implique une participation directe à un conflit idéologique sur la définition du libéralisme et de sa tradition. Se demander quelles sont les sources intellectuelles et politiques du phénomène illibéral conduit donc inévitablement à interroger la cohérence de certaines grammaires du libéralisme et des interprétations de la tradition libérale sur lesquelles elles reposent.

Dit autrement, le spectre des revendications du libéralisme est si large qu'il inclut des positions politiques antithétiques, rendant ainsi l'utilisation de la notion d'illibéralisme pour décrire un phénomène politique donné immanquablement contradictoire vis-à-vis d'une certaine

⁶⁴⁹ Sur ce point, nous renvoyons à l'article de H. Canihac que nous avons déjà cité, qui emprunte la notion de « asymmetric counter concep » à R. Koselleck : CANIHAC Hugo, « Illiberal, anti-liberal or post-liberal democracy? », *Political Research Exchange*, 4, Routledge, 2022. ; KOSELLECK Reinhart et TRIBE Keith, *Futures Past* [en ligne], Columbia University Press, 2004, [consulté le 17 avril 2024].

grammaire du libéralisme et favorable à une autre. Pourtant, on constate que, dans la littérature, l'illibéralisme est principalement pensé à travers le prisme d'une opposition entre [conservatisme libéral et socialisme] ou [libéralisme et communautarisme], et non celui d'une opposition entre [social-libéralisme et conservatisme].

Comme nous allons le voir, la comparaison des généalogies de l'illibéralisme révèle cet enjeu idéologique de façon éclatante, car elle reflète les conflits intraindés pour le monopole du libéralisme depuis la seconde moitié du XIX^e siècle (1). Ce constat suggère cependant l'existence d'une véritable impasse épistémologique pour la conceptualisation de l'illibéralisme, impasse qui ne semble pas prise en compte dans la littérature contemporaine, même si certains chercheurs dénoncent explicitement l'existence de « faux libéralismes » illibéraux, c'est-à-dire qu'ils contestent la véracité des grammaires idéologiquement concurrentes du libéralisme (2).

1. Une définition de l'antilibéralisme tributaire des conflits entre les courants intellectuels se revendiquant du libéralisme

En plus d'éclairer les contradictions impensées entre les différentes interprétations de la tradition libérale, et les conceptualisations de l'illibéralisme qu'elles suggèrent, la comparaison des généalogies de l'illibéralisme permet d'appréhender la dimension idéologique de la conceptualisation de l'illibéralisme en elle-même. En effet, la « fixation stratégique de l'historiographie libérale »⁶⁵⁰ fait l'objet d'un conflit intraindés, c'est-à-dire entre les intellectuels qui se proclament libéraux et d'un conflit idéologique « externe » c'est-à-dire entre les libéraux et leurs opposants politiques. Or, ces conflits s'immiscent – entre-autre – dans le champ académique en raison de la présence importante des intellectuels « libéraux » au sein du monde académique⁶⁵¹. Par conséquent, la distinction entre l'utilisation

⁶⁵⁰ KÉVORKIAN Gilles et AUDIER Serge, *La pensée libérale*, Ellipses, 2010.

⁶⁵¹ « Interestingly enough, as we move away from the origins, the line of demarcation between the political facets of the concept [of liberalism] and the tendentially academic uses that some authors make of it becomes more and more blurred. For example, Hobhouse and other representatives of the new liberalism – like Posada, Almagro or Elorrieta – were both rigorous scholars and public intellectuals, and it is difficult to say whether, when they wrote about liberalism and its history, they did so as politically active citizens or as scientists (the two vocations on which Weber famously lectured in those same years). Most of the time, they did so on the basis of their dual status as teachers and ideologues. The result, then, is that at least since the beginning of the twentieth century, it has become increasingly difficult to distinguish between liberalism as an ideological concept and as an

des notions de libéralisme et d'illibéralisme comme « outil analytique » et comme « concept idéologique » est nécessairement floue⁶⁵².

Les généalogies du libéralisme diffèrent et s'opposent donc dans leur découpage de la tradition libérale et dans leur interprétation des « *core concept* »⁶⁵³ du libéralisme, comme le montre les conflits dans la définition et la délimitation du libéralisme classique⁶⁵⁴. Pourtant, le constat d'une pluralité de définitions du libéralisme n'est généralement pas ignoré au sein des études de l'illibéralisme⁶⁵⁵. Toutefois, on peut observer que ce constat n'entraîne jamais une réflexion sur la dimension agonistique de cette polysémie et qu'il conduit à esquiver le problème épineux du caractère essentiellement contesté de la définition du libéralisme. En effet, bien que le constat de la diversité des usages du terme de libéralisme constitue un lieu commun, les conflits d'interprétations de la tradition libérale, et les conflits intraindésolubles au sein de la famille libérale ne sont eux jamais mentionnés, contrairement à des conflits « externes » entre libéraux et communautariens, ou libéraux et socialistes. De façon révélatrice, Holmes se borne ainsi à dénoncer le caractère caricatural des définitions du libéralisme proposées par ses adversaires autoproclamés – notamment celles des intellectuels communautariens – sans mentionner l'existence de conflits de définition au sein de la galaxie libérale⁶⁵⁶. Pourtant, ces conflits ont conduit les intellectuels « libéraux » – et en particulier

analytical tool. » FREEDEN Michael, FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier et LEONHARD Jörn, *In Search of European Liberalisms*, Berghahn Books, 2019.

⁶⁵² *Ibid.*

⁶⁵³ Nous renvoyons sur ce point à nos développements sur l'approche morphologique des idéologies dans notre introduction et notre chapitre VI.

⁶⁵⁴ Le problème de la définition du libéralisme classique n'est d'ailleurs jamais abordé dans les études de l'illibéralisme alors qu'il est cœur des travaux de H. Rosenblatt et qu'il s'agit d'une pomme de discorde entre libéraux-conservateurs et libéraux progressistes depuis la fin du XIXe siècle.

⁶⁵⁵ A titre d'exemple, on peut voir que la très grande majorité des chapitres du RHI font mention de cette pluralité, et qu'ils proposent une définition du libéralisme pour rendre intelligible ce qui est considéré comme de l'illibéralisme. On peut citer à titre d'exemple le passage suivant : « Liberalism is a word with too many concepts. The uncertainty of liberalism is reflected in the uncertainty of illiberalism, which seems to be historically and even at the level of political theory undecided about which element of liberalism to contest. Even though illiberalism is not a simple negation of liberalism, as a concept it cannot escape the same uncertainty that characterizes liberalism. » UITZ András Sajó Renáta, « A Compass for Illiberalism Research », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁶⁵⁶ S. Holmes dénonce ainsi continuellement la description caricaturale et tronquée du libéralisme dressée par les antilibéraux :

« Despite these complexities, antiliberalism retains the shape of a coherent attitude, if not of a cogent doctrine. Above all, an identical set of mistakes and misdescriptions surfaces, with astonishing regularity, in almost every antiliberal work. After a fairly exhaustive survey, I have managed to identify twenty fundamental fallacies or intellectual failings of anti-liberalism: six theoretical confusions and fourteen historical errors. These fallacies have been a permanent feature of Western political theory since the French Revolution. No criticism or exposé will make them disappear. We may shame them into hiding temporarily, but they will soon resurface in a slightly altered guise. The best we can aspire to achieve is not a cure but a list of symptoms. Such an identity kit may nevertheless be of some value. Those who want to think seriously about the problems and deficiencies of the

les intellectuels « néolibéraux » tels que Hayek⁶⁵⁷ – à définir le libéralisme de façon à exclure leurs rivaux inтраidéologiques du périmètre libéral⁶⁵⁸. Dans une perspective différente, on retrouve également cette légitimation de la redéfinition « néolibérale » (ou conservatrice) du libéralisme dans les travaux des chercheurs tels que Cas Mudde qui oppose un « populisme illibéral » à un libéralisme « non-démocratique » :

« The rise of undemocratic liberalism is debated under many different terms, including 'neoliberal globalization', 'post-democracy' and 'technocracy'. While many of these terms, and linked debates, focus almost exclusively on the economic dimension, I believe that the process of undemocratic liberalism goes well beyond neoliberal economics. While it is true that depoliticization had a particularly strong effect on the economic sector, through privatization and deregulation, many non-economic aspects were also 'liberalized'. Abortion and the death penalty are good examples of controversial issues that have become legalized in most European countries. Over the past decades, a lot of economic and political issues have become legal issues, which means they have been taken out of the political, most notably electoral, arena »⁶⁵⁹.

Or, le processus d'excommunication et de lutte pour le monopole du libéralisme est d'une importance capitale car il induit un conflit sémantique et conceptuel autour des termes d'antilibéralisme et d'illibéralisme (qui sont utilisées alternativement afin de décrire une position antithétique avec le libéralisme) et plus généralement un conflit dans la décontestation des concepts clés du libéralisme comme ceux de liberté, de progrès ou

liberal tradition risk being pointlessly sidetracked by antiliberalism's confused and confusing barrage of charges. A survey of the misunderstandings and blunders of our most prominent antiliberals should, however briefly, help keep spurious accusations at bay. » HOLMES Stephen, *TWELVE. The Permanent Structure of Antiliberal Thought* [en ligne], Liberalism and the Moral Life, Harvard University Press, 1989, [consulté le 29 avril 2020].

⁶⁵⁷ HAYEK Friedrich A. von, *Individualism*, Dublin, Hodges, Figgis & Co., Ltd.; [Etc., Etc.], 1946.

⁶⁵⁸ Nous ne pouvons pas rendre justice à l'analyse de ce conflit historiographique et à ses implications, qui a été l'objet de notre mémoire de recherche sur les impensés du néolibéralisme en Master. De façon très synthétique et non-exhaustive, nous nous permettons ici de renvoyer aux travaux de Philippe Légé et Francisco Vergara, puisque ce conflit est beaucoup mieux appréhendé dans l'histoire de la pensée économique que dans l'histoire politique des idées libérale en général. Voir : VERGARA Francisco, *Les Fondements Philosophiques du Libéralisme*, Paris, France: Editions la découverte, Paris, 2002 LÉGÉ Philippe, « HAYEK'S READINGS OF MILL », *Journal of the History of Economic Thought*, 30, Cambridge University Press, 2008 LÉGÉ Philippe, « Le mirage du libéralisme hayékien », *Revue Française de Socio-Economie*, n° 3, 2009. S'agissant de la théorie politique et de l'histoire des idées, nous renvoyons aux travaux d'Helena Rosenblatt et Michael Freeden, sur lesquels nous reviendrons dans le chapitre IV : ROSENBLATT Helena, *The Lost History of Liberalism* [en ligne], The Lost History of Liberalism, Princeton University Press, 2018, [consulté le 4 juin 2022] FREEDEN Michael, FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier et LEONHARD Jörn, *In Search of European Liberalisms*, Berghahn Books, 2019.

⁶⁵⁹ MUDDE Cas, « Populism in Europe », *Government and Opposition*, 56, 2021.

d'universalisme et la décontestation des institutions clés du libéralisme comme le marché, l'Etat de droit ou encore le parlement.

Dès la seconde moitié du XIXe, Spencer dénonce ainsi l'existence d'un détournement sémantique et politique du libéralisme et l'abandon du « libéralisme classique » par le parti libéral anglais au profit d'une politique « redistributrice » et égalitaire opposée en tout point aux exigences du libéralisme originel⁶⁶⁰. Ce diagnostic sera plus tard repris par Hayek et Mises lors du colloque Walter Lippmann en 1928, puis par l'ensemble de leurs héritiers qu'ils se désignent eux-mêmes comme néolibéraux, libéraux ou libertariens⁶⁶¹. Depuis la fin du XIXe, les défenseurs du capitalisme victorien (ou manchestérien) dénoncent le développement d'un interventionnisme étatique en matière socio-économique, et la défense de ce dernier par des faux-libéraux « socialistes » tels que John S. Mill, Keynes et Kelsen. Pour Hayek, le « nouveau libéralisme » apparu à la fin du XIXe est donc antilibéral⁶⁶² – en plus de mener au totalitarisme – car il remet en question le marché libre dérégulé qui est au cœur du véritable libéralisme⁶⁶³. Toutefois, pour Benedetto Croce⁶⁶⁴, John M. Keynes⁶⁶⁵, ou Dewey ce sont les défenseurs du « capitalisme manchestérien » c'est-à-dire du *laissez-faire* qui sont des imposteurs, accusés de détourner le libéralisme classique de son sens originel en

⁶⁶⁰ FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996; AUDARD Catherine, *Qu'est-ce que le libéralisme?*, Gallimard, 2009.

⁶⁶¹ On notera ici que le fait même de se désigner comme néolibéral, libéral ou libertarien est précisément la conséquence d'un jeu de langage qui outrepassent les clivages doctrinaux et épistémologiques, puisque le choix d'employer ces différents termes pour s'auto-désigner ou décrire un objet dépend du contexte, de la grammaire du libéralisme utilisé et de l'interprétation de la tradition libérale. Certains « libertariens » se désignent donc comme tel par dépit, en raison du détournement sémantique du terme de « libéralisme » dans certaines aires de langages mais ils se considèrent bien comme les héritiers du libéralisme classique, tandis que d'autres se définissent systématiquement comme des libertariens en raison d'un rejet d'un libéralisme classique considéré comme ontologiquement interventionniste et liberticide. Le positionnement vis-à-vis de l'œuvre d'Adam Smith illustre parfaitement cette distinction entre les différents libertariens, puisqu'il est considéré comme une figure intellectuelle majeure par les premiers, et comme l'un des pires imposteurs de l'histoire de la pensée économique par les seconds. Sur ce point, voir notamment : AUDIER Serge, *Néolibéralisme(s)*, Grasset, 2012. Nous nous permettons également de renvoyer à notre propre travail sur ce point puisque nous avons abordé cette question dans un article consacré à la critique libérale du capitalisme de connivence, car la comparaison des critiques libérales « progressistes », néolibérales et libertariennes du *crony capitalism* montre en quoi l'interprétation néolibérale du libéralisme classique est en définitive incohérente et incompatible avec leur défense du *free-market*, voir : DEMIAS-MORISSET Raphaël, « La critique libérale du capitalisme de connivence » [en ligne], *Implications philosophiques*, 2022, [consulté le 24 novembre 2023].

⁶⁶² LÉGÉ Philippe, *op. cit.*

⁶⁶³ HAYEK Friedrich A. von, *Individualism*, Dublin, Hodges, Figgis & Co., Ltd.; [Etc., Etc.], 1946.

⁶⁶⁴ Luigi Einaudi, *Dei diversi significati del concetto di liberismo economico e dei suoi rapporti con quello di liberalismo* (1931), publié dans Benedetto Croce et Luigi Einaudi, *Liberismo e liberalismo*, Milan-Naples, Ricciardi, 1988. Cité dans Audard, Catherine. « Le "nouveau" libéralisme », *L'Économie politique*, vol. 44, no. 4, 2009, pp. 6-27

⁶⁶⁵ KEYNES John Maynard, « The End of Laissez-Faire », in *Essays in Persuasion*, Palgrave Macmillan UK, 2010, [consulté le 1 juillet 2021].

raison de leur lecture tronquée d'Adam Smith et de leur collusion avec les milieux d'affaires et le grand patronat⁶⁶⁶. Ce conflit inтраidéologique entre défenseurs et opposants du *free-market* revêt donc une dimension historiographique essentielle – puisque tant Hayek et Mises que Croce et Keynes réclament une filiation avec le libéralisme classique – et une dimension sémantique. Les auteurs critiques du *free-market* sont ainsi décrits comme des socialistes par Hayek et Mises⁶⁶⁷, inversement, ces derniers sont décrits comme des *libéristes* par Croce et les partisans du nouveau libéralisme en Italie⁶⁶⁸. Chacun de ces auteurs justifie donc l'excommunication de ses adversaires inтраidéologique par son interprétation de la tradition libérale⁶⁶⁹. Or, il existe d'autres interprétations de la tradition libérale, et d'autres grammaires du libéralisme, tant chez les défenseurs du *free-market* que chez leurs opposants comme le montre les nombreux travaux qui se sont intéressés au colloque Lippmann, ce qui explique incidemment une partie des malentendus que générés par le terme de « néo-libéralisme ». Ainsi, pour les partisans d'un nouveau libéralisme – ou d'un social-libéralisme⁶⁷⁰ – comme Leonard T. Hobhouse (voire Dewey), le libéralisme classique est considéré comme partiellement responsable de l'avènement d'un capitalisme manchestérien qu'il convient d'abandonner, ce qui implique de repenser la notion d'individualisme et la relation entre intérêt privé et intérêt général dans une perspective égalitaire et démocratique⁶⁷¹. Cette interprétation de la tradition libérale, qui induit la nécessité d'une révision doctrinale et

⁶⁶⁶ Ce constat conduit d'ailleurs C. Audard à privilégier l'appréhension du néolibéralisme comme une entreprise de « propagande » de la frange du patronat américain opposée au *new deal* plutôt que comme une idéologie avec une doctrine philosophique cohérente. Sur ce point, voir à titre non exhaustif : AUDARD Catherine, *Qu'est-ce que le libéralisme?*, Gallimard, 2009 PLEHWE Dieter, WALPEN Bernhard J. A. et NEUNHÖFFER Gisela (dir.), *Neoliberal Hegemony*, Routledge, 2005. On peut d'ailleurs voir à quel point Dewey est sensible à cet enjeu historiographique dans ses ouvrages et conférences. Voir à titre d'exemple : DEWEY John, « The Future of Liberalism », *The Journal of Philosophy*, 32, Journal of Philosophy, Inc., 1935.

⁶⁶⁷ Alors qu'ils se décrivent eux-mêmes comme des paléo-libéraux, c'est-à-dire des défenseurs du « véritable » libéralisme du début du XIXe siècle, ce qui explique pourquoi Hayek s'est toujours décrit comme un *old whig*, à l'image de Burke. Sur ce point : AUDIER Serge, *Néolibéralisme(s)*, Grasset, 2012.

⁶⁶⁸ Luigi Einaudi. « Dei diversi significati del concetto di liberismo economico e dei suoi rapporti con quello di liberalismo » (1931), publié dans Benedetto Croce et Luigi Einaudi, *Liberismo e liberalismo*, Milan-Naples, Ricciardi, 1988. Cité dans AUDARD Catherine, « Le «nouveau» libéralisme », *L'Economie politique*, n° 44, 2009. Sur le conflit entre libéralisme et libérisme, c'est-à-dire entre eux versions cohérentes et rivales du libéralisme politique et économique, voir également : DE SAINT-VICTOR Jacques, « «Libérisme» contre libéralisme », in *Critique des nouvelles servitudes*, Presses Universitaires de France, 2007, [consulté le 19 avril 2024].

⁶⁶⁹ CAPDEVILA Nestor, *Le concept d'idéologie*, Presses universitaires de France, 2004.

⁶⁷⁰ AUDIER Serge, « Conclusion / Socialisme libéral ou « social-libéralisme » ? », La Découverte, 2014, [consulté le 17 avril 2024].

⁶⁷¹ John Dewey, « Après le libéralisme?, ses impasses, son avenir » Flammarion, Climats, (2014). ; SEAMAN John W., « L. T. Hobhouse and the Theory of "Social Liberalism" », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 11, 1978 AUDARD Catherine, *op. cit.*

politique d'un libéralisme classique considéré comme incapable de résoudre la crise économique de 1929 et par extension d'enrayer la montée du totalitarisme, est partagée par Aron⁶⁷² – ce qui justifie son adhésion au keynésianisme. Cette interprétation de la tradition libérale est également partagée par les membres du colloque Lippmann tels que Wilhelm Röpke, Walter Eucken et Alexander Rüstow qui sont favorable au « free-market » tout en étant farouchement opposés à la social-démocratie et à un régime parlementaire « non-rationalisé », ce qui explique leur appropriation du terme de « néolibéralisme »⁶⁷³. La réception du libéralisme classique au début du XXe fait donc l'objet d'un véritable imbroglio qui illustre l'existence d'un jeu de langage propre à la galaxie libérale. Pour Hayek, Mises, Keynes et Croce, le libéralisme classique a déjà été abandonné au cours du XIXe siècle, ce qui justifie la revendication d'une filiation avec ce dernier, tandis que pour les autres défenseurs et critiques du « free-market » il faut au contraire réviser un libéralisme classique considéré comme hégémonique jusqu'à la première guerre mondiale.

Les malentendus qui résultent du caractère « contesté » de la généalogie du libéralisme vont par ailleurs se manifester tout au long du XXe siècle, tant à l'intérieur de la galaxie libérale, qu'à l'extérieure de cette dernière. L'avènement d'un « narratif Lockéen » entre les années 1930 et 1950 en Angleterre et aux États-Unis conduit ainsi à réévaluer l'importance d'un libéralisme classique vilipendé par les nouveaux libéraux⁶⁷⁴. Locke devient par conséquent le

⁶⁷² AUDIER Serge, *Néolibéralisme(s)*, Grasset, 2012 CHÂTON Gwendal, « Libéralisme ou démocratie ? », *Revue de philosophie économique*, Vol. 17, 2016.

⁶⁷³ AUDIER Serge, *op. cit.*

⁶⁷⁴ Par narratif Lockéen, nous faisons référence à la découverte de Locke et à son institution comme père fondateur du libéralisme après la seconde guerre mondiale dans un contexte d'opposition entre un libéralisme de la guerre froide occidental basé sur la protection du droit de propriété et un socialisme soviétique totalitaire. Comme l'explique D. Bell, Locke est donc *devenu* la figure intellectuelle de référence du libéralisme à cette période alors qu'il n'était jusqu'à ce moment pas considéré comme un intellectuel libéral. On peut expliquer cette réécriture de l'histoire du libéralisme qui est également décrite par H. Rosenblatt par différents facteurs, ce qui conduit à l'avènement (ou plutôt au retour) du narratif décrit par Wallerstein d'une opposition entre libéralisme d'un côté et socialisme et conservatisme de l'autre. Sur ce point, voir notamment cet extrait :

« Given Locke's tarnished reputation at the time what are we to make of his current status as the ur-liberal? One possible answer is that it is based on a mistake—that Locke simply wasn't a liberal. Another response is to insist that we have now corrected the error of earlier thinkers who failed to recognise Locke's liberalism. In other words, he had either always been a liberal or he was never one. Both positions are defensible: it is possible to extract conflicting meanings from Locke's work. But I suggest an alternative answer: Locke became a liberal during the twentieth century. As part of a process of retrojection his body of work—or at least some stylised arguments stripped from it—was posthumously conscripted to an expansive new conception of the liberal tradition.

(...)

père fondateur d'une tradition libérale occidentale, caractérisée par la propriété privée, l'individualisme et la *rule of law*, et par extension d'une « démocratie libérale » opposée aux « démocraties » totalitaires nazi et soviétiques⁶⁷⁵. La (re)découverte de Locke va donc conduire à éclipser les figures de Dewey et Mill auprès d'une partie du monde académique et intellectuel anglo-américain, tant chez les défenseurs que chez les critiques du libéralisme. L'avènement de ce nouveau narratif libéral semble donc expliquer l'évolution globale de la grammaire du libéralisme dans le monde académique anglo-américain, en particulier le schisme entre l'interprétation monolithique du libéralisme en science politique, qui est fortement inspiré par ce narratif Lockéen, et la diversité des théories politiques libérales⁶⁷⁶. Ce narratif Lockéen, ainsi que la réhabilitation de la pensée Kantienne face à l'utilitarisme et au conséquentialisme⁶⁷⁷, conduit à instaurer une lecture téléologique du libéralisme basée sur

The Lockean narrative was consolidated in Britain and the United States between the 1930s and the 1950s, as liberalism was reconfigured as the ideological other of "totalitarian" ideologies, left and right. This was achieved through two key discursive moves and across two main chronological phases. The first move deepened the retrojective extension of the liberal tradition that had already begun in both Britain and the United States. The early modern account moved from being a minority report to the dominant narrative. The second development was, if anything, even more significant: the emergence and proliferation of the idea of "liberal democracy." As representative forms of political order came under sustained fire, intellectuals propagated an all-encompassing narrative that simultaneously pushed the historical origins of liberalism back in time while vastly expanding its spatial reach. For the first time, it was widely presented as either the most authentic ideological tradition of the West (a pre-1945 storyline) or its constitutive ideology (a view popular after 1945). » BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, 2014.

⁶⁷⁵ « The Lockean narrative was frequently generalised into a broader claim about the Lockean-liberal character of Anglo-American (sometimes Western) societies, an interpretive strategy popularised by Louis Hartz and that was to have a profound effect on the emergent subfield of comparative politics.113 Conjoining "liberal" to democracy automatically (and vastly) expanded the scope of those purportedly encompassed by liberalism, as supporters of "liberal democracy" were conscripted, however reluctantly, to the liberal tradition. Liberalism was thus transfigured from a term identifying a limited and contested position within political discourse to either the most authentic expression of the Western tradition or a constitutive feature of the West itself. Again, this conceptual shift was rarely acknowledged, though it didn't pass completely unremarked. Strauss noted the peculiarity, and the "serious difficulty" for interpretation, that resulted from the "fact that here and now liberalism and conservatism have a common basis; for both are based here and now on liberal democracy, and therefore both are antagonistic to Communism."114 The political instrumentalisation of intellectual history was widespread across the Euro-Atlantic world, reaching its *reductio ad absurdum* in Bertrand Russell's declaration that "at the present time Hitler is an outcome of Rousseau; Roosevelt and Churchill, of Locke." » *Ibid*.

⁶⁷⁶ A cet égard, on peut constater l'absence presque systématique des théories des intellectuels libéraux du *high liberalism* au sein de la transitologie mais également au sein des études de l'illibéralisme. À titre d'exemple, on peut voir que Rawls est cité de façon très relative et superficielle au sein du RHI (5 chapitres sur 61), de même pour R. Dworkin (2 chapitres sur 61), c'est-à-dire uniquement pour définir de façon prescriptive certaines notions clés du libéralisme politique, tandis que des intellectuels comme R. Rorty ou J. Shklar ne sont cités respectivement qu'à deux reprises dans l'ensemble de l'ouvrage.

⁶⁷⁷ Nous n'ignorons pas que le terme de « conséquentialisme » a été forgé par Anscombe pour critiquer l'utilitarisme et dans une autre mesure l'idéalisme Kantien, néanmoins on peut voir qu'utilitarisme et conséquentialisme sont souvent assimilés en théorie politique. Voir : PETTIT Philip, *Consequentialism*, Dartmouth, 1993 ANSCOMBE Elizabeth, AUCOUTURIER Valérie et JOMAT Anaïs, « La question de l'idéalisme linguistique », *Cahiers philosophiques*, 158, Vrin, 2019.

l'idée d'une cohérence entre le libéralisme classique et le libéralisme contemporain. Cette interprétation de la tradition libérale – et les grammaires du libéralisme qu'elle induit – va permettre la résurgence et le développement d'une critique de l'individualisme et de l'atomisme libéral dans la seconde moitié du XXe siècle qui va se penser comme communautarienne et parfois « antilibérale »⁶⁷⁸, bien qu'elle puisse paradoxalement se penser comme un retour au « pragmatisme » libéral de Dewey, ou à celui de Rorty⁶⁷⁹.

De fait, l'entreprise de généalogie intellectuelle (et politique) du libéralisme se heurte à la concurrence inтраidéologique de plusieurs grammaires du libéralisme, qui reposent sur des interprétations tantôt divergentes, tantôt convergentes de la tradition libérale, et qui s'excommunient parfois mutuellement du périmètre « libéral ». Par conséquent, la généalogie de l'antilibéralisme se trouve prise au piège de cet affrontement idéologique, et de ses ramifications, car chacune de ces grammaires – ou de ces langages – du libéralisme va connaître un destin différent en fonction des traditions politiques de chaque Etat et de leurs paysages intellectuels :

« A related problem [to the fact that liberalism is not a default ideational position of the human as some universalizing ethicists appear to hold, but an ideology crafted in a constant struggle with other creeds and Weltanschauungen, often besieged and on the defensive, and frequently reflecting a minority taste] is that many of the attributes of liberalism long preceded the word that eventually included them. Purists among conceptual historians may have a case in contending that the history of the word 'liberalism' rules out the rather clumsily named notion of 'proto' liberalisms. But inasmuch as the concept 'liberalism' contains many interrelated concepts under its aegis – concepts such as liberty, tolerance and the rule of law – we ought at least to

⁶⁷⁸ « The new historical narrative was adopted by both critics and celebrants of liberalism. Converging on description, they diverged in both explanation and normative evaluation. From the left, for example, Laski depicted liberalism as an ideology with foundations bored deep into the bedrock of Western history: "liberalism has been, in the last four centuries, the outstanding doctrine of Western civilization." It supplied the ideological scaffolding of modern capitalism. Locke was elevated to the "most representative prophet" of the new age. This line of critique reappeared in the work of Laski's student Macpherson and is still popular today.¹⁰⁸ On the political right, meanwhile, Strauss, Voegelin, and others, also pressed variations on the early modern theme. Self-proclaimed liberals were only too happy to vaunt the robust durability and deep roots of their creed, bolstering its ideological armature in the face of hostile competition. Narrative convergence helped produce discursive hegemony. It was against this imposing—but quite new—ideological edifice that the contextualist scholars of the 1960s fought their rear-guard action. » BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, 2014.

⁶⁷⁹ Richard Rorty, « Contingency, Irony, and Solidarity ». Cambridge: Cambridge University Press, 1989. ISBN 978-0521353816

recall that their older history is inextricably intertwined with the story of liberalism itself.

(...)

The tendency to shrink the concept to the word is present both in historical discourses within the political and intellectual classes and constitutes a trend – though to a lesser degree – within the discipline of conceptual history itself. Three issues follow. First, the obverse of the retrospective construction of liberal narratives is the practice of many intellectual historians to trace liberal ideas back to a time when the word was unknown in political discourse. Rights, individualism, constitutionalism and private property often serve in such ‘ersatz’ roles, and they are co-opted, sometimes erroneously, to indicate milestones in a long and durable liberal trajectory. Second, that process is sometimes accompanied by a contemporary misrecognition of the contours and layers of liberal thinking: the strong similarities between French solidarisme and British left-liberalism in the late nineteenth century are a case in point, despite the prevailing exclusion of the former from the category of ‘liberal’ by French analysts and commentators. In Britain, ‘radical’ and ‘progressive’ frequently substituted for, or intersected with, ‘liberal’, and variants of social democracy have shared much of their conceptual content with liberalism – an overlap also notable in Sweden – even when it is politically inconvenient to draw attention to such conceptual overlaps. Third, as noted above, the rather crude references to a concept such as liberalism as if it constituted an integrated block or mass undervalue the subtle, intricately bound, mutating and often fragile liberalisms – the conceptions that cohabit or feud under the umbrella term »⁶⁸⁰.

La trajectoire du narratif Lockéen dans le monde académique anglo-américain explique de fait les divergences quant à la labellisation idéologique du « communautarianisme » dont les contours intellectuels sont moins flous que changeant en raison de la diversité des grammaires du libéralisme. Certains penseurs communautariens comme Charles Taylor et Michael Walzer peuvent ainsi simultanément se décrire comme libéral et communautarien, en se référant positivement à l’héritage politique et philosophique de Dewey, tout en critiquant les apories du libéralisme « déontologique » de Rawls et de l’atomisme libéral, c’est-à-dire des conséquences socio-politiques du « libéralisme de la guerre froide »⁶⁸¹. En raison

⁶⁸⁰ FREEDEN Michael et FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier, « Introduction. European Liberal Discourses », in *Introduction. European Liberal Discourses: Conceptual Affinities and Disparities*, Berghahn Books, 2019, [consulté le 20 mai 2024].

⁶⁸¹ TAYLOR Charles, *Sources of the Self*, Cambridge University Press, 1992 TAYLOR Charles, « NINE. Cross-Purposes », in *NINE. Cross-Purposes: The Liberal-Communitarian Debate*, Harvard University Press, 2013, [consulté le 18 avril 2024]. WALZER Michael, « The Communitarian Critique of Liberalism », *Political Theory*, 18, Sage Publications, Inc., 1990., Michael Walzer, "What rights for illiberal communities." *Forms of justice: Critical perspectives on David Miller's political philosophy* (2003): 123-134.

de leur grammaire du libéralisme, ils sont donc susceptibles selon les contextes de se positionner au sein du débat intralibéral, ou à l'extérieur de ce dernier, ce qui implique d'utiliser occasionnellement les termes « antilibéral » ou « illibéral » pour décrire l'incompatibilité potentiel entre communautarisme et libéralisme sans pour autant défendre une forme d'illibéralisme, contrairement à D. A. Bell⁶⁸². La prévalence de l'association entre communautarisme et illibéralisme au sein de la littérature⁶⁸³ s'inscrit dans la continuité de la critique formulée par Holmes à l'encontre des communautariens dans les années 1990 et elle est moins une défense du libéralisme déontologique de Rawls que du libéralisme « lockéen » de la guerre froide⁶⁸⁴. Elle nécessite donc d'être interrogée de façon critique – comme nous le ferons par la suite en mobilisant les travaux de Sungmoon Kim⁶⁸⁵ – car elle simplifie des critiques du libéralisme qui sont plurielles et divergentes, et la tradition libérale en elle-même, afin de les homogénéiser pour mieux les opposer⁶⁸⁶. Le fait de

⁶⁸² Sur la réflexion et la remise en question de l'association hâtive entre communautarisme et antilibéralisme, voir : MOUFFE Chantal, « LE LIBÉRALISME AMÉRICAIN ET SES CRITIQUES », *Esprit* (1940-), Editions Esprit, 1987 LACROIX Justine, « Peut-on être libéral et communautarien? », *Swiss Political Science Review*, 7, 2001. ; KIM Sungmoon, « Pragmatic Confucian Democracy », *The Journal of Politics*, 79, The University of Chicago Press, 2017. Sur ce point, voir également les arguments de W. Brown, sur lesquels nous reviendrons :

« À cet égard, le genre d'arguments mis en avant par les supposés critiques de la théorie libérale contemporaine – tels que Michael Sandel et Allan Bloom –, selon lesquels la famille est hors du champ des standards libéraux de la justice, se conforment encore plus méticuleusement au projet de justice du libéralisme et à sa formulation de la famille que ne le font les arguments en faveur d'une extension des principes libéraux à la famille maladroitement avancés par Michael Walzer, John Rawls, ou Susan Okin » BROWN Wendy, « Chapitre 5. Valeurs d'usage de la famille dans le libéralisme », *Pratiques théoriques*, 2016.

⁶⁸³ A titre d'exemple, on peut voir que la thèse de l'assimilation entre illibéralisme et communautarisme est défendue explicitement dans cinq chapitres au sein du RHI, et qu'elle fait autorité ou qu'elle est mentionnée de façon ponctuelle dans les autres chapitres de l'ouvrage. À titre d'exemple, on peut se référer à ce passage, qui est représentatif de la tendance générale de l'ouvrage :

« What has come to be known by the woolly term “communitarianism” in recent scholarship is associated with an intellectual reaction to modern liberalism, particularly as formulated by John Rawls in 1971 (Sandel 1981; Walzer 1983; MacIntyre 1984; Taylor 1989; Etzioni 1998). This type of argument, however, was originally directed at the philosophes in the eighteenth century, perhaps for the first time by Jean- Jacques Rousseau, at the very height of the Enlightenment (Garrard 2003). It has been revived to assault liberalism, which has come to be seen by many as an Enlightenment ideology. » GARRARD Graeme, « Illiberalism and Opposition to the Enlightenment », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021. Voir également :

⁶⁸⁴ HOLMES et STEPHEN, *The Anatomy of Antiliberalism* [en ligne], Harvard University Press, 1996, [consulté le 26 février 2024].

⁶⁸⁵ KIM Sungmoon, « Confucian Democracy in East Asia », sur *Cambridge Core* [en ligne], Cambridge University Press, publié le février 2014, [consulté le 30 avril 2020] KIM Sungmoon, *op. cit.*

⁶⁸⁶ On peut d'ailleurs noter qu'au sein du chapitre consacré à la relation entre illibéralisme et conservatisme, A. Hamilton semble plus circonspect que les autres contributeurs de l'ouvrage sur ce point, et qu'il pointe les contradictions potentielles des travaux de S. Holmes, puisque selon ce dernier, les communautariens s'attaquent discursivement au libéralisme, tout en défendant les libertés « libérales » : « How far his communitarianism is anti- liberal is moot. As Holmes notes, “[s] oft antiliberals malign liberalism verbally, but when faced with practical choices, reveal a surprising fondness for liberal protections and freedoms” (Holmes 1993, 88). » HAMILTON Andy, « Conservatism as Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

considérer les pensées communautariennes et post-marxistes comme l'un des cœurs de l'antilibéralisme traduit ainsi la prévalence d'une grammaire « lockéenne » du libéralisme, dont l'interprétation de la tradition libérale est basée sur l'opposition et l'incompatibilité avec le socialisme, ce qui est un élément de convergence avec la grammaire conservatrice du libéralisme. L'absence systématique de référence à Dewey (et aux différents penseurs du nouveau libéralisme, qu'ils soient anglo-saxons ou continentaux, à l'exception de J. S. Mill) et Richard Rorty dans les études de l'illibéralisme témoigne ainsi de la participation (volontaire ou non) à un conflit idéologique d'interprétation de la tradition libérale mené par les courants néolibéraux et néo-conservateurs dont la conséquence est l'exclusion de tous les courants progressistes et égalitaires du périmètre libéral, c'est-à-dire du libéralisme de gauche⁶⁸⁷. Cette excommunication du social-libéralisme induit d'ailleurs une rupture entre la grammaire lockéenne et la grammaire conservatrice du libéralisme, car dans sa forme paroxystique, elle conduit à labelliser comme « illibérale » la théorie de la justice Rawlsienne⁶⁸⁸, alors que Rawls

⁶⁸⁷ Sur ce point, nous renvoyons aux travaux de Serge Audier. Voir notamment cet extrait :

« L'hostilité des néo-conservateurs vis-à-vis des libéraux de gauche est liée à leur rejet viscéral de la contestation des années 1960. Or, bien qu'en rupture avec la modération et le réformisme des libéraux, le mouvement étudiant et la « Nouvelle gauche » se situaient aussi en partie dans le sillage d'une certaine tradition d'un libéralisme de gauche, en particulier celui incarné par le philosophe John Dewey.

(...)

Or, les Straussiens et les néo-conservateurs ont tout fait pour briser le poids intellectuel et idéologique de ce courant de la gauche libérale. Ainsi, dans l'Histoire de la philosophie politique dirigée par L. Strauss et son collaborateur J. Cropsey, le libéralisme démocratique et social de Dewey est dénigré pour sa « naïveté ». Quant à A. Bloom, il fustige Dewey pour son pragmatisme qui identifie la méthode de la science à celle de la démocratie, et qui juge le passé « radicalement imparfait ». Après Dewey, c'est sans doute Rawls qui a fait l'objet des plus fortes attaques. Bloom s'illustre, là encore, par sa virulence contre un philosophe qui aurait cautionné, de manière « caricaturale », le pire relativisme, en écrivant des centaines de pages « pour persuader les hommes de ne mépriser personne » et en proposant « un modèle de gouvernement qui les y contraindrait ». Le même Bloom formule dans la revue *Commentaire* une critique du libéralisme de Rawls d'une rare violence, à l'heure même où la gauche française commence à s'y intéresser. Intitulé « John Rawls, un philosophe sans éducation. », le texte est traduit par Manent lui-même, avec une présentation qui en rajoute dans la surenchère : « Deux fléaux venus d'Amérique menacent notre pays : Disneyland et la philosophie de John Rawls. » Décidément, A. Bloom a trouvé en France de bons vulgarisateurs ». AUDIER Serge, « 7. Un « libéralisme » néo-conservateur ? », Poche / Essais, 2009.

⁶⁸⁸ Voir notamment : SCHAEFER David Lewis, *Illiberal Justice*, University of Missouri Press, 2007. Nous reviendrons ultérieurement sur cet ouvrage car il illustre de façon révélatrice le caractère faussement paradoxal de l'alliance entre néoconservatisme et néolibéralisme. À titre de résumé, on peut indiquer qu'il s'agit d'une charge particulièrement virulente contre Rawls et plus largement contre le libéralisme « égalitariste » qui est menée au nom du *free-market* (c'est-à-dire contre le « *redistributive liberalism* »), au nom de l'élitisme (c'est-à-dire contre la démocratie) et au nom du conservatisme (c'est-à-dire contre le progressisme de manière générale et plus particulièrement la protection des minorités genrées et raciales). À titre d'extrait, voir cette note de bas de page : « On Rawls's encouragement of "an unlovely tendency... to regard anybody who does not share the enthusiasm for an energetically redistributive liberalism as more than mistaken," such that "many opinions heard in public debate—on welfare reform, on abortion, on affirmative action—don't deserve a place at the table," see Berkowitz, "John Rawls and the Liberal Faith," 64–65. By "cloaking its political conclusions in the mantle of disinterested and universal reason," while labeling opposed convictions as inherently "unreasonable," Berkowitz

est (malgré tout) considéré comme un intellectuel du canon libéral pour les tenants de la grammaire lockéenne malgré sa marginalisation dans leur lecture de la tradition libérale. On peut d'ailleurs noter que c'est souvent sur la base d'une filiation entre socialisme et communautarianisme que les communautariens sont décrits comme des antilibéraux, ce qui explique le caractère en apparence paradoxal du rejet des thèses communautariennes par les conservateurs et en particulier par les intellectuels organiques de l'illibéralisme⁶⁸⁹. Toutefois, on peut noter que cette idée d'une passerelle antilibérale entre socialisme et conservatisme a été appropriée par plusieurs intellectuels critiques du capitalisme occidental et communautariens tels que C. Lasch⁶⁹⁰ ou D. A. Bell, ce qui tend à expliquer pourquoi ce dernier s'est intéressé à l'illibéralisme confucéen aux débuts des années 1990.

2. La critique du « libéralisme illibéral » dans les études de l'illibéralisme , une illustration de la permanence d'un conflit idéologique dans la « fixation stratégique de l'historiographie libérale »⁶⁹¹

Le constat le plus « problématique » et critiquable de notre cartographie des usages de l'illibéralisme – que nous avons essayé de rendre intelligible depuis le début de notre enquête en distinguant les approches prescriptives et compréhensives de l'illibéralisme – est par conséquent celui du manque de réflexivité vis-à-vis de la diversité et de la conflictualité des différentes appropriations du libéralisme, et par extension celles des termes d'antilibéralisme ou d'illibéralisme. De fait, même au sein des travaux attentifs à cette pluralité des langages du

observe, Rawls's teaching promotes "the illiberal conviction that left-wing progressives are separated from centrists and right-wing conservatives not just by opinions (over which reasonable people can disagree) but by a gulf akin to the one that separates civilized people from philistines and barbarians." For an analysis of the underlying psychology at work here, see Cohn, *Pursuit of the Millennium*, especially 69–72 and 182. On the resultant dangers to our political regime, see James Q. Wilson, "How Divided Are We? »

⁶⁸⁹ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point qui est d'une importance capitale pour la morphologie idéologique de l'illibéralisme. À titre préliminaire, on peut indiquer que les auteurs communautariens, même les plus conservateurs comme MacIntyre, ne sont jamais cités ni défendus par les intellectuels qui revendiquent explicitement l'illibéralisme, et qu'ils sont au contraire critiqués pour leur « relativisme moral ». À titre d'exemple, on peut mentionner ici la circonspection (voire la critique) formulée par P. Manent à l'encontre de MacIntyre en raison de son passé marxiste et de son cadre conceptuel wittgensteinien. Voir : MANENT Pierre, « Préface », in *Alasdair MacIntyre une biographie intellectuelle*, Presses Universitaires de France, 2005, [consulté le 18 avril 2024] DESCOMBES Vincent, « Alasdair MacIntyre en France », *Revue internationale de philosophie*, 264, De Boeck Supérieur, 2013.

⁶⁹⁰ GIRAUD Amaury, *Penser le conservatisme à gauche* [en ligne], Thèse de doctorat, Montpellier, 2021, [consulté le 18 avril 2024].

⁶⁹¹ KÉVORKIAN Gilles et AUDIER Serge, *La pensée libérale*, Ellipses, 2010.

libéralisme, la dimension idéologique du problème épistémologique de la conceptualisation de l'illibéralisme semble sous-estimée. Or, le fait que ce manque de précaution épistémologique puisse être accidentel n'empêche pas les chercheurs s'inscrivant dans le champ des études de l'illibéralisme de participer au conflit idéologique de définition du libéralisme et de « fixation stratégique de l'historiographie libérale »⁶⁹². Comme nous avons essayé de le montrer, certains des travaux les plus médiatiques sur l'illibéralisme – comme ceux de Zakaria, Krastev, Mounk et Holmes – participent ainsi à un conflit idéologique de « liquidation de la "Nouvelle Gauche" »⁶⁹³ qui se caractérise par la (quasi)absence de références aux intellectuels libéraux « progressistes », et par l'absence de références aux travaux d'histoire des idées qui s'intéressent à ces traditions libérales égalitaires et démocratiques. De manière cruciale, ce dénigrement du libéralisme « progressiste » conduit même à une inclusion de ce dernier dans le périmètre de l'illibéralisme, soit en contestant son appartenance à l'idéologie libérale⁶⁹⁴, soit en superposant le terme d'illibéralisme avec un libéralisme à « adjectifs »⁶⁹⁵. Or, il est d'autant plus impératif d'appréhender cette collusion entre sphère académique et sphère idéologique dans la généalogie du libéralisme qu'elle est (potentiellement) consubstantielle du phénomène illibéral en lui-même, car l'une de ses matrices idéologiques est précisément le « libéralisme paradoxalement antilibéral » qui se déploie dans les courants néolibéraux et néoconservateurs après la seconde guerre-mondiale comme le montre S. Audier :

« Mais ce n'est pas seulement dans cette étrange nébuleuse « nationale-libérale » et violemment antisoixante-huitarde, creuset d'une partie de l'idéologie du FN, qu'un « libéralisme » paradoxalement antilibéral se met en place. Parmi d'autres intellectuels libéraux, qui se situent à distance de cette mouvance, on retrouve un intérêt certain pour les visions du monde les plus hostiles au libéralisme. L'extrême fascination pour Schmitt se retrouve ainsi chez un autre élève d'Aron, le philosophe catholique et libéral

⁶⁹² *Ibid.*

⁶⁹³ AUDIER Serge, « 7. Un « libéralisme » néo-conservateur ? », *Poche / Essais*, 2009.

⁶⁹⁴ « Before we proceed, I need to issue an obligatory clarification about what I mean by the term "liberalism." Confusingly, the word has become associated with a partisan political identity in a number of countries. In France, a liberal tends to be right-wing on economic questions. In the United Kingdom, a liberal is sometimes thought to be a supporter of the Liberal Democrats, a political party that competes for votes with both Labour and the Conservatives. In the United States, a liberal is often interpreted as being left-wing on both economic and cultural issues. Indeed, some left-wing writers and politicians whom I would consider illiberal because of their advocacy for the popularized form of the identity synthesis are frequently labeled "liberals" by mainstream media outlets. » MOUNK Yascha, *The Identity Trap*, Random House, 2023.

⁶⁹⁵ Voir à titre d'exemple la critique du « woke liberalism » de F. Fukuyama : FUKUYAMA Francis, *Liberalism and Its Discontents*, Profile Books, 2022.

Pierre Manent. Assistant d'Aron au Collège de France dès 1974, il fut au cœur du lancement de la revue *Commentaire* en 1978, dont il a été le rédacteur en chef adjoint. La revue sera, pendant des décennies, sa tribune libre, où il lancera des attaques contre Foucault. Si Manent n'est pas, à rigoureusement parler, un « schmittien », malgré toute l'admiration qu'il lui voue, sans d'ailleurs s'attarder sur ses zones d'ombre, il est en partie le disciple et l'introducteur en France d'une autre mouvance philosophique, celle de Leo Strauss et de son école »⁶⁹⁶.

On peut donc dire que la conceptualisation de l'illibéralisme constitue un enjeu stratégique, car elle est susceptible d'englober une tradition « libérale-conservatrice » qui inclut notamment un courant néolibéral et un courant néoconservateur au sein de la galaxie libérale. Or, cette tradition et la grammaire conservatrice du libéralisme qu'elle induit sont précisément celles qui sont défendues et revendiquées par les intellectuels et les chercheurs qui emploient les notions d'antilibéralisme et d'illibéralisme de façon la plus zélée. Par conséquent, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle il existe une parenté idéologique impensée entre les défenseurs et les contempteurs de l'illibéralisme, ce qui expliquerait rétrospectivement la convergence paradoxale de (certains) « libéraux » et des illibéraux autour du modèle singapourien. On peut a minima déduire de l'existence d'un libéralisme « paradoxalement antilibéral » et de son poids dans les études de l'illibéralisme qu'il existe des conflits idéologiques et normatifs dans la délimitation du phénomène illibéral, que ce dernier soit pensé sous le prisme de l'antilibéralisme ou de la délibéralisation. Ainsi, si l'on reprend l'exemple du « populist zeitgeist », on peut voir que les divergences quant au périmètre géo-historique de ce « moment populiste » reflètent l'existence de conflits au sein de la galaxie libérale. Même si l'inclusion du régime hongrois dans le périmètre illibéral peut sembler évidente en raison de l'appropriation du terme de démocratie illibérale par Viktor Orbán, elle est incohérente avec une grammaire « conservatrice » du libéralisme et avec la généalogie du libéralisme et de l'anti-libéralisme sur laquelle elle repose. À l'image du régime singapourien, qui a été simultanément décrit comme une dictature libérale par Zakaria et comme une démocratie illibérale par D. A. Bell, l'arrivée au pouvoir du Fidesz d'Orbán en Hongrie et celle du PiS de Kaczyński en Pologne font l'objet d'interprétations non seulement contradictoires, mais complètement opposées. En effet, les États hongrois et polonais sont décrits comme

⁶⁹⁶ AUDIER Serge, *op. cit.*

illibéraux ou libéraux par des chercheurs et intellectuels critiques de ces régimes, mais également par leurs soutiens. On peut d'ailleurs noter que cette ambivalence entre libéralisme et illibéralisme caractérise l'ensemble du spectre de la *New Right* et du populisme national-conservateur, qu'il s'agisse du *Brexit*⁶⁹⁷, des mandats de Donald Trump et Jair Bolsonaro aux États-Unis et au Brésil⁶⁹⁸, et plus récemment celui de Javier Milei en Argentine⁶⁹⁹. En effet, pour Le Pourhiet, les réformes constitutionnelles et la pratique du pouvoir du Fidesz et du Pis n'induisent pas une remise en question de la nature libérale des régimes hongrois et polonais, et elles ont au contraire permis de résister à un libéralisme-illibéral progressiste qui s'est substitué au véritable libéralisme constitutif de la tradition occidentale⁷⁰⁰. De façon similaire, Furedi fait un parallèle entre la mentalité « fasciste » et la nature « illibérale » des critiques du

⁶⁹⁷ « Today, the cleavages resulting from the two faces of conservatism have once again opened up. While leaving the single market could not be more unthinkable for the pro-market brand of conservatism, it instead seems entirely natural to small-c Conservatives. For them, Europe has overreached and Brexit represents a way of holding on to "Britishness" by preserving national sovereignty and limiting immigration. There is, however, one remaining force that seeks to reconcile the two sides of conservatism: "Economists for Brexit", who I like to call the globalising Brexiteers. They argue that rather than being a capitalist club, Europe is a protectionist racket that pro-market conservatives should want nothing to do with. Little wonder then that 'Globalising Brexit' has been the constant theme of Theresa May's Brexit plan since her Mansion House Speech. » Dr Victoria N Bateman, « The two irreconcilable faces of conservatism: the economically liberal and the socially illiberal », <https://ukandeu.ac.uk/the-two-irreconcilable-faces-of-conservatism-the-economically-liberal-and-the-socially-illiberal/>

Sur ce point, on peut d'ailleurs noter que l'ambiguïté discursive des *brexiteers* entre défense « libérale » de la globalisation contre le protectionnisme « illibéral » de l'Union Européenne, et la critique « populiste » des élites européennes, n'est pas du tout appréhendée dans les études de l'illibéralisme puisque le Brexit est décrit comme une manifestation contemporaine de l'illibéralisme de façon systématique dans le RHI (à l'exception du chapitre rédigé par G. Frankenberg et A. Garcia). À titre d'exemple, voir : WAGRANDL Ulrich, « A Theory of Illiberal Democracy », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 BEREZIN Mabel, « Identity, Narratives, and Nationalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁶⁹⁸ Il serait impossible de réaliser ici une revue exhaustive de la littérature (et des titres de presse) sur ce point. Nous nous permettons donc de renvoyer à trois articles, deux académiques, l'autre journalistique, qui montre en quoi l'utilisation des adjectifs « libéral », « conservateur » et « illibéral » est possible pour décrire les dirigeants du populisme national conservateur : BARBER Michael et POPE Jeremy C., « Conservatism in the Era of Trump », *Perspectives on Politics*, 17, 2019. ; SCHEUERMAN William E., « Donald Trump meets Carl Schmitt », *Philosophy & Social Criticism*, 45, SAGE Publications Ltd, 2019. ; « Be positive about 'liberal' Trump, urges Johnson » Henry Zeffman, The Times (<https://www.thetimes.co.uk/article/be-positive-about-liberal-trump-urges-johnson-pk3rwb3tf>)

⁶⁹⁹ « «Populiste», «libéral», «ultralibéral»... comment qualifier Javier Milei, le nouveau président argentin? », Le Figaro, 20 novembre 2023, <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/populiste-liberal-ultraliberal-comment-qualifier-javier-milei-le-nouveau-president-argentin-20231120>; Nicolás Saldías, « Javier Milei, the New Right and the Rise of Libertarian Populism in Argentina | Illiberalism.Org », <https://www.illiberalism.org/>, <https://www.illiberalism.org/javier-milei-the-new-right-and-the-rise-of-libertarian-populism-in-argentina/>.

⁷⁰⁰ Entretien avec A-M. Le Pourhiet, Front populaire (« A-M Le Pourhiet : « L'idéologie décoloniale est un charlatanisme rémunéré par le contribuable » », https://frontpopulaire.fr/societe/contents/a-m-le-pourhiet-lideologie-decoloniale-est-un-charlatanisme-remunere-par-le_co354246.)

populisme national-conservateur réalisées au nom du libéralisme dans le chapitre qu’il rédige au sein du RHI⁷⁰¹ :

« It is my contention that though the concept of “illiberal” is often used to characterise a bewildering variety of governments and individuals – Trump, Netanyahu, Orbán, Maduro – it is principally a sublimated expression of a profound mood of estrangement from democracy, and particularly from the people who compose the mass electorate. The anti-populist discourse on illiberalism is fundamentally directed at highlighting the moral and psychological deficits of citizens who support illiberal political leaders and government

(...)

Anti-populist rhetoric more than matches its opponent’s intolerance. Typically, people who voted for Trump, Salvini, or Brexit are not to be regarded as simply misguided political opponents but as the enemy. This attitude was spelled out by a headline of a comment piece in The Washington Post: “Trump Can’t Just be Defeated. He Must be Humiliated” (Milbank 2016). Additionally, consider the title of an article by Dean Obeidallah in the Daily Beast: “Donald Trump Can’t Merely Be Defeated – He and His Deplorables Must Be Crushed” (Obeidallah 2016). This invokes the language of a moral crusade. In some instances, the dehumanization of the populist voter acquires the tone of nineteenth-century crowd theory. A report of a “group of aristocrats, businessmen and cultural figures” who were discussing the populist parties’ success in the 2018 Italian election is apposite in this respect: “They’re beasts,” a lawyer said before adding that they are “anthropologically different.” A former central bank official observed that “these people are so terribly ignorant; they have zero experience” (Pinto 2018). An examination of contemporary anti-populist rhetoric indicates that its critique of illiberalism is often underpinned by the assumption that liberals are morally and psychologically superior to their opponents »⁷⁰².

La conceptualisation de l’illibéralisme de Furedi est donc partiellement cohérente avec celle du RHI et plus largement avec celle des tenants d’une grammaire lockéenne du libéralisme sur le plan conceptuel, tout en étant incompatible sur le plan idéologique et analytique avec cette dernière, puisqu’elle induit une délimitation de l’illibéralisme partielle divergente. La conceptualisation de l’illibéralisme fait donc l’objet d’appropriations idéologiquement rivales

⁷⁰¹ Nous nous limiterons ici aux travaux académiques de Furedi en raison de la pertinence de ces développements pour notre démonstration, bien que nous ne sommes pas en mesure de pleinement rendre compte de leur importance et de la complexité de son argumentation. Ainsi, ses écrits académiques, qui insistent sur la nature illibérale des critiques du populisme ne remettent pas explicitement en question le caractère potentiellement illibéral du populisme de droite radicale, et ils ne reflètent que partiellement ses prises de positions politiques en faveur de la Hongrie de Viktor Orbán, et ses liens avec ce dernier, puisqu’il dirige l’antenne bruxelloise de l’université hongroise Mathias Corvinus.

⁷⁰² FUREDI Frank, « The Psychological Construction of the Illiberal Subject », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

en raison de son potentiel critique ce qui fait qu'il n'existe pas de consensus global sur l'utilisation et l'application du concept, même concernant l'inclusion dans le périmètre illibéral des acteurs politiques qui revendiquent explicitement la critique du libéralisme. De là, on peut voir que ces conflits dans l'appropriation de la notion dans la littérature académique tendent à se déplacer dans l'interprétation de la tradition libérale, ce qui montre la porosité entre le champ académique et le champ idéologique au sens strict.

Ainsi, on peut voir que la définition de l'illibéralisme mobilisée par Le Pourhiet et Furedi est justifiée par une interprétation « conservatrice » de la tradition libérale, ce qui explique pourquoi elle n'est pas conceptuellement différente avec celle qui est employée par les éditeurs du RHI, et pourquoi elle s'accorde uniquement avec cette dernière dans l'inclusion de la « gauche » au sein du périmètre illibéral. On peut tenter de synthétiser les différentes caractéristiques de cette conceptualisation de l'illibéralisme commune aux grammaires lockéennes et conservatrices du libéralisme : l'illibéralisme est conçu négativement comme une remise en question antiindividualiste et antirationaliste d'un libéralisme classique constitutif de la tradition occidentale, et il est également pensé comme une forme d'intolérance et une attaque envers le pluralisme. De même, l'illibéralisme est associé positivement à un Etatisme interventionniste sur le plan socio-économique, et à une hiérarchisation entre différents groupes de la population qui sera basée sur un critère ethno-différentialiste (grammaire lockéenne) ou sur un critère « psychologique » (grammaire conservatrice) qui évoque le fascisme.

Le fait que cette conceptualisation de l'illibéralisme puisse viser le populisme national-conservateur, ou à l'inverse les individus qui critiquent ce populisme, est rendu intelligible par la généalogie de l'illibéralisme mobilisée. En effet, ses emplois idéologiquement rivaux se justifient par leur interprétation de la tradition libérale. On peut établir le constat selon lequel chaque conceptualisation de l'illibéralisme s'appuie sur une interprétation de la tradition libérale, ce qui conduit à décrire comme antilibéral ce qui est perçu comme libéral par les chercheurs qui emploient une grammaire du libéralisme idéologiquement rivale. Néanmoins, on peut constater qu'au sein de la littérature « académique », ce sont surtout Furedi et Le Pourhiet⁷⁰³ – et de manière plus générale les tenants de la grammaire conservatrice du

⁷⁰³ Il convient ici d'indiquer que les deux chercheurs n'adoptent pas précisément la même posture vis-à-vis de l'illibéralisme. Comme nous l'avons vu, A-M. Le Pourhiet dénonce ainsi frontalement et explicitement le fait que

libéralisme – qui semblent les plus conscients de cet enjeu « sémantique » et généalogique, ce qui explique pourquoi ils cherchent explicitement à renverser les grammaires concurrentes du libéralisme, en les décrivant systématiquement comme « libéral-illibéral »⁷⁰⁴ :

« In contemporary discussions, illiberalism tends to be associated with right-wing populism, authoritarianism or conservatism. Now and again, concern about the growth of illiberalism in Anglo-American higher education and about some of the anti-universalistic impulses driving identity politics has led some liberal academics and commentators to raise concerns about a strikingly different form of illiberalism: the “creeping illiberalism” influencing university campuses. However, although this trend has rightly been perceived as illiberal, there has been a reluctance to elaborate its relationship to contemporary forms of liberalism. **The acquiescence of individuals who perceive themselves as liberals to the policing of dissenting viewpoints suggests that far from being confined to the authoritarian right, manifestations of illiberalism are evident within the ranks of self-defined liberals.**

(...)

Illiberal liberals often think of themselves as liberals. But their version of liberalism has little to do with the classical Enlightenment version of this doctrine. Classical liberalism asserts the primacy of the status of the individual and supports its autonomy. It upholds the value of tolerance and freedom in its different forms— from the freedom to own property to the freedom of speech. By upholding the moral worth of all humans, it is both egalitarian and universalistic. Illiberal liberalism, particularly in its current version of identity politics, calls into question the value of these principles and often shows itself to be as intolerant as the authoritarian movements it criticizes »⁷⁰⁵.

En résumé, on peut voir que certains des travaux qui cherchent à légitimer (implicitement ou explicitement) le Fidesz et le PiS vont opérer un renversement sémantique (malgré l’appropriation de la notion d’antilibéralisme par les acteurs politiques et de la critique du libéralisme par les intellectuels « organiques » de ces partis) en proposant une contre-généalogie de l’illibéralisme. Furedi et Le Pourhiet cherchent ainsi à contester la grammaire

le libéralisme progressiste est un faux libéralisme qui menace la liberté « négative » du vrai libéralisme. Furedi en revanche est plus subtile puisqu’il justifie sa conceptualisation critique de l’illibéralisme en insistant sur l’absence de distinction claire en libéralisme et illibéralisme. Son raisonnement le conduit à mobiliser des travaux critiques à l’encontre du libéralisme comme ceux de D. King, ce qui n’est pas le cas de Le Pourhiet. Par conséquent, il est paradoxalement l’un des seuls chercheurs à prendre acte de l’existence de pratiques liberticides et autoritaires dans la tradition occidentale dans le RHI avec Frankenberg et Garcia, ce qui laisse penser que son utilisation du concept d’illibéralisme est purement stratégique, puisqu’elle vise à retourner le concept sans pour autant délégitimer la critique conservatrice du libéralisme.

⁷⁰⁴ Nous détaillerons plus longuement cette question dans le chapitre 5. Nous nous permettons donc de renvoyer ici aux citations de Furedi, Le Pourhiet, et aux références que nous avons mobilisées, en particulier au chapitre de Serge Audier et à l’ouvrage « illiberal justice » de D. L. Schaefer.

⁷⁰⁵ Frank Furedi, “Illiberal Liberalism: A Genealogy” *Journal of Illiberalism Studies* 2 no. 2 (2022), 19-36. <https://doi.org/10.53483/WCKT3541>

(lockéenne) du libéralisme dominante au sein du champ académique et politique, en montrant en quoi la critique discursive du libéralisme par des conservateurs est en réalité un rejet d'un faux-libéralisme élitiste et progressiste qui s'est substitué au véritable libéralisme, en particulier aux États-Unis. Cette contre-généalogie de l'illibéralisme décrit donc comme illibéral les courants « progressistes » de la galaxie libérale – c'est-à-dire selon eux l'Etat providence du *new liberalism* de Dewey⁷⁰⁶ et le néolibéralisme de la *law&economics*⁷⁰⁷. En revanche, les deux chercheurs rappellent que les gouvernements conservateurs sont en réalité fidèles à la tradition libérale, grâce à une interprétation qui vise à gommer l'opposition entre révolutionnaire et contre-révolutionnaires pour opposer un véritable libéralisme fidèle à la tradition judéo-chrétienne, à un faux-libéralisme illibéral⁷⁰⁸.

⁷⁰⁶ « Since Dewey's time, the supposed authorization of the isolated individual by classical liberalism has served as a straw man to demolish by proponents of communitarian and collectivists thinkers. Over the decades, the cumulative effect of this representation of individualism has been to legitimate new liberalism's distance from the principle of individual reasoning. At the same time, Dewey wished to rescue the word "liberal," which he conceded is "still employed to designate a progressive in political matters." Dewey's progressive liberalism was implicitly anti-individualistic and oriented toward promoting state intervention in social and economic life. The dramatic reversal of the meaning of liberalism overseen by Dewey codified the tendency to detach it from its classical version. Dewey recognized that the meaning of liberalism had been reversed, but he tended to ascribe this shift to its supposed capture by right-wing capitalist interests.

(...)

One of the consequences of Dewey's revision of liberal doctrine was to forge an association between a version of an individuality-oriented account of liberty and right-wing ideology. He wrote that whereas before "progressives were for liberty now it is the watch word of the 'standpatter and reactionary.'" As it happens, Dewey's progressive reformulation of liberalism rendered it susceptible to an illiberal orientation toward public life » Frank Furedi, "Illiberal Liberalism: A Genealogy"

⁷⁰⁷ « As I argue in my study 100 Years of Identity Crisis: The Culture War Over Socialization, social engineering and illiberal paternalistic ambitions continue to influence liberal policymaking to this day. In recent times, the social-engineering ambitions of new liberalism have assumed their most systematic form in the doctrine of "libertarian paternalism." Cass Sunstein and Richard Thaler, the most influential advocates of libertarian paternalism, claim that since people lack the ability to make rational decisions for themselves, the state should step in and "nudge" people to make good choices. Cass Sunstein coined the term "nudge" to describe the policy of using paternalistic, psychologically informed measures to protect people from themselves. His objective is to replace the unreliably formed moral judgments of individuals with the wisdom of behavioral science. With nudging, the ideologically informed paternalism implicit in the practice of new liberalism becomes far more explicit than heretofore. » *ibid.*, p29

⁷⁰⁸ Furedi dénonce ainsi la conception caricaturale du libéralisme de S. Holmes en insistant sur l'ambiguïté des théories du libéralisme classique à l'égard du rationalisme et de l'individualisme. Son interprétation de la tradition libérale vise donc à relativiser l'anti-individualisme d'une partie de la pensée conservatrice et à l'inverse, à montrer le caractère anti-individualiste et antirationaliste de la pensée progressiste, en particulier celle de Dewey :

« As far as Dewey was concerned, old liberalism—which was in fact another name for Enlightenment liberalism—had turned into "pseudo liberalism." His aim was to distance his revised concept of liberalism from the old version, which he denounced for its support of the small state and its individualistic orientation. He added, "I shall identify what I mean by this spurious liberalism," which he indicated was comprised of the "kind of social ideas 'represented by the "Liberty League' and ex-President Hoover.'"

(...)

De façon paradoxale, on peut observer le fait que le rejet du libéralisme « progressiste » est un élément de convergence entre les grammaires conservatrices et lockéennes du libéralisme. Cette convergence est illustrée par la cohérence des « fixations stratégiques de l'historiographie libérale » respective qui appuie généralement ces deux grammaires – comme le montre l'exemple de la préférence des éditeurs du RHI (et la majeure partie de la littérature) pour un libéralisme « continental » qui serait le seul véritable héritier du libéralisme classique. Ce constat se révèle d'une importance capitale puisqu'il interroge les causes d'une fracture au sein de la droite conservatrice et/ou libérale qui se réfère positivement au libéralisme parce qu'elle défend simultanément le constitutionnalisme et le *free-market*. L'appropriation de « l'illibéralisme », ou de la critique du libéralisme par une frange croissante de la droite conservatrice dans le sillage de l'extrême droite suscite en effet un véritable dilemme pour cette droite libérale : les tenants de cette grammaire « libérale-conservatrice » peuvent soit rejeter l'appartenance des partis et intellectuels conservateurs qui s'approprient la critique du libéralisme à leur famille politique, en dénonçant leur dérive identitaire et populiste ; soit défendre ces mêmes partis en réalisant une opération de requalification conceptuelle et sémantique, en dénonçant un détournement du libéralisme antérieur à la revendication de l'illibéralisme, qui relativise la portée de ce discours. La première option s'expose à la critique formulée dans des termes différents par Tushnet et Le Pourhiet d'une continuité entre les pratiques des « illibéraux » et « conservateurs » – ce qui signifie que le rejet de l'illibéralisme implique un dénigrement de la frange la plus droitnière de la tradition libérale-conservatrice. Le deuxième conduit à un combat existentiel contre le « libéralisme-progressiste » qui vient justifier la remise en question d'une partie du consensus libéral « lockéen », ce qui implique un dénigrement de la frange la plus « lockéenne » de la tradition libérale-conservatrice.

Pour clôturer cette comparaison des généalogies de l'antilibéralisme, et illustrer l'importance des conflits qui enregistrent la conceptualisation de l'illibéralisme, dont l'interprétation de la tradition libérale est un des « champs de bataille », on peut noter que les grammaires lockéennes et conservatrices et les différentes interprétations de la tradition libérale sur

Dewey's anti-individualistic philosophy relied on state intervention and institutional support to cultivate responsible citizens. He believed that the corrosive impact of market forces on people would be corrected through institutional intervention ». *Ibid.*

lesquelles elles reposent, s'oppose symétriquement à celle des chercheurs (et des intellectuels) qui font du libéralisme une idéologie égalitaire « progressiste », voire socialiste⁷⁰⁹. Dit autrement, et bien que ce constat soit susceptible d'être perturbant pour les chercheurs qui sont peu familiers avec cette grammaire du libéralisme, la majorité des penseurs et intellectuels conservateurs et libertariens qui se décrivent comme libéraux sont exclus du libéralisme par leurs rivaux idéologiques à l'intérieur de la galaxie libérale, mais également par certains chercheurs spécialistes du libéralisme tels que Freeden⁷¹⁰. Ainsi, pour Freeden, il existe une frontière étanche sur le plan des idées entre conservatisme et libéralisme (et non sur le plan politique). L'ensemble des intellectuels et des courants qui ont tenté une synthèse libéral-conservatrice, ou qui se sont référés positivement au libéralisme et au conservatisme, tels que Michael Oakeshott ne sont donc pas libéraux parce que leur conception du libéralisme est incompatible avec celle des véritables libéraux, qui ont adaptés leurs idées afin de défendre un virage « progressiste » et démocratique à partir de la fin du XIXe siècle. Par extension, Freeden va également exclure du périmètre libéral (voire inclure dans le périmètre antilibéral) les auteurs qui adhèrent au *free-market* (c'est-à-dire les « libertariens »), et inclure au contraire le libéralisme « américain » dans la continuité du libéralisme classique :

« It may be asked why libertarianism is proposed as a marginal member of the family of liberalisms, particularly given that its semantic field typified liberal ideology in the early stages of the latter's development and preceded historically the variants examined in previous chapters. Those who deny the existence of a libertarian cuckoo in a liberal nest might plausibly challenge Mill's status as a paradigmatic liberal and regard him, as did Hayek, as the watershed marking the departure of so-called liberal thinkers from the basket of tenets of their creed. When people with divergent beliefs call themselves liberals, this may ensue from their allegiance to different diachronic or

⁷⁰⁹ Nous employons ici le terme de « progressisme » en l'absence de meilleure alternative puisque c'est le terme qui est employé par F. Freeden et de façon générale par les détracteurs conservateurs du libéralisme de gauche. Dans le contexte français, il serait peut-être préférable de parler d'une interprétation « de gauche » ou égalitaire de la tradition libérale, mais les deux termes sont explicitement critiqués par Freeden pour les confusions qu'ils génèrent, aussi nous emploierons ici le terme « progressiste » dans son acception anglo-saxonne. Sur ce point, voir : FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996 FREEDEN Michael, FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier et LEONHARD Jörn, *In Search of European Liberalisms*, Berghahn Books, 2019.

⁷¹⁰ Nous reviendrons dans le chapitre 4 et le chapitre 6 sur ce point puisqu'il est précisément une source de difficultés et de controverses. À titre liminaire, on peut toutefois indiquer que l'approche du libéralisme de Freeden ne méconnaît pas la pluralité des langages du libéralisme et leurs différentes sédimentations ; néanmoins, il considère bien que les défenseurs du *free-market* et du conservatisme sont des « *mistaken liberals* », ce qui a pour effet notable d'exclure de la famille libérale la majorité des intellectuels et des acteurs politiques qui se revendiquent du libéralisme en France, et par extension, d'interroger la cohérence de l'ensemble des critiques du libéralisme formulées à gauche.

synchronic rules concerning liberalism, and the minimum number of features it is thought need to obtain in order to be termed a liberal. In this struggle over the legitimate use of the term 'liberalism' one may appeal to historical precedent, to majority usage, to the main figures of the liberal tradition, or to the persuasiveness of the intellectual cases made.

(...)

That is why the evolved forms of liberalism deserve earnest consideration. That is why the jury must still be out on one of liberalism's ideationally most complex forms, American philosophical liberalism, even if its applicability, as an explanation of social conduct and as a practical guide to political action, is questionable. And that is why libertarianism is not a serious contender for the current mantle of liberalism—a mantle whose web and patterns had been plainly visible by Mill's time— because it is not an ideological development arising out of the broad cultural requirements of a society, as distinct from the economic demands of some of its elites. »⁷¹¹

Les généalogies du libéralisme, qui sont mobilisées dans les études de l'illibéralisme , en particulier lorsqu'elles reposent sur des approches prescriptives, peuvent donc servir de clés pour situer les différentes conceptualisations de l'illibéralisme au sein de ce conflit intra-idéologique et idéologique. Ainsi, le fait que les éditeurs du RHI considèrent Spencer et Hayek comme des libéraux classiques, et que la très grande majorité des chapitres du RHI opposent un libéralisme Lockéen à un *majoritarianism* rousseauiste traduit l'orientation idéologiquement conservatrice de leur conceptualisation de l'illibéralisme. On peut donc supposer que l'absence de référence au contenu des travaux de Freeden sur l'idéologie et l'histoire des idées libérales dans le RHI s'expliquent par le fait qu'ils invalident potentiellement la prétention de l'ouvrage à conceptualiser l'illibéralisme, mais également par le fait qu'ils questionnent l'appartenance auto-revendiquée des éditeurs du RHI (et de la majorité des contributeurs) au libéralisme, et la cohérence de leur critique de l'illibéralisme. En effet, les travaux de Freeden se caractérisent par leur synthèse entre une approche contextualiste, compréhensive et prescriptive du libéralisme⁷¹². Par conséquent, ils sont à la

⁷¹¹ FREEDEN Michael, *op. cit.*

⁷¹² Michael Freeden has developed the most systematic contextualist account of Anglo-American liberalism. (...) However, even Freeden tends to blur prescriptive, comprehensive and explanatory arguments. Identifying Millian liberalism as the most genuine manifestation of the ideology, he finds several alternative strands wanting, including contemporary libertarianism and "American philosophical liberalism" (social liberalism following Rawls). With its focus on state neutrality, neo-Kantian conceptions of autonomy, and the possibility of specifying fixed principles of justice, as well as its abstraction from practical political activity, the latter represents a "decisive departure" prevailing modes of liberal thought, while the former lacks "many of the attributes which bestow on the liberal profile its distinctive contours," and it is thus disqualified as "a serious contender for the current mantle of liberalism." On this account, while liberalism contains no ineliminable trans-historical essence, a specific thread nevertheless expresses its most mature

fois incompatibles sur le plan méthodologique et sur le plan idéologique avec l'approche prescriptive du libéralisme mobilisé au sein du RHI et de la majeure partie de la littérature. Comme nous l'avons vu en introduction, on peut donc douter du fait que Freeden parvienne à s'extraire du paradoxe de Mannheim en recourant à son approche morphologique des idéologies⁷¹³, néanmoins son cadre théorique a pour intérêt indéniable d'exposer l'incompatibilité entre les différentes appropriations de l'idéologie libérale, ce qui permet de comprendre la dimension « idéologique » de notre cartographie, et surtout, de révéler l'ampleur du problème épistémologique qui est soulevé par la conceptualisation de l'illibéralisme, car la notion d'illibéralisme – si elle veut avoir un intérêt heuristique et normatif – ne peut pas décrire simultanément la remise en question ou la négation de tous les phénomènes qui ont été considérés comme libéraux sur le plan diachronique ou synchronique. Le privilège épistémique réclamé par les « défenseurs du libéralisme » tels que Zakaria, Holmes et Halmai se heurte donc aux conflits intralibéraux – c'est-à-dire à la possibilité d'être inclus dans le périmètre de l'illibéralisme par des chercheurs qui emploient des grammaires du libéralisme rivales idéologiquement – ce qui justifie rétrospectivement la posture « positiviste » de Tushnet et son refus d'une définition maximaliste et normative du « libéralisme ».

En définitive, les malentendus affectant certaines conceptualisations de l'illibéralisme, et les contradictions entre la pluralité de ces conceptualisations reflètent donc de façon relativement cohérente les conflits intra-idéologiques au sein de la galaxie libérale, et leur prolongement dans le champ de l'histoire des idées du libéralisme. Puisqu'il existe de nombreux travaux dédiés à l'histoire des idées libérales qui mobilisent une approche contextualiste et compréhensive, et des travaux qui mettent en lumière la dimension idéologique de cette histoire des idées, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle le puzzle conceptuel de l'illibéralisme résulte partiellement de leur absence de réception pour des

“established” form. Freeden’s explicit anti-essentialism is thus qualified by prescriptive boundary-working methodological commitments. His general approach nevertheless points to a fruitful interpretive strategy. » BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, 2014.

⁷¹³ Comme nous l'avons déjà mentionné dans la continuité de N. Capdevila : Freeden participe bien au conflit idéologique intra-libéral parce qu'il n'existe aucun moyen de fixer le bon usage du terme de libéralisme. Freeden peut donc montrer que les courants conservateurs au sein de la galaxie libérale sont idéologiquement opposés et incompatible avec les autres courants du libéralisme, il peut également montrer que ces courants s'appuient sur des lectures tronquées et fallacieuses de la tradition libérale, mais il ne peut pas interdire à ces courants de réclamer le monopole du terme de libéralisme en tant que chercheur.

motifs idéologiques, car ces travaux contredisent ou historicisent les grammaires du libéralisme employés par les chercheurs et intellectuels « conservateurs ».

Incidemment, la comparaison des généalogies du libéralisme et de l'illibéralisme permet de compléter notre cartographie des usages de la notion, parce qu'elle rend intelligible la continuité entre la façon dont la tradition libérale est interprétée avec la manière dont l'illibéralisme est conceptualiser. On peut tenter de schématiser cette relation avec le schéma suivant qui synthétiser les différentes interprétations de la tradition libérale-antilibérale que nous avons rencontrées dans notre travail de recherche :

Fixation stratégique de l'historiographie libérale					
Narratif : libéralisme contre socialisme		Narratif : libéralisme contre totalitarisme (ou autoritarisme)		Narratif : libéralisme contre conservatisme	
Libéralisme	Antilibéralisme	Libéralisme	Antilibéralisme	Libéralisme	Antilibéralisme
Locke Burke Spencer Mises&Hayek Oakeshott	Marx Mill Dewey Keynes Rawls « French Theory » Féminisme CRT	Locke Montesquieu Smith Tocqueville Constant Mill Hayek Rawls Fukuyama	De Maistre Marx Schmitt MacIntyre Sandel CRT	Paine Wollstonecraft Smith Mill Dewey Keynes Rawls Moller Okin	Burke De Maistre Spencer Schmitt Mises&Hayek « Nouvelle droite »
Grammaire conservatrice du libéralisme Illibéralisme = faux-libéralisme progressiste et socialisme		Grammaire lockéenne du libéralisme illibéralisme = « communautarianism » (droite et gauche antimoderne, socialisme)		Grammaire progressiste du libéralisme Illibéralisme = libérisme, conservatisme, et droite anti-moderne	

Conclusion Chapitre III.

En définitive, notre cartographie des usages de la notion d'illibéralisme permet selon nous de hiérarchiser la cohérence et la pertinence des différentes conceptualisations de l'illibéralisme, tout en révélant l'existence de certaines limites dans la littérature existante. De fait, comme nous avons tenté de le montrer depuis le début de nos développements, les grammaires « conservatrices » du libéralisme ne sont appropriées que pour penser un illibéralisme de gauche, et non un illibéralisme de droite ; ce qui fait de la remise en question du libéralisme l'apanage d'un faux libéralisme progressiste et d'un néo-marxisme⁷¹⁴. Les malentendus et confusions dans la description d'un phénomène illibéral « national-conservateur » semblent ainsi résulter des impensés de certains chercheurs vis-à-vis de la pluralité des grammaires du libéralisme et de la « faillibilité » de leur propre interprétation de l'historiographie libérale. En effet, chacun des auteurs susceptibles d'être conventionnellement considéré comme libéral peut être décrit ou pensé comme antilibéral, qu'il s'agisse de Locke, de Montesquieu, de Smith, Mill ou de Rawls. Les concepts au cœur du libéralisme font eux l'objet d'un traitement différent, certains sont appropriés par l'ensemble des acteurs politiques qui revendiquent le libéralisme (liberté, la *rule of law*, le constitutionnalisme), tandis que d'autres font l'objet de décontestations entre différents courants (individualisme), et/ou d'un rejet (progrès, égalité). La comparaison des généalogies de l'illibéralisme permet à la fois de rendre intelligible les confusions dans l'usage de la notion et de révéler l'existence de conflits dans la conceptualisation de l'illibéralisme, qui font écho aux conflits « idéologiques » pour la monopolisation du libéralisme et de sa tradition. Conséquemment, il est nécessaire de penser le jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme (ou antilibéralisme), c'est-à-dire le fait que les deux concepts puissent se superposer totalement ou partiellement selon les contextes, les interprétations de la tradition libérale, et les préférences idéologiques. Enfin, puisqu'il semble désormais difficile de recourir à une grammaire « conservatrice » du libéralisme pour conceptualiser un illibéralisme « de droite » comme nous cherchons à le faire, il faut désormais se demander s'il est possible de mobiliser simultanément les grammaires lockéennes et progressistes du libéralisme pour conceptualiser l'illibéralisme – ou à défaut, défendre l'emploi de l'une d'entre elles.

⁷¹⁴ Qui est incidemment appelé « wokisme » par ces mêmes conservateurs attachés à la défense du libéralisme

Conclusion de la première partie

Dans cette première partie, nous avons cherché à dresser une carte des usages de la notion d'illibéralisme en nous appuyant sur les outils conceptuels de la théorie politique linguistique afin de comprendre comment et pourquoi la notion d'illibéralisme était employée. Pour obtenir cette vue synoptique – et non synthétique – sur les différents usages de l'illibéralisme, nous avons orienté notre enquête dans trois directions.

Tout d'abord, nous avons tenté d'esquisser une généalogie de la notion d'illibéralisme, en remontant à sa genèse dans le contexte des années 1990. Cette brève histoire conceptuelle nous a permis d'identifier un point nodal au sein des différents usages de la notion, à savoir l'identification de l'illibéralisme à la remise en question politico-juridique du libéralisme. La centralité de la question du constitutionnalisme dans la réflexion sur l'illibéralisme depuis la fin de la transitologie dissimule néanmoins la permanence d'une série de problèmes théoriques et empiriques dans la conceptualisation de l'illibéralisme, malgré l'absence d'une école de pensée ou d'un champ d'étude structuré autour d'un paradigme au sein des études de l'illibéralisme. Après avoir identifié cette équation entre illibéralisme et anti-constitutionnalisme, nous avons donc cherché dans un second temps à comprendre ce qu'elle impliquait dans la conceptualisation de l'illibéralisme, mais également pourquoi elle était source de malentendus et de confusions dans la littérature. De fait, en dépit de son caractère familier, la notion de constitutionnalisme libéral – ou d'Etat de droit – se révèle particulièrement difficile à appréhender, ce qui soulève une série de difficultés pour la conceptualisation de l'illibéralisme, voire des impasses. En effet, selon la définition du constitutionnalisme libéral, la délimitation du phénomène illibéral est susceptible de s'étendre considérablement, tant sur le plan géographique qu'historique, en raison de la pluralité des modèles de libéralisme constitutionnel mais également de la permanence de pratiques liberticides et autoritaires au sein de l'ensemble des régimes du monde occidental. Après avoir mis en lumière les divergences dans l'emploi de la notion d'illibéralisme, nous avons tenté dans un dernier temps de les rendre intelligible en comparant les différentes généalogies du libéralisme et de l'illibéralisme mobilisées afin de conceptualiser l'illibéralisme. Cette comparaison nous a permis de proposer une catégorisation des usages de la notion en fonction de la grammaire du libéralisme employée. L'enquête à la fois diachronique,

synchronique et comparative des usages de la notion d'illibéralisme mené au sein de ces trois chapitres confirment donc selon nous l'hypothèse selon laquelle il existe un puzzle conceptuel propre à l'illibéralisme qui n'est pas réductible à un problème dans l'application de la notion et à une distinction entre des « bons » et des « mauvais » usages de l'illibéralisme.

De plus, la comparaison des usages de la notion de l'illibéralisme nous a permis d'identifier une dimension idéologique au sein de ce puzzle conceptuel, c'est-à-dire l'existence d'un conflit dans la définition et l'application du concept d'illibéralisme motivé par des considérations normatives explicites et implicite, qui s'inscrit par ailleurs dans la continuité d'un conflit intraindégorique au sein de la galaxie libérale. Loin d'être exceptionnel ou d'être limité à des travaux d'ampleur mineur, la comparaison de certains des travaux majeurs au sein de la littérature montre qu'il est courant que la notion d'illibéralisme (ou d'anti-libéralisme) soit employée afin d'exclure certains courants « libéraux » du périmètre du libéralisme, voire, de les décrire comme des faux-libéralismes illibéraux. Ainsi, parmi les intellectuels et les chercheurs qui emploient une grammaire lockéenne ou conservatrice du libéralisme, nous avons pu observer une anathémisation récurrente du libéralisme progressiste ou « woke » au nom de l'incompatibilité de ce dernier avec le libéralisme classique.

La première partie de notre enquête sur le concept d'illibéralisme nous conduit donc à formuler les conclusions suivantes :

- 1) La conceptualisation de l'illibéralisme est dépendante de la grammaire du libéralisme qu'on mobilise. Conséquemment, il existe logiquement plusieurs façons de conceptualiser l'illibéralisme et on retrouve cette diversité au sein de la littérature académique. Selon nous, le meilleur de moyen de « désembrouiller » ces différentes grammaires et de les distinguer sur la base de leur interprétation de la tradition libérale. Or, cette pluralité de conceptualisation de l'illibéralisme, qui est relativement ordinaire pour un « concept » politique, devient problématique quand on constate qu'elle n'est que rarement pris en compte. Contrairement aux « parties » qui se disputent la définition d'un « concept essentiellement contesté » dans l'exercice de pensée que propose Gallie, la majorité des chercheurs qui emploient le concept d'illibéralisme semblent méconnaître le fait que leur usage du concept est « contesté »

par les usages d'autres parties »⁷¹⁵. Cette absence de réflexivité est prégnante depuis la genèse du concept, comme le montre l'absence de dialogue entre les conceptualisations de l'illibéralisme de Fareed Zakaria et Daniel A. Bell, et elle est illustrée par le fait que des conceptualisations distinctes (et rivales) de la notion d'illibéralisme sont souvent confondus dans la littérature. En résumé, les malentendus et les confusions dans l'emploi de la notion d'illibéralisme s'explique partiellement par la méconnaissance du fonctionnement du langage et de l'histoire des libéralismes.

- 2) La conceptualisation de l'illibéralisme semble également prise au piège des conflits entre les courants et les acteurs politiques qui se revendiquent du libéralisme. L'un des « champs de bataille » de cet affrontement étant le langage lui-même, l'anathémisation des adversaires idéologiques se traduit par leur exclusion de la tradition libérale, et l'instrumentalisation du terme d'antilibéralisme ou d'illibéralisme. Par conséquent, qu'on soit attentif ou non à la pluralité des grammaires du libéralisme, on participe sans le vouloir à un arbitrage de ces conflits inтраidéologiques. Par extension, le fait qu'il existe plusieurs grammaires du libéralisme implique qu'il existe des convergences idéologiques impensées entre les usages critiques et apologétiques de l'illibéralisme, c'est-à-dire entre les individus qui dénoncent l'illibéralisme, et ceux qui le défendent. Ainsi, libéraux et illibéraux auto-déclarés peuvent défendre les mêmes modèles politiques (Singapour) et les « labelliser » différemment car ils n'emploient pas la même grammaire du libéralisme ; inversement, certains conflits entre libéraux et illibéraux peuvent être relativisés, car ils partagent le rejet ou le dénigrement, d'un même objet, comme le « progressisme » ou à l'inverse le « conservatisme ».

Ces deux constats nous permettent d'éclairer la seconde partie de notre recherche portant sur la conceptualisation de l'illibéralisme. Notre cartographie des usages de la notion d'illibéralisme suggère en effet l'existence d'un véritable angle mort dans la littérature contemporaine, puisque le libéralisme classique défendu par les tenants de la grammaire

⁷¹⁵ GALLIE Walter Bryce et TINLAND Olivier, « Les concepts essentiellement contestés », *Philosophie*, 122, Éditions de Minuit, 2014.

lockéenne du libéralisme ne semble pas être la cible principale des conservateurs (qu'ils soient libéraux ou illibéraux), puisque ces derniers s'attaquent avant tout à un libéralisme « progressiste ». Or, la remise en question de ce libéralisme n'est que peu étudiée ou prise en compte dans la majeure partie de la littérature car il est précisément dénigré ou exclu du périmètre libéral par les chercheurs qui mobilisent des grammaires lockéennes ou conservatrices du libéralisme.

Aussi, si nous cherchons à répondre à notre problématique en explorant la conceptualisation de l'illibéralisme la plus prometteuse, il est à la fois nécessaire de trouver un moyen de pallier les difficultés soulevées par la pluralité des grammaires du libéralisme, et de combler le vide (relatif) dans la littérature quant à la remise en question d'un libéralisme progressiste.

Introduction de la deuxième partie

Comme la première partie de notre recherche le suggère, la conceptualisation de l'illibéralisme se heurte au fait que le terme de « libéralisme » a des significations distinctes et contradictoires entre les époques et entre les aires géographiques ; mais également au fait que cette polysémie résulte d'un conflit inтраidéologique entre des libéraux auto-proclamés, aux positions politiques et philosophiques incompatibles. Par ailleurs, nous avons constaté que les apories des conceptualisations de l'illibéralisme résultaient partiellement d'une absence de réflexivité vis-à-vis de cette polysémie et de ses causes épistémologiques et idéologiques. Ce manque d'attention envers le caractère idéologiquement contesté du concept de libéralisme apparaît d'autant plus problématique que ces conflits idéologiques irriguent le champ académique lui-même, comme l'illustre la cartographie des études sur l'illibéralisme. Conceptualiser l'illibéralisme nécessite en effet de définir le libéralisme et/ou l'antilibéralisme, ce qui semble difficile à réaliser sans participer aux conflits (intra)idéologiques dans la définition du véritable libéralisme. Bien que certains travaux tentent d'adopter une approche « compréhensive » attentive à la pluralité des « scripts »⁷¹⁶ du libéralisme et non à une approche prescriptive et arbitraire, il semble ultimement impossible de définir l'illibéralisme sans participer à un conflit de légitimation ou d'anathémisation de certains courants, mouvements et intellectuels s'étant revendiqués ou se réclamant encore du libéralisme. Comme le montre la comparaison des généalogies de l'illibéralisme, ce processus *idéologique* de participation à un conflit intralibéral est d'ailleurs explicite – bien qu'il ne soit pas nécessairement conçu comme tel – dans les travaux des chercheurs qui critiquent l'existence d'un « libéralisme illibéral ».

Ainsi, il est relativement courant au sein des études sur l'illibéralisme que l'illibéralisme soit assimilé au communautarisme, c'est-à-dire à un libéralisme « civique » ou « républicain » et au progressisme, c'est-à-dire à un libéralisme « égalitariste » de gauche, au nom de

⁷¹⁶ Sur ce point nous renvoyons aux travaux de M. Laruelle et plus récemment, aux travaux des chercheurs participant au programme de recherche « contestations of the Liberal scripts » (SCRIPTS). Voir : <https://www.scripts-berlin.eu/research/index.html>

l'incompatibilité entre ces courants intellectuels et le libéralisme « classique »⁷¹⁷. De même, l'assimilation du l'illibéralisme au conservatisme est également susceptible d'induire une superposition entre illibéralisme et libéralisme « conservateur », que l'étiquette désigne le néoconservatisme ou le néolibéralisme. Comme nous avons essayé de le montrer, la comparaison (synoptique) des généalogies du libéralisme et de l'illibéralisme mobilisées dans les *illiberalism studies* semble cependant fournir une piste pour comprendre le puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de l'illibéralisme. Le fait que le terme – et *a fortiori* le concept – d'illibéralisme génère des confusions et des malentendus entre ses différents utilisateurs semble ainsi s'expliquer par la pluralité des grammaires du libéralisme et des interprétations de la tradition libérale. La fonction de la notion, qu'elle soit de rendre intelligible une négation du libéralisme ou un processus de dé-libéralisation, étant le plus souvent « antinomique » vis-à-vis du libéralisme dans les études sur l'illibéralisme⁷¹⁸ ; elle ne peut que se heurter au caractère « contesté » de la définition du libéralisme, que ce dernier soit compris comme un simple concept ou comme une idéologie. Les difficultés générées par la conceptualisation de l'illibéralisme sont d'autant plus importantes que le terme de libéralisme fait l'objet d'usages divergents et contradictoires depuis la fin du XVIIIe siècle ; et qu'il fait aussi l'objet d'un conflit (intra)idéologique dans la monopolisation du terme de libéralisme et la fixation stratégique de l'historiographie libérale depuis la fin du XIXe siècle. De ce point de vue, la pénétration croissante de la notion d'illibéralisme dans les champs politique, journalistique et académique, et son appropriation dans différentes « aires de langages » génère un véritable puzzle conceptuel. De fait, la façon d'employer le terme d'illibéralisme varie selon la grammaire du libéralisme maîtrisée, ce qui conditionne la façon d'appréhender les phénomènes politiques considérés comme responsables de la crise de la démocratie libérale.

Pour apprécier la pertinence du concept d'illibéralisme et vérifier la validité des deux hypothèses de recherche que nous avons formulées en introduction de notre travail de

⁷¹⁷ Nous renvoyons ici au chapitre précédent. Sur l'emploi des termes de libéralisme « civique » et « égalitaire », voir : KIM Sungmoon, « Confucian Democracy in East Asia », sur *Cambridge Core* [en ligne], Cambridge University Press, publié le février 2014, [consulté le 30 avril 2020].

⁷¹⁸ Il s'agit ici d'une appréciation globale et non exhaustive, d'autant que le champ des études sur l'illibéralisme n'est pas nécessairement représentatif de la littérature académique dans son ensemble. Ainsi, nous verrons que l'illibéralisme est susceptible d'être pensé dans la continuité du libéralisme et de ses échecs dans certains travaux de M. Freedman et dans les travaux de chercheuses féministes telles que W. Brown.

recherche, il convient désormais d'orienter notre enquête dans une nouvelle direction, en nous appuyant sur les enseignements de notre cartographie des usages de la notion d'illibéralisme. Il semble en effet judicieux d'envisager la possibilité de conceptualiser l'illibéralisme en partant du postulat qu'il existe un conflit entre différentes grammaires du libéralisme qu'il n'est pas possible d'ignorer ou d'esquiver, ce qui nous invite à orienter notre réflexion épistémologique et empirico-conceptuelle dans deux directions :

- Sur le plan épistémologique, puisque la cartographie des usages de la notion d'illibéralisme nous suggère qu'il existe un jeu de langage qui tend à rendre les concepts de libéralisme et d'illibéralisme interchangeables, comment délimiter le phénomène de remise en question du libéralisme qui doit être rendu intelligible par le concept d'illibéralisme ? Si la fonction du concept est bien d'appréhender une dé-libéralisation et/ou une négation d'un libéralisme, comment conceptualiser l'illibéralisme alors cette remise en question – qu'elle soit d'ordre juridico-politique ou théorique – est susceptible d'être réalisée au nom du libéralisme ? Est-il possible d'appréhender un phénomène de remise en question du libéralisme en écartant malgré les ambiguïtés des discours sur l'illibéralisme et les conflits inтраidéologiques pour le monopole du terme de libéralisme ?
- Sur le plan empirico-conceptuel, on peut se demander ce qui fait la « spécificité » de la temporalité historique du concept d'illibéralisme. Existe-t-il véritablement une droite (ou une gauche) qui revendique « l'illibéralisme » ? Si c'est le cas, quelle est le contenu « idéal » de cette revendication ? Dit autrement, quel est le libéralisme qui est attaqué et remise en question en pratique par les « illibéraux » – peu importe ce que le concept désigne. Peut-on émettre l'hypothèse que le « nœud » historique de l'illibéralisme est provoqué par un changement de « grammaire » au sein de la droite, qui refléterait une nécessité à la fois stratégique et idéologique de remettre en question le libéralisme après l'avoir défendu et revendiqué contre le socialisme ? Dit plus clairement, le « moment illibéral » résulte-t-il d'une adaptation plus ou moins opportuniste du langage des « illibéraux » à une crise du libéralisme sans que cela n'entraîne d'innovation « idéologique » majeure ; ou ce moment traduit-il au contraire

l'avènement d'une nouvelle idéologie, c'est-à-dire, d'une nouvelle structure cohérente et interdépendante d'idées politiques incompatible avec celle du libéralisme ?

- cette droite revendique-t-elle désormais l'illibéralisme, c'est-à-dire, pourquoi abandonne-t-elle la référence positive au libéralisme alors qu'elle pourrait (continuer à) utiliser une grammaire conservatrice du libéralisme pour justifier son orientation politique au nom du libéralisme, comme le fait toujours la droite anglaise ? Dit autrement, pourquoi la (nouvelle) droite semble mobiliser de façon exponentielle une grammaire progressiste du libéralisme, alors qu'elle mobilisait une grammaire conservatrice du libéralisme jusque dans les années 2000, en particulier en Europe continentale ?

Ce double questionnement nous invite à d'abord interroger la possibilité de conceptualiser l'illibéralisme en recourant à la notion de jeu de langage (chapitre IV), puis, à délimiter un phénomène illibéral circonscrit dans le temps et dans l'espace (chapitre V), et enfin à identifier une fonction pour le concept d'illibéralisme qui soit cohérente avec le phénomène en question (chapitre VI).

Chapitre IV. Surmonter le jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme

« Any real threat to our regime of toleration today comes not from religious fanatics demanding the imposition of some specific doctrine on their fellow citizens but rather from militant secularists, driven by ideological principles like Rawls's, determined to wipe out any references to God in the public sphere, merely so that their sensibilities won't be offended. Meantime, no serious statesman or thinker in the American constitutional tradition ever doubted the need for a liberal regime to inculcate the moral virtues, albeit largely in an indirect or noncoercive manner, and to encourage all individuals to strive for excellence—rather than pretend that it is no more rational and estimable to practice an honorable trade or profession than spend one's life counting blades of grass. To demand the universal acceptance of Rawlsian relativism about the good is truly illiberal. What Rawls has done is worse than trying to reinvent the wheel: he aims to supplant the fully functioning set of wheels on which our Constitution rides with a postmodern set that aren't likely to take sober friends of liberty anywhere they want to go ».

David L. Schaefer, « Illiberal justice : John Rawls Vs. the American Political Tradition », University of Missouri Press, 2007

« C'est pourquoi, par exemple, l'ultralibéralisme de Milton Friedman, repris par les gouvernements Thatcher et Reagan, est difficilement intégrable dans le camp libéral, car il bascule très vite dans le conservatisme, par la "forme" de son argumentation, souvent sectaire et dogmatique, tout autant que par le contenu de ses idées. Au contraire, en appliquant la tolérance à la philosophie elle-même, pour reprendre la formule de John Rawls, le libéralisme contemporain se manifeste dans des constellations d'idées, de valeurs qui, si elles contiennent un noyau stable, sont toujours susceptibles de réorganisations différentes, comme celles accomplies par John Stuart Mill ou tous les auteurs du " nouveau " libéralisme que nous avons mentionnés ».

Catherine Audard, « Qu'est-ce que le libéralisme ? éthique, politique, société », Gallimard, 2009

« Have we lost "liberal" forever? Maybe. If liberalism is dead, then liberals killed it. I'm doubtful we can ever reclaim it. Perhaps we need a new word for organizing society through property, peace, trade, and sound money ».

Jeff Deist, « The New Postliberalism », Mises Wire, 2022

Introduction Chapitre IV.

Comme la première partie de notre recherche le suggère, la conceptualisation de l'illibéralisme se heurte au fait que le terme de « libéralisme » possède des significations distinctes et contradictoires entre les époques et entre les aires géographiques, mais également au fait que cette polysémie résulte d'un conflit inтраidéologique entre des libéraux auto-proclamés aux positions politiques et philosophiques incompatibles. Les apories des conceptualisations de l'illibéralisme semblent donc partiellement résulter d'une absence de réflexivité vis-à-vis de cette polysémie et de ses causes épistémologiques et idéologiques. Ce manque d'attention envers le caractère idéologiquement contesté du concept de libéralisme apparaît d'autant plus problématique que ces conflits idéologiques irriguent le champ académique en lui-même, comme l'illustre la cartographie des études de l'illibéralisme. Conceptualiser l'illibéralisme nécessite en effet de définir le libéralisme et/ou l'antilibéralisme, ce qui semble difficile à réaliser sans participer aux conflits (intra)idéologiques dans la définition du véritable libéralisme. Bien que certains travaux tentent d'adopter une approche « nominaliste » attentive à la pluralité des « scripts »⁷¹⁹ du libéralisme et non une approche « essentialiste » et prescriptive, il semble ultimement impossible de définir l'illibéralisme sans participer à un conflit de légitimation ou d'anathémisation de certains courants, mouvements et intellectuels s'étant revendiqués ou se réclamant encore du libéralisme. Comme le montre la comparaison des généalogies de l'illibéralisme, ce processus *idéologique* de participation à un conflit intralibéral est d'ailleurs explicite – bien qu'il ne soit pas nécessairement conçu comme tel – dans les travaux des chercheurs qui critiquent l'existence d'un « libéralisme illibéral ».

Ainsi, il est relativement courant au sein des études de l'illibéralisme que l'illibéralisme soit assimilé au communautarisme, c'est-à-dire à un libéralisme « civique » ou « républicain » et au progressisme, c'est-à-dire à un libéralisme « égalitariste » de gauche, au nom de l'incompatibilité entre ces courants intellectuels et le libéralisme « classique »⁷²⁰. De même,

⁷¹⁹ Sur ce point nous renvoyons aux travaux de M. Laruelle et plus récemment, aux travaux des chercheurs participant au programme de recherche « contestations of the Liberal scripts » (SCRIPTS). Voir : <https://www.scripts-berlin.eu/research/index.html>

⁷²⁰ Nous renvoyons ici au chapitre précédent. Sur l'emploi des termes de libéralisme « civique » et « égalitaire », voir : KIM Sungmoon, *op. cit.*

l'assimilation du l'illibéralisme au conservatisme est également susceptible d'induire une superposition entre illibéralisme et libéralisme « conservateur », que l'étiquette désigne le néoconservatisme ou le néolibéralisme.

Il convient donc d'amorcer la seconde partie de notre recherche en émettant l'hypothèse selon laquelle la notion de jeu de langage permet de fournir un cadre conceptuel adéquat pour conceptualiser l'illibéralisme, en complétant certaines des approches existantes de l'illibéralisme au sein de la littérature. L'objectif est de questionner le recours au concept d'illibéralisme pour décrire l'arrivée au pouvoir d'une droite radicale (qu'elle soit labellisée « *Global Right* » ou « *New Right* ») à la fois populiste, nativiste et ultra-conservatrice dans les années 2010⁷²¹, malgré l'existence d'un jeu de langage propre aux termes de libéralisme et d'illibéralisme, qui est partiellement causé par un conflit (intra)idéologique au sein de la galaxie libérale et dont les effets performatifs sont particulièrement complexes. Plus précisément, ce chapitre vise à envisager la possibilité de conceptualiser l'illibéralisme *malgré* le fait que le terme soit sources de confusions et qu'il fasse l'objet de conflit (intra)idéologique en raison de la concurrence des grammaires du libéralisme. Notre enquête sur les usages de la notion semble en effet justifier l'abandon de la possibilité d'une définition consensuelle du libéralisme. Néanmoins, bien que ce constat suggère qu'il est impossible de conceptualiser l'illibéralisme de façon pertinente et heuristique, puisque le concept sera non seulement « essentiellement contesté », mais également inadapté à certains contextes géo-historiques, nous soutenons qu'il est possible de dépasser cette impasse relativiste en recourant à la notion de jeu de langage et en prenant en compte l'existence d'une concurrence stratégique des grammaires du libéralisme. En ce sens, l'emploi de la notion de jeu de langage ne fait ici que rendre intelligible ce qui a été relevé à de multiples reprises dans la réflexion sur le libéralisme, à savoir le fait qu'il est possible de critiquer le libéralisme sans être antilibéral, ou le fait qu'il est possible de s'opposer à un certain libéralisme, tout en étant libéral, car ce qui est compris comme étant « libéral » dans un contexte donné n'est pas forcément représentatif du libéralisme dans son ensemble⁷²².

⁷²¹ Comme le rappelle M. Varga et A. Buzogány, ces termes sont utilisés de façon interchangeable pour décrire cette (nouvelle) droite, et ils sont généralement associés au nationalisme, au souverainisme et au « far-right civilisationism ». Voir : VARGA Mihai et BUZOGÁNY Aron, « The Two Faces of the 'Global Right' », *Critical Sociology*, 48, SAGE Publications Ltd, 2022.

⁷²² Sur ce point, qui fait l'objet de développements importants mais éparses dans la théorie politique contemporaine – qu'elle soit normative ou compréhensive – en particulier dans les travaux de C. Taylor, M. Walzer et J. Tully, nous renvoyons à l'article de R. Abbey « Is liberalism a contested concept » puisqu'il vise

Avant d'aborder dans les prochains chapitres les apports de notre cadre théorique dans la délimitation du phénomène illibéral et dans l'étude de la « morphologie idéologique » de l'illibéralisme, il convient donc de surmonter l'impasse épistémologique soulevé par cette concurrence idéologique des grammaires du libéralisme. À cet égard, notre démonstration vise à justifier analytiquement (c'est-à-dire de façon non-normative) le fait de privilégier une grammaire « progressiste » du libéralisme pour conceptualiser l'illibéralisme, car les grammaires « conservatrices » et « lockéennes » du libéralisme ne permettent ni de comprendre, ni de décrire de façon satisfaisante la revendication discursive de l'illibéralisme par une frange croissante de la droite conservatrice ainsi que la remise en question pratique et théorique du libéralisme dans le nord global depuis la révolution conservatrice et néolibérale des années 1980. Dit autrement, ce chapitre vise également à appuyer la thèse – qui ne fera nécessairement pas l'objet d'un consensus – selon laquelle c'est la grammaire progressiste du libéralisme qui est la plus pertinente pour appréhender la remise en question simultanée de l'ensemble des « scripts » du libéralisme, c'est-à-dire tant du libéralisme politique, que du libéralisme économique et du libéralisme « sociétal », ce qui conduit ultimement à repenser la relation entre conservatisme et illibéralisme, et notamment la filiation entre néolibéralisme et illibéralisme.

précisément à adresser ce problème qui a soulevé de nombreux malentendus dans la réception du débat entre libéraux « déontologiques » et communautariens, et dans la réflexion sur l'universalisme :

Many of those theorists who criticize some elements of liberalism yet call themselves liberal do so in a way that pits their preferred conception of liberalism against rival conceptions. A prime illustration of this comes in the work of Charles Taylor. While Taylor has typically been characterized as a communitarian, his relationship to liberalism is more complicated, nuanced and less antagonistic than the label communitarian has typically been taken to imply. Indeed, Taylor sees the supposed antagonism between liberalism and communitarianism as false: liberalism and communitarianism need not be seen as mutually exclusive approaches to politics. He believes that it is both possible and desirable to combine some features of the liberal tradition with communitarianism at what he calls a theory's ontological and advocacy levels. Of course there are some elements of the liberal tradition that Taylor repudiates altogether. One is its ideal of the neutral state and its related prioritizing of the right over the good. He challenges liberalism's emphasis on the negative conception of freedom and remains unpersuaded by its instrumental view of politics. He also rejects any version of liberalism that aspires to formalism, for this underestimates the complexity of society and the multiplicity of goods that its members adhere to in the public, as well as the private, realm. On the other hand, Taylor joins liberals in reflecting on the meaning of freedom and the social and political conditions propitious to its attainment.

(...)

Yet Taylor is not unique in being a critic of liberalism who at the same time claims the liberal epithet for himself and in so doing challenges any claim by other theorists to a monopoly on the term. Although the way in which John Gray has situated himself vis-à-vis liberalism has changed over time, one of his more recent works, *Two Faces of Liberalism*, suggests that the target of his criticism is not liberalism per se but a particular widespread and influential understanding of liberalism. » ABBEY Ruth, « Is Liberalism Now an Essentially Contested Concept? », *New Political Science*, 27, Routledge, 2005.

Dans un premier temps nous chercherons d'abord à montrer pourquoi il est nécessaire d'appréhender la polysémie du terme de libéralisme et d'abandonner l'approche prescriptive de l'illibéralisme en raison de la dimension diachronique et synchronique du jeu de langage propre aux termes de libéralisme et d'illibéralisme (section 1). Puis, nous verrons dans un second temps pourquoi il semble malgré tout possible de dépasser l'impasse « épistémologique » relativiste lié à la pluralité des langages du libéralisme et la dimension idéologique de leur concurrence afin de conceptualiser l'illibéralisme (section 2).

Section 1. Résoudre le problème de la pluralité des langages du libéralisme

La première facette du jeu de langage que nous cherchons à exposer ici de façon succincte, afin d'explorer une « autre » conceptualisation de l'illibéralisme, porte sur la sédimentation historique des différentes significations du terme libéralisme. L'emploi du terme « sédimentation » renvoie ici au fait que la signification de ce terme a évolué historiquement depuis sa popularisation durant la période révolutionnaire, à la fin du XVIII^e siècle. Cette évolution, qui diffère selon les aires géographiques et les contextes, reflète à la fois la maturation de l'idéologie libérale et son adaptation à des configurations socio-historiques distinctes, mais également les conflits idéologiques entre les différents courants et acteurs politiques se revendiquant du libéralisme. La notion de jeu de langage sert donc ici à rendre intelligible le fait que le concept de libéralisme peut *conventionnellement* servir à appréhender des phénomènes différents selon les contextes, c'est-à-dire selon certaines conventions linguistiques s'étant sédimentées au fil du temps ; mais également le fait qu'il est possible d'utiliser le terme de (il)libéralisme de manière plus arbitraire en participant à un conflit (intra)idéologique de légitimation ou de délégitimation de certains courants de la galaxie libérale. Nous cherchons donc à montrer qu'il est nécessaire de dépasser les distinctions ordinaires entre libéralisme « américain » et libéralisme « continental », ou encore entre libéralisme « politique » et « économique », afin de privilégier une approche permettant de comprendre les enjeux liés à la « performativité » des langages du libéralisme⁷²³. Plus

⁷²³ Nous emploierons ici le terme de performativité en nous inspirant des travaux de P. Bourdieu et J. Butler, et non de ceux de J. Austin. Bien que ce choix puisse être source de confusions, nous pensons qu'il fournit une clé

simplement, notre objectif est ici de montrer que les significations du terme de libéralisme ou d'illibéralisme ne sont pas homogènes à chaque époque, et dans chaque contexte politique, ce qui signifie que la « remise en question » du libéralisme ne peut avoir le même contenu, ni la même signification selon les « aires de langages » qu'on considère⁷²⁴. Notre objectif est également de montrer que les significations du terme de libéralisme évoluent car les acteurs politiques – et en particulier les intellectuels – adaptent leurs grammaires du libéralisme de façon stratégique. De fait, la distinction entre libéralisme « continental » et « américain » a tendance à essentialiser certaines significations du terme de libéralisme alors que ces dernières sont loin d'être figées parce qu'elles sont constamment en train d'évoluer et d'être adaptées à des fins spécifiques. En ce sens, il s'agit d'établir un cadre conceptuel permettant de véritablement comprendre l'enjeu de l'appropriation de l'illibéralisme par une droite conservatrice qui pouvait jusqu'à présent revendiquer le libéralisme pour défendre ses « idées », et qui continuent à le faire dans certains contextes, comme le montre les travaux de Frand Furedi et Anne-Marie Le Pourhiet. À cet égard, on peut partir du postulat établi dans notre enquête linguistique selon lequel les implications de la polysémie du terme de

pertinente pour décrire le phénomène que nous cherchons à décrire. L'utilisation de la notion de « performativité » renvoi donc ici à l'idée selon laquelle les différentes significations du terme de libéralisme deviennent des « langages » lorsqu'elles sont entérinées par des individus et des institutions en « position de pouvoir ». L'enracinement et la naturalisation de ces langages résultent donc d'un processus historique de sédimentation, qui se traduit par la diffusion d'une même grammaire du libéralisme au sein d'un espace donné, à l'image du « genre ». Dit autrement, la notion de performativité vise simplement à décrire la façon dont une certaine signification du terme de libéralisme commence à structurer des clivages politiques en étant partagée par des acteurs politiques idéologiquement rivaux. Ainsi, la connotation « progressiste » du libéralisme américain résulte des effets performatifs de la revendication du libéralisme par F. D. Roosevelt lors de sa campagne en faveur du *New deal*, c'est-à-dire au fait que démocrates et républicains associent le « libéralisme » à cette appropriation.

Sur la notion de performativité chez Austin, nous renvoyons à notre introduction. Sur sa réception dans les travaux de Bourdieu, Butler et plus largement dans les *queer studies* voir : LIVIA Anna et HALL Kira, *Queerly Phrased*, Oxford University Press, 1997 BUTLER Judith, *Undoing Gender*, Routledge, 2004 AMBROISE Bruno, « La rationalité de l'efficacité performative », in *Bourdieu : Théoricien de la pratique*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2011, [consulté le 28 mai 2024] MARIGNIER Noémie, « Performativité », *Langage et société*, Hors série, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2021.

⁷²⁴ En ce sens, le questionnement au cœur de la première partie de ce chapitre est relativement similaire de celui formulé dans le dossier thématique de la Revue d'Histoire consacré au Trumpisme (nous soulignons) :

« Il y a donc plusieurs façons d'être illibéral, mais, comme Marlène Laruelle l'a notamment souligné, ce qui caractérise avant tout la posture illibérale (et la différencie clairement du conservatisme) est une opposition résolue, hostile, agressive à l'endroit du libéralisme, qu'il soit politique, économique ou culturel, dans des pays en ayant fait l'expérience, de sorte que l'illibéralisme peut se définir comme un post-libéralisme. Si tel est le cas, l'utilisation du prisme illibéral pour analyser le « trumpisme » implique de comprendre à la fois les différentes formes de libéralisme et la place qu'elles occupent dans l'histoire des États-Unis. Celle-ci étant, comme celle de tous les pays, complexe et ambivalente, elle présente des aspects à la fois libéraux et illibéraux dont il faut tenir compte pour comprendre l'apport proprement américain du « trumpisme » en tant qu'illibéralisme » RUIZ Jean-Marie et VAGNOUX Isabelle, « Aux racines du "trumpisme" », 20 & 21. *Revue d'histoire*, 153, Presses de Sciences Po, 2022.

libéralisme ne semblent pas avoir pleinement été comprises, alors qu'elles sont d'une importance capitale pour la conceptualisation de l'illibéralisme, comme le montre les travaux qui s'intéressent au libéralisme en étant attentif à la pluralité des langages du libéralisme⁷²⁵. Notre démonstration vise donc ici à montrer que l'approche essentialiste de l'illibéralisme est prise au piège d'un jeu de langage causé par la superposition et la sédimentation de différents langages du libéralisme, c'est-à-dire au fait qu'il est possible de s'opposer au libéralisme au nom de ce qui est – ou de ce qui a été – conventionnellement considéré comme libéral, dans d'autres contextes, et par des individus qui mobilisent des grammaires du libéralisme distinctes.

Nous verrons donc dans un premier temps en quoi le jeu de langage propre aux termes de libéralisme et d'illibéralisme s'expliquent par le fait que les différentes significations du terme de libéralisme se sont sédimentées différemment en fonction des espaces géo-historiques (1) puis en quoi cette évolution explique la performativité inégale des différents langages du libéralisme (2).

1. Les sédimentations historiques plurielles des langages du libéralisme, une première impasse pour la conceptualisation de l'illibéralisme

Comme nous l'avons indiqué en introduction, les travaux s'intéressant à l'histoire des idées libérales et à l'idéologie libérale qui mettent en lumière la pluralité des langages du libéralisme sont en réalité nombreux, mais ils sont paradoxalement peu (ou pas du tout) cités dans la majeure partie de notre corpus et dans la littérature sur l'illibéralisme en général, ce qui semble particulièrement étonnant sachant que certains de ces chercheurs – notamment Helena Rosenblatt et Michael Freeden – se sont intéressés de manière explicite à relation entre libéralisme et antilibéralisme. Bien qu'ils ne fassent pas explicitement référence à la notion de jeu de langage, les travaux de Rosenblatt et Freeden mobilisent d'ailleurs les apports de la philosophie du langage ordinaire dans la continuité de l'approche contextualiste

⁷²⁵ Voir à titre non exhaustif : BLOKKER Paul, « Populist Counter-Constitutionalism, Conservatism, and Legal Fundamentalism », *European Constitutional Law Review*, 15, Cambridge University Press, 2019 BLOKKER Paul, « Populism and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021. CANIHAC Hugo, « Illiberal, anti-liberal or post-liberal democracy? », *Political Research Exchange*, 4, Routledge, 2022 KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

développée par Pocock et Skinner au sein de l'école de Cambridge, afin de révéler les impensés dans l'appréhension du libéralisme, ce qui explique leur cohérence avec notre démonstration. Puisqu'il serait impossible de résumer ici l'ampleur de leurs œuvres respectives, nous nous permettons de résumer brièvement certains des apports de leurs travaux respectifs pour expliquer ce que nous cherchons à décrire en parlant de « sédimentation historique » des différentes significations du terme de libéralisme (1.1). Ce rappel nous permettra ensuite d'exposer le problème historique soulevé par la performativité inégale des langages du libéralisme, c'est-à-dire la façon dont certaines significations du terme de libéralisme se sont enracinées différemment selon les espaces géo-historiques (1.2).

1.1 La pluralité des langages du libéralisme : un enjeu épistémologique et analytique pour la conceptualisation de l'illibéralisme

Comme nous l'avons brièvement indiqué lorsque nous avons évoqué le problème de la place des « contre-lumières » dans la généalogie de l'illibéralisme, les travaux de Rosenblatt permettent d'historiciser les grands narratifs qui déterminent la grammaire du libéralisme de chaque individu – en particulier des chercheurs – et ils montrent en quoi ils reposent sur des interprétations de la tradition libérale souvent parcellaires et contestables, à l'image du narratif qui oppose un libéralisme « anglo-américain » antitotalitaire inspiré par Locke à un libéralisme républicain français « Etatiste » et « hédoniste » inspiré par Rousseau⁷²⁶. Surtout, ses travaux montrent en quoi le terme de « libéralisme » fait l'objet de conflits sémantique et idéologique entre révolutionnaires et contrerévolutionnaires dès la fin du XVIIIe siècle. Les recherches de Rosenblatt sont donc d'une importance capitale lorsqu'on cherche à conceptualiser un phénomène politique « illibéral » et *a fortiori* l'existence d'une tradition

⁷²⁶ « We hear of “the apparent inability of [French] liberals to recognize the central elements of their own doctrine.” The problem is that they “did not have the philosophic resource to think through liberalism,” because they didn't have a Locke. The French did, however, have a Benjamin Constant, who was now rediscovered and reread as one of the rare liberals in the true, individualist, Anglo- American sense. Constant's deep concern with building a viable state and combating individualism was ignored; and his lifelong interest in religion and interest in “self-sacrifice” was left out. Instead, prominent scholars determined that Constant's “master concept” was “individual in - dependence,” and that he espoused a “radical individualism.” Some noted that France also had a number of political economists who understood the liberal value of self- interest, the minimal state, and deregulated markets. In France, as in America, this supposedly true and individualistic liberalism came under criticism. Compared to republicanism, with its emphasis on citizenship and virtue, critics described French liberalism as all too hedonistic. » ROSENBLATT Helena, *The Lost History of Liberalism* [en ligne], The Lost History of Liberalism, Princeton University Press, 2018, [consulté le 4 juin 2022].

antilibérale. Ainsi, le terme de « libéralisme » fait l'objet d'appropriations contradictoires par les plus fervents défenseurs de la révolution française tels que Thomas Paine, les défenseurs « modérés » de l'idéal révolutionnaire qui privilégient le modèle américain comme Benjamin Constant, mais également par Burke et une partie des contrerévolutionnaires⁷²⁷. On peut donc regretter que les études de l'illibéralisme (et la littérature académique s'intéressant au libéralisme de manière générale) ne s'appuient pas davantage sur le maître ouvrage de Rosenblatt « *The lost history of liberalism* ». En effet ce dernier permet de démolir certains des narratifs qui biaisent la compréhension de l'historiographie libérale, tant chez les défenseurs auto-revendiqués du libéralisme que chez leurs critiques, en dévoilant l'existence d'une histoire perdue du libéralisme, dont la méconnaissance résulte des conflits sémantiques et idéologiques qui ont lieu au sein de la galaxie libérale et à l'extérieure de cette dernière :

« We've heard this all before. Since its genesis, liberalism has been subject to a barrage of similar attacks. The fact that liberals today disagree among themselves is also nothing new. Liberalism has never been a fixed or unified creed. Since the very beginning, it has encompassed lively debates. What is new is the way liberals today describe themselves and what they stand for. They overwhelmingly stress a commitment to individual rights and choices; they rarely mention duties, patriotism, self-sacrifice, or generosity to others. These terms are conspicuous by their absence in the contemporary liberal lexicon. Liberals have conceded the high ground to their adversaries.

The scholarship on liberalism reinforces and confirms this liberal self-definition. Countless works repeat the same message: liberalism is a doctrine whose core principle is the protection of the individual, his and her rights, interests, and choices. Any book, article, or essay, whether it is scholarly or polemical, and whether it approves or disapproves of liberalism, claims that its core principle is that governments exist to protect these rights, interests and choices. One renowned scholar of liberalism even asserts that it is founded on the "animal needs" of human beings. From such self-descriptions it is only a short way to conclude, as one critic has, that liberals "explicitly rejected any notion of a common good. They wished to privatize and diminish, although not eliminate, the contents of human life."

(...)

⁷²⁷ « Of course, not everyone was pleased. Soon a fierce dispute broke out over whether the reforms being passed were in fact liberal or not. The argument produced one of the great texts of political theory, Edmund Burke's *Reflections on the Revolution in France*, a pamphlet now regarded as a founding text of conservatism. From the perspective adopted here, one of the most interesting things about Burke's text is his refusal to concede the term "liberal" to the French revolutionaries. He insisted on calling them "illiberal" instead. Such wars of words might seem trivial to us today, but their ferocity and longevity over the course of the nineteenth century are indications of the stakes involved. As Madame de Staël explained, "Disputes about words are always disputes about things." The battle over the word "liberal" concerned more than semantics. » *Ibid.*, p44

Over time, then, liberalism's staunchest defenders rallied around the notion that liberalism was primarily about individual rights and interests. The history of liberalism recounted in this book was lost. In a sense, the twentieth-century liberals willingly adopted the argument traditionally used to malign them, in other words, that liberalism was, at its core, an individualist, if not selfish, philosophy»⁷²⁸.

De façon schématique et didactique, il convient selon nous de présenter les deux apports majeurs de son œuvre (qui sont complémentaires avec les travaux de Freedén) pour l'approche de la conceptualisation de l'illibéralisme que nous cherchons à bâtir :

- Sur le plan de l'histoire des idées libérales, les travaux de Rosenblatt éclairent parfaitement la dimension agonistique de l'histoire du libéralisme et de l'interprétation de la tradition libérale en raison de l'existence d'un conflit entre « deux libéralismes » qui s'articule autour d'un clivage quant au fonctionnement du capitalisme, et par extension autour des notions d'individu, de progrès, de communauté, et de sécularisme⁷²⁹. Contrairement au narratif ordinaire opposant des libéralisme « nord-américain » et libéralisme « continental », Rosenblatt montre en quoi ce conflit entre deux libéralismes antithétiques est présent dans la plupart des arènes politiques nationales, en particulier au Royaume-Uni et aux États-Unis, puis comment l'équilibre des forces entre ces deux libéralismes a évolué⁷³⁰. Ainsi, après

⁷²⁸ ROSENBLATT Helena, *op. cit.*

⁷²⁹ « By the end of the nineteenth century, when it came to the rôle of government, there existed two varieties of liberals: the new and the old, the interventionists and the laissez-fairists. Both insisted that they were the true liberals. Eventually, the new liberals dropped the qualifying word "new" and just called themselves liberals. Like Green, many of them thought that there was in any case little new about their version of liberalism. Liberals, Green said, had for fifty years been fighting for the same thing: the social good. Hobson insisted that liberals had never subscribed to a policy of narrow laissez-faire or conceived of liberty in a purely negative way. Incorporating the views of German ethical economists was entirely compatible with liberal principles, since they were constantly being adjusted to deal with the problems of the times. The battle between new and old liberals was also about how to read the founders of the liberal school. New liberals claimed that the laissez-fairists were misreading economists like Adam Smith. It was they who were "doing the work which Adam Smith began." After all, Smith had been sensitive to historical circumstances, wrote the *Encyclopædia Britannica*; in the fifth book of the *Wealth of Nations*, he had recognized the need for government interference. Likewise, Alfred Fouillée dismissed the "laissez-fairists' economism"; Smith had meant nothing of the sort. The Fabian socialist Beatrice Webb mused over the irony of it all: "The Political Economy of Adam Smith was the scientific expression of the impassioned crusade of the 18th century against class tyranny and the oppression of the Many by the Few. By what silent revolution of events, by what unselfconscious transformation of thought, did it change itself into the 'Employers' Gospel' of the 19th century?" ». *Ibid.*, p243-244

⁷³⁰ « It would be wrong to conclude from the growing association of liberalism with America that there was a consensus over what the word actually meant: how, for example, liberalism differed from democracy, or what it meant in terms of a government's rôle in the economy. While the progressives around the New Republic called themselves liberal, so did Herbert Hoover, but he meant something different. Sounding quite like Herbert

avoir été dominant aux États-Unis et au Royaume-Uni, le libéralisme « progressiste » de Dewey et Keynes a été relégué au second plan voire complètement oublié par les défenseurs d'un libéralisme antisocialiste et antitotalitaire après la seconde guerre mondiale. Or, Rosenblatt montre en quoi la conception du « libéralisme » pendant la guerre froide est réductrice et caricaturale, car elle repose sur un narratif « lockéen » qui oppose le libéralisme de la « liberté négative » aux totalitarismes de droite et de gauche, c'est-à-dire au fascisme et à la social-démocratie⁷³¹. L'ouvrage de Rosenblatt, comme l'article de D. Bell, permet donc d'historiciser et de questionner la cohérence de la grammaire lockéenne du libéralisme, qui a servi de terreau aux usages les plus courants de la notion d'illibéralisme.

- De manière indirecte – et de façon cohérente avec les travaux de Serge Audier⁷³² – les travaux de Rosenblatt permettent également d'historiciser l'apparition et le

Spencer, Hoover, who served as president of the United States from 1929 to 1933, insisted that liberalism's main concern was the protection of individual freedom. It stood for the idea that government should involve itself as little as possible in the economy. As president, Hoover oversaw the stock market crash of 1929 and the onset of the Great Depression. Despite the economic catastrophe, he continued to defend the laissez-faire version of liberalism well into the 1940s. In continental Europe, powerful voices continued to spread the idea that liberalism meant laissez-faire. Those who meant something else had to add a qualifier such as "progressive" or "constructive" or speak of "liberal socialism." In his book *Liberalism*, published in 1927, the influential Austrian economist Ludwig von Mises lamented the disputes over the meaning of the word. True liberalism, he insisted, was not about any humanitarian objectives, however noble they might be. Liberalism had nothing else in mind than the advancement of a people's material welfare. Its central concepts were private property, freedom and peace. Anything beyond that was "socialism," for which Mises had only disdain. Those who thought that liberalism had something to do with spreading humanity and magnanimity were "pseudo liberals." » *Ibid.*, p260

⁷³¹ « Originally published in 1944, Friedrich Hayek's *Road to Serfdom* both profited from and helped amplify a growing fear of totalitarianism. Liberalism's association with a strong state and government intervention began to be seen as a liability. It was important to be aware, Hayek wrote in his surprise best seller, that "it is Germany whose fate we are in some danger of repeating." The "social liberalism" toward which Britain and America were heading would invariably lead to totalitarianism. In America, supporters of New Deal liberalism were labeled socialist or even communist, words which took on increasingly ominous meanings. Robert Taft, Republican senator from Ohio, in 1948 accused New Deal liberalism of having "acquired Russian overtones." Liberals who accepted John Dewey's or FDR's conceptions of liberalism were not really liberal; they were "totalitarian." » *Ibid.*, p268

⁷³² « Il y a une histoire intellectuelle des libéraux de droite antisoixante-huitards qu'il faut saisir dans sa spécificité. Nourrie de l'influence de toute une tradition politique très éloignée des principes libéraux, attachée au maintien d'une forte hiérarchie, soupçonneuse sur les vertus des sociétés démocratiques, fondamentalement hostile à l'égalitarisme, cette mouvance libérale à la française intègre, paradoxalement, une bonne dose d'antilibéralisme qui éclaire sa relation à mai 1968.

(...)

Il y a donc eu, en France, un très paradoxal *retour au libéralisme* indissociable d'une *vulgarisation inavouée de la philosophie straussienne*, dans un cadre relevant parfois du catholicisme traditionaliste. Dans la mesure où Strauss est l'un des critiques les plus acerbes du monde moderne, dont il dénonce sans cesse le « relativisme » et le nihilisme – des thèmes chers aux néo-conservateurs –, on a bien affaire à une mouvance intellectuelle qui

déploiement de la grammaire « conservatrice » du libéralisme, c'est-à-dire l'appropriation et la (ré)interprétation de la tradition libérale propre à un libéralisme de droite « paradoxalement antilibéral »⁷³³ dont les figures historiques seraient Burke et Hayek, et la figure contemporaine Pierre Manent. Ce libéralisme-conservateur inspiré par les pensées de Léo Strauss et Eric Voegelin et plus largement par la critique chrétienne du libéralisme⁷³⁴ fait donc paradoxalement du libéralisme l'une des causes du totalitarisme et du suicide de l'occident en raison de son relativisme et de son nihilisme⁷³⁵, tout en défendant un libéralisme traditionnel occidental par opposition au socialisme. Bien que contrairement à Freedman, Rosenblatt ne cherche pas explicitement à définir le libéralisme et à le démarquer du conservatisme et du libertarianisme, ses travaux sont néanmoins relativement critiques à l'égard de la cohérence de cette grammaire « conservatrice » du libéralisme, qui est particulièrement virulente à l'encontre d'un libéralisme « progressiste » à la fois

s'est définie comme « libérale » alors qu'elle ne l'était en vérité que très partiellement. » AUDIER Serge, « 7. Un « libéralisme » néo-conservateur ? », *Poche / Essais*, 2009.

⁷³³ Voir l'extrait tiré de l'ouvrage précité consacré au libéralisme paradoxalement antilibéral qui a servi de creuset à une partie de l'idéologie du FN, que nous avons cité dans le chapitre III.

⁷³⁴ « In this anxious and pessimistic climate, people became receptive to the ideas of several religious thinkers, both Catholic and Protestant, who blamed liberalism itself for the ethical crisis in which the West found itself. Among the most important of the Catholic theorists were Waldemar Gurian, a Russian-born German-American political scientist, and Jacques Maritain, a French philosopher. The most prominent Protestant theorist was Reinhold Niebuhr. Gurian, Maritain, and Niebuhr all spread the idea that liberal societies themselves had a tendency to become illiberal. "Antiliberalism," wrote Gurian, was nothing but the "completion of liberalism." The "totalitarian state" was not the rejection of liberalism, but "its last and most radical consequence." Catholic and Protestant arguments overlapped in significant ways. When you banish God from the world, these Christian theorists said, every foundation of morality is undermined. The loss of faith in God leads to a moral relativism that makes people vulnerable to demagogues and dictators. Totalitarianism, which these theorists were among the first to analyze, was the result of liberal disenchantment with the world. » ROSENBLATT Helena, *The Lost History of Liberalism* [en ligne], *The Lost History of Liberalism*, Princeton University Press, 2018, [consulté le 4 juin 2022].

On peut néanmoins nuancer cette influence en comparant cette critique chrétienne du libéralisme et du socialisme à la critique chrétienne du libéralisme et du fascisme développée par les personnalistes français dans les années 1930, et en particulier à celle de Jacques Ellul. Voir : ELLUL J., « Le Fascisme, Fils Du Libéralisme », *Esprit* (1932-1939), 5, Editions Esprit, 1937.

⁷³⁵ « By 1945, the position of Pope Pius XII on the question was more than clear. In his Christmas Message that year, he repeated, in an updated form, the long-established and standard Catholic condemnation of liberalism. Simply stated, liberals had banished God from the world and had thus given rise to totalitarianism. Liberalism's destructive force, Pius declared, had brought only brutality, barbarity, and ruin. Catholic propagandists spread this message. Jonathan Hallowell's book, *The Decline of Liberalism* of 1946, warned that the spiritual crisis out of which totalitarianism emerged was a crisis peculiar not only to Germany, but to all of Western civilization. Liberalism, with its rejection of transcendent truth, was to blame. In *The Rise and Decline of Liberalism* of 1953, Thomas Neill underlined the point. Since it destroyed all spiritual values, "the logic of liberalism" was to lead straight to totalitarianism.⁹ Some years later, in 1964, yet another anticommunist Catholic crusader, James Burnham, called liberalism the "ideology of Western suicide," since it was infected with communism. » ROSENBLATT Helena, *op. cit.*

égalitaire, individualiste et séculariste. L'histoire du libéralisme de Rosenblatt questionne donc la fiabilité de l'historiographie « conservatrice » du libéralisme car elle cherche systématiquement à effacer l'existence ou l'importance des courants libéraux progressistes en recourant aux mêmes narratifs et schémas intellectuels depuis le début du XXe siècle⁷³⁶. Le plus commun de ces narratifs depuis la révolution française est celui qui consiste à faire du libéralisme « progressiste » une importation issue d'une tradition politique étrangère, ce qui ne manque pas de créer certains paradoxes, puisque pour les conservateurs anglo-américains tels que Hayek, le libéralisme progressiste est d'origine continental et il est étranger à la tradition politique anglo-saxonne ; et inversement pour les conservateurs français et allemands, qu'ils se réclament du libéralisme ou de l'antilibéralisme⁷³⁷.

Or, comme nous avons tenté de le montrer, cette grammaire du libéralisme est partiellement celle qui est adoptée par les intellectuels tels que Zakaria, Mounk et Fukuyama qui mobilisent la notion d'illibéralisme (ou d'anti-libéralisme) pour critiquer simultanément le populisme et la « nouvelle gauche identitaire », c'est-à-dire la droite antilibérale et le (faux) libéralisme de la gauche américaine. Les travaux de Rosenblatt permettent également de comprendre la filiation (en apparence paradoxale) entre cette grammaire « conservatrice » du libéralisme qui critique le penchant totalitaire du libéralisme de gauche et le cadre théorique des chercheurs et intellectuels

⁷³⁶ Ce procédé est d'ailleurs relevé par S. Audier :

« C'est dans le cadre de cette bataille idéologique dont l'objectif est bien de minimiser les ravages de la contre-révolution néo-libérale, que P. Manent réitère l'offensive des néo-conservateurs contre le libéralisme de gauche, qui avait joué un rôle si important dans les années 1960 aux États-Unis, autour notamment du mouvement des Noirs pour les droits civiques. Aron lui-même avait souligné les liens entre la pensée de Rawls et les luttes pour l'égalité dans les années 1960, sans pour autant adopter le ton méprisant des disciples de Strauss. Si P. Manent, sur ce point comme sur les autres, est beaucoup plus proche de Bloom ou d'autres amis « straussiens » que d'Aron, il ne juge manifestement pas nécessaire de polémiquer outre mesure, comme eux, contre le libéralisme social de Dewey ou de Rawls. Sa tactique est plus simple et efficace : il n'en parle presque pas, au risque de laisser une grave lacune dans son travail sur les « libéraux ».

(...)

Mais le plus troublant, en vérité, est l'extraordinaire silence de P. Manent sur l'immense courant d'un libéralisme social et de gauche qui s'est développé depuis la fin du xixe siècle. Une brève mention de sa part suffit à expédier, sous prétexte qu'ils ne sont pas de purs libéraux, les grands penseurs anglais du « Nouveau libéralisme » – Thomas Hill Green, Leonard Hobhouse, etc. – qui ont été les inspirateurs de Keynes et les précurseurs de l'édification de l'État-providence. Cette opération qui fait cavalièrement l'impasse sur un pan entier du libéralisme européen et même américain – avec, précisément, Dewey – a de quoi laisser perplexe. Si l'on doit débattre, en effet, sur l'authenticité du « libéralisme » de ces auteurs, il paraît pour le moins problématique de les évacuer purement et simplement. » AUDIER Serge, « 7. Un « libéralisme » néo-conservateur ? », *Poche / Essais*, 2009.

⁷³⁷ Voir ROSENBLATT Helena, *op. cit.* : p 67-79 et p258-264

conservateur. Ces derniers peuvent ainsi mobiliser cette grammaire pour opérer un retournement sémantique et conceptuel afin d’opposer un libéralisme de droite à un illibéralisme de gauche comme le font Furedi et Le Pourhiet. Mais comme nous le verrons par la suite, cette grammaire peut également être approprié par les intellectuels conservateurs pour revendiquer un illibéralisme (ou plus précisément un *post-libéralisme*) protecteur des libertés et de la tradition face à un libéralisme totalitaire.

En se basant sur cette brève présentation des apports des travaux de Rosenblatt à la compréhension du libéralisme, et sur le résumé du cadre théorique de Freeden que nous avons réalisé en introduction, on peut selon nous mieux comprendre à quel point la cartographie des usages de la notion d’illibéralisme révèle l’existence d’un jeu de langage propre aux notions de libéralisme et d’illibéralisme qui semble partiellement échapper à la majeure partie des chercheurs et des acteurs politiques.

Sans revenir sur l’immense contribution des travaux de Freeden à l’histoire des idées libérales et à la compréhension de l’idéologie libérale de manière générale – qui n’a que très peu été mobilisée dans les études de l’illibéralisme – on peut en effet constater que son œuvre induit des postulats pour penser l’illibéralisme qui sont à l’opposé de ceux qui ont été adopté lors de la genèse de la notion puis dans sa redécouverte à partir des années 2010. Grâce à sa démarche à la fois contextualiste et analytique, Freeden met ainsi en perspective l’existence sur les plans diachronique et synchronique d’une pluralité de libéralismes et de langages du libéralisme qui sont parfois cohérents (comme dans le cas du libéralisme de Mill et du *high liberalism* de Rawls) parfois contradictoires et incompatibles, ce qui rend l’appréhension de la relation entre le libéralisme et les autres « ismes » particulièrement complexe :

« The variable relations of opposition, affinity, competition or complementarity that [liberalism] has maintained with the other great ‘isms’ of modernity reveal much about the evolution of the liberal mainstream. Its antagonists have been changing over time, successively labelled in various contexts and circumstances as absolutism, servilism, conservatism, democratism (or simply democracy), socialism, communism, authoritarianism, collectivism, statism, totalitarianism, fundamentalism, republicanism or communitarianism. These and other purportedly antiliberal positions that constitute the broad array of what we might call the ‘counter-isms’ of liberalism –

as the political spectrum was expanded and new political 'isms' emerged on its right, and especially on its left – also account for why, in certain places and moments, liberalism could be conflated with, and sometimes be opposed to, radicalism, utilitarianism, Jacobinism, internationalism, conservatism, progressivism and ultimately identity particularisms »⁷³⁸.

Les travaux de Rosenblatt et Freeden parce qu'ils sont attentifs à la pluralité des langages du libéralisme tout en ne trahissant pas l'exigence de schématisation propre à l'étude des idéologies fournissent donc selon nous un socle permettant de penser l'illibéralisme, c'est-à-dire de définir un concept d'illibéralisme et de comprendre l'avènement d'un phénomène « illibéral ». De plus, de par leur dimension historique, leurs travaux ont également le mérite de « dépasser l'ethnocentrisme intellectuel »⁷³⁹ et de constituer une voie médiane entre une approche strictement intellectuelle des idéologies – qu'elle soit straussienne ou continentale – et une approche strictement matérialiste qui ne considérerait les idées que de façon accessoire⁷⁴⁰.

⁷³⁸ FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996.

⁷³⁹ Laurent Jean-Pierre. "Un néolibéralisme pluriel?." *La revue des Livres* 8 (2012): 27-35.

⁷⁴⁰ Nous ne pouvons pas rendre justice ici aux réflexions épistémologiques de M. Freeden sur la place de l'étude des idéologies (et de la théorie politique) vis-à-vis de la philosophie politique et des sciences sociales. Comme nous l'avons indiqué en introduction, on peut tenter de résumer son approche en la qualifiant d'interprétative, puisqu'elle repose à la fois sur une approche analytique attentive à la complexité des pensées politiques, et une approche historique et anthropologique plus contextualiste :

« Fifth, ideologies are distinct thought-products that invite careful investigation in their own right. In the final count, it is vital to recognize that in studying ideologies we are directing our analyses at actual arrangements of political thinking. The school of ideology as dogma, as a closed and abstract 'ism', is wishful thinking, a streamlined generalization which is itself a highly ideological product of the cold war. Even the so-called closed ideologies on which it concentrates are far more elaborate, more concrete and historically situated, than their portrayal by the pragmatist suggests. True, we may never be able to detach completely the thought-products we examine from our own values and interpretative frameworks, but at least we should try to represent and discuss the features of ideologies that can be shown to exist. We need to do so while remembering also—in the pursuit of questions of function—not to neglect their wealth of detail, intricacy of structure, and complexity of argument. This can only be achieved through employing interpretative methods of greater sensitivity than those available through the simple cognitive approaches applied to the study of ideologies by much existing political science. To date, theoretical treatments of ideology have been largely silent on the nature, forms of, and differences among, concrete ideologies and have adopted far too unitary an approach. On the other hand, the explorations of concrete ideologies have been insufficiently analytical with regard to the concept of ideology, frequently limiting their efforts to classifying attitudes. »

1.2 Un jeu de langage propre au libéralisme résultant de la sédimentation des différents langages du libéralisme

En effet, les différentes contributions de Rosenblatt et Freeden permettent selon nous d'éclairer d'un point de vue historique l'existence d'un jeu de langage propre aux termes de libéralisme et d'illibéralisme, ce qui explique (partiellement) les variations dans la relation entre illibéralisme et libéralisme en fonction des intellectuels et des contextes géo-historiques. Avant de nous intéresser à la dimension stratégique de ce jeu de langage, pour comprendre ce qui pousse certains conservateurs à mobiliser une grammaire conservatrice du libéralisme pour continuer à revendiquer ce dernier, tandis que d'autres l'abandonnent en s'appropriant la critique du libéralisme et le terme d'illibéralisme ; il convient de mettre en lumière le problème soulevé par l'entrelacement entre la sédimentation historique des différentes significations du terme de libéralisme, qui varie selon les « régions » ou les Etats, et la concurrence des grammaires du libéralisme.

Pour tenter de déjouer les confusions induit par ce jeu de langage et comprendre ses origines, il est nécessaire de s'intéresser à la sédimentation historique des différentes significations du terme de libéralisme, en ce qu'elles reflètent la pluralité des courants et des mouvements qui se réclament du libéralisme. Pour comprendre ce que nous entendons par la « sédimentation » historico-conceptuelle de différentes grammaires du libéralisme, il convient en premier lieu de partir des analyses des travaux consacrés à l'histoire conceptuelle du libéralisme, en particulier celles de l'ouvrage « *In search of european liberalisms* » codirigé par M. Freeden, J-F Fernandez et J. Leonhard⁷⁴¹. Plutôt que de tenter de définir le libéralisme en fournissant une définition monolithique et anhistorique du libéralisme – comme le font les définitions qui sont usuellement mobilisés dans la littérature académique et qui font invariablement référence à une genèse Anglo-écossaise du libéralisme « classique » – l'ouvrage tente de répondre aux deux questions suivantes :

- Que signifie (ou à quoi renvoi) le terme de libéralisme pour les acteurs politiques qui mobilisent le terme de libéralisme du début du XIXe à la fin du XXe siècle en Europe ?

⁷⁴¹ FREEDEN Michael, FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier et LEONHARD Jörn, *In Search of European Liberalisms*, Berghahn Books, 2019.

- A quel contenu conceptuel le libéralisme a-t-il été associé au cours de l'histoire, comment ce dernier a-t-il évolué en fonction des contextes ?⁷⁴²

Dit autrement, l'ouvrage tente de rendre intelligible l'existence simultanée de plusieurs langages du libéralisme en Europe, ainsi que les effets performatifs « historiques » de la circulation de ces langages. En effet, le libéralisme a été associé à des contenus différents en fonction du « sens » attribué au libéralisme par les libéraux auto-revendiqués et leurs adversaires politiques au sein de chaque arène politique. De plus, ces appropriations positives ou critiques sont le fruit d'un processus de circulation transnationales des langages du libéralisme qui est caractérisé par des emprunts et/ou des modifications qui vont se sédimentés différemment selon les Etats et les régions⁷⁴³. De façon plus explicite et schématique, l'entreprise analytique et historique menée par les différents contributeurs de l'ouvrage vise à comprendre l'évolution idéologique globale du libéralisme tout en expliquant

⁷⁴² « In this book we have chosen to put aside our own definitions in order to explore some of the descriptions, interpretations and conceptual constellations of liberalism that have been advanced by a number of historical actors, mostly liberals, in Europe over the past two centuries. Instead of the usual question 'What is Liberalism?',¹ as posed by politicians and academics, we will attempt to answer two alternative questions. The first question is central to the practice of conceptual history: 'What did they mean by liberal or liberalism?', when 'they' refers to a transgenerational collective of historical agents who lived in different European countries, from the beginning of the nineteenth century to the end of the twentieth century. As far as we know, this question was first posed in a traditionalist Spanish newspaper in 1813,² since which time it has been periodically rephrased. The second question has in recent years been included within the remit of conceptual history: 'Which diverse conceptual collocations and cognates have imparted and finetuned the competing and coalescing meanings that liberalism has exhibited throughout its history?' This reflects the multiple dimensions that have generated a loosely shared body, or family, of liberal languages, yet one that interacts with continuously changing political vocabularies. These languages have drawn sustenance from a common substratum, and their mutation not infrequently reveals mutual exchanges, linguistic borrowings and grafts. » FREEDEN Michael et FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier, « Introduction. European Liberal Discourses », in *Introduction. European Liberal Discourses: Conceptual Affinities and Disparities*, Berghahn Books, 2019, [consulté le 20 mai 2024].

⁷⁴³ « The outcome is that the meaning of the overarching term 'liberalism' embraces a range of flexible, always mutating, occasionally fragile, connotations and associations that serve multiple purposes, and either become entrenched or marginalized in a welter of fluctuating fortunes of the societies in question. No less intriguing is liberalism's ability to shift gear, and cross tracks, to secure – or at least enhance – its viability and staying power as it travels across dimensions that are both parallel and intersecting: the political, the ideological, the philosophical and the cultural. As its strength may wane in one such domain, it will wax in another. There are as many European liberalisms as there are regions, nations and localities. Moreover, some countries are powerful drafters of liberal languages; other tend to be borrowers or amenders. However, these roles are not fixed and permanent; they have frequently changed over time. This applies, for instance, to the prominent influence of Spanish constitutional liberalism in the first decades of the nineteenth century, which extended beyond the European continent although, in the main, Spanish liberals were inspired by other European political theorists. Emphatically, though, no contribution to the forging of liberalism's conceptual history can be ignored. Despite their nuances and subdivisions, several of those liberal strains have exercised a hold on other European liberalisms and have reached out to form pools of shared or overlapping international understandings, including on the global stage. » Michael Freeden. "Conclusion." In *Search of European Liberalisms: Concepts, Languages, Ideologies*, edited by Michael Freeden et al., 1st ed., vol. 6, (Berghahn Books, 2019) pp. 329–32.

pourquoi le terme de libéralisme n'a pas le même sens selon les traditions politiques nationales européennes et selon les intellectuels :

« While liberalism was still a vague and diffuse term, and its early meanings were under construction, the apostles of that first liberalism could understand the concept as a vast international movement. This explains why in the first decades of the nineteenth century, a number of political actors talked of European, American (referring mainly, *pace* Hartz, to Spanish American countries) and even universal liberalism. However, as the term 'liberalism' was applied to more diverse realities and circumstances and was loaded with particular expectations, the meanings of the word became ever more diversified. Over time, the concept was adapted to the peculiar contexts and specific problems of each society, allowing us to witness a certain 'nationalization' of liberalisms. The dissemination and internationalization of the concept increased its presence in a variety of political arenas and thus led by the same token to its growing nationalization. However, it is no less true that some authors and currents of liberalism – mainly British and French – achieved a great international impact in much of Europe. Jeremy Bentham, Benjamin Constant, François Guizot, Alexis de Tocqueville, John Stuart Mill, Herbert Spencer and Leonard Hobhouse, among others (also, later on, the Austrians Ludwig von Mises, Friedrich von Hayek and Karl Popper), were widely known and read beyond the borders of their respective countries.

(...)

As the nineteenth century unfolded, the concept and language of liberalism gradually gained ground, expanding its semantic field. This expansion and increasing complexity has left its mark on some lexical and grammatical changes. Phrases such as 'liberal ideas', 'liberal constitution', 'liberal party', 'liberal system' and so on became more frequently used and acquired conceptual and intellectual thickness as new experiences and expectations impacted on them. The word/concept 'liberal' and its cognates went through a series of phases that were not necessarily sequential and, indeed, partly overlapped »⁷⁴⁴.

Par conséquent, selon l'approche empirico-conceptuelle adoptée par Freeden et les coéditeurs de l'ouvrage « *In search of european liberalisms* »⁷⁴⁵, le terme de libéralisme a

⁷⁴⁴ FREEDEN Michael et FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier, *op. cit.* p9-10

⁷⁴⁵ On peut tenter de résumer la dimension épistémologique de leur approche avec l'extrait suivant, elle témoigne d'ailleurs de la tension présente au sein des travaux de M. Freeden qui comme nous l'avons indiqué, oscillent entre la conceptualisation d'une idéologie libérale unique faisant l'objet d'appropriations trompeuses, et l'histoire des différents courants se revendiquant du libéralisme ou étant proche de ce dernier :

« In the tug-of-war between space, time and context, 'liberal' and 'liberalism' have undergone such remarkable mutations that it becomes a challenge to determine whether we are dealing with the same concepts or whether seismic shifts have occurred beneath the surface of the words. If this indicates nothing else, it dismisses the abstract universalism that many political philosophers have conferred on liberalism, even though, unsurprisingly, the contents of that universalism are themselves contested among such philosophers.

(...)

connu six phases historiques, ce qui signifie qu'il existe potentiellement six concepts de libéralisme pour appréhender ce qu'a été le libéralisme et décrire ce qui a été fait au nom du libéralisme, à chacun de ces moments : une phase d'émergence et de substantialisation du terme pendant la période révolutionnaire (1)⁷⁴⁶, une phase « d'ismisation » lorsqu'on est passé du terme « libéral » à un concept de « libéralisme » sous l'influence des adversaires de ce dernier (2)⁷⁴⁷, une phase de « pluralisation » et de disputes quant au contenu du terme de libéralisme suite à la création des premiers partis libéraux et à l'avènement de divergences entre modérés et radicaux, progressistes et conservateurs face aux événements politiques majeurs du XIXe siècle (3)⁷⁴⁸, une phase d'historisation et de canonisation du libéralisme lorsque les libéraux ont commencé à établir un certain narratif quant aux origines du libéralisme et une liste des penseurs centraux de la pensée libérale (4)⁷⁴⁹, une phase de

We are aware that in order to analyse the conceptual indeterminacy of ideologies adequately, it is necessary to break with the inertia characterizing old-style histories of political thought. We wish to investigate historically how specific political forces came to be through the use of particular languages and concepts, giving themselves at the same time an ad hoc intellectual and political past. Our starting point is the history of actually existing liberals, although we must bear in mind that the concepts used by liberals were in no way exclusively theirs; as is well known, one of the characteristics of political modernity in linguistic terms is that, to a great extent, adversaries use the same concepts, interpreted in a discordant and often antagonistic manner. Yet although the incipient epistemic entity called liberalism gradually converted into an increasingly variegated set of interconnected currents, it contains sufficiently intertwined semantic elements for those to be considered components of the 'same' concept. Beyond the concrete movements, ideologies and political parties labelled 'liberal', it is possible to identify liberalism as a great current of thought, with some imbricated – and partially contradictory – features, mutating over time. Consequently, we have opted to use the phrase European liberalisms in the plural in order to emphasize the multifaceted spectrum of understandings nested under the liberal umbrella and to offer an 'empirical-conceptual' approach to those liberalisms. » *Ibid.*

⁷⁴⁶ « The transfer of the liberal adjective from the realm of morality to that of politics occurred conspicuously in France, coinciding with the Brumaire coup of Napoleon Bonaparte, although that rhetorical move was preceded in the 1790s by a heated discussion in Britain about the extent to which the French revolutionaries' way of conducting themselves was or was not consistent with 'liberal principles'. » *Ibid.*, p10

⁷⁴⁷ « The movement here is from 'liberal' to 'liberalism'. The 'ismization' of the word 'liberal' was in all likelihood the work of its enemies. They were the ones who urgently needed to encapsulate in a denigrating shorthand the whole set of 'liberal' people, doctrines and practices they were preparing to fight. In any case, since the 'friends of freedom' did not reject the name imposed on them by their adversaries – thus converting, as has happened so many times, a derogatory hetero-designation into a self-designation borne with pride – this move made it possible for the vague 'liberal ideas' to be later ordered and assembled into an initially relatively structured system of political thought by some ideologists. Once the term 'liberalism' was coined, one can observe – beyond divergences among some liberal groups and others – various attempts to determine the principles of the new doctrine/ideology more or less systematically. » *Ibid.*, p11

⁷⁴⁸ « The term 'liberal party' now appeared. However, since initially the idea of a party was loaded with negative connotations and was not easily accepted, liberals presented themselves as defenders of the common good, claiming to speak on behalf of the whole nation. The party frequently split into several tendencies or wings, moderate and radical, conservative and progressive. **Often the very word 'liberalism' became a disputed and controversial label, as each (sub)group claimed its own interpretation for itself and each understood it as the only 'true liberalism', while accusing its rivals for the liberal label of being 'false liberals'.** » *Ibid.*, p12

⁷⁴⁹ « In the 1820s, a number of writers and publicists began to articulate a grand narrative of the origins of liberalism (a current they equated with Western civilization), accompanied by a tentative list of great thinkers held to have contributed historically to shaping the liberal doctrine. This canon of those considered to be the

systematisation du libéralisme et d'institutionnalisation de ce dernier, qui conduira à son appropriation par les adeptes du « *laissez-faire* » (en particulier en France) et au déploiement d'une critique d'un « libéralisme bourgeois » et individualiste par leurs adversaires politiques (5)⁷⁵⁰, puis enfin, une phase de rénovation sémantique et idéologique du libéralisme suite à l'adaptation des partis et intellectuels libéraux aux problèmes soulevés par la question « sociale », c'est-à-dire au passage d'un libéralisme élitiste proche des intérêts des notables et de la classe moyenne à un libéralisme « progressiste » qui prendra différents noms en fonction des systèmes partisans (6)⁷⁵¹.

Or, cette évolution « empirique » (le terme de libéralisme ne signifie pas la même chose entre le début du XIXe et le début du XXe siècle) et conceptuelle (le concept de libéralisme n'a pas le même contenu en raison de cette évolution) rend l'appréhension du libéralisme particulièrement complexe et elle soulève un problème redoutable pour la conceptualisation de l'illibéralisme. En effet, selon les arènes politiques, on observe soit une superposition de ces différentes phases du libéralisme, qui se traduit par l'accumulation de plusieurs significations du terme de libéralisme dans l'espace géo-historique en question ; soit la permanence d'une de ces phases, ce qui signifie que la sédimentation historique du terme de libéralisme diffère en fonction des traditions politiques nationale malgré la permanence d'un

founders of liberalism and the authors of its classics grew with the passage of time to include newer names of nineteenth-century theorists and also – retrospectively – of the early modern period. 'European Liberalism' could thus be understood largely as a historical-intellectual narrative constructed by liberal actors and later endorsed by historians of political thought. » *Ibid.*, p13

⁷⁵⁰ « From the 1830s onwards, several theorists began to realize that a system characterized as liberal extended over much of European society: "The new system by which people have been working for three centuries in order to replace the previous one is that based on freedom. It is the truly liberal system which, conceived by philosophy, later applied to the reform of Church and State, has now been extended to almost all spheres of social activity." 29 One of these spheres emerged as the economy: economic liberalism became an increasingly employed formulation (Freeden's layer two, see Chapter 11), to the extent that over time some would fallaciously identify 'classical' liberalism with the doctrine of laissez-faire. In that respect, it is revealing that the word 'liberalism' gradually began to make an appearance in encyclopaedias in various European languages and countries. By the middle of the century, following the Revolution of July 1830 in France and even more after 1848, liberalism began to be seen by its left-wing critics as a bourgeois movement. » *Ibid.*, p14-15

⁷⁵¹ « By the end of the nineteenth century, a fundamental shift took place in the way in which liberalism was understood, especially in relation to the rôle of the state in the economy, the expansion of fundamental human rights and the widespread enablement of human opportunity. New liberalisms emerged, aware of social responsibilities towards individuals in tandem with the protection of their liberties, and paving the way for the modern welfare state (Freeden, layer four, see Chapter 11). Among the different versions of this reinvented progressive liberalism – solidarisme, Kathedersozialismus, krausoinstitucionalismo and social liberalism – that distanced itself from the old elitist liberalism of notables and middle class and was further extended in the twentieth century, undoubtedly the most influential was the British new liberalism. L.T. Hobhouse's book *Liberalism* (1911), in particular, was translated into Swedish, Spanish and other languages, and achieved a significant impact on the continent (in the Netherlands, Sweden, Poland, Portugal and Spain, though not in other countries, such as Denmark). » *Ibid.*, p15

« air de famille » entre les différents libéralismes. Il en résulte une difficulté à conceptualiser le libéralisme (on ne sait pas ce qu'on cherche à décrire en utilisant le terme de libéralisme ni comment le faire) qui est renforcé par la collusion entre la sphère strictement idéologique et la sphère académique à partir de la fin du XIXe siècle, car la très grande majorité des intellectuels qui se décrivent comme libéraux sont également des « historiens » qui vont proposer des histoires du libéralisme rivales – ce qui est toujours prégnant aujourd'hui – par conséquent il est difficile de distinguer entre l'emploi « idéologique » (c'est-à-dire normatif) et l'emploi analytique (c'est à dire descriptif) du concept de libéralisme⁷⁵². Ce double constat soulève par conséquent la question du référentiel utilisé pour définir le libéralisme, car la superposition de ces différentes grammaires du libéralisme pose un problème méthodologique (doit-on utiliser un concept de libéralisme différent pour chaque époque pour éviter les anachronismes) et épistémologique (peut-on se fier aux discours des acteurs politiques « libéraux » et à leurs narratifs concernant l'histoire du libéralisme puisque ces derniers sont inscrits dans des conflits intraïdéologique dans la monopolisation de l'historiographie libérale). Comme nous l'avons montré de façon incidente au cours de nos précédents développements, la cartographie des usages de la notion d'illibéralisme, et plus particulièrement la comparaison des généalogies de l'illibéralisme, montre que ce problème n'est pas compris dans la majorité des études de l'illibéralisme, et qu'il conduit à des impasses dans la délimitation du phénomène illibéral et dans la définition de ce dernier⁷⁵³. Ainsi, seule

⁷⁵² « The six phases add internal complexity, both accumulative and selective, to liberalism that results in a remarkable diversification of the concept. Interestingly enough, as we move away from the origins, the line of demarcation between the political facets of the concept and the tendentially academic uses that some authors make of it becomes more and more blurred. For example, Hobhouse and other representatives of the new liberalism – like Posada, Almagro or Elorrieta – were both rigorous scholars and public intellectuals, and it is difficult to say whether, when they wrote about liberalism and its history, they did so as politically active citizens or as scientists (the two vocations on which Weber famously lectured in those same years). Most of the time, they did so on the basis of their dual status as teachers and ideologues. The result, then, is that at least since the beginning of the twentieth century, it has become increasingly difficult to distinguish between liberalism as an ideological concept and as an analytical tool. » *Ibid.*, p15

⁷⁵³ Sur ce point, il serait nécessaire de faire une comparaison plus poussée entre la façon dont le libéralisme est utilisé dans les travaux sur l'illibéralisme par chaque chercheur, et la façon dont il est compris dans leurs autres travaux, puisqu'il est possible que la simplification dont le libéralisme fait l'objet dans les études de l'illibéralisme soit le fruit d'un impératif éditorial (ou méthodologique) et non d'un véritable impensé quant à l'histoire des idées libérales. Ainsi, on peut noter que S. Holmes n'ignore nullement cette diversité comme le montre ses travaux antérieurs, et le fait qu'il participe activement au conflit idéologique intralibéral en s'opposant continuellement à l'appropriation du libéralisme par les néoconservateurs américains comme le montre son ouvrage « *The Anatomy of Illiberalism* » (1993). Ce constat interroge donc les raisons pour lesquels les chercheurs tels que S. Holmes considère que la prise en compte de l'hétérogénéité des libéralismes et des langages du libéralisme est négligeable dans le cadre de la réflexion sur l'illibéralisme. Sur les travaux antérieurs de S. Holmes, voir : Stephen Holmes, *TWELVE. The Permanent Structure of Antiliberal Thought, Liberalism and*

la conceptualisation de l'illibéralisme proposée par Marlène Laruelle cherche directement à résoudre l'impasse méthodologique soulevée par ce problème diachronique, puisqu'elle vise explicitement à appréhender la remise en question d'un libéralisme « déjà expérimenté », c'est-à-dire d'un libéralisme s'étant institutionnalisé, ce qui permet à la fois de délimiter le phénomène illibéral sur le plan historique et sur le plan géographique⁷⁵⁴. Néanmoins, à l'image de la définition « cliquet » de l'illibéralisme sur le plan juridique⁷⁵⁵, cette délimitation de l'illibéralisme sera nécessairement contestée et sources de confusions car il n'existe pas de consensus sur le contenu de ce libéralisme « déjà expérimenté ». Selon la grammaire du libéralisme employée, le catalogue des Etats dans lesquels le libéralisme s'est « institutionnalisé » variera et la délimitation de l'illibéralisme évoluera en conséquence.

A titre d'exemple, on peut ici souligner les divergences à propos de l'exportation du libéralisme dans le monde non-occidental, en particulier en Chine et en Russie. Si on emploie une grammaire progressiste du libéralisme, il sera particulièrement difficile de considérer l'exportation de la « démocratie de marché » priorisée dans le cadre du consensus de Washington comme libérale, par conséquent, les Etats concernés ne seront pas considérés comme ayant « expérimenté le libéralisme »⁷⁵⁶. À l'inverse, si on emploie une grammaire conservatrice du libéralisme (ou lockéenne) centrée sur l'économie de marché dérégulée, on

the Moral Life (Harvard University Press, 1989); Stephen Holmes, « Rethinking liberalism and terror », in *French Liberalism from Montesquieu to the Present Day*, éd. par Helena Rosenblatt et Raf Geenens (Cambridge: Cambridge University Press, 2012), 90-112, <https://doi.org/10.1017/CBO9781139084178.008>.

⁷⁵⁴ LARUELLE Marlène, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

⁷⁵⁵ Nous renvoyons à nos développements précédents dans le chapitre 2 sur ce point. Nous reviendrons également sur cette définition « cliquet » de l'illibéralisme dans le prochain chapitre puisqu'elle semble la plus prometteuse pour opérationnaliser le concept d'illibéralisme.

⁷⁵⁶ Cette problématique est d'ailleurs explicitement soulevée par Freedén à propos de l'exportation/importation de la démocratie libérale dans les PECO à partir des années 1990 puisque libéralisme et capitalisme ont été confondus par opposition avec le communisme pendant le processus de transition :

« In Eastern Europe during the decline and fall of communism, the passionate appeals of the oppressed to liberty – whether on a national or an individual level – became, in Szacki's words, an 'anti-doctrine',⁴⁰ or simply an endorsement of the allures of capitalism. After all, both capitalism and liberalism or liberal democracy have been regarded as alternative 'opposites' of communism, and that ambiguity of contraries has legitimated the dual paths of escape from personal neediness and undemocratic control. However, those twin routes should not be seen as pure and exclusive alternatives. Throughout the history of liberalism, the freedom gained by private property has jostled with the institutional and spiritual emancipation gained by political participation and human development. And, conversely, throughout that same liberal history, the acknowledged perils of accumulation have jostled with a reluctance to employ the state, or even the nation, as the agent of personal or collective release. It is always a question of which set of components weighs more in the conceptual configuration of liberalism, not of which is either absent or present. Occasionally, East European liberals have eschewed their local cultures out of disillusionment with the manifest failures of liberalism, and have pursued instead the imported intellectual and philosophical models of neo-liberalism and of theories of justice. » FREEDEN Michael, « European Liberalisms », *European Journal of Political Theory*, 7, SAGE Publications, 2008.

en conclura que le libéralisme s'est diffusé à partir des années 1990 et qu'il a été expérimenté de manière globale.

De fait, on peut voir que l'extension historique de la délimitation du concept d'illibéralisme au-delà de cette période contemporaine soulève une série de difficultés qui sont néanmoins riche d'enseignements pour la conceptualisation et la généalogie de l'illibéralisme. On peut selon nous mettre en exergue ces difficultés et plus largement le problème de la sédimentation historique des langages du libéralisme en s'intéressant brièvement à la façon dont la labellisation idéologique de Carl Schmitt est susceptible de faire l'objet d'un jeu de langage en fonction de la grammaire du libéralisme qu'on utilise. La place centrale de Schmitt dans la réflexion sur l'illibéralisme induit en effet des difficultés et des impasses qu'une approche compréhensive et contextualiste du libéralisme permet d'esquiver. On peut donc clarifier de la sorte les apports de notre cadre théorique :

- Les notions de jeu de langage et de grammaire du libéralisme, combinées aux apports des travaux de Freedon et Rosenblatt permettent de comprendre pourquoi Schmitt a été alternativement décrit comme « libéral » et « antilibéral ».
- Cette combinaison permet également d'éclairer des impensés et des angles morts dans la généalogie et la délimitation de l'illibéralisme.

Incidemment, on peut également noter que la place paradoxale de Schmitt dans la généalogie de l'illibéralisme révèle la difficulté à appréhender la notion « d'autoritarisme libéral » et le paradigme du « strong state, *free economy* » au sein des études de l'illibéralisme ⁷⁵⁷.

Tout d'abord, on peut constater que le jeu de langage que nous décrivons est présent dès les années 1930, puisque Schmitt est simultanément décrit par ses contemporains comme un « antilibéral » et comme un « libéral autoritaire », ce qui peut être expliqué à la lumière des travaux de Freedon et Rosenblatt. Ainsi, pour Hermann Heller, Schmitt est un libéral car lors de la conférence donnée à Dresde en 1932, il défend un Etat « total » autoritaire, qui étatisé les domaines politiques tout en désétatisant l'économie⁷⁵⁸. Cet Etat total est donc une version

⁷⁵⁷ A titre d'exemple, on peut voir que les travaux de A. Gamble et R. Cristi ne sont pas cités une seule fois dans l'ensemble du RHI et dans le JIS. Voir : GAMBLE Andrew, *The Free Economy and the Strong State*, Bloomsbury Publishing, 1994 CRISTI Renato, *Carl Schmitt and Authoritarian Liberalism*, University of Wales Press, 1998.

⁷⁵⁸ HELLER Hermann, « Authoritarian Liberalism? », *European Law Journal*, 21, John Wiley & Sons, Ltd, 2015.

amendée de l'Etat gendarme du « libéralisme bourgeois » de la phase cinq de *l'histoire des libéralismes européens* identifiée par Freeden, qui est par ailleurs proche du modèle juridico-politique défendu par les « ordolibéraux » tels que Alexander Rüstow⁷⁵⁹, et des « paléolibéraux » tels que Mises et Hayek⁷⁶⁰. Cette proximité idéologique – qui n'est pas une identité, puisque Rüstow défend un Etat « fort » et non un Etat « total » – est d'ailleurs d'autant plus évidente que Schmitt est encore officiellement opposé au nazisme lorsqu'il prononce sa conférence en 1932, ce qui ne sera plus le cas à partir de 1933⁷⁶¹. Heller peut

On peut d'ailleurs noter que l'article d'Heller n'est pas ignoré par les coéditeurs du RHI puisque R. Uitz consacre un paragraphe « isolé » à l'article de H. Heller, ce qui ne suscite paradoxalement aucun développement ou remarque malgré la contradiction entre sa conception du libéralisme et celle de l'autrice :

« Responding to one of Carl Schmitt's lectures in an essay with the provocative title, *Authoritarian Liberalism?*, Hermann Heller appreciated that the aftermath of a lost war and rampant economic crisis “renders people primarily susceptible to the disparaging of the democratic authority of the state and to a belief in the miracles wrought by a dictatorship” (Heller [1933] 2015, 296). At the same time, he pointed out that a “total state” could not control human conscience completely – that was the terrain of organized religion – and could only work to the point of totality in a homogenous society (Heller [1933] 2015, 298). He also sensed that what Schmitt presented as a strong state to keep the economy separate in the spirit of defending market liberalism (capitalism) – in line with the interests of the bourgeoisie and against the demands of labor – was an authoritarian- liberal state that was also weak, as it was susceptible to the pressures of the very market it sought to stay away from. It turned out that in practice, the state's strength was supplied by a technocratic bureaucracy, accountable only to the presidential cabinet (and not to parliament) (Thornhill 2000). » UITZ Renáta, « Constitutional Practices in Times “After Liberty” », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁷⁵⁹ Cette proximité, illustrée par la cohérence entre les formules de Schmitt (« Etat fort, économie saine ») et celle de A. Rüstow (« Economie libre, Etat fort ») est précisément exploitée par G. Chamayou dans son ouvrage « du libéralisme autoritaire ». Voir : CHAMAYOU Grégoire, *La société ingouvernable*, La fabrique éditions, 2018 MATHY Adrien, « Carl Schmitt, Hermann Heller, Du libéralisme autoritaire » [en ligne], *Lectures*, Liens Socio, 2020, [consulté le 1 février 2021].

⁷⁶⁰ Nous reviendrons ultérieurement sur la « dette intellectuelle » d'Hayek à l'encontre de Schmitt (et non la filiation) et la façon dont elle relativise selon nous la distance qui sépare le fusionnisme qui caractérise le conservatisme « moderne » du nouveau conservatisme « illibéral » contemporain. À titre liminaire, voir : SCHEUERMAN William E., « The unholy alliance of Carl Schmitt and Friedrich A. Hayek », *Constellations*, 4, 1997 DARDOT Pierre, « Néolibéralisme ou « Libéralisme autoritaire » ? », in *La valeur néolibérale de l'humain*, Éditions Kimé, 2022, [consulté le 4 décembre 2023].

Nous n'ignorons pas que cette thèse fait également l'objet de contestations très importantes. Sur ce point, voir : AUDIER Serge, « Le néolibéralisme », in *The Idea of Economic Constitution in Europe*, Brill Nijhoff, 2022, [consulté le 21 mai 2024].

⁷⁶¹ Nous n'ignorons pas que cette proximité idéologique est susceptible d'être utilisé pour réaliser une *reductio ad hitlerum* à l'encontre de l'ordo-libéralisme comme le dénonce S. Audier. Nous n'avons pas ici les moyens ni la prétention de clarifier conceptuellement la réflexion théorique sur le lien entre conservatisme, libéralisme et nazisme, néanmoins on peut noter que les travaux de Johann Chapoutot permettent d'éclairer ces controverses puisqu'ils montrent en quoi la théorie de l'Etat de Schmitt n'est précisément pas représentative du fonctionnement du IIIe Reich en raison de son attachement à l'Etat fort et au droit romain ce qui peut éclairer partiellement les emprunts intellectuels à l'œuvre de Schmitt même après le ralliement explicite de ce dernier au nazisme. Sur ce point, voir cet extrait :

« Une précision s'impose ici. Schmitt mériterait à lui seul des ouvrages entiers. Il est, de loin, le juriste le plus brillant, tant sa réflexion et sa langue sont nourries par une culture historique, philosophique et théologique unique dans la corporation des juristes de droit constitutionnel et de droit international – les deux champs qui sont les siens. Nous nous bornons ici à exposer les raisonnements et à expliciter les concepts qui ont eu un écho et une influence chez ses collègues et élèves. Le seul intérêt intellectuel commanderait de s'arrêter plus longtemps sur celui qui, dès les années 1920 et 1930, couve ce qui sera, en 1951, *Le Nomos de la Terre*. Mais,

donc *légitimement* – ou conventionnellement – utiliser le terme de libéralisme autoritaire (ou celui de néolibéralisme) pour décrire la défense schmittienne d'un « Etat fort » et associer conceptuellement le libéralisme à l'autoritarisme en se référant à l'expérience historique du capitalisme conservateur et nationaliste de Metternich, Bismarck et du gouvernement Papen⁷⁶². En raison de son interprétation de la tradition libérale, Heller mobilise donc une grammaire conservatrice du libéralisme – qui est relativement commune parmi les marxistes et les socialistes éloignés d'Eduard Bernstein – et qui ne prend pas en compte l'évolution du libéralisme et des partis libéraux (et de l'usage du terme) dans la majorité des Etats occidentaux pendant la seconde moitié du XIXe siècle. Or, paradoxalement, cette grammaire du libéralisme n'est pas partagée par Schmitt et certains de leurs contemporains, alors qu'elle l'est par des conservateurs tels que Walter Eucken et Alexander Rüstow. Pour résumer, Schmitt est considéré avant 1933 par un pan de la droite et de la gauche comme un « libéral » alors qu'il se décrit lui-même comme étant antilibéral. En effet, Schmitt revendique explicitement une forme d'antilibéralisme, car l'Etat total autoritaire qu'il défend est selon lui l'antithèse de l'Etat (total) libéral qu'est la république de Weimar⁷⁶³. Néanmoins, sa critique d'un libéralisme politique « étranger » à la tradition allemande n'implique pas un rejet du marché ni même du *reichstaat*⁷⁶⁴. Sa grammaire du libéralisme reflète donc le fait que Schmitt prend en compte l'évolution historique « progressiste » du libéralisme en dehors de l'Allemagne, ce qui lui permet de réactualiser la critique réactionnaire du libéralisme déployé

dans le contexte nazi, il faut ramener Schmitt à son importance effective : le Grossraum schmittien, concept géographique et géopolitique, a été supplanté, sur sa droite, par le Lebensraum, qui, de simple slogan, est devenu, sous la plume des intellectuels nazis, une notion pratique matérialisée par les plans de conquête et de colonisation à l'Est et par la conception de l'espace qui les sous-tend. De même, en droit public, l'Etat total schmittien a été doublé, là encore sur sa droite, par l'Etat racial nazi, voire par une dissolution théorique de la notion d'Etat, contre laquelle Schmitt, qui polémiquait avec Höhn, ferraille en vain, et par une désagrégation pratique de ce même Etat, remplacé par une prévalence croissante des « agences », ces Anstalten théorisées par Höhn, plus maniables, rapides et adaptables, terreau de cette polycratie nazie bien identifiée par les historiens depuis des décennies. » Johann Chapoutot, *La Loi du sang: penser et agir en nazi*. (Gallimard, 2014), p420-421.

⁷⁶² ROSENBLATT Helena, *The Lost History of Liberalism* [en ligne], The Lost History of Liberalism, Princeton University Press, 2018, [consulté le 4 juin 2022] FREEDEN Michael et FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier, « Introduction. European Liberal Discourses », in *Introduction. European Liberal Discourses: Conceptual Affinities and Disparities*, Berghahn Books, 2019, [consulté le 20 mai 2024].

⁷⁶³ DARDOT Pierre, *op. cit.* ; BEAUD Olivier, *Les Derniers Jours de Weimar*, Descartes & Cie, 1997.

⁷⁶⁴ « During the 1920s and 1930s, European fascists, Nazis, and their progenitors and supporters agreed that liberalism was closely intertwined with Western civilization, democracy, and America, and it was precisely because of this that they defined themselves against it. Prominent German intellectuals, like Oswald Spengler, Friedrich Junger, Carl Schmitt, and Moeller van den Bruck, denounced liberalism as a foreign philosophy and the very antithesis of German culture. Liberalism, they said, was Germany's archenemy, which is why the patron saint of National Socialism Moeller van den Bruck so happily claimed, incorrectly of course, that "there are no liberals in Germany today." » ROSENBLATT Helena, *op. cit.*

pendant la période contre-révolutionnaire – c'est-à-dire lors l'étape deux de la sédimentation historique de libéralisme – pour défendre simultanément le décisionnisme (la remise en question de l'équilibre des pouvoirs et du parlementarisme⁷⁶⁵), et de façon plus « opportuniste »⁷⁶⁶, une stricte séparation entre l'Etat et la sphère économique (la remise en question de l'interventionnisme étatique en matière socio-économique)⁷⁶⁷. On peut donc logiquement ou conventionnellement considérer que Schmitt est un des théoriciens de l'antilibéralisme et par conséquent un précurseur de l'illibéralisme contemporain, ce qui explique l'importance des emprunts à son œuvre dans les théories des intellectuels illibéraux, en particulier par Adrian Vermeule⁷⁶⁸. Toutefois, il est impératif de préciser que l'antilibéralisme de Schmitt est l'antithèse du libéralisme « progressiste » (c'est-à-dire du « nouveau libéralisme » qui est alors dominant dans le monde anglo-américain) et non celui du libéralisme « conservateur ».

Pour résumer, on peut constater qu'il existe bien un jeu de langage caractérisé par le fait que les termes de « libéralisme » et « d'antilibéralisme » sont partiellement interchangeable pour labelliser idéologiquement Schmitt. De plus, on peut voir que ce jeu de langage n'est pas réductible à un problème d'anachronisme dans la réception de son œuvre puisque Schmitt et Heller mobilisent des grammaires du libéralisme distinctes alors qu'ils appartiennent au même contexte géo-historique⁷⁶⁹. Ainsi, pour Schmitt, la défense d'une stricte séparation entre la

⁷⁶⁵ CRISTI Renato, « Carl Schmitt », in *The Oxford Handbook of Ordoliberalism*, Oxford University Press, 2022, [consulté le 25 septembre 2024].

⁷⁶⁶ DARDOT Pierre, *op. cit.*

⁷⁶⁷ « The excitement generated by the liberalisation (Entstaatlichung) of the economy, by the 'clean' delineation of a state-free economic sphere, cannot have come at all easy to the theorist of the total-authoritarian state. His extraordinary ability to invent words pointed the way out. Up until now, one had heard from Schmitt that the state of our time was a weak state, owing to its being a 'pluralist' state, in which certain private interest groups struggle for power. As an intellectually played about solution, there appeared on the horizon the total and, therefore, strong state. The meeting of the Langnam Association presented us, however, with a clearer interpretation of the total state by Carl Schmitt. Now we have to distinguish, namely, a total state that makes an attempt to order the economy in an authoritarian way; this state, however, is total only with regard to the volume of its activity and is tantamount to the weak state that we currently have in Germany. By contrast, the qualitatively total state is supposedly the total state that draws a sharp line of separation vis-à-vis the economy, although ruling, one the other hand, with the strongest military means and the means of mass manipulation (Radio, Cinema). » HELLER Hermann, « Authoritarian Liberalism? », *European Law Journal*, 21, John Wiley & Sons, Ltd, 2015.

⁷⁶⁸ VERMEULE Adrian, « Our Schmittian Administrative Law », *Harv. L. Rev.*, 122, 2008 POSNER Eric A. et VERMEULE Adrian, *The Executive Unbound*, Oxford University Press, 2011 VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism*, John Wiley & Sons, 2022.

⁷⁶⁹ Celui de la « Methodenstreit » cf BAUME Sandrine, « Le Parlement face à ses adversaires. La réplique allemande au désenchantement démocratique dans l'entre-deux-guerres », *Revue française de science politique*,

sphère socio-économique et la sphère politique grâce à un Etat fort est antilibérale, tandis que pour Heller le modèle du « *strong state, free economy* » est libéral. L'exemple Schmittien permet donc de comprendre le problème soulevé par la sédimentation des différents langages du libéralisme, et la difficulté qu'elle soulève pour la conceptualisation d'un illibéralisme contemporain. Selon qu'on se réfère historiquement à l'œuvre de Heller ou à celle de Schmitt, on peut considérer que ce dernier est libéral ou antilibéral car leurs interprétations de la tradition libérale divergent et par conséquent leurs grammaires du libéralisme également. Ce constat se révèle d'une importance cruciale, puisqu'il éclaire le fait que la pensée de Schmitt ait connu une réception simultanée au sein de la droite antilibérale et de la droite « libérale ». La théorisation schmittienne du « décisionnisme » et sa critique du parlementarisme, du positivisme juridique et de l'interventionnisme Etatique en matière socio-économique, a ainsi eu une influence durable, tant au sein de la nouvelle droite, c'est-à-dire des courants conservateurs qui se déclarent antilibéraux parce qu'ils partagent la même grammaire du libéralisme que celle de Schmitt ; qu'au sein des courants conservateurs qui se réfèrent positivement au libéralisme classique, c'est-à-dire des intellectuels tels que Hayek, Mises et Friedman dont la grammaire du libéralisme est exactement celle de Heller. La généalogie de l'illibéralisme est donc susceptible de générer un véritable imbroglio conceptuel en raison des appropriations conservatrices de l'œuvre de Schmitt qui sont cohérentes sur le plan idéologique, mais contradictoires sur le plan sémantico-conceptuelle. De fait, si on considère que Schmitt est un des penseurs canoniques de l'antilibéralisme, et que le modèle du « *strong state, free economy* » est illibéral, on est logiquement contraint d'examiner la possibilité selon laquelle le néolibéralisme et le néoconservatisme peuvent être inclus dans le périmètre théorique de l'illibéralisme, et d'envisager l'inclusion de l'ensemble des Etats influencés par le néolibéralisme et le néoconservatisme dans le périmètre juridico-politique de l'illibéralisme, c'est-à-dire les États-Unis et le Royaume-Uni depuis les années 1980, et la plupart des démocraties libérales occidentales depuis les années 1990⁷⁷⁰. Inversement, si on utilise une

2006/6 (Vol. 56), p. 985-998. DOI : 10.3917/rfsp.566.0985. URL : <https://www-cairn-info.docelec.u-bordeaux.fr/revue-francaise-de-science-politique-2006-6-page-985.htm>

⁷⁷⁰ A condition bien évidemment de considérer que le paradigme du « *strong state, free economy* » est bien caractéristique du néolibéralisme c'est-à-dire de considérer que le néolibéralisme défend un interventionnisme étatique « paradoxal », ce qui est en soi un objet de contestation, tant sur le plan historique (en raison de la superposition des grammaires du libéralisme) que sur le plan idéologique (car cette filiation entre l'antilibéralisme schmittien et le néolibéralisme invalide potentiellement la prétention des néolibéraux à défendre le libéralisme), de même pour le néoconservatisme. Cette question fait donc précisément l'objet de nombreuses controverses académiques (et idéologiques) qui se retrouvent dans les études de l'illibéralisme

grammaire conservatrice du libéralisme, il est difficile de faire de l'œuvre de Schmitt la matrice de l'antilibéralisme puisque ce dernier s'oppose aux « ennemis » du libéralisme conservateur, c'est-à-dire l'Etat « total » des sociaux-démocrates tels que Kelsen et Keynes, à moins de se concentrer sur l'association entre fascisme et illibéralisme⁷⁷¹.

Pour résumer, on peut voir que du fait des sédimentations des langages du libéralisme, il est possible de recourir à plusieurs grammaires du libéralisme pour conceptualiser le même phénomène – à savoir ici l'œuvre de Schmitt – et de justifier de façon empirique l'emploi de ces grammaires, en sélectionnant des matériaux « historiques » qui attestent de la pertinence de cette même grammaire. Ce constat, qui éclaire rétrospectivement l'existence de conflits et de malentendus dans la généalogie de l'illibéralisme permet de comprendre le problème de la concurrence des grammaires du libéralisme, c'est-à-dire l'existence d'une confusion entre l'utilisation du concept d'illibéralisme à des fins descriptives et à des fins normatives, puisqu'il est nécessaire de faire un choix entre ces grammaires et d'arbitrer leur pertinence.

2. La circulation transnationale des langages du libéralisme, une seconde impasse pour la conceptualisation de l'illibéralisme

Comme le suggère les travaux de Freeden et Rosenblatt, la sédimentation de différents langages du libéralisme depuis la fin du XVIII^e siècle induit l'existence d'un jeu de langage propre au terme de libéralisme dont n'avons fait qu'effleurer la surface en nous limitant au seul champ intellectuel. Or, la conceptualisation de l'illibéralisme se heurte non seulement à la dimension diachronique de cette superposition simultanée de différents langages du

puisque de nombreux chercheurs ne manquent pas d'établir une filiation directe entre néolibéralisme et illibéralisme à l'image de Reijer Hendrikse ou Wendy Brown, ce que nous défendons également. Sur ce point, voir à titre non exhaustif : FÉSEL Michaël, « Néolibéralisme versus libéralisme ? », *Esprit*, Novembre, 2008 HENDRIKSE Reijer, « Neo-illiberalism », *Geoforum*, 95, 2018 BROWN Wendy, « In the Ruins of Neoliberalism », in *In the Ruins of Neoliberalism*, Columbia University Press, 2019, [consulté le 6 novembre 2023].

⁷⁷¹ Comme nous l'avons indiqué, il s'agit précisément du geste intellectuel de F. Furedi puisqu'il assimile la critique libérale progressiste et lockéenne de l'illibéralisme au fascisme en mobilisant une grammaire conservatrice du libéralisme. On peut d'ailleurs mentionner que ce « geste » évoque celui d'Hayek, puisque ce dernier emprunte justement à C. Schmitt l'argument selon lequel l'Etat providence est un Etat « total » pour mettre dos à dos le fascisme et la social-démocratie. Sur ce point, voir : HAYEK F. A., *The Road to Serfdom*, Routledge, 2014. ; Friedrich August Hayek, *Droit, législation et liberté: une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique. L'ordre politique d'un peuple libre*. Vol. 3. (Presses universitaires de France, 1985).

libéralisme, mais également à sa dimension synchronique, puisque ces langages du libéralisme connaissent des trajectoires différentes selon les régions et les continents – ce qui est conventionnellement accepté – mais également au sein de chaque arène politique nationale, ce qui induit parfois des malentendus, comme le montre les ambiguïtés induites par la référence au libéralisme « américain ». À ce titre, on peut éclairer les problèmes soulevés par l'équation implicite ou explicite entre illibéralisme et anti-libéralisme, en mettant en lumière les malentendus et les disparités qui résultent de la superposition des différents langages du libéralisme, tant au sein de la littérature académique, que dans les écrits des intellectuels illibéraux ou post-libéraux. À cet égard, nous suggérons qu'il est possible de comprendre pourquoi la droite s'approprie plus facilement le terme d'anti-libéralisme que la gauche, mais également pourquoi la droite anti-libérale américaine préfère recourir au terme de post-libéralisme là où les droites anti-libérales européennes font explicitement référence à l'illibéralisme.

2.1 L'interchangeabilité entre les termes de libéralisme et d'illibéralisme selon les aires de langage

Comme le suggère notre cartographie des usages de la notion, le concept d'illibéralisme a nécessairement une délimitation transnationale avec une dimension comparatiste plus ou moins prononcée. Dit autrement, le concept d'illibéralisme s'inscrit presque toujours dans une perspective internationale globale, ce qui induit des biais que nous avons déjà partiellement répertoriés, or ces difficultés ne font étonnement pas l'objet d'une réflexion systématique au sein de la littérature jusqu'à présent⁷⁷². Comme le montre l'exemple de la référence lapidaire

⁷⁷² On peut de ce point de vue être frappé par le fossé qui sépare le RHI des précautions épistémologiques et méthodologiques qui sont adoptées dans l'ouvrage « *Anti-liberal Europe, a neglected story of Europeanization* ». Voir à titre d'exemple cet extrait, qui selon nous, pourrait servir de véritable mode d'emploi pour la conceptualisation de l'illibéralisme :

« However, comparing liberal and anti-liberal conceptions of Europe from the interwar period until well into the 1970s entails certain simplifications and presuppositions that raise methodological questions and objections. First, the proposed definition of 'liberal' in terms of political and economic freedom borrowed from the political programmes and the legal and economic institutions of the world of (Western) European states and the European integration process after 1945 narrows the intellectual history perspective. This not only brings a risk of semantic constraint but also of teleological overstatement in the sense of a liberalization process asserting itself after 1945. We deliberately employ the term 'liberal' to denote a construct of conceptual elements, regarded by historical

à l'existence d'un libéralisme américain « social-démocrate » et son exclusion sans justification dans la réflexion sur l'illibéralisme au sein du chapitre conclusif du RHI, la pluralité des langages du libéralisme n'est généralement pas appréhendée, ce qui induit l'existence de nombreuses apories dans la recherche contemporaine. Pourtant, la conceptualisation de l'illibéralisme se heurte logiquement à la complexité qui résulte de l'intrication entre la pluralité des langages du libéralisme et la diversité de la composition idéologique des sphères politiques et intellectuelles de chaque tradition nationale. De ce point de vue, la circulation croissante de certaines idées ou théories anti-libérales, en particulier à droite et à l'extrême droite peut difficilement être comprise – ou appréciée à sa juste valeur – si elle n'est pas mise en lien avec la relation qu'entretient chacune de ces droites avec le libéralisme. Par conséquent, il semble impératif d'interroger en premier lieu ce que le terme de « libéralisme » recouvre pour ces « anti-libéraux », c'est-à-dire se demander quelle est la grammaire du libéralisme qui est mobilisée dans les « discours » de ces droites⁷⁷³. L'internationalisation et la diffusion exponentielle de certaines thématiques comme la critique du féminisme et de la

actors as essential – on whose semantic value consensus can be said to exist for a certain point of time in history – until the end of the period under study. However, this simplifying and typifying construction sets no normative standard for what is liberal, but introduces a concept of liberal as a heuristic tool serving as a point of reference and yardstick for deviating political concepts that are historically antecedent or run counter to this definition of political concepts and approaches with a liberal thrust. The polarizing opposition between 'liberal' and 'anti-liberal' is not intended to offer a differentiating perspective of absolute contextualization. Against the benchmark 'liberal' the aim is, in contrast, to capture the ideational and political thrust of thinking among intellectual actors during the period under consideration. They saw themselves as anti-liberal. Such a methodological procedure naturally requires elimination of a misunderstanding: in this context the standard 'liberal' does not refer to any political norm of the liberals. This study accordingly does not judge liberal to be good or anti-liberal to be bad. The focus of interest is on the historical circumstances and arguments in which decidedly anti-liberal ideas and movements were able to develop an intellectual and political impact in confrontation with other ideas of Europe. The second, closely related consideration is that an ex post concept of liberal does not trace the politico-social changes in the semantics that occur over more than half a century. It does not even do justice to changing contemporary usage. What the chapters in this volume examine, however, are elements in the historical, diachronous development of the political concept of liberal and its counterconcepts, i.e. changes in the semantics and pragmatics of usage. The procedure aims to historicize the concept 'liberal' and the counter-concept 'anti-liberal'. This includes looking at any shifts in the frequency of use and the legitimacy potential of the concepts. » Dieter Gosewinkel, Introduction, *Anti-Liberal Europe: A Neglected Story of Europeanization* (Berghahn Books, 2015).

⁷⁷³ Nous insistons ici sur le terme de « discours » dans la continuité de Freedon puisqu'il s'agit précisément d'englober à la fois les théories des intellectuels anti-libéraux, c'est-à-dire leur « philosophie », mais également le reste de leurs écrits et les discours des acteurs politiques des droites qui relèvent du langage ordinaire, afin de pas basculer de la théorie politique vers la philosophie politique et de ne pas tomber dans un biais intellectualiste, qui a d'ailleurs pour conséquence d'amplifier les fractures idéologiques entre ces droites conservatrices.

« théorie du genre »⁷⁷⁴, du « droit-de-l’hommeisme »⁷⁷⁵, du « wokisme »⁷⁷⁶ ; ou de discours anti-intellectualistes⁷⁷⁷, ethno-nationaliste, suprémacistes et réactionnaires⁷⁷⁸, soulèvent donc des difficultés méthodologiques spécifique dans la cadre d’une réflexion sur l’illibéralisme. Le fait de d’inclure ou non ces discours dans le périmètre de l’illibéralisme dépend ainsi de la grammaire du libéralisme de l’observateur mais également du langage du libéralisme employé dans le discours en question. Chacun des éléments conventionnellement associés au phénomène illibéral et à l’arrivée au pouvoir de la droite radicale ou de l’extrême droite peut ainsi être associé à un libéralisme ayant historiquement existé, que ce soit dans le monde occidental et à l’extérieur de ce dernier. Comme l’énonce Dieter Gosewinkel, lorsqu’il présente le troisième problème méthodologique soulevé par l’étude historique de la relation entre libéralisme et anti-libéralisme :

« Thirdly, the thesis is that anti-liberal thinking about Europe in many European countries includes a comparative statement on the political language in the context of different national languages. There is a risk of ‘semantic nominalism’, which unthinkingly adopts a term from the politico-social vocabulary of one country as corresponding to a presumably equivalent term in the political discourse of another country. Any synchronous comparison¹⁸ that assumes the usage of the terms ‘liberal’, ‘anti-liberal’, and ‘Europe’ is semantically equivalent or even largely similar in the various European countries in, say, 1940 must fail due to profound national particularities and diversity of political semantics in intellectual history. In this sense Michel Freeden’s question about what liberalism or anti-liberalism is directed against can be answered by his own reference to a multitude of nationally and conceptually diverging liberalisms. Given these diachronous and synchronous discrepancies and

⁷⁷⁴ A titre non exhaustif, voir : PETŐ Andrea, « Gender and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021. KOROLCZUK Elżbieta et GRAFF Agnieszka, « Gender as “Ebola from Brussels” », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 43, The University of Chicago Press, 2018 BOGAARDS Matthijs et PETŐ Andrea, « Gendering De-Democratization », *PaG*, 10, 2022 HALL Julia, « The Family and the Nation » [en ligne], *Claremont-UC Undergraduate Research Conference on the European Union*, 2023, 2023.

⁷⁷⁵ Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère, *Le Procès des droits de l’homme. Généalogie du scepticisme démocratique: Généalogie du scepticisme démocratique* (Seuil, 2016).

⁷⁷⁶ KÓCZÉ Angéla, « Dual Attack on Social Justice », sur <https://www.illiberalism.org/> [en ligne], [consulté le 24 mai 2024] FASSIN Éric, *State Anti-Intellectualism and the Politics of Gender and Race* [en ligne], Central European University Press, 2024, [consulté le 24 mai 2024].

⁷⁷⁷ FASSIN Éric, *op. cit.*

⁷⁷⁸ KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020 LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

differences in development between countries, this volume proceeds on the assumption that a semantic polarity between liberal and anti-liberal with respect to Europe developed and intensified in the political discourses and movements of certain European countries between 1920 and 1970.»⁷⁷⁹

A titre d'exemple, on peut voir que l'association de l'illibéralisme aux « *anti-gender politics* »⁷⁸⁰ et à la critique du féminisme semble faire l'objet d'un consensus relatif dans la littérature sur l'illibéralisme du fait de l'association implicite du concept au populisme national-conservateur. Or, comme le montre notre cartographie des usages de la notion, les courants intellectuels et politiques qui mobilisent le genre et la race en tant que catégorie analytique sont régulièrement inclus dans le périmètre de l'illibéralisme, comme au sein du RHI. Le concept d'illibéralisme est donc également utilisé pour désigner le « wokisme », la gauche identitaire ou *New left* et les *gender politics* tant en Europe qu'en Amérique du nord, ce qui montre le caractère potentiellement interchangeable des termes de libéralisme et d'illibéralisme⁷⁸¹. De fait, l'anti-féminisme peut à la fois être *revendiqué* et *décrit* comme une forme de conservatisme illibéral, mais également comme une défense du libéralisme face à un féminisme illibéral, que ce soit en Europe ou aux États-Unis. Ainsi dans le cas français, les

⁷⁷⁹ GOSEWINKEL Dieter, *Anti-liberal Europe*, Berghahn Books, 2015.

⁷⁸⁰ GRAFF Agnieszka et KOROLCZUK Elżbieta, *Anti-Gender Politics in the Populist Moment* [en ligne], Taylor & Francis, 2022, [consulté le 27 mai 2024].

⁷⁸¹ Nous renvoyons ici aux développements antérieurs sur la tripartition des usages du concept d'illibéralisme et le fait qu'il soit conventionnellement utilisé pour décrire la gauche identitaire par les intellectuels qui mobilisent les grammaires lockéennes et conservatrices du libéralisme, comme l'exemplifie les travaux de F. Fukuyama et Y. Mounk, A-M. Le Pourhiet et F. Furedi. À titre d'exemple, on peut également renvoyer à de (très) nombreux articles de presse qui investissent ce conflit sémantique et idéologique dans l'usage du terme d'illibéralisme pour dénigrer la « new left » : « The great awakening—America's threat from the illiberal left », *The Economist*, <https://www.economist.com/podcasts/2021/09/03/the-great-awakening-americas-threat-from-the-illiberal-left>.

critiques formulées à l'encontre du (néo)fémisme (radical)⁷⁸², du wokisme⁷⁸³, ou de la transidentité⁷⁸⁴, dans la revue *Commentaire* – qui est conventionnellement considérée comme « libérale » en France – est proche voire identique de celle d'acteurs politiques de la droite radicale ou de l'extrême droite qui se réfèrent positivement à l'illibéralisme, tels que Zemmour⁷⁸⁵, ou à des revues telles que *Front populaire* ou *Valeurs actuelles* dont le registre éditorial est anti-libéral. Pour résumer, on peut voir qu'en France comme aux États-Unis, la

⁷⁸² Ce passage et les extraits suivants sont cités à titre d'exemple pour mesurer la cohérence des discours anti-féministes et anti-genre au sein de la droite « libérale » et de la droite « illibérale » :

« L'essor du féminisme radical :

La libération de la parole féminine à l'endroit des agressions sexuelles – à laquelle, après l'affaire Matzneff, il faut ajouter, a fortiori, la libération de la parole des adultes des deux sexes, abusés lorsqu'ils étaient enfants – est une chose dont il faut se réjouir (à la stricte condition, comme il vient d'être dit, que les canons de la vérité et de la justice ne soient pas bafoués).

Tout autre chose est l'OPA lancée par le féminisme radical dans le sillage de Me too. S'engouffrant dans la brèche ouverte par Me too, surfant sur la concurrence victimaire stimulée, le féminisme radical prêche, selon la formule d'Anne-Marie Le Pourhiet, une guerre de « toutes contre tous », dans laquelle la gent masculine est essentialisée comme criminelle et la cause des femmes résumée (toujours selon l'expression d'Anne-Marie Le Pourhiet) à se voir « délivrées du mâle ». Toxique, forcément toxique la masculinité. Il s'agit, pour le féminisme radical, d'extirper de la société occidentale (la seule coupable à ses yeux) les mécanismes psychiques de la domination patriarcale et de son sous-produit fatal : la culture du viol. Vaste projet qui suppose un programme de rééducation de grande ampleur. Celui-ci passe par un re-engineering des esprits au travers de la réfection du patrimoine culturel et du redressement de la langue. Comme si la culture et la langue fabriquaient les préjugés que l'histoire dépose en elles, tels des alluvions. Comme si l'évolution des mentalités, ce puissant fleuve, ne faisait pas le tri, sans avoir besoin de commissaires politiques...Projet totalitaire par sa radicalité, dont on pouvait penser, il y a quelques années, qu'il n'avait pas les moyens de ses fins au pays de Voltaire et trente ans après la fin de la guerre froide » SCHOETTL Jean-Éric, « De Balance ton porc au "juridiquement correct" », *Commentaire*, Numéro 170, *Commentaire SA*, 2020.

Sur l'association explicite du féminisme radical à l'illibéralisme, voir également : Anne-Marie Le Pourhiet « #MeToo et #Balancetonporc : le féminisme illibéral, une incitation à la haine transformée en bouillabaisse juridique », *Causeur*, 24 octobre 2018

⁷⁸³ SIBONY Daniel, « Wokisme et psychologie collective », *Commentaire*, Numéro 180, *Commentaire SA*, 2022.

⁷⁸⁴ « Le travestisme hétérosexuel passait jadis pour une perversion. Il reçoit aujourd'hui l'onction du droit : de même qu'on a le droit de changer de genre, on a le droit de changer d'orientation sexuelle. Le travesti contemporain prétend user de ce double droit. D'homme hétérosexuel il se mue en femme lesbienne. En réalité, quels que soient les vocables, son orientation sexuelle est inchangée. Comme l'abbé habillé en fille, il demeure attiré par des femmes. Pour elles, en tant que porteur de pénis, il continue de représenter un danger, mais ce danger est un impensé. C'est un angle mort de la propagande LGBT. Le récit dominant présente constamment la transition en termes d'identité victimisée : les malheureuses femmes trans seraient empêchées d'être ce qu'elles sont par le groupe dominant dépeint comme masculin, cis et hétérogenre. Écrasées par la norme ambiante, elles ne pourraient vivre librement leur identité de genre. Or dans le cas des « femmes » trans qui se disent lesbiennes, loin d'être une question de vie et de mort, il est clair qu'un gain de jouissance est le but de leur transition. Comme pour le Choisy des Mémoires, le travestissement est d'abord affaire de jubilation. Avec une différence de taille : ce que Choisy se permet de manière transgressive, à couvert d'une identité usurpée, ces « femmes » trans « lesbiennes » prétendent le vivre ouvertement, en toute légalité. Où était l'infraction est aujourd'hui le droit. De toute évidence, ce sont ces « femmes » bien particulières qui représentent un danger pour les femmes biologiques, dont « elles » envahissent les espaces : toilettes, vestiaires, dortoirs, refuges pour femmes battues et même quartiers de prison. » HABIB Claude, « Un queer à la cour », *Commentaire*, Numéro 185, *Commentaire SA*, 2024.

⁷⁸⁵ SCHIR Périne, « Comment Éric Zemmour a-t-il droitisé la France ? », sur *The Conversation* [en ligne], publié le 24 mars 2024, [consulté le 27 mai 2024] SCHIR Périne et LARUELLE Marlène, « Eric Zemmour, The New Face of the French Far Right », *Journal of Illiberalism Studies*, 2, 2022.

critique du féminisme et de la « théorie du genre » peut à la fois être mobilisé dans le cadre d'un discours libéral ou anti-libéral, ce qui illustre l'interchangeabilité potentielle entre les deux termes du fait de la superposition des langages du libéralisme. Ainsi, l'association de la gauche « identitaire » à l'illibéralisme fait paradoxalement l'objet d'une convergence entre les tenants d'une grammaire conservatrice du libéralisme et les tenants d'une grammaire lockéenne, ce qui ne va pas sans induire des malentendus et des incohérences conduisant à associer conceptuellement le conservatisme antilibéral au wokisme⁷⁸⁶.

Ce jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme, dont la manifestation la plus surprenante est l'interchangeabilité entre les deux termes, peut néanmoins être rendu intelligible en mobilisant les travaux de Freeden et Rosenblatt, puisqu'il résulte de la circulation des langages du libéralisme. Le contenu et le périmètre de l'illibéralisme dépend du langage du libéralisme qui est « retenu » pour fixer stratégiquement l'historiographie libérale. La diversité de ces langages reflète les sédimentations historiques variées du terme de « libéralisme », et elle induit des erreurs factuelles et des malentendus dans la conceptualisation de l'illibéralisme en raison de l'incompatibilité entre des différents langages. Dans la continuité du constat réalisé par Rosenblatt quant à l'existence de narratifs tronqués sur la tradition libérale qui sont paradoxalement partagés entre « libéraux » et « antilibéraux », on peut voir que la nature « importée » ou « exportée » de l'illibéralisme – qu'il soit progressiste ou conservateur – fait l'objets de réflexions et d'analyses contradictoires et erronées. Ainsi, si on reprend l'exemple du « wokisme » (ou de la « théorie du genre »), ce dernier peut à la fois être perçu comme une exportation illibérale de « l'idéologie des campus américains » en France, qu'il s'agit de combattre au nom des valeurs libérales⁷⁸⁷, tandis qu'aux États-Unis, le « wokisme » peut être

⁷⁸⁶ A titre d'exemple, voir cet extrait :

« Cette rapide présentation des discours wokes et conservateurs nous leur fait découvrir, non sans surprise, une étrange proximité : partant d'intentions et de principes opposés, ils se rejoignent dans certaines de leurs plus importantes conclusions. Ils s'accordent d'abord pour définir l'individu non pas selon ses choix personnels, mais selon son appartenance à une entité collective – le groupe social, culturel ou sexuel pour les wokes, la nation de ses pères pour les conservateurs. Tous deux font de la tradition, c'est-à-dire de l'inscription dans une histoire, un principe majeur de légitimité. Corrélativement, wokisme et conservatisme récusent ensemble l'idée d'une universelle traductibilité des diverses expériences humaines. Chacun est ainsi invité à rester dans les limites de sa tradition et de son aire culturelle ; en sortir ne saurait conduire qu'à la licence ou à l'oppression. Enfin, wokes et conservateurs considèrent également que l'histoire est parvenue à une impasse : nous serions aujourd'hui entrés dans l'époque des effondrements. Nos sociétés croulent sous le poids des contradictions et des dérèglements dont le libéralisme les a accablés. » ACHACHE Gilles, « Les nouveaux ennemis de la tradition libérale », *Commentaire*, Numéro 185, Commentaire SA, 2024.

⁷⁸⁷ ARGENTON Cédric, « Wokisme », *Commentaire*, Numéro 177, Commentaire SA, 2022.

Voir également : « Genre, identités, cancel culture... Le fantasme du péril américain » [en ligne], *Le Monde.fr*, 21 décembre 2020, [consulté le 27 mai 2024].

décrit à l'inverse comme une importation « illibérale » liée à la réception de la *french theory*, dont le marxisme et le post-modernisme s'oppose en tout point au libéralisme américain⁷⁸⁸. Dans le même temps, les théories féministes (et plus largement les idées progressistes) peuvent être décrites comme des exportations *libérales*, soit d'un libéralisme « américain » progressiste et individualiste, soit d'un libéralisme « continental » social-démocrate et interventionniste, qui s'oppose aux valeurs traditionnelles anti-libérale du pays en question. Pour résumer, du fait de la superposition des langages du libéralisme, il est stratégiquement possible de défendre un libéralisme « national » contre une idéologie « étrangère » qu'elle soit progressiste ou conservatrice, et inversement, de faire du libéralisme une idéologie importée de l'extérieur pour mieux la dénoncer, comme a pu le faire Carl Schmitt.

D'autres exemples sont également très parlants pour rendre compte du problème de la performativité inégale des langages du libéralisme selon les aires géographiques, c'est-à-dire le fait qu'en. Ainsi, si on s'intéresse au monde non-occidental – même de façon limitée et schématique – en particulier à l'Asie du sud-est et à l'Amérique latine, on peut interroger voire invalider la pertinence de l'équation entre illibéralisme et remise en question autoritaire du libéralisme politique, car dans ces différentes régions, le « libéralisme de la guerre froide » a servi à justifier des régimes autoritaires au nom de la lutte contre le socialisme et le communisme. Par conséquent, comme l'indique S. Kim dans le cadre du *Asian values debate* ou les chercheurs s'intéressant au néolibéralisme autoritaire dans le Nord et le Sud global⁷⁸⁹, le fait que le libéralisme soit synonyme d'anti-socialisme et d'autoritarisme signifie que la critique du libéralisme dans ce contexte n'est pas une critique des aspects « positifs » du libéralisme occidental (à savoir les droits individuels, l'équilibre des pouvoirs ou la séparation

⁷⁸⁸ Sur ce point, nous renvoyons à l'ouvrage de Y. Mounk « The Identity trap » que nous avons déjà cité, où il réalise une généalogie des « identity politics » qui remonte jusqu'au postmodernisme français, toutefois on peut noter que ce narratif s'est popularisée dans la droite américaine dans les années 1990 en raison de la publication de l'ouvrage « The closing of the American Mind » d'Allan Bloom qui dénonce explicitement l'importation d'un postmodernisme nihiliste et relativiste aux Etats-Unis. On peut également retrouver cette généalogie dans les revues et médias des institutions proche de la droite américaine telles que la *National review*, ou encore le *Mises Institute*. Voir : MOUNK Yascha, *The Identity Trap*, Random House, 2023 « Why Postmodernism Is Incompatible with a Politics of Liberty | Mises Institute », publié le 5 avril 2021, [consulté le 27 mai 2024] « How Postmodernism Breeds Conflict », sur *National Review* [en ligne], publié le 4 octobre 2018, [consulté le 27 mai 2024]. Allan Bloom, *Closing of the American Mind* (Simon and Schuster, 1987).

⁷⁸⁹ Nous reviendrons ultérieurement sur cette littérature particulièrement fournie. À titre non exhaustif, voir ici : WILKINSON Michael A., « Authoritarian liberalism as authoritarian constitutionalism », *Authoritarian Constitutionalism*, Edward Elgar Publishing, 2019 ALVIAR GARCÍA Helena, « Neoliberalism as a form of authoritarian constitutionalism », in *Authoritarian Constitutionalism*, Edward Elgar Publishing, 2019, [consulté le 9 février 2021].

de l'église et de l'Etat) mais une critique des pratiques autoritaires qui ont été justifiées au nom du libéralisme⁷⁹⁰.

2.2 Le problème de l'articulation des différents langages du libéralisme et de leurs effets performatifs

La question de la grammaire du libéralisme employée pour définir l'illibéralisme induit donc non seulement un problème diachronique en raison des tensions dans la sédimentation historique du terme de libéralisme au sein de chaque arène politique, mais également un problème synchronique puisque la sédimentation des significations du terme libéralisme n'a pas été la même en fonction des pays et des régions, ce qui constitue un enjeu pour la conceptualisation du libéralisme et de l'illibéralisme depuis la fin du XIXe siècle⁷⁹¹. Comme nous l'avons suggéré et comme nous le verrons par la suite, ce rappel quant à la pluralité des langages du libéralisme permet à lui seul de souligner les apories des approches dominantes de l'illibéralisme, et il permet de comprendre pourquoi l'inclusion dans le périmètre illibéral

⁷⁹⁰ « For a long time, Koreans have equated democracy with liberal democracy, understanding liberalism in the Cold War context, namely, as the antithesis of the communism of the North.

(...)

However, in the popular understanding, Korea has always been (even under the authoritarian reigns) a *liberal* country, meaning opposed to, and often threatened by, communism. In fact, for some, because of the threat of communism, or to safeguard liberalism, human rights, the core value of liberalism, had to be suppressed at times. In short, in Korea, liberalism was not so much what the people had to fight for internally as what they had to guard against in the face of the external threat of communist forces. This strong ideological understanding of liberalism still deeply permeates Korean society. The problem with this heavily ideological rendition of liberalism is that it makes it difficult to come to grips with the positive aspect of liberalism, the kind of liberalism that the early modern Europeans struggled to achieve, sometimes violently, by fighting absolutist monarchy, feudal aristocracy, and/or religious intolerance. » Kim, introduction in « Confucian Democracy in East Asia ».

⁷⁹¹ Pour une formulation alternative de ce constat, voir :

« In the concrete worlds of social and political thought, concepts are invariably encountered within larger conceptual combinations, but never on their own. Hence, we cannot approach a concept as a single mass, or point, of meaning, nor can we trace the mutation of a concept on its own isolated timeline. Concepts are always located in fields of other intertwined or intercutting concepts.⁷¹ These concrete conceptual clusters may display a fleeting and ephemeral presence, or longer durabilities, in which case such durability is achieved through conceptual decontestation. Like any ideology, liberalism engages in decontesting the essentially contested meanings of each of its concepts, choosing one or more conceptions out of the multiplicity of conceptions that each concept can embrace. This is necessitated not least by the mutually exclusive relationships that can obtain among such conceptions. Whereas conceptual historians normally focus on the process through which concepts change over time, the speed at which such change occurs and the disruptions incurred in that process, it is equally important to understand liberalism both synchronically and diachronically in two further ways: as a configuration of mutating spatial arrangements among concepts that affects their relative longevity as well as their concrete specificity; and as a combination of conceptual components whose relative weight is in constant flux, thus affecting their proportionate significance in any particular instance. » Michael Freeden, « Chapter 11 Temporal Evolution and Morphological Complexity The Multiple Layers of British Liberalism », in *In Search of European Liberalisms* (Berghahn Books, 2019), 302-28, <https://doi.org/10.1515/9781789202816-012>.

de la révolution conservatrice et néolibérale qui débute dans les années 1970 en Amérique Latine puis dans les années 1980 dans le monde occidental n'est jamais envisagé. De fait, il est révélateur que les travaux sur l'illibéralisme accordent une place très importante aux discours de Viktor Orbán, ou à ceux de Donald Trump et des autres personnalités politiques du populisme national-conservateur au point qu'ils justifient à eux seuls le fait de recourir au terme d'illibéralisme (et non à celui de populisme ou d'autoritarisme), alors que sur le plan discursif, les attaques envers le « libéralisme » de R. Reagan étaient tout aussi virulentes – voire davantage – que celle des « illibéraux » contemporains⁷⁹². À l'inverse de la littérature sur le néolibéralisme⁷⁹³, où le caractère « asymétrique » d'un concept construit depuis l'extérieur du phénomène qu'il cherche à décrire a conduit à un débat impérissable sur sa définition, sa généalogie et sa pertinence heuristique ; la notion d'illibéralisme ne semble elle pas faire l'objet des mêmes précautions épistémologiques, ni des mêmes controverses doctrinales⁷⁹⁴.

Pour résumer, il est surprenant, voire alarmant que la conceptualisation de l'illibéralisme dans la littérature ne génère toujours pas des débats doctrinaux d'importance sur le cadre conceptuel adéquat pour penser la notion et pour l'utiliser dans une perspective empirique alors que la notion s'appuie étymologiquement et conceptuellement sur un terme et un concept – le libéralisme – qui est une source de controverses très importantes dans d'autres champs d'études en raison des *jeux de langages* dont il fait l'objet. Incidemment, on peut noter que ce constat soulève des interrogations sur le manque d'influence de ces autres champs d'études dans la conceptualisation de l'illibéralisme, qu'il s'agisse des *neoliberal studies* et des *critical studies*, ou des débats doctrinaux sur le républicanisme entre libéraux et

⁷⁹² Voir à titre d'exemple le discours donné par R. Reagan à la convention républicaine de 1988 à la Nouvelle Orléans qui a été abondamment discuté dans la presse américaine, et qui est également mentionné par H. Rosenblatt. On peut ici citer l'article du New York Times dédié à ce discours :

« President Reagan has given a new impetus and his special imprimatur to the present vilification of liberalism. Arriving at the Republican convention in New Orleans, he declared: "The masquerade is over, it's time to... use the dreaded L-word; to say the policies of our opposition... are liberal, liberal, liberal." A reporter was prompted to write that "when he recited the L-word himself, the President made it sound like an anathema designed to cast the Democrats into the political wilderness." » STERN Fritz, « Opinion | Attacks on the "L-word" Debase Us All » [en ligne], *The New York Times*, 4 septembre 1988, [consulté le 28 mai 2024].

⁷⁹³ On pourrait d'ailleurs étendre ce constat à l'ensemble des autres « ismes » qu'ils s'agissent de concepts analytiques comme le populisme ou le nationalisme, ou de « super-concept » de nature idéologique comme l'écologisme, le conservatisme ou le féminisme.

⁷⁹⁴ Deux questions et plusieurs hypothèses émergent de ce constat que nous traiterons dans le prochain chapitre. Elles sont relatives à l'intérêt et la pertinence de la notion d'illibéralisme pour les intellectuels qui mobilisent une grammaire marxiste ou post-marxiste du libéralisme et à l'hégémonie du langage néolibéral du libéralisme dans les études de l'illibéralisme.

communautariens⁷⁹⁵, ainsi que ceux faisant suite au *asian values debate* depuis les années 1990. Dans une perspective plus « matérialiste » ou bourdieusienne, on peut d'ailleurs se demander si ce manque de réception dans le « champ » des études de l'illibéralisme s'explique par la seule existence d'un puzzle conceptuel, et non par un rejet idéologique des travaux critiques du capitalisme et du *free-market*, et plus largement d'un système de domination racial et patriarcal.

A défaut de pouvoir rendre justice à la richesse des apports de ces différents champs d'études sur la réflexion sur le libéralisme et sa remise en question théorique et empirique, on peut toutefois noter que les travaux des études de l'illibéralisme qui s'intéressent et qui mobilisent ces champs de recherche relatifs aux « ismes » avoisinant le libéralisme se distinguent radicalement du reste de la littérature. Or, ces champs de recherche sont également affectés par la pluralité des langages du libéralisme et les difficultés qui en résultent. Comme nous l'avons brièvement évoqué lorsque nous avons mentionné la labellisation idéologique de Schmitt on peut voir que les travaux sur le néolibéralisme sont eux-mêmes englués dans le problème causé par la sédimentation historique des grammaires du libéralisme. Ainsi, le même objet – par exemple, le modèle du « *strong state, free economy* » – peut être pensé comme une forme de néolibéralisme intrinsèquement autoritaire en rupture avec le libéralisme classique⁷⁹⁶, comme une forme de néolibéralisme dans la continuité du libéralisme autoritaire du capitalisme victorien⁷⁹⁷, ou être rattaché à un « ultra-libéralisme » distinct du « néolibéralisme » de Dewey et Lippmann⁷⁹⁸. La question de la relation entre libéralisme et néolibéralisme sur le plan idéologique, et la relation entre libéralisme et autoritarisme sur les plans théorique et empirique, fait également l'objet d'un puzzle conceptuel, car les thèses « néolibérales » (quel que ce soit le contenu qui leur est attribué) peuvent à la fois être

⁷⁹⁵ A titre d'exemple, voir l'absence totale de référence aux travaux sur le républicanisme critique de Catherine Laborde au sein du RHI (et plus largement des études de l'illibéralisme) et le faible nombre de références aux travaux de Philip Pettit qui ne sont mobilisés que de façon accessoire dans trois des chapitres de l'ouvrage.

⁷⁹⁶ BROWN Wendy, *Undoing the demos*, Zone Books, 2015 DARDOT Pierre et LAVAL Christian, *La nouvelle raison du monde*, La Découverte, 2020.

⁷⁹⁷ Cette lecture, qui s'inspire généralement de K. Polanyi ou de Marx s'oppose généralement à l'approche néo-foucaldienne, bien qu'elle soit partiellement cohérente avec cette dernière selon les auteurs, puisque le capitalisme victorien peut être décrit comme un modèle et non comme la copie conforme du néolibéralisme comme chez D. Harvey. Voir à titre d'exemple : BOURDIEU Pierre, « L'essence du néolibéralisme », sur *Le Monde diplomatique* [en ligne], publié le 1 mars 1998, [consulté le 8 mai 2019]. HARVEY David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press, 2007. Boltanski, Luc, and Eve Chiapello. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Vol. 10. (Paris: Gallimard, 1999).

⁷⁹⁸ STIEGLER Barbara, « *Il faut s'adapter* ». *Sur un nouvel impératif politique*, Editions Gallimard, 2019.

défendues contre le libéralisme et/ou au nom du libéralisme selon les contextes géo-historiques. La révolution « conservatrice » néolibérale des années 1980 est ainsi simultanément menée au nom du libéralisme par Thatcher, tout en étant menée au nom de la lutte contre le libéralisme par Reagan. Bien que cette opposition sémantique ait été sources d'importants malentendus, elle n'a pas empêché d'associer idéologiquement Reagan et Thatcher, et de comparer les effets dé-démocratisant et dé-libéralisant de leur « gouvernance néolibérale ». La prise en compte attentive des fruits des études du néolibéralisme et de ses controverses épistémologiques et conceptuelles, constitue donc selon nous un prérequis impératif pour la conceptualisation de l'illibéralisme, tant sur le plan épistémologique et méthodologique, que sur le plan théorique et empirique. À ce titre, il est crucial d'examiner la relation qu'entretient le phénomène illibéral avec le déploiement progressif du néolibéralisme au niveau national et international, puisque l'un des seuls consensus présents au sein de la littérature académique est de penser l'avènement de l'illibéralisme comme une réaction envers l'envers l'hégémonie du néolibéralisme – ou d'un libéralisme « excessif » – depuis les années 1990⁷⁹⁹. Dit autrement, que le néolibéralisme soit désigné comme tel ou comme un (ultra)libéralisme (économique) ayant été hégémonique pendant – ou depuis – les années 1990, il est considéré comme la principale cause socio-économique de l'avènement de l'illibéralisme. Comme le résume M. Laruelle, le narratif qui fait de l'illibéralisme une réaction à l'encontre du libéralisme économique ou « néolibéralisme » est l'un des plus répandus :

« The second script is economic liberalism, which insists on a market economy and private property. This reading has now taken the form of neoliberalism—with the key difference being that neoliberalism is implemented by states and supranational institutions to force liberalisation and therefore no longer reflects the original “laissez-faire” idea. Economic liberalism advocates for privatisation, deregulation, globalisation, free trade, and austerity measures to reduce state intervention in the economy. This script is crucial for the rise of illiberalism, which is in large part a backlash against the neoliberal reforms that have transformed so many countries worldwide. Illiberalism is so prominent in Central and Eastern Europe (including Russia) “precisely because” the region experimented with the most disruptive features of neoliberalism in a radical way at the end of the communist period —the destruction of

⁷⁹⁹ KRASTEV Ivan et HOLMES Stephen, *The Light that Failed*, Penguin UK, 2019.

the welfare state, the shrinking of the civil service, the rise of social inequality, and of a new elitism, a high level of corruption in the privatisation of the economy, etc »⁸⁰⁰.

Néanmoins, on peut voir qu'au sein des écrits des intellectuels « illibéraux », le terme de néolibéralisme n'est jamais employé contrairement à celui de *free-market*, qui est utilisé de façon critique comme un repoussoir normatif⁸⁰¹. À l'inverse, le terme de néolibéralisme est utilisé pour dénoncer un faux-libéralisme progressiste et individualiste par A-M Le Pourhiet et F. Furedi⁸⁰², tandis qu'il est associé au populisme national-conservateur illibéral par R. Hendrikse⁸⁰³ et W. Brown⁸⁰⁴. Dit autrement, on peut voir que le capitalisme dérégulé en tant que phénomène global est systématiquement critiqué, néanmoins le terme de « néolibéralisme » n'est pas toujours utilisé pour le désigner. Par conséquent, on peut déduire de ce constat qu'il existe un jeu de langage crucial dans la dénomination du « *free-market* » qui reflète le fait que sa labellisation idéologique est devenue un enjeu stratégique de première importance. Par conséquent, il est crucial de comprendre *comment* et *pourquoi* l'opposition avec le *free-market* conduit soit à défendre le libéralisme soit à le rejeter, selon la grammaire du libéralisme mobilisée⁸⁰⁵. Incidemment, on peut noter que toute notre

⁸⁰⁰ LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

⁸⁰¹ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point dans notre démonstration. À titre liminaire, on peut indiquer qu'aucun des ouvrages suivants ne mentionne le terme de « néolibéralisme » contrairement aux termes de « libertarianisme » et de « libéralisme » qui sont régulièrement associés de façon critique par A. Vermeule, P. Deneen et R. Legutko pour désigner le capitalisme dérégulé et le marché en général. Voir : LEGUTKO Ryszard, *The Demon in Democracy*, Encounter Books, 2018 DENEEN Patrick J., *Why Liberalism Failed*, Yale University Press, 2019 VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism*, John Wiley & Sons, 2022.

⁸⁰² Frank Furedi, « The Psychological Construction of the Illiberal Subject », in *Routledge Handbook of Illiberalism* (Routledge, 2021); "Illiberal Liberalism: A Genealogy." *Journal of Illiberalism Studies* 2.2 (2022): 19-36. ; Anne-Marie Le Pourhiet, « Démocratie illibérale : un oxymore à déconstruire » dans Barbé, Combrade, et Sénac, *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*. (op cit).

⁸⁰³ HENDRIKSE Reijer, « Neo-illiberalism », *Geoforum*, 95, 2018 HENDRIKSE Reijer, « The Rise of Neo-Illiberalism », *Krisis / Journal for Contemporary Philosophy*, 41, 2021.

⁸⁰⁴ BROWN Wendy, « Neoliberalism's Frankenstein », *Critical Times*, 1, 2018 BROWN Wendy, « In the Ruins of Neoliberalism », in *In the Ruins of Neoliberalism*, Columbia University Press, 2019, [consulté le 6 novembre 2023].

⁸⁰⁵ Ce problème est explicité par M. Plattner bien que ce dernier ne mentionne pas qu'il existe des libéralisme conservateurs – notamment ceux qui s'inspire des pensées néo-conservatrices de F. Fukuyama et I. Kristol - qui sont relativement critique à l'égard du « marché » tant en Amérique du Nord qu'en Europe :

« Instead I am concerned with the threat that mainstream center-right parties will be captured by tendencies that are indifferent or even hostile to liberal democracy. I believe that the struggle of these tendencies to win over the right will be the most consequential development affecting the future of democracy in the period ahead. And it increasingly appears that this battle will be fought out not only in the arena of party competition but also in the realm of political thought. Since much of the coming contest on the right will be a battle over terminology, let me begin by offering brief and generally accepted definitions of the key terms at issue.

(...)

Further confusion stems from the fact that the term liberalism, in addition to the broad sense conveyed by the expression liberal democracy (or liberal education, meaning literally the education befitting a free person), also is used in a more narrowly political sense: In the United States, "liberalism" denotes support for an activist

démarche analytique vise précisément à saisir l'importance de cette question, et à démêler l'enchevêtrement des labels utilisés pour désigner un capitalisme dérégulé qu'il ne semble plus possible de défendre politiquement de façon explicite, ce qui permet ultimement de produire une analyse « idéologique » qui outrepassse les « sortilèges du langage »⁸⁰⁶.

Pour résumer, la relation entre néolibéralisme et illibéralisme apparaît progressivement comme le nœud empirico-conceptuel au cœur de notre recherche. D'abord parce que la comparaison entre les deux concepts permet de comprendre les problèmes théoriques propre à la conceptualisation de l'illibéralisme, mais également parce qu'il semble exister un lien de causalité sociologique et historique entre le néolibéralisme et le phénomène illibéral. On peut donc réexaminer la relation de causalité entre l'illibéralisme et le « consensus de Washington » que nous avons relevé dans le premier chapitre, à la lumière de la prise en compte de la pluralité des langages du libéralisme. Ainsi, si on passe outre le problème épistémologique et méthodologique du choix de la grammaire du libéralisme mobilisé pour conceptualiser l'illibéralisme, que nous allons tenter de dépasser dans la seconde partie de notre démonstration, on peut émettre le postulat selon lequel la remise en question du libéralisme résulte d'un rejet d'un modèle – celui du consensus de Washington – qui a été désigné comme libéral et exporté comme tel à partir des années 1990. Le rejet de ce modèle « néolibéral » peut donc logiquement être effectué au nom de l'antilibéralisme, mais du fait de la pluralité des langages du libéralisme et de la diversité de leurs trajectoires géo-historiques, ce rejet peut également être réalisé au nom du libéralisme, puisqu'il existe des courants du libéralisme qui sont critique du modèle « néolibéral » tant à gauche qu'à droite. Plutôt que de voir l'illibéralisme comme le rejet idéologique « naturel » d'un ultra-libéralisme de plus en plus dominant depuis les années 1980 en raison du narratif opposant un libéralisme élitiste et globalisé à un populisme national-conservateur, il est donc impératif de se demander dans quelle mesure le rejet *discursif* du libéralisme est un rejet *idéologique* de ce dernier, puisqu'on a vu qu'il existait une pluralité de langages du libéralisme. À ce titre, l'appropriation de l'illibéralisme ou du post-libéralisme au sein des droites peut résulter de la

government and is typically regarded as the opposite of conservatism. To compound the confusion, in Europe the term liberal has been applied to parties that support the free market and a more limited role for government. Moreover, especially outside the United States, figures on the left pin the label of “neoliberalism” on those they regard as too friendly to market capitalism. » PLATTNER Marc F., « Illiberal Democracy and the Struggle on the Right », *Journal of Democracy*, 30, Johns Hopkins University Press, 2019.

⁸⁰⁶ Nous empruntons cette expression à Jacques Bouveresse. Voir : Jacques Bouveresse, *Essais III. Wittgenstein & les sortilèges du langage*, (Agone, 2003).

diffusion du langage néolibéral du libéralisme, c'est-à-dire de son succès *performatif*. Dit autrement, l'abandon « sémantique » du libéralisme par la droite illustre le fait qu'il n'est plus opportun politiquement ou normativement désirable d'utiliser un terme qui a été progressivement associé au marché et au progressisme⁸⁰⁷. Alors que le terme de libéralisme faisait jusqu'à présent l'objet d'un conflit intraindégorique entre différents courants conservateurs et progressistes au sein de la galaxie libérale, dont résulte la concurrence idéologique des grammaires et des historiographies du libéralisme que nous avons tenté de mettre en lumière, une frange croissante de la droite abandonne désormais la grammaire *conservatrice* du libéralisme, pour lui préférer la grammaire *progressiste* ou *lockéenne* du libéralisme afin de s'ériger en opposition avec ce dernier. Le contenu et la forme de ce rejet dépend néanmoins du langage du libéralisme dominant dans l'espace géo-historique en question, ce qui explique en partie les différences entre la droite « illibérale » en Amérique du Nord et en Europe⁸⁰⁸. Comme le relève J. G. Waller, la défense d'une « démocratie

⁸⁰⁷ Sur la description du rejet de l'évolution « progressiste » du libéralisme, voir à titre de résumé cet extrait : « What is Orbán's purpose in drawing such a sharp and unbridgeable distinction between liberal democracy and Christian democracy? And why is he so concerned with refuting the view that Christian democracy can also be liberal—a claim that would seem to be borne out by the crucial contribution that Christian Democratic parties have made to liberal democracy in Europe since the end of the Second World War? Part of the answer is broadly ideological. Orbán wishes to make support for liberal democracy seem inseparable from support for multiculturalism, open immigration policies, and nontraditional family structures such as gay marriage. Historically, of course, this has not typically been the case. Until the last half-century, many liberal democracies tended to be fairly strict in terms of family law. Apart from settler countries such as the United States, Canada, and Australia, they were not very welcoming toward immigrants, and the countries that did accept large-scale immigration tended to favor assimilationist rather than multicultural approaches to integrating newcomers. It is true that in most democratic countries today there is considerable support, especially on the left, for accepting multiculturalism, high rates of immigration, and gay marriage. In some places such policies now are backed by popular national majorities and have been enacted into law. At the same time, sizeable portions of the voting public take a different view, even among those who remain firm adherents of liberal democracy. In the past it was generally accepted that citizens may take opposing views on these matters without ceasing to be good liberal democrats, and that policies regarding such controversial issues should be decided on the basis of a free and open political process. Orbán, however, is attempting to convince Europeans who find themselves on the conservative side of these social issues that they are being ill treated and disrespected in contemporary liberal democracies. What is more, he warns them that they are in danger of losing out demographically and ideologically in the future. He seeks to equate the term liberal as it is used in the phrase "liberal democracy" with the term liberal as it is used to characterize the left side of the political spectrum in the United States—that is, to denote "progressives" as opposed to "conservatives." Orbán's effort to blur these two different meanings of liberalism gains some purchase from the fact that the "Brussels elites" he is so fond of attacking tend to hold views close to those of U.S. liberals on social and cultural issues. The attempt to identify liberal democracy as such with U.S.-style progressivism also fits neatly with Orbán's efforts to demonize Hungarian-born U.S. billionaire George Soros. » PLATTNER Marc F., *op. cit.*

⁸⁰⁸ « What is the relationship between the phenomenon of illiberalism in Eastern Europe, where self-described illiberal political and intellectual elites are perhaps most common (and certainly most electorally successful), with the new and entrepreneurial political thinkers in the Anglo-American world that have varyingly collected under the umbrella term of postliberalism? Although sharing a common family of reaction, divergences are considerable – ranging from their distinct origins and political approaches to their very sociocultural positions in

chrétienne » justifie l'emploi (parcimonieux) du terme d'illibéralisme par la droite dans les PECO et plus généralement celui de conservatisme⁸⁰⁹, tandis que le terme de « *postliberal(ism)* » est privilégié au sein de la droite intégraliste et antilibérale américaine⁸¹⁰. La distinction entre postlibéralisme et illibéralisme reflète donc l'existence de variations dans la grammaire du libéralisme employé au sein de ces droites, et elle invite à questionner les positionnement intellectuel et partisan des « illibéraux » à l'égard de la droite conservatrice dans leurs environnements politiques respectifs dans la continuité du travail déjà réalisé par Julian G. Waller :

« While the growing term 'postliberalism' is in part simply a function of entrepreneurial branding by illiberal intellectual actors in Anglo-American countries, the inferred commitments of the 'postliberal' label also illustrates an important distinction: illiberal elites living in consolidated liberal societies for many generations in the West have different points of reference, social structures, and cultural toolkits in comparison to illiberal elites in post-communist states, which is reflected in differing degrees of ideological esotericism, perceptions of conceptual overlaps, and at the level of pragmatic politics. Illiberalism in Eastern Europe is politically substantive, institutionally pragmatic, and action-oriented while postliberalism (and its other

society and ultimately their current political relevance. Despite these differences, an asymmetric dialogue has grown between illiberalism's East European and English-speaking promoters at the intellectual and political elite level, and one that may become a more productive dynamic over the next decade. » Julian G. Waller, « Illiberalism and Postliberalism: Comparing Ideological Ferment in Eastern Europe and the Anglo-American World | Illiberalism.Org », <https://www.illiberalism.org/>, <https://www.illiberalism.org/illiberalism-and-postliberalism-comparing-ideological-ferment-in-eastern-europe-and-the-anglo-american-world/>.

⁸⁰⁹ « Even so, illiberal democracy is not the preferred term among illiberal politicians and political movements in the region. This is in no small part due to the existence of a long history of non-liberal politics in Eastern Europe, which means that recourse to a neologism is less necessary, even if it captures the phenomenon conceptually from an outside, academic perspective. Non-liberal democratic politics – or non-liberal authoritarian politics, for that matter – have significant legacies in the region, and differing strains of right-wing ideological positioning have specific labels that convey appropriate semantic clarity in the local context. In this sense, 'conservatism,' 'national-conservatism,' (non-liberal) 'Christian-Democracy,' and other ideological descriptors are often preferred, even if the substance of the reaction can be classified as illiberal in content, orientation, and motivation when observed with analytic distance. » *Ibid.*

⁸¹⁰ « In contrast to Eastern Europe, illiberal ideational trends in two of the core modern hubs of global liberalism – North America and the British Isles – express themselves very differently. In doing so, they also helpfully illustrate the very different experiences with, and socialization into, contemporary liberalism itself that typifies these countries and informs their current ideological dynamics. Ultimately, the way illiberalism has developed among intellectuals and writers in the Anglo-American world underlines the more limited institutional toolbox from which they can draw, just as the more radical flavors of ideological imperatives that have emerged are shaped by experience under a century (or three) of a very different ideological inheritance.

Many of the most entrepreneurial and influential illiberal thinkers in the English-speaking world have begun using the term 'postliberal(ism)' to describe in broad strokes their intellectual and philosophical approaches. Postliberalism as a term in these kinds of debates was initially deployed in the United Kingdom by left-leaning writers who had become disenchanted with the atomization, secularism, and materialism dominant of the present era. Postliberalism in the UK has a decidedly reactionary cast, and one that acknowledges that the project is one seeking to rectify the perceived damages done to the body politic by hegemonic liberalism. » *Ibid.*

labels) is still largely critique-generating, institutionally marginal, and discourse-oriented. It remains to be seen what will be taken substantively from both respective political and ideological projects over time, and to what degree friendly ‘meetings-of-the minds’ turn into more isomorphic or diffusion-oriented relationships. »

La conceptualisation de l’illibéralisme nécessite donc d’être attentif au fait que la grammaire du libéralisme employé par la droite antilibérale en Amérique du nord n’est pas exactement la même qu’en Europe, mais également au fait qu’il existe des variations dans la critique du libéralisme au sein des écrits des intellectuels organiques de « l’illibéralisme » ainsi que des positionnements différents à l’égard de la droite conservatrice « de gouvernement », ce qui questionne la fiabilité de son opposition avec un néolibéralisme conservateur s’étant peu à peu imposé dans les droites conservatrices occidentales à partir des années 1980. De ce point de vue, il est désormais nécessaire de tenter de résoudre le problème de la concurrence des grammaires du libéralisme, c’est-à-dire de déterminer quelle est la grammaire du libéralisme qui est la plus adaptée pour décrire le libéralisme qui est aujourd’hui remis en question, que cette remise en question soit menée au nom de l’illibéralisme, du postlibéralisme ou du libéralisme lui-même.

Section 2 : Dépasser la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme ?

Comme nous avons tenté de le montrer, la conceptualisation de l’illibéralisme semble être pris au piège des effets des jeux de langage qui enseignent le libéralisme. Du fait de la pluralité des langages du libéralisme et de la diversité de leurs trajectoires, il est possible de recourir à plusieurs définitions et conceptualisations conventionnellement établis pour appréhender le libéralisme et l’antilibéralisme – or, on retrouve cette pluralité à la fois dans la sphère politique et dans le champ académique. Par conséquent, il est nécessaire d’être attentif à la pluralité (et à la superposition) des langages du libéralisme, à leur concurrence idéologique, tant d’un point de vue épistémologique que méthodologique, ce qui implique une réflexion sur la grammaire du libéralisme employée pour définir l’illibéralisme, que la fonction du concept soit de rendre intelligible un phénomène de dé-libéralisation ou une négation du libéralisme.

L'existence de ce jeu de langage transforme logiquement la réflexion sur la fonction du concept d'illibéralisme et les conditions de sa conceptualisation :

- Le concept d'illibéralisme peut être spécifique à chaque « aire de langage », c'est-à-dire qu'il doit permettre de comprendre ce qui est illibéral dans un contexte donné en fonction de la grammaire du libéralisme dominante dans l'espace géo-historique en question. Ce qui signifie que l'illibéralisme est davantage une catégorie discursive qu'un concept au sens idéologique du terme à l'image du populisme ou du nationalisme⁸¹¹, et qu'il est nécessaire de l'employer avec des adjectifs, puisque le contenu idéologique des différents discours illibéraux variera selon les acteurs et de leur environnement.
- La concept d'illibéralisme peut être un idéal-type, c'est-à-dire un « désignateur semi-rigide » ou « semi-nom propre » au sens de Passeron⁸¹², dont la définition s'appuie sur un phénomène paradigmatique illibéral historiquement et géographiquement situé. Si c'est le cas, cette définition s'appuie nécessairement sur une grammaire du libéralisme spécifique, ce qui signifiera que cette conceptualisation sera contestée par les individus qui emploient une grammaire du libéralisme distincte, en particulier si le phénomène paradigmatique en question fait l'objet d'un conflit de labellisation au sein de la galaxie libérale. Ainsi, si on considère que la remise en question du libéralisme en Hongrie et en Pologne résultant de l'arrivée au pouvoir de la droite radicale dans les années 2010 est un phénomène illibéral « paradigmatique », le périmètre du concept débordera mécaniquement de la sphère d'appropriation « positive » du terme d'illibéralisme pour s'étendre à des régimes au sein desquels les partis au pouvoir se réclament du libéralisme.
- Alternativement à la deuxième proposition, la notion d'illibéralisme peut être appréhendée sous le prisme de l'idéologie. Si on s'appuie sur le cadre conceptuel de Freedon, cela signifiera que l'illibéralisme peut être une idéologie, c'est-à-dire un assemblage dynamique de concepts politiques qui sont « décontestées » d'une

⁸¹¹ Sur cette distinction, nous renvoyons à : FREEDEN Michael, « Is Nationalism a Distinct Ideology? », *Political Studies*, 46, SAGE Publications Ltd, 1998.

⁸¹² PASSERON Jean-Claude, *Le Raisonnement sociologique*, Albin Michel, 2011.

manière spécifique et cohérentes dans des pratiques, des discours ou des théories⁸¹³. Le concept d'illibéralisme sera employé ici pour appréhender l'idéologie en question, ce qui signifie qu'il ne se confondra pas avec ses « effets » socio-politiques, en particulier si c'est dernier relèvent de l'autoritarisme⁸¹⁴. Toutefois, le fait de recourir à un prisme idéologique n'implique pas nécessairement que le phénomène « illibéral » reflète l'existence d'une idéologie spécifique. Il est en effet possible que l'illibéralisme – à l'image du néolibéralisme – ne soit pas une nouvelle idéologie mais un courant du conservatisme, ou qu'il s'agisse d'un simple discours⁸¹⁵.

Puisque cette recherche vise à interroger la pertinence du concept d'illibéralisme, il nous semble judicieux de privilégier ces deux dernières conceptualisations potentielles de l'illibéralisme, car il s'agit des deux voies les plus prometteuses sur le plan heuristique et normatif pour la science politique, la philosophie politique et les sciences sociales de manière générale. Conséquemment, notre recherche se heurte désormais au problème épistémologique soulevé par le conflit (intra)idéologique dans la définition du libéralisme et de l'antilibéralisme et à l'impasse potentiel qui est soulevé par la superposition des langages du libéralisme. Comme nous l'avons vu, les études de l'illibéralisme participent de façon implicite et parfois très explicite à un conflit dans la fixation stratégique de l'historiographie libérale (qu'est-ce que la tradition libérale, quels sont ses auteurs canoniques et quels sont ceux qui n'en font pas partie voire qui sont ses opposants) et à un conflit dans la monopolisation de l'idéologie libérale par un ou plusieurs de ses courants. Conséquemment, du fait des différentes trajectoire des libéralismes sur le plan historique et géographiques et de ces conflits intra-idéologiques, la conceptualisation de l'illibéralisme ne peut dépasser le « paradoxe de Mannheim » c'est-à-dire l'immixtion d'une dimension idéologique dans l'étude d'un phénomène politique, car le fait de choisir un référentiel « géo-historique » et/ou un référentiel « théorique » pour définir l'illibéralisme implique de hiérarchiser différentes

⁸¹³ Pour éviter l'ajout d'un niveau de complexité supplémentaire et la confusion entre les différentes significations du terme de « concept », nous n'avons pris la liberté de traduire la distinction réalisée par Freedén entre super-concept (idéologie) et concepts clés, adjacents ou périphériques (idées politiques).

⁸¹⁴ Pour clarifier ce point, on peut faire ici la comparaison avec le néolibéralisme : le fait d'appréhender le néolibéralisme à travers un prisme idéologique (ou avec une approche foucaldienne) n'empêche pas d'établir un lien entre néolibéralisme et autoritarisme, ou d'identifier un phénomène autoritaire et néolibéral idéal-typique (exemple : le régime de Pinochet), néanmoins les deux concepts sont bien distincts.

⁸¹⁵ FREEDEN Michael, « Is Nationalism a Distinct Ideology? », *Political Studies*, 46, SAGE Publications Ltd, 1998.

définitions du libéralisme. La comparaison des généalogies de l'illibéralisme et l'utilisation tendancielle du terme de « libéralisme illibéral » d'illustrer parfaitement ce problème : ce qui est considéré comme du libéralisme par certains chercheurs sera considéré comme de l'illibéralisme (ou comme du non-libéralisme) par d'autres, qu'il s'agisse de courants intellectuels et d'idéologies comme le (néo)conservatisme, le communautarisme ou le féminisme, ou d'institutions comme les droits humains et les cours de justice internationales. Cette dimension idéologique dans la conceptualisation de l'illibéralisme est d'autant plus prégnante que les travaux sur l'illibéralisme ont généralement à la fois une fonction heuristique et une fonction normative « critique ». Le constat d'une concurrence idéologique entre les différentes grammaires du libéralisme, tant sur le plan politique qu'académique soulève donc un problème dont nous allons exposer les différentes implications (1) avant de proposer un moyen pour le résoudre (2).

1. l'illibéralisme, un concept contesté et contestable en raison de la dimension idéologique du jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme

Pour rendre intelligible la dimension idéologique du problème de la conceptualisation de l'illibéralisme, il convient dans un premier temps d'expliquer les enjeux soulevés par le jeu de langage que nous avons cherché à décrire jusqu'à présent (1.1), puis de montrer en quoi la façon de penser l'illibéralisme dépend de la grammaire du libéralisme qu'on emploie (1.2).

1.1 Le problème de l'identification d'un anti-libéralisme malgré les jeux de langages

On peut selon nous (re)formuler de la façon suivante le problème qui se révèle au fur et à mesure de notre recherche et qui est au cœur de la seconde partie de notre travail : Puisque le libéralisme est pris dans un ensemble de jeux de langages ce qui impliquent de contextualiser chaque critique ou défense du libéralisme, comment distinguer entre les critiques et les remises en question d'un versant du libéralisme, c'est-à-dire d'un courant ou d'une interprétation du libéralisme plus ou moins dominante intellectuellement dans un espace donné, avec la critique et la remise en question de l'idéologie libérale en elle-même ? Comme nous avons tenté de le montrer, au sein des études de l'illibéralisme et selon les chercheurs qui emploient une grammaire lockéenne du libéralisme, il existe une continuité entre la critique – ou l'historicisation – du libéralisme classique, et le phénomène

contemporain de remise en question du libéralisme sous toutes ses formes, ce qui justifie d'englober l'ensemble des adversaires idéologiques du libéralisme (classique) dans le périmètre du concept d'illibéralisme. Le postulat implicite de la majeure partie des travaux des études de l'illibéralisme est que la critique discursive du libéralisme (et/ou des concepts clés qui lui sont associés) se confond avec le phénomène illibéral en lui-même. Par conséquent, la thèse dominante dans la littérature consiste à assimiler l'illibéralisme à la critique du libéralisme à gauche et à droite. Du fait de son postulat épistémologique, cette thèse peut néanmoins être remise en question parce qu'elle méconnaît l'hétérogénéité des libéralismes historiques et la complexité des jeux de langages qui en résultent. Elle peut également être interrogée en raison de sa dimension idéologique, puisqu'elle appréhende l'idéologie libérale de manière prescriptive en hiérarchisant de façon arbitraire la légitimité de certains intellectuels et courants à incarner le libéralisme.

Puisque nous cherchons à partir du postulat opposé, en nous appuyant sur les travaux attentifs à la pluralité des libéralismes et des langages du libéralisme, il convient de se demander quelle est la place des *discours sur le libéralisme* dans la conceptualisation de l'illibéralisme. Comment donc faire le tri entre les critiques « progressiste » ou constructives du libéralisme qui ne sont pas susceptibles d'entraîner une remise en question d'un libéralisme juridico-politique ou sociétal⁸¹⁶ ; avec les critiques véritablement antilibérales et/ou les appropriations trompeuses du libéralisme, qui sont susceptibles de conduire à cette remise en question du libéralisme ? Enfin, comment appréhender la nature « dynamique » du libéralisme, c'est-à-

⁸¹⁶ Nous renvoyons sur ce point à R. Abbey, puisque sa thèse consiste à considérer que le libéralisme est une idéologie dynamique et un concept essentiellement contesté en raison du caractère universel des idéaux au cœur du libéralisme. De la sorte, le libéralisme est intrinsèquement progressiste car les concepts qui sont au cœur de ce dernier – comme ceux de liberté et d'égalité – sont continuellement réinterprétés de façon plus inclusives et démocratiques, ce qui crée une tension interne à l'intérieur du libéralisme entre les libéraux qui défendent le statut quo issu d'une certaine interprétation de ces principes, et ceux qui contestent ce statut quo au nom de leur réinterprétation :

« In considering this criterion, I propose that liberalism offers the possibility of an inherently dynamic approach to politics and society: liberalism provides a society with the possibility of and justification for continuously remaking itself. It does this in accordance with fundamental liberal principles but in ways that cannot be foreseen. This dynamic quality derives from the abstract and universal nature of the ideals that lie at the heart of liberalism—liberty, equality, autonomy and toleration. The significant normative resources liberalism offers for social critique and progressive change thus derive from the abstract and universal quality of its concepts and ideals—the very features that have attracted such criticism from all communitarians and many feminists. By promising equal freedom to all in the shaping of their own lives and pursuit of their own conceptions of the good (subject to caveats like the harm principle), liberalism offers the normative resources for constant challenges to the status quo. » ABBEY Ruth, « Is Liberalism Now an Essentially Contested Concept? », *New Political Science*, 27, Routledge, 2005.

dire le fait que le libéralisme soit en perpétuelle mutation en raison de la dimension « universelle » de ses idéaux constitutifs, qu'il s'agisse de la liberté, de l'autonomie ou de l'égalité ? En effet, le fait que le libéralisme soit une idéologie en perpétuelle évolution soulève une difficulté sur l'arbitrage entre les « anciens » et les « modernes », c'est-à-dire entre les défenseurs d'un libéralisme historiquement daté, et les défenseurs d'un nouveau libéralisme « contemporain »⁸¹⁷.

En effet, un « conservateur » peut estimer qu'il n'est pas libéral en raison de l'évolution du libéralisme, tout en ayant des positions qu'il juge compatible avec un libéralisme antérieur. Cette configuration est loin d'être négligeable et elle doit être impérativement être examinée, comme le suggère l'exemple de la défense du libéralisme des *Anciens* contre celui des *Modernes* par Leo Strauss⁸¹⁸. La défense du libéralisme (et la critique du socialisme) de Strauss n'empêche pas Holmes de le placer au sommet du panthéon antilibéral aux côtés de Schmitt⁸¹⁹. A l'inverse, Holmes place Hayek parmi les « libéraux » alors que ce dernier adopte exactement la même posture que Strauss, puisqu'il défend le libéralisme contre-révolutionnaire des *old whigs* tels que Burke contre un libéralisme contemporain socialiste. Le problème de la définition du libéralisme et de la délimitation d'un étalon historique libéral apparaît d'autant plus clairement que la posture conservatrice adoptée par Strauss, Hayek ou encore Manent, consistant à opposer un libéralisme traditionnaliste et prémoderne à un libéralisme moderne et progressiste est prégnante dans les écrits des intellectuels qui

⁸¹⁷ Nous renvoyons sur ce point aux développements de M. Freedon sur le libéralisme hayékien dans ses différents ouvrages. Voir à titre d'extrait :

« Hayek was a sophisticated thinker who defies easy ideological categorization, though most of his disciples do not. Because of the complexity of his ideological structure, his theories pose a challenge to the analysis of contemporary liberalism more serious than that of Spencer and the nineteenth-century libertarians. Hayek's views were also clearly at variance with the philosophical liberals discussed in the previous chapter, so that he is yet another competitor over the meaning of liberalism, one who partly drew from past traditions yet brought material from recent philosophical and anthropological debates to bear on his scholarly interests. Indeed, Hayek was a very important player in the conversation over the nature of liberalism because he illustrates how much of it is informed by reference to different traditions, both historical and artificial, which retrospectively redefine the conceptions we entertain about the present product. In signalling attachment to a political discourse, Hayek recognized the paramount British component in the development of liberal thought, and regarded Continental liberalism as dominated on the whole by British liberal thinkers.
(...)

An examination of Hayek's position is especially revealing with respect to the currently available conflicting perceptions of liberalism. Because he was a forsworn opponent of rationalist constructivism and yet called himself a liberal, the question arises: if we accept his self-definition, what type of ideology has liberalism now become? » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996.

⁸¹⁸ STRAUSS Leo, *Le libéralisme antique et moderne*, Presses universitaires de France, 1990.

⁸¹⁹ HOLMES Stephen, *TWELVE. The Permanent Structure of Antiliberal Thought* [en ligne], Liberalism and the Moral Life, Harvard University Press, 1989, [consulté le 29 avril 2020].

revendiquent explicitement l'illibéralisme. Comme nous le verrons par la suite, bien que les illibéraux ne tarissent pas de critique à l'encontre de la droite « de gouvernement », qu'il s'agisse de l'ordo-libéralisme et du conservatisme « classique » en Europe continentale, ou du fusionnisme conservateur aux Etats-Unis, leur défense d'une pré-modernité antilibérale induit parfois des hommages aux intellectuels « libéraux » comme Hayek, qui ont tenté de réaliser une synthèse entre conservatisme et libéralisme. Contrairement aux affirmations de Plattner⁸²⁰, les écrits de Legutko témoignent à cet égard de la sympathie des intellectuels « illibéraux » pour le libéralisme culturellement et anthropologiquement « anachronique » d'Hayek⁸²¹. Incidemment, on peut se demander si les chercheurs qui s'intéressent à l'illibéralisme pour le critiquer normativement défendent bien le libéralisme qui est attaqué par les « illibéraux ». En effet, on peut se demander s'il n'existe pas une convergence dans la critique de l'évolution « progressiste » du libéralisme entre les chercheurs qui oscillent entre une grammaire « lockéenne » et « conservatrice » du libéralisme tels Mounk, Zakaria, Fukuyama et Holmes tout en critique sur le plan normatif le populisme « illibéral », et les chercheurs qui emploient une grammaire « conservatrice » du libéralisme comme Furedi et Le Pourhiet sans critiquer ce même populisme.

En résumé, puisque les discours sur le libéralisme et l'illibéralisme sont prisonniers de jeux de langages et de leur dimension contextuelle, il nous semble nécessaire d'adopter une distance critique beaucoup plus importante à l'égard des revendications des acteurs politiques, qu'ils s'auto-désignent comme « libéraux » ou « illibéraux », ainsi que des labellisations idéologiques proposées par les chercheurs qui ne sont pas attentifs à la pluralité des langages du libéralisme. À cet égard, il convient d'évaluer de manière critique la façon dont les conceptualisations de l'illibéralisme tentent de justifier leur (non)positionnement vis-à-vis de

⁸²⁰ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point dans nos développements, puisqu'il a fait l'objet de malentendus, notamment dans l'article de Marc F. Plattner « illiberal democracy and the struggle on the right », puisque selon ce dernier, R. Legutko rejette le conservatisme libéral d'Hayek, alors que l'argument de ce dernier consiste à montrer qu'il n'est plus possible d'être à la fois libéral et conservateur, mais qu'il était parfaitement possible (et honorable) de l'être bien que cela ne soit plus possible en raison de l'évolution du libéralisme. À titre liminaire, voir : LEGUTKO Ryszard, « Was Hayek an instrumentalist? », *Critical Review*, 11, Routledge, 1997.

⁸²¹ « Just as one might no longer share Hayek's vision of the clear boundaries and identifiable nature of the civilization of freedom, one might also doubt whether the liberal-conservative human beings who supposedly created it still exist in modern society. The concept of man that goes back to the venerable tradition of British moderate conservatism does not accord easily with today's cultural idiom, which concentrates more on "marginality" (Gray 1993, 263) and "modularity" (Gellner 1994, 97-102); and any theory that is implicitly built on such a man is bound to look anachronistic. At the same time one must be aware of the limited nature of this complaint: we cannot know for certain if what looks anachronistic today may not look appealingly modern after some unpredictable tide of future history. » *Ibid. Ibid.*

la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme, et plus particulièrement, à la dimension strictement « idéelle » du puzzle conceptuel que nous avons tenté de décrire en nous intéressant aux conflits dans la généalogie de l'illibéralisme.

1.2 Evaluer les dimensions « stratégiques » de la conceptualisation de l'illibéralisme

Pour appréhender les effets de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme dans la conceptualisation de l'illibéralisme – c'est-à-dire le fait que cette conceptualisation reflète les préférences normatives des chercheurs pour certaines définitions du libéralisme et de ses concepts clés, et qu'elle induit une participation au conflit idéologique à l'intérieur du libéralisme entre les différents courants qui tentent de monopoliser le label « libéral – il semble judicieux de s'intéresser aux éléments de convergence et de divergence entre les grammaires lockéennes, conservatrices et progressistes du libéralisme. On peut en effet émettre l'hypothèse selon laquelle le phénomène « illibéral » paradigmatique peut être identifié de façon relativement consensuelle si l'ensemble de ces grammaires convergent dans leur utilisation du terme d'illibéralisme pour décrire un même objet⁸²². Or, si l'on se fie à la cartographie des usages de l'illibéralisme, il est en effet possible d'identifier des convergences entre les grammaires conservatrices et lockéennes du libéralisme en raison de l'incompatibilité qu'elles décrivent entre libéralisme et socialisme. De même, il sera possible d'identifier des éléments de convergence entre la grammaire progressiste et lockéenne sur la description d'une incompatibilité entre le libéralisme et le conservatisme antimoderne, malgré le flou conceptuel enseignant la délimitation de ce conservatisme⁸²³. En s'appuyant sur les constats établis grâce à la comparaison des généalogies de l'illibéralisme, on peut distinguer les conceptualisations de l'illibéralisme propre à chaque grammaire du libéralisme :

⁸²² L'un de ces éléments de convergence pourrait être l'assimilation de l'illibéralisme au fascisme, néanmoins une brève comparaison des emplois de la notion suffit à montrer qu'il s'agit d'un faux consensus, puisque les définitions et délimitations du fascisme varient en elle-même. De plus, de nombreux chercheurs rejettent l'équation entre fascisme et illibéralisme pour les confusions qu'elle engendre et son manque de pertinence heuristique. Sur ce point, voir : LARUELLE Marlene, « 1. Russia's "Fascism" or "Illiberalism"? », in *1. Russia's "Fascism" or "Illiberalism"?*, Cornell University Press, 2021, [consulté le 13 juin 2024].

⁸²³ Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, la critique de la modernité et de la philosophie des lumières est un critère d'identification de l'illibéralisme pour les chercheurs qui emploient une grammaire lockéenne comme Holmes, ce qui les conduit à assimiler le néoconservatisme à l'antilibéralisme, comme peuvent le faire les chercheurs qui mobilisent une grammaire progressiste du libéralisme. Néanmoins, ce critère n'inclut paradoxalement pas les néolibéraux tels que Hayek et les courants du libéralisme critique de l'idéal révolutionnaire et du rationalisme.

- Pour les chercheurs et les intellectuels qui mobilisent une grammaire conservatrice du libéralisme tels que Le Pourhiet ou Furedi, et dont l'interprétation de la tradition libérale repose sur l'opposition entre conservatisme libéral et progressisme (ou socialisme), le concept d'illibéralisme vise à décrire un phénomène de remise en question du libéralisme propre à une « gauche » qui s'étend du libéralisme progressiste au socialisme, et en particulier à des courants idéologiques post-marxistes féministes et décoloniaux. Selon cette grammaire du libéralisme, le périmètre de l'illibéralisme n'inclus pas l'arrivée au pouvoir de la droite nationale-populiste dans les années 2010 à l'inverse l'ensemble du spectre progressiste est logiquement considéré comme *illibéral*, qu'il s'agisse du faux-libéralisme égalitariste et anti-nationaliste de Rawls, du « wokisme » ou plus largement du socialisme et de ses héritiers. Cette conceptualisation de l'illibéralisme repose donc sur une décontestation spécifique de certains concepts clés du libéralisme comme le constitutionnalisme et les droits de l'homme, afin de montrer que ce sont les entités supranationales telles que l'Union Européenne, la CEDH ou l'ONU, ainsi que les partis et les ONG « progressistes » qui produisent une dé-libéralisation et/ou la négation des principes clés du libéralisme.
- Pour les chercheurs et intellectuels qui mobilisent une grammaire lockéenne du libéralisme tels que Holmes, et dont l'interprétation de la tradition libérale repose sur l'opposition entre le libéralisme classique issue des lumières d'un côté, et le conservatisme et le socialisme de l'autre, le concept d'illibéralisme vise à décrire différents phénomènes de remise en question du libéralisme, qui sont identifiés grâce à leur discours critique à l'encontre du libéralisme. Le périmètre de l'illibéralisme se confond donc ici avec un « *communitarianism* » anti-moderne hétéroclite, qui rassemble à la fois le conservatisme réactionnaire, les pensées communautarienne au sens strict et le socialisme. Cette grammaire du libéralisme implique donc de faire de l'illibéralisme un concept *sui generis* en raison de la variété des phénomènes qu'il englobe, de la diversité des positions idéologiques qu'il cherche à décrire, et de leur inscription dans des contextes géo-historique extrêmement variés. Le périmètre de l'illibéralisme est donc centré sur l'avènement d'un moment populiste et identitaire dans les années 2010, qui caractériserait à la fois l'arrivée au pouvoir d'une droite nationalpopuliste dans les PECO puis dans le reste du monde, et le développement d'une gauche identitaire ou « woke ». Cette conceptualisation de l'illibéralisme est

donc caractérisée par certains éléments clés qui sont généralement cumulatifs, comme l'anti-constitutionnalisme, le populisme, les *identity politics* et surtout la critique de l'économie de marché capitaliste. La grammaire lockéenne du libéralisme repose par conséquent sur une décontestation spécifique des notions d'individu, d'universalisme et de rationalisme, ainsi que du concept de constitutionnalisme qui est défini de manière maximaliste afin d'opposer au libéralisme les critiques progressistes et conservatrices des principes hérités du « libéralisme classique ».

- Pour les chercheurs et intellectuels qui mobilisent une grammaire progressiste du libéralisme, et dont l'interprétation de la tradition libérale repose sur l'opposition entre un libéralisme ontologiquement progressiste et le conservatisme – bien que cela n'exclut pas une forme d'adversité avec le socialisme – le concept d'illibéralisme vise à décrire un phénomène de remise en question du libéralisme propre à la droite conservatrice et/ou l'extrême droite. Le périmètre de l'illibéralisme s'étend donc du conservatisme révolutionnaire au national-conservatisme, mais il est également susceptible d'inclure le néoconservatisme et le néolibéralisme. Le phénomène illibéral est donc ici caractérisé par l'avènement d'une nouvelle droite radicale dont la constitution intellectuelle et politique varient selon les traditions politiques. La formation de cette nouvelle droite « illibérale » peut en effet à la fois résulter du basculement illibéral de la droite conservatrice « classique » comme aux Etats-Unis ou en Hongrie, ou d'une opposition avec une droite se réclamant encore du libéralisme en Pologne. Cette conceptualisation de l'illibéralisme est caractérisée par l'identification de certains éléments clés, tels que l'ethno-nationalisme, le nativisme, le traditionalisme, et de politiques de réductions des droits individuels qui visent à la fois les minorités raciales, sexuelles et de genre, et les droits sociaux. La grammaire progressiste du libéralisme se distingue donc principalement par sa décontestation du concept d'universalisme. Elle vise à opposer un débat intralibéral constructif sur l'universalisme, à l'attachement de certains « libéraux » à un universalisme inopérant (et anachronique), mais également à la critique conservatrice de l'universalisme basée sur le maintien des hiérarchies sociales, qu'elles soient économiques, genrées, raciales ou autres.

Par conséquent, on peut voir que la conceptualisation de l'illibéralisme est effectivement prise au piège de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme et de leur instrumentalisation des jeux de langage que nous avons décrits en amont. Cette concurrence n'exclut pas des convergences sémantiques ou géo-historiques entre différentes grammaires, néanmoins, une comparaison plus poussée révèle leurs rivalités. Ainsi le libéralisme progressiste est considéré comme illibéral par Mounk parce qu'il est « identitaire » et « inégalitaire »⁸²⁴, alors qu'il est considéré comme illibéral par Le Pourhiet et Furedi parce qu'il est justement trop égalitaire⁸²⁵. Néanmoins, puisque les grammaires du libéralisme que nous avons identifiées sont des idéaux-types, il est possible que la grammaire du libéralisme mobilisée par certains chercheurs ne s'insèrent pas dans cette typologie. Bien que certains chercheurs appréhendent le libéralisme de manière cohérente avec une seule de ces grammaires dans l'ensemble de leurs travaux parce qu'ils appréhendent le libéralisme avec une approche prescriptive, les chercheurs qui sont attentifs à la pluralité des libéralisme(s) ont logiquement des grammaires du libéralisme qui sont susceptible d'englober ces différentes façons de penser le libéralisme, ce qui est particulièrement visible dans les travaux d'intellectuels anarchistes ou post-marxistes tels que Noam Chomsky et Wendy Brown⁸²⁶.

Du constat de l'incompatibilité entre les différentes grammaires du libéralisme émerge potentiellement une impasse relativiste qu'on peut tenter de schématiser de la façon suivante. Puisque, le spectre de l'appropriation du « libéralisme » s'étend du fascisme au

⁸²⁴ « The identity synthesis has a rich intellectual history. But attempts to apply the core assumptions of this tradition to topics from free speech to race-sensitive public policy have proved counterproductive. Far from solving the real injustices that persist in many countries, it now threatens to exacerbate them. In its current form, the new obsession with identity is a trap. So, in the fourth and final part of this book, I make a wholehearted plea for a universalist alternative to the assumptions and the prescriptions of the identity synthesis.

(...)

Before we proceed, I need to issue an obligatory clarification about what I mean by the term "liberalism." Confusingly, the word has become associated with a partisan political identity in a number of countries. In France, a liberal tends to be right-wing on economic questions. In the United Kingdom, a liberal is sometimes thought to be a supporter of the Liberal Democrats, a political party that competes for votes with both Labour and the Conservatives. In the United States, a liberal is often interpreted as being left-wing on both economic and cultural issues. Indeed, some left-wing writers and politicians whom I would consider *illiberal* because of their advocacy for the popularized form of the identity synthesis are frequently labeled "liberals" by mainstream media outlets ». MOUNK Yascha, *The Identity Trap*, Random House, 2023. p229

⁸²⁵ Voir les extraits précités des travaux de Furedi sur les « culture wars » et ceux de Le Pourhiet sur les droits sociaux « illibéraux ».

⁸²⁶ Nous reviendrons ultérieurement sur la façon dont Wendy Brown conceptualise le libéralisme tout en étant attentive à la pluralité des traditions libérales. S'agissant de Chomsky, on peut noter qu'il défend l'existence d'une filiation entre le libéralisme « classique », le « nouveau libéralisme » de Dewey et son « *libertarian socialism* ». Voir : CHOMSKY Noam, *Government in the Future*, Seven Stories Press, 2005.

communisme, le spectre de l'anti-libéralisme peut inversement s'étendre du communisme au fascisme sans qu'il existe une quelconque parenté entre ces positions « illibérales ». Pour résoudre ce problème, les approches compréhensives du libéralisme proposent généralement de reconsidérer le concept de libéralisme en établissant des critères pour classer ses différentes appropriations, qu'elles soient apologétiques ou critiques. Cet exercice implique toutefois de réaliser un arbitrage plus ou moins important à l'égard du conflit inтраidéologique libéral, qui pourra toujours être contesté d'un point de vue méthodologique et idéologique. Ainsi, Freedén réalise un arbitrage « fort » à l'égard du conflit idéologique intralibéral puisque selon lui le conservatisme et le libertarianisme sont idéologiquement distinct du libéralisme, ce qui le conduit à exclure du périmètre libéral les intellectuels conservateurs, même s'ils revendiquent explicitement le libéralisme comme H. Spencer ou F. Hayek⁸²⁷. Néanmoins, on peut voir que cette classification n'est pas nécessairement partagée par les autres chercheurs qui ont recouru à une approche compréhensive du libéralisme. À titre d'exemple, on peut voir que selon Audard qui réalise un arbitrage « modéré », il n'est pas pertinent d'exclure Hayek du périmètre libéral bien qu'il soit logique de le faire pour les autres « néolibéraux » tels que Friedman en raison de leur ultra-conservatisme⁸²⁸. Enfin, on peut noter que Duncan Bell conteste la délimitation opérée par M. Freedén en défendant un arbitrage « minimaliste » basé sur un critère empirico-conceptuel⁸²⁹, qui conduit à l'inclusion dans le périmètre libéral de l'ensemble des positions défendues au nom du libéralisme et reconnues comme libérales

⁸²⁷ On peut d'ailleurs noter que la position de Freedén n'est pas constante sur ce point, où plutôt, qu'il module l'utilisation du terme « libéral » dans ses écrits en fonction des contextes, c'est-à-dire en raison du jeu de langage. Ainsi, lorsque Freedén s'intéresse au libéralisme sur le plan strictement idéologique, il exclut les *free-marketers* du périmètre libéral, toutefois, quant il s'intéresse à l'histoire du libéralisme dans une perspective historique comparative, il décrit Hayek comme un libéral s'étant arrêté l'époque victorienne :

« Certain liberals, notably Hayek, unceremoniously brought the liberal story to a halt at that point and claimed that it had abandoned the only true liberal narrative – that of constitutional constraints, the dispersal of individual effort and knowledge, and the benefits and pleasures derived from the exercise of free choice in a society of like-minded free choosers.¹ But the constitutional narrative of liberalism – Hayekian or other – was, and is, itself a powerful one, offering a strong state in a limited sphere in order to focus the liberal story on the spatial clearing of an individual domain, rather than on the temporal promotion of individual development. At that juncture constitutional liberalism – a 'horizontal' liberalism of equilibrium and constraints – drifted apart from welfare liberalism – a 'vertical' liberalism of movement and enablement – though constitutionalism was still a secondary theme in the latter version. » FREEDEN Michael, « European Liberalisms », *European Journal of Political Theory*, 7, SAGE Publications, 2008.

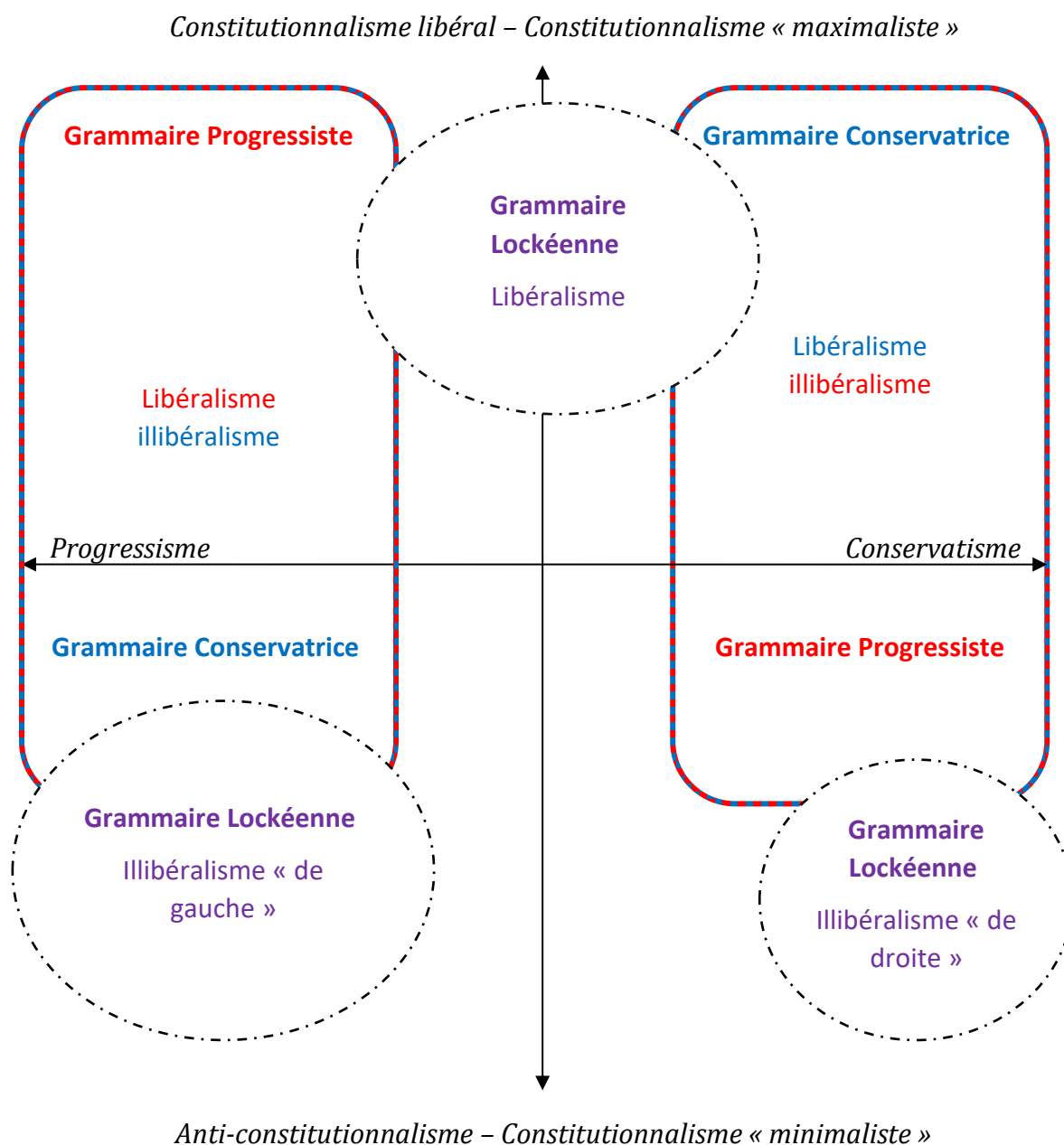
⁸²⁸ AUDARD Catherine, *Qu'est-ce que le libéralisme?*, Gallimard, 2009.

⁸²⁹ « I open with a critique of some existing interpretive protocols used to delimit political traditions, before introducing (in Section II) a new way of conceptualising liberalism, suggesting that it can be seen as the sum of the arguments that have been classified as liberal, and recognised as such by other self-proclaimed liberals, across time and space » BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, 2014.

par les autres libéraux pendant au moins deux générations, c'est-à-dire un spectre qui s'étend du libertarianisme à la social-démocratie⁸³⁰.

⁸³⁰ « If we adopt an unqualified summative position—defining liberalism as the totality of positions termed liberal—then the tradition would now traverse the spectrum from fascism to communism. This is an implausibly expansive view. Hence the epistemic limit: only those positions affirmed at some point in time by groups of self-proclaimed liberals should be included. This allows us to map the universe of liberalism(s), though it raises another question: how widely held must a particular interpretation be for inclusion? Can any usage (by a self-proclaimed liberal) expand the boundaries of liberalism? There is no simple answer to this threshold question—scholars will adopt different inclusion criteria depending on their purposes and methodological inclinations. My own view is that to stake a claim for inclusion there must be sustained usage by numerous prominent ideological entrepreneurs over at least two generations. Otherwise, the bar for inclusion is set too low. That H.G. Wells declared himself a “liberal fascist” is nowhere near enough to warrant incorporating fascism into the liberal tradition, for barely anyone else followed him along that idiosyncratic path. But contra Freeden and others, “libertarianism” clearly meets the entry criteria. So too do the social democratic arguments scorned by libertarians. » *Ibid.*, *Ibid.*

On peut essayer de représenter le « jeu de langage » en question à travers un schéma⁸³¹ :



Ce « jeu de langage » explique pourquoi selon Tushnet, Frankenberg et Garcia, il est plus facile d'employer la notion d'autoritarisme pour décrire l'arrivée au pouvoir de la droite « populiste » en Europe, plutôt que de faire référence à un concept d'illibéralisme qui sera

⁸³¹ Voir description en annexe

ontologiquement contesté pour des raisons idéologiques. À ce stade, on peut donc se demander s'il est possible de formuler une définition du libéralisme à la fois pertinente sur le plan socio-historique, fidèle à l'histoire plurielle des libéralismes, et satisfaisante pour la conceptualisation de l'illibéralisme.

Toutefois, puisque comme D. Bell⁸³², la visée de notre recherche n'est pas de proposer une nouvelle théorie libérale permettant de dépasser ces conflits intellectuels, ni de justifier sur le plan normatif l'emploi de la meilleure grammaire du libéralisme, mais d'interroger la pertinence du concept d'illibéralisme, il semble possible de reconsidérer le problème de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme. De fait, plutôt que de partir de la théorie vers la pratique – ou du haut vers le bas – en se demandant quel est le « faux-libéralisme » d'un point de vue historique ou quel est le libéralisme le moins cohérent d'un point de vue philosophique, on peut à l'inverse partir de la pratique en se demandant quelle est la grammaire du libéralisme la plus adéquate pour penser et décrire le phénomène illibéral qu'on cherche à appréhender. En effet, rien n'oblige à faire de l'illibéralisme le « *counter-concept* » ou l'antithèse du libéralisme. On peut donc (partiellement) résoudre le problème de la superposition entre le phénomène illibéral et ce qui est considéré comme libéral lorsqu'on emploie certaines grammaires en détachant le concept d'illibéralisme de celui de libéralisme, c'est-à-dire en le considérant de manière autonome⁸³³. Par conséquent, si on utilise la même démarche contextualiste que D. Bell pour définir l'illibéralisme, en considérant que l'illibéralisme est la somme des arguments défendus par des illibéraux auto-proclamés et reconnus comme tels par d'autres illibéraux pendant deux générations, on est contraint de partir du postulat selon lequel le centre de gravité de l'illibéralisme est à droite – qu'on

⁸³² « In what follows I neither attempt to adjudicate between these competing interpretations nor present a new substantive liberal theory. Instead, I seek to reframe the way in which the liberal tradition is understood. » BELL Duncan, *op. cit.*, *Ibid.*

⁸³³ Pour clarifier notre propos, on peut présenter l'approche que nous cherchons à défendre pour résoudre le problème relativiste de la définition du libéralisme comme une tentative de conceptualisation de l'illibéralisme qui ne soit pas réductible à l'anti-libéralisme. Plutôt que de tenter de conceptualiser l'illibéralisme de manière purement anhistorique, en s'appuyant sur un corpus d'idées illibérales impossible à définir de façon consensuelle, on peut en effet partir du « bas » en se demandant quelles sont les idées des illibéraux auto-proclamés, puis en identifiant la grammaire du libéralisme avec laquelle elles sont cohérentes. Pour simplifier, notre démarche empirico-conceptuelle et contextualiste vise à chercher quel est le « libéralisme » qui est cohérent idéologiquement avec l'illibéralisme, tout en étant attentif au jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme et aux malentendus sémantiques qu'il peut engendrer.

considère cette droite comme conservatrice ou non – bien que l’illibéralisme ne soit explicitement revendiqué que depuis les années 2010.

Or, on peut constater que la conceptualisation du libéralisme de Freedén, qui repose sur une grammaire « progressiste » du libéralisme, est particulièrement appropriée pour penser et conceptualiser un illibéralisme « de droite » parce qu’elle adopte une perspective « étique » - qui ne tient peu ou pas compte de l’intention des auteurs d’un discours quel qu’il soit⁸³⁴. Cette approche permet donc de dépasser la dimension « linguistique » du jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme, c'est-à-dire le fait que l’idéologie illibérale puisse être défendue au nom du libéralisme dans les contextes où le langage conservateur du libéralisme est dominant, et au nom de l’illibéralisme dans les contextes où les autres langages du libéralisme sont prégnants. De même, la définition du libéralisme de Freedén permet de comprendre en quoi les pratiques illibérales sont historiquement présentes dans les démocraties libérales occidentales, ce qui permet de comprendre le fait que la généalogie de l’illibéralisme relève simultanément du conservatisme « anti-libéral » (qu’il soit nationaliste ou révolutionnaire), et du conservatisme libéral « classique ». Dit autrement, la grammaire du libéralisme de Freedén permet de conceptualiser l’illibéralisme tout en étant attentif à la pluralité des langages du libéralisme et aux confusions qu’elle est susceptible de générer. Ainsi, selon lui, tant Reagan que Thatcher sont des conservateurs idéologiquement opposés au libéralisme, bien que l’un revendique le libéralisme tandis que l’autre le rejette. Par conséquent, il est logique que l’illibéralisme soit aujourd’hui approprié et revendiqué par des acteurs politiques

⁸³⁴Voir sur ce point cet extrait que nous avons déjà partiellement cité mais qui est restitué dans son intégralité du fait de son importance pour comprendre l’enjeu de cette approche :

« There is of course another eventuality, crucial to the analyst of ideologies, that is eclipsed in Skinner's emphasis on face-value intentionality and the truth-value of individual utterances. It is the problem of the fit between the self-perception of a holder of beliefs and their actual contents. The issue at stake is not the illocutionary force of an utterance, but the subsequent intention to put a particular ideological gloss on one's own political statements, as in 'my views are those of a true socialist'. It may very well be that an intention to be counted under a particular flag is simply invalidated by the understanding of others. In the best of all possible worlds, one who calls her or himself a socialist will indeed be one. In all other worlds, a disjuncture may occur between the self-classification of a socialist and the distinguishing marks of socialist thought as understood within that individual's social environment or by other available yardsticks outside that society. For example, the forms of 'democratic socialism' practised in former communist systems present little evidence of a family resemblance with Western social democracy, and suggest that the terms may have been stretched beyond conventionally acceptable limits, or that they covered more than one concept due to different conventions developing in West and East respectively. But nor can we permit the external imposition of an ideological identity totally alien to or rejected by an individual who holds political beliefs with some modicum of rationality. It would not do merely to tell a *laissez-faire* libertarian that he or she is not, contrary to their own assertion, within the liberal camp. The challenge is for them to explain on what view of liberalism they justify their claim to a space within that camp and to assess this against competing interpretations of liberalism ».

FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p103

conservateurs, qui pouvaient historiquement revendiquer un libéralisme « conservateur » et qui le font encore pour certains d'entre eux. La grammaire du libéralisme mobilisée par Freedén participe toutefois nécessairement à la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme. La question qui se pose est donc la suivante : peut-on justifier le fait d'employer la grammaire « progressiste » du libéralisme d'un point de vue analytique pour penser l'illibéralisme, même si cela implique de prendre part au conflit (intra)idéologique libéral *in fine* malgré le fait d'être parti du « bas », c'est-à-dire de la revendication de l'illibéralisme ? Selon nous, notre cadre conceptuel basé sur l'emploi de la notion de jeu de langage semble pouvoir justifier de façon non normative cette possibilité, car elle montre en quoi la grammaire « progressiste » du libéralisme est la plus pertinente et la plus cohérente pour penser le phénomène contemporain de remise en question du libéralisme.

2. Justifier le recours à une grammaire progressiste du libéralisme

Bien que nous ne soyons loin de pouvoir traiter de façon complète – voire même synthétique – l'ensemble des implications de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme dans la réflexion sur l'illibéralisme, il convient d'éclairer les implications de la nature essentiellement contestée du libéralisme dans la conceptualisation de l'illibéralisme en s'appuyant sur le cadre théorique de M. Freedén⁸³⁵. En prenant comme point de départ la réflexion proposée par S. Kim dans le cadre du *Asian values debate* on peut selon nous cerner

⁸³⁵ Pour une synthèse du propos de Freedén sur les conflits idéologiques intralibéraux et ses implications épistémologiques, nous renvoyons à cet extrait et à l'article en question :

« The struggle among the liberal contenders and pretenders is over the legitimacy of one conceptual combination as against another. It is a battle for monopolizing liberal political language, enacted both in the arenas of national and international politics and in the campuses of political philosophers. But the debates among scholars of liberalism should be over what constitutes the irreducible liberal kit – both in ideas and in practices – and over which optional extras can be tagged on without crossing various boundaries into non-liberal domains. Whether different national traditions see liberalism as equipped with fundamentally diverse irreducible kits is largely a question of empirical ascertainment. »

(...)

In order to analyse European liberalism within a framework of comparative political thought we need to establish criteria, however halting and temporary, against which we can assess its various forms. A modest beginning may be made by offering ten propositions, in no particular order, about how we might view liberalism comparatively, based not on timeless axioms but on the scholarly knowledge we have accumulated concerning the actual and ascertainable idea-systems of liberalism in the early 21st century. Though the epistemologies through which we approach liberalism may themselves mutate, in a comparative project we can do no better than proffer our understandings of liberalism as the interplay between epistemology, empirical evidence and scholarly interpretation at a point in time. » FREEDEN Michael, « European Liberalisms », *European Journal of Political Theory*, 7, SAGE Publications, 2008.

le problème que nous cherchons ici à mettre en exergue (2.1) et montrer qu'il est impossible de dépasser la contestabilité essentielle du libéralisme bien que cela n'empêche pas de conceptualiser l'illibéralisme (2.2).

2.1 Apprécier la cohérence des conceptualisations de la relation entre libéralisme et illibéralisme : l'exemple du *asian values debate*

Comme nous avons tenté de le montrer en comparant les conceptualisations de l'illibéralisme développées pendant les années 1990 dans le cadre de l'échec de la transitologie et du « *asian values debate* » et les conceptualisations contemporaines de l'illibéralisme dans le contexte du « moment populiste », la pluralité des langages du libéralisme génère des impasses analytiques et épistémologiques dans la définition d'un « libéralisme paradigmatique », ce qui a conduit des chercheurs comme Mark Tushnet à abandonner (partiellement) l'entreprise en question en définissant le libéralisme de façon minimaliste⁸³⁶. On peut donc se demander si la pluralité des libéralismes et des langages du libéralisme n'induit pas une impasse relativiste qui invalide la possibilité de déterminer cet étalon libéral. De même, cette pluralité suggère qu'il est difficile de penser l'illibéralisme de manière globale, puisque le libéralisme remis en question dans chaque contexte géo-historique n'est pas le même, ce qui limitera la pertinence de chaque conceptualisation de l'illibéralisme à chacun de ces contextes précis. Pour éclairer le problème que nous cherchons à rendre intelligible de façon plus explicite, on peut ici s'appuyer sur le travail de clarification conceptuelle réalisé par Sungmoon Kim⁸³⁷. Dans le

⁸³⁶ Mark Tushnet, « Varieties of Liberal Constitutionalism », in *Routledge Handbook of Comparative Constitutional Change* (Routledge, 2020).

⁸³⁷ On peut paradoxalement noter que la nécessité de s'appuyer sur le *Asian values debate* pour conceptualiser l'illibéralisme n'a pas manqué d'être relevé par les éditeurs du RHI, bien que cela n'ait conduit à aucune réflexion critique sur la définition de la démocratie illibérale de F. Zakaria et sur la relation entre communautarisme et libéralisme. À cet égard, notre propos vise ici à contredire l'affirmation de A. Sajó et R. Uitz selon laquelle le *Asian values debate* s'est conclu de manière insatisfaisante pour la recherche contemporaine :

« There is debate about the exact cultural factors that facilitate illiberal social solutions. Is there a traditional, historically determined Eastern European peasant tradition that welcomes the reinforcement of very conservative, often religious practices (e.g. in matters of family and gender) and authority-based obedience? Are the illiberal elements in the illiberal constitutional regimes of East Asia related to a unique cultural or historic trajectory, and – conversely – is the impact of Asian specificities (such as Confucian influences) limited? Does the restriction of fundamental freedoms in the name of “harmony” (as mandated by the Constitution of Singapore, Neo 2019) differ in its consequences from those applied in the name of national identity (or even national security)? Is this cultural tradition (if it exists) dependent on “Asian values”?

(...)

While the debate on Asian values faded away (in an inconclusive way) the research question is more important than ever, given the influence of the Chinese model of managing society, which reinforces illiberalism (as collectivism and étatism) in a growing number of societies. » UITZ András Sajó Renáta, « A Compass for Illiberalism Research », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

cadre de sa défense normative d'un confucianisme démocratique et libéral⁸³⁸, ce dernier montre en quoi l'opposition entre le modèle libéral « universaliste » du consensus de Washington et la culture asiatique confucéenne (et communautarienne) qui a été revendiqué par certains acteurs politiques et intellectuels⁸³⁹, est trompeuse sur le plan politique, et incohérente sur le plan normatif. Pour ce faire, Kim rappelle d'abord que le libéralisme repose historiquement sur l'idéal représentatif, ce qui relativise considérablement son opposition potentielle avec l'élitisme méritocratique défendu au sein de certaines pensées confucéennes⁸⁴⁰. Puis, il montre en quoi les intellectuels qui défendent une démocratie illibérale et confucianiste – tels que D. A. Bell – proposent en réalité des modèles de « démocratie » qui sont très proche des régimes autoritaires « libéraux » qui existaient jusqu'alors, de par leur défense des hiérarchies sociales et politiques et leur rejet de l'idéal démocratique⁸⁴¹. Enfin, Kim montre que la conception du confucianisme méritocratique de D. A. Bell est paradoxalement identique à celle de chercheurs tels que Tongdong Bai, qui considèrent que le confucianisme est compatible avec le libéralisme mais pas avec la démocratie⁸⁴². Kim relativise donc ultimement l'opposition entre « libéraux » et « antilibéraux » dans le cadre du *Asian values debate* en montrant que les deux camps se rejoignent dans leur rejet de la démocratie et du libéralisme « égalitaire ». Kim montre

⁸³⁸ Sur ce point, nous renvoyons aux échanges entre D. A. Bell et S. Kim, qui sont particulièrement éclairants et riches d'enseignements pour la conceptualisation de l'illibéralisme.

⁸³⁹ SUBRAMANIAM Surain, « The Asian Values Debate » [en ligne], *Asian Affairs: An American Review*, Taylor & Francis Group, 2000, [consulté le 20 février 2024].

⁸⁴⁰ « Is it fair to compare good Confucian ethics, which is reconstructed solely with reference to ancient Confucian classics, to bad liberal practices that betray liberal ethics and ideals? Furthermore, is the “respect and deference toward educated and public-spirited politicians” a distinctively Confucian ethic? Since James Madison, no conscientious liberal constitutionalist has understood modern representative democracy merely as a system that lets the people decide whatever they want. Quite the contrary, meritocracy understood as good leadership/statesmanship has been an integral part of liberal representative democracy, and liberal democrats have always tried to constrain unrestrained democratic populism by means of various constitutional-institutional apparatuses including checks and balances and judicial review. » KIM Sungmoon, « Confucian Democracy in East Asia », sur *Cambridge Core* [en ligne], Cambridge University Press, publié le février 2014, [consulté le 30 avril 2020].

⁸⁴¹ « Therefore, scholars remain unclear regarding whether or not Confucian democracy thus understood can be a robust democratic political practice in any realistic sense without having liberal constitutionalism (consisting of checks and balances, an independent judiciary, judicial review, etc.) as an institutional backdrop. In this sense, it is quite ironic that when some of the Confucian critics of liberal democracy articulate their Confucian democratic institutional vision more directly, quite often they do not merely go beyond liberal democracy but leave out democracy in toto. » *Ibid.*

Voir également : KIM Sungmoon, « Just Hierarchy », *Perspectives on Politics*, 19, 2021.

⁸⁴² Sur les travaux de T. Bai et la défense d'un libéralisme confucéen non-démocratique, voir : KIM Sungmoon, « Liberalism without Democracy? », *The Review of Politics*, 83, 2021.

Sur la convergence entre D. A. Bell et T. Bai, voir : KIM Sungmoon, « To Become a Confucian Democratic Citizen », *British Journal of Political Science*, 43, 2013.

également en quoi le « libéralisme » défendu par les libéraux, et attaqué par les défenseurs d'un modèle « asiatique » à la fois confucéen et autoritaire dans le cadre du *asian values debate* est peu, voire pas du tout représentatif de la pluralité de la tradition libérale⁸⁴³. En effet, comme nous avons pu le voir lors de notre comparaison des travaux de Zakaria et D. A. Bell, leur grammaire du libéralisme n'inclut que le libéralisme lockéen ou conservatrice et pas le libéralisme progressiste et « égalitaire » – ou de façon extrêmement limitée et localisée. Kim montre donc en quoi les intellectuels nord-américains qui conceptualisent l'illibéralisme opposent pensées communautariennes et libéralisme – ou libéralisme et démocratie – parce qu'ils ne prennent pas en compte la diversité des pensées libérales ; et qu'ils ne mobilisent pas les théories d'intellectuels libéraux tels que Dewey, attentifs à la dialectique entre individu et communauté, ou entre libertés individuelles et démocratie⁸⁴⁴. Or, ce libéralisme est selon Kim parfaitement compatible avec le confucianisme démocratique, contrairement au libéralisme de la « guerre froide » qui est à la fois très peu démocratique et peu compatible

⁸⁴³ « It is true that while many liberal philosophers (especially in the Kantian-Rawlsian strand) construct their normative political theory of liberal democracy on the assumption of rightsbased individualism, there is a valid normative and methodological ground for disagreement with such attempts. In fact, the communitarian critiques of liberalism in the West during the 1980s and the 1990s revolved around just this problem. More specii cally, when communitarians criticized John Rawls's A Theory of Justice , their major focus was on his philosophical apparatus of the original position and the Kantian deontological reconstruction of the liberal self as a socially unencumbered self. Put differently, the debate was between social, civic, or communitarian liberals and deontological liberals, not between antiliberals and liberals. None of the communitarian critics of (deontological) liberalism took issue with liberalism as a political system (i.e., liberal constitutionalism) or as a political practice (i.e., public freedom and citizen rights). It is one thing for Confucian communitarian democrats, who are deeply inspired by Western communitarians, to engage critically with a certain brand of liberal political philosophy; it is another to reduce liberal politics to deontological liberalism. » KIM Sungmoon, *op. cit.*

⁸⁴⁴ « I do not deny that the current version of rights-based individualism, dominant in the United States, is problematic – for one, because of its absolutist claim that excludes self-restraint and sacrifices common solidarity. I also concede that the global dissemination of this particular version of liberalism is a serious problem. However, we should not mistake the currently dominant extreme version of rights-based individualism for the kind of individualism that its early modern originators actually had in mind (i.e., moral and social individualism), especially since they founded the political theory of liberal constitutionalism on it. Thus understood, it is even more problematic to oppose communitarianism to liberal moral/social individualism and to the liberal politics of social contract, however opposed it may be to Cartesian individualism. In this regard, it is revealing that three key advocates of communitarianism (Walzer, Sandel, and Taylor) have reservations about being labeled communitarians. None of them deny wholesale the ethical and political value of moral individualism; nor do they understand communal bonds and moral/social individualism as mutually exclusive. Quite the contrary, their shard conviction is that moral individualism and viable communitarianism reinforce each other and, in a profound sense, are mutually constitutive. Here the rights discourse is not in itself the problem; it is rather an important component of (liberal) social life that must be reasonably moderated and balanced with the view of the common good. None of them problematize liberalism on the basis of ontology;43 rather, they uphold a liberalism that is civic/public-minded – whatever the name is, civic liberalism, liberal republicanism, or communitarianism – while resisting Cartesian ontology and criticizing its transgression into the realm of politics and ethics. » *Ibid.*

avec le libéralisme égalitaire et civique de Dewey⁸⁴⁵. Dit autrement, S. Kim réfute simultanément la thèse « culturaliste » du choc des civilisations et la thèse « universaliste » de la fin de l'histoire en montrant que la grammaire du libéralisme qui est mobilisée par l'ensemble des chercheurs et des intellectuels qui participent au *asian values debate* est incomplète et incohérente. S. Kim réalise ainsi la même opération intellectuelle à l'égard du confucianisme, puisqu'il montre en quoi le confucianisme « sélectionné » pour s'opposer au libéralisme est peu représentatif de la tradition confucéenne dans son ensemble, ce qui conduit à une opposition caricaturale entre un modèle « asiatique » confucéen intrinsèquement autoritaire, et un modèle « occidental » intrinsèquement libéral et démocratique⁸⁴⁶.

Comme nous le suggère la cartographie des usages de la notion d'illibéralisme que nous avons réalisé, il semble judicieux de s'inspirer des analyses de Kim pour conceptualiser l'illibéralisme en appréciant la cohérence des grammaires du libéralisme utilisées au sein de la littérature académique. Pour tenter de dépasser le problème de la contestabilité essentielle du concept de libéralisme en justifiant l'emploi d'une grammaire du libéralisme spécifique pour penser l'illibéralisme, on peut donc se demander si :

- a) Les intellectuels illibéraux et les chercheurs conceptualisant l'illibéralisme emploient la même grammaire du libéralisme que celle qui est mobilisée dans le contexte du phénomène qu'ils cherchent à décrire. Si ce n'est pas le cas, des confusions peuvent en résulter puisque les concepts de libéralisme et d'illibéralisme sont susceptibles de se superposer en s'appliquant aux mêmes objets (et aux mêmes idées), ce qui implique des convergences impensées entre « libéraux » et « illibéraux ».
- b) Les grammaires du libéralisme mobilisées pour penser l'illibéralisme sont fiables, c'est-à-dire qu'elles sont attentives à la pluralité des langages du libéralisme tout étant cohérente avec le phénomène illibéral qu'elles cherchent à décrire et pertinente sur le plan heuristique.

⁸⁴⁵ Sur ce point, voir notamment ce chapitre : KIM Sungmoon (dir.), « In Defense of Confucian Democratic Welfarism », in *Confucian Democracy in East Asia: Theory and Practice*, Cambridge University Press, 2014, [consulté le 3 juin 2024].

⁸⁴⁶ KIM Sungmoon, « To Become a Confucian Democratic Citizen », *British Journal of Political Science*, 43, 2013
KIM Sungmoon, *Public Reason Confucianism*, Cambridge University Press, 2016.

De fait, il est effectivement possible de constater la récurrence de ce schéma dans la littérature contemporaine, comme en témoigne la centralité des notions d'individualisme, d'universalisme dans la conceptualisation de l'illibéralisme de S. Holmes et plus largement dans celle des chercheurs et intellectuels qui mobilisent la grammaire lockéenne du libéralisme⁸⁴⁷. Ainsi, bien que Holmes – contrairement à Zakaria – rappelle qu'il existe bien une dialectique entre individu et communauté au sein de la pensée libérale « classique » d'Adam Smith, Benjamin Constant et John S. Mill ; il fait de la critique de l'individualisme libéral, de l'universalisme et de la méritocratie des caractéristiques fondamentales de l'antilibéralisme. Par conséquent selon Holmes, le communautarisme – c'est-à-dire selon lui la critique de l'individualisme au nom du primat de la communauté – est ontologiquement antilibéral qu'il soit de « droite » comme celui d'Alasdair MacIntyre, ou « de gauche » comme celui de Michael Sandel et Michael Walzer⁸⁴⁸. Il est frappant qu'au sein du RHI, le *communitarianism* est presque systématiquement considéré comme une idéologie à part entière qui serait la matrice conceptuelle de l'ensemble des antilibéralismes, au point que l'intégralisme catholique de Patrick Deneen⁸⁴⁹ et Adrian Vermeule⁸⁵⁰ est régulièrement décrit

⁸⁴⁷ « Hostility to liberal individualism and the apotheosis of a presumably redemptive community, taken together, constitute the enduring core of the antiliberal mindset. Expressed obscurely in attacks on a nonexistent liberal atomism, resentment of really existing liberal individualism is the existential stance that ties together antiliberalism's various camps and manifestations. Resentment against asocial individualism provides the emotional drive behind all-too-familiar antiliberal jeremiads against liberalism's non-discriminating universalism, rootless cosmopolitanism, spiritually vacuous materialism, intellectual and social pluralism, non-hysterical openness to legal immigration, non-prudish acceptance of untraditional families, moral skepticism, humanitarianism without borders, decadence, permissiveness, philistinism, and hostility to tradition. To understand antiliberalism, therefore, we need to start by explaining the centrality of individualism to the liberal idea ». HOLMES Stephen, « The Antiliberal Idea », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

On peut d'ailleurs noter que cet grammaire du libéralisme est partagé par des chercheurs non hostiles au communautarisme tels que P. Pettit

⁸⁴⁸ HOLMES Stephen, *TWELVE. The Permanent Structure of Antiliberal Thought* [en ligne], Liberalism and the Moral Life, Harvard University Press, 1989, [consulté le 29 avril 2020].

⁸⁴⁹ « Instead of taking the autonomous individual as an axiological starting point, communitarianism centres upon the community and communally defined (higher) goods: "justice," "solidarity," "perfection," "salvation," etc. From a communitarian perspective, the individual can only enjoy genuine freedom by taking anthropological needs of belonging (to an ethical community) seriously. Therein lies the heart of the conflict between liberalism and communitarianism: From a liberal theoretical perspective, communitarianism equals non-liberalism. From a communitarian perspective, liberalism is (dangerously) anti-social unless confined, rectified, or even repressed. As Patrick J. Deneen in his recent critique of liberalism puts it, "the underpinnings of our inherited civilized order – norms learned in families, in communities, through religion and a supporting culture – would inevitably erode under the influence of the liberal social and political state" (2018, xiii). » FRICK Marie-Luisa, « Illiberalism and Human Rights », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁸⁵⁰ Voir à titre de d'exemple cet extrait :

« In seeking to reshape human rights, illiberal actors attempt to foster a counternarrative to oppose what is seen as the restless expansion of Western-style individualism. Therefore, as with the global right and populism, illiberalism displays a strong penchant for communitarianism, infused with references to natural morality. This communitarian aspiration emerges from a recent essay by Harvard Professor Adrian Vermeule (2020). The essay

comme une forme de « communautarianism », malgré le fait que ces derniers ne fassent jamais référence aux théories communautarienne « classique » ou qu'ils les rejettent⁸⁵¹. Comme nous l'avons déjà mentionné, cette même conception du libéralisme permet à Mounk et Fukuyama de faire des « *critical studies* » et plus largement de la *new left* – dont les principaux avatars seraient le « wokisme » et la « cancel culture » – l'un des épicentres de l'illibéralisme car ces courants idéologiques seraient farouchement opposés à l'universalisme, l'individualisme et la méritocratie⁸⁵². Or, comme le rappelle Kim, les auteurs qui sont conventionnellement associés au communautarianisme, tels que Sandel ou Walzer, limitent en réalité leur critique du libéralisme au cadre théorique déontologique de Rawls et au « libéralisme de la guerre froide », puisque cette critique n'inclut ni le libéralisme politique, ni le modèle juridico-politique de la démocratie libérale⁸⁵³. Par conséquent, on peut logiquement rejoindre Kim en estimant que la critique du communautarianisme formulée par Holmes est

can be seen as the peak of Vermeule's longstanding effort to build a coherent theory of illiberal constitutionalism. In opposition to "left liberals' overarching sacramental narrative [and] the relentless expansion of individualistic autonomy," Vermeule proposes a theory which he tags "common- good consti-tutionalism." The theory is a form of substantive moral constitutionalism that seeks to impose a vision of the conservative good life. This vision is forged outside of the legal order (Dyzenhaus 2020) and is grounded in a natural morality that echoes many of the preoccupations vis- à- vis gender raised by thinkers such as Grégor Puppink (2018). Vermeule (2020) invokes, inter alia, the necessity of providing a moral reading of the Constitution's ambiguities and advocates for moral legislation, contrary to the (urban- gentry liberal) abomination according to which each individual may "define one's own concept of existence, of meaning, of the universe, and of the mystery of human life" – with the implied consequence that phenomena such as parenting in non- conventional settings or unchecked abortion must be curbed. » MANCINI Susanna et PALAZZO Nausica, « The Body of the Nation », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁸⁵¹ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point qui est crucial pour l'entreprise de morphologisation idéologique de l'illibéralisme.

⁸⁵² Néanmoins on peut voir que même au sein du RHI, cette approche de l'illibéralisme qui est très proche de celle des auteurs conservateurs est contesté :

« The left's discontent with liberalism is longstanding and protean. The left (and I acknowledge that this chapter has refrained from defining the term in any rigorous manner) has alternated between seeing liberalism as excessively moderate and latently repressive. Going back to the French Revolution, the left has often (always?) functioned as a space for exploring liberalism's tensions, for arguing that the complexities and uneasy compromises on which it rests cannot be sustained or are an imperfect basis for politics. Yet an examination of the left's arguments against liberalism also reveals their symbiotic relationship. Though liberalism is a moving target of left critique, the elements of liberal politics that leftists take to task are always tied, at least implicitly, to elements they accept or embrace. Left illiberalism is not so much an anti- liberalism *per se* as an imminent critique of liberalism's unresolved tensions, paradoxes, and gray areas. » BEHRENT Michael C., « Left and New Left Critiques of Liberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁸⁵³ « None of the communitarian critics of (deontological) liberalism took issue with liberalism as a political system (i.e., liberal constitutionalism) or as a political practice (i.e., public freedom and citizen rights). It is one thing for Confucian communitarian democrats, who are deeply inspired by Western communitarians, to engage critically with a certain brand of liberal political philosophy; it is another to reduce liberal politics to deontological liberalism. » KIM Sungmoon, « Confucian Democracy in East Asia », sur *Cambridge Core* [en ligne], Cambridge University Press, publié le février 2014, [consulté le 30 avril 2020].

exagérée, voire qu'elle est incohérente⁸⁵⁴ ; et considérer, comme Freedman et Rosenblatt, que le conflit entre Rawls et les communautariens est un débat intralibéral et non un conflit entre libéraux et antilibéraux. De plus, on peut d'ailleurs noter que les pensées communautariennes – même celles qui sont explicitement conservatrices et « réactionnaires » comme celle de MacIntyre⁸⁵⁵ – ne sont jamais mobilisées par les intellectuels qui revendiquent explicitement l'illibéralisme. De même, les intellectuels qui défendent un libéralisme sceptique inspiré par le pragmatisme tels que Rorty peuvent difficilement être considérés comme « antilibéraux » malgré leur critique de l'universalisme et des Lumières, d'autant qu'ils sont précisément critiqués par les « illibéraux » pour leur relativisme moral et leur anti-fondationalisme⁸⁵⁶. Derrière la critique de la société libérale moderne des postlibéraux américains tels que Vermeule et Deneen se trouve donc une dénonciation systématique d'un libéralisme « progressiste » de gauche, qu'il soit individualiste ou communautarien, rationaliste et contractualiste ou sceptique et relativiste. Or, on peut voir au sein des études de l'illibéralisme que les tenants de la grammaire « lockéenne » du libéralisme ne font jamais référence au libéralisme « progressiste » de gauche dans leur conceptualisation de l'illibéralisme, alors qu'il s'agit précisément du libéralisme qui est attaqué et dénoncé par les intellectuels illibéraux. À

⁸⁵⁴ « Although I appreciate Stephen Holmes's presentation of liberalism as political theory and practice, I think his charge of communitarians as antiliberals is too strong, even misleading. See his *The Anatomy of Antiliberalism* (Cambridge, MA: Harvard University Press, 1996). » *Ibid.*

⁸⁵⁵ Nous ne pouvons pas rendre justice ici aux apports qu'offrirait la réflexion sur l'œuvre de MacIntyre et sur sa réception dans la pensée conservatrice et plus particulièrement chez les *post-liberals* pour la conceptualisation de l'illibéralisme. De manière (trop) sommaire, on peut indiquer que l'œuvre de MacIntyre en dépit de son conservatisme et de son catholicisme conduit à une critique du libéralisme concurrente à celle qui est formulée par les « autres » courants intellectuels conservateurs et catholiques, qu'ils soient néoconservateurs (comme le montre les critiques qui sont formulées à son encontre par P. Manent) ou intégralistes et postlibéraux. En raison de son aristotélisme « d'obédience wittgensteinienne », de sa critique simultanée (mais modérée) des lumières et du thomisme et de son « acceptation pragmatique » du gouvernement libéral, MacIntyre est considéré comme un antilibéral par les libéraux conservateurs tels que P. Manent et comme un catholique trop libéral par les intégralistes.

Sur la réception de MacIntyre en France, nous renvoyons à : DESCOMBES Vincent, « Alasdair MacIntyre en France », *Revue internationale de philosophie*, 264, De Boeck Supérieur, 2013.

Sur les dissensions entre MacIntyre et les postlibéraux, notamment P. Deneen, voir : WOLFE C. J., « Introduction to the Symposium » [en ligne], *Perspectives on Political Science*, Routledge, 2015, [consulté le 14 juin 2024] LUTZ Christopher, « No One Is Minding the Store » [en ligne], *Perspectives on Political Science*, Routledge, 2015, [consulté le 14 juin 2024] PINKOSKI Nathan, « Why Alasdair MacIntyre is not a Conservative Post-Liberal », *The Political Science Reviewer*, 43, 2019.

⁸⁵⁶ Voir à titre d'exemple cet extrait :

« The second wave of this revolution begins as an explicit criticism of this view of humanity. Thinkers ranging from Rousseau to Marx, from Mill to Dewey, and from Richard Rorty to contemporary "transhumanists" reject the idea that human nature is fixed. They adopt the first-wave theorists' idea that nature is subject to human conquest and apply it to human nature itself. » DENEEN Patrick J., *Why Liberalism Failed*, Yale University Press, 2019.

l'image du libéralisme défendu par Zakaria dans le cadre du *Asian values debate*, le libéralisme défendu par les acteurs politiques et les chercheurs qui emploient une grammaire lockéenne n'est pas celui qui est idéologiquement attaqué par les illibéraux, bien qu'il puisse l'être de manière sémantique en raison du jeu de langage entre libéralisme et anti-libéralisme. En revanche, le libéralisme attaqué par les illibéraux est bien celui qui est décrit dans l'histoire des idées libérales dressée par Rosenblatt et Freedon, car ces derniers font du libéralisme progressiste le cœur (méconnu) de la tradition libérale.

Loin d'être condamnée à une impasse relativiste, la conceptualisation de l'illibéralisme semble donc possible en recourant à une épistémologie s'appuyant sur les outils de la philosophie du langage ordinaire de Wittgenstein et Austin. En effet, il est possible d'apprécier la pertinence des conceptualisations de l'illibéralisme propre à chaque grammaire du libéralisme, en comparant la délimitation du phénomène illibéral qu'elle induit à son contenu idéologique et à sa généalogie. Pour le dire autrement, bien que la façon dont on labellise un phénomène ou une tradition soit toujours contestable, ce qui peut laisser penser que le concept d'illibéralisme possède une élasticité infinie ; il n'en résulte pas une impasse théorique car il est empiriquement possible de savoir quel est le libéralisme remis en question par les *illibéraux*, à condition d'être attentif à la pluralité des grammaires du libéralisme et d'adopter une posture réflexive à l'égard du langage du libéralisme employé dans le cadre du phénomène étudié.

2.2 Les différents arguments appuyant l'emploi d'une grammaire progressiste du libéralisme pour conceptualiser l'illibéralisme

On peut tenter de résumer la dimension épistémologique de notre démonstration de la manière suivante. Même si on laisse de côté la conceptualisation du libéralisme (et des idéologies) de M. Freedon parce qu'elle implique un arbitrage « fort » à l'égard du conflit idéologique intralibéral (et une participation « normative » à ce dernier) et qu'elle n'est pas entièrement satisfaisante sur le plan épistémologique, on peut néanmoins justifier l'emploi de son cadre théorique pour penser l'illibéralisme. Pour cela, on peut s'appuyer sur les arguments développés dans les autres approches compréhensive et pluraliste du libéralisme, notamment celles de Serge Audier, Catherine Audard, Ruth Abbey et Duncan Bell, afin de

défendre l'emploi d'une grammaire progressiste du libéralisme sans réaliser directement un arbitrage au sein du conflit idéologique intralibéral. Selon nous, on peut isoler deux types d'arguments qu'on présentera ici de manière synthétique, et qui seront développés dans la suite de notre recherche.

Le premier de ces arguments qui est d'ordre historique et linguistique, est que la notion de jeu de langage permet de rendre intelligible le fait que l'appropriation croissante de l'illibéralisme au sein du conservatisme traduit l'avènement d'un nouveau stade dans la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme où il n'est plus opportun ni cohérent pour les acteurs politiques conservateurs de revendiquer le libéralisme, tant pour des raisons idéologiques, que par opportunisme « sémantique » (c'est-à-dire par adaptation à l'hégémonie du néolibéralisme), que ce soit dans les PECO ou dans le reste du Nord global. De ce point de vue, notre argument est qu'il est possible d'amender les arguments « contextualistes » avancés par Audard et Duncan Bell pour justifier l'inclusion d'une partie du conservatisme dans le libéralisme, en montrant que certaines formes de conservatisme ne peuvent plus être inclus dans le périmètre libéral, car ces « conservateurs »⁸⁵⁷ ne se définissent plus comme libéraux et qu'ils ne sont plus décrits comme tel par les autres courants du libéralisme et du conservatisme. En effet, la revendication croissante de l'illibéralisme au sein des droites conservatrices dans le monde s'inscrit dans une tendance historique d'abandon progressif de l'étiquette « libérale », afin éviter la confusion avec un libéralisme qui semble de plus en plus orienté à gauche. Ce phénomène résulte en premier lieu des succès du « nouveau libéralisme », puis de l'hégémonie intellectuelle du libéralisme déontologique et égalitariste Rawlsien, ce qui est admis explicitement par les défenseurs les plus zélés du libéralisme « conservateur » tels que Hayek et Friedman⁸⁵⁸. Or, la résurgence

⁸⁵⁷ On notera ici que l'emploi du terme de conservatisme est précisément discutable dans ce cas pour décrire cette « nouvelle » droite, néanmoins pour des raisons didactiques, nous continuerons à employer ce terme avant de le questionner à la fin de notre recherche.

⁸⁵⁸ Sur ce point, nous renvoyons aux développements de M. Freeden qui a abondamment mobiliser cet argument pour appuyer l'inclusion des *free-marketers* dans le conservatisme :

« It may be suggested that there is a methodological flaw here. Perhaps, rather than comparing Hayek's thought with the key concepts of liberalism and finding him wanting, we should begin by searching for his core concepts and appraise mainstream 'liberalisms'—many of which were denied that epithet by Hayek—in relation to the presence or absence of Hayek's true liberal ideological structure. The answer to this is twofold. First, because the subject of this book is ideologies, not political philosophies, our interest lies not in ascertaining the rightness of one approach or the other, but the relation of any approach to the defining features of existing and empirically demonstrable ideological discourses, conversations, systems, or families. When we permit ourselves to claim that Mill is a liberal and Hayek is not, this is—bearing in mind the different ways researchers perceive their subject-matter — a statement concerning markedly distinct conceptual structures. Hayek himself came to

d'un langage « conservateur » du libéralisme en raison de l'hégémonie croissante du néolibéralisme à partir des années 1980 ne fera qu'amplifier ce processus, car il est de plus en plus difficile pour les conservateurs d'assumer les conséquences socio-économiques des politiques néolibérales défendues au nom du « libéralisme ». Dans le même temps, il devient de plus en plus opportun de mobiliser une rhétorique identitaire ethno-nationaliste et une grammaire progressiste du libéralisme, pour confondre néolibéralisme et libéralisme progressiste, afin de s'attaquer à un (nouveau) libéralisme, coupable d'être trop perméable envers les revendications des minorités de genre, sexuelles et raciales⁸⁵⁹. De ce point de vue, il est nécessaire d'être particulièrement attentif à l'interprétation conceptuelle de la relation entre la réflexion sur les causes socio-économiques de la montée de l'illibéralisme (et du populisme en général)⁸⁶⁰ et la conceptualisation de l'illibéralisme. Le fait de considérer que c'est un « libéralisme non démocratique »⁸⁶¹ qui est responsable structurellement de l'avènement d'un moment « illibéral » est *logique* dans les contextes géo-historiques où la grammaire conservatrice du libéralisme est prédominante du fait de l'hégémonie du néolibéralisme. Néanmoins, ce constat nécessite d'interroger de manière critique l'appartenance de ce « libéralisme non démocratique » à l'idéologie libérale en elle-même pour éviter l'existence d'un angle mort quant à la possibilité d'une remise en question du libéralisme par ce même « libéralisme non-démocratique » néolibéral⁸⁶².

recognize the difference of his approach. While unenthusiastic about the term 'libertarianism', he wrote: 'I (p.311) have racked my brain unsuccessfully to find a descriptive term which commends itself. » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996., p310

⁸⁵⁹ Nous reviendrons ultérieurement sur cette idée qui constitue notre thèse dans la thèse, A titre liminaire, on peut néanmoins relever que cette analyse était déjà celle de S. Audier en 2009 et qu'elle se transpose parfaitement aux développements contemporains de l'illibéralisme comme nous le verrons par la suite :

« Face à la crise avérée du néo-libéralisme, entendu comme « fondamentalisme de marché », la droite ne peut plus s'afficher comme libérale : elle a besoin, plus que jamais, de compenser sur le plan des « valeurs » les impasses socio-économiques du présent, et de se laver les mains de ses propres responsabilités historiques, en opérant un réarmement doctrinal centré sur les idées d'ordre, de règles, de devoir, de responsabilité, de communauté et de « moralisation » des mœurs et du capitalisme – et en imputant à la gauche « soixante-huitarde », d'un même geste, les désordres de la spéculation financière et les souffrances sociales des milieux populaires. Elle a besoin de réanimer les symboles d'une République fantasmée, et même parfois de réactiver un horizon et un héritage religieux. Faute d'un travail réel d'égalisation sociale, elle a besoin de réinventer l'imaginaire d'une Nation unifiée et volontariste face aux périls extérieurs de l'immigration et de la mondialisation. » AUDIER Serge, *Néolibéralisme(s)*, Grasset, 2012.

⁸⁶⁰ MUDDE Cas, « Populism in Europe », *Government and Opposition*, 56, 2021.

⁸⁶¹ *Ibid.*

⁸⁶² Comme nous le verrons par la suite, cette réflexion est d'autant plus nécessaire que le « libéralisme non-démocratique » se confond lui-même partiellement avec le populisme ethno-nationaliste sur le plan socio-politique.

Enfin, notre deuxième argument empirico-conceptuel est que la notion de jeu de langage permet de clarifier conceptuellement la définition de l'illibéralisme, car elle permet de limiter l'influence des biais performatifs dans l'appréhension du phénomène. Dit autrement, il est possible selon nous d'utiliser la notion de jeu de langage pour dépasser conceptuellement les appropriations multiples du libéralisme et de l'anti-libéralisme.

De fait, contrairement à Rosenblatt et Freedon, aucun des chapitres du RHI ne fait référence à la révolution conservatrice des années 1980 ou ne mentionne les discours et politiques « illibérales » de Reagan et Thatcher, alors que la *Reagan-Thatcher society* participe ostensiblement à la constitution d'une internationale « illibérale » et à l'organisation d'évènements rassemblant l'ensemble de l'extrême droite européenne par le biais de la *NatCon*⁸⁶³. Le fait que dans certains travaux, Thatcher et Reagan sont considérés comme des libéraux et sont explicitement décrits comme tels alors que leurs « héritiers » revendiqués sont considérés comme des illibéraux attestent des contradictions qui sont générés par le jeu de langage propre au terme de libéralisme. Ce jeu de langage implique donc d'interroger et de repenser la conceptualisation de l'illibéralisme à la lumière de la concurrence des différentes grammaires du libéralisme, qui est à la fois causé par la performativité inégale des « langages du libéralisme » selon les contextes géo-historiques, et par l'influence des conflits (intra)idéologiques au sein de la littérature.

De plus, on peut également appuyer cet argument contextualiste en montrant que l'élasticité du concept d'illibéralisme n'est pas infini contrairement à ce que peuvent laisser penser ses appropriations « conservatrices », car le phénomène de remise en question du libéralisme est uniquement présent au sein de la droite conservatrice, et non de la gauche, qu'elle soit libérale, socialiste, post-marxiste, féministe ou décoloniale. Pour défendre cet argument, nous nous appuyons ici sur les travaux de Rosenblatt et Freedon, mais également sur la définition

⁸⁶³ Voir à titre d'exemple : <https://nationalconservatism.org/natcon-rome-2020/about/>. On peut noter que cette participation et la revendication de cet héritage fait l'objet du même traitement inégal dans la presse que dans la littérature académique, puisque la NatCon est présentée comme une rupture avec l'héritage de Reagan et Thatcher dans les articles qui mobilisent une grammaire lockéenne du libéralisme. Voir à titre d'exemple : Hannah Gurman, « At the National Conservatism Conference, Thatcher's Ghost Was Haunting the Proceedings », <https://jacobin.com/2023/05/natcon-post-liberalism-thatcherism-anti-woke-right>. ; « "National conservatives" are forging a global front against liberalism », *The Economist*, <https://www.economist.com/briefing/2024/02/15/national-conservatives-are-forging-a-global-front-against-liberalism>.

« pluraliste » du libéralisme proposée par Abbey afin d'expliquer le caractère essentiellement contesté du concept de libéralisme. En effet, selon cette dernière, le libéralisme se caractérise par son caractère dynamique, c'est-à-dire le fait que l'idéologie libérale se reformule constamment au cours de l'histoire pour rester cohérente avec ses principes fondamentaux que sont la liberté, l'égalité, l'universalisme et la tolérance. Par conséquent, s'il est systématiquement possible de critiquer le libéralisme d'un point de vue « progressiste » car le libéralisme *réellement existant* est toujours en décalage avec ce que ses principes sont censés garantir, cette critique n'est en aucun cas antilibérale ou illibérale. La dimension ontologiquement « progressiste » du libéralisme semble donc expliquer pourquoi le libéralisme « politique » n'est pas remis en question par la gauche (contemporaine), alors qu'il l'est par la droite conservatrice. L'illibéralisme apparaît de ce point de vue comme un phénomène (ou une idéologie) de rejet du « progressisme », qui vise le libéralisme et non le socialisme, en raison de la quasi-disparition de ce dernier dans le langage politique ordinaire. Cette hypothèse expliquerait également pourquoi l'illibéralisme serait particulièrement prégnant au sein de l'extrême droite ou de la droite radicale – ce qui éclaire accessoirement le fait que selon Tushnet, seul l'illibéralisme de la droite ethno-nationaliste est susceptible d'induire un basculement autoritaire – tout en étant tangible au sein du conservatisme de façon générale, ce qui permet de comprendre la présence d'une « pente illibérale » au sein des droites, y compris celles qui revendiquent le libéralisme pour s'opposer à l'extrême droite.

Conclusion Chapitre IV.

Afin d'interroger la pertinence du concept d'illibéralisme, nous avons tenté de résoudre le puzzle conceptuel que nous avons décrit au début de notre enquête, en utilisant la notion de jeu de langage, emprunté à la philosophie du langage ordinaire. Nous avons donc essayé d'explorer les différentes facettes des problèmes conceptuels qui naissent de la polysémie du terme de « libéralisme », dont résulte notamment l'interchangeabilité potentielle entre les concepts de libéralisme et d'illibéralisme, en nous intéressant aux dimensions « historique » et « idéologique » de ce jeu de langage.

En nous appuyant sur les travaux de Michael Freeden et Helena Rosenblatt, nous avons cherché dans un premier temps à rendre intelligible le problème soulevé par la pluralité des langages du libéralisme, c'est-à-dire le fait qu'il était conventionnellement possible de mobiliser des définitions du libéralisme variées et contradictoires en raison de la façon dont l'idéologie libérale s'est construite. On peut donc justifier empiriquement (c'est-à-dire historiquement ou sociologiquement) l'emploi d'une grammaire conservatrice, lockéenne ou progressiste du libéralisme en raison de la dimension performative de ces langages, puisqu'ils se sont sédimentés historiquement dans chaque « arène politique » au gré de leurs circulations depuis la fin du XVIII^e siècle. Dans un second temps, nous avons essayé de décrire puis de résoudre l'impasse « épistémologique » propre à la définition du libéralisme. En effet, puisque notre cartographie des usages de la notion nous a montré que les conceptualisations de l'illibéralisme reflétaient des rivalités *intraidéologiques* dans la monopolisation du libéralisme et de son historiographie, il semble impossible de conceptualiser l'illibéralisme de façon satisfaisante, puisque le problème de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme se superpose à celui de la pluralité des langages du libéralisme. De fait, le concept d'illibéralisme est nécessairement *asymétrique* puisqu'il vise systématiquement à décrire un phénomène de remise en question du libéralisme qui n'est pas toujours revendiqué ou pensé en tant que tel. À l'image du néolibéralisme, dont la conceptualisation est systématiquement contestée du fait de son manque d'appropriation, il semble impossible de parvenir à déterminer de façon consensuel un étalon « illibéral », qu'il soit empirique ou théorique. Ainsi, chaque phénomène ou chaque théorie décrit comme « illibérale » pourra être décrite comme « libéral » par un individu qui emploie une grammaire du libéralisme distincte, malgré l'existence de certaines convergences sémantiques entre les grammaires lockéennes et

conservatrices sur un illibéralisme de gauche et entre les grammaires lockéennes et progressistes sur un illibéralisme de droite. Ce constat interroge donc la pertinence du concept et il invite à première vue à considérer l'illibéralisme comme une rhétorique dont le contenu idéologique est relatif à chaque contexte géo-historique, à l'image du populisme et du nationalisme. Or, malgré la pluralité des langages du libéralisme et l'impasse épistémologique que nous venons de décrire, il est selon nous possible de préserver la fonction originelle du concept en justifiant de façon non-normative l'emploi d'une grammaire *progressiste* du libéralisme pour penser l'illibéralisme. Pour ce faire, il est nécessaire de repenser la relation entre l'illibéralisme et antilibéralisme, en partant du « bas », c'est-à-dire de la revendication de l'illibéralisme. Ainsi, plutôt que de penser le phénomène illibéral dans une perspective binaire opposant libéralisme et antilibéralisme, nous avons tenté de montrer qu'il était opportun de se demander quelle était la grammaire du libéralisme employée par les acteurs politiques et les intellectuels qui revendique *positivement* l'illibéralisme, puis de trouver quel était le *libéralisme* cohérent idéologiquement avec cette appropriation. Dit autrement, il s'agit de se demander quel est le libéralisme auxquels s'oppose les illibéraux auto-proclamés, puis de chercher quels sont les *libéraux* qui s'oppose également à ce même libéralisme.

Par conséquent, notre hypothèse est qu'il nécessaire de ne plus considérer l'illibéralisme comme l'antithèse d'un libéralisme monolithique et homogène, mais comme un phénomène idéologique de remise en question d'un libéralisme *progressiste* cohérent avec le libéralisme *conservateur* et partiellement compatible avec le libéralisme *lockéen*. De fait, cette hypothèse serait à même d'expliquer l'existence d'une continuité souvent impensée entre la révolution conservatrice (et néolibérale) des années 1980 et le moment « illibéral » actuel. Il apparaît donc nécessaire de compléter les conceptualisations de l'illibéralisme les plus prometteuses à l'aune de cette hypothèse, ce qui nécessite dans un premier temps de reconsidérer la délimitation du phénomène illibéral, tant sur le plan géo-historique qu'intellectuel (chapitre 5), avant de nous intéresser à la morphologie idéologique de ce phénomène et à sa relation avec le conservatisme (chapitre 6).

Chapitre V. Délimiter le phénomène illibéral

« “Illiberalism” doesn’t objectively describe any natural grouping of political phenomena. It’s a synonym for opposition to—and now, perhaps, the impending failure of—the regime of universal individual rights that American power was supposed to establish. Anyone whose goals are counter to this particular aim—whether he is a socialist, conservative, nationalist, tribalist, Islamic fundamentalist, or whatever else—contributes to what one headline calls “Illiberalism: The Worldwide Crisis.” Except that there is no crisis. People are simply much less interested in becoming liberals than liberals had supposed ».

Yoram Hazony, « There’s No Such Thing as an ‘Illiberal’ », Wall Street Journal, 4 août 2017

« The hostile environment that made originalism a useful rhetorical and political expedient is now gone. Outside the legal academy, at least, legal conservatism is no longer besieged. If President Donald Trump is reelected, some version of legal conservatism will become the law’s animating spirit for a generation or more ; and even if he is not, the reconstruction of the judiciary has proceeded far enough that legal conservatism will remain a potent force, not a beleaguered and eccentric view. Assured of this, conservatives ought to turn their attention to developing new and more robust alternatives to both originalism and left-liberal constitutionalism. It is now possible to imagine a substantive moral constitutionalism that, although not enslaved to the original meaning of the Constitution, is also liberated from the left-liberals’ overarching sacramental narrative, the relentless expansion of individualistic autonomy. Alternatively, in a formulation I prefer, one can imagine an illiberal legalism that is not “conservative” at all, insofar as standard conservatism is content to play defensively within the procedural rules of the liberal order ».

Adrian Vermeule, « Beyond Originalism », The Atlantic, 31 mars 2020

« It is better for us libertarians and conservatives to be together and follow Burke and Meyer into a neo-fusionist path, before our bona fide conservative intellectuals, pushed to the extreme by our corporatocratic elites and their loyal woke hordes, decide to follow the Counter Enlightenment path. So even if libertarians and conservatives seem opposed at times, we both belong together as different sides of the same golden coin, counterbalancing each other excesses, and recognizing each other’s value. Only through virtue, we can get order and freedom, understood as self-government, and only through free self-government we can get prosperity. There is no other way ».

Ugo Stornaiolo S., « Libertarian, Conservative, and Postliberal: Is There a Common Ground for the Right? », Mises Institute, 28 août 2022.

Introduction Chapitre V.

Après avoir tenté de montrer en quoi le recours aux outils conceptuels de la philosophie du langage ordinaire permettait de résoudre certaines impasses dans la conceptualisation de l'illibéralisme, il convient désormais de basculer progressivement de la cartographie des usages du concept d'illibéralisme à la réflexion théorique sur le phénomène illibéral en lui-même. Maintenant que nous avons formulé l'hypothèse selon laquelle l'emploi d'une grammaire progressiste du libéralisme était la plus pertinente pour conceptualiser l'illibéralisme – voire la condition préalable à l'emploi du concept – nous allons donc chercher à découvrir ce qu'elle apporte à la délimitation géo-historique et à la compréhension d'un phénomène illibéral qui semble de plus en plus difficile à définir de façon satisfaisante et « opérationnelle ». On peut d'ailleurs noter que notre enquête conceptuelle aurait pu débiter avec la présente réflexion si nous étions partis du postulat selon lequel les définitions du libéralisme proposées par des chercheurs tels que Michael Freeden ou Helena Rosenblatt étaient les plus pertinentes, sans s'intéresser au préalable à la pluralité des langages du libéralisme et à ses implications dans la conceptualisation de l'illibéralisme et dans l'appropriation de l'illibéralisme ; c'est-à-dire en recourant à une approche prescriptive ou essentialiste de l'illibéralisme similaire à celle qui est la plus courante dans la littérature. De ce point de vue, nous allons chercher à montrer ici quels sont les apports de ce « détour », parce qu'il permet selon nous d'éclairer la question épineuse du lien entre illibéralisme et conservatisme, et d'appuyer les analyses qui défendent l'argument selon lequel le phénomène illibéral doit être pensé dans la continuité de la réflexion sur le néolibéralisme.

Pour comprendre en quoi la délimitation du phénomène illibéral nécessite de s'intéresser à la relation entre illibéralisme, conservatisme et néolibéralisme, on peut résumer de la façon suivante le stade actuel de notre enquête sur le concept d'illibéralisme :

1. Derrière l'emploi croissant du terme d'illibéralisme se dissimule des confusions et des conflits idéologiques sur la fonction attribuée au concept, son contenu analytique et sa délimitation géo-historique qui aboutissent à des usages contradictoires et symétriquement opposés de la notion, au point que le terme est parfois interchangeable avec celui de libéralisme.

2. Pour rendre intelligible et trier ces différentes façons de penser l'illibéralisme et d'appliquer le label à des régimes, des mouvements et des acteurs politiques ou des courants de pensée, nous avons distingué différentes grammaires du libéralisme, c'est-à-dire différentes façons de définir le libéralisme et d'interpréter sa généalogie, ce qui nous a conduit à distinguer schématiquement trois grammaires idéal-typiques du libéralisme, à savoir la grammaire lockéenne (le libéralisme comme idéologie de la modernité occidentale), la grammaire progressiste (le libéralisme comme idéologie égalitariste) et la grammaire conservatrice (le libéralisme comme idéologie traditionnaliste).
3. Après avoir indiqué qu'il existait un jeu de langage propre aux termes de libéralisme et d'illibéralisme parce qu'il existe de multiples conventions qui sont susceptibles de guider l'emploi « scientifique » du terme et son appropriation « ordinaire » dans le langage politique, en raison de la pluralité des langages du libéralisme et de l'hétérogénéité des traditions libérales, nous avons essayé de montrer que les approches prescriptive ou *essentialiste* de l'illibéralisme (qui sont les plus courantes dans la littérature académique) remettent en question la pertinence même du concept d'illibéralisme parce qu'elles ne peuvent pas résoudre les impasses qui résultent de l'interchangeabilité latente entre les termes de libéralisme et d'illibéralisme selon les aires de langages étudiées.
4. Simultanément, nous avons également progressivement affiné la réflexion sur les fonctions potentielles du concept d'illibéralisme, ce qui nous a conduit au problème suivant : à moins que la fonction du concept d'illibéralisme soit d'appréhender une rhétorique antilibérale (à l'image du populisme à l'égard des élites), il va être nécessaire de résoudre le problème de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme, c'est-à-dire le fait qu'il est impossible de définir le libéralisme sans exclure du périmètre libéral certains courants et acteurs politiques se revendiquant du libéralisme en raison de l'importance des conflits intraidéologiques au sein de la galaxie libérale. Par extension, cela signifie que certains de ces courants, intellectuels ou partis considérés comme « libéraux » vont potentiellement être inclus dans le périmètre de l'illibéralisme.
5. Puisqu'il est impossible de définir le libéralisme de manière « sommative », c'est-à-dire en additionnant l'ensemble des propositions normatives défendues au nom

du libéralisme ou en trouvant des positions médianes, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle il était plus judicieux d'employer une grammaire progressiste du libéralisme pour conceptualiser l'illibéralisme. Le phénomène illibéral doit donc être appréhendé comme la remise en question d'un libéralisme spécifique et non comme une négation de tout ce qui a pu être désigné comme libéral, ce qui nécessite de comprendre quelle est la relation entre ce phénomène et « l'anti-progressisme » libéral (le libéralisme « conservateur »). Dit autrement, nous cherchons désormais à comprendre *comment* et *pourquoi* des acteurs politiques et des intellectuels « de droite » revendiquent une rhétorique antilibérale en plaçant le libéralisme « à gauche », plutôt que de s'approprier un libéralisme « de droite » en dénonçant un antilibéralisme de gauche pour défendre les mêmes idées.

Puisque le fait de penser l'illibéralisme comme une rhétorique nous semble être l'hypothèse la moins pertinente pour la science politique et ses sous-disciplines, il faut donc se demander ce que le fait d'employer une grammaire progressiste du libéralisme apporte au concept d'illibéralisme, que sa fonction soit de décrire un basculement autoritaire (qu'il s'agisse d'un processus de dé-libéralisation, ou d'un changement de régime) ou de décrire la dimension idéelle de ce phénomène (qu'il s'agisse d'une idéologie ou non). Or, le fait d'employer cette grammaire progressiste induit une rupture radicale avec la définition et la délimitation géo-historique la plus courante au sein de la littérature⁸⁶⁴. Comme nous le montre notre cartographie des usages de la notion, lorsqu'on emploie une grammaire lockéenne du libéralisme, l'illibéralisme est communément pensé comme une forme de populisme majoritaire s'opposant à un libéralisme élitiste et constitutionnaliste en raison d'une réaction conservatrice et protectionniste à l'encontre de la globalisation économique résultant de l'hégémonie du libéralisme depuis les années 1990. On trouve selon nous la formulation la plus claire et la plus cohérente de cette interprétation du « nœud historique »⁸⁶⁵ de l'avènement de l'illibéralisme dans l'extrait suivant :

⁸⁶⁴ C'est-à-dire, celle qui est employée par Zakaria et qu'on retrouve dans le RHI, qui repose sur les grammaires conservatrices et lockéennes du libéralisme.

⁸⁶⁵ Nous renvoyons sur ce point aux développements de notre premier chapitre. Voir : HAYAT Samuel, « Étudier les idées en révolution. Questions de méthode », in *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Presses universitaires du Septentrion, 2017, [consulté le 12 août 2024].

« The engines of neoliberal, market-led globalization, which appeared un-paralleled in power after the fall of the Berlin Wall, seem to have come to a screeching halt. So, too, has the confidence or at least the hope that democracy, in tandem with markets, was on an inevitable course to expand happily ever after. In the West, what is common across otherwise wildly different cases is a distrust for existing parties, deep inequalities coupled with extreme polarization of the political spectrum, and the desire for anti-establishment politicians to clean up corruption and restore responsiveness to their constituencies. On both sides of the Atlantic, opponents of free trade and critics of globalization are organizing; so are ethnic nationalists, who see an opening for more authoritarian politics. More often than not, elections turn into tri-bunals on the establishment, with the judgment turning against the elites and the status quo.

(...)

We contend that the variegated forms of illiberalism — much like variegated neoliberalization patterns (Brenner et al. 2010) — materialize in otherwise very different contexts at the same historical moment because they have a set of common denominators. Illiberal tendencies seek to partially reshape neoliberal practices and ideas of the past half-century—the politics of no alternative that posited the inevitability of globalization and the superiority of market solutions—at a moment where these practices and ideas no longer seem legitimate in the core countries of the North Atlantic. While progressives have been criticizing neoliberalism for a long time, it is the right-wing critique of neoliberalism that is much more successfully redoing neoliberalism, and, potentially, undoing liberal democracy in the West and beyond »⁸⁶⁶.

L'illibéralisme est donc communément pensé comme la *réaction* envers un « néolibéralisme » compris comme une forme plus ou moins radicale de libéralisme économique ou comme l'idéologie de la mondialisation et/ou du capitalisme contemporain⁸⁶⁷. Le phénomène illibéral est donc considéré comme le produit de l'idéologie dominante du début du XXe siècle, en particulier de ses effets socio-économiques (l'accroissement des inégalités, le développement d'une fracture entre des populations rétives à la mondialisation et des « élites » favorables à cette dernière) et politiques (la crise de la souveraineté et de l'Etat-nation entre autres.)⁸⁶⁸.

⁸⁶⁶ WEINMAN Michael D. et VORMANN Boris, « From a Politics of No Alternative to a Politics of Fear », in *The Emergence of Illiberalism*, Routledge, 2020.

⁸⁶⁷ La façon d'appréhender le néolibéralisme étant elle-même source de malentendus et d'ambiguïtés, on peut ici indiquer que cette relation de causalité entre illibéralisme et néolibéralisme est défendue indépendamment de la définition de ce dernier, que le néolibéralisme soit utilisé comme un concept désignant le stade contemporain du capitalisme, ou comme une « rationalité politique » distincte du capitalisme en lui-même. Sur cette dichotomie, voir notamment : DARDOT Pierre, « Le capitalisme à la lumière du néolibéralisme », *Raisons politiques*, N° 52, 2013.

⁸⁶⁸ A titre non-exhaustif sur ce point, voir notamment le chapitre rédigé par Andrea Pető dans le RHI parce qu'il défend de manière claire et cohérente l'ensemble de ces narratifs consistant à opposer un illibéralisme

Dit autrement, la genèse du phénomène illibéral est pensée à travers une lecture qu'on peut qualifier de « Polanyienne » parce qu'elle repose consciemment ou non⁸⁶⁹ sur la thèse du « double mouvement » développée par K. Polanyi dans son ouvrage *La grande transformation* :

« Let us return to what we have called the double movement. It can be personified as the action of two organizing principles in society, each of them setting itself specific institutional aims, having the support of definite social forces and using its own distinctive methods. The one was the principle of economic liberalism, aiming at the establishment of a self-regulating market, relying on the support of the trading classes, and using largely laissez-faire and free trade as its methods; the other was the principle of social protection aiming at the conservation of man and nature as well as productive organization, relying on the varying support of those most immediately affected by the deleterious action of the market— primarily, but not exclusively, the working and the landed classes— and using protective legislation, restrictive associations, and other instruments of intervention as its methods»⁸⁷⁰.

La transposition de cette thèse au « nœud historique » actuel consiste donc à penser l'illibéralisme comme le contre-mouvement du (néo)libéralisme – de manière parallèle à celui du fascisme face au libéralisme dans les années 1920 - ce qui explique pourquoi l'illibéralisme est souvent pensé comme une forme de protectionnisme voire d'anti-capitalisme, en rupture avec un « conservatisme classique »⁸⁷¹ participant au consensus libéral sur le plan économique (le marché) et politique (la démocratie représentative) :

familialiste et conservateur face à un néolibéralisme individualiste et féministe, tout en rappelant que le néolibéralisme institue un modèle « néo-patriarcal ». A titre d'extrait, voir le passage suivant :

« Gender plays an important symbolic role as one of the key tenets of illiberalism's counterhegemonic narrative. As mentioned before, illiberalism is an openly ideological answer to the technocratic "there is no alternative" (TINA) approach; it is an anti-modernist response to the modernist, neoliberal model of society. As such, this counternarrative is deeply gendered. It is centred around the concept of the traditional family and fuelled by the rejection or redefinition of the key concepts, tools, and postulates of emancipatory politics; such as the universal human rights paradigm, gender mainstreaming, gender studies, equality in education, minority rights, etc. »

On retrouve également la description de ce lien de causalité et la critique de ce néolibéralisme individualiste et « progressiste » du fait de sa perméabilité envers un certain type de féministe, dans les travaux de Nancy Fraser, voir : FRASER Nancy, *Scales of Justice*, Columbia University Press, 2009 FRASER Nancy, « From Progressive Neoliberalism to Trump – and Beyond », in *Identity Trumps Socialism*, Routledge, 2023.

⁸⁶⁹ Voir notamment : SAMUR Tuğberk, « Karl Polanyi's The Great Transformation », sur <https://www.illiberalism.org/> [en ligne], [consulté le 13 août 2024].

Pour des exemples de référence explicite à la thèse du « double mouvement » de K. Polanyi, voir notamment : SCHEIRING Gábor, « The Social Requisites of Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021. ; CZECH Sławomir et KASSNER Maciej, « Understanding the Rise of Illiberal Populism in Central and Eastern Europe. Insights from Scholarship Influenced by Karl Polanyi », *Forum for Social Economics*, 52, Routledge, 2023.

⁸⁷⁰ POLANYI Karl, *The Great Transformation*, Farrar & Rinehart, Incorporated, 1944.

⁸⁷¹ Nous employons le terme de « conservatisme classique » sans le définir puisqu'il s'agit d'une expression couramment utilisée par les intellectuels illibéraux et dans la littérature, qui fait l'objet d'usages à la fois

« The fascist solution of the impasse reached by liberal capitalism can be described as a reform of market economy achieved at the price of the extirpation of all democratic institutions, both in the industrial and in the political realm. The economic system which was in peril of disruption would thus be revitalized, while the people themselves were subjected to a reeducation designed to denaturalize the individual and make him unable to function as the responsible unit of the body politic.

(...)

A country approaching the fascist phase showed symptoms among which the existence of a fascist movement proper was no necessarily one. At least as important signs were the spread of irrationalistic philosophies, racist aesthetics, anticapitalistic demagoguery, heterodox currency views, criticism of the party system, widespread disparagement of the “regime,” or whatever was the name given to the existing democratic setup »⁸⁷².

Bien que le terme de néolibéralisme ne soit pas systématiquement employé, on constate donc qu’il existe un lien de causalité dans la littérature entre le néolibéralisme et l’illibéralisme qui est systématiquement mentionné dans les conceptualisations « pilotes » de l’illibéralisme qui sont formulées par Andras Sajó, Renata Uitz et Stephen Holmes⁸⁷³, par Marlène Laruelle⁸⁷⁴ et par Jaspard Kauth et Desmond King⁸⁷⁵. Toutefois, comme nous l’avons indiqué en filigrane depuis le début de notre recherche, cette thèse polanyienne du double mouvement ne fait pas l’unanimité dans les études du néolibéralisme⁸⁷⁶, et elle est même explicitement contestée par les chercheuses mobilisant un cadre théorique féministe post-marxiste telles que Wendy Brown et Melinda Cooper :

« What makes Polanyi’s theory of the double movement so appealing to a certain kind of left is its tendency to conflate capitalism itself with the logic of the free market and thus to reduce its ideological expression to economic liberalism, understood as a force of social disintegration. Once one has accepted these premises, however, resistance can only be imagined as conservative. If capitalism as an ideological formation is reducible to the tenets of economic liberalism, and if market freedom tends inexorably

converge and diverge, since the content of this conservatism and its chronology differ according to the « grammars » of liberalism of each individual. In general, one can nevertheless specify that the term of classical conservatism, institutional or traditional refers to a « conservatism of the cold war »

⁸⁷² POLANYI Karl, *op. cit.* p502-504

⁸⁷³ SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁸⁷⁴ LARUELLE Marlène, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

⁸⁷⁵ KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

⁸⁷⁶ A titre non-exhaustif, nous renvoyons ici aux travaux de référence sur le sujet, à savoir : WHYTE Jessica, *The Morals of the Market*, Verso Books, 2019 BRUFF Ian, « Overcoming the Allure of Neoliberalism’s Market Myth », *South Atlantic Quarterly*, 118, 2019 KUNDNANI Arun, « The racial constitution of neoliberalism », *Race & Class*, 63, 2021 CHACKO Priya, « The neoliberal roots of authoritarian protectionism », *Int Polit*, 60, 2023.

to disintegrate, disembed, and homogenize social existence, then any viable countermovement must seek to reanchor value as a way of arresting these trends (...)

If capitalism is theorized as uniquely and exclusively destructive of prior social solidarities, then the countermovement can be imagined only as an effort to restore, or at least reinvent, that which was allegedly destroyed by the advent of industrial capitalism. It is not by chance that Polanyi evinces an unmistakable nostalgia for the old territorial order of feudal England, where (he imagines) aristocrats and peasants shared a common attachment to land, family, and community. Polanyi himself was well aware of the potential affinities between his theory of the countermovement and the social conservatisms of the right. Indeed, he saw the fascist movements of early twentieth-century Europe as one particularly destructive manifestation of the countermovement, and one that could be avoided only by implementing the alternative of a socially protectionist and politically democratic welfare state. For Polanyi, the difference between a social democratic countermovement and the social conservatism of the right was decisive in its historical consequences — and yet it was a difference of methods and degree, not of kind »⁸⁷⁷.

Or, la critique formulée par Cooper à l'encontre de la grille polanyienne est d'autant plus importante qu'elle préfigure la « récupération » de la thèse du double mouvement par les intellectuels et les acteurs politiques « illibéraux »⁸⁷⁸, qui s'opposent explicitement à un capitalisme progressiste, c'est-à-dire à un syncrétisme entre libéralisme économique, culturel et sociétal. La critique formulée par la sociologue australienne gagne de ce point de vue à être inscrite dans une réflexion plus large sur la rupture entre libéralisme et néolibéralisme⁸⁷⁹, qui est presque absente des études de l'illibéralisme. S'appuyer sur ces travaux conduit à reconsidérer de manière drastique la relation entre néolibéralisme et illibéralisme, en envisageant la possibilité d'une continuité entre les effets « autoritaire » de la rationalité néolibérale, et la montée d'une droite ethno-nationaliste dont le positionnement idéologique est souvent « *blurry* ». Comme le résume Brown :

⁸⁷⁷ COOPER Melinda, *Family Values*, Zone Books, 2017.

⁸⁷⁸ Voir les développements ultérieurs sur les références à Polanyi chez P. Deneen et l'appropriation très médiatisée de l'ouvrage de par Sohrab Ahmari, un des acteurs politiques majeurs de la nébuleuse illibérale : DENEEN Patrick J., *Why Liberalism Failed*, Yale University Press, 2019 AHMARI Sohrab, *Tyranny, Inc.*, Random House Publishing Group, 2023.

⁸⁷⁹ On notera ici qu'il s'agit d'un des rares éléments de convergences (malgré les autres conflits sur la conceptualisation du néolibéralisme) entre les travaux de Rosenblatt et Freedman sur la rupture entre libéralisme et néolibéralisme, ceux de Michael Føessel, Pierre Dardot et Christian Laval, Gilles Dostaler ou encore Serge Audier : DARDOT Pierre et LAVAL Christian, « La nature du néolibéralisme », *Mouvements*, n° 50, 2007 FØESSEL Michaël, « Néolibéralisme versus libéralisme ? », *Esprit*, Novembre, 2008 DOSTALER Gilles, « Les chemins sinueux de la pensée économique libérale », *L'Economie politique*, n° 44, 2009 AUDIER Serge, *Néolibéralisme(s)*, Grasset, 2012 DARDOT Pierre et LAVAL Christian, *La nouvelle raison du monde*, La Découverte, 2020.

« Clearly, white backlash against socio-economic dethronement by neoliberal economic policy and what even Marine Le Pen termed “savage globalization” is rampant across the Euro-Atlantic, where white working and middle class inhabitants facing declining access to decent incomes, housing, schools, pensions, and futures have risen up in political rebellion against imagined dark usurpers and also against the cosmopolitans and elites they hold responsible for throwing open the doors of their nations and throwing them away. This much we know. But what is the political form of this anger and its mobilization? The old terms commonly bandied about to describe it—populism, authoritarianism, fascism—inadequately capture the strange brew of bellicosity, disinhibition, and an anti-democratic blend of license and support for statism in current political and social formations. Nor do they identify the specific elements of neoliberal reason—a radically extended reach of the private, mistrust of the political and disavowal of the social, which together normalize inequality and disembowel democracy—that shape and legitimize these angry white right political passions. And they do not capture the deep nihilism making values into playthings, truth inconsequential, and the future a matter of indifference or, worse, an unconscious object of destruction »⁸⁸⁰.

Du fait de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme, ce diagnostic est d'ailleurs logiquement partagé par les chercheurs et intellectuels qui mobilisent une grammaire « conservatrice » du libéralisme comme Furedi et Le Pourhiet, puisque selon eux, l'illibéralisme (de gauche) est le produit d'un néolibéralisme progressiste incompatible avec le véritable libéralisme civilisationnel occidental⁸⁸¹.

Par conséquent, il convient de continuer notre enquête sur le concept d'illibéralisme en éclairant la relation entre le néolibéralisme et le phénomène illibéral, qui s'est petit à petit révélé comme étant simultanément l'une des causes du puzzle de la conceptualisation de l'illibéralisme, et un enjeu analytique pour la compréhension du phénomène illibéral en lui-même. Pour mieux comprendre le fait que la façon de penser cette relation modifie la délimitation et le périmètre de l'illibéralisme, nous allons appréhender la problématique de la relation entre illibéralisme et néolibéralisme en distinguant trois scripts différents qui donneront lieu à des analyses distinctes en fonction de la grammaire du libéralisme mobilisée :

⁸⁸⁰ BROWN Wendy, « Neoliberalism's Frankenstein », *Critical Times*, 1, 2018.

⁸⁸¹ Nous renvoyons notamment aux développements de Furedi et Le Pourhiet déjà cités dans le chapitre 2, mais nous insistons sur le fait que la critique du néolibéralisme est récurrente chez Le Pourhiet, bien qu'il soit défini de manière peu pertinente comme le montre la citation suivante :

« La transcendance, l'universalisme, l'idéal du bien commun et l'autonomie de l'individu libéré par la raison et par la loi des chaînes de son enracinement et de ses appartenances s'opposent radicalement à un néo-libéralisme fondé sur le relativisme et la reconnaissance de l'homme situé et prédéterminé par ses liens ethniques, culturels et biologiques. » LE POURHIET Anne-Marie, « Le droit constitutionnel de la reconnaissance », *Civitas Europa*, 32, IRENEE / Université de Lorraine, 2014.

- Le premier script, qu'on retrouve dans la majeure partie de la littérature⁸⁸², est celui du « double mouvement » : il consiste à penser l'illibéralisme comme une réaction envers le néolibéralisme qui désavoue intégralement ce dernier. Si le néolibéralisme est pensé en mobilisant une grammaire lockéenne du libéralisme comme la forme radicale ou extrême du « libéralisme de la guerre froide » ou de la « fin de l'histoire », l'illibéralisme sera donc considéré comme l'antithèse du consensus de Washington, c'est-à-dire de l'ordre international libéral, du constitutionnalisme, du libre-échange et du *free-market*.
- Le deuxième script, qu'on retrouve notamment dans les travaux de Wendy Brown⁸⁸³, et dans ceux de Marlène Laruelle⁸⁸⁴, est celui du « dédoublement » : il consiste à appréhender l'illibéralisme comme un objet distinct du néolibéralisme mais dans la continuité de ce dernier. Le phénomène illibéral est donc pensé comme une sorte de « Frankenstein »⁸⁸⁵, un produit du néolibéralisme au sein duquel certains aspects de la

⁸⁸² A titre d'exemple, nous renvoyons ici aux travaux d'Aron Buzogany et Mihai Varga sur la généalogie de l'illibéralisme, et plus généralement au RHI et à l'ouvrage « The Emergence of illiberalism ». Il convient par ailleurs de mentionner qu'il s'agit en réalité d'un narratif répandu dans la littérature sur le populisme et l'extrême droite en général qui est aujourd'hui repris par les intellectuels qui emploient une grammaire lockéenne du libéralisme à l'image de Y. Mounk, F. Fukuyama, ou I. Krastev et S. Holmes : VARGA Mihai et BUZOGÁNY Aron, « The Two Faces of the 'Global Right' », *Critical Sociology*, 48, SAGE Publications Ltd, 2022 VORMANN Boris et WEINMAN Michael D., *The Emergence of Illiberalism*, Routledge, 2020 MOUNK Yascha, « The People vs. Democracy », in *The People vs. Democracy*, Harvard University Press, 2018, [consulté le 16 novembre 2023] FUKUYAMA Francis, *Liberalism and Its Discontents*, Profile Books, 2022 KRASDEV Ivan et HOLMES Stephen, *The Light that Failed*, Penguin UK, 2019.

⁸⁸³ BROWN Wendy, « Le cauchemar américain », *Raisons politiques*, 28, Presses de Sciences Po, 2007 BROWN Wendy, *Undoing the demos*, Zone Books, 2015.

⁸⁸⁴ LARUELLE Marlène, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022 SCHIR Périne et LARUELLE Marlène, « Eric Zemmour, The New Face of the French Far Right », *Journal of Illiberalism Studies*, 2, 2022 LARUELLE Marlène, « Introduction », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, [s. d.], [consulté le 16 août 2024].

⁸⁸⁵ Sur ce point, voir notamment la présentation de l'ouvrage « In the ruins of neoliberalism » par Wendy Brown : « Forged in the crucible of European fascism, neoliberalism aimed at permanent inoculation of market liberal orders against the regrowth of fascistic sentiments and totalitarian powers.⁹ Eager to separate politics from markets, the original neoliberals would have loathed both the crony capitalism and international oligarchical power spawned by finance that yanks the chains of states today.¹⁰ Seeking to get politics out of markets and concentrated economic interests out of policy making, they would have deplored the manipulation of public policy by major industries and capital sectors and would have hated, too, the politicization of enterprise. Above all, they dreaded political mobilizations of an ignorant, aroused citizenry and looked to market and moral discipline and a severely leashed democracy to pacify and contain it. They would be horrified by the contemporary phenomenon of leaders at once authoritarian and reckless riding to power on this tide. In short, while the book will argue that the constellation of principles, policies, practices, and forms of governing reason that may be gathered under the sign of neoliberalism has importantly constituted the catastrophic present, this was not neoliberalism's intended spawn, but its Frankensteinian creation. Fathoming how that creation came to be requires examining the imminent failures and occlusions of neoliberal principles and policy, as well as their admixture with other powers and energies, including those of racism, nihilism, fatalism, and

rationalité néolibérale disparaîtraient alors que d'autres persisteraient voire s'amplifieraient, ce qui expliquerait à la fois la cohérence et la rivalité entre illibéralisme et néolibéralisme, dont la doctrine « économique » est désormais indéfendable politiquement.

- Le troisième script, qui est relativement cohérent avec le précédent et qu'on retrouve dans les travaux de Reijer Hendrikse⁸⁸⁶ et ceux des chercheurs qui appréhendent le néolibéralisme à travers un prisme néo-schmittien⁸⁸⁷ ou féministe et intersectionnelle⁸⁸⁸, est celui de la « mutation » voire de « l'identité » : il consiste à penser l'illibéralisme comme une mutation ou une adaptation (plus ou moins opportuniste) du néolibéralisme à ses propres effets socio-politiques et à la crise politique qui en résulte. L'appropriation de l'antilibéralisme par les acteurs politiques de l'extrême droite jusqu'au conservatisme *mainstream* caractérise ici donc l'avènement d'un « néo-illibéralisme » qui s'inscrit dans la continuité de la révolution conservatrice des années 1980, ce qui traduit le succès de la stratégie politique et culturelle entreprise par la *New Right* depuis les années 1970.

Pour justifier de façon non-normative le recours à une grammaire progressiste du libéralisme et éclairer le problème de la relation entre néolibéralisme et illibéralisme – qui est le fil directeur de notre recherche – nous allons donc chercher à vérifier la pertinence de ces différents scripts, en particulier des deux derniers, puisqu'ils sont particulièrement cohérents avec l'emploi d'une grammaire progressiste du libéralisme comme nous l'avons vu en nous intéressant aux travaux de Freeden et Rosenblatt. A cette fin, nous allons d'abord nous intéresser aux productions théoriques des intellectuels organiques de l'illibéralisme pour comprendre quel est le libéralisme qui est attaqué par ces derniers (section 1). Après avoir détaillé la grammaire du libéralisme mobilisée dans leurs écrits et plus particulièrement la façon dont ils se situent vis-à-vis du conservatisme classique et du néolibéralisme, nous nous

ressentiment » BROWN Wendy, « In the Ruins of Neoliberalism », in *In the Ruins of Neoliberalism*, Columbia University Press, 2019, [consulté le 6 novembre 2023].

⁸⁸⁶ HENDRIKSE Reijer, « Neo-illiberalism », *Geoforum*, 95, 2018 HENDRIKSE Reijer, « The Rise of Neo-Illiberalism », *Krisis / Journal for Contemporary Philosophy*, 41, 2021.

⁸⁸⁷ GAMBLE Andrew, *The Free Economy and the Strong State*, Bloomsbury Publishing, 1994 SCHEUERMAN William E., « The unholy alliance of Carl Schmitt and Friedrich A. Hayek », *Constellations*, 4, 1997 CRISTI Renato, *Carl Schmitt and Authoritarian Liberalism*, University of Wales Press, 1998 SCHEUERMAN William E., « Donald Trump meets Carl Schmitt », *Philosophy & Social Criticism*, 45, SAGE Publications Ltd, 2019.

⁸⁸⁸ BROWN Wendy, *op. cit.* FASSIN Éric, *State Anti-Intellectualism and the Politics of Gender and Race* [en ligne], Central European University Press, 2024, [consulté le 24 mai 2024].

intéresserons au phénomène illibéral en lui-même en examinant les éléments de rupture et/ou de continuité avec la révolution conservatrice (et néolibérale) des années 1980 (section 2).

Section 1. Quel est le libéralisme attaqué par les intellectuels illibéraux : délimitation idéale de l'illibéralisme

Bien que nous nous soyons relativement tenus à distance des productions intellectuelles des théoriciens de l'illibéralisme pour des raisons essentiellement didactiques et méthodologiques, nous les avons mentionnées à de nombreuses reprises dans notre enquête pour illustrer l'existence de plusieurs confusions et malentendus quant au contenu idéal de l'illibéralisme. De fait, nous avons déjà mentionné l'existence d'un paradoxe quant à la dimension normative des études de l'illibéralisme puisque le libéralisme défendu par les chercheurs s'intéressant à l'illibéralisme pour des raisons critiques semble parfois étrangement cohérent avec l'illibéralisme en lui-même, comme dans le cas de Zakaria. De même, nous avons déjà évoqué le fait que le libéralisme progressiste qui est attaqué par les « illibéraux » n'est pas toujours celui qui est défendu normativement dans la littérature académique. La place résiduelle des écrits des intellectuels illibéraux dans la première partie de notre travail consacrée à la cartographie des usages de la notion reflète d'ailleurs leur absence dans la majorité des travaux sélectionnés au sein de notre corpus⁸⁸⁹. Cette absence (relative) de dialogue avec les théories illibérales contemporaines apparaît d'autant plus

⁸⁸⁹ A titre d'exemple, on peut voir que l'article définissant l'illibéralisme de T. Kauth et D. King ne fait référence à aucune théorie ou intellectuel illibéral, quant au chapitre de S. Holmes consacré à la définition de l'anti-libéralisme dans le RHI, il ne mentionne que très brièvement les ouvrages de P. Deneen et Y. Hazony, de même pour l'article de M. Laruelle bien qu'elle fasse également référence à d'autres « producteurs d'idées » tels que Michel Onfray et Michel Houellebecq. Même s'il existe toute une littérature consacrée aux réseaux d'intellectuels et de producteurs d'idées conservatrices et/ou illibérales dans les PECO – en particulier les travaux de V. Behr, A. Buzogany et M. Varga – il n'existe pas à notre connaissance de travaux comparatif d'envergure sur les intellectuels illibéraux dans leur ensemble, bien que J. G. Waller ait proposé des ébauches de réflexions sur le sujet au sein du *illiberalism studies program*. Voir : WALLER Julian G., « Illiberalism and Postliberalism », sur <https://www.illiberalism.org/> [en ligne], [consulté le 21 mai 2024].

Sur les travaux socio-historiques (et les approches prosopographiques) que nous venons d'évoquer, voir notamment : BEHR Valentin, « Towards a transnational and social history of anti-liberalism. Insights from the trajectory of Ryszard Legutko », *European Politics and Society*, 24, Routledge, 2023 BUZOGÁNY Aron et VARGA Mihai, « The ideational foundations of the illiberal backlash in Central and Eastern Europe », *Review of International Political Economy*, 25, Routledge, 2018 VARGA Mihai et BUZOGÁNY Aron, « The Two Faces of the 'Global Right' », *Critical Sociology*, 48, SAGE Publications Ltd, 2022.

étonnante qu'elle n'empêche pas des références aux pensées communautarienne, des attaques contre la pensée « déconstructrice » de la *New left*, ou envers le conservatisme antimoderne qu'il soit nationaliste ou révolutionnaire – comme le montre la centralité de la figure de Carl Schmitt dans le RHI⁸⁹⁰. Or, on peut noter que des intellectuels tels que Peter L. P. Simpson ont explicitement revendiqué l'illibéralisme et cherché à en proposer une « théorie politique » dès 2015⁸⁹¹. Pourtant, on ne trouvera presque aucune référence à ses travaux, ou de traitement critique poussée de ses écrits dans les essais « médiatiques » de Francis Fukuyama et Yascha Mounk⁸⁹², ou dans le RHI. Ce constat suggère que les impensés de la recherche sur l'illibéralisme quant au contenu « idéal » des théories illibérales sont moins le fruit d'un problème disciplinaire (le faible intérêt pour les idées politiques et la théorie politique en général) que d'un problème épistémologique et incidemment idéologique. Sans s'intéresser davantage à l'absence de références aux *neoliberal studies* et aux *critical studies* – puisqu'elle reflète le fait que ces champs d'études sont en réalité considérés comme étant responsables de la défiance croissante envers le libéralisme⁸⁹³ – il convient donc de chercher à comprendre *pourquoi* et *comment* certains intellectuels de droite décident d'abandonner le libéralisme et ses institutions et de revendiquer cet abandon. Plutôt que de penser uniquement cette critique dans le cadre de la résurgence d'un antilibéralisme constitutif de certaines pensées conservatrices⁸⁹⁴, il s'agira de comprendre en quoi l'appropriation de l'illibéralisme traduit parfois un renoncement plus ou moins nostalgique envers un conservatisme(-libéral) « anachronique » et obsolète, parce qu'il n'est plus adapté à l'évolution « anthropologique » de la société libérale et la lutte contemporaine contre le

⁸⁹⁰ A titre informatif : Schmitt est cité presque 388 fois dans 23 des chapitres de l'ouvrage alors que Vermeule – qui est l'intellectuel « illibéral » le plus cité dans le RHI – ne l'est que 50 fois dans 6 chapitres différents

⁸⁹¹ SIMPSON Peter L. P., *Political Illiberalism* [en ligne], Routledge, 2017.

⁸⁹² La position des deux auteurs à l'égard de la droite « illibérale » n'est toutefois pas identique, puisque Fukuyama consacre quelques développements aux travaux d'Adrian Vermeule et Patrick Deneen, ce qui n'est pas le cas de Mounk qui se contente d'un traitement extrêmement superficiel de leurs ouvrages parce qu'il concentre ses attaques contre la gauche « postmoderne ». Voir : FUKUYAMA Francis, *Liberalism and Its Discontents*, Profile Books, 2022 MOUNK Yascha, *The Identity Trap*, Random House, 2023.

⁸⁹³ Nous renvoyons sur ce point au chapitre précédent.

⁸⁹⁴ Nous ne cherchons pas ici à nier l'importance et la pertinence des généalogies de l'illibéralisme, mais plutôt à éclairer les enjeux du « nœud historique » contemporain en nous demandant quel est l'apport stratégique de la critique du libéralisme et sa cause « immédiate ». Sur la nécessaire inscription de l'illibéralisme dans une perspective historique longue, nous renvoyons aux travaux de H. Rosenblatt que nous avons déjà cités et plus précisément à l'article de Tarik Kochi qui cherche précisément à adresser ce problème : KOCHI Tarik, « Authoritarian Populism, Democracy and the Long Counter-Revolution of the Radical Right », *Contemp Polit Theory*, 22, 2023.

progressisme⁸⁹⁵. De ce point de vue, nous soutenons qu'il est crucial de prendre en compte le *jeu de langage* que nous avons essayé de décrire dans notre précédent chapitre pour appréhender la critique du libéralisme formulée par ces intellectuels illibéraux. Dit autrement, nous souhaitons insister sur les dangers des biais téléologiques qui font de l'avènement du phénomène illibéral une évidence. En effet, la revendication de l'illibéralisme par une partie de la droite et de l'extrême droite devrait être considérée comme une véritable énigme, puisque comme le rappelle Helena Rosenblatt, les intellectuels et les acteurs politiques les plus farouchement opposés au libéralisme dans l'entre-deux-guerres n'ont jamais revendiqué le terme d'illibéralisme⁸⁹⁶. On peut reformuler ce problème sous la forme suivante : puisqu'en raison du jeu de langage propre au terme de libéralisme il est possible de réaliser une révolution conservatrice au nom du libéralisme, comme l'a fait Margaret Thatcher au Royaume-Uni alors que la tradition libérale britannique est progressiste, pourquoi est-il désormais plus opportun de revendiquer l'illibéralisme ? En partant du constat selon lequel il existe différents langages du libéralisme et une concurrence idéologique des grammaires du libéralisme, notre hypothèse est qu'il est possible de constater une homogénéisation de la grammaire du libéralisme employée au sein de la droite « radicale » qui contraste avec la diversité des langages du libéralisme qui existe traditionnellement au sein de la droite et de l'extrême droite. Cette homogénéisation semble s'expliquer par l'existence d'une panique morale réactionnaire faisant du combat contre le progressisme une urgence existentielle et civilisationnelle – que ce progressisme soit libéral ou néo-marxiste - ce qui implique de rompre avec le conservatisme-libéral pour conjurer l'incapacité de ce dernier à endiguer la destruction

⁸⁹⁵ Sur ce point, voir notamment l'article de Legutko consacré au conservatisme-libéral hayékien et à son anthropologie « anachronique » parce qu'il s'appuie sur le modèle de la société anglaise traditionnelle : LEGUTKO Ryszard, « Was Hayek an instrumentalist? », *Critical Review*, 11, Routledge, 1997.

⁸⁹⁶ « Anti- liberal leaders of totalitarian regimes recycled many of the accusations counterrevolutionaries had made against liberalism for over a hundred years. Liberalism's morality was said to be nothing but laxness and permissiveness, its obsession with rights individualistic and socially dissolving. The French ultranationalist thinker and politician, Charles Maurras (1868– 1952), principal philosopher of the proto- fascist Action Française, charged that "liberalism wants to disengage the individual from his natural or historical antecedents: it will emancipate him from family bonds, corporate bonds, and all the other social or traditional bonds." The Italian Fascist philosopher and politician, Giovanni Gentile (1875– 1944), and the German Nazi constitutional scholar, Carl Schmitt (1888– 1985), both assailed liberalism for its supposed disregard for community and moral skepticism, and its commitment to "abstract" ideals and juridical procedures.

(...)

While they condemned liberalism, these totalitarian thinkers and actors did not claim to be advocates of "illiberal" democracy, perhaps because the term "illiberal" still had unattractive connotations. But the term would soon be employed by their anti- totalitarian critics. After the war, illiberalism became a concept used by scholars to explain the Nazi catastrophe (Jarausch 1983). » ROSENBLATT Helena, « The History of Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

de la tradition judéo-chrétienne et de ses institutions⁸⁹⁷. Toutefois, il faut se demander si la participation à la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme a véritablement pris fin au sein de cette « nouvelle » droite illibérale, car il n'est pas certain que cette lutte antiprogressiste se fasse au nom de l'illibéralisme ou d'un conservatisme antilibéral sur le plan discursif et qu'elle soit pensée comme incompatible avec le libéralisme lockéen ou conservateur sur le plan intellectuel.

Dans un premier temps, nous allons donc nous intéresser aux écrits des intellectuels du « collectif de pensée » conventionnellement considéré comme illibéral⁸⁹⁸, notamment à Patrick Deneen, Adrian Vermeule, Yoram Hazony, Ryszard Legutko et enfin Peter L. P. Simpson en cherchant à identifier la grammaire du libéralisme qui est mobilisée dans leurs écrits, non pas pour détailler le contenu normatif de leurs théories⁸⁹⁹, ou pour hiérarchiser leurs influences respectives dans la circulation et la diffusion des idées illibérales⁹⁰⁰, mais pour

⁸⁹⁷ On peut trouver une description paradigmatique de ce narratif dans l'article de A. Vermeule consacrée à la « liturgie du libéralisme ». Le libéralisme serait désormais une véritable religion justifiant une croisade inépuisable contre la tradition et le christianisme, ce qui serait illustré par l'ouverture sans cesse renouvelée de nouveaux « fronts » progressiste :

« Liberalism needs an enemy to maintain its sacramental dynamism. It can never rest in calm waters, basking in the day of victory; it is essential that at any given moment there should be a new battle to be fought. The good liberal should always be able to say, "We have made progress, but there is still much to do." This is why the triumph of same-sex marriage actually happened too suddenly and too completely. Something else was needed to animate liberalism, and transgenderism has quickly filled the gap, defining new forces of reaction and thus enabling new iterations and celebrations of the Festival. And if endorsement and approval of self-described "gender identity" becomes a widely shared legal and social norm, a new frontier will be opened, and some new issue will move to the top of the public agenda, something that now seems utterly outlandish and is guaranteed to provoke fresh opposition from the cruel forces of reaction—polygamy, perhaps, or mandatory vegetarianism. » « Liturgy of Liberalism | Adrian Vermeule », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 janvier 2017, [consulté le 29 juillet 2024].

⁸⁹⁸ Nous employons l'expression dans la continuité des travaux de P. Mirowski et D. Plehwe sur le néolibéralisme et la société du mont-pèlerin, mais nous n'ignorons pas quelle est également employée par A. Buzogany et M. Varga. Il s'agit donc d'un terme relativement courant dans la littérature. Voir : MIROWSKI Philip et PLEHWE Dieter, *The Road from Mont Pèlerin*, Harvard University Press, 2015 BUZOGÁNY Aron et VARGA Mihai, « Illiberal thought collectives and policy networks in Hungary and Poland », *European Politics and Society*, 24, Routledge, 2023.

⁸⁹⁹ Nous avons ici fait le choix de ne pas nous limiter à leurs ouvrages et essais respectifs et d'appréhender de manière plus large leurs contributions dans la presse ou leurs interventions dans des conférences. On peut néanmoins présenter ici les différents ouvrages qui seront cités et mobilisés pour appuyer notre démonstration, à savoir : SIMPSON Peter L. P., *Political Illiberalism* [en ligne], Routledge, 2017, [consulté le 17 avril 2020] LEGUTKO Ryszard, *The Demon in Democracy*, Encounter Books, 2018 HAZONY Yoram, *The Virtue of Nationalism*, Hachette UK, 2018 DENEEN Patrick J., *Why Liberalism Failed*, Yale University Press, 2019 VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism*, John Wiley & Sons, 2022 HAZONY Yoram, *Conservatism*, Simon and Schuster, 2022.

⁹⁰⁰ En ce sens, notre travail ne cherche pas à se substituer à un travail prosopographique sur ces producteurs d'idées, qui permettrait d'appréhender le contenu des théories de ces « idéologues » à la lumière de leurs trajectoires individuelles respectives, ce qui permettrait d'éclairer leurs divergences à l'égard du conservatisme « institutionnel ».

comprendre quel est véritablement leur « cible » et tenter de mesurer leur degré de renoncement au libéralisme conservateur ou lockéen. Pour ce faire, notre démonstration va consister à partir de la « grammaire » du libéralisme employée par les intellectuels qui revendiquent explicitement le terme d'illibéralisme, à savoir Peter Simpson et Adrian Vermeule (1.1), pour ensuite la comparer à celle des intellectuels qui rejettent le label d'illibéralisme, c'est-à-dire Yoram Hazony, Ryszard Legutko et Patrick Deneen afin de vérifier leur cohérence (1.2)

1. Quelle grammaire du libéralisme chez les illibéraux autoproclamés : étude comparative des écrits de Peter L. P. Simpson et Adrian Vermeule

Bien que nous ne soyons pas ici en mesure de pleinement rendre justice à la réflexion sur la relation entre illibéralisme et conservatisme, parce qu'il s'agit d'un objet de recherche inépuisable, nous allons essayer d'obtenir un aperçu de la grammaire du libéralisme des intellectuels « illibéraux », c'est-à-dire, une vue synoptique (et non synthétique) de la façon dont le libéralisme est conceptualisé par ces derniers. Plutôt que de considérer leurs théories comme la source idéologique du phénomène illibéral contemporain, en postulant l'existence d'une diffusion effective de leurs idées au sein des droites « illibérales »⁹⁰¹ ; il s'agira plutôt de se servir de leurs écrits comme moyen d'appréhender « l'objet » des critiques du libéralisme. Dit autrement, nous cherchons à déterminer quel est le libéralisme attaqué et remis en question par des intellectuels « illibéraux », tout en essayant d'éviter de reproduire certains biais intellectualistes quant à la prépondérance des « écrits » des intellectuels dans l'étude des idées. Pour ce faire, nous allons nous concentrer sur les écrits de deux intellectuels – et universitaires – à savoir, Peter L. P. Simpson qui a ouvertement cherché à théoriser

⁹⁰¹ C'est-à-dire, en distinguant le travail sur les intellectuels illibéraux de l'analyse du phénomène illibéral en lui-même, car il n'est pas certain que leurs ouvrages aient une quelconque influence sur les acteurs politiques « illibéraux » et la politique qu'ils mènent. A titre d'exemple, on peut noter que J. D. Vance, qui est désormais le colistier de Donald Trump pour l'élection présidentielle américaine de 2024 fait surtout référence à des influenceurs de l'alt-right tels que Curtis Yarvin, qui est un « techno-monarchiste » de la Silicon Valley proche de l'extrême-droite libertarienne et transhumaniste, ou Jack Posobiec qui a publié en juillet 2024 l'ouvrage « unhumans » où il écrit que les « gauchistes » sont « moins que des êtres humains ». Il serait donc plus judicieux de s'intéresser à l'alt-right dans son ensemble pour étudier la circulation des idées « illibérales » et leur relation avec l'extrême droite et la droite partisane aux Etats-Unis. Sur les influences de J. D. Vance, voir : GOLDBERG Michelle, « Opinion | JD Vance Just Blurbed a Book Arguing That Progressives Are Subhuman » [en ligne], *The New York Times*, 5 août 2024, [consulté le 6 août 2024].

« l'illibéralisme », et Adrian Vermeule qui défend publiquement un « légalisme illibéral » bien qu'il ne s'approprie que rarement le terme d'illibéralisme⁹⁰². Ce dernier, professeur de droit à Harvard, est l'un des chefs de file de l'intégralisme catholique – un courant intellectuel et religieux qui défend le retour à un modèle théocratique via la suppression de la séparation de l'Eglise et de l'Etat et l'avènement d'un gouvernement mixte au profit de l'Eglise catholique romaine⁹⁰³ – depuis sa conversion au catholicisme en 2016. Il est désormais l'un des intellectuels les plus prolifiques et les plus cités de la nébuleuse illibérale, bien que son tournant anti-libéral soit relativement récent, comme en témoignent les passages critiques à l'égard de « l'illibéralisme » dans son ouvrage « *The System of the Constitution* » paru en 2011⁹⁰⁴. Vermeule était auparavant un juriste proche de la *law&economics*, un courant

⁹⁰² A notre connaissance, Vermeule n'a jamais employé le terme d'illibéralisme de façon positive dans ses écrits académiques depuis 2016, mais il l'emploie dans ses tribunes dans la presse comme dans celle qu'il a rédigé pour *The Atlantic* (voir également sa recension de l'ouvrage de Legutko dans *First Things*, et celle de l'ouvrage de Deneen dans le *American Affairs Journal*). Bien que nous n'ayons pas le temps de rendre compte de la complexité de cette nébuleuse illibérale, tant sur le plan intellectuel que sociologique, nous insistons sur la nécessité de considérer Vermeule comme le chef de file du collectif de pensée illibéral, et non comme un simple « postlibéral », puisqu'il se place régulièrement dans la position d'un « gardien » de l'orthodoxie antilibérale, comme le montre le fait qu'il reproche à Deneen de pas chercher à pleinement démanteler le libéralisme dans la recension de son ouvrage. Sur ces différents points, voir : VERMEULE Adrian, « Integration from Within », sur *American Affairs Journal* [en ligne], publié le 20 février 2018, [consulté le 29 juillet 2024]. ; « Liturgy of Liberalism | Adrian Vermeule », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 janvier 2017, [consulté le 29 juillet 2024]. ; VERMEULE Adrian, « Beyond Originalism », sur *The Atlantic* [en ligne], publié le 31 mars 2020, [consulté le 7 août 2024].

⁹⁰³ WALLER Julian G., « Integralism, Political Catholicism, and Democracy in the Modern West », 2023, [consulté le 22 août 2024].

⁹⁰⁴ Voir cet extrait où Vermeule pointe le danger de l'arrivée au pouvoir de groupes illibéraux, en particulier l'abolition de la démocratie libérale en faveur de la « théocratie » ce qui apparaît rétrospectivement assez cocasse :

« Roughly speaking, rules that require toleration of the intolerant are constitutional rules that require liberal democratic governments to extend rights of political speech, association, and participation, including voting, to illiberal individuals or groups whose professed ideals themselves reject toleration. Such groups would deny to other groups the very speech rights, and political rights, that the illiberal groups enjoy. Toleration of the intolerant is conventionally justified by a skeptical account of the incentives and motivations of the government officials who hold power in a liberal democratic regime.

(...)

In its most extreme version, the concern is that liberal democracy, with unrestricted rights of speech and democratic participation for illiberal groups, may prove self-negating or self-undermining: illiberal groups will use elections to seize control of the state and then entrench their intolerant policies, irrevocably revoking the speech rights, and democratic franchise, of the supporters of the former liberal regime.

The concern is a real one. Important cases of illiberal groups who have pursued this aim—seizing power through elections and turning it to illiberal or undemocratic ends—have been various Marxist, communist, and socialist parties committed to the abolition of bourgeois democracy; fascist groups committed to the same aim, although for nationalist rather than egalitarian reasons; and, especially, religious extremists who aim to abolish liberal democracy in favor of (some particular brand of) theocracy. Indeed, a useful generalization from comparative politics is that the trend in the twentieth century was for illiberal groups to eschew violent revolution, in favor of an indirect strategy of undermining liberal democracy through the exercise of liberal democratic rights. An ambiguous case is Hitler's seizure of power after the Nazi party's successes in the elections of 1933; clearer, and more recent, cases involve theocratic Islamist parties in Algeria and other nations. » VERMEULE Adrian, *The System of the Constitution*, Oxford University Press, USA, 2011.

doctrinal important aux Etats-Unis depuis les années 1980 qui est partie intégrante du « collectif de pensée néolibéral » puisque son fondateur est Richard Posner⁹⁰⁵ – juriste et magistrat membre des « Chicago boys » et de la société du Mont-Pélérin. Il est donc particulièrement important de prendre en compte le fait que Vermeule est un « ancien » néolibéral⁹⁰⁶ et qu’il continue à collaborer avec des figures intellectuelles de la *law&economics* telles que Cass Sunstein⁹⁰⁷ et Eric Posner⁹⁰⁸. On peut d’ailleurs relever le fait qu’il a défendu à leurs côtés l’abandon de la séparation des pouvoirs⁹⁰⁹ pour défendre la suprématie du marché *avant* son tournant illibéral. Dit autrement, l’œuvre et la trajectoire personnelle de Vermeule offre un exemple presque paradigmatique de la continuité, voire de l’identité, entre néolibéralisme et illibéralisme⁹¹⁰, ce qui n’est pas le cas de Simpson. En effet, ce dernier est paradoxalement l’un des intellectuels les moins cités et les moins étudiés de la nébuleuse illibérale⁹¹¹, ce qui peut partiellement s’expliquer par le fait qu’il est un professeur émérite de philosophie classique avec une envergure intellectuelle et politique bien moindre que celle de Vermeule puisque jusqu’à la publication de son essai « *Political illiberalism: a defense of*

⁹⁰⁵ Sur la *law&economics* et l’œuvre de Richard Posner, nous renvoyons aux travaux de T. Kirat et F. Marty : KIRAT Thierry, « III. L’efficience des règles et des institutions juridiques dans la Law and Economics », La Découverte, 2012, [consulté le 23 août 2024] MARTY Frédéric et KIRAT Thierry, « Les mutations du néolibéralisme américain quant à l’articulation des libertés économiques et de la démocratie », *Revue internationale de droit économique*, t. XXXII, De Boeck Supérieur, 2018 KIRAT Thierry et MARTY Frédéric, « 6. How Law and Economics Was Marketed in a Hostile World », *Cahiers d’économie politique*, 78, 2020 KIRAT Thierry, « Le pragmatisme de Richard Posner : un regard critique ».

⁹⁰⁶ Sur ce point, voir notamment cet article de James Chappel paru en 2020 dans *The Dissent* qui a été la source d’inspiration de l’article que nous avons rédigé sur la dimension « illibérale » de la théorie du Nudge parce qu’il met en lumière les liens entre A. Vermeule et C. Sunstein : CHAPPEL James, « Nudging Toward Theocracy », *Dissent*, 67, University of Pennsylvania Press, 2020. ; Raphael Morisset, « La théorie du Nudge, un paternalisme libertarien illibéral ? » *Nomopolis*, 2023.

⁹⁰⁷ Pour des exemples de collaboration récents entre Sunstein et Vermeule qui vont révélateur de la compatibilité de leurs approches respectives, voir : SUNSTEIN Cass R. et VERMEULE Adrian, « The Unbearable Rightness of Auer Symposium », *U. Chi. L. Rev.*, 84, 2017 SUNSTEIN Cass R. et VERMEULE Adrian, *Law and Leviathan*, Harvard University Press, 2020.

⁹⁰⁸ Pour des exemples de collaboration récents entre E. Posner (qui est le fils de R. Posner) et Vermeule, voir : POSNER Eric A. et VERMEULE Adrian, « The Votes of Other Judges », *Geo. L.J.*, 105, 2016.

⁹⁰⁹ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point parce qu’il illustre l’existence d’un tournant « néo-schmittien » explicite et assumé chez certains néolibéraux (à mettre en perspective avec l’influence plus circonscrite des thèses de Schmitt chez la première génération des néo et ordolibéraux). Sur ce point, voir : GOUPY Marie, « La dictature et l’autoritarisme en tant que spectres. Retour sur la théorie des pouvoirs de crise d’Eric Posner et d’Adrian Vermeule », *Droit et société*, 114-115, Lextenso, 2023 POSNER Eric A. et VERMEULE Adrian, *The Executive Unbound*, Oxford University Press, 2011.

⁹¹⁰ On peut d’ailleurs être frappé par le fait que ce passé néolibéral n’est presque jamais mentionné dans les études de l’illibéralisme alors même que le cadre théorique schmittien est prégnant et parfaitement explicite depuis le début de son œuvre doctrinal.

⁹¹¹ On ne trouve qu’une seule référence dans le RHI, et à notre connaissance, aucune référence jusqu’à ce jour dans le *journal of illiberalism studies*. Voir : FRICK Marie-Luisa, « Illiberalism and Human Rights », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

freedom » en 2015, il a dédié ses travaux à l'exégèse d'Aristote et à la contestation de son interprétation straussienne⁹¹². Même si en tant qu'essai son ouvrage souffre nécessairement sur le plan théorique de son registre éditorial non-académique, il a cependant l'intérêt de fournir un des seuls écrits dédiés explicitement à la formulation d'une « théorie politique illibérale » :

« The title of this book, *Political Illiberalism*, should sufficiently indicate its point and at least some of its contents. The title is a play on Rawls' book *Political Liberalism*, and the point is to give an account of political phenomena and to present a political theory opposed to what Rawls has presented in that and other writings (particularly *Theory of Justice*).

(...)

The essence of this alternative account, in opposition to the one given by Rawls and his followers, states that politics is and must be about comprehensive visions of the good; and that a politics that is not about such visions and their promotion, as the Rawlsian is not, is fundamentally flawed. Liberal theory and practice need to be replaced »⁹¹³.

Comme l'ont indiqué les différentes recensions de l'ouvrage⁹¹⁴, il convient de noter qu'en dépit de la référence récurrente à Rawls et aux prémisses contractualistes de sa théorie de la justice – qui illustre le constat que nous avons effectué précédemment sur l'absence paradoxale de l'œuvre de ce dernier dans les études de l'illibéralisme – Simpson n'engage en aucun cas une discussion avec les débats contemporains au sein de la galaxie libérale. Bien que son ouvrage ait pour visée de « déconstruire le libéralisme » pour mieux formuler une théorie positive de l'illibéralisme, il n'y a donc aucune référence à l'ensemble des échanges et controverses entre libéralisme déontologique, pensées communautariennes de droite et de

⁹¹² Comme nous le verrons par la suite, cette opposition virulente dans ses écrits et recensions critiques est loin d'être anecdotique puisqu'elle illustre le conflit politique et intellectuel entre paléo-conservateurs et néo-conservateurs qui est partiellement responsable de l'avènement de l'illibéralisme comme le montre S. E. Johnson. A titre d'exemple, voir l'extrait de cette recension (très) critique :

« We already know, then, that Stevens, like Strauss, is capable of spreading myths about what philosophy means, about what the philosophers and religious think of the compatibility of philosophy and religion, and (on his own part) about what Christianity is. (...) How many, in short, will become Straussians (and dogmatically so, in the way Nietzsche thought people had to be if they were going to live at all)? Strauss, it should be added, was not a Straussian. He was a Machiavellian founder. Strauss was very successful. Stevens' book is an illustration (though there are many other illustrations out there). » SIMPSON Peter, « Review of *Political Philosophy* » [en ligne], 2011, [consulté le 24 juillet 2024].

⁹¹³ SIMPSON Peter L. P., *Political Illiberalism* [en ligne], Routledge, 2017, [consulté le 17 avril 2020].

⁹¹⁴ Voir notamment : TALISSE Robert B., « Political Philosophy and Political Illiberalism », *The American Journal of Jurisprudence*, 62, 2017.

gauche, et néo-républicanisme dans l'ensemble de sa démonstration. De même, on notera que la théorisation de l'antipositivisme du « *Common Good Constitutionnalism* » de Vermeule⁹¹⁵ – qui défend l'abandon de la doctrine originaliste chez les conservateurs pour au profit d'un système juridique bâti sur le droit naturel et les coutumes de la *common law* pré-révolutionnaire – s'inscrit explicitement dans un débat avec Ronald Dworkin, c'est-à-dire avec le pendant juridique du libéralisme déontologique et égalitariste de Rawls, mais uniquement avec ce dernier⁹¹⁶. En rejoignant Laura K. Field, on peut estimer que l'absence de prise en compte de l'ensemble des développements connus par la théorie politique normative contemporaine depuis les années 1980 – qui transparaît également dans les ouvrages et écrits de P. Deneen, Y. Hazony ou R. Legutko – est d'ailleurs constitutif du tournant illibéral de ces intellectuels conservateurs⁹¹⁷.

Cet oubli et l'absence totale de références aux débats entre communautariens, libéraux et républicains permet de cerner certains des narratifs ou scripts qui structurent la grammaire du libéralisme de ces deux intellectuels, ce qui permet de comprendre leur *illibéralisme*. Simpson et Vermeule ont en effet en commun le fait de compléter leur définition du libéralisme compris comme idéologie de la modernité occidentale⁹¹⁸ par une distinction entre libéralisme classique et libéralisme « progressiste » contemporain. Néanmoins, l'interprétation de l'historiographie libérale de Vermeule est plus subtile que celle de Simpson parce qu'il est davantage attentif à l'hétérogénéité des pensées libérales⁹¹⁹, comme le montre

⁹¹⁵ « From that point of view, I offer an account that aims to put our constitutional order, including the administrative state, in its best possible light, given our whole history – not merely our most recent history. As against the progressives and originalists, I suggest that the best overall interpretation overall of our public law requires us to revive the principles of the classical law, looking backward so that we may go forward ». VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionnalism*, John Wiley & Sons, 2022

⁹¹⁶ Voir cet extrait à titre d'exemple :

« As such I hope it is of interest to lawyers in the Commonwealth nations, Europe, Latin America, and Asia as well. Methodologically, this work of interpretation draws not only upon the classical and natural law tradition¹⁰ but also, in limited ways, upon the parts of Dworkin's jurisprudence that are consistent with the classical view of law and that explain and illuminate the latter's commitments. The principal use I make of Dworkin is negative, invoking him as the unsurpassed modern critic of positivism and originalism in Anglophone legal theory. In my view those withering criticisms have never successfully been answered. » *Ibid.*

⁹¹⁷ FIELD Laura K., « Forced to be Free? », in *Far-Right Newspeak and the Future of Liberal Democracy*, Routledge, 2024. Voir également : « The Roots of Reactionary Conservatism, with Laura K. Field » <https://www.niskanencenter.org/the-roots-of-reactionary-conservatism-with-laura-k-field/>

⁹¹⁸ Voir : Simpson, *Political Illiberalism*. P1-17 ; Adrian Vermeule, « Liberalism and the Invisible Hand », *American Affairs Journal* (blog), 20 février 2019, <https://americanaffairsjournal.org/2019/02/liberalism-and-the-invisible-hand/>.

⁹¹⁹ A titre d'exemple, voir ce passage :

« In a widespread but cartoonish depiction of liberalism, especially of political liberalism, one hears people say that liberalism eschews any theory of the good in favor of a theory or theories of the right. Professional political

le fait qu'il rend toujours justice aux théories d'Hayek⁹²⁰. Cette grammaire du libéralisme les conduit à penser le libéralisme progressiste « despotique » de la fin du XXe siècle comme le fruit de la brèche ouverte par les théories de Thomas Hobbes et John Locke⁹²¹, ce qui explique leur conceptualisation de l'illibéralisme comme doctrine de la « liberté ». Selon Simpson, le libéralisme se caractérise en effet par son essence paradoxale. Il est à la fois une théorie de la « neutralité » sur le plan moral et religieux, ce qui implique la « neutralisation » du pouvoir de l'Etat, tout en étant une idéologie despotique, intolérante et anticléricale qui a construit l'Etat moderne de toute pièce pour combattre l'influence des institutions prémodernes telles que l'Eglise et la coutume :

« Liberalism is, therefore, in one sense neutral and uncontroversial, but in another sense it is the reverse (here we return to the paradox). Liberalism is neutral and uncontroversial because it regards all the visions of the good life as equal and does not choose or judge between them. It is controversial because it demands that none pursue their vision of the good life to the forced suppression of any other vision. This demand is controversial because in the light of one vision of the good, the other visions are, or always threaten to become, an offense and a stumbling block, and require to be marginalized or suppressed if the true vision, the true good, is to prevail. Liberalism, by contrast, declares that no tolerable good requires the forced suppression of any other tolerable good. No good, it says, is worth fighting all the others to the death for. No good warrants extremism and fanaticism in its pursuit.

But what liberalism calls fanaticism, the followers of the true good call zeal; what it calls extremism, they call piety; what it calls tolerance, they call halfheartedness or even treachery. Liberalism has to root out this “zeal” and “piety” if it is to secure the peace on which its freedom is based. It has to war against all the particular visions of

theory, however, has long since relaxed this constraint, moving into rather interminable debates over “perfectionist” and “anti-perfectionist” liberalism. In the strands of liberalism relevant for my purposes, moreover, it is not true that liberalism even advertises itself as eschewing any concern for the good for human beings. What is true is that liberalism aims to produce human goods *indirectly*, through and by means of the operation of freely chosen individual actions.² In this way, liberalism hopes to square its master commitment to autonomy, and its correlative horror of direction by authority, with concern for human goods. Those goods, according to liberal doctrine, will not be directly secured in virtue of authoritative commands, in virtue of ordinances of reason for the common good promulgated by one in authority,³ but instead will emerge indirectly, at the systemic level, out of the freely chosen acts of individuals themselves. » Adrian Vermeule, « Liberalism and the Invisible Hand », *op. cit.*

⁹²⁰ Vermeule cite souvent Hayek dans ses travaux et ouvrages en rendant hommage à ce dernier tout en engageant une discussion critique avec son œuvre. On peut par ailleurs noter qu'il fait systématiquement référence aux points de convergences entre Hayek et Schmitt. A titre d'exemple : VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism*, John Wiley & Sons, 2022. p191 ; p196-197, voir également : VERMEULE Adrian, « Liberalism and the Invisible Hand », sur *American Affairs Journal* [en ligne], publié le 20 février 2019, [consulté le 23 août 2024].

⁹²¹ SIMPSON Peter L. P., *Political Illiberalism* [en ligne], Routledge, 2017, [consulté le 17 avril 2020]. P3-7; « Liturgy of Liberalism | Adrian Vermeule », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 janvier 2017, [consulté le 29 juillet 2024].

the good life and tame them and make them harmless. Otherwise it cannot work. Liberalism can only offer the freedom that is its badge and pride because it first imposes its own form of peace. This peace is non-negotiable and absolutely required. It is not something one is free to choose or not to choose. Liberalism may proclaim openly how it sets the people free; it keeps hidden how it also at the same time binds them »⁹²².

De même, Vermeule décrit le libéralisme comme une religion fanatique bâtie sur la haine de l'église et de la tradition, dont l'histoire serait celle d'une fuite en avant dans « l'autonomisation de l'individu »⁹²³. *A priori*, on peut donc estimer que la grammaire du libéralisme de Simpson et Vermeule est essentiellement « lockéenne », parce qu'elle repose partiellement sur une assimilation du libéralisme à un libéralisme classique fondé sur les concepts de « laisser-faire », d'individualisme et de rationalisme, dont la tradition intellectuelle est celle des lumières, ce qui signifierait que ces théories illibérales ne seraient qu'une réactualisation de la critique antimoderne du conservatisme contre-révolutionnaire. Or, si une analyse superficielle de ces théories et de leurs attaques provocatrices à l'encontre du libéralisme et de sa « liturgie » valide la conceptualisation de l'antilibéralisme de Stephen Holmes⁹²⁴, on s'aperçoit qu'elle ne rend pas compte du fait que c'est moins le libéralisme classique qui est visé par ces « illibéraux » qu'un libéralisme progressiste, qui serait le cheval de Troie du socialisme depuis le développement du *new liberalism* :

« This thesis of liberalism may also be expressed in the form of the maxim that political authority should not be involved in the task of distinctively moral education, and in particular should not use force to impose some overall moral code or vision of the good on its citizens. The only proper purpose for which coercive force may be used is the prevention of harm to others. This view has become, for most practical purposes, the

⁹²² SIMPSON Peter L. P., *op. cit.* P6

⁹²³ Voir : « Liturgy of Liberalism | Adrian Vermeule », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 janvier 2017, [consulté le 29 juillet 2024].

A titre d'extrait, voir ce passage tiré de *Common Good Constitutionalism* :

« The progressive judge instrumentalizes the law in the service of a very particular liberationist narrative, in which "rights" are continually "expanded" to free an ever-larger set of individuals from unchosen obligations and constraints – legal, moral, and traditional, even biological. I have argued elsewhere that progressive constitutionalism is the embodiment, in law, of the "liturgy of liberalism" – the repetitive impulse of liberal political theology to celebrate a sacramental moment of overcoming of the unreason and darkness of the traditional past. »

⁹²⁴ De fait, on peut estimer que l'ouvrage de Simpson tombe dans tous les clichés de l'imposture intellectuelle « antilibérale » décrite par Holmes, comme en témoigne les passages révisionnistes sur la seconde guerre mondiale qui aurait été déclenché par les « libéraux » en raison de la nature belliqueuse de leur idéologie car Hitler ne « cherchait pas la guerre avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis », ce qui leur ferait porter la responsabilité de cette guerre « totale » - de même concernant les « libéraux » du Nord lors de la guerre de sécession. Voir : SIMPSON Peter L. P., *op. cit.* p13

dominant view in Western society, even though many purposes, the dominant view in Western society, even though many more things are nowadays held to be legitimate objects of political coercion than during the classical liberalism of the nineteenth century (where the harm principle was first at home). But the reason is less that the harm principle has been rejected (except perhaps verbally), than that the notion of what counts as prevention of harm has been considerably extended. Whereas before, the prevention of harm was primarily or even exclusively a matter of protecting people's negative rights (the right not to be interfered with in the pursuit of one's goals), now it includes protecting positive rights (rights to be enabled to pursue one's goals through the public provision of certain goods such as wealth, health care, education and so on).

(...)

Consequently, in order to ensure that the freedom to act as one chose would actually mean something to everyone (and not merely to the favored few), the active provision of goods by political action, over and above the securing of freedom from interference, was deemed to be necessary »⁹²⁵.

C'est le *New liberalism* du début du XXe siècle qui serait donc responsable du déclin de la morale traditionnelle et des institutions religieuses car il permet aux individus de s'affranchir de la dépendance envers la famille patriarcale et l'Eglise par le biais des services publics dans les domaines de l'éducation et de la santé. Dit autrement, pour Simpson comme pour Vermeule, le libéralisme est de plus en plus incompatible avec la morale religieuse chrétienne et ses institutions traditionnelles telles que la famille et le mariage, parce que le *harm principle* et l'égalitarisme placé au cœur du libéralisme par J. S. Mills et plus récemment par Rawls ou Will Kymlicka⁹²⁶, puis consacré par les juges « progressiste »⁹²⁷, conduisent nécessairement au

⁹²⁵ *Ibid.*

⁹²⁶ Kymlicka, Mills et Rawls sont les seuls philosophes libéraux « contemporains » cités par Simpson dans son ouvrage, bien que de façon extrêmement minimaliste puisqu'aucune citation n'est tirée de leurs ouvrages respectifs.

⁹²⁷ Voir à titre d'exemple le passage suivant :

« An equally egregious case is *Ashcroft v. Free Speech Coalition*, in which the Court, again through Justice Anthony Kennedy, invalidated as "overbroad" a federal law that barred the creation of virtual child pornography – that is, child pornography created with computer imagery or with adult actors posing as children.⁴⁶⁰ The law, Kennedy wrote – in words that ought to be infamous – "prohibits speech that records no crime and creates no victims by its production." This is John Stuart Mill's harm principle taken to its logical endpoint, and the endpoint is a grotesque place for the law to be, a grotesque parody of the common good of a community. The victim is both, and simultaneously, the person watching and the whole polity. Child pornography tears at the very fabric of natural human order in ways that cannot be accounted for in a narrow calculus of immediate harms in production or use. Even as to the immediate individual consumer of virtual child pornography, it is grotesque that a polity that engages in paternalistic regulation of addictive drugs, of automotive safety (seatbelt laws), and of motorcycle safety (helmet laws) and a dozen other subjects should not do so for depictions of child pornography ». VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism*, p216-217

nihilisme moral et à une forme de collectivisme et d'interventionnisme étatique pour garantir la liberté des individus à « choisir leurs propres fins » en fournissant des biens communs de façon universelle par le biais des services publics :

« The increase in government intervention and control, however, has virtually all been in the area of material welfare, or in what may be called external and bodily good. By contrast, in other areas (notably sexual mores), political authority has been giving up control and is instead allowing and even guaranteeing people the freedom to do more and more of what they want. Part of the rationale given for this policy is, in effect, an appeal back to the original understanding of the harm principle, namely that any public prohibition or regulation in these matters is not sanctioned by that principle but is an undue interference in people's freedom. Yet there is another and more recent belief involved here too: that if political authority does have any job in matters properly subject to free choice, this job is to use its force and its resources, not to limit free choice, but to end or mitigate any misfortune that might follow from the exercise of free choice. So, for instance, with respect to sexual promiscuity, the demand is made for provision of contraceptives, universal availability of abortion, welfare support for unwed mothers, increased spending on medical research to find cures for sexually transmitted diseases, and so on. The job of public authority is not to tell us how to live our lives but rather to enable us to live as we please and without having to suffer any penalties or consequences that cannot be compensated for or put right. »⁹²⁸

Pour résumer, l'ouvrage de Simpson traduit de façon limpide le fait que le libéralisme qui est attaqué par les « illibéraux » est celui qui tente de réduire les inégalités par le biais de l'interventionnisme étatique et qui permet une forme de liberté sexuelle et reproductive, parce qu'il fournit certains services publics tout en ne pénalisant pas les divorces, l'homosexualité et l'avortement. En ce sens, l'entreprise théorique de Vermeule de réhabilitation de la *common law* est parfaitement complémentaire sur le plan idéologique de celle de Simpson parce que c'est le positivisme juridique qui permet de garantir l'interventionnisme étatique, l'extension des droits « négatifs » envers les minorités sexuelles et raciales et la consécration juridique des droits « positifs » *contre* la coutume et le droit naturel (selon lui)⁹²⁹. La critique de l'individualisme et du libéralisme classique dans leurs

⁹²⁸ SIMPSON Peter L. P., *op. cit.* p51-52

⁹²⁹ A titre d'exemple, voir les développements de Vermeule consacrés à l'arrêt *Obergefell v. Hodges* qui constitutionnalise le droit au mariage pour les personnes de même sexe :

« Having offered two positive models, I conclude with an anti-model, an example of progressive constitutionalism that cannot be defended on Newman's conception of the development of doctrine. I return to *Obergefell v. Hodges*, in which the Supreme Court declared a constitutional right of same-sex marriage, under a confusing mix of due process and equal protection theories. *Obergefell* is what progressive constitutionalism looks like when it has become detached from the objective legal and moral order that underpins classical legal theory and the common good ». VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism.*, p179

travaux est donc annexe à la critique du libéralisme « progressiste », du *welfarism* et des droits positifs qui est motivé par leur rejet absolu du droit à disposer de son corps et de la liberté sexuelle, considérée comme « abominable »⁹³⁰. L'ouvrage de Simpson et sa comparaison avec les travaux de Vermeule montre donc que la critique du « genre », de l'homosexualité et du féminisme chez les intellectuels illibéraux n'est pas une simple « colle symbolique » alimentée par le rejet d'un néolibéralisme globaliste et « progressif »⁹³¹, mais le moteur central de leur rejet du libéralisme.

De plus, comme le montre la recension laudative de l'ouvrage de Simpson publiée dans la revue *The Austrian* par David Gordon⁹³², une des figures éminentes de l'école néo-autrichienne d'économie aux Etats-Unis, il est clair que le plaidoyer illibéral contre l'interventionnisme étatique et le libéralisme égalitariste rawlsien – même s'il est accompagné d'une critique du libertarianisme à replacer dans un contexte américain⁹³³ – est parfaitement cohérente avec la critique libertarienne du libéralisme « étatiste » au nom du *free-market*. Même si Simpson semble l'ignorer puisqu'il ne fait aucune référence à Rothbard dans son ouvrage, ses positions

⁹³⁰ Voir le passage suivant sur ce point :

« The succeeding chapters will flesh out how constitutional law might change under this approach, but a few broad strokes can be sketched. The Court's jurisprudence on free speech, abortion, sexual liberties, and related matters will prove vulnerable under a regime of common good constitutionalism. The claim, from the notorious joint opinion in *Planned Parenthood v. Casey*, that each individual may "define one's own concept of existence, of meaning, of the universe, and of the mystery of human life" should be not only rejected but stamped as abominable, beyond the realm of the acceptable forever after ». *Ibid.*, p64

⁹³¹ Sur ces deux points, nous faisons référence au chapitre du RHI de A. Pető que nous avons déjà cité. Il convient néanmoins de préciser que cette dernière n'évoque pas les théories illibérales mais le phénomène politique illibéral en lui-même, ce qui relativise la contradiction entre notre analyse et son propos. Voir : PETŐ Andrea, « Gender and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

⁹³² « Political Illiberalism », publié le 7 décembre 2015, [consulté le 25 juillet 2024].

⁹³³ A la lecture de Simpson, on comprend en effet qu'il s'agit principalement d'une critique de l'anarcho-capitalisme et de l'objectivisme moral de A. Rand et R. Nozick, qui ne vise pas le libertarianisme « chrétien » et ultra-conservateur de Murray Rothbard et du *Mises Institute*. La confusion de Simpson est en soi une illustration d'un phénomène de concurrence de grammaires reflétant les conflits intraintraïdologiques à l'intérieur du libertarianisme, qui est par ailleurs déploré par les libertariens « conservateurs » :

« Les choses ont évolué au point que le mot "libéral" [libertarian] a une nouvelle connotation lorsqu'il est utilisé par les médias. On avait l'habitude de l'utiliser pour désigner une opposition à toute forme d'intervention du gouvernement. Désormais, cependant, "libéral" est quasiment devenu dans l'esprit du public synonyme de partisan des "droits des homosexuels". C'est pourquoi le candidat préféré, pour l'élection présidentielle de 1996, de tous les libéraux qui ne veulent pas s'associer de trop près, en pensée et en acte, au Parti libertarien, est sans conteste William Weld, le gouverneur Républicain du Massachusetts qui aime se présenter lui-même comme "libéral". » Voir : MURRAY Rothbard, *Rothbard-Rockwell Report*, Novembre 1994, accessible sur : https://www.catallaxia.org/wiki/Murray_Rothbard:Les_lib%C3%A9raux_%C3%A9tatistes

« antilibérales » sont cohérentes avec celles de ce dernier⁹³⁴, notamment si on rappelle ses propos sur l'immigration, l'homosexualité et le féminisme⁹³⁵.

Les critiques formulées à l'encontre de Vermeule au sein du *Mises Institute* illustre toutefois l'hétérogénéité des courants favorables au « marché libre dérégulé » aux Etats-Unis et la rémanence des conflits entre néolibéraux et libertariens au sein de l'école néo-autrichienne quant au rôle de l'Etat⁹³⁶. En effet, afin de critiquer « l'originalisme » qu'il considère comme

⁹³⁴ Les conflits au sein du parti libertarien américain et du Cato Institute sont ici particulièrement éclairants pour comprendre l'importance de ces enjeux. Voir à titre d'exemples les propos introductifs de Rothbard dans le texte suivant:

« En suivant l'exemple d'Ayn Rand, que la plupart des libertariens admiraient avec enthousiasme, les libéraux prétendaient être de véritables individualistes et d'authentiques révolutionnaires, n'ayant rien à voir avec la droite et apportant au monde une révélation politique totalement novatrice. De fait, le mouvement libéral a toujours été presque délibérément ignorant de l'Histoire et de tout ce qui touche aux affaires étrangères. Les syllogismes compliqués de la théorie libertarienne, la science-fiction, la musique rock et les mystères des ordinateurs ont constitué la totalité des connaissances et des intérêts de ses membres.

Une des raisons de cette séparation, que je n'avais pas bien saisie à l'époque, était issue d'une violente haine envers la droite, ainsi que de la crainte des libéraux de se retrouver associés avec un mouvement conservateur ou de droite, ou de se retrouver étiquetés comme tel. Une partie de cette haine provenait d'une haine plus générale et encore plus intense à l'encontre de la chrétienté, haine que certains avaient héritée d'Ayn Rand. Pour être précis, l'un des aspects importants du récent virage vers l'étatisme vient de ce qu'un égalitarisme profondément enraciné a exercé son influence et infecté les idées politiques des libertariens. Grattez un peu, et sous l'égalitariste vous trouverez inévitablement un étatiste. Comment l'égalitarisme qui se développe et qui se répand au sein des libéraux peut-il être rendu compatible avec leur prétendue croyance à l'individualisme et au droit de chacun de s'élever suivant son propre mérite, sans être gêné par l'État ? La solution à ce problème est à peu près la même que dans les autres versions courantes du "politiquement correct". Les libéraux-libertariens sont fermement convaincus que, si les individus ne sont pas "égaux" entre eux, tous les groupes imaginables : communauté ethnique, race, sexe et, dans certains cas, espèce, sont en réalité et doivent être rendu "égaux", que chacun possède des "droits" qui ne doivent pas être restreints par une forme quelconque de discrimination. Et ainsi, s'opposant à son ancienne et supposée dévotion envers des droits de propriété absolus, le mouvement libéral a reconnu presque tous les faux "droits" de la gauche qui ont pu être fabriqués au cours des dernières décennies ». *Ibid.*

⁹³⁵ Voir ici encore le texte précité :

« Alors que cette attitude culturelle a toujours imprégné les libertariens [l'attitude libertaire], la nouvelle caractéristique vient de leur soutien aux "droits des homosexuels" comme expression d'un "droit civique" à la non-discrimination. Les choses en sont venues au point où l'un des plus éminents instituts libéraux pratique sa propre forme de "discrimination positive" envers les homosexuels, embauchant ou ne soutenant que des homosexuels déclarés et, pour le moins, licenciant tout membre de l'équipe qui ne serait pas assez enthousiaste quant à cette procédure ou quant aux droits homosexuels en général.

(...)

Quel raisonnement a-t-il conduit le Parti libertarien à abandonner précipitamment le contribuable et les droits de propriété en faveur du politiquement correct ? C'est que l'application de la proposition "Save Our State" pourrait représenter une menace pour les libertés civiles ! Mais l'application de n'importe quelle mesure, bonne ou mauvaise, pourrait bien sûr menacer les libertés civiles et ce n'est pas une excuse pour refuser de voter un projet valable. Les frontières, apparemment, ne doivent pas seulement rester grandes ouvertes : il faut aussi encourager cette ouverture et la financer au frais du contribuable américain. La confusion entre public et privé, le changement de définition des "droits" sont visiblement allés si loin que tout immigré en situation irrégulière a maintenant le droit de lessiver le contribuable pour un montant que Dieu seul connaît. Bienvenue dans le libéralisme étatiste ! » *Ibid.*

⁹³⁶ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point parce qu'il permet de comprendre l'importance de l'héritage néolibéral chez les illibéraux. Sur la critique en question, voir : « Anti-Market Conservatives Want to Fix Social Ills, But Their Cure Will Only Make Things Worse | Mises Institute », publié le 3 décembre 2019, [consulté le

grevé par une forme de libertarianisme plus ou moins explicite, Vermeule met dos-à-dos libertarianisme et progressisme, pour défendre un interventionnisme étatique mu par la morale traditionnelle qui s'oppose au *welfare state* du New Deal⁹³⁷, mais qui est susceptible de circonvenir le droit de propriété et les autres droits économiques, et de s'attaquer aux effets « atomistes » du marché⁹³⁸.

Ce double constat valide donc rétrospectivement les analyses formulées par les chercheuses féministes telles que Rosalind Petchesky dès les années 1980 sur la symbiose entre anti-féminisme et anti-libéralisme lors de la révolution conservatrice impulsée par la *New Right*⁹³⁹. Le libéralisme étant considéré comme trop perméable envers les revendications des mouvements progressistes – en particulier des minorités sexuelles – du fait de sa structure philosophique et politico-juridique⁹⁴⁰, l'idéologie libérale est pour certains conservateurs un

23 août 2024]. <https://mises.org/mises-wire/anti-market-conservatives-want-fix-social-ills-their-cure-will-only-make-things-worse>

⁹³⁷ L'argumentation de Vermeule est ici relativement subtile puisqu'il suggère que l'intervention au nom du « *general welfare* » est bien valide car elle repose précisément sur une conception du « *common good* », et en même temps, que les fins assignées à l'Etat par les progressistes – en prenant l'exemple de l'Obamacare - ne pourraient véritablement être combattus que par le recours à une théorie jusnaturaliste du *common good* (qui serait mécaniquement conservatrice) puisqu'il est selon lui impossible d'inverser l'inflation de l'interventionnisme Etatique :

« In recent decades, the Court has twice invalidated relatively marginal statutes as exceeding Congress' enumerated powers, but ultimately flinched from invalidating the only major legislation it has examined, the Affordable Care Act. Meanwhile, all the major statutes that emerged from the later New Deal and Great Society and the environmental revolution, many of which modern libertarians and localists condemn as constitutionally dubious, remain in place and have no real prospect of being challenged. Despite the high volume of chatter in originalist and libertarian circles, the federal government for all intents and purposes has acquired by prescription, over time, a de facto police power ». VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism*, p56

⁹³⁸ Sur ce point, voir notamment l'extrait suivant :

« Libertarian conceptions of property rights and economic rights will also have to go, insofar as they bar the state from enforcing duties of community and solidarity in the use and distribution of resources – although, as we will see, non-libertarian conceptions of rights are very much available to justify certain rights ordered to the common good, including property as a secondary right.

(...)

In the best constructive justification of these arrangements, our executive centered government acts through principles of administrative law's inner morality, with a view to promoting solidarity and subsidiarity. The bureaucracy will be seen not as an enemy, but as the strong hand of legitimate rule. The state is to be entrusted with the authority to protect the populace from the vagaries and injustices of market forces, from employers who would exploit them as atomized individuals, and from corporate exploitation and destruction of the natural environment. Unions, guilds and crafts, cities and localities, and other solidaristic associations will benefit from the presumptive favor of the law, as will the traditional, multigenerational family ». *Ibid.*, p64

⁹³⁹ PETCHESKY Rosalind Pollack, « Antiabortion, Antifeminism, and the Rise of the New Right », *Feminist Studies*, 7, Feminist Studies, Inc., 1981.

⁹⁴⁰ Voir les nombreux développements de Vermeule sur le fait que la constitution américaine en raison de la « clause d'égalité de protection » est trop perméable envers le mariage entre personnes de même sexe et le droit à l'avortement. A titre d'exemple :

« Put differently, this second horn of the dilemma embodies the problem of "living originalism," a term propounded by the Yale scholar Jack Balkin, who urges very general readings of the principles underlying

obstacle dans les années 1980, et il devient un véritable ennemi politique à partir des années 2010. L'appropriation de l'illibéralisme ou de l'antilibéralisme par Simpson et Vermeule traduit donc le fait que le statut quo permis par le libéralisme politique et jusque-là accepté par les conservateurs n'est plus tolérable – même si cela justifie l'abandon de la constitution rédigée par les Pères fondateurs américains⁹⁴¹ – car selon eux le libéralisme bascule de plus en plus « à gauche », ce qui explique le fait qu'ils adoptent une grammaire principalement progressiste du libéralisme tout en mobilisant conjoncturellement la grammaire lockéenne du libéralisme pour justifier sur le plan généalogique le conflit entre église catholique et libéralisme⁹⁴². Néanmoins, comme nous allons le voir, ce choix stratégique relatif à la concurrence des grammaires du libéralisme est en réalité minoritaire au sein de la nébuleuse intellectuelle illibérale en « occident »⁹⁴³, bien qu'il ait trouvé un écho important au sein de la classe des « brocanteurs d'idées »⁹⁴⁴ illibérale très médiatiques tels que Sohrab Ahmari.

2. *Quelle grammaire du libéralisme chez les intellectuels qui rejettent l'étiquette « illibérale » ?*

Bien qu'il s'agisse d'un problème impensé dont l'importance est presque systématiquement sous-estimée, la majorité des intellectuels conventionnellement considérés comme les théoriciens de l'illibéralisme ne revendiquent pas le terme et ils le rejettent explicitement à

constitutional provisions.²⁵¹ Likewise, originalists such as Steven Calabresi have adopted similar versions of originalism that allow principles to be read at dizzyingly high levels of generality.²⁵² All this creates an "originalism" that is difficult to distinguish from the program of the American Civil Liberties Union or the American Constitution Society. Living originalists, for example, read the Equal Protection Clause as embodying an "anti-caste principle," from which they extrapolate abortion rights and rights of same-sex marriage. » *Ibid.*, p138-139

⁹⁴¹ Il s'agit en effet de l'un des traits communs les plus saillants des argumentaires respectifs de Simpson et Vermeule qui illustre leur « radicalité » comparée aux autres illibéraux et à la droite américaine de manière générale.

⁹⁴² Nous reviendrons dans le prochain chapitre sur la place de l'assimilation entre libéralisme et anticléricalisme dans l'illibéralisme. A titre d'exemple (semi-humoristique) de cette synthèse très conjoncturelle entre grammaire progressiste et lockéenne du libéralisme, nous ne permettons de renvoyer vers un *post* du *Catholic world report* sur le « wokisme » de John Locke et son rôle dans la discrimination anticatholique : Jonathan Culbreath, « Opinion: Woke Locke and the Origins of Anti-Catholic Discrimination », <https://www.catholicworldreport.com/2022/08/29/opinion-woke-locke-and-the-origins-of-anti-catholic-discrimination/>.

⁹⁴³ En effet, ce constat serait très différent en Russie, où cette grammaire du libéralisme semble hégémonique dans les espaces intellectuels conservateurs, notamment au sein du club d'Izborsk. Voir : LARUELLE Marlene, « The Izborsky Club, or the New Conservative Avant-Garde in Russia », *The Russian Review*, 75, 2016.

⁹⁴⁴ Nous empruntons l'expression (qui est traduite par G. Dostaler comme « commerçants de seconde main d'idées ») à Hayek, voir : DOSTALER Gilles, « Hayek et sa reconstruction du libéralisme », *crs*, Département de sociologie - Université du Québec à Montréal, 1999 HAYEK Friedrich August et PITON Christophe, « Les intellectuels et le socialisme », *Commentaire*, 99, Commentaire SA, 2002.

l'image de Y. Hazony⁹⁴⁵ et R. Legutko⁹⁴⁶. On peut d'ailleurs voir que le terme d'illibéralisme est même plutôt employé dans la nébuleuse « illibérale » contemporaine pour critiquer et dénoncer « l'identitarisme » de la nouvelle gauche⁹⁴⁷, ou encore l'arrêt *Roe v. Wade*⁹⁴⁸ – de manière cohérente avec les propos de Anne-Marie Le Pourhiet sur le danger de l'activisme judiciaire et des droits humains, ou celui de Frank Furedi sur la mentalité fasciste des libéraux anti-populiste, que nous avons déjà évoqués. Dit autrement, la référence systématique aux premières déclarations de Viktor Orbán dans les études de l'illibéralisme dissimule le fait qu'il n'existe pas d'autres appropriations positives et systématique de l'illibéralisme aux Etats-Unis et en Europe que celle de Peter Simpson, ce qui justifie rétrospectivement la prise en compte d'un « jeu de langage » propre au libéralisme dans le travail de délimitation du phénomène illibéral, puisque les « illibéraux » ne semblent en réalité pas si éloignés des « libéraux-conservateurs » dans leurs propres appropriations du label illibéral sur le plan discursif⁹⁴⁹. A l'image du néolibéralisme, le concept d'illibéralisme est donc employé pour décrire des

⁹⁴⁵ Yoram Hazony, « There's No Such Thing as an 'Illiberal' » Jerusalem letters, 06/09/2017 : <https://jerusalemletters.com/theres-no-such-thing-as-an-illiberal/>

⁹⁴⁶ « Why I Am Not a Liberal | Ryszard Legutko », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 mars 2020, [consulté le 26 août 2024].

⁹⁴⁷ A titre d'exemple, on peut voir que les contributeurs du *Claremont Institute* (et des revues qui lui sont associées, telles que *The American Mind* »), le think tank qui représente historiquement les « west coast straussians » et qui est désormais couramment associé à l'illibéralisme aux Etats-Unis, ne défendent pas l'appropriation du terme d'illibéralisme puisqu'il est au contraire employé pour décrire la « nouvelle gauche », ce qui également le cas au sein de la *National review* où la majorité des contributeurs associent l'illibéralisme au wokisme et au socialisme de Bernie Sanders. Voir : « Rolling Back Woke Higher Ed », *National Review* (blog), 1 décembre 2022, <https://www.nationalreview.com/magazine/2022/12/19/rolling-back-woke-higher-ed/>; « The Year of Illiberal Liberalism », *National Review* (blog), 31 janvier 2024, <https://www.nationalreview.com/2024/01/the-year-of-illiberal-liberalism/>; « The Tyranny of Identity Politics », The Claremont Institute, <https://beta.claremont.org/events/tyrannyidentitypolitics/>.

Voir à titre d'exemple cet extrait :

« A troubling development in contemporary American politics is the emergence and normalization of authoritarian tendencies. I refer not to Donald Trump and his supporters—the usual object of this accusation—but to the American Left. Prominent voices on the Left are now illiberal by the standards that were developed and defended by liberals, sometimes the same ones, of an earlier generation. » Carson Holloway, *America's authoritarian left*, 16/11/2021, The American Mind : <https://americanmind.org/salvo/americas-authoritarian-left/>

⁹⁴⁸ « It is certainly defensible, then, to argue that a liberal state would be no less liberal for writing into its constitution a recognition that life begins at conception. The legal philosopher John Finnis has recently argued (for example) that the politically liberal US Constitution includes the right of the unborn to life.

Frankly, the strongest case to be made against *Roe v. Wade* is that it was a highly illiberal decision. The reason for the embittered fights in the US over abortion is precisely because a group imposed, by undemocratic means, a significant culturally-loaded piece of legislation through a court decision and not through liberal democratic processes. John Rawls was in favor of abortion, but not every liberal needs to be. »

⁹⁴⁹ Nous n'ignorons pas ici qu'il conviendrait d'amender (voire de réviser) cette conclusion si l'on s'intéressait à espace géo-historique où le « jeu de langage » en question serait radicalement différent, comme en Russie ou en Chine.

intellectuels qui préfèrent se réclamer du « post-libéralisme » comme dans le cas de Patrick Deneen ou du « conservatisme » pour Ryszard Legutko ou Yoram Hazony, ce qui nécessite une argumentation plus poussée que la simple référence à un discours d'Orbán ou de Kaczyński et à l'existence d'une tradition communautarienne « antilibérale » pour justifier leur inclusion dans un périmètre « illibéral ». La résolution du problème de la « pertinence » de l'emploi du label « illibéralisme » puis de la délimitation idéelle de ce dernier, déjà soulevée de façon incidente par Marc Plattner en 2019 s'impose donc⁹⁵⁰. La question qui se pose est donc la suivante : si comme l'indique Marlène Laruelle, le concept d'illibéralisme sert à rendre intelligible une distinction entre une droite « conservatrice » respectueuse du constitutionnalisme libéral, et une droite « illibérale » qui souhaite renier partiellement ou complètement ce dernier en complément du libéralisme culturel et/ou sociétal⁹⁵¹, comment peut-on réaliser cette délimitation « étanche » de façon non-arbitraire entre illibéralisme et conservatisme sur le plan intellectuel, alors que la critique explicite du constitutionnalisme n'est pas si répandue chez ces « illibéraux » ? Dit autrement, existe-t-il véritablement une rupture idéologique entre le conservatisme « classique » – en particulier le conservatisme fusionniste aux Etats-Unis – et les écrits de Deneen, Legutko et Hazony ?

Si nous serons encore moins en mesure de comparer de façon synthétique leurs écrits (plus ou moins académiques) que nous ne l'avons fait avec Simpson et Vermeule, il nous semble

⁹⁵⁰ En effet, Plattner formule clairement la dimension asymétrique du concept d'illibéralisme à l'égard de Hazony, Legutko et Deneen bien que leur inclusion dans le périmètre soit selon lui justifié par leur proximité avec Orbán : The three thinkers discussed above are in many ways very different. Among other things, Hazony explicitly draws upon Jewish and Protestant teachings, while Legutko and Deneen are both Catholics (though neither of their books especially appeals to Catholic teachings). Would any of them accept the label of illiberal? I suspect Legutko would do so, but I am less confident that Deneen would. As for Hazony, he bemoans the "intensive use of the term illiberal as an epithet to describe those who have strayed from the path of Lockean liberalism." Still, it seems fair to describe all three thinkers as engaged in a more theoretical version of the enterprise that Viktor Orbán is pursuing at the political level. The common goal is to conflate liberal democracy with contemporary Journal of Democracy progressivism and thus to suggest that conservatives should have no interest in supporting or defending liberal democracy. » PLATTNER Marc F., « Illiberal Democracy and the Struggle on the Right », *Journal of Democracy*, 30, Johns Hopkins University Press, 2019.

⁹⁵¹ Cette orientation méthodologique et analytique est en effet continuellement défendue par Laruelle depuis son article fondateur de 2021, comme le montre son introduction au *Oxford handbook of illiberalism* parue en 2024 :

« Illiberalism, thus defined, needs to be contrasted with competing notions. For instance, illiberalism shares with conservatism a respect for traditional hierarchies and is likewise rooted in a pessimistic ontology of mankind. However, conservatism, especially the Anglo-Saxon version thereof, has historically been economically (neo)liberal, has accepted many of the assumptions of political liberalism, and has worked well within the framework of postwar liberal democracies. By contrast, illiberalism displays (albeit not systematically) much more statist features in terms of economic policy and challenges either liberal democracies' liberal assumptions or their democratic functioning—or both. » LARUELLE Marlène, « Introduction », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, [s. d.], [consulté le 16 août 2024].

toutefois possible de démontrer que « l’air de famille » évident entre les écrits de ces cinq intellectuels s’expliquent par la cohérence idéologique et historiographique de leur rejet d’un libéralisme « progressiste », bien qu’il existe des variations dans leurs grammaires du libéralisme respectives qui reflètent les différents contextes géo-historiques depuis lesquels ils écrivent, et surtout, leurs trajectoires politiques respectives. Pour résumé, notre démonstration vise à défendre la même conclusion que celle de Plattner, à savoir qu’il est pertinent et juste de considérer tous ces intellectuels comme des « illibéraux » parce qu’ils rejettent le libéralisme (et incidemment la démocratie libérale) au nom de leur combat contre le progressisme⁹⁵², mais en mobilisant un argumentaire distinct, ce qui nous conduira à considérer l’extension du périmètre de l’illibéralisme au sein du conservatisme « classique ».

On peut tout d’abord expliquer l’air de famille entre les « illibéraux » auto-proclamés que sont Simpson et Vermeule et Legutko, Hazony et Deneen par le fait qu’ils condamnent également de façon explicite et systématique le libéralisme classique « lockéen », ce qui semble *a priori* justifier la conceptualisation de l’illibéralisme des chercheurs qui emploient une grammaire lockéenne et l’idée d’une rupture radicale entre illibéralisme et conservatisme. En effet, plus la grammaire du libéralisme des « illibéraux » apparaît comme lockéenne, voire comme conservatrice, plus elle traduit une rupture discursive avec le « consensus libéral » auquel sont supposés adhérer les conservateurs⁹⁵³. Inversement, plus la grammaire du libéralisme des illibéraux est progressiste, plus la rupture avec le conservatisme-libéral est à relativiser, d’autant plus que le degré d’hostilité des « libéraux-conservateurs » envers le libéralisme progressiste est souvent sous-estimé ou méconnu. Dit autrement, si la critique du libéralisme classique et l’abandon explicite du constitutionnalisme libéral est l’élément central des écrits de ces illibéraux, alors le périmètre idéal et intellectuel de l’illibéralisme sera limité aux théories et idées d’un collectif de pensée très restreint, qui sera idéologiquement à l’extérieur du conservatisme⁹⁵⁴. En revanche, plus la critique des « illibéraux » est dirigée contre le

⁹⁵² PLATTNER Marc F., *op. cit.*

⁹⁵³ Le terme de « consensus libéral » ne sera pas ici strictement défini puisqu’il s’agit davantage d’une expression qui est le pendant du libéralisme/conservatisme de la guerre froide dans les écrits de la nébuleuse illibérale. Il désigne donc généralement le modèle économique-politique de l’après seconde guerre mondiale, mais ses caractéristiques diffèrent selon les auteurs. Il est généralement utilisé dans le contexte de l’arrivée au pouvoir de Trump en 2016 par les « trumpistes » pour défendre la rupture entre le nouveau et l’ancien parti républicain. Voir à titre d’exemple : « Against the Dead Consensus | Various », sur *First Things* [en ligne], publié le 21 mars 2019, [consulté le 8 août 2024].

⁹⁵⁴ A titre pédagogique, on peut ici faire un parallèle entre la délimitation de l’illibéralisme vis-à-vis du conservatisme et l’enjeu de la délimitation du néolibéralisme vis-à-vis du libéralisme. Depuis que le concept de

libéralisme progressiste, plus il est difficile de distinguer une rupture entre ces intellectuels et le conservatisme en général.

De fait, Deneen, Hazony et Legutko ont bien en commun une critique philosophique poussée de l'individualisme et du contractualisme du libéralisme classique, ce qui les conduit à dénoncer la réduction du « conservatisme » à la défense de Locke contre le libéralisme progressiste de John S. Mill et John Dewey⁹⁵⁵. On constate toutefois des variations importantes dans leur critique de l'hégémonie de ce « paradigme lockéen » incompatible (ou intolérant) à l'égard du nationalisme et de la foi religieuse⁹⁵⁶. En effet, les trois intellectuels ont des interprétations de l'historiographie libérale distinctes et contradictoires, par conséquent ils emploient le label « lockéen » différemment en étant plus ou moins conciliant à l'égard de la tradition libérale-conservatrice. A titre d'exemple, on peut s'intéresser à la place d'Hayek dans leurs écrits respectifs, car son œuvre constitue une référence centrale dans les grammaires lockéenne et conservatrice du libéralisme. Ainsi, contrairement à ce qu'indique Plattner à propos de la critique d'Hayek chez Legutko, ce dernier s'est toujours gardé de le critiquer ouvertement et il a précisément dénoncé dans un article paru en 1997 les tentatives d'euphémisation du conservatisme de l'intellectuel austro-britannique, tout en rendant une forme d'hommage à son « libéral-conservatisme »⁹⁵⁷. A l'inverse, Deneen et Hazony dans son

néolibéralisme est employé, la distinction entre libéralisme et néolibéralisme fait l'objet de controverses sur le contenu et les méthodes employées pour l'établir, ce qui ne manque pas de susciter des malentendus qui se retrouvent aujourd'hui dans la littérature sur l'illibéralisme.

⁹⁵⁵ « The modern American landscape is occupied by two parties locked in permanent battle. One, deemed "conservative," advances the project of individual liberty and equality of opportunity especially through defense of a free and unfettered market; the other, deemed liberal, aims at securing greater economic and social equality through extensive reliance upon the regulatory and judicial powers of the national government. Our dominant political narrative pits defenders of individual liberty—articulated by such authors of the liberal tradition as John Locke and the American Founding Fathers— against the statism of "progressive" liberals inspired by figures like John Stuart Mill and John Dewey. The two worldviews are regarded as irreconcilable opposites. » Deneen, p50

⁹⁵⁶ « In recent decades, liberal political and economic theories and conceptions of international law have succeeded in driving out more conservative and realistic accounts of the political order, becoming the virtually unquestioned framework for what an educated person needs to know about the political world. With a few exceptions, the most widely discussed debates among competing views in political theory, economics, and jurisprudence are now almost entirely internal to the Lockean paradigm, which is often taught and discussed as though there are no meaningful alternatives to it.⁴⁷ University-educated political and intellectual elites in America and Europe are for the most part now sequestered within this liberal frame, regardless of their party affiliation »

⁹⁵⁷ LEGUTKO Ryszard, « Was Hayek an instrumentalist? », *Critical Review*, 11, Routledge, 1997.. Sur ce point, voir également : LEGUTKO Ryszard, « The free market in a republic » [en ligne], *Critical Review*, Taylor & Francis Group, 1991, [consulté le 28 août 2024].

premier ouvrage⁹⁵⁸, ne manquent pas de critiquer féroce­ment le « libertarianisme » lockéen d’Hayek⁹⁵⁹, sa défense du *free-market*⁹⁶⁰ et de l’internationalisme⁹⁶¹, ce qui les rapproche de Simpson mais les éloigne de Vermeule qui est logiquement beaucoup plus familier avec les thèses ambiguës – ou contradictoires – d’Hayek du fait de son passé au sein de la *law&economics*. La critique ou la défense d’Hayek (et de Mises) brouille donc les pistes quant à la grammaire du libéralisme mobilisée au sein de ce « collectif de pensée » illibéral, du fait de la réception souvent tronquée de son œuvre – comme le montre l’évolution drastique du propos d’Hazony à son encontre entre 2018 et 2022⁹⁶². Si les arguments et les pamphlets « conservateurs » d’Hayek à l’encontre du socialisme sont repris avec plus ou moins d’opportunisme par les illibéraux, la suspicion à l’égard du reste de son œuvre traduit l’existence d’un rejet invariable et systématique du « libertarianisme », qui fait office de figure repoussoir au sein de la nébuleuse illibérale dans son ensemble⁹⁶³.

En résumé, on trouve dans les écrits de Deneen, Hazony et Legukto une généalogie critique d’un libéralisme lockéen définit positivement par l’individualisme et la propriété, et

⁹⁵⁸ Il est ici crucial de distinguer les propos tenus par Hazony dans son ouvrage de 2018 « the virtue of nationalism » et celui paru en 2022 « Conservatism : a rediscovery ».

⁹⁵⁹ « Locke’s thesis was that ongoing and continuous growth of wealth and prosperity could function as a replacement for social cohesion and solidarity. As the libertarian Friedrich Hayek understood, a society that embraces “rapid economic advance” will necessarily encourage inequality: “Progress at such a fast rate cannot proceed on a uniform front but must take place in echelon fashion.” Echoing Locke, Hayek recognizes that a society that advances rapidly and generates significant economic inequality will necessarily rely upon rapid and even accelerating advances in order to assuage discontent: “The enjoyment of personal success will be given to large numbers only in a society that, as a whole, progresses fairly rapidly. In a stationary society there will be about as many descending as there will be those rising. In order that the great majority should in their individual lives participate in the advance, it is necessary that it proceed at considerable speed.” »

⁹⁶⁰

⁹⁶¹ « And if the independence and internal cohesion of nations are expected to exact a cost in lives or property, then even this indifference quickly disperses, leaving liberals with an inclination to do without the independent national state entirely. Thus by the early twentieth century, Ludwig von Mises’s Liberalism in the Classical Tradition openly advocated dispensing with national states in favor of a “world super-state.” Friedrich Hayek, the most important theoretician of liberalism of the last century, likewise argued that a consistent application of “the liberal point of view” leads to an international federal state without significant boundaries between nations—an aspiration that he strongly endorsed. » Hazony, p32

⁹⁶² En effet, après avoir critiqué Hayek de façon superficielle dans l’ouvrage de 2018, il lui consacre de nombreux développements dans son ouvrage de 2022 en louant sa critique du rationalisme et du progressisme tout en le considérant comme trop attaché à la « liberté individuelle » :

« Hayek’s defense of the Anglo-American empiricist tradition—and, in particular, his appreciation of the common lawyers and Burke—can be read as providing much-needed support for Russell Kirk’s efforts to revive political conservatism in America. But Hayek’s dogmatic insistence on individual liberty as the “supreme principle” in political life makes it clear that his heart was, in the end, with Enlightenment liberalism. Such a profound contradiction at the center of Hayek’s philosophy only makes sense in the context of the trauma of the World Wars, which drove many intelligent men and women to embrace liberalism as a new religion that would save mankind from a repetition of the horrors they had witnessed. »

⁹⁶³ Plan politique : voir déclarations de Bannon + Vance

négativement par l'anticléricalisme et l'antinationalisme, dont les héritiers seraient Rousseau, Kant, et John Rawls, et Ayn Rand, mais également Mises et Hayek. Pourtant, les trois intellectuels ont en commun une certaine nostalgie envers un libéralisme anthropologiquement et culturellement conservateur – qu'il soit prémoderne ou victorien – qui pouvait exister grâce aux garde-fous que constituait la religion et le sentiment national, ce qui exprimé de façon éclairante par Hazony :

« As long as liberal political theories were being promoted in a context still under the sway of strong Calvinist or Anglican Old Testament traditions, the inability of these liberal theories to provide any sense of the nation as a bounded community was of little consequence. Statesmen and philosophers raised on the Bible just assumed that their own nation was, like ancient Israel, a bounded entity that sought freedom and independence from other nations. But as liberalism has detached itself from its biblical and Protestant origins, its nonnationalist character has become ever more pronounced. Since all men are equally in need of having their lives and property protected, a politics based on liberalism alone—without any supplement from biblical tradition—means that the persistence of independent national states will be, at best, a matter of indifference. And if the independence and internal cohesion of nations are expected to exact a cost in lives or property, then even this indifference quickly disperses, leaving liberals with an inclination to do without the independent national state entirely. Thus by the early twentieth century, Ludwig von Mises's Liberalism in the Classical Tradition openly advocated dispensing with national states in favor of a "world super-state." »⁹⁶⁴

Dit autrement, la critique du libéralisme de Deneen, Hazony et Legutko semble osciller entre une interprétation « néo-tocquevillienne »⁹⁶⁵ et une interprétation polanyienne du libéralisme. La première consiste à critiquer la nature autodestructrice du libéralisme en se concentrant sur l'incompatibilité entre ce dernier et les « contre-pouvoirs » conservateurs au sein de la société civile, en particulier la religion, mais elle laisse de côté la question du marché. Comme le relève Vermeule dans sa recension de l'ouvrage de Deneen, cette critique s'inscrit par conséquent dans un débat interne au libéralisme et elle n'implique pas un rejet intégral

⁹⁶⁴ HAZONY Yoram, *The Virtue of Nationalism*, Hachette UK, 2018.

⁹⁶⁵ La référence à Tocqueville est d'ailleurs récurrente dans l'ouvrage de Deneen et celui de Legutko, en revanche elle ne l'est pas dans celui de Hazony. Voir à titre d'exemple le passage suivant tiré de l'ouvrage de Deneen : « Premised on the idea that the basic activity of life is the pursuit of what Hobbes called the "power after power that ceaseth only in death"—which Alexis de Tocqueville later described as "inquietude" or "restlessness"—the endless quest for self-fulfillment and greater power to satisfy human cravings requires ever-accelerating economic growth and pervasive consumption. Liberal society can barely survive the slowing of such growth, and it would collapse if economic growth were to stop or reverse for any length of time. The sole object and justification of this indifference to human ends—of the emphasis on "Right" over "Good"—is the embrace of the liberal human as self-fashioning expressive individual. This aspiration requires that no truly hard choices be made. There are only different lifestyle options. »

de ce dernier⁹⁶⁶. À l'inverse, l'interprétation polanyienne fait du libéralisme (et plus encore du libertarianisme) un danger anthropologique pour la civilisation occidentale judéo-chrétienne et elle ne laisse pas de côté le *free-market* et le constitutionnalisme libéral, ce qui explique le rejet plus ou moins important de cette nébuleuse « illibérale » au sein des courants libertariens⁹⁶⁷. De fait, à l'image d'Alain de Benoist, Deneen mobilise régulièrement « La Grande Transformation » dans ses différents travaux⁹⁶⁸, ce qui illustre la justesse de l'analyse de Melinda Cooper quant à la dimension conservatrice et familialiste de la critique chrétienne du capitalisme libéral de Polanyi. Or, il est crucial de constater que ces deux grilles d'interprétations convergent dans leur critique d'un libéralisme « contemporain » qui exacerbe tous les défauts et toutes les failles du libéralisme classique, et dont l'ultime aboutissement est le « désastre » de la révolution sexuelle à la fin du XXe siècle.

En effet, de manière strictement identique au propos de Simpson sur le danger que constitue le passage du libéralisme « classique » au libéralisme « progressiste », on peut voir que les trois intellectuels déplorent et abhorrent la transformation du libéralisme dans des termes relativement identique⁹⁶⁹, bien que ce soit Deneen qui exprime le plus clairement cette interprétation de l'historiographie libérale :

⁹⁶⁶ VERMEULE Adrian, « Integration from Within », sur *American Affairs Journal* [en ligne], publié le 20 février 2018, [consulté le 29 juillet 2024].

⁹⁶⁷ À titre d'exemple, on peut voir que le rejet de la nébuleuse illibérale est relativement modéré au sein du *Mises Institute*, alors qu'il est beaucoup plus prononcé au sein du *Cato Institute* du fait de l'orientation plus progressiste de ce dernier sur les questions sociétales. À titre de comparaison, voir : « Deneen on Liberalism | Mises Institute », publié le 16 janvier 2018, [consulté le 26 août 2024] « Anti-Market Conservatives Want to Fix Social Ills, But Their Cure Will Only Make Things Worse | Mises Institute », publié le 3 décembre 2019, [consulté le 23 août 2024] « The Return of the Anti-Enlightenment », sur *Cato Institute* [en ligne], publié le 28 février 2022, [consulté le 26 août 2024] « New-Right Christians Would Repeat Islamist Government Failures », sur *Cato Institute* [en ligne], publié le 23 janvier 2023, [consulté le 26 août 2024].

⁹⁶⁸ Voir à titre d'exemple cet extrait :

« In a reversal of the scientific method, what is advanced as a philosophical set of arguments is then instantiated in reality. The individual as a disembedded, self-interested economic actor didn't exist in any actual state of nature but rather was the creation of an elaborate intervention by the incipient state in early modernity, at the beginnings of the liberal order. The imposition of the liberal order is accompanied by the legitimizing myth that its form was freely chosen by unencumbered individuals; that it was the consequence of extensive state intervention is ignored by all but a few scholars. Few works have made this intervention clearer than the historian and sociologist Karl Polanyi's classic study *The Great Transformation*. Polanyi describes how economic arrangements were separated from particular cultural and religious contexts in which those arrangements were understood to serve moral ends—and posits that these contexts limited not only actions but even prevented the understanding that economic actions could be properly undertaken to advance individual interests and priorities. Economic exchange so ordered, Polanyi argues, placed a priority on the main ends of social, political, and religious life—the sustenance of community order and flourishing of families within that order » DENEEN Patrick J., *Why Liberalism Failed*, Yale University Press, 2019. p55

⁹⁶⁹ Voir l'extrait précité tiré de l'ouvrage d'Hazony « the virtue of nationalism », et à titre d'exemple l'extrait suivant chez Legutko :

« Early-modern liberalism envisioned the autonomous individual giving rise to a system that resulted in radically different material attainments. As James Madison said of the world's first liberal order, the "first object of government" is protection of the "diversity in the faculties of men." Madison states in *Federalist* that "from the protection of different and unequal faculties of acquiring property, the possession of different degrees and kinds of property immediately results. The first object of the government enshrined in our constitutional order is the protection of "diversity," primarily distinctions that are manifest in different economic attainments, but further, whatever differences arise from our "diversity of faculties." Liberal politics was conceived as a defense of those inequalities. **Liberalism's second wave—Progressivism—argued that the rampant inequality that first-wave liberalism so successfully advanced was, in fact, an obstacle to the realization of true selfhood. Later liberals agreed that the first wave of liberalism had successfully undermined the old aristocratic political and economic forms, but concluded that its very successes had generated new pathologies that needed a reinvented liberalism.** Liberalism today is widely identified as the opposite of early-modern liberalism's encouragement of economic liberty and hence stratification, instead stressing the imperative for greater economic equality. **But this embrace of economic equality was not intended to secure an opposite outcome to classical liberalism: rather, it sought to extend the weakening of social forms and cultural traditions already advanced by classical liberalism, with an end to increasing political consolidation. Under classical liberalism, this end could best be achieved by limiting government's authority over individuals. For progressive liberalism, it was best achieved by empowering the State to equalize the fruits of an increasingly prosperous society while intervening more actively in the realms of church, family, and even human sexuality.** »⁹⁷⁰

Même si Legutko se distingue relativement de Deneen et Hazony parce qu'il associe étroitement le libéralisme dans son ensemble au totalitarisme socialiste⁹⁷¹, alors que ces

« The development of liberal democracy confirmed Tocqueville's diagnosis. Because egalitarianism weakens communities and thus deprives men of an identity-giving habitat, it creates a vacuum around them. Hence a desire exists for a new identity, this time modern and in line with the spirit of militant egalitarianism. The ideologies fulfil this role perfectly. They organize people's consciousness by providing them with the meaning of life, an individual and collective purpose, an inspiration for further endeavors, and a sense of belonging. With the emergence of ideology the problem of a lonely individual in an egalitarian society no longer exists: feminism makes all women sisters; all homosexuals become brothers in struggle; all environmentalists become a part of an international green movement; all advocates of tolerance join the ranks of a universal antifascist crusade, and so on. Once a man joins an ideological group all becomes clear to him and everything falls into place; everything is either right or wrong, correct or incorrect. » LEGUTKO Ryszard, *The Demon in Democracy*, Encounter Books, 2018. p141

⁹⁷⁰ Nous soulignons. DENEEN Patrick J., *op. cit.* p126-127

⁹⁷¹ « Both sides—communist and liberal-democratic—share their dislike, sometimes bordering on hatred, toward the same enemies: the Church and religion, the nation, classical metaphysics, moral conservatism, and the family. Both are unable to mitigate their arrogance toward everything that their ideology despises, and which, in their revolutionary ardor, they seek to remove from the public space and from private lives. Both are fixated on one or two things that they refer to ad nauseam because those things delineate the unbreachable boundaries of their mental horizon. In every sentence from the Leninist and Stalinist catechisms one can replace "proletariat" with

derniers sont plus tempérés à l'égard du libéralisme des « pères fondateurs américains »⁹⁷², il est donc difficile de nier que leur conceptualisation du libéralisme est guidé téléologiquement par leur critique du progressisme contemporain et leur rejet viscéral du féminisme, des *gender studies* et des minorités sexuelles et raciales⁹⁷³. Comme chez Simpson et Vermeule, la grammaire du libéralisme de ces différents écrits est donc principalement *progressiste* parce qu'elle vise en réalité le libéralisme de « gauche » et qu'elle s'attaque au libéralisme classique de façon instrumentale. De ce point de vue, les écrits des « illibéraux » ne présentent en réalité aucune originalité par rapport à la critique conservatrice du libéralisme qui s'est

“women” or with “homosexuals,” make few other minor adjustments, and no one will recognize the original source. Both sides desire a better world so badly that in order to have it, they do not hesitate to control the totality of human life—including these aspects that are most personal or intimate. Both, unfortunately, have been successful politically and have taken over the ideological power of institutions, laws, and even something as elusive, but nonetheless important, as political atmosphere. » LEGUTKO Ryszard, *op. cit.* p142

⁹⁷² Hazony se distingue en effet des autres illibéraux américains parce qu'il ne souhaite pas abandonner la constitution américaine et qu'il défend une position « originaliste », ce qui n'est pas le cas de Deneen bien que ce dernier soit comparativement à Vermeule plus modéré quant au libéralisme des pères fondateurs comme le montre l'extrait suivant :

« While we have focused our attention on the growing differences between “classical” and “progressive,” we have been largely inattentive to the unifying nature of their shared liberalism. While classical liberalism looks back to a liberalism achieved and lost—particularly the founding philosophy of America that stressed natural rights, limited government, and a relatively free and open market, “progressive” liberalism longs for a liberalism not yet achieved, one that strives to transcend the limitations of the past and even envisions a transformed humanity, its consciousness enlarged, practicing what Edward Bellamy called “the religion of solidarity.” » Patrick Deneen, « The Tragedy of Liberalism », The Hedgehog Review, <https://hedgehogreview.com/issues/the-end-of-the-end-of-history/articles/the-tragedy-of-liberalism>.

⁹⁷³ Sur ces différents points qui mériterait des développements beaucoup plus conséquents au vu de leur importance au sein des ouvrages en question, nous renvoyons au chapitre suivant puisque nous examinerons la place de l'anti-féminisme (et plus généralement du concept de genre), de la queerphobie et de la xénophobie dans la morphologie idéologique de l'illibéralisme. Nous renvoyons sur ce point aux articles précités sur l'intersection entre illibéralisme et « anti-gender politics ».

On peut néanmoins remarquer une nouvelle fois qu'Hazony se démarque relativement des autres intellectuels illibéraux sur ce point puisqu'à l'image des contributeurs de la *national review* et du *clarement institute* ils insistent sur la généalogie « marxiste » du progressisme comme le montre l'extrait suivant :

« Marxist political theories have undergone much development and elaboration over nearly two centuries. The story of how “neo-Marxism” emerged after the First World War in the writings of Antonio Gramsci and the Frankfurt School has been frequently told, and academics will have their hands full for many years to come arguing over how much influence was exerted on various successor movements by Herbert Marcuse, Michel Foucault, post-modernism, and more. But for present purposes, this level of detail is not necessary, and I will use the term “Marxist” in a broad sense to refer to any political or intellectual movement that is built upon Marx’s general framework as I’ve just described it. This includes the “Progressive” or “Anti-Racism” movement that has overtaken liberal institutions in America and other countries. This movement uses racial and gender categories to describe the oppressors and the oppressed in our day. But it relies entirely on Marx’s general framework for its critique of liberalism and for its plan of action against the liberal political order. It is simply an updated Marxism—one that has taken the oppressed to be people of color and LGBTQ rather than the working class. » HAZONY Yoram, *Conservatism*, Simon and Schuster, 2022. p303-304

développée au sein de la *New Right* américaine dans les années 1980 et elle en reprend tous les invariants⁹⁷⁴ :

- La critique du *welfarism* et de l'interventionnisme étatique en matière socio-économique, considérée comme une forme autoritaire et idéologique d'intrusion de l'Etat dans la « sphère privée » au nom de la défense du patriarcat et de la famille traditionnelle.
- La critique du multiculturalisme et de la faillite de la démocratie libérale, symbolisée par le développement de la *New Left* à partir des années 1960.
- La critique de l'antinationalisme et du globalisme, en particulier de la libre circulation des personnes au nom de la lutte anti-migratoire dans une perspective à la fois xénophobe et raciste.
- Et surtout, la critique des droits humains, c'est-à-dire des droits de seconde et troisième génération, au nom de leur dimension progressiste et socialiste. Nous insistons d'ailleurs ici sur la prégnance du narratif consistant à dénoncer l'entrisme socialisme au sein du libéralisme « contemporain ».

Toutefois, le recyclage de cette critique conservatrice très américaine du libéralisme⁹⁷⁵ n'empêche pas l'existence de divergences stratégiquement très importantes dans leurs délimitations respectives du libéralisme. Ainsi pour Hazony, il est primordial de défendre l'héritage de la révolution conservatrice de Reagan et Thatcher, ce qui n'est pas le cas de Deneen et Vermeule. Hazony s'accorde pourtant avec eux dans le rejet de toute forme de retour au « consensus libéral » du conservatisme de la guerre froide⁹⁷⁶. Quant à Legutko, sa

⁹⁷⁴ Sur ces différents points, voir notamment : PETCHESKY Rosalind Pollack, « Antiabortion, Antifeminism, and the Rise of the New Right », *Feminist Studies*, 7, Feminist Studies, Inc., 1981 EISENSTEIN Zillah R., « The Sexual Politics of the New Right », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 7, The University of Chicago Press, 1982 RUTH Sheila, « A feminist analysis of the new right », *Women's Studies International Forum*, 6, 1983 KING Desmond S., *The New Right Politics, Markets and Citizenship* [en ligne], Macmillan Education UK, 1987, [consulté le 26 août 2024] GAMBLE Andrew, *The Free Economy and the Strong State*, Bloomsbury Publishing, 1994.

⁹⁷⁵ Sur ce point, voir notamment le chapitre de Joshua Tait pour le OHI : TAIT Joshua, « American Illiberal Thinkers », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, [s. d.], [consulté le 26 août 2024].

⁹⁷⁶ Sur le rejet du « conservatisme libéral » de la guerre froide, voir : « Conservative Democracy | Yoram Hazony », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 janvier 2019, [consulté le 26 août 2024]. Sur la défense de l'héritage conservateur de Reagan, voir : Hazony, *Conservatism: a rediscovery*. p339-346.

On peut apprécier toute l'ambiguïté de la position d'Hazony dans l'entretien qu'il a accordé au *Hoover Institute* – un « ancien » think tank néolibéral qui soutient désormais la frange la plus conservatrice du parti républicain – puisqu'il défend à la fois l'héritage de la révolution conservatrice tout en rejetant le « libéralisme public » du fusionnisme. L'extrait suivant illustre de manière éclairante le fait que ce rejet est justifié par la nécessité de la lutte contre un nouveau progressisme « néo-marxiste » qui « démolit les institutions libérales » :

critique du libéralisme est relativement distante vis-à-vis du contexte américain et elle se concentre plus logiquement sur l'Union Européenne⁹⁷⁷ et le « mainstream libéral »⁹⁷⁸. Enfin – et c'est peut-être l'un des motifs expliquant l'absence de revendication ou d'appropriation de l'illibéralisme dans leurs ouvrages – on peut noter qu'on ne trouve pas dans les écrits de Deneen, Legutko et Hazony de critique de la *rule of law* et de théorisation d'un régime politique antilibérale équivalente à celle de Simpson et de Vermeule. Bien que Deneen soit favorable à l'abandon de la constitution américaine, contrairement à Hazony, les trois intellectuels convergent dans leur dénonciation du dévoiement de la *rule of law* par l'idéologie progressiste. De même, c'est l'obsolescence de l'Etat-Nation⁹⁷⁹ et la transposition croissante

« Peter Robinson : [...] Barton Swaim reviewed your book in the "Wall Street Journal," and he attacked your portrayal of post-war American conservatism. "Mr. Hazony acknowledges that Russell Kirk," whom you've mentioned, "did draw on the Anglo-American tradition." William F. Buckley of "National Review" magazine, "Mr. Hazony generously allows operated," he quotes you, "within the Anglo-American conservative tradition. So did Ronald Reagan," and then Barton Swaim says, "So what is the criticism exactly?"

Yoram Hazony: Look, I like Barton a lot. I follow his writings. I don't think that he read chapter six of my book very closely because I think the argument is stated explicitly, and I don't think it's that complicated. The argument of that chapter is that 1960s fusionism is constructed out of an alliance of liberals and conservatives. The terms of that alliance are bad terms. Why? Because fusionism is a public liberalism fused to a private conservatism. It's a theory that says how should public life be governed? The liberals are right. The government should stay out of everything to the extent that it's humanly possible, and as far as transmission and conservation of the nation to future generations, passing the inheritance along, that's a matter for private citizens to think about. And we tried that. We did it for two generations, and it doesn't work. It failed. That fusionism is, in fact, what cleared the boards to allow woke neo-Marxism to demolish the liberal institutions of the United States and Britain, and so we have to reconsider the terms of the alliance between conservatives and liberals, and I think it's very clear. The new terms have to be a public conservatism, a public traditionalism in those states, in those places where there's a majority that will support it. The public sphere has to support parents and congregations in the work of transmissions. » Peter Robinson, « Yoram Hazony Rediscovered Conservatism » : <https://www.hoover.org/research/yoram-hazony-rediscovered-conservatism>

⁹⁷⁷ And yet, surprisingly, despite this somewhat cynical view of today's politics and political institutions, the faith in the absolute superiority of liberal democracy remains unshaken. The coalescing of liberal and democratic institutions that we observe today, which contributes to the notion that liberal democracy has no alternative, is nowhere seen more clearly than in the European Union. The current EU doctrine explicitly states that it is the ultimate system, a culminating emanation of "European values," a final stage of the history of the European peoples, worthy of absolute protection and praise ». LEGUTKO Ryszard, *The Demon in Democracy*, Encounter Books, 2018.

⁹⁷⁸ « Unfortunately since the transformation of democracy into a liberal democracy, the spectrum of political acceptability has been distinctly limited. Liberal democracy has created its own orthodoxy, which causes it to become less of a forum for articulating positions and agreeing on actions than—to a much higher extent—a political mechanism for the selection of people, organizations, and ideas in line with the orthodoxy. This phenomenon can be seen especially in Europe, where in the past few decades there has been a major ideological rapprochement of the right-and left-wing parties. This resulted in the formation of what is called "the political mainstream," which includes Socialists, Christian Democrats, the Greens, Social Democrats, Liberals, and even Conservatives. The mainstream that runs in Europe today is tilted far more to the left than to the right. Within it, the left has made a slight shift to the right in some matters (mostly economic) and made a further move to the left in other matters (mainly moral), while the right-wing movement's shift to the left was huge ». *Ibid.*

⁹⁷⁹ Comme nous le verrons par la suite, il est crucial de noter que Deneen et Legutko ont des positions très proches de celle de Vermeule sur la nécessité d'un Etat-nation fort et interventionniste, ce qui montre l'incompatibilité de leurs positions avec le localisme et l'antiétatisme de MacIntyre et des néo-thomistes, ce qui

du droit international ou communautaire dans le droit interne du fait de la dynamique exponentielle entre individualisme, progressisme et Etatisme, qui justifie leur critique du constitutionnalisme libéral⁹⁸⁰.

En conclusion, malgré les critiques appuyées à l'encontre d'un libéralisme classique « lockéen », Vermeule, Simpson, Deneen, Hazony et Legutko partagent la même grammaire progressiste du libéralisme, ce qui signifie que leur antilibéralisme est l'antithèse du libéralisme de « gauche ». De ce point de vue, leurs écrits s'inscrivent directement dans la continuité de la critique du libéralisme formulée par les conservateurs dans les arènes politiques où le libéralisme était conventionnellement considéré comme progressiste – dont la formulation la plus aboutie était jusqu'à présent celle de la *New Right* aux Etats-Unis. On peut considérer que la critique du libéralisme dans leurs écrits n'est pas inédite tant sur le plan discursif que théorique, mais qu'elle s'accompagne d'une critique féroce de la faillite du conservatisme « classique » dans son combat contre le progressisme qui est elle novatrice. L'abandon du consensus libéral, voire de l'Etat de droit, apparaît donc désormais comme une nécessité afin de résister à la guerre menée par un libéralisme intrinsèquement progressiste contre la famille, la religion et la nation ; et de conjurer l'échec de la révolution conservatrice des années 1980. Les intellectuels « illibéraux » s'accordent donc sur le contenu idéologique du libéralisme à combattre, mais ils s'opposent tendanciellement dans leur diagnostic de la crise du libéralisme, dans leur stratégie de rupture à l'égard du libéralisme, et dans leur positionnement l'égard du conservatisme institutionnel, comme le montre le fait que Legutko et Hazony ont signé le manifeste de la *National Conservative Conference* en 2022 contrairement aux « intégralistes » que sont Vermeule, Simpson et Deneen⁹⁸¹. Ainsi, alors que

illustre l'existence de conflits importants au sein de la sphère intellectuelle catholique, malgré les ambiguïtés de Deneen sur la question que nous avons évoqués lors du chapitre précédent.

⁹⁸⁰ « Individualism and statism advance together, always mutually supportive, and always at the expense of lived and vital relations that stand in contrast to both the starkness of the autonomous individual and the abstraction of our membership in the state. In distinct but related ways, the right and left cooperate in the expansion of both statism and individualism, although from different perspectives, using different means, and claiming different agendas. This deeper cooperation helps to explain how it has happened that contemporary liberal states—whether in Europe or America—have become simultaneously both more statist, with ever more powers and activity vested in central authority, and more individualistic, with people becoming less associated and involved with such mediating institutions as voluntary associations, political parties, churches, communities, and even family. For both “liberals” and “conservatives,” the state becomes the main driver of individualism, while individualism becomes the main source of expanding power and authority of the state »

⁹⁸¹ Par esprit de synthèse, nous n'avons pas pu faire l'inventaire ici des prises de positions respectives de chacun de ces intellectuels vis-à-vis de la NatCon, ni des conflits entre les différentes factions au sein de cette « internationale conservatrice ». Nous nous limiterons donc à indiquer que selon les mots d'Hazony, le *statement of principles* de la NatCon a été l'objet d'un compromis entre « Straussiens », intégralistes (« catholic natural law

le manifeste de la NatCon défend de façon relativement consensuelle la « rule of law » et le « free-market », Vermeule et Deneen insiste eux sur la nécessité d’accentuer la rupture initiée par le « trumpisme » contre la tentation de la résurrection du « Reaganism »⁹⁸².

Section 2 : Quel est le conservatisme abandonné par les illibéraux ? Délimitation géo-historique du phénomène illibéral

Depuis le début de notre enquête sur le concept d’illibéralisme, nous avons continuellement essayé de révéler l’existence d’impasses et d’impensés dans la réflexion sur la notion d’illibéralisme et plus généralement, sur la crise de la démocratie libérale et le tournant autoritaire contemporain. Les outils théoriques de la PLO ont donc été mobilisés pour s’intéresser à la littérature sur l’illibéralisme comprise dans un sens large, et non aux théories normatives des intellectuels « illibéraux » – bien que la frontière entre ces deux registres soit en réalité plus poreuse qu’il n’y paraît comme nous avons tenté de le suggérer – puisqu’il nous a semblé crucial de questionner l’usage même du terme d’illibéralisme en raison des problèmes qu’il soulève. De fait, la justification de l’emploi du concept d’illibéralisme se limite souvent à la mention de son appropriation plus ou moins ambiguë par une poignée d’acteurs politiques, notamment Viktor Orbán. Si la pénétration du terme d’illibéralisme dans la littérature académique peut sembler par bien des aspects déconcertante, nous avons tenté de montrer en quoi elle s’expliquait par l’existence de plusieurs narratifs et/ou « réseaux de

theorists »), « burkéens » et « réalistes », c’est-à-dire entre les différentes factions de la droite radicale et de l’extrême droite dans le monde anglo-américain. Toutefois, le manifeste est à la fois critiqué pour son manque de radicalité et son internationalisme « relativiste » par les conservateurs américains tels que Charles Kesler, ou à l’inverse pour son « américanocentrisme » et son « nationalisme » par la droite chrétienne en Amérique et en Europe.

Voir le manifeste en question : « National Conservatism: A Statement of Principles », *National Conservatism*, Juin 2022 <https://nationalconservatism.org/national-conservatism-a-statement-of-principles/>.

Pour un aperçu non-exhaustif des critiques du manifeste, voir : « An Open Letter Responding to the NatCon “Statement of Principles” », 29 août 2022, <https://europeanconservative.com/articles/commentary/an-open-letter-to-natcon/>. ; « National Conservatism vs. American Conservatism », sur *The American Mind* [en ligne], [consulté le 13 août 2024].

Voir également la défense du manifeste par ses signataires, dont Hazony (dont sont tirées les citations précitées) : « National Conservatism and Its Discontents », *Claremont Review of Books*, <https://claremontreviewofbooks.com/national-conservatism-and-its-discontents/>.

⁹⁸² Voir à titre d’exemple la tribune « Against the dead consensus » publiée dans *First Things* en 2019 qui a été co-signée par Deneen : <https://www.firstthings.com/web-exclusives/2019/03/against-the-dead-consensus>

croyance entrelacées »⁹⁸³ bien enracinés dans la science politique, et plus particulièrement dans la politique comparée et le droit constitutionnel comparé. Toutefois, plusieurs chercheurs et chercheuses tels que Marlène Laruelle et Julian G. Waller ont cherché à interroger le caractère évident de l'emploi du concept d'illibéralisme en fournissant des critères pour garantir sa pertinence et sa fiabilité sur les plans épistémologiques, méthodologiques et analytique. Selon eux, la fonction du concept d'illibéralisme est de décrire le développement d'une nouvelle idéologie en rupture avec le libéralisme contemporain⁹⁸⁴. Or, cette orientation bien que prometteuse, soulève un problème de délimitation vis-à-vis du conservatisme que nous avons déjà évoqué lorsque nous nous sommes intéressés aux travaux de John Skorupski⁹⁸⁵ et Mark Tushnet⁹⁸⁶ et qu'on peut résumer de la manière suivante : comment fixer le périmètre d'une idéologie « illibérale » au sein d'un « écosystème idéologique de droite »⁹⁸⁷ ayant toujours été critique du libéralisme, voire farouchement opposé au libéralisme « progressiste » ? Bien que cette question de recherche(s) nécessiterait l'emploi de différentes méthodes et approches pour obtenir une réponse satisfaisante⁹⁸⁸, et qu'elle a déjà fait l'objet de développements important puisqu'elle est au cœur de la thèse de Savannah Eccles Johnston soutenue en 2020⁹⁸⁹, nous soutenons

⁹⁸³ BEVIR Mark, *The Logic of the History of Ideas* [en ligne], Cambridge University Press, 1999, [consulté le 28 mai 2022].

⁹⁸⁴ WALLER Julian G., « Illiberalism and Authoritarianism », 2023, [consulté le 10 novembre 2023] LARUELLE Marlène, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022 LARUELLE Marlène, « Introduction », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, [s. d.], [consulté le 16 août 2024].

⁹⁸⁵ SKORUPSKI John Maria, « The conservative critique of liberalism », in *The Cambridge Companion to Liberalism*, Cambridge University Press, 2015, [consulté le 19 février 2024].

⁹⁸⁶ Mark Tushnet, « Authoritarian Constitutionalism », *Cornell Law Review* 100, n° 2 (2015 2014): 391-462; Mark Tushnet, « Varieties of Liberal Constitutionalism », in *Routledge Handbook of Comparative Constitutional Change* (Routledge, 2020).

⁹⁸⁷ Nous reprenons ici la formule de Waller en l'élargissant au conservatisme dans son ensemble, voir : « In general, we can describe this diverse ideological ecosystem on the American Right as characterized by a shared 'illiberalism,' in the sense that proponents self-consciously reject the assumptions and norms of 21st century liberalism, as expressed in political, economic, or sociocultural forms. Ideology is, of course, more than just opposition or grievance, but a coherent and systematic worldview justified on intellectual or ideational grounds, to which a substantive political project that can be derived and acted upon. » Julian G. Waller « The Illiberal Right Moves Beyond Critique » 03/11/2022, *Illiberalism studies program*. : <https://www.illiberalism.org/the-illiberal-right-moves-beyond-critique/>

⁹⁸⁸ Notamment un croisement entre la méthode contextualiste de l'école de Cambridge et l'histoire sociale des idées puisque la place des intellectuels conservateurs et de leurs théories dans l'édification de l'illibéralisme pourrait être questionnée dans la continuité des réflexions sur le rôle relatif des intellectuels néolibéraux dans l'avènement de la révolution conservatrice des années 1980 et sur les incohérences et les impensés de pensées néolibérales.

⁹⁸⁹ « This dissertation attempts to sort out how conservatism shifted from Frank Meyer to Publius Decius Mus (Michael Anton). How did conservatism become so illiberal? In the words of Hayek, this dissertation seeks to uncover how the movement shifted from broad support for a moderate fusion in the majority to "nationalism of the European sort and xenophobia." This dissertation focuses on the change in the intellectual movement, or the

qu'il est pertinent d'employer les outils théoriques de la PLO pour tenter d'y répondre. Dit autrement, bien que l'emploi des notions de « grammaire » et de « jeu de langage » ne soit pas impératif, il nous semble particulièrement approprié pour délimiter la structure idéale de l'illibéralisme et compléter – ou amender – les travaux que nous avons cités précédemment.

En effet, pour Savannah E. Johnston comme pour Julian Waller⁹⁹⁰, Marlène Laruelle⁹⁹¹ et Joshua Tait⁹⁹², le terme d'illibéralisme sert à désigner les courants intellectuels de droite en

thought leaders whose ideology truly has shifted. Furthermore, this dissertation argues that illiberalism was always an important component of the modern conservative movement as a carry-over from portions of the Old Right, Southern Agrarians, and the influence of modern political philosophers such as Russell Kirk. The philosophers in particular made robust critiques of communism and the historical school. That same theoretical vigor was employed in critique of classical liberalism. » JOHNSTON Savannah, « What Enemy Hath Done This? » [en ligne], *CGU Theses & Dissertations*, 2020. p10

⁹⁹⁰ WALLER Julian G., « Illiberalism and Postliberalism », sur <https://www.illiberalism.org/> [en ligne], [consulté le 21 mai 2024].

⁹⁹¹ Il convient de préciser ici que Laruelle considère bien que les « culture wars » des années 1960-70 sont l'une des sources contemporaines de l'illibéralisme, mais elle distingue ce « foyer » de la révolution conservatrice de R. Reagan et M. Thatcher en elle-même, comme le montre l'extrait suivant :

« The first crystallizing moment can be found in the 1960s–1970s, as cultural progressivism gradually became dominant or at least a force of change in Western societies and conservative forces had to reorganize themselves to resist (Gifford and Williams 2012; Scanlon 2013). It was at this point that “culture wars” began structuring the US domestic landscape before being exported abroad through the Evangelical movements in Latin America and Africa (Hunter 1992; Hartman 2019). They then became more massive and diversified, and reached Europe with the symbolic call to arms of Pope John Paul II for a new evangelization of Europe after the end of the Cold War (Formicola 2005; Schäfer 2008). This origin in the 1960s–1970s is important to emphasize if one wants to capture the dynamic of illiberalism and its competition with progressivism, which should be part of the equation: illiberalism did not arise in a vacuum.

The second birth moment came in the 1980s–1990s, as neoliberalism became the new economic norm—beginning with Margaret Thatcher in the UK and Ronald Reagan in the United States before spreading across Europe and worldwide—and then generated a backlash, in particular after the 2007–2008 economic crisis. The peak of neoliberalism coincided with the fall of the socialist bloc and what Francis Fukuyama saw as the “end of history” (Fukuyama 1992). This “end of history” is not so much about the triumph of the liberal-democratic model in the Cold War as it is about the rising trend of technocratic politics: it has deeply depoliticized and de-ideologized policy decisions by affirming that there were no longer choices to be made about development trajectories, but rather a single rational, data-driven, and expertise-based approach (Milne 2012). On this temporal reading, illiberalism is about half a century old. Yet—and this is a critical caveat—that does not mean it does not belong to a broader ideological family or universe with older roots. » LARUELLE Marlène, « Introduction », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, [s. d.], [consulté le 16 août 2024].

⁹⁹² La position de ce dernier est toutefois moins tranchée que celle de Johnson comme le montre l'extrait suivant : « In her definitional essay, Laruelle (2022, 315–316) suggests that a commitment to political rights and constitutionalism separates classical conservatives, including the Republican Party, from illiberals. There is a strong, even dominant, emphasis on classical liberal themes in American conservatism, including constitutionalism, as Kersch (2019) has argued. However, solely identifying American conservatism with this theme, and overemphasis on the Republican Party, understates the early and enduring importance of anti-liberal scripts in the American conservative movement (Kabaservice 2013). Critically, members of the American modern conservative movement have always been post-liberal in the sense that they lived in a liberal political culture and hoped to build an ideology to replace it. As Lionel Trilling noted in the foundational years of the conservative movement, liberalism was “not only the dominant but even the sole intellectual tradition” in the United States (1950, xv–xvi). Critics questioned whether America had a conservative tradition at all. In an extraordinarily influential work, Louis Hartz argued that the United States “only had the American Way of Life, a nationalist

rupture vis-à-vis du « consensus conservateur » c'est-à-dire du fusionnisme aux Etats-Unis (et du conservatisme classique en Europe⁹⁹³) et à rendre intelligible le conflit entre les « pro » et les « anti » Trump au sein du parti républicain. De fait, ce conflit qui a été illustré de façon retentissante par la série de controverses et de débats entre David French et Sohrab Ahmari⁹⁹⁴, suggère l'existence d'une rupture au sein de l'idéologie conservatrice entre les conservateurs encore attachés au libéralisme politique et ceux qui considèrent que ce dernier est un obstacle pour le conservatisme dans sa lutte contre le progressisme :

« The inter-conservative struggles are further highlighted by the recent split within the movement over the Ahmari – French debates. In *First Things*, Sohrab Ahmari critiques the pre-Trump conservatism of David French and other conservative stalwarts. He argues that there is no going back to a pre-Trump consensus. That is, the fusion that characterized the second half of the 20th century is over because both the need and ability to compromise within the movement are gone. He especially targets French's reliance on classical liberalism. Such a reliance on classical liberal economics ignores social morality in favor of market gains. It also makes too many cultural concessions to the progressive movement in the name of tolerance and pluralism. French responded in *National Review* that the old moral consensus is dead, and traditional conservatism will not succeed in bringing it back. The only way for conservatism to be relevant and impactful in the present age is to accept that classical liberalism and pluralism are the only way to live in a morally, culturally, and philosophically divided society. French seems particularly alarmed by the war rhetoric used by Ahmari and his philosophical friends. French argues that politics is not war but coexistence. While Ahmari embraces an illiberal future, French is left wondering when his fellow conservatives gave up on classical liberalism. »⁹⁹⁵

Or, il est crucial de prendre en compte le fait que les analyses de Johnston, Waller et Tait qui s'inscrivent résolument dans une perspective américaine ne sont pas attentives à la pluralité des langages (et des grammaires) du libéralisme, ce qui semble partiellement s'expliquer par

articulation of Locke," though unaware that "Locke himself is involved" (1955, 11). » TAIT Joshua, « American Illiberal Thinkers », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, [s. d.], [consulté le 26 août 2024].

⁹⁹³ Bien que le périmètre de leurs travaux diffèrent légèrement puisque si Johnson et Waller s'intéresse principalement à la droite américaine, Waller considère l'illibéralisme dans une perspective transnationale et il est attentif aux différences entre l'illibéralisme « américain » et l'illibéralisme « post-soviétique » des PECO.

⁹⁹⁴ Nous renvoyons ici au retentissement très important dans la presse américaine de la controverse entre David French et Sohrab Ahmari à partir de la publication par ce dernier d'un article *ad hominem* à charge contre le premier en 2019 dans *First things* : « Against David French-ism | Sohrab Ahmari », sur *First Things* [en ligne], publié le 29 mai 2019, [consulté le 26 août 2024].

A titre d'exemple pour la réception de ce débat, voir : DREHER Rod, « Sohrab Ahmari Vs. David French », sur *The American Conservative* [en ligne], publié le 30 mai 2019, [consulté le 26 août 2024] DOUTHAT Ross, « Opinion | What Are Conservatives Actually Debating? » [en ligne], *The New York Times*, 4 juin 2019, [consulté le 26 août 2024] CONROY J. Oliver, « What the 'Ahmari-French Debate' Was Really About », sur *Intelligencer* [en ligne], publié le 7 septembre 2019, [consulté le 26 août 2024].

⁹⁹⁵ JOHNSTON Savannah, « What Enemy Hath Done This? » [en ligne], *CGU Theses & Dissertations*, 2020. p2

l'influence de la thèse qu'on impute généralement à Louis Hartz selon laquelle les conservateurs sont traditionnellement aux Etats-Unis des défenseurs du « libéralisme classique » dans leurs travaux⁹⁹⁶, et plus généralement par la méconnaissance des conflits intra-idéologiques au sein du libéralisme dès le XIXe siècle. Bien que ces travaux soient particulièrement éclairants pour comprendre la généalogie intellectuelle et politique de l'illibéralisme américain à l'aune du conflit entre néoconservateurs et paléoconservateurs, ou entre *free-marketers* et *anti-globalist*, ils n'envisagent donc pas le fait que le « fusionnisme conservateur » n'est peut-être pas libéral, de même que le néoconservatisme et le néolibéralisme, c'est-à-dire le fait que l'appropriation du « libéralisme classique » par des conservateurs puisse être trompeuse. Or, en dépit de ce que peuvent penser et *dire* les intellectuels illibéraux, leur opposition avec le fusionnisme conservateur peut être relativisée indépendamment de sa « sincérité » si on emploie une grammaire progressiste du libéralisme et qu'on considère que l'appropriation conservatrice du libéralisme est trompeuse depuis la fin du XIXe siècle. En effet, comme l'a montré Freedén⁹⁹⁷ – et dans une autre mesure Bourdieu⁹⁹⁸ – il est crucial de ne pas considérer l'appropriation des labels et des étiquettes idéologiques par les intellectuels comme « fiable », qu'ils revendiquent le libéralisme comme Hayek, ou l'illibéralisme, comme Simpson et Vermeule. De fait, la lecture « Polanyienne » de l'illibéralisme qui conduit à opposer conservatisme-libéral et illibéralisme est à la fois prégnante dans les écrits des intellectuels « illibéraux » et dans la littérature académique en raison d'un biais intellectualiste qui consiste à penser que le discours des intellectuels est cohérent avec leur positionnement idéologique⁹⁹⁹. Par conséquent, plutôt que de considérer

⁹⁹⁶ HARTZ Louis, *The Liberal Tradition in America*, Harcourt, Brace, 1955.

⁹⁹⁷ Sur ce point, voir cet extrait, qui complète un passage que nous avons déjà cité sur la nécessité de dépasser la quête de l'intentionnalité dans l'approche herméneutique développée par Skinner :

« The conundrum facing the scholar is to establish a synchronic balance between the self-definition of an individual professing to adhere to an ideological family, the understandings of other contemporaries concerning that individual's place in the family, and the interpretation by the scholar both of the concrete evidence of the diachronic tradition currently held to constitute that family. This threefold interplay is essential to determining the nature of any specific ideology. Meanings will therefore centrally include agents' self-interpretations but cannot rest content with their uncritical acceptance ». FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p103-104

⁹⁹⁸ ZAGANIARIS Jean, « Pour en finir avec "l'intellectualisme" », *L'Homme & la Société*, 181, Association pour la Recherche de Synthèse en Sciences Humaines (ARSSH), 2011. ; BOURDIEU Pierre, « L'ontologie politique de Martin Heidegger », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1, 1975.

⁹⁹⁹ Sur ce point, on peut d'ailleurs tirer des enseignements des controverses doctrinales sur la nature du néolibéralisme. Comme l'indique Laurent Jeanpierre (afin de défendre un dépassement d'une conceptualisation du néolibéralisme centrée sur les « productions intellectuelles » des néolibéraux), le fait d'accorder une place trop importante aux « auteurs » conduit logiquement à renoncer à une « théorie général » pour privilégier une perspective nominaliste qui est prise au piège des conflits et variations entre les néolibéraux. Or, l'approche

que l'illibéralisme est distinct du conservatisme parce que les intellectuels illibéraux s'opposent discursivement au libéralisme, nous allons partir du postulat selon lequel l'avènement de l'illibéralisme est à replacer dans le contexte de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme¹⁰⁰⁰. Employer une grammaire progressiste du libéralisme conduit en effet à ne plus considérer le conservatisme classique comme intrinsèquement « libéral », ce qui permet d'envisager la possibilité d'une continuité politique et intellectuelle entre la révolution conservatrice des années 1980 et l'accélération contemporaine du processus de dé-libéralisation comme le suggère nos développements précédents sur la grammaire libérale des intellectuels illibéraux.

Pour tenter de résoudre le problème de la délimitation de l'illibéralisme il convient donc dans un premier temps de réexaminer la relation entre illibéralisme et conservatisme en mobilisant les apports des *feminist* et *neoliberal studies* tout en étant attentif au jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme (1), ce qui nous conduira dans un second temps à comparer les éléments de continuité et de rupture entre la *New Right* des années 1980 et l'illibéralisme contemporain (2).

1. Quelle rupture entre l'illibéralisme et le conservatisme mainstream : contextualisation de l'avènement de l'illibéralisme attentive à la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme

Bien que nous n'ayons pas ici la prétention d'épuiser la discussion sur la délimitation de l'illibéralisme, il nous semble pertinent de l'éclairer sur différents points en mobilisant un cadre conceptuel et une littérature sur le néolibéralisme relativement inusitée dans les études de l'illibéralisme¹⁰⁰¹ et la « *global right* » en général¹⁰⁰². Pour cela, il apparaît nécessaire de

défendue par Freeden vise précisément à procéder à ce dépassement, en relativisant la place des intellectuels au sein des idéologies. Voir : JEAN-PIERRE Laurent, « Un néolibéralisme pluriel? », *La revue des Livres*, 2012
JEANPIERRE Laurent, « Voyage au bout de l'enfer », *Zilsel*, 3, Éditions du Croquant, 2018.

¹⁰⁰⁰ Pour le dire plus clairement : dans le cadre d'un jeu de langage où l'illibéralisme est une réaction envers un libéralisme pouvant être défini selon différentes grammaires, ce qui signifie que la négation d'un certain libéralisme est potentiellement cohérente avec le « libéralisme » qui s'oppose intra-idéologiquement à ce même libéralisme.

¹⁰⁰¹ Comme nous l'avons indiqué en introduction de ce chapitre, seul Laruelle s'intéresse à la relation entre néolibéralisme et illibéralisme, ce qui n'est pas le cas des autres travaux « fondateurs » des études de l'illibéralisme, même celui de D. King et T. Kauth.

¹⁰⁰² Sur ce point, nous renvoyons à titre d'exemple aux travaux de M. Varga et A. Buzogany, ceux d'Andrea Peto parce qu'ils éclairent de façon remarquable la genèse de l'illibéralisme en Pologne et en Hongrie à l'aune de la

questionner la thèse d'une rupture entre la « nouvelle » droite illibérale et « l'ancienne » droite conservatrice qui est ardemment défendue par plusieurs acteurs politiques majeurs de l'illibéralisme sur le plan intellectuel (Vermeule), médiatique (Ahmari) et partisan (J. D. Vance), c'est-à-dire le schéma polanyien que nous avons évoqué en introduction. Cette entreprise nécessite toutefois certains rappels historiques pour comprendre les enjeux de ce débat, et certaines clarifications sur les termes employés ici, en particulier celui de *New Right*. Nous n'ignorons pas en effet que le terme de « *New Right* » soulève un certain nombre de difficultés – en particulier lorsqu'il est utilisé en France où il risque d'être confondu avec celui de « Nouvelle droite »¹⁰⁰³ – parce qu'il est susceptible de désigner une pluralité de phénomènes sur un spectre chronologique relativement large qui inclut :

- Les courants intellectuels et politique de la contre-révolution conservatrice qui débute dans la décennie 1970 en réaction à la « libéralisation » politique et sexuelle de la décennie 1960¹⁰⁰⁴. Le terme désigne donc ici les mouvements participant au « renouveau » du conservatisme et à la radicalisation de sa lutte contre le socialisme

réaction contre les thérapies de choc imposées dans le contexte de la transition démocratique des années 1990-2000, toutefois malgré le fait qu'ils fassent référence à une littérature abondante sur le néolibéralisme, ces derniers laissent de côté les travaux qui s'intéressent à la dimension autoritaire et conservatrice du néolibéralisme, ce qui les conduit à perpétuer le « mythe » d'un néolibéralisme ultra-libéral qui est dénoncé par Ian Bruff. Sur ces différents points, voir : PETŐ Andrea, « Gender and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 BUZOGÁNY Aron et VARGA Mihai, « The ideational foundations of the illiberal backlash in Central and Eastern Europe », *Review of International Political Economy*, 25, Routledge, 2018 VARGA Mihai et BUZOGÁNY Aron, « The Two Faces of the 'Global Right' », *Critical Sociology*, 48, SAGE Publications Ltd, 2022 BRUFF Ian, « The Rise of Authoritarian Neoliberalism », *Rethinking Marxism*, 26, Routledge, 2014 BRUFF Ian, « Overcoming the Allure of Neoliberalism's Market Myth », *South Atlantic Quarterly*, 118, 2019.

¹⁰⁰³ Par conséquent, même si le fait de d'englober la *New Right* anglo-américaine et la Nouvelle droite française sous la même étiquette pourrait avoir un intérêt heuristique (tout en fournissant un argument pour défendre l'extension du périmètre de l'illibéralisme), nous ferons ici la distinction entre ces deux termes en employant le terme en anglais pour éviter les confusions.

¹⁰⁰⁴ « The main intellectual lineage associated with the Global Right has been the European New Right (Bassin, 2015; Drolet and Williams, 2018; Stewart, 2020; Tjalve, 2020), emerging in the 1960s in response to the 1968 student revolts. It sought to rebuild the post-war European Right in opposition both to liberalism and to mainstream conservatism's 'fusion' of social conservatism with economic liberalism. The basic New Right criticism of liberalism attacked liberalism for its 'economism', meaning that liberalism as a globalising force threatens ancestral identities by equating societies with markets (Schlembach, 2013; Versluis, 2014). Furthermore, liberalism (together with Marxism) was seen as a dangerous 'crystallisation' of 'Judeo-Christian values' (see, for instance, De Benoist, 2004 [1981]: 138; Krebs, 2012), with the opposition between 'Judeo-Christianity' and 'Indo-Europeans' being reminiscent of the opposition between 'Aryans/Indo-Germanic' and 'Jews/Semitic' in the writing of early 20th-century racists such as H.S. Chamberlain (Feldmann, 2014). » VARGA Mihai et BUZOGÁNY Aron, *op. cit.*

Sur ce point, voir également : AUDIER Serge, *La pensée anti-68*, La Découverte, 2020.

dans une perspective internationale à partir de la seconde moitié du XXe siècle¹⁰⁰⁵. Par conséquent, on confond généralement cette entreprise idéologique de « backlash » contre le libéralisme progressiste et le socialisme avec la révolution conservatrice en elle-même, qui correspond à l'arrivée au pouvoir de dirigeants autoritaires ultra-conservateurs tels que Pinochet dans le sud global à partir de la décennie 70, et à l'élection de Margaret Thatcher en 1979 puis de Ronald Reagan en 1981.

- De manière complémentaire avec ce premier usage, le concept peut être employé dans le cadre d'une dichotomie entre « *Old right* » et « *New Right* » pour appréhender le succès politique des partis d'extrême droite à partir des années 1980¹⁰⁰⁶. Dans ce cadre, la catégorie « *New Right* » – ou « *New Radical Right* »¹⁰⁰⁷ – vise à rendre intelligible les différences en termes de répertoire idéologique, de style politique et d'électorat entre les partis de droite « conventionnels » et les formations politiques telles que le Front National, le FPÖ ou la Lega¹⁰⁰⁸.
- De façon plus restreinte, le terme de « *New Right* » peut désigner spécifiquement le mouvement structuré à l'intérieur de la droite américaine contre le « *Equal right amendment* » (ERA). Selon Petchevsky, la *New Right* décrit donc une droite antiféministe qui s'oppose d'un côté au « droit à l'avortement », à « tous les aspects de la liberté sexuelle » et aux « alternatives » de la structure familiale patriarcale, et antilibérale parce qu'elle vise à démanteler le *New Deal* et toutes les formes de législation sociale en matière socio-économique pour favoriser le *free-market* ; ce qui la distingue du mouvement du « conservatisme social » dans son ensemble dont certaines franges catholiques sont historiquement démocrates et favorables à la

¹⁰⁰⁵ « The strong revival of conservatism in the 1980s, both as a governmental force and as a body of political thought, is frequently portrayed as a flowering of beliefs and attitudes attached to new theoretical frameworks, meriting the designation New Right or neo-liberal conservatism, as distinct from plain neo-conservatism. Those frameworks, it is often asserted, have substantially reformulated conservative doctrine and launched a cohesive set of positive ideas matching progressive ideologies in sophistication and breadth. » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p384

¹⁰⁰⁶ IGNAZI Piero, « The silent counter-revolution », *European Journal of Political Research*, 22, 1992 IGNAZI Piero et YSMAL Colette, « New and old extreme right parties », *European Journal of Political Research*, 22, 1992.

¹⁰⁰⁷ KITSCHOLT Herbert et MCGANN Anthony J., *The Radical Right in Western Europe*, University of Michigan Press, 1997.

¹⁰⁰⁸ COLE Alexandra, « Old right or new right? », *European Journal of Political Research*, 44, 2005.

redistribution du fait de l'influence de la doctrine du « catholicisme social » en leur sein¹⁰⁰⁹.

- Enfin, le terme peut désigner de façon plus contemporaine le trumpisme et l'alt-right, puisqu'il est approprié par des acteurs illibéraux – tels que Ahmari¹⁰¹⁰ ou Vermeule¹⁰¹¹ – en particulier ceux qui s'opposent au consensus libéral adopté par « l'ancienne » droite conservatrice, que ce soit aux Etats-Unis, ou dans le reste du monde¹⁰¹², et dont les médias privilégiés sont la revue *American Affairs*¹⁰¹³, *Compactmag*¹⁰¹⁴ et *Postliberal order*¹⁰¹⁵. On notera que l'appropriation du terme de « New Right » par les illibéraux est partiellement responsable de l'effacement de l'acception traditionnelle du terme¹⁰¹⁶.

Or, on peut noter que le terme de *New Right* n'est pas employé dans les travaux des chercheurs américains dans les études de l'illibéralisme, alors qu'il est au contraire très employé dans les *critical studies* et plus commun dans le reste de la littérature en science politique¹⁰¹⁷. Comme nous l'avons indiqué dans la première partie de notre travail, cette divergence sémantique s'explique d'abord par le fait que la majorité des travaux dans la littérature dominante ne considèrent pas l'existence d'une transformation du conservatisme dans les années 1980, ce qui traduit le fait que cette révolution n'était pas conservatrice mais

¹⁰⁰⁹ PETCHESKY Rosalind Pollack, « Antiabortion, Antifeminism, and the Rise of the New Right », *Feminist Studies*, 7, Feminist Studies, Inc., 1981. Voir également : RUTH Sheila, « A feminist analysis of the new right », *Women's Studies International Forum*, 6, 1983 EISENSTEIN Zillah R., « The Sexual Politics of the New Right », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 7, The University of Chicago Press, 1982.

¹⁰¹⁰ « The New American Right | Sohrab Ahmari », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 octobre 2019, [consulté le 27 août 2024].

¹⁰¹¹ Adrian Vermeule, « Against Right Liberalism », sur *Compact* [en ligne], publié le 22 mars 2022, [consulté le 27 août 2024].

¹⁰¹² A titre d'exemple, voir : BURNS Nick, « The New Brazilian Right », sur *American Affairs Journal* [en ligne], publié le 20 août 2019, [consulté le 27 août 2024].

¹⁰¹³ <https://americanaffairsjournal.org/>

¹⁰¹⁴ <https://www.compactmag.com/>

¹⁰¹⁵ <https://www.postliberalorder.com/>

¹⁰¹⁶ Cet effacement semble plus prégnant dans la sphère médiatique et académique américaine, à titre d'exemple on peut ici comparer : WALLACE-WELLS Benjamin, « The Rise of the New Right at the Republican National Convention » [en ligne], *The New Yorker*, 18 juillet 2024, [consulté le 27 août 2024]. et « Is the EU facing a "New Right" surge in Europe's 2024 elections? », sur *RFI* [en ligne], publié le 19 janvier 2024, [consulté le 27 août 2024].

¹⁰¹⁷ De ce point de vue, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle le manque de réception des travaux de science politique consacrés à la *New Right* depuis les années 1990 dans les études de l'illibéralisme s'explique potentiellement par la prédominance des juristes au sein du champ et le manque relatif de politiste, mais également par le rejet du contenu de ces travaux (puisque la *New Right* est décrite comme une alliance entre *free-market* et autoritarisme). A titre d'exemple, on peut voir que les travaux de référence sur la droite radicale et l'extrême droite comme ceux de P. Ignazi et H. Kitschelt sont respectivement cités une fois dans tout le RHI.

libéral pour les chercheurs en question parce qu'ils emploient une grammaire conservatrice ou lockéenne du libéralisme. Néanmoins, cette absence de référence au terme de *New Right* s'explique également par le fait que le concept de « fusionnisme conservateur » lui est préféré dans le contexte strictement américain. Par conséquent, il est important de préciser ici que le courant intellectuel et politique derrière la révolution conservatrice que nous désignerons ici via l'emploi du terme de *New Right* décrit (avec quelques nuances) le même objet que ce qui est décrit sous l'étiquette de « fusionnisme conservateur » par Johnston, Tait, Waller ou encore McManus, c'est-à-dire l'alliance politique entre la frange traditionnaliste et réactionnaire de la droite américaine, les partisans du marché-libre¹⁰¹⁸, et les partisans du « conservatisme social » bâtie sur l'idée selon laquelle le capitalisme et la morale traditionnelle sont consubstantielles l'un de l'autre¹⁰¹⁹. Même si l'emploi du terme de *New Right* est susceptible d'engendrer une confusion en raison de son appropriation par la droite « post-fusionniste » opposée au consensus libéral, nous défendons son emploi parce qu'il permet de sortir d'une perspective exclusivement américaine, en inscrivant l'illibéralisme dans une perspective géo-historique plus large afin d'envisager sa continuité avec la révolution conservatrice des années 1980 dans son ensemble. Une telle ouverture a d'ailleurs le mérite de permettre de comprendre l'apologie croissante des régimes de Franco et Pinochet dans la nébuleuse illibérale américaine¹⁰²⁰, et plus généralement d'expliquer le

¹⁰¹⁸ On notera d'ailleurs que le fait de considérer les « free-marketers » comme des libertariens ou des néolibéraux va précisément être un enjeu majeur ici puisque cette frange du fusionnisme est souvent celle qui est la source du plus de malentendus, tant chez les « illibéraux » que dans la littérature académique parce qu'elle peut à la fois désigner le véritable « laisser-faire » des courants anarcho-capitalistes et minarchistes du libertarianisme, ou le « laisser-faire » qui est attribué de façon trompeuse aux néolibéraux puisque ces derniers n'ont jamais été des défenseurs d'un Etat minimal ou « gendarme ».

¹⁰¹⁹ A titre d'exemple, voir cette présentation synthétique du fusionnisme par McManus :

« Fusionism is the distinctively American combination of traditionalist—often Judeo- Christian—social conservatism with support for capitalist markets. While most commonly associated with the somewhat heady intellectualism of the National Review, particularly its founding figure William. F Buckley, and others such as Frank Meyer, it has deep roots in the individualistic Protestantism of the early American colonies. This was noted by figures as diverse as Alexis de Tocqueville and Max Weber, who observed how many ordinary Americans associated their striving for wealth and status with a kind of religious duty. This was connoted in many different ways, from the Calvinist belief that prosperity signified God's blessing was upon you, to the Puritan mentality that committing one's self to hard work protected against sinful temptations. While sometimes framed in more secular terms today, the fusionist belief that capitalism is connected to the stability of moral institutions and character has often been at the heart of American conservatism and the outlook of its proponents. » MCMANUS Matthew, *The Rise of Post-Modern Conservatism*, Springer Nature, 2019.

¹⁰²⁰ Il convient de préciser ici que ce soutien ne s'exprime pas ouvertement dans des ouvrages académiques ou des tribunes mais à travers des « tweets » rédigés par Vermeule qui ont eu une telle audience qu'ils ont été dénoncés au sein même des colonnes de la *National Review* (voir : « Dungeons and Dragons and Jurisprudence », sur *National Review* [en ligne], publié le 7 avril 2020, [consulté le 27 août 2024].). Cet exemple soulève un enjeu inédit (et cocasse) pour la science politique à savoir l'utilisation des réseaux sociaux par les « producteurs

déploiement très rapide d'une internationale « illibérale » dont les différentes composantes nationales sont idéologiquement cohérentes malgré la diversité des contextes géo-historiques.

1.1 La critique du marché chez les illibéraux : une adaptation à la crise du néolibéralisme

Pour envisager l'inclusion de la *New Right* dans le périmètre de l'illibéralisme, il convient dans un premier temps de s'intéresser à l'argument clé de la thèse du « double mouvement » qui repose sur l'idée d'une rupture entre la nouvelle droite illibérale et l'ancienne droite conservatrice sur la question du *free-market* ou du « libéralisme économique ». Comme nous avons pu le voir dans le début de notre enquête, il s'agit d'une idée qui est bien enracinée dans la littérature dominante, ainsi que dans les études de l'illibéralisme. Dans sa version la plus simpliste, elle repose sur le diagnostic selon lequel la (nouvelle) droite populiste « illibérale » est une force politique opposée au libéralisme économique du fait de son protectionnisme et de son nationalisme¹⁰²¹. Or, si cette première thèse n'est que peu intéressante du fait de ses biais téléologiques et idéologiques, l'idée d'une réaction contre le néolibéralisme au sein de la droite ethno-nationaliste fait également l'objet d'une riche littérature, qui éclaire la relation ambiguë entre la droite illibérale et le néolibéralisme du consensus de Washington¹⁰²². De fait, il est difficile de nier que la critique du marché peut occuper une place importante dans les productions discursives illibérales – bien qu'inférieure aux questions de genre et de sexualité. Dans une perspective plus sociologique, on peut d'ailleurs noter qu'on trouve une perception aiguë de l'importance de l'enjeu du *free-market*

d'idées », qui est particulièrement importante chez les illibéraux américains. On peut néanmoins estimer que la cohérence entre les tweets de Vermeule et ses écrits justifierait leur prise en compte dans le cadre d'une perspective contextualiste, même s'il s'agit d'une « source » qui n'aurait vraisemblablement même pas été imaginée par Skinner ou Pocock.

¹⁰²¹ A titre d'exemple, voir ici : NORRIS Pippa et INGLEHART Ronald, *Cultural Backlash*, Cambridge University Press, 2019. ; Sajó, Uitz, et Holmes, Preface, *Routledge Handbook of Illiberalism*.

¹⁰²² A titre non exhaustif, voir : BUZOGÁNY Aron et VARGA Mihai, « The ideational foundations of the illiberal backlash in Central and Eastern Europe », *Review of International Political Economy*, 25, Routledge, 2018 KIM Seongcheol, « Between illiberalism and hyper-neoliberalism », *European Politics and Society*, 0, 2020 HENDRIKSE Reijer, « The Rise of Neo-Illiberalism », *Krisis / Journal for Contemporary Philosophy*, 41, 2021 SWYNGEDOUW Erik, « Illiberalism and the democratic paradox », *European Journal of Social Theory*, 25, SAGE Publications Ltd, 2022 BLOKKER Paul, « Populism and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

dans les milieux illibéraux¹⁰²³, puisqu'il est stratégique sur le plan électoral et partisan, que ce soit dans les PECO où l'exportation de la « démocratie de marché » a eu des conséquences socio-économiques délétères¹⁰²⁴, mais également aux Etats-Unis puisqu'il s'agit d'un argument permettant de défendre l'idée d'une rupture entre la *New Right* et le conservatisme pro-marché :

« An intellectual and political movement—sometimes called the New Right, although it shares many commitments with and draws inspiration from the Old Left—has upended American conservatism in recent years. The New Right isn't identical with Trumpism, and it is internally diverse and to some degree conflicted; it includes strands such as so-called national conservatism, a traditionalist Red Toryism or Blue Labourism and political Catholicism. These sub-movements often disagree, but they broadly converge on the ideas that government isn't the only possible enemy; that “private” corporate power, tech monopolies, banks engaged in ideological policing of financial access, woke universities, and other nongovernmental bodies are at least as worrisome as overweening state power; that widespread impoverishment, immiseration, family breakdown, sexual adventurism, overdosing, environmental degradation, and spiritual anomie might be problematic, and that public action can do

¹⁰²³ Voir à titre d'exemple cet extrait du compte-rendu de la « Restoring a nation conference » qui a réuni l'ensemble de la nébuleuse intellectuelle illibérale en 2022 et qui est particulièrement instructif sur les tensions internes au sein de cette nébuleuse illibérale :

« In the same speech [Vermeule] added what old guard Republicans would have considered heretical praise for big government: “There is no alternative to the administrative state,” he declared, “there is no dismantling of it.” (...)

Vermeule's assertions of the ultimate indestructibility of big government—and what is more, the undesirability and imprudence of wishing its demise—was reiterated elsewhere. A prime example was his defense, along with Ahmari and Patrick J. Smith, of FDR's New Deal policies. All three argued for links between the Catholic social teaching of Pope Leo XIII, Pope Pius XI and others and the New Deal. They went as far to suggest that New Deal legislation undergirded and decisively contributed to the economic prosperity of the postwar Golden Era of high-paying and unionized manufacturing jobs. Ahmari extolled so-called “socially managed capitalism” and introduced a phrase unfamiliar to me: “political-exchange capitalism.”

Ahmari, in his speech on “private tyranny” took as a given that so-called market forces can be—and often are—coercive, and that the only way to fight woke capital's reign of worker terror is with the tools of the state and within the framework of Catholic social teaching. Political Catholicism, Ahmari suggested, needed to reclaim ownership—but this time, for the Right—of the pro-worker, pro-union agenda that previously made rustbelt Catholics staunch Democrats. Ahmari argued—and did so cogently—that in the 1980s figures like Michael Novak were in the ascendancy. Novak's work and others codified into ‘fusionist’ law (big tent conservatism) the intellectually incoherent notion that conservative Catholics must be free-market neoliberals while all pro-labor Catholics were “seamless garment” lefties ensnared by the beguiles of liberation theology. It was now time, Ahmari claimed, to move past that false dichotomy. » Kurt Hofer, « The Fight for the New Right », 13 octobre 2022, <https://europeanconservative.com/articles/essay/the-fight-for-the-new-right/>.

¹⁰²⁴ Il existe une littérature fournie sur la relation entre populisme ethno-nationaliste et austérité budgétaire (ou thérapies de choc) à laquelle nous ne pouvons rendre justice ici bien qu'il s'agit d'un élément important pour appréhender la question de la causalité ou de la continuité entre illibéralisme et néolibéralisme. A titre non-exhaustif, voir : MCBRIDE Stephen, « Constitutionalizing Austerity », *Global Policy*, 7, 2016 ARIAS Eric et STASAVAGE David, « How Large Are the Political Costs of Fiscal Austerity? », *The Journal of Politics*, 81, The University of Chicago Press, 2019 RUPNIK Jacques, « Illiberal Democracy and Hybrid Regimes in East-Central Europe », The Institute for European, Russian, and Eurasian Studies, 2023, [consulté le 28 août 2024].

something about these crises; and generally that public authority is right and just when devoted to the common good, the classical conception of the proper purpose of government. This last strand of thought has become so pronounced that many now refer to “common-good conservatism.”

Opposed to the New Right is the old Reaganite “conservatism”—in truth, the right wing of liberalism. The old right continues to push the agenda of free speech, free markets, and the free use of drones »¹⁰²⁵.

Cette rupture discursive à l’égard du *free-market*, qui est reconnue et déplorée chez les héritiers libertariens très conservateur de l’école austro-américaine d’économie du *Mises Institute*, peut toutefois être entièrement balayée si on laisse de côté les discours des acteurs illibéraux pour s’intéresser aux politiques mises en place par les droites ethno-nationaliste dans le monde, qui sont très cohérentes dans leur orientation pro-marché et leur maintien des politiques d’austérité¹⁰²⁶, qui sont parfaitement dans la continuité de la révolution conservatrice des années 1980. Conséquemment, sans nécessairement procéder de façon critique par dévoilement d’une hypocrisie ou d’une imposture sur la question du *free-market*, il nous semble possible de trouver un certain nombre d’ambivalences et d’ambiguïtés dans les productions idéologiques illibérales qui reflèterait ou expliquerait le soutien de l’ensemble des mouvements illibéraux envers le « capitalisme néolibéral » – même en mobilisant une approche compréhensive – afin de neutraliser l’argument central de la thèse du « double mouvement »¹⁰²⁷. Comme nous l’avons vu dans notre comparaison des grammaires du

¹⁰²⁵ Vermeule, « Against Right Liberalism », sur *Compact* [en ligne], publié le 22 mars 2022, [consulté le 27 août 2024]., Compactmag

¹⁰²⁶ Sur ce point, voir les travaux de R. Hendrikse parce qu’il synthétise la littérature existante sur la question : HENDRIKSE Reijer, « Neo-illiberalism », *Geoforum*, 95, 2018 HENDRIKSE Reijer, « The Rise of Neo-Illiberalism », *Krisis | Journal for Contemporary Philosophy*, 41, 2021. ; ainsi que les derniers ouvrages collectifs sur le néolibéralisme dirigés par D. Plehwe ou S. Quinn : CALLISON William et MANFREDI Zachary, *Mutant Neoliberalism*, Fordham University Press, 2019 PLEHWE Dieter, SLOBODIAN Quinn et MIROWSKI Philip (dir.), *Nine lives of neoliberalism*, Verso, 2020. Sur le maintien des politiques d’austérité, voir : KONINGS Martijn, « The Spirit of Austerity », *Journal of Cultural Economy*, 9, Routledge, 2016.

On peut également citer ici cet extrait de P. Dardot parce qu’il évoque cet enjeu de façon éclairante :

« On eut il y a quelques années le cas de plusieurs gouvernements d’Amérique latine (Brésil, Venezuela, Chili, Bolivie, Équateur) qui furent englobés sous l’étiquette aussi trompeuse qu’autopromotionnelle du « postnéolibéralisme » et dont certains mirent pourtant en oeuvre des politiques néolibérales. On a aujourd’hui le cas du gouvernement d’Orbán, champion de la « démocratie illibérale », faisant adopter une Loi travail « esclavagiste » qui autorise les chefs d’entreprise à imposer aux salariés 400 heures supplémentaires dont le paiement peut être différé jusqu’à trois ans et qui est parfaitement néolibérale dans sa lettre comme dans son esprit. Il importe donc au plus haut point de comprendre la diversité des néolibéralismes en même temps que leur logique profonde. » DARDOT Pierre, « Néolibéralisme « classique » et nouveau néolibéralisme », *sp*, Département des littératures de langue française, 2020.

¹⁰²⁷ On trouve un exposé de cet argument et de cette généalogie de l’illibéralisme dans l’article de Aron et Buzogany.

libéralisme employés par les intellectuels illibéraux, il est en effet impératif d'être attentif à la disparité des positionnements des « illibéraux » sur la question du *free-market*, et surtout, aux malentendus que peuvent générer les différentes cartographies idéologiques des continents « conservateurs », « néolibéraux » et « libertariens ». Notre argument n'est donc pas qu'il n'existe aucune distinction au sein de la droite radicale entre les partis « nationaux-populistes » que seraient le Rassemblement national, le Fidesz ou le PiS, et les partis « néolibéraux-populistes » tels que l'Afd, le FPÖ ou le LDD qui assument leur politique pro-marché¹⁰²⁸, mais que cette différence de degré dissimule le fait que l'ensemble de ces forces politiques s'inscrivent dans la continuité d'un néolibéralisme qui n'a jamais été un pur « laisser-faire » ou un ultra-libéralisme économique.

De fait, si on s'intéresse une nouvelle fois aux productions idéologiques illibérales à titre d'exemple ou d'illustration, on peut être frappé par l'ambivalence de ces écrits sur la question du *free-market* et du capitalisme en général. Ainsi, bien qu'à l'image des intellectuels de la *Nouvelle droite*, les intellectuels du collectif de pensée illibérale (en Amérique du Nord et en Europe¹⁰²⁹) sont plus ou moins critique à l'égard des excès de l'économie de marché capitaliste, cette critique vise en réalité davantage les « excès de l'individualisme » que le capitalisme en lui-même¹⁰³⁰. Malgré des références occasionnelles à la doctrine du catholicisme social – et à Karl Polanyi – chez les intégralistes catholiques tels que Deneen et Vermeule – qu'on peut ici comparer aux références au solidarisme chez DeBenoist¹⁰³¹ – on cherchera en vain dans leurs ouvrages une trace quelconque de l'anticapitalisme qui caractérise certains pans de la théorie politique chrétienne de Jacques Ellul ou Alasdair

¹⁰²⁸ LANGE Sarah L. de et MÜGGE Liza M., « Gender and right-wing populism in the Low Countries » [en ligne], *Patterns of Prejudice*, Routledge, 2015, [consulté le 13 août 2024] BETZ Hans-Georg, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe* [en ligne], Palgrave Macmillan UK, 1994, [consulté le 13 août 2024].

¹⁰²⁹ Il conviendrait ici de comparer leurs positionnements à celui des intellectuels russes conservateurs et réactionnaires du Club D'Izborsk, qui semblent eux beaucoup plus critique du capitalisme et du marché, voir : LARUELLE Marlene, « The Izborsky Club, or the New Conservative Avant-Garde in Russia », *The Russian Review*, 75, 2016 BLUHM Katharina et VARGA Mihai, « Conservative Developmental Statism in East Central Europe and Russia », *New Political Economy*, 25, Routledge, 2020.

¹⁰³⁰ Sur ce point, voir notamment l'ouvrage de Serge Audier sur la pensée anti-68 que nous avons déjà cité parce qu'il décrit de façon précise l'existence d'une contre-offensive à la fois « libérale » parce que pro-marché et ultra-conservatrice contre mai 1968. On peut d'ailleurs noter que P. Manent est « étrangement » souvent cité par les illibéraux pour sa critique de l'individualisme. Voir : AUDIER Serge, « 6. La liquidation libérale-libertaire », *Poche / Essais*, La Découverte, 2009 AUDIER Serge, « 7. Un « libéralisme » néo-conservateur ? », *Poche / Essais*, 2009. Pour un exemple de citation de Manent, voir : « The New American Right | Sohrab Ahmari », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 octobre 2019, [consulté le 27 août 2024].

¹⁰³¹ AUDIER Serge, *op. cit.* VARGA Mihai et BUZOGÁNY Aron, « The Two Faces of the 'Global Right' », *Critical Sociology*, 48, SAGE Publications Ltd, 2022.

McIntyre, et des pensées communautarienne en général. Même si Deneen et Vermeule peuvent défendre de façon provocatrice le *New Deal*, il s'agit donc moins d'une apologie du keynésianisme ou de l'institutionnalisme américain, que d'une critique de l'impuissance du libertarianisme comme nous allons le voir par la suite. La critique du *free-market* est d'ailleurs encore plus réduite dans les ouvrages d'Hazony et Legutko, puisque comme on l'a vu, elle se limite à la défense d'un encadrement du capitalisme par la « morale religieuse » dans une perspective néo-tocquevillienne, et elle ne conduit même pas à abandon discursif de la notion de *free-market*. Quant à l'ouvrage de Simpson, comme nous l'avons mentionné, malgré quelques passages critiques à l'égard des excès de l'individualisme et du marché, sa critique de l'interventionnisme Etatique et sa défense du droit naturel est tellement poussée qu'elle est encensée par les libertariens ultra-conservateurs du *Mises Institute*, ce qui questionne la cohérence de sa critique du « libertarianisme ».

Selon nous, c'est précisément cette critique systématique du libertarianisme qui est source de malentendus dans l'appréhension de la critique du *free-market* au sein de la nébuleuse illibérale. En effet, tous les illibéraux à l'exception de Vermeule ont une compréhension paradoxalement très limitée du libertarianisme, qui est compris comme une forme d'ultra-libéralisme économique *et* sociétal. Le libertarianisme fait donc office de véritable « homme de paille »¹⁰³² pour dénoncer la consécration d'une liberté d'expression absolue qui servirait de cheval de Troie aux mouvements de la *New Left*, ou encore la diffusion du « wokisme » ou de « l'idéologie LGBTQ+ » au sein des grandes multinationales arborant le drapeau arc-en-ciel

¹⁰³² A titre d'exemple, voir cet extrait de Legutko où il emploie le label « libertarien » pour décrire la législation contre les discours haineux, ce qui montre qu'il n'a probablement jamais ouvert les ouvrages de R. Nozick ou Ayn Rand qu'ils citent dans le reste de son livre :

« Over the last few decades we have observed legislation that has been passed in the name of freedom and of liberal democracy, but which led, with little social resistance, to a considerable limitation of liberty. Parity and quota regulations are a case in point. Although they are typical egalitarian measures, and as such inherently inimical to freedom, they have been largely accepted as a political imperative of a liberal society. One cannot nowadays appoint an executive or elect a representative, be it in politics, business, or art, without a prior selection according to sex, ethnicity, or some other nonrelevant criterion. Another type of legislation, extremely dangerous and also illustrating "coercion to freedom," relates to what has been called "hate speech," and still another to "domestic violence"; these phrases tend to incriminate more and more acts of conduct and of speech, allowing for further drastic intervention by the government and the courts in family life, the media, public institutions, and schools. When such laws were being passed in some European countries some time ago, an immediate reaction was far from favorable. Many people and institutions— especially in the United States— voiced an opinion that such measures were Orwellian in nature, in the sense that the libertarian rhetoric was used to cover up coercion, making people believe that freedom is slavery and slavery is freedom. »

pendant le mois de fierté¹⁰³³. Cette critique du libertarianisme qui vise en réalité l'anarcho-capitalisme et l'anticléricalisme de Rand et Nozick, n'empêche d'ailleurs pas les illibéraux de recycler les arguments anti-élitistes « néolibéraux » ou « libertariens » de l'école des choix publics¹⁰³⁴. Pour résumé, la critique du *free-market* dans les productions idéologiques illibérales visent un libertarianisme qui est compris comme une forme d'ultra-libéralisme économique immoral, ce qui explique la superficialité de cette critique du marché, qui ne remet ni en question le capitalisme en lui-même, ni la nécessité de la mise en œuvre d'une politique anti-égalitaire¹⁰³⁵, ni même la « free-market orthodoxy »¹⁰³⁶. En allant plus loin, on peut d'ailleurs noter que cette critique superficielle des excès du « marché » capitaliste n'est en rien originale, puisqu'elle est présente dans les écrits de l'ensemble des courants de la *New Right*, tant chez les traditionnalistes tels que Buckley¹⁰³⁷, que chez Hayek ou Friedman, dont le fondamentalisme de marché est souvent caricaturé¹⁰³⁸.

¹⁰³³ La critique du « capitalisme woke » constitue en effet une marotte de la droite illibérale, tant dans les écrits des intellectuels illibéraux que dans les productions idéologiques des think tanks conservateurs. Voir à titre d'exemple : James McElroy, « Woke Capital Isn't a Game », <https://americanmind.org/salvo/woke-capital-isnt-a-game/>

¹⁰³⁴ Sur la critique du parlementarisme et de la démocratie libérale au sein de l'école des choix publics (ou école de virginie), voir notamment : SLOBODIAN Quinn, « The Backlash Against Neoliberal Globalization from Above », *Theory, Culture & Society*, 38, SAGE Publications Ltd, 2021 FROOMKIN David et SHAPIRO Ian, « The New Authoritarianism in Public Choice », *Political Studies*, 71, SAGE Publications Ltd, 2023.

Nous invitons par ailleurs à comparer la critique de l'establishment libéral et de la démocratie libérale chez les illibéraux avec celle des libertariens américains, notamment dans les ouvrages de Randall Holcombe : HOLCOMBE Randall G., *Political Capitalism* [en ligne], Cambridge University Press, 2018, [consulté le 5 mai 2021].

¹⁰³⁵ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point, on se bornera ici à mentionner que cet antiégalitarisme est à la fois justifié sur le plan théorique et théologique. Voir sur ce point : « Liturgy of Liberalism | Adrian Vermeule », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 janvier 2017, [consulté le 29 juillet 2024].

¹⁰³⁶ Il est d'ailleurs révélateur que le respect de cette « orthodoxie » néolibérale lors du mandat de Trump a été dénoncé au sein même de la new right. Voir à titre d'exemple : CASS Oren, « A New Conservatism » [en ligne], *Foreign Affairs*, 100, 12 février 2021, [consulté le 28 août 2024].

¹⁰³⁷ « Liberals also committed another cardinal sin. Echoing the more recent conservative insistence on the separation of politics and economics, as well as a strong anti-taxation stance, Buckley wrote: 'economics—which to be sure has always had an uneasy time of it asserting its autonomy as a social science—has become the pliant servant of ideology'. However, the divorce of politics from economics was limited and one-sided. Politics was enjoined not to disturb the functioning of the market; economics, however, was still connected to politics, if only, as Friedman observed, in the sense that economic arrangements have an important effect on the dispersal of power and consequently on political freedom. Politics became the dependent variable and economics the key player. Moreover, social-security measures based on compulsion were unacceptable, for 'compulsory participation in any enterprise is wrong, because human freedom is diminished'. This reiterated the decontestation of liberty as non-constraint by the actions of others. Ultimately, the conservative view of freedom is aggregative and concrete, as in the listing of traditional and legal liberties'. It opposes those liberal and socialist views of freedom that regard it as an essential, universal, qualitative, and incommensurable prerequisite without which individuals are dehumanized. As Buckley has put it: 'Freedom is not indivisible. » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996.

¹⁰³⁸ Sur ce point, voir notamment : AUDIER Serge, *Néolibéralisme(s)*, Grasset, 2012.

La critique illibérale ordinaire – ou vulgaire – du libertarianisme dissimule toutefois l’apport considérable des travaux de Vermeule pour la réflexion entre illibéralisme et néolibéralisme. En effet, ce dernier livre une critique sophistiquée et informée du libertarianisme de façon continue dans l’ensemble de ses ouvrages depuis le début des années 2000. Or, comme nous l’avons indiqué, sa conversion au catholicisme et son tournant illibéral ne date que de 2016. Par conséquent, son œuvre et sa trajectoire idéologique fournissent des arguments inestimables pour l’appréhension néo-schmittienne du néolibéralisme, c’est-à-dire pour les travaux qui défendent le fait que le néolibéralisme n’a jamais été un *laissez-faire* et un pur fondamentalisme de marché.

De fait, on peut considérer qu’avant 2016, Vermeule était l’intellectuel paradigmatique du néolibéralisme « néo-schmittien »¹⁰³⁹. Exactement comme le prédisait Raymond Aron¹⁰⁴⁰, Vermeule a en effet théorisé l’abandon du libéralisme politique et de la séparation des pouvoirs au nom de la suprématie du marché aux côtés de E. Posner. En effet, pour ces derniers, seul un pouvoir exécutif omnipotent est en mesure de protéger efficacement le marché des crises, qu’elles soient économiques, politiques ou géopolitiques, ce qui justifie le fait d’abandonner de façon décomplexée la « république madisonienne » en se débarrassant du « spectre de Weimar »¹⁰⁴¹. Vermeule insiste donc sur l’inefficacité et l’inanité de l’antiétatisme puisque l’inflation de l’interventionnisme étatique est impossible à endiguer, et sur la nécessité de recourir à la puissance publique tant pour des raisons objectives (seul l’Etat est en mesure d’assurer efficacement le fonctionnement du marché) que normatives (il est souhaitable de confier le plus de pouvoir possible à l’Etat pour assurer certaines fins politiques). Or, son tournant illibéral n’a fait que renforcer son apologie d’un Etat fort et interventionniste puisqu’à la protection de l’ordre du marché et la lutte contre le terrorisme s’est désormais additionné la promotion d’un ordre moral conservateur et catholique. Loin de caractériser une rupture entre un néolibéralisme et illibéralisme, les écrits de Vermeule

¹⁰³⁹ Nous empruntons l’expression à Serge Audier qui s’en sert de manière critique pour dénoncer la mode de la généalogie « schmittienne » du néolibéralisme qui a connu des développements très importants dans les études du néolibéralisme. De ce point de vue, il est regrettable que les débats « français » sur le néolibéralisme ne prennent pas davantage en compte les travaux de Vermeule et ceux de E. Posner, bien que certaines chercheuses telles que Marie Goupy soient en train de combler cette lacune. Voir : Serge Audier. *Discussion Le néolibéralisme : Un "libéralisme autoritaire" néo-schmittien ?*. Brill. *The Idea of Economic : Constitution in Europe*, , pp.204-236, 2022. ; GOUPY Marie, « La dictature et l’autoritarisme en tant que spectres. Retour sur la théorie des pouvoirs de crise d’Eric Posner et d’Adrian Vermeule », *Droit et société*, 114-115, Lextenso, 2023.

¹⁰⁴⁰ ARON Raymond, *Introduction À la Philosophie Politique*, Lgf/le Livre de Poche, 1997.

¹⁰⁴¹ POSNER Eric A. et VERMEULE Adrian, *The Executive Unbound*, Oxford University Press, 2011.

atteste au contraire de la continuité voire de l'identité entre ces deux phénomènes idéologiques parce que ces travaux montrent que certains *free-marketers* ne sont plus en faveur du « laisser-faire » depuis le début des années 2000, ce qui anéantit l'argument selon lequel « l'Etatisme » de la droite ethno-nationaliste illibérale induirait une rupture idéale avec le néolibéralisme. Ses travaux soulèvent néanmoins la question suivante : si contrairement à ce qu'on peut penser, il peut exister une convergence entre néolibéraux et illibéraux sur la défense de l'interventionnisme étatique et la nécessité d'abandonner les contraintes du libéralisme politique, la promotion d'un ordre moral traditionnaliste rigoureux n'est-elle pas incompatible sur le plan idéologique avec la défense du marché ? Enfin, puisque le familialisme et le traditionalisme était absent de ses écrits jusqu'à 2016, peut-on vraiment considérer que l'illibéralisme et le néolibéralisme sont identiques ? La trajectoire idéologique de Vermeule ne justifie-t-elle pas la thèse selon laquelle l'illibéralisme serait un néolibéralisme « mutant », distinct et opposé au fusionnisme conservateur du fait de la dimension partiellement « libérale » de ce dernier ? Dit autrement, il convient de s'intéresser plus précisément à la thèse défendue par W. Brown selon laquelle la « tendance fascisante » au sein de la droite illibérale contemporaine distinguerait cette dernière du néolibéralisme stricto sensu bien qu'elle soit son héritière directe¹⁰⁴².

1.2 L'illibéralisme : héritier ou fossoyeur du « conservatisme de la guerre froide » ?

En effet, même si l'importance de la critique du marché des illibéraux peut être considérablement relativisée, ce qui invite à adopter un recul critique à l'égard des

¹⁰⁴² By comparison, Wendy Brown examines new, perhaps unexpected, convergences between neoliberalism and authoritarian politics. In *Undoing the Demos*, Brown initially marked neoliberalism's limited conjunction with fascism in "the valorization of a national economic project and sacrifice to the greater good," along with "growing devaluation of politics, intellectuals, educated citizenship, and all collective purposes apart from economy and security." 65 In her contribution to this volume, she updates her analysis by charting neoliberalism's assault on "the social." Brown traces how neoliberal reforms appealed to "traditional morality" and promulgated patriarchal values of authority, hierarchy, and sexual control. In this sense, neoliberalism laid the groundwork for the rise of new authoritarian political impulses, even if the sudden explosion of these authoritarian sentiments caught many avowed neoliberals by surprise. In Brown's account, the economization of political democracy ultimately unleashed a libertarian variant of neoliberalism as its own nihilistic nightmare. For if libertarianism often imagines itself to be the opposite of authoritarian politics (both fascist and totalitarian), Brown reveals how new anti-democratic forms of authoritarian politics were themselves born of neoliberalism. The authoritarian "Frankenstein" she describes may be a political creation of neoliberalism but, ironically, it is also a monstrous form of anti-politics shorn of any commitment to the public or to truth. For Brown, this new political form is both susceptible and attached to certain fascistic tendencies, from disinhibited hate speech to racialized and sexualized social oppression.

déclarations de certaines figures de la droite illibérale quant à leur rupture avec le conservatisme classique, on peut légitimement se demander s'il n'existe pas malgré tout une différence de nature entre les pensées conservatrices « conventionnelles » et cette nouvelle droite illibérale ; ce qui justifierait l'établissement d'une distinction chronologique entre les deux phénomènes afin de mettre en exergue l'importance du basculement illibéral à partir de la décennie 2010. Comme nous l'avons indiqué, il semble judicieux de prendre en compte l'effroi suscité par le tournant idéologique « illibéral » au sein de la droite conservatrice en elle-même. Aux Etats-Unis, le débat entre David French – le rédacteur en chef de la *National Review* qui est le journal historique de la droite intellectuelle fusionniste – et Sohrab Ahmari a ainsi permis de mesurer l'importance des fractures au sein des droites, et d'envisager l'idée d'une rupture entre le fusionnisme conservateur traditionnellement dominant au sein de la droite américaine et la nouvelle idéologie « illibérale » du parti républicain post-Trump. Néanmoins, comme nous avons pu le voir en nous intéressant à la grammaire du libéralisme des intellectuels illibéraux, le caractère évident de cette rupture dépend en réalité du corpus examiné et du choix des intellectuels incarnant l'illibéralisme. Le fait de s'intéresser à la frange la plus radicale du collectif de pensée illibérale – c'est-à-dire aux intégralistes catholiques dont fait partie Ahmari – appuie donc la thèse de la rupture. A l'inverse, si on se concentre sur les productions idéologiques de Yoram Hazony, Ryszard Legutko et des acteurs politiques qui leur sont proches comme celles de John O'Sullivan – qui est un contributeur historique de la *National Review* et un ancien conseiller de Margaret Thatcher – cette rupture entre la droite illibérale et le conservatisme fusionniste apparaît toute relative. Aussi, plutôt que de tenter de répondre définitivement à cette question qui fait l'objet d'une discussion sans cesse réactualisée du fait de sa très grande actualité, nous allons ici plutôt chercher à montrer que la dimension antilibérale du fusionnisme conservateur est fortement sous-estimée, ce qui fournit un argument pour étendre le périmètre de ce qu'on considère être le « phénomène illibéral ». Dit autrement, dans la continuité de R. Hendrikse, nous cherchons ici à montrer que l'illibéralisme n'est pas une réaction populiste anti-moderne et anti-néolibérale, mais un phénomène idéologique au cœur de la *New Right*, ce qui invite à étendre chronologiquement la délimitation de l'illibéralisme sans chercher à nier la spécifique du « moment illibéral » à partir des années 2010.

Il convient au préalable de noter que cette extension du périmètre de l'illibéralisme ne s'appuie pas sur un travail d'histoire des idées inédit, mais sur l'agrégation des travaux déjà existant depuis les années 1980 sur la *New Right*. Ici encore, il s'agit donc surtout de mettre en lumière un angle mort dans les travaux contemporains sur l'illibéralisme. En effet, comme le montre Freedén, l'appréhension des pensées conservatrices est nécessairement sujet à des erreurs et des malentendus en raison de l'éclectisme apparent des théories conservatrices¹⁰⁴³. Selon que leur cible soit le socialisme ou le libéralisme, les intellectuels conservateurs adaptent ainsi leur propos, ce qui induit une contradiction latente au sein de l'idéologie conservatrice entre la défense « organiciste » de la société traditionnelle contre la montée de l'individualisme libéral et la défense des inégalités et du marché contre l'égalitarisme socialiste. Ainsi, comme le rappelle Andrew Gamble dans les années 1990, il est difficile d'appréhender le spectre idéal de la *New Right* tant il recouvre des idées variées, et pourrions-nous ajouter, des grammaires du libéralisme distinctes et contradictoires :

« The key doctrine of the New Right and the political project it has inspired is therefore the doctrine of the free economy and the strong state. Different meanings are attached to these two terms and they are given different weight by liberal and conservative tendencies within the New Right, as will be shown below. But what gives the New Right a unity and helps to distinguish it from previous 'rights' is the combination of a traditional liberal defence of the free economy with a traditional conservative defence of state authority," The idea of a free economy and a strong state involves a paradox. The state is to be simultaneously rolled back and rolled forward. Non-interventionist and decentralised in some areas the state is to be highly interventionist and centralised in others. The New Right can appear by turns libertarian and authoritarian, populist and elitist. This ambiguity is not an accident. It derives in part from the fact that the New Right has two major strands: a liberal tendency, which argues the case for a freer, more open and more competitive economy, and a conservative tendency, which is more interested in restoring social and political authority throughout society. What makes matters more confusing is that not only do those within the New Right regard the importance of these tendencies differently, but those who have written on the New Right often concentrate upon one of them to the exclusion of the other »¹⁰⁴⁴.

Par conséquent, il est tentant d'associer schématiquement certaines idées à certaines factions conservatrices, en essentialisant la division du travail idéologique au sein de la *New Right*, ce

¹⁰⁴³ « The apparently eclectic quality of conservatism, misconceived as it may be, has been sustained by the increasing complexity, even disorganization, of the conservative defence. Conservative traditionalists, whose organic imagery was required in order to counter the rising individualism and atomism of nineteenth-century liberals, have more recently resorted to rather different devices intended to shore up core conservative beliefs. » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p403

¹⁰⁴⁴ GAMBLE Andrew, *The Free Economy and the Strong State*, Bloomsbury Publishing, 1994. p35-36

qui conduit conventionnellement à opposer les conservateurs traditionnalistes, parce qu'ils emploient une grammaire *progressiste* du libéralisme à des fins critiques, aux « free-marketers » parce qu'ils emploient une grammaire *conservatrice* du libéralisme, alors que ces derniers peuvent être tout aussi antimoderne que les premiers¹⁰⁴⁵. Dit autrement, au sein de la *New Right*, on attribue plus facilement la paternité des idées « autoritaires » aux conservateurs traditionnalistes qu'aux *free-marketers* parce que ces derniers se réclament du libéralisme, ce qui dissimule le fait que les conservateurs « libéraux » favorables au *free-market* dans les années 1980 défendaient également le conservatisme social et le démantèlement du constitutionnalisme libéral.

De fait, on peut noter qu'il existe un consensus relatif dans la littérature sur le fait que les courants intellectuels conservateurs « traditionnalistes » peuvent être considérés comme antilibéraux ou illibéraux, quel que soit les contextes géo-historiques, parce qu'ils reprennent conventionnellement l'héritage du « conservatisme révolutionnaire » de l'extrême-droite schmittienne de l'entre-deux-guerres, ou celui du « national-conservatisme » de Strauss ou Voegelin, ce qui est défendu de façon convaincante par A. Buzogány et M. Varga¹⁰⁴⁶. De même, on retrouve cette généalogie de l'illibéralisme fondée sur la dichotomie entre droite traditionnaliste et droite libérale-conservatrice dans les travaux de M. Laruelle¹⁰⁴⁷ et J. Tait¹⁰⁴⁸.

¹⁰⁴⁵ Comme on l'a vu avec la méconnaissance de la critique des lumières et du rationalisme dans l'œuvre d'Hayek chez Stephen Holmes, il s'agit précisément d'une source de malentendus au sein de la littérature pour les chercheurs qui emploient une grammaire lockéenne du libéralisme.

¹⁰⁴⁶ VARGA Mihai et BUZOGÁNY Aron, « The Two Faces of the 'Global Right' », *Critical Sociology*, 48, SAGE Publications Ltd, 2022.

¹⁰⁴⁷ « Yet the key element that dissociates illiberalism from conservatism is its relationship to political liberalism. Classical conservatives—such as the Christian Democrats in Europe or the Republican Party in the US before Donald Trump—are/were fervent supporters of political rights and constitutionalism, while illiberalism challenges them. For classical conservatives, the political order is a reflection of the natural and family order, and therefore commands some submission to it. For illiberals, today's political order is the enemy of the natural order and should be fought against. Illiberalism thus includes a rebellious aspect that is not obvious for classical conservatism. Yet that distinction is far from absolute: historically, some movements that have emerged from conservatism have taken a revolutionary turn, fascism being probably the most obvious example. » LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022.

¹⁰⁴⁸ « There is a strong, even dominant, emphasis on classical liberal themes in American conservatism, including constitutionalism, as Kersch (2019) has argued. However, solely identifying American conservatism with this theme, and overemphasis on the Republican Party, understates the early and enduring importance of anti-liberal scripts in the American conservative movement (Kabaservice 2013). Critically, members of the American modern conservative movement have always been post-liberal in the sense that they lived in a liberal political culture and hoped to build an ideology to replace it. As Lionel Trilling noted in the foundational years of the conservative movement, liberalism was "not only the dominant but even the sole intellectual tradition" in the United States (1950, xv–xvi). Critics questioned whether America had a conservative tradition at all. In an extraordinarily influential work, Louis Hartz argued that the United States "only had the American Way of Life, a nationalist articulation of Locke," though unaware that "Locke himself is involved" (1955, 11). » TAIT Joshua, « American

Loin d'avoir été inventé par le collectif de pensée illibéral « contemporain », l'illibéralisme semble par conséquent s'inscrire dans la continuité d'un conservatisme traditionnaliste qui a toujours entretenu une relation conflictuelle avec le conservatisme « *mainstream* », en particulier lorsque ce dernier arrive au pouvoir. L'exemple du schisme entre le parti républicain et le « paléoconservatisme » de Pat Buchanan dans le contexte américain fournit ici un exemple paradigmatique de cette rupture entre droite libérale et droite illibérale, et elle préfigure de ce point de vue le moment illibéral contemporain. Bien que le développement du paléoconservatisme dans les années 1990 réponde également à des motifs non-intellectuels, à savoir la lutte au sein de l'appareil républicain entre les néo-conservateurs et les autres factions du conservatisme, il traduit le schisme entre la frange traditionnaliste la plus radicale de la droite américaine et les courants plus modérés du fusionnisme conservateur, ce qui aurait donné naissance à l'illibéralisme tel que nous le connaissons actuellement :

« Reagan's presidency replicated the fusionist bargain that fought for deregulatory and pro market policies, while relegating social issues largely to symbolic gestures, private cultural arguments, and defensive judicial appointments. To the traditionalist conservatives who had made this tactical compromise and to their successors, Reaganism and the conservative movement were a failure (Wolfe et al. 1986). Dissident traditionalist critics, especially the younger generation, became known as "paleoconservatives," and their thought and political activities rearticulated and developed illiberal currents within conservatism.

(...)

The global transformations of the early 1990s created a hospitable context for paleoconservatives' efforts to reframe the conservative movement along illiberal lines, challenging liberal scripts on economics, politics, and foreign policy. The collapse of the Soviet Union and the end of the Cold War fundamentally changed the perspective of the American right, eliminating its common anticommunist position. The Cold War had disciplined conservative discourse by creating an ur-enemy beyond the country's borders and by encouraging conservatives to champion freedom, individualism, and capitalism against collectivist communism. While some trumpeted the victory of liberal democracy, conservatives without an external foe in global communism turned to their domestic and, in many ways, real enemy: progressive liberalism. In this, paleoconservatives moved to the forefront of the intellectual culture war (Hartman 2015). At the same time, paleoconservatives revived an America First foreign policy, reverting to the pre-Cold War right's foreign-policy views, on the basis that Western political values were not universal and relied on speci

Illiberal Thinkers », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, [s. d.], [consulté le 26 août 2024].

cultural, political, and even racial bases (Hawley 2016, 181–196). »¹⁰⁴⁹

Pourtant, il est particulièrement important de noter que cette dichotomie est remise en question par Johnston, bien qu'elle défende la thèse de la rupture entre illibéralisme et conservatisme, puisque en se basant sur son étude qualitative et quantitative de la *National Review*, elle montre en quoi l'illibéralisme apparaît dès les années 1990 au sein du conservatisme fusionniste de la droite « mainstream » en prenant la question migratoire comme cas d'étude :

« In recent years, political scientists have begun taking the study of conservatism as a political ideology more seriously, such as Caesar's (2010) study on the quadripartite ideological framework of the modern conservative movement. Of particular interest is the increase in studies on the rise of the Far Right, evidenced by Hawley's *Right Wing Critics of American Conservatism* (2016) and Main's *The Rise of the Alt-Right* (2018). Yet even these two theory-serious books either primarily or exclusively focus on fringe elements within the conservative movement and not on the illiberal trajectory within mainstream conservatism itself. For example, Hawley zeroes in on right-wing movements that were never fully incorporated into the American conservativemovement. These movements, such as paleoconservatives and localists, differ substantially from the mainstream conservative movement's views on "the value of equality, the proper role of the state, the importance of free markets, the role of religion in politics, and attitudes toward race" (Hawley 2016, 8). Yet Hawley takes the liberal agreement within the mainstream of the fusion movement for granted. He overlooks major illiberal elements within the mainstream itself. »¹⁰⁵⁰

Néanmoins, on peut voir que Johnston converge malgré tout avec Laruelle, Waller et Tait sur le fait de considérer que le fusionnisme conservateur aux Etats-Unis est originellement libéral. Or, il s'agit précisément de l'analyse que nous souhaitons contester, ce que nous tenterons de justifier en conservant l'exemple américain, puisque la droite fusionniste américaine est supposément en rupture avec la droite continentale sur la question du libéralisme du fait de l'absence d'une tradition contre-révolutionnaire aux Etats-Unis selon L. Hartz. Pour résumer, nous avons constaté que le tournant illibéral qui affecte le conservatisme traditionnaliste et certains pans du conservatisme classique semblaient débiter dans les années 1990 aux Etats-Unis, ce qui marquerait une rupture avec le fusionnisme conservateur. Le fusionnisme conservateur est lui-même compris comme une alliance entre conservatisme traditionnaliste

¹⁰⁴⁹ *Ibid.*

¹⁰⁵⁰ JOHNSTON Savannah Eccles, « The Rise of Illiberal Conservatism », *American Political Thought*, 10, The University of Chicago Press, 2021.

et conservatisme-libéral (ou libertarien) et une synthèse idéologique entre conservatisme social et *free-market*. Cette lecture méconnaît toutefois le fait que les avocats du capitalisme dérégulé au sein du fusionnisme conservateur adhèrent également au conservatisme social, ce qui signifie que le « fusionnisme conservateur » dans son ensemble s'inscrit dans la *New Right*, et pas uniquement la faction traditionaliste en son sein. Pour le dire plus clairement, il est primordial selon nous d'abandonner l'idée selon laquelle le néolibéralisme serait un pur économisme en négligeant l'appartenance de la majorité des néolibéraux à la droite radicale ou à l'extrême-droite malgré la dimension réactionnaire, raciale et patriarcale de leurs théories, qui préfigure celle du capitalisme néolibéral¹⁰⁵¹.

En effet, comme le rappelle Melinda Cooper, la dimension profondément familialiste et traditionaliste du néolibéralisme fait l'objet d'un impensé particulièrement important, qui est alimenté par le narratif selon lequel la rationalité néolibérale consacre un individualisme radical destructeur des institutions traditionnelles, alors qu'elle est précisément au service de la préservation du système hétéro-patriarcal et de la morale traditionnelle. A titre d'exemple, contrairement à ce que peuvent penser certains intellectuels à gauche (et à droite), le paradigme de *l'homo economicus* sert à justifier la peine de mort¹⁰⁵² ou à critiquer le droit au divorce¹⁰⁵³ dans les ouvrages de Gary Becker, puisque selon lui, la « famille est la fondation de toute la société civile (...) »¹⁰⁵⁴. De même, Quinn et Kundnani ont montré que la majorité des membres de la société du mont-pèlerin, en particulier Hayek, étaient favorable à un strict contrôle des frontières en matière migratoire afin de protéger la culture occidentale considérée comme la plus propice au développement du « free-market capitalism »¹⁰⁵⁵, ce qui

¹⁰⁵¹ Sur ces différents éléments, nous renvoyons aux travaux que nous avons déjà cités à savoir : COOPER Melinda, *Family Values*, Zone Books, 2017 BRUFF Ian, « Overcoming the Allure of Neoliberalism's Market Myth », *South Atlantic Quarterly*, 118, 2019 BROWN Wendy, « In the Ruins of Neoliberalism », in *In the Ruins of Neoliberalism*, Columbia University Press, 2019, [consulté le 6 novembre 2023] KUNDNANI Arun, « The racial constitution of neoliberalism », *Race & Class*, 63, 2021 CHACKO Priya, « The neoliberal roots of authoritarian protectionism », *Int Polit*, 60, 2023.

¹⁰⁵² BECKER Gary S., « On the Economics of Capital Punishment » [en ligne], *The Economists' Voice*, 3, De Gruyter, 2006, [consulté le 28 août 2024] BECKER Gary S., « The Morality of Capital Punishment | by Gary S. Becker », sur *Project Syndicate* [en ligne], publié le 28 avril 2006, [consulté le 28 août 2024].

¹⁰⁵³ Sur ce point, il est particulièrement éclairant de comparer les analyses de l'économiste Edward Nell dans son ouvrage « Free-market conservatism » à celles de W. Brown et M. Cooper. Voir : « NELL Edward, *Free Market Conservatism (Routledge Revivals)*, Routledge, 2009.

¹⁰⁵⁴ "Since the family is the foundation of all civil society," BECKER Gary S., *A Treatise on the Family*, Harvard University Press, 1993. Cité dans COOPER Melinda, *op. cit.* p9

¹⁰⁵⁵ « The question of human migration is one that tracks through my book but, because my concerns were different, I didn't zero in on it systematically. It is significant, however, that international trade economist Gottfried Haberler, a central protagonist in my story, concludes already in the 1930s that a national economy can profit fully from free trade and free capital movements while still restricting migration. While his mentor, Ludwig

éclairer à la fois la dimension raciale du néolibéralisme – parce qu’il repose implicitement sur une hiérarchisation des cultures avec un prisme ethnocentré – et l’attachement des néolibéraux à un Etat « fort » capable de préserver l’homogénéité ethnique d’un territoire¹⁰⁵⁶, ce qui explique incidemment pourquoi Milton Friedman et Wilhelm Röpke ont défendu publiquement les régimes d’apartheid en Rhodésie et en Afrique du Sud¹⁰⁵⁷.

Loin d’avoir été l’objet d’un compromis sur le plan du libéralisme culturel ou sociétal, l’alliance fusionniste entre *free-market* et conservatisme social reflète ainsi la volonté partagée d’un retour à une société pré-moderne et au démantèlement des *poor laws*¹⁰⁵⁸. La défense de la famille et de l’Eglise par les illibéraux est donc parfaitement cohérente avec les théories

von Mises, began as a principled advocate of free movement of labour, by the 1940s, Mises too conceded that, for reasons of geopolitics and human prejudice, some forms of migration might have to be semi-permanently restricted. By the late 1970s, Hayek himself publicly spoke in favor of Margaret Thatcher’s strident immigration restrictionism vis-a-vis the former British colonies of the Global South. He justified this by analogy to his own native Vienna in the 1920s, when an influx of Eastern Jews had been met by an antisemitic backlash. His argument was that such population movements themselves were the ‘origins of racialism’ (Hayek, 1978). Such displacement of the sources of racism and xenophobia onto migrants themselves is, of course, an opinion as common as it is retrograde – and very far from the putative universalism and cosmopolitanism claimed by neoliberals. » Sören Brandes, « From neoliberal globalism to neoliberal nationalism: An interview with Quinn Slobodian | ephemera », [consulté le 16 janvier 2021].

¹⁰⁵⁶ « Hayekian neoliberalism is troubled by the fear that its desired universal market order may be constrained in its application by particular cultures unable to grasp the virtues of competitive society; a neo-racist idea of culture is the necessary means by which this danger is conceptualised and made sense of. Such an idea of culture reconciles two mutually contradictory impulses. First, it enables western culture to be assumed universal: this is what guarantees the viability of its implantation outside the West and therefore underpins a global market order. Second, it enables the limits to the spread of ‘western’ markets to be comprehended as the result of the immutable inadequacies of other cultures and grants the superior West special rights to uphold and defend the market order. Neo-racism thus enables neoliberalism to oscillate between thinking the limits it encounters are the necessary consequence of inferior others and thinking they can be overcome by renewed imposition of its market logic. » KUNDNANI Arun, « The racial constitution of neoliberalism », *Race & Class*, 63, 2021.

¹⁰⁵⁷ « Other founding neoliberal theorists shared in this civilisational discourse with varying slants. The work of Hayek’s mentor, Ludwig von Mises, is marked by the same tension between universalism and particularism. He advocated for globalist forms of governance to free the market order from mass democratic demands to which nation-states were occasionally responsive, while also believing racial differences meant market liberalism could only be spread outside the West by force. Wilhelm Röpke, a central figure in the neoliberal movement, argued that market economies depended upon a ‘moral infrastructure’ that thinned in proportion to one’s cultural distance from the West. Lacking this infrastructure rendered a people culturally unsuited to market competition and therefore unlikely to consent to neoliberalism. He defended apartheid in South Africa as a means to ensure Africans could not jettison the western culture that was, he held, the only basis for stable market orders in the non-western world. 61 For similar reasons, Milton Friedman supported white minority rule in Rhodesia in the 1970s and described the imposition of sanctions as ‘the suicide of the West’.62 My argument is not that neoliberals as individuals harboured racial prejudices that led them to distort neoliberalism into a racist form. Rather, the logic of neoliberalism itself draws the project towards a racial-civilisational discourse and an associated structure of globally organised state racism. ». *Ibid.*

¹⁰⁵⁸ On trouve des références explicites aux effets délétères des « poor laws » dans les ouvrages des néolibéraux comme le montre Cooper. Cette analyse rejoint celle de G. Dostaler qui rappelle le fait que le « libéralisme économique » et le « conservatisme moral » vont de pair chez les *free-marketers* en citant comme exemple l’ouvrage de George Gilder « Richesse et pauvreté » (1981) : DOSTALER Gilles, « Les chemins sinueux de la pensée économique libérale », *L’Economie politique*, n° 44, 2009.

néolibérales, d'autant que les intellectuels néolibéraux ont toujours défendu les « *family wages* » contre les formes de redistribution universelle et les soutiens envers les mères divorcées ou célibataires¹⁰⁵⁹. Comme le résume Wendy Brown :

« Traditional morals can do theirs only when states are likewise restrained from intervening in that domain and when expanding what Hayek calls the “personal, protected sphere” gives morality more power, latitude, and legitimacy than rational, secular social democracies otherwise permit. Thus, more than a project of enlarging the sphere of market competition and valuation (“economizing everything” as I argued in *Undoing the Demos*), Hayekian neoliberalism is a moral- political project that aims to protect traditional hierarchies by negating the very idea of the social and radically restricting the reach of democratic political power in nation- states. The contemporary attack on society and social justice in the name of market freedom and moral traditionalism is thus a direct emanation of neoliberal rationality, hardly limited to so-called “conservatives.” »¹⁰⁶⁰

Enfin, il est impératif de prendre en compte l'importance des critiques formulées par les *free-marketers* à l'encontre du constitutionnalisme libéral, qu'elles soient explicitées comme telles ou non¹⁰⁶¹. Le fait d'être attentif à la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme

¹⁰⁵⁹ Il est de ce point de vue particulièrement important de critiquer certaines réceptions du paradigme de l'homo oeconomicus lié à la lecture foucauldienne du néolibéralisme pour neutraliser l'opposition tronquée entre un néolibéralisme individualiste et un conservatisme social traditionnaliste. Sur ce point, voir notamment : SALZINGER Leslie, « 7. Sexing Homo Œconomicus », in *Mutant Neoliberalism: Market Rule and Political Rupture*, Fordham University Press, 2019, [consulté le 3 septembre 2024].

¹⁰⁶⁰ BROWN Wendy, « In the Ruins of Neoliberalism », in *In the Ruins of Neoliberalism*, Columbia University Press, 2019, [consulté le 6 novembre 2023].

¹⁰⁶¹ On peut noter que ce constat est effectué par A. Greene dans le RHI et qu'il contraste grandement avec l'économie générale de l'ouvrage parce qu'il souligne la continuité entre Schmitt, Hayek et Vermeule :

« Adrian Vermeule takes the Schmittian critique of liberal conceptions of the rule of law beyond emergency powers, arguing that the modern administrative state is inherently “Schmittian” due to the over- abundance of legal black holes that exist as a result of the vast conferral of decision- making authority on unelected bureaucrats (Vermeule 2009). Here, Schmitt aligns with Hayek’s critique of social democracy, arguing that such bureaucrats will lead down the road to serfdom (Hayek 1944). Hayek instead fiercely argued for the purity of market forces and for minimum state interference. To ensure this, strict constitutional limits should be in place to prevent any democratic meddling in the market (Hayek 1960). This link between liberal eco- nomic philosophy and constitutional liberalism gives rise to deeply problematic challenges to the latter and what Hayek failed to acknowledge is how his preference for market superiority could also lead to the rise of illiberalism. This is most starkly demonstrated by his own support of the Pinochet coup d’état in Chile.

(...)

The consequences of this consolidation of economic decision- making in the executive and, in turn, unelected technocrats in public administration and independent agencies, creates fertile grounds for the rise of populism as it removes this sphere of debate from democratic contest-ation. In an emergency situation, Rawls contends

permet ainsi de mettre en exergue le fait que les différents courants doctrinaux du « néolibéralisme » se sont livrés à des critiques variées, parfois complémentaires, parfois contradictoires, du libéralisme politique. Le trait le plus saillant de cette attaque contre le libéralisme politique et le point de convergence entre les *free-marketers* – qu’ils soient néolibéraux ou libertariens – constitue par ailleurs la critique du parlementarisme et plus largement de la séparation des pouvoirs, ce qui explique la compatibilité du néolibéralisme avec la rhétorique antiélitiste « populiste » de la droite ethno-nationaliste. La méconnaissance de la dimension antilibérale des théories néolibérales et plus largement des écrits des *free-marketers* s’explique selon nous par la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme : le fait que les néolibéraux revendiquent l’héritage du libéralisme classique, et qu’ils se pensent eux-mêmes comme des libéraux bien qu’ils aient été progressivement contraints à abandonner publiquement le label en lui-même, conduit à postuler leur appartenance à l’idéologie libérale. A l’image de Zakaria, leur auto-labellisation est néanmoins trompeuse parce qu’elle dissimule le fait que leur « décontestation » conservatrice des concepts clés du libéralisme – comme celui de constitutionnalisme – est compatible avec l’autoritarisme mais pas avec la social-démocratie ou l’Etat-providence¹⁰⁶². Par ailleurs, le fait que les illibéraux soient eux-mêmes critique du marché et du libéralisme classique, et qu’ils ignorent pour la plupart le contenu idéal du néolibéralisme d’Hayek, Mises ou Friedman, renforce encore davantage cet impensé dans la littérature. On peut néanmoins aplanir analytiquement ce conflit « discursif » en montrant que le libéralisme des néolibéraux est historiquement très conservateur voire réactionnaire sur les questions culturelles ou sociétales, qu’il vise à démanteler le constitutionnalisme libéral « classique » et à altérer le catalogue des libertés individuelles en ne consacrant que les droits nécessaires au bon fonctionnement du marché. Rétrospectivement, on comprend donc pourquoi le régime

that political liberalism might have to drop its claim to mere reasonableness and assert its truth in a conflict over political fundamentals (Rawls 1993, xvi– xvii; Dyzenhaus 1999, 81– 82). Yet in the field of economic emergencies, it is arguably this assertion of liberalism’s own truth – the superiority of the market – that has fuelled the conditions of illiberalism. Here, emergency itself becomes a state of mind – a plea to necessity that shuts down both the debate and the time for debate. The political compass moves ever rightwards as the legitimacy of the state in areas of economic affairs declines. Instead, much is left to the private sphere on the basis that it is more efficient (Dyzenhaus 1999, 75– 76). As liberalism moves ever more towards the privatization of the public sphere, a trend accelerated by economic emergencies, liberals must acknowledge that the ever- increasing technocracy will result in increased disjuncture between the ruler and the ruled. » GREENE Alan, « Emergencies and Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

¹⁰⁶² ALVIAR GARCÍA Helena, « Neoliberalism as a form of authoritarian constitutionalism », in *Authoritarian Constitutionalism*, Edward Elgar Publishing, 2019, [consulté le 9 février 2021].

autoritaire singapourien est considérée comme un modèle de « libéralisation » pour Zakaria, et un modèle illibéral par V. Orbán, ce qui invite à repenser la délimitation géo-historique de l'illibéralisme.

2. *L'illibéralisme : l'idéologie de la New Right ?*

Comme nous avons essayé de le montrer, du fait du jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme et de la méconnaissance des conflits inтраidéologiques à l'intérieur de la galaxie libérale, les notions de néolibéralisme et de libéralisme économique – et plus généralement le concept de *free-market* – génèrent souvent des obstacles à la compréhension du phénomène illibéral contemporain. Le néolibéralisme fait ainsi l'objet de nombreux impensés, ce qui conduit à penser l'illibéralisme comme la caractéristique d'une nouvelle ère « post-néolibérale », dont la manifestation la plus visible serait le développement de régimes à la fois ethno-nationaliste, conservateur, autoritaire et protectionniste. A l'inverse, le fait de rappeler l'inscription du néolibéralisme dans la *New Right* permet d'appréhender la cohérence et la permanence des idées illibérales dans les productions idéologiques des différents courants intellectuels et mouvements politiques en faveur d'une « révolution conservatrice ». Par conséquent, il convient désormais de s'intéresser à la question de la continuité entre la « première » révolution conservatrice des années 1970 et 1980, qui correspond à l'arrivée au pouvoir d'acteurs politiques de la *New Right* « historique », et le moment illibéral contemporain, qui est caractérisé par l'élection de dirigeants appartenant à (l'extrême) droite ethno-nationaliste, voire par la diffusion d'un tournant illibéral dans l'ensemble de la droite conservatrice – même lorsque cette dernière se revendique encore du libéralisme. Dit autrement, il s'agit ici de se demander si l'illibéralisme est l'idéologie de la *New Right*, ce qui conduirait à repenser la délimitation de l'illibéralisme en distinguant entre une première génération de mouvements politiques et courants intellectuels illibéraux arrivés au pouvoir dans les années 1970-1980, et une seconde génération à partir de la décennie 2010. A cet égard, nous soutenons qu'il serait préférable sur le plan sémantique d'employer le terme de « révolution conservatrice 2.0 » ou de « deuxième révolution conservatrice » pour désigner les succès électoraux de la droite illibérale à partir des années 2010, pour éviter les confusions avec l'illibéralisme en lui-même.

Cette hypothèse, qui correspond au script de la mutation et/ou de l'identité entre « néolibéralisme » et « illibéralisme », invite à penser le développement des études de l'illibéralisme comme une réaction envers le succès politique international d'une nouvelle droite ethno-nationaliste autoritaire qui serait partiellement prisonnière du jeu de langage auxquels participent les discours des acteurs politiques de la « *New Right* » depuis les années 2010. L'appropriation de la critique du libéralisme, voire la revendication occasionnelle de l'illibéralisme, permettrait ainsi à la seconde génération de la *New Right* de se distancer des échecs de la première génération et des conséquences socio-politiques de la diffusion globale de la rationalité néolibérale, tout en radicalisant le combat de la *New Right* contre le libéralisme progressiste et le socialisme. Néanmoins, le fait que cette généalogie de l'illibéralisme soit peu répandu, et qu'elle semble pousser la perspective « émique » de distanciation vis-à-vis du discours des acteurs et des intellectuels sur eux-mêmes à son paroxysme – puisque l'appropriation du libéralisme par les néolibéraux et l'ensemble des *free-marketers* est ici renversée pour les englober dans le périmètre de l'illibéralisme, aux côtés d'intellectuels qui sont discursivement parfois très critique de leurs théories – invite nécessairement à la circonspection. En effet, nous n'ignorons pas que certains des spécialistes de la *New Right* et de l'illibéralisme, tels que Desmond King, n'ont pas envisagé cette délimitation géo-historique spécifique, alors même que ce dernier n'a jamais limité le phénomène illibéral à la période récente¹⁰⁶³. Par conséquent, si l'on adopte un postulat similaire à celui de Freedman quant à l'importance des idéologies et à l'existence permanente d'un lien entre « idées » et « pratiques » – même s'il ne s'agit pas nécessairement d'un rapport de causalité idéaliste ou matérialiste – il est impératif de trouver des preuves historiques pour

¹⁰⁶³ On peut ici comparer l'ouvrage de D. King sur les pratiques « illibérales » des Etats libéraux (KING Desmond, *In The Name of Liberalism*, OUP Oxford, 1999) à l'extrait suivant :

« New Right economic and political theories are a restatement of the values of *liberalism*. If there are central tenets they are individualism, a free market and a limited state. However, these ideas cannot be considered in isolation from two other important factors in analysis of the Thatcher and Reagan administrations. These are the degree to which the commitment to a free market can be maintained *without* the presence of a strong state; and, second, how these economic and political principles relate to the conservative social and moral values which have come to be associated with both the Thatcher and Reagan administrations.

(...)

As a political force New Right advocates represent not only a restatement of liberal values but also certain social and moral conservative positions. These include those advanced by social wishing to restore religious and pre-1960s values, and conservatives who fear the reduction of inequality and extension of citizenship rights. In this book these New Right arguments are collected under the rubric *conservatism*. Conservatism is secondary to liberalism in New Right ideology because it arises primarily in response to the consequences of liberal economic policies. Outside this context, conservative beliefs and objectives have a narrow appeal. » KING Desmond S., *The New Right Politics, Markets and Citizenship* [en ligne], Macmillan Education UK, 1987, [consulté le 26 août 2024].

justifier la superposition entre illibéralisme et *New Right*. De fait, même en admettant l'existence d'une différence de degré entre l'antilibéralisme de la première génération et de la seconde génération de la *New Right*, s'il existe un minimum de cohérence entre les « idées » et les « pratiques », on doit trouver des indices suggérant l'existence d'un air de famille entre la révolution conservatrice des années 1980 et le moment illibéral contemporain pour la considérer comme une révolution conservatrice 2.0, voire, des antécédents au processus de dé-libéralisation, c'est-à-dire, de démantèlement du constitutionnalisme libéral.

A cette fin, il nous semble judicieux d'examiner les différents éléments qui sont généralement mobilisés pour attester de l'existence d'une rupture entre la droite illibérale et la droite conservatrice – en particulier aux Etats-Unis où comme on l'a vu la *New Right* est appréhendé via le prisme du fusionnisme conservateur et de l'ouvrage de Hartz sur la dimension libérale du conservatisme américain – à savoir :

- Le fait que l'illibéralisme soit une réaction envers le déclin de l'occident, et qu'il traite le libéralisme (progressiste) comme un ennemi existentiel qu'il convient de défaire par un interventionnisme étatique fort, contrairement à conservatisme libéral qui serait uniquement opposé au socialisme (c'est-à-dire au collectivisme) et à l'immixtion de l'Etat dans la sphère privée et la société civile (2.1).
- Le fait que l'illibéralisme soit en rupture avec le modèle économique néolibéral « orthodoxe » et qu'il induise le développement d'un « capitalisme de connivence » protectionniste, voire d'un retour à un Etat « interventionniste » (2.2).
- Le fait que l'illibéralisme traduise un phénomène inédit de remise en question du constitutionnalisme libéral, que ce soit par le biais d'un processus de dé-libéralisation du système juridico-politique de la démocratie libérale, ou de l'instauration d'un autre modèle de constitutionnalisme (2.3).

2.1 L'Illibéralisme : la manifestation de l'abandon du libéralisme politique au profit d'un Etat autoritaire au sein de la New Right

Comme nous l'avons vu dans notre cartographie des usages de la notion d'illibéralisme, l'idée d'une différence de nature entre l'illibéralisme et le conservatisme classique est bien ancrée dans la littérature. On peut résumer l'idée centrale de cette thèse de la manière suivante :

l'illibéralisme se distinguerait du conservatisme par sa radicalité, c'est-à-dire par le fait qu'il désignerait le libéralisme et la « gauche » comme des ennemis existentiels de la tradition judéo-chrétienne et la civilisation (occidentale), ce qui impliquerait le dépassement ou la subversion des contraintes juridico-politiques imposées par le constitutionnalisme libéral et la défense d'un Etat promouvant activement les valeurs conservatrices. De fait, l'illibéralisme semble bien se définir par l'appropriation de l'approche « agoniste » schmittienne fondée sur la distinction entre « ami » et « ennemi ». De manière systématique, les écrits des intellectuels illibéraux décrivent l'existence d'une guerre menée par le libéralisme contre la morale religieuse et les traditions nationales, dont le principal champ de bataille serait aujourd'hui juridique. Cette guerre étant progressivement perdue, la tradition serait aujourd'hui menacée d'anéantissement, ce qui justifierait la rébellion des illibéraux contre des institutions libérales n'ayant jamais été neutre et le recours à un interventionnisme étatique fort, y compris si cela implique l'usage de pratiques autoritaires. A l'inverse, le conservatisme classique ou libéral, se caractériserait par son anti-étatisme, son rejet du « volontarisme politique » en matière socio-politique et son attachement aux institutions du libéralisme politique du fait de leur enracinement dans l'histoire de la civilisation occidentale. Or, on ne peut nier que cette distinction est prégnante sur le plan idéal, comme l'a montré le débat entre David French et Sohrab Ahmari. Le retentissement très important de cette controverse « idéologique » dans la sphère médiatique et intellectuelle s'explique ainsi par le fait qu'elle a illustré de façon paradigmatique l'opposition entre un « conservateur libéral » attaché au pluralisme et au constitutionnalisme libéral¹⁰⁶⁴, ce qui implique de tolérer la liberté d'expression de l'ensemble des individus et par extension l'existence d'évènements comme la marche des fiertés ou les spectacles de *Drag Queens*, et un « illibéral » considérant qu'il était impératif de supprimer les obstacles juridiques empêchant de lutter contre l'idéologie du genre au nom du « conservatisme culturel »¹⁰⁶⁵.

Toutefois, sans s'attarder sur la question des « pratiques » des conservateurs, en éprouvant cette opposition entre conservatisme et illibéralisme à la lumière d'une réflexion sur la

¹⁰⁶⁴ « David French Responds to Sohrab Ahmari: What Ahmari Gets Wrong | National Review », <https://www.nationalreview.com/2019/05/david-french-response-sohrab-ahmari/>.

¹⁰⁶⁵ « Against David French-ism | Sohrab Ahmari », sur *First Things* [en ligne], publié le 29 mai 2019, [consulté le 26 août 2024].

dichotomie théorie-pratique au sein de l'idéologie conservatrice¹⁰⁶⁶, on peut voir que cet argument n'empêche en rien la superposition entre illibéralisme et *New Right* et l'inclusion de la « première » révolution conservatrice dans le périmètre de l'illibéralisme. Il ne s'agit donc pas de nier la pertinence – ou la nécessité « normative » – de cette distinction entre conservatisme classique ou libéral et illibéralisme, mais plutôt de montrer que la *New Right* s'est défini dès l'origine par l'abandon de cette posture conservatrice « modérée ». Ainsi, si on prend l'exemple des Etats-Unis et du Royaume-Uni, on peut voir que la *New Right* est définie par la radicalité de son rejet de l'Etat-providence et de la liberté sexuelle au nom de la lutte contre le déclin moral, politique et économique de la civilisation occidentale. Il est donc impératif de rappeler que la *New Right* a précisément été appréhendée via le prisme du « populisme autoritaire » dans la littérature académique à partir des années 1980 pour rendre compte de la spécificité de ce « renouveau » conservateur du fait de son hostilité à l'égard des institutions du consensus libéral post seconde guerre mondiale et de l'importance de la rhétorique anti-élitiste en son sein¹⁰⁶⁷. Bien que la (contre)révolution conservatrice menée par Thatcher ait été menée au nom du retour à la tradition libérale contrairement à Reagan, elle s'inscrit donc dans une rupture stratégique et discursive avec le conservatisme classique qui a toutefois été progressivement normalisé au sein de la littérature du fait de sa diffusion et de son enracinement dans la droite conservatrice de manière globale¹⁰⁶⁸. Comme l'exprime de façon particulièrement éclairante Rosalind Petchesky, le développement des revendications des mouvements sociaux progressistes, en particulier celles des minorités raciales et sexuelles a constitué une menace existentielle pour la *New Right*, ce qui a conduit à l'abandon stratégique et idéologique du libéralisme politique et économique :

« Depuis les élections de 1980, il est clair que la société et l'Etat américains plongent un peu plus chaque jour dans la réaction. On se heurte à un pouvoir et à un environnement politique ouvertement racistes, antiféministes, antilibéraux. Imputer ce virage à droite à une conspiration et une manœuvre de la part d'une Nouvelle Droite fortement structurée serait certes tentant mais néanmoins simpliste, étant donné son énorme force de pénétration. Le phénomène auquel on assiste dépasse de loin une

¹⁰⁶⁶ Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre suivant, puisque cette conception « positionnelle » du conservatisme, qui est défendue historiquement par des intellectuels conservateurs tels que M. Oakeshott et par des chercheurs tels que S. Huntington a été remise en question de façon pertinente par M. Freeden.

¹⁰⁶⁷ On peut ici renvoyer à titre non-exhaustif aux travaux fondateurs de J. Stuart Hall parce qu'ils ont initié le développement de la littérature sur le populisme de droite radicale pendant la révolution conservatrice. Voir : Stuart Hall et al., *Policing the Crisis: Mugging, the State and Law and Order* (Bloomsbury Publishing, 1978).

¹⁰⁶⁸ KOCHI Tarik, « Authoritarian Populism, Democracy and the Long Counter-Revolution of the Radical Right », *Contemp Polit Theory*, 22, 2023.

simple offensive bien orchestrée. Il s'agit bel et bien de la mort d'un certain Etat libéral et, parallèlement, des idées progressistes qui en portent la marque : l'idée de liberté, d'« égalité », du devoir qui à l'Etat de prendre en charge certains besoins sociaux – bref, les grands principes de la démocratie bourgeoise. Historiquement, ces principes se sont toujours heurtés à une société capitaliste, raciste, phallocratique. Sans jamais avoir été menés à leur terme logique, sans avoir jamais touché de larges pans de la société, ils bénéficiaient toutefois, jusqu'à présent du moins, d'une légitimité idéologique et étaient repris et transformés par les mouvements progressistes dans leur lutte pour un changement social révolutionnaire. »¹⁰⁶⁹

Enfin, on peut noter que la superposition entre l'illibéralisme contemporain et la *New Right* serait encore plus évidente si on avait pris pour exemple les révolutions conservatrices du sud global, puisqu'elles sont précisément caractérisées par leur autoritarisme « décomplexé » et leur ultra-conservatisme¹⁰⁷⁰. Comme le montre l'exemple du coup d'Etat de Pinochet, dont on oublie souvent qu'il a été soutenu par les milieux politiques et intellectuels catholiques « conservateurs » pour faire face au péril de la révolution sexuelle¹⁰⁷¹, il est crucial de réinscrire le « moment illibéral » dans l'histoire de l'extrême droite et de rappeler l'appartenance du « populisme » néolibéral et autoritaire des années 1980 à cette histoire.

2.2 L'illibéralisme : la manifestation de « l'interventionnisme paradoxal »¹⁰⁷² en matière socio-économique de la *New Right*

Il est toutefois plus facile de rappeler la filiation de l'illibéralisme contemporain avec la *New Right* quand on clarifie certains impensés et malentendus sur le programme économique de la révolution conservatrice, et qu'on est attentif à la pluralité des grammaires du libéralisme. En effet, la cause principale de ces problèmes dans la littérature semble être le postulat selon lequel le « libéralisme économique » renvoi à un ensemble de politiques et de théories homogènes et monolithiques favorables au capitalisme, en négligeant le conflit entre la conception de l'économie de marché du libéralisme économique et celle du *free-market conservatism*. Comme nous l'avons indiqué, il est ainsi courant d'opposer l'illibéralisme à la

¹⁰⁶⁹ PETCHESKY Rosalind Pollack, « Antiabortion, Antifeminism, and the Rise of the New Right », *Feminist Studies*, 7, Feminist Studies, Inc., 1981.

¹⁰⁷⁰ FISCHER Karin, 9. *The Influence of Neoliberals in Chile before, during, and after Pinochet* [en ligne], The Road from Mont Pèlerin, Harvard University Press, 2009, [consulté le 1 juillet 2021] SEGURA-BALLAR Gabriela, « Defending “Western” Values » [en ligne], *CLCWeb: Comparative Literature and Culture*, 23, 2021.

¹⁰⁷¹ MANSUY Daniel, « Jaime Guzmán », *Revue de philosophie économique*, Vol. 17, 2016.

¹⁰⁷² L'expression est ici empruntée à Michael Fœssel : FÆSSEL Michaël, « Néolibéralisme versus libéralisme ? », *Esprit*, Novembre, 2008.

New Right (et au fusionnisme conservateur dans le contexte Etats-Unien) sur le plan économique. On peut distinguer schématiquement trois types d'arguments qui appuient cette thèse :

- (1) L'illibéralisme se caractériserait par son Etatisme, son nationalisme et son interventionnisme étatique en matière économique, ce qui se traduirait par l'adoption de politiques protectionnistes, favorisant le principe de « préférence nationale » et la rupture avec l'orthodoxie économique de la globalisation néolibérale, en particulier avec les accords de libre-échange et les traités structurant le commerce international.
- (2) L'illibéralisme se démarquerait de la *New Right* en raison de son orientation pro-travail et pro-famille (et non pro-marché ou pro-entreprise), ce qui conduirait en pratique à la mise en place de forme de redistribution et/ou d'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Du fait de sa filiation avec le « post-libéralisme » et le « red toryism » anglais, l'illibéralisme disposerait donc d'un volet social (même minimal) ce qui expliquerait son air de famille avec le fascisme tout en le rendant incompatible avec le fondamentalisme de marché du néolibéralisme. Dit autrement, l'illibéralisme serait susceptible de menacer le développement économique au profit de son propre agenda politique électoraliste et démagogue, ce qui remettrait en question la priorisation néolibérale de l'économie sur le « politique ».
- (3) Enfin, en tant que phénomène politique autoritaire, l'illibéralisme serait également caractérisé par sa nature « néo-patrimoniale », ce qui rapprocherait l'illibéralisme d'un modèle corporatiste ou du capitalisme de connivence. A l'opposé du modèle économique néolibéral où l'Etat serait atrophié au profit du marché globalisé, il existerait ainsi un modèle économique illibéral à la fois centralisé, volontariste, paternaliste mais « corrompu »¹⁰⁷³ du fait de la proximité entre sphère économique et sphère politique.

Or, de la même façon que l'idée d'une rupture entre la « radicalité » de l'illibéralisme et la « modération » du conservatisme classique ne s'oppose pas à l'inclusion de la révolution

¹⁰⁷³ RICZ Judit, « The Anatomy of the Newly Emerging Illiberal Model of State Capitalism », *International Journal of Public Administration*, 44, Routledge, 2021.

conservatrice dans le périmètre de l'illibéralisme, il nous semble judicieux de montrer que ces différents arguments justifient précisément le fait de superposer *New Right* et illibéralisme. Ainsi, même si certains intellectuels illibéraux sont critique du *reaganism*¹⁰⁷⁴, il est difficile de mobiliser les arguments (1) et (2) pour défendre la thèse de la rupture quand on mobilise de façon approfondie la littérature sur le néolibéralisme. De fait, tant sur le plan théorique que pratique, le néolibéralisme « réellement existant » n'a jamais été un retour à l'Etat-gendarme et minimaliste du capitalisme victorien, en dépit de la nostalgie des néolibéraux à l'égard de ce dernier. Conséquemment, il n'existe pas de rupture entre l'économie politique de l'illibéralisme et celle de la révolution conservatrice des années 1980 parce que cette dernière a renforcé le rôle de l'Etat dans la sphère économique tout en privatisant la « main gauche de l'Etat ». Comme l'ont montré Andrew Gamble¹⁰⁷⁵ et Edward Nell¹⁰⁷⁶, la critique de l'Etat-providence et de l'interventionnisme étatique en matière socio-économique formulée par la *New Right* dissimule l'inflation de l'interventionnisme étatique dans la sphère économique engendré par la promotion du marché, son encadrement juridico-législatif, et surtout, par la « politique de l'offre ». Le néolibéralisme se caractérise en effet par sa promotion simultanée et contradictoire de l'austérité budgétaire (c'est-à-dire par la confusion entre les principes économiques et budgétaire de la sphère privée et de la sphère publique) et d'un soutien économique massif envers les entreprises nationales et/ou internationales qui grèvent le budget de l'Etat. De plus, il convient de rappeler qu'il a toujours existé une critique du globalisme dans la pensée néolibérale, et une mondialisation « à la carte » et opportuniste dans la politique économique de Reagan et Thatcher, comme le montre l'exemple des mesures de rétorsion adoptées à partir des années 1980 à l'encontre de l'industrie japonaise¹⁰⁷⁷. La critique de l'union européenne formulée par les illibéraux contemporains, en particulier au sein de l'UKIP, fait également écho aux discours et à la politique de Thatcher vis-à-vis de l'UE et des accords multilatéraux en général. En résumé, la description de l'illibéralisme dans l'argument (1) correspond au modèle du « strong state, free economy » qui est celui de la *New Right* depuis les années 1980, bien qu'il existe une « dissonance cognitive » néolibérale particulièrement prégnante en la matière, comme le montre le fait que

¹⁰⁷⁴ Nous renvoyons aux citations précédentes de A. Vermeule, S. Ahmari et O. Cass.

¹⁰⁷⁵ GAMBLE Andrew, *The Free Economy and the Strong State*, Bloomsbury Publishing, 1994.

¹⁰⁷⁶ NELL Edward, *Free Market Conservatism (Routledge Revivals)*, Routledge, 2009.

¹⁰⁷⁷ Ce point est étonnamment relevé sans être approfondi par S. Johnston dans sa thèse, voir : JOHNSTON Savannah, « What Enemy Hath Done This? » [en ligne], *CGU Theses & Dissertations*, 2020. p178

Friedman a pu rétrospectivement considéré la politique économique mise en place par Reagan et Thatcher comme « socialiste » parce qu'elle n'a pas permis de résorber le déficit public et de réduire la place de l'Etat¹⁰⁷⁸. De même, s'agissant de l'argument (2), comme nous l'avons indiqué en mentionnant la réforme du travail adoptée par Orbàn en 2016, il est impératif d'adopter une posture critique vis-à-vis du discours des acteurs illibéraux en matière de politique socio-économique, puisque cette dernière est parfaitement conforme avec « l'orthodoxie néolibérale » en ce qu'elle indexe la redistribution étatique sur un modèle familialiste et nataliste dont sont exclus les minorités raciales et sexuelles, et qu'elle réduit voire anéantit (selon les contextes géo-historiques et les partis en question) les protections sociales, le droit du travail, ou encore le syndicalisme. Enfin, bien que nous ne soyons pas ici en mesure de rendre justice à l'importance de la réflexion sur le lien entre illibéralisme, néo-patrimonialisme et *crony capitalism*, il nous semble ici judicieux de rappeler que le modèle économique néolibéral favorise la collusion entre sphère privée et sphère publique, bien qu'il soit conventionnellement considéré comme un « antidote » à la corruption parce qu'il est supposé limiter le rôle de l'Etat dans l'économie. De fait, la notion de *crony capitalism* a précisément été employé pour décrire le modèle de gouvernance « néolibéral » des années 1980 – au point que certains économistes tels que James K. Galbraith ont parlé de l'avènement d'une république-entreprise aux Etats-Unis. Si la conception libérale de l'économie de marché s'oppose ainsi au capitalisme de connivence parce qu'elle repose traditionnellement sur le modèle néoclassique de la « concurrence » et la limitation des monopoles, le *free-market conservatism* se définit au contraire par son hostilité envers toutes les formes de régulation. Par conséquent, la « gouvernance néolibérale » du consensus de Washington favorise le développement de grandes entreprises susceptibles d'influencer le fonctionnement de la démocratie libérale parce qu'elle s'oppose à la lutte contre les monopoles et les oligopoles privés, voire qu'elle les favorise au nom de leur plus grande efficience économique ; et parce qu'elle développe la codépendance entre Etat et sphère économique parce qu'elle induit des transferts économiques massifs vers les entreprises via la politique de l'offre, tout en faisant

¹⁰⁷⁸ « I said at the outset that "in some ways" the message of this book "is even more relevant to the United States today than it was when it created a sensation... half a century ago."(...) On both sides of the Atlantic, it is only a little overstated to say that we preach individualism and competitive capitalism, and practice socialism » FRIEDMAN, M. Introduction. In *The Road to Serfdom*, by F. A. Hayek, pp. ix-xx. Fiftieth Anniversary Edition. Chicago: University of Chicago Press, 1994. Condensed version published as "Once Again: Why Socialism Won't Work," New York Times, 13 August 1994, cité dans : AUDIER Serge, *Néolibéralisme(s)*, Grasset, 2012.

de l'endettement de l'Etat une ressource indispensable pour le capitalisme financier¹⁰⁷⁹. Le développement international du capitalisme de connivence semble donc refléter le passage d'une économie de marché libéral basée sur la stricte distinction entre sphère privée et sphère publique, à une économie de marché à la fois néolibéral et illibéral, où cette distinction disparaît à la fois sur le plan juridique, politique et économique. On peut d'ailleurs noter que cette collusion entre élites économiques et politiques renforce paradoxalement la pertinence des thèses de l'école des choix publics et leur appropriation dans le cadre d'un discours anti-élitiste et ethno-nationaliste, alors que c'est précisément leur application qui a conduit à la disparition des dispositifs « anti-trust » et à la régulation de l'économie de marché.

2.3 L'illibéralisme : l'aboutissement de la néolibéralisation du constitutionnalisme libéral

Le constat contemporain d'un néolibéralisme étrangement compatible avec l'ethno-nationalisme « illibéral », apparaît donc de moins en moins surprenant au fur et à mesure que l'on appréhende les effets concrets du conflit entre libéralisme et néolibéralisme. Or, l'hypothèse d'une identité entre néolibéralisme semble renforcée par un réexamen de l'évolution du constitutionnalisme libéral à la lumière de la prise en compte du phénomène de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme. L'appropriation de la tradition du libéralisme classique et la défense de la *rule of law* contre la tyrannie de la démocratie au sein de la frange néolibérale de la *New Right*, qui est caractéristique des grammaires lockéennes et conservatrices du libéralisme, dissimule ainsi le phénomène de remise en question du constitutionnalisme libéral concomitant à la révolution conservatrice. De fait, il est frappant de constater l'importance des impensés au sein des études de l'illibéralisme vis-à-vis de l'antériorité du processus de dé-libéralisation et de négation du constitutionnalisme libéral dans les démocraties libérales, qu'elles soient consolidées ou non. Du fait de l'appartenance de la *New Right* au « populisme ethno-nationaliste », de nombreux travaux se sont pourtant logiquement intéressés à la dimension « autoritaire » de la révolution conservatrice à partir des années 1980. Il est donc éclairant ici de rappeler qu'il existe un

¹⁰⁷⁹ LAPAVITSAS Costas, « Financialised Capitalism », *Historical Materialism*, 17, Brill, 2009 ELSNER Wolfram, « Financial Capitalism – at Odds With Democracy »: HUDSON Michael, « “Creating Wealth” through Debt », *World Review of Political Economy*, 10, Pluto Journals, 2019.

consensus dans la littérature sur le fait que les mandats de Reagan et Thatcher ont conduit à un phénomène inédit à l'époque de remise en question de l'ensemble des contre-pouvoirs au profit du pouvoir exécutif. Sur le plan du droit interne, cette attaque contre les principes assurant l'équilibre des pouvoirs au sein du constitutionnalisme libéral a donc été appréhendé comme un basculement autoritaire¹⁰⁸⁰, un processus de « présidentialisation agressive »¹⁰⁸¹ ou de « premier-ministéralisation »¹⁰⁸² qui évoque étrangement le phénomène illibéral contemporain parce qu'il correspond à la fois à un détournement de certains mécanismes juridiques (c'est-à-dire à un constitutionnalisme « abusif » mais formellement respectueux du texte) et à la négation des coutumes qui assure l'effectivité des principes régissant le constitutionnalisme libéral¹⁰⁸³. Ainsi, l'explosion de l'emploi des *signing statements* (notamment de nature de constitutionnelle) lors des deux mandats de Reagan conduit à une immixtion inédite du pouvoir exécutif au sein du processus législatif et à la restriction du pouvoir de contrôle du parlement¹⁰⁸⁴. De même, au Royaume-Uni, où le cabinet a également vu son caractère collégial restreint pour limiter les oppositions au sein-même de la majorité conservatrice¹⁰⁸⁵. Dans les deux Etats, on constate une limitation de la séparation des pouvoirs, tant sur le plan horizontal que vertical. L'administration centrale se renforce au détriment des Etats Fédérés ou des collectivités territoriales grâce aux développements d'agences organiquement lié au pouvoir exécutif avec un statut juridique *sui generis*¹⁰⁸⁶. Comme dans les « démocraties illibérales » contemporaine, l'usage très « sélectif »¹⁰⁸⁷ – parce que toujours favorable à l'exécutif – de la séparation des pouvoirs par les gouvernements

¹⁰⁸⁰ HENDERSON Lynne, « Authoritarianism and the Rule of Law », *Ind. L.J.*, 66, 1990.

¹⁰⁸¹ L'expression est de P. Shane, voir : FARINA Cynthia R., « Undoing the New Deal through the New Presidentialism Reviving the Structural Constitution--Symposium on Law and Public Policy-1998 », *Harv. J. L. & Pub. Pol'y*, 22, 1998 SHANE Peter M., « Presidential Signing Statements and the Rule of Law as an Unstructured Institution Symposium », *Wm. & Mary Bill Rts. J.*, 16, 2007.

¹⁰⁸² DOWDING Keith, « The Prime Ministerialisation of the British Prime Minister », *Parliamentary Affairs*, 66, juillet 2013, n° 3, p. 617-635.

¹⁰⁸³ Peter M. Shane, *Madison's Nightmare* (University of Chicago Press, 2009), <https://www.degruyter.com/document/doi/10.7208/9780226749426/html>.

¹⁰⁸⁴ COVINGTON, Megan. Executive Legislation and the Expansion of Presidential Power. *Vanderbilt Undergraduate Research Journal*, 2012, vol. 8. GARBER Marc N. et WIMMER Kurt A., « Presidential Signing Statements as Interpretations of Legislative Intent », *Harv. J. on Legis.*, 24, 1987.

¹⁰⁸⁵ Voir notamment sur ce point la controverse doctrinale sur le bon « label » à employer pour décrire ce renforcement inédit des pouvoirs du premier ministre : FOLEY Michael, *The rise of the British presidency* [en ligne], Manchester University Press, 1993, [consulté le 27 octobre 2024] FOLEY M., « Prime Ministerialisation and Presidential Analogies », *Parliamentary Affairs*, 66, 2013 DOWDING Keith, « The Prime Ministerialisation of the British Prime Minister », *Parliamentary Affairs*, 66, 2013.

¹⁰⁸⁶ GAMBLE Andrew, *The Free Economy and the Strong State*, Bloomsbury Publishing, 1994.

¹⁰⁸⁷ SCHOENBROD, David. How the Reagan Administration Trivialized Separation of Powers and Shot Itself in the Foot. *Geo. Wash. L. Rev.*, 1988, vol. 57, p. 459.

Thatcher et Reagan est permis par la neutralisation des contrepouvoirs, en particulier par la nomination de magistrats ultra-conservateurs favorables à la majorité en place¹⁰⁸⁸. Incidemment, on peut noter que la réticence de M. Tushnet à employer le terme d'illibéralisme pour décrire les régimes hongrois et polonais et sa réserve quant à la suprématie du juge constitutionnelle dans l'architecture institutionnelle du néo-constitutionnalisme s'explique par le fait que comme la majorité de la doctrine juridique « progressiste », il a relevé et dénoncé le tournant « autoritaire » de la jurisprudence de la cour suprême à partir des années 1980¹⁰⁸⁹. Enfin, on peut brièvement ajouter que sur le plan externe, la remise en question du droit international et de l'ordre international libéral a également connu un approfondissement inédit lors des mandats de M. Thatcher et R. Reagan qui a culminé avec l'invasion américaine de l'île de Grenade en 1983, et la guerre des Malouines en 1982.

Il est donc particulièrement significatif selon nous que les nombreux travaux s'intéressant au « constitutionnalisme autoritaire » et au basculement autoritaire des démocraties illibérales ne s'intéressent que très peu à la *New Right*, alors qu'il existe une littérature féconde sur la relation de causalité entre néolibéralisme et autoritarisme¹⁰⁹⁰. Le fait de considérer l'illibéralisme comme l'idéologie de la *New Right* permet pourtant de comprendre l'apologie des régimes autoritaires et conservateurs latino-américains, portugais et espagnol par les intellectuels illibéraux, et le fait qu'elle relativise considérablement la thèse de leur rupture avec le néolibéralisme.

¹⁰⁸⁸ On notera ici le caractère prémonitoire des mises en garde de la doctrine sur le sujet, et l'intérêt de la mobilisation des travaux des années 1980 pour appréhender les différentes facettes de l'autoritarisme et sa diffusion larvée par le biais de l'activisme judiciaire des juges conservateurs et de l'instrumentalisation de la constitution par le pouvoir exécutif. A titre d'exemple, voir l'extrait suivant tiré de : HENDERSON Lynne, « Authoritarianism and the Rule of Law », *Ind. L.J.*, 66, 1990.

« The American political turn to the right in the 1980s, together with the resurgence of active manifestations of racism, anti-semitism and nativism, provide reason to consider authoritarianism and its relation to law. (...) Recently, the words "authoritarian" and "authoritarianism" have frequently appeared in legal scholarship. After the Supreme Court's decision in *Bowers v Hardwick*, several scholars expressed open concern about the Court's decision, noting that it was authoritarian both in its reasoning and its result.' »

¹⁰⁸⁹ BRISBIN Richard A. Jr., « Conservative Jurisprudence in the Reagan Era », *Cumb. L. Rev.*, 19, 1988.

¹⁰⁹⁰ BRUFF Ian, « The Rise of Authoritarian Neoliberalism », *Rethinking Marxism*, 26, Routledge, 2014 ALVIAR GARCÍA Helena, « Neoliberalism as a form of authoritarian constitutionalism », in *Authoritarian Constitutionalism*, Edward Elgar Publishing, 2019, [consulté le 9 février 2021] FROOMKIN David et SHAPIRO Ian, « The New Authoritarianism in Public Choice », *Political Studies*, 71, SAGE Publications Ltd, 2023.

Conclusion Chapitre V.

Après avoir établi dans le chapitre précédent la nécessité de penser l'illibéralisme en employant une grammaire du libéralisme spécifique, nous avons à la fois cherché à justifier l'emploi d'une grammaire progressiste du libéralisme et à montrer comment elle modifiait la façon de penser l'illibéralisme. A rebours de l'approche « polanyienne » de l'illibéralisme, qui conduit à appréhender le phénomène illibéral comme un contre-mouvement réactionnaire qui répondrait aux excès d'un néolibéralisme compris une forme radicale de libéralisme économique et technocratique, nous avons essayé d'éclairer les éléments de continuité entre néolibéralisme et illibéralisme. Pour ce faire, nous nous sommes d'abord intéressés à la grammaire des intellectuels « organiques » de l'illibéralisme en nous demandant si le libéralisme combattu par ces derniers était le libéralisme « lockéen » de la guerre froide, ou le libéralisme progressiste du *New Deal* et du « wokisme ». Malgré le conflit larvé qui oppose les nationaux-conservateurs proches de la *Natcon* et les intégralistes catholiques, nous avons pu identifier la permanence de certaines idées et certaines ambiguïtés au sein de l'ensemble du collectif de pensée illibéral. Sur le plan intellectuel, l'illibéralisme semble se caractériser par sa position ambiguë à l'égard du conservatisme classique, dont l'héritage antilibéral est revendiqué, bien que son contenu et son historiographie soit relativement flou, parce qu'il fait l'objet de malentendus entre les illibéraux. Cette prise de distance avec le conservatisme « de la guerre froide » est toutefois principalement motivée par l'incapacité de ce dernier à se défaire du « progressisme » en raison de son adhésion au « consensus libéral » de la guerre froide. La critique du libéralisme « lockéen » n'est donc qu'un moyen pour justifier l'abandon du constitutionnalisme libéral dans le cadre d'une guerre contre un libéralisme progressiste considéré comme un ennemi existentiel pour la nation, la religion et les institutions patriarcale et capitaliste de la tradition judéo-chrétienne ; ce qui n'interdit pas une forme de nostalgie pour le libéralisme « anthropologiquement » conservateur de la période prémoderne ou victorienne. Cette ambiguïté est d'ailleurs symbolisée par l'appropriation du label de « New Right » par les illibéraux pour s'auto-désigner. Sur le plan discursif, l'illibéralisme apparaît donc comme étant à la fois nostalgique de la dimension traditionnaliste de la *New Right*, et critique de la dimension néolibérale ou libertarienne de cette dernière, ce qui explique partiellement pourquoi l'illibéralisme est communément pensé comme un post-néolibéralisme, c'est-à-dire

une droite radicale et ultra-conservatrice amputée de son orientation « pro-marché ». La critique superficielle et incohérente du néolibéralisme et du libertarianisme chez les illibéraux révèle toutefois l'existence d'impensés quant au conflit entre libéralisme et néolibéralisme, qui sont également prégnants dans la littérature académique. Ainsi, les adeptes du *free-market* – qu'ils soient désignés comme des libéraux, des néolibéraux ou des libertariens – ne sont pas tenus pour responsable de l'avènement du modèle néo-schmittien du « *strong state and free economy* »¹⁰⁹¹ au sein de la *New Right*, même quand ils adhèrent eux-mêmes aux thèses schmittienne ou au conservatisme social. Loin d'être en rupture avec la *New Right*, l'illibéralisme apparaît donc soit comme une mutation de cette dernière, soit comme son héritière directe. De ce point de vue, nous soutenons qu'il est nécessaire et pertinent de considérer que l'illibéralisme est l'idéologie de la *New Right* pour comprendre la nature du phénomène contemporain de remise en question du libéralisme. Le fait de considérer le « moment illibéral » contemporain, c'est-à-dire l'arrivée au pouvoir de nombreux gouvernements ethno-nationaliste à l'échelle internationale, comme une révolution conservatrice 2.0 permet en effet d'éclairer la cohérence entre le basculement autoritaire qui résulte du processus dé-libéralisation, et la lutte idéologique conservatrice contre le progressisme sous toutes ses formes. En résumé, en reprenant la définition de l'illibéralisme de Marlène Laruelle et celle de Desmond King et Jasper T. Kauth, nous défendons l'inclusion de la révolution conservatrice dans le périmètre géo-historique de l'illibéralisme, ce qui signifie que l'illibéralisme n'est pas apparu dans les années 2000-2010, mais dans les années 1970-1980. Surtout, notre approche suggère le fait que l'illibéralisme est le produit direct de la diffusion du néolibéralisme dans le cadre de la transitologie dans les années 1990, ce qui explique pourquoi l'illibéralisme est apparu dans les Etats où les « thérapies de choc » ont été menées avec le plus de zèle. L'illibéralisme contemporain semble donc être à la fois une adaptation du conservatisme à la crise socio-politique générée par la mise en place de l'agenda « économique » néolibéral, et un renforcement du processus de dé-libéralisation amorcé la mise en place du constitutionnalisme néolibéral.

Par conséquent, il est désormais nécessaire de s'intéresser à la relation entre illibéralisme et conservatisme sur le plan idéologique, puisque plusieurs problèmes conceptuels demeurent

¹⁰⁹¹ GAMBLE, Andrew. *The free economy and the strong state: The politics of Thatcherism*. Macmillan International Higher Education, 1994.

en raison de la nature ambiguë de l'idéologie conservatrice en elle-même. En effet, il est crucial de se demander si l'illibéralisme est une idéologie distincte du conservatisme ou une mutation contemporaine de ce dernier, puisque le conservatisme est conventionnellement pensé comme étant compatible avec le libéralisme politique.

Chapitre VI. Théoriser l'illibéralisme en tant qu'idéologie

« The conservative only thinks systematically when he is moved to reaction, perhaps because he is forced to set up a system counter to that of the progressive, or because the process has progressed to a point where he has lost touch with the present state of things, so that he is compelled to intervene actively in order to reverse the process of history ».

Karl Mannheim, « Conservatism: A Contribution to the Sociology of Knowledge », (London, 1986).

« There is a moral inheritance, which is an explanation of the dominance of the western world, a moral inheritance which consists essentially in the belief in property, honesty and the family, all things which we could not and have never been able adequately to justify intellectually. We must return to a world in which not only reason, but reason and morals, as equal partners, must govern our lives, where the truth of morals is simply one moral tradition, that of the Christian west, which has created morals in modern civilization ».

Friedrich Von Hayek, « Address to the Mont Pelerin Society », 1984

« We conservatives, however, have our own preferred division of the political universe: one in which Anglo-American conservatism appears as a distinct political category that is obviously neither authoritarian nor liberal. With the rest of the Anglo-American conservative tradition, we uphold the principles of limited government and individual liberties. But we also see clearly (again, in keeping with our conservative tradition) that the only forces that give the state its internal coherence and stability, holding limited government in place while staving off authoritarianism, are our nationalist and religious traditions. These nationalist and religious principles are not liberal. They are prior to liberalism, in conflict with liberalism, and presently being destroyed by liberalism. Our world desperately needs to hear a clear conservative voice. Any continued confusion of conservative principles with the liberalism on our Left, or with the authoritarianism on our Right, can only do harm. The time has arrived when conservatives must speak in our own voice again. In doing so, we will discover that we can provide the political foundations that so many now seek, but have been unable to find ».

Ofir Haivry et Yoram Hazony, « What is conservatism ? », American Affairs, Summer 2017

Introduction Chapitre VI.

Afin de conclure notre enquête analytique sur l'illibéralisme, il convient ultimement de se demander quel est l'emploi le plus approprié pour ce concept. Le fait d'envisager – et de défendre – l'inclusion de la révolution conservatrice des années 1970-1980 dans le périmètre de l'illibéralisme ne permet que de circonscrire les phénomènes politiques qu'il convient d'appréhender dans la conceptualisation de l'illibéralisme. Aussi, il est désormais nécessaire de s'intéresser au « statut » du concept d'illibéralisme. Après avoir cherché à distinguer les différentes façons de *penser* l'illibéralisme grâce aux outils de la philosophie du langage ordinaire, en considérant les différentes façons de définir le phénomène illibéral idéal-typique, puis les différentes façons d'appréhender ce phénomène, il semble opportun de proposer une ébauche de conceptualisation de l'illibéralisme à titre exploratoire, pour chercher à compléter la littérature déjà existante avec les apports de notre étude. De fait, nous avons vu que la nature et la fonction du concept d'illibéralisme ne faisait pas l'objet d'un consensus, tant en raison de conflits sur la nature la plus appropriée pour le concept (idéologie, régime, etc.) qu'en raison des désaccords sur la définition des concepts en question (quelle définition de l'idéologie, qu'est-ce que l'autoritarisme, quels sont les caractéristiques du libéralisme, etc.). Comme nous avons tenté de le montrer, ces problèmes semblent partiellement pouvoir être imputés aux contradictions et conflits entre différentes grammaires du libéralisme idéologiquement rivales qui irriguent la littérature académique en général, et tout particulièrement les études de l'illibéralisme. Pour tenter de schématiser les problèmes qui émergent de la conceptualisation de l'illibéralisme, on peut schématiquement distinguer le débat d'ordre « empirico-conceptuel » (qu'est-ce que le libéralisme et qu'est-ce qui le remet en question) du débat d'ordre analytique au sens strict du terme (quel est le concept d'illibéralisme adapté pour rendre intelligible et/ou critiquer le phénomène illibéral en question). Ainsi, pour les éditeurs du RHI, le concept d'illibéralisme n'est pas strictement défini – il s'agit d'un objet *sui generis* « multi-dimensionnel »¹⁰⁹² – ce qui soulève certains problèmes analytiques comme le montre les contradictions et malentendus entre la pléthore de conceptualisations de l'illibéralisme au sein de l'ouvrage, qui est compris à la fois comme une

¹⁰⁹² « Illiberalism refers to a set of social, political, cultural, legal, and mental phenomena associated with the waning of individual liberty (personal freedom) as an everyday experience. Illiberalism is not an ideology or a regime type ». SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

rhétorique, une idéologie, une tradition politique et intellectuelle, un type de pratiques ou de régime. Le fait de refuser de se prononcer sur le statut du concept d'illibéralisme conduit donc à une double impasse, pour la « description » du phénomène qu'on cherche à étudier (on ne sait pas si l'illibéralisme est une partie ou la somme de tous les objets considérés comme illibéraux) et pour la « compréhension » de ce dernier (on ne connaît ni la fonction du concept ni sa délimitation). Cette forme d'incurie conceptuelle est néanmoins absente de la conceptualisation de l'illibéralisme comme idéologie de M. Laruelle¹⁰⁹³, de même pour la double conceptualisation de l'illibéralisme comme « processus » de dé-libéralisation autoritaire et comme idéologie proposée par D. King et T. Kauth¹⁰⁹⁴. Malgré les différences entre ces deux approches de l'illibéralisme, on observe une convergence dans le recours au concept d'idéologie qui les distingue relativement du reste de la littérature. Aussi, maintenant que nous avons essayé de clarifier – voire de résoudre – le débat d'ordre empirico-conceptuel sur la matérialité de l'illibéralisme, il est désormais nécessaire de s'intéresser au débat analytique sur la pertinence du recours au concept d'idéologie qui constituait l'arrière-plan de notre enquête jusqu'à maintenant.

On peut résumer le point de départ de notre présent chapitre de la manière suivante : alors que le concept d'illibéralisme est employé de façon relativement incohérente et confuse, parce qu'il s'agit d'un concept au cœur d'un jeu de langage relativement complexe, et qu'il ne fait pas l'objet des réflexions épistémologiques et analytiques appropriées dans la littérature, est-il pertinent et/ou nécessaire de considérer l'illibéralisme sous le prisme de l'idéologie ? Ne serait-il plus judicieux de limiter le terme d'illibéralisme à la description d'une rhétorique antilibérale, en privilégiant l'emploi des catégories classiques de la science politique pour appréhender ce qu'on considère comme étant le phénomène illibéral, en faisant référence au conservatisme (et aux notions attenantes) pour appréhender l'illibéralisme sur le plan des idées et des pratiques, et à la notion d'autoritarisme pour appréhender le processus de dé-libéralisation politique ? Enfin, ne serait-il pas plus judicieux de considérer l'illibéralisme comme un concept politique « ordinaire » – dont la fonction serait de décrire une idée et un

¹⁰⁹³ Marlene Laruelle, « Illiberalism: a conceptual introduction », *East European Politics* 38, n° 2 (3 avril 2022): 303-27, <https://doi.org/10.1080/21599165.2022.2037079>; Marlene Laruelle, « Introduction: Illiberalism Studies as a Field », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, éd. par Marlene Laruelle (Oxford University Press), <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780197639108.013.49>.

¹⁰⁹⁴ KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

phénomène politique précis – qui serait lui-même partie intégrante d’une idéologie à l’image d’autres « ismes » comme l’individualisme, le constitutionnalisme ou encore le collectivisme ? En s’inspirant ici directement du cadre conceptuel de M. Freedén¹⁰⁹⁵, on peut expliciter cette question de la manière suivante : si les concepts politiques sont l’unité de base de la réflexion théorique en science politique et que les idéologies sont des assemblages dynamiques de concepts politiques qui sont définies (ou plutôt « décontestés »¹⁰⁹⁶) de manière cohérente (c’est-à-dire les uns par rapport aux autres¹⁰⁹⁷) ; la notion d’illibéralisme est-elle un concept politique qui va faire l’objet d’une certaine décontestation dans une ou plusieurs idéologies, ou une idéologie à part entière, c’est-à-dire un méta-concept qui sert à décrire un assemblage de plusieurs concepts politiques ?¹⁰⁹⁸ La question de la pertinence de la notion d’idéologie soulève donc une série de problématiques afférentes au concept d’idéologie que nous ne serons pas en mesure de traiter ici de manière extensive mais qu’il semble judicieux de

¹⁰⁹⁵ « For any serious political theorist there is a more fundamental level on which ideologies exist: as ideational formations consisting of political concepts. In other words, the concept of ideology will benefit from presenting concrete ideologies as themselves formed out of unmistakably distinctive configurations of political concepts. In that sense an ideology is itself a concept with a recognizable form, a particular way of organizing clusters of other political concepts, though this does not preclude our conceptualizing ideology also with respect to the other roles it performs, as seen above. The answer to the question 'what is an ideology?' must, from the morphological perspective, be sought in identifying, describing, and analysing the building blocks that constitute it and the relationships among them. This, curiously, has not been accomplished to date and it is what this study sets out to do: the shaping of an approach that focuses on the common unit shared by political philosophy and ideology—the political idea in its sophisticated form as political concept—and that seeks to portray ideologies as a distinguishable and unique genre of employing and combining political concepts. » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p48

¹⁰⁹⁶ « A word may be related to many meanings and to changing meanings. Ideologies, however, display precisely the converse features. They aim at cementing the word-concept relationship. By determining the meaning of a concept they can then attach a single meaning to a political term. Ultimately, ideologies are configurations of *decontested* meanings of political concepts, when such meanings are ascribed by methods at least partly foreign to those employed in currently predominant approaches of scientists, philosophers, linguists, or political theorists. Political philosophers, on the other hand, may claim not to decontest meanings at all when they are engaged in the clarification of concepts;¹⁷ and when they do engage in decontesting, they will attempt to do so by means which preserve accepted technical or moral standards of analysis. » *Ibid.*, p87

¹⁰⁹⁷ « In concrete terms, an ideology will link together a particular conception of human nature, a particular conception of social structure, of justice, of liberty, of authority, etc. 'This is what liberty means, and that is what justice means', it asserts. Ideologies need, after all, to straddle the worlds of political thought and political action, for one of their central functions is to link the two. The political sphere is primarily characterized by decision-making, and decision-making is an important form of decontesting a range of potential alternatives. Thus, while the very nature of political concepts lies in their essential contestability, the very nature of the political process is to arrive at binding decisions that determine the priority of one course of action over another. » *Ibid.*

¹⁰⁹⁸ On peut employer une métaphore pour appréhender cet enjeu de manière plus claire : si on considère que les concepts politiques sont des « mots » et que les idéologies sont des « phrases » où les mots acquièrent un certain sens en étant assemblés, l’illibéralisme est-il un mot ou une phrase ?

Sur la comparaison entre mots et concepts, nous renvoyons à l’ouvrage de Freedén précité mais également à : DUMMETT Michael, *The Nature and Future of Philosophy*, Columbia University Press, 2010. ; OLSTHOORN Johan, « Conceptual Analysis », in *Methods in Analytical Political Theory*, Cambridge University Press, 2017, [consulté le 21 septembre 2024].

présenter à titre préalable. De prime abord, on peut noter que le concept d'idéologie est lui-même « essentiellement contesté »¹⁰⁹⁹ et qu'il fait l'objet d'incompréhensions qui sont encore prégnantes dans la science politique et les sciences sociales en général. De ce point de vue, on peut estimer que son absence d'emploi s'explique souvent par la méconnaissance des développements contemporains sur la notion d'idéologie mais aussi par la difficulté à maîtriser la littérature sur la notion d'idéologie qui s'est progressivement autonomisée dans le sillage de la théorie politique¹¹⁰⁰. De fait, on peut être frappé par le fossé qui sépare les différents usages de la notion d'idéologie dans les études de l'illibéralisme. La notion d'idéologie est parfois considérée dans son acception péjorative ordinaire, c'est-à-dire comme « l'idée de mon adversaire »¹¹⁰¹, ou comme un dogme « officiel »¹¹⁰². Comme le rappelle Marlène Laruelle, la notion d'idéologie est usuellement comprise comme un synonyme de « système philosophique », ce qui la cantonne au domaine des idées et la rend peu propice à l'appréhension de l'illibéralisme, bien que cette façon d'employer la notion n'ait en réalité jamais été pertinente :

« A third dimension of contestation over the conceptualization of illiberalism relates to its nature as an ideology. Illiberalism is often decried as a conglomerate of contradictory arguments and policies that falls short of being a conventional ideology. But the assumption that ideologies are internally coherent is partly illusory. First, highly coherent ideologies are a minority, and even those have inner divisions. Soviet Marxism-Leninism, Maoism, and Trotskyism, among others, all fought for the legacy of Marxism. Soviet ideology was itself a blending of Marxism-Leninism and National Bolshevism carried out under Stalin (Brandenberger 2002). Salafism faces major conflicts when it comes to interpretation, and Salafi movements may excommunicate

¹⁰⁹⁹ CAPDEVILA Nestor, *Le concept d'idéologie*, Presses universitaires de France, 2004.

¹¹⁰⁰ Ce constat est également celui de R. Smilova :

« Though little has been written so far on illiberalism as a distinct ideology detailing its specific core features, there is an ample literature on populism as a thin-centred ideology (Mudde 2004; Stanley 2008), built around a minimal set of organizing ideas: "society as separated into two homogeneous and antagonistic camps: 'the pure people' versus 'the corrupt elite' and politics as an expression of volonté générale of the people" (Mudde and Kaltwasser 2017, 6). Populism is further defined by some as democratic illiberalism (Pappas 2016; 2019) – though other scholars take illiberalism to be only one features of populism, and only of its radical right version – the other being nativism (Mudde 2007). » SMILOVA Ruzha, « The Ideational Core of Democratic Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

¹¹⁰¹ ARON Raymond, « L'idéologie », *Revue européenne des sciences sociales*, 16, Librairie Droz, 1978.

¹¹⁰² A titre d'exemple, voir : MOATTI Claudia et MÜLLER Christel, « The People in Ancient Times and the Rise of "Popularism" », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021 HIRSCHL Ran, « Theocracy », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

each other. And while the Italian and Nazi variants of fascism are the most prominent types, less ideal-typical types proliferated in Spain, Portugal, Latin America, Romania, and so on. More importantly, the main ideologies that shape the Western world, such as liberalism and conservatism, are in fact meta-ideologies—that is, clusters of ideologies (racism, antiracism, patriarchy, feminism, antisemitism, nationalism, neoliberalism, environmentalism, etc.) arranged in varying ways depending on the national cultural context and the historical moment (van Dick 1998) »¹¹⁰³.

La démarche de Laruelle se distingue très largement du reste des études de l'illibéralisme parce qu'elle s'appuie explicitement sur la littérature contemporaine relative à la notion d'idéologie, et plus précisément au cadre conceptuel de Freeden¹¹⁰⁴. Toutefois, bien que nous considérons également que la réflexion sur l'illibéralisme gagne à mobiliser les outils analytiques élaborés par Freeden, ces derniers ne vont pas sans induire plusieurs difficultés majeures. La première est que l'appareil conceptuel de ce dernier est particulièrement fouillé et dense parce qu'il vise à la fois à proposer un cadre épistémologique pour l'étude des idées politiques (c'est-à-dire pour la théorie politique), une méthode interprétative spécifique pour l'analyse des idéologies (l'approche morphologique des idéologies) ainsi qu'une théorie du tryptique idéologique au cœur de la modernité occidentale qui implique une certaine manière de définir et de penser la relation entre libéralisme, conservatisme et socialisme. Comme le suggère le fait que Laruelle emploie d'autres approches plus « sommaire » de l'idéologie pour appréhender l'illibéralisme¹¹⁰⁵, telles que celle de T. van Dijk¹¹⁰⁶, le cadre conceptuel de Freeden est relativement contraignant parce que ses différents étages (épistémologique, méthodologique, analytique) sont interdépendants. Par conséquent, si on part du postulat selon lequel l'approche morphologique élaborée par Freeden est la plus appropriée pour l'étude des idéologies, il est impératif d'adopter une certaine forme de réflexivité analytique vis-à-vis du concept d'illibéralisme. En effet, l'une des caractéristiques de l'appareil conceptuel de Freeden est qu'il limite l'inflation conceptuelle en matière d'étude des idéologies, ce qui est source de nombreuses confusions et malentendus. Ainsi, il est crucial de noter que la distinction entre concept et idéologie n'a généralement pas été comprise dans la littérature,

¹¹⁰³ LARUELLE Marlene, « Introduction », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, 2024, [consulté le 21 septembre 2024].

¹¹⁰⁴ Comme nous allons le voir, le chapitre de R. Smilova dans le RHI fournit une exception à ce constat.

¹¹⁰⁵ Nous reviendrons sur ce point par la suite.

¹¹⁰⁶ DIJK Teun A. Van, *Ideology*, SAGE Publications, 1998.

comme le montre le succès paradoxal de la distinction élaborée par Freedden entre « thick » et « thin » *ideology*. Freedden distingue en effet le libéralisme, le conservatisme et le socialisme des idéologies contemporaines telles que le féminisme et l'écologisme. De par leur profondeur historique et leur diffusion spatiale, le libéralisme, le conservatisme et le socialisme se caractérisent par leur « épaisseur » idéologique, c'est-à-dire par la très grande variété des concepts politiques qui se sont agglomérés dans ces différentes idéologies au cours de leur histoire, ce qui rend ces idéologies « auto-suffisantes ». À l'inverse, pour Freedden dans les années 1990, le féminisme et le socialisme se caractérisaient par leur répertoire idéologique plus mince, ce qui expliquait leur manque d'autonomie à l'égard du tryptique idéologique « historique ». Cette distinction entre *thick* et *thin ideology* a été réutilisée par Cas Mudde pour appréhender le populisme¹¹⁰⁷, ce qui l'a considérablement popularisée dans la littérature académique où elle continue à être employée de façon régulière¹¹⁰⁸. Or, cet usage de la notion d'idéologie est incompatible avec le cadre conceptuel de Freedden et il dénote une mauvaise compréhension de sa fonction (identifier des idées politiques et comprendre leur interdépendance dans des constellations). Comme Freedden lui-même l'a rappelé, le populisme n'est pas une « idéologie » :

« There is a prevailing assumption that one shared characteristic of conventional, mainstream, ideologies is that they exhibit a series of ideas concerning socio-political issues that constitute a reasonably inclusive blueprint and a programme of action. Twenty years ago, in my *Ideologies and Political Theory: A Conceptual Approach*, I coined the term 'thin-centred ideologies' to denote a different phenomenon. It embraced those ideologies whose morphology, whose conceptual patterns and arrangements, were insufficient to contain the comprehensive solutions for the full spectrum of socio-political problems that the grand ideological families have customarily sought to provide. I argued that thin-centred ideologies abstained from offering their own brand of programmes about, say, social justice, or the conditions for individual development. They either restricted themselves to a narrow core, becoming single-issue or at most double-issue political advocacy discourses, or borrowed from, and appended themselves to, other ideologies to thicken out. The two thin cases I investigated were feminism and green political thought, and in a later article I added nationalism. Green political thought in particular proceeded to expand its basic

¹¹⁰⁷ MUDDE Cas, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39, 2004.

¹¹⁰⁸ À titre d'exemple, voir : STANLEY Ben, « The thin ideology of populism » [en ligne], *Journal of Political Ideologies*, Taylor & Francis Group, 2008, [consulté le 21 septembre 2024] ELCHARDUS Mark et SPRUYT Bram, « Populism, Persistent Republicanism and Declinism », *Government and Opposition*, 51, 2016 NEUNER Fabian G. et WRATIL Christopher, « The Populist Marketplace », *Polit Behav*, 44, 2022.

arguments over the years in order to provide viable alternatives to its big conventional ideological competitors – the German Green party is the most striking example. Feminism, too, has historically affiliated itself to liberal, socialist and radical ideologies that have fleshed out its core. Nationalism, on the other hand, rarely appeared on its own but was taken over by host ideologies: conservatism, liberalism, fascism – and, some may contend, infiltrated by populism as well.

Rightly or wrongly, I made no mention of populism in my 1996 book. But then a number of scholars, Catherine Fieschi, Ben Stanley, and Cas Mudde, among others, attached the notion of thin-centred ideologies to populism, a practice that has since spread to other populism-related literature. I have no objection to anyone employing that device in their own theorizing – indeed, both Fieschi's and Stanley's articles were published in the *Journal of Political Ideologies*. We all are engaged in the art of interpretation, not of laying down academic diktats. Yet we should entertain considerable doubts about the applicability of thin-centrism to populism »¹¹⁰⁹.

Parce que Freedén détache complètement l'étude des idéologies (et la théorie politique) de la philosophie politique, et qu'il met la contestabilité des concepts politique au cœur de son approche empirico-conceptuel¹¹¹⁰, il considère les idéologies dans une perspective macroscopique particulièrement étendue sur le plan diachronique et synchronique, tout en accordant une place importante à l'analyse micro-théorique des « concepts » politique. La particularité de son approche est donc qu'elle ne se prête que difficilement à la reconnaissance de nouvelles idéologies parce qu'elle appréhende les idéologies comme des ensembles dynamiques et adaptables à chaque contexte géo-historique. Ainsi, on peut constater que pour Freedén, le développement de la *New Right* dans les années 1980 invite à considérer l'hypothèse de l'avènement d'une nouvelle idéologie dans des termes identiques à ceux de la littérature contemporaine sur l'illibéralisme, c'est-à-dire, à l'aune d'une rupture

¹¹⁰⁹ FREEDEN Michael, « After the Brexit referendum », *Journal of Political Ideologies*, 22, Routledge, 2017.

¹¹¹⁰ « It is hence impossible to discuss the notion of appraisal without entertaining a conception of a concept, in actual practice, as the product of various judgements concerning how to assemble and describe its components, as well as incorporating any subsequent evaluation of them. The outcome of these choices and evaluations will itself, however, be empirically ascertainable and describable. By 'empirically ascertainable' I do not mean to imply that those units necessarily have objective or real referents, nor am I referring to their capacity to reflect the external world adequately. Rather, it may be demonstrated that they exist within the intension of the concept in question, as social, historical, and cultural constructs, in the thought-patterns expressed through actual linguistic usage. The identification and description of observable facts, the dual assessment of those extensions in terms of their inclusion in the intension of the concept and of their value, and the empirical fact that such assessments have taken and are taking place (for which spoken or written evidence is necessary) are all parts of the conceptual analysis in which we must engage. » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p57

entre un conservatisme modéré, élitiste et néolibéral, et un « nouveau » conservatisme, radical, populiste et traditionnaliste :

« The strong revival of conservatism in the 1980s both as a governmental force and as a body of political thought, is frequently portrayed as a flowering of beliefs and attitudes attached to new theoretical frameworks, meriting the designation New Right or neo-liberal conservatism, as distinct from plain neo-conservatism. Those frameworks, it is often asserted, have substantially reformulated conservative doctrine and launched a cohesive set of positive ideas matching progressive ideologies in sophistication and breadth. The contemporary study of conservatism is thus confronted with two conundrums. Is there now in evidence a new type of conservatism, breaking with its past incarnations and embarking on a programme of change so active that it may no longer be conservatism? Moreover, is there an unbridgeable rift between two concurrent conservative creeds, neo-liberal and traditional? »¹¹¹¹.

Toutefois, selon Freeden, le développement de la *New Right* au sein des droites au Royaume-Uni et aux Etats-Unis ne marque pas l'apparition d'une nouvelle idéologie, mais uniquement la mutation de l'idéologie conservatrice, car la révolution conservatrice ne fait que refléter l'adaptabilité du conservatisme dans son combat contre le libéralisme et le socialisme. Pour conclure notre enquête sur la notion d'illibéralisme, il apparaît donc ultimement nécessaire de considérer l'existence de ce carrefour « analytique » : doit-on conceptualiser l'illibéralisme comme un membre de la famille idéologique conservatrice au même titre que le néolibéralisme, ou le néoconservatisme, ou l'appréhender comme une idéologie autonome ? Afin de comprendre ce que l'on cherche à dire en formulant un concept d'illibéralisme tout en s'assurant du fait que la fonction attribuée au concept n'est pas redondante avec des concepts déjà existants, il faut se demander ce qu'apporte le concept d'idéologie à la réflexion sur l'illibéralisme (section 1), puis s'il s'agit d'une nouvelle idéologie ou d'une mutation du conservatisme (section 2).

¹¹¹¹ *Ibid.*, p384

Section 1. L'illibéralisme est-il une idéologie « distincte » ?¹¹¹²

Pour comprendre l'importance du questionnement sur le « statut » du concept d'illibéralisme, on peut essayer de clarifier les enjeux du carrefour analytique qui se présente désormais devant nous. Après avoir comparé les différents usages de la notion, nous avons établi qu'il était impossible de déceler un phénomène de remise en question du libéralisme – et par extension de chercher à le théoriser – sans recourir à une grammaire du libéralisme spécifique. Pour justifier le choix de la grammaire « progressiste » du libéralisme, nous avons essayé de montrer que cette dernière était la plus appropriée pour penser la remise en question idéale du libéralisme par les intellectuels illibéraux, ainsi que la remise en question « concrète » du libéralisme depuis la révolution conservatrice des années 1970-80. A ce titre, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle l'illibéralisme était l'idéologie de la *New Right*. Or, il n'est pas certain que le fait d'employer le concept d'illibéralisme pour comprendre la *New Right* et son renouveau contemporain impose de conceptualiser l'illibéralisme comme une idéologie, et ce, pour plusieurs raisons :

- La première est qu'il existe une incertitude dans la littérature sur la fonction attribuée au concept d'illibéralisme que nous avons déjà explorée et qui est au cœur de la dichotomie proposée par Kauth et King entre illibéralisme « disruptif » et illibéralisme « idéologique »¹¹¹³. On peut ainsi estimer que seul le concept d'illibéralisme « disruptif » a un intérêt heuristique pour la science politique puisqu'il permet d'éclairer l'existence d'un processus de dé-libéralisation qui serait spécifique à la *New Right*. De ce point de vue, l'illibéralisme pourrait être compris non comme une idéologie, mais comme le produit de l'idéologie de la *New Right*, qu'il s'agisse du néolibéralisme ou du conservatisme, ce qui permettrait d'éclairer tout un pan de la réflexion sur l'autoritarisme et la crise de la démocratie libérale.
- La deuxième, que nous avons déjà évoqué en filigrane en nous intéressant aux travaux de D. King, est que la conceptualisation de l'illibéralisme comme idéologie pourrait obscurcir la compréhension de la *New Right*. En effet, le terme d'illibéralisme suscite

¹¹¹² Nous reprenons ici la formulation employée par Freedman dans le titre de son article : FREEDMAN Michael, « Is Nationalism a Distinct Ideology? », *Political Studies*, 46, SAGE Publications Ltd, 1998.

¹¹¹³ KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, 2020.

ontologiquement des confusions et des malentendus de par son étymologie. L'emploi d'une grammaire « progressiste » du libéralisme n'empêcherait pas le fait de considérer que l'emploi du concept est abusif ou caricatural parce qu'il contredit l'auto-labellisation « libérale » d'une partie de la *New Right*. Ainsi, on pourrait considérer que le concept d'illibéralisme renforce la rhétorique permettant à la *New Right* de survivre politiquement aux conséquences de sa propre arrivée au pouvoir. Par conséquent, il conviendrait plutôt de « dévoiler » la véritable nature néolibérale de la *New Right* et des mouvements ethno-nationaliste contemporains.

- Enfin, l'illibéralisme pourrait soit être un épiphénomène dont l'importance est actuellement surévaluée en raison d'un effet de mode dans le langage ordinaire et académique ; soit à l'inverse, un phénomène beaucoup plus diffus, qu'on a sous-estimé en le limitant à la *New Right*. De fait, l'illibéralisme pourrait être conceptualisé comme le pendant du libéralisme, c'est-à-dire, comme une forme de libéralisme « malheureux » ou encore, comme la face cachée du libéralisme « réellement existant »¹¹¹⁴.

Une réflexion similaire guide le chapitre de Smilova sur la morphologie conceptuelle de « l'illibéralisme démocratique » au sein du RHI, ce qui s'explique par le fait qu'elle est attentive aux controverses dans la manipulation du concept d'idéologie et du cadre conceptuel de Freedman :

« Is illiberalism a distinct, self- standing ideology rather than just an *ad hoc* set of critiques to the manifold shortcomings of contemporary liberalism(s)? The importance of clarifying this question goes well beyond the purely academic interest of studying the birth of yet another ideology, but bears on issues of great practical political consequence: not least that of what shape the currently preferred regime type – liberal democracy – could take in the near or more distant future »¹¹¹⁵.

Bien que contrairement à cette dernière, nous ne distinguons pas entre illibéralisme (qui est synonyme d'antilibéralisme dans son propos) et « illibéralisme démocratique » – ce qui aura des conséquences importantes comme nous le verrons par la suite – nous partons donc du même point de départ, qui est résumé de façon éclairante dans l'extrait suivant :

¹¹¹⁴ Nous reviendrons ultérieurement sur cette expression parce qu'elle est à la fois employée par Aurélien Mondon et Laruelle.

¹¹¹⁵ SMILOVA Ruzha, « The Ideational Core of Democratic Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

« But is the “democratic” form of illiberalism sufficiently distinct to count as an ideology – either full- fledged or thin- centred? To qualify as a distinct ideology, illiberalism should present “a set of ideas, beliefs, opinions, and values that: (1) exhibit a recurring pattern; (2) are held by significant groups; (3) compete over providing and controlling plans for public policy; and (4) do so with the aim of justifying, contesting or changing the social and political arrangements and processes of a political community” (Freeden 2003, 32).

(...)

Doubts about contemporary illiberalism being an ideology in either of the above senses are reasonable: illiberalism may just be an incoherent bunch of negative reactions to the various perceived defects of liberalism, without its own substantive core and even a minimal positive program for an alternative political order. As illiberalism is a reaction to diverse forms of liberalism (*liberalisms*), it seems that illiberalism also needs to be analyzed in the plural – as *illiberalisms*. To the extent we can speak of a single ideology of illiberalisms, an outline of the core features, shared – to a greater or lesser extent – by all observed forms of illiberalism needs to be provided »¹¹¹⁶.

En résumé, selon la manière dont l’illibéralisme est conceptualisée, sa fonction et son objet variera, mais il est difficile de déterminer ce qui est l’usage le plus pertinent du concept pour la science politique. Bien qu’il serait tentant de penser « l’illibéralisme » de manière autonome, en niant la nécessité d’employer un cadre conceptuel précis pour appréhender ce dernier – ce qui permettrait d’éviter le problème épineux que nous cherchons ici à mettre en exergue – nous pensons toutefois qu’il est préférable d’essayer d’insérer l’étude de l’illibéralisme dans les catégories analytiques déjà existantes de la science politique. Ce choix est motivé par la nécessité d’éviter une forme de « séparatisme méthodologique » et d’autonomisation des études de l’illibéralisme qui est prégnant dans le RHI et qui a porté préjudice à tout un pan des études de l’illibéralisme en s’inspirant davantage de l’interdisciplinarité et de la réflexivité méthodologique qui caractérise d’autres champs de recherche, en particulier ceux sur le néolibéralisme. Il s’agit donc de se demander quel est l’usage le plus heuristique pour le concept d’illibéralisme en science politique en mobilisant les apports de la discipline qui s’intéresse précisément à ce genre de problématique, à savoir la théorie politique.

Pour des raisons pédagogiques et didactiques, il nous semble préférable d’orienter notre réflexion dans deux directions. La première vise à partir du « bas », en se demandant si

¹¹¹⁶ *Ibid.*

l'illibéralisme respecte les critères de définition d'une idéologie, ce qui signifie qu'il faut chercher à comprendre s'il existe bien une idéologie au sein de la *New Right* (1). Deuxièmement, il est nécessaire de clarifier la relation entre le phénomène illibéral et le concept d'illibéralisme en se demandant si l'illibéralisme est bien une idéologie « à part entière » et non une forme de corruption du libéralisme et/ou du conservatisme (2). De fait, on peut se demander ce qui distingue l'idéologie illibérale de l'idéologie libérale quand on mobilise les apports des chercheurs qui emploient une approche « critique » marxiste ou post-moderne, ce qui revient à se demander si l'illibéralisme n'est pas la face cachée de la modernité libérale en elle-même.

1. L'idéologie, un concept pertinent pour la conceptualisation de l'illibéralisme ?

Pour éclairer la réflexion sur la conceptualisation de l'illibéralisme, il est d'abord nécessaire de clarifier ce qu'est une idéologie et ce qu'on cherche à rendre intelligible en recourant à ce concept. Pour ce faire, il convient de s'intéresser aux développements contemporains de la théorie politique sur la notion, ce qui est paradoxalement peu courant dans les études de l'illibéralisme et la littérature scientifique en général, où l'usage « ordinaire » du concept prédomine généralement sur son usage « savant »¹¹¹⁷. Comme le résume Nestor Capdevila, l'emploi de la notion d'idéologie soulève une série de difficultés, ce qui questionne la nécessité même de l'emploi du mot d'idéologie¹¹¹⁸ :

« Ces usages se signalent par une série de difficultés. L'importance accordée au mot par l'usage négatif, qui se veut une condamnation sans réplique, est minée par l'usage positif. L'idéologie est tour à tour quelque chose de maléfique et de vertueux. Cette première contradiction en entraîne une seconde. Au sens négatif, l'idéologie est opposée au pragmatisme parce que sa rigidité l'empêche de s'adapter avec efficacité à une réalité en mouvement. C'est pourquoi elle ne peut avoir de sens positif que si elle est le lieu de cette adaptation, autrement dit si elle a suffisamment de ressources pour prendre en compte intellectuellement la réalité et apporter des réponses

¹¹¹⁷ CAPDEVILA Nestor, « « Idéologie » : usages ordinaires et usages savants », *Actuel Marx*, n° 43, 2008.

¹¹¹⁸ « Le mot « idéologie » n'a, du moins apparemment, plus de fonction polémique. Il doit permettre la compréhension de la structure symbolique des sociétés modernes. Tout le problème est de savoir si le mot est toujours nécessaire. Pourquoi ne pas parler simplement de langage commun, de culture, comme le fait aussi Ricoeur, de symbolique, en s'inspirant de Durkheim, ou encore d'imaginaire, comme Castoriadis ? » *Ibid.*

concrètes. L'opposition de la rigidité négative et de la souplesse positive de l'idéologie se traduit en conséquence par un rapport ambivalent à la politique. D'un côté, la politique est antiidéologique; ce qui peut signifier soit que la bonne politique doit se libérer des illusions et se fonder sur la connaissance de la réalité, soit qu'elle est action par opposition à la pensée. Mais, de l'autre, la politique est nécessairement idéologique : s'il y a des « batailles d'idées », c'est que les idées sont un lieu de la politique »¹¹¹⁹.

Comme on l'a vu, cette série de difficultés constitue déjà une impasse pour la majorité des travaux sur l'illibéralisme, où le terme d'idéologie est soit compris comme un concept « péjoratif », soit comme un concept qui ne se prête pas à la compréhension du phénomène politique illibéral en raison de l'absence d'une doctrine ou d'un dogme structurant ce dernier. Pourtant, comme le rappelle Wallerstein et Freedman, l'étude des idéologies s'est émancipée de son acception marxiste orthodoxe pour nourrir une analyse sur la modernité politique et l'affrontement historique entre libéralisme, conservatisme et socialisme¹¹²⁰. Dès le départ, la question de la délimitation et de la définition de ces « idéologies » pose toutefois problème, ainsi que l'emploi même du terme « d'idéologie » puisqu'il n'est jamais revendiqué par le personnel politique, ni par les intellectuels¹¹²¹, par conséquent, l'idéologie est toujours pensée et construite de « l'extérieur ». Le questionnement analytique qui est au cœur de ce chapitre a donc déjà été problématisé, et il a suscité plusieurs pistes de recherche qui sont susceptibles de nous intéresser ici.

1.1 Quel concept d'idéologie pour appréhender l'illibéralisme ?

En effet, l'emploi de la notion d'idéologie semble s'imposer pour comprendre la division progressive du champ politique en trois camps à partir de la révolution française en raison des

¹¹¹⁹ CAPDEVILA Nestor, *op. cit.*

¹¹²⁰ WALLERSTEIN Immanuel, « Trois idéologies ou une seule ? », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 9, 1992
FREEDMAN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996.

¹¹²¹ « La chose est curieuse, assurément, mais ce n'est pas tout, loin de là. Le mot même d'«idéologie», dans ses usages successifs, n'a jamais été revendiqué avec assurance. En d'autres termes les idéologues se sont toujours défendus de l'être. Non pas, évidemment, Destutt de Tracy qui passe pour avoir inventé le mot : mais très vite Napoléon l'a retourné contre lui pour suggérer que l'idéologie (désignée comme un pur système d'idées ou un idéalisme) doit céder la place au réalisme politique. » WALLERSTEIN Immanuel, *op. cit.*

clivages qu'elle a suscité entre contre-révolutionnaire, partisans modérés et partisans radicaux de la révolution. Dans le même temps, la pertinence même de cette catégorisation a été questionné, d'abord parce qu'il semble exister des traits communs entre ces différentes idéologies – ce qui invite à considérer l'existence d'une idéologie qui serait elle-même constitutive de la modernité – ensuite, parce que ces idéologies ne semblent pouvoir être définies que négativement, c'est-à-dire les unes par rapport aux autres :

« En résumé, face à la modernité, face à la «normalisation» du changement politique, trois attitudes se révélaient possibles : circonscrire le mal autant que faire se peut, achever de faire le bonheur des gens le plus rationnellement possible, ou bien accélérer le cours du Progrès en affrontant la forte résistance qui lui faisait obstacle. C'est au cours des années 1815-1848 qu'on a commencé à employer les étiquettes de conservatisme, de libéralisme et de socialisme pour caractériser ces trois attitudes. Chacune de ces idéologies, remarquons-le, s'est définie d'abord en prenant position contre quelque chose. Le conservatisme fut le rejet de la Révolution française. Le libéralisme fut le rejet du conservatisme (et de l'Ancien Régime auquel celui-ci voulait retourner). Et pour finir le socialisme fut le rejet du libéralisme. C'est cet élément fondamental de critique, de négation, dans la façon même dont elles se définissent, qui explique pourquoi il y a tant de versions différentes de ces idéologies. Sur le plan de l'affirmation, du credo positif, les propositions les plus variées et parfois les plus contradictoires ont fleuri au sein de chaque camp. L'unité véritable de chaque famille idéologique venait de ce à quoi elle s'opposait. Ce qui n'est pas une petite chose en vérité, à preuve le fait que la négation a réussi à cimenter les idéologies pendant 150 ans, au moins jusqu'en 1968, date sur laquelle nous reviendrons »¹¹²².

Cette conceptualisation « négative » de chaque idéologie soulève par conséquent une question quant à l'identification de nouvelles idéologies, relative à la possibilité d'un dépassement de ce tryptique idéologique, et surtout, un problème pour la compréhension du conservatisme. De fait, si la fonction de la notion d'idéologie est de rendre intelligible cet affrontement entre trois « attitudes » face au changement politique¹¹²³, et non de décrire

¹¹²² *Ibid.*

¹¹²³ On notera que cette conception de l'idéologie comme « attitude » est parfois synonyme de *Weltanschauung*, toutefois comme l'indique Wallerstein, l'idéologie peut elle-même être considéré comme un produit d'une certaine *Weltanschauung* lorsque le concept est confondu avec celui de modernité :

« La manière dont, au sein de l'économie-monde capitaliste, les gens ont réagi à cette «coupure», ont affronté ce véritable bouleversement imposé par le choc de la Révolution française : la «normalisation» du changement politique, devenu quelque chose d'inévitable, se produisant régulièrement, fait partie intégrante de l'histoire culturelle de ce système-monde. N'aurions-nous pas profit, alors, à concevoir les «idéologies» comme l'une des modalités historiques de réponse au bouleversement, à la coupure ? De ce point de vue, une idéologie ne serait pas elle-même une *Weltanschauung* : elle serait une réponse (parmi d'autres) à l'avènement de cette *Weltanschauung* qui s'appelle la modernité. » *Ibid.*

positivement un ensemble d'idées et de pratiques plus ou moins cohérentes et consistantes, il n'est pas certain que l'apport heuristique du concept soit celui attendu. Ainsi, si le conservatisme n'a pas de contenu idéal propre en raison de sa nature « réactionnaire », l'identification d'une idéologie illibérale ne fait pas sens, puisque le phénomène illibéral apparaît simplement comme la réactualisation de cette hostilité conservatrice à l'égard du libéralisme et du socialisme. Cette approche « positionnelle » de la notion d'idéologie – qui est elle-même populaire chez les conservateurs parce qu'elle tend à faire du conservatisme un scepticisme pragmatique face au progrès¹¹²⁴ – a toutefois laissé la place à une approche « positive » et compréhensive dans le sillage de la critique de la thèse de la « fin des idéologies » dans la seconde moitié du XXe siècle.

Pour comprendre schématiquement le développement de la conception « positive » ou compréhensive de l'idéologie, il est nécessaire de comprendre la thèse de la fin des idéologies qu'on attribue conventionnellement à Daniel Bell¹¹²⁵. De fait, l'usage péjoratif du concept d'idéologie – consistant à confondre idéologie et doctrine¹¹²⁶ – conduit logiquement à considérer que certaines périodes historiques sont « non-idéologiques » :

« Because some scholars have reproduced the notion that ideologies are doctrinaire, they have also implied that ideology is a feature of political life whose presence is variable. Yet this formulation invites some problematic historical assumptions. Chief amongst them is the idea that some historical periods are more ideological than others. As Freedman noted, this conceals the way in which pragmatism and agreement are often the product of ideological assumptions and beliefs, and it also encourages the idea that some forms of political practice can be understood without making reference to the thought that informs them. Yet some narratives of modern Britain have nonetheless reproduced it. Consider, for instance, how some accounts describe Britain's post-war politics. While the 1950s and 1960s were decades marked by the relative absence of ideology, the 1970s, they argue, were punctuated by fervent ideological debate. It may be necessary, then, for historians to reconsider the relationship between ideas and political conflict. The presence of the latter does not preclude the absence of the former. And as Freedman once noted, it may be that periods

¹¹²⁴ Nous reviendrons ultérieurement sur ce point

¹¹²⁵ Daniel Bell, *The End of Ideology: On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties* : With « *The Resumption of History in the New Century* » (Harvard University Press, 1962). ; BRICK Howard, « The End of Ideology Thesis », in *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, Oxford University Press, 2013.

¹¹²⁶ The tendency to regard ideology as a doctrinaire form of knowledge is, of course, a more general phenomenon. Raymond Williams once observed that since its inception, the 'limiting condition' of the concept of ideology was that it tended to restrict 'processes of meaning and valuation to formed, separable "ideas" or "theories"'.

of relative political calm are the product of an ideology's ability to secure hegemony »¹¹²⁷.

En résumé, dans le contexte du débat quant à la « thèse de la fin des idéologies », certains chercheurs tels que Robert Haber (ou encore Joseph LaPalombara) sont venus contester le postulat selon lequel les idéologies seraient des dogmes¹¹²⁸, en privilégiant une approche plus fine et souple des idées politiques, ce qui a progressivement donné naissance à une série d'approches dite « compréhensive ».

Or, il est important de noter que la thèse de la fin des idéologies constitue elle-même un ressort du « nœud historique » de l'illibéralisme. Comme on l'a vu, l'illibéralisme est *pensé* et *défendu* par les illibéraux comme une réponse face à la dissolution du conservatisme dans le consensus libéral de l'après-guerre, c'est-à-dire par la disparition de la rivalité idéologique entre libéralisme et conservatisme qui a précisément justifié la formulation de la thèse de la fin des idéologies – ce qui aurait été amplifié par la disparition du bloc soviétique à partir des années 1990. En ce sens, l'avènement de l'illibéralisme peut être considéré comme le marqueur d'un retour des « idées » qui ferait suite à leur relative disparition, ce qui est en réalité le prisme d'appréhension dominant de l'illibéralisme dans la littérature. Dit autrement, bien que les chercheurs comme S. Holmes rejettent la notion d'idéologie au profit du concept relativement flou de « mentalité » ou « d'attitude » pour qualifier l'illibéralisme, ils finissent inévitablement par employer le concept d'idéologie parce qu'ils considèrent bien que l'illibéralisme est une doctrine – ou un dogme – au sens fort du terme¹¹²⁹, qui marque le retour des grands clivages idéologiques.

En résumé, bien que la notion d'idéologie soit dénigrée et relativement méconnue, son emploi s'impose pour décrire, si ce n'est comprendre, le phénomène illibéral. Les deux usages non-marxistes historique les plus courants de la notion à savoir, l'idéologie comme « attitude » et

¹¹²⁷ BLACKBURN Dean, « Still the stranger at the feast? », in *Re-energizing Ideology Studies*, Routledge, 2018.

¹¹²⁸ HABER Robert Alan, *The End of Ideology as Ideolog*, Students for a Democratic Society, 1969 PALOMBARA Joseph La, « Decline of Ideology », *American Political Science Review*, 60, 1966., cité dans Howard Brick, « The End of Ideology Thesis » (*op cit.*)

¹¹²⁹ De fait, on peut voir que Holmes recourt à de multiples occasions au terme d'idéologie, ce qui s'explique par le fait qu'il n'existe pas d'autres mots pour désigner le libéralisme ou l'illibéralisme dans le langage ordinaire. Voir à titre d'exemple cet extrait : « This is no argument against liberalism. But the dim memory of the heroic accomplishments of preliberal societies, while it does not explain mass support for illiberal politics today, it may help account for la trahison des clercs or the willingness of certain ultra- conservative "intellectuals" to embrace an ideology devoted to desecrating and crippling the very freedom of mind that they should be professionally committed to defend. » HOLMES Stephen, « The Antiliberal Idea », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

l'idéologie comme « doctrine » irriguent de fait les conceptualisations contemporaines de l'illibéralisme, bien qu'ils aboutissent à des résultats distincts. Si l'idéologie est comprise comme une attitude, et que le conservatisme se définit ontologiquement par une posture « réactionnaire », l'idéologie « illibérale » est susceptible de se confondre avec le conservatisme, et de n'en constituer qu'une forme de développement contemporain. Toutefois, comme on l'a vu lors de notre précédent chapitre, l'illibéralisme peut également être compris comme une idéologie qui rompt précisément avec la posture conservatrice conventionnelle d'hostilité à l'égard du changement politique du fait de sa radicalité. Enfin, l'illibéralisme peut être compris comme une idéologie au sens doctrinal ou dogmatique du terme, dont l'avènement marquerait la fin de l'accalmie offerte par l'hégémonie du libéralisme dans le monde.

1.2 Vers une approche compréhensive de l'idéologie illibérale ?

Sans nous étendre davantage sur la trajectoire des différents usages du concept d'idéologie, il semble opportun de s'intéresser davantage aux usages « compréhensif » qui se sont développés dans le sillage de la théorie de l'idéologie de K. Mannheim¹¹³⁰. Plutôt que d'énumérer ces différentes approches de manière exhaustive, nous allons distinguer une approche compréhensive « consensuelle » de l'idéologie de l'approche morphologique de Freeden en raison de la plus grande sophistication de cette dernière, pour ensuite vérifier leur compatibilité avec l'illibéralisme. Selon Freeden, les tenants d'une approche « compréhensive » de l'idéologie s'intéressent aux idées et aux pensées politiques sous toutes leurs formes et dans toutes leurs diversités¹¹³¹. L'étude des idéologies n'est donc pas limitée

¹¹³⁰ Sur ce point, voir notamment : CAPDEVILA Nestor, *Le concept d'idéologie*, Presses universitaires de France, 2004 BREINER Peter, « Karl Mannheim and Political Ideology », in *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, Oxford University Press, 2013 MANNHEIM Karl, *Ideology and Utopia*, Routledge, 2013.

¹¹³¹ Pour le dire plus clairement, selon Freeden, la réflexion sur les idéologies est consubstantielle de l'étude des « idées », qui elle-même s'intéresse à l'ensemble du champ politique et non uniquement à la philosophie politique et aux productions des intellectuels « professionnels ». On trouve une description synthétique et éclairante de la base épistémologique du cadre conceptuel de Freeden dans l'extrait suivant :

« Freeden argues that, in opposition to traditional studies of political thought which focus on 'truth and epistemology, ethical richness, logical clarity, origins and causes' and aim to direct or recommend political action, we need to develop a form of conceptual analysis of ideologies that is sensitive to concrete political language and debate (Freeden 1996: 7). This enterprise stands in sharp contrast to a teleological perfectionist approach to political philosophy which, Freeden points out, runs the risk of becoming increasingly 'remote from the sphere of politics' (Freeden 1996: 7).⁸ To counter these tendencies, he proposes that the study of ideology should concern itself with establishing a 'plausible, generally applicable, and reasonably comprehensive framework of

à l'analyse d'une philosophie politique ou d'une doctrine, ou à l'hégémonie d'une classe sociale. Elle s'intéresse aux formes « ubiques » prise par les idées politiques en déployant une méthode interprétative qui vise à rendre intelligible la spécificité de certains « schémas de pensée », mais également leur plasticité, leur adaptabilité, ainsi que leur capacité à se dissimuler derrière des dispositifs en apparence « neutre »¹¹³². On peut selon nous considérer que cette définition fait relativement consensus dans la littérature. Ainsi, cette approche de l'idéologie fait écho à celle qui est proposée par T. van Dijk et qui est reprise par Laruelle :

« Given the contribution of semiotics to the research on ideology, I rely here on Teun van Dijk's definition of ideology around four criteria: (1) it has internal structure as forms of shared social cognition; (2) it controls socially shared attitudes on important social issues (e.g., immigration, abortion, the death penalty); (3) it has foundational texts such as manifestos; and (4) it is present in the everyday discourse, interaction, and practices of members of the ideological group and not only among politicians (van Dijk, forthcoming). This definition combines ideology as a structure with some philosophical coherence, a global overview of the proper order of society, and a more political, goal-oriented implementation aspect »¹¹³³.

Le concept d'idéologie est donc relativement malléable dans son acception « compréhensive » conventionnelle, ce qui facilite son utilisation. A l'inverse, l'approche morphologique développée par Freeden se caractérise par sa plus grande complexité parce qu'elle vise à adresser des problèmes conceptuels et analytiques relatifs à l'instabilité et à la « précarité » des concepts politiques¹¹³⁴. En effet, selon Freeden, la délimitation des

analysis that is both intellectually and culturally satisfying, but that acknowledges the multiplicity of available perspectives on ideological thought as well as the inevitable gaps in recreating so intricate a phenomenon' (Freeden 1996: 6). On this account, analysis of political ideologies will take the form of explaining, interpreting, decoding, and categorizing, while taking cognizance of the range of socially supported and culturally delimited formations, of which an examined concept constitutes an integral part. In this manner, the study of ideologies can fruitfully be approached as a specific genre of political thought that involves a close scrutiny of fundamental political concepts, understood as those units of political thinking which shape political argument (Freeden 1996: 13–14). » NORVAL Aletta, « Poststructuralist Conceptions of Ideology », in *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, Oxford University Press, 2013, [consulté le 21 septembre 2024].

¹¹³² « For inasmuch as ideologies justify certain political decisions and encourage political action, they evoke power as the influence and direction of human beings. In that sense they are sometimes alluded to as 'neutral' analytical devices, though the strategy adopted here will have to qualify that neutrality heavily. » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p23

¹¹³³ LARUELLE Marlene, « Introduction », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, 2024, [consulté le 21 septembre 2024].

¹¹³⁴ « One crucial addition to the Koselleckian perspective is to see political concepts not as isolated ideas but as continuously interacting networks, so that no concept can be intelligibly divorced from the ephemeral framing conceptual environment in which it is currently embedded. Political concepts display perpetually fluctuating weight in relation to one another. They are prioritized, doctored, stretched and—not least—relativized in colloquial language, not just historically but at any moment in time. They always contain traces of other concepts; indeed, sometimes in considerable portions. Concepts are also subject to interpretative overload or what Paul

différentes idéologies et leur compréhension est affectée par le problème de la contestabilité essentielle des concepts politiques – en plus d’une série d’autres biais et problèmes épistémologiques et méthodologiques comme la distinction fallacieuse entre théorie et pratique, ou la confusion entre « pensée politique » et philosophie. L’approche morphologique de Freeden consiste donc à appréhender les « constellations de concepts » qui structurent les pensées politiques en identifiant certains ensembles cohérents de décontestations de ces concepts sur le plan diachronique et synchronique :

« Conceptual morphology is a complex approach to the study of ideology and difficult to summarize succinctly. However, the activity the analyst using this approach is engaged in is that of seeking out the conceptual structures that are present in political thinking, in order to clarify the nature of (and to some extent classify, although this is problematic) political thought. This in turn is fleshed out by analysing not merely where certain concepts are placed within an ideological framework, but also, crucially, examining how these concepts are ‘decontested’ (given definite content) within particular ideological traditions. Such an analyst is as engaged with popular forms of political thought as manifested in pamphlets, party manifestoes and newspapers as he is with sophisticated works of political philosophy. The analyst seeks continuities and differences, both diachronically and synchronically. Ideological forms are not presupposed but emerge through careful empirical analysis of thought instantiations. Self-descriptions (as liberal, conservative etc.) are taken seriously but set against historical traditions of such self-definition to test for similarity and difference. From the range of political concepts in use, certain patterns of persistence emerge that allow us to talk of different ‘families’ of political thought, as core concepts appear relatively stable and persistent through time. Thus we can identify schools of liberal, socialist and conservative thought for example, although the conceptual boundaries are always fluid and any individual thinker is likely to bear resemblances to more than one family. Conceptual morphology is intended to aid our understanding of political thought by providing us with a mental map through the conceptual pathways that can be and are taken, allowing us to identify certain forms of thought as likely members of one family rather than another »¹¹³⁵.

Dit autrement, son approche vise à dresser des portraits dynamiques de chaque idéologie, en identifiant leurs concepts fondamentaux (les « *core concept* »), puis les concepts qui

Ricoeur felicitously called the surplus of meaning (Ricoeur 1976), except that such a surplus is no longer regarded as a flaw but as an existential fact, even an asset contributing to ideational variety and diversity. It predominantly reflects a shift in emphasis from the systemic production of political ideas (Skinner 1988)—believed in the past to be an elitist activity—to their consumption, seemingly associated with democratic and pluralist practices. » FREEDEN Michael, « The Increasing Precariousness of Political Concepts », [s. n.], 2023.

¹¹³⁵ HUMPHREY MATHEW, « (De)contesting ideology », *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, 8, Routledge, 2005.

découlent et délimitent la définition de ces concepts fondamentaux (« *adjacent concept* »), et enfin les idées qui s'adaptent à chaque contexte socio-politique (« *peripheral concepts* »)¹¹³⁶. Par ailleurs, comme nous l'avons vu dans les chapitres 3 et 4, il est judicieux de rappeler que si la technicité de son approche (que nous avons déjà simplifiée ici) s'explique par le fait qu'elle cherche à décrire de manière non-normative la compétition idéologique pour le contrôle de certaines idées tels que celles de peuple, de justice ou de démocratie ; elle n'est pas pour autant « neutre » parce qu'elle vise à arbitrer les conflits intra-idéologiques, c'est-à-dire à valider ou invalider l'appartenance de certains courants et acteurs politiques à une famille idéologique donnée, et à reformuler de manière critique les définitions de certaines idéologies. Ainsi, Freeden remet en question l'appartenance des « néolibéraux » au libéralisme en les inscrivant dans la famille idéologique conservatrice, mais il remet également en question la définition « positionnelle » du conservatisme pour dévoiler le véritable contenu « idéal » du conservatisme. Par conséquent, c'est la spécificité de son approche qui lui permet de souligner l'appartenance de la *New Right* à la famille idéologique conservatrice contre les analyses qui faisaient à l'époque de la révolution conservatrice une « anomalie ». Par conséquent, il est impératif de se demander si l'illibéralisme est bien une idéologie ou « seulement » un nouveau concept du conservatisme (fondamental, adjacent ou périphérique). De manière prévisible, si l'on tente de répondre à cette question en employant une approche compréhensive conventionnelle, on arrive logiquement à la conclusion selon laquelle l'illibéralisme il est pertinent d'appréhender l'illibéralisme comme une idéologie à part entière comme le font Julian G. Waller et Marlène Laruelle¹¹³⁷. En effet, il est difficile de

¹¹³⁶ « This approach to analyzing ideologies traces how decontested concepts exist in particular constellations or clusters within any given ideological family. The general morphological structure consists of three types of concepts – core, adjacent, and peripheral (Freeden 1996, 77–82; 2013, 124–126). Core concepts are the enduring and indispensable ones; they are the concepts that provide an ideology with its essential identity, with the views that separate it from other perspectives. Adjacent concepts provide additional nuance and anchoring for some of the core concepts; they help give a bit of specificity and context for core concepts. Peripheral concepts are those that provide an ideology with the flexibility it needs to adapt to changing circumstances; they are tied to particular times and places, to the concerns of the moment. » FRANKS Benjamin, JUN Nathan et WILLIAMS Leonard, *Anarchism*, Routledge, 2018.

¹¹³⁷ Sur la définition de l'idéologie illibérale synthétique proposée par Waller :

« So far, the best-articulated definition of illiberalism has been offered by Julian G. Waller in several of his articles as “a modern ideological or ideational family that perceives itself in opposition to and reaction against philosophical liberalism, with pronounced tendencies towards the distrust of checking or minoritarian political institutions formed by apolitical experts, and focused on promoting a variety of collective, hierarchical, majoritarian, national-level, and/or culturally integrative approaches to contemporary political society in a substantive manner” (Waller 2023). » LARUELLE Marlène, « Introduction », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, 2024, [consulté le 21 septembre 2024].

ne pas recourir instinctivement au concept d'idéologie pour appréhender la cohérence entre les idées développées dans les théories des courants intellectuels proche de la *New Right* (qu'il s'agisse du néolibéralisme, de l'intégralisme catholique ou du national-conservatisme), les idées présentes dans l'agenda politique des mouvements et partis associés à cette dernière (qu'il s'agisse du parti républicain de Reagan ou Trump, du paléoconservatisme de Pat Buchanan, ou de l'internationale des partis ethno-nationalistes qui sont aujourd'hui fédérés derrière la *NatCon*), et enfin les idées qui irriguent les politiques adoptées par ces partis quand ils arrivent au pouvoir¹¹³⁸. Ainsi, si on reprend les critères d'identification schématisés par Laruelle à partir de l'ouvrage de Van Dijk on peut considérer que l'illibéralisme est bien l'idéologie de la *New Right* puisque cette dernière possède un système (ou réseau) de croyances (1) qui guident les représentations sociales de ses membres (2). Ce réseau de croyance et de représentation du monde social transparaît à la fois dans l'analyse herméneutique des « écrits » du collectif de pensée illibéral (3), et du discours ordinaire des acteurs politiques et des individus appartenant à la *New Right* (4), ce qui est rendu particulièrement visible par les « *culture wars* » depuis la fin des années 1960 et leur diffusion progressive en dehors du contexte américain¹¹³⁹.

En revanche, la réponse à cette question est plus incertaine si on reprend le cadre conceptuel de Freeden puisqu'il ne se prête que difficilement à l'identification de « nouvelles » idéologies¹¹⁴⁰ – en particulier à droite du fait de la plasticité du conservatisme. Néanmoins,

¹¹³⁸ On notera que la difficulté est moins de prouver la cohérence idéologique de la *New Right*, puisque ces membres reconnaissent généralement leur appartenance à cette dernière d'une manière ou d'une autre - tant lors de la révolution conservatrice des années 1980 que lors de la révolution conservatrice 2.0 des années 2010 - que l'unité entre la première génération et la seconde génération de la *New Right*, ce qui explique pourquoi nous avons concentré notre effort analytique sur ce point. Cette question fait d'ailleurs écho à la réflexion sur la pertinence de la catégorie « *New Right* » en science politique et en particulier en politique comparée à partir des années 1990. L'intérêt du concept même de *New Right* pour désigner les partis d'extrême droite (et/ou de droite radicale) à partir des années 1980 peut ainsi être relativisée au regard de la continuité entre ces derniers et les partis de droite et d'extrême droite « traditionnels ». Sur, ce point, voir : HARRIS Geoff, *The Dark Side of Europe*, Edinburgh University Press, 1994 COLE Alexandra, « Old right or new right? », *European Journal of Political Research*, 44, 2005 ZASLOVE Andrej, « The Populist Radical Right », *Political Studies Review*, 7, SAGE Publications, 2009.

¹¹³⁹ Sans nous prononcer ici sur la pertinence du terme de « culture wars » et des thèses « post-matérialistes » de Norris et Inglehart qui est précisément interrogé par Laruelle, nous nous bornons à indiquer qu'il est désormais relativement aisé de constater la diffusion des idées de la *New Right* dans des sphères non-intellectuelles, et donc, d'appréhender l'illibéralisme sous le prisme de l'idéologie.

¹¹⁴⁰ Comme on l'a vu, ceci résulte à la fois du postulat épistémologique de Freeden (on doit appréhender les idéologies de manière dynamique) et de sa méthode (en recourant à une perspective diachronique et synchronique particulièrement étendue). A titre d'exemple on peut voir que le problème que nous cherchons ici à mettre en exergue est évoqué dans l'extrait suivant :

l'articulation entre idéologie et famille idéologique apparaît parfois relativement flou dans les travaux de Freedén¹¹⁴¹, et il est difficile de comprendre la place qu'il attribue à certains « courants intellectuels », comme le néoconservatisme ou le néolibéralisme au sein du conservatisme. Du fait de son refus de faire primer les productions intellectuelles des « idéologues » professionnels sur les productions idéologiques « ordinaires », on ne trouve pas une typologie ou une catégorisation précise des courants doctrinaux qui structurent les familles idéologiques libérale, conservatrice et socialiste dans ses travaux, puisque les conflits épistémologiques et intellectuels qui opposent généralement les intellectuels « professionnels » ne se traduisent que très imparfaitement dans la « pratique ». Par conséquent, Freedén emploie généralement les labels doctrinaux ou épistémologique avec une perspective étique, en recourant aux termes employés par les intellectuels pour s'auto-désigner – ce qui ne pose pas de problème pour les familles idéologiques libérales et socialistes, contrairement au conservatisme. En effet, du fait leur posture anti-intellectualiste et anti-rationaliste, les intellectuels conservateurs rechignent davantage que leurs homologues libéraux et conservateurs à formaliser leurs positions dans les débats intra-idéologiques. Par conséquent, si on s'inspire de la manière dont Freedén traite le néoconservatisme ou le néolibéralisme, et qu'on considère que l'illibéralisme est l'idéologie de la *New Right*, on peut se demander si l'illibéralisme n'est pas un membre de la famille idéologique conservatrice plutôt qu'une idéologie « autonome ». Dit autrement, si on s'appuie sur le cadre conceptuel de Freedén, l'illibéralisme peut être pensée comme une adaptation de l'idéologie conservatrice à un certain contexte, en l'occurrence, à un nouveau combat idéologique contre le libéralisme et le socialisme. Toutefois, on peut voir que Freedén

« Ideologies exist on historical continua and the bunching together of political concepts in long-term relationships is a central ideological characteristic. An ideology may well follow a developmental sequence during which its components will subtly change. Over a long period of time, as with biological evolution, its core may shed or acquire concepts, and its morphology may undergo some transformation. The history of a tradition may assist in the decision whether to classify a particular instance as within or outside the confines of an ideology. Because we know that British liberalism abandoned private property as a core concept and introduced a notion of community, while retaining other identifiably liberal features, we need not commit the error of classifying liberal communitarianism as a form of socialism. In this case a variant of liberalism has been wrongly renamed. But on another dimension, the name of an ideology—its signifier—may remain constant. There are variants of liberalism that have retained both the name and the conceptual morphology; but there are identically named liberalisms that under close scrutiny reveal the existence of two different ideologies. » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996.

¹¹⁴¹ Freedén alterne ainsi entre le recours au terme d'idéologie pour décrire le libéralisme, le socialisme et le conservatisme, et le l'emploi du terme de « famille idéologique » (qui s'inspire de la notion d'air de famille de Wittgenstein) pour distinguer le libéralisme, le socialisme ou le conservatisme de leurs différents « sous-courants ».

lui-même emploie occasionnellement le terme « illibéral » pour décrire non une idéologie autonome, mais le produit d'un dévoiement du libéralisme, qui peut soit résulter d'une « corruption » du libéralisme, soit d'une négation pratique du libéralisme¹¹⁴². Dit autrement, Freedén semble employer le terme « *illiberal* » pour désigner une forme de négation concrète des principes du libéralisme qui peut soit être le produit d'une idéologie concurrente du libéralisme¹¹⁴³, soit d'une forme de libéralisme imparfait ou « malheureux »¹¹⁴⁴, c'est-à-dire incapable d'assurer l'effectivité de ses propres idées¹¹⁴⁵. Par conséquent, avant de chercher à résoudre la question du statut du concept d'illibéralisme vis-à-vis du conservatisme en recourant à une approche morphologique, il est impératif de s'intéresser d'abord à distinction entre idéologie illibérale et « idées illibérales ».

¹¹⁴² Freedén développe cette réflexion dans l'article suivant : FREEDEN Michael, « European Liberalisms », *European Journal of Political Theory*, 7, SAGE Publications, 2008.

¹¹⁴³ « Furthermore, the study of language and discourse has opened up new vistas in which the production and consumption of meaning enable us to examine political and cultural texts for the nuances and grammar of their liberal, or illiberal, content. And the recent flowering of ideological studies has offered a morphological analysis of liberal concepts and has presented liberalism as one major instance of a prime political process, namely, the interminable competition over the control of political language. » *Ibid.*

¹¹⁴⁴ L'expression « malheureuse » fait référence à la distinction proposée par Austin entre acte performatif heureux/malheureux (c'est-à-dire entre promesse réussie et promesse ratée) pour remplacer le concept de « vérité/fausseté ». Sur ce point, voir : LAUGIER Sandra, « Acte de langage ou pragmatique ? », *Revue de métaphysique et de morale*, 42, Presses Universitaires de France, 2004.

¹¹⁴⁵ « More challenging are the so-called illiberal features within liberalism (proposition 7): a rationalism that evokes elitism; a liberty that can transmogrify into licence; an individualism that can tear asunder social bonds and inflict cruelties on competitive losers; and a constitutionalism that can appear desiccated and bereft of a human touch – the bureaucratic excesses of the Rechtsstaat, or of the European Union, serve as an example of the latter. Their presence within a given ideological morphology may be problematic when the ideology terms itself liberal; the analyst must then consider boundary conflicts with neighbouring ideologies, as well as the weight assigned to such features within a specifically liberal conceptual constellation.

It is hence often an analytical error to assume that the presence of a potentially problematic feature indicates that an ideology such as liberalism is irredeemably infected with an incurable virus. The fact that some liberals advocated eugenic policies does not make them racists or right-wingers, given the morphological constraints on eugenics within the liberal family of concepts. To switch metaphors, an ideological concept or idea will be rendered stable and safe when located in a compound that prevents it from mutating beyond recognition. Thus liberal elitism is constrained by measures of accountability and transparency that restrict the use of arbitrary power; and liberal individualism is harnessed to a form of selfdevelopment that is concurrently socially advantageous. Not all those insights have been internalized by European liberals. Indeed, when a certain mix of elements – some liberal, some originating in other belief-systems – is brought together, the compound may become unstable and threaten to explode. What happens when liberals allow liberty to fuse with a methodological individualism that challenges the rational state? What happens when liberals allow progress and reason to be taken over by a monopolistic epistemology? What happens when the market dehumanizes many of its participants? » *Ibid.*

2. L'illibéralisme, face cachée de l'idéologie dominante ?

Dans la continuité des développements de notre second chapitre, la réflexion sur le statut du concept d'illibéralisme nécessite de se saisir d'une question sur la diffusion et la prégnance de l'illibéralisme qui est évidente pour les tenants d'une approche critique, qu'elle soit post-moderne ou (post)marxiste. On peut présenter ce sous-problème dans la conceptualisation de l'illibéralisme de la manière suivante : même si on s'accorde sur la pertinence du terme « d'illibéralisme » pour appréhender les idées de la *New Right*, ces idées n'imprègnent-elles pas également les autres idéologies, tant sur le plan intellectuel que pratique ? Pour le dire plus précisément, si le concept d'idéologie a pour fonction de rendre intelligible la configuration et la cohérence de certaines constellations d'idées, les idées de la *New Right* sont-elles spécifiques à cette dernière ou sont-elles constitutives de la modernité occidentale en elle-même ? Comme le suggère l'exemple des pratiques eugéniques « illibérales » évoqués par Freeden et détaillés par King¹¹⁴⁶, les inégalités et les hiérarchies sexuelles et/ou raciales qui sont défendues explicitement au sein de la *New Right* semblent également irriguer les autres idéologies – accidentellement ou non. Dès lors, doit-on considérer que l'illibéralisme est une idéologie qui se caractérise par ses idées identitaire et stigmatisante, anti-genre et liberticide, au risque de méconnaître la présence de ces mêmes constellations d'idées dans d'autres idéologies ; ou alors considérer que l'illibéralisme n'est pas une idéologie mais le concept qui sert spécifiquement à désigner ces pratiques ? Dit plus clairement, est-il pertinent de conceptualiser l'illibéralisme comme l'idéologie de la *New Right* alors que cette dernière ne fait potentiellement que défendre explicitement les idées qui sont celle de l'idéologie (ou de la classe) dominante comprise dans un sens marxiste ?¹¹⁴⁷

¹¹⁴⁶ KING Desmond, *In The Name of Liberalism*, OUP Oxford, 1999.

¹¹⁴⁷ Sur ce point, nous renvoyons notamment aux développements de Wendy Brown dans son dernier ouvrage « In the ruins of Neoliberalism » (2019). A titre d'extrait, voir le passage suivant : « Ressentiment, rancor, rage, reaction to humiliation and suffering— certainly all of these are at play in right- wing populism and support for authoritarian leadership today. However, this politics of resentment emerges from the historically dominant as they feel that dominance ebbing— as whiteness, especially, but also masculinity provides limited protection against the displacements and losses that forty years of neoliberalism have yielded for the working and middle classes. This resentment thus varies from Nietzschean logics rooted in the psychic vicissitudes of weakness. Though linked by humiliation, the frustrations of weakness (existential or historical) and of aggrieved power are worlds apart, obvious enough in the radically different responses by working- class whites and workingclass blacks to the displacements and demotions delivered by neoliberal economic effects. Only the former is aggrieved by its dethronement. »

De fait, comme le notent Laruelle et Aurélien Mondon¹¹⁴⁸, la très grande majorité des chercheurs qui s'intéressent à l'illibéralisme partent du postulat selon lequel le libéralisme est une idéologie normativement supérieure aux autres, ou *a minima*, une idéologie anti-autoritaire¹¹⁴⁹. De même, il est difficile de nier le fait que les conceptualisations du libéralisme de H. Rosenblatt et M. Freedman que nous avons cherché à promouvoir dans notre enquête sont elles-mêmes idéologiquement situées parce qu'elles promeuvent une forme de libéralisme égalitariste et progressiste. On peut toutefois complètement renverser le postulat selon lequel le libéralisme est une idéologie démocratique compatible avec les libertés individuelles si l'on mobilise des généalogies plus « critique » du libéralisme¹¹⁵⁰. Mobiliser les apports des différents champs de recherche s'intéressant à la dimension sécuritaire du libéralisme au niveau national et international¹¹⁵¹ (dans une perspective foucauldienne ou

¹¹⁴⁸ « As the concept of illiberalism takes off, there is a real risk that similar issues will arise; based on the populist-hype template, this can therefore have predictable consequences. For example, we have witnessed a euphemization of certain kinds of politics under the illiberal label. Indeed, if liberalism is contested for good reasons, then an unqualified "illiberalism" can appear a valid alternative to an unsatisfying or failing system. For this reason, it is no surprise that Orbán uses the term rather than another such as authoritarian.¹⁴ Illiberalism can also be used to disguise and euphemize far-right politics or more stigmatizing terms such as racism, which are also more precise and build on more sophisticated literature.¹⁵ Another consequence of the potential misuse of illiberalism is the creation of false equivalences. Much as it risks legitimizing and euphemizing reactionary politics by framing them as the alternative to liberalism, it also risks conflating very different kinds of politics under a broad and even meaningless banner. This could reinforce far-right politics as discussed, but also discredit more progressive alternatives that are in fact striving to achieve many of the ideals we commonly consider as liberal, such as the rule of law, equality, democracy, and pluralism. This is based on a misunderstanding of liberalism and, in particular, really existing liberalism.¹⁶ Indeed, much of what we think of as core to liberal democracy today does not necessarily come from the liberal tradition, and in fact it was often won from the liberal elite of the time, who viewed equal rights and democracy with suspicion. Conversely, much of what is done in the name of liberal states today (think of the militarization of borders, the curtailing of protest rights, or the failure to take a decisive stand against genocidal regimes) could fall under definitions of illiberalism.¹⁷ "Illiberalism" as a simplistic qualifier could thus flatten opposition to the flaws of the current liberal order and quash valid critiques of such shortcomings that link them to reactionary politics. » MONDON Aurélien, « I Was Gonna Fight Fascism... », *Journal of Illiberalism Studies*, 4, 2024.

¹¹⁴⁹ Sur ce point, nous renvoyons aux différents développements de Laruelle sur la « positionnalité » de la recherche au sein des études de l'illibéralisme, ainsi qu'à l'article de Aurélien Mondon et celui de Anja Henning dans le premier numéro du volume 4 du *Journal of illiberalism studies* : Laruelle, « Introduction »; Marlene Laruelle, « Wrestling with Ethical Issues in Studying Illiberalism: Some Remarks from the U.S. Context », <https://www.illiberalism.org/wrestling-with-ethical-issues-in-studying-illiberalism-some-remarks-from-the-us-context/>; Mondon, « I Was Gonna Fight Fascism... »; Aurélien Mondon, « Really Existing Liberalism, the Bulwark Fantasy, and the Enabling of Reactionary, Far Right Politics¹ », *Constellations*, <https://doi.org/10.1111/1467-8675.12749>; Anja Hennig, « The Ambivalence of the Liberal-Illiberal Dynamic », [illiberalism.org, https://www.illiberalism.org/the-ambivalence-of-the-liberal-illiberal-dynamic/](https://www.illiberalism.org/the-ambivalence-of-the-liberal-illiberal-dynamic/).

¹¹⁵⁰ Pour une synthèse de ces réflexions et de la littérature sur le sujet (dont sont tirés les citations aux notes de bas de page 57 et 58), nous renvoyons au chapitre 2 de l'ouvrage de Philipp Lottholz : LOTTHOLZ Philipp, *Post-Liberal Statebuilding in Central Asia* [en ligne], Bristol University Press, 2022, [consulté le 24 septembre 2024].

¹¹⁵¹ A titre non-exhaustif, voir : Johannes Voelz, "Cold war liberalism and the problem of security." *Post-Exceptionalist American Studies: REAL-Yearbook of Research in English and American Literature* 30 (2014): 255-81. ; NEAL Andrew W., *Exceptionalism and the Politics of Counter-Terrorism*, Routledge, 2009 MELLEY Timothy, « Security, Secrecy, and the Liberal Imaginary », *Telos*, 2015, Telos Press, 2015.

non¹¹⁵²), ou aux dominations raciales et genrées, conduit ainsi à questionner le « paradoxe du libéralisme »¹¹⁵³ mis en lumière par Dominic Losurdo, ainsi que par la *Critical Race Theory* et la théorie féministe matérialiste ou post-moderne de Catharine MacKinnon et Wendy Brown¹¹⁵⁴. Puisque nous ne sommes pas ici en mesure de rendre justice aux apports de ces travaux pour la conceptualisation de l'illibéralisme, ni de les synthétiser de manière exhaustive, puisqu'il s'agit d'un travail d'une envergure au moins égal à celui que nous avons entrepris depuis le début de notre enquête, nous allons nous concentrer sur deux problèmes spécifiques à savoir, la distinction entre l'illibéralisme et le libéralisme « réellement existant » (2.1) puis la question de la coexistence – ou de la relation dialectique – entre libéralisme et illibéralisme (2.2).

¹¹⁵² On notera que la majorité de ces travaux ne s'inspirent pas de l'approche foucauldienne du libéralisme mais l'approche wébérienne de la bureaucratie.

¹¹⁵³ Pour une description synthétique du paradoxe du libéralisme, voir l'extrait suivant tiré de l'ouvrage précité de Philipp Lottholz :

« Losurdo thus identifies a “paradox of liberalism” (2011, 27) that is apparent in liberal thinkers’ and politicians’ complicity with, or support and practice of, slavery and colonial expansion. Losurdo also surveys the lineage that historians have traced from 19th- to 20th-century totalitarianism, captured in their analyses of the “American Holocaust” (targeting the Amerindians), the “Australian Holocaust” (on the Aborigines) or the “late Victorian Holocaust” in colonial India (2011, 338) and convincingly argues that the “tragedy of peoples subjected to slavery or semi-slavery, or deported, decimated and destroyed” was not being “impeded or prevented by the liberal world”, but, on the contrary, “developed in close connection with it” (2011, 344). Duncan Bell’s provides further detail on how various strands of liberalism ranging from early liberals such as John Stuart Mill and Herbert Spencer to ‘new’ and more critical thinkers like John A. Hobson and Leonard T. Hobhouse in fact endorsed imperial domination and “the formation of settler colonies” while none of them effectively challenged it, not even later-day liberals (Bell 2016, 6, 355 ff.). As both Bell and Losurdo demonstrate, this imperial history of liberalism has effectively been erased or obliterated in light of the transmutation and shapeshifting of liberalism into a globally dominant and promising ideology that informed the wars proclaimed on the totalitarianisms of the 20th century (Bell 2016, 9). »

¹¹⁵⁴ Le choix de MacKinnon et Brown est ici à moitié arbitraire, puisqu'il est d'abord guidé par le fait que nous sommes familiers avec leurs travaux, et que nous les avons déjà mobilisés dans le cadre d'une communication sur la critique féministe du constitutionnalisme libéral. Néanmoins, il nous semble opportun de s'intéresser à leurs travaux respectifs pour montrer en quoi la critique du libéralisme qui est parfois attribuée à la CRT n'est pas propre à cette dernière, bien qu'elle monopolise davantage l'attention parce qu'elle met en lumière des schémas de dominations raciales.

2.1 l'illibéralisme, une caractéristique ordinaire du libéralisme « réellement existant »¹¹⁵⁵ ?

De fait, si on anticipe le travail de définition « morphologique » de l'idéologie illibérale, les politiques anti-égalitaire d'exclusions et de hiérarchisations raciale et sexuelle au sein de la *New Right* et les assauts contre le *Welfare state* et le constitutionnalisme libéral qu'elles justifient vont occuper une place centrale dans la conceptualisation de l'illibéralisme. Or, même si on part du postulat central dans le cadre conceptuel de Freedon selon lequel les « idées » n'appartiennent pas à une idéologie et qu'elles sont plus ou moins diffusées sur l'ensemble du champ idéologique, ce qui fait de la *décontestation* de ces idées un enjeu essentiel pour les distinguer, on est contraint d'envisager la possibilité selon laquelle ces idées (et leurs décontestations) ne sont pas le propre de l'illibéralisme, ni du conservatisme, mais du libéralisme. Dit autrement, même si l'approche morphologique de Freedon vise précisément à comprendre en quoi la politique ordinaire (ou « réelle ») est faite de compromis et de superposition entre plusieurs idéologies¹¹⁵⁶, il est nécessaire de considérer le fait que la définition du libéralisme de Freedon est peut-être tronquée parce qu'il sous-estime l'importance de certaines idées anti-égalitaire dans la matrice conceptuelle libérale. En effet, le fait que les illibéraux emploient une grammaire progressiste du libéralisme – c'est-à-dire le fait qu'ils considèrent que le libéralisme est une idéologie « de gauche », favorable au multiculturalisme, à la liberté individuelle et à l'égalité raciale et sexuelle – renforce l'idée selon laquelle le libéralisme consacre *théoriquement* et *concrètement* ces libertés, ce qui est une analyse particulièrement contestable comme l'explique de façon éclairante Mondon :

« As I explore elsewhere, the fuzziness of liberalism is thus key to defining “illiberalism” and requires us to see it as an empty signifier rather than the hegemonic good we tend to accept it as, even in academic circles. Despite much evidence to the contrary, post racial, post patriarchal, post totalitarian fantasies have become uncritically accepted as reality and their positive aura has led to the strengthening of the liberal hegemony

¹¹⁵⁵ Nous empruntons l'expression à Aurélien Mondon, voir : MONDON Aurélien, « Really existing liberalism, the bulwark fantasy, and the enabling of reactionary, far right politics1 » [en ligne], *Constellations*, n/a, [consulté le 9 juillet 2024].

¹¹⁵⁶ Il est important de noter que le cadre conceptuel de Freedon se prête particulièrement bien à la compréhension des syncrétismes idéologiques en politique et plus précisément au sein des partis, puisque rien n'empêche les acteurs politiques de mobiliser les « constellations d'idées » de plusieurs idéologies. De ce point de vue, l'existence de synthèses entre libéralisme et illibéralisme au sein de certains champs partisans comme dans les partis d'extrême droite scandinave ne soulève pas de difficulté particulière pour la distinction entre libéralisme et illibéralisme. Sur ce point, voir notamment : MOFFITT Benjamin, « Liberal Illiberalism? », *Politics and Governance*, 5, 2017.

through the naturalisation of their relationship. As pointedly noted by Domenico Losurdo, the “liberal revolution” can only be understood as “a tangle of emancipation and dis-emancipation.” As such, scholars interested in illiberalism must reckon with the fact that much of what is currently considered at the positive heart of their version of liberalism has, in fact, not always been at the heart of the liberal tradition as it has really existed: various types of exclusion generally associated with (or more precisely, perceived as) part of illiberal politics today have not been overcome painlessly within the liberal tradition, and that progress has not been linear—“to put it simply, emancipation was often to be found against the liberal elite and outside of the ‘liberal world’”. This could not be made clearer than by the way the inclusion of communities within the liberal social contract has always been precarious, limited, and subject to conditions. As Charles W. Mills explored in *The Racial Contract*, the original social contract concealed “the ugly realities of group power and domination” and conveniently ignored the many people and communities who were excluded from “the people” and considered unworthy of signing or living under this contract. Exclusion of said communities was fought against and at times overturned, at a great cost to those communities. Inclusion, when achieved even partially, remains precarious: consider the rights to vote or protest, or those of trans people, women, people of color, or the poor, all under threat today in so-called liberal democracies»¹¹⁵⁷.

Conséquemment, il faut se demander si les idées qui sont au cœur de la *New Right* ne sont pas elles-mêmes au cœur du libéralisme, ce qui relativiserait considérablement la pertinence de l’emploi d’une approche compréhensive de l’idéologie pour appréhender l’illibéralisme. À l’inverse, le recours à une approche « marxienne » de l’idéologie pourrait être justifiée pour comprendre en quoi l’illibéralisme serait la face cachée du libéralisme. En effet, depuis le développement des *critical legal studies* puis des *feminist studies* et de la *critical race theory* à partir des années 1970, la littérature s’intéressant aux injustices et aux inégalités a générée d’importantes réflexions critiques sur le libéralisme et sa généalogie¹¹⁵⁸, ce qui invite

¹¹⁵⁷ MONDON Aurelien, « I Was Gonna Fight Fascism... », *Journal of Illiberalism Studies*, 4, 2024.

¹¹⁵⁸ On peut d’ailleurs noter que cette littérature n’est pas exclusivement « extérieure » au libéralisme. En effet, la problématique de la tension entre libéralisme et illibéralisme irriguait les débats entre libéraux depuis les années 1980, même si le terme était employé comme un synonyme d’antilibéralisme, avec des significations variées. On peut ainsi distinguer la réflexion sur l’intégration (potentielle) des groupes et des valeurs illibérales dans les écrits sur le multiculturalisme de Michael Walzer, Will Kymlicka et Susan Moller Okin ; de la réflexion consacrée par John Rawls à la répression pénale décrite comme un moyen « illibéral » d’assurer la stabilité nécessaire au fonctionnement de la société libérale, qui a notamment été critiquée par Chantal Mouffe parce qu’elle illustre les limites du postulat Rawlsien quant à la rationalité des individus. Voir notamment : Chantal Mouffe, « Political Liberalism. Neutrality and the Political », *Ratio Juris* 7, n° 3 (décembre 1994): 314-24, <https://doi.org/10.1111/j.1467-9337.1994.tb00185.x>; Jesse Furman, « Political Illiberalism: The Paradox of Disenfranchisement and the Ambivalences of Rawlsian Justice Note », *Yale Law Journal* 106, n° 4 (1997 1996): 1197-1232; Susan Moller Okin, « “Mistresses of Their Own Destiny”: Group Rights, Gender, and Realistic Rights of Exit », *Ethics* 112, n° 2 (2002): 205-30, <https://doi.org/10.1086/324645>; Michael Walzer, « What rights for

notamment à reconsidérer la place de l'individualisme et de l'universalisme au sein de l'idéologie libérale¹¹⁵⁹. Pour notre démonstration, nous examinerons donc ici deux types de critiques formulées dans le cadre de ces approches pour apprécier la pertinence de la conceptualisation de l'illibéralisme.

Ainsi, on peut relativiser la pertinence d'une approche idéologique compréhensive de l'illibéralisme si on reconsidère la définition du libéralisme à la lumière des apports de la théorie féministe matérialiste de MacKinnon¹¹⁶⁰. Professeure de droit, cette dernière est à la fois une des théoriciennes les plus connues du féminisme matérialiste et une juriste s'étant engagée personnellement dans l'adoption de législations contre le harcèlement sexuel et la pornographie, via une forme d'activisme judiciaire qu'elle a elle-même théorisée sous le terme de « jurisprudence féministe »¹¹⁶¹. Dans ses deux ouvrages les plus connus « *Feminism unmodified : discourses on Life and Law* » (1987) et « *Toward a feminist theory of the state* » (1989), elle formule une critique globale du libéralisme, qui vise à la fois l'épistémologie libérale, la philosophie libérale et enfin l'Etat et le constitutionnalisme libéral. MacKinnon s'est donc attaquée au libéralisme dans sa globalité en montrant en quoi il existait une continuité entre les injustices prégnantes au sein du libéralisme « réellement existant »¹¹⁶² et les insuffisances théoriques du libéralisme. En dépit des controverses qu'a suscité sa participation aux « *feminist sex wars* » et sa défense de l'interdiction de la pornographie aux côtés de la droite américaine pendant la révolution conservatrice¹¹⁶³, elle constitue donc une référence

illiberal communities », *Forms of justice: Critical perspectives on David Miller's political philosophy*, 2003, 123-34; John Rawls, *Political Liberalism*, Expanded édition (New York: Columbia University Press, 2005); Will Kymlicka, « Liberal Multiculturalism and Human Rights », in *Political Liberalism and Plurinational Democracies* (Routledge, 2010).

¹¹⁵⁹ A titre non-exhaustif, nous renvoyons aux travaux suivants parce qu'ils offrent une synthèse de la littérature disponible : TUSHNET Mark, « Critical Legal Studies », *Yale L.J.*, 100, 1990 PAPERMAN Patricia, « Perspectives féministes sur la justice », *L'Année sociologique*, 54, Presses Universitaires de France, 2004 REVILLARD Anne, LEMPEN Karine, BERENI Laure *et al.*, « À la recherche d'une analyse féministe du droit dans les écrits francophones », *Nouvelles Questions Féministes*, 28, Éditions Antipodes, 2009 BENTOUHAMI-MOLINO Hourya et SIBERTIN-BLANC Guillaume, « Racial States. Retour sur la production raciale des États », *Tumultes*, 44, Éditions Kimé, 2015 BENTOUHAMI Hourya, *Critical race theory*, Dalloz, 2017.

¹¹⁶⁰ Choix de MacKinnon : change le focus par rapport à la CRT + exemple parlant

¹¹⁶¹ Béatrice de Gasquet, « Catharine MacKinnon, féministe systématique », *Raisons politiques* 46, n° 2 (2012): 95-99, <https://doi.org/10.3917/rai.046.0095>.

¹¹⁶² Nous empruntons la formule à Aurélien Mondon, voir : MONDON Aurelien, « Really existing liberalism, the bulwark fantasy, and the enabling of reactionary, far right politics1 », *op cit*.

¹¹⁶³ Il convient de rappeler néanmoins qu'elle a mobilisé des arguments distincts et rivaux à ceux de la *moral majority* (expression qui désigne le camp conservateur dans le cadre de cette lutte) qui défendait cette interdiction au nom de l'immoralité de ces pratiques, puisqu'elle s'opposait à la pornographie et plus largement à la prostitution au nom du féminisme et de l'égalité homme-femme.

centrale pour l'analyse juridique féministe parce qu'elle montre en quoi le droit positif existant aux Etats-Unis (et dans la majeure partie des démocraties libérale) et le langage libéral du droit ont à la fois pour fonction d'invisibiliser et de légitimer la domination *genrée* des femmes par les hommes, et de créer les conditions matérielles de reproduction de cette domination :

« Gender is a social system that divides power. It is therefore a political system. That is, over time, women have been economically exploited, relegated to domestic slavery, forced into motherhood, sexually objectified, physically abused, used in denigrating entertainment, deprived of a voice and authentic culture, and disenfranchised and excluded from public life. Women, by contrast with comparable men, have systematically been subjected to physical insecurity; targeted for sexual denigration and violation; depersonalized and denigrated; deprived of respect, credibility, and resources; and silenced— and denied public presence, voice, and representation of their interests.

(...)

The state is male in the feminist sense: the law sees and treats women the way men see and treat women. The liberal state coercively and authoritatively constitutes the social order in the interest of men as a gender— through its legitimating norms, forms, relation to society, and substantive policies. The state's formal norms recapitulate the male point of view on the level of design »¹¹⁶⁴.

Pour résumer, en renouvelant la critique marxiste du libéralisme dans une perspective féministe, MacKinnon montre en quoi l'Etat libéral est intrinsèquement un Etat patriarcal parce qu'il accorde à chaque individu des droits individuels et qu'il les déclare formellement égaux devant la loi sans prendre en compte le fait qu'il existe un système de domination *genrée* qui invalide la possibilité d'une égalité réelle entre homme et femme. L'Etat libéral est donc caractérisé par une neutralité de façade – constat similaire aux intellectuels illibéraux – car il consacre des droits individuels qui sont privés d'effectivité pour les femmes puisque la façon dont est pensé le droit n'est pas objective mais située d'un point de vue masculin¹¹⁶⁵.

¹¹⁶⁴ MACKINNON Catharine A., *Toward a Feminist Theory of the State*, Harvard University Press, 1989., p160

¹¹⁶⁵ «Formally, the state is male in that objectivity is its norm. Objectivity is liberal legalism's conception of itself. It legitimates itself by reflecting its view of society, a society it helps make by so seeing it, and calling that view, and that relation, rationality. Since rationality is measured by point-of-viewlessness, what counts as reason is that which corresponds to the way things are. Practical rationality, in this approach, means that which can be done without changing anything. In this framework, the task of legal interpretation becomes "to perfect the state as mirror of the society." (...) The state is male jurisprudentially, meaning that it adopts the standpoint of male power on the relation between law and society. This stance is especially vivid in constitutional adjudication, thought legitimate to the degree it is neutral on the policy content of legislation. The foundation for its neutrality is the pervasive assumption that conditions that pertain among men on the basis of gender apply to women as well— that is, the assumption that sex inequality does not really exist in society. » *Ibid.*, p162-163.

ce qui est ouvertement défendu par les illibéraux¹¹⁶⁶. Dans les systèmes juridiques des démocraties libérales, le droit est donc produit par et pour les hommes, tant au niveau législatif que jurisprudentiel : Il est pensé par les hommes parce que seuls ces derniers peuvent penser de manière abstraite (ou idéaliste) que l'ensemble des individus sont égaux et identiques ; et il est pensé pour les hommes parce qu'il légitime cette domination – ou qu'il est incapable de l'endiguer. Selon MacKinnon et de façon convergente avec les autres théoriciennes féministes qu'elles soient post-marxistes ou libérale, cette incapacité du droit libéral à appréhender la domination masculine et à l'empêcher s'explique notamment par le fait qu'il consacre des libertés *négatives* et non des libertés *positives*, c'est-à-dire des droits effectifs¹¹⁶⁷. Dit autrement, le rôle de l'Etat libéral est de préserver les droits de ceux qui possèdent socialement ces libertés – c'est-à-dire principalement les hommes, en particulier les hommes blancs, hétérosexuels et bourgeois – et non de les garantir à l'ensemble des individus et par extension aux femmes¹¹⁶⁸. Pour MacKinnon, le meilleur exemple de cette incapacité du droit libéral à garantir des libertés de façon véritablement universelle est celui du traitement juridique des violences sexistes et sexuelles, ou plus précisément de leur absence de régulation :

« Structurally, only when the state has acted can constitutional equality guarantees be invoked. But no law gives men the right to rape women. This has not been necessary, since no rape law has ever seriously undermined the terms of men's entitlement to sexual access to women. No government is, yet, in the pornography business. This has not been necessary, since no man who wants pornography encounters serious trouble getting it, regardless of obscenity laws. No law gives fathers the right to abuse their daughters sexually. This has not been necessary, since no state has ever systematically

¹¹⁶⁶ Sur ce point, nous renvoyons aux développements de P. Simpson parce qu'ils sont relativement explicite sur la question : SIMPSON Peter L. P., *Political Illiberalism* [en ligne], Routledge, 2017, [consulté le 17 avril 2020].

¹¹⁶⁷ « Philosophically, this posture is expressed in the repeated constitutional invocation of the superiority of “negative freedom”—staying out, letting be— over positive legal affirmations. Negative liberty gives one the right to be “left to do or be what [he] is able to do or be, without interference from other persons.” The state that pursues this value promotes freedom when it does not intervene in the social status quo. Positive freedom, freedom to do rather than to keep from being done to, by distinction, gives one the right to “control or... determine someone to do, or be, this rather than that.” If one group is socially granted the positive freedom to do whatever it wants to another group, to determine that the second group will be and do this rather than that, no amount of negative freedom legally guaranteed to the second group will make it the equal of the first. » *Ibid.*, p164

¹¹⁶⁸ « The Constitution— the constituting document of this state society with its interpretations assumes that society, absent government intervention, is free and equal; that its laws, in general, reflect that; and that government need and should right only what government has previously wronged. This posture is structural to a constitution of abstinence: for example, “Congress shall make no law abridging the freedom of ...speech.” Those who have freedoms like equality, liberty, privacy, and speech socially keep them legally, free of governmental intrusion. No one who does not already have them socially is granted them legally. » *Ibid.*, p163

intervened in their social possession of and access to them. No law gives husbands the right to batter their wives. This has not been necessary, since there is nothing to stop them. No law silences women. This has not been necessary, for women are previously silenced in society— by sexual abuse, by not being heard, by not being believed, by poverty, by illiteracy, by a language that provides only unspeakable vocabulary for their most formative traumas, by a publishing industry that virtually guarantees that if they ever find a voice it leaves no trace in the world »¹¹⁶⁹.

Dans la continuité de la critique marxiste des « droits bourgeois »¹¹⁷⁰, l'argumentation de MacKinnon met donc en exergue le fait que les droits garantis formellement aux femmes – et aux autres groupes socialement dominés – sont sans effectivité dans la « société civile » et la famille, c'est-à-dire dans les sphères privées¹¹⁷¹. Néanmoins, cette critique du libéralisme n'empêche pas MacKinnon de défendre l'usage du droit (et du système juridique libéral) par le biais d'une jurisprudence féministe pour « réaliser la revendication universelle de l'égalité libérale »¹¹⁷² comme Patricia Hill Collins et Kimberle W. Crenshaw.

En résumé, la critique féministe et matérialiste du libéralisme de MacKinnon offre un aperçu de l'ampleur de la tension entre les idées libérales prises dans leur « abstraction » et leur mise en pratique. Par conséquent, la théorie féministe invite à considérer la permanence des idées illibérales au sein d'un champ politique étendu, qui comprend à la fois la sphère « publique » et la sphère « privée ». Ainsi, on peut considérer que les idées illibérales (c'est-à-dire les idées de la *New Right*) ne sont que le reflet des idées « libérales » quant à l'organisation de la sphère privée, où les hiérarchies sexuelles et raciales sont à la fois pensées comme légitime, et produites par le droit. Toutefois, comme nous l'avons noté dans notre second chapitre, cette réflexion n'interdit pas de penser l'illibéralisme comme une idéologie. En effet, malgré l'existence d'une continuité potentielle entre le libéralisme réellement existant et

¹¹⁶⁹ MACKINNON Catharine A., *Toward a Feminist Theory of the State*, Harvard University Press, 1989.

¹¹⁷⁰ LACROIX Justine et PRANCHÈRE Jean-Yves, « Karl Marx Fut-il vraiment un opposant aux droits de l'homme ? », *Revue française de science politique*, 62, Presses de Sciences Po, 2012.

¹¹⁷¹ On trouve une formulation particulièrement éclairante de la démonstration de MacKinnon chez Wendy Brown dans le paragraphe suivant :

« (...) Catharine MacKinnon a cherché à établir le caractère masculiniste de l'aperspectivisme idéologique de l'État libéral, aussi bien que la contradiction fondamentale entre les formulations libérales de l'égalité en tant que même et les formulations du genre en tant que différence. Si, comme le soutient MacKinnon, l'égalité libérale est fondée sur la même, alors que le sexe connote toujours la différence, l'égalité libérale elle-même est dès lors genrée dans la mesure où elle se tourne vers un standard qui dénie et exclut la possibilité de l'égalité des femmes avec les hommes. En outre, c'est le processus de mise en genre que le discours libéral obscurcit à chaque fois qu'il déploie un langage neutre vis-à-vis du genre ; c'est pourquoi MacKinnon insiste sur le fait que l'État est le plus tendancieusement genré là où il est le plus aveuglément genré. » BROWN Wendy, *Politiques du stigmat*, Humensis, 2016.

¹¹⁷² *Ibid.*

l'illibéralisme, il est toujours pertinent de s'intéresser à la structure idéale de la *New Right*, et de recourir à une approche compréhensive de l'idéologie pour comprendre ce qui motive les illibéraux à abandonner un libéralisme qui consacre pourtant dans les faits la domination masculine et l'hégémonie de la famille hétéro-patriarcale « traditionnelle »¹¹⁷³. Néanmoins, cette possibilité est elle-même contestable au regard des travaux de théoriciennes féministes telles que Wendy Brown qui vont encore plus loin dans leur réflexion sur la nature patriarcale du libéralisme.

2.2 l'illibéralisme, une caractéristique impensée de l'idéologie libérale ?

En effet, de nombreux travaux mettent en lumière le fait que les politiques de subordination et d'exclusion raciales et/ou sexuelles sont présentes depuis la formation des Etats modernes, en particulier en Amérique du Nord¹¹⁷⁴. Par conséquent, le « dualisme juridique » en matière raciale (et sexuelle) structurant les systèmes politico-juridique libéraux – qui est héritée de la colonisation et nécessaire au fonctionnement du « racial capitalism »¹¹⁷⁵ – apparaît comme une caractéristique intrinsèque du libéralisme *réellement existant*¹¹⁷⁶. Or, pour Brown, ces schémas de domination ne sont pas le fruit d'une tension entre les théories et les pratiques libérales, parce que ce dernier repose généalogiquement sur un système de subordination sexuelle et raciale. Selon Brown, si MacKinnon fonde sa critique de l'idéologie et de l'Etat libéral sur le fait que le libéralisme est bâti sur la sanctuarisation de la distinction entre des sphères pré-politiques dites « privées » (la famille et la société civile), et une sphère publique ou étatique, ce qui la conduit à défendre l'extension de l'Etat dans le domaine privée par le biais du droit pour garantir les libertés dont sont privées les femmes dans ces espaces¹¹⁷⁷ ; elle

¹¹⁷³ Nous n'ignorons pas que cette réflexion gagnerait à être réactualisée de manière plus nuancée à la lumière de l'évolution du droit dans les démocraties libérales et des avancées en matière d'égalité genrées et/ou raciales, puisque comme on l'a vu, ces avancées sont décrites comme des véritables « révolutions silencieuses » chez les illibéraux, ce qui motive leur abandon du constitutionnalisme libéral.

¹¹⁷⁴ Voir notamment : HIGGINS Tracy, « Gender, Why Feminists Can't (or Shouldn't) Be Liberals », *Fordham Law Review*, 72, 2004 STEARS Marc, « The Liberal Tradition and the Politics of Exclusion », *Annual Review of Political Science*, 10, Annual Reviews, 2007 MCCANN Michael et KAHRAMAN Filiz, « On the Interdependence of Liberal and Illiberal/Authoritarian Legal Forms in Racial Capitalist Regimes...The Case of the United States », *Annu. Rev. Law. Soc. Sci.*, 17, 2021.

¹¹⁷⁵ MELAMED Jodi, « Racial Capitalism », *Critical Ethnic Studies*, 1, University of Minnesota Press, 2015 MILLS Charles W., *The Racial Contract* [en ligne], Cornell University Press, 2014, [consulté le 24 septembre 2024].

¹¹⁷⁶ Pour rappel, le terme de dualisme juridique renvoi ici au concept de « dual state » auquel nous nous sommes intéressés dans notre deuxième chapitre. Il renvoi à la coexistence d'ordre juridique distincts et hiérarchisés,

¹¹⁷⁷ On peut noter que cette lecture du libéralisme irrigue également les pensées illibérales bien qu'il existe des divergences entre eux sur ce point : pour les illibéraux tels que Simpson, l'Etat libéral est bien caractérisé par la « licence » qu'il accorde aux individus dans la sphère privée en ne régulant pas cette dernière (tout en octroyant

ne prend pas en compte le fait que cette distinction entre sphère(s) privées et sphère(s) publiques est en soi un mythe du discours libéral qui invisibilise le fait que l'Etat produit cette distinction et les inégalités correspondantes par le biais du droit. MacKinnon théorise donc le recours à une « jurisprudence féministe » en défendant la réforme du constitutionnalisme libéral parce que dans une perspective marxienne, elle pense le libéralisme comme une idéologie qui dissimule la réalité des rapports de domination dans la sphère privée, ce qui limite la pleine effectivité du droit. Dans une perspective radicalement différente, Brown met l'accent sur le fait que malgré la diversité des formes historiques du libéralisme et la pluralité des langages du libéralisme¹¹⁷⁸, le libéralisme crée et organise la binarité sexuelle et le système de domination genrée, par conséquent, il est « déjà » actif dans le domaine privé¹¹⁷⁹. Là où MacKinnon comme les intellectuels marxistes et communautariens se concentre sur l'ineffectivité de l'universalisme et de l'individualisme libéral, Brown montre en quoi la référence à ces concepts dans le langage libéral dissimule le familialisme et l'organisation de la « division sexuelle générale du travail » au cœur du libéralisme. Dit autrement, Brown approfondit la critique féministe de la distinction libérale entre domaine privée et domaine

des biens communs qui permettent aux individus de réaliser des choix contraires à la « morale ». En revanche, les illibéraux comme Vermeule (ou Deneen) insistent au contraire sur le fait que l'Etat libéral (notamment du fait de la jurisprudence produite par les juges « progressistes ») s'immisce de plus en plus dans la sphère privée pour promouvoir un *bien* spécifique.

¹¹⁷⁸ « Le libéralisme est une doctrine non systématique et poreuse sujette au changement historique et à la variation locale. Cependant, dans la mesure où le libéralisme prend sa forme définitionnelle depuis un ensemble de revendications ontologiques et politiques relativement abstraites, il est également possible de parler du libéralisme sur un mode générique, non nuancé par l'inflexion temporelle ou culturelle. En effet, ma thèse se situe à un niveau de généralisation historique et intellectuel qui ne saurait être aligné sur aucune culture ou époque libérale particulière, ou aucun penseur libéral particulier. Elle procède sans distinguer parmi les libéralismes de Locke, Tocqueville, Bentham, Constant, ou Rawls, entre le libéralisme en France ou aux États-Unis, ou entre les revendications politiques libérales en 1848 et 1988. Au contraire, prenant exemple sur la pensée libérale elle-même pour réfléchir la politique dans un espace-temps mythologique et anhistorique, la thèse procède en posant que le libéralisme est un texte culturel contemporain que nous habitons, un discours dont les termes sont « ordinaires » pour un « nous » très contemporain. »

¹¹⁷⁹ « En résumé, les termes centraux du discours libéral supposent que les hommes circulent dans la société civile pendant que les femmes sont assignées à la famille – malgré le fait que les femmes travaillent dans l'économie salariale (un fait que le caractère de classe et de genre de l'homme libéral classique occulte tacitement). Au sein du libéralisme, le havre familial dans un monde sans cœur, bien qu'essentiel pour la transmission héréditaire de la propriété accumulée dans la société civile et en tant qu'ancrage inerte des énergies individualistes de l'homme, ne fonctionne ni comme l'unité élémentaire de l'analyse en politique, ni comme l'unité élémentaire de l'activité dans la société civile. Mais il ne s'agit pas de réitérer l'argument conventionnel selon lequel l'individu, plutôt que toute forme d'association, est le sophisme sur lequel la doctrine libérale est construite et aux intérêts duquel elle est dévouée. Il s'agit plutôt d'expliquer comment la subordination systématique (plutôt que contingente) des femmes réconcilie ce qui autrement constitue une tension légale et politique persistante entre l'individu et la famille dans le libéralisme. C'est seulement en présumant la subordination naturelle des femmes, en présumant la femme comme supplément de l'homme, que la tension apparente entre individualisme libéral et familialisme libéral peut être réconciliée ; c'est seulement sur le site de cette assomption que l'on peut discerner les valeurs d'usage de la famille dans le libéralisme. » *Ibid.*

publique formulée par Carol Pateman et Catharine MacKinnon en défendant l'argument selon lequel l'ineffectivité des droits individuels dans les sphères intimes et familiales n'est pas une incohérence du libéralisme (c'est-à-dire un échec dans la mise en pratique des « idées » libérales) mais sa condition préalable¹¹⁸⁰. Ceci s'explique par le fait que la subordination des femmes dans les sphères privées est à la fois justifiée sur le plan moral et économique, car elle est nécessaire au bon fonctionnement de l'économie de marché capitaliste et de la famille, ce qui permet de comprendre pourquoi elle est explicitement défendue – ou considérée comme « *naturelle* » – par les premiers théoriciens du libéralisme tels que Locke¹¹⁸¹. Brown reprend ainsi l'exemple des violences sexistes et sexuelles en montrant que la difficulté à les judiciaireiser, c'est-à-dire à faire reconnaître l'applicabilité des droits individuels dans les sphères privées, résulte de la « subordination féminine exigée pour le maintien des liens familiaux »¹¹⁸². De fait, comme le montre traditionnellement la non-reconnaissance du viol conjugal et la prégnance de la notion de « consentement » dans la qualification juridique du viol, le droit libéral consacre l'inégalité homme-femme en se contentant de réguler la domination des hommes sur les femmes :

¹¹⁸⁰ Sur ce point, voir également : HIGGINS Tracy, « Gender, Why Feminists Can't (or Shouldn't) Be Liberals », *Fordham Law Review*, 72, 2004.

¹¹⁸¹ « Pour Locke, la combinaison de dépendance créée à travers l'éducation des enfants et de la force inférieure des femmes génère les conditions pour leur attachement et leur subordination aux hommes.

(...)

En bref, l'individualisme incontrôlé de l'état de nature ne s'étend pas à toutes les personnes : alors que les hommes sont envisagés comme autarciques et comme n'étant obligés par rien, les femmes sont envisagées comme étant toujours déjà attachées aux hommes et obligées envers les enfants. Cet attachement et cette obligation, en évoquant la présence de proto-familles dans l'état de nature, facilitent la naturalisation de la famille dans la société civile. Réciproquement, cette présence met en lumière quelque chose du genre de la personne générique figurée par le libéralisme : la naturalisation des familles signifie que les femmes ne peuvent simplement pas être les individualistes possessifs que sont les hommes. » BROWN Wendy, *Politiques du stigmaté*. *Op cit.*

¹¹⁸² « Il est également manifeste dans les dénominations asymétriques « mari et femme » dans la cérémonie conventionnelle de mariage. Et il est aussi visible dans la difficulté persistante à établir le viol marital en tant que viol aux yeux de la loi et du tribunal. Alors que de nombreuses féministes attribuent cette résistance à des conventions sexistes – le « consentement présumé » des femmes à (tout) acte sexuel dans le mariage, ou la conception des femmes en tant que propriété ou bien meuble sexuel des hommes dans le mariage –, ce qui précède suggère que la difficulté pourrait être inhérente au caractère présumé non-violent de la dominance masculine au sein de la famille, une non-violence elle-même rendue possible par l'inégalité institutionnalisée.

(...)

En effet, la formulation de ce qui constitue la personnalité juridique des femmes au cours du siècle dernier révèle l'étendue de la subordination féminine exigée pour le maintien des liens familiaux : ce que les revendications pour une personnalité juridique féminine mettent en lumière, c'est à la fois la manière dont la famille moderne résonne *de fait* avec l'état de nature – remplie d'abus sexuels et physiques – et dont l'individualité des femmes dans un monde gouverné par les valeurs du capital est incompatible avec le maintien de la forme de la famille. » BROWN Wendy, « Chapitre 5. Valeurs d'usage de la famille dans le libéralisme », *Pratiques théoriques*, 2016.

« Dans la mesure où le consentement implique le fait d'accepter quelque chose dont on n'a pas déterminé les termes, le consentement marque le statut subordonné de la partie consentante. Les ordonnances juridiques concernant le viol en fournissent un excellent exemple. Si, dans la loi sur le viol, les hommes sont appréhendés comme commettant l'acte sexuel alors que les femmes y consentent, si le critère du viol ne consiste pas à savoir si une femme cherchait ou désirait l'acte sexuel mais si, lorsqu'elle y fut pressée, elle y a accédé ou l'a refusé, alors le consentement opère à la fois comme un signe de subordination et un moyen de sa légitimation. Le consentement est ainsi une réponse au pouvoir – il rajoute ou retire la légitimité – mais il n'est pas un mode de mise en œuvre ou de partage dans le pouvoir. En outre, parce que le consentement est obtenu ou acté plutôt que mis en œuvre, le consentement est toujours médiatisé par l'autorité – que ce soit dans une seconde ou une tierce personne – et est ainsi à la fois constitutif de cette autorité et légitimé par elle »¹¹⁸³.

En résumé, selon Brown, les femmes ne peuvent pas être conçues comme des individus et des sujets de droit à part entière au sein du libéralisme, parce que le fait de les reconnaître comme tels remettraient en question le modèle familial traditionnel, ce qui explique pourquoi elles ont été omises intentionnellement des théories libérales et des déclarations des droits de l'homme à la fin du XVIII^e siècle¹¹⁸⁴. Si la réflexion de Brown quant à la nature patriarcale du libéralisme a originellement pour but de questionner normativement le recours à l'Etat et au droit libéral par les mouvements féministes et décoloniaux, elle vient donc questionner la pertinence d'une distinction entre libéralisme et illibéralisme dans notre propre travail. En effet, bien que Brown ne mobilise pas une approche idéologique compréhensive parce qu'elle emploie une approche « critique » pour dévoiler la véritable nature du libéralisme, il est possible de mobiliser ses conclusions pour dresser une « contre-morphologie » du libéralisme qui contredit la conceptualisation du libéralisme de Freedman et des illibéraux – c'est-à-dire la grammaire progressiste du libéralisme. Ainsi, là où les individus qui emploient une grammaire progressiste – voire même lockéenne – du libéralisme associent l'idéologie libérale aux idées de liberté, d'individualité, d'universalisme et de progrès, l'ouvrage de Brown montre au contraire en quoi les idées de hiérarchie sexuelle et sociale, de famille et de tradition sont au

¹¹⁸³ *Ibid.*

¹¹⁸⁴ « À cet égard, la formulation de l'homme contenue dans les droits de l'homme est clairement plus littérale – une omission des femmes plus explicite et pourvue de sens – que de nombreux libéraux ne veulent le croire aujourd'hui. Cette omission, comme le soutient Patricia Williams dans un contexte différent, constitue « une forme d'expression, [...] une part littérale de l'intention originale, [une] omission qui a été incorporée dans une théorie de la neutralité ». *Ibid.*

cœur du libéralisme parce que seule une catégorie circonscrite de personnes – les hommes blancs et bourgeois – sont de véritables « individus » dans la tradition libérale.

De ce point de vue, la promotion active du modèle patriarcal traditionnel et des hiérarchies sexuelles et raciales au sein de la *New Right* ne rompt donc pas avec les *idées* du libéralisme, bien qu'elle contredise le discours libéral contemporain, ce qui explique la nostalgie illibérale pour le libéralisme « anthropologiquement conservateur » prérévolutionnaire ou victorien¹¹⁸⁵. Par ailleurs, on peut noter que le portrait du libéralisme qui est esquissé grâce à l'approche généalogique de Brown, fait écho à celui d'autres travaux s'inscrivant dans une démarche post-moderne qui s'intéressent à la dimension ontologiquement illibéral du libéralisme dans une perspective à la fois diachronique et synchronique. Qu'il s'agisse de la littérature sur l'Etat d'exception, sur les politiques d'exclusions raciales et sexuelles, d'eugénisme et de stérilisation, ou encore de traitement des migrants, la réflexion sur les « moyens illibéraux » employés pour atteindre des « fins libérales » questionne ainsi l'existence d'une distinction entre libéralisme et illibéralisme puisque les idées dites illibérales apparaissent comme le revers (ou la face cachée) des idées libérales, et non comme leur négation¹¹⁸⁶. Or, il est crucial de montrer ici que Brown dégage une forme de porte de sortie pour appréhender ce dilemme, ce qui est incidemment illustré par le fait que ses travaux s'intéressent à la relation entre néolibéralisme, ethno-nationalisme et autoritarisme depuis les années 2000, et non au « libéralisme » compris comme une forme d'idéologie au sens marxiste du terme. En effet, à l'image de Petchesky, Brown souligne « avec Marx » le fait que le libéralisme (et l'Etat libéral) peut être « exploité » et « subvertit »¹¹⁸⁷ à des fins progressistes et démocratiques car les idées et le discours libéral figurent un « idéal d'égalité parmi des

¹¹⁸⁵ En allant plus loin, on pourrait montrer en quoi la grammaire conservatrice du libéralisme de Brown permet précisément de comprendre l'intensité de la dénonciation du détournement du libéralisme par les intellectuels tels que Frank Furedi, Anne-Marie Le Pourhiet ou Chantal Delsol, parce que ces derniers défendent un libéralisme « originel » dont les idées non-universaliste sont en adéquation avec le conservatisme, contrairement au libéralisme contemporain qui devient de plus en plus universaliste en tentant de se conformer à ses propres idéaux sous l'effet d'une critique interne et externe comme nous l'avons vu avec Ruth Abbey.

¹¹⁸⁶ Sur ce point, nous renvoyons à l'ouvrage de Lottholz précité et aux travaux d'Erwan Sommerer : SOMMERER Erwan, *Illibéralisme et anti-pluralisme*, [s. n.], 2022. ; "Les fondations illibérales du libéralisme." (2016): 120-136

¹¹⁸⁷ « D'après ce que j'ai soutenu à propos des héritages historiques et du fonctionnement contemporain du masculinisme dans les pouvoirs de l'État, il est clair qu'il y a des dangers au fait de livrer le contrôle de la codification de ces problèmes aux mains de l'État, aussi bien que dans le fait de se tourner vers l'État comme prestataire, compensateur, protecteur ou libérateur. Cependant, comme la dominance masculine elle-même, le pouvoir d'État masculiniste, du fait de sa composition multiple et non systématique, est quelque chose que les féministes peuvent à la fois exploiter et subvertir, mais seulement en comprenant profondément ses ruses masculinistes contemporaines, afin de les déjouer stratégiquement. » BROWN Wendy, « Chapitre 6. À la recherche de l'homme dans l'État », *Pratiques théoriques*, Presses Universitaires de France, 2016.

personnes en tant que personnes » ¹¹⁸⁸ qui génèrent un « imaginaire égalitaire » même fictionnel :

« Et si aujourd'hui la valeur du discours des droits pour un projet démocratique radical ne résidait pas dans sa potentielle affirmation de la différence, dans sa garantie de la protection, ses circonscriptions de l'autonomie, ou comme remède à la lésion sociale, mais dans l'imaginaire égalitaire (fictionnel) que ce discours pourrait engendrer ? Se peut-il que les campagnes pour les droits convergent plus efficacement avec des luttes « pré-politiques » pour l'appartenance ou avec des rêves post-politiques d'égalité radicale ? Assurément, la lecture par la droite contemporaine des campagnes pour des droits égaux en faveur des gays et lesbiennes suggère que le caractère politique perturbateur, la dimension démocratisante du discours des droits, pourrait précisément appartenir à la fiction universaliste soutenue de ce discours, un universalisme que l'accusation de « droits spéciaux » attaque. Le moment où, par le discours des droits, les lesbiennes et gays affirment leur personnalité juridique contre tout ce qui pourrait ne pas l'admettre est un moment radicalement démocratique, analogue à ces moments de l'histoire des États-Unis lorsque des femmes blanches et des Afro-américains lancèrent des revendications similaires » ¹¹⁸⁹.

Brown décrit donc elle-même dans ses travaux l'importance idéologique (et stratégique) de la fracture entre libéralisme et néolibéralisme/conservatisme ; entre le discours libéral qui consacre de manière abstraite des idéaux (même de manière non-universelle), et la négation de ces mêmes idées et des droits qui en découlent. Par conséquent, même si le fait de conceptualiser l'illibéralisme comme une idéologie peut être contestable au regard des apports des études critiques sur les limites et la généalogie du libéralisme, le fait de s'intéresser à la *New Right* en recourant à une approche idéologique compréhensive a néanmoins un intérêt heuristique indéniable. Même si les « idées » du libéralisme ne sont pas nécessairement ce qu'elles semblent être, le concept d'illibéralisme permet de rendre compte de l'importance idéologique et stratégique de l'abandon du libéralisme par une frange croissante de la droite depuis les années 1970.

¹¹⁸⁸ *Ibid.*

¹¹⁸⁹ BROWN Wendy, « Chapitre 4. Des droits et des pertes », *Pratiques théoriques*, Presses Universitaires de France, 2016.

Section 2. L'illibéralisme, membre de la famille idéologique conservatrice ou adversaire de cette dernière ?

Maintenant que nous avons essayé de justifier le recours à une approche idéologique compréhensive de l'illibéralisme, il convient de s'intéresser de façon plus précise à la relation entre illibéralisme et conservatisme. En effet, s'il semble pertinent d'appréhender l'illibéralisme avec un prisme idéologique – contrairement au populisme – il n'est pas certain que l'illibéralisme soit une idéologie *en soi*. En effet, on peut à la fois douter du fait que les idées des « illibéraux » sont distinctes de celles des conservateurs, mais également du fait que leur façon de « décontester » ces idées sont différentes. Le fait d'attribuer le statut d'idéologie au concept d'illibéralisme est donc susceptible de brouiller la compréhension qu'on se fait du conservatisme parce que les deux concepts sont potentiellement redondants (les deux termes servent à désigner les mêmes idées et les mêmes phénomènes), ou alors parce que la dichotomie entre illibéralisme et conservatisme est susceptible de tronquer la définition du conservatisme – parce qu'elle conduit à attribuer certaines idées aux conservateurs pour justifier de façon téléologique la distinction entre conservatisme et illibéralisme. Selon nous, la meilleure façon d'éclairer cet enjeu dans la conceptualisation de l'illibéralisme est de comparer la position relative du concept d'illibéralisme vis-à-vis du conservatisme, à celle du marxisme-léninisme (ou du maoïsme) vis-à-vis du socialisme. Comme l'indique Freedén, une approche morphologique du communisme soviétique (qu'on s'intéresse à l'idéologie officielle du parti communiste ou aux pratiques du régime de l'URSS) tend nécessairement à distinguer ce dernier du socialisme même lorsque la tradition socialiste est considérée « dans toute sa variété »¹¹⁹⁰. Par conséquent, sans arbitrer la question de savoir quel courant incarne le véritable socialisme (ou marxisme), on peut légitimement se demander si la « social-démocratie » et le « communisme » appartiennent à la même famille idéologique¹¹⁹¹. Pour

¹¹⁹⁰ « Undoubtedly, twentieth-century communism, mainly within the Soviet Union and East European societies, needs also to be considered for membership of the socialist family. An analysis both of the official political ideology of communism and of its political practice—that is, of the perimeter concepts and ideas in actual use—reveals the marginalization of liberty, and its replacement by a state centralism and the elevation of politically aware and functional elites above the welfare of the masses. Whether or not this is socialism is a moot point, for self-definition cannot be our only guide, and it departs substantially from the nineteenth-century socialist tradition in all its varieties. » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p480

¹¹⁹¹ « On the other hand, it is impossible to ignore the popularization of the label socialism in common linguistic usage for this illiberal, authoritarian, and potentially totalitarian doctrine, not the least by the detractors of socialism. Names eventually signify what many people take them to mean. Yet this begs the question whether

Freedon, malgré les contradictions « théoriques » et les conflits politique entre marxisme-léninisme et socialisme « orthodoxe » (ou social-démocratie travailliste), il est pertinent de considérer que ces différents courants appartiennent à la même famille idéologique car le marxisme-léninisme est une adaptation « autoritaire » du socialisme à une culture et un contexte politique spécifique¹¹⁹². Néanmoins, cette inclusion ne s'étend pas au « *post-leninism* » en Europe et en Asie¹¹⁹³. En s'inspirant de cet exemple, on peut reformuler le problème que nous cherchons à mettre en lumière de la manière suivante : le concept d'illibéralisme doit-il souligner l'appartenance de la *New Right* à la famille idéologique conservatrice comprise dans un sens large, dont l'illibéralisme ne serait qu'une adaptation « autoritaire » à un contexte spécifique, ou rendre intelligible la rupture entre les idées de la *New Right* et celles du conservatisme ? Puisque l'étude de l'illibéralisme s'intéresse à un phénomène contemporain, nous n'avons pas la prétention ici de répondre à cette question ici et nous nous contenterons de souligner son importance pour la compréhension du phénomène illibéral, indépendamment de la fonction attribuée au concept. Toutefois, puisque l'objectif de notre recherche est de questionner la pertinence du concept d'illibéralisme, et non d'en fixer sa définition, il nous semble judicieux de proposer une ébauche de « morphologie idéologique » de l'illibéralisme à titre exploratoire, sans statuer définitivement sur le statut du concept d'illibéralisme en lui-même.

from the horizon of the 1990s communism and social-democracy belong to the same ideological family, irrespective of their shared origins. » *Ibid.*, p480

¹¹⁹² « In some cases, as with Leninism, which incorporated a disparaging attitude to working-class organization and entrusted the formulation of socialist ideology to a vanguard intelligentsia, a legitimate variant of Marxism can be recognized. As a commentator has correctly observed of Marxist socialism and Leninist communism, 'the most contradictory aims could be and were deduced with equal logic from the same theoretical formulations'.¹¹¹ That is to say, cultural adjacencies have to be employed to arbitrate among the multiple logical paths at the disposal of those orthodox socialists, but each may claim legitimacy in terms of its relationship to the core. Leninism undoubtedly reflected aspects of authoritarian Russian political culture, and the lack of capitalist development and of trade-unionism, quite different from its central and Western European counterparts. » *Ibid.*, p481

¹¹⁹³ « However, in other cases, and in post-Leninist communist systems both in Europe and in Asia, the core socialist concepts we have identified are either lacking, or present in a decontestation so peculiar as to be removed from association with the predominant meanings conferred on them by the socialist tradition. The espousal of totalitarian dictatorship by an entrenched minority in the name of socialism is not an attractive way of claiming membership in the family of socialisms. » *Ibid.*, p481

1. Les enjeux de l'approche morphologique des idées conservatrices

Pour éclairer notre démarche analytique à l'égard du concept d'illibéralisme, il convient au préalable d'explicitier certaines des difficultés propres à l'étude du conservatisme, ce qui permet de comprendre la spécificité de la conceptualisation du conservatisme de Freedden. En effet, la définition et la cartographie des idées conservatrices rencontre une série de problèmes épistémologiques et analytiques spécifique, qui résulte principalement du fait que les conservateurs considèrent (généralement) que le conservatisme n'est pas une idéologie, mais une « mentalité », caractérisée par une forme de scepticisme à l'égard du changement politique et un attachement à la tradition¹¹⁹⁴. Comme le rappelle Freedden, les « intellectuels » conservateurs tels que Michael Oakeshott et leurs opposants ont ainsi historiquement perpétué le narratif selon lequel le conservatisme se caractériserait par une forme d'anti-intellectualisme et d'antirationalisme¹¹⁹⁵, ce qui expliquerait pourquoi les conservateurs seraient intrinsèquement sceptique à l'égard du « progrès » et des idéaux abstraits qui le justifie dans les idéologies libérale et socialiste. L'idée selon laquelle le concept d'idéologie est synonyme de dogme ou de doctrine (unifiée) est donc précisément défendue par les intellectuels conservateurs parce qu'elle s'oppose au « pragmatisme » de la mentalité conservatrice. De fait, en comparaison des idées libérale et socialiste, qui font historiquement

¹¹⁹⁴ On peut noter que cette façon de penser le conservatisme est relativement commune en France, comme le montre l'exemple des manuels d'histoire des idées de Philippe Nemo ou Olivier Nay. Ce dernier rejette ainsi explicitement le fait de considérer le conservatisme comme une idéologie (même en recourant à une approche compréhensive) :

« L'histoire de la pensée conservatrice est difficile à construire. La notion « conservatisme » est en effet équivoque et ne permet guère d'identifier une famille politique soudée autour d'un noyau de propositions éthiques ou politiques. Être « conservateur » désigne avant toute chose un état d'esprit, une sensibilité générale aux valeurs traditionnelles exprimées dans les conventions sociales, la morale et la religion. On parle à cet égard de conservatisme social, moral ou religieux. Le mot recouvre alors imparfaitement le terme « traditionalisme ». Le conservatisme permet d'évoquer, ensuite, un ensemble d'attitudes, de croyances et de doctrines dont le point commun est l'hostilité aux projets politiques visant le changement social. On parle plutôt, à ce titre, de conservatisme politique. Être conservateur désigne alors une attitude générale favorable au maintien des institutions et des règles héritées du passé. » NAY Olivier, *Histoire des idées politiques* - 2e éd., Armand Colin, 2016. p543-544

¹¹⁹⁵ « On that understanding, to allege that conservatives do not have an ideology is a particularly offensive insinuation, since it implies that they are incapable of thinking about politics in a way that can be analysed or understood by even the rawest of observers or scholars. Needless to say, conservatism's ideological opponents have frequently taken a harsh view of its intellectual packaging, following in Mill's footsteps when he called conservatives 'the stupidest party'. That view of the political organization has rubbed off on the ideas it has been assumed to carry, though it would be well to recall our earlier dissociation from the automatic linkage of party and ideology. Remarkably, proponents of conservatism have shared this deep-rooted image of anti-intellectualism. As one of them, F. J. C. Hearnshaw, remarked without a hint of apology: 'It is commonly sufficient for practical purposes if conservatives, without saying anything, just sit and think, or even if they merely sit.' » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p317

l'objet d'une littérature fournie en raison de leur richesse « doctrinale », les idées conservatrices sont moins étudiées¹¹⁹⁶, parce qu'elles semblent absentes d'une « idéologie » qui semble moins être structuré par une constellation d'idées, que par une épistémologie s'opposant au théoricisme et au rationalisme¹¹⁹⁷. Par conséquent, il est courant de penser que le conservatisme se définit par sa minceur doctrinale, et par le rejet du changement politique :

« It is commonly held, both by conservatives and by their critics, that conservatism is primarily concerned with upholding the status quo. This is, it is argued, its central defining feature, a feature that substitutes for the absence of specific core and adjacent beliefs and values concerning social justice, liberty, democracy, and so on. The archetypal exposition of that view has been put forward by Samuel Huntingdon, in his article 'Conservatism as an Ideology.. Conservatism, he further argued, is not transmitted over time, nor does it have an evolving and growing body of works attached to it and subject to constant reinterpretation. Its life pattern is more like a series of sudden births and sudden deaths, activated when provoked, dormant or absent when not »¹¹⁹⁸.

Ainsi, penser le conservatisme comme une idéologie « positionnelle » à l'image d'Huntington permet de comprendre la très grande plasticité du conservatisme, c'est-à-dire le fait que les conservateurs ne défendent pas les mêmes idées selon les contextes géo-historiques et qu'ils semblent constamment « recycler » les idées de leurs adversaires, qu'ils s'agissent de la nation, de la démocratie, voire de la tradition libérale en elle-même¹¹⁹⁹. Le conservatisme apparaît donc comme idéologie « chamélonne »¹²⁰⁰ sans structure idéale propre qui se

¹¹⁹⁶ *Ibid.*, p318-319

¹¹⁹⁷ On notera que cette façon de penser le conservatisme s'appuie sur une historiographie du conservatisme centrée sur la tradition britannique et les figures de Hume, Burke, Oakeshott et Hayek, qu'on retrouve dans l'ouvrage de Y. Hazony « Conservatism : a rediscovery » (2022).

¹¹⁹⁸ FREEDEN Michael, *op. cit.* p329

¹¹⁹⁹ « It can explain among others why conservatism, more than other ideologies, appears to adopt different guises; why, for instance, conservatives in the nineteenth century entertained a hierarchical and strictly inegalitarian notion of communal responsibilities, whereas before the First World War some of them began to defend the older liberal traditions—by then more appropriately termed libertarian—of atomistic individualism and a free market, and why in the 1950s conservatives appeared reconciled to the redistributionist welfare state. The superficial explanation would relate to movements in opposing ideologies, such as liberalism, which occurred at a pace some of the latter's adherents (Herbert Spencer, for example) could not tolerate. Conservatives are hence simply residual opponents to whatever is new, and they move into positions abandoned by groups that undergo change, especially when 'the pace of history gets out of control.' » *Ibid.*

¹²⁰⁰ L'expression, reprise par Freeden de manière critique est tiré de : TANNISJO Torbjorn, *Conservatism for Our Time*, Routledge, 1990.

confond avec le traditionalisme¹²⁰¹. Or, cette définition « positionnelle » du conservatisme qui repose sur le postulat selon lequel il existe une pluralité de traditions et par conséquent de conservatismes, conduit logiquement à opposer le conservatisme à toute forme de radicalisme et de volontarisme politique, mais également à toute tentative de formalisation des idées conservatrices – y compris par les conservateurs eux-mêmes¹²⁰². Si le fait de conceptualiser le conservatisme de cette manière semble *a priori* satisfaisant pour établir une distinction claire entre une idéologie conservatrice intrinsèquement modérée et pragmatique, et une idéologie illibérale radicale et doctrinaire, cette approche a donc en réalité un potentiel heuristique très limité. En effet, le postulat selon lequel les conservateurs sont intrinsèquement favorable à la tradition et donc à la préservation du « *statu-quo* » est un narratif qui est à la fois erronée sur le plan politique et sur le plan intellectuel. Comme le montre de façon éclairante Freedman – ainsi que les travaux critiques de l’anti-constructivisme hayékien¹²⁰³ – un traditionalisme sincère condamnerait normalement les conservateurs à ne jamais interférer avec le cours de l’histoire et à laisser l’évolution « spontanée » de la tradition suivre son cours, et par extension, à préserver les institutions et les changements dans l’ordre social qui se sont progressivement incrémentés dans chaque société, ce qui est précisément rejeté par les conservateurs. Malgré leur posture anti-constructiviste et leur anti-rationalisme, les conservateurs sélectionnent donc dans chaque tradition certaines idées et institutions précises, et ils orientent le changement politique dans la direction correspondante. De fait, loin d’être cantonné à la posture politique « passive » et non-interventionniste défendue par Oakeshott, les acteurs politiques conservateurs promeuvent activement certaines idées et certaines formes d’organisations sociales par tous les moyens à leur disposition, ce qui

¹²⁰¹ « This may be termed the 'chameleon' theory of conservatism. Tannsjo has reiterated the Huntingdonian analysis, though without referring to Huntingdon himself. He discusses an 'ideal' conservatism which asserts that 'traditional modes of behaviour have intrinsic value or, rather, that it is good in itself that traditional modes of behaviour be sustained'. Notably, traditionalism endorses no specific content but 'means a kind of faithfulness to an existing and well established practical knowledge of how to conduct a certain activity » FREEDMAN Michael, *op. cit.*

¹²⁰² Nous faisons ici références aux critiques formulées par Oakeshott à l’encontre de Hayek, Strauss et Voegelin à propos de leur rationalisme et de leur constructivisme. Cette question (définir ou pas le conservatisme) constitue par ailleurs un enjeu majeur qui continue à opposer les intellectuels conservateurs. A titre d’exemple, on peut opposer les définitions « positionnelles » du conservatisme de Huntington et Tannsjo aux travaux de Noël O’Sullivan : O’SULLIVAN Noël, *Conservatism*, Dent, 1976 O’SULLIVAN Noël, « Conservatism », in *Contemporary Political Ideologies*, Routledge, 1993.

¹²⁰³ LÉGÉ Philippe, « Hayek », *L’Economie politique*, n° 36, 2007 LÉGÉ Philippe, « Le mirage du libéralisme hayékien », *Revue Française de Socio-Economie*, n° 3, 2009. Voir également sur ce point : FLEURY Jean-Matthias, « Lire Hayek sérieusement », *Agone*, n° 61, 2017.

implique un recours à la technique, à l'interventionnisme étatique et à une forme de volontarisme politique¹²⁰⁴. Incidemment, on peut d'ailleurs noter que ces problèmes dans la définition du conservatisme fournissent des clés de compréhension de l'illibéralisme en lui-même parce qu'elles soulèvent des difficultés politiques concrètes au sein de la nébuleuse illibérale, tant au sein de la première génération de la *New Right* qu'aujourd'hui au sein de la *NatCon*. A titre d'exemple, on peut voir que le manifeste de la *NatCon* repose sur une définition positionnelle du conservatisme axée sur la préservation de chaque tradition nationale, ce qui permet de rassembler tous les conservatismes indépendamment de leurs divergences « idéologiques » et de leurs différences culturelles au sein d'une internationale illibérale¹²⁰⁵. Dans le même temps, ce postulat implique une forme de relativisme où toutes les traditions politiques seraient égales ce qui contredit l'idée d'une supériorité morale de la tradition judéo-chrétienne (et anglo-américaine), ou encore, celle d'une hégémonie du nationalisme états-unien au sein des droites dans le monde¹²⁰⁶. De manière révélatrice, la posture positionnelle semble donc émerger naturellement au sein de la *NatCon* parce qu'elle

¹²⁰⁴ « The reality of conservatism was more complex. When the apparent tension began to manifest itself, conservatives were experiencing the peculiar difficulties that arise from the nature of their ideology. After a long spell of ideological stability, during which the Disraelian paternalist tendency had been pitted against liberal attempts at moderate economic and political change, the conservatives were attacked by progressive ideologies on the very ground on which they thought themselves safe—the role of the state and the harnessing of political power to further national ends. Nineteenth-century conservatism had attached political concepts such as authority and the general good to a view which entrusted government to the upper classes, which regarded those classes as the repository of the interests of all the governed, and which used the state as a device to secure the existing social and political order. Suddenly, as it were, the control of the state was about to be wrested, ideologically speaking, out of those wise hands. The paternalistic state gave way, in the political arguments of new liberals and socialists alike, to an activist, transformatory state which, under democratic control, would engage in as wide a range of undertakings as possible, with the aim of catering to the expressed or unarticulated needs of the populace. » FREEDEN Michael, *op. cit.* p349

Sur ce point, on peut compléter le rappel « historique » de Freeden par des références non-exhaustive à toute la littérature classique en science politique sur la construction de l'Etat-nation au XIXe siècle et le modèle de l'autoritarisme conservateur et modernisateur décrit à la fois par J. Linz, C. Tilly et G. Hermet, ou encore à la rupture entre la tradition et le conservatisme « capitaliste » décrit par K. Polanyi : POLANYI Karl, *The Great Transformation*, Farrar & Rinehart, Incorporated, 1944 ARDANT Gabriel et POLITICS Social Science Research Council (U S.) Committee on Comparative, *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton University Press, 1975 HERMET Guy, « Dictature bourgeoise et modernisation conservatrice », *Revue française de science politique*, 25, 1975 LINZ Juan J., « State building and nation building », *European Review*, 1, 1993.

¹²⁰⁵ <https://nationalconservatism.org/national-conservatism-a-statement-of-principles/>

¹²⁰⁶ Sur ce point, voir les controverses particulièrement instructives provoquées par le manifeste de la *NatCon*. Sur le « relativisme » et la trahison du nationalisme américain voir les critiques formulées par les néoconservateurs américains tels que Charles R. Kesler à la *NatCon* et les réponses qui ont suivi de la part des signataires : « National Conservatism and Its Discontents », *Claremont Review of Books*, <https://claremontreviewofbooks.com/national-conservatism-and-its-discontents/>. Sur l'ethno-centrisme « anglo-saxon » du manifeste, voir les critiques formulées par des conservateurs européens (et américains) dans la revue *The European Conservative* : An Open Letter Responding to the *NatCon* "Statement of Principles" (2022) <https://europeanconservative.com/articles/commentary/an-open-letter-to-natcon/>

permet de créer un consensus entre les différents courants du conservatisme qui la compose, toutefois le flou idéologique qui résulte de cette stratégie génère nécessairement des critiques de la part des factions de la *New Right* qui défendent une doctrine et un agenda politique clair et cohérent de rupture avec le libéralisme, à l'image des intégralistes catholiques.

Toutefois, le fait de critiquer la conception « positionnelle » du conservatisme n'enlève rien au problème de la définition du conservatisme. La conceptualisation du conservatisme doit nécessairement répondre au défi de la multiplicité des conservatismes – en particulier de l'existence d'une pluralité de traditions conservatrices, qui sont parfois complètement étrangère l'une à l'autre – et de la plasticité du conservatisme, c'est-à-dire de sa capacité à muter de façon drastique. Ainsi, malgré l'importance de la figure de Burke dans l'historiographie conservatrice, ce dernier ne représente que l'un des différents courants « contre-révolutionnaire » qui sont apparus en réaction à la révolution française. De même, il est difficile de fixer une liste d'idées conservatrices stable similaire à celles du libéralisme et du socialisme quand on prend en compte les métamorphoses successives des partis conservateurs au cours du XXe siècle, puisqu'après avoir été les partisans les plus farouches de l'Etat « gendarme » jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, les partis conservateurs du Nord global se sont ralliés au modèle de l'Etat-providence et du fordisme, avant d'abandonner ce dernier au profit de l'interventionnisme « paradoxal » du modèle néolibéral¹²⁰⁷. Fort de ce constat, il est tentant d'abandonner le concept de conservatisme pour privilégier une approche plus ciblée, en distinguant d'un côté les différents « lignages » de la droite sur le plan généalogique¹²⁰⁸, et en étant attentif à la pluralité des contextes géo-historiques, ce qui permettrait de justifier de façon élégante la conceptualisation d'une idéologie illibérale autonome dans la continuité de Waller, Laruelle, Johnston ou encore Tait¹²⁰⁹. Toutefois, cette orientation méconnaît la véritable fonction – ou l'apport central – de

¹²⁰⁷ FREEDEN Michael, *op. cit.* p331-332 ; 385-388.

¹²⁰⁸ Comme font par exemple Aron et Buzogany (voir : VARGA Mihai et BUZOGÁNY Aron, « The Two Faces of the 'Global Right' », *Critical Sociology*, 48, SAGE Publications Ltd, 2022., ou encore : BOURKE Richard, « What is conservatism? », *European Journal of Political Theory*, 17, SAGE Publications, 2018. Bourke, R. (2018). *What is conservatism? History, ideology and party. European Journal of Political Theory*, 147488511878238.

¹²⁰⁹ Sur ce point, nous renvoyons aux développements du chapitre précédent, voir : JOHNSTON Savannah, « What Enemy Hath Done This? » [en ligne], *CGU Theses & Dissertations*, 2020 WALLER Julian G., « Disentangling Authoritarianism and Illiberalism in the Context of the Global States System », *Journal of International Affairs*, 75, Journal of International Affairs Editorial Board, 2022 LARUELLE Marlene, « Illiberalism », *East European Politics*, 38, Routledge, 2022 TAIT Joshua, « American Illiberal Thinkers », in *The Oxford Handbook of Illiberalism*, Oxford University Press, [s. d.], [consulté le 26 août 2024].

l'approche morphologique de Freeden, puisque cette dernière vise précisément à appréhender la structure conceptuelle macroscopique des idéologies sans trahir leur flexibilité et leur adaptabilité. De fait, il serait difficile de justifier le fait que le concept de « conservatisme » soit abandonné du fait de sa trop grande abstraction, sans étendre ce constat aux concepts de « libéralisme » et de « socialisme », ce qui impliquerait en réalité de rejeter toute forme de démarche « idéale-typique » en matière d'étude des idées politiques. Il est donc crucial de comprendre comment Freeden tente de résoudre le « puzzle morphologique » de l'idéologie conservatrice pour cerner le carrefour analytique qui est au cœur de ce chapitre.

Pour pallier les défauts de la conception positionnelle du conservatisme, et les impasses d'une conception trop rigide de sa structure conceptuelle, Freeden va appréhender la morphologie idéologique du conservatisme d'une manière spécifique en rétrogradant les idées qui sont normalement au cœur de chaque idéologie telles que la liberté, l'égalité, ou encore l'intérêt général, dans la catégorie des concepts « adjacents » et/ou « périphérique »¹²¹⁰. En lieu et place de ces idées centrales dans la compréhension des idéologies, Freeden va formuler une série de concepts fondamentaux spécifique au conservatisme :

- Le premier de ces concepts fondamentaux est celui de « changement organique ». Il vise à appréhender la nature faussement positionnelle du conservatisme, c'est-à-dire le fait que les conservateurs ne sont pas hostiles au changement politique, mais favorable à un changement contrôlé qui repose sur une « conception accumulative » de l'histoire¹²¹¹. Le conservatisme se définit donc partiellement par la promotion d'un ordre social précis, qui est identifié grâce à une lecture sélective de chaque tradition,

¹²¹⁰ « What conservatives protect at one point in time cannot be, if discarded later on, part of the substantive core of the same ideological family. Fixed conservative lists, as will be seen in the light of the discussion below, are almost entirely composed of adjacent and peripheral concepts which are in principle eliminable. » FREEDEN Michael, *op. cit.* p332

¹²¹¹ « Here is the first core component of conservative ideology. To ransack conservatism for the substantive core concepts and ideas located in rival progressive ideologies, such as liberty, reason, sociability, or welfare, is to look in the wrong place. For conservatives, those concepts are merely adjacent to the core problem of controlling change, and teased out only as a response to the threat of artificial, humanly devised, change, a threat that carries with it the prospect of potential entropy. Thus, the decontestation of history as organic growth renders change acceptable because it is conducted within proven frameworks, because its pace does not exceed the ability of people to adjust to it, because it is not destructive of the past or of existing institutions and practices, and because it does not appear to be instituted by human design. » *ibid.*, p333

ce qui signifie qu'il s'agit d'une représentation et non d'une traduction historique exacte¹²¹².

- Le deuxième de ces concepts fondamentaux, qui est étroitement lié au premier, n'est pas précisément défini par Freedman mais il renvoie à l'idée selon laquelle l'ordre social a une origine « extra-humaine »¹²¹³. Cette origine peut être comprise comme « naturelle », c'est-à-dire liée à une certaine représentation de la nature, de la biologie ou de la psychologie humaine, ou de l'histoire des sociétés humaines, ou encore comme d'origine « divine »¹²¹⁴. La principale conséquence de cette origine extra-humaine de l'ordre social est qu'elle interdit en principe la constitution d'un ordre social « artificiel » par le biais du planisme ou de l'ingénierie sociale, ce qui délimite le périmètre du « champ politique » et justifie la préservation de l'ordre social en question.
- Le troisième et dernier de ces concepts fondamentaux vise à appréhender la nature « réactive » et « réflexive » du conservatisme¹²¹⁵. Dans la continuité de Mannheim, Freedman cherche ici à retranscrire le fait que le conservatisme se définit comme un « contre-mouvement », comme une idéologie dont les idées sont les « antithèses » de

¹²¹² « The conservative understanding of organic change as a core concept, and its disavowal of other kinds of change, postulates a specific diachronic reading—a construction of a tradition—as part of its ideological synchrony. From that perspective, any conservative ideology centrally incorporates a view of change that appears to shore up current, or recent, synchronic arrangements, but it does so with a view to maintaining a balance over time. A diachronic interpretation of the present, in which the structure rather than the contents of the diachrony requires protection, is a ubiquitous morphological feature of conservatism. Through it a specific version of historical continuity secures the preservation of social order per se. The accumulative conception of history in which conservatives locate change involves a particular reading of practices rather than an accurate and concrete representation of 'what actually happened'. » *Ibid.*

¹²¹³ « The defence of a specific, 'normal' type of change is significantly assisted by a second core component of conservatism that underlies whatever quasi-contingent guises its various manifestations may borrow: a belief in the extra-human origins of the social order, i.e. as independent of human will. It is undoubtedly a substantive and valorized core concept, though not always recognized as such by its practitioners. The phrase 'extra-human', rather than the more common phrase 'natural', is deliberate because it is an intriguing extension of the latter. » *ibid.*, p334

¹²¹⁴ « The search for harmony, equilibrium, and order—itsself a raising of the concern with change to a state of awareness—has adopted many forms. God, history, biology, and science, as understood by different generations, have served in turn as the extra-human anchor of the social order and have been harnessed to validate its practices. » *ibid.*

¹²¹⁵ « Because this reactive, enforced, and reluctant reflectiveness is insufficient to be graced with the term dialectic, and does not indicate an intellectually enterprising ideology, we may term the third core feature of conservatism its mirror-image characteristic. But the mirror-image phenomenon operates in a more subtle and distinctive manner than allowed for by current scholarship. It ensures that conservative thinking converts the typical core, valuearticulating, political concepts of its progressive assailants into merely secondary, adjacent concepts. More precisely, conservatives develop substantive *antitheses* to progressive core concepts, such as reason, equality, or individuality, but then (often unconsciously) ». *ibid.*, p336
assign them only adjacent status within the conservative morphology.

celles du libéralisme et du socialisme, ce qui explique la prégnance des « anti-concepts » tels que l'antiégalitarisme, l'anti-individualisme dans les conservatismes en général, et le fait que les conservateurs aient traditionnellement été antirépublicain et antidémocrate. Selon Freeden, c'est ce dernier *core concept* qui explique la plasticité du conservatisme, et pourrait-on ajouter, l'alternance entre des phases historiques où le conservatisme est « dormant », avec les moments d'ébullition soudaine de la pensée et des forces politiques conservatrices.

La morphologie idéologique du conservatisme dressée par Freeden conduit donc logiquement à inclure la *New Right* dans le périmètre du conservatisme, contre les travaux opposant la radicalité et le populisme de cette dernière à un conservatisme modéré et élitiste¹²¹⁶. Il semble en effet difficile de nier que ces trois « *core concepts* » permettent de rendre intelligible les idées de la *New Right*, et par extension, la structure conceptuelle de l'illibéralisme tout en expliquant la relation conflictuelle entre conservatisme « institutionnel » et illibéralisme. Le concept de « changement organique » permet ainsi d'appréhender la radicalité et le volontarisme politique des illibéraux, même s'il rompt en apparence avec la défense du « statu-quo » qui est supposément caractéristique du conservatisme. De même, le concept d'origine extra-humaine de l'ordre social décrit parfaitement l'insistance des illibéraux sur les origines divine et/ou naturelle des hiérarchies sociales et politiques, en particulier entre homme et femme, ou encore le lien indéfectible entre homogénéité ethnique et religieuse et ordre politique. Enfin, le concept de « réactivité » permet de comprendre la centralité de la critique du genre, du féminisme, du multiculturalisme, voire l'attrait pour le terme même « d'illibéralisme » chez les illibéraux, par opposition aux socialistes qui ne vont que rarement mobiliser le terme « d'antilibéralisme » dans leur combat contre le libéralisme.

¹²¹⁶ En allant plus loin, on pourrait d'ailleurs émettre l'hypothèse selon laquelle la volonté d'inclure l'autoritarisme de la *New Right* dans le périmètre du conservatisme conduit à un biais téléologique dans son travail, ce qui expliquerait potentiellement le fait qu'il néglige l'importance des conflits dans la famille idéologique conservatrice, et la spécificité du conservatisme antimoderne et « aristotélicien » de Arendt, Anscombe et MacIntyre. Inversement, on peut considérer que la conceptualisation du conservatisme de Freeden permet de réconcilier les approches compréhensives et les approches critiques de l'idéologie conservatrice parce qu'elle dévoile le caractère relatif de ces conflits sans méconnaître la pluralité des traditions et des doctrines du conservatisme.

En résumé, le statut du concept d'illibéralisme dépend nécessairement de la façon dont on conceptualise le conservatisme. Que le postulat quant à la définition du conservatisme soit explicite ou non, il oriente façon d'appréhender l'illibéralisme en tant que phénomène, et la façon de conceptualiser l'illibéralisme, comme une mutation du conservatisme ou une idéologie concurrente à l'une de ces branches. Par conséquent, il nous semble opportun de conceptualiser l'illibéralisme en étant attentif à cette problématique.

2. *La morphologie idéologique de l'illibéralisme*

Fort de ce constat, il nous apparaît pertinent de recourir directement à l'approche morphologique de Freedén pour conceptualiser l'illibéralisme, ce qui n'a pour l'instant été réalisé que par Ruzha Smilova dans le chapitre intitulé « *Ideational Core of Democratic Illiberalism* » au sein du RHI, et dans une autre mesure par Laruelle. Toutefois, nous tenons d'abord à souligner le fait que ce travail nécessiterait une démarche collective et pluridisciplinaire, avec une approche à la fois théorique et empirique pour lui rendre justice – c'est-à-dire un ouvrage en soi – à l'image du livre co-dirigé par Benjamin Franks, Nathan Jun et Leonard Williams « *Anarchism: a conceptual approach* » ou celui de Rachel S. Turner « *Neo-liberal ideology: history, concepts and policies* ». On peut d'ailleurs noter que la pluridisciplinarité (et/ou interdisciplinarité) qui caractérise les ouvrages précités fait partiellement défaut à l'œuvre de Freedén, ce qui peut expliquer son absence relative de réception en science politique et en particulier en politique comparée. Bien que Freedén défende l'autonomisation de la théorie politique vis-à-vis de la philosophie et le recours aux sciences sociales dans toute leur diversité, ce dernier mobilise surtout les productions idéologiques des intellectuels, c'est-à-dire la théorie politique au sens classique du terme. Comme nous l'avons évoqué en introduction, Freedén privilégie en effet le dialogue entre histoire et philosophie, en accordant une place centrale à l'herméneutique et à l'étude des discours. Il ne traite le droit, l'économie ou les politiques publiques que comme des « matériaux » secondaires dans les morphologies idéologiques qu'il dresse. De ce point de vue, bien que notre morphologie de l'illibéralisme ne soit qu'un prototype, il nous semble pertinent de mettre l'accent sur cette pluridisciplinarité dans la construction du tableau morphologique de l'illibéralisme afin qu'il soit à la fois « opérationnel » pour la théorie

politique et pour l'ensemble des sous-disciplines de la science politique¹²¹⁷. Cette orientation méthodologique qui s'inspire à des ouvrages précités sur la morphologie conceptuelle de l'anarchisme et du néolibéralisme nous a conduit à élaborer un tableau morphologique complet, incluant les « *core concepts* », et une liste non-exhaustive des « *adjacent* » et « *peripheral concepts* » de l'illibéralisme, ainsi que des exemples de traduction juridique concrète de ces différentes idées illibérales¹²¹⁸. Dans un deuxième temps, et pour améliorer la lisibilité de cette morphologie de l'illibéralisme, il nous a également semblé opportun de montrer comment cette morphologie pouvait compléter la conceptualisation de l'illibéralisme de Laruelle, en distinguant les « *scripts* » du libéralisme remis en question par les différents concepts fondamentaux de l'illibéralisme. De plus, pour mettre en lumière les apports de notre enquête et de notre cadre conceptuel, il nous a également paru opportun de souligner les points de divergence entre notre morphologie de l'illibéralisme et celle de Smilova.

Enfin, on notera que notre tableau permet à la fois de considérer l'illibéralisme comme une idéologie autonome, et comme un « courant » du conservatisme. Les différents concepts fondamentaux de l'illibéralisme que nous avons identifiés sont en effet compatibles avec les concepts fondamentaux du conservatisme que nous avons détaillé en amont. La typologie que nous avons élaborée peut donc à la fois se greffer à la morphologie idéologique du

¹²¹⁷ On peut néanmoins noter que Freeden est revenu ultérieurement sur ce point et qu'il a éclairci sa façon d'appréhender les « concepts politique » dans ses travaux plus récents, en adoptant une posture sociologique plus critique à l'égard du « logocentrisme », inspirée par Bourdieu :

« A further recalibration entails that, given the requirement, nourished by political philosophers, of articulateness and clarity in expressing ideas and demands, it is disconcerting for many of them that political thinking is fed through a multiplicity of performative filters and—no less instructively—a range of alternating silences. Political concepts can be acted out concretely as practices and they often appear nameless and unheralded. The heuristic unit we call a political concept may not only disintegrate or overlap; it no longer is 'automatically' the clearest or most efficient conveyor of political meaning. A notable precariousness of political concepts lies in their occasional inability to be voiced, and—when voiced—to be heard, and when heard, to be understood. As Pierre Bourdieu elegantly put it, 'what goes without saying comes without saying' (Bourdieu 1977: 167f.). Their anticipated chain of the production, transmission, and consumption of concepts is nebulous and requires deciphering at each of those distinct stepping stones. The test for political theorists is how to convert silent or obscured forms of expression, or those that are vocal or physical but not verbal, into the conceptual apparatus in which we have been trained. The question is whether you can act out a concept rather than verbalizing it: after all, politics is a field of activity. » FREEDEN Michael, « The Increasing Precariousness of Political Concepts », [s. n.], 2023.

¹²¹⁸ Il est ici nécessaire de préciser que Freeden ne formalise jamais la morphologie des idéologies qu'il étudie parce qu'il se concentre exclusivement sur ses *core concepts* afin de ne pas « figer » le tableau de l'idéologie en question, puisque les *adjacent* et *peripheral concepts* varie selon les contextes géo-historiques et les courants. Le fait de formaliser la morphologie idéologique de l'illibéralisme en incluant les *adjacent* et *peripheral concepts* peut donc prêter à des confusions et des malentendus sur la fonction de ce travail conceptuel, mais il a l'avantage de faciliter la compréhension de notre approche, et de montrer les apports du concept d'idéologie pour appréhender l'illibéralisme.

conservatisme de Freeden – ce qui implique de déplacer les concepts fondamentaux de l’illibéralisme au rang des concepts adjacents du conservatisme – ou être mobilisée de manière autonome. Pour cette même raison, et par souci de simplicité, nous avons également laissé de côté la distinction entre « *thick* » et « *thin ideology* » proposée par Freeden. Néanmoins, il nous semble utile d’indiquer que le fait de considérer l’illibéralisme comme une « *thin ideology* » pourrait constituer une piste de recherche particulièrement fertile pour comprendre comment l’illibéralisme est susceptible de se greffer au conservatisme *en pratique*, à l’image de la manière dont l’écologie politique et le féminisme peuvent se greffer au socialisme et au libéralisme¹²¹⁹. En effet, il est impératif de rappeler que la typologie de Freeden est strictement « idéelle ». Par conséquent, si les idéologies en tant que structure cohérente d’idées sont bien distinctes, rien ne les empêche de se mélanger et/ou de se combiner dans un ouvrage, dans les productions idéologiques des partis ou des politiques publiques.

¹²¹⁹ Sur ce point, nous renvoyons aux développements de Freeden sur l’autonomie du féminisme et de l’écologisme qui sont particulièrement précieux pour la réflexion sur l’illibéralisme et qui sont à mettre en parallèle de sa distinction entre socialisme et communisme post-léniniste :

« Are feminism and green political thought too eclectic to display the unifjue features of disparate ideological families? Should not many of their central arguments be subsumed under other ideological groupings, a condition that dilutes their uniqueness? Are they not on the whole amalgams of older political traditions, such as liberalism, socialism, or anarchism? Do they have cores and, if they do, are those cores sufficient to bear the weight of adjacent and peripheral concepts, or do they need to graft on to them the self-contained morphologies of other ideologies? There is a second problem, tied to the first but analytically distinct: if they are not eclectically diluted, can they exhibit a *full* spectrum of responses to the issues (as understood at the time and place) that political systems need to resolve or, at least, to address? Is their morphology too narrow to encompass the spread of conceptual decontestations we have come to expect of diverse ideological families? The options appear to be: extensive but eclectic or unique but truncated. » FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory*, Clarendon Press, 1996. p485-486.

2.1 Présentation de notre morphologie idéologique de l'illibéralisme

Morphologie idéologique de l'illibéralisme			
Concepts fondamentaux	Concepts adjacents	Concepts périphériques	Traduction juridique
Nation	nativisme, ethno-nationalisme, xénophobie, souverainisme	révisionnisme historique, dualisme juridique ethnique, anti-individualisme, anti-pluralisme	Législation anti-migrants, dénonciation des traités internationaux, non-respect des jugements rendus par les juridictions supranationales, législation interdisant ou limitant la sphère d'activité des ONG
Religion	Lecture théologico-politique de la modernité, non-séparation de l'église et de l'Etat, antirationalisme, fondationnalisme	"faith based welfare", promotion active de la foi religieuse par l'Etat, remise en question de laïcité, moralisation religieuse de la vie politique et de la sphère privée, dualisme juridique religieux	suppression du droit à la "sexual privacy", family bonds, prohibition et pénalisation de l'avortement, représentations des personnes LGBTQ+ interdites dans l'espace public, interdiction et/ou pénalisation du mariage homosexuel
Famille	Masculinisme, différentialisme sexuel, anti-welfare, anti-gender, anti-feminism	Natalisme, binarité du genre, Responsabilisation sociale de la familiale ("poor-law tradition")	
Décisionnisme	Anti-positivisme juridique, autoritarisme, « strong state »	Common-good constitutionnalism, anti-parlementarisme, limitation du contrôle du juge constitutionnel, rule by law	Remise en question des coutumes constitutionnelles assurant l'équilibre des pouvoirs, instrumentalisation des dispositifs constitutionnels favorables à la majorité au pouvoir (constitutionnalisme abusif), limitation des contre-pouvoirs verticaux et horizontaux
Marché	Marché dérégulé, Etat protecteur du marché	Démantèlement de l'Etat providence, politique de l'offre, Protection du capitalisme national	Suppression anti-trust, constitutionnalisation du free-market, fiscalité avantageuse pour les entreprises et les grandes fortunes

Pour élaborer ce tableau formalisant la morphologie de l'idéologie illibérale, nous avons combiné une approche émique, en nous appuyant sur les productions intellectuelles illibérales que nous avons étudié ; avec une approche étique, en mobilisant la littérature secondaire s'intéressant à l'illibéralisme et plus généralement à la *New Right* et au néolibéralisme. Comme nous l'avons indiqué, il est impératif de rappeler que ce tableau est non-exhaustif et qu'il a avant tout une vocation idéal-typique. A défaut de pouvoir consacrer des développements à chacun des concepts exposés dans cette morphologie, il nous semble opportun de s'arrêter brièvement sur les cinq concepts fondamentaux que nous avons dégagés et sur la façon dont ils sont délimités par certains concepts adjacents et périphériques :

- Le concept de « nation » traduit la centralité de la référence à la communauté nationale dans les discours et pratiques des acteurs illibéraux. Dans les productions idéologiques illibérales, le concept de « nation » est étroitement relié aux concepts de « nativisme » et de « xénophobie », ce qui signifie que l'idée de nation est décontestée d'une manière identitaire, comme une caractéristique d'un groupe « autochtone » ethniquement et culturellement homogène. Le concept de nation est donc « opérationnalisé » selon les contextes par les concepts d'anti-individualisme (la communauté nationale prime sur l'individu), d'Etat-dualiste (les membres de la communauté nationale doivent bénéficier de droits distincts des étrangers) et par la promotion active d'un roman national.
- Le concept de « religion » participe lui-même à la décontestation du concept de « nation ». Comme l'indique Hazony dans sa définition des principes constitutifs du conservatisme anglo-américain : « The state upholds and honors the biblical God and religious practices common to the nation. These are the centerpiece of the national heritage and indispensable for justice and public morals.»¹²²⁰ Le concept de religion occupe donc une place centrale du fait de l'importance de la lecture théologico-politique de la modernité libérale (c'est-à-dire l'idée selon laquelle le libéralisme-

¹²²⁰ « Conservative Democracy | Yoram Hazony », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 janvier 2019, [consulté le 26 août 2024].

progressiste est en soi une religion corrompue, qui promeut la « raison universelle » contre les enseignements de la tradition religieuse), et de la remise en question de la séparation entre l'Eglise et l'Etat dans les productions idéologiques illibérales. Selon les contextes et les acteurs politiques, le concept de religion est donc opérationnalisé par les concepts de théocratie, ou d'Etat-dualiste, c'est-à-dire par des idées visant à promouvoir activement la foi religieuse et à assurer la pénétration des principes religieux dans les sphères publiques et privées.

- Le concept de « famille » fait écho aux concepts précédents parce qu'il est associé à la critique de l'atomisme libéral. Il traduit l'idée selon laquelle la structure familiale patriarcale est « la fondation de toute la société civile »¹²²¹, ce qui rend sa préservation indispensable. Au sein de l'idéologie illibérale, le concept de « famille » est décontesté en opposition avec le féminisme, le genre et le *welfare state*, c'est-à-dire comme une institution reposant sur le mariage hétérosexuel et la différence sexuelle ontologique entre homme et femme. Le concept de famille est opérationnalisé par les idées en lien avec la promotion active de la structure familiale patriarcale et par le rejet voire l'interdiction de modèles familiaux alternatifs. Comme le montre l'exemple de l'ouvrage de Simpson, ces idées relatives au divorce, à l'avortement, à l'homosexualité, la sexualité non-reproductive sont également liées au concept de religion.
- Le concept de « décisionnisme » qui est au cœur de la théorie schmittienne de l'Etat, renvoie à l'idée d'un « Etat fort ». On peut définir ce dernier en s'appuyant sur les travaux de Renato Cristi¹²²². Le concept de décisionnisme synthétise en lui-même trois idées centrales dans l'œuvre de Schmitt, à savoir la supériorité du gouvernement des hommes sur les « règles générales et abstraites » (le « personnalisme »)¹²²³, la

¹²²¹ BECKER Gary S., *A Treatise on the Family*, Harvard University Press, 1993.

¹²²² « Decisionism constitutes, without doubt, the nucleus of Carl Schmitt's thought. The term 'decisionism', which he coins in his *Political Theology*, may be defined by the combination of three essential elements: personalism, exceptionalism and authoritarianism (Schmitt, 1922, 1985). First, like Hobbes, Schmitt seeks to substitute the rule of concrete personal decisions for the rule of abstract norms. He favours personalism over normativism. Second, he defends the view that only concrete decisions are able to deal, effectively and without delay, with exceptional situations. By themselves, abstract norms contain a moment of indifference or indeterminacy, and are intrinsically incapable of deciding on emergencies. Third, he rejects the erratic and irrational romantics for their incapacity to take decisive action and adheres to the counterrevolutionary politics of De Maistre and Donoso Cortés. This allows him to justify authoritarianism and, by admitting that decisionism is essentially dictatorship, he fires his first salvo against humanitarian liberalism. » CRISTI Renato, « Carl Schmitt », in *The Oxford Handbook of Ordoliberalism*, Oxford University Press, 2022, [consulté le 25 septembre 2024].

¹²²³ « First, Hobbes is the paradigm of Schmitt's personalism, whereby he embraces the rule of a personal will and

nécessité d'organiser le pouvoir politique de manière à répondre de manière effective et efficace aux crises politiques (« l'exceptionnalisme »)¹²²⁴ et enfin, la remise en question du modèle de l'équilibre des pouvoirs au profit d'un pouvoir exécutif concentrant tous les attributs de la souveraineté, à l'image du pape au sein de l'église catholique romaine (« autoritarisme »)¹²²⁵. Selon nous, c'est la centralité du concept de décisionnisme dans l'idéologie illibérale qui explique les différentes formes de remise en question du constitutionnalisme libéral et la confusion entre illibéralisme et autoritarisme. Le concept de décisionnisme étant opérationnalisé par la remise en question des contre-pouvoirs et par le renforcement du pouvoir exécutif, il conduit de façon inévitable à la remise en question de la fonction du constitutionnalisme libéral, voire, à la substitution de la *rule by law* à la *rule of law*.

- Enfin, le concept de marché, qui participe dans la théorie schmittienne à la conceptualisation du décisionnisme, est central dans l'idéologie illibérale parce qu'il est relié aux concepts de nation, de religion et de famille. Comme le montre de façon

rejects the rule of impersonal norms. Hobbes 'rejected all attempts to substitute an abstractly valid order for a concrete sovereignty of the state' (Schmitt, 1922, p. 33, 1985, p. 44). Schmitt quotes a passage from chapter 42 of the *Leviathan* where Hobbes writes: 'For Subjection, Command, Right and Power are accidents not of Powers but of Persons' (Schmitt, 1922, pp. 33–34, 1985, p. 45). Schmitt admits that he coins the term 'decisionism' to signal his agreement with Hobbes. This also marks his disagreement with normativism and the emphasis he wants to place on the rule of impersonal generality and rationality. Normativism manifests the domination of *ratio* over *voluntas*, of objectivity over subjectivity, of *Lex* over *Rex*. Sovereignty has now lost its personalist character. 'The sovereign, who ... had remained the engineer of the great machine, has been radically pushed aside. The machine now runs itself' (Schmitt, 1985, p. 62; 1922, p. 48; cf. Dyzenhaus, 1994) » *Ibid.*

¹²²⁴ « Secondly, it is ultimately the explanatory and existential force of the exceptional and abnormal that sustains what is to be considered normal and ordinary. Schmitt quotes from Kierkegaard: 'The exception explains the universal so that when one wishes to study the universal all one needs to do is to consider a warranted exception. The exceptional will place everything in a much clearer light than the universal itself. In the long run, endless talk about the universal becomes wearisome' (Kierkegaard, 1967, p. 93; cf. Schmitt, 1922, p. 22; 1985, p. 15). For Schmitt, then, the legally normal is defined and explained by an extraordinary will, the will of the sovereign. As an abstract concept, the sovereign is simply he who decides on the state of exception (Schmitt, 1922, p. 11; 1985, p. 5). In principle, there can be no definition of the exceptional. At best, one may approach this issue in terms of a political theology and operate on the analogy afforded by miracles as a manifestation of the supreme command of God over creation. A political theology appeals to divine omnipotence to justify the unlimited power of secular sovereigns who may miraculously suspend the rule of law, just as God's miracles suspend the laws of nature. » *Ibid.*

¹²²⁵ « Thirdly, decisionism describes Schmitt's favourite style of politics, one that shuns endless dialogue and compromise, and exercises decisive authority. His model politicians are Burke, de Maistre and Bonald. He describes them as active politicians who 'were always filled with the sense that they were not elevated above the political struggle, but were instead obligated to decide in favour of what they regarded as right' (Schmitt, 1986, p. 116). According to Schmitt, the infallibility of Popes constitutes the paradigm of sovereign authority. 'Infallibility was for him [de Maistre] the essence of the decision that cannot be appealed, and the infallibility of the spiritual order was of the same nature as the sovereignty of the state order' (Schmitt, 1922, p. 71; 1985, p. 55). » *Ibid.*

éclairante le manifeste de la *NatCon*¹²²⁶, le concept de marché traduit l'idée selon laquelle le capitalisme et le *free-market*, qui sont décontestés en opposition avec le planisme socialiste et le modèle libéral keynésien, sont constitutifs de la tradition occidentale. Lorsqu'il est combiné avec les concepts de famille et de religion, le concept de marché implique l'idée d'une remise en question de l'interventionnisme étatique en matière socio-économique (la « main gauche de l'Etat ») pour restaurer l'importance de la solidarité familiale et religieuse. A l'inverse, lorsqu'il est combiné avec les concepts de nation et décisionnisme, il implique l'idée d'un soutien au capitalisme national, par le biais d'un interventionnisme qui peut prendre la forme d'un soutien direct ou indirect. Selon les contextes et les acteurs politiques, le concept de marché est toutefois opérationnalisé de manière plus ou moins radicale, car le marché peut à la fois être considéré comme le support des autres *core concepts* de l'illibéralisme, ou au contraire, comme une menace pour ces derniers lorsqu'il prime de manière absolue comme au sein du libertarianisme.

De prime abord, on peut noter que les concepts de « nation », de « famille » et de « religion » sont probablement les plus consensuels au sein de l'idéologie illibérale. Ils sont présents de manière explicite dans les discours des acteurs illibéraux et dans les écrits des intellectuels illibéraux. Par conséquent, les concepts adjacents et périphériques qui délimitent ces concepts centraux dans la morphologie de l'illibéralisme peuvent être dégagés avec une perspective émique, puisqu'ils font l'objet des développements les plus importants dans les discours illibéraux. Dit autrement, les *core concepts* de « nation », « famille » et « religion »

¹²²⁶ « Free Enterprise. We believe that an economy based on private property and free enterprise is best suited to promoting the prosperity of the nation and accords with traditions of individual liberty that are central to the Anglo-American political tradition. We reject the socialist principle, which supposes that the economic activity of the nation can be conducted in accordance with a rational plan dictated by the state. But the free market cannot be absolute. Economic policy must serve the general welfare of the nation. Today, globalized markets allow hostile foreign powers to despoil America and other countries of their manufacturing capacity, weakening them economically and dividing them internally. At the same time, trans-national corporations showing little loyalty to any nation damage public life by censoring political speech, flooding the country with dangerous and addictive substances and pornography, and promoting obsessive, destructive personal habits. A prudent national economic policy should promote free enterprise, but it must also mitigate threats to the national interest, aggressively pursue economic independence from hostile powers, nurture industries crucial for national defense, and restore and upgrade manufacturing capabilities critical to the public welfare. Crony capitalism, the selective promotion of corporate profit-making by organs of state power, should be energetically exposed and opposed. » « National Conservatism: A Statement of Principles », *National Conservatism* (blog) <https://nationalconservatism.org/national-conservatism-a-statement-of-principles/>.

peuvent être considérés comme la face émergée de l'idéologie illibérale, parce que leur centralité peut facilement être appréhendée dans les productions idéologiques illibérales comprises dans un sens large et dans les *pratiques* des acteurs politiques illibéraux¹²²⁷. Surtout, ces trois *core concepts* sont stables sur le plan synchronique comme sur le plan diachronique. Ils sont à la fois centraux dans les productions idéologiques de la première génération et de la seconde génération de la *New Right*. A l'inverse, les *core concepts* de « décisionnisme » et de « marché » sont davantage sujets à controverse. Si le concept de « décisionnisme » est cohérent avec la conceptualisation ordinaire de l'illibéralisme dans la majeure partie de la littérature, puisque la critique et la remise en question effective du constitutionnalisme libéral est considérée comme la caractéristique centrale de l'illibéralisme contemporain, nous avons vu qu'il s'agissait en réalité d'un point de divergence au sein du collectif de pensée illibéral. Ainsi, pour les intellectuels qui s'approprient explicitement le label « illibéral » tels que Vermeule, la filiation intellectuelle (et juridique) avec le décisionnisme schmittien est revendiquée. En revanche, pour les illibéraux proches de la *NatCon* tels que Yoram Hazony qui revendique explicitement l'héritage de la révolution conservatrice menée par M. Thatcher et R. Reagan, il n'est pas question d'abandonner « l'Etat de droit » (et le « marché »)¹²²⁸. De plus, comme nous l'avons vu, l'influence des idées schmittiennes au sein des différents courants du néolibéralisme et dans la révolution conservatrice des années 1980 est elle-même méconnue du fait de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme. Dit autrement, il est aisé de constater la centralité du « décisionnisme » dans les productions idéologiques des illibéraux qui mobilise une lecture polanyienne de la crise du libéralisme parce qu'elle est explicite dans leurs discours. Toutefois, il est nécessaire de dépasser le discours des illibéraux « néolibéraux » de la première et de la seconde génération de la *New Right* qui mobilise une grammaire conservatrice du libéralisme pour appréhender l'influence des idées schmittiennes, de même chez les illibéraux « conservateurs » qui emploient une grammaire progressiste du libéralisme mais en privilégiant une lecture néo-tocquevillienne de la crise du libéralisme.

¹²²⁷ A titre d'exemple, on peut voir que les concepts de « nation » et de « religion » sont explicitement mentionnés dans le manifeste de la *NatCon*.

¹²²⁸ En filigrane, on peut également voir transparaître une tension vis-à-vis de l'héritage nazi dans le conservatisme révolutionnaire, puisque si Vermeule voit dans Schmitt l'un des intellectuels catholiques les plus importants du XXe siècle, Hazony adopte nécessairement une distance critique vis-à-vis de ce dernier du fait de son judaïsme, ce qui est également le cas des intellectuels qui revendique un héritage straussien, notamment au *Claremont Institute*.

On peut effectuer un constat symétriquement opposé vis-à-vis du concept de « marché ». La centralité de ce dernier est évidente dans les productions idéologiques des illibéraux « néolibéraux » qui mobilisent une grammaire conservatrice du libéralisme, tandis que chez les illibéraux « conservateurs », la référence au marché subsiste dans les discours, mais elle occupe une place secondaire. Enfin, la référence au marché est limitée, voire critiquée, dans les discours des illibéraux « auto-proclamés », bien qu’une étude plus approfondie montre que ces derniers ne sont en rien défavorables au capitalisme et au *free-market*¹²²⁹.

Pour exprimer plus clairement notre propos, on peut s’inspirer de la métaphore de Freedén consistant à comparer la morphologie d’une idéologie à la recette d’un cocktail, dont les concepts constituent les ingrédients¹²³⁰. Chaque idéologie est définie par la recette de son cocktail, bien que le dosage des différents ingrédients varie selon les contextes géo-historiques et les acteurs. En filant la métaphore, on peut considérer que les concepts de nation, de famille et de religion sont les ingrédients les plus facilement identifiables dans le « cocktail » illibéral. En revanche, les concepts de marché et de décisionnisme peuvent être plus difficiles à déceler. Ils ont tendance à se masquer mutuellement du fait des différents narratifs qui guident historiquement la compréhension du libéralisme et du néolibéralisme : à moins d’être familiarisé avec la lecture schmittienne du néolibéralisme, le mélange de ces deux ingrédients (le marché et l’Etat fort) paraît incongru, voire inconciliable. En résumé, si les cinq core concept que nous avons identifié sont des composants inélimables de l’illibéralisme, leur dosage varie dans les *discours* des illibéraux selon la grammaire du libéralisme et la lecture de l’historiographie libérale qu’ils mobilisent. Néanmoins, le fait de prendre en compte les

¹²²⁹ Il est ici important de noter que ce constat est également effectué par Sajó et Uitz :

« Is there a consistently illiberal social and economic policy? Given the predominance of the market- based paradigm prevailing in economics, this is certainly not a central concern of economics and political economy, and developmental policy studies are also using conceptual tools that absorb phenomena that could be treated as illiberal. Nevertheless, two areas of specific research emerge here. The first originates from the criticism of neoliberalism (whatever meaning is attributed to this vague term). The second concerns the economic policies adopted by illiberal regimes. In the context of the criticism of neoliberalism the research agenda shall answer the ideology- critical question: to what extent is this criticism inspired by illiberalism (especially anti- market and anti- private property bias)? Second, do the policies advocated by these critiques result in a unique kind of economic or social illiberalism? All this has implications for the general theory of liberalism and illiberalism, as well as to what extent liberalism has to encompass economic and social matters. »

There is some evidence that contemporary political illiberalism is only paying lip service to “those frustrated with the effects of globalization” (Vormann and Wienman 2020, 16) and will return to some kind of market neoliberalism. At the very least the logic of political power centralization dictates *étatisme* and politically distorted markets. Populists may try neoliberal policies, as happened in Peru under Fujimori, and this could contribute to their demise (see in particular Greece in 2019 in Pappas 2020). UITZ András Sajó Renáta, « A Compass for Illiberalism Research », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

¹²³⁰ FREEDEN Michael, *Ideology*, OUP Oxford, 2003.

jeux de langage dans lesquels ces discours s'inscrivent, et de s'intéresser aux « pratiques » des illibéraux, confirme la centralité et la cohérence de ces cinq concepts dans l'idéologie illibérale.

2.2 Comparaison de notre morphologie idéologique de l'illibéralisme avec la littérature existante

Pour faciliter la compréhension de notre approche morphologique de l'illibéralisme, il nous semble pertinent de souligner les éléments de continuité et de rupture entre notre conceptualisation de l'illibéralisme et les mobilisations du cadre conceptuel de Freedman dans la littérature. De fait, notre tableau morphologique diffère de celui de Smilova puisque cette dernière identifie trois concepts au cœur de l'illibéralisme démocratique¹²³¹ :

- (1) La souveraineté populaire absolue
- (2) L'ethno-nationalisme, l'anti-individualisme et l'anti-pluralisme
- (3) L'anti-globalisme et l'anti-libéralisme « économique »

Malgré la référence commune au cadre conceptuel de Freedman, notre morphologie de l'illibéralisme s'oppose partiellement à l'importance donnée au concept de « souveraineté populaire absolue » et elle conduit à une reformulation du concept d'anti-globalisme. Ces divergences s'expliquent selon nous par notre approche de l'illibéralisme, à l'aune de la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme, et par la lecture de l'historiographie du libéralisme et du néolibéralisme que nous mobilisons. De fait, si la souveraineté populaire absolue et l'anti-globalisme occupent une place importante dans les discours des acteurs illibéraux – que ce soit dans les écrits du collectif de pensée illibéral, ou dans les déclarations du personnel politique illibéral – il nous semble crucial de montrer que ces « idées » ne sont que des adaptations des concepts fondamentaux de l'illibéralisme à un contexte spécifique

¹²³¹ The distinct ideas that could be identified as the ideational core of democratic illiberalism are:

« (1) Unrestrained popular sovereignty: neither in foreign nor in domestic politics, neither externally nor internally, can liberal values and norms – such as international human rights law, the constitutional protection of individual and minority rights, and rule-of-law instruments – limit the general will, the ultimate source of political power.

(2) Ethno-nationalist “common good” anti-individualism and anti-pluralism: the ethnonational community (organized in an ethnically defined homogeneous nation-state), with its shared identity, common interests, and collective duties, enjoys strict priority over individuals with their interests, rights, and choices.

(3) Anti-liberal anti-globalism: prosperity of the nation-state may require: (a) aggressive protectionism of the national economy rather than free competition in the open global markets; and (b) (ethnicized) redistribution aimed at social cohesion. » SMILOVA Ruzha, « The Ideational Core of Democratic Illiberalism », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

(celui de la crise du néolibéralisme et du rejet de l'exportation de la démocratie de marché). La morphologie de l'illibéralisme dressée par Smilova apparaît donc trop « centrée » sur les discours des acteurs illibéraux en Europe centrale et orientale, qui sont eux-mêmes une réaction envers le discours des institutions européennes et de la transitologie. Cette façon d'appréhender le phénomène illibéral la conduit logiquement à produire une morphologie très « polanyienne », où l'illibéralisme est l'antithèse d'un néolibéralisme progressiste et globaliste. De manière opposée, nous avons cherché à montrer en quoi le discours des acteurs illibéraux devaient impérativement être replacés dans un jeu de langage, où il est nécessaire de continuellement interroger ce que signifie être « libéral » ou « illibéral ». Ce faisant, dans la continuité de Freedman (mais également de Rosenblatt) nous avons tenté de mettre en lumière le fait que le « libéralisme » qui avait été exporté dans le cadre de la transitologie ne pouvait être désigné comme tel qu'en recourant à une grammaire conservatrice ou lockéenne. Dit autrement, nous avons tenté de montrer la nécessité de situer le phénomène de rejet du libéralisme « de marché » dans le contexte du conflit idéologique de monopolisation du libéralisme. En effet, le fait que le rejet du « néolibéralisme » puisse être réalisé au nom de l'illibéralisme ne signifie pas que le néolibéralisme n'est pas lui-même antilibéral. Conséquemment, nous avons questionné la lecture polanyienne de l'illibéralisme en rappelant que le néolibéralisme n'est pas une forme d'ultra-libéralisme ou de fondamentalisme de marché¹²³², mais un courant intellectuel conservateur qui a participé au succès de la *New Right* à partir des décennies 1970-1980. Ce travail dans la délimitation de l'illibéralisme nous a conduit à souligner la cohérence entre les concepts de marché, de décisionnisme, d'ethno-nationalisme, de religion et de famille en montrant l'influence du modèle du « Strong state, Free economy » au sein de la révolution conservatrice des années 1980 et dans le moment illibéral contemporain. En résumé, sans chercher à nier l'importance des idées évoquées par Smilova dans les discours de certains acteurs illibéraux, le fait de considérer l'illibéralisme comme l'idéologie de la *New Right* nous a conduit à relativiser leur importance, voire, à montrer comment ces idées permettaient stratégiquement de dissimuler la continuité politique et idéologique entre néolibéraux et illibéraux.

¹²³² Il est crucial d'insister sur ce point, puisque ce narratif conduit à méconnaître le fait que le « protectionnisme » à la carte et la remise en question des institutions internationales et du « globalisme » a débuté dès la révolution conservatrice des années 1980, par conséquent, la mise en place de cet agenda par les dirigeants illibéraux ne constitue en rien une rupture avec la *New Right*.

De ce point de vue, il nous semble pertinent de montrer en quoi le tableau morphologique que nous avons dressé est relativement cohérent avec plusieurs des consensus au sein de la littérature. De fait, on peut rétrospectivement comprendre l'équation entre illibéralisme et anti-constitutionnalisme quand on constate la centralité du concept de « décisionnisme » dans les productions idéologiques illibérales. Même s'il existe un impensé dans la majorité de la littérature quant à la relation entre les concepts de marché et de décisionnisme – ce qui conduit à méconnaître le fait que le processus de dé-libéralisation politique a commencé dès les années 1980 dans les démocraties du Nord Global – on peut donc comprendre la relation de causalité entre illibéralisme et autoritarisme qui est généralement décrite dans les études de l'illibéralisme.

Surtout, notre morphologie idéologique de l'illibéralisme permet selon nous de compléter la conceptualisation de l'illibéralisme de Laruelle, qui elle-même permet de rendre intelligible les différentes dimensions du phénomène illibéral à travers l'identification de différents « scripts » du libéralisme. Dit autrement, la morphologie de l'illibéralisme doit permettre d'identifier les « idées » qui guident et permettent la remise en question de ce qu'on considère conventionnellement comme étant le libéralisme politique¹²³³, économique¹²³⁴, sociétal¹²³⁵ et géopolitique¹²³⁶ :

¹²³³ « Political liberalism defends the right of the individual to be protected as much as possible from state interference—both their political right to the “consentment of the governed” and their legal rights to private property. This political liberalism is closely related to democracy but should not be conflated with it. Their merging happened in a specific historical context, namely the post-World War II Western world, when some countries gradually converged on the idea that genuine democracy requires not only a statistical majority of 50 percent plus one vote, as well as free and fair elections, but also checks and balances and limiting majoritarianism by guaranteeing the rights of minorities. » Laruelle, « Introduction: illiberalism studies as a field ». *Ibid.*

¹²³⁴ « The second script is economic liberalism, which historically insisted on the sacredness of private property and the market economy. This script has now taken the form of neoliberalism—the key difference being that neoliberalism is highly constructive, implemented by states and supranational institutions to force liberalization, and therefore no longer reflects the original “laissez-faire” idea of the “minimal state” still promoted by libertarians. Economic liberalism advocates for privatization, deregulation, globalization, free trade, and austerity measures to reduce state intervention in the economy (Giroux 2004; Harvey 2007; Ayers and Saad-Filho 2015). » *Ibid.*

¹²³⁵ « The third script is societal liberalism, which stresses the emancipatory power of individual rights. Its philosophical principle is that collective structures such as the family are in fact reproducing traditional power relations and should therefore be challenged (Kaestle 2016). Born originally from the first script (expanding individual rights as much as possible), the third script is now related not to securing political rights, but to securing identity rights (Fukuyama 2018). This identity politics extends from recognizing the diversity of ethnic identities (as with the proliferation of new racial categories in the United States for Native Americans, Asians, and Hispanics, as well as the fight for the recognition of biracial categories) to legalizing the right to different sexual orientations (through same-sex marriage) and gender fluidity (the right to change gender or to reject binary gender identification). » *Ibid.*

¹²³⁶ « The fourth script, geopolitical liberalism, is composed of two interrelated components. The first is that, historically, liberalism (like capitalism) has been intrinsically linked to colonialism (Bell 2016). The huge

- (1) S'agissant du libéralisme politique, la remise en question de ce dernier semble principalement guidée par le concept de décisionnisme. L'adaptation de ce concept à différentes traditions juridiques expliquent le fait que le renforcement du pouvoir exécutif est un leitmotiv au sein de la *New Right*, malgré la diversité des processus de dé-libéralisation (parfois il s'agit d'une remise en question des coutumes constitutionnels et non du texte en lui-même, parfois une révision constitutionnelle et un affaiblissement des contre-pouvoirs). De manière complémentaire, on peut voir que les droits individuels de seconde et troisième génération sont remis en question par les concepts de nation, de religion et de famille, tandis que d'autres comme la liberté religieuse ou la liberté politique des « entreprises » peuvent être renforcés, alors que les droits individuels de première génération sont redéfinis de manière à exclure les minorités raciales et sexuelles.
- (2) S'agissant du deuxième script, notre morphologie se distingue de la conceptualisation de l'illibéralisme de Laruelle puisque nous définissons le libéralisme économique en mobilisant une grammaire progressiste, ce qui signifie que le libéralisme économique n'est pas synonyme de *free-market*, mais d'Etat-providence et de régulation du marché. Par conséquent, l'illibéralisme conduit bien à une remise en question du libéralisme économique, mais cette dernière débute avec l'abandon du modèle keynésien et l'abrogation de la législation *anti-trust* à partir des années 1980 au nom du *free-market* et du conservatisme social. Le concept de marché infuse donc ce processus, et il lui-même délimité par les concepts de nation, de famille, de religion et de décisionnisme, ce qui explique l'aspect « paradoxal » de l'interventionnisme étatique néolibéral et la combinaison en apparence contradictoire des politiques d'austérité et des politiques de l'offre¹²³⁷, ou encore la promotion des « valeurs traditionnels » par le biais de mécanisme de redistribution conditionnels¹²³⁸. De ce

postcolonial/decolonial literature considers that liberalism has essentially been written by Europeans; is intimately articulated with non-liberal practices of domination, exclusion, and deculturation; and has imposed an external blueprint that posits a universal political order (Bhambra 2007; Jefferess 2008). » *Ibid.*

¹²³⁷ On notera que notre approche permet d'expliquer les variations dans la mise en place de ce modèle et l'opposition relative entre les « globaliste » et les « protectionniste ». Ainsi, plus le concept de « nation » joue un rôle important dans l'adaptation de l'illibéralisme, plus la politique de l'offre sera orientée vers le capitalisme national et les traités internationaux seront dénoncés de manière opportuniste, sans que cela n'implique un basculement vers la nationalisation de l'économie.

¹²³⁸ Nous faisons ici référence au « faith based welfare » ou encore aux politique familialistes telles que les *family bonds*. Sur ce point, voir : COOPER Melinda, *Family Values*, Zone Books, 2017.

point de vue, on peut comprendre partiellement l'évolution du capitalisme contemporain (c'est-à-dire la fusion de plus en plus importante entre sphère économique et sphère politique) à la lumière de la diffusion de l'illibéralisme et du déploiement du modèle du « *Strong state, free economy* ».

- (3) S'agissant du troisième script, notre morphologie permet de souligner ici encore la continuité entre les attaques contre le libéralisme « sociétal » des années 1970 jusqu'à aujourd'hui. Les concepts de famille, de nation, de religion mais également de marché, justifient en effet la remise en question du multiculturalisme, du pluralisme social, de l'égalité sexuelle et raciale, et de la liberté sexuelle du fait de leur interdépendance dans la structure de l'idéologie illibérale. En allant plus loin, on peut d'ailleurs considérer que la remise en question du libéralisme sociétal constitue véritablement le moteur de l'idéologie illibérale, puisqu'il s'agit du seul script qui est attaqué de façon uniforme par l'ensemble des illibéraux, indépendamment de la grammaire du libéralisme qu'ils mobilisent.
- (4) Enfin, bien que nous ayons laissé de côté les formes non-occidentales d'illibéralisme et par extension, la réflexion sur le lien entre illibéralisme et anti-américanisme, notre morphologie de l'illibéralisme permet d'éclairer la remise en question de l'internationalisme libéral. Les organisations internationales constitutives du système international libéral de l'après seconde guerre mondiale, et le droit international dans son ensemble peuvent être en effet être attaqués au nom des concepts de nation, de décisionnisme, mais également de marché. La façon dont les concepts de décisionnisme et de nation sont décontestés au sein de l'idéologie illibérale implique un rejet logique de la supériorité du droit externe sur le droit interne au nom de la souveraineté de l'Etat, ainsi qu'une dénonciation du rôle des contrepouvoirs au niveau supranational, qu'il s'agisse de tribunaux internationaux, ou des ONG. De même, le concept de marché permet de dénoncer la réglementation du commerce international et les traités de libre-échange multilatéraux au nom même du *free-market* comme le montre l'exemple des paléo-conservateurs et des *brexiteurs*¹²³⁹.

¹²³⁹ Sur ce point, nous renvoyons notamment à l'article de Pierre Sauvêtre que nous avons précédemment mobilisé : SAUVÊTRE Pierre, « National-néolibéralisme », *sp*, Département des littératures de langue française, 2020.

Conclusion Chapitre VI.

Pour tenter de répondre à notre problématique et conclure notre enquête sur l'illibéralisme, nous avons entrepris un travail exploratoire sur la conceptualisation de l'illibéralisme afin de justifier son emploi en science politique, et *a fortiori*, dans les sciences sociales. A cette fin, nous avons essayé de montrer que le concept pouvait avoir une dimension heuristique tout en étant à la fois opérationnel et satisfaisant sur le plan épistémologique, si l'illibéralisme était pensé à travers un prisme idéologique. Cette conceptualisation de l'illibéralisme comme idéologie nécessite toutefois de faire face à deux problèmes identifiés dans notre travail de cartographie des usages de la notion, et dans notre délimitation du phénomène illibéral.

Le premier de ces problèmes est relatif au concept d'idéologie en lui-même. Comme le montre l'exemple de la littérature sur le populisme, sur l'ethno-nationalisme ou encore sur la crise de la démocratie libérale, le concept même d'idéologie soulève plusieurs difficultés en ce qu'il suscite des malentendus et des incompréhensions en raison de son évolution progressive dans le sillage de la théorie politique. Loin d'être cantonnés à la description d'une doctrine philosophique monolithique, ou d'un dogme totalitaire quasi-religieux, les usages du concept se sont diversifiés et complexifiés pour tenter de rendre intelligibles des objets tantôt distincts (la critique de l'idéologie dominante ou la compréhension de certaines idées), tantôt similaires (qu'est-ce que le libéralisme, quelle est l'idéologie responsable de la crise de la démocratie libérale), de manière à la fois contradictoire et complémentaire. Le caractère « essentiellement contesté » du concept d'idéologie – qui fait lui-même écho à celui d'illibéralisme – invite conséquemment à se demander ce que l'on cherche à décrire et à dire en mobilisant un prisme idéologique. Afin d'éviter les écueils rencontrés dans la littérature sur le populisme, dans laquelle le concept d'idéologie a parfois été employé de manière incohérente pour décrire la « spécificité » des idées populistes sans s'intéresser au préalable à ce qui justifiait l'emploi du concept d'idéologie, nous avons distingué les différents usages du concept. Sans nier l'intérêt d'une approche « critique » ou marxienne de l'idéologie, nous avons cherché à montrer l'intérêt d'une approche compréhensive visant à identifier la structure idéale de l'illibéralisme, afin d'identifier les idées justifiant la remise en question du libéralisme.

Dans un deuxième temps, nous nous sommes intéressés au deuxième problème soulevé par le recours au concept d'idéologie, à savoir la relation entre illibéralisme et conservatisme. En effet, appréhender l'illibéralisme *via* un prisme idéologique ne signifie pas nécessairement que l'illibéralisme est une idéologie en soi. La question de l'autonomie de l'idéologie illibérale vis-à-vis du conservatisme s'inscrit ici dans la continuité de la réflexion de Freedman dans son ouvrage « *Ideologies and Political theories* » (1996) quant à l'intérêt de considérer le communisme post-léniniste, le féminisme ou l'écologisme comme des idéologies distinctes du triptyque idéologique classique de la modernité. Sans chercher à répondre de manière définitive à la question de l'appartenance de l'illibéralisme à la famille idéologique conservatrice, il nous a paru opportun de proposer une morphologie idéologique de l'illibéralisme en mobilisant le cadre conceptuel développé par Freedman, tout en s'inspirant de ses adaptations ultérieures dans des travaux sur le néolibéralisme ou l'anarchisme. Dans ce cadre, nous avons élaboré une ébauche de morphologie de l'illibéralisme afin d'identifier les idées centrales de l'idéologie illibérale et la manière dont elles étaient « décontestées » en théorie et en pratique. Ce travail nous a conduit à identifier cinq concepts fondamentaux (« *core concepts* »), à savoir la nation, la religion, la famille, le décisionnisme et le marché, ainsi qu'une liste non-exhaustive de concepts adjacents et périphériques pour tenter de montrer comment ces idées pouvaient être délimitées et adaptées selon les contextes et les enjeux politiques.

Bien que nous soyons loin d'avoir rendu justice à l'apport heuristique de l'approche morphologique des idéologies, et *a fortiori*, à la théorie politique comprise comme étude des idées et des pensées politiques, nous espérons que ce travail permettra de montrer le potentiel d'une telle approche, tant pour la recherche sur l'illibéralisme que pour la science politique en général. En effet, la mobilisation de ce cadre conceptuel permettrait à la fois de faciliter la coordination entre les différentes facettes (et les différents objets) de la recherche sur l'idéologie illibérale ; qu'il s'agisse de l'étude du processus d'érosion plus ou moins rapide du constitutionnalisme libéral, de l'étude de la diffusion des idées illibérales dans les champs non-politiques et dans la culture en général¹²⁴⁰, ou encore de l'étude de la formation d'une « internationale illibérale ». De même, il nous semble que la réflexion sur l'illibéralisme est

¹²⁴⁰ Nous renvoyons sur ce point à la thèse en cours de préparation de Périne Schir.

elle-même propice à un renouvellement du cadre conceptuel développé par Freeden, parce qu'elle nécessite l'inclusion de manière beaucoup plus étroite des apports de la sociologie (et de l'histoire sociale des idées), du droit et de l'économie dans l'approche morphologique des idéologies pour comprendre comment les idées illibérales se sont d'abord diffusées de manière « furtive » dans la révolution conservatrice des années 1980 puis dans le processus d'exportation de la démocratie de marché à partir des années 1990, pour ensuite se révéler de manière spectaculaire après la crise de 2008 et la montée de la droite ethno-nationaliste dans le monde.

Conclusion de la deuxième partie.

Pour comprendre la manière dont nous avons abordé le problème de la conceptualisation de l'illibéralisme, il convient de repartir des constats identifiés grâce à notre cartographie des usages de l'illibéralisme. D'abord, chaque individu conceptualise l'illibéralisme en fonction de ce qu'il considère être le libéralisme ou de ce que le libéralisme a été, car le concept d'illibéralisme est toujours conçu comme un *counter*-concept. Par conséquent, le concept d'illibéralisme génère nécessairement des malentendus (car tous les individus ne partagent pas la même conception du libéralisme) mais également des conflits, puisque la définition du libéralisme et de l'anti-libéralisme font l'objet d'une lutte idéologique à l'intérieur et à l'extérieur de la galaxie libérale. Depuis le début de notre enquête, nous avons donc cherché à explorer les différentes facettes d'un *jeu de langage* propre aux termes de libéralisme et d'illibéralisme – dont la manifestation la plus « problématique » est l'interchangeabilité entre les concepts de libéralisme et d'illibéralisme. Du fait de ce jeu de langage, il est difficile de définir en amont de la conceptualisation de l'illibéralisme un phénomène « illibéral » de façon consensuelle, ou de s'accorder sur la description de ce dernier¹²⁴¹. Aussi, à certains égards, le concept d'illibéralisme semble encore moins satisfaisant que les notions de populisme, d'autoritarisme ou de régime hybride, car la délimitation du phénomène illibéral est susceptible d'appréhender des phénomènes complètement opposés, qui ne partagent pas le moindre *air de famille*. Ainsi, les usages de la notion nous montrent que le terme peut être utilisé pour décrire des phénomènes sur un spectre qui s'étend du fascisme, au communisme, en passant par le conservatisme libéral, le néolibéralisme, ou encore le social-libéralisme. Face à ce constat, et conformément à nos hypothèses de départ, nous avons tenté de justifier le recours à une grammaire progressiste du libéralisme, en assumant le fait que ce choix nécessitait d'inclure de manière critique dans le périmètre de l'illibéralisme une partie de ce

¹²⁴¹ Comme nous avons essayé de le montrer, il existe ainsi des divergences sur le contenu du phénomène illibéral (s'agit-il d'une critique du libéralisme, ou d'une remise en question empirique de ce dernier) ainsi que sur sa labellisation idéologique (s'agit-il d'un conservatisme réactionnaire, d'un communautarisme ou d'un progressisme post-marxiste, ou les trois en même temps) mais également des malentendus sur le contenu de chacun de ces objets puisque les définitions du constitutionnalisme libéral, du libéralisme, du communautarisme ou du conservatisme varient également, ce qui génère un véritable imbroglio conceptuel qui n'a été que très partiellement démêlé dans notre travail.

qui été considéré comme « libéral » ou « conservateur » par la majorité des chercheurs dans les études sur l'illibéralisme. Pour ce faire, nous nous sommes intéressés aux discours « sur » l'illibéralisme et le libéralisme, d'un collectif de pensée de « droite » qui est conventionnellement considéré comme illibéral, composé notamment de Patrick Deneen, Yoram Hazony, Adrian Vermeule, Peter L. P. Simpson et Ryszard Legutko. La comparaison de leurs écrits a confirmé la centralité de la critique du libéralisme progressiste, et non du libéralisme conservateur ou lockéen dans leurs productions intellectuelles. Indépendamment de leurs rivalités « intra-idéologique » et de leurs divergences « politique », les illibéraux s'accordent donc sur la nécessité de démanteler un libéralisme progressiste, ce qui permet de fournir une piste pour définir de manière « préalable » l'illibéralisme comme idéologie de la *New Right*. Or, le fait de conceptualiser l'illibéralisme de la sorte permet d'éclairer la continuité entre les idées de la révolution conservatrice menée par la *New Right* des années 1970-1980 et celles du « moment illibéral » contemporain, tant sur le plan intellectuel que pratique. On peut ainsi interroger de manière critique l'absence de réflexivité quant à l'antériorité des pratiques autoritaires des gouvernements ethno-nationalistes arrivés au pouvoir dans les années 2010 à la lumière des « critiques » adressées envers aux gouvernements Thatcher-Reagan pour leurs attaques contre la *Rule of law*, les contre-pouvoirs, la régulation des monopoles privés et la séparation entre sphère politique et sphère économique. En résumé, recourir à une grammaire progressiste du libéralisme pour conceptualiser l'illibéralisme a confirmé le fait que le « libéralisme » attaqué par les illibéraux n'était pas celui qui été généralement défendu dans les études sur l'illibéralisme, tout en montrant que l'appréhension du phénomène de remise en question du libéralisme faisait l'objet d'un impensé paradoxal, puisqu'il résulte bien en définitive de l'arrivée au pouvoir d'une droite « populiste » ethno-nationaliste – dont les idées « néolibérale » sont méconnues. La superposition entre illibéralisme et *New Right* questionne toutefois le statut du concept d'illibéralisme, et elle invite à repenser la relation entre illibéralisme et conservatisme. En effet, si on constate l'identité – ou la parenté – entre la *New Right* des années 1970-1980 et la *New Right* contemporaine, on est contraint de réexaminer la distinction entre illibéralisme et conservatisme défendue dans les approches compréhensives de l'illibéralisme les plus pertinentes, comme celle de Marlène Laruelle. Loin de remettre en question les concepts fondamentaux du conservatisme identifiées par Freedman, les deux générations de la *New Right* semblent au contraire adapter les idées conservatrices, en les « décontestant » de façon de

plus en plus hostile à l'égard du libéralisme. Conséquemment, il est à la fois possible de considérer l'illibéralisme comme une « nouvelle » idéologie, dont la structure conceptuelle diffère de manière radicale avec le ralliement du conservatisme au « consensus libéral » sur le plan institutionnel ; ou au contraire, considérer que l'illibéralisme n'est que le nouveau membre de la famille idéologique conservatrice. Indépendamment de la réponse fournie à cette interrogation quant au statut de l'idéologie illibérale, il est quoi qu'il en soit possible d'identifier sa morphologie idéologique et d'appréhender la diffusion croissante des idées illibérales au sein de la droite – qu'elle soit conservatrice ou non.

Conclusion générale

Notre travail de recherche visait à interroger la pertinence d'un concept – l'illibéralisme – dont le succès fulgurant dans la littérature académique et la sphère politico-médiatique semblait proportionnel aux problèmes qu'il générerait. Confronté à la multiplicité des conflits et des malentendus générés par l'emploi du terme « illibéralisme » ou de l'adjectif « illibéral », et à la complexité des problèmes soulevés par l'appréhension d'un phénomène de remise en question du libéralisme à la matérialité indéterminée, nous avons entrepris une enquête sur le concept d'illibéralisme. Pour des raisons à la fois analytique et pédagogique, il nous semble opportun de recourir une nouvelle fois à une approche analytique pour conclure notre travail de recherche en présentant successivement les enjeux théoriques de la conceptualisation de l'illibéralisme, le déroulé de notre enquête, ses limites et enfin, ses perspectives.

I. Enjeux théoriques : comment appréhender un phénomène « illibéral » multi-dimensionnel

Face à la diversité et à l'étendue des problèmes soulevés par la conceptualisation de l'illibéralisme, il est pertinent de formaliser les différents enjeux théoriques de la réflexion sur le phénomène de « remise en question du libéralisme » que nous avons découvert au fur et à mesure de notre enquête. En effet, notre travail vise moins la défense d'une approche spécifique qu'il conviendrait d'utiliser impérativement pour conceptualiser l'illibéralisme, qu'un plaidoyer pour une forme de réflexivité épistémologique dans l'étude d'un objet dont « l'interprétation conceptuelle » semble souvent évidente. Notre enquête a donc moins cherché à dégager une « voie » pour penser l'illibéralisme – qui a déjà été défrichée par plusieurs travaux de première importance comme nous l'avons vu tout au long de notre de travail – qu'une manière de penser de façon cohérente les différents problèmes soulevés par l'appréhension des phénomènes politiques en lien avec « l'illibéralisme », à savoir le basculement autoritaire de démocraties plus ou moins consolidées, la diffusion d'idées et de rhétoriques critiques à l'égard du libéralisme ou encore, l'avènement d'une « internationale conservatrice » rassemblant à la fois des partis de droite « de gouvernement » et d'extrême droite malgré leur disparité et leurs divergences politique, idéologique et géopolitique. Pour présenter ces différents enjeux, nous avons opté pour un plan fidèle au déroulé de notre enquête, ce qui nous conduit à distinguer les enjeux initiaux, qui sont soulevés d'emblée

quand on cherche à appréhender l'illibéralisme (1), les enjeux éclairés par la cartographie des usages de la notion d'illibéralisme (2), les enjeux révélés par la prise en compte d'un jeu de langage entre les différentes significations du terme de libéralisme (3) et enfin, les enjeux résultant de la conceptualisation de l'illibéralisme comme idéologie (4).

1. Enjeux initiaux dans l'appréhension de l'illibéralisme

Comme on peut l'observer de manière relativement consensuelle dans la littérature académique, l'appréhension d'un phénomène illibéral – quel que soit la nature de ce dernier – soulève instantanément une série de questions, que l'on peut synthétiser en les distinguant de la manière suivante :

1.1 Sur le plan épistémologique, on peut se demander quelle est la nature du phénomène illibéral et par extension, quel est le cadre théorique (et/ou conceptuel) le plus adapté pour l'appréhender : s'agit-il d'un phénomène autoritaire, qui relève de l'étude des régimes politiques ? d'un phénomène intellectuel, qui relève de l'étude des idées ? d'une mentalité, qui doit être appréhendée par la psychologie et la sociologie ? ou encore, d'un phénomène « *sui generis* »¹²⁴² multi-dimensionnel qui englobe tous les éléments précédents ?

1.2 Sur le plan méthodologique, on peut se demander quel est le meilleur moyen d'étudier ce phénomène à la matérialité plus ou moins déterminée : doit-on analyser l'illibéralisme avec une approche disciplinaire, pluri ou interdisciplinaire ? Est-il plus judicieux de mobiliser la politique comparée et le droit constitutionnel comparé pour rendre compte d'un phénomène de dé-libéralisation sur le plan juridico-politique, c'est-à-dire de remise en question plus ou moins brutale d'un certain type de constitutionnalisme, à la fois démocratique et libéral ? Ou alors, privilégier une approche plus sociologique, en examinant la manière dont l'illibéralisme est produit par des élites intellectuelles en quête de légitimation dans un contexte autoritaire¹²⁴³, ou de croisade contre l'« idéologie du genre ». On peut également se demander s'il n'est pas opportun de mobiliser une approche généalogique (ou historique) afin

¹²⁴² SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021.

¹²⁴³ WALLER Julian, « Elites and Institutions in the Russian Thermidor », 1, 2021.

d'appréhender la résurgence contemporaine d'une tradition intellectuelle et politique antilibérale, qu'elle soit contre-révolutionnaire ou au contraire, révolutionnaire.

1.3 Sur le plan analytique, on peut se demander quelle est la fonction du concept d'illibéralisme : doit-on distinguer le terme *illibéralisme*, de l'adjectif *illibéral* – en particulier lorsque ce dernier est adossé au terme de démocratie – ou alors, employer différents concepts pour appréhender des objets distincts, à savoir :

- une rhétorique antilibérale, c'est-à-dire critique à l'égard du libéralisme
- un idéal-type, fondé sur un ou plusieurs phénomènes à déterminer (constitutionnalisme abusif ou autoritaire, pratiques autoritaires et liberticides, politiques ethno-nationalistes, etc.)
- une idéologie, c'est-à-dire un ensemble cohérent d'idées qui guident la compréhension du monde socio-politique, et qui orientent les actions de certains individus ou de certaines institutions ?¹²⁴⁴

1.4 Enfin sur le plan empirico-conceptuel, on peut se demander quel est le phénomène qui doit être appréhendé par le concept d'illibéralisme : le phénomène illibéral est-il circonscrit par la revendication du terme « illibéralisme » ou de l'adjectif « illibéral » ou bien doit-il être défini préalablement à son analyse ? Si c'est le cas, comment délimiter ce dernier sur le plan historique, géographique et idéologique ? Le phénomène illibéral englobe-t-il toutes les attaques envers le libéralisme depuis son développement progressif à partir de la fin du XVIII^e siècle, ou se limite-t-il à la remise en question d'un libéralisme plus ou moins contemporain ? Surtout, de quel libéralisme s'agit-il, d'un libéralisme continental et conservateur, ou d'un libéralisme anglo-saxon plus ou moins progressiste ? Enfin, s'agit-il d'un phénomène de remise en question du *free-market* ou de la *rule of law* et du parlementarisme ?

¹²⁴⁴ FREEDEN Michael, *Ideology*, OUP Oxford, 2003.

2. Enjeux révélés par la cartographie des usages de la notion d'illibéralisme

A ces enjeux théoriques initiaux que nous avons essayé d'approfondir tout au long de notre enquête – et qui font l'objet de discussions plus ou moins importantes en fonction des travaux et des « *web of beliefs* »¹²⁴⁵ qui les sous-tendent – s'ajoutent des enjeux mis en exergue par la cartographie des usages de la notion d'illibéralisme. De manière non-exhaustive, nous nous sommes plus particulièrement concentrés sur deux enjeux : l'un exclusivement « sémantique », l'autre, à la fois sémantique et idéologique :

2.1 La cartographie diachronique et synchronique des usages de la notion d'illibéralisme montre que le terme suscite à la fois des malentendus et des confusions récurrentes :

2.1.1 Le terme d'illibéralisme génère des malentendus parce que les différences de signification du terme de « libéralisme » ne sont pas bien prises en compte sur le plan herméneutique, et parce que les individus ont tendance à comprendre l'utilisation du terme « illibéralisme » à l'aune de leur propre compréhension de ce terme, et non de l'intention de son « auteur ». Dit plus simplement, de nombreux individus se trompent sur la signification du terme d'illibéralisme dans leur lecture d'un article ou d'un discours.

Exemple : Les utilisations du concept de « démocratie illibérale » par Daniel A. Bell sont parfois confondues avec celles de Fareed Zakaria, alors qu'elles sont radicalement divergentes.

2.1.2 Le terme d'illibéralisme génère des confusions parce que l'hétérogénéité des significations du terme de libéralisme n'est pas prise en compte, ou comprise. Dit autrement, l'objet décrit par la personne qui emploie le terme « illibéralisme » (ou « illibéral ») n'est pas celui qu'il cherche véritablement à décrire.

Exemple : Fareed Zakaria confond – à dessein ou non – le libéralisme politique avec le libéralisme économique, après qu'il ait défini le libéralisme comme le respect de la « rule of law », puisqu'un Etat est considéré comme libéral s'il adhère au capitalisme dérégulé, même s'il s'agit d'une dictature (ce qui est précisément la source de nombreux malentendus).

¹²⁴⁵ BEVIR Mark, *The Logic of the History of Ideas* [en ligne], Cambridge University Press, 1999, [consulté le 28 mai 2022].

2.2 Notre cartographie montre que la conceptualisation de l'illibéralisme fait l'objet de conflits, qui sont plus ou moins identifiés par les personnes qui utilisent le terme :

2.2.1 Le concept d'illibéralisme fait l'objet d'usages rivaux et contradictoires par les chercheurs, les intellectuels ou les journalistes qui l'emploient, même s'ils ne cherchent pas explicitement à monopoliser l'usage du terme, c'est-à-dire, à participer volontairement à la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme.

Exemple : Andras Sajó et Renata Uitz emploient le terme d'illibéralisme pour désigner une pensée « communautarienne » qui englobe le conservatisme réactionnaire, les théories communautariennes et les théories post-marxistes en raison de leur critique « discursive » du libéralisme¹²⁴⁶, tout en ne mentionnant pas le fait que ces différents courants se revendiquent parfois du libéralisme.

2.2.2 Le concept d'illibéralisme fait l'objet d'usages rivaux et contradictoires qui visent explicitement à participer à un conflit (intra)idéologique dans la monopolisation du terme de libéralisme, c'est-à-dire à exclure certains libéraux « auto-proclamés » du périmètre de libéralisme – et inversement, à inclure dans le périmètre du libéralisme certains « illibéraux » revendiqués.

Exemple : Stephen Holmes emploie le terme d'illibéralisme pour désigner et critiquer la pensée Straussienne et par extension, le néoconservatisme, afin de lutter contre leur appropriation du libéralisme classique.

Exemple n°2 : Anne-Marie Le Pourhiet et Frank Furedi emploient le concept d'illibéralisme pour dénoncer l'hégémonie d'un « faux-libéralisme » à la fois progressiste et néolibéral, tout en replaçant les gouvernements ethno-nationalistes dans le périmètre du libéralisme occidental civilisationnel.

2.3 Notre cartographie des généalogies de l'illibéralisme suggère qu'il est possible de rendre intelligibles ces malentendus et ces conflits en s'intéressant à l'interprétation

¹²⁴⁶ UITZ András Sajó Renáta, « A Compass for Illiberalism Research », in *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021. p978

de la tradition libérale-antilibérale qui justifie (ou est présente de manière sous-jacente) la conceptualisation de l'illibéralisme en question :

- 2.3.1 Les confusions et malentendus dans l'usage du terme « illibéralisme » sont partiellement causés par une méconnaissance de l'hétérogénéité des libéralismes, c'est-à-dire de la pluralité des courants intellectuels et politiques se réclamant du libéralisme, ainsi que de leurs conflits.

Exemple : le libéralisme politique et le libéralisme économique sont considérés comme des concepts « monolithiques », alors qu'ils font l'objet de conflits permanents entre « libéraux » et « néolibéraux », comme le montrent l'opposition entre Hans Kelsen et Friedrich Von Hayek, ou entre ce dernier et John M. Keynes.

- 2.3.2 Les conflits dans la conceptualisation de l'illibéralisme illustrent la résurgence de conflits intraindés, qui se traduisent par « l'excommunication » mutuelle entre différents courants se réclamant du libéralisme (libéralisme versus libérisme), et que l'on retrouve dans les études de l'illibéralisme.

Exemple : La préférence idéologique assumée des éditeurs du RHI, de Yascha Mounk ou Francis Fukuyama pour le libéralisme continental les conduit à occulter l'existence du libéralisme « social » de John Dewey et à négliger le libéralisme de John Rawls et Ronald Dworkin.

3. Enjeux éclairés par la prise en compte d'un jeu de langage entre les différentes significations du libéralisme

En recourant à la notion de jeu de langage, on peut éclairer les enjeux théoriques précédemment identifiés en clarifiant la relation entre la trajectoire géo-historique des différents langages du libéralisme et la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme :

- 3.1 Du fait de l'histoire conflictuelle du libéralisme dès la fin du XVIII^e siècle, la signification du terme de libéralisme varie selon les contextes en raison des trajectoires géo-historiques des langages du libéralisme qui se sont progressivement forgés au cours du XIX^e siècle. En raison de la sédimentation de ces langages, le concept de libéralisme peut donc être amené à désigner des objets complètement distincts selon la période et l'aire géographique étudiées. Conséquemment, les concepts de libéralisme et

d'illibéralisme sont interchangeables selon les aires de langage, car ce qui est désigné comme libéral dans certains contextes sera considéré comme non-libéral ou illibéral dans d'autres.

Exemple : La politique mise en place par Ronald Reagan à partir de 1981 est considérée et revendiquée comme « non-libérale » ou « antilibérale » parce qu'elle vise à démanteler le modèle « libéral » du New Deal ; mais elle est communément considérée comme « libérale » voire « ultra-libérale » en France.

3.2 Cette superposition de différents langages du libéralisme est à la fois la source et le produit d'un conflit intra-idéologique pour la monopolisation du terme de libéralisme : les différents courants et acteurs se réclamant du libéralisme promeuvent une définition du libéralisme appuyée par une historiographie qui est contradictoire avec celle de leurs « rivaux » intra-idéologiques. Conséquemment, la manière de définir ce qui est libéral et ce qui ne l'est pas implique nécessairement de participer à la concurrence entre différentes grammaires du libéralisme.

3.2.1 Cette concurrence des grammaires du libéralisme est exploitée par les acteurs politiques, ce qui les conduit à revendiquer ou à critiquer la référence au libéralisme de manière stratégique.

Exemple : La revendication épisodique de l'illibéralisme comme synonyme de démocratie chrétienne par Viktor Orbán.

3.2.2 La nature idéologique de cette concurrence des grammaires du libéralisme est susceptible de constituer une impasse pour la conceptualisation de l'illibéralisme puisqu'il est impossible de définir un phénomène comme illibéral sans arbitrer le conflit dans la monopolisation du terme de libéralisme.

4. Enjeux soulevés par la conceptualisation de l'illibéralisme comme idéologie

Face à la nécessité de choisir une grammaire du libéralisme, et au carrefour analytique rencontré dans l'édification du concept, il nous a semblé opportun de considérer la possibilité de conceptualiser l'illibéralisme comme l'idéologie de la *New Right*, en mobilisant une

grammaire progressiste du libéralisme. Ce choix implique néanmoins plusieurs enjeux théoriques majeurs relatifs à la délimitation de l'illibéralisme et plus particulièrement, à sa relation avec le conservatisme.

4.1 Comme le montre la comparaison des écrits des intellectuels de la droite critique du libéralisme, l'illibéralisme n'est pas revendiqué de façon suffisante pour que la délimitation du phénomène soit évidente et consensuelle. Dit autrement, il n'est pas possible de délimiter le phénomène illibéral sans inclure dans son périmètre des acteurs politiques et des mouvements qui se définissent comme *conservateurs*, voire comme *libéraux*.

Conséquemment, il est nécessaire de trouver un moyen « non-arbitraire » afin de délimiter le phénomène illibéral indépendamment de l'auto-labelisation adoptée par les courants intellectuels et les mouvements politiques en question.

4.2 Cette délimitation du phénomène illibéral soulève un enjeu majeur, à savoir celui de la pertinence de la distinction entre conservatisme et illibéralisme : le fait de définir l'illibéralisme comme une idéologie dont les idées visent à démanteler le libéralisme « progressiste » implique de rompre avec la définition de l'illibéralisme comme abandon du conservatisme, c'est-à-dire avec la distinction entre droite conservatrice et droite illibérale.

II. *Déroulé de l'enquête : d'une cartographie des usages de la notion d'illibéralisme à un travail exploratoire sur la conceptualisation de l'illibéralisme*

L'objectif premier de notre enquête sur le concept d'illibéralisme était de dépeindre l'imbricatio causé par l'usage du terme d'illibéralisme, et d'identifier les causes, épistémologiques et méthodologiques, historiques et idéologiques, provoquant le puzzle conceptuel rencontré dans la réflexion sur un phénomène dont la définition, la délimitation et la généalogie semblaient évidentes pour beaucoup. Or, si cette enquête aurait pu se conclure par un « non-lieu », en attribuant la responsabilité du puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de l'illibéralisme à des accidents linguistiques, causés par une multiplicité de « jeux de langage » résultant de la superposition de différents langages du libéralisme contradictoires ; nous avons progressivement identifié un « coupable » : l'existence d'une concurrence idéologique entre plusieurs grammaires du libéralisme. De fait, la plupart des contradictions et des malentendus qui affectent l'emploi du concept d'illibéralisme résulte de la cécité (volontaire ou non) face à la pluralité des langages du libéralisme et aux conflits intraindésologiques entre les courants intellectuels revendiquant le monopole de la tradition libérale. L'illibéralisme est donc communément appréhendé avec une approche prescriptive¹²⁴⁷, c'est-à-dire arbitraire, bâtie sur une conception de la relation libéralisme-antilibéralisme et de la tradition libérale qui traduit les préférences normatives de son auteur, qu'il soit un chercheur ou un intellectuel au sens large du terme. Pour autant, les approches attentives à la nécessité d'appréhender la pluralité des langages du libéralisme et de ne pas confondre illibéralisme et critique du libéralisme, apparaissent également confrontées aux impasses provoquées par la polysémie conflictuelle du terme de libéralisme et des concepts qui lui sont associés. Face à ces différents constats, il nous a semblé nécessaire de recourir aux outils théoriques de la philosophie du langage ordinaire, pour démêler le puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de l'illibéralisme, et proposer une conceptualisation de l'illibéralisme susceptible de décrire la continuité entre néolibéralisme et illibéralisme. Pour résoudre le puzzle conceptuel rencontré dans la conceptualisation de l'illibéralisme¹²⁴⁸, nous avons donc emprunté à la philosophie de Wittgenstein (et plus

¹²⁴⁷ BELL Duncan, « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, 2014.

¹²⁴⁸ En réemployant le vocabulaire de Wittgenstein, il serait d'ailleurs plus approprié de parler de « remède thérapeutique » pour désigner l'apport de l'emploi des notions de « grammaire » et de « jeu de langage ».

précisément à la théorie politique pratiquée par Hanna Pitkin) les notions de « grammaire » et de « jeu de langage ». Pour clarifier conceptuellement les usages divergents du concept d'illibéralisme identifiés dans notre cartographie, nous avons distingué trois grammaires du libéralisme – lockéenne, conservatrice et progressiste – afin de décrire les différentes façons d'appréhender le phénomène illibéral. Armé de cette typologie, nous avons ensuite essayé de résoudre les problèmes causés par la superposition diachronique et la coexistence synchronique de différents langages du libéralisme, dont le principal symptôme est l'interchangeabilité entre les termes de libéralisme et d'illibéralisme selon les aires de langage considérées. Face à l'impossibilité de définir le libéralisme de manière consensuelle, nous avons choisi de privilégier le recours à une grammaire progressiste du libéralisme, puisque cette dernière nous semblait être la plus adaptée pour appréhender simultanément (ou alternativement) un phénomène de dé-libéralisation, c'est-à-dire de basculement autoritaire, et le développement d'une internationale conservatrice critique à l'égard du libéralisme. Pour justifier ce choix, il nous est apparu opportun de comparer les discours sur l'illibéralisme des intellectuels « illibéraux », en cherchant à identifier les éléments de continuité et de rupture entre ces derniers. Ce travail, qui nous a permis de montrer que tous ces intellectuels sont opposés à un libéralisme « progressiste » - malgré le fait qu'ils recourent à des grammaires du libéralisme distinctes - nous a conduit à envisager l'extension du périmètre de l'illibéralisme de manière cohérente avec notre thèse dans la thèse. De fait, la remise en question du libéralisme « progressiste » n'est pas le propre d'un illibéralisme contemporain, qui est réclamé de manière opportuniste par les « illibéraux », mais d'une *New Right* qui a fait du démantèlement du libéralisme politique, sociétal et économique son moteur idéologique.

De ce point de vue, il semble opportun de conceptualiser l'illibéralisme comme l'idéologie d'une *New Right* arrivée au pouvoir avec la révolution conservatrice et néolibérale des années 1970-1980. Conséquemment, bien qu'il soit encore trop tôt selon nous pour statuer définitivement sur la relation (et la non-distinction) entre illibéralisme et conservatisme, il nous semble pertinent de recourir à un concept d'illibéralisme capable de rendre intelligible un phénomène de remise en question du libéralisme, fruit de l'hégémonie croissante du néolibéralisme. Bien que l'importance des idées illibérales au sein d'une *New Right* à la fois néolibérale et ethno-nationaliste ait longtemps été impensée et difficile à décrire en raison de la prégnance de la grammaire conservatrice du libéralisme tant dans le camp conservateur

que progressiste, le fait de recourir au terme d'illibéralisme permet d'apprécier la morphologie idéologique d'une *New Right* structurée par les concepts de *Nation*, *Religion*, *Famille*, *Marché* et *Décisionnisme*.

III. Limites de notre recherche : paradoxe de Mannheim et labyrinthe conceptuel

De par le choix de notre objet, et le cadre théorique que nous avons tenté de bâtir, il nous semble nécessaire de détailler au moins deux limites de notre travail de recherche. La première est relative à la tension entre la démarche analytique et la démarche critique que nous avons tenté de maintenir tout au long de notre enquête sur le concept d'illibéralisme. De fait, si les chercheurs et les chercheuses qui mobilisent une approche critique revendiquent et défendent la portée normative de leurs travaux – ce qui est également le cas des chercheurs et chercheuses qui pratiquent une théorie politique analytique « idéaliste » à l'image de John Rawls, voire « non-idéaliste » – nous avons adopté une posture non-normative dans notre travail de recherche qui prête le flanc à une critique évidente, relative à l'orientation idéologique sous-jacente de notre travail de recherche. Même si nous avons tenté de justifier de façon non-arbitraire le recours à une grammaire progressiste du libéralisme pour conceptualiser et justifier l'emploi du concept d'illibéralisme, il serait malhonnête de faire du dévoilement des préférences idéologiques des travaux sur l'illibéralisme l'un de nos axes de recherche, sans reconnaître que notre travail reflète notre préférence normative pour un libéralisme « progressiste ». Cette préférence normative irrigue nécessairement l'arbitrage que nous avons réalisé concernant le conflit inтраidéologique pour la monopolisation du terme de libéralisme et la fixation stratégique de l'historiographie libérale en faveur du libéralisme « progressiste ». Nous n'ignorons donc pas qu'à l'image des travaux de Michael Freeden ou Helena Rosenblatt, notre travail n'échappe pas au « paradoxe de Mannheim » parce qu'il vise à mettre en avant l'existence d'une autre grammaire du libéralisme – en particulier en France – ce qui implique une participation directe à la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme au sein des études de l'illibéralisme, et plus largement du champ académique.

Enfin, indépendamment de cette limite « épistémologique » à notre enquête sur le concept d'illibéralisme, il nous semble utile de faire part de notre propre frustration à l'égard du

caractère « introductif » de notre travail de recherche. En effet, en réalisant une enquête sur le concept d'illibéralisme, et non sur le phénomène illibéral en lui-même, nous avons fait le choix de laisser relativement de côté l'analyse des effets concrets des productions idéologiques illibérales, et le travail herméneutique sur les écrits des intellectuels illibéraux. Ce choix s'explique à la fois par les contraintes matérielles pesant sur tout travail de thèse (une troisième partie consacrée à ces objets était originellement prévue, mais nous n'avons pas pu la réaliser faute de temps et de moyens) ; et par la volonté de clarifier les problèmes conceptuels existant dans les études de l'illibéralisme plutôt que de (sur)ajouter des données et des analyses à la littérature. De ce point de vue, nous sommes conscients du fait que nous n'avons pu qu'effleurer la réflexion sur le contenu idéologique de l'illibéralisme, et que nous avons probablement limité notre audience aux chercheurs et chercheuses s'intéressant de près aux débats épistémologiques et analytiques propres à l'illibéralisme. Par ailleurs, nous n'ignorons pas que la combinaison entre la mobilisation des outils théoriques de la philosophie du langage ordinaire, et l'enchevêtrement des méthodes et paradigmes de la théorie politique que nous avons employés tout au long de notre recherche est susceptible de créer un véritable labyrinthe qui ne rend pas justice à la clarté et à la fécondité de ces outils « théoriques ». Aussi nous prions notre lecteur d'être indulgent à l'égard des apports heuristiques des travaux que nous avons mobilisés, en particulier ceux d'Hanna Pitkin et de Michael Freeden, qui sont trop peu connus dans la science politique française selon nous.

IV. Perspectives futures pour les études de l'illibéralisme

Lorsque nous avons débuté notre travail de recherche, l'intuition – aiguillée par notre mémoire de recherche de Master 2 sur les « Impensés du Néolibéralisme » – d'une continuité méconnue entre ce qui était conventionnellement appelé « néolibéralisme » et « illibéralisme » guidait le choix de notre sujet, et le titre de notre thèse. Cinq ans après, ce qui était une hypothèse audacieuse (et relativement provocatrice), apparaît comme un constat presque banal en France, du fait du tournant « illibéral » de plus en plus marqué de la présidence d'Emmanuel Macron et de ses différents gouvernements depuis son arrivée au pouvoir en 2017. Comme en témoigne la publication croissante de tribunes et d'articles

rédigés par des chercheurs et chercheuses¹²⁴⁹ – et des journalistes¹²⁵⁰ – attentifs au détricotage progressif du « constitutionnalisme libéral », l'idée que ceux que l'on désigne communément comme des « néolibéraux » parce qu'ils font de la promotion du marché dérégulé leur priorité politique ne sont peut-être pas si éloignés des dirigeants « illibéraux » ethno-nationalistes auxquels ils s'opposent parfois sur la scène internationale¹²⁵¹ n'est donc plus si originale. De fait, qu'il s'agisse de l'affaiblissement du rôle de contre-pouvoir joué par le parlement, du non-respect des règles écrites et non-écrites encadrant l'exercice du pouvoir par l'exécutif, des remises en question de certaines libertés individuelles par l'adoption de lois liberticides (parfois non-respectueuses du droit international)¹²⁵², de la généralisation de pratiques policières en dehors de tout cadre légal et de la mise en place d'un « maccarthysme » à la française contre la diffusion du « wokisme » et de « l'islamo-gauchisme » au sein des universités françaises ; il semble difficile de ne pas trouver un « air de famille » entre les politiques sociale, économique et sécuritaire mises en place par la coalition gouvernementale en France depuis 2017, et celles des gouvernements « illibéraux » menés par Viktor Orbán en Hongrie, Jair Bolsonaro au Brésil, Javier Milei en Argentine ou encore Donald Trump aux Etats-Unis. Aussi, nous espérons que notre travail de recherche, parce qu'il cherche à remettre en question le narratif d'une incompatibilité idéologique entre l'ultra-libéralisme progressiste de la gouvernance néolibérale et le conservatisme réactionnaire d'une *New Right* illibérale, permettra de mieux comprendre la diffusion en apparence

¹²⁴⁹ FASSIN Eric, « Emmanuel Macron, un candidat néolibéral devenu président illibéral », sur *Libération.fr* [en ligne], publié le 7 septembre 2017, [consulté le 6 février 2020] MÉRIEAU Eugénie, « La France illibérale ? », sur *Libération* [en ligne], [consulté le 17 février 2024] « Où va la France ? » [en ligne], 8 mai 2023, [consulté le 17 février 2024].

¹²⁵⁰ « Macronisme ou « néo-illibéralisme » ? », sur *Alternatives Economiques* [en ligne], publié le 23 novembre 2020, [consulté le 24 octobre 2024] LEGRAND Thomas, « Vu de l'étranger, Macron sur la pente glissante de l'illibéralisme », sur *Libération* [en ligne], [consulté le 17 février 2024].

¹²⁵¹ « Vœux à la presse », sur *Le Point* [en ligne], publié le 4 janvier 2018, [consulté le 24 octobre 2024].

¹²⁵² On peut notamment penser ici aux décrets de « fichage des citoyens, des associations et organisations professionnelles » permettant d'étendre et d'automatiser la collection de données aux personnes susceptibles de « de porter atteinte à l'intégrité du territoire ou des institutions de la République » publiés le 5 décembre 2020 avant d'être partiellement censurés par le Conseil d'Etat le 24 décembre 2021, à la loi dite « sécurité globale » du 25 mai 2021 qui a également été partiellement censurée par le Conseil Constitutionnel, jusqu'à que les dispositifs de surveillance prévus dans cette première loi soient réinscrits dans la loi dite « responsabilité pénale et responsabilité intérieure » du 24 janvier 2022 (sans censure cette fois, malgré les avis du Défenseur des Droits), ou encore de la loi « confortant le respect des principes de la République » dite séparatisme du 24 août 2021 qui permet de limiter le droit d'association ce qui a conduit à la dissolution de plusieurs associations « écologistes » tels que les « Soulèvements de la Terre » avant que cette dernière ne soit annulée par le Conseil d'Etat. Sur ces différents points, voir : « Quinquennat Macron : quelle évolution pour le droit des libertés ? | Interview | Dalloz Actualité », <https://www.dalloz-actualite.fr/interview/quinquennat-macron-quelle-evolution-pour-droit-des-libertes>.

paradoxale d'idées illibérales au sein des partis de « gouvernement » néolibéraux ; ainsi que la facilité avec laquelle ces derniers se détournent des idées libérales au profit d'un illibéralisme qui a le mérite de ne pas menacer le bon fonctionnement du marché libre dérégulé, comme l'illustre l'exemple de la nomination du Premier Ministre Michel Barnier par Emmanuel Macron le 5 septembre 2024.

De ce point de vue, il nous semble que le fait de considérer l'illibéralisme comme une idéologie, en mobilisant une grammaire progressiste du libéralisme, constitue le moyen le plus prometteur et le plus fiable pour appréhender la diffusion progressive de l'idéologie illibérale au sein de l'ensemble du spectre politique. Conceptualiser l'illibéralisme comme une idéologie permet en effet de comparer les différents processus de dé-libéralisation observables dans un nombre croissant de démocraties libérales, tout en ne négligeant pas les variations et les conflits entre courants « illibéraux » et l'existence de syncrétismes idéologiques, entre illibéralisme et conservatisme, ou entre illibéralisme et libéralisme.

Annexes

Schéma 1 : Typologie des régimes incluant conceptualisations pionnières de la démocratie illibérale

Typologie classique (J. Linz)	totalitarisme	Autoritarisme (dur, modéré, sultanique)				Démocratie
Typologie consolidologie (L. Diamond)	Autoritarisme Fermé	Autoritarisme à hégémonie électorale	Autoritarisme compétitif	Régime hybride	Démocratie électorale	Démocratie libérale
Typologie F. Zakaria	Autoritarisme illibéral	Démocratie illibérale			Autoritarisme libéral	Démocratie libérale
Typologie D. A. Bell	Autoritarisme dur	Autoritarisme modéré	Démocratie libérale			
			Démocratie illibérale			

Schéma 2 : Conceptualisations divergentes de la relation entre autoritarisme et constitutionnalisme

Typologie des régimes	Autoritarisme		Démocratie (libérale)
Typologie « maximaliste » du constitutionnalisme	Anti-constitutionnalisme (<i>rule of law</i> non respectée)		Constitutionnalisme (<i>rule of law</i> respectée)
typologie « minimaliste » du constitutionnalisme	Anti-constitutionnalisme (pouvoir arbitraire)	Constitutionnalisme minimaliste (<i>rule by law</i>)	Constitutionnalisme exigeant (<i>rule of law</i>)

Schéma 3 : superposition des différentes conceptualisations juridico-politique de l'illibéralisme

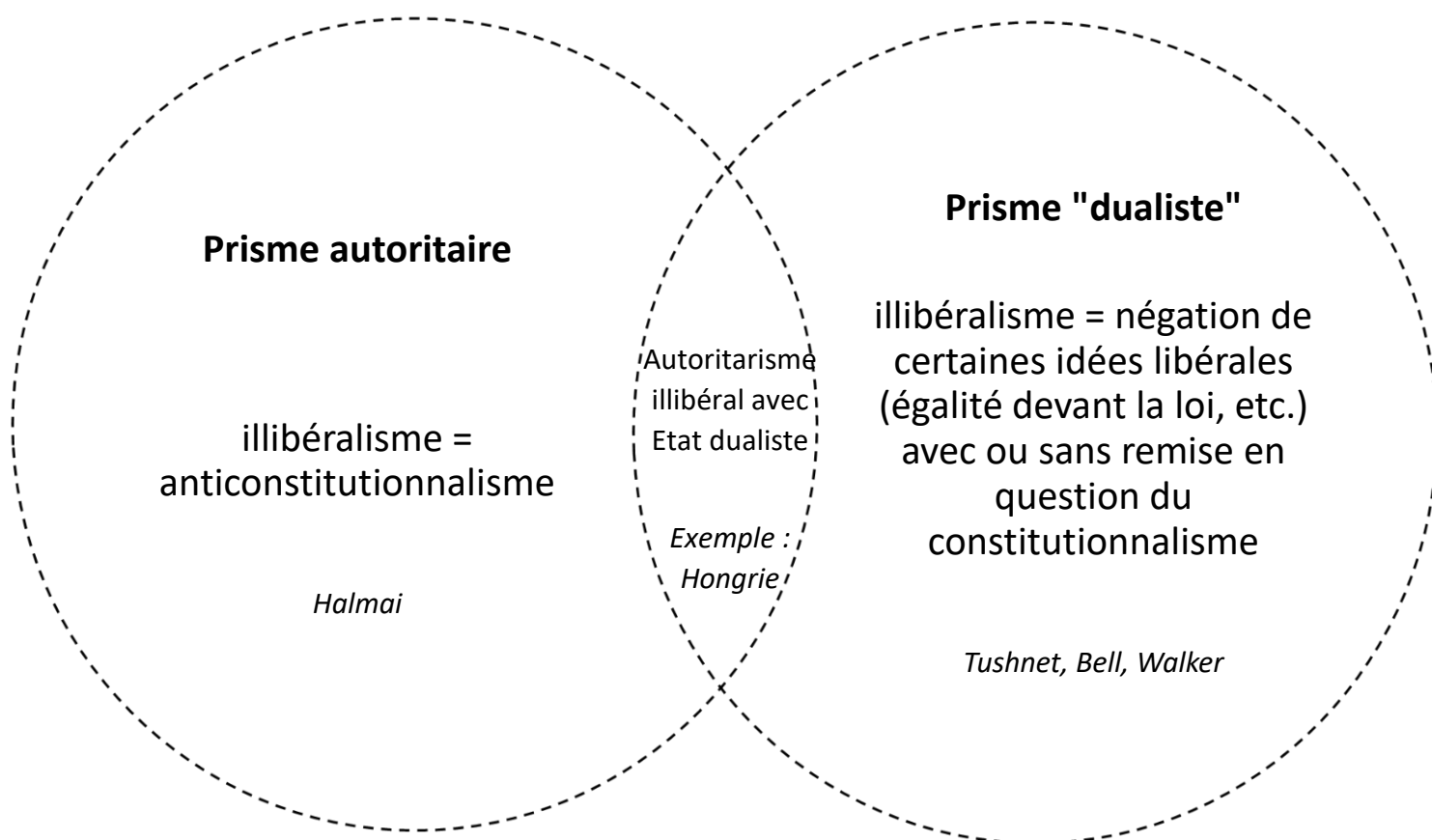
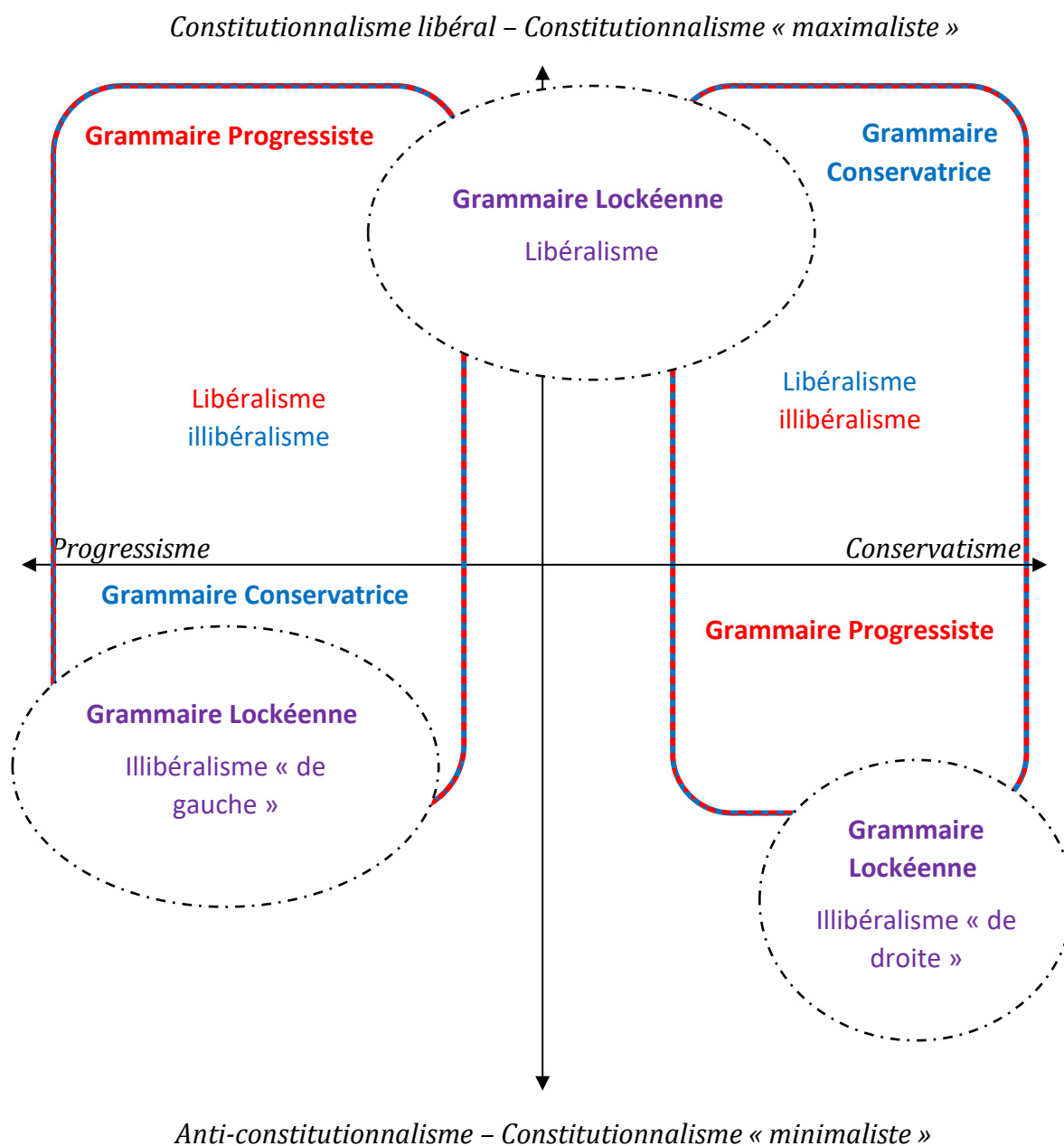


Schéma 4 : fixation stratégique de l'historiographie libérale et grammaires du libéralisme

Fixation stratégique de l'historiographie libérale					
Narratif : libéralisme contre socialisme		Narratif : libéralisme contre totalitarisme (ou autoritarisme)		Narratif : libéralisme contre conservatisme	
Libéralisme	Antilibéralisme	Libéralisme	Antilibéralisme	Libéralisme	Antilibéralisme
Locke Burke Spencer Mises&Hayek Oakeshott	Marx Mill Dewey Keynes Rawls « French Theory » Féminisme CRT	Locke Montesquieu Smith Tocqueville Constant Mill Hayek Rawls Fukuyama	De Maistre Marx Schmitt MacIntyre Sandel CRT	Paine Wollstonecraft Smith Mill Dewey Keynes Rawls Moller Okin	Burke De Maistre Spencer Schmitt Mises&Hayek « Nouvelle droite »
Grammaire conservatrice du libéralisme		Grammaire lockéenne du libéralisme		Grammaire progressiste du libéralisme	
Illibéralisme = faux-libéralisme progressiste et socialisme		illibéralisme = « communautarianism » (droite et gauche antimoderne, socialisme)		Illibéralisme = libérisme, conservatisme, et droite anti-moderne	

Schéma 5 : Jeu de langage « idéologique » rencontré dans la conceptualisation de l'illibéralisme



On peut tenter de schématiser la dimension « idéologique » du problème de la conceptualisation de l'illibéralisme de façon suivante :

- Pour les chercheurs et les intellectuels tels que Le Pourhiet et Furedi qui mobilisent une grammaire « conservatrice » du libéralisme, l'illibéralisme est nécessairement de gauche, ce qui inclut les idées du socialisme et du libéralisme « progressiste » de Mill, Dewey ou Rawls.

- *Pour les chercheurs et les intellectuels qui mobilisent une grammaire « kockéenne » du libéralisme, l'illibéralisme est une caractéristique de l'extrême droite – ou de la droite populiste – et de la gauche (avec des oscillations et des centres de gravité différents selon les auteurs). La grammaire lockéenne du libéralisme conduit à considérer comme « illibéral » des idées qui sont considérées comme libérales, par les tenants des grammaires progressistes et conservatrices du libéralisme en les englobant dans la catégorie « communautarianism ».*
- *Pour les chercheurs et les intellectuels qui mobilisent une grammaire « progressiste » du libéralisme, l'illibéralisme est presque exclusivement de droite, et il inclut potentiellement le « libéralisme-conservateur » des partisans du free-market, et de la tradition contre-révolutionnaire de Burke et De Maistre.*

Schéma 6 : morphologie idéologique de l'illibéralisme

Morphologie idéologique de l'illibéralisme			
Concepts fondamentaux	Concepts adjacents	Concepts périphériques	Traduction juridique
Nation	nativisme, ethno-nationalisme, xénophobie, souverainisme	révisionnisme historique, dualisme juridique ethnique, anti-individualisme, anti-pluralisme	Législation anti-migrants, dénonciation des traités internationaux, non-respect des jugements rendus par les juridictions supranationales, législation interdisant ou limitant la sphère d'activité des ONG
Religion	Lecture théologico-politique de la modernité, non-séparation de l'église et de l'Etat, antirationalisme, fondationnalisme	"faith based welfare", promotion active de la foi religieuse par l'Etat, remise en question de laïcité, moralisation religieuse de la vie politique et de la sphère privée, dualisme juridique religieux	suppression du droit à la "sexual privacy", family bonds, prohibition et pénalisation de l'avortement, représentations des personnes LGBTQ+ interdites dans l'espace public, interdiction et/ou pénalisation du mariage homosexuel
Famille	Masculinisme, différentialisme sexuel, anti-welfare, anti-gender, anti-feminism	Natalisme, binarité du genre, Responsabilisation sociale de la familiale ("poor-law tradition")	
Décisionnisme	Anti-positivisme juridique, autoritarisme, « strong state »	Common-good constitutionnalism, anti-parlementarisme, limitation du contrôle du juge constitutionnel, rule by law	Remise en question des coutumes constitutionnelles assurant l'équilibre des pouvoirs, instrumentalisation des dispositifs constitutionnels favorables à la majorité au pouvoir (constitutionnalisme abusif), limitation des contre-pouvoirs verticaux et horizontaux
Marché	Marché dérégulé, Etat protecteur du marché	Démantèlement de l'Etat providence, politique de l'offre, Protection du capitalisme national	Suppression anti-trust, constitutionnalisation du free-market, fiscalité avantageuse pour les entreprises et les grandes fortunes

Bibliographie

Etudes de l'illibéralisme

BÁNKUTI Miklós, HALMAI Gábor et SCHEPPELE Kim Lane, « Hungary's Illiberal Turn: Disabling the Constitution », *Journal of Democracy*, 23, Johns Hopkins University Press, 2012, n° 3, p. 138-146.

BARBÉ Vanessa, COMBRADE Bertrand-Léo et SÉNAC Charles-Édouard, *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, [s. l.], Bruylant, 2023, 496 p.

BEHR Valentin, « Towards a transnational and social history of anti-liberalism. Insights from the trajectory of Ryszard Legutko », *European Politics and Society*, 24, Routledge, janvier 2023, n° 1, p. 22-39.

BEHRENT Michael C., « Left and New Left Critiques of Liberalism », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

BELL Daniel A., « Democracy in Confucian Societies: The Challenge of Justification », in Bell Daniel A., Brown David, Jayasuriya Kanishka, et al. (éd.), *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia*, London, Palgrave Macmillan UK, 1995, p. 17-40, https://doi.org/10.1057/9780230376410_2

BELL Daniel A., BROWN David, JAYASURIYA Kanishka et al., *Towards Illiberal Democracy* [en ligne], Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1995, <http://link.springer.com/10.1057/9780230376410>

BELL Daniel A. et JAYASURIYA Kanishka, « Understanding Illiberal Democracy: A Framework », in Bell Daniel A., Brown David, Jayasuriya Kanishka, et al. (éd.), *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia*, London, Palgrave Macmillan UK, 1995, p. 1-16, https://doi.org/10.1057/9780230376410_1

BEREZIN Mabel, « Identity, Narratives, and Nationalism », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

BIEN-KACAŁA Tímea Drinóczi Agnieszka, *Illiberal Constitutionalism in Poland and Hungary: The Deterioration of Democracy, Misuse of Human Rights and Abuse of the Rule of Law*, London, Routledge, 2021, 236 p.

BLOKKER Paul, « Populism and Illiberalism », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

Id., « Populist Counter-Constitutionalism, Conservatism, and Legal Fundamentalism », *European Constitutional Law Review*, 15, Cambridge University Press, septembre 2019, n° 3, p. 519-543.

BLUHM Katharina et VARGA Mihai, « Conservative Developmental Statism in East Central Europe and Russia », *New Political Economy*, 25, Routledge, juin 2020, n° 4, p. 642-659.

BOGAARDS Matthijs et PETŐ Andrea, « Gendering De-Democratization: Gender and Illiberalism in Post-Communist Europe », *Politics and Governance*, 10, octobre 2022, n° 4, p. 1-5.

BOYLE Michael J., « The Coming Illiberal Order », *Survival*, 58, Routledge, mars 2016, n° 2, p. 35-66.

BUZOGÁNY Aron et VARGA Mihai, « Illiberal thought collectives and policy networks in Hungary and Poland », *European Politics and Society*, 24, Routledge, janvier 2023, n° 1, p. 40-58.

Id., « Illiberal thought collectives and policy networks in Hungary and Poland », *European Politics and Society*, 24, Routledge, janvier 2023, n° 1, p. 40-58.

Id., « The ideational foundations of the illiberal backlash in Central and Eastern Europe: the case of Hungary », *Review of International Political Economy*, 25, Routledge, novembre 2018, n° 6, p. 811-828.

CAMUS Jean-Yves, « The Transnational Networks of the European Radical Populist Right and the Beacon of Hungarian Illiberal Democracy », sur *Illiberalism.org* [en ligne], [consulté le 18 octobre 2024]. <https://www.illiberalism.org/the-transnational-networks-of-the-european-radical-populist-right-and-the-beacon-of-hungarian-illiberal-democracy/>

CANIHAC Hugo, « Illiberal, anti-liberal or post-liberal democracy? Conceptualizing the relationship between populism and political liberalism », *Political Research Exchange*, 4, Routledge, décembre 2022, n° 1, p. 2125327.

COMAN Ramona, BEHR Valentin et BEYER Jan, « The shaping power of anti-liberal ideas », *European Politics and Society*, 24, Routledge, janvier 2023, n° 1, p. 1-4.

CSABA László, « Illiberal Economic Policies », *Routledge Handbook of Illiberalism*, 1re éd., New York, Routledge, 2021, p. 674-690, [consulté le 20 février 2024]. <https://www.taylorfrancis.com/books/9780367260569/chapters/10.4324/9780367260569-48>

CZECH Sławomir et KASSNER Maciej, « Understanding the Rise of Illiberal Populism in Central and Eastern Europe. Insights from Scholarship Influenced by Karl Polanyi », *Forum for Social Economics*, 52, Routledge, juillet 2023, n° 3, p. 223-239.

DIAMOND Larry Jay, « The Illusion of Liberal Autocracy », *Journal of Democracy*, 14, Johns Hopkins University Press, octobre 2003, n° 4, p. 167-171.

DRINOCZI Timea et BIEN-KACALA Agnieszka, « Illiberal Constitutionalism: The Case of Hungary and Poland », *German Law Journal*, 20, 2019, n° 8, p. 1140-1166.

EMMERSON Donald K., « Region and recalcitrance: Rethinking democracy through Southeast Asia », *The Pacific Review*, 8, janvier 1995, n° 2, p. 223-248.

FASSIN Éric, *State Anti-Intellectualism and the Politics of Gender and Race: Illiberal France and Beyond* [en ligne], [s. l.], Central European University Press, 2024, [consulté le 24 mai 2024]. <https://www.istor.org/stable/10.7829/ij.4032511>

FRANKENBERG Günter, *Authoritarianism: Constitutional Perspectives*, [s. l.], Edward Elgar Publishing, 2020, 335 p.

Id., « Authoritarian constitutionalism: coming to terms with modernity's nightmares », *Authoritarian Constitutionalism*, [s. l.], Edward Elgar Publishing, 2019, p. 1-36, [consulté le 20 février 2021]. <https://www.elgaronline.com/view/edcoll/9781788117845/9781788117845.00006.xml>

FRANKENBERG Helena Alviar García Günter, « Authoritarian Structures and Trends in Consolidated Democracies », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

FRICK Marie-Luisa, « Illiberalism and Human Rights », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

GARRARD Graeme, « Illiberalism and Opposition to the Enlightenment », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

GINSBURG Tom, « Asia's Illiberal Governments », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

GÖTZ Elias, « The Crisis of Liberal World Order », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

GRAFF Agnieszka et KOROLCZUK Elżbieta, *Anti-Gender Politics in the Populist Moment* [en ligne], [s. l.], Taylor & Francis, 2022, [consulté le 27 mai 2024]. <https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/50542>

GREENE Alan, « Emergencies and Illiberalism », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

HALL Julia, « The Family and the Nation: The Centrality of Gender Politics in the Rise of European Illiberalism » [en ligne], *Claremont-UC Undergraduate Research Conference on the European Union*, 2023, octobre 2023, n° 1. <https://scholarship.claremont.edu/urceu/vol2023/iss1/10>

HALMAI Gábor, « Restoring Constitutionalism in Hungary: How Should Constitution Making Be Different from What Happened in 1989? » [en ligne], *Verfassungsblog*, décembre 2021, [consulté le 8 janvier 2024]. <https://verfassungsblog.de/restoring-constitutionalism-in-hungary/>

Id., « Illiberal constitutional theories », *Jus politicum*, Editions Dalloz, 2021, p. 135-152.

Id., « Populism, authoritarianism and constitutionalism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, avril 2019, n° 3, p. 296-313.

Id., « Illiberalism in East-Central Europe », 2019, [consulté le 20 février 2024]. <https://papers.ssrn.com/abstract=3486420>

HAMILTON Andy, « Conservatism as Illiberalism », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

HENDRIKSE Reijer, « The Rise of Neo-Illiberalism », *Krisis / Journal for Contemporary Philosophy*, 41, juin 2021, n° 1, p. 65-93.

Id., « Neo-illiberalism », *Geoforum*, 95, octobre 2018, p. 169-172.

HENNIG Anja, « The Ambivalence of the Liberal-Illiberal Dynamic », sur *Illiberalism.org* [en ligne], [consulté le 24 septembre 2024]. <https://www.illiberalism.org/the-ambivalence-of-the-liberal-illiberal-dynamic/>

HIRSCHL Ran, « Theocracy », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

HOLMES Stephen, « The Antiliberal Idea », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

HUQ Aziz Z., « Illiberalism and Islam », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

JAUME Lucien et HOURQUEBIE Fabrice, « “« Démocratie illibérale »” : une nouvelle notion ? » Constitutions :Revue de droit constitutionnel appliqué, 2019, 6, pp.177-187.

JOHNSTON Savannah, « What Enemy Hath Done This? The Death of the Fusion Movement and the Rise of Illiberal Conservatism » [en ligne], *CGU Theses & Dissertations*, janvier 2020. https://scholarship.claremont.edu/cgu_etd/638

JOHNSTON Savannah Eccles, « The Rise of Illiberal Conservatism: Immigration and Nationhood at National Review », *American Political Thought*, 10, The University of Chicago Press, mars 2021, n° 2, p. 190-216.

JONES, JAYASURIYA, BELL *et al.*, « Towards a Model of Illiberal Democracy », in Bell Daniel A., Brown David, Jayasuriya Kanishka, et al. (éd.), *Towards Illiberal Democracy in Pacific Asia*, London, Palgrave Macmillan UK, 1995, p. 163-167, [consulté le 31 juillet 2023]. https://doi.org/10.1057/9780230376410_7

KAUTH Jasper Theodor et KING Desmond, « Illiberalism », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 61, Cambridge University Press, décembre 2020, n° 3, p. 365-405.

KIM Seongcheol, « Between illiberalism and hyper-neoliberalism: competing populist discourses in the Czech Republic », *European Politics and Society*, 0, février 2020, n° 0, p. 1-16.

KING Desmond, *In The Name of Liberalism: Illiberal Social Policy in the USA and Britain*, [s. l.], OUP Oxford, 1999, 355 p.

KING Desmond S., *The New Right Politics, Markets and Citizenship* [en ligne], London, Macmillan Education UK, 1987, [consulté le 26 août 2024]. <http://link.springer.com/10.1007/978-1-349-18864-2>

KITSCHOLT Herbert et MCGANN Anthony J., *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, [s. l.], University of Michigan Press, 1997, 356 p.

KLAPIS Antonis, *An Unholy Alliance: The European Far Right and Putin's Russia*, [s. l.], Wilfried Martens Centre for European Studies, 2015, 75 p.

KOCHI Tarik, « Authoritarian Populism, Democracy and the Long Counter-Revolution of the Radical Right », *Contemporary Political Theory*, 22, décembre 2023, n° 4, p. 439-459.

KÓCZÉ Angéla, « Dual Attack on Social Justice: The Delegitimization of "Woke"/"Wokism" | illiberalism.org », sur <https://www.illiberalism.org/> [en ligne], [consulté le 24 mai 2024]. <https://www.illiberalism.org/dual-attack-on-social-justice-the-delegitimization-of-woke-wokism/>

KOROLCZUK Elżbieta et GRAFF Agnieszka, « Gender as "Ebola from Brussels": The Anticolonial Frame and the Rise of Illiberal Populism », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 43, The University of Chicago Press, juin 2018, n° 4, p. 797-821.

KRASTEV Ivan et HOLMES Stephen, *The Light that Failed: A Reckoning*, [s. l.], Penguin UK, 2019, 249 p.

KRYGIER Martin, « Illiberalism and the Rule of Law », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

LANDAU David, « Abusive Constitutionalism », *U.C. Davis Law Review*, 47, novembre 2013, n° 1, p. 189-260.

LANGE Sarah L. de et MÜGGE Liza M., « Gender and right-wing populism in the Low Countries: ideological variations across parties and time » [en ligne], *Patterns of Prejudice*, Routledge, mars 2015, [consulté le 13 août 2024]. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/0031322X.2015.1014199>

LARUELLE Marlene, « Introduction: Illiberalism Studies as a Field », in Laruelle Marlene (éd.), *The Oxford Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Oxford University Press, 2024, p. 0, [consulté le 21 septembre 2024]. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780197639108.013.49>

Id., « Illiberalism: a conceptual introduction », *East European Politics*, 38, Routledge, avril 2022, n° 2, p. 303-327.

Id., « 1. Russia's "Fascism" or "Illiberalism"? », *1. Russia's "Fascism" or "Illiberalism"?*, [s. l.], Cornell University Press, 2021, p. 10-27, [consulté le 13 juin 2024]. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.1515/9781501754159-003/html?lang=en>

Id., « Making Sense of Russia's Illiberalism », *Journal of Democracy*, 31, Johns Hopkins University Press, 2020, n° 3, p. 115-129.

Id., « The Izborsky Club, or the New Conservative Avant-Garde in Russia », *The Russian Review*, 75, 2016, n° 4, p. 626-644.

Id., « Introduction: Illiberalism Studies as a Field », in Laruelle Marlene (éd.), *The Oxford Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Oxford University Press, [s. d.], p. 0, [consulté le 16 août 2024]. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780197639108.013.49>

Id., « Wrestling with Ethical Issues in Studying Illiberalism: Some Remarks from the U.S. Context », sur *Illiberalism.org* [en ligne], [consulté le 24 septembre 2024]. <https://www.illiberalism.org/wrestling-with-ethical-issues-in-studying-illiberalism-some-remarks-from-the-us-context/>

LENDVAI-BAINTON Noemi et SZELEWA Dorota, « Governing new authoritarianism: Populism, nationalism and radical welfare reforms in Hungary and Poland », *Social Policy & Administration*, 55, 2021, n° 4, p. 559-572.

LOTTHOLZ Philipp, *Post-Liberal Statebuilding in Central Asia: Imaginaries, Discourses and Practices of Social Ordering* [en ligne], [s. l.], Bristol University Press, 2022, [consulté le 24 septembre 2024]. https://muse.jhu.edu/pub/345/oa_monograph/book/100982

MANCINI Susanna et PALAZZO Nausica, « The Body of the Nation: Illiberalism and Gender », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

MÉRIEAU Eugénie, « Singapour, modèle global de démocratie illibérale. Constitutionnalisme et État de droit au prisme des “valeurs asiatiques” », *Revue française de droit constitutionnel*, 133, Presses Universitaires de France, 2023, n° 1, p. 227-243.

MINEUR Didier, « Qu’est-ce que la démocratie illibérale ? », *Cites*, N° 79, Presses Universitaires de France, octobre 2019, n° 3, p. 105-117.

MOATTI Claudia et MÜLLER Christel, « The People in Ancient Times and the Rise of “Populism” », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

MØLLER J., « A critical note on “the rise of illiberal democracy” », *Australian Journal of Political Science*, 43, 2008, n° 3, p. 555-561.

MONDON Aurelien, « I Was Gonna Fight Fascism...: The Need for a Critical Approach to Illiberalism », *Journal of Illiberalism Studies*, 4, mai 2024, n° 1, p. 9-18.

Id., « Really existing liberalism, the bulwark fantasy, and the enabling of reactionary, far right politics1 » [en ligne], *Constellations*, n/a, n° n/a, [consulté le 9 juillet 2024]. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1467-8675.12749>

MONDON Aurelien et WINTER Aaron, *Reactionary Democracy: How Racism and the Populist Far Right Became Mainstream*, [s. l.], Verso Books, 2020, 241 p.

MÜLLER Jan-Werner, « The Problem With “Illiberal Democracy” – by Jan-Werner Müller », publié le 27 janvier 2016, [consulté le 29 septembre 2023]. <https://www.socialeurope.eu/the-problem-with-illiberal-democracy>

Id., « “The People Must Be Extracted from Within the People”: Reflections on Populism », *Constellations*, 21, 2014, n° 4, p. 483-493.

MUTALIB Hussin, « Illiberal democracy and the future of opposition in Singapore », *Third World Quarterly*, 21, avril 2000, n° 2, p. 313-342.

NAVARRETE Arsenio Cuenca, « The Spanish and French Far Rights in Their Quest for a New Traditionalist Order », sur *Illiberalism.org* [en ligne], [consulté le 18 octobre 2024]. <https://www.illiberalism.org/the-spanish-and-french-far-rights-in-their-quest-for-a-new-traditionalist-order/>

NORRIS Pippa et INGLEHART Ronald, *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, [s. l.], Cambridge University Press, 2019, 555 p.

PAPPAS Takis S., « What is Populism? », in Pappas Takis S. (éd.), *Populism and Liberal Democracy: A Comparative and Theoretical Analysis*, [s. l.], Oxford University Press, 2019, p. 0, [consulté le 18 octobre 2024]. <https://doi.org/10.1093/oso/9780198837886.003.0001>

Id., *Populism and Liberal Democracy: A Comparative and Theoretical Analysis*, [s. l.], Oxford University Press, 2019, 331 p.

PAPPAS Takis S. et PAPPAS Takis S., *Populism and Liberal Democracy: A Comparative and Theoretical Analysis*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2019, 332 p.

PETŐ Andrea, « Gender and Illiberalism », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

PLATTNER Marc F., « Illiberal Democracy and the Struggle on the Right », *Journal of Democracy*, 30, Johns Hopkins University Press, 2019, n° 1, p. 5-19.

REYNIÉ Yves Bertoncini Dominique, « The Illiberal Challenge in the European Union », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

RICZ Judit, « The Anatomy of the Newly Emerging Illiberal Model of State Capitalism: A Developmental Dead End? », *International Journal of Public Administration*, 44, Routledge, octobre 2021, n° 14, p. 1253-1263.

ROSENBLATT Helena, « The History of Illiberalism », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

RUIZ Jean-Marie et VAGNOUX Isabelle, « Aux racines du “trumpisme” : un illibéralisme américain », 20 & 21. *Revue d'histoire*, 153, Presses de Sciences Po, 2022, n° 1, p. 3-17.

RUPNIK Jacques, « Illiberal Democracy and Hybrid Regimes in East-Central Europe », [s. l.], The Institute for European, Russian, and Eurasian Studies, 2023, p. 9, [consulté le 28 août 2024]. <https://sciencespo.hal.science/hal-03980745>

Id., « Démocrature en Europe du Centre-Est : trente ans après 1989 », *Pouvoirs*, 169, Le Seuil, mai 2019, n° 2, p. 73-84.

Id., « La démocratie illibérale en Europe centrale », Lalo Alexandra (trad.), *Esprit*, Juin, Éditions Esprit, 2017, n° 6, p. 69-85.

Id., « Hungary's Illiberal Turn: How Things Went Wrong », *Journal of Democracy*, 23, Johns Hopkins University Press, 2012, n° 3, p. 132-137.

Id., « Spleen démocratique ou retour du politique ? » [en ligne], *La Vie des idées*, La Vie des idées, octobre 2007, [consulté le 20 février 2024]. <https://laviedesidees.fr/Spleen-democratique-ou-retour-du>

SAJÓ András, UITZ Renáta et HOLMES Stephen (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, New York, Routledge, 2021, 1024 p.

SALDÍAS Nicolás, « Javier Milei, the New Right and the Rise of Libertarian Populism in Argentina | illiberalism.org », sur <https://www.illiberalism.org/> [en ligne], [consulté le 19 avril 2024]. <https://www.illiberalism.org/javier-milei-the-new-right-and-the-rise-of-libertarian-populism-in-argentina/>

SAMUR Tuğberk, « Karl Polanyi's The Great Transformation: The Critique of Liberalism and the Emergence of Illiberalism | illiberalism.org », sur <https://www.illiberalism.org/> [en ligne], [consulté le 13 août 2024]. <https://www.illiberalism.org/karl-polanyis-the-great-transformation-the-critique-of-liberalism-and-the-emergence-of-illiberalism/>

SCHEIRING Gábor, « The Social Requisites of Illiberalism », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

SCHEPPELE Kim Lane, « Autocratic Legalism », *The University of Chicago Law Review*, 85, The University of Chicago Law Review, 2018, n° 2, p. 545-584.

SCHIR Périne, « Comment Éric Zemmour a-t-il droitisé la France ? », sur *The Conversation* [en ligne], publié le 24 mars 2024, [consulté le 27 mai 2024]. <http://theconversation.com/comment-eric-zemmour-a-t-il-droitise-la-france-225503>

SCHIR Perine, *Le courant « illibéral » en France : renouveau de la pensée conservatrice ou extrême droite ?* [en ligne], Faye Emmanuel et Laruelle Marlene (dir.), These en préparation, Normandie, 2021, [consulté le 18 octobre 2024]. <https://theses.fr/s391943>

SCHIR Périne et LARUELLE Marlène, « Eric Zemmour, The New Face of the French Far Right: Media-Sponsored, Neoliberal, and Reactionary », *Journal of Illiberalism Studies*, 2, 2022, n° 2, p. 1-17.

SIBGATULLINA Gulnaz, « Illiberalism and Islam », in Laruelle Marlene (éd.), *The Oxford Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Oxford University Press, [s. d.], p. 0, [consulté le 16 août 2024]. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780197639108.013.14>

SMILOVA Ruzha, « The Ideational Core of Democratic Illiberalism », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

SOMMERER Erwan, *Illibéralisme et anti-pluralisme : peut-on définir le libéralisme au prisme de ses crises ?*, [s. l.], [s. n.], 2022.

SWYNGEDOUW Erik, « Illiberalism and the democratic paradox: The infernal dialectic of neoliberal emancipation », *European Journal of Social Theory*, 25, SAGE Publications Ltd, février 2022, n° 1, p. 53-74.

SZELENYI Ivan et CSILLAG Tamás, « Drifting from liberal democracy. Neo-conservative ideology of managed illiberal democratic capitalism in post-communist Europe » [en ligne], *Intersections. East European Journal of Society and Politics*, 1, février 2015, n° 1, [consulté le 14 janvier 2022]. <https://intersections.tk.mta.hu/index.php/intersections/article/view/28>

TAIT Joshua, « American Illiberal Thinkers », in Laruelle Marlene (éd.), *The Oxford Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Oxford University Press, [s. d.], p. 0, [consulté le 26 août 2024]. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780197639108.013.33>

TALISSE Robert B., « Political Philosophy and Political Illiberalism: A Critical Response to Peter Simpson », *The American Journal of Jurisprudence*, 62, juin 2017, n° 1, p. 7-20.

TAN Netina et PREECE Cassandra, « Democratic backsliding in illiberal Singapore », *Asian Journal of Comparative Politics*, SAGE Publications, décembre 2022, p. 20578911221141090.

TONY MICHELS, « Donald Trump and the Triumph of Antiliberalism », *Jewish Social Studies*, 22, 2017, n° 3, p. 186.

TUSHNET Mark, « Varieties of Liberal Constitutionalism », *Routledge Handbook of Comparative Constitutional Change*, [s. l.], Routledge, 2020.

Id., « Varieties of populism », *German Law Journal*, 20, Cambridge University Press, avril 2019, n° 3, p. 382-389.

Id., « The Possibility of Illiberal Constitutionalism Dunwody Distinguished Lecture in Law », *Florida Law Review*, 69, 2017, n° 6, p. 1367-1384.

Id., « Varieties of Constitutionalism Editorial », *International Journal of Constitutional Law*, 14, 2016, n° 1, p. 1-5.

Id., « Authoritarian Constitutionalism », *Cornell Law Review*, 100, 2015 2014, n° 2, p. 391-462.

UITZ András Sajó Renáta, « A Compass for Illiberalism Research », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

UITZ Renáta, « Constitutional Practices in Times “After Liberty” », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

VARGA Mihai et BUZOGÁNY Aron, « The Two Faces of the ‘Global Right’: Revolutionary Conservatives and National-Conservatives », *Critical Sociology*, 48, SAGE Publications Ltd, septembre 2022, n° 6, p. 1089-1107.

VORMANN Boris et WEINMAN Michael D., *The Emergence of Illiberalism: Understanding a Global Phenomenon*, [s. l.], Routledge, 2020, 271 p.

WAGRANDL Ulrich, « A Theory of Illiberal Democracy », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

WALKER Graham, « The Idea of Nonliberal Constitutionalism », *Nomos*, 39, American Society for Political and Legal Philosophy, 1997, p. 154-184.

WALKER Neil, « Illiberalism and National Sovereignty », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

WALLER Julian G., « Elites and Institutions in the Russian Thermidor: Regime Instrumentalism, Entrepreneurial Signaling, and Inherent Illiberalism Introduction », 1, juin 2021, p. 1-23.

Id., « Integralism, Political Catholicism, and Democracy in the Modern West », 2023, [consulté le 22 août 2024]. <https://papers.ssrn.com/abstract=4467465>

Id., « Illiberalism and Authoritarianism », 2023, [consulté le 10 novembre 2023]. <https://papers.ssrn.com/abstract=4463982>

Id., « Distinctions With a Difference: Illiberalism and Authoritarianism in Scholarly Study », *Political Studies Review*, mars 2023, p. 14789299231159253.

Id., « Disentangling Authoritarianism and Illiberalism in the Context of the Global States System », *Journal of International Affairs*, 75, Journal of International Affairs Editorial Board, 2022, n° 1, p. 33-54.

Id., « Illiberalism and Postliberalism: Comparing Ideological Ferment in Eastern Europe and the Anglo-American World | illiberalism.org », sur <https://www.illiberalism.org/> [en ligne], [consulté le 21 mai 2024]. <https://www.illiberalism.org/illiberalism-and-postliberalism-comparing-ideological-ferment-in-eastern-europe-and-the-anglo-american-world/>

WEINMAN Michael D. et VORMANN Boris, « From a Politics of No Alternative to a Politics of Fear: Illiberalism and Its Variants », *The Emergence of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2020.

ZAKARIA Fareed, *The Future of Freedom: Illiberal Democracy at Home and Abroad*, [s. l.], W.W. Norton, 2003, 296 p.

Id., « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, 99, Gallimard, 1998, n° 2, p. 17-26.

Id., « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, 76, Council on Foreign Relations, 1997, n° 6, p. 22-43.

ZASLOVE Andrej, « The Populist Radical Right: Ideology, Party Families and Core Principles », *Political Studies Review*, 7, SAGE Publications, septembre 2009, n° 3, p. 309-318.

Nébuleuse illibérale

AHMARI Sohrab, *Tyranny, Inc.: How Private Power Crushed American Liberty--and What to Do About It*, [s. l.], Random House Publishing Group, 2023, 289 p.

CASS Oren, « A New Conservatism » [en ligne], *Foreign Affairs*, 100, 12 février 2021, n° 2, [consulté le 28 août 2024]. <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2021-02-12/new-conservatism-free-market>

DENEEN Patrick J., *Why Liberalism Failed*, [s. l.], Yale University Press, 2019, 263 p.

DREHER Rod, « Sohrab Ahmari Vs. David French », sur *The American Conservative* [en ligne], publié le 30 mai 2019, [consulté le 26 août 2024]. <https://www.theamericanconservative.com/sohrab-ahmari-vs-david-french/>

HAZONY Yoram, *Conservatism: A Rediscovery*, [s. l.], Simon and Schuster, 2022, 286 p.

Id., *The Virtue of Nationalism*, [s. l.], Hachette UK, 2018, 258 p.

LEGUTKO Ryszard, *The Demon in Democracy: Totalitarian Temptations in Free Societies*, [s. l.], Encounter Books, 2018, 183 p.

Id., « Was Hayek an instrumentalist? », *Critical Review*, 11, Routledge, janvier 1997, n° 1, p. 145-164.

Id., « The free market in a republic » [en ligne], *Critical Review*, Taylor & Francis Group, janvier 1991, [consulté le 28 août 2024]. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/08913819108443209>

POSNER Eric A. et VERMEULE Adrian, « The Votes of Other Judges », *Georgetown Law Journal*, 105, 2017 2016, n° 1, p. 159-190.

Id., *The Executive Unbound: After the Madisonian Republic*, [s. l.], Oxford University Press, 2011, 256 p.

SUNSTEIN Cass R. et VERMEULE Adrian, *Law and Leviathan: Redeeming the Administrative State*, [s. l.], Harvard University Press, 2020, 209 p.

Id., « The Unbearable Rightness of Auer Symposium: Developing Best Practices for Legal Analysis », *University of Chicago Law Review*, 84, 2017, n° 1, p. 297-322.

VERMEULE Adrian, *Common Good Constitutionalism*, [s. l.], John Wiley & Sons, 2022, 171 p.

Id., « Beyond Originalism », sur *The Atlantic* [en ligne], publié le 31 mars 2020, [consulté le 7 août 2024]. <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/03/common-good-constitutionalism/609037/>

Id., « Liberalism and the Invisible Hand », sur *American Affairs Journal* [en ligne], publié le 20 février 2019, [consulté le 23 août 2024]. <https://americanaffairsjournal.org/2019/02/liberalism-and-the-invisible-hand/>

Id., « Integration from Within », sur *American Affairs Journal* [en ligne], publié le 20 février 2018, [consulté le 29 juillet 2024].
<https://americanaffairsjournal.org/2018/02/integration-from-within/>

Id., *The System of the Constitution*, [s. l.], Oxford University Press, USA, 2011, 227 p.

Id., « Our Schmittian Administrative Law », *Harvard Law Review*, 122, 2009 2008, n° 4, p. 1095-1150.

« The Year of Illiberal Liberalism », sur *National Review* [en ligne], publié le 31 janvier 2024, [consulté le 26 août 2024]. <https://www.nationalreview.com/2024/01/the-year-of-illiberal-liberalism/>

« Rolling Back Woke Higher Ed », sur *National Review* [en ligne], publié le 1 décembre 2022, [consulté le 26 août 2024]. <https://www.nationalreview.com/magazine/2022/12/19/rolling-back-woke-higher-ed/>

« Against Right Liberalism », sur *Compact* [en ligne], publié le 22 mars 2022, [consulté le 27 août 2024]. <https://www.compactmag.com/article/against-right-liberalism/>

« Why Postmodernism Is Incompatible with a Politics of Liberty | Mises Institute », publié le 5 avril 2021, [consulté le 27 mai 2024]. <https://mises.org/mises-wire/why-postmodernism-incompatible-politics-liberty>

« Why I Am Not a Liberal | Ryszard Legutko », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 mars 2020, [consulté le 26 août 2024]. <https://www.firstthings.com/article/2020/03/why-i-am-not-a-liberal>

« Anti-Market Conservatives Want to Fix Social Ills, But Their Cure Will Only Make Things Worse | Mises Institute », publié le 3 décembre 2019, [consulté le 23 août 2024]. <https://mises.org/mises-wire/anti-market-conservatives-want-fix-social-ills-their-cure-will-only-make-things-worse>

« The New American Right | Sohrab Ahmari », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 octobre 2019, [consulté le 27 août 2024].
<https://www.firstthings.com/article/2019/10/the-new-american-right>

« Against David French-ism | Sohrab Ahmari », sur *First Things* [en ligne], publié le 29 mai 2019, [consulté le 26 août 2024]. <https://www.firstthings.com/web-exclusives/2019/05/against-david-french-ism>

« Against the Dead Consensus | Various », sur *First Things* [en ligne], publié le 21 mars 2019, [consulté le 8 août 2024]. <https://www.firstthings.com/web-exclusives/2019/03/against-the-dead-consensus>

« Conservative Democracy | Yoram Hazony », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 janvier 2019, [consulté le 26 août 2024].
<https://www.firstthings.com/article/2019/01/conservative-democracy>

« How Postmodernism Breeds Conflict », sur *National Review* [en ligne], publié le 4 octobre 2018, [consulté le 27 mai 2024].
<https://www.nationalreview.com/2018/10/postmodernism-relativism-breeds-bullies-conflict/>

« A Christian Strategy | Adrian Vermeule », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 novembre 2017, [consulté le 28 octobre 2024].
<https://www.firstthings.com/article/2017/11/a-christian-strategy>

« Liturgy of Liberalism | Adrian Vermeule », sur *First Things* [en ligne], publié le 1 janvier 2017, [consulté le 29 juillet 2024]. <https://www.firstthings.com/article/2017/01/liturgy-of-liberalism>

« Political Illiberalism: A Defense of Freedom by Peter L.P. Simpson | Mises Institute », publié le 7 décembre 2015, [consulté le 25 juillet 2024]. <https://mises.org/austrian/political-illiberalism-defense-freedom-peter-lp-simpson>

Jeu de langage libéralisme-illibéralisme

ACHACHE Gilles, « Les nouveaux ennemis de la tradition libérale », *Commentaire*, Numéro 185, Commentaire SA, 2024, n° 1, p. 47-51.

ARGENTON Cédric, « Wokisme : l'autre pandémie », *Commentaire*, Numéro 177, Commentaire SA, 2022, n° 1, p. 205-208.

AUDIER Serge, « 7. Un « libéralisme » néo-conservateur ? », Poche / Essais, 2009.

DE SAINT-VICTOR Jacques, « “Libérisme” contre libéralisme », *Critique des nouvelles servitudes*, Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, 2007, p. 113-143, [consulté le 19 avril 2024]. <https://www.cairn.info/critique-des-nouvelles-servitudes--9782130559375-p-113.htm>

FÆSSEL Michaël, « Néolibéralisme versus libéralisme ? », *Esprit*, Novembre, 2008, n° 11, p. 78-97.

FREEDEN Michael, *Ideologies and Political Theory: A Conceptual Approach*, [s. l.], Clarendon Press, 1996, 603 p.

FREEDEN Michael, FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier et LEONHARD Jörn, *In Search of European Liberalisms: Concepts, Languages, Ideologies*, [s. l.], Berghahn Books, 2019, 352 p.

FUKUYAMA Francis, *Liberalism and Its Discontents*, [s. l.], Profile Books, 2022, 112 p.

FUREDÍ Frank, « The Psychological Construction of the Illiberal Subject », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

Id., *Populism and the European Culture Wars: The Conflict of Values between Hungary and the EU*, [s. l.], Routledge, 2017, 207 p.

Id., « Illiberal Liberalism: A Genealogy | illiberalism.org », sur <https://www.illiberalism.org/> [en ligne], [consulté le 20 avril 2024]. <https://www.illiberalism.org/illiberal-liberalism-a-genealogy/>

HAYEK F. A., *The Road to Serfdom: Text and Documents: The Definitive Edition*, [s. l.], Routledge, 2014, 296 p.

Id., *La constitution de la liberté*, [s. l.], Litec, 1994, 530 p.

Id., *Individualism: True and False*, [s. l.], Dublin, Hodges, Figgis & Co., Ltd.; [Etc., Etc.], 1946.

HAYEK Friedrich August et PITON Christophe, « Les intellectuels et le socialisme », *Commentaire*, 99, Commentaire SA, 2002, n° 3, p. 673-684.

HELLER Hermann, « Authoritarian Liberalism? », *European Law Journal*, 21, John Wiley & Sons, Ltd, mai 2015, n° 3, p. 295-301.

HOLMES Stephen, *The Anatomy of Antiliberalism* [en ligne], [s. l.], Harvard University Press, 1996.

HOLMES Stephen, *TWELVE. The Permanent Structure of Antiliberal Thought* [en ligne], Liberalism and the Moral Life, [s. l.], Harvard University Press, 1989. <https://www.degruyter.com/view/book/9780674864443/10.4159/harvard.9780674864443.c16.xml>

KÉVORKIAN Gilles et AUDIER Serge, *La pensée libérale: histoire et controverses*, [s. l.], Ellipses, 2010, 394 p.

KEYNES John Maynard, « The End of Laissez-Faire », in Keynes John Maynard (éd.), *Essays in Persuasion*, London, Palgrave Macmillan UK, 2010, p. 272-294, [consulté le 1 juillet 2021]. https://doi.org/10.1007/978-1-349-59072-8_21

KIM Sungmoon, « Liberalism without Democracy? – Tongdong Bai, Against Political Equality: The Confucian Case. (Princeton, NJ: Princeton University Press, 2020. Pp. 344.) », *The Review of Politics*, 83, mai 2021, n° 2, p. 278-281.

Id., « Just Hierarchy: Why Social Hierarchies Matter in China and the Rest of the World. By Daniel A. Bell and Wang Pei. Princeton: Princeton University Press, 2020. 262p. \$29.95 cloth. », *Perspectives on Politics*, 19, mars 2021, n° 1, p. 235-237.

Id., *Democracy after Virtue: Toward Pragmatic Confucian Democracy*, [s. l.], Oxford University Press, 2018, 273 p.

Id., « Pragmatic Confucian Democracy: Rethinking the Value of Democracy in East Asia », *The Journal of Politics*, 79, The University of Chicago Press, janvier 2017, n° 1, p. 237-249.

Id., *Public Reason Confucianism: Democratic Perfectionism and Constitutionalism in East Asia*, [s. l.], Cambridge University Press, 2016, 289 p.

Id., « Confucian Democracy in East Asia: Theory and Practice », sur *Cambridge Core* [en ligne], Cambridge University Press, publié le février 2014, [consulté le 30 avril 2020]. [/core/books/confucian-democracy-in-east-asia/BF0670B2C548733BDB0A747C9D371752](https://www.cambridge.org/core/books/confucian-democracy-in-east-asia/BF0670B2C548733BDB0A747C9D371752)

Id., « To Become a Confucian Democratic Citizen: Against Meritocratic Elitism », *British Journal of Political Science*, 43, juillet 2013, n° 3, p. 579-599.

Id. (dir.), « In Defense of Confucian Democratic Welfarism », *Confucian Democracy in East Asia: Theory and Practice*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 154-178, [consulté le 3 juin 2024]. <https://www.cambridge.org/core/books/confucian-democracy-in-east-asia/in-defense-of-confucian-democratic-welfarism/4E37BFAD85ED2EEF6E4325F0D4DA8042>

LACROIX Justine, « Peut-on être libéral et communautarien? La pensée politique de Michaël Walzer », *Swiss Political Science Review*, 7, 2001, n° 1, p. 83-93.

LE POURHIET Anne-Marie, « Gouvernement des juges et post-démocratie », *Constructif*, 61, Fédération Française du Bâtiment, 2022, n° 1, p. 45-49.

Id., « Démocratie illibérale : un oxymore ? », *Administration*, 270, L'Association du Corps Préfectoral et des Hauts Fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, 2021, n° 2, p. 42-44.

Id., « Le droit constitutionnel de la reconnaissance », *Civitas Europa*, 32, IRENEE / Université de Lorraine, 2014, n° 1, p. 37-53.

Id., « Pour une analyse critique de la discrimination positive », *Le Débat*, 114, Gallimard, 2001, n° 2, p. 166-177.

LÉGÉ Philippe, « Le mirage du libéralisme hayékien », *Revue Française de Socio-Economie*, n° 3, avril 2009, n° 1, p. 77-95.

Id., « HAYEK'S READINGS OF MILL », *Journal of the History of Economic Thought*, 30, Cambridge University Press, juin 2008, n° 2, p. 199-215.

Id., « Hayek : penseur génial ou incohérent ? », *L'Economie politique*, n° 36, 2007, n° 4, p. 46-59.

LOSURDO Domenico, *Liberalism: A Counter-History*, [s. l.], Verso Books, 2014, 385 p.

MANENT Pierre, *Histoire intellectuelle du libéralisme*, [s. l.], Pluriel, 2012, 250 p.

Id., « Préface », *Alasdair MacIntyre une biographie intellectuelle*, Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, 2005, p. 1-6, [consulté le 18 avril 2024]. <https://www.cairn.info/alasdair-macintyre-une-biographie-intellectuelle--9782130549291-p-1.htm>

MOFFITT Benjamin, « Liberal Illiberalism? The Reshaping of the Contemporary Populist Radical Right in Northern Europe », *Politics and Governance*, 5, décembre 2017, n° 4, p. 112-122.

MOUNK Yascha, *Le piège de l'identité: Comment une idée progressiste est devenue une idéologie mortifère*, [s. l.], Humensis, 2023, 242 p.

Id., *The Identity Trap: A Story of Ideas and Power in Our Time*, [s. l.], Random House, 2023, 318 p.

Id., « The People vs. Democracy: Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It », *The People vs. Democracy*, [s. l.], Harvard University Press, 2018, [consulté le 16 novembre 2023]. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.4159/9780674984776/html?lang%3Den=>

ROSENBLATT Helena, *The Lost History of Liberalism: From Ancient Rome to the Twenty-First Century* [en ligne], *The Lost History of Liberalism*, [s. l.], Princeton University Press, 2018, [consulté le 4 juin 2022]. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.1515/9780691184135/html?lang=de>

SCHAEFER David Lewis, *Illiberal Justice: John Rawls Vs. the American Political Tradition*, [s. l.], University of Missouri Press, 2007, 387 p.

SCHEUERMAN William E., « Donald Trump meets Carl Schmitt », *Philosophy & Social Criticism*, 45, SAGE Publications Ltd, décembre 2019, n° 9-10, p. 1170-1185.

Id., « Economic Globalization and the Rule of Law », *Constellations*, 6, 1999, n° 1, p. 3-25.

Id., « The unholy alliance of Carl Schmitt and Friedrich A. Hayek », *Constellations*, 4, 1997, n° 2, p. 172-188.

SKORUPSKI John Maria, « The conservative critique of liberalism », in Wall Stephen (éd.), *The Cambridge Companion to Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 401-422, [consulté le 19 février 2024]. <https://www.cambridge.org/gb/academic/subjects/philosophy/political-philosophy/cambridge-companion-liberalism?format=HB>

WALZER Michael, « What rights for illiberal communities », *Forms of justice: Critical perspectives on David Miller's political philosophy*, 2003, p. 123-134.

Id., « The Communitarian Critique of Liberalism », *Political Theory*, 18, Sage Publications, Inc., 1990, n° 1, p. 6-23.

« A-M Le Pourhiet : « L'idéologie décoloniale est un charlatanisme rémunéré par le contribuable » », [consulté le 19 avril 2024]. <https://frontpopulaire.fr/societe/contents/a-m-le-pourhiet-lideologie-decoloniale-est-un-charlatanisme-remunere-par-le-co354246>

« The great awakening—America's threat from the illiberal left » [en ligne], *The Economist*, [consulté le 24 mai 2024]. <https://www.economist.com/podcasts/2021/09/03/the-great-awakening-americas-threat-from-the-illiberal-left>

Bibliographie générale

ABBEY Ruth, « Is Liberalism Now an Essentially Contested Concept? », *New Political Science*, 27, Routledge, décembre 2005, n° 4, p. 461-480.

AKYOL Mustafa, « Muslims are not betraying Islam in embracing liberal democracy » [en ligne], *The Guardian*, 12 décembre 2011, [consulté le 9 octobre 2024]. <https://www.theguardian.com/commentisfree/belief/2011/dec/12/muslims-islam-liberal-democracy>

ALDUY Cécile, COLLOVALD Annie, PRANCHÈRE Jean-Yves *et al.*, « Les faillites du langage », *Esprit*, Éditions Esprit, octobre 2023, n° 10, p. 65-79.

ALVIAR GARCÍA Helena, « Neoliberalism as a form of authoritarian constitutionalism », *Authoritarian Constitutionalism*, [s. l.], Edward Elgar Publishing, 2019, p. 37-56, [consulté le 9 février 2021]. <https://www.elgaronline.com/view/edcoll/9781788117845/9781788117845.00007.xml>

AMBROISE Bruno, « La rationalité de l'efficacité performative », in De Fornel Michel et Ogien Albert (éd.), *Bourdieu : Théoricien de la pratique*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2011, p. 195-220, [consulté le 28 mai 2024]. <https://books.openedition.org/editionsehess/11796>

ANSCOMBE Elizabeth, AUCOUTURIER Valérie et JOMAT Anaïs, « La question de l'idéalisme linguistique », *Cahiers philosophiques*, 158, Vrin, décembre 2019, n° 3, p. 129-153.

ARDANT Gabriel et POLITICS Social Science Research Council (U S.) Committee on Comparative, *The Formation of National States in Western Europe*, [s. l.], Princeton University Press, 1975, 736 p.

ARIAS Eric et STASAVAGE David, « How Large Are the Political Costs of Fiscal Austerity? », *The Journal of Politics*, 81, The University of Chicago Press, octobre 2019, n° 4, p. 1517-1522.

ARON Raymond, *Introduction À la Philosophie Politique: Démocratie Et Révolution*, [s. l.], Lgf/le Livre de Poche, 1997.

Id., « L'idéologie », *Revue européenne des sciences sociales*, 16, Librairie Droz, 1978, n° 43, p. 35-50.

Id., « Réflexions sur la politique et la science politique française », *Revue française de science politique*, 5, 1955, n° 1, p. 5-20.

AUDARD Catherine, « Le "nouveau" libéralisme », *L'Economie politique*, n° 44, novembre 2009, n° 4, p. 6-27.

Id., *Qu'est-ce que le libéralisme?: éthique, politique, société*, [s. l.], Gallimard, 2009, 880 p.

AUDIER Serge, « Le néolibéralisme : Un “libéralisme autoritaire” néo-schmittien ? », *The Idea of Economic Constitution in Europe*, [s. l.], Brill Nijhoff, 2022, p. 204-236, [consulté le 21 mai 2024]. <https://brill.com/display/book/9789004519350/BP000013.xml>

Id., *La pensée anti-68: Essai sur les origines d'une restauration intellectuelle*, [s. l.], La Découverte, 2020, 713 p.

Id., « Conclusion / Socialisme libéral ou « social-libéralisme » ? », Paris, La Découverte, 2014, p. 109-114. <https://www.cairn.info/le-socialisme-liberal--9782707178190-p-109.htm>

Id., *Néolibéralisme(s)*, [s. l.], Grasset, 2012, 400 p.

AZIZ Bin Abdul, *The Influence of Ludwig Wittgenstein in Political Theory* [en ligne], UC Berkeley, 2014, [consulté le 23 mai 2023]. <https://escholarship.org/uc/item/5q35j4bw>

BAKER Gordon P. et HACKER P. M. S., *Wittgenstein: Understanding and Meaning: Volume 1 of an Analytical Commentary on the Philosophical Investigations, Part I: Essays*, [s. l.], John Wiley & Sons, 2008, 421 p.

BALDERACCHI Claudio et TOMINI Luca, « Alternative patterns to electoral autocracy: recognizing diversity in contemporary autocratization processes », *Democratization*, 0, Routledge, n° 0, p. 1-22.

BANKS Marcus, « What Sci-Hub Is and Why It Matters », *American Libraries*, 47, American Library Association, 2016, n° 6, p. 46-49.

BARBER Michael et POPE Jeremy C., « Conservatism in the Era of Trump », *Perspectives on Politics*, 17, septembre 2019, n° 3, p. 719-736.

BEAUD Olivier, « Les mutations de la Ve République. Ou comment se modifie une Constitution écrite », *Pouvoirs*, 99, Le Seuil, 2001, n° 4, p. 19-31.

Id., *Les Derniers Jours de Weimar: Carl Schmitt Face À l'Avènement du Nazisme*, [s. l.], Descartes & Cie, 1997.

BECKER Gary S., « The Morality of Capital Punishment | by Gary S. Becker », sur *Project Syndicate* [en ligne], publié le 28 avril 2006, [consulté le 28 août 2024]. <https://www.project-syndicate.org/commentary/the-morality-of-capital-punishment>

Id., « On the Economics of Capital Punishment » [en ligne], *The Economists' Voice*, 3, De Gruyter, mars 2006, n° 3, [consulté le 28 août 2024]. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.2202/1553-3832.1166/pdf>

Id., *A Treatise on the Family: Enlarged Edition*, [s. l.], Harvard University Press, 1993, 444 p.

BELL Daniel, *The End of Ideology: On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties : with « The Resumption of History in the New Century »*, [s. l.], Harvard University Press, 2000, 532 p.

Id., *Communitarianism and Its Critics*, Oxford, New York, Oxford University Press, 1993, 272 p.

BELL Duncan, *Reordering the World: Essays on Liberalism and Empire* [en ligne], [s. l.], Princeton University Press, 2016, [consulté le 15 avril 2024]. <https://academic.oup.com/princeton-scholarship-online/book/23979>

Id., « What Is Liberalism? », *Political Theory*, 42, SAGE Publications Inc, décembre 2014, n° 6, p. 682-715.

BENTOUHAMI Hourya, *Critical race theory: une introduction aux grands textes fondateurs*, [s. l.], Dalloz, 2017, 500 p.

BENTOUHAMI-MOLINO Hourya et SIBERTIN-BLANC Guillaume, « Racial States. Retour sur la production raciale des États », *Tumultes*, 44, Éditions Kimé, 2015, n° 1, p. 85-101.

BETZ Hans-Georg, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe* [en ligne], London, Palgrave Macmillan UK, 1994, [consulté le 13 août 2024]. <http://link.springer.com/10.1007/978-1-349-23547-6>

BEVIR Mark, « Une approche interprétative de la gouvernance: Intentionnalité, historicité et réflexivité », *Revue française de science politique*, 63, Presses de Sciences Po, octobre 2013, n° 3, p. 603-623.

Id., *The Logic of the History of Ideas* [en ligne], Cambridge, Cambridge University Press, 1999, [consulté le 28 mai 2022]. <https://www.cambridge.org/core/books/logic-of-the-history-of-ideas/091445DEDFB360EF80701EBE044D6F40>

BINEV Binio S., « Post-neoliberal Populism in Latin America and Eastern Europe: Recognizing Family Resemblance », *Studies in Comparative International Development*, 59, septembre 2024, n° 3, p. 517-581.

BLACKBURN Dean, « Still the stranger at the feast? Ideology and the study of twentieth century British politics », *Re-energizing Ideology Studies*, [s. l.], Routledge, 2018.

Id., « Populism as a constitutional project », *International Journal of Constitutional Law*, 17, juin 2019, n° 2, p. 536-553.

BLOOM Allan, *Closing of the American Mind*, [s. l.], Simon and Schuster, 2008, 403 p.

BOSA Bastien, « C'est de famille ! L'apport de Wittgenstein au travail conceptuel dans les sciences sociales », *Sociologie*, Vol. 6, juin 2015, n° 1, p. 61-80.

Id., « Ce Qui Change Et Le Déjà Fait: Diachronie Et Synchronie Dans Les Sciences Sociales Et Historiques », *Revue européenne des sciences sociales*, 49, Librairie Droz, 2011, n° 2, p. 169-196.

BOUDOU Benjamin, *Théorie politique de l'hospitalité : les relations de pouvoir aux frontières des communautés politiques* [en ligne], Busekist Astrid von (dir.), These de doctorat, Paris, Institut d'études politiques, 2013, [consulté le 16 octobre 2024]. <https://theses.fr/2013IEPP0060>

BOUDOU Benjamin et BUSEKIST Astrid von, « La théorie politique aujourd'hui », *Raisons politiques*, 84, Presses de Sciences Po, 2021, n° 4, p. 5-17.

BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire: L'économie des échanges linguistiques*, [s. l.], Fayard, 2014, 153 p.

Id., « L'essence du néolibéralisme », sur *Le Monde diplomatique* [en ligne], publié le 1 mars 1998, [consulté le 8 mai 2019]. <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>

Id., « L'ontologie politique de Martin Heidegger », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1, 1975, n° 5, p. 109-156.

BOURKE Richard, « What is conservatism? History, ideology and party », *European Journal of Political Theory*, 17, SAGE Publications, octobre 2018, n° 4, p. 449-475.

BOUVERESSE Jacques, *Essais III: Wittgenstein & les sortilèges du langage*, [s. l.], Agone, 2003, 345 p.

BRABAZON Honor et KOZOLANKA Kirsten, « Neoliberalism, Authoritarian-Populism, and the "Photo-Op Democracy" of the Publicity State: Changes to Legislative and Parliamentary Norms by the Harper Government », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 51, Cambridge University Press, juin 2018, n° 2, p. 253-277.

BREINER Peter, « Karl Mannheim and Political Ideology », in Freeden Michael, Sargent Lyman Tower et Stears Marc (éd.), *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, [s. l.], Oxford University Press, 2013, p. 38.

BRICK Howard, « The End of Ideology Thesis », in Freeden Michael, Sargent Lyman Tower et Stears Marc (éd.), *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, [s. l.], Oxford University Press, 2013, p. 90.

BROWN Wendy, « In the Ruins of Neoliberalism: The Rise of Antidemocratic Politics in the West », *In the Ruins of Neoliberalism*, [s. l.], Columbia University Press, 2019, [consulté le 6 novembre 2023]. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.7312/brow19384/html>

Id., « Neoliberalism's Frankenstein: Authoritarian Freedom in Twenty-First Century "Democracies" », *Critical Times*, 1, avril 2018, n° 1, p. 60-79.

Id., *Politiques du stigmat: Pouvoir et liberté dans la Modernité avancée*, [s. l.], Humensis, 2016, 271 p.

Id., « Chapitre 5. Valeurs d'usage de la famille dans le libéralisme », *Pratiques théoriques*, 2016, p. 177-215.

Id., « Chapitre 6. À la recherche de l'homme dans l'État », *Pratiques théoriques*, Presses Universitaires de France, 2016, p. 217-255.

Id., « Chapitre 4. Des droits et des pertes », *Pratiques théoriques*, Presses Universitaires de France, 2016, p. 127-175.

Id., *Undoing the demos: neoliberalism's stealth revolution*, First Edition, New York, Zone Books, 2015, 292 p.

Id., « Nous sommes tous démocrates à présent », Hazan Éric (trad.), *Démocratie, dans quel état ?*, Paris, La Fabrique Éditions, 2009, p. 59-76, [consulté le 15 juillet 2024]. <https://www.cairn.info/democratie-dans-quel-etat--9782913372917-p-59.htm>

Id., « Le cauchemar américain : le néoconservatisme, le néolibéralisme et la dé-démocratisation des Etats-Unis », *Raisons politiques*, 28, Presses de Sciences Po, 2007, n° 4, p. 67-89.

BRUFF Ian, « Overcoming the Allure of Neoliberalism's Market Myth », *South Atlantic Quarterly*, 118, avril 2019, n° 2, p. 363-379.

Id., « The Rise of Authoritarian Neoliberalism », *Rethinking Marxism*, 26, Routledge, janvier 2014, n° 1, p. 113-129.

BURATTI Andrea, *Western Constitutionalism: History, Institutions, Comparative Law* [en ligne], Cham, Springer International Publishing, 2019, [consulté le 14 janvier 2022]. <http://link.springer.com/10.1007/978-3-319-99338-6>

BURNS Nick, « The New Brazilian Right », sur *American Affairs Journal* [en ligne], publié le 20 août 2019, [consulté le 27 août 2024]. <https://americanaffairsjournal.org/2019/08/the-new-brazilian-right/>

BUTLER Judith, *Undoing Gender*, New York, Routledge, 2004, 284 p.

CALLISON William et MANFREDI Zachary, *Mutant Neoliberalism: Market Rule and Political Rupture*, [s. l.], Fordham University Press, 2019, 317 p.

CANTAT Céline, « La politique migratoire du groupe de Visegrád : une anomalie morale au sein de l'Union européenne ? », *Migrations Société*, 186, Centre d'Information et d'Études sur les Migrations Internationales, 2021, n° 4, p. 57-74.

CAPDEVILA Nestor, « Les concepts essentiellement contestés et la critique interne : le christianisme et la démocratie comme idées dominantes », *Philosophie*, N° 122, juin 2014, n° 3, p. 34-52.

Id., « « Idéologie ». usages ordinaires et usages savants », *Actuel Marx*, n° 43, août 2008, n° 1, p. 50-61.

Id., *Le concept d'idéologie*, [s. l.], Presses universitaires de France, 2004, 325 p.

CARÉ Sébastien, « La dérive des continents néolibéraux : essai de typologie dynamique », *Revue de philosophie économique*, Vol. 17, décembre 2016, n° 1, p. 21-55.

CAROTHERS Thomas, « Zakaria's Complaint », Zakaria Fareed (éd.), *The National Interest*, Center for the National Interest, 2003, n° 72, p. 137-143.

CASSANI Andrea et TOMINI Luca, « Reversing regimes and concepts: from democratization to autocratization », *European Political Science*, 19, juin 2020, n° 2, p. 272-287.

Id., *Autocratization in post-Cold War Political Regimes*, [s. l.], Springer, 2018, 155 p.

CECI Maura, « Between Indefinability and Usage. Towards a philosophical understanding of Populism » [en ligne], *Rivista Italiana di Filosofia del Linguaggio*, 13, 2019, n° 2, [consulté le 13 novembre 2021]. <http://www.rifl.unical.it/index.php/rifl/article/view/545>

CERRONE Joseph, « Reflections on CPAC México: Five Battles of the International Far Right | illiberalism.org », sur <https://www.illiberalism.org/> [en ligne], [consulté le 20 février 2024]. <https://www.illiberalism.org/reflections-on-cpac-mexico-five-battles-of-the-international-far-right/>

CHABOT Pascal, « 11. La transitologie », *Hors collection*, Presses Universitaires de France, 2015, p. 127-135.

CHACKO Priya, « The neoliberal roots of authoritarian protectionism », *International Politics*, 60, avril 2023, n° 2, p. 449-460.

CHAMAYOU Grégoire, *La société ingouvernable: Une généalogie du libéralisme autoritaire*, [s. l.], La fabrique éditions, 2018, 401 p.

CHANG Wen-Chen, « Asian Values, Confucianism, and Illiberal Constitutions », *Routledge Handbook of Illiberalism*, [s. l.], Routledge, 2021.

CHAPPEL James, « Nudging Toward Theocracy: Adrian Vermeule's War on Liberalism », *Dissent*, 67, University of Pennsylvania Press, 2020, n° 2, p. 41-48.

CHARRAYRE Thomas, *Cartographier la pensée conservatrice : une histoire comparée des philosophies de Léo Strauss, Michael Oakeshott et Raymond Aron* [en ligne], Delannoi Gil et Guénard Florent (dir.), These en préparation, Paris, Institut d'études politiques, 2023, [consulté le 18 octobre 2024]. <https://theses.fr/s374055>

CHÂTON Gwendal, « Libéralisme ou démocratie ? Raymond Aron lecteur de Friedrich Hayek », *Revue de philosophie économique*, Vol. 17, décembre 2016, n° 1, p. 103-134.

CHOMSKY Noam, *Government in the Future*, [s. l.], Seven Stories Press, 2005, 81 p.

COLE Alexandra, « Old right or new right? The ideological positioning of parties of the far right », *European Journal of Political Research*, 44, 2005, n° 2, p. 203-230.

COLLINS Patricia Hill, « The tie that binds: race, gender and US violence », *Ethnic and Racial Studies*, 21, Routledge, janvier 1998, n° 5, p. 917-938.

CONROY J. Oliver, « What the 'Ahmari-French Debate' Was Really About », sur *Intelligencer* [en ligne], publié le 7 septembre 2019, [consulté le 26 août 2024]. <https://nymag.com/intelligencer/2019/09/what-the-ahmari-french-debate-was-really-about.html>

COOPER Melinda, *Family Values: Between Neoliberalism and the New Social Conservatism*, New York, Zone Books, 2017, 416 p.

COSTE Françoise, « 2. La conversion conservatrice. 1945-1954 », *Reagan*, Paris, Perrin, 2015, p. 41-70, [consulté le 20 février 2024]. <https://www.cairn.info/reagan--9782262048129-p-41.htm>

CRENSHAW Kimberlé W. et BONIS Oristelle, « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, 39, Association Féminin Masculin Recherches, 2005, n° 2, p. 51-82.

CRISTI Renato, « Carl Schmitt: Decisionism », in Biebricher Thomas, Nedergaard Peter et Bonefeld Werner (éd.), *The Oxford Handbook of Ordoliberalism*, [s. l.], Oxford University Press, 2022, p. 0, [consulté le 25 septembre 2024]. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198861201.013.16>

Id., *Carl Schmitt and Authoritarian Liberalism: Strong State, Free Economy*, [s. l.], University of Wales Press, 1998.

CUENCA Arsenio, *Désinformation et nouvelles communautés imaginées. La représentation illibérale de l'Hispanité à la lumière du terrain numérique* [en ligne], Francois Stéphane (dir.), These en préparation, Université Paris sciences et lettres, 2021, [consulté le 18 octobre 2024]. <https://theses.fr/s307719>

CULBREATH Jonathan, « Opinion: Woke Locke and the origins of anti-Catholic discrimination », [consulté le 25 juillet 2024]. <https://www.catholicworldreport.com/2022/08/29/opinion-woke-locke-and-the-origins-of-anti-catholic-discrimination/>

DAHL Robert A., *Polyarchy: Participation and Opposition*, [s. l.], Yale University Press, 2008, 267 p.

DARDOT Pierre, « Néolibéralisme ou « Libéralisme autoritaire » ? », *La valeur néolibérale de l'humain*, Paris, Éditions Kimé, 2022, p. 15-33, [consulté le 4 décembre 2023]. <https://www.cairn.info/la-valeur-neoliberal-de-l-humain--9782380720709-p-15.htm>

Id., « Néolibéralisme « classique » et nouveau néolibéralisme », *Sens public*, Département des littératures de langue française, 2020, p. 1-23.

Id., « Le capitalisme à la lumière du néolibéralisme », *Raisons politiques*, N° 52, décembre 2013, n° 4, p. 13-13.

DARDOT Pierre et LAVAL Christian, *La nouvelle raison du monde: Essai sur la société néolibérale*, [s. l.], La Découverte, 2020, 835 p.

Id., « La nature du néolibéralisme : un enjeu théorique et politique pour la gauche », *Mouvements*, n° 50, septembre 2007, n° 2, p. 108-117.

DE SOUZA RONCHI Bruno Iuz, *Le Brésil au-dessus de tout": une étude sur les racines intellectuelles du bolsonarisme* [en ligne], Lambert Frederic et Chaton Gwendal (dir.), These

en préparation, Université de Rennes (2023-....), 2020, [consulté le 18 octobre 2024]. <https://theses.fr/s259141>

DE GASQUET Béatrice, « Catharine MacKinnon, féministe systématique », *Raisons politiques*, 46, Presses de Sciences Po, 2012, n° 2, p. 95-99.

DE LARA Philippe et THÉRY Irène, « Introduction », *Esprit*, Editions Esprit, 2005, n° 316 (7), p. 130-134.

DE LAURETIS Teresa, « Feminist Studies/Critical Studies: Issues, Terms, and Contexts », in de Lauretis Teresa (éd.), *Feminist Studies/Critical Studies*, London, Palgrave Macmillan UK, 1986, p. 1-19, [consulté le 17 octobre 2024]. https://doi.org/10.1007/978-1-349-18997-7_1

DEMIAS-MORISSET Raphaël, « The Paradoxical Sources of Illiberalism: A Synoptic Approach to the Genealogies of Illiberalism », *Journal of Illiberalism Studies*, 4, 2024, n° 2, p. 1-19.

Id., « La démocratie illibérale, un concept héritier des apories de la critique anti-démocratique du populisme ? », [s. l.], L'Harmattan, 2023, [consulté le 20 février 2024]. <https://shs.hal.science/halshs-04138400>

Id., « La critique libérale du capitalisme de connivence : défense ou remise en question du free-market ? » [en ligne], *Implications philosophiques*, octobre 2022, [consulté le 24 novembre 2023]. <https://shs.hal.science/halshs-03836821>

DESCOMBES Vincent, « Alasdair MacIntyre en France », *Revue internationale de philosophie*, 264, De Boeck Supérieur, 2013, n° 2, p. 135-156.

DESCOMBES Vincent et MONGIN Olivier, « De l'intellectuel critique à la critique intellectuelle: Entretien avec Vincent Descombes (I) », *Esprit (1940-)*, Editions Esprit, 2000, n° 262 (3/4), p. 163-172.

DEWEY John, « The Future of Liberalism », *The Journal of Philosophy*, 32, Journal of Philosophy, Inc., 1935, n° 9, p. 225-230.

Id., « Is the Third Wave Over? », *Journal of Democracy*, 7, 1996, n° 3, p. 20-37.

DIJK Teun A. Van, *Ideology: A Multidisciplinary Approach*, [s. l.], SAGE Publications, 1998, 398 p.

DOBRY Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, 50, Persée - Portail des revues scientifiques en SHS, 2000, n° 4, p. 585-614.

DOSSE François, « 6. L'histoire des concepts », *Armillaire*, La Découverte, 2003, p. 227-278.

DOSTALER Gilles, « Les chemins sinueux de la pensée économique libérale », *L'Economie politique*, n° 44, novembre 2009, n° 4, p. 42-64.

Id., « Hayek et sa reconstruction du libéralisme », *Cahiers de recherche sociologique*, Département de sociologie - Université du Québec à Montréal, 1999, n° 32, p. 119-141.

DOUTHAT Ross, « Opinion | What Are Conservatives Actually Debating? » [en ligne], *The New York Times*, 4 juin 2019, [consulté le 26 août 2024].
<https://www.nytimes.com/2019/06/04/opinion/conservatives-david-french-trump.html>

DOWDING Keith, « The Prime Ministerialisation of the British Prime Minister », *Parliamentary Affairs*, 66, juillet 2013, n° 3, p. 617-635.

DOWDLE Michael W. et WILKINSON Michael A., *Constitutionalism beyond Liberalism*, [s. l.], Cambridge University Press, 2017, 375 p.

DUCATENZEILER Graciela, « Nouvelles approches à l'étude de la consolidation démocratique », *Revue internationale de politique comparée*, 8, De Boeck Supérieur, 2001, n° 2, p. 191-198.

DUFY Caroline et THIRIOT Céline, « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 20, 2013, n° 3, p. 19-40.

DUMMETT Michael, *The Nature and Future of Philosophy*, [s. l.], Columbia University Press, 2010, 160 p.

EISENSTEIN Zillah R., « The Sexual Politics of the New Right: Understanding the "Crisis of Liberalism" for the 1980s », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 7, The University of Chicago Press, avril 1982, n° 3, p. 567-588.

ELCHARDUS Mark et SPRUYT Bram, « Populism, Persistent Republicanism and Declinism: An Empirical Analysis of Populism as a Thin Ideology », *Government and Opposition*, 51, janvier 2016, n° 1, p. 111-133.

ELLUL J., « Le Fascisme, Fils Du Libéralisme », *Esprit (1932-1939)*, 5, Editions Esprit, 1937, n° 53, p. 761-797.

ELSNER Wolfram, « Financial Capitalism – at Odds With Democracy »:, n° 62.

EUVÉ François, « Un "moment" populiste en Europe », Sarthou-Lajus Nathalie (trad.), *Études*, Avril, S.E.R., 2019, n° 4, p. 23-28.

FANTINI Ellen, « An Open Letter Responding to the NatCon "Statement of Principles" », publié le 29 août 2022, [consulté le 13 août 2024].
<https://europeanconservative.com/articles/commentary/an-open-letter-to-natcon/>

FARINA Cynthia R., « Undoing the New Deal through the New Presidentialism Reviving the Structural Constitution--Symposium on Law and Public Policy-1998 », *Harvard Journal of Law & Public Policy*, 22, 1999 1998, n° 1, p. 227-238.

FASSIN Eric, « Emmanuel Macron, un candidat néolibéral devenu président illibéral », sur *Libération.fr* [en ligne], publié le 7 septembre 2017, [consulté le 6 février 2020].
<https://www.liberation.fr/debats/2017/09/07/emmanuel-macron-un-candidat-neoliberal-devenu-president-illiberal> 1594795

FIELD Laura K., « Forced to be Free? America's "Postliberals" on Freedom and Liberty », *Far-Right Newspeak and the Future of Liberal Democracy*, [s. l.], Routledge, 2024.

FISCHER Karin, 9. *The Influence of Neoliberals in Chile before, during, and after Pinochet* [en ligne], The Road from Mont Pèlerin, [s. l.], Harvard University Press, 2009, [consulté le 1 juillet 2021]. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.4159/9780674054264-010/html>

FLEURY Jean-Matthias, « Lire Hayek sérieusement », *Agone*, n° 61, septembre 2017, n° 1, p. 85-111.

FOLEY M., « Prime Ministerialisation and Presidential Analogies: A Certain Difference in Interpretive Evolution », *Parliamentary Affairs*, 66, juillet 2013, n° 3, p. 655-662.

FOLEY Michael, *The rise of the British presidency* [en ligne], [s. l.], Manchester University Press, 1993, [consulté le 27 octobre 2024]. <https://research.aber.ac.uk/en/publications/the-rise-of-the-british-presidency>

FOUCAULT Michel, *L'ordre du discours: leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970*, [s. l.], Gallimard, 1971, 92 p.

FRAENKEL Ernst, SHILLS E. A., MEIERHENRICH Jens et al., *The Dual State: A Contribution to the Theory of Dictatorship*, Oxford, New York, Oxford University Press, 2017, 336 p.

FRANKS Benjamin, JUN Nathan et WILLIAMS Leonard, *Anarchism: A Conceptual Approach*, [s. l.], Routledge, 2018, 296 p.

FRASER Nancy, « From Progressive Neoliberalism to Trump – and Beyond », *Identity Trumps Socialism*, [s. l.], Routledge, 2023.

Id., *Scales of Justice: Reimagining Political Space in a Globalizing World*, [s. l.], Columbia University Press, 2009, 252 p.

FREEDEN Michael, « The Increasing Precariousness of Political Concepts », [s. l.], [s. n.], 2023, p. 65-80.

Id., « Chapter 11 Temporal Evolution and Morphological Complexity The Multiple Layers of British Liberalism », *Chapter 11 Temporal Evolution and Morphological Complexity The Multiple Layers of British Liberalism*, [s. l.], Berghahn Books, 2019, p. 302-328, [consulté le 30 mai 2024]. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.1515/9781789202816-012/pdf?licenseType=restricted>

Id., « After the Brexit referendum: revisiting populism as an ideology », *Journal of Political Ideologies*, 22, Routledge, janvier 2017, n° 1, p. 1-11.

Id., « European Liberalisms: An Essay in Comparative Political Thought », *European Journal of Political Theory*, 7, SAGE Publications, janvier 2008, n° 1, p. 9-30.

Id., *Ideology: A Very Short Introduction*, [s. l.], OUP Oxford, 2003, 161 p.

Id., « Is Nationalism a Distinct Ideology? », *Political Studies*, 46, SAGE Publications Ltd, septembre 1998, n° 4, p. 748-765.

Id., *Ideologies and Political Theory: A Conceptual Approach*, [s. l.], Clarendon Press, 1996, 603 p.

FREEDEN Michael et FERNÁNDEZ-SEBASTIÁN Javier, « Introduction. European Liberal Discourses: Conceptual Affinities and Disparities », *Introduction. European Liberal Discourses: Conceptual Affinities and Disparities*, [s. l.], Berghahn Books, 2019, p. 1-36, [consulté le 20 mai 2024]. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.1515/9781789202816-001/html>

FROOMKIN David et SHAPIRO Ian, « The New Authoritarianism in Public Choice », *Political Studies*, 71, SAGE Publications Ltd, août 2023, n° 3, p. 776-794.

FUKUYAMA Francis, « The End of History? », *The National Interest*, Center for the National Interest, 1989, n° 16, p. 3-18.

FURMAN Jesse, « Political Illiberalism: The Paradox of Disenfranchisement and the Ambivalences of Rawlsian Justice Note », *Yale Law Journal*, 106, 1997 1996, n° 4, p. 1197-1232.

GALLIE W. B., « Essentially Contested Concepts », *Proceedings of the Aristotelian Society*, 56, [Aristotelian Society, Wiley], 1955, p. 167-198.

GALLIE Walter Bryce et TINLAND Olivier, « Les concepts essentiellement contestés », *Philosophie*, 122, Éditions de Minuit, juin 2014, n° 3, p. 9-33.

GAMBLE Andrew, *The Free Economy and the Strong State: The Politics of Thatcherism*, [s. l.], Bloomsbury Publishing, 1994, 293 p.

GARBER Marc N. et WIMMER Kurt A., « Presidential Signing Statements as Interpretations of Legislative Intent: An Executive Aggrandizement of Power », *Harvard Journal on Legislation*, 24, 1987, n° 2, p. 363-396.

GARCÍA Helena Alviar et FRANKENBERG Günter, *Authoritarian Constitutionalism*, [s. l.], Edward Elgar Publishing, [s. d.], 399 p.

GIRAUD Amaury, *Penser le conservatisme à gauche : genèse, passé, actualité et continuités paradigmatiques d'une philosophie politique singulière* [en ligne], Savarese Éric et Viala Alexandre (dir.), These de doctorat, Montpellier, 2021, [consulté le 18 avril 2024]. <https://theses.fr/2021MONTD019>

GOLDBERG Michelle, « Opinion | JD Vance Just Blurbed a Book Arguing That Progressives Are Subhuman » [en ligne], *The New York Times*, 5 août 2024, [consulté le 6 août 2024]. <https://www.nytimes.com/2024/08/05/opinion/jd-vance-fascism-unhumans.html>

GOLDONI Marco et MCCORKINDALE Christopher, « Political Constitutionalism », in Sellers Mortimer et Kirste Stephan (éd.), *Encyclopedia of the Philosophy of Law and Social Philosophy*,

Dordrecht, Springer Netherlands, 2018, p. 1-8, [consulté le 19 février 2024].
https://doi.org/10.1007/978-94-007-6730-0_82-2

GOODMAN Frank, « Mark Tushnet on Liberal Constitutional Theory: Mission Impossible », *University of Pennsylvania Law Review*, 137, juin 1989, n° 6, p. 2259.

GOSEWINKEL Dieter, *Anti-liberal Europe: A Neglected Story of Europeanization*, [s. l.], Berghahn Books, 2015, 210 p.

GOUPY Marie, « La dictature et l'autoritarisme en tant que spectres. Retour sur la théorie des pouvoirs de crise d'Eric Posner et d'Adrian Vermeule », *Droit et société*, 114-115, Lextenso, 2023, n° 2-3, p. 307-329.

GUILHAUMOU Jacques, « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels », *Genèses*, 38, Belin, 2000, n° 1, p. 105-118.

GUILHOT Nicolas et SCHMITTER Philippe, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies », *Revue française de science politique*, 50, Persée - Portail des revues scientifiques en SHS, 2000, n° 4, p. 615-632.

HABER Robert Alan, *The End of Ideology as Ideolog*, [s. l.], Students for a Democratic Society, 1969, 17 p.

HABIB Claude, « Un queer à la cour. Note sur les Mémoires de l'abbé de Choisy », *Commentaire*, Numéro 185, Commentaire SA, 2024, n° 1, p. 168-174.

HADOT Pierre, *Wittgenstein Et les Limites du Langage*, Anscombe G. E. M. et Gabriel Gottfried (éd.), Paris, Libr. philosophique J. Vrin, 2004.

HALL Stuart, CRITCHER Chas, JEFFERSON Tony et al., *Policing the Crisis: Mugging, the State and Law and Order*, [s. l.], Bloomsbury Publishing, 2017, 462 p.

HARRIS Angela P., « Gender, Violence, Race, and Criminal Justice Prosecuting Violence: A Colloquy on Race, Community, and Justice », *Stanford Law Review*, 52, 2000 1999, n° 4, p. 777-808.

HARRIS Geoff, *The Dark Side of Europe: The Extreme Right Today*, [s. l.], Edinburgh University Press, 1994, 288 p.

HARTZ Louis, *The Liberal Tradition in America: An Interpretation of American Political Thought Since the Revolution*, [s. l.], Harcourt, Brace, 1955, 350 p.

HARVEY David, *A Brief History of Neoliberalism*, [s. l.], Oxford University Press, 2007, 256 p.

HAYAT Samuel, « Étudier les idées en révolution. Questions de méthode », in Gaboriaux Chloé et Skornicki Arnaud (éd.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, [s. l.], Presses universitaires du Septentrion, 2017, p. 251-264, [consulté le 12 août 2024].
<http://books.openedition.org/septentrion/18720>

Id., *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848: Citoyenneté et représentation en 1848*, [s. l.], Média Diffusion, 2014, 286 p.

HELD David, *Models of Democracy*, [s. l.], Polity, 2006, 353 p.

HENDERSON Lynne, « Authoritarianism and the Rule of Law », *Indiana Law Journal*, 66, 1991 1990, n° 2, p. 379-456.

HERMAN Eti, NICHOLAS David, CLARK David *et al.*, « Outside the library: Early career researchers and use of alternative information sources in pandemic times », *Learned Publishing*, 36, janvier 2023, n° 2, p. 141.

HERMET Guy, « 1. Populisme des anciens, populisme des modernes, populisme libéral-médiatique », *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La Découverte, 2003, p. 25-39, [consulté le 20 février 2024]. <https://www.cairn.info/la-tentation-populiste-au-coeur-de-l-europe--9782707139870-p-25.htm>

Id., « Dictature bourgeoise et modernisation conservatrice : problèmes méthodologiques de l'analyse des situations autoritaires », *Revue française de science politique*, 25, 1975, n° 6, p. 1029-1061.

HEURTAUX Jérôme, *La démocratie par le droit. Pologne 1989-2016* [en ligne], [s. l.], Sciences Po, les presses, 2017, 285 p., [consulté le 20 février 2024]. <https://hal.science/hal-04221024>

HIGGINS Tracy, « Gender, Why Feminists Can't (or Shouldn't) Be Liberals », *Fordham Law Review*, 72, janvier 2004, n° 5, p. 1629.

HOLCOMBE Randall G., *Political Capitalism: How Economic and Political Power Is Made and Maintained* [en ligne], Cambridge, Cambridge University Press, 2018, [consulté le 5 mai 2021]. <https://www.cambridge.org/core/books/political-capitalism/668D714DEEA375AF686E479535E1876A>

HOLMES Stephen, « Rethinking liberalism and terror », in Rosenblatt Helena et Geenens Raf (éd.), *French Liberalism from Montesquieu to the Present Day*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 90-112, [consulté le 21 mai 2024]. <https://www.cambridge.org/core/books/french-liberalism-from-montesquieu-to-the-present-day/rethinking-liberalism-and-terror/4950C32E74ED933ACC52D5E757BA27D0>

HOUARD-VIAL Emilien, *Comment produit-on et diffuse-t-on de l'idéologie aujourd'hui ? Le cas de la droite partisane française* [en ligne], Haegel Florence (dir.), These en préparation, Paris, Institut d'études politiques, 2018, [consulté le 18 octobre 2024]. <https://theses.fr/s212429>

HUANG Yushun, « A Critical Discussion of Daniel A. Bell's Political Meritocracy », *Journal of Chinese Humanities*, 4, Brill, août 2018, n° 1, p. 6-28.

HUDSON Michael, « "Creating Wealth" through Debt: The West's Finance-Capitalist Road », *World Review of Political Economy*, 10, Pluto Journals, 2019, n° 2, p. 171-190.

HUMPHREY MATHEW, « (De)contesting ideology: The struggle over the meaning of the struggle over meaning », *Critical Review of International Social and Political Philosophy*, 8, Routledge, juin 2005, n° 2, p. 225-246.

HUNT Alan, « The Theory of Critical Legal Studies », *Oxford Journal of Legal Studies*, 6, Oxford University Press, 1986, n° 1, p. 1-45.

HUNTINGTON Samuel P., *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, [s. l.], University of Oklahoma Press, 1993, 388 p.

IGNAZI Piero, « The silent counter-revolution », *European Journal of Political Research*, 22, 1992, n° 1, p. 3-34.

IGNAZI Piero et YSMAL Colette, « New and old extreme right parties », *European Journal of Political Research*, 22, 1992, n° 1, p. 101-121.

JEANPIERRE Laurent, « Voyage au bout de l'enfer: Une lecture de « Hellis Truth Seen Too Late » de Philip Mirowski », *Zilsel*, 3, Éditions du Croquant, février 2018, n° 1, p. 207-223.

JEAN-PIERRE Laurent, « Un néolibéralisme pluriel? », *La revue des Livres*, 2012, n° 8, p. 27-35.

KALINOWSKI Wojtek, « Le procès du postcommunisme » [en ligne], *La Vie des idées*, La Vie des idées, juillet 2004, [consulté le 29 septembre 2023]. <https://lavedesidees.fr/Democratie-de-peripheries>

KAVKA Gregory S., « Wittgensteinian Political Theory », Pitkin Hanna Fenichel (éd.), *Stanford Law Review*, 26, Stanford Law Review, 1974, n° 6, p. 1455-1480.

KIRAT Thierry, « III. L'efficiencia des règles et des institutions juridiques dans la Law and Economics », vol. uvelle édition, Paris, La Découverte, 2012, p. 53-72, [consulté le 23 août 2024]. <https://www.cairn.info/economie-du-droit--9782707174437-p-53.htm>

Id., « Le pragmatisme de Richard Posner: un regard critique ».

KIRAT Thierry et MARTY Frédéric, « 6. How Law and Economics Was Marketed in a Hostile World : l'institutionnalisation du champ aux États-Unis de l'immédiat après-guerre aux années Reagan », *Cahiers d'économie politique*, 78, 2020, n° 2, p. 173-202.

KOKUSHKIN Maksim, « Transitional Societies in Eastern Europe: Moving Beyond the Washington Consensus Paradigm in Transitology: Post-Communist Transitions », *Sociology Compass*, 5, décembre 2011, n° 12, p. 1044-1057.

KONINGS Martijn, « The Spirit of Austerity », *Journal of Cultural Economy*, 9, Routledge, janvier 2016, n° 1, p. 86-100.

KOSELLECK Reinhart, « The Temporalisation of Concepts » [en ligne], *Redescriptions: Political Thought, Conceptual History and Feminist Theory*, 1, janvier 1997, n° 1, [consulté le 28 octobre 2024]. <https://journal-redescriptions.org/articles/10.7227/R.1.1.2>

KOSELLECK Reinhart et TRIBE Keith, *Futures Past: On the Semantics of Historical Time* [en ligne], [s. l.], Columbia University Press, 2004, [consulté le 17 avril 2024]. <https://www.jstor.org/stable/10.7312/kose12770>

KUNDNANI Arun, « The racial constitution of neoliberalism », *Race & Class*, 63, juillet 2021, n° 1, p. 51-69.

KYMLICKA Will, « Liberal Multiculturalism and Human Rights », *Political Liberalism and Plurinational Democracies*, [s. l.], Routledge, 2010.

LACROIX Justine et PRANCHÈRE Jean-Yves, *Le Procès des droits de l'homme. Généalogie du scepticisme démocratique: Généalogie du scepticisme démocratique*, [s. l.], Média Diffusion, 2016, 275 p.

Id., « Introduction. Des droits de l'homme aux droits humains ? », *Le Procès des droits de l'homme*, Paris, Le Seuil, 2016, p. 9-35, [consulté le 16 avril 2024]. <https://www.cairn.info/le-proces-des-droits-de-l-homme--9782021181005-p-9.htm>

Id., « 1. Les critiques des droits de l'homme dans la pensée contemporaine », *Le Procès des droits de l'homme*, Paris, Le Seuil, 2016, p. 37-83, [consulté le 17 avril 2024]. <https://www.cairn.info/le-proces-des-droits-de-l-homme--9782021181005-p-37.htm>

Id., « Karl Marx Fut-il vraiment un opposant aux droits de l'homme ? Émancipation individuelle et théorie des droits », *Revue française de science politique*, 62, Presses de Sciences Po, 2012, n° 3, p. 433-451.

LAPAVITSAS Costas, « Financialised Capitalism: Crisis and Financial Expropriation », *Historical Materialism*, 17, Brill, janvier 2009, n° 2, p. 114-148.

LAUGIER Sandra, « Acte de langage ou pragmatique ? », *Revue de métaphysique et de morale*, 42, Presses Universitaires de France, 2004, n° 2, p. 279-303.

Id., « Wittgenstein : Anthropologie, scepticisme et politique », *Multitudes*, 9, Association Multitudes, 2002, n° 2, p. 202-221.

Id. (dir.), *Wittgenstein: Métaphysique Et Jeux de Langage*, Paris, Presses universitaires de France, 2001.

LAUGIER Sandra et OGIEN Albert, « Le populisme et le populaire », *Multitudes*, 61, Association Multitudes, 2015, n° 4, p. 45-58.

LAUNAY Stephen, « Le (néo)populisme de Hugo Chávez », *Cites*, n° 49, Presses Universitaires de France, avril 2012, n° 1, p. 49-64.

LEGRAND Thomas, « Vu de l'étranger, Macron sur la pente glissante de l'illibéralisme », sur *Libération* [en ligne], [consulté le 17 février 2024]. https://www.liberation.fr/politique/vu-de-letranger-macron-sur-la-pente-glissante-de-lilliberalisme-20230418_VUV7CKEFMZFSBBTTEY5GY7ULQM/

LEMIEUX Cyril, « Philosophie et sociologie : le prix du passage », *Sociologie*, 3, Presses Universitaires de France, août 2012, n° 2, p. 199-209.

LINZ Juan J., « State building and nation building », *European Review*, 1, octobre 1993, n° 4, p. 355-369.

LINZ Juan José, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, [s. l.], Lynne Rienner Publishers, 2000, 356 p.

LIVIA Anna et HALL Kira, *Queerly Phrased: Language, Gender, and Sexuality*, [s. l.], Oxford University Press, 1997, 481 p.

LUTZ Christopher, « No One Is Minding the Store: MacIntyre's Critique of Modern Liberal Individualism » [en ligne], *Perspectives on Political Science*, Routledge, avril 2015, [consulté le 14 juin 2024]. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/10457097.2015.1011536>

MACKINNON Catharine A., *Toward a Feminist Theory of the State*, [s. l.], Harvard University Press, 1989, 356 p.

MANNHEIM Karl, *Ideology and Utopia*, London, Routledge, 2013, 376 p.

MANSUY Daniel, « Jaime Guzmán : une synthèse libérale-conservatrice », *Revue de philosophie économique*, Vol. 17, décembre 2016, n° 1, p. 209-229.

MARIGNIER Noémie, « Performativité », *Langage et société*, Hors série, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2021, n° HS1, p. 263-266.

MARTY Frédéric et KIRAT Thierry, « Les mutations du néolibéralisme américain quant à l'articulation des libertés économiques et de la démocratie », *Revue internationale de droit économique*, t. XXXII, De Boeck Supérieur, 2018, n° 4, p. 471-498.

MATHY Adrien, « Carl Schmitt, Hermann Heller, Du libéralisme autoritaire » [en ligne], *Lectures*, Liens Socio, décembre 2020, [consulté le 1 février 2021]. <http://journals.openedition.org/lectures/45862>

MAY Paul, « Chapitre 4 / James Tully, le constitutionnalisme postcolonial », *References*, septembre 2016, p. 169-196.

MCBRIDE Stephen, « Constitutionalizing Austerity: Taking the Public out of Public Policy », *Global Policy*, 7, 2016, n° 1, p. 5-14.

MCCANN Michael et KAHRAMAN Filiz, « On the Interdependence of Liberal and Illiberal/Authoritarian Legal Forms in Racial Capitalist Regimes...The Case of the United States », *Annual Review of Law and Social Science*, 17, octobre 2021, n° 1, p. 483-503.

MCMANUS Matthew, *The Rise of Post-Modern Conservatism: Neoliberalism, Post-Modern Culture, and Reactionary Politics*, [s. l.], Springer Nature, 2019, 277 p.

MEIERHENRICH Jens, *The Legacies of Law: Long-Run Consequences of Legal Development in South Africa, 1652–2000* [en ligne], Cambridge, Cambridge University Press, 2008, [consulté le

20 février 2024]. <https://www.cambridge.org/core/books/legacies-of-law/FEF5AE6D28EC5431466A816C84FC5B6C>

MELAMED Jodi, « Racial Capitalism », *Critical Ethnic Studies*, 1, University of Minnesota Press, 2015, n° 1, p. 76-85.

MELLEY Timothy, « Security, Secrecy, and the Liberal Imaginary », *Telos*, 2015, Telos Press, mars 2015, n° 170, p. 149-167.

MENKEL-MEADOW Carrie, « Feminist Legal Theory, Critical Legal Studies, and Legal Education or “The Fem-Crits Go to Law School” », p. 27.

MÉRIEAU Eugénie, « La France illibérale ? Oui, les recours à l'état d'urgence ont fait basculer le pays », sur *Libération* [en ligne], [consulté le 17 février 2024]. https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/la-france-illiberale-oui-les-recours-a-letat-durgence-ont-fait-basculer-le-pays-dans-le-camp-autoritaire-20230427_HVOSNI2GUVFIVPI42FOZJJVO5M/

MICHAUT Françoise, *Le mouvement des Critical Legal Studies*, [s. l.], Presses de l'Université Laval, 2015, 552 p.

MILLS Charles W., *The Racial Contract* [en ligne], [s. l.], Cornell University Press, 2014, [consulté le 24 septembre 2024]. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.7591/9780801471353/html>

MINDENKI, « The Fight for the New Right », publié le 13 octobre 2022, [consulté le 28 août 2024]. <https://europeanconservative.com/articles/essay/the-fight-for-the-new-right/>

MINEUR Didier, *Archéologie de la représentation politique* [en ligne], [s. l.], Presses de Sciences Po, 2010, [consulté le 20 avril 2020]. <http://www.cairn.info/archeologie-de-la-representation-politique--9782724611601.htm>

MIROWSKI Philip et PLEHWE Dieter, *The Road from Mont Pèlerin: The Making of the Neoliberal Thought Collective, With a New Preface*, [s. l.], Harvard University Press, 2015, 494 p.

MORISSET Raphael, « La théorie du Nudge, un paternalisme libertarien illibéral? »

MOUFFE Chantal, « Political Liberalism. Neutrality and the Political », *Ratio Juris*, 7, décembre 1994, n° 3, p. 314-324.

MOUFFE Chantal, « Démocratie et libéralisme politique : est-il possible de les concilier ? », *Questions au libéralisme*, Bruxelles, Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles, 1998, p. 15-26, [consulté le 20 février 2024]. <https://books.openedition.org/pusl/19563>

Id., « LE LIBÉRALISME AMÉRICAIN ET SES CRITIQUES: Rawls, Taylor, Sandel, Walzer », *Esprit* (1940-), Editions Esprit, 1987, n° 124 (3), p. 100-114.

Id., « Wittgenstein, Political Theory and Democracy », p. 12.

MUDDE Cas, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39, janvier 2004, n° 4, p. 541-563.

NAY Olivier, *Histoire des idées politiques - 2e éd.*, [s. l.], Armand Colin, 2016, 1307 p.

NEAL Andrew W., *Exceptionalism and the Politics of Counter-Terrorism: Liberty, Security and the War on Terror*, London, Routledge, 2009, 208 p.

NELL Edward, *Free Market Conservatism (Routledge Revivals): A Critique of Theory & Practice*, [s. l.], Routledge, 2009, 230 p.

NEMO Philippe, *Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains*, [s. l.], Humensis, 2018, 2059 p.

NEUNER Fabian G. et WRATIL Christopher, « The Populist Marketplace: Unpacking the Role of “Thin” and “Thick” Ideology », *Political Behavior*, 44, juin 2022, n° 2, p. 551-574.

NORVAL Aletta, « Poststructuralist Conceptions of Ideology », in Freeden Michael et Stears Marc (éd.), *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, [s. l.], Oxford University Press, 2013, p. 0, [consulté le 21 septembre 2024].
<https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199585977.013.028>

O'DONNELL Guillermo A., « Democracy, Law, and Comparative Politics », *Studies in Comparative International Development*, 36, mars 2001, n° 1, p. 7-36.

OKIN Susan Moller, « “Mistresses of Their Own Destiny”: Group Rights, Gender, and Realistic Rights of Exit », *Ethics*, 112, The University of Chicago Press, 2002, n° 2, p. 205-230.

OLSTHOORN Johan, « Conceptual Analysis », in Blau Adrian (éd.), *Methods in Analytical Political Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 153-191, [consulté le 21 septembre 2024].
<https://www.cambridge.org/core/books/methods-in-analytical-political-theory/conceptual-analysis/1A150816C0F6C9BE87E8F1372BE145E8>

O'SULLIVAN Noël, « Conservatism », *Contemporary Political Ideologies*, [s. l.], Routledge, 1993.

O'SULLIVAN Noël, *Conservatism*, [s. l.], Dent, 1976, 184 p.

PALOMBARA Joseph La, « Decline of Ideology: A Dissent and an Interpretation », *American Political Science Review*, 60, mars 1966, n° 1, p. 5-16.

PAPERMAN Patricia, « Perspectives féministes sur la justice », *L'Année sociologique*, 54, Presses Universitaires de France, 2004, n° 2, p. 413-433.

PASSERON Jean-Claude, *Le Raisonnement sociologique: Un espace non poppérien de l'argumentation*, [s. l.], Albin Michel, 2011, 674 p.

Id., « L'illusion de représentativité » [en ligne], *Enquête. Archives de la revue Enquête*, EHESS/Paranthèses, juin 1988, n° 4, [consulté le 19 février 2024].
<https://journals.openedition.org/enquete/68>

PETCHESKY Rosalind Pollack, « Antiabortion, Antifeminism, and the Rise of the New Right », *Feminist Studies*, 7, Feminist Studies, Inc., 1981, n° 2, p. 206-246.

PETTIT Philip, *Consequentialism*, [s. l.], Dartmouth, 1993, 520 p.

PINKOSKI Nathan, « Why Alasdair MacIntyre is not a Conservative Post-Liberal », *The Political Science Reviewer*, 43, 2019, n° 2, p. 532-564.

PITKIN Hanna F., *The Concept of Representation*, [s. l.], University of California Press, 1967, 340 p.

PITKIN Hanna Fenichel, « Wittgenstein and Justice: On the Significance of Ludwig Wittgenstein for Social and Political Thought », *Wittgenstein and Justice*, [s. l.], University of California Press, 2020, [consulté le 23 mai 2023].
<https://www.degruyter.com/document/doi/10.1525/9780520343023/html?lang=en>

Id., « Representation and Democracy: Uneasy Alliance », *Scandinavian Political Studies*, 27, 2004, n° 3, p. 335-342.

PLEHWE Dieter, SLOBODIAN Quinn et MIROWSKI Philip (dir.), *Nine lives of neoliberalism*, Brooklyn, NY, Verso, 2020.

PLEHWE Dieter, WALPEN Bernhard J. A. et NEUNHÖFFER Gisela (dir.), *Neoliberal Hegemony: A Global Critique*, London, Routledge, 2005, 312 p.

POLANYI Karl, *The Great Transformation*, [s. l.], Farrar & Rinehart, Incorporated, 1944, 356 p.

PRANCHÈRE Jean-Yves, « La « théorie politique » : entre philosophie de la politique et politique dans la théorie », *Revue française de science politique*, 71, Presses de Sciences Po, 2021, n° 5, p. 745-764.

Id., « Quel concept de populisme ? », *Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences*, Librairie Droz, décembre 2020, n° 58-2, p. 19-37.

PRZEWORSKI Adam, « Minimalist Conception of Democracy: A Defense », *Defining Democracy*, p. 6.

RANA Aziz, « The Two Faces of American Freedom », *The Two Faces of American Freedom*, [s. l.], Harvard University Press, 2014, [consulté le 15 avril 2024].
<https://www.degruyter.com/document/doi/10.4159/9780674058965/html>

RAWLS John, *Political Liberalism*, Expanded édition, New York, Columbia University Press, 2005, 576 p.

REVILLARD Anne, LEMPEN Karine, BERENI Laure *et al.*, « À la recherche d'une analyse féministe du droit dans les écrits francophones », *Nouvelles Questions Féministes*, 28, Éditions Antipodes, 2009, n° 2, p. 4-10.

RICCI David M., « Democracy Attenuated: Schumpeter, the Process Theory, and American Democratic Thought », *The Journal of Politics*, 32, [University of Chicago Press, Southern Political Science Association], 1970, n° 2, p. 239-267.

RORTY Richard, *The Linguistic Turn: Essays in Philosophical Method*, [s. l.], University of Chicago Press, 1992, 420 p.

ROSANVALLON Pierre, *La démocratie inachevée: histoire de la souveraineté du peuple en France*, [s. l.], Gallimard, 2003, 591 p.

ROUGIER Louis, *L'erreur de la démocratie française*, [s. l.], Éditions l'Esprit Nouveau, 1963, 304 p.

RUSTOW Dankwart A., « 2. Transitions to Democracy: Toward a Dynamic Model », 2. *Transitions to Democracy: Toward a Dynamic Model*, [s. l.], Columbia University Press, 2015, p. 14-41, [consulté le 28 septembre 2023].
<https://www.degruyter.com/document/doi/10.7312/ande11590-004/html>

RUTH Sheila, « A feminist analysis of the new right », *Women's Studies International Forum*, 6, janvier 1983, n° 4, p. 345-351.

SAJÓ András, *Limiting Government: An Introduction to Constitutionalism* [en ligne], 1re éd., [s. l.], Central European University Press, 1999, [consulté le 19 février 2024].
<https://www.jstor.org/stable/10.7829/j.ctv10tq68z>

SALZINGER Leslie, « 7. Sexing Homo Œconomicus: Finding Masculinity at Work », in Callison William et Manfredi Zachary (éd.), *Mutant Neoliberalism: Market Rule and Political Rupture*, [s. l.], Fordham University Press, 2019, p. 196-214, [consulté le 3 septembre 2024].
<https://www.degruyter.com/document/doi/10.1515/9780823285730-008/html>

SAUVÊTRE Pierre, « National-néolibéralisme : de quoi le « populisme » est le nom », *Sens public*, Département des littératures de langue française, 2020, p. 1-32.

SCHMITTER Philippe C., « La nature et le futur de la politique comparée », *Revue internationale de politique comparée*, 14, De Boeck Supérieur, 2007, n° 4, p. 613-650.

Id., « Seven (disputable) theses concerning the future of 'transatlanticised' or 'globalised' political science », *European Political Science*, 1, mars 2002, n° 2, p. 23-40.

SCHMITTER Philippe C et KARL Terry Lynn, « What Democracy Is. . . and Is Not », *Journal of Democracy*, 2, 1991, n° 3, p. 75-88.

SCHOETTL Jean-Éric, « De Balance ton porc au "juridiquement correct" », *Commentaire*, Numéro 170, Commentaire SA, 2020, n° 2, p. 351-362.

SCHU Adrien, « Lawfare : critique d'un concept défaillant », *Raisons politiques*, 85, Presses de Sciences Po, mai 2022, n° 1, p. 39-52.

SEAMAN John W., « L. T. Hobhouse and the Theory of "Social Liberalism" », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 11, décembre 1978, n° 4, p. 777-802.

SEGURA-BALLAR Gabriela, « Defending "Western" Values: Reactionary Neoliberalism in the Americas » [en ligne], *CLCWeb: Comparative Literature and Culture*, 23, mai 2021, n° 1. <https://docs.lib.purdue.edu/clcweb/vol23/iss1/7>

SHANE Peter M., « Presidential Signing Statements and the Rule of Law as an "Unstructured Institution" », [s. l.], LawArXiv, 2018, [consulté le 9 mars 2021]. <https://osf.io/gb2dc>

Id., *Madison's Nightmare* [en ligne], *Madison's Nightmare*, [s. l.], University of Chicago Press, 2009, [consulté le 1 juillet 2021]. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.7208/9780226749426/html>

Id., « Presidential Signing Statements and the Rule of Law as an Unstructured Institution Symposium: The Last Word - The Constitutional Implications of Presidential Signing Statements », *William and Mary Bill of Rights Journal*, 16, 2008 2007, n° 1, p. 231-252.

SHKLAR Judith N., « Political theory and the rule of law », publié le 1987, [consulté le 31 mars 2021]. <https://philarchive.org>

SIBONY Daniel, « Wokisme et psychologie collective », *Commentaire*, Numéro 180, Commentaire SA, 2022, n° 4, p. 879-884.

SLOBODIAN Quinn, « The Backlash Against Neoliberal Globalization from Above: Elite Origins of the Crisis of the New Constitutionalism », *Theory, Culture & Society*, 38, SAGE Publications Ltd, novembre 2021, n° 6, p. 51-69.

STANLEY Ben, « The thin ideology of populism » [en ligne], *Journal of Political Ideologies*, Taylor & Francis Group, février 2008, [consulté le 21 septembre 2024]. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13569310701822289>

STEARNS Marc, « The Liberal Tradition and the Politics of Exclusion », *Annual Review of Political Science*, 10, Annual Reviews, juin 2007, n° Volume 10, 2007, p. 85-101.

STERN Fritz, « Opinion | Attacks on the "L-word" Debase Us All » [en ligne], *The New York Times*, 4 septembre 1988, [consulté le 28 mai 2024]. <https://www.nytimes.com/1988/09/04/opinion/attacks-on-the-lword-debase-us-all.html>

STIEGLER Barbara, « *Il faut s'adapter* ». *Sur un nouvel impératif politique*, [s. l.], Editions Gallimard, 2019, 317 p.

STRAUSS Leo, *Le libéralisme antique et moderne*, [s. l.], Presses universitaires de France, 1990, 390 p.

STUBBS Paul et LENDVAI-BAINTON Noémi, « Authoritarian Neoliberalism, Radical Conservatism and Social Policy within the European Union: Croatia, Hungary and Poland », *Development and Change*, 51, 2020, n° 2, p. 540-560.

SUBRAMANIAM Surain, « The Asian Values Debate: Implications for the Spread of Liberal Democracy » [en ligne], *Asian Affairs: An American Review*, Taylor & Francis Group, janvier 2000, [consulté le 20 février 2024].
<https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/00927670009598827>

SUNSTEIN Cass R., « On Liberalism », 2023, [consulté le 15 avril 2024].
<https://papers.ssrn.com/abstract=4644402>

TANNSJO Torbjorn, *Conservatism for Our Time*, London, Routledge, 1990, 208 p.

TARRAGONI Federico, « Populisme et démocratie : les impasses d'une polarisation scientifique », *Raisons politiques*, 86, Presses de Sciences Po, 2022, n° 2, p. 113-129.

Id., « Chapitre 3. Les populismes à leur source », *L'esprit démocratique du populisme*, Paris, La Découverte, 2019, p. 145-214, [consulté le 7 décembre 2023]. <https://www.cairn.info/l-esprit-democratique-du-populisme--9782707197306-p-145.htm>

TAYLOR Charles, « NINE. Cross-Purposes: The Liberal-Communitarian Debate », *NINE. Cross-Purposes: The Liberal-Communitarian Debate*, [s. l.], Harvard University Press, 2013, p. 159-182, [consulté le 18 avril 2024].
<https://www.degruyter.com/document/doi/10.4159/harvard.9780674864443.c13/html?lang=en>

Id., *Sources of the Self: The Making of the Modern Identity*, [s. l.], Cambridge University Press, 1992, 628 p.

TEMELINI Michael, « Using Wittgenstein's Method to Explain and Understand Democratic Politics », *Wittgenstein and Democratic Politics*, [s. l.], Routledge, 2024.

TOMINI Luca, « Don't think of a wave! A research note about the current autocratization debate », *Democratization*, 28, Routledge, août 2021, n° 6, p. 1191-1201.

TRAISBACH Knut, « Judicial authority, legitimacy and the (international) rule of law as essentially contested and interpretive concepts: Introduction to the special issue », *Global Constitutionalism*, 10, Cambridge University Press, mars 2021, n° 1, p. 75-90.

TULLY James, *Public Philosophy in a New Key: Volume 2: Imperialism and Civic Freedom* [en ligne], vol. 2, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, [consulté le 15 décembre 2023]. <https://www.cambridge.org/core/books/public-philosophy-in-a-new-key/1721444E3DA7473B6901361C5DBF9374>

Id., « The Unfreedom of the Moderns in Comparison to Their Ideals of Constitutional Democracy », *The Modern Law Review*, 65, 2002, n° 2, p. 204-228.

Id., « Wittgenstein and Political Philosophy: Understanding Practices of Critical Reflection », *Political Theory*, 17, Sage Publications, Inc., 1989, n° 2, p. 172-204.

TUSHNET Mark, « Critical Legal Studies: A Political History », *The Yale Law Journal*, 100, The Yale Law Journal Company, Inc., 1991, n° 5, p. 1515-1544.

Id., « Critical Legal Studies: A Political History », *Yale Law Journal*, 100, 1991 1990, n° 5, p. 1515-1544.

Id., *Red, White, and Blue: A Critical Analysis of Constitutional Law*, [s. l.], University Press of Kansas, 2015, 376 p.

URBINATI Nadia, *Representative Democracy: Principles and Genealogy*, [s. l.], University of Chicago Press, 2006, 341 p.

URBINATI Nadia et WARREN Mark E., « The Concept of Representation in Contemporary Democratic Theory », *Annual Review of Political Science*, 11, juin 2008, n° 1, p. 387-412.

VERGARA Francisco, *Les Fondements Philosophiques du Libéralisme*, [s. l.], Paris, France: Editions la découverte, Paris, 2002.

WALDRON Jeremy, « The Rule of Law as an Essentially Contested Concept », 2021, [consulté le 19 janvier 2024]. <https://papers.ssrn.com/abstract=3808198>

Id., « Rule by Law: A Much Maligned Proposition », 2019, [consulté le 20 février 2024]. <https://papers.ssrn.com/abstract=3378167>

Id., « Is the Rule of Law an Essentially Contested Concept (In Florida)? », *The Rule of Law and the Separation of Powers*, [s. l.], Routledge, 2005.

WALLACE-WELLS Benjamin, « The Rise of the New Right at the Republican National Convention » [en ligne], *The New Yorker*, 18 juillet 2024, [consulté le 27 août 2024]. <https://www.newyorker.com/news/the-political-scene/the-rise-of-the-new-right-at-the-republican-national-convention>

WALLERSTEIN Immanuel, « Trois idéologies ou une seule ? La problématique de la modernité », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 9, 1992, n° 1, p. 7-24.

WHYTE Jessica, *The Morals of the Market: Human Rights and the Rise of Neoliberalism*, [s. l.], Verso Books, 2019, 385 p.

WILKINSON Michael A., « Authoritarian liberalism as authoritarian constitutionalism », *Authoritarian Constitutionalism*, Edward Elgar Publishing, mai 2019, p. 317-337.

WILLIAMSON John, « Democracy and the “Washington consensus” », *World Development*, 21, août 1993, n° 8, p. 1329-1336.

WITTGENSTEIN Ludwig et MOYAL-SHARROCK Danièle, *De la certitude*, Paris, Gallimard, 2006, 224 p.

WOLFE C. J., « Introduction to the Symposium: Alasdair MacIntyre and American Politics » [en ligne], *Perspectives on Political Science*, Routledge, avril 2015, [consulté le 14 juin 2024]. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/10457097.2015.1011477>

ZAGANIARIS Jean, « Pour en finir avec “l’intellectualisme” : la question de la rupture avec l’épistémocentrisme herméneutique dans l’œuvre de Pierre Bourdieu », *L’Homme & la*

Société, 181, Association pour la Recherche de Synthèse en Sciences Humaines (ARSSH), 2011, n° 3, p. 145-164.

« Is the EU facing a “New Right” surge in Europe’s 2024 elections? », sur *RFI* [en ligne], publié le 19 janvier 2024, [consulté le 27 août 2024]. <https://www.rfi.fr/en/international/20240119-is-the-eu-facing-a-new-right-surge-in-europe-s-2024-elections>

« «Populiste», «libéral», «ultralibéral»... comment qualifier Javier Milei, le nouveau président argentin? », sur *Le Figaro* [en ligne], publié le 20 novembre 2023, [consulté le 19 avril 2024]. <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/populiste-liberal-ultraliberal-comment-qualifier-javier-milei-le-nouveau-president-argentin-20231120>

« Où va la France? - Le Temps » [en ligne], 8 mai 2023, [consulté le 17 février 2024]. <https://www.letemps.ch/opinions/debats/va-france>

« New-Right Christians Would Repeat Islamist Government Failures », sur *Cato Institute* [en ligne], publié le 23 janvier 2023, [consulté le 26 août 2024]. <https://www.cato.org/commentary/new-right-christians-would-repeat-islamist-government-failures>

« The Return of the Anti-Enlightenment », sur *Cato Institute* [en ligne], publié le 28 février 2022, [consulté le 26 août 2024]. <https://www.cato.org/policy-report/january/february-2022/return-anti-enlightenment>

« Genre, identités, cancel culture... Le fantasme du péril américain » [en ligne], *Le Monde.fr*, 21 décembre 2020, [consulté le 27 mai 2024]. https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2020/12/21/genre-identites-cancel-culture-le-fantasme-du-peril-americain_6064150_4500055.html

« Macronisme ou « néo-illibéralisme » ? », sur *Alternatives Economiques* [en ligne], publié le 23 novembre 2020, [consulté le 24 octobre 2024]. <https://www.alternatives-economiques.fr/herve-nathan/macronisme-neo-illiberalisme/00094624>

« Dungeons and Dragons and Jurisprudence », sur *National Review* [en ligne], publié le 7 avril 2020, [consulté le 27 août 2024]. <https://www.nationalreview.com/the-tuesday/constitution-originalist-jurisprudence-adrian-vermeule/>

« La « démocratie illibérale » n’existe pas », sur *AOC media - Analyse Opinion Critique* [en ligne], publié le 4 mars 2018, [consulté le 25 mai 2020]. <https://aoc.media/analyse/2018/03/05/ne-parlez-plus-de-democratie-illiberale/>

« Deneen on Liberalism | Mises Institute », publié le 16 janvier 2018, [consulté le 26 août 2024]. <https://mises.org/mises-wire/deneen-liberalism>

« Vœux à la presse : « tentation illibérale », qu’a voulu dire Macron ? », sur *Le Point* [en ligne], publié le 4 janvier 2018, [consulté le 24 octobre 2024]. https://www.lepoint.fr/politique/voeux-a-la-presse-tentation-illiberale-qu-a-voulu-dire-macron-04-01-2018-2184030_20.php

« Comment peut-on être communautariste ?, par Justine Lacroix » [en ligne], 16 janvier 2006, [consulté le 26 octobre 2024]. https://www.lemonde.fr/idees/article/2006/01/16/comment-peut-on-etre-communautariste-par-justine-lacroix_731135_3232.html

« Prime Minister Viktor Orbán's Speech at the 25th Bálványos Summer Free University and Student Camp », sur *Government* [en ligne], [consulté le 9 octobre 2024]. <https://2015-2019.kormany.hu/en/the-prime-minister/the-prime-minister-s-speeches/prime-minister-viktor-orban-s-speech-at-the-25th-balvanyos-summer-free-university-and-student-camp>

« Singapore's success is an encouragement for Hungary », sur *Government* [en ligne], [consulté le 24 octobre 2024]. <https://2015-2019.kormany.hu/en/the-prime-minister/news/singapore-s-success-is-an-encouragement-for-hungary>

« Explaining Eastern Europe: Orbán's Laboratory of Illiberalism », sur *Journal of Democracy* [en ligne], [consulté le 30 septembre 2023]. <https://www.journalofdemocracy.org/articles/explaining-eastern-europe-orbans-laboratory-of-illiberalism/>

« At the National Conservatism Conference, Thatcher's Ghost Was Haunting the Proceedings », [consulté le 14 juin 2024]. <https://jacobin.com/2023/05/natcon-post-liberalism-thatcherism-anti-woke-right>

« "National conservatives" are forging a global front against liberalism » [en ligne], *The Economist*, [consulté le 14 juin 2024]. <https://www.economist.com/briefing/2024/02/15/national-conservatives-are-forging-a-global-front-against-liberalism>

« The Tyranny of Identity Politics », sur *The Claremont Institute* [en ligne], [consulté le 26 août 2024]. <https://beta.claremont.org/events/tyrannyidentitypolitics/>

« The Tragedy of Liberalism », sur *The Hedgehog Review* [en ligne], [consulté le 26 août 2024]. <https://hedgehogreview.com/issues/the-end-of-the-end-of-history/articles/the-tragedy-of-liberalism>

« National Conservatism: A Statement of Principles », sur *National Conservatism* [en ligne], [consulté le 7 août 2024]. <https://nationalconservatism.org/national-conservatism-a-statement-of-principles/>

« National Conservatism vs. American Conservatism », sur *The American Mind* [en ligne], [consulté le 13 août 2024]. <https://americanmind.org/features/national-conservatism-vs-american-conservatism/>

« National Conservatism and Its Discontents », sur *Claremont Review of Books* [en ligne], [consulté le 13 août 2024]. <https://claremontreviewofbooks.com/national-conservatism-and-its-discontents/>

Table des matières

RESUMES EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS	III
REMERCIEMENTS	5
SOMMAIRE	8
INTRODUCTION GENERALE	10
I. Construction de l'objet : pourquoi problématiser la conceptualisation de l'illibéralisme ?	15
II. Problématique et questions de recherche	36
III. Cadre théorique : Quelle théorie politique pour enquêter sur l'illibéralisme ?	37
IV. Méthode : La notion de jeu de langage, un outil conceptuel pour la théorie politique et une clé de compréhension du phénomène illibéral	50
V. Constitution du corpus : quels discours à étudier pour enquêter sur le concept d'illibéralisme ?	62
VI. Structure de la recherche	66
PREMIERE PARTIE. CARTOGRAPHIER LES USAGES DE LA NOTION D'ILLIBERALISME	70
Introduction de la première partie	71
Chapitre I. De la démocratie illibérale à l'illibéralisme : généalogie de la notion d'illibéralisme	73
Introduction Chapitre I.	74
Section 1. La genèse de la notion d'illibéralisme, penser et résoudre les impasses des democratization studies	78
1. La crise de la transitologie, toile de fond de la genèse du concept de démocratie illibérale	83
2. Les différentes conceptualisations de la démocratie illibérale dans le sillage de la transitologie	94
Section 2. De la démocratie illibérale à l'illibéralisme	113
1. L'illibéralisme, une notion à l'emploi discontinu et au succès paradoxal	115
2. Un passage de la démocratie illibérale à l'illibéralisme illustrant le succès paradoxal de la notion	130
Conclusion chapitre I.	138
Chapitre II. Les impasses des conceptualisations de l'illibéralisme : comparaison des usages contemporains de la notion	140
Introduction Chapitre II.	141
Section 1. L'équation entre illibéralisme et remise en question de l'ordre politique libéral : une impasse pour la conceptualisation de l'illibéralisme ?	148
1. Déconstruire l'association systématique de l'anti-constitutionnalisme au populisme pour penser la remise en question de l'ordre politique libéral	156
2. Clarifier la relation entre ordre politique libéral et constitutionnalisme	173
Section 2 : L'illibéralisme, une notion à la fonction disputée en raison de certaines impasses empirico-conceptuelles	198
1. Des impasses dans la conceptualisation de l'illibéralisme causées par des malentendus quant aux différentes fonctions du concept	203
2. Des impasses résultant de l'intrication entre la conceptualisation de l'illibéralisme et la question des régimes	217
Conclusion chapitre II.	227

Chapitre III. Les sources paradoxales de l'illibéralisme : comparaison des généalogies du phénomène illibéral	230
Introduction Chapitre III.	231
Section 1. Les généalogies contradictoires de l'illibéralisme	240
1. La généalogie de l'illibéralisme : un moyen d'identifier les conflits et les malentendus dans l'appréhension de la relation entre libéralisme et antilibéralisme	243
2. La généalogie des droits de l'Homme, une illustration des conflits et malentendus dans l'interprétation de la tradition libérale	260
Section 2. Des impasses dans la conceptualisation de l'illibéralisme provoquées par le conflit pour le monopole du libéralisme et de sa tradition	271
1. Une définition de l'antilibéralisme tributaire des conflits entre les courants intellectuels se revendiquant du libéralisme	274
2. La critique du « libéralisme illibéral » dans les études de l'illibéralisme, une illustration de la permanence d'un conflit idéologique dans la « fixation stratégique de l'historiographie libérale »	285
Conclusion Chapitre III.	298
Conclusion de la première partie	299
 DEUXIEME PARTIE. CONCEPTUALISER L'ILLIBERALISME	 303
Introduction de la deuxième partie	304
Chapitre IV. Surmonter le jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme	308
Introduction Chapitre IV.	309
Section 1. Résoudre le problème de la pluralité des langages du libéralisme	312
1. Les sédimentations historiques plurielles des langages du libéralisme, une première impasse pour la conceptualisation de l'illibéralisme	314
2. La circulation transnationale des langages du libéralisme, une seconde impasse pour la conceptualisation de l'illibéralisme	335
Section 2 : Dépasser la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme ?	351
1. l'illibéralisme, un concept contesté et contestable en raison de la dimension idéologique du jeu de langage entre libéralisme et illibéralisme	354
2. Justifier le recours à une grammaire progressiste du libéralisme	367
Conclusion Chapitre IV.	380
Chapitre V. Délimiter le phénomène illibéral	382
Introduction Chapitre V.	383
Section 1. Quel est le libéralisme attaqué par les intellectuels illibéraux : délimitation idéale de l'illibéralisme	393
1. Quelle grammaire du libéralisme chez les illibéraux autoproclamés : étude comparative des écrits de Peter L. P. Simpson et Adrian Vermeule	397
2. Quelle grammaire du libéralisme chez les intellectuels qui rejettent l'étiquette « illibérale » ?	409
Section 2 : Quel est le conservatisme abandonné par les illibéraux ? Délimitation géo-historique du phénomène illibéral	422
1. Quelle rupture entre l'illibéralisme et le conservatisme mainstream : contextualisation de l'avènement de l'illibéralisme attentive à la concurrence idéologique des grammaires du libéralisme	427
2. L'illibéralisme : l'idéologie de la New Right ?	449
Conclusion Chapitre V.	461
Chapitre VI. Théoriser l'illibéralisme en tant qu'idéologie	464
Introduction Chapitre VI.	465
Section 1. L'illibéralisme est-il une idéologie « distincte » ?	473
1. L'idéologie, un concept pertinent pour la conceptualisation de l'illibéralisme ?	476

2. L'illibéralisme, face cachée de l'idéologie dominante ?	488
Section 2. L'illibéralisme, membre de la famille idéologique conservatrice ou adversaire de cette dernière ?	503
1. Les enjeux de l'approche morphologique des idées conservatrices	505
2. La morphologie idéologique de l'illibéralisme	513
Conclusion Chapitre VI.	528
Conclusion de la deuxième partie.	531
CONCLUSION GENERALE	534
I. Enjeux théoriques : comment appréhender un phénomène « illibéral » multi-dimensionnel	535
II. Déroulé de l'enquête : d'une cartographie des usages de la notion d'illibéralisme à un travail exploratoire sur la conceptualisation de l'illibéralisme	543
III. Limites de notre recherche : paradoxe de Mannheim et labyrinthe conceptuel	545
IV. Perspectives futures pour les études de l'illibéralisme	546
ANNEXES	549
BIBLIOGRAPHIE	556
TABLE DES MATIERES	597